

REVUE
DES
DEUX MONDES

LXXII^e ANNÉE. — CINQUIÈME PÉRIODE

I

100076

REVUE
DES
DEUX MONDES

LXXII^e ANNÉE. — CINQUIÈME PÉRIODE

TOME NEUVIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 13

—
1902

100076

054

R3274

1902, v. 3

LETTRES

DE

HIPPOLYTE TAINÉ⁽¹⁾

A Prévost-Paradol.

Paris, 20 mars 1849.

Mon ami, excuse-moi moi-même ; il y a huit jours que j'aurais dû te répondre, et je ne l'ai pas pu ; j'ai, comme toi, un encombrement de travaux de toutes sortes dont je ne puis venir à bout. Compte d'abord les devoirs officiels, exigés, de grec, philosophie, histoire, latin, français ; ensuite la préparation à la licence, et la lecture d'environ trente ou quarante auteurs difficiles que nous aurons à expliquer à ce moment ; et enfin toutes mes études particulières de littérature, d'histoire, de philosophie. Tout cela marche de front, et j'ai toujours une quantité de choses sur le métier ; je me suis fait un grand plan d'études, et je destine ces trois années d'École à le remplir en partie ; plus tard, je le compléterai ; je veux être philosophe, et, puisque tu entends maintenant tout le sens de ce mot, tu vois quelle suite de réflexions et quelles séries de connaissances me sont nécessaires ; si je voulais simplement soutenir un examen ou occuper une chaire, je n'aurais pas besoin de me fatiguer beaucoup ; il me suffirait d'une certaine provision de lectures, et d'une inviolable fidélité

(1) Les lettres qu'on va lire, choisies, par les éditeurs et par la famille de M. Taine, à l'intention des lecteurs de la *Revue des Deux Mondes*, sont extraites du premier volume de sa *Correspondance*, qui paraîtra prochainement à la librairie Hachette.

✓

à la doctrine du maître, le tout accompagné d'une ignorance complète de ce que sont la philosophie et la science modernes; mais comme je me jetterais plutôt dans un puits que de me réduire à faire uniquement un métier, comme j'étudie par besoin de savoir, et non pour me préparer un gagne-pain, je veux une instruction complète. Voilà ce qui me jette dans toutes sortes de recherches et me forcera, quand je sortirai de l'École, à étudier en outre les sciences sociales, l'économie politique, et les sciences physiques. La vie est longue; voilà à quoi elle me servira; mais ce qui me coûte le plus de temps, ce sont les réflexions personnelles; pour comprendre, il faut trouver; pour croire à la philosophie, il faut la refaire soi-même, sauf à trouver ce qu'ont déjà découvert les autres; tu sais cela par expérience, et si tu flottes maintenant dans ton malheureux scepticisme, c'est que tu as considéré les philosophes comme des avocats et des comédiens; comme ils ont tous un grand génie, ils raisonnent avec force et vraisemblance et présentent des opinions belles et poétiques; d'où il est arrivé que tu as donné raison aux systèmes les plus contraires, de même qu'à la tribune, quand on regarde un assaut d'éloquence en spectateur désintéressé, on croit tour à tour les deux adversaires et l'on finit par n'en croire aucun.

Sache pourtant que j'aime mieux ta froideur, ton dégoût, ton scepticisme, ton ambition, que tes convictions aveugles, passionnées, irréflechies, inflexibles d'autrefois; il arrivera de là que tu ne prendras pas la vie au sérieux, et que tu la passeras plus douce et plus agréable; il arrivera encore que, le jour où tu te lasserai de cet état mou et flottant, tu pourras chercher sans prévention un terrain ferme et enfin t'y reposer.

Te le dirai-je enfin? Tu es plus près de moi qu'auparavant; le propre de la réflexion, c'est de pacifier l'âme, et, en l'élevant, de la rendre indifférente. Voilà ce qui m'arrive; comme toi, j'en suis venu à un grand mépris des hommes, tout en gardant une grande admiration de la nature humaine; je les trouve ridicules, impuissans, passionnés comme des enfans, sots et vaniteux, et surtout niais à force de préjugés; tout en conservant les formes extérieures de la politesse, je ris tout bas, tant je les trouve laids et idiots; n'est-ce pas là ce que tu sentais si vivement l'an dernier? Tu me le disais, et je ne t'écoutais pas, perdu dans la contemplation de l'homme en soi; j'en suis venu où tu en es, mais en gardant mes premières opinions sur la nature de l'homme

et mon amour profond pour cette chose si belle et si vaste; et ces deux sentimens se concilient très bien; car c'est un sujet de plus de prendre les hommes en pitié, que de voir qu'avec une si parfaite essence ils ne parviennent qu'à être des imbéciles, des frénétiques ou des coquins.

Il suit de là que mon amour, s'écartant des objets particuliers, tend aux choses générales ou idéales, comme les objets d'art, l'humanité entière, et surtout la nature. Hier, mon ami, je l'ai senti en moi avec une force que je n'ai jamais éprouvée. J'étais au Jardin des Plantes et je regardais, dans un endroit isolé, un monticule couvert d'herbes des champs vertes, jeunes, non cultivées, fleuries; le soleil brillait au travers, et je voyais cette vie intérieure qui circule dans ces minces tissus et dresse les tiges drues et fortes; le vent soufflait et agitait toute cette moisson de brins serrés, d'une transparence et d'une beauté merveilleuses; j'ai senti mon cœur battre et toute mon âme trembler d'amour, pour cet être si beau, si calme, si grand, si étrange, qu'on appelle nature; je l'aimais, je l'aime; je le sentais et je le voyais partout: dans le ciel lumineux, dans l'air pur, dans cette forêt de plantes vivantes et animées, et surtout dans ce souffle vif et inégal du vent de printemps. Oh! que n'étais-je hors de ce sale Paris, dans la campagne libre et solitaire! Pourquoi l'aimai-je tant? Pourquoi, lorsque je la vois, suis-je ému comme un amant auprès de sa maîtresse? Pourquoi suis-je tout entier rempli d'une joie calme et parfaite? Est-ce que la nature et l'homme (1) ne sont qu'une même chose, et qu'à certains momens ils rentrent tous les deux dans cette unité primitive et absolue d'où ils sont sortis pour leur malheur? Pour moi, je trouve la nature plus belle que la femme; les teintes rosées du ciel au matin me semblent plus délicates que les aimables couleurs des plus belles joues; les mouvemens et les aspects de l'eau qui coule sur les rochers et les herbes me sont aussi expressifs que les changemens de la plus mobile physionomie. Que te dirai-je encore? Lorsque j'aperçois une campagne entière avec ses rivières, ses bois, les mouvemens de son terrain, ses bruits, ses couleurs, je sens la présence d'un

(1) Prévost-Paradol à H. Tainé, 21 mars 1849 : « Le jour, cher ami, où le *Est-ce que?* et le point d'interrogation auraient disparu pour toi de cette belle phrase, qui contient toute une philosophie, toute une morale et toute une politique, sera le jour où tu te seras le plus rapproché des opinions de ton ami. » Gréard, *Prévost-Paradol*, p. 141.

être absolument un et véritable ; tout cela n'est qu'un, et cette grandeur infinie et accessible est la suprême beauté. Il y a des barbares qui ne voient dans tout cela qu'un spectacle, une fantasmagorie que Dieu fait jouer pour amuser les hommes, un composé de matières et de mouvemens sans forces propres, ni véritable réalité, et ceux-là se disent artistes !

Sérieusement, mon cher, peux-tu vivre de la vie politique ou de ce qu'on appelle la vie réelle quand tu as ces pensées devant toi ! Peux-tu aimer de *toute* ton âme autre chose que les choses parfaites que découvrent la science et la réflexion intérieure ? Et ne sens-tu pas que lorsque nous donnons cet amour à une créature finie et réelle, nous ne le donnons que par illusion, nous figurant que cet être est parfait, et l'habillant de toute l'excellence que nous voyons dans ce modèle divin. Je ne sais si les choses se passent en toi comme en moi ; mais je confesse que l'amour infini que je porte comme tous les hommes au fond du cœur, se trouve toujours empêché dans son essor, lorsqu'il s'adresse aux réalisations finies de l'essence parfaite ; je ne sais quelle malheureuse clairvoyance me montre qu'ils manquent de ceci ou de cela et qu'ainsi ils ne peuvent partout donner prise à l'amour ; je dis la même chose de moi-même et je sens que je ne mérite pas non plus d'être complètement aimé.

Je t'avoue là une foule de pensées et de sentimens que je n'oserais dire à personne de crainte de passer pour un extravagant ; mais avec toi, j'ose tout ; dis-moi, non pas si je suis hors du sens commun (je le sais bien, et je ne m'en afflige pas), mais si je suis hors du bon sens (ce qui est beaucoup plus sérieux). Tu es plus capable d'en juger qu'un autre, puisque tu ne crois pas à la philosophie et que tu peux la regarder sans t'éblouir. Au reste, tout ceci s'explique dans la chaîne de mes doctrines, et un jour, si tu veux, je t'expliquerai ce que signifie cette sorte de panthéisme pratique que je t'ai exposé là.

Adieu, soigne-toi et écris-moi aussi longuement que je le fais.

A Prévost-Paradol.

Paris, 30 mars 1849.

Je relis ta lettre (1) et j'y trouve une phrase qui m'inquiète.

(1) Gréard, *ibid.*, p. 145.

Tu parles de publier un écrit (1) sur tes convictions philosophiques.

Penses-tu vraiment à cette folie? Tu m'avoues toi-même que tes opinions ne te semblent que probables. Et tu vas engager ta vie entière, à dix-neuf ans, par un écrit public, lorsque tu ne sais pas si dans un an le mouvement de ton esprit ne t'aura pas jeté dans d'autres pensées? C'est une témérité inexcusable. Tu joues avec ton avenir; je t'en prie, réfléchis, et songe quelle chose c'est qu'imprimer.

J'arrive maintenant à ma réponse. J'aurais beaucoup de choses à te dire : mais je ne veux toucher que deux points :

1° En premier lieu, je vais te montrer en quoi diffèrent nos philosophies. Elles sont plus séparées que tu ne crois; elles le sont même d'une façon absolue. Ton unité (2) ressemble à l'unité d'enveloppement et d'indistinction où git chacun des mondes, lorsque tous les germes qui le composent sont confondus; la mienne ressemble à cette unité d'harmonie, qui est celle du monde développé et vivant.

Tu prétends concilier et tu ne fais que détruire; tu sacrifies la loi morale à la loi du plaisir (3) en posant que le devoir de l'homme est de satisfaire les tendances de sa nature, ce qui est pur sensualisme et fouriérisme. Tu détruis la liberté par la nécessité, en supposant que le principe des actions de l'homme, c'est le grand fluide (4) répandu dans son corps, et agitant les organes, selon les lois fixes de sa propre nature, et la constitution de ces organes; tu détruis Dieu, et tu mets à sa place dans

(1) Gréard, *Prévost-Paradol*, p. 149 : « Je vais lire Spinoza qui me semble ton maître... Si je ne trouve là rien qui m'ébranle, je m'en tiens aux doctrines de ma dernière lettre et je leur dévoue ma vie... Je châtie, j'achève et je publie les quelques pages que je t'ai annoncées; résolu que je suis à mettre mon existence au service d'une idée pratique, au lieu de la consumer tout entière dans un long et rude voyage vers la lointaine vérité. »

(2) *Ibid.*, p. 146 : « L'unité radicale de l'homme et de toutes choses, l'identité fondamentale du plaisir et du devoir, de la liberté et de la nécessité, voilà ce que j'aurais dit si je savais manier comme toi cette divine langue de la philosophie. »

(3) *Ibid.*, p. 143.

(4) *Ibid.*, p. 143 : « ... Il est un fluide que nous désignons sous les divers noms de lumière, chaleur, électricité, magnétisme, galvanisme, attraction, effets divers d'une même cause, noms variés de ce principe universel qui est la vie de l'univers... Voilà mon univers. Si Dieu existe... cela ne m'embarrasse nullement; car ce monde tout matériel, si tu veux, où l'homme n'est que la première des créatures, ne me semble en rien indigne de lui... »

la Nature l'électricité (1). — Je conclus de là que tu as si peu examiné la nature de Dieu, de la loi morale et de la liberté, que tu n'étais pas convaincu de leur existence, et que tu as pu les sacrifier sans peine aux créations de ton imagination. C'est pour cela que je t'ai conseillé et que je te conseille de lire Kant sur la loi morale (2), Descartes sur l'existence de Dieu, Maine de Biran et Cousin (3) sur la liberté, afin d'y croire. Quant à présent, ne songe pas à la conciliation des termes opposés. Pour concilier, il faut des termes contraires, en l'existence desquels on croie invinciblement. Or, maintenant tu n'as qu'un terme, par conséquent ce qui est à faire en ce moment c'est de poser avec conviction le second.

Remarque en passant que cette loi de génération des systèmes, dont tu t'es moqué, est fort simple. Elle se réduit à ceci : avant de concilier et d'expliquer les oppositions, ce qui est le but de toute science, poser les oppositions. Toute opposition impliquant deux termes, poser les deux termes.

Or, de ces deux termes, tu n'as que celui qui se rapporte au naturalisme, au système de la nécessité, au matérialisme, à la doctrine du plaisir. Cherche donc l'autre, et diffère la lecture de Spinoza.

Prenons par exemple ton fluide. Comme il n'est ni pesant, ni tangible, tu crois en faire un intermédiaire entre la matière et l'esprit. Tu crois trouver là le nœud des choses; mais c'est que tu n'as qu'une idée incomplète de ce qui est matériel et immatériel. Réfléchis et tu verras, comme les physiciens, que tu le conçois comme étendu, composé de parties, de molécules élastiques et sans cesse en mouvement. Oseras-tu dire alors que le fluide ou le mouvement du fluide est ta pensée? Vois donc au moins les différences et les oppositions avant de chercher l'unité et les solutions.

(1) Gréard, *ibid.*, p. 446 : « Si j'osais entrer en lice avec toi, je nierais que ce que tu appelles spirituel te représente réellement quelque chose. Ce mot lui-même veut dire souffle, force, électricité... Ta pensée franchit-elle le monde en moins de temps que ce grand fluide? Agit-elle sur ton corps plus vite et par une puissance plus mystérieuse que le grand fluide sur la matière? Les Cartésiens, les Malebranche, ne peuvent se décider à faire agir la volonté sur le corps : qu'ils voient le fluide remuer les montagnes et qu'ils l'expliquent... Craignons que cette grande querelle du matériel et du spirituel ne soit qu'un malentendu... Cette distinction rend inexplicable et inconcevable cette vie universelle, ce grand fluide suspendu alors entre la matière et l'esprit pur. »

(2) Voyez dans les *Philosophes classiques du XIX^e siècle*, l'étude sur Maine de Biran.

(3) *Ibid.* sur Victor Cousin.

Si tu dis que ton fluide n'est pas un assemblage ou une continuité de parties, mais une force, c'est-à-dire une substance une, agissante, comment comprendre qu'un être inétendu puisse donner ce mouvement à la matière qui ne peut être mue que par contact?

Mon cher ami, tu sautes par-dessus la science, faute de vouloir entrer dedans; tu dis : « je sais, » afin d'être dispensé de chercher; et tu vois avec compassion mes études, parce que tu n'en sens pas la nécessité.

La philosophie est une science, comme la géométrie; et c'est la science la plus haute et la plus lumineuse de toutes; mais elle n'est pas une courtisane; elle sait de quel prix sont ses faveurs; elle ne les donne pas à tous, tout de suite; il faut une longue assiduité, et un sincère amour, pour les mériter et les obtenir.

C'est pour cela que je ne cesserai de t'exhorter à te tourner vers elle, et à te faire son fidèle serviteur. Je ne connais pas de joie humaine, ni de bien au monde qui vaille ce qu'elle donne, c'est-à-dire l'absolue, l'indubitable, l'éternelle, l'universelle vérité.

2^e Il faut maintenant que je me justifie (1). Tu me reproches de poursuivre une chimère, et de négliger ce qui est important, l'action, l'action politique, le travail utile à l'humanité.

La vérité ne me fuit pas, j'en tiens le principe; je n'ai pas l'explication universelle, mais j'ai le principe de cette explication et sans plus douter, ni flouter, j'avance tous les jours dans la connaissance de la vérité. Je vois, je crois, je sais. Je crois de toute la puissance de mon être; je ne puis pas ne pas croire, puisque toutes les certitudes logiques, psychologiques, métaphysiques se réunissent pour m'affermir dans l'absolue certitude

(1) Gréard, *ibid.*, p. 449 : « Si tu étais un autre homme je dirais que tu préfères les régions tranquilles d'une philosophie oisive... Mais tu n'es ni d'un âge ni d'un caractère à sacrifier ainsi tes croyances à ton repos; et ce qui t'éloigne invinciblement d'un pareil accommodement, c'est cet amour ardent et sincère pour la vérité philosophique qui te transporte et éclate à chaque ligne de tes lettres. Don Juan avait en lui cet amour pour la femme idéale... Il est mort épuisé de fatigue, consumé de son insatiable amour. Qui sait... si la doctrine que tu serres en ce moment dans tes bras n'est pas une de ces imparfaites images qui ont abusé l'âme avide de Don Juan... Ta vie serait alors noblement perdue dans une pure recherche et dans une grande illusion. Mais ce temps de loisir, où les Don Juan pouvaient sans remords brûler ainsi leur vie, est passé... Dans la grande lice qui est ouverte, chacun doit à son heure entrer, combattre et tenir ferme jusqu'au bout.

où j'ai trouvé le parfait repos. Je ne puis pas croire que ma certitude me trompe, parce que sachant maintenant le principe et la cause de l'erreur, la méthode que j'ai suivie a été calculée nécessairement de manière à éviter d'elle-même l'erreur; je ne puis pas être chassé de mes croyances par quelque contradiction avec un autre principe, puisque le mien est le seul que j'admette et dont je dérive tous les autres, puisque sa nature propre est la conciliation des contraires, puisque enfin toutes mes nouvelles recherches sur des sujets différens apportent de nouveaux soutiens à mes premières preuves.

Crois que j'estime assez ma vie et mon bonheur, pour ne pas les confier à quelque chose de fragile. J'ai voulu *plus* que de la géométrie et je l'ai.

Je ne veux pas me jeter dès à présent dans la vie politique; je m'abstiens, et tu sais pourquoi; je ne veux pas faire une action importante sans savoir au juste si elle est bonne; je ne veux me jeter dans aucun parti sans savoir s'il a raison; je ne veux défendre par mes écrits aucune doctrine, sans être convaincu qu'elle est rationnelle. Je dois donc avant tout étudier la nature de l'homme, les devoirs, les droits, la société, l'avenir de la race humaine, et ce vers quoi elle marche en ce moment. Quiconque est aveugle doit s'asseoir. En faisant ainsi, il est sûr du moins de ne nuire à personne.

Pour toi, homme étrange! tu es si fort pressé de combattre, que tu veux t'enrôler avant de savoir quel est le bon parti; tu es si désireux de sortir de l'inutilité et de l'oisiveté philosophiques que tu veux courir la chance de faire du mal.

Est-ce là de la raison, et ne sens-tu pas que plus tu as de force et de séduction dans l'éloquence, plus tu peux être nuisible et funeste? Que seras-tu donc? un esclave; car j'appelle esclave quiconque agit par préjugé, passion, esprit de parti, et n'obéit pas aux seules démonstrations du raisonnement. Eh! mon ami! Si tu étais un homme vulgaire, un esprit faible ou petit, un homme sans courage ou sans amour de la vérité, je te dirais de suivre le torrent, de te livrer à la chance, de faire comme cette foule d'aventuriers et de niais où se recrutent tous les partis. Mais tu n'es pas fait pour rester dans la foule. Tu en sortiras, et puisque tu peux commander et conduire, il faut que tu apprennes ce qui est le bien et le but. Veux-tu n'être qu'une machine de guerre? Et ne sens-tu pas de quelle amère douleur peut-être un jour

tu seras saisi, lorsque après une bataille, vainqueur ou vaincu, parmi tous les débris que les luttes politiques vont jeter à terre, tu douteras de toi et tu te demanderas si tu as bien servi la bonne cause, ou si tous tes efforts n'ont abouti qu'au mal de ton pays. Voilà un doute horrible, et plutôt que de m'y exposer, j'aimerais mieux m'abstenir pour toujours de toute action. Ne m'objecte pas qu'à ce compte personne n'agirait jamais. Les masses ignorantes et brutales ont l'aveugle instinct qui les conduit et qui sauve les États à travers toutes les révolutions. Il n'y a point de milieu entre l'ignorance du paysan qui vote selon l'intérêt de son champ et le bruit de son village, et la science du philosophe qui vote selon ses doctrines métaphysiques et ses opinions d'histoire. Entre ces deux limites extrêmes roule cette foule méprisable de demi-savans dogmatiques, qui ont l'ignorance du paysan et la confiance du philosophe; c'est de leurs rangs que sortent tous les ambitieux et tous les hommes dangereux; ce sont eux qui font tout le mal, parce que privés de l'instinct qui est aveugle, mais sûr, et de la science qui est infaillible, ils manquent de ce qui soutient les sociétés et guide les révolutions.

Rassure-toi sur mon compte; mais aussi rassure-moi sur le tien; cette ardeur d'action que je te connais fait effort en ce moment pour s'échapper. Tu n'as qu'un moyen de l'occuper et de la contenir, c'est de la tourner vers les choses de la pensée. La spéculation pure que tu crois si stérile est le principe de toutes choses. La pensée est la condition du développement de toutes les facultés humaines, et hors d'elle, point de salut. Comptes-tu pour rien le calme? Je sais ce que tu souffres; cette activité impétueuse, cette fièvre de désirs ambitieux, sensuels, politiques, ces agitations sceptiques te rendent-elles heureux? Peux-tu vivre avec de pareils hôtes? Et quand il s'agit de leur partager la place et de leur fixer à chacun leur domaine, ne vois-tu pas qu'il faut avant tout, dans ton âme, allumer un flambeau?

Je reviens toujours sur le même sujet, mon cher Prévost, pardonne-moi et dis-moi sincèrement si je ne te lasse pas. Avec mon adoration pour les vérités de raison et la confiance absolue que j'ai dans le pouvoir de l'intelligence, je ressemble à un catholique qui ne sait parler que de l'Église et de la foi. Mais, du moins, je puis prouver ce que j'avance, et, pour se mettre hors des prises de la doctrine qui me possède, il faut s'être mis en dehors de la raison.

Si tu savais quelle joie et quel repos c'est que de savoir combien l'âme s'étend et se met au-dessus des événemens, combien alors elle participe de la nature absolue de l'Être! Au moins, par amour de tes opinions politiques, écoute-moi : tous les raisonnemens que tu vas faire sur le droit de propriété, d'association, la nature du gouvernement, l'avenir de la France, tout cela sera faible et sans valeur si tu ne remontes pas plus haut. Veux-tu traiter les choses politiques comme des questions d'amplification ou d'éloquence française? Mais tu n'es ni un sceptique, ni un rhéteur; au contraire, tu es un croyant, et tu crois même à la façon des catholiques, sans voir véritablement, ni savoir.

Un de mes anciens amis (1) vient de revenir d'Angleterre, où il a vécu deux mois dans l'intimité de M. Guizot, qu'il connaissait auparavant. Il en a rapporté des conseils par écrit sur les études préparatoires à la vie politique. Il faudrait que tu voies combien ces études sont nombreuses et approfondies!

Si tu persistes à lire Spinoza, lis-le lentement et prudemment. Il n'est mon maître qu'à moitié. Je crois qu'il a tort sur plusieurs questions fondamentales.

A Prévost-Paradol.

Paris, 18 avril 1849.

Je viens de lire ta lettre; je t'aime comme cela; écris-moi toujours ainsi, en t'abandonnant à ta pensée ou à ton sentiment; est-ce que ce n'est pas la meilleure marque d'amitié d'écrire tout, sans chercher à rien déguiser ni adoucir, sans crainte d'attrister, ou d'offenser?

Je te plains, mon pauvre ami; je pourrais te guérir; tu ne veux pas; je le désirerai toujours, mais je crains qu'il ne soit bientôt plus temps (2). La politique va t'emporter; tu vas t'enrôler sous un drapeau; puis, une fois dans la vie de l'action, comment pourras-tu revenir à la vie de la pensée? Le retour te sera fermé. Ne l'est-il pas déjà? Et n'est-ce pas cette ardeur pour la politique et l'action qui t'empêche d'étudier et de chercher

(1) M. Cornelis de Witt.

(2) Gréard, *ibid.*, p. 150, 18 avril : « La philosophie qui fait ton repos, ne saurait faire le mien, tant je suis déjà mêlé aux choses de ce monde et engagé avant dans la vie... Nos opinions diffèrent et nous nous brûlons nos dieux l'un à l'autre. Philosophe, quelle main peux-tu me tendre sans dire : voilà un matérialiste socialiste? Quelle main puis-je te tendre sans dire : voilà un rêveur? »

une lumière? N'est-il pas déjà aveugle, celui qui nie le besoin de la lumière?

Quel malheur! Et combien j'en suis peiné! Que de choses perdues! Plus je relis tes lettres, plus je m'attriste; j'y vois l'âme la plus ardente, le cœur le plus généreux et le plus dévoué, les dons de l'esprit, de la logique, du style, tout ce qui fait l'homme le plus aimable, le plus estimable, le plus capable. A quoi bon tout cela? A faire ton malheur. Regarde, mon ami, combien tu es déjà malheureux; combien cette ardeur pour l'action, cette sensualité de désirs, cette fougue irréflechie qui erre de tous côtés, ne sachant où se prendre et cherchant à se fixer, combien tout cela affaiblit ton corps, ta volonté et ta pensée. Tu ne peux pas espérer le bonheur de cet ami dont tu me parles; tu étais son maître, tu as été au fond du scepticisme avec moi; nous en avons rapporté une goutte de liqueur empoisonnée, qui flétrira toutes nos croyances, et ne pourra trouver son remède que dans la science absolue. Tu ne veux pas du remède; eh bien! je te jure que la maladie te suivra, et que tu auras beau t'étourdir, elle te prendra à la gorge au milieu de tes efforts les plus passionnés pour le service de tes opinions chéries. Ne te souviens-tu pas que nous avons poussé le doute jusqu'aux extrêmes limites, que nous avons tout nié, patrie, devoir, pensée, bonheur, et que nous avons triomphé dans la destruction? Ce n'est pas impunément qu'on prend une telle nourriture. On y gagne un esprit trop haut pour se laisser prendre aux appas qui captivent les hommes; à moins de te détruire toi-même, tu sentiras toujours du mépris pour les grossiers tribuns avec qui tu veux t'allier; tu te sentiras toujours du doute pour des opinions fondées sur de pures probabilités comme celles que tu m'exposes. Et, en supposant que tu t'enfonces entièrement dans ces convictions, ne serait-ce pas encore un plus grand malheur? Perdre la vue de la lumière, descendre au niveau des autres hommes, devenir une simple machine au service d'une passion personnelle, ou d'une opinion étrangère, perdre la liberté, car la seule liberté est dans la pensée, ce ne serait plus vivre, j'aimerais autant être mort.

Quand je pense à ce que tu es, je vois tout en toi, hors la volonté. Que de choses tu as et dont je manque! Que je changerais volontiers mon bagage contre le tien, en gardant seulement de tout ce que je possède, la volonté d'user de mon nouveau lot! Considère que je n'ai jamais rien fait que par la volonté et l'in-

telligence, parce que la nature était en moi mauvaise et rebelle, que je n'ai compris les arts que par la pensée, et le beau que par la philosophie et l'analyse. Pour toi, tu as la nature bonne; tu as une nature d'artiste et d'orateur, outre la nature de penseur qui nous est commune. Nul de tous ceux que j'ai connus dans mes classes n'avait des dons pareils, et n'avait senti avec cette profondeur : comprends par là combien je tiens à toi, combien je souffrirais de te voir tomber dans l'erreur, le malheur ou l'impuissance, combien sur toi je fonde d'espérances. Ne les renverse pas. Il y a si peu de gens qui *peuvent* ! Faut-il donc que ceux qui *peuvent*, ne *veillent* pas !

Je serais bien heureux si je savais quel secours peut te retirer de l'abîme où tu enfonces et où tu sens le terrain te manquer tous les jours; que puis-je, sinon te donner mon exemple? car tu me croiras et tu ne mettras pas ma sincérité en doute. Sache donc que j'ai les mêmes sujets de tristesse que toi, de plus grands peut-être, qu'ici et nulle part je n'ai personne pour me comprendre, tandis que tu avais deux amis, que je lutte, que je souffre, que je travaille seul, et que cependant je suis tranquille. La sérénité de la pensée finit par apaiser les orages de l'âme; la hauteur où elle vous porte permet l'indifférence et le mépris, sans détruire la sympathie et le désir. Que puis-je te dire après cela? Car sans doute, ce que tu souhaites, c'est le bien, le bonheur; tu ne l'as pas; et moi, je te dis où il est, non pas par des raisonnemens, tu les méprises, mais par expérience, avec des preuves sensibles.

Que veux-tu de plus? Pourquoi ne réponds-tu rien aux prières, aux raisonnemens dont je charge mes lettres? Dois-je croire, comme Spinoza, que « quelquefois une passion s'attache à l'âme de l'homme avec tant de force, qu'il est impuissant à la chasser? »

Pardonne-moi de revenir tant de fois à la charge; tu en sais bien la raison; c'est que je t'aime; et je crois que cette amitié est de l'espèce la meilleure et la plus forte, puisque ce que j'aime en toi, c'est ton excellente nature que ta faiblesse essaie en vain de gâter. Ne crains pas que cet attachement puisse être altéré par la contrariété de nos opinions; si je t'exhorte tant à passer dans mon camp, sur ma parole, c'est moins pour jouir du plaisir de notre concorde, que pour te voir arriver au point où tu mérites d'arriver, je veux dire à la vérité ! D'ailleurs, au fond

tu ne seras jamais bigot de tes doctrines; je te dis que tu as le scepticisme au cœur, et que tu le conserveras, cet hôte importun, jusqu'à ce que tu veuilles m'imiter. Ne te souviens-tu pas de cette promenade que nous avons faite ensemble, il y a trois mois; de tes confessions et des miennes? O socialiste, quel étais-tu alors? Ne m'avouais-tu pas qu'avec le vulgaire tu étais dogmatique, mais qu'avec moi tu reconnaissais toutes tes croyances pour probabilités? D'où vient que ces fragiles abris dont tu te riais avec moi sont tout d'un coup devenus des édifices invincibles, capables d'abriter toute ta vie et de couvrir l'humanité? Ne te souvient-il plus que tu ne marches que sur le provisoire? Veux-tu me traiter comme un N...? Quant à moi, je ne te traiterai jamais comme un matérialiste ni comme un socialiste; je sais ce qu'il en est et tu ne me tromperas pas. *Tu es un sceptique et tu ne crois que provisoirement.*

Avec toi, je n'agis pas ainsi; ici je me tais, je me cache; je dissimule ma foi, elle me ferait moquer et persécuter; je poursuis l'œuvre en silence, et, comme un mineur, je fouille toujours plus avant, et je tombe dans des puits nouveaux. Je saurai, je croirai! Je sais déjà et je crois! Ah! si tu voulais! Si tu avais la raison de retarder ta vie politique, d'attendre jusqu'à ton entrée à l'École, et là de travailler avec moi! Je n'en désespère pas encore; aujourd'hui, tu m'écris malade de corps et d'esprit. D'ailleurs, pourquoi m'accuser d'être un spéculatif et un rêveur? Crois-tu que je veuille dévouer ma vie entière à la connaissance pure? L'action aura sa part, mais en son temps, et quand je saurai comment agir; la philosophie sociale sera pour moi un commentaire et un corollaire de la philosophie de l'histoire et de la métaphysique. Ne sais-tu pas que M. Proudhon, le grand socialiste, a commencé par là et que sa *Banque du peuple* n'est que la conclusion scientifique d'une démonstration?

Encore un mot: tu as bien souffert en entendant ton jeune ami dire: « Qui sait si en mourant je n'appellerai pas un prêtre? » Avec tes opinions chancelantes et probables, es-tu sûr que tu n'en feras pas autant?

Ne ris pas. M. Gratry, élève des plus distingués de l'École polytechnique, ayant obtenu le prix de philosophie au concours, adepte passionné de Saint-Simon pendant longtemps, s'est fait prêtre catholique. Il est notre aumônier maintenant.

Cela est terrible à penser, n'est-ce pas? Oses-tu bien à pré-

sent rejeter la philosophie, et ne pas chercher ses démonstrations ? Tant que sur ta table tu n'auras pas ce bréviaire invincible, je veux dire la géométrie des choses, je ne réponds ni de toi, ni de moi, ni de personne ! La science est une ancre qui fixe l'homme ; qui ne l'a pas, peut être poussé aux écueils qu'il redoute le moins.

Adieu, et écris-moi le plus que tu pourras. Je te parlerai de ma philosophie quand tu voudras. Mon Dieu n'a rien de commun avec le Dieu-bourreau du christianisme, ni le Dieu-homme des philosophes de second ordre. Il est le positif absolu, c'est-à-dire la réalisation une et complète de tout l'être, et tout en lui et hors de lui est nécessaire comme lui.

Si ceci peut t'attirer à mes opinions, je te dirai que comme toi je crois à la légitimité des passions et à l'identité des lois du monde, et des lois de l'humanité et de la pensée. Seulement il faut s'entendre.

Courage ! et reporte sur moi un peu de l'affection que tu avais pour cet ami que tu as perdu.

Quant au jeune homme dont tu me parles, la première fois que je le verrai, je prendrai par écrit les conseils de M. Guizot.

A sa mère.

Nevers, 3 décembre 1851.

J'ai écrit à M. N... qui m'a répondu par une lettre affectueuse, mais fort magistrale. Faute de mieux, je m'étais amusé à lui envoyer des épigrammes contre les honnêtes personnes qui m'ont mis dans ce trou. Je comptais sur sa qualité d'hérétique et de railleur pour m'excuser, mais il paraît qu'à quarante ans, tout homme tourne au fade ; la moindre vivacité effraie un bourgeois bien établi ; une plaisanterie contre le pouvoir sent la poudre et les coups de fusil. Il me conseille d'éviter toujours la *violence et les injures*, de ne lutter contre l'ennemi qu'avec des armes *honorables et chevaleresques* (!), et de me garder de la *trahison* et des *armes empoisonnées*. Il me reproche d'avoir *commencé la bataille avec acharnement et sans respect humain contre le clergé*. Que sais-je encore ? Il a l'air de me considérer comme une machine infernale prête à faire explosion et me supplie de ne pas mettre le feu à la mèche. Moi, le plus mouton des moutons, le plus sédentaire des ours, la plus cloîtrée des marmottes ! Qui-conque vit et pense un peu, fait peur à ceux qui sont morts.

Vous savez les nouvelles politiques. Je vois des gens qui reviennent de Paris; les troupes sont pour M. Bonaparte, l'Assemblée dissoute est impopulaire, tout le monde est tranquille. Il est clair qu'il va prendre le pouvoir royal avec des formes républicaines. Les campagnes sont pour lui. Les démocrates sont accablés et poursuivis depuis deux ans. Personne ne remuera. En voilà pour quelques années. La France depuis soixante ans est dans un va-et-vient perpétuel, allant de la monarchie à la république, de la liberté à l'autorité. Cela durera longtemps encore. Nous sommes trop et trop peu démocrates pour souffrir l'une ou l'autre; mais les idées libérales pénètrent chaque jour plus avant et s'affermissent. Dans sept ou huit révolutions sans doute, elles seront entièrement maîtresses. Malades de la monarchie pendant le siècle dernier, nous sommes dans ce siècle en convalescence, mais avec des rechutes, et ce ne sera qu'au siècle prochain que nous recouvrerons la santé. Il faut s'habituer à cela et prendre patience, nos enfans seront plus heureux que nous.

Le recteur et le principal ont hier assisté à ma classe et le recteur m'a fait de grands complimens. Je vis fort seul; mon feu, mon piano, mes livres me distraient quand le travail m'a fait mal à la tête. — Il y a ici une bibliothèque, où je trouve quelques livres d'histoire; le jeudi et le dimanche soir, je relis ceux que j'ai emportés. Le théâtre est mauvais, dit-on. Les affiches marquent qu'on y joue des drames larmoyans et sanglans. Je n'y vais pas, pour ne pas m'affadir le cœur.

Notre année à l'École était la dernière des bien pensantes. Mes amis m'écrivent que la nouvelle promotion est toute cléricale. Voilà le sanctuaire lui-même envahi.

Pour moi, je suis heureux. A part quelques contrariétés et inquiétudes inévitables, je n'ai rien à désirer. Je suis occupé d'une façon noble et élevée, j'augmente mes connaissances; je vis dans la science, dans la plus belle des sciences, j'ai de la santé, des amis, assez d'argent, peu de besoins. Que me faudrait-il de plus, sinon de vous voir!

A Prévost-Paradol.

Nevers, 11 décembre 1851.

Cher ami, la Nièvre est tranquille; Clamecy et cinq ou six bourgs qui avaient des barricades sont pris. On a fusillé suffi-

samment; ajoute une quantité de prisonniers. On raconte que les insurgés ont pillé et égorgé; nos proclamations les représentent comme des brigands, non comme des socialistes. Qu'y a-t-il de vrai là dedans? Il est certain que le département était prêt à se soulever tout entier. Nevers et Moulins se sont trouvées bien gardées, et l'affaire a manqué.

Les plus avancés iront civiliser Nouka-hiva. Il est certain de plus que tout ce pays est plein de sociétés secrètes, disciplinées à l'obéissance passive, prêtes à se battre par haine et pour leur intérêt plutôt que pour une idée. Édouard (1) m'écrit que c'est la même chose à Saint-Étienne. Entre les coquins d'en haut et les coquins d'en bas, les gens honnêtes qui pensent vont se trouver écrasés. J'ai trop de dégoût pour l'un et pour l'autre pour donner la main à l'un ou à l'autre. Je déteste le vol et l'assassinat, que ce soit le peuple ou le pouvoir qui les commette. Taisons-nous, obéissons, vivons dans la science. Nos enfans plus heureux auront peut-être les deux biens ensemble, la science et la liberté.

Quant au gouvernement, je crois qu'il durera. Il a l'armée, il a déjà fait un pas vers le clergé; les campagnes vont lui donner une majorité énorme. Les commerçans et les grands propriétaires ne désirent rien tant qu'un État à la Russe; et ce qui est pis, je vois une quantité de jeunes gens qui pensent de même. Nous ne sortons pas d'un siècle d'idées, comme les hommes de la Révolution française. Notre philosophie, bâtarde du christianisme, est nulle hors de nos écoles, et c'est maintenant une mode de bafouer les principes pour diviniser les faits. Les philosophes socialistes ont invoqué comme principe l'amour, ce qui était bon à l'époque mystique du Christ; ont attaqué l'indépendance et la divinité de l'individu, ce qui est contraire à tout le mouvement moderne; ont prêché le bien-être matériel, ce qui produit des Jacqueries, mais non des Révolutions. Je ne vois donc rien qui puisse tenir contre un homme appuyé de 400 000 baïonnettes, de 40 000 goupillons et des légendes des campagnes. S'il n'est pas stupide, il se tiendra dans un juste milieu, ne touchera pas à l'état social établi, parlera de son amour pour le peuple, et vivra là-dessus; il ne périra que lorsqu'une doctrine prouvée, prêchée, acceptée, propagée, sera capable de s'emparer du pouvoir.

(1) Voyez Gréard, *ibid.*, p. 180; 10 décembre.

N'en sommes-nous pas là depuis cinquante ans? Napoléon, les Bourbons, Louis-Philippe, M. Louis Bonaparte ne sont que des compromis nés des circonstances. L'idée elle-même, en 89 et en 48, n'a régné que par accident et pour un moment. Elle ne régnera que quand tous en feront leur religion. Une religion est longue à substituer à une autre. Quels cris a excités M. Proudhon quand il a mis la divinité de l'homme à la place de la divinité de Dieu? Il faut attendre, travailler, écrire. Comme disait Socrate, nous seuls nous nous occupons de la vraie politique, la politique étant la science. Les autres ne sont que des commis et des faiseurs d'affaires.

Sais-tu quelque chose d'Edmond (1)? Il ne me répond pas. Qu'a-t-il fait dans toute cette échauffourée? Va-t-il en Grèce? Et Planat?

Ici, mon ami, je ne vois personne. Dans les conversations, j'entends des mots et j'en prononce, mais ce n'est qu'un échange de sons. Privé d'amis, de famille, de musée, de théâtre, de conversations, ma vie est un peu sévère. Je ne mange pas mon cœur, comme dit Homère. Mais je suis quelquefois triste, et j'aurais besoin de vous. Entouré de morts, je voudrais voir des vivans.

Je m'étonne chaque jour davantage de la platitude et de l'engourdissement universels. J'ai vu quelques jeunes gens, et j'ai laissé tomber toutes les occasions, j'aime encore mieux ma solitude que cette compagnie. Je serais bien heureux, si j'avais l'an prochain un de vous avec moi. T'aurai-je jamais? Je n'aurais jamais eu de meilleure fortune! Mes illusions s'en vont tous les jours; la sottise, l'ignorance, la grossièreté, le manque d'honnêteté sont la règle. Les contraires ne sont que l'exception.

Je relis les auteurs, Homère surtout et Marc-Aurèle. Car Hegel casse la tête et mes recherches personnelles de psychologie ne me fatiguent guère moins. Je laisse quelquefois flotter ma pensée vers l'avenir, qui me paraît tantôt brillant, tantôt sombre. En tout cas, nous aurons fait notre devoir.

J'ai écrit à M. Vacherot, sans savoir au juste son adresse; il ne m'a pas répondu. A-t-il reçu ma lettre?

Que disent les nouveaux catholiques de l'École? Approuvent-ils la Révolution?

(1) About.

La solitude augmente l'amitié. Il me semble que je pense maintenant à vous avec un souvenir plus tendre. Pourquoi Planat m'oublie-t-il ainsi ? Les idées sont abstraites, on ne s'y élève que par un effort. Quelque belles qu'elles soient, elles ne suffisent pas au cœur de l'homme. D'amour proprement dit, nous ne pouvons plus en avoir. Restent les amitiés d'homme à homme ; rien ne me touche plus que de lire celles de l'antiquité. Marc-Aurèle est mon catéchisme. Relis-le, c'est nous-même.

Adieu, mon ami, ou, pour parler grec, *χαιρε*.

A Mademoiselle Virginie Taine.

Nevers, 18 décembre 1851.

Tu peux lire de Voltaire *Charles XII*, le *Siècle de Louis XIV*, l'*Essai sur les Mœurs*. Ce sont ses trois grands ouvrages d'histoire. Si tu veux rire, cherche à la table la *Diatribes du docteur Akakia*.

Quoique tu ne lises pas la politique, tu sais que M. Bonaparte, violant son serment, a confisqué les libertés publiques et fait tuer ceux qui défendaient la loi. Le recteur (un prêtre) nous a envoyé, il y a deux jours, la circulaire suivante : « Les sous-signés, fonctionnaires de l'enseignement public à Nevers, déclarent adhérer aux mesures prises le 2 décembre par Monsieur le président de la République, et lui offrent l'expression de leur *reconnaissance* et de leur respectueux dévouement. » Mes collègues, même les plus libéraux, ont eu l'impudence de signer. J'ai refusé. Je n'ai pas voulu commencer ma carrière de professeur par une lâcheté et un mensonge. Chargé d'enseigner le respect de la loi, la fidélité aux sermens, le culte du Droit éternel, j'aurais eu honte d'approuver un parjure, une usurpation, des assassinats. Je refuserais encore si cela était à refaire, et je suis sûr que vous auriez fait comme moi.

Mon refus est pourtant moins dangereux que je ne le croyais d'abord. Le recteur, quoique faible, est bon et honnête. Il a fait signer le titulaire de philosophie (1) et a envoyé la liste sans noter mon refus. J'en ai causé avec lui, et je pense qu'au fond, il pensait que seul j'ai fait mon devoir.

Tous mes amis étaient décidés à faire de même. M^{me} N... tourmentait son fils pour qu'il n'exposât pas sa place et donnât toutes

(1) Malade et en congé.

les soumissions. Est-ce à une mère d'être plus soigneuse des intérêts de son fils que de son honneur? D'autres ont fait bien plus et bien mieux que moi : lisez la lettre ci-jointe adressée par un professeur de Versailles (1) au ministre.

Au reste, je suis d'une extrême prudence : le recteur m'a dit que ni mon cours ni ma conduite n'avaient donné lieu à aucune plainte. Je me tais, et je fais tout ce qui est compatible avec l'honneur, mais rien de plus.

Que ma mère soit donc en repos. Mon honnêteté est intacte, et le recteur lui-même pense que ma place n'est pas exposée.

Parlons d'affaires moins sérieuses. Je lis *Clarisse Harlowe*, de Richardson, à la bibliothèque. Cela me délasse un peu de la métaphysique. J'ai essayé de connaître un jeune peintre ; mais il s'est trouvé que son plus grand plaisir consistait à peindre son chien, sa casserole, son poêle, le tout de grandeur naturelle, à la manière des enseignes. Tous mes essais de connaissance avortent de la sorte, et je retombe sur moi-même. Je vis au coin de mon feu ; je me repose avec bonheur le jeudi et le dimanche, entre une tasse de café et des cigarettes ; mes études sont si fatigantes que jamais je n'ai mieux goûté le repos. Depuis un mois, le ciel n'était qu'une pluie, et la terre qu'une boue ; mais hier le soleil et la gelée sont venus, et j'ai couru la campagne, le cœur réjoui par la vue de ce grand horizon et de la belle et divine lumière. Que de fois le soir dans les rues j'ai admiré les grandes ombres et pensé à Rembrandt et à toi. Si nous étions ensemble, nous causerions de tes études.

Je suis quelquefois un peu triste de ce manque d'amitié et de conversation. Il faut m'excuser, car j'ai tout perdu à la fois, ma famille, tous mes amis, l'École et Paris, les deux pays de l'intelligence. Mais avec un petit effort de volonté, cela s'en va. Je prends un livre. Montesquieu disait qu'une demi-heure de lecture suffisait pour lui faire oublier les pires chagrins de la vie.

A Prévost-Paradol.

Nevers, 30 décembre 1831.

Cher ami, je suis à peu près décidé à devenir ton concurrent (2). J'attends encore une lettre qui achèvera de me fixer.

(1) M. Thomas.

(2) A l'agrégation des lettres. — Voir Gréard, *ibid.*, p. 181, 21 décembre. Pré-

Tu comprends qu'il faut que je sache au juste ce qui se passe dans les hautes régions, et si la philosophie a chance d'être rétablie. Je voulais d'abord laisser là les agrégations et me présenter au doctorat à la fin de l'année. Je ne quitterai la philosophie qu'à la dernière extrémité, et je ne deviendrai serviteur du thème grec et du vers latin que dans l'espoir d'y rentrer un jour.

Si, comme tu dis, tu trembles de ma concurrence, tu as de la charité de reste. Desséché et durci par plusieurs années d'abstractions et de syllogismes, où retrouverai-je la verve, le style, les grâces latines et les élégances grecques nécessaires pour ne pas être submergé par quatre-vingts concurrents, pour arriver à côté de Max (1), Sarcey, toi, etc. Je vais repiocher mon sol en jachère, tu sais comme, et avec quels coups. Si j'ai la même fortune que l'an dernier, comme il est probable, ma volonté en sera innocente ; je ferai *tout*, pour surnager. Que Cicéron me soit en aide !

Je compte un peu sur toi. Écris-moi des renseignemens sur les livres qu'il faut lire, etc. Parle-moi de Babrius, de Denys d'Halicarnasse, de l'histoire de la métrique ancienne et autres jolies choses. Je t'envverrai peut-être quelquefois un thème grec, pour avoir tes corrections ou celles de M. Benoit (2). Prête-moi l'épaulé. Tombé une fois déjà, j'en suis tout meurtri.

Veux-tu prier Ed. (3) de m'acheter un petit Virgile de vingt sous, édition allemande, et de me l'apporter au retour ? Heureux Ed. Mais il vaut mieux qu'il soit agrégé que moi, parce que peut-être je pourrai retrouver mes périodes cicéroniennes et mes hexamètres défunts. Son bonheur me console. Qu'il me donne au moins une bonne demi-journée, et toutes sortes de nouvelles et conversations de toi.

M. Simon vient de répondre à un mot que je lui avais écrit. Sa lettre laisse percer un blâme fort vif contre M. X... Qu'a donc

vost-Paradol annonce à M. Taine que l'agrégation de philosophie est supprimée par le Ministre de l'Instruction publique, M. Fortoul.

(1) Gaucher (Maxime), publiciste, né en 1829, élève de l'École normale en 1849, mort en 1888.

(2) M. Benoit (Jean-Joseph-Louis), né en 1815, entré à l'École normale en 1835, mort en 1898, remplaça M. Havet comme maître de conférences de langue et littérature grecques en 1850. Il ne fut pas le professeur de M. Taine, qui ne suivait pas cette conférence pendant sa troisième année d'École.

(3) Édouard de Suckau.

fait l'autre ? Passons maintenant à ton avant-dernière lettre (1). J'ai longtemps tardé à t'en parler, exprès. Les événemens semblaient t'avoir irrité. Tes paroles étaient douces ; mais le ton signifiait : « Mon ami Tainé est un demi-poltron qui calme avec des sophismes sa conscience alarmée. » J'imagine pourtant que ceci n'a été que la passion d'un moment, et cela parce que tu ne voudrais pas pour ami d'un pareil être. Je ne crois pas me faire trop d'honneur ni trop te demander en te priant de croire que, si mon devoir y eût été le moins du monde engagé, je serais allé courir le cachet à Paris. Tu tranchais bien vivement la question en traitant de sophismes des raisons que tu ne réfutais pas. Es-tu si peu fidèle à tes principes que tu ne reconnais pas aujourd'hui M. Bonaparte comme pouvoir légitime ? Son action est toujours détestable. Mais le voilà l'élu de la nation, et que dira contre la volonté de la nation un partisan du suffrage universel ? Les sept millions de voix ne justifient pas son parjure, mais lui donnent le droit d'être obéi. — Que les bourgeois aient été lâches, et les paysans stupides, soit ; mais respect à la nation, même égarée. — Nous allons souffrir à cause de notre grand principe ; mais nous ne l'en défendrons pas moins. Sinon je ne te reconnais plus, et je ne sais comment l'accorder avec toi-même. Quant à la distinction de l'État et du gouvernement, du préfet et du professeur (2), c'est le seul moyen de mettre la justice dans l'administration. Nous sommes fonctionnaires de l'État, et non de tel gouvernement, parce que nous enseignons la même chose sous M. de Montalembert, sous M. Barrot, sous M. Ledru-Rollin. Nous servons le public, et non telle opinion régnante. Un préfet, au contraire, est l'agent du gouvernement présent, et l'ennemi des autres. Qu'il donne sa démission quand son chef tombe. Il ne peut se faire contre son chef l'agent de ses adversaires. Le professeur garde sa place, comme le juge et le garde champêtre, parce qu'il n'agit ni pour, ni contre le gouvernement. — Si l'on admettait ces principes, l'administration deviendrait honnête et indépendante, tandis qu'on n'y voit que souffrances de conscience et lâchetés.

Pardonne ce reste de *complainte*, comme tu dis ; je vais te fournir des armes contre moi : 1° Le préfet fait effacer des monumens publics les mots « Liberté, Égalité, Fraternité. » On coupe

(1) Voir Gréard, *ibid.*, p. 181, lettre du 17 décembre.

(2) *Ibid.*, p. 182.

les arbres de la liberté, et on en distribue le bois aux pauvres ; 2° tous nos honorables collègues ont signé une adhésion au 2 décembre. Croirais-tu que la plupart sont républicains et le disent. — J'ai vu que Fillias (1) et Challemel-Lacour sont mis en disponibilité. Est-ce pour avoir refusé de signer ? Ce serait un présage. Alors j'irais t'embrasser et travailler avec toi à Paris.

Dis à Ponsot (2) que je lui répondrai sous peu. Qu'il fasse de la médecine, bon Dieu ! L'heureux homme, il sera indépendant et se débarbouillera de sa psychologie officielle.

La psychologie vraie et libre est une science magnifique sur laquelle se fonde la philosophie de l'histoire, qui vivifie la physiologie et ouvre la métaphysique. J'y ai trouvé beaucoup de choses depuis trois mois et j'ai lu deux volumes de Hegel ; jamais je n'avais tant marché en philosophie. Et quitter ! aligner des hémistiches, et trembler devant un barbarisme ! Ah ! mon ami, quelle misère que d'avoir un estomac ! — Dis donc à Suckau d'aller voir à la galerie d'Apollon le grand tableau de Delacroix (3). On m'en parle avec enthousiasme. Je n'ai pas pu aller vous voir, n'ayant que trois jours de congé.

A M. Ernest Havet (4).

Nevers, 24 mars 1852.

Quelle obligeance à vous, Monsieur, de vous souvenir d'un élève que vous avez connu trois mois à l'École normale ! Ici je suis comme mort ; plus de conversation, ni de pensée ; il me semble qu'il y a dix ans que j'ai quitté Paris. Votre livre (5) vient de me rendre pour une journée à la vie et au monde. Ce sont bien là les questions que nous avons tant agitées dans la chère patrie de l'Intelligence, pendant les trois ans où il nous a été permis de penser et de discuter. Ce sont là les livres nécessaires ; c'est faire œuvre politique et travail de convertisseur, que les

(1) Fillias (Jean-François-Victor-Henry), né en 1827, élève de l'École normale en 1847, mort en 1859.

(2) Ponsot (Francis), né en 1829, entré à l'École normale en 1849, mort professeur au lycée de Nice en 1868.

(3) Delacroix (Ferdinand-Victor-Eugène), membre de l'Institut, né en 1798, mort en 1863. Il s'agit sans doute du plafond de la galerie d'Apollon.

(4) Havet (Ernest-Auguste-Eugène), membre de l'Institut, né en 1813, entré à l'École normale en 1832, mort en 1889.

(5) *Les Pensées de Pascal*.

écrire; c'est montrer de nouveau, comme dit Michelet, la face pâle de Jésus crucifié. On masque et défigure le monde passé, et il n'y a que ceux qui ont vécu dans les poudreux in-folio des Pères qui le connaissent dans toute son horreur. Les Jansénistes sont les vrais écrivains du Christianisme, comme Murillo et Zurbaran en sont les vrais peintres; ce sont les fidèles disciples de saint Augustin et de saint Paul; et Pascal, en homme sincère, parle comme eux de cette masse de perdition, de cette prédestination fatale, de cette infection de la nature humaine. Nous frissonnons en lisant Dante, et Dante est doux et modéré, en comparaison des effroyables traités de saint Augustin sur la Grâce et de cette dialectique invincible qui précipite le monde dans l'enfer. Je ne sais si vous y avez pensé; mais votre livre est un admirable traité polémique, et maintenant qu'éloigné de l'École je languis loin de la liberté et de la science, et je vois de près le mal qui nous attaque, je souhaite ardemment qu'il en paraisse beaucoup de pareils.

J'essaie de me consoler du présent en lisant les Allemands. Ils sont, par rapport à nous, ce qu'était l'Angleterre par rapport à la France au temps de Voltaire. J'y trouve des idées à défrayer tout un siècle, et si ce n'étaient mes inquiétudes au sujet de l'agrégation des lettres que je vais tenter l'année prochaine, je trouverais un repos et une occupation suffisante dans la compagnie de ces grandes pensées. Les idées du moins ont cela de bon, qu'elles nous rendent frères et qu'elles nous font tous participer à la joie et au bien que cause un beau livre. Vous venez de me le prouver, Monsieur; merci encore, et croyez que je ne vous quitte que pour reprendre la lecture que je viens d'interrompre.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mon respect et de mon dévouement.

A M. Léon Crouslé (1).

Poitiers, 25 avril 1852.

Mon cher ami, Prévost t'a vu sans doute et t'a raconté mes aventures. Me voici à Poitiers, suppléant de rhétorique, avec une lettre menaçante et promesse de destitution, si je ne suis pas

(1) Crouslé (François-Léon), né en 1830, entré à l'École normale en 1850, professeur à la Faculté des lettres.

parfaitement nul. Mais laissons là toutes ces misères. J'en suis si las, que je n'ai plus même envie d'en parler.

Nous sommes tombés tous les deux dans le même trou. Plus d'agrégation (pour moi du moins cette année), et pour tous deux dans dix-huit mois, un examen absurde qui recevra toutes les médiocrités. Que faites-vous à l'École? Y restez-vous? Prends-tu une autre carrière? Quelle désillusion, mon ami! Il faut être en province pour comprendre jusqu'à quel point les parens poussent la susceptibilité, et les élèves la bêtise. Je corrige des discours français, qui me donnent la nausée; d'après l'avis du censeur, je refuse aux élèves qui me la demandent l'autorisation de lire les *Provinciales*; j'entends dire par mes collègues que la philosophie a perdu l'Université. Ce qu'on demande au professeur, c'est l'absence d'idées, de passion, une âme machine, le vieux pédantisme des vieux eustres qui enseignaient « Barbaro » et « Amo Deum. » Tout ce que tu acquiers à l'École t'est nuisible, connaissances, distinction d'esprit, opinions personnelles, jugement libre sur quoi que ce soit. Je comprends enfin le grand mot de M. de Talleyrand : « N'ayez pas de zèle. » Le vrai professeur est un fossile parlant, qui ne sait pas un mot de son siècle, une sorte de La Harpe et de Lebeau (1). Ton titre d'élève de l'École te sera funeste. Sortir de ce repaire infâme, c'est être pestiféré; on n'imagine pas ce qu'il faut d'efforts, d'attention sur soi-même, de persévérance pour arrêter sur ses lèvres l'idée neuve, ou l'expression vive qui veut en sortir. On n'imagine pas surtout, quand on a passé trois ans parmi des gens instruits, et de grands auteurs, quelle désolation c'est de corriger les plates niaiseries emphatiques des élèves, de sentir qu'on n'est pas compris, de répéter forcément ce qu'on juge indigne d'être écouté, de rabaisser ses idées et son enseignement, de vivre parmi des gens sans idées ni passion, que les idées et la passion offusquent. Notre histoire est celle de Julien (2) au Séminaire.

J'essaie de me distraire en faisant mes thèses (la française sur la Sensation; — la latine sur la Perception extérieure). J'ai laissé là les Allemands; aujourd'hui, on ne peut les lire qu'en cachette. Creuser et mettre au jour les mines d'outre-Rhin, c'est s'exposer à faire explosion. J'ai écrit à M. Simon, supposant que M. Le Clerc lui remet encore l'examen des thèses, et qu'il me

(1) Humaniste et historien, secrétaire de l'Académie des Inscriptions en 1755.

(2) Stendhal, *Rouge et Noir*.

faut son autorisation préalable. J'ai passé si vite à Paris que je n'ai pu voir ni lui, ni M. Vacherot, ni toi, ni personne, sauf Prévost un instant.

Es-tu guéri ? Oui, j'espère. Mais l'âme est-elle encore malade ? Que je comprends bien ces dégoûts, ce besoin de plaisir et d'émotions que nous n'aurons jamais, qui sont pour les nobles et les riches !... De loin, peut-être ils sont heureux ; mais de près leur vie est si vide et si ridicule, que je cesse de la désirer. Somme toute, travailler est encore le meilleur sort. On s'intéresse à son ouvrage, l'ennui passe, on a détruit le temps et sans s'en douter on approche du grand repos. On perd, à mesure qu'on vit, toutes ses espérances. Quels bonheurs ne rêve-t-on pas à dix-sept ans ! La gloire, l'amour, la fortune. Aujourd'hui, je ne demande qu'à être tranquille. Le métier me tient à la chaîne, et la grande main de notre Dieu d'en haut, le Ministre, nous tire de temps en temps pour nous la faire sentir. Sauf cela, je n'aurais presque point d'ennuis. Il me semble que Spinoza et Descartes ont été heureux dans leurs villages de Hollande ; que si j'avais assez d'argent, j'irais vivre au cinquième à Paris ; que la science vaut bien qu'on l'aime pour elle-même, sans en faire un moyen de succès. Je ne compte plus sur rien d'heureux pour l'avenir ; je commence à renfermer mes désirs en un désir unique, qui est celui d'éclaircir mes idées et de résoudre mes problèmes. Je l'essaie du moins, malgré des boutades de colère, d'amour-propre blessé, d'ambition trompée ; j'espère pourtant qu'après quelques bourrasques, mon ciel finira par devenir serein. Je tâche de m'apaiser de toutes les manières ; je vois peu de monde, je ne lis plus de politique ; s'il était possible, je voudrais oublier les choses d'aujourd'hui, et vivre avec mes amis, les idées et les arts.

Ceci est bien ermite et j'avoue que j'ai mes accès comme toi. Qu'y faire ? notre jeunesse se révolte contre notre condition. Il faut choisir, quitter l'une ou l'autre, faire de son métier un gagne-pain et philosopher en silence, ou jeter la robe aux orties et se lancer dans l'incertitude de l'avenir. Lequel est le mieux ? Prévost a peut-être raison (1). Mais chacun suit son caractère. Où te porte le tien ? Cher ami, causons, gardons notre vieille fraternité d'École. — Tu me disais dans nos promenades autour de

(1) Prévost-Paradol avait quitté l'École, en congé, avant la fin de sa troisième année.

la cour carrée que le premier je t'avais parlé sérieusement et intimement. Faisons comme alors. Platon a bien raison de dire qu'il n'y a que deux biens au monde, la philosophie et l'amitié.

Que font Marot, Ponsot, et la troisième année?

A M. Léon Crousé.

Poitiers, 2 juin 1852.

Mon cher ami, merci de tes bonnes et aimables lettres, et pardon pour mon silence obstiné. Je pioche depuis un mois et demi dans le rude sol du doctorat, de cinq heures du matin à onze heures du soir; j'ai fait le brouillon du latin, et je viens de mettre au net la thèse française. Littéralement, j'ai l'âme noyée dans les sensations, les nerfs, la conscience, le cerveau, la perception extérieure, et je suis presque incapable encore de répondre à ta lettre.

Je regarde ma thèse avec plaisir et terreur parce qu'elle est nouvelle; M. Garnier en a approuvé le sujet, mais en blâme les conclusions et finit par dire que je suis orateur et littérateur, mais non philosophe. Quelle mine fera-t-il en la lisant? La sacro-sainte Sorbonne recevra-t-elle un hérétique? Voilà la question qui me trotte aujourd'hui dans la cervelle. Mon sujet est beau; la chose dont je traite est la limite des sciences morales et des sciences physiques, du monde naturel et du monde intellectuel. Elle donne la relation du moi et des nerfs, de l'âme et du corps, de la force et de la matière, de l'unité et de la multiplicité, et cela expérimentalement, ce qui est le grand problème des sciences naturelles; elle donne une théorie du moi en tant qu'objet de la conscience, partant des idées, par conséquent de tous les phénomènes humains, puisque les volontés dépendent des passions et les passions des idées. Elle plonge donc dans les deux mondes, et donne le résumé de l'un et le principe de l'autre. Mais l'horreur, c'est qu'elle est nouvelle. Je vais écrire à M. Garnier, en lui envoyant ma prose, sur l'avantage des théories nouvelles, de la contradiction, etc.; lui prouver syllogistiquement que je ne suis ni sceptique, ni matérialiste. Prie Dieu, ou plutôt les grands hommes de la petite salle noire par qui il se manifeste, d'être bénins et débonnaires.

Je tente la fortune comme notre ami Prévost. Ce serait trop, quoi qu'en dise Horace, d'avoir à la fois

Exiguum censum turpemque repulsum.

Maintenant, mon cher, un mot sur ta morale. Je t'assure que j'ai l'âme parfaitement calme et que je n'éprouve ni mépris ni rancune pour les bonnes gens qui m'ont battu. Comme tu dis, je suis tout en Dieu, et je m'abîme dans l'espérance de la vie éternelle.

Depuis deux mois, je n'ai pas donné une heure de pensées à mon avenir, à mes espérances de fortune ruinées, aux affaires politiques ; par système, je ne lis plus de journaux, et j'évite les conversations irritantes. Je m'enferme dans l'abstrait et dans le général pur. Je tâche de vivre en dehors du temps et de l'espace, et je trouve même qu'on y vit fort bien. Un travail acharné et une construction d'idées donnent un contentement profond et une paix absolue. Quand j'ai la tête trop lasse, j'ai mon piano et la campagne, et j'y prends une quiétude infinie. On n'imagine pas cela dans votre fiévreux Paris, ni surtout dans notre ergoteuse École. Je comprends entièrement la vie de Descartes et de Spinoza, et je ne vois pas pourquoi nous ne ferions pas comme eux. Descartes, il est vrai, avait le suprême bonheur de posséder de quoi vivre, mais l'autre était obligé de polir des verres d'optique. Eh bien ! nous sommes obligés d'enseigner la rhétorique ou la grammaire. Est-ce pire ? pas du tout ; en moyenne, le service de l'État me prend deux heures par jour. Je trouve fort beau d'affranchir sa vie moyennant un si court esclavage. Nous allons en Terre Sainte, et le tribut qu'on nous fait payer à la porte n'est pas exorbitant. En cela l'Université est excellente ; pour peu qu'on supprime en soi l'ambition, le désir du plaisir, l'amour de la société et qu'on sache vivre seul avec ses idées, on peut y être heureux. Or j'espère pouvoir opérer toutes les réformes intérieures dont je te parle. Ceci est une affaire de temps. En sortant de l'École, nous sommes expansifs, politiques, militaires ; nous avons besoin d'art et de société ; je pense qu'en quelques années on finit par se contenter de sa propre conversation et de celle des arbres et des nuages. L'Université a l'avantage de nous défendre toute autre vie que la vie scientifique. Elle nous force à être philosophes, sous peine d'être brutes. Mon choix est fait.

De même pour les élèves. On finit par les traiter comme ils le méritent : je mets les miens en retenue avec un succès parfait

et je lis leurs platitudes avec une tranquillité stoïque. Quand on a pris son parti, on ne s'irrite plus de voir des hypocrites et des sots.

C'est là, mon cher ami, la réforme difficile. Nous prenons trop à l'École l'esprit égalitaire. Nous faisons l'absurde hypothèse que tous les hommes sont des hommes. Pas du tout : quelquefois on en rencontre un par hasard ; les autres sont des machines, comme tu dis fort bien, qui nous font du pain et des habits, et j'ajoute, qu'on salue avec respect. Il faut s'habituer à vivre dans la grande mécanique des rouages stupides. En se cuirassant d'orgueil, on ne sent plus leurs chocs, on oublie les êtres particuliers, et l'on ne songe plus qu'aux choses générales qui seules méritent de nous occuper.

Écris-moi pourquoi tu es resté dans la boutique. Ma seule raison est qu'elle me donne 1 800 francs et ne me prend que deux heures par jour.

Qu'est-ce qui remplace M. Simon en première année ? Qui a donné sa démission ? Est-ce de Benazé ? Amitiés à tous les nôtres et à toi salut et fraternité.

A sa mère.

Poitiers, 7 juin 1852.

Je suis allé chez le recteur qui m'a dit que rien n'est changé au décret sur l'agrégation, il est indépendant de la loi qu'on va faire. Ainsi, pas d'agrégation pour moi cette année. Je suis donc rejeté sur le doctorat, et le recteur d'ici a mes thèses pour les envoyer au Doyen de Paris. Rien à craindre. Il ne s'agit que de pure science et d'expériences nouvelles. L'examineur, dans sa lettre, me reprochait des tendances dangereuses ; j'ai adouci les endroits scabreux et je viens de lui écrire une lettre « mielleuse et serpentine » comme dirait Sophie, à l'effet de lui prouver que ma thèse est parfaitement vertueuse, composée pour la plus grande gloire de Dieu et du roi, et qu'elle a précisément des tendances contraires à celles qu'il blâme. Le seul danger est que j'apporte des idées entièrement neuves, et une théorie importante. Comprendront-ils ? Ne s'effaroucheront-ils pas de cette invention subite ? Là est la question. Je t'écirai dès que j'aurai la réponse.

J'ai prêté fort tranquillement les sermens, cela était dans

mes opinions. J'ai refusé d'adhérer au 2 décembre; l'action était injuste et illégale et violait mon grand dogme de la souveraineté de la nation. Maintenant cet homme a un pouvoir légitime, déféré par la volonté universelle. J'obéis à la loi comme j'ai désapprouvé l'usurpation et par la même raison. J'ai la plus ferme intention de ne pas faire de propagande contre lui et de ne prendre part à aucune conspiration. Mon serment n'a fait que rendre publique et officielle la plus volontaire des résolutions.

Malheureusement, plusieurs de mes amis n'ont pas pensé de même. M. Libert, et M. Magy (1), surveillant à l'École, ont donné leur démission. M. Barthélemy-Saint-Hilaire, à qui mon oncle m'avait présenté, M. Simon (2), M. Despois (3), M. Barni (4), M. Bersot (5), beaucoup de professeurs d'histoire et de philosophie sont supprimés; on a fauché les plus hautes têtes. Cela fait du vide, mais l'avenir n'est pas beau. Si je suis docteur, pourtant, cela pourra m'aider, et j'ai en vue un prix à l'Académie des sciences morales. Si j'avais ces deux titres, je pourrais me relever.

Mon ami Prévost a le prix d'éloquence à l'Académie Française. Cela va lui ouvrir les journaux, les revues, et commencer sa carrière littéraire : il arrivera plus vite que moi, mais chacun aura pris le sentier qui convient à ses goûts. Le travail et le plaisir des découvertes scientifiques me consolent de tout. Cela fatigue, mais cela ne laisse penser à aucune chose triste; je suis moins heureux depuis que j'ai fini mes thèses. Je pense à notre éloignement, à nos rares rencontres... Il faut vivre comme moi

(1) Magy (Jean-Baptiste), philosophe, né en 1822, entré à l'École normale en 1843, surveillant de 1848 à 1852, mort en 1887.

(2) Lettre de M. Jules Simon à H. Taine, décembre 1851 : « Merci de ce que vous me dites d'affectueux. Je n'ai pas douté un instant que vous ne fussiez de ceux qui verraient avec le plus de peine ma carrière se briser. Je puis n'avoir pas été un aussi grand philosophe que ceux de mes collègues qui ont conservé leur chaire à l'École et à la Sorbonne, et qui se plaignent amèrement aujourd'hui que je les ai compromis; mais j'ai la conviction, pendant dix-huit années d'enseignement, d'avoir toujours élevé et de n'avoir jamais abaissé les esprits et les caractères de mes auditeurs. Qu'ils en disent autant, s'ils le peuvent. »

(3) Despois (Eugène-André), littérateur, né en 1818, entré à l'École normale en 1838, mort en 1876.

(4) Barni (Jules-Romain), philosophe, né en 1818, entré à l'École normale en 1837, mort en 1878.

(5) Bersot (Pierre-Ernest), philosophe, né en 1818, entré à l'École normale en 1836, directeur de l'École de 1871 à 1880, mort en 1880.

dans la science abstraite, pour n'avoir pas besoin de société. Ceux à qui cette passion manque ne savent que faire ; mes camarades d'École se marient, ou vont au café, ou sont tristes comme des oiseaux en cage. Quel bonheur si, pendant que je vais courir la France, vous pouviez vous fixer aux Ardennes ! Ce serait la patrie, et du fond de mon trou, j'y tournerais toujours mes regards.

Mes sœurs ont-elles de l'amour-propre avec leur frère ? Écrivent-elles à un ami ou bien à un professeur d'orthographe et de français ? C'est assez d'être pédant dans ma classe et d'en porter écrit sur mon front le titre officiel. Que mes sœurs du moins oublient cette ridicule robe noire et ce pot carré de drap froncé dont on enlaidit ma pauvre personne. Qu'elles m'écrivent tout ce qui leur passera par la tête, visites, musique, lectures, conversations, ce qu'elles sentent de la campagne, en quoi elles changent, en quoi elles restent les mêmes. Mon Dieu, ne posons pas les uns devant les autres. C'est déjà trop de la comédie du monde. Soyons libres entre nous.

J'ai quelquefois des rages musicales. Je m'enferme et j'improvise des morceaux fantastiques et démoniaques, fort ridicules sans doute pour la composition et l'harmonie, mais qui expriment ma pensée et me rendent heureux. Or, c'est tout ce que je demande. Le piano est un instrument magnifique, la vélocité des doigts accumule les notes à toutes les distances, et on peut jouer en accords. Des grands accords des deux mains, et de tous les doigts pendant tout un morceau, ont une majesté infinie, et rappellent en petit la grande musique des orgues ou celle de Meyerbeer.

Je vais quelquefois chez deux jeunes gens qui font des duos de flûte et qui jouent avec goût. Cela est doux et suave, et assoupit la pensée, comme le souffle d'un vent d'été.

Puisque je parle de choses pastorales, je vous dirai que je suis sorti deux fois dans la campagne. A une lieue de Poitiers, on trouve des bois et des prairies solitaires. Qu'on y oublie aisément tout le reste ! Couché sur l'herbe, il me semblait que je n'avais qu'à me laisser vivre, que je n'avais plus ni ambition ni soucis, que tout le monde pouvait être heureux comme je l'étais. La campagne est un opium pour les cerveaux tourmentés.

Pourquoi ne m'enverriez-vous pas des portraits de votre so-

ciété? La mienne est assez insipide, sauf M. Saigey (1); il va beaucoup dans le monde. Dois-je y aller pour si peu de temps? Car il me paraît certain que je quitterai Poitiers au mois de septembre. Et que dire? La conversation, me dit mon ami, ne roule que sur le tiers et le quart, et sur les nouvelles du jour. J'aurais à peine le temps de me mettre au fait des commérages. Et quand je les saurais, il faudrait partir. Ajoutez que si ma thèse revient, il faudra corriger l'impression. Je verrai une ou deux personnes et je crois bien que le reste du temps je resterai chez moi. En ordonnant son temps et ses occupations, on s'y trouve bien. Ce sont les petits plaisirs qui égaient la vie : une tasse de café me rend heureux pendant deux heures.

Ma chère Ninette (2), que dites-vous du printemps? Votre âme de peintre n'est-elle pas ravie? Je ne suis jamais las d'admirer le ciel et les arbres au soleil, après la pluie. Je crois que j'aurais été paysagiste. Il me semble que tout peut prêter à un tableau. Les endroits les plus vulgaires deviennent splendides par certaines échappées de soleil. Tout à l'heure, en revenant, j'ai vu une affreuse rue pierreuse, tortue et déserte, peuplée de froides, ennuyeuses et décentes maisons bourgeoises. Elle était coupée en deux par la lumière. La moitié du ciel, noire et cuivrée, jetait sur le commencement l'obscurité et des reflets métalliques, et l'autre étincelait dans la plus pure blancheur. Le soleil est le grand artiste; je conçois que des hommes comme Rembrandt aient passé leur vie dans l'amour des lumières, et des ombres. Les grandes masses de couleurs simples ont une âme, et il suffit de les regarder pour être heureux.

Je vais demain (par ordre) à la confirmation. L'évêque (3) la donne aux enfans du collège; on dit qu'il est orateur; cela m'amusera peut-être. C'est un de mes élèves (j'ai choisi le mieux noté dans les conférences religieuses) qui lui débitera un petit discours, corrigé par moi, que j'ai rendu le plus court et le moins emphatique que j'ai pu. — L'aumônier ne voulait-il pas m'obliger à faire de ma main une ode latine ou française, que j'aurais mise dans la bouche d'un de mes jeunes sansonnets? Tu conçois avec quel empressement j'ai rejeté un pareil licou. Le piquant est qu'il voulait une ode dithyrambico-pindarico-galima-

(1) Ingénieur des télégraphes, ancien condisciple de M. Tainé au lycée Bourbon.

(2) Sa sœur Virginie.

(3) Mgr Pie.

tiaco-logique, à grand orchestre, sur la sublimité et l'importance actuelle du métier de prêtre. Il s'adressait bien. C'est assez de recevoir des coups de bâton sans baiser encore la trique.

A sa mère.

Poitiers, 6 juillet 1852.

Où et comment achèverai-je l'année? Je n'en sais rien encore; j'ai reçu la réponse de Paris et l'on me fait des difficultés sur les conclusions de ma thèse; je n'aurai une décision complète que lorsque deux autres professeurs auront été consultés : l'un est M. Saissset, mon ancien maître. Je lui écris une lettre très polie, mais très vive, lui représentant que celles de mes idées qu'il trouve dangereuses sont déjà dans les philosophes les plus accrédités, que j'ai satisfait à tout le règlement du doctorat, que j'envoie deux théories entièrement originales et qui résolvent deux difficultés déclarées jusqu'alors inexplicables, surtout que la Faculté déclare en tête des thèses qu'elle n'approuve ni ne blâme les opinions des candidats; que, par conséquent, sa responsabilité est à couvert, etc. S'ils me rejettent, j'ai ici une porte : je connais M. Bertereau, professeur à la Faculté de Poitiers, et peut-être parviendrai-je à passer! Mais tout cela est encore incertain, et sitôt que je saurai à quoi m'en tenir, sois sûre que tu en auras la première nouvelle.

Faire son chemin est bien difficile, n'est-ce pas? Je me souviens en ce moment d'une grande maxime que nous lisions l'an dernier dans *Stendhal* (1) : « Sous un gouvernement absolu, la première condition pour réussir est de n'avoir ni enthousiasme ni esprit. »

J'admire ici de bon cœur nos grands hommes administratifs. Le recteur est un ancien professeur de grammaire, sec, étroit, pédant, dogmatique, vrai rouage qui grince et qui grogne, et voudrait que j'employasse ma classe à corriger les fautes de ponctuation. — Le proviseur a la même origine, mais ce n'est qu'une pâte molle, un tampon de coton ou de laine, qui n'est rien par lui-même et cède à toutes les impressions sans en garder une seule. — Plus je vis et plus j'abaisse le niveau où ma pensée élevait les hommes, et je crois que j'aurai encore à baisser bien fort ma mesure pour arriver à leur juste hauteur.

(1) *La Chartreuse de Parme*, ch. vi.

Je travaille néanmoins à une chose qui dans quelques années pourra former un ouvrage (1). C'est là ma vie, mon refuge, et peut-être mon avenir. — Je n'ai guère de chances favorables dans le grand chemin officiel ; on y va d'un pas de tortue, et les grands avancements ne s'achètent guère que par de grandes lâchetés ou une servilité naturelle. Le gouvernement déclare lui-même qu'il regardera moins le talent que les garanties morales ; c'est pourquoi il a supprimé le concours ; le concours qui subsiste n'est plus celui du mérite, mais de l'obéissance. Je ne veux pas de celui-là, et tu n'en veux pas pour moi. Reste un livre ; et, la politique étant défendue, reste la science. Or, je me trouve une quantité d'idées, j'aperçois un champ inculte, j'ai de bons bras, je le défriche ; j'espère commencer par des choses assez pratiques pour pouvoir être lu. Voilà l'avenir. Jetons-y les yeux, quand quelque contrariété m'arrive, et consolons-nous ensemble ; je suis submergé un instant, mais cet espoir me remet à flot, et vive la galère, n'est-ce pas !

A É. Prévost-Paradol.

Poitiers, 1^{er} août 1852.

Mon bon Prévost, tu es bon comme le bon Dieu. Malheureusement tu es l'ami de l'auteur et de l'hérésie qu'il expose. Ce qui fait que je rabats les deux tiers de tes éloges (2). Ce qui reste pourtant est assez aimable pour me consoler, si j'avais besoin de l'être. — Mais tout est guéri, mon ami ; il y a mieux, c'est que j'ai les matériaux et le plan complet d'un second mémoire (sur *la Connaissance*) (3), que j'écirai à la rentrée, et qui vaudra mieux que le premier.

Tu y verras entre autres choses la preuve que l'intelligence ne peut jamais avoir pour objet que le moi étendu sentant, qu'elle en est aussi inséparable que la force vitale l'est de la

(1) *La Théorie de l'Intelligence*.

(2) Gréard, *ibid.*, p. 196, Prévost-Paradol à H. Taine, 30 juillet 1852 : « J'ai là ta thèse sur mon bureau, je viens de la lire et je te dis avec toute l'admiration et toute la bonne volonté imaginables : il fallait s'y attendre. Ni le moi étendu, ni le moi nerveux, ni le moi cérébral, ni rien en un mot de ce qui fait la science véritable, ne peut avoir droit de cité à la Faculté, surtout avec un passeport aussi sincère, aussi clair, aussi énergiquement adéquat au porteur que ton style... »

(3) C'est une partie du travail sur *la Théorie de l'Intelligence*. Un fragment sur « la Volonté » a paru dans la *Revue philosophique* de novembre 1900.

matière, etc. De plus une théorie sur la faculté unique qui distingue l'homme des animaux (l'abstraction) et est la cause de la religion, de la société, de l'art et du langage; et enfin là dedans les principes d'une philosophie de l'histoire. — J'ai même envie, si tes oreilles sont patientes, de te dire le plan d'une grande bâtisse scientifique (1), dont tout ceci est le commencement, et qui m'occupera pendant les cinq ou six années qui vont venir. Depuis que ma thèse est envoyée, j'ai lu presque tous les écrits de Hegel sur la philosophie de l'homme. — Es-tu rassuré? Et ceci ressemble-t-il à du découragement (2)? La machine est montée, mon cher, et elle creusera jusqu'à la fin; advienne que pourra.

Mes ennuis viennent d'ailleurs. Le métier, la province, les tracasseries, la stupidité des élèves, etc., d'abord. La consolation, c'est que cela ne me prend que deux heures par jour. — Ajoute la certitude d'être et de rester petit valet aux ordres des muphtis universitaires.

Qui n'a pas dans la vie
Un petit grain d'ambition?

Ce petit grain, on l'écrase, il germe toujours et il faut beaucoup de philosophie pour s'accoutumer à la pensée de passer sa vie à Poitiers ou Draguignan, parmi les contrariétés et dans la solitude.

D'avenir universitaire, point; je ne sais qu'un moyen d'en avoir : de trouver une madone qui me fasse un signe de tête, et de faire communion publique. Malheureusement, la madone ne s'est pas encore rencontrée. — D'avenir mondain, pas davantage. On lira ton beau style; mais qui s'occupe de philosophie? Et, parmi ceux qui y jettent les yeux, combien y en a-t-il qui n'en fassent pas une arme politique? Je trouverai en France six rats de cave comme moi et quatre curieux comme toi qui voudront me lire, et, si j'écris, c'est pour le plaisir de voir mes idées proprement enfilées les unes au bout des autres, et de faire la roue intérieurement avec mon nouveau collier. — Il faut supprimer

(1) *La Théorie de l'Intelligence.*

(2) Gréard, *ibid.*, p. 197 : « Je ne te parlerais pas tant de toi-même, si je n'avais eu vaguement de mauvaises nouvelles sur l'état de ton esprit. Cet esprit-là est à nous tous et il faut le garder, brillant et tranchant, comme notre meilleure épée. »

en soi une foule de desirs que tu sais ; et cela n'est pas l'affaire d'un jour.

Quant à ma thèse, mon ami, j'ai été trompé par trois choses : le règlement du doctorat qui dit que la Faculté ne répond pas des thèses ; la thèse de M. Hatzfeld (1) qui avait soutenu audacieusement des opinions théocratiques ; enfin l'enivrement de la rédaction. Je voyais mes syllogismes dans une clarté éblouissante, et je pensais qu'en rejetant les doctrines, ils l'accepteraient comme hypothèse conséquente. Je vais (qu'en dis-tu ?) proposer à M. Le Clerc une thèse sur les fables de La Fontaine ; j'ai étudié ce sujet-là pour l'agrégation, et il me semble qu'on peut dire là-dessus beaucoup de choses neuves. (L'opposer aux autres fabulistes qui ne veulent que prouver une maxime ; la fable devenue drame, épopée, étude de caractères ; caractère du roi, des grands seigneurs, etc. ; — opposer le génie de La Fontaine, grec et flamand, à celui du siècle.) — Nous trouverons ensemble quelque chose pour la thèse latine. — Je compte être à Paris, le 17 ou le 18, y rester cinq ou six jours et revenir le 1^{er} octobre avec ma mère. Nous aurons le temps de nous voir. — Mais pourquoi me parles-tu tant de moi, sans me dire un mot sur ton travail ? Où en es-tu ? — Enfin nous allons causer.

Quant au mien, mon cher, corrige toi-même et sans attendre mon avis, ce qui te déplaîra. Tu as bien raison pour *extériorisant*, *duperie*, etc. ; mais, à lire les physiologistes et Hegel, c'est miracle si on ne devient pas barbare. — Corrige, corrige. — Tu m'as fait rire en me parlant de la poésie de la page 122. (Je ne sais pas laquelle c'est.) Mais j'ai eu pour modèle idéal d'un bout à l'autre le code civil, et il serait plaisant de trouver poètes M. Portalis et les autres rédacteurs. — A propos, tu as vu cette ignominie du concours, cette matière de discours français ?

Présentement je languis un peu, lisottant mes Allemands, corrigeant les compositions des prix avec mes collègues. Les parens ici s'égorgeraient si l'on pouvait supposer la moindre faveur ou la moindre erreur dans une correction.

Aussi nous réunit-on trois, sous la direction du proviseur ou du recteur. La chose se passe comme au concours. Le recteur envoie, je crois, une bonne note sur mon compte. Je n'ai pas donné une matière de discours qui ne fût du xvii^e siècle ou an-

(1) Thèse sur Platon.

tique, et je n'ai lu ni permis de lire un livre qui pût donner lieu à la moindre objection. — Exemple de la tolérance de ce pays : Hémardinquer (1) qui y a été suppléant de rhétorique, n'a pas pu y rester parce qu'il est juif.

Supplie Édouard, si cela ne lui est pas trop impossible, de faire en sorte que je puisse le voir ces vacances. Les Highlanders et les Bas-Bretons (2) ne seront pas plus amusans que nous. Nous imagines-tu tous trois dans ta chambre, ou au théâtre ? Ce sera charmant, et je vous embrasse d'avance.

Je vais être dans les ennuis des emballages. Autre amusement du professeur nomade et que tu ne connais pas. — Que décide Crouslé ?

M. Simon ne sait pas le moi étendu, il ne connaît que vaguement mes conclusions. Je lui écris de temps en temps. Ne lui donne pas mes thèses. — Garde-les pour me les rendre dans quinze jours.

Ce pauvre M. Vacherot qui est à sec !

Amitiés, et merci encore une fois.

(1) Hémardinquer (Mathieu), né en 1822, élève de l'École normale en 1842, mort en 1875.

(2) M. de Suckau devait passer ses vacances en Écosse ou en Bretagne.

L'ALLEMAGNE VERS L'EST

LE PANGERMANISME ET L'EXPANSION ALLEMANDE VERS L'ORIENT

Les mouvemens incessans du germanisme, son flux et son reflux, ainsi que les transformations de la puissance allemande, chargée de réaliser les aspirations de la race, forment, en réalité, l'histoire de l'Europe continentale. A l'heure actuelle, le germanisme continue comme par le passé sa patiente besogne d'expansion, toujours poursuivie, jamais abandonnée, même aux heures de la plus grande détresse; et les développemens du nouvel empire garantissent la rapidité de ses progrès. Vers l'ouest, les événemens de 1870 étaient faits pour donner satisfaction à tous les désirs immédiats de l'expansion allemande; le rétablissement de la puissance française, qui fut l'œuvre des trente dernières années, a, d'ailleurs, permis de relever, de ce côté, une digue efficace contre un nouvel excès d'ambitions germaniques. Vers l'est, au contraire, les difficultés intérieures de l'Autriche, la décomposition de l'empire ottoman, et le conflit des diverses nationalités danubiennes ou balkaniques ont créé un ensemble de circonstances assez favorables pour encourager, de la part de l'Allemagne, un redoublement d'activité. Depuis le traité de Berlin, qui réussit à aménager le Levant au profit des intérêts allemands, la poussée orientale du germanisme n'a cessé de s'accroître; elle est même parvenue à un degré d'intensité tel que,

tique, et je n'ai lu ni permis de lire un livre qui pût donner lieu à la moindre objection. — Exemple de la tolérance de ce pays : Hémardinquer (1) qui y a été suppléant de rhétorique, n'a pas pu y rester parce qu'il est juif.

Supplie Édouard, si cela ne lui est pas trop impossible, de faire en sorte que je puisse le voir ces vacances. Les Highlanders et les Bas-Bretons (2) ne seront pas plus amusans que nous. Nous imagines-tu tous trois dans ta chambre, ou au théâtre ? Ce sera charmant, et je vous embrasse d'avance.

Je vais être dans les ennuis des emballages. Autre amusement du professeur nomade et que tu ne connais pas. — Que décide Crouslé ?

M. Simon ne sait pas le moi étendu, il ne connaît que vaguement mes conclusions. Je lui écris de temps en temps. Ne lui donne pas mes thèses. — Garde-les pour me les rendre dans quinze jours.

Ce pauvre M. Vacherot qui est à sec !

Amitiés, et merci encore une fois.

(1) Hémardinquer (Mathieu), né en 1822, élève de l'École normale en 1842, mort en 1875.

(2) M. de Suckau devait passer ses vacances en Écosse ou en Bretagne.

L'ALLEMAGNE VERS L'EST

LE PANGERMANISME ET L'EXPANSION ALLEMANDE VERS L'ORIENT

Les mouvemens incessans du germanisme, son flux et son reflux, ainsi que les transformations de la puissance allemande, chargée de réaliser les aspirations de la race, forment, en réalité, l'histoire de l'Europe continentale. A l'heure actuelle, le germanisme continue comme par le passé sa patiente besogne d'expansion, toujours poursuivie, jamais abandonnée, même aux heures de la plus grande détresse; et les développemens du nouvel empire garantissent la rapidité de ses progrès. Vers l'ouest, les événemens de 1870 étaient faits pour donner satisfaction à tous les désirs immédiats de l'expansion allemande; le rétablissement de la puissance française, qui fut l'œuvre des trente dernières années, a, d'ailleurs, permis de relever, de ce côté, une digue efficace contre un nouvel excès d'ambitions germaniques. Vers l'est, au contraire, les difficultés intérieures de l'Autriche, la décomposition de l'empire ottoman, et le conflit des diverses nationalités danubiennes ou balkaniques ont créé un ensemble de circonstances assez favorables pour encourager, de la part de l'Allemagne, un redoublement d'activité. Depuis le traité de Berlin, qui réussit à aménager le Levant au profit des intérêts allemands, la poussée orientale du germanisme n'a cessé de s'accroître; elle est même parvenue à un degré d'intensité tel que,

déplaçant sa direction antérieure et son principal effort, naguère concentrés vers l'ouest, le germanisme paraît tendre de plus en plus à reporter à l'est l'ardeur de son action nationale et à envisager désormais le slavisme comme son plus sérieux adversaire. Il est donc intéressant de rechercher les principes qui dominent de ce côté la phase présente de l'expansion allemande, d'en étudier les causes et d'en marquer les progrès.

I

Dès l'origine, le germanisme n'a cessé d'être expansif; il apparaît en débordant sur l'empire romain et en entamant ainsi sa lutte séculaire contre le « romanisme. » A l'est, l'expansion germanique fut plus tardive, mais son domaine sembla longtemps illimité; elle n'eut devant elle que des groupes slaves et finnois, répartis en infimes peuplades, et partant susceptibles d'une colonisation rapide ou en petits royaumes trop faiblement constitués pour résister à une décomposition méthodique. Seuls, l'empire byzantin, puis l'invasion turque, enfin la consolidation de la masse russe, furent capables d'opposer une barrière, sinon à la pénétration, du moins à la puissance allemande. Aussi le germanisme dut-il se servir de procédés divers, selon qu'il s'agissait de son action orientale ou occidentale. En face d'une force militaire constante et d'une culture propre, comme celle qu'il trouvait à l'ouest, il n'avait d'autre ressource que les armes; vers l'est, au contraire, il lui parut préférable de pénétrer, de décomposer, voire de coloniser au travers de peuples doués d'une énergie intermittente et d'un faible début de civilisation.

A l'aurore du ^{xx}e siècle, comme aux premiers jours de son histoire, le germanisme maintient le caractère de son action persévérante, toujours souple vers l'est et belliqueuse vers l'ouest; les procédés employés demeurent identiques dans leur principe, bien que transformés et perfectionnés par le progrès des temps. Et si l'on prend la peine d'étudier la marche actuelle de la germanisation, l'on ne peut manquer d'y relever de prime abord les élémens constitutifs de la vieille tradition, telle qu'elle s'est spontanément formée, dès le début de la poussée orientale, à l'égard des Slaves éparpillés au delà de l'Elbe, comme de la Bohême, de la Pologne et de la Hongrie.

Au ^v^e siècle, les invasions barbares avaient donné l'Elbe et la ligne des Alpes pour limite orientale à la race allemande. Sur cette longue frontière, elle touchait à des populations slaves, séparées en tronçons inégaux par le cours du Danube, le long duquel s'était produite une coulée de race finnoise. La dynastie saxonne franchit l'Elbe ; avec elle commença la pénétration germanique, qui, se faisant l'agent de la rénovation spirituelle des populations païennes, entreprit, en même temps, de les germaniser et de les christianiser. Dès le ^{viii}^e siècle, l'archevêché de Salzbourg s'était mis à travailler les Slovènes, l'évêché de Passau les Hongrois, celui de Ratisbonne les Tchèques ; le siège de Magdebourg s'attaquait aux Wendes, puis aux Polonais ; celui de Brême ouvrait la mer à ses missionnaires, qui prirent pied dans les provinces Baltiques. A l'évangélisation succéda la croisade, qui submergea la Prusse et installa sur la Vistule l'ordre teutonique.

La conversion, en temps utile, des Tchèques, des Hongrois et des Polonais, leur épargna la croisade germanique ; d'autre part, ils étaient, dès l'origine, constitués en groupes assez compacts pour éviter l'annihilation, réservée à la poussière des peuples Wendes. Ils n'échappèrent pas toutefois aux prétentions allemandes, quant au droit du Saint-Empire de dispenser et de garantir les couronnes ; ils ne purent davantage se soustraire à une lente infiltration germanique. L'Église, dans laquelle le germanisme avait acquis une prise solide, se mit à diriger les premiers essais de la culture et des institutions nationales ; les mariages fréquents des princesses allemandes tendirent à germaniser les cours et surtout la noblesse. A partir du ^{xii}^e siècle, provoqué par l'esprit de croisade, se produisit un nombreux déplacement de populations allemandes ; des colons furent pris en masse dans l'inépuisable réservoir de la race, constitué par le pays du Rhin, pour être transportés dans les régions nouvellement ouvertes à l'expansion germanique. Le mouvement de colonisation déborda pareillement sur la Bohême, la Pologne et la Hongrie : des communautés allemandes de négociants et d'artisans y furent attirées dans les villes, et reçurent des privilèges destinés à les soustraire à la juridiction locale, les rois de Hongrie formèrent, au sud de la Transylvanie, une marche saxonne ; Prague et Pesth devinrent des villes allemandes. Dans le même temps, la recrudescence de ferveur catholique entraînait l'expul-

sion des juifs, et le plus grand nombre d'entre eux dut émigrer en Pologne. Ils y obtinrent un statut spécial; l'état social du pays favorisa leur développement; ils y conservèrent leurs habitudes et leur « jargon » germanique; et c'est de cette forteresse improvisée que le judaïsme allemand finit par se répandre vers la Hongrie et la Russie, jusqu'à la Mer-Noire et au Danube.

Au ^{xiv}^e siècle, après l'extinction des dynasties nationales en Bohême, en Pologne et en Hongrie, les divers princes allemands se mirent à prétendre à ces successions constamment ouvertes. Celle de la Bohême fut aussitôt réglée au profit du germanisme, et la première université allemande fut fondée à Prague par un prince de la maison de Luxembourg. En 1526, l'effet d'un heureux contrat de mariage donna aux Habsbourgs la Bohême et la Hongrie, si bien que l'influence allemande se mit à contrôler définitivement le gouvernement des deux États.

La pénétration germanique avait usé jusqu'alors de l'action religieuse, politique ou économique; la Réforme lui procura sur les esprits une prise morale. Venue d'Allemagne, elle fut partout introduite par des Allemands; fournissant d'autre part une base propice aux revendications nationales, elle trouva un accueil enthousiaste parmi les peuples que travaillait le germanisme; grâce à elle, ce fut une influence allemande qui soutint, mais endigna toutes les révoltes; elle présida au réveil des nationalités, à l'établissement d'imprimeries et d'écoles, aux premiers essais littéraires des diverses langues, se substituant à l'allemand et au latin; elle eut même l'art d'étouffer, en Bohême, le mouvement hussite, qui avait soulevé les Tchèques contre les Allemands, et de fournir un terrain d'entente aux deux nations ennemies.

A son tour, la contre-réformation fit, elle aussi, œuvre germanique, car les Jésuites s'en prirent aux nationalités coupables, qui s'étaient abandonnées aux erreurs religieuses. Marie-Thérèse enserra ses États dans une administration allemande, appuyée par une force militaire également allemande. Joseph II prétendit même réaliser l'unification complète de la monarchie autrichienne, en y imposant l'emploi de la langue allemande. Enfin, quand la Pologne dut subir le même sort que la Bohême et la Hongrie, deux des copartageans furent des États allemands, qui entreprirent, chacun à leur manière, de germaniser leur part.

Au ^{xix}^e siècle, toute l'Europe centrale appartient au germanisme; et les réactions nationales qui s'y produisent n'ont pu

encore échapper à sa loi. La puissance allemande renaissante tend à consolider l'œuvre de pénétration et de colonisation séculaires, accomplie par la patience du Saint-Empire, en unifiant cette immense région dans un étroit système politique, commercial, économique et financier. L'expansion germanique dépasse même sa sphère primitive : à partir du xviii^e siècle, elle a installé dans le sud de la Russie et jusqu'au Caucase des populations allemandes ; elle a pénétré tout l'empire voisin de sa culture et de son commerce. En Orient, la dépression de la puissance turque fait tomber l'obstacle qui s'était opposé jusqu'alors aux progrès du germanisme ; le *Drang nach Osten* précipite vers les Balkans et jusqu'en Asie Mineure une invasion allemande, destinée à germaniser ces régions nouvelles pour les rattacher ensuite au système de l'Europe centrale. Subissant à son tour une poussée plus vaste, le commerce allemand se met à rechercher des entrepôts sur la mer du Nord, la Méditerranée et la Mer-Noire ; il prend pied, successivement, à Rotterdam, à Anvers et à Gênes ; il entreprend l'aménagement du port de Constantza. Enfin l'expansion germanique déborde même hors de l'Europe, marque sa place dans toutes les parties du monde et inaugure l'ère actuelle de la *Weltpolitik*.

II

L'expansion germanique apparaît ainsi, dès le début, avec les procédés dont elle se servira pendant douze siècles et qu'elle développe encore à l'heure actuelle, après les avoir successivement appropriés à la nécessité des temps. Elle continue à utiliser la réserve humaine que lui vaut la forte natalité de la race. Le germanisme persiste dans son double système : il agit encore par la colonisation là où il ne saurait rencontrer de résistance ; se heurte-t-il, au contraire, à des États déjà formés et susceptibles de réaction nationale, il pénètre et décompose, comme il fit naguère pour la Bohême, la Pologne et la Hongrie. Afin de s'ouvrir les voies, ce n'est plus seulement le catholicisme dont il veut emprunter la puissance morale ; sa principale protection s'étend sur les communautés protestantes ; et il permet à la majeure partie du judaïsme continental de rechercher auprès de lui son point d'appui. De même que le Saint-Empire s'arrogeait jadis le droit de dispenser les couronnes, l'empire allemand tend

à se rattacher les monarchies, en prétendant leur assurer une garantie d'existence. Aujourd'hui comme au moyen âge, des princesses allemandes s'introduisent dans les maisons royales et finissent par donner un vernis germanique à la plupart des cours; le germanisme s'applique à essaimer dans les pays les plus divers des colonies d'artisans, de négocians et d'industriels, à s'inféoder les armées en leur fournissant l'éducation militaire et le matériel de guerre. Les transformations économiques du dernier siècle lui ont permis de multiplier en tous sens les liens commerciaux et financiers. A l'expansion de la race correspond celle de la culture, des institutions et des usages allemands. Fidèle aux traditions de la Réforme, le germanisme s'efforce de se rattacher les petites nationalités, en étayant leurs littératures débilés, incapables de vivre sans tuteur, et en facilitant par la science allemande leurs recherches nationales.

Au moyen âge, c'est inconsciemment que le germanisme a bénéficié de l'esprit de croisade, ainsi que des développemens du Saint-Empire ou de la maison de Habsbourg, en vertu du droit féodal. L'aveugle fortune l'a également servi à l'époque moderne, en lui permettant de profiter de la formation des États prussien et autrichien. Au contraire, depuis les bouleversemens amenés sur le continent par la Révolution française, les guerres qui s'ensuivirent et la constitution du nouvel Empire allemand, c'est le peuple allemand lui-même, qui, ayant pris conscience des destinées de la race, prétend en poursuivre le développement indéfini. Historiens, philosophes, et publicistes se trouvèrent donc amenés à remonter le cours de l'histoire et à formuler la théorie de l'expansion germanique.

Cette théorie s'est trouvée naturellement soumise aux variations de la pensée allemande dans tout le cours du siècle qui vient de finir. Sous l'influence de l'idéalisme vague et des tendances libérales, qui préparèrent le mouvement de mars 1848, les théoriciens de l'expansion nationale présentèrent au suffrage des peuples un germanisme pacifique et bienfaisant. Sans trop insister sur les fâcheuses croisades, dont la violence avait marqué le premier essor du germanisme au delà de l'Elbe, les penseurs allemands de cette douce époque firent surtout ressortir les services rendus à la civilisation par une race d'une culture supérieure à l'égard des races slaves ou finnoises, par elles introduites dans le giron européen; ils proclamèrent toutefois que l'œuvre

n'était point achevée, revendiquant le privilège de poursuivre l'éducation des peuples divers, épandus vers l'Est, dans la vaste région que K. E. Franzos devait caractériser du nom pittoresque d'*Halb-Asien*; ils invoquèrent la nécessité de contrôler leur progrès national, en l'imprégnant de la culture allemande. Les historiens nationaux Palacki, Horvath et Maciejowski, appelés en témoignage, avaient été unanimes à reconnaître l'heureuse influence du germanisme sur la formation première des peuples tchèque, hongrois et polonais. On chercha des argumens pour consoler le slavisme de sa défaite : s'il avait été repoussé aussi loin par le germanisme, il y fallait voir la conséquence de ses propres fautes : sa légèreté, sa turbulence et son imprudence, ses divisions internes, son manque d'énergie nationale, sa pénurie de grands hommes aptes à concentrer les aspirations de tous et l'absence d'une classe moyenne servant de lien entre la classe dominante et la foule dominée. A vrai dire, le germanisme a ainsi arraché aux Slaves un énorme territoire de 7 à 8000 milles carrés, mais que de bienfaits n'a-t-il pas prodigués en échange ! Et les premiers théoriciens de l'expansion allemande s'attendrissaient volontiers devant une telle générosité. Là où, comme en Prusse, s'est parachevée la germanisation du pays, il s'est créé une population forte, formée du croisement des deux races, joignant à la profondeur et à l'endurance germaniques la vivacité et l'habileté slaves; là où le germanisme a dû se borner à une simple pénétration des peuples slaves ou finnois, il a apporté une culture supérieure, les vertus chrétiennes, l'idée de l'ordre et du droit, le principe d'une organisation administrative et judiciaire, les élémens d'une bourgeoisie, enfin l'art de mettre en exploitation le domaine national.

Ainsi témoignèrent de prime abord, en faveur de leur race, dans ses rapports avec ses voisins orientaux, les publicistes allemands, entraînés par un honnête libéralisme, aujourd'hui disparu; tels sont les services qu'invoquent encore les avocats les plus modérés du germanisme souffrant, dans les luttes nationales de l'Autriche actuelle. La reconstitution de l'Empire allemand, fondé sur la force par un heureux usage du réalisme politique, devait nécessairement transformer toute la théorie de l'expansion germanique, en lui imprimant une allure plus autoritaire et plus réaliste. Se sentant désormais maître de l'espace, le germanisme ne se borna même plus à regarder d'un seul côté,

il prit hardiment son essor aux quatre points de l'horizon et finit par aboutir à l'idée pangermanique. Maintenant, nous n'avons plus affaire aux rêveries de penseurs attendris, imbus des idées venues de la France et proclamant les bienfaits prodigués par le peuple allemand à une humanité inférieure; nous sommes en présence d'une théorie de lutte, née de la philosophie de Kant, de Hegel et de la tradition prussienne, destinée à transformer la race en vue d'une action prompte, peu soucieuse d'inutiles suffrages et se contentant des seuls effets de la force. L'Association Pangermanique, qui s'est faite la gardienne et la propagatrice de la doctrine, a pris soin de la formuler nettement dans la première de ses publications (1) : *Der Kampf um das Deutschtum*.

Avec le pangermanisme, l'idée allemande a complètement cessé de se faire douce et conciliante. Dans l'histoire comme dans la nature, affirme-t-on désormais, il n'y a qu'une loi, celle de la lutte pour l'existence. En donnant la victoire au meilleur, au plus fort, au plus beau, elle tend à l'ennoblissement de l'espèce humaine. Le résultat de la lutte marque le choix de Dieu parmi les peuples; au vainqueur le butin dont lui seul est digne. C'est en vertu de cette loi fondamentale que les diverses races impériales — *Herrenvölker* — ont successivement imposé leur domination aux races assujetties; c'est par elle que se sont élevés, à tour de rôle, les Grecs, les Celtes, les Romains et les Goths, grandissant parce qu'ils avaient eu, à l'heure propice, le sentiment d'une politique universelle — *Weltstaatskunst*, — disparaissant quand ils venaient à abandonner l'idée créatrice de leur grandeur. Le christianisme tendit à obscurcir la conscience des races; à mesure qu'il s'éloigna de sa pureté primitive, il adopta une allure plus efféminée et plus attendrie, il prit pitié de la faiblesse; cet excès de sensibilité chrétienne, favorisée par la papauté en vue de faciliter l'établissement de sa domination universelle, n'eût pu conduire qu'à l'abaissement de l'humanité. Dans ces conditions, la Réforme fut moins une lutte pour la revendication du libre arbitre qu'une réaction de l'idée nationale contre le cosmopolitisme catholique, et c'est ce qui la fit adopter par toutes les races fortes. Les divers cosmopolitismes, nés, depuis lors, de l'affirmation des droits de l'homme — internatio-

(1) Fritz Bley, *die Weltstellung des Deutschtums*.

nalisme, socialisme, anarchisme — sont également affaiblissans et, partant condamnables. L'empire du monde — *Weltherrschaft* — doit appartenir au peuple qui, s'abstrayant de tout amour universel pour l'humanité, concentre ses efforts pour assurer, dans la lutte éternelle de l'histoire, la prédominance de sa race.

Après un tel exposé de leurs principes, il ne reste plus aux pangermanistes qu'à en dégager les conséquences naturelles quant au but futur de l'expansion allemande. Le XVIII^e siècle fut cosmopolite, le XIX^e a été national. De grands États se sont d'abord constitués en vue d'assurer la puissance des races fortes et la domination des idées, par elles représentées. L'accroissement des communications a provoqué, à son tour, la fondation d'empires — *Weltreiche*, — qui se sont réservé, pour satisfaire aux besoins de leur production et de leur consommation propres, d'immenses domaines d'exploitation économique. Ainsi se forment en ce moment les empires russe et américain; ainsi s'achève l'Empire britannique, qui, plus avancé ou plus ambitieux que les autres, affirme déjà sa prétention à l'hégémonie. Si l'Angleterre a pu atteindre une semblable prospérité, elle le doit à la sottise de l'Europe centrale et occidentale, qu'elle a incitées à trois siècles de luttes continentales ininterrompues, pour s'agrandir successivement des colonies françaises, hollandaises, espagnoles et portugaises. C'est à l'Allemagne qu'il appartient de constituer, entre la Russie et l'Angleterre, un nouvel empire apte à former le fléau de la balance entre les deux rivales.

Les victoires de Sadowa et de Sedan ont prouvé à l'univers que la race allemande entendait reprendre la place qui lui revenait dans le monde; l'Allemagne est déjà devenue la principale rivale de l'Angleterre pour le commerce universel; elle devra réaliser dans l'avenir l'idée napoléonienne du blocus continental.

Afin de constituer l'empire de ses rêves, le pangermanisme ne fait encore qu'une allusion timide à la réunion de « toute l'Allemagne; » il sait que les arrangemens économiques ont efficacement préparé la formation du nouvel Empire allemand; il se borne donc à préconiser, pour le moment, une union économique très étroite englobant; avec l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, les États des Balkans, la Belgique, la Hollande, et, si possible, le Danemark et la Suède. L'Empire Ottoman deviendrait l'interland naturel d'une semblable union, en ouvrant

ses possessions d'Europe et d'Asie à la colonisation germanique. Les colonies hollandaises et allemandes formeraient, en outre, l'amorce d'un domaine colonial, qui s'accroîtrait peu à peu de tous les territoires où auraient pénétré, dans leur expansion illimitée, la race, la langue et la culture allemandes, — *deutsche Art, deutsches Wesen, deutsche Gesittung*; — ce qui ne tendrait à rien moins qu'à absorber rapidement l'univers dans la communauté germanique.

Ce n'est pas par la modestie que pèchent les pangermanistes. « Nous sommes, sans aucun doute, proclame M. Fritz Bley, le premier peuple guerrier de la terre. Pendant deux siècles, c'est l'énergie germanique qui a maintenu l'Empire romain vermoulu; car des Allemands seuls étaient capables de vaincre la force allemande. En sept batailles décisives, dans la forêt de Teutobourg, aux champs catalauniques, à Tours et à Poitiers, sur le Leck, à Liegnitz, devant Vienne contre les Turcs et à Waterloo, nous avons sauvé la civilisation de l'Europe. Nous sommes le peuple le plus habile dans tous les domaines de la science et de l'art. Nous sommes les meilleurs colons, les meilleurs marins, les meilleurs marchands! » Cela ne suffit point encore; les pangermanistes tiennent à établir que leur peuple est le plus instruit, leur langue la plus riche; le germanisme doit représenter la plus grande force civilisatrice; c'est de lui que serait venu, directement ou indirectement, tout ce qui s'est fait de bon dans le monde, les libertés modernes comme les grandes découvertes; les plus beaux monumens de l'architecture et de l'art s'épanouiraient sur le sol allemand. D'où la conclusion que, la race germanique étant la plus forte, la plus prolifique et la plus morale, c'est à elle qu'appartient l'avenir et le siècle qui s'ouvre sera le « siècle allemand. »

*Wir sind von des Donnerers Heldengeschlecht,
Wir wollen das Weltall erben;
Das ist alte Germanenrecht
Mit dem Hammer Land zu erwerben.*

Comme on l'a vu, le pangermanisme est, de sa nature, anglophobe et anti-slave; ses théoriciens n'ont point pour nous de malveillance particulière et se contentent de quelque dédain. A vrai dire, il ne nous font aucune place dans le système impérial du monde, auquel le pangermanisme devrait servir de clef

de voûte; cela tient à ce qu'ils nous considèrent comme définitivement vaincus, vaincus par l'Allemagne dans la lutte continentale, vaincus par l'Angleterre dans la lutte coloniale. D'après eux, les derniers siècles de notre histoire intérieure n'auraient été qu'un long suicide : ce serait le meilleur de notre « bourgeoisie germanique » que nous aurions chassé, en persécutant les Huguenots; ce serait notre « noblesse allemande » que nous aurions évincée par la Révolution. Aussi le déplorable résidu celto-romain, que nous serions désormais, doit-il se débattre au milieu des divisions intestines, dans les affres de la décadence; la faible natalité française viendrait confirmer l'épuisement de la race. Le pangermanisme a la bonté d'offrir une place convenable dans son futur Empire à ce qui reste de la France; il suffit pour cela que nous, en manifestons le désir et que nous abandonnions nos rêves d'une inutile revanche. Dans le cas contraire, il ne nous resterait qu'à boudier dans notre coin solitaire, à surveiller anxieusement le progrès de notre affaiblissement national, et la race germanique, dans l'ascension indéfinie promise à son génie, n'aurait même pas à prendre la peine de troubler le crépuscule de la France *Franzosendämmerung*.

III

De fait, le pangermanisme en Allemagne, comme l'impérialisme en Angleterre, dérivent d'une même source. C'est le besoin de la domination exaspéré dans des races qui ont pris conscience de leur force et ne voient pas de limites à leur puissance. Le succès a développé l'idée de la supériorité, du caractère impérial de la race vis-à-vis du reste de l'humanité; le but final est d'imposer au monde la paix allemande ou la paix britannique. Des deux côtés s'épanouit une école identique, pour laquelle la force devient un gage du droit et l'accroissement de l'État une raison suffisante à justifier tous les moyens.

La situation géographique de la France la place entre les deux pays, qui sont, à l'heure actuelle, emportés par cette même tendance; nous nous heurtons à l'impérialisme anglais à chaque nouveau progrès de notre essor colonial; le pangermanisme, qui entrave déjà notre expansion économique et culturelle, pourrait devenir un jour gros de menaces pour notre sécurité continentale. — Les circonstances nous ont donné pour voisins la plus

grande puissance maritime et l'une des premières puissances militaires du monde; c'est un inconvénient dont nous avons dû prendre l'habitude, puisque toute notre histoire nous a mis en contact avec l'Allemagne et l'Angleterre. Aucun fait ne saurait donc nous toucher davantage que le double phénomène de l'impérialisme et du pangermanisme; il importe, pour en apprécier la portée, d'observer le caractère distinct et la force relatives de deux mouvemens parallèles, entraînant à nos côtés la race anglo-saxonne et la race germanique.

Rien ne fait mieux ressortir l'esprit purement pratique de l'Anglais et le penchant à l'imagination, formant un des aspects du génie allemand, que la manière différente dont la même doctrine a pris naissance dans les deux races. La théorie impériale n'est pas née en Angleterre après Waterloo; elle s'est formée peu à peu avec les progrès de l'Empire britannique; elle a grandi avec les événemens, attendant sans impatience l'achèvement presque complet de l'œuvre, avant d'adopter une formule définitive. Conçue et propagée par des gens d'action, artisans de la grandeur impériale, elle a réagi sur la métropole des extrémités de l'Empire. C'est, au contraire, la victoire de Sedan qui, en inspirant à l'Allemagne l'ambition d'occuper le *Vorrrang* en Europe, a fait brusquement fructifier dans les cervelles allemandes la semence du pangermanisme. Retardée par le souci de fortifier le nouvel Empire allemand contre l'idée française de la revanche, l'efflorescence dut attendre pour se produire les garanties de stabilité continentale fournies par l'alliance franco-russe, et l'impulsion plus vive imprimée au germanisme par l'empereur Guillaume II. Ce sont des écrivains et des penseurs, qui ont créé de toutes pièces la formule pangermanique et qui, de la métropole, s'efforcent d'y gagner les membres dispersés de la race allemande. La théorie est déjà complète, et pourtant le pangermanisme n'a pas encore de forme précise; à peine distingue-t-on, à travers le monde, le jalonnement incertain de son domaine.

Il tombe sous le sens que le pangermanisme ne saurait disposer d'une base matérielle aussi large que l'impérialisme britannique afin d'y édifier la grandeur nationale. La race allemande peut, il est vrai, essaimer sur l'univers un excédent considérable de population, et c'est à son actif, dans la lutte pour l'Empire, un réel avantage sur la race anglo-saxonne. C'est d'ail-

leurs à peu près le seul : par tous les moyens d'action, l'Anglais agit dans la plénitude de sa force impériale, tandis que l'Allemand ne peut dissimuler une certaine faiblesse. Le marché de Londres a jusqu'ici suffi par lui-même à tous les besoins financiers de l'impérialisme; le marché de Berlin est, au contraire, trop restreint et doit rechercher sans cesse le concours de l'argent étranger. L'Angleterre dispose d'une organisation industrielle et commerciale, mise à l'épreuve d'une longue expérience; celle de l'Allemagne surprend autant par l'ampleur de son essor que par la gravité de la crise qui en affecte actuellement la croissance. Enfin, aux tâtonnemens inévitables qui marquent les débuts du pangermanisme s'oppose la méthode savante sûrement dégagée par les agens de l'impérialisme.

S'agit-il du prestige et des autres causes morales qui facilitent l'expansion d'une race, l'Allemagne apparaît également comme moins favorisée que l'Angleterre. Il n'est pas jusqu'à l'éclat de Londres et de la vie anglaise, qui ne fasse contraste avec la platitude de Berlin et de la vie allemande. Le snobisme international se réclame volontiers de la mode britannique; ce qu'il y a d'élégance dans l'Europe centrale n'est point allemand, mais autrichien. L'influence anglaise repose sur une langue facile, une culture raffinée, des traditions libérales, une littérature ancienne, qui excelle dans tous les genres, un esprit précis et vulgarisateur, une science aussi avancée qu'aucune autre et pourtant mise à la portée de tous. De son côté, l'influence allemande cherche à imposer une langue compliquée, des idées autoritaires, une littérature qui ne brille ni dans le roman ni dans le théâtre, c'est-à-dire dans aucun des genres susceptibles d'expansion indéfinie, un esprit abstrait et une science difficilement abordable. La netteté et la brièveté des ouvrages anglais invitent à l'étude des choses britanniques; les innombrables volumes, dans lesquels les savans allemands continuent à réunir un admirable amas de renseignemens et de recherches, rebutent, au contraire, des choses germaniques; si bien que l'on est toujours tenté de maudire, comme Carlyle, Dryasdust et Smelfungus.

Le caractère individuel des deux peuples accroît encore les avantages de l'Anglais. Celui-ci a conscience de ses destinées impériales, avec le sentiment très net de son indépendance et de sa personnalité; il envisagerait comme une déchéance l'abandon de son titre national. Formé au respect et à la discipline, l'Alle-

mand n'est pas encore aussi *selbstbewusst* ; peut-être ne se dénationalise-t-il plus à tout venant avec le même empressement qu'autrefois ; mais il n'éprouve du moins aucune peine à masquer sa nationalité sous les naturalisations les moins flatteuses. Il en résulte que, si l'impérialisme est une idée réelle, produit du développement de la race britannique, le pangermanisme reste une création artificielle, un idéal fabriqué par des penseurs patriotes ; et, dans la pratique, la même orgueilleuse doctrine se trouve maniée, en Angleterre, avec une assurance seigneuriale, en Allemagne, avec une incertitude de parvenus.

Issus de principes si identiques, mais doués de facultés si inégales, le pangermanisme et l'impérialisme ne pouvaient user des mêmes procédés. Assurément, la plupart des peuples absorbés par l'Empire britannique se placent dans l'échelle de l'humanité à un degré beaucoup moindre que ceux entrepris par le germanisme : mais les races tendant à la dignité impériale n'ont plus l'esprit assez libre pour se préoccuper des nuances et, à leurs yeux, la « demi-Asie » est bien près de se confondre avec l'Asie elle-même. Si les procédés diffèrent chez les Allemands et les Anglais, il faut en chercher la cause, moins dans le caractère des races dominées, que dans le caractère des dominateurs, ainsi que dans les circonstances déterminant leur liberté d'action réciproque.

L'impérialisme ne connaît point de système en dehors de la superposition immédiate de la race impériale à la race assujettie. L'Anglais s'installe de prime abord au cœur d'un gouvernement, pour en contrôler l'exercice, sans se piquer de colonisation ni même de pénétration aucune. Désireux de s'imposer par la puissance éprouvée du génie national, il lui suffit d'essaimer une aristocratie peu nombreuse. Comme de juste, la force constitue l'instrument de la domination britannique, mais elle évite de lui servir de base ; l'autorité se manifeste par l'expression brève d'une volonté précise et les indications qui la précèdent sont fournies par les polémiques de la presse jointes aux discussions du Parlement. Jusqu'à une récente époque, l'impérialisme se targuait d'une allure cosmopolite ; il ménageait également les confessions et les nationalités, qu'il englobait toutes dans un égal dédain.

On a vu, au contraire, que le pangermanisme insistait sur le privilège de la force ; moins confiant sans doute dans la puissance

expansive du génie allemand, il répugne à se détacher de la violence de ses origines, attendant de la force seule le prestige et les moyens d'action nécessaires à son développement. Son empereur est un souverain militaire, gouvernant un état purement militaire; les tendances impériales se manifestent par des entrevues, des toasts solennels, des revues, l'octroi de régimens à des princes étrangers, si bien que le moindre incident de la politique générale se présente revêtu de l'appareil militaire. Dans son domaine propre, c'est-à-dire dans l'Empire allemand, le germanisme ne veut point compter sur les effets d'une civilisation supérieure, mais sur le simple progrès d'une germanisation impitoyable. En dehors de l'Empire, dans les territoires qu'il estime acquis à sa sphère d'influence, il substitue à la force brutale l'action d'une diplomatie autoritaire, chargée d'appuyer, au besoin par la menace, le développement régulier de la pénétration germanique. L'immigration allemande, qu'elle soit ancienne ou récente, a partout entrepris un début de colonisation, qui s'introduit doucement dans les couches moyennes et inférieures de la population indigène; elle pénètre dans les corps de métier, la banque, le commerce, l'industrie, et même l'agriculture; par l'éducation des enfans, elle entre dans les familles; elle affecte un tel empressement à se dénationaliser qu'elle n'effraie point les susceptibilités nationales et son allure est si humble que toute race se croirait impériale au regard de la race allemande. C'est une démocratie besogneuse, qui se fait au loin l'agent du germanisme et, pour rehausser ces artisans modestes de la décomposition des nationalités et des États, l'Empire allemand se borne à multiplier les missions de ses officiers et de ses princes. Le pangermanisme est farouchement national et porte, de préférence, l'empreinte luthérienne; il prêche la croisade contre les autres races; s'il a quelque indulgence pour les petits peuples, c'est à la condition de les voir s'appuyer sur la puissance et la culture allemandes.

Mais la différence fondamentale entre l'impérialisme et le pangermanisme, celle qui ne peut manquer d'influer sur leur progrès réciproque, c'est le fait que l'Angleterre est insulaire et l'Allemagne continentale. En possession du contrôle de la mer, l'empire britannique est, pour le moment, insaisissable et la liberté de ses mouvemens reste absolue. L'Allemagne est, sur trois frontières, dépourvue de défenses naturelles sérieuses, limi-

trophe de trois grandes puissances militaires ; elle est donc partout saisissable, et l'alliance franco-russe, devenue la régulatrice de la paix continentale, suffit à solidement endiguer le pangermanisme. Dans le champ d'opération fort appréciable que lui laisse la double alliance, il est destiné à se heurter encore aux difficultés que lui vaut son allure absolue et exclusive, c'est-à-dire aux États qui ont leur *staatsidee* à défendre, aux nationalités qui préfèrent conserver leur culture propre, aux domaines économiques qui tiennent à protéger leurs intérêts, enfin aux croyances diverses, rebelles à la suprématie de la confession évangélique.

L'impérialisme et le pangermanisme sont logés à des enseignes si diverses que les deux États intéressés ne pouvaient adopter la même attitude à l'égard d'une doctrine, dont l'application dût paraître également séduisante à Londres et à Berlin. Conscient de la force impériale de l'Angleterre et des avantages de son insaisissabilité, le gouvernement britannique a fini par se rallier franchement à l'impérialisme, dont il a fait la règle unique de sa politique étrangère. Moins sûr de lui-même et sentant l'empire attaquant par toutes ses frontières, le gouvernement allemand s'est empressé de répudier, du moins officiellement, une théorie qui, si elle fût devenue le fondement de sa diplomatie, eût ameuté contre lui une formidable coalition. Aussi bien le mouvement pangermaniste n'a-t-il pas mis son espoir immédiat dans le concours de l'Empereur ni de son gouvernement, mais seulement dans la force future de l'opinion publique. L'*Alldeutsche Verband* est même né, en 1891, d'un accès de défiance contre Guillaume II, quand, après l'éviction du prince de Bismarck, et le traité anglo-allemand, relatif à l'Afrique orientale, qui fut le premier chef-d'œuvre du « nouveau cours, » on eut mieux compris en quelles mains incertaines était désormais tombée la politique allemande. Néanmoins, l'idée pangermanique a déjà fait un chemin considérable dans les esprits et partout elle a marqué sa trace. Si les générations anciennes, qui ont connu les divisions de l'Allemagne et ne se sont faites que péniblement à l'hégémonie prussienne, gardent encore une prudente réserve, la jeunesse, élevée sous l'impression du triomphe national, et dans la croyance à l'expansion illimitée de la race, s'y montre de plus en plus acquise. On remarque maintenant dans la presse allemande des traces constantes de l'idée pangermanique et la manifestation involontaire en ressort à chaque instant de la conversa-

tion de nos amis allemands. L'Empereur ni le gouvernement impérial ne peuvent eux-mêmes échapper à la séduction de semblables doctrines, qui flottent dans les rêves populaires comme l'idéal d'une politique éventuelle. L'allure heurtée de Guillaume II, ses contradictions perpétuelles représentent assez exactement les présentes perplexités de l'âme allemande : l'imagination pangermaniste entraîne la parole impériale, le sentiment de la réalité retient l'acte de l'Empereur. De son côté, la diplomatie s'applique bien à rejeter ouvertement une théorie compromettante, mais elle en favorise en sous-main la propagation et tend à poser, partout où faire se peut, les premiers fondemens du système pangermanique. C'est, au fond, la méthode panslaviste et le même double jeu, dont on fit naguère à la Russie un si grand grief.

IV

De toutes les parties du programme pangermanique, aucune n'a été mieux étudiée par les publicistes allemands, plus suivie par la politique impériale, ni plus avancée dans son exécution que la poussée orientale du germanisme. C'est en Autriche-Hongrie, dans les pays balkaniques et dans l'empire ottoman que commencent à apparaître, de façon distincte, sous la trame des États actuels, les contours déjà précis de la pangermanie future. Au reste, les circonstances lui furent, de ce côté, plus favorables que partout ailleurs. Ce fut, aussitôt après le traité de Berlin, la conclusion de l'alliance austro-allemande, qui créa dans l'Europe centrale, au profit du germanisme, un système compact à la fois politique et économique; puis l'exaspération des querelles nationales, qui contribuèrent à paralyser le plus sérieux concurrent de l'empire allemand, en affaiblissant la force expansive de la monarchie austro-hongroise; enfin, les crises multipliées qui secouèrent la Turquie et l'amènèrent à rechercher, en se livrant de plus en plus à l'Allemagne, une dernière garantie de son existence et de son intégrité.

Au moyen âge, lors de sa première poussée vers le Sud-Est, le germanisme s'était heurté à l'empire byzantin; au ^{xii}^e siècle, sous les Comnènes, l'influence grecque disputait même la Hongrie à l'influence allemande; mais la voie du Danube était ouverte au trafic, et, par elle, l'Allemagne commandait les communications

entre l'Occident et l'Orient; ce fut le grand chemin des Croisades. L'invasion turque barra le fleuve; les produits allemands, auxquels Augsbourg servit d'entrepôt, durent alors emprunter la voie maritime, par l'intermédiaire de Venise et de Gênes; Raguse et les sièges saxons de la Transylvanie exploitaient la route de terre à travers la péninsule balkanique; un courant commercial s'établissait également vers la Mer-Noire par la Pologne et la vallée du Dniester. Dès la fin du ^{xvii}^e siècle, quand les Turcs commencèrent à reculer devant les armes impériales, le Danube tendit à reprendre son importance antérieure pour l'influence et le commerce allemands; par les marchés de Breslau et de Vienne, surtout par la grande foire de Leipzig, l'Europe centrale se remit à dominer le Levant; en 1782, un premier bateau partit de Vienne vers la Mer-Noire; en 1830, la *K. u. K. priv. Donau Dampfschiffsfahrt Gesellschaft* prenait possession du fleuve, et, des escales de la rive droite, Belgrade, Widdin et Routschouk se détachaient vers le Balkan des pistes parallèles de pénétration. Au milieu du ^{xix}^e siècle, les progrès de la navigation à vapeur favorisèrent à nouveau la voie maritime, qui l'emporte une fois encore sur les routes terrestres et fluviale; le port de Trieste et la mer Adriatique devinrent alors les débouchés du commerce allemand avec l'Orient.

Du reste, l'expansion orientale du germanisme n'était pas, à cette époque, favorisée par la politique générale: le traité de Paris avait organisé le Levant dans l'intérêt exclusif des puissances maritimes, si bien que leur commerce y était devenu prépondérant (1); les premiers chemins de fer, construits sur le territoire ottoman, tendaient uniquement à faciliter vers l'intérieur l'écoulement des produits débarqués dans les ports; ils réunissaient la Mer-Noire au Danube, avec prolongement au delà du fleuve, et lançaient, de Constantinople et de Salonique, deux tronçons principaux, qui s'enfonçaient profondément à travers la Péninsule (2).

Le traité de Berlin renversa la situation. Il prépara l'aménagement de l'Orient au bénéfice du germanisme, en prévoyant

(1) Dans la période de 1863-72, importation moyenne en Turquie, 495 millions: Angleterre, 240; France, 73.

(2) Varna-Routschouk, 225 kilomètres. — Kustendjé (Constantza)-Cernavoda, 64 kilomètres. — Constantinople-Bellova, 552 kilomètres. — Salonique-Mitrowitza, 278 kilomètres.

la régularisation de la voie danubienne et le raccordement des chemins de fer orientaux avec les lignes de l'Europe centrale. Dès lors, les pays allemands se remirent à envisager le Levant comme leur domaine économique, leur *Handelsgebiet* naturel.

« Tant que les États des Balkans, écrivait il y a vingt ans M. Paul Dehn (1), ne sont encore consolidés ni à l'intérieur, ni à l'extérieur; tant que la Turquie d'Europe subsiste encore, tant que l'Asie Mineure, avec la route de Trébizonde à Téhéran, n'est pas encore tombée dans des mains russes, ni les vallées de l'Euphrate et du Tigre dans des mains anglaises, il y a pour l'Europe centrale moyen de rattraper en Orient le temps perdu... Grâce à la sagesse de sa politique, la Prusse est devenue l'organisatrice du Zollverein et puissance prépondérante en Allemagne. Les mêmes procédés promettent à l'empire allemand des succès plus grands encore. Assurément un but aussi élevé ne peut être atteint d'un seul coup, ni même par l'effort d'une seule génération; mais il faut l'avoir sans cesse présent à l'esprit, aussi bien dans nos luttes intérieures que dans le maniement de notre politique générale. »

Comme de juste, les Allemands de l'Empire entendirent prendre la place occupée jadis par les Autrichiens et diriger, cette fois, la nouvelle poussée germanique. Le procès de la politique orientale de l'Autriche fut promptement instruit par les publicistes du Nord.

« S'il y avait eu à Vienne, à l'heure propice, disait le même M. Paul Dehn, un prince de l'envergure du Grand Électeur, le Danube, jusqu'à son embouchure, serait aujourd'hui un fleuve allemand. Vienne était naguère la capitale d'un grand empire homogène et expansif, auquel revenait la tâche historique de faire pénétrer en Orient la civilisation européenne par la culture allemande. Le vieil Empire a disparu; un autre est né, plus grand, plus homogène, plus expansif encore que l'ancien, et c'est à ce nouvel Empire que l'avenir demandera de réaliser les choses vainement attendues du passé. »

De fait, la reprise des destinées orientales du germanisme trouvait l'Autriche beaucoup moins préparée que l'Allemagne à profiter de cette heureuse fortune. Trop occupée autrefois des affaires allemandes et italiennes, elle avait un peu négligé

(1) Paul Dehn, *Deutschland und Orient in ihren wirthschaftspolitischen Beziehungen*.

l'Orient, et l'on avait beau jeu à lui reprocher d'avoir méconnu sa mission naturelle et compromis le privilège de sa position. Les querelles nationales retardaient le développement de ses forces et de son outillage économiques ; ses lignes de pénétration vers les Balkans s'achevaient à peine en 1880 ; le marché de Vienne était mal organisé, livré aux Juifs, bouleversé par les excès de la spéculation, déprimé par la crise de 1873 ; ses finances restaient mal assainies, le régime monétaire mauvais et l'incertitude des changes interdisait les grandes opérations financières. Autant de griefs soigneusement relevés contre l'Autriche pour soutenir la prééminence allemande.

Méconnaissant la contribution précieuse apportée par les savans autrichiens à l'étude de l'Orient ; les grands travaux de Hammer, Kanitz, Hahn, Beer, Jirécek, etc. ; les publications commerciales du musée oriental de Vienne, l'excellente tradition diplomatique conservée par l'Académie orientale ; enfin les services rendus par le Lloyd à la navigation dans le Levant, les écrivains allemands incriminèrent durement l'action autrichienne, en l'accusant d'avoir attiré sur le nom germanique le discrédit et la haine des populations orientales. — C'était, affirmaient-ils, aux sujets de l'Empire, aux *Reichsdeutschen* que revenait désormais le soin exclusif de réparer tant d'erreurs... Sur pareil sujet, la discussion se poursuit encore entre Allemands et Autrichiens : les premiers continuent à marquer quelque dédain, les seconds une jalousie croissante, et leurs rapports réciproques ne vont pas sans aigreur.

Mais la réalité s'accroît de plus en plus au profit de l'Allemagne : l'œuvre pangermanique est sa chose propre, et elle parvient à contrôler ainsi tout le progrès de la poussée orientale ; l'Autriche est réduite à la situation d'un simple *vorland*, chargé de servir d'étape à la pénétration allemande. Non point qu'une part quelconque ne lui ait été assignée dans la tâche commune : c'est la besogne politique qui lui incombe ; c'est-à-dire l'apparence vaine, les soins ingrats, les discussions pénibles et les démêlés avec la Russie. De son côté, l'Allemagne s'occupe de l'aménagement économique et cultural du Levant, c'est-à-dire des choses réelles, quoique ne suscitant point d'ennemis ; des résultats durables et des fondemens solides sur lesquels grandira la pangermanie future, quand sera devenu inutile le paravent austro-hongrois.

Aussi bien l'Autriche est-elle en voie de devenir elle-même une dépendance économique de l'Allemagne. Depuis le krach du marché de Paris, en 1882, les places de Vienne et de Pesth sont exclusivement tributaires du marché de Berlin; l'argent allemand s'est engagé dans des valeurs autrichiennes; les tendances protectionnistes du tarif autrichien de 1882 ont provoqué l'immigration d'industries allemandes; des maisons allemandes se sont établies à Trieste pour bénéficier de la détaxe accordée aux provenances maritimes; le capital et le travail allemands se sont engagés dans la création de l'industrie hongroise; l'exportation autrichienne dut recourir de plus en plus aux chemins de fer et aux ports allemands. Si bien que l'Allemagne, devenue peu à peu la régulatrice du régime commercial et de tout le système économique de l'Autriche-Hongrie, se sentit en mesure de tenter l'organisation de la poussée orientale, dans le cadre spécial qu'elle avait réservé aux débuts de sa propre activité.

Afin d'aménager efficacement le Levant, c'est-à-dire la Péninsule balkanique et toute l'Asie antérieure jusqu'au golfe Persique, il importait d'abord au germanisme de commander les chemins divers qui rattachaient cette immense région à l'Europe centrale, à savoir : la voie maritime, le Danube et le faisceau de routes terrestres, le *Überlandweg*, employé dès le moyen âge par le trafic allemand.

La mer a l'avantage d'être immédiatement utilisable, de rester ouverte à tous et d'assurer des frets peu élevés aux marchandises lourdes; à ce triple point de vue, elle présentait pour l'Allemagne un réel intérêt commercial. Le port de Trieste, reconnu trop éloigné et d'accès difficile, fut en partie délaissé, comme entrepôt vers l'Orient, au profit de Brème et de Hambourg; la *Deutsche Levante Linie* fut créée, il y a une douzaine d'années, pour relier les ports de la mer du Nord à la Méditerranée et à la Mer-Noire. Mais la voie de mer, gardant forcément un caractère international, n'apportait point de facilités suffisantes à l'œuvre pangermanique, qui tendait surtout à établir dans le Levant, par l'ouverture de marchés nouveaux, des foyers de culture allemande; à cet effet, le Danube et les chemins de fer, susceptibles d'une appropriation progressive, constituaient les routes propices de la poussée orientale.

Le Danube, avec ses affluens, offre bien un magnifique développement de 8645 kilomètres de voies navigables; mais les

inconvéniens en sont multiples. Malgré les travaux de régularisation entrepris, la navigation y reste difficile et coûteuse ; les froids de l'hiver ou l'insuffisance de l'étiage l'interrompent périodiquement ; le canal des Portes-de-Fer soulève de nombreuses critiques. Dans ces conditions, le Rhin et l'Elbe font au haut du fleuve une concurrence redoutable, le mouvement des ports de Passau et de Ratisbonne est restreint ; celui de Pesth, dans le bassin moyen, ceux de Braïla et de Galatz sur le Bas-Danube ont seuls quelque importance ; enfin la Mer-Noire, dans laquelle il se jette, est un véritable cul-de-sac. Aussi le Danube semble-t-il simplement destiné à un commerce local, et le transit allemand vers le bas fleuve n'y peut-il être attiré que par la faveur des tarifs.

Il en résulte que les voies ferrées paraissent le mieux en mesure d'assurer définitivement les communications du germanisme avec le Levant, et qu'au premier aspect, la question d'Orient se présentait pour l'Allemagne comme une question de chemins de fer, une *Orientbahnfrage*.

Deux routes principales déjà établies traversent l'Europe centrale pour atteindre l'Orient : 1^o celle de la Hongrie et de la Serbie vers Constantinople et Salonique par Pesth, Belgrade et Nisch ; 2^o celle de la Galicie et de la Roumanie vers la Mer-Noire par Breslau, Léopol et la Moldavie. Diverses lignes ont été projetées pour doubler chacune de ces routes : l'une de Sérajewo vers Mitrowitz, qui, par la Bosnie, éviterait le territoire serbe ; deux lignes parallèles en Bulgarie, réunissant le Danube à l'Archipel et à Constantinople ; enfin, un raccordement des réseaux russe et roumain entre Dorohoi et Nowoselitz, permettant de contourner la frontière autrichienne. Toutes ces lignes une fois construites, le germanisme posséderait vers l'Orient son réseau complet de chemins de fer.

Si la pénétration allemande doit rechercher un système aussi varié de voies concurrentes, c'est qu'il lui importe d'éviter toute dépendance à l'égard de l'un quelconque des pays interposés entre l'Allemagne et l'Orient. De même que l'opposition des races est appelée à consolider l'hégémonie germanique, dans le domaine à la fois politique et culturel c'est la lutte des intérêts qui doit ouvrir de nouveaux marchés au commerce allemand, en le favorisant par des traités de commerce et des concessions de tarifs de chemins de fer (*Gütertarifverbände*). Que, par impos-

sible, les États interposés finissent par former entre eux une union solide ou que quelqu'un d'entre eux se trouve en mesure de dominer seul la route de l'Orient, du coup le germanisme perd, sinon l'usage, du moins le contrôle du *Überlandweg* et doit subir des conditions, au lieu d'en dicter.

La diplomatie autrichienne, à laquelle incombe la besogne politique avec l'appui discret de l'Allemagne, a efficacement assuré jusqu'ici l'émiettement des États et des races parsemés sur le chemin de l'Orient. L'organisation économique, dont se charge la diplomatie allemande, est beaucoup plus délicate, et l'attitude de l'Autriche-Hongrie elle-même n'en constitue pas la moindre difficulté. A moins d'emprunter les chemins de fer russes et la voie un peu excentrique d'Odessa, toutes les routes de l'Europe centrale vers l'Orient traversent le territoire austro-hongrois; à ce point de vue, il n'y aurait que la mer susceptible d'assurer la complète indépendance de l'Allemagne. Or, si la crainte de la Russie est pour la monarchie dualiste le commencement de la sagesse allemande, il s'en faut de beaucoup qu'elle soit aussi docile comme associée économique que comme alliée politique. D'ailleurs, l'Autriche-Hongrie constitue, en réalité, deux domaines économiques distincts, réunis par un *Zoll-und Handelsbundniss* renouvelable tous les dix ans, et chacun d'eux garde sur les chemins de fer la liberté des tarifs. Afin de s'assurer la route de l'Orient, l'Allemagne doit donc s'entendre au préalable avec un double *geschäftsfreund* dont l'un, le Hongrois, représente dans l'association beaucoup plus de raideur et d'autorité que l'Autrichien. A vrai dire, les rapports commerciaux austro-allemands sont influencés par les tendances protectionnistes des deux États; mais ce sont surtout les questions de chemins de fer qui sont de nature à affecter le transit allemand.

La Cisleithanie est guidée par une tendance naturelle à combiner ses tarifs de façon à favoriser sa propre exportation vers le Levant, au détriment de la concurrence industrielle allemande; de son côté, la Hongrie cherche, non seulement à soutenir son industrie, mais encore à entraver vers l'Europe centrale la concurrence agricole des pays balkaniques. Si une guerre douanière vient à éclater avec quelqu'un de ces pays, l'Autriche est naturellement tentée de la rendre plus efficace, en barrant le transit allemand; elle a, du reste, un souci permanent de s'opposer le plus possible aux conventions spéciales de tarifs, qui se négoc-

cient par-dessus elle, entre l'Allemagne et les États des Balkans. Enfin, s'agit-il de déterminer le parcours des grandes voies commerciales, l'Allemagne a intérêt à soutenir le trajet le plus étendu sur son territoire par Breslau et Oderberg, tandis que l'Autriche, pour une raison inverse, préfère celui par Prague et Bodenbach. Ces multiples conflits d'intérêts provoquèrent, après le *Reformtarif* allemand de 1880, une véritable lutte de tarifs, qui dura trois ans entre les chemins de fer des deux Empires; et la rupture des relations commerciales entre l'Autriche et la Roumanie, en 1886, obligea pour un temps le transit allemand vers le Bas-Danube à se servir des lignes russes.

Ce n'est donc pas une tâche commode pour l'Allemagne que d'assurer sa pénétration parmi les intérêts contraires qu'elle rencontre en Autriche et les régimes divers qui se ramifient dans les Balkans.

Elle y est parvenue jusqu'à ce jour en accentuant partout ses prises économiques et, par conséquent, son autorité. A défaut d'une entente concrète par une réglementation commune des tarifs de douane et de chemins de fer entre les deux Empires, en vue du transit vers le Sud-Est, les circonstances ont cependant permis à l'Allemagne d'obtenir en détail de précieux résultats. La rivalité de la voie danubienne et des routes terrestres lui a valu de sérieux avantages pour l'utilisation du fleuve; la concurrence des lignes autrichiennes et hongroises lui a facilité à bon compte l'accès du Danube par le Nordbahn et l'usage des chemins de fer de la Galicie et de la Bucovine. Elle cherche enfin à détacher peu à peu les États de la Péninsule du système autrichien pour les ramener vers le système allemand; à se rendre maîtresse de leur législation douanière et de leurs tarifs; et, tout au moins en ce qui concerne la Roumanie, elle a obtenu, sur ce point, un succès définitif.

Au regard de l'action politique, à laquelle sert d'instrument la diplomatie autrichienne, ainsi que de l'organisation économique et culturelle, réservée à l'Allemagne, — toutes choses qui constituent, sous sa forme actuelle, la poussée orientale du germanisme, — il va sans dire que tous les États intéressés ne marquent pas la même bonne volonté; par conséquent, les diverses routes terrestres ne fournissent pas à la pénétration allemande en Orient une égale sécurité. La voie serbo-hongroise vers Salonique et Constantinople est affectée par l'attraction de la Russie,

qui s'applique avec succès à ramener dans le giron slave la Serbie et la Bulgarie ; c'est-à-dire que le concours de ces deux États cesse d'être acquis, pour un temps indéterminé, au progrès sur leur territoire de l'œuvre pangermanique. Le commerce allemand y conserve, sans doute, un passage ; mais l'influence allemande n'y dispose plus d'un terrain propice. La Serbie et la Bulgarie restent donc des élémens incertains, sur lesquels le germanisme n'a encore qu'une faible prise et que la patience seule sera capable de pénétrer et d'assouplir. De ce côté, la poussée orientale est provisoirement entravée vers Constantinople ; afin de gagner Salonique, elle doit réclamer le raccordement des réseaux bosniaque et ottoman entre Séradjewo et Mitrowitz.

La voie roumano-galicienne et celle du Danube sont mieux à l'abri de semblables inconvéniens. Elles se servent, en effet, de la coupure effectuée dans le slavisme par l'invasion magyare et traversent des populations que leurs aspirations politiques rattachent étroitement à l'Allemagne. Dans les bassins moyen et inférieur du Danube, aussi bien qu'en Transylvanie, Hongrois et Roumains, resserrés par l'étau slave, recherchent dans le système de l'Europe centrale la plus solide garantie de leur existence nationale. Au nord des Carpathes, les Polonais autrichiens ont jusqu'ici envisagé du même côté les conditions les meilleures dont puisse actuellement bénéficier leur race. Les circonstances présentes contribuent donc à faire du Danube et des lignes hongroises, roumaines et galiciennes vers la Mer-Noire des voies constamment ouvertes au profit du germanisme ; et, quelles que puissent être de ce côté les résistances économiques ou nationales, les peuples intéressés, plus sensibles aux intérêts communs et mieux pénétrés de la nécessité d'une entente, se montrent moins réfractaires à l'action germanique. Il en résulte que les conditions spéciales de la Hongrie et de la Roumanie les préparaient à fournir la route la mieux assurée à la nouvelle poussée orientale du germanisme, et c'est, par conséquent, chez elles qu'il devient le plus intéressant d'étudier les premiers jalonnemens de la pangermanie future.

V

La vallée du Danube a été le chemin favori des migrations de peuples. Lors des invasions barbares, toutes les races s'y

engouffrèrent à tour de rôle et le hasard voulut, qu'après avoir refoulé le germanisme vers l'Occident, séparé le slavisme en deux tronçons inégaux, ce fût la race finnoise qui parvint à s'y maintenir. Après la disparition des États éphémères fondés par les Huns, puis par les Avars, apparut la puissance hongroise, qui réalisa sur le moyen Danube un établissement définitif. Quand, à la fin du ^{xiii}^e siècle, le flot tartare se fut retiré des plaines du Bas-Danube, la race roumaine, oubliée parmi tant de bouleversements, descendit des Carpathes pour fonder successivement les deux principautés de Valachie et de Moldavie. Ainsi se formait, sur une large bande destinée à réunir les pays allemands à la Mer-Noire, un double organisme, l'un finnois et l'autre latin, qui devait résister aux pires vicissitudes de l'histoire, en achevant la séparation durable des Slaves du Nord et des Jougo-Slaves.

Les bassins moyen et inférieur du Danube comportent deux grandes plaines, dont l'une appartient aux Magyars, la seconde aux Roumains. Le brusque coude du fleuve devant Belgrade les réunit en un bloc compact, au milieu duquel se développe la courbe des Carpathes, avec le massif transylvain qui en forme l'épanouissement central. La plaine hongroise s'étend des deux côtés, à la fois; du Danube et de la Tisza; au contraire, la plaine valaque n'emprunte que la rive gauche du fleuve, tandis que les falaises de la rive droite servent, jusqu'au Balkan, de soubassement au vaste plateau de la Bulgarie danubienne. Vers la Mer-Noire, la Moldavie remonte en pente douce par les vallées du Pruth et du Séreth, qui sortent côte à côte du groupe montagneux de la Bucovine, détaché des Carpathes vers le Nord-Est. Enfin, du versant septentrional descendant, à travers la plaine galicienne, la Vistule et son affluent, le San. Les plaines hongroise et roumaine, avec le commencement de la plaine polonaise; la chaîne des Carpathes, les deux massifs de la Transylvanie et de la Bucovine, tel est le domaine que la nature et les circonstances réservent, à l'heure actuelle, comme le plus favorable à l'expansion germanique, pour assurer ses communications avec le Levant.

Le Danube est l'artère vitale du pays hongrois comme du pays roumain. Une fois sorti, en amont de Pesth, des derniers contreforts qui rejoignent les Carpathes au système des Alpes, il s'élargit à mesure qu'il pénètre dans la plaine; son cours,

désormais parsemé d'îles jusqu'à la mer, se déroule au milieu de la verdure pâle des saules ; les troupeaux de buffles, précurseurs de l'Orient, commencent à apparaître sur ses berges basses. Un long défilé, qui marque la rencontre du Balkan avec les Carpathes, sépare le bassin moyen du bassin inférieur ; la passe de Kasan resserre le fleuve dans une étroite coupure de rochers, toute fleurie, au printemps, de lilas et de sureaux sauvages. Après avoir franchi les écueils des Portes-de-Fer, le Danube longe les pentes de la rive bulgare, puis les collines de la Dobroudja ; s'enfonce dans la *balta* sans issue de la rive roumaine, pour se jeter enfin dans la Mer-Noire par trois bouches différentes.

Depuis l'ouverture du canal des Portes-de-Fer, en 1895, les deux bassins sont assez efficacement réunis pour la navigation ; mais le gouvernement hongrois, désireux de fermer le plus possible la route fluviale à la concurrence agricole des pays balkaniques, tend à maintenir, par l'élévation des taxes, les barrières primitives. Aussi le Danube reste-t-il, en fait, dans son cours moyen comme dans son cours inférieur, principalement réservé au commerce local. Le port de Pesth sert d'entrepôt aux bois, aux céréales, au sel et aux charbons venus de la Hongrie méridionale et, par la Save, de la Bosnie et de la Croatie ; sur le Bas-Danube, les *schlepps* apportent les céréales roumaines et bulgares jusqu'à Braïla et Galatz, d'où elles sont réexpédiées par la voie de mer ; les mêmes ports reçoivent, par le Séreth, les bois flottés de la Bucowine.

Les traités de Paris et de Berlin ont successivement proclamé la liberté du Danube ; mais, en réalité, les Hongrois ont su s'y prendre pour dominer leur propre bassin et s'assurer la docilité des Serbes dans la partie commune aux deux États. Le fleuve appartient aux deux compagnies autrichienne et hongroise de navigation, qui y ont organisé l'alternance de leurs services : une compagnie allemande n'y peut mener qu'une existence intermittente et précaire (*Süddeutsche Donau Dampfschiffsfahrt Ges.*). Plus bas, l'indépendance du Danube est mieux garantie : les divers États riverains ont créé des sociétés de navigation, serbe, bulgare et roumaine, qui réussissent au moins à gêner les affaires de leurs puissantes concurrentes austro-hongroises. Les Russes font remonter jusqu'en Serbie les bateaux de la compagnie de navigation de la Mer-Noire (anciennement Gagarine) ; On rencontre sur le Bas-Danube des voiliers ottomans, des

schlepps et des remorqueurs, portant pavillons grec, italien et même français. Aux bouches du fleuve, la commission européenne, dont le sort présent a été réglé, en 1883, par la Conférence de Londres, a canalisé le bras de Sulina et maintient, depuis Galatz, une souveraineté bienfaisante, à l'abri d'un drapeau multicolore. A côté d'elle, une commission restreinte, formée des trois pays intéressés (Autriche, Russie, Roumanie), s'occupe à améliorer la navigabilité du Pruth.

La plaine hongroise et la plaine valaque présentent un aspect presque identique. Ce sont terrains bas et argileux, dans lesquels les cours d'eau se sont creusé des lits capricieux. La nature du sol rend les routes mauvaises; on voyage, l'hiver dans une boue profonde, l'été dans une lamentable poussière; l'eau se trouve à quelques pieds du sol, amenée par des puits à balancier, dont les longues poutres, profilées sur l'horizon, forment une des caractéristiques du paysage. Chaque bouquet d'arbres masque un village, allongeant sur la route ses pauvres maisons espacées et gardant l'allure du campement primitif, dont les ancêtres firent un beau jour un établissement durable. La campagne est infinie et monotone; peut-être est-ce une des régions les moins séduisantes de l'Europe, mais c'est, en revanche, l'une des plus riches. Le blé hongrois se maintient, par sa qualité supérieure, contre les blés russes et américains; la terre roumaine est si fertile qu'elle continue à produire sans engrais, malgré l'insuffisance des procédés de culture. Cependant, ceux qui sont nés dans un tel pays ou qui en ont pris l'accoutumance en ressentent volontiers le charme; on finit par se plaire à parcourir, pendant les longs mois de froidure, la grande plaine couverte de neige et peuplée de corbeaux, dont la tristesse est souvent éclairée par un beau soleil, brillant dans un ciel très bleu; on apprécie la pureté de la lumière, la délicatesse des teintes, même les effets de mirage provoqués par les chaleurs excessives des étés, et l'immense nappe ondoyante, verte, puis dorée, qui s'étend à perte de vue dès le printemps jusqu'à la moisson. Pétoefi a célébré la poésie de la plaine hongroise; Alecsandri, celle de la plaine roumaine.

Il y a peu de contrées qui aient conservé moins de témoignages de leur passé historique; l'invasion de l'Islam a été impitoyable. En dehors de la cathédrale de Kassa, préservée par sa situation septentrionale, à peine les Turcs ont-ils épargné

aux Hongrois les ruines de Visegrad, aux Serbes les murailles de Semendria et la forteresse de Golubac, aux Roumains quelques monastères. En face d'Orsova, l'empreinte romaine était trop profonde pour ne point sauver de la dévastation la table de Trajan. Mais ailleurs, rien n'est resté : Pesth, Belgrade et Bucarest sont villes refaites d'hier; les agglomérations des plaines hongroise ou roumaine, les échelles du Danube gardent l'aspect de grands villages. L'histoire ne vit plus là que dans les noms des traités et des batailles; Nicopoli et Mohacs rappellent la défaite de la chrétienté; Saint-Gothard et Zenta, la reconquête contre les musulmans; d'une part, Jean Huniade; de l'autre, Montecuccoli et le Prince Eugène de Savoie. Les négociations de Carlowitz, de Passarowitz, de Belgrade et de Sistowa marquent les étapes progressives de l'influence autrichienne; l'action russe est descendue par la Moldavie vers les bouches du Danube. De ce côté, le souvenir des Russes est partout, et nombreux sont les monumens, en forme de pyramide, par eux élevés en mémoire de leur passage; ils ont successivement traité sur le Pruth, à Focsani, à Kainardji, à Jassi et à Bucarest; et c'est là que s'est peu à peu constituée dans le droit public la Russie méridionale.

A mesure que l'on avance vers la Mer-Noire, se produit insensiblement la transition de l'Occident à l'Orient. Les stipulations de Carlowitz maintiennent encore à Bude une modeste mosquée; mais, à partir des Portes-de-Fer, l'Islam a gardé ses prises; la petite île d'Ada-Kaleh reste un dernier coin d'Asie enfoncé au pied des Carpathes. Les minarets dominent toutes les villes de la rive droite du Danube, de Widdin à Silistrie; la Roustschouk bulgare se dégage à peine de l'ancienne ville turque; les voiliers ottomans, à la proue recourbée au-dessus de l'eau, remontent du Bosphore vers les divers ports du fleuve; la population turque persiste en Bulgarie, les Tartares dans la Dobroudja. Enfin, la culture germanique, venue de l'Europe centrale, a imprégné la Hongrie tout entière, tandis que la culture française, remontant de la Méditerranée, a pénétré la Roumanie, si bien que les Carpathes forment exactement la frontière entre les deux civilisations.

Au point de vue ethnique, la Hongrie et la Roumanie présentent un caractère également oriental, c'est-à-dire que les races les plus diverses s'y sont juxtaposées sans se confondre et que toutes les croyances y cohabitent les unes à côté des autres. La

plaine du moyen Danube appartient bien, en majeure partie, à la race magyare, celle du bas fleuve à la race roumaine ; quant aux montagnes de la Transylvanie, au travers desquelles coulent les multiples affluens de la Tisza parmi les vignobles et les champs de maïs, elles forment le bastion commun des deux races. C'est là que les colons latins de la Dacie Trajane se sont abrités, dès la fin du III^e siècle, contre le flot des invasions barbares, pour réapparaître ensuite en qualité de Roumains ; c'est aussi là que les Hongrois ont su maintenir l'État magyar, au XVI^e et au XVII^e siècle, à la fois contre la conquête turque et contre les prétentions autrichiennes. Comme la Transylvanie domine par sa position les plaines du moyen et du bas Danube, celle des deux races qui en garde le contrôle devient forcément prépondérante dans cette région de l'Europe. S'il est vrai que les Roumains y sont plus nombreux que les Hongrois, même en ajoutant à ces derniers leurs congénères Sicules, le droit historique ne s'en est pas moins constamment exercé en faveur de la Hongrie, et la querelle pour la Transylvanie continue à diviser les deux peuples.

La poussée magyare s'est vigoureusement installée dans le bassin moyen du Danube ; mais sa force expansive était trop restreinte pour pénétrer effectivement jusqu'aux Alpes et aux Carpathes et y imposer autre chose que le principe de la domination hongroise. Aussi les Allemands empiètent-ils sur la plaine en descendant de la Styrie et de la Basse-Autriche ; leurs colons prospèrent encore dans le comté de Zips, le Banat et le sud de la Transylvanie. Les Croates débordent en Slavonie ; les Serbes ont franchi le Danube, il y a deux siècles, et partagent le Banat avec les Roumains. Au nord, les Slovaques, prolongement de la race tchèque, se développent au pied des aiguilles de rochers grisâtres, qui émergent des forêts de sapins de la Tatra. Plus loin, un petit groupe ruthène est venu, au XIV^e siècle, prendre, dans le comitat de Maramaros, la place abandonnée par l'émigration roumaine vers la Moldavie. Au moyen âge, les Tsiganes commencèrent à éparpiller, à travers tout le pays, leurs bandes musicales et vagabondes.

Les Roumains ont été plus heureux à leur descente des Carpathes ; leur race était assez compacte pour former, à l'unique exception des Tsiganes, un seul bloc ethnique dans les principautés ; à peine fut-elle pénétrée dans la suite par une mince coulée sicule, qui filtra dans la vallée du Séreth ; quant à la po-

pulation tartare et aux inévitables colonies allemandes de la Dobroudja, ce fut un legs de la Turquie au nouveau royaume de Roumanie.

En revanche, les pays roumains n'échappèrent pas davantage que les pays hongrois à des pénétrations diverses, plus récemment provoquées soit par les bouleversements politiques, soit par le jeu des transformations économiques. Un afflux de juifs allemands se dirigea de la Galicie vers la Hongrie, et de la Petite Russie vers la Moldavie ; des juifs espagnols passèrent le Danube pour s'installer en Valachie ; une petite proportion d'Arméniens remonta jusqu'en Transylvanie et en Pologne ; les Grecs prirent pied en Valachie et s'installèrent dans les ports du bas fleuve. Des sectaires, les Lipovans et les Skoptsi, chassés de la Russie par l'intolérance religieuse ou par la justice des lois, se réfugièrent en Bucovine et en Roumanie ; le malheur des temps implanta sur la rive gauche du Danube des colonies serbes et bulgares ; le travail des champs continue à attirer, chaque année, en Roumanie une immigration temporaire des deux races. Enfin, le développement du commerce et des affaires, la création des industries provoquèrent une dernière importation de capital et de travail étrangers : les Allemands furent à peu près seuls à s'emparer du domaine hongrois ; en Roumanie, ils prennent une place grandissante, mais s'y trouvent en concurrence avec la plupart des nationalités européennes.

Les religions sont aussi multiples que les races : le catholicisme latin réunit les Hongrois, la majorité des Slovaques, une fraction des Allemands, quelques Serbes et Bulgares ; les Ruthènes et les Roumains possèdent chacun une église unie. L'orthodoxie embrasse le plus grand nombre des Roumains, des Serbes et des Bulgares, et les Ruthènes non-unis ; la communauté lipovane a son centre en Bucovine. Le protestantisme est très divisé : l'église évangélique est surtout allemande, avec un certain élément slovaque et hongrois ; les Saxons de Transylvanie y représentent un groupe autonome ; l'église réformée est hongroise ; enfin une communauté unitaire se maintient chez les Sicules. Dans le judaïsme, la plupart appartiennent au rite occidental, une faible minorité au rite oriental ; quelques Karaites, venus de Crimée, sont dispersés en Roumanie et jusqu'en Galicie. Enfin l'islamisme garde sur les bords du Danube les derniers vestiges de son ancienne domination.

L'évolution sociale forme un autre point de ressemblance entre la Hongrie et la Roumanie ; elle y a subi la même loi qui préside à l'organisation primitive de toutes les sociétés de l'Europe orientale, affectant aussi les Polonais et les Russes. De fait, l'établissement des Magyars et des Roumains dans leurs plaines respectives y avait introduit une collectivité d'hommes également libres, ayant tous droit à la répartition des terres ; parmi eux surgit une aristocratie turbulente, s'employant sans cesse à limiter le pouvoir du prince, et aucune bourgeoisie nationale ne parvint à se constituer. L'écart s'accrut ainsi de plus en plus entre le paysan et le seigneur ; la subordination définitive du premier au second fut simplement la conséquence des nécessités militaires ; en échange des services de guerre rendus par le noble, le paysan fut déclaré corvéable et fixé au sol. Cette transformation commence en Hongrie, dès le *xiv^e* siècle ; elle s'accomplit en Valachie à la fin du *xvi^e*. L'émancipation n'eut lieu qu'en 1848 chez les Hongrois, en 1864 chez les Roumains ; elle était la conséquence du mouvement libéral qui, depuis le commencement du siècle, s'était emparé des deux peuples et y marchait de pair avec le mouvement national. Ce mouvement parallèle eut l'heureuse fortune d'assurer l'indépendance ainsi que la constitution actuelle des deux pays, où le gouvernement, malgré ses formes démocratiques, continue à appartenir en fait à des aristocraties.

Pour compléter la similitude, un dernier trait achève de réunir la Hongrie et la Roumanie : c'est la crainte commune de la race slave et de la Russie, dans lesquelles toutes deux affectent de redouter la seule ennemie dangereuse de leurs nationalités et de leurs institutions libérales. Depuis le compromis de 1867, les Hongrois ont pris au sérieux leur entente avec le germanisme ; ce sont eux qui ont retenu, en 1870, les impatiences de l'Autriche et réalisé, en 1879, l'alliance austro-allemande. Les Roumains ont été moins prompts à adopter une direction semblable ; leur évolution a été progressive, et leur adhésion, désormais définitive, au système de l'Europe centrale accentuée ou ralentie selon les progrès du slavisme dans la Péninsule balkanique.

Voici donc deux États, de conditions analogues, rattachés par un égal intérêt à la politique allemande et offrant, par conséquent, leur territoire comme le chemin le plus favorable à

l'expansion germanique vers le Levant. Et pourtant, leur attitude est entièrement différente à l'égard du germanisme. La Hongrie possède assez d'assurance pour réagir; elle développe, à l'encontre de l'œuvre pangermanique, sa tradition nationale et magyarise impitoyablement les Allemands du royaume; elle s'efforce à défendre son indépendance économique et veut faire sentir, dans la Triple Alliance, la valeur de son concours. La Roumanie, au contraire, est timide et sa docilité se prête à toutes les concessions, trop heureuse d'une modeste place au foyer des Puissances centrales. Elle livre sans résistance sa vie économique à l'influence allemande et sa vie nationale au contrôle exclusif d'une cour germanisante. Resserrée dans la suite des siècles par la race magyare, la race roumaine semble faite pour adhérer à tout système qui lui assure une garantie d'existence contre ses anciens oppresseurs hongrois et l'espoir d'être préservée d'une pression trop violente dans l'étau redouté du slavisme. Vis-à-vis du germanisme, la Hongrie réussit à être un associé qui discute et défend ses points de vue; la Roumanie ne représente guère qu'un instrument commode, dont l'Allemagne dispose à son gré, afin de se réserver une issue certaine vers la Mer-Noire par le chemin de la Galicie et amener, en cas de besoin, à résipiscence le Hongrois récalcitrant.

* * *

L'ÉTAPE

DERNIÈRE PARTIE (1)

XII. — LE PÈRE ET LE FILS

Les hymnes révolutionnaires pouvaient retentir, plus féroces encore et plus menaçantes que la hideuse *Carmagnole*; Riouffol et ses sicaires injurier le prêtre inoffensif, dont la seule faute était de croire à la bonne foi de ses ennemis; toute l'*Union Tolstoï* révéler enfin l'insanité de son principe et présenter le sauvage aspect réservé à notre malheureux pays, si jamais les imbéciles doctrines du socialisme y triomphent, celui d'un asile d'aliénés, débarrassé de ses gardiens; Jean n'entendait plus les vociférations. Il ne voyait plus l'endroit où il était, incapable de penser à rien, qu'aux mots de ce terrible billet. Il les relut une seconde fois; puis, réalisant enfin leur sinistre signification et l'urgence de cet appel :

— Le médecin est dans la voiture? demanda-t-il au domestique.

— Oui, répondit celui-ci. Le docteur Graux.

Ce M. Graux était un praticien de quartier, qui suivait la santé de la mère de Rumesnil d'une surveillance quasi quotidienne. Il y a encore à Paris, à côté des professeurs justement illustres auxquels le temps manque, et des charlatans sans conscience qui se font prier pour accorder des consultations de

(1) Voyez la *Revue* du 15 février, des 1^{er} et 15 mars, des 1^{er} et 15 avril.

cent francs, de modestes docteurs qui tiennent le rôle, autrefois si fréquent, aujourd'hui si rare, du médecin de famille, toujours à portée et cependant discret, et qui, connaissant ses cliens depuis des années, finissait par devenir naturellement leur ami et leur conseiller. « Graux de Lourdes, » comme Rumesnil appelait cet excellent homme à cause de sa dévotion, était l'objet habituel des moqueries du jeune noble, qui avait dit à Jean, — combien de fois ! — « Il n'y avait dans tout Paris qu'un médecin qui fût un catholique pratiquant, ma mère a mis la main dessus... » — Cette plaisanterie de libre penseur (Adhémar ne se serait pas estimé de ne pas se distinguer des siens par ce trait d'intellectualité) n'empêchait pas qu'ayant eu besoin, dans une crise, d'un homme sur qui compter absolument, il avait choisi ce bon chrétien, de préférence aux camarades complaisans qu'il comptait parmi les internes d'hôpitaux ou dans les groupes socialistes, ainsi Bobetière. Par un hasard auquel il n'avait certes pas songé, ce choix se trouvait être une charité pour Monneron, dans la circonstance. Préoccupé comme il était de questions religieuses, Jean avait eu, l'hiver précédent, avec M. Graux, rencontré précisément chez Rumesnil, une de ces conversations d'idées qui créent entre deux hommes un secret lien spirituel. Au lendemain de cet entretien, le médecin lui avait fait tenir, comme une confirmation de la thèse par lui soutenue, une brochure parue à cette date sur la vie d'un de ses confrères, le docteur Clermont. Ce nom d'un des élèves inconnus du grand Potain mérite d'être sauvé de l'oubli, non seulement parce que ce fut celui d'un Juste dans toute la force de ce beau mot, mais aussi parce que cet humble savant a composé sur son lit de mort une méditation, imprimée dans cette brochure et qui contient une des lignes les plus fières qu'ait tracées jamais une main humaine : *Où descendrions-nous sans la noble douleur?... Admirable phrase et que Jean s'était répétée bien souvent, depuis qu'elle lui était tombée sous les yeux, avec une émotion de lettré d'abord et uniquement sans se douter que l'intime ami de celui qui l'avait écrite serait mêlé à l'heure la plus cruelle de sa jeunesse. Il ne se rappela pas distinctement ce détail quand le vieux concierge de Rumesnil lui eut mentionné la présence de M. Graux dans la voiture; mais le souvenir de cet homme était associé pour lui à des pensées si élevées qu'il ressentit un soulagement à apprendre qu'il aurait affaire à ce médecin-là, et non à un autre, dans une aventure*

dont il ne connaissait encore que le tragique résultat, et peut-être pas tout entier!... Mais, il eût été attendu en bas par un inconnu, par un ennemi, qu'il n'eût pas eu moins de précipitation à s'élancer par le petit couloir, tête nue, fendant le flot des braillards qui continuaient à encombrer de leur tumulte l'étroit escalier, n'entendant pas les outrages que provoquait sa bousculade parmi des gens dont quelques-uns le reconnaissaient pour être arrivé une demi-heure plus tôt avec l'abbé Chanut... Enfin il était sous le porche et dans la rue. Il entendit le domestique de Rumesnil crier par trois fois hâtivement un numéro de fiacre. Il vit la voiture s'avancer, la portière s'ouvrir, et il se trouva assis à côté du docteur Graux, tandis que le concierge grimpait sur le siège et donnait une adresse au cocher, dont le cheval partit à grandes allures.

— Ma sœur n'est que blessée?... demanda-t-il en regardant fixement son compagnon, de ce regard que tous les médecins consultants ont dû affronter, et qui va épiant la vérité dans les plis les plus imperceptibles de leur visage.

— Elle n'est que blessée... répondit le docteur, et devinant l'atroce appréhension du frère : — je vous en donne ma parole d'honneur... Elle a voulu se tuer, continua-t-il, comme s'il eût désiré devancer toutes les questions. Adhémar (il donnait ce prénom au fils de sa vieille cliente, l'ayant connu enfant) a essayé de la désarmer. Une balle est partie, qui lui a fracassé la main gauche et le poignet. Il n'a plus eu la force d'empêcher la malheureuse d'exécuter son projet. Elle s'est tiré un coup de pistolet, là... (Il montra sa poitrine à gauche...) J'ai la conviction que la blessure n'aura pas de conséquences graves. J'ai senti la balle dans la région de l'omoplate, où elle s'est logée. Le projectile a dû frapper obliquement, sur la cinquième ou la sixième côte, et glisser le long de la paroi thoracique. Il n'y a eu jusqu'ici qu'une abondante hémorrhagie, sans crachemens ni vomissemens de sang. Il s'agit donc, selon toute vraisemblance, d'une plaie non pénétrante... Du moins, c'est ma conviction, je vous le répète... Elle a eu une violente crise nerveuse quand elle a repris connaissance, et elle est très affaiblie. Je suis presque plus inquiet d'Adhémar, qui s'est refusé à tous les soins, sauf à un tout léger pansement, et même à rentrer chez lui avant que l'on ne vous eût trouvé et amené... Il vaut mieux que sa vie, monsieur Monneron, je vous l'affirme...

Jean ne répondit pas. A travers tant d'émotions et de si poignantes, cette défense discrète de l'infâme ami, auteur de la perte de sa sœur, lui avait fait mal, sans qu'il pût protester, dans cette voiture et devant le médecin, que l'autre lui avait envoyés ! Il n'osait pas non plus demander un renseignement sur un point énigmatique à la fois et trop clair. Le drame n'avait pas eu lieu à l'hôtel de la rue de Varenne. Où donc s'était-il passé ? Où allait ce fiacre lancé à toute vitesse, qui suivait maintenant un large boulevard ? Lequel ?... Jean avait trop erré, depuis des années dans tout le quartier qui s'étend des Invalides au Pays-Latin, pour ne pas reconnaître, au passage, l'angle de la rue Campagne-Première à gauche, à droite celui de la rue Vavin, la gare ensuite et la rue de Rennes. Le coupé descendait le boulevard Montparnasse. Il prenait le boulevard des Invalides, le chemin même que la pauvre Julie avait suivi, quand elle rentrait rue Claude-Bernard, il n'y avait pas beaucoup plus de vingt-quatre heures. Jean ignorait ce détail qui eût encore ajouté à sa mélancolie ; mais il devinait trop où le conduisait le docteur Graux, et que le suicide de sa sœur avait eu pour théâtre un appartement de rendez-vous. La physionomie du médecin, gaie et vaillante d'ordinaire, était toute sombre à cette minute. Son visage, où des yeux bruns brillaient sur un teint pâle de Méridional, encadré de cheveux, jadis très noirs, aujourd'hui tout blancs, avait dû se pencher sur bien des misères, depuis plus de trente ans qu'il était entré pour la première fois dans un hôpital. Son dévouement professionnel l'avait fait le confident de bien des fautes. Mais cette misère-ci était trop exceptionnelle, et cette faute, commise par quelqu'un qu'il avait vu grandir et soigné tout petit garçon, l'accablait de mélancolie. En vain cherchait-il des mots pour soulager la souffrance dont devait être déchiré le jeune homme assis à côté de lui. Il l'avait à peine entrevu depuis leur dernière conversation, celle qu'avait suivie l'envoi de la biographie d'Abel Clermont ; mais à l'époque, il avait interrogé Rumesnil. Celui-ci avait fait un éloge enthousiaste de son ami, en ajoutant, avec sa raillerie habituelle : « J'espère que vous ne le verrez pas trop souvent, vous essaieriez de le rendre dévot. Il ne penche que trop de ce côté-là... » Cette parole revint à la pensée de M. Graux comme la voiture passait devant l'église Saint-François-Xavier. Il eut donc l'idée de s'adresser, dans ces instans de trouble affreux, à ces tendances religieuses, en sorte que ce fut un appel

après tant d'autres, un signe ajouté à tous ceux qui se multipliaient autour du jeune homme pour hâter son arrivée au point mystérieux vers lequel il était aiguillé. Ce véritable miracle moral qui s'appelle une conversion est l'œuvre le plus souvent de toute une série de petits événemens, produits eux-mêmes par notre disposition intérieure. Si M. Ferrand, par exemple, n'eût pas su les nostalgies chrétiennes de l'amoureux de sa fille, il n'eût jamais songé à écrire sur l'enveloppe où il enfermait un prêt d'argent, la phrase de saint Augustin, ce « *Perdidistis...* » gros pour son élève de tant de réflexions. Si Jean ne les eût pas promenées, ces nostalgies, dans toutes les compagnies, il n'eût pas interprété, comme il avait fait tout à l'heure, le méditatif héroïsme de l'abbé Chanut. S'il ne les eût pas laissé deviner, même à Rumesnil, ces tourmens de sa pensée, le docteur Graux ne les aurait jamais connus, et il ne se serait pas avisé de lui parler, sur le seuil de la funeste maison de la rue d'Estrées, exactement du ton qu'aurait employé M. Ferrand. Ces additions d'impressions successives achèvent de déterminer le grand travail intérieur, mais elles en résultent d'abord. Pascal disait : « Tu ne me chercherais pas, si tu ne m'avais pas trouvé, » et Goethe : « Ce que l'on ne porte pas en soi, on ne saurait le recevoir. » C'est en ce sens que la foi est une vertu, la construction personnelle et secrète de notre volonté, même quand les circonstances extérieures semblent seules nous conduire où nous n'irions pas de nous-même. Elles n'auraient pas eu lieu, si nous ne les avions pas préparées en nous préparant. Nous ne nous rendons pas compte de la part effective que nous y avons, et nous en demeurons saisis comme d'un avertissement. C'est ainsi qu'au moment où il descendait du fiacre enfin arrêté, le jeune homme tressaillit tout entier à entendre le médecin lui dire, en lui prenant la main :

— Monsieur Monneron, vous allez vous trouver bien près d'un ancien ami, de qui vous avez cruellement à vous plaindre. Je sais que vous n'êtes pas tout à fait un incroyant... Je vous demande de vous souvenir du mot de l'Écriture : *Ego retribuam, dixit Dominus...* Laissez la vengeance à Dieu. Dès maintenant vous pouvez constater qu'il ne s'en charge que trop...

Ce texte sacré, si étrangement rappelé à cette minute et à cette place, avait son commentaire éloquent dans l'aspect du petit appartement, jadis arrangé pour la débauche clandestine,

où les deux visiteurs entraient, précédés par le domestique. Disons tout de suite que Rumesnil n'avait pas avoué la vérité au médecin. Il n'avait pas été blessé par hasard et en essayant d'empêcher le suicide de Julie Monneron. C'était elle qui, dans le délire du désespoir et au cours d'une explication violente, avait voulu le tuer et se tuer ensuite. Comme elle dirigeait l'arme contre lui, il avait, d'un mouvement instinctif de défense, jeté sa main gauche en avant pour la désarmer. Le coup était parti, et la balle lui avait déchiré la paume en lui cassant le poignet. La douleur avait été si aiguë qu'il s'était affaissé, pour se relever dans l'épouvante, au bruit du second coup que Julie, croyant l'avoir tué, s'était tiré à elle-même en pleine poitrine. Devant la jeune fille étendue à terre, sans connaissance et couverte de sang, le suborneur s'était retrouvé l'homme de bonne race et qui se comporte fermement dans le danger. Il avait eu l'énergie de bander lui-même avec son mouchoir sa main brisée, de sortir, de héler un fiacre, de se faire ramener chez lui, où il avait pris le seul de ses gens sur le dévouement duquel il pût vraiment compter. Il l'avait envoyé tout droit chez le docteur Graux pour lequel il avait tracé un premier billet. Il était retourné aussitôt rue d'Estrées où, un quart d'heure après, le médecin, rencontré par bonheur à sa maison, était venu le rejoindre. Rumesnil s'était retrouvé gentilhomme encore en se taisant sur la tentative d'assassinat dont il avait été la victime, et en expliquant, comme il avait fait, sa blessure à la main. Il l'était resté en ayant le courage, — c'en était un, — d'envoyer chercher son camarade si indignement trahi, pour que la malheureuse Julie eût, auprès d'elle, son seul protecteur naturel, dès ces premières heures. Maintenant, il se tenait dans une petite pièce qui servait de salle de bains et de cabinet de toilette, derrière la chambre à coucher, pour que sa vue n'ajoutât pas à la dureté de l'épreuve, et aussi par impossibilité d'affronter le regard du frère de sa maîtresse. Il était là, assis sur une chaise, dans l'ombre, supplicié par sa blessure mal bandée, l'oreille aux aguets, et vraiment un exemple vivant de la vérité du mot de l'apôtre cité par le médecin. Dans la chambre à coucher, Julie était étendue sur le lit. Le docteur avait coupé son corsage par pièces, pour l'examiner sans la dévêtir, à cause de la douleur qu'occasionnait le moindre mouvement. Les morceaux déchirés avaient été jetés de-ci de-là, dans la hâte du pansement. Des instrumens d'acier brillaient sur

la table, à côté d'une trousse ouverte, avec toutes sortes d'objets nécessaires à ces premiers soins : des bandes à demi déroulées de gaze, du taffetas gommé, de l'ouate, de la charpie, des flacons à étiquette rouge. L'odeur de l'acide phénique se mélangeait à celle de l'éther, que l'on avait dû employer pour combattre la crise nerveuse dont le docteur avait parlé. Les meubles avaient été repoussés au hasard, quelques-uns mis par-dessus les autres. La balle tirée sur Rumesnil avait ricoché dans l'armoire à trois panneaux, destinée à servir de psyché, et dont une des glaces avait voté en éclats. On l'avait ouverte pour y prendre des serviettes. Mal refermée, elle laissait voir, suspendue à des crochets, une robe de chambre de soie chinoise, brochée de fleurs ; un peignoir souple, des chemises de soie, de fines mules. La lumière maigre et crue de plusieurs bougies, mariée à la clarté d'une lampe à globe rose, donnait un caractère fantastique à ce mauvais lieu, transformé sinistrement en chambre d'hôpital. C'était là, parmi ces tentures rouges, ces meubles capitonnés, ces rideaux lourds, que s'était perdue la jeune fille, qui maintenant reposait, toute pâle, les yeux fermés, comme si elle était en train de dormir. A l'approche de son frère, bien qu'il n'eût échangé que quelques mots à voix basse avec le docteur, un mouvement convulsif de ses mains témoigna qu'elle était éveillée. Jean vint à elle et il vit qu'elle avait les yeux ouverts. Elle le contemplait avec une profondeur passionnée dans son regard. Elle fit le geste de lui prendre la main et poussa un léger gémissement. Il se pencha pour mettre un baiser sur ses pauvres yeux. La douceur de cette caresse, sous laquelle elle dit un « merci » tellement faible qu'il fut seul à l'entendre, mit un frémissement sur ses lèvres, qui s'ouvrirent de nouveau pour implorer, d'une voix étouffée, à peine distincte :

— Fais-les s'en aller... je veux te parler seul... Puis, lorsque Jean eut transmis ce désir au docteur qui se retira avec le domestique dans l'autre pièce : — Il est mort, n'est-ce pas?... demanda-t-elle. Ne me mens pas...

— Non, répondit le frère, il n'est que blessé... Et comme elle semblait douter encore : — Il a eu la main déchirée et le poignet brisé... C'est douloureux, m'a dit le docteur, mais ce n'est rien...

— Ah !... gémit-elle, me pardonnera-t-il jamais ?

— Calme-toi, reprit-il, tu n'as rien à te reprocher. Ce n'est pas ta faute.

— Tu ne sais donc pas que j'ai voulu le tuer? dit-elle.

— Tu as voulu le tuer!... répéta-t-il.

— Oui, reprit-elle. J'ai été folle... Je t'avais parlé. Pourquoi? Je ne comprends pas encore. Tu savais tout. Tu étais parti pour aller le rejoindre, le provoquer... Il était perdu pour moi, s'il ne me prenait pas avec lui pour toujours, comme sa femme ou comme sa maîtresse, que m'importait?... Je lui ai écrit pour le prévenir et avoir un rendez-vous ici? Je voulais lui demander de m'emmener, et, s'il me refusait, mourir devant lui. Je ne pensais pas à me venger, ni à le menacer, je te le jure... Et puis, il m'a traitée trop durement!... C'était trop naturel. Je l'avais livré à toi, et il y avait cette nouvelle lettre d'Antoine... Tu la liras. Elle est dans la poche de ma robe. Ils ne me l'ont pas prise. Je l'ai tâlée, à travers l'étoffe, encore tout à l'heure... Alors, j'ai perdu la tête... Mais il n'est pas mort! Il n'est pas mort! Ah! c'est moi qui peux mourir!...

— Tu ne mourras pas, répondit Jean qui l'embrassa de nouveau. L'amour que la blessée témoignait pour celui qu'elle avait voulu assassiner lui faisait moins de mal encore que la générosité dont le misérable avait fait preuve en taisant la vérité du drame, même à son médecin. Cette générosité se doublait-elle d'une autre? Leur indigne frère avait-il eu de nouveau recours à la bourse de l'amant de sa sœur? Avait-il essayé d'un chantage? Il n'eut pas longtemps à se poser ces questions, car ayant ajouté : — Tu dis qu'il y a une seconde lettre d'Antoine?... — la jeune fille eut la force de se retourner un peu, et elle lui fit signe de chercher où elle avait dit. Il prit la lettre qu'elle avait froissée, évidemment dans la violence de la scène d'explication. Ce billet allait lui rappeler d'une dure manière ce qu'il oubliait depuis le moment où, sur l'estrade de l'*Union Tolstoï*, le messager de Rumesnil était venu l'avertir, qu'il avait un père, — ce père au repos duquel il avait tout sacrifié si longtemps, — et que la période des mensonges de pitié était vraiment, définitivement close. La rencontre du chef de famille optimiste et illusionné avec les réalités cruelles de son milieu était inévitable maintenant, et le billet d'Antoine à Rumesnil disait que, sur un point, elle avait déjà eu lieu. Il était ainsi conçu : « *Mon cher ami, je me vois obligé d'avoir recours une seconde fois à ton obligeance. Je t'avais parlé d'une petite irrégularité dans les comptes de mon bureau. Mon chef, qui avait paru comprendre que cette misère*

ne valait pas la peine d'être même mentionnée, du moment que tout était de nouveau en ordre, est revenu, je ne sais pourquoi, sur cette décision. Il a cru devoir parler à mon père, qui a eu avec moi la scène la plus pénible. Bref, j'ai quitté la maison, et je suis à l'hôtel Gallia, boulevard Saint-Germain, sous le nom de Monsieur de Montboron. J'ai déjà une affaire assez importante en perspective qui m'assurera de très gros bénéfices, à très court délai. Il me faudrait un petit capital pour l'entreprendre. J'ai compté que tu ne me refuserais pas de m'avancer cinq autres mille francs, ce qui fera de ma dette envers toi une somme ronde. Le tout te sera restitué au premier argent que je toucherai dans cette affaire. Aussitôt que tu m'auras envoyé la chose, tu recevras quelques lettres assez intéressantes pour toi, que le hasard a mises en ma possession. Tout à toi et merci d'avance... ANTOINE MONNERON...

— Ce sont des lettres qu'il a volées dans mon secrétaire, sans doute, dit Julie, comme Jean demeurerait atterré, ce papier entre les mains... J'avais l'air d'être sa complice. Il l'a cru... Je n'ai pas su me justifier... J'étais à bout...

— Mais cette histoire, que M. Berthier est revenu sur sa première décision et a parlé à notre père, ce n'est pas vrai, n'est-ce pas?...

— Je crois bien que si, répondit la jeune fille. Antoine était venu déjeuner ce matin, par exception, et il avait l'air très affecté... Quand je suis sortie de la maison, M. Berthier était là en effet. Je l'ai croisé, comme je quittais ma chambre... Mais sans cette lettre je n'aurais même pas mis ces deux faits ensemble. J'étais si troublée...

— Alors, c'est vrai!... dit le jeune homme, puis, avec un accent d'épouvante, il ajouta, confondant pour une seconde son père et sa mère dans une même pitié : — Et maintenant, il faut qu'ils apprennent le reste, quand je vais te ramener tout à l'heure... Comment expliquer ta blessure?... Et plus tard?...

— Me ramener? s'écria Julie, dont la voix retrouva sa force pour protester contre ce projet... Tu veux me ramener chez eux?... Je ne veux pas, entends-tu, je ne veux pas!... Ne me fais pas cela, Jean. Je t'en conjure. Je ne le supporterais pas! Non! non! non!...

Elle s'était relevée de son lit de douleur, en parlant ainsi, d'un geste violent qui déplaça le pansement et lui arracha un

cri, assez aigu pour que le médecin se crût autorisé à revenir auprès du lit. Il avait suivi cette scène d'explication, du fond de l'autre chambre, par l'entre-bâillement de la porte, avec l'inquiétude que lui donnaient les phénomènes observés précédemment chez la jeune fille. Aidé par le frère, il la recoucha sur les oreillers. Il put constater à son pouls qu'elle était de nouveau dans une crise d'extraordinaire surexcitation, et lorsque Jean lui eut, sur sa demande, rapporté l'incident de conversation qui avait presque provoqué cette crise :

— Nous devons lui obéir... dit-il. La transporter si loin dans cet état serait trop imprudent... Demain, dès la première heure, je viendrai la prendre, et, si elle a la même répugnance, je la conduirai tout à côté, dans la maison des Dames Augustines, rue Oudinot, où nous procéderons à l'extraction de la balle... Elle est déjà plus calme, continua-t-il, et entraînant le jeune homme dans la première pièce : — Il est nécessaire que quelqu'un passe la nuit auprès d'elle. C'est votre place. Je me chargerai d'aller jusqu'à la rue Claude-Bernard prévenir les parents... Je leur annoncerai qu'elle a été blessée. J'ai déjà mon histoire. Un fait divers de la semaine dernière me la fournit. Un fou échappé de Sainte-Anne et qui aura tiré sur les passans et l'aura atteinte... Je dirai que je me suis trouvé là, et que je l'ai fait transporter là où elle sera demain. J'expliquerai par un autre hasard que je vous ai rencontré et que vous êtes auprès d'elle. La mère voudra y courir tout de suite. Je dirai que la maison a une règle stricte et que personne n'y peut entrer, après neuf heures. C'est vrai d'ailleurs, et, en sortant, je passerai rue Oudinot, pour qu'au cas où M^{me} Monneron y viendrait malgré moi, on ne me démente pas. Nous gagnerons cette nuit. C'est nécessaire. Demain vous déciderez vous-même ce que vous voulez et pouvez dire à vos parents... Un mot d'introduction sur votre carte, pour ce soir, suffira... Et maintenant, conclut-il, j'ai à vous demander d'être vraiment un homme. Adhémar est ici, et — sur un tressaillement de Jean — il faut que vous me permettiez de l'emmener d'ici, sans que vous le regardiez, sans que vous lui parliez. Vous vous tiendrez auprès du lit de votre sœur... On mettra ce paravent auprès. Il est important qu'elle surtout ne s'aperçoive pas de son passage dans la chambre. Je ne répondrais plus de sa raison, si, dans l'état où elle se trouve, elle avait de nouvelles secousses. Tout dépend donc de votre calme, monsieur Monneron. J'aurais

peut-être le droit de l'exiger de vous. Je me borne à vous rappeler qu'outre le danger d'ordre physique, un scandale ici risquerait de donner, à une épreuve déjà bien cruelle, un épilogue judiciaire.

— Il n'était pas besoin de ce dernier argument, docteur, répondit le frère offensé. Les autres suffisaient. Faites sortir cet homme. Je ne le regarderai ni ne lui parlerai. Il est mort pour moi...

C'était bien vrai qu'en dehors même du souci d'éviter à sa sœur une émotion peut-être fatale, l'honneur voulait que Jean épargnât son ancien ami dans des instans où celui-ci venait d'être blessé par Julie et s'en taisait. Pourtant, de tous les instans si durs traversés depuis ces derniers jours, aucun n'avait été plus pénible au fils de Joseph Monneron, que celui qu'il passa, accoudé près de sa sœur, dont il tenait la main, à la regarder qui, littéralement anéantie par l'effort de leur conversation, fermait de nouveau les yeux, et il écoutait, par derrière le paravent, une porte s'ouvrir, si doucement que la malade ne l'entendit pas. Mais il l'entendait, lui, et aussi le pas du traître, étouffé par le tapis, et son souffle retenu, et sa présence!... La sauvagerie révolte, animale et morale à la fois, d'un homme outragé au vif de son cœur, le soulevait, et il ne lui était même pas permis de serrer avec plus de force les frêles doigts fiévreux qu'il pressait dans ses doigts! Si sa rancune contre Rumesnil n'eût été faite que d'orgueil froissé, il eût goûté un peu de joie féroce à penser que ce garçon, si fier et si hautain, s'en allait de son propre appartement, comme un voleur, comme un fuyard. Qu'importait à Jean une satisfaction d'amour-propre, quand il avait devant lui un tel spectacle de détresse humaine, et dans sa pensée la perspective d'un contre-coup si affreux, là-bas, dans cet intérieur de sa famille, — bien désordonné, bien incohérent, — tout de même ni son père ni sa mère n'avaient mérité qu'un hôte reçu chez eux avec tant de confiance les trahit ainsi. Ce matin encore, comme le fourbe avait su trouver des paroles émues pour désarmer ses soupçons! Et lui, l'ami indignement abusé, ne cracherait jamais sa honte à la face du misérable! Il le laissait partir sans autre vengeance, et l'autre se croirait quitte envers sa victime pour avoir essuyé ce coup de feu et l'avoir pardonné!... C'était fini. La porte de l'appartement se refermait, puis celle de la maison. Le bruit d'un fiacre qui partait annonça au frère que son

ennemi lui échappait, pour maintenant et pour toujours, — le même fiacre dans lequel il était venu de l'*Union Tolstoï* à la rue d'Estrées. Son imagination se peignit Rumesnil, assis dans le même coin à côté du docteur Graux, qui aurait la même expression sévère et triste... Et il se retourna vers sa sœur dont il caressa la joue creusée avec une tendresse navrée, trouvant du moins dans le sentiment du devoir accompli envers ce pauvre être la force de ne pas éclater en une espèce de rage aveugle contre Rumesnil, contre lui-même, contre la vie...

Cruel commencement d'une veillée déjà si pénible, dans cet endroit, parmi ces meubles, et qui devait se consumer tout entière dans des méditations encore enfiévrées par l'angoisse de ce qui se passait maintenant rue Claude-Bernard, par la terreur de ce qui s'y passerait demain !... Les heures s'en allaient, et leur fuite était rendue palpable à Jean Monneron par le battement de l'horloge placée sur la cheminée où le feu se mourait. Le souffle léger de Julie, enfin endormie d'un sommeil véritable, se mêlait à ce bruit monotone, et aussi, — détail trivial qui augmentait sa mélancolie en lui rappelant, d'une manière brutale et grotesque, à quelles discrétions mercenaires l'honneur des siens était confié, — le ronflement du domestique de Rumesnil, installé dans l'autre chambre, par une précaution du médecin. Au dehors, les voitures se succédaient, filant vers le dépôt de Grenelle, et menées rondement sur les pavés par des cochers pressés de rentrer au gîte. Elles ébranlaient les vitres de ce rez-de-chaussée, situé presque à même la rue. Puis elles s'espacèrent. Ce fut le tour des promeneurs tardifs, dont les voix résonnaient claires, dans le silence de plus en plus vaste. Une seule bougie brûlait. Jean l'avait placée derrière le rideau du lit, de façon à ne pas incommoder le repos de la malade. Cette lueur donnait au visage pâle et amaigri de la pauvre fille des méplats où il pouvait lire tant de tristesses, qui leur avaient été communes sans être partagées ! C'était le silence vis-à-vis l'un de l'autre qui les avait conduits tous deux à cette nuit douloureuse où il la veillait ainsi. Allait-il le continuer, ce lâche silence, à l'égard de leur père, quand il le reverrait, à un moment bien proche et que rapprochait encore chacun de ces battemens de la pendule, chacun de ces soupirs de Julie, chacun de ces ronflemens du concierge de Rumesnil ? Ou bien inaugurerait-il ce parti pris de vérité dont il

avait proclamé la bienfaisance, en face de sa sœur, le matin de la journée précédente, et dans son court entretien avec Crémieu-Dax, le soir? S'il se posait ces questions, c'est que le caractère ne se trempe pas tout d'un coup, chez un homme habitué depuis tant d'années à reculer devant la sensibilité d'un autre. La réponse ne variait pas. Coûte que coûte, il parlerait, il se mettrait et son père avec lui devant la réalité vraie. Elle s'impose toujours, à un moment ou à un autre, cette réalité. On ne s'y dérobe, et on n'y dérobe ceux qu'on aime, que pour la subir et pour la leur faire subir, plus brutale, plus dure. L'histoire d'Antoine en était une preuve. N'eût-il pas mieux valu qu'elle fût connue aussitôt du père, au lieu de lui être apprise ainsi? M. Berthier, tout comme Jean, avait voulu se taire, pour ménager le professeur, et sans doute quelque incident avec lequel il n'avait pas calculé venait de l'obliger à tout révéler. A quoi bon reculer des déclarations tôt ou tard inévitables? Oui. Jean parlerait. Il demanderait à leur père d'exécuter le projet dont avait parlé Julie, mais avec son consentement. Il partirait pour l'étranger avec elle, et présiderait à sa délivrance. Quel autre but avait-il à présent, dans la vie, que cette sœur malheureuse? Le pacte que lui avait offert M. Ferrand et auquel il avait secrètement suspendu tant d'espérances aussitôt comprimées, depuis ces sept jours, n'existait plus. Jamais ce grand bourgeois chrétien n'aurait promis Brigitte, sa Brigitte, sous la seule condition d'une profession de foi religieuse, au frère d'une fille séduite, coupable d'une tentative d'assassinat sur son amant et de suicide sur elle-même, — au frère d'un employé de banque voleur et faussaire! Jean ne pouvait plus, sans déloyauté, se réclamer de la promesse de jeudi dernier, aller à cet homme si bon, à ce maître vénéré, lui dire : « J'accepte d'être catholique, appelez-moi votre fils, » en se taisant du reste. C'était là que le devoir de la vérité absolue s'imposait. Mais un autre devoir, non moins absolu, exigeait le silence sur les hontes secrètes de sa famille. C'en était donc fait de ce rêve d'amour et de mariage, caressé dans la pénombre de sa pensée, comme une consolation possible, certaine, de tant d'amertumes!... La nuit avançait, avançait toujours parmi ces déchirantes réflexions, rendues plus aiguës par l'énervement de l'insomnie, et, au milieu de cette infinie détresse, le travail de la conversion achevait de s'accomplir dans cette âme, cet indicible et inexplicable retournement de tout l'être dont le Docteur de la grâce a donné la plus

complète définition lorsque, après avoir rapporté le verset de l'Évangile : « Jésus et la femme adultère demeurèrent seuls, » il ajoute : « seuls l'un en face de l'autre, — *Miseria et Misericordia...* » Oui, quand nous ne sentons plus en nous que la Misère, il est bien vrai qu'alors la Miséricorde apparaît, si vraiment nous l'avons appelée par le seul mérite qui la suscite : le tourment de son absence ! Cet état de sécheresse, qui faisait de la Foi, pour Jean Monneron, suivant son mot si expressif, « une probabilité morte, » s'attendrissait, se fondait durant cette veillée fraternelle. Pour la première fois peut-être, il ne résistait pas à cette action de Dieu, si souvent ébauchée en lui, et elle s'achevait en un appel vers une consolation, qui ne pouvait lui venir ni des autres, ni de lui-même. Il ne se heurtait plus à aucun raisonnement critique, à aucun morbide scrupule, comme il en avait tant eu, quand, par exemple, derrière son besoin de croire, il devinait un désir caché d'épouser celle qu'il aimait. Sa volonté, brisée et vaincue, s'abandonnait à l'inconcevable puissance, principe de tout l'univers et de notre cœur aussi, puisque ce cœur est un fait au même titre qu'un autre. Jean la sentait vivante, cette puissance, — et intelligente, puisque la pensée en sort, — et pitoyable, puisque la pitié en émane !... Et à un moment de cette longue nuit, sa sœur, réveillée de son sommeil, put le voir qui s'était mis à genoux au pied de ce lit où elle avait commis les irrémissibles fautes, qu'elle n'était pas seule à expier. Jean avait le front appuyé contre les draps où se voyaient les traces du sang de la blessée, et il priait... Bien vague et bien obscure prière ! Inarticulée et informulée, elle ressemblait à un balbutiement d'enfant, à peine né à la conscience. Mais ce civilisé, n'avait-il pas été élevé comme un barbare par un père que l'idolâtrie du sens propre ramenait, et avec lui tous les siens, à une mentalité de sauvages, pour tout ce qui touche à la vie intime de l'âme ? Cet appel à un secours d'ailleurs était pourtant une prière, la première qu'un Monneron eût prononcée depuis que le fonctionnaire, déraciné d'idées autant que de mœurs, avait fondé cette famille sans milieu et sans passé. La sœur, qui conservait, même dans la tragédie où sa folie de révolte l'avait précipitée, l'orgueilleux nihilisme de l'éducation paternelle, resta saisie d'un étonnement voisin de la stupeur, devant ce signe d'un état de l'esprit, nouveau pour les siens jusqu'à cet être miraculeux ! Par un involontaire respect, où il entrait bien de la tendresse pour

ce frère qui, seul, avait su un peu comprendre son cœur, elle se retint de bouger, et elle referma ses yeux, pour qu'il ne sût pas qu'elle l'avait surpris, pour ne pas toucher à la pudeur de sentimens si nouveaux dont cet agenouillement était le premier et encore timide symbole !...

Qu'il y ait dans la prière un emprunt de force réelle à la source infinie de tout amour et de toute volonté, comme l'enseigne la Foi, ou que l'on explique ses résultats, avec les psychologues contemporains, par un simple phénomène d'auto-suggestion, il est certain qu'elle raffermît, qu'elle tend les fibres de notre énergie intime d'une façon singulière, qu'elle nous donne un pouvoir d'endurance que nous ne nous soupçonnions pas. Ce fut le cas pour Jean Monneron, lorsque, au lendemain de cette nuit ainsi passée, il se retrouva, vers les dix heures et demie du matin, dans l'appartement de la rue Claude-Bernard en face de son père. Voici dans quelles conditions : — Le docteur Graux était venu rue d'Estrées, dès la première heure, comme il avait été convenu, pour présider au transport de Julie et à son installation dans la maison religieuse dont il avait parlé. Là il avait procédé, en présence du frère, à un nouvel examen et conclu de nouveau à un pronostic rassurant. La balle avait bien suivi le tracé diagnostiqué la veille. Aucun organe essentiel n'étant atteint, il en avait aussitôt tenté et réussi l'extraction. Dans l'intervalle, et sur le conseil du médecin, le jeune homme avait envoyé un mot à ses parens par un commissionnaire, donnant de la jeune fille les nouvelles les plus satisfaisantes, et disant qu'elle ne pourrait cependant recevoir qu'une personne à la fois, après dix heures. Il avait attendu auprès d'elle jusqu'à ce moment-là, et, un peu auparavant, il s'était retiré au parloir. Il espérait que la première personne à profiter de cette permission serait son père. Il avait vu arriver sa mère. M^{me} Monneron s'était aussitôt répandue, avec sa fougue méridionale, en exclamations sur leurs inquiétudes de la veille, à elle et à son mari, puis en questions interrompues heureusement par l'arrivée du docteur Graux. Le médecin l'avait introduite auprès de sa fille, en lui interdisant de faire causer la malade, et Jean s'était échappé, décidé à saisir cette occasion de parler à fond avec son père. Il avait trop senti que toute ouverture de cœur lui était impossible avec sa mère. Il avait trouvé Joseph Monneron au logis, rentrant du

lycée. Il y a du soldat dans tout vrai professeur, — fût-il un ennemi aussi déclaré des prétoriens que celui-ci, et un partisan aussi convaincu du vieux programme si étonnamment résumé à la tribune par un célèbre universitaire républicain : « une armée de citoyens qui n'aient à aucun degré l'esprit militaire!... » — Dans son exactitude à exécuter la consigne avec une ponctualité qui n'admettait pas de compromis, le père de Julie était monté, ce matin-là, dans sa chaire de Louis-le-Grand, comme d'habitude. Il devait y faire une conférence, et il l'avait faite. Il avait interrogé ses élèves, dirigé une explication de textes, comme s'il n'eût pas eu le désespoir au cœur, à cause de cette double catastrophe : son fils aîné chassé de son administration pour un faux et pour un vol, sa fille blessée dans des circonstances qu'il croyait dues au hasard, sur la foi du docteur Graux. Mais comment n'eût-il pas été mortellement inquiet sur la gravité de cette blessure?... Pour ce qui concernait son fils, hélas ! il n'en était plus à l'inquiétude. La chose s'était passée très simplement. M. Berthier, après avoir, comme on se rappelle, pardonné à Antoine, en était resté préoccupé. Il avait interrogé sans lui ses autres employés. Un d'entre eux lui avait appris qu'Antoine était l'amaant d'une demi-mondaine très élégante du nom d'Angèle d'Azay, — le drôle n'eût pas été complet s'il n'avait pas joint à ses autres vices la vantardise et la fatuité. — M. Berthier avait su aussi que le jeune homme fréquentait habituellement les champs de courses. Des doutes lui étaient venus sur la véracité d'un garçon déjà coupable d'une grave indélicatesse. Cette histoire Montboron était-elle exacte ? Le chef du bureau C. du *Grand Comptoir* s'était avisé d'une ruse : il s'était muni d'une photographie d'Antoine que celui-ci lui avait donnée au temps de sa faveur. Il était allé chez son confrère du *Crédit Départemental*, où le pseudo-Montboron était accrédité, et sous le prétexte de le prémunir contre un dangereux aventurier, il lui avait montré ce portrait que l'autre avait reconnu. Antoine et M. de Montboron ne faisaient qu'un ! Dans son indignation d'avoir été joué avec cette audace, M. Berthier avait mis le faussaire en demeure de démissionner. Cette exécution avait eu lieu le mercredi à onze heures, et, à deux, M. Berthier était chez Joseph Monneron. Le reste avait été rapporté exactement dans le billet que le maître-chanteur avait aussitôt expédié à Rumesnil. L'irréprochable probité de l'universitaire s'était révoltée contre l'infamie de son fils. Une explo-

sion de fureur avait suivi, durant laquelle il l'avait maudit et chassé, sans vouloir entendre aucune explication. Ces hommes tout abstraits et que l'on croit débonnaires, ont de ces rigueurs implacables, quand ils se décident à frapper un coupable. Le justicier familial n'avait pas voulu davantage écouter les plaintes de sa femme, à laquelle, pour la première et dernière fois, il avait parlé en maître qui n'admet pas la discussion. — Pour Jean, qui connaissait chaque nuance de cette physionomie, le premier regard révéla combien le pauvre homme avait souffert. L'agonie morale était visible dans la contraction de ce maigre visage ravagé, dans cette bouche frémissante, dans ces yeux surtout, dont le bleu si tendre d'ordinaire, si noyé de rêve, avait un éclat de fièvre, fixe et dur. Les gestes aussi, saccadés, à peine dominés, dénonçaient tout l'excès de la douleur. Le professeur était dans son cabinet, quand son fils cadet arriva, marchant de long en large, d'un pas impatient et qui, tout à l'heure, si sa femme ne rentrait pas, se précipiterait du côté de la maison de santé où était Julie. D'après le billet reçu ce matin, les deux époux avaient convenu que la mère partirait pour cette première visite, et reviendrait aussitôt en rendre compte. Comme elle tardait!... Durant cette crise où son esprit de chimère et d'optimisme était bien contraint de subir l'âcre morsure des faits, Joseph Monneron trouvait le moyen cependant de rester pareil à lui-même : son déplorable irréalisme et son admirable pureté de conscience se manifestaient par la prédominance qu'il laissait prendre en lui, dans ce moment, au souci que lui donnait Antoine. L'accident de sa fille, cette blessure extraordinaire qui aurait dû commencer d'éveiller ses soupçons, c'était un malheur de l'ordre simplement physique. Qu'un fou, lâché dans une rue, tire des coups de revolver sur des passans, cela arrive tous les jours. Le père admettait cette possibilité sans la critiquer. Il ne critiquait pas davantage un hasard autrement étrange, à savoir que Jean se fût rencontré là juste à point pour soigner sa sœur. Sa femme et lui avaient accepté le récit du docteur Graux, la veille, avec une docilité presque ahurie, tant ils étaient, l'un et l'autre, affolés à l'idée de leur fils aîné, — M^{me} Monneron parce qu'elle l'aimait de cette passion maternelle instinctive, animale, prête à toutes les indulgences comme à toutes les complicités, — le professeur, parce qu'il eût, sincèrement, dans la farouche délicatesse de sa nature, si intacte, si peu touchée par la vie, préféré,

pour un de ses enfants, la mort au déshonneur. Ce fut ce sentiment qu'il montra aussitôt à Jean, lorsque celui-ci entra dans la pièce où ils avaient lu ensemble, si peu de jours auparavant, le morceau d'Eschyle sur Hélène : *Ame sereine comme le calme des mers!* et la strophe sur Ménélas abandonné parmi les belles statues *qui n'ont pas d'yeux pour regarder et consoler*. Les plus beaux livres des plus grands poètes ressemblent à ces statues, quand on souffre trop. Eux non plus n'ont pas de voix pour parler, pas de mots que le cœur puisse recevoir. Le malheureux humaniste était à une de ces minutes où l'enchantement littéraire est aboli. Le retrouverait-il jamais maintenant? Serait-il de nouveau quelque jour l'homme que son fils préféré avait vu tant de fois, interposant, entre sa destinée et lui, le magnifique rideau de la poésie grecque et latine? Retrouverait-il le pouvoir de « fermer les yeux intellectuellement, » dont avait parlé Jean lors de sa conversation avec M. Ferrand? Le « consolateur » allait-il essayer de prolonger du moins celle de ses illusions qui n'avait pu encore être dissipée, sur l'aventure de Julie? Il n'en fut même pas tenté un seul instant. Certes il souffrait cruellement de voir son père dans cet état de désespoir. Il lui était horrible de penser qu'il allait lui porter un coup plus meurtrier encore, en lui apprenant cette vérité-là. Mais il sentait que c'était son obligation absolue, comme fils, de ne pas mentir au chef de famille, dans des heures si tragiques qu'elles en étaient solennelles. C'était le père qui devait décider de l'avenir de sa fille et le fils n'avait pas le droit d'empêcher qu'il exerçât cette magistrature paternelle inscrite sur la pierre même du foyer :

— Hé bien? avait demandé le professeur, tu as vu ta mère? Comment est Julie?

— Aussi bien que possible, répondit Jean. J'ai laissé Maman auprès d'elle. On a extrait la balle ce matin... En quelques mots, il expliqua la nature superficielle de la blessure, et les raisons que le docteur Graux avait de croire à une guérison très prochaine.

— Ah! quel poids tu m'enlèves de dessus le cœur! s'écria Joseph Monneron. La savoir en danger et en ce moment, c'était trop dur! Tu ignores encore le malheur qui nous frappe, mon brave Jean. Ton frère Antoine...

— Tu l'as chassé, interrompit le fils dévoué, qui, sur le point de faire tant de mal à son père, voulait ne pas prolonger

l'attente, et aussi lui épargner cet inutile et pénible récit. Je le sais, et je sais pourquoi...

— Tu l'as vu? interrogea le professeur, et, malgré lui, anxieusement.

— Non, mais j'ai lu une lettre, où il racontait cette scène que vous avez eue et demandait qu'on lui prêtât de l'argent...

— Une lettre où il racontait cette scène?... répéta le père. Où il demandait de l'argent? ah! Quelle impudence! Mais à qui?...

— A Rumesnil.

— Il ne lui en a pas prêté, j'espère? Tu l'en as empêché? Il faut que tu le revoies, mon Jean, et que tu insistes en mon nom pour que ton ami ne lui donne jamais d'argent, jamais, quand il saurait que l'autre meurt de faim. Je veux qu'Antoine mange de la vache enragée. C'est la nourriture qui lui a manqué jusqu'ici. Elle est excellente pour la jeunesse. (L'universitaire se croyait énergique, en employant cette métaphore et cette formule de l'argot pédagogique de Louis-Philippe et du Second Empire!) Promets-moi que tu reverras Rumesnil aujourd'hui...

— Je ne reverrai Rumesnil ni aujourd'hui, ni jamais, répondit Jean. Il avait trouvé le joint pour dire aussitôt ce qu'il avait à dire, et devant l'étonnement peint sur le visage de son père, il continua : — Non, jamais. Antoine a commis des faux. Il a volé. C'est horrible. Ce n'est rien auprès de ce qu'a fait Rumesnil... Le docteur Graux t'a menti, mon père. Il a dû te mentir, parce qu'il fallait vous ménager, toi et Maman, et ménager surtout Julie, qui n'aurait pas supporté, dans l'état où elle était hier, d'être amenée ici, ni de vous voir. Mais moi, je ne te mentirai pas... Julie n'a pas été la victime d'un accident. Elle a voulu se tuer, après avoir essayé de tuer Rumesnil. Elle n'a fait que le blesser à la main. Quant à sa blessure à elle, je t'ai dit ce qui en était. Le coupable, c'est lui. Il est son amant. Il l'a séduite. Elle est enceinte, et non seulement il lui a refusé de l'épouser, mais il voulait qu'elle se fit avorter... L'indignation et le désespoir l'ont rendue folle. Elle a voulu se venger et mourir... Tu sais la vérité, maintenant...

— Ma fille! s'écria Joseph Monneron, ma fille a fait cela! Ma fille, un amant! Ma fille, enceinte! Ma fille!... Ma... Une tentative d'assassinat! Un suicide!... Voyons, j'ai mal entendu, ce n'est pas possible... — Il passa ses mains sur son front avec

égarement... — Jean, mon Jean, dis-moi que ce n'est pas vrai!...

— C'est vrai comme je suis ici, dit le jeune homme. La chose s'est passée hier, vers les six heures du soir, rue d'Estrées, dans un appartement où ils avaient leurs rendez-vous. Rumesnil a eu un dernier reste d'honneur; il a raconté au médecin qu'il avait été blessé par hasard, en essayant de la désarmer. Il m'a envoyé chercher à l'*Union Tolstoï*, où j'étais. C'est par Julie que j'ai appris le drame. Le reste, je le soupçonnais depuis longtemps. Mais j'étais comme tu es en ce moment, je ne voulais pas y croire...

— Ainsi, gémit le père, — et, à mesure qu'il parlait, sa voix accusait le grandissement d'une colère qui, peu à peu, s'exaltait jusqu'au paroxysme. — Ainsi, voilà ce qui se passait dans ma maison, tandis que leur mère et moi nous avions en eux cette confiance qui aurait dû pourtant les toucher, elle surtout!... Elle, c'est pire que lui. Un faux et un vol, ce sont des actions. Elles sont abominables. Elles durent un instant. Ce n'est pas ce mensonge continu, cette hypocrisie quotidienne, qu'elle a dû avoir. Oui, il a fallu qu'elle nous mentit tous les jours, toutes les heures, pendant des semaines! Et elle venait m'embrasser, embrasser sa mère, après ces rendez-vous, avec... Non. C'est trop horrible! Encore hier, quand je la conduisais à son cours, je lui parlais de ce dernier devoir que je lui ai corrigé. Elle m'écoutait, attentive... Elle avait l'air de ne penser qu'à son examen. Je le croyais. Je l'en estimais tant! Je le disais à ta mère, l'autre jour : « Elle veut se suffire! » Je lui vantais son esprit de famille... Et, pendant ce temps-là, elle nous déshonorait! Ni le chagrin qu'elle me causerait, si j'apprenais sa faute, ni celui de ta mère, ni l'affection que nous lui avons montrée, ni le respect de notre nom, rien n'a tenu, devant quoi?... Qu'a-t-il donc pour lui, ce voleur d'honneur? D'être titré et d'avoir des chevaux?... Si c'est cela qui l'a séduite, ah! c'est abominable! Je ne veux plus la voir, elle, non plus. Je ne veux plus. Je ne veux plus... Qu'elle ne revienne pas ici, quand elle sera guérie! Je la chasserai, comme j'ai chassé Antoine!... Je défendrai à ta mère de la voir. Je te le défendrai. Puisqu'elle a le goût de la boue, qu'elle y reste!... Ai-je mérité, mon Jean, je te le demande, que des enfans pour qui j'ai tant travaillé, à qui je n'ai jamais donné un mauvais exemple, soient devenus, lui, un faussaire, et elle, une coquine?... M'as-tu jamais vu

manquer à des obligations de mon métier? Prendre un plaisir?... Quand je me privais de tout, — d'une voiture pour me rendre au lycée et pour en revenir par les mauvais temps d'hiver, — d'aller me coucher quand j'avais mes copies à corriger, — du Théâtre-Français que j'aime tant, — d'une pipe de tabac quelquefois, — car c'était ainsi, du petit au grand, je me disais : Mes enfans me voient. Ils me paieront au centuple, en apprenant à tout exiger d'eux, à se passer de luxe, à vivre de travail comme leur père... Et ils sortaient d'ici, pour aller, lui, manger l'argent du vol, sous un faux nom avec une M^{me} d'Azay, M. Berthier m'a tout appris, et elle, dans un bouge, auprès d'un amant, que nous recevions comme un de tes amis, à qui je serrais la main devant elle, que ta mère accueillait. Je n'avais rien dans la vie, rien que ma femme et que mes enfans, et j'en ai perdu deux, et comment ! J'aimerais mieux les savoir morts, ah ! mon fils, mon cher fils... Je suis trop, trop malheureux !... — Il tordit ses bras une minute, en joignant ses mains, comme un homme qu'une intolérable souffrance déchire ; puis, le stoïcien qu'il y avait en lui eut honte de cette faiblesse. Son visage creusé se tendit tout d'un coup dans une expression de farouche énergie, et il dit : « Je les ai perdus. Soit. Vous me restez, toi et Gaspard, je vivrai pour vous deux, » et sans se douter des souvenirs que ce mot éveillait chez celui auquel il l'adressait : « Vous serez mes consolateurs... » Le pli professionnel est si fort qu'à cette seconde d'effort presque surhumain pour se reprendre et ne pas donner à son fils le spectacle de sa faiblesse, le vieux lettré ramassa toute sa résolution de ne pas se plaindre dans deux mots empruntés à un auteur ancien, qu'il cita pour lui seul et presque à voix basse : Δουλεία στενόντων...

Cet « esclavage de ceux qui gémissent, » que l'universitaire condamnait en lui-même avec cette formule héroïque d'un disciple de Zénon, Jean non plus ne s'y était pas abandonné, en écoutant gronder, dans cette voix si chère, une douleur que sa tendresse filiale n'eût jamais supportée autrefois. C'est que les événemens de ces derniers jours l'avaient déjà virilisé en le contraignant d'agir, d'interrompre l'éternel soliloque intérieur, où s'affinait et se paralysait sa sensibilité. C'est aussi qu'il venait d'entrer avec son père sur un chemin de vérité et que l'on ne s'arrête pas sur cette route. On ne fait pas plus sa part à la franchise qu'au scepticisme. Elle vous prend tout entier. C'est un invincible besoin

pour l'âme, quand elle s'est mise vis-à-vis d'une autre âme dans une relation réelle, de ne plus admettre d'équivoques, de secouer l'incertitude et l'à-peu-près. Et puis, si Jean chérissait son père d'une affection passionnée, il avait une affection bien profonde pour sa sœur Julie. Il venait, durant toute cette semaine et cette nuit surtout, de tellement reconnaître les qualités de cette nature, déraisonnable mais si sincère, égarée mais si généreuse, impulsive mais si délaissée, si privée des appuis qui l'eussent préservée ! Comment aurait-il pu ne pas protester contre cet arrêt sans appel par lequel leur père la condamnait, dans le premier sursaut de l'affreuse révélation, alors surtout que le pauvre homme, trop injuste à force d'aveuglement comme il avait été trop faible, avait lui-même sa part de responsabilité dans les défaillances de son fils aîné et surtout de sa fille ! Et, sans mesurer toute la portée de sa réponse, aussi instinctivement qu'il se fût précipité pour détourner l'arme fatale, s'il se fût trouvé là lors du suicide de sa sœur, Jean s'écria :

— Ne parle pas ainsi, mon père ! Ne dis pas que tu as perdu deux de tes enfans, elle surtout ! Ne dis pas que tu la chasseras, que tu ne veux plus la voir, que tu l'abandonneras, ni même lui... Tu n'en as pas le droit. Tu es leur père. Ils auraient fait pire encore que tu leur devrais de les soutenir, de ne pas les jeter, lui à tous les hasards de Paris, à d'autres vols, à pire peut-être, et elle, au désespoir, et à quoi?... Non, tu ne peux pas vouloir cela sincèrement, j'en appelle à ton grand cœur, mon père. Je te le jure, ajouta-t-il, d'un accent profond et ferme, mais en baissant les yeux, tant les mots qu'il osait proférer étaient graves : Ce n'est pas juste.

— Pas juste?... répéta le professeur, avec plus de violence encore. En effet, je ne suis pas juste!... Si je l'étais, j'aurais demandé à M. Berthier de ne pas ménager Antoine, de le dénoncer au parquet. On condamne chaque jour de pauvres diables qui n'ont pas reçu d'instruction, qui n'ont été entourés que de mauvais exemples, et ils n'ont pas fait ce qu'il a fait, lui à qui toutes les tentations ont été épargnées ! C'est Brutus l'ancien qui a créé Rome. Nous répétons cela couramment dans nos classes, et quand il s'agit de donner à notre démocratie de ces exemples, et en tout petit, nous reculons... Pas juste?... Quand nous étions à Versailles, nous avons renvoyé, là, sur place, une bonne qui était devenue grosse. Elle est partie, avec sa malle, en pleurant, pour

aller accoucher à l'hôpital. Nous avons trouvé cela juste alors, parce qu'elle recevait son amant chez nous, à notre insu... Et c'était une malheureuse orpheline, qui n'avait rien dans la vie, à qui cet amant avait peut-être dit les seules paroles d'affection qu'elle eût entendues ! Au lieu que Julie, de quelle tendresse n'a-t-elle pas été entourée ! De quelle sollicitude ! De quelle protection !...

— En es-tu bien sûr ? interrompit Jean, et comme son père, stupéfié par cette interruption, même dans sa colère, lui demandait : — Que veux-tu dire ? — Je veux dire, continua le jeune homme, que tu as cru la protéger, comme tu as cru protéger Antoine... Ce n'est pas ta faute, mon père, mais tu reconnais bien maintenant que tu n'avais pas vu clair dans leurs caractères, puisque tu ne les croyais, ni l'un ni l'autre, capables de ce qu'ils ont fait ?... C'est là leur seule excuse, mais c'en est une, qu'ils ont été exposés à des dangers contre lesquels personne ne les a garantis, pas même toi, parce que tu ne les voyais pas, parce que tu ne pouvais pas les voir... C'est notre famille qui l'a voulu !... Nous sommes tous, toi le premier, des déplantés, des déracinés, nous n'avons pas de milieu... Tu ne peux pas empêcher cela. Antoine a été élève au lycée, lui, pauvre, avec des garçons riches. Il a frôlé le luxe, tout jeune, et les plaisirs. Ils ont d'autant plus agi sur lui qu'ils contrastaient davantage avec notre intérieur, avec la médiocrité de notre existence. Julie a lu, trop tôt, trop de livres. Ils ont éveillé en elle des appétits d'émotion qui lui ont fait paraître insupportable la carrière d'institutrice à laquelle tu la destinais. Ils étaient entre deux mondes, celui d'en bas où l'on peine, où l'on est à la tâche, où l'on est privé, où l'on supporte, — celui d'en haut, où l'on est libre, où l'on s'épanouit, où l'on jouit. Ils ont été trop tentés. Je t'en conjure, mon père, avant de les condamner absolument, refais en pensée l'histoire de leur caractère, et ne les juge qu'après...

— Hé bien ! Et toi ? Et moi ? dit le père. N'avons-nous pas été dans la même situation, exactement ? Toutes les familles démocratiques et qui arrivent, comme on doit arriver, par le mérite individuel d'un de leurs membres, ne sont-elles pas aussi entre ces deux mondes dont tu parles ? Mais précisément parce qu'ils sortaient d'en bas, parce qu'ils étaient tout voisins de la glèbe, ils auraient dû avoir, pour leur père qui en a fait des bourgeois, de paysans qu'ils auraient dû être, une telle reconnaissance ! Au

lieu de cela, ils déshonorent mes cheveux gris. Si leur infamie était connue, elle rejaillirait plus haut encore. Le fils d'un universitaire et d'un universitaire républicain, faussaire et voleur ! Sa fille séduite et assassinant son séducteur ! Quelle aubaine pour nos ennemis ! A cette conséquence non plus, ils n'ont pas pensé, eux qui savent comme j'aime le corps auquel j'appartiens ! Et tu veux que j'aie de l'indulgence pour eux, que je les comprenne ? Si je n'ai pas vu ces dangers dont tu parles, c'est que je n'ai pas conçu que mes enfans fussent capables d'une pareille bassesse, c'est vrai... Qu'est-ce que cela prouve, sinon que leur forfait est abominable ? Et quant à ces théories nouvelles sur les gens déplantés, déracinés, déclassés, elles ne signifient rien, absolument rien. Un être humain est une raison, une conscience et une volonté. La raison dit à tous également quel est leur devoir, la conscience les avertit tous également s'ils le font ou s'ils ne le font pas, la volonté sert également à le faire ou à ne pas le faire. Le reste, ce sont des mots, inventés par des philosophes de décadence, pour obscurcir ce qui est très simple. C'est bon pour des casuistes et des jésuites, ces idées-là. Tu cherches des excuses à ton frère et à ta sœur, parce que tu es bon. Ils n'en ont aucune, et je ne leur en accorde aucune... non, non et non !...

— Il ne s'agit ni de l'Université, ni de la République, mon père, reprit Jean, ni des Jésuites... Il s'agit d'une grande loi sociale, qui serait vraie quand nous serions en 1860, sous l'Empire, au lieu d'être en 1900, et quand tu serais ingénieur des ponts et chaussées, ou receveur de l'enregistrement, au lieu d'être professeur, et la compagnie de Jésus n'aurait jamais existé que cette loi ne serait pas moins vraie : on ne change pas de milieu et de classe, sans que des troubles profonds se manifestent dans tout l'être, et nous avons changé de milieu et de classe, c'est un fait, puisque le grand-père Monneron était un paysan et que tu en as été un, jusqu'à ta dixième année... — Tu me réponds. Et toi, et moi?... — Toi et moi, nous sommes deux êtres qui aimons passionnément les idées, et nous n'avons connu ni les tentations du luxe, comme Antoine, ni celles des émotions, comme Julie. C'est un bonheur. Ce n'est pas un mérite... Mais si nous ne les avons pas aimées, ces idées, si notre nature avait été tournée vers la jouissance physique, comme celle d'Antoine, ou vers les impressions sentimentales, comme Julie, ne sens-tu pas que cette même fièvre plé-

béienne que nous avons eue, que nous avons pour nos idées, nous l'aurions dans nos désirs? Oui. Nous sommes trop voisins du peuple. Moi du moins, je m'en sens si voisin!... Tu dis qu'ils ont eu la raison pour se diriger, et la conscience? Crois-tu vraiment que ce soient des freins bien efficaces? La raison? Mais la raison n'est pas une doctrine? C'est le développement du sens critique, et ce n'est que cela. Le sens critique une fois déchainé, où s'arrête-t-il? J'ai causé avec Antoine, ces temps derniers, et avec Julie. J'ai trouvé chez tous deux le même état d'esprit, le doute absolu, fondamental, sur tous les principes, sur le bien et sur le mal, sur le devoir et sur le crime, et je n'ai rien eu à leur répondre. Par la seule raison, tout se justifie et tout se détruit, puisque tout se discute, depuis que le monde est monde, avec des argumens de force pareille...

— Où veux-tu en venir, avec ce sophisme? interrogea le père, avec une sévérité singulière. Voici quelque temps déjà que j'ai cru saisir dans tes paroles la trace de sentimens dont j'ai le droit de m'étonner. On dirait que tu as des reproches à m'adresser sur l'éducation que je vous ai donnée...

— Mon père!... supplia le jeune homme.

— L'autre jour, continua Joseph Monneron àprement, quand je te parlais de la solidarité, comme de la grande règle de la morale, tu me répondais : — Au nom de quoi? — Aujourd'hui, quand tu me vois désespéré de ce que je viens d'apprendre sur ton frère et ta sœur, tu es là qui les défends, non pas en faisant appel à ma pitié, ce que j'admettrais, mais en insinuant que je ne leur ai pas donné de quoi se gouverner dans la vie, que la raison ne suffit pas... Explique-toi clairement. Est-ce de vous avoir élevés librement que tu me reproches, sans vous mentir, en vous évitant les luttes morales que j'ai dû traverser pour affranchir ma pensée? Entends-tu me rendre responsable, en quoi que ce soit, des aberrations de conscience de ces deux malheureux, parce que je n'ai pas fait d'eux des catholiques, par exemple, quand je ne l'étais pas moi-même, quand je considère cette religion et toutes les autres comme des illusions ou des impostures?... Si c'est cela que tu sous-entends, parle net... Ou sinon, n'essaie plus de te mettre entre eux et mon indignation. Ou c'est eux les coupables et ils ont tout mérité, ou bien c'est moi... Mais alors, ose le dire en face, à ton père...

— Ah! mon père! reprit Jean, où prendrais-je le droit de te

juger, de te rendre responsable de pareilles hontes, toi que je respecte, que je vénère?... Non, tu n'es pas coupable de ne pas leur avoir donné des croyances que tu n'avais pas! Tu as cru bien agir en ne les leur donnant pas... Tu n'avais pas eu besoin de la vie religieuse pour être un si honnête homme. Tu as cru qu'une foi n'était pas nécessaire, ou plutôt, tu en avais, tu en as une, puisque tu crois à la Justice, comme on croit à une révélation. Tu as pensé qu'elle nous suffirait... Tout ce que je me permets de te demander, c'est que tu te dises que, ne l'ayant pas, cette foi qui te soutenait, ils ont été bien dépourvus. Une autre peut-être les eût aidés, Julie surtout qui avait le cœur faible et tendre, qui était si peu faite pour cette atmosphère de négation, où elle a étouffé!... La justice, c'est une idée, c'est une abstraction... Il leur fallait... — Il hésita une seconde, puis, comme Joseph Monneron le regardait avec un impérieux défi dans ses yeux, comme pour lui enjoindre d'achever, il eut le courage d'ajouter : — Il leur fallait Dieu!...

Il y eut un silence entre le père et le fils. Celui-ci demeurerait épouvanté des phrases qu'il avait prononcées. Il appréhendait d'avoir, en parlant ainsi, produit un effet entièrement opposé à celui qu'il avait désiré. Le visage du professeur s'était contracté davantage encore. Ses yeux avaient jeté un éclair plus aigu. Mais, contrairement à l'attente de son interlocuteur, sa voix, quand il se décida à répondre, était redevenue presque calme, ou du moins contenue. Cet entretien lui était souverainement pénible, et il voulait le clore par des détails positifs, qui ne permissent plus la discussion :

— Je t'ai dit souvent, reprit-il, que si je ne vous ai pas donné de religion positive, c'était par respect pour votre conscience, afin que vous fussiez maîtres, une fois en âge, de choisir votre *credo* en toute indépendance. La façon dont tu me parles me prouve que tu es tenté d'en choisir un qui n'est pas le mien. Peut-être l'as-tu déjà choisi? J'en conclus que rien n'empêchait Antoine et Julie de choisir le même. Leur nihilisme, puisque tu prétends qu'ils avaient tiré le nihilisme, d'idées dont j'ai tiré, moi, tout le contraire, leur nihilisme donc, n'est pas une excuse à leurs fautes. Ces fautes n'ont pas d'excuse, je te le répète, et j'entends que nous en ayons causé aujourd'hui pour la dernière fois. Je ferai pour eux ce que ma conscience m'ordonne. Julie est une femme, et incapable, d'ici à quelque temps, de gagner sa

vie. Je lui servirai une pension, un an durant. Après quoi, elle se suffira, comme elle l'entendra. Quant à lui, il n'aura rien. Il est grand et vigoureux, qu'il travaille de ses mains ou qu'il s'engage. Le métier de soldat est stupide et brutal. Il lui convient... Tout cela est arrêté dans mon esprit, dès maintenant. Il reste un point à régler, celui de la somme qu'il avait volée et qu'il a restituée à M. Berthier : cinq mille francs. Il a prétendu qu'il avait mis ces cinq mille francs, à part, sur ses gains aux courses. Je voudrais en être bien sûr et ne pas penser qu'il a abusé de mon nom pour les emprunter. Je te demande de tout essayer pour le savoir.

— Je n'ai besoin de rien essayer, dit le jeune homme. Je le sais. Il les a empruntés.

— Et à qui?...

— A Rumesnil.

— A... — Le nom du séducteur de la fille s'arrêta dans la bouche du père qui se domina de nouveau, avec un effort plus visible encore. — C'est bien... Ils seront remboursés avant ce soir... C'est trop que nous les ayons dus un jour à ce scélérat.

— Ils sont remboursés, répondit Jean, depuis hier.

— Par qui? demanda Joseph Monneron.

— Par moi, dit Jean. Ce que tu penses, je l'ai pensé, ce que tu sens, je l'ai senti, avant même de savoir toute la vérité.

— Ah! noble enfant! ne put s'empêcher de soupirer le père. Mais, comment les as-tu eus? Cinq mille francs! Plus de la moitié de mon traitement!...

— J'ai trouvé à les emprunter moi-même, répondit le fils, à qui la pourpre vint aux joues. Le nom qu'il allait articuler lui brûlait d'avance les lèvres, mais il ne pouvait pas mentir, et il ajouta : à M. Ferrand.

— A Victor Ferrand? s'écria Joseph Monneron, — et l'attendrissement qui avait passé dans ses prunelles, pour remercier son fils de n'avoir pas supporté qu'ils eussent une dette envers Rumesnil, se changea en une inexprimable douleur. — A Victor Ferrand? répéta-t-il. Tu m'as fait cela, toi, mon Jean, d'aller livrer nos secrets de famille à cet ennemi de tout ce que je crois, de tout ce que j'aime?...

— Mais je ne lui ai rien dit du motif de ma démarche, interjeta le jeune homme. Et il ne m'a rien demandé... Il a été si généreux, si bon!..

— Il n'a pas eu besoin de t'interroger, répondit le père, il a tout deviné. Il sait bien que ce n'était pas pour moi que tu lui demandais de l'argent, — il me connaît, — ni pour toi, il te connaît. Ce ne pouvait être que pour ton frère, et une somme pareille, sur laquelle on ne s'explique pas, à quoi peut-on la destiner, quand on l'emprunte de la sorte, sinon à une restitution? Ferrand a compris qu'un de mes fils a volé!... Ah! comme il doit triompher dans son cœur! Comme il doit plaindre son ancien camarade, et en tirer une preuve que ses idées sont vraies! Ses idées?... Je comprends pourquoi tu m'as parlé comme tu as fait tout à l'heure. C'est son influence qui t'a conquis. C'est pour cela que tu as pensé à t'adresser à lui dans un moment de crise, au lieu de venir à ton père... Il t'a pris à moi!... C'est le dernier coup. Je t'ai perdu aussi!... Il ne me reste que Gaspard. Mais je le défendrai, celui-là. Que j'y voyais juste, quand je ne voulais pas que tu entrasses en philosophie chez cet homme!... Et puis, je t'ai laissé y entrer, parce que c'était mon lycée, et que nous faisons route ensemble pour y aller tous les matins. Oui, voilà mon motif. Je t'ai tant aimé, mon Jean! Je me suis tant plu en toi! J'ai eu tant de joie à former ton esprit!... Et il t'a pris à moi!... Mais je le lui dirai. Il saura ce que je pense de ce travail de subornement qu'il a exercé sur toi!... Il faut que je lui rende cet argent d'abord. Cela me fait autant d'horreur de le lui devoir qu'à l'autre. Il l'aura aujourd'hui... Et, se tournant vers son fils : — Comment as-tu pu? Comment n'as-tu pas compris que c'était la dernière porte à laquelle tu devais frapper?...

Jean écoutait cette plainte avec une consternation qui ne lui permettait pas de se défendre. Il s'était aperçu, — on l'a noté déjà, — depuis longtemps, que le professeur jacobin nourrissait une antipathie pour le professeur catholique. Il n'en avait jamais mesuré la profondeur, ni compris qu'entre les deux camarades d'École normale il existait un de ces étranges sentiments qui sont la survivance douloureuse et passionnée de certains compagnonnages de jeunesse. On a cessé de se voir, après ne s'être pas quittés pendant des années. On a marché chacun dans son chemin, et l'on est si loin l'un de l'autre qu'il semble que l'intimité d'autrefois n'ait jamais eu lieu. L'on se suit pourtant l'un l'autre, à travers l'existence, avec une ardeur d'intérêt qui, chez le moins heureux des deux anciens amis, s'empoisonne si aisément d'une souffrance secrète. Le fond même de la personne est engagé dans

cette espèce de concurrence que l'on établit entre soi et le compagnon des débuts. On se mesure et ses propres défaites, à ses succès à lui. C'est une nuance de la triste passion d'envie qui n'a jamais été bien étudiée. Ceux qui l'inspirent mettent leur orgueil à l'ignorer, et ceux qui l'éprouvent ne se l'avouent guère. Si l'on eût dit à Joseph Monneron qu'il haïssait l'ami de jadis, avec lequel il avait tant discuté dans le préau de la rue d'Ulm, oui, qu'il le haïssait pour sa large aisance, pour le temps qu'elle lui avait permis de donner à un travail libre, pour son bel ouvrage sur *la Tradition et la Science*, dont il avait dû admirer, malgré la doctrine, l'ordonnance et le style, certes il se serait révolté là contre. Cependant une telle violence d'aversion, c'était bien de la haine. Heureusement pour le jeune homme, à qui cette constatation était trop douloureuse, l'arrivée de M^{me} Monneron vint couper court à cet entretien. Aurait-il pu supporter d'entendre son père donner cours à des sentimens trop naturels, si explicables par l'infirmité du cœur humain, si justifiables même par une opposition radicale de principes et de formes d'esprit? Cette épreuve fut épargnée à l'amoureux de Brigitte, et il était habitué à l'autre épreuve, celle que lui représentaient depuis tant d'années l'inintelligence et la vulgarité maternelle :

— Je rentre de la rue Oudinot, commença la femme du professeur. Julie l'a échappé belle... Mais ce ne sera rien. Si elle n'avait pas la manie de courir les rues comme un chat maigre, elle n'aurait pas été là, sur le boulevard Montparnasse, je te demande un peu ! — quand cet évadé de Sainte-Anne a tiré... C'est ce pauvre chéri de Gaspard qui va être impressionné quand je lui raconterai cela. Il a trop de cœur, lui !... — Et elle regardait le fils qu'elle n'aimait pas, en prononçant cet éloge de l'affreux potache dont elle faisait son idole. C'est son jour de promenade, aujourd'hui... Je ne pourrai le voir au parloir que tard... — Elle eut un autre regard, vers son mari, cette fois, puis de nouveau du côté de Jean. Il lui fut trop pénible de parler devant celui-ci de son Antoine, de cet aîné qui se partageait sa tendresse, avec Gaspard, et dont elle eût dû avouer des choses si honteuses ! Elle dit seulement un : — Ah ! pauvre de moi !... où tout le Midi de sa jeunesse se retrouvait dans la mimique et dans l'accent, et elle sortit de la chambre, tandis que le professeur disait à son fils :

— Elle ne soupçonne pas la vérité sur cette malheureuse. Plus elle l'apprendra tard, mieux cela vaudra ! Elle est déjà si

désespérée d'Antoine... C'est elle qui a trop de cœur... Ah! si j'avais pu tout lui cacher, toujours!...

XIII. — BRIGITTE FERRAND

« Que j'ai eu raison dans mes pressentimens, se répétait Jean une fois seul, oui, que j'ai eu raison, quand j'appréhendais de lui montrer mes espérances, mes luttés, mon amour!... Que cette haine pour cet admirable M. Ferrand est profonde en lui! S'il savait que tout mon rêve de bonheur a été d'épouser Brigitte?... Il ne le saura jamais. De cela du moins, j'ai le droit de me taire. Pour le reste, je devais parler... A quoi bon d'ailleurs? Même ces deux horribles drames ne l'ont pas éclairé. Il ne les a vus qu'à travers ses idées. C'est elles qui l'ont rendu si dur, lui, un cœur si généreux! Reviendra-t-il jamais sur cet implacable arrêt?... Peut-être. Une fois rendu vraiment à lui-même, la chair et le sang parleront. Mais, dans son esprit, rien ne bougera, parce que rien ne lui arrive... Quand ma mère est rentrée, il n'a même pas senti son injustice, et comme le malheur de Julie comptait peu pour elle à côté de celui d'Antoine! Qu'elle n'ait pas su faire parler sa fille, c'est une preuve pourtant qu'elle n'a pas su s'en faire aimer, qu'elle ne l'a pas aimée. Que cette pauvre enfant, dans des heures pareilles, reste refermée, ne s'ouvre pas, ne se plaint pas à sa mère, mais c'est à pleurer des larmes de sang. Et il ne voit pas plus cela qu'il ne voit M. Ferrand... Que m'importe d'ailleurs, puisque tout est fini et à jamais!... »

Le fils de Joseph Monneron était bien sincère dans son renoncement absolu à celle qu'il aimait. Après les sentimens que lui avait montrés son père, il se fût jugé criminel de penser à un pareil mariage. Il n'était pas moins sincère dans sa persuasion que, dorénavant, rien n'éclairerait plus jamais l'incorrigible sectaire sur les causes profondes des événemens dont le contre-coup terrible l'avait enfin frappé. Malgré la vigueur précoce de sa pensée, et quoique la souffrance l'eût beaucoup mûri, Jean était trop jeune encore pour bien se rendre compte de certaines complications profondes, qui résultent du retentissement inconscient de la sensibilité sur l'intelligence. Il l'avait deviné depuis longtemps, et il l'avait dit à M. Victor Ferrand au cours de leur solennel entretien : l'optimisme de son père était en partie

voulu. Il ne savait pas que cet aveuglement systématique du professeur n'était que *sa destinée sentie*, et que l'énergie des affirmations du Jacobin se mesurait à l'amertume de ses déceptions de toutes sortes. Plus les faits autour de lui avaient multiplié leurs démentis à ses doctrines, plus il s'y était enfoncé. Mais cette ardeur même de défense contre les leçons émanées de la réalité démontrait que ces leçons, contrairement à ce que pensait son fils, lui arrivaient bien. Au lieu de les recevoir sous forme d'enseignement, il les recevait sous forme de douleur. Ce matin encore, si le jeune homme eût pu déchiffrer entièrement ce cœur du chef d'une famille si atteinte, il fût demeuré effrayé de constater que les mots par lesquels ce père au désespoir avait fait l'éloge de sa femme étaient un sublime mensonge, pour la défendre contre les sévérités de son fils. Joseph Monneron, qui n'avait jamais jugé son Anna, quand il s'agissait de lui, venait de la juger à propos de sa fille, et de comprendre, aussi clairement que Jean, que ce silence de Julie était la condamnation de sa mère. Cette impression qu'il ne devait jamais dire, ni même s'avouer, était le symbole exact du travail qui allait s'accomplir en lui. Tant qu'il avait été seul en question, les démentis infligés par la vie à ses idées n'avaient pas compté. C'était la vie qui avait tort, et il l'avait bravée, — stoïquement, à l'antique, — au lieu de redresser ses idées d'après elle. Il avait pu, par exemple, lui, le passionné d'égalité, vérifier par sa propre expérience le mensonge de cette formule, la plus séduisante de son programme idéal : Toutes les carrières ouvertes à tous. A cinquante ans passés, le professeur sans fortune gagnait juste de quoi joindre les deux bouts avec ses charges et il pliait sous le poids de la besogne et des répétitions supplémentaires sans avoir jamais pu prendre un congé pour écrire un livre. Qu'est-ce que cela prouvait ? Qu'il devait tendre son âme et peiner jusqu'à la fin, en bon citoyen, voilà tout. Il n'en concluait pas que la formule était fausse. — Il voyait autour de lui des collègues, qu'il avait connus bonapartistes fougueux avant 70, conservateurs décidés sous le Maréchal, opportunistes ardents sous Gambetta, socialistes magnanimes aujourd'hui, et patrons d'universités populaires, obtenir de hautes sinécures grassement rétribuées, passer à leur cou des cravates de commandeurs, figurer dans le haut monde officiel, tandis qu'il continuait, lui, l'ouvrier de la première heure, à s'échiner sur des copies d'élèves, avec un pauvre petit bout de

ruban rouge à sa boutonnière, octroyé sous le ministre Barentin ! Cette expérience le laissait parfaitement convaincu que le régime démocratique a, sur l'autre, cet incontestable avantage que l'on arrive par son seul mérite ! — Des politiciens brouillons bouleversaient les programmes de l'enseignement secondaire. D'année en année, lui, le fervent des lettres latines et grecques, il voyait le niveau des études baisser, et s'avilir la jeune intelligence française. Il n'en concluait pas que le nombre n'est pas la compétence et que faire gouverner un pays avec les élus du suffrage universel, autant dire par une majorité de charlatans, issue d'une majorité d'ignorans, c'est le dégrader !... Et ainsi du reste. Et voici que le crime d'Antoine et la faute de Julie venaient soudain de lui montrer, à côté de son propre malheur, celui de ses enfans. La phrase naïve qu'il avait prononcée, en apprenant à son fils Jean la première dénonciation de M. Berthier contre Antoine : « J'étais si fier de ma nombreuse famille !... » correspondait à des choses bien profondes dans son pauvre cœur. Obligé, par l'évidence, de considérer son propre sort comme trop peu conforme aux attentes de sa jeunesse, il avait reporté tout son espoir de bonheur sur sa fille et sur ses fils. Il les avait vus, par avance, établis dans des positions sûres, participant à l'activité d'une France de plus en plus façonnée d'après les « immortels principes. » Par une de ces étonnantes illusions d'optique, comme en produit le fanatisme idéologique, après avoir éprouvé, par lui-même, combien une carrière emprisonnée dans les cadres administratifs comporte de déboires, il construisait, pour cette fille et ces fils, des romans de fonctionnaires heureux... Le réveil avait été terrible. Mais l'éclat de cette colère ne devait pas, ne pouvait pas durer. Ce père insensé, mais si magnanime, aimait trop, lui, véritablement les siens pour que, une fois le premier moment d'indignation passé, un plaidoyer en faveur des deux enfans coupables ne sortit pas de cette tendresse. Quel plaidoyer, sinon celui que Jean avait essayé ? Devant des actions que le sens moral ne saurait justifier sans se nier lui-même, à quels motifs d'indulgence faire appel ? Aux circonstances, au milieu, aux erreurs de l'éducation... Mais ces circonstances, c'étaient celles mêmes où Joseph Monneron avait fondé sa famille, ce milieu, c'était l'atmosphère de croyance où il respirait, cette éducation, c'était la mise en œuvre des principes mêmes sur lesquels toute sa foi reposait... Si modéré que Jean eût été dans

l'expression de sa pensée, il en avait trop dit pour que le professeur jacobin n'eût pas démêlé nettement dans l'esprit du jeune homme une condamnation, non pas de son caractère, mais de ses plus intimes convictions. La seule atténuation des hontes de son fils et de sa fille était dans l'erreur des doctrines où il avait toujours voulu voir la révélation d'une humanité nouvelle... Tout de suite, à peine Jean sorti de la chambre, ce dilemme s'était imposé à l'esprit du père; et tout de suite aussi, il s'était rebellé contre des hypothèses au fond desquelles il discernait vaguement cette affirmation qu'il avait manqué sa vie, non seulement pour lui-même, mais pour les siens, qu'il n'avait pas créé une famille, et plus au fond encore, qu'ayant toujours agi dans les données de la France moderne, cette France s'était trompée en lui. Déjà il s'acharnait à se démontrer qu'il n'y avait pas une nécessité de conséquence entre les faux et les vols commis par son fils aîné, ou la déchéance de sa fille, d'une part, et, d'autre part, les théories d'après lesquelles il les avait élevés :

— Ah! se disait-il, que ce sont bien là les idées de ce Fer-rand! Je les ai reconnues. Il les a données à mon pauvre Jean, et le malheur veut que les faits semblent les justifier... Des déplantés? Des déracinés? Qu'est-ce que ces mots signifient? C'est la contre-révolution et son éternel travail, sous une nouvelle forme. Y a-t-il moins de crimes à la campagne, parmi les paysans qui n'ont jamais quitté leur sol? Un garçon de vingt-cinq ans devient amoureux d'une gueuse, et il vole. Une fille naïve écoute un scélérat. Elle se laisse tromper. Et après?... Mais il s'agit de nier le Progrès et de célébrer la Coutume. Tout leur est prétexte... L'absence de milieu? Qu'est-ce que cela veut dire encore? Que l'on voudrait rétablir les préjugés, reconstituer des castes, arrêter la grande poussée d'en bas... L'absence de religion? Il a eu de la religion, ce brigand de Rumesnil. Son milieu à lui est bien établi. Il n'est pas un produit de notre démocratie. Et c'est de la boue... Non. Ils ont eu, tous deux, ce qu'ils pouvaient avoir pour devenir, elle, une bonne et brave femme, lui, un bon et brave homme, elle comme sa mère, lui comme moi... Ils n'en sont que plus criminels et ils le sont sans excuses, et seuls...

Tel était le raisonnement que le père malheureux se faisait, accoudé sur sa table de travail, entre l'*Eschyle* délaissé et les devoirs de ses élèves, vierges d'annotation. Ainsi rédigé et avec cette rigueur, il le considérait, et il n'avait pas tort, comme logi-

quement irréfutable. En même temps la secrète pitié qu'il commençait d'éprouver pour ses enfans lui en faisait sentir le sophisme. Il est bien exact qu'il n'y a pas de nécessité de conséquence entre certaines doctrines et certains actes. La preuve en était Rumesnil, — quoiqu'il fût bien, lui aussi, un produit d'un état social, où les privilèges de la naissance, n'étant plus doublés de droits et de devoirs correspondans, deviennent des instrumens de corruption. Il n'est pas moins exact que certaines doctrines augmentent et que d'autres diminuent la probabilité de certains actes. Il en est d'elles comme de ces mesures d'hygiène qui ne préservent pas nécessairement de la maladie, et qui, pourtant, représentent une défense que l'on ne saurait négliger. La Science des mœurs, cet ensemble d'observations et d'inductions que l'on pourrait appeler la Physique Sociale, ne semble pas, jusqu'ici, capable de conclusions absolues. Elle se résume en des indications empiriques et bien modestes, mais qui acquièrent une valeur singulière quand on se trouve devant un cas très précis. Pour continuer une comparaison d'un ordre tout humble, quel est le père qui, durant une épidémie de fièvre typhoïde, se pardonnerait, n'ayant pas surveillé l'eau bue par ses enfans, d'en voir un mourir de la contagion ? L'enfant eût peut-être été frappé avec la surveillance. Du moins, le père eût fait ce qu'il pouvait et devait. Il en va de même dans l'ordre des choses morales, quand nous nous heurtons à des malheurs qui avaient la chance d'être évités par quelques précautions. Nous nous démontrons bien que même ces précautions n'eussent pas été un remède d'une efficacité indiscutable. Il nous suffit de concevoir cette efficacité comme possible, pour que notre conscience nous reproche de n'y avoir pas eu recours. C'était cet obscur remords que la parole de son fils Jean avait éveillé dans l'âme de Joseph Monneron. Les démonstrations les mieux établies pouvaient d'autant moins en avoir raison qu'à reporter sur lui-même une part de responsabilité, il diminuait celle de ces deux misérables êtres, nés de son sang, et si tôt, si lamentablement abîmés dans l'irréparable. Ce malaise de conscience demeurait certes bien vague, et l'orgueil de la logique devait continuer à s'y opposer jusqu'au bout. Il était né cependant et il ne pouvait s'apaiser que par un retour passionné d'indulgence pour le fils voleur et la fille-mère.

Ce retour, que Jean n'avait pas espéré si prompt, avait déjà commencé quand, à midi, le professeur se fut assis à la table du

déjeuner, autour de laquelle, au lieu des quatre enfans qui s'y pressaient la semaine précédente, il n'y avait plus que lui, sa femme et un fils dont il craignait d'être séparé sur des points si intimes ! Quel repas, pris en vingt minutes, presque sans une parole, sous le regard effronté d'une bonne, engagée deux mois auparavant dans un bureau de placement, et qui avait trop écouté aux portes depuis la veille pour ne pas soupçonner la vérité ! Chez M^{me} Monneron, les domestiques ne duraient guère. D'habitude, le maître du logis, fidèle à son principe de « prendre les choses par le bon côté, » s'accommodait des nouveaux visages qui se succédaient dans son service, avec une philosophie qui manqua ce matin-ci. Il trouva à cette Pauline, grande et forte créature édentée, une mine de maison centrale, et il frissonna d'horreur à l'idée que cette gourgandine avait dû être la complice du roman criminel de Julie. En même temps, l'irritation dont il sentait sa femme possédée à son endroit redoublait sa tristesse. Il y voyait une preuve trop indiscutable de cette partialité envers Antoine qui avait été un des élémens de la perte du frère et de la sœur. L'un avait été trop et mal aimé par cette mère impulsive, l'autre trop peu. Enfin la seule présence de Jean évoquait trop vivement, après leur entretien, le souvenir de Ferrand, de l'ancien camarade, toujours détesté depuis tant d'années, jamais comme aujourd'hui. Cette vision du philosophe catholique endoctrinant son fils, essayant de le lui voler, — c'est ainsi qu'il traduisait cette besogne de propagande inexplicable à ses yeux, — fut si odieuse à cet homme aux abois qu'il en aurait crié de douleur.

— Il faut que je lui rende ces cinq mille francs, cet après-midi même, se disait-il en se levant de table. Je ne veux pas lui devoir cet argent... Et j'entends aussi lui faire sentir ce que je pense de son abus de confiance, lui qui a toujours prétendu ne pas faire de prosélytisme!...

Ce désir, ce besoin plutôt d'être quitte envers cet ennemi spirituel le dominait si fortement qu'il fit une action, pour lui tellement extraordinaire qu'il eût compté les fois où il se l'était permise depuis trente-deux années de vie universitaire. Il sortit, en laissant chez le concierge un mot d'excuse pour un élève qui devait venir à deux heures prendre une répétition. Il voulait exécuter sans retard un projet, ébauché dans sa tête, aussitôt qu'ayant su par M. Berthier le vol des cinq mille francs et leur restitution par Antoine, il avait soupçonné celui-ci d'un emprunt

ou d'une autre indécatesse. Toutes ses économies se réduisaient, on l'a déjà dit, à une assez grosse assurance sur la vie, destinée à sa veuve, en cas de décès. Il avait décidé de demander un prêt sur sa police. Il n'y avait pas une demi-heure qu'il s'était levé de table et il était dans les bureaux de la Compagnie, situés place du Théâtre-Français. Il en sortit pour monter en voiture et se faire conduire en grande hâte jusqu'à Passy, rue Cortambert, où habitait Barentin. L'employé préposé à ces sortes de transactions lui avait déclaré que les formalités d'un pareil emprunt exigeaient deux jours. Joseph Monneron avait donné les ordres en conséquence. Mais il lui était si pénible d'attendre ces quarante-huit heures qu'il allait demander à son coreligionnaire politique de lui avancer les cinq mille francs. Et, détail qui prouvait combien il avait fait du chemin, rien que dans ces deux heures, sur la voie du pardon, c'est à quinze mille francs et non à cinq qu'il avait fixé à la Compagnie le chiffre de son emprunt sur la police. L'emploi de ce surplus ne s'accordait guère au sévère programme de « vache enragée, » si rudement énoncé quelques instans auparavant. Il pensait déjà à aider son fils aîné à se relever ! Dans cette visite au député influent, il ne voulait pas seulement demander que celui-ci lui avançât de quoi s'acquitter envers Ferrand, le jour même. Il entendait le prier de faire une démarche pour obtenir à Antoine une concession dans quelque colonie, et les dix mille francs devaient déjà servir, dans sa pensée, aux premiers frais d'établissement de l'amant d'Angèle d'Azay, réhabilité, — il le voyait ainsi ! — par l'acceptation de l'exil et du travail.

L'intègre Barentin n'était pas chez lui. Il était parti la veille pour aller prononcer en province un de ces discours où son copain de l'École normale avait coutume d'admirer l'énergie de « convictions si hautes, défendues avec tant de désintéressement ! » L'élégance du vestibule du petit hôtel, tendu de tapisseries et garni de tableaux, avec sa cage d'escalier en bois sculpté, montant parmi les verdures, était là pour l'attester. Joseph Monneron était venu bien souvent dans cette coquette retraite du politicien doctrinaire et véreux, depuis que le traducteur de Kant, le prophète de la Solidarité, l'ami des déshérités, s'y était installé entre deux ministères. Avant cette visite-ci, jamais il n'était venu à la pensée du professeur de vraiment regarder le décor que le député de la Seine devait à « sa magnanime sollicitude pour toutes les causes généreuses, » comme disaient les journaux

de son parti. Le mot généreux n'a-t-il pas deux sens? Fallait-il que les révélations de ces derniers jours et les réflexions qui les avaient suivies eussent ébranlé le naïf Monneron, malgré tout, dans ses utopies profondes! Pour la première fois, ce luxe impudent du démagogue arriviste, qu'il avait connu pauvre petit professeur comme lui-même, froissa en lui une corde cachée. Ce fut au point qu'il repoussa le papier à lettres et l'enveloppe qu'un valet de chambre du meilleur style lui avait apportés sur sa demande. Il se contenta de déposer une carte sans y rien écrire, et il se retrouva dans son fiacre. Il consulta sa montre et vit qu'il était à peine une heure et demie. Il avait le temps de rentrer pour sa répétition. Il donna son adresse au cocher qui se mit en route pour gagner ce lointain quartier des Feuillantines à travers des rues auxquelles ce professeur ne prit pas garde d'abord, absorbé dans son ennui de ne pouvoir s'acquitter avec Ferrand avant deux ou trois jours... Pourquoi, à un certain moment, cette distraction parut-elle se transformer en un examen attentif du chemin suivi par la voiture qui, après avoir descendu l'avenue du Trocadéro et franchi la Seine au pont de l'Alma, se préparait maintenant à traverser la place des Invalides?... Pourquoi le cœur du père, tout à l'heure si implacable, commençait-il de battre plus fort à chaque tour de roue?... Pourquoi ses traits exprimaient-ils l'émotion poignante d'un homme déchiré entre deux volontés contradictoires?... Alors que le temps lui était mesuré s'il voulait être rue Claude-Bernard assez tôt pour recevoir encore son élève, pourquoi arrêta-t-il soudain le fiacre à l'angle de l'Esplanade et de la rue Saint-Dominique et se mit-il à suivre à pied une direction qui n'était pas celle de sa maison, en ralentissant et hâtant le pas tour à tour, s'arrêtant sur un banc et se reprenant à marcher?... La pensée que sa fille était étendue sur un lit de douleur, blessée, misérable, dans une des maisons du pâté que domine le dôme doré des Invalides, s'était emparée de lui lorsque l'antique hôtel construit par Mansart avait tout d'un coup profilé ses lignes, dans le cadre formé par la vitre de la voiture. Cette image avait tout emporté : l'indignation de l'honnête homme contre un si coupable mensonge, la révolte du bourgeois régulier contre la honte d'une séduction, la rancune du sectaire contre le démenti donné à ses principes d'éducation, tout enfin, tout, — excepté la tendresse passionnée du père!... C'était l'excès de son émotion qui par instans l'immo-

bilisait, tant il redoutait et désirait cette entrevue, la première depuis qu'il connaissait la faute de sa fille. Enfin il avait traversé la rue de Babylone... Encore un effort !... Il arrivait au coin de la rue Oudinot... Une question à un passant et il sonnait à la porte de la maison religieuse où le docteur Graux avait fait transporter Julie... Le temps de décliner sa qualité, et une des sœurs l'introduisait dans la chambre où la jeune fille le regarda entrer, plus pâle que les rideaux blancs qui faisaient un fond clair à sa blanche figure vide de sang, toute dévorée par ses yeux qui semblaient si grands. Il avait à peine passé la porte qu'elle savait qu'il savait tout et qu'il lui pardonnait :

— Ma fille !... lui disait-il, en gémissant, ma fille !... — Et la forçant de remettre ses bras sous les couvertures, comme à l'époque où elle était toute petite et où il lui arrivait de venir la border, le soir : — Ne parle pas, ne sois pas émue ! Ne te trouble pas !... Je suis venu, parce que je ne pouvais pas rester sans te voir, parce que je voulais te dire que tu dois vivre, que je t'exige, que tu dois t'appuyer sur moi, être bien sûre que je ne te manquerai jamais, jamais... Ne me raconte rien. Tu n'as plus rien à m'apprendre... Tu as tout expié !... Je lis ta misère sur ton pauvre visage. Mais aie confiance en ton père. Pourquoi ne l'as-tu pas eue toujours ?... Je ne suis pas venu te faire des reproches. Je suis venu pour que tu voies toi-même que tout est effacé, que je t'aime comme auparavant... — Et il continuait, prodiguant à son enfant déchue, dans cette chambre de douleur, toutes les phrases qu'il n'avait pas su lui dire, malgré tant d'affection, quand il eût encore pu la sauver ! C'est qu'alors, et durant de si longues années, son esprit systématique de théoricien avait dominé sans cesse ses rapports avec ses enfans, au lieu qu'au chevet de ce lit d'hôpital, il se retrouvait l'homme du peuple qu'il était resté dans le meilleur de lui-même, avec une sensibilité simple et vraie, jaillissante et pleine. Il n'eût jamais quitté Quintenas, le village natal et les sabots, qu'il n'eût pas couru avec d'autres sentimens auprès de sa fille, malade à l'hospice d'Annonay, la ville la plus voisine. Tandis qu'il parlait, des larmes coulaient sur les joues minces de Julie, de lentes et longues larmes, de suprême détente et de gratitude, d'adoucissement et de consolation, jusqu'à un instant où il lui dit : — Ta mère ne sait rien encore, ne t'en tourmente pas. Je me charge de tout lui apprendre. Sois sûre qu'elle pensera, qu'elle sentira

comme moi... Elle t'emmènera, quand il sera temps... Tu n'iras plus à Sèvres, voilà tout. Tu resteras chez nous, toujours, en donnant quelques leçons. Nous prendrons l'enfant à la maison quand il commencera de grandir, en le donnant comme celui d'un de nos parens de l'Ardèche. Personne ne saura la vérité que ta mère, ton frère Jean et moi... Et nous ne nous quitterons plus jamais...

Il la vit, avec stupeur, éclater en un sanglot presque convulsif, comme si le tableau de paix familiale qu'il évoquait devant elle lui faisait trop de mal, et elle répondait :

— Non, c'est impossible, papa, c'est impossible. Je ne peux pas rester avec toi, dans ton intérieur. Je dois te quitter, vivre seule, m'en aller de France, n'y plus rentrer, disparaître...

— Tu vois que tu manques de nouveau de confiance en moi, dit le père. Pourquoi dois-tu me quitter et vivre seule?...

— Parce qu'une fille-mère est une honte pour une famille, reprit-elle fermement, et que je ne peux pas imposer cette honte à quelqu'un qui a été si bon, si dévoué pour moi... Oui, insista-t-elle. Je pense à Jean, en ce moment, et à ce qui arriverait, si j'étais là, quand il se mariera... Ou il tairait ma faute à sa femme, ou il la lui dirait. Je le connais, il ne supporterait pas ce mensonge, et moi je ne supporterais pas qu'elle me regardât d'un certain regard. Non, mon père, je dois disparaître, aussitôt guérie...

— Mais Jean n'est pas marié!... répondit le père.

— Il le sera bientôt, repartit-elle.

— Qui te fait dire cela? demanda-t-il, est-ce que tu as reçu ses confidences?...

— Je sais qu'il aime quelqu'un, reprit-elle.

— Et qui? interrogea le père.

— Brigitte Ferrand, répondit Julie.

— Brigitte Ferrand?... répéta Joseph Monneron. L'accent avec lequel il avait prononcé le nom de la fille de son ancien camarade trahissait un saisissement si fort que Julie n'ajouta pas un mot. Le père se taisait aussi. De tous les écroulemens qui venaient de jeter à terre le château d'illusions où il se mouvait depuis des années, celui-ci était peut-être le plus inattendu, et, par certains points, le plus douloureux. Et il contemplait mentalement ces derniers décombres avec cette espèce d'épouvante qu'un de ses chers anciens, le passionné et tendre Virgile, a ramassée dans un de ces rejets dont le professeur aimait à souligner la beauté devant ses rhétoriciens émerveillés. C'est le

vers des *Géorgiques* où Orphée se retourne pour voir Eurydice :

*Immemor, heu! victusque animi respexit. Ibi omnis
Elfus labor...*

Qu'elle eût été à sa place à cette minute, cette citation, si le chef de famille qui voyait, lui aussi, « *le cœur vaincu... tout son effort perdu, répandu, jonchant le sol,* » avait eu la force d'emprunter au génie antique une expression de ses sentiments ! Il avait pu, tout à l'heure, et lorsque Jean lui avait énoncé des idées visiblement prises à l'auteur de *la Science et la Tradition*, espérer que ce n'était là qu'une influence passagère. Un mariage avec la fille de cet homme, c'était toute l'intelligence de son fils aliénée de la sienne pour toujours, son fils dans le camp ennemi, définitivement, irréparablement ! En même temps, il se rappela leur conversation de ce matin, la souffrance empreinte sur le visage du jeune homme, quand lui-même s'était livré à cette violente sortie contre son ancien camarade d'école. Et Jean ne l'avait pas arrêté ? Il n'avait pas saisi cette occasion de dire son secret ? Il n'avait pas eu plus d'ouverture de cœur pour son père que n'en avaient eu Antoine et Julie, moins encore ? Car ceux-ci avaient eu, pour se taire, ce motif qu'ils étaient dans le mal. Devant cette évidence d'une méfiance de l'enfant de son esprit, de celui qu'il préférait dans le plus intime de lui-même, cet homme, si sensible, sous son masque d'idéologue, eut le cœur de nouveau percé, et, se laissant aller à penser tout haut, il demanda : — Mais pourquoi ne m'en a-t-il jamais parlé ? Ce matin encore, le nom de Ferrand a été prononcé entre nous, à propos d'une dette contractée pour ton frère... Comment ne m'a-t-il rien dit ? Es-tu vraiment sûre qu'il aime cette jeune fille, ou le crois-tu seulement ?...

— J'en suis sûre, répondit Julie, qui ajouta, suppliante : — Ne lui dis jamais que je t'ai appris ce qu'il te cachait... Tâche qu'il te le dise, et moi, tu vois bien, s'il fait ce mariage, que je ne peux pas y être... Si les Ferrand soupçonnaient la vérité, eux, des gens si sévères, jamais ils ne consentiraient. Il faut que je disparaisse... *Il y en aura au moins un d'heureux !*

Elle n'eut pas plutôt prononcé cette parole qu'elle en sentit la cruauté, et elle prit la main de Joseph Monneron avec un regard qui l'excusait de ce qu'elle avait osé dire. Elle ne l'avait pas moins dit, et quand la garde-malade, qui s'était éloignée pour laisser

toute liberté à leur entretien, fut revenue les avertir que le temps accordé à chaque visite, d'après l'indication du médecin, était écoulé, ce fut ce mot que le père emporta, comme une pointe fichée et brisée dans son cœur : « *Il y en aura au moins un d'heureux!* » — Avoir travaillé, comme il avait fait, plus de quarante ans de sa vie, depuis sa lointaine entrée au collège de Tournon jusqu'à maintenant; s'être refusé tous les plaisirs, jusqu'aux plus modestes, jeune, par ferveur d'étude, plus avancé dans la vie, par dévouement pour les siens; avoir toujours suivi l'inspiration de sa raison dans les actions importantes ou petites de sa vie; s'être associé, sans calcul, au mouvement de son pays et de son époque; avoir établi ainsi sa famille dans des conditions d'absolue sincérité, — et entendre un des membres de cette famille dénoncer la banqueroute de cette longue carrière, d'une seule petite phrase, dont on sent soi-même la vérité au point de ne pas même la relever, — quelle misère! En se retrouvant sur le trottoir de la rue Oudinot, seul avec sa pensée, Joseph Monneron tomba dans une mélancolie plus profonde encore. « *Au moins un d'heureux!...* » il se redisait ces mots contre lesquels il ne pouvait protester qu'en essayant de réparer ce qu'il pouvait réparer. S'il en était ainsi, — et il en était ainsi, — qu'avait-il à faire pour que les désastres intimes résumés dans ce soupir, échappé à Julie, fussent compensés dans la mesure où il dépendait de lui, en admettant qu'il en fût responsable à quelque degré?... Au sujet d'Antoine, sa résolution était prise : dès le lendemain, il retournerait rue Cortambert. C'était bien le moins que Barentin, auquel il n'avait jamais rien demandé, lui obtint la concession, soit au Tonkin, soit à Madagascar, à laquelle il avait pensé. Les dix mille francs de capital qu'il mettrait à la disposition du jeune homme achèveraient de l'acquitter vis-à-vis de ce fils. Antoine pouvait encore être heureux, — s'il le *voulait*... Au sujet de sa fille, le père n'était pas moins ferme dans sa décision de la garder auprès de lui, toujours. Elle ne devait plus penser à se marier maintenant, mais seulement à racheter sa faute par le dévouement de sa maternité. Elle le comprendrait à la réflexion et que le seul endroit, de vraie protection, où elle pût élever son enfant, était le foyer paternel. Elle ne serait jamais heureuse, mais elle ne serait plus si malheureuse!... Il restait Jean, — car la révolution en train de s'accomplir dans les sentimens du père irrité n'allait pas jusqu'à lui faire concevoir l'idée d'un total changement d'éducation

pour le petit Gaspard. — Il restait Jean... « *Il y en aurait au moins un d'heureux!*... » C'était à propos de lui que Julie s'était exprimée de la sorte. Si elle avait eu raison, il ne s'agissait plus pour lui, comme pour les deux autres, de réparer une vie déjà ruinée. Il s'agissait d'instaurer un vrai, un jeune bonheur... A quel prix? Le père de famille qui venait de découvrir dans son cœur des sources jaillissantes de tendresse et d'indulgence pour Antoine, même après ses escroqueries; pour Julie, même après sa séduction, s'étonnait de se sentir soudain tendu de nouveau jusqu'à la sécheresse, au sujet de l'avenir de son fils le plus aimé. La révélation de Julie sur l'amour supposé de son frère se traduisait par une évocation, — la seconde depuis quelques heures, — de ce Victor Ferrand qui lui représentait tout ce qu'il combattait avec passion depuis que sa pensée s'était éveillée à la liberté. Le souvenir de cet ennemi de ses plus ardentes convictions lui était si douloureux qu'il s'efforça de le chasser : « Julie se prétend sûre que Jean aime cette jeune fille, se disait-il, qu'en sait-elle vraiment? » Il se trouvait, au moment où il se formulait cette question, à l'extrémité de la rue de Babylone et au square du Bon-Marché. Il traversa cet étroit jardin, et commençait de s'engager dans le labyrinthe des rues qui le conduisaient au Luxembourg et de là chez lui. Puis tout d'un coup, tournant le dos à la direction de sa propre demeure, il se mit à marcher hâtivement du côté de la place Saint-Sulpice et de la rue de Tournon, et voici le monologue intérieur qui se prononçait en lui :

— Jean aimer la fille de Ferrand? se répétait-il. Qu'en sait Julie? Elle peut se tromper. A moins que?... S'il y avait là un complot?... Que Jean soit influencé par Ferrand, cela est certain. Je l'ai senti tout à l'heure. Cela ressemblerait pourtant bien aux procédés chers aux jésuites que cet endoctrinement au moyen d'une femme. (On ne s'intoxique pas impunément, des années durant, de journaux de combat, et le professeur radical avait tant lu d'articles dénonçant les sourdes menées de l'Église qu'il en était arrivé à croire sans hésiter aux pires machiavélismes quand il s'agissait d'un clercal, fût-ce d'un universitaire comme lui.) Ils recrutent leurs victimes comme ils peuvent. Ferrand aura vu un jeune homme de talent. Il l'aura attiré chez lui avec d'autant plus de plaisir qu'il était le fils d'un adversaire déclaré. Il aura remarqué que Jean s'intéressait à sa fille et il se sera servi de cet appât pour le gagner... Mais est-ce possible?... Et pour-

quoi non?... Quant à un mariage, c'est autre chose. Un mariage? Ferrand ne peut pas en vouloir. Il sait que Jean n'a aucune fortune. Ces gens-là sont trop intéressés. S'ils ne l'étaient pas, ils seraient avec nous. Et puis, il faudrait que Jean se fit catholique. Il est libre... Lui catholique? Cet amas de grossières superstitions admis par cette belle intelligence que j'ai vue grandir, que j'ai formée? Est-ce possible?... Ce qui est possible, ce qui est probable, c'est que cette petite aura été coquette avec lui, qu'il se sera laissé prendre à ce jeu et que l'autre en aura profité... Elle est donc bien séduisante? Comment est-elle?... J'ai dû la rencontrer avec son père. Je ne me la rappelle pas... Pauvre Jean, si droit, si simple, si vrai, pourvu que cette fille et ce père ne se soient pas amusés de lui! Pour la bonne cause tout leur est permis : *A. M. D. G.*... Il lui a pourtant prêté ces cinq mille francs. Qu'est-ce que cela lui coûtait? Il est riche, et il était bien sûr que cet argent lui serait rendu!... Ah! que j'aurais voulu le rendre aujourd'hui! J'aurais eu un prétexte pour aller chez lui... Si j'y allais? N'en ai-je pas un? Mon fils lui a emprunté une grosse somme. Je l'ai appris. Je suis le père. Je viens l'en remercier. C'est une démarche plus que permise, obligatoire. L'en remercier?... ou le lui reprocher... Car une demande comme celle-là exige que l'on avertisse le chef de la famille, surtout entre collègues!... C'est mon droit de parler à Ferrand très net là-dessus et de me plaindre, courtoisement, mais fermement, d'autant plus que je peux lui annoncer que la dette sera réglée dans trois jours... Ce délai même, dont je lui dirai la raison en lui rappelant, — il la savait pourtant, — ma pauvreté, lui fera sentir qu'il ne devait pas avancer une somme pareille à un jeune homme sans capital... Oui, j'irai, et tout de suite.

Dans le tumulte de cette méditation passablement incohérente, comme on voit, le promeneur avait soudain exécuté cette volte-face qui, en un quart d'heure, le conduisit à la porte du père de Brigitte. Qu'il se rappelât l'adresse précise de Victor Ferrand, alors que les deux professeurs échangeaient simplement une carte au jour de l'an, c'était une preuve de plus de l'attention qu'il prêtait, presque malgré lui, aux moindres gestes de son ancien camarade d'École normale. L'aspect de la vieille demeure parlementaire, dont son fils avait toujours tant aimé la sévérité surannée, acheva d'irriter Joseph Monneron. Quel était le sens exact de la démarche qu'il accomplissait en ce moment? Lui-

même n'aurait pas su le dire. Cette incertitude se résolvait dans un état d'hostilité presque violente contre l'hôte de ce silencieux logis, en même temps que le besoin d'avoir avec lui une explication décisive au sujet de Jean grandissait à chaque marche du monumental escalier de pierre. L'idée que son fils les avait montés et descendus, ces degrés, d'innombrables fois, à son insu, — avec quels sentimens ? — l'agitait d'une fièvre. Il ne s'était pas arrêté à la loge du portier, de peur de se heurter à une consigne. Quand le domestique qui vint à son coup de sonnette lui eut répondu que M. Ferrand n'était pas à la maison, il insista, en priant que l'on fit passer sa carte, et son désappointement devant une dénégation persistante fut si visible que cet homme lui offrit d'aller s'enquérir quand son maître rentrerait :

— Mademoiselle le saura probablement, dit-il.

— Mademoiselle est là ? fit Joseph Monneron. Voulez-vous lui demander si elle peut me recevoir une minute ?...

Il avait parlé dans un mouvement d'impulsion irréfléchi, qui se changea en une véritable souffrance de timidité lorsqu'il fut introduit, quelques instans plus tard, dans le cabinet de travail du philosophe, où le portrait d'Arnaud d'Andilly suspendu au mur, entre deux corps de bibliothèque, ennoblissait toujours la pièce de sa méditative gravité, et les hautes fenêtres l'emplissaient toujours de leur belle lumière paisible. Dans ce décor de vieilles boiseries et de vieilles reliures, où le vaste bureau chargé de papiers attestait l'assiduité du philosophe, la grâce jeune de Brigitte Ferrand devait saisir le pauvre tâcheron d'enseignement, qui était aussi le père de Julie, d'une impression presque poignante. Le contraste était trop fort entre sa destinée de fonctionnaire improvisé, si précaire, si harcelé de soucis matériels, et le tranquille loisir intellectuel qu'avait assuré à son collègue le long passé bourgeois de son opulente famille. Trop cruelle aussi l'antithèse entre la fille séduite parce qu'elle avait été mal élevée, mal surveillée, mal entourée, que le professeur pauvre venait de quitter sur son lit de douleur, et la pure, la fine créature qui le recevait, toute frémissante, ses prunelles bleues remplies d'une si touchante émotion, ses joues empourprées d'une rougeur qu'accentuait l'éclat de ses beaux cheveux blonds. Brigitte s'était levée d'une table mobile où une machine à écrire montrait ses touches de minuscule piano. Une feuille y était encore engagée. Un manuscrit, placé à côté, révélait l'occupation d'humble

et dévouée secrétaire à laquelle la charmante enfant s'assujétissait, avec la ferveur admirative que lui donnait la contemplation de la pensée du Bonald moderne dont elle portait le nom, dont elle avait hérité l'âme et les convictions bienfaisantes. La visite du père de Jean, du jeune homme qu'elle aimait et par qui elle se savait aimée, l'avait bouleversée à un tel point que la voix lui manquait presque pour répondre à la question du visiteur aussi troublé qu'elle.

— Je me suis permis d'insister, mademoiselle, disait celui-ci, parce que je tiens absolument à voir monsieur votre père aujourd'hui... J'ai pensé que vous sauriez peut-être à quelle heure j'aurais le plus de chances de le rencontrer...

— Mais tout de suite, fit Brigitte. Il est sorti après le déjeuner pour aller jusque chez ma sœur, rue Notre-Dame-des-Champs. Je m'étonne même qu'il ne soit pas encore rentré.

Il y eut un silence entre eux. Ignorante des événements tragiques, qui s'étaient passés dans la famille Monneron depuis ces huit jours, Brigitte avait tout de suite rapporté cette visite du père de Jean à l'entretien solennel que son père, à elle, avait eu avec le jeune homme, précisément l'autre jeudi : Jean avait parlé à M. Monneron, et celui-ci venait apporter la réponse définitive qui devait fixer à jamais son bonheur ou son malheur, et, pour son esprit si profondément, si passionnément religieux, quelque chose de plus encore. Elle était trop croyante pour ne pas espérer que cette réponse serait favorable, ayant tant prié. On se rappelle le naïf soupir où s'était épanchée sa foi : « C'est comme si j'avais reçu une promesse!... » Mais elle était aussi trop éprise pour ne pas craindre cette éternelle menace du sort que tous les amoureux de tous les temps ont toujours sentie peser sur leur tendresse. Et maintenant elle la voyait devant elle, cette menace, dans la physionomie de cet homme qui la regardait avec des yeux où elle discernait un trouble trop profond pour n'en pas rester déconcertée. Cette comparaison de sa propre destinée avec celle de Victor Ferrand, de son enfant et de Brigitte, était trop amère à Joseph Monneron. Le sentiment d'hostilité avec lequel il était venu en était encore accru. Mais comment fût-il demeuré insensible au charme émané de cette délicate fleur, de cette vierge au front éclairé de pensées? Il y a chez les hommes dont la jeunesse fut très chaste et qui ont toujours respecté les femmes, un sens exquis de la jeune fille, de sa grâce et de sa poésie.

Comment celui-ci n'eût-il pas été remué jusqu'à l'âme par l'idée que cet adorable visage était celui dont s'enchantait le premier amour de son fils? Ce mélange d'aversion et d'attendrissement frémissait dans l'accent qu'il eut pour dire une phrase bien banale. Dans les situations comme celle où se trouvaient ces deux êtres vis-à-vis l'un de l'autre, même les formules convenues de politesse se chargent, par la seule situation, de sympathie ou d'antipathie :

— Si vous le permettez alors, mademoiselle, j'attendrai... Je vous ai interrompue et je vous prie de ne pas tenir compte de ma présence...

— Mon travail n'est pas bien pressé, dit Brigitte; j'étais en train de transcrire quelques pages pour mon père...

— Vous lui servez de secrétaire?... demanda Joseph Monneron.

— De copiste, simplement, rectifia-t-elle.

— Est-ce que Ferrand prépare un nouveau livre? interrogea-t-il.

— Un livre?... Non, c'est la seconde partie de son étude sur le cardinal Newman qui a commencé le mois dernier dans... Et elle nomma un des périodiques les plus connus parmi ceux qui ont eu, durant ces dernières crises, le courage de défendre la cause sacrée de la conservation sociale en face de la sauvagerie des révolutionnaires d'en bas, et de la mauvaise foi ou de l'iluminisme de ceux d'en haut.

— Je n'ai pas lu ce premier article, fit Joseph Monneron; d'ailleurs, mademoiselle, je ne suis pas dans les idées de cette Revue. Je ne la vois jamais...

— N'y aurait-il pas grand intérêt cependant, hasarda la jeune fille, à ce que les adversaires de bonne foi se connussent mieux? Si vous la lisiez, vous constateriez, monsieur, comme on s'efforce d'y être impartial...

— On ne peut pas être impartial dans des temps de combat, répondit le jacobin. Je dirais même qu'on ne doit pas l'être. Que chacun choisisse son camp, et qu'il s'y tienne... Je ne demande pas l'impartialité. Et je ne l'accorde pas...

Il avait dit ces quelques mots du ton âpre et dur qu'il avait dans ses minutes sectaires. Brigitte Ferrand était si peu habituée à rencontrer des ennemis de ses intimes croyances, et les moindres paroles de cet ennemi-là étaient pour elle, en ce moment, d'une telle importance! Elle sentit ses joues plus brûlantes

encore, son cœur battre à coups si pressés qu'elle en étouffait. Elle fit le geste de prendre sa machine à écrire, comme pour la transporter dans une autre pièce; en réalité pour se donner une contenance. Elle tremblait tellement qu'elle put à peine la soulever. Elle dut la reposer sur la table et s'asseoir elle-même, afin de ne pas tomber. Ces signes d'un si profond saisissement donnèrent à Joseph Monneron un remords de la phrase tranchante par laquelle il venait de brutaliser cet être fragile, dont cette émotion en sa présence révélait trop le sentiment. Il fit un pas vers elle, et d'une voix maintenant toute changée :

— Pardonnez-moi, mademoiselle, balbutia-t-il, si je vous ai froissée...

— Vous ne m'avez pas froissée, monsieur,... essaya-t-elle de répondre. Ce soudain changement de manières chez son interlocuteur achevait de la bouleverser. Pour une seconde, elle ne fut plus maîtresse de ses nerfs trop ébranlés, et elle eut des larmes au bord des yeux. Joseph Monneron les vit se former dans l'azur de ces douces prunelles, puis mouiller ces beaux cils dorés et couler sur ces joues brûlantes. Son émotion, à lui, aussi, était au comble. Une fois de plus, le père l'emporta sur l'homme aigri et fanatique. Il vit distinctement le bonheur de son fils dans la tendresse passionnée de ce cœur si pur, et, tout bas, comme s'il eût eu peur lui-même de la question qu'il osait poser :

— Vous l'aimez donc?... lui demanda-t-il... Vous l'aimez?...

Elle le regarda avec des yeux où passait une terreur, et aussi une joie profonde; subite, inespérée, presque folle. Elle devint, pour un instant, d'une pâleur de morte; puis tout à coup, la pudeur de ce plus intime secret de son âme ainsi dévoilé lui mit de nouveau tout son sang au visage, ses paupières s'abaissèrent sur ses yeux et, se levant de sa chaise, elle s'échappa de la pièce, avant que Joseph Monneron eût pu même songer à la retenir... Il était encore là immobile, comme stupéfié, tout bouleversé lui aussi de cette scène muette et si éloquente, lorsque le maître de ce paisible asile de travail, le manieur d'âmes auquel il était venu disputer son fils, Victor Ferrand lui-même, entra dans la bibliothèque. Le « Bonjour Monneron... Bonjour Ferrand... » que les deux camarades d'École échangèrent fut prononcé de la même voix qu'ils avaient jadis pour s'aborder dans la cour de la rue d'Ulm, avant 1870 — et l'on était en 1900! Le timbre et l'intonation sont, avec le regard et le geste, ce qui change le moins

à travers les années, et ce fut aussi de cette même voix, évocatrice des si lointaines discussions d'idées par lesquelles ils avaient préludé à leur départ pour la vie, que le père de Jean dit au père de Brigitte :

— Ferrand, j'ai su que tu avais prêté de l'argent à mon fils, une somme importante... Je voulais te dire qu'elle te sera rendue dans trois jours, je ne peux pas plus tôt; te remercier et te faire des reproches de ne pas m'avoir averti... Mais il ne s'agit plus de cela, continua-t-il, sur un geste de l'autre, il s'agit de ce que je viens d'apprendre, et qui est trop grave pour que je ne t'en parle pas... Ferrand, je fais appel à tous nos souvenirs de jeunesse. Je te demande de me répondre avec une franchise absolue, comme je t'interroge. Tu reçois mon fils Jean. Il est sans cesse chez toi... As-tu remarqué qu'il s'intéresse à ta fille?...

— Il l'aime, répondit Ferrand après une seconde d'hésitation causée par la surprise. Je le sais.

— Et tu sais qu'elle l'aime? demanda Joseph Monneron.

— Oui, reprit Ferrand, et ton fils le sait aussi. C'est moi-même qui ai cru devoir le lui apprendre quand il est venu la demander en mariage...

— Il te l'a demandée en mariage, s'écria Monneron, et tu l'as laissé faire une pareille démarche?... Tu ne lui as pas dit qu'il aurait dû m'en parler d'abord?... Et il n'a pas eu de lui-même ce besoin de se confier à moi, gémit-il douloureusement, de me traiter comme son ami, son meilleur ami!... Ah! il ne m'aime donc pas!...

— Ne dis pas cela, interrompit l'autre vivement; ne le pense pas, Monneron... Jamais il ne t'a donné une preuve d'affection plus grande... Il a reculé devant la cruauté de mettre ton cœur à une certaine épreuve... Je ne t'en aurais jamais parlé... Mais tu as raison, je te dois d'être entièrement, complètement sincère avec toi... Tu connais mes idées, continua-t-il, après une nouvelle hésitation. Elles sont celles de Brigitte. Le mariage, pour moi, n'est pas seulement un contrat social; c'est un sacrement. J'ai répondu à Jean que je ne donnerais ma fille qu'à un catholique... Il connaissait tes principes. Il a eu peur du chagrin qu'il te causerait, et il a sacrifié son amour à son culte pour toi... Dis encore qu'il ne t'aime pas!...

— Mais je ne l'accepte pas, ce sacrifice, répondit Joseph Monneron. La subite intrusion du problème religieux dans cet

entretien avait soudain réveillé en lui l'idéologue et le partisan. Non, répéta-t-il, d'un accent âpre maintenant, je ne l'accepte pas. Mon fils est libre, il le sait. Je le lui ai toujours dit, et encore ce matin. Le jour où il viendra me déclarer : Je suis catholique, je ne lui adresserai pas un reproche, pas une objection. C'est la différence entre nous, Ferrand ; je respecte trop les droits de la conscience pour me permettre de faire une question de sentiment de ce qui doit rester une question de raison... Je n'ai pas à juger ton opinion sur le mariage, mais tu me permettras de te le dire, parce que je le pense : Tu n'avais pas le droit d'exercer cette pression sur l'esprit de cet enfant, au nom de son cœur. Tu n'en avais pas le droit.

— Aussi ne l'ai-je pas fait, répondit Ferrand sur un ton aussi âpre. Quoiqu'il se dominât plus que Monneron, lui aussi était atteint au vif de ses plus profondes certitudes. Ce n'était pas contre sa personne, c'était contre sa foi que son ancien camarade venait de porter cette accusation. Une ombre de fierté indignée passa sur son puissant visage, auquel la disparité de ses yeux donnait, lorsqu'il était ému, une physionomie si frappante : -- Quand j'ai parlé à ton fils, comme je lui ai parlé, continua-t-il, je le croyais catholique d'intelligence et de cœur, et qu'il n'hésitait que devant une dernière démarche. Je me suis cru le droit de presser cette dernière démarche, et je l'avais. Je m'étais trompé, et si je persiste à penser que la crainte de te peiner a été pour beaucoup dans ses hésitations, je les ai trop vues pour ne pas reconnaître qu'elles tiennent aussi aux derniers doutes de son intelligence... Alors je me suis fait un scrupule de la condition que je lui avais imposée. J'ai senti ma fille malheureuse. Lui-même, quand il est venu pour cet argent, il m'a fait une telle pitié !... J'ai écrit à Rome, le jour même de sa visite, pour savoir s'il me serait permis de marier ma fille religieusement à quelqu'un qui n'appartiendrait à aucune religion. J'ai reçu la réponse ce matin... Je ne t'attendais pas. Lis...

Il prit dans un des tiroirs de son bureau une enveloppe qu'il tendit à l'ennemi de tous ses croyances. Elle portait un large cachet de cire rouge, sur lequel étaient empreintes des armes surmontées d'un chapeau de cardinal. La lettre que contenait cette enveloppe commençait ainsi : *« Cher Monsieur, j'ai puisé mes renseignements aux meilleures sources sur la question que vous me posez, et voici la réponse que vous pouvez considérer comme cer-*

tain. La dispense dont vous me parlez est tout à fait extraordinaire et n'est point accordée par la Daterie ni par la Sacrée Pénitencerie. Il est possible de l'obtenir de la Congrégation du Saint-Office, pour les raisons que fait valoir votre lettre. J'ai commencé des démarches dont vous pouvez considérer, dès aujourd'hui, l'heureux aboutissement comme certain. Le mariage devra être fait à la sacristie et sans solennité, avec promesse, bien entendu, que la partie chrétienne exercera librement son culte et que les enfans seront baptisés... » Et des détails suivaient, que Joseph Monneron parcourut seulement du regard. Il en avait assez lu pour comprendre à quel degré il venait d'être injuste. Cette générosité d'un homme, dont il détestait l'intelligence au point d'avoir toujours suspecté son caractère, le confondait. La nouvelle preuve qu'il découvrait à la fois du dévouement filial de Jean, et en même temps du travail religieux accompli en lui, l'attendrissait à la fois et le désespérait. Et par-dessus tout, il apercevait distinctement cette affreuse évidence : ce fils si bon, si intelligent, dont il n'avait jamais reçu que des joies, aimait. Il était aimé. Le père de la jeune fille consentait à ce mariage, il le désirait, il l'offrait, et ce mariage allait être rendu impossible!... Il fallait que lui, Joseph Monneron, répondît à ce que venait de lui dire Ferrand et qui signifiait nettement : « Nos enfans seront heureux l'un par l'autre, unissons-les, et tout de suite... » L'honneur voulait que cette réponse fût donnée en toute vérité. Ferrand avait décidé d'accorder sa fille à Jean, mais quand il ignorait le double drame qui venait d'atteindre les Monneron dans Antoine et dans Julie. Au moment de lier pour toujours leurs deux familles, le chef de l'une pouvait-il cacher au chef de l'autre des faits de cette gravité? L'homme intègre et probe qu'était Joseph Monneron n'eut pas plutôt aperçu ce devoir qu'il en sentit en même temps l'humiliation et l'amertume, mais aussi qu'il ne se pardonnerait pas de s'y être dérobé. Peut-être, — car s'il avait les défauts d'un sectaire, le professeur radical avait l'ardeur et la sincérité d'un croyant désintéressé, — peut-être éprouva-t-il le besoin, trouvant l'autre si délicat, si noble de sentimens, de lui prouver que sa doctrine le rendait, lui aussi, capable de tous les scrupules et de toutes les énergies de la conscience? Toujours est-il qu'il rendit au père de Brigitte la lettre au timbre de Rome, et il lui dit :

— J'ai eu tort dans mon reproche de tout à l'heure, Ferrand.

Je le reconnais et je m'en excuse... Tu l'es conduit admirablement avec mon fils; mais ce mariage ne se fera pas.

— Tu t'y opposes encore? reprit Ferrand, avec une véritable détresse dans sa voix. Je ne peux pas aller plus loin...

— Ce n'est pas moi qui m'y oppose, répondit Joseph Monneron. C'est toi-même qui vas me demander d'empêcher que Jean ne renouvelle sa démarche... Le secret que je te confie est horrible à dire, poursuivit-il. Je le livre à ton honneur... Je te le dois, puisque tu consentais au mariage de ta fille avec mon fils, en faisant un tel sacrifice à ta conscience... Écoute, — et il avait saisi le bras de son ancien camarade, fébrilement. — Cet argent que cet enfant est venu te demander, son frère l'avait pris dans la caisse de la banque où il est employé. C'est pour le rendre que Jean te l'a emprunté, en me le cachant, pour ne pas me désespérer. Je ne l'ai su qu'hier, et qu'aujourd'hui sa démarche ici... Il y a pire, ajouta-t-il, après un silence : ma fille...

— Arrête-toi, supplia Ferrand avec une émotion aussi profonde que s'il se fût agi de ses propres enfans, et non de ceux d'un condisciple séparé de lui depuis tant d'années, et par tant d'hostilités. Je ne veux rien entendre de plus... Et gravement, solennellement, tendrement aussi : — J'ai toujours su que tu étais un grand honnête homme, Monneron, continua-t-il. Tu m'en donnes une preuve devant laquelle je ne peux que te répéter sans sous-entendus encore ce que je te disais tout à l'heure; en d'autres termes : Parle avec Jean. Rapporte-lui notre conversation, et, s'il est dans les mêmes idées, nous serons deux à lui donner le nom de fils...

Tandis que ces irréconciliables ennemis d'idées, tous deux au bord de la vieillesse, trouvaient ainsi dans leur commune tendresse pour leurs enfans et dans leur loyauté réciproque le terrain de rapprochement qui leur avait toujours manqué, une autre scène du vaste drame de guerre civile, dont la malheureuse France est le théâtre depuis un siècle, se jouait rue Claude-Bernard entre deux camarades aussi, tout jeunes ceux-là et au début de la vie, Jean Monneron et Salomon Crémieu-Dax. Et tous deux trouvaient aussi, non pas le remède à l'inexpiable discorde — il n'en existe pas — mais son adoucissement, son *humanisation*, si l'on peut dire, tout comme leurs aînés, dans la tendresse et dans la loyauté, ces profondes vertus qui maintiennent chaudes

et riches les sources vives de l'âme, même à travers les plus funestes erreurs. Le fondateur de l'*Union Tolstoï* était accouru, de très grand matin, voir son ami dont la disparition, la veille, et dans de telles circonstances, l'avait prodigieusement étonné. Il avait su qu'un domestique était venu chercher Jean Monneron, mais sans aucun autre détail. Il avait trouvé singulière la façon dont l'insolente Pauline lui avait dit que Jean n'était pas rentré. Il était allé chez Rumesnil, l'autre déserteur de l'*Union* dans cette terrible séance achevée sans voies de fait, — tout juste, car l'abbé Chanut n'avait pas pu placer un mot, et, pour qu'il sortit sans que les compagnons de Riouffol lui fissent un mauvais parti, il avait fallu appeler les sergens de ville! — Ce lamentable effondrement de son Université Populaire n'avait pas découragé le jeune Juif qui se mettait déjà en campagne pour reconstituer son comité. Il avait trouvé Rumesnil au lit, la main bandée, qui lui avait expliqué sa blessure par une imprudence commise en maniant une arme à feu. Crémieu-Dax en savait assez sur les mystères de la vie de ce douteux camarade pour avoir aussitôt établi en pensée un lien entre ce prétendu accident et le départ inexplicable du frère de Julie. Il était donc retourné rue Claude-Bernard l'après-midi, poussé par un double motif : l'inquiétude sur un ami pour lequel il éprouvait une affection si vraie, le désir d'acquiescer Monneron à ses projets de réorganisation de l'*U. T.* Rien que de voir la pâleur de Jean, ces yeux brûlés par l'insomnie, sa bouche amère, lui avait prouvé que ses pressentimens ne l'avaient pas trompé. Mais à ses premières et affectueuses questions sur sa santé et sur sa disparition de la veille, Jean avait répondu comme un homme si évidemment décidé à un absolu silence que l'interrogateur s'était arrêté. Puis, quand il avait abordé le point capital pour lui et parlé de l'*Union Tolstoï* :

— J'allais t'en écrire, lui avait dit Jean, et t'envoyer ma démission, si toutefois il y a encore une *Union* après les ignominies d'hier au soir et leur issue, telle que tu me la racontes. Toi-même, tu vas y renoncer...

— Moins que jamais, s'était écrié Crémieu-Dax, et toi non plus. Les officiers ne démissionnent pas sur le champ de bataille...

— A moins qu'ils ne reconnaissent qu'ils se sont trompés de drapeau, répondit Jean.

— Que veux-tu dire? interrogea l'autre.

— Que je me suis cru socialiste, reprit Jean avec fermeté,

et que je ne le suis pas ; que j'ai été un partisan de 89 et de la Révolution, que je ne le suis plus ; que toutes les idées dans lesquelles j'ai été élevé, et que j'ai acceptées comme indiscutables si longtemps, m'apparaissent aujourd'hui comme radicalement fausses. J'ai cru qu'il y avait une antinomie irréductible entre la Science et la Religion ; je vois entre elles un accord absolu. J'ai cru que la Démocratie était un progrès ; j'y vois une dégénérescence et une régression mentale... Mais tout cela tient en un mot : je suis décidé à me faire catholique.

— Te faire catholique ? s'écria Crémieu-Dax, ne me dis pas cela. Ce n'est pas possible. On ne se fait pas catholique avec ton cerveau.

— C'est avec lui pourtant que je le suis devenu, dit Jean Monneron plus fermement encore, et il ajouta : — et que je le resterai.

— Et tu as appris cette résolution à ton père ? demanda Crémieu-Dax après un silence.

— Je lui en ai dit assez pour qu'il la devine, répondit Jean.

— S'il en est ainsi, reprit le fondateur de l'*Union Tolstoï* en se levant, je n'ai plus rien à faire chez toi. Tu es de l'autre côté de la barricade. Nous ne nous connaissons plus...

— Tu te brouilles avec moi ? demanda Jean, vivement.

— Je ne fais que te devancer, répondit l'autre avec une espèce d'amertume où frémissait autre chose encore que la passion révolutionnaire, et ce sentiment le plus profond, le plus pathétique, de l'âme juive, l'horreur du *ghetto* moral, passa dans sa voix pour ajouter : — Tu rougirais d'avoir été mon ami. Par respect pour notre jeunesse, j'aime mieux m'être épargné ce spectacle. Adieu...

— Puisque tu le prends ainsi, dit Jean révolté, adieu.

Cette violente rupture avec un ami si cher, et dont il avait subitement senti l'intolérance farouche, fut, pour le frère d'Antoine et de Julie, la dernière et insupportable misère. Le calice d'amertume était vidé. La première consolation lui vint du retour absolument inattendu de ce même Crémieu-Dax qui l'avait quitté sans lui tendre la main et qu'il vit rentrer dans sa chambre un quart d'heure après :

— Je ne peux pas m'être séparé de toi ainsi, dit ce passionné garçon. Je veux t'avoir serré la main. Ne m'en veuille pas d'avoir été si vif tout à l'heure. J'ai eu trop de peine...

— Mais pourquoi?... insista Jean. Ne pouvons-nous pas rester amis dans des idées différentes?

— Non, répliqua Crémieu-Dax avec une mélancolie que son ami ne lui connaissait guère. On peut avoir l'un pour l'autre des procédés amicaux; mais notre vieux *Conciones* avait raison : *dem velle, idem nolle, ea demum amicitia est*. Il n'y a d'amitié, comme il n'y a de famille, que dans la communion de la foi profonde. Nous l'avons eue, cette communion. Nous ne l'avons plus. Nous ne vivrons plus ensemble, cœur à cœur, esprit à esprit. Mais, au nom de notre commun passé, promets-moi de ne jamais m'oublier tout à fait...

— Je te promets que je serai toujours ton ami, même malgré toi!... dit Monneron. L'autre secoua la tête, et sortit de nouveau, sans avoir répondu à son camarade. Jean était encore sous l'impression poignante de cette brusque lueur jetée sur la solitude que ses idées actuelles lui préparaient quand il vit apparaître son père, dont l'aspect lui révéla aussitôt qu'il se passait de nouveau quelque chose d'extraordinaire. Le professeur tenait à la main une enveloppe qu'il tendit à son fils, en lui disant :

— Veux-tu prendre connaissance de ceci?..

Jean regarda l'adresse et vit le nom de M. Ferrand, le timbre de Rome, le cachet aux armes cardinalices. Il tira la lettre de l'enveloppe et commença de la lire, tandis que Joseph Monneron le regardait avec un attendrissement infini :

— Ah! mon père, finit-il par dire, tu sais...

— Je sais tout, repartit le père, et c'est bien heureux, car, sans cela, tu n'aurais jamais épousé Brigitte Ferrand.

— Mais je ne l'épouserai pas, gémit le jeune homme. Tu dois bien comprendre que maintenant ce mariage est impossible...

— Crois-tu que j'aurais supporté de tromper quelqu'un? reprit Joseph Monneron. Ferrand connaît nos malheurs...

— Tu lui as dit...

— Tout, répondit l'autre.

— Mon cher père!... Tu as fait cela! Mon cher père!... répéta Jean. Puis, avec cette fermeté qui était sa conquête de ces derniers jours : — Tu vas me trouver bien ingrat, toi qui viens d'être si bon pour moi. Mais je ne peux pas profiter de la permission de cette lettre. Si j'épouse M^{lle} Ferrand, ce sera en adoptant sa religion, absolument, en devenant catholique, et je ne le ferai qu'avec ton autorisation.

— Tu as toujours été libre, répondit Joseph Monneron avec un visible effort. Tu n'as donc pas besoin d'autorisation ; mais, puisque tu la veux, je te la donne... Et maintenant, ajouta-t-il, cours chez ta fiancée...

Quand le professeur se retrouva seul, dans sa bibliothèque, après avoir ainsi envoyé Jean rue de Tournon, il se laissa tomber sur le fauteuil de son bureau, en proie à des sentimens si contradictoires qu'il ne les démêlait pas lui-même. De ses quatre enfans, *il y en avait au moins un d'heureux*, comme avait dit la pauvre Julie. Il avait le moyen de réparer dans une mesure tolérable les misères des deux autres, et le quatrième avait pour lui tout l'avenir. Mais lui-même, il était brisé. La conversion de Jean à l'idée qu'il avait le plus passionnément et continuellement haïe, depuis qu'il pensait, lui causait une souffrance que la perspective de son bonheur n'arrivait pas à dissiper, et cette souffrance, il fallait qu'il la supportât seul. Une autre des impressions qu'il rapportait de sa visite chez Ferrand, c'était la vision, dans la douce et fine Brigitte, de la vraie compagne d'esprit, et, à cet instant, la présence de sa femme, de sa compagne à lui, si mal appariée, eût été une tristesse de plus. Sa détresse était si grande que, pour essayer d'en sortir, il prit machinalement, comme d'habitude dans ses heures lourdes, un des petits volumes de la collection Boissonade qui l'avaient tant consolé. Son choix retomba, par ressouvenir du jeudi de la semaine précédente, sur cet *Eschyle* dans lequel il avait lu avec son fils. Il ouvrit le volume et tomba sur le merveilleux morceau des *Choéphores*, où Électre et Oreste implorent les mânes d'Agamemnon, avec ce refrain de litanie : *O mon père... — Souviens-toi du bain, où tu fus immolé, mon père... — Au souvenir de tels outrages, te réveilles-tu, mon père?... — Entends ce dernier cri que je t'adresse, mon père... — Jusqu'à cette triviale et magnifique comparaison : — Oui, les enfans, monumens glorieux, sauvent de l'oubli un père qui n'est plus, pareils à ces morceaux de liège qui font sur-nager le rets et qui l'empêchent de se perdre dans l'abîme...*

— Et moi, songeait Joseph Monneron, je m'y perdrai tout entier, dans l'abîme. Personne ne sera mon monument glorieux ! Personne ne me continuera ! Je suis séparé de mon fils... Et, pour la première fois peut-être, sentant le doute l'envahir sur toutes les convictions d'après lesquelles il avait modelé sa vie,

il dit tout haut : « Me serais-je trompé?... » Puis, sa conscience lui rendant ce témoignage qu'il avait toujours été de si bonne foi, il se redressa et retrouva une espèce de réconfort à penser : « Non, je ne suis pas séparé de lui. Si je me suis trompé, *j'aurai été son expérience...* » Il ne se doutait pas qu'à ce moment même, — tant la vérité est une ! — Ferrand, l'adversaire de toutes ses doctrines, parlait de lui à Jean dans des termes presque identiques à ceux par lesquels il revendiquait sa part indestructible et bienfaisante dans l'être intime du fils de son esprit, devenu, lui aussi, un adversaire spirituel.

—... Vous entrerez en ménage avec cette dure épreuve, disait le traditionaliste au jeune homme après les premières effusions. Il faut toujours payer une rançon pour le bonheur. Mais vous la paierez tous deux bravement... Vous pouvez réussir maintenant, où votre père a échoué, et fonder une famille bourgeoise. Vous êtes mûr pour cette tâche et pour ce qui est notre grand devoir à tous : *Vous pouvez guérir la France en vous.* Vous vous rappelez ce que je vous disais encore jeudi dernier : Il n'y a pas de transfert subit de classes, et il y a des classes, du moment qu'il y a des familles, et il y a des familles, du moment qu'il y a société... Pour que les familles grandissent, il faut de la durée. Elles n'arrivent que par étapes. Votre grand-père et votre père ont cru, avec tout notre pays depuis cent ans, que l'on peut brûler l'étape. On ne le peut pas. Ils ont cru à la toute-puissance du mérite personnel. Ce mérite n'est fécond socialement que lorsqu'il devient le mérite familial. La nature, plus forte que l'utopie, force toutes les familles qui prétendent violenter ses lois à faire dans la douleur cette étape qu'elles n'ont pas faite dans la santé. L'expérience des douleurs qu'a subies votre père en lui et dans les siens a fini de vous éclairer... Vous fonderez un foyer parce que vous avez acquis, par ses épreuves, en les comprenant et les interprétant, les certitudes qui lui ont manqué. Il a fait l'Étape pour vous. Ne l'oubliez jamais...

PAUL BOURGET.

LUXEMBOURG

ET

LE PRINCE D'ORANGE

III ⁽¹⁾

L'AFFAIRE DE NAERDEN L'ÉVACUATION DE LA HOLLANDE

I

L'occupation des provinces hollandaises durait depuis plus d'une année. Fastidieuse pour l'armée du Roi, cette prolongation insolite était, à plus forte raison, pour les populations conquises un intolérable supplice. Les taxes écrasantes, l'invasion croissante des eaux, les incendies réglés, la disette, les épidémies, tant de fléaux accumulés décimant et ruinant les villes et les campagnes, amollissaient les plus fermes courages, poussaient au désespoir les plus exaltés patriotes. Il est certain qu'à ce moment la Hollande tout entière formait des vœux en faveur de la paix, la souhaitait ardemment et « à quelque prix que ce fût (2). » « Toutes les lettres qu'on reçoit de Hollande, mande Stoppa à Louvois, s'accordent en ceci, que l'on n'y parle que de la paix. » — « Tout le monde, rapporte également Luxembourg,

(1) Voyez la *Revue* des 1^{er} et 15 avril.

(2) Luxembourg à Louvois, 27 juin 1673; Stoppa à Louvois, 24 mars. — Archives de la Guerre, t. 335 et 321.

la demande hautement, depuis le plus grand jusqu'au plus petit ; car il n'y a personne parmi eux qui ne convienne qu'il ne faut que laisser la Hollande en l'état où elle est, et qu'elle sera entièrement perdue. » Un « tableau » que l'on vend publiquement à La Haye, représente, assure-t-il, avec exactitude les secrets sentimens du peuple : « C'est un Hollandais qui est tiré par un Français et par un Anglais, durant que l'Empereur d'un côté et l'électeur de Brandebourg de l'autre lui prennent son argent dans ses poches ; et, sur le tout, il y a un Espagnol qui se moque du Hollandais et lui fait les cornes... Petits et grands disent : — Voilà le véritable état où nous sommes, et comme l'on nous traite ! »

Contre le désir unanime du petit peuple et de la bourgeoisie se dresse un seul obstacle, la volonté d'un homme, une volonté si forte et si soutenue qu'elle tient la nation en échec et triomphe finalement de toutes les résistances. L'autorité du prince d'Orange s'est depuis quelques mois singulièrement accrue. Grâce à son indomptable énergie, grâce surtout au prestige que, malgré ses revers, il a gardé sur les chefs de l'armée, il a peu à peu pris en main les pouvoirs essentiels de la constitution et confisqué à son profit les libertés traditionnelles. Le pensionnaire Fagel n'est plus qu'une triste marionnette, silencieuse et tremblante, dont le stathouder tient les fils. Les États-Généraux eux-mêmes n'ont conservé qu'une ombre de puissance, troupeau timide et résigné que Guillaume conduit « à baguette, » tantôt par de flatteuses promesses, tantôt par d'effrayantes menaces. « M. le prince d'Orange, constate une lettre de Stoppa (1), y commande avec une autorité si absolue que personne n'ose parler, tous ayant été épouvantés par le supplice de cet honnête homme de Delft, que l'on a fait mourir, quoiqu'il ne fût coupable d'autre crime que de s'être plaint du gouvernement. » Les quelques députés tentés de s'insurger contre ce despotisme ne résistent guère aux espoirs que fait luire à leurs yeux un langage persuasif, d'une habile éloquence. « Il leur fait croire, écrit Louvois (2), qu'il rétablira leurs affaires, et qu'il vaut mieux souffrir pendant quelques années que de s'exposer à perdre le titre d'arbitres de l'Europe, dont ils s'étaient imaginés être en paisible possession auparavant la déclaration de la guerre. » Les plus craintifs, sous cette pres-

(1) 24 mars 1673. — Archives de la Guerre, t. 321.

(2) Louvois à Stoppa, 14 mars 1673. — Archives de la Guerre, t. 314.

sion, en arrivent à voter des résolutions violentes : « M. le prince d'Orange, lit-on dans cette même note, a fait délivrer par le pensionnaire Fagel un acte par lequel les États-Généraux s'obligent à ne faire ni paix ni trêve sans le consentement des Espagnols, par où il est aisé de voir qu'il ne songe qu'à ce qui peut rendre la paix impossible. »

Il n'est donc plus d'illusion à se faire ; la reprise de la lutte est désormais inévitable. On le sent à Utrecht autant qu'à Saint-Germain ; et, quand le bailli de Woerden propose à nouveau ses services pour entamer de secrets pourparlers, Luxembourg « refuse de le voir, » et lui fait dire que, s'il sort de sa ville, il sera jeté en prison et sa maison brûlée, ce qui coupe court à son zèle. La campagne effective s'ouvrit au mois de juin. Louis XIV en personne assiégea Maëstricht, la première des places de la Meuse. Quoique vaillamment défendue, après vingt-cinq jours de tranchée, cette belle ville battait la chamade. La nouvelle de ce grand succès parvint le jour même à Utrecht ; Luxembourg, en bon courtisan, s'empressa de féliciter le Roi et son ministre. Quelque chagrin pourtant perce à travers ses louanges : « Je m'en réjouis comme bon Français, écrit-il à Louvois (1), et prenant la part que je dois à la gloire du Roi ; mais d'un autre côté je suis fâché de n'y en point avoir. Ce n'est pas que je ne craigne les dangers aussi bien que Panurge, ni que je ne m'y ménageasse, si je m'y trouvais, autant que la bien-séance et le bien du service le pourraient permettre ; mais j'aurais souhaité passionnément de pouvoir faire quelque chose à la vue du Roi. »

La prise de Maëstricht, s'il n'en put pas revendiquer l'honneur, eut au moins cet effet de lui faire restituer le commandement en chef de l'armée de Hollande. Les grandes puissances s'inquiétaient sérieusement de l'extension de nos conquêtes. De tous côtés, en Espagne, en Autriche, dans les électorsats de Mayence et de Trèves, les armemens et les levées se succédaient sans intervalle ; l'heure était proche où les Provinces-Unies allaient voir en action ces alliés longtemps platoniques. Aussi, dès les premiers jours de juillet, le Roi s'appropriait-il à soutenir le choc attendu. Une partie des troupes de Maëstricht renforça l'armée de Turenne ; l'autre constitua le noyau d'une armée que

(1) 30 juin 1673. — Archives de la Guerre, t. 335.

l'on formait en Flandre et dont M. le Prince aurait le commandement. Par ricochet, le duc de Luxembourg redeviendra le chef de l'armée de Hollande, et fera face au stathouder. C'est le 4 juillet que parvint à Utrecht le courrier qui portait ces ordres. Condé, le 8, envoya Luxembourg au quartier général du Roi, sous couleur d'y prêter serment pour sa charge nouvelle de capitaine des gardes du corps, dans la réalité, afin d'obtenir pour tous deux des instructions détaillées et précises. « M. de Luxembourg, dit une lettre de Pellisson (1), arriva ici hier matin. Il prêta le serment et prit le bâton pour le reste du jour. Ce matin, il a vu sa compagnie, et est venu prendre congé du Roi pour partir. » Luxembourg, le lendemain, était de retour à Utrecht. Condé partit huit jours plus tard, aussi peu enchanté de sa nouvelle mission, toute d'attente et d'observation, que Luxembourg était mal satisfait de voir se perpétuer la sienne. Les lettres qu'il adresse au Prince, dans le début de leur séparation, portent la trace de sa méchante humeur (2). Il y récrimine amèrement contre les façons de Louvois, qui ne cherche jamais, dit-il, « qu'à retirer des troupes, » qui, « par ses changemens perpétuels, » rend le service étrangement incommode. « Vous connaissez ce pays-ci, monseigneur, s'écrie-t-il ; il ne faut pas y être si abandonné que je suis ! M. de Louvois me mande que j'ai une grosse infanterie ; mais qu'il compte ce qu'il en faut pour les places et les postes que nous occupons, et il verra qu'il ne me reste quasi rien pour la campagne. Je ferai de mon mieux, et je serai très heureux s'il ne m'arrive rien de mal. »

Ces plaintes n'étaient pas sans fondement. Vainement, depuis nombre de mois, Luxembourg s'épuisait en efforts et en raisonnemens pour obtenir la permission de « raser les places inutiles, » et d'en tirer les garnisons pour se concentrer dans les autres. Vainement peignait-il à Louvois l'inquiétude des ennemis, s'ils lui voyaient en main une armée importante, en état d'entreprendre : « Ce sont gens, disait-il, qui se conduisent comme les poltrons ; les périls éloignés ne leur paraissent rien, mais ils ont grand'peur quand ils les savent proches ; et, s'ils me voient bien du monde en campagne, ils seront embarrassés et ne sauront que faire. » Louvois, à toutes les bonnes raisons, n'objectait que l'humiliation de donner à l'Europe « une marque de faiblesse »

(1) 9 juillet 1673.

(2) Lettres à Condé des 18, 20 juillet, 5 septembre 1673. — Archives de Chantilly.

en délaissant trop vite une part de nos conquêtes. Ce futile motif de gloriole fit prolonger la dispersion qui paralysait à l'avance toute sérieuse tentative. Le moment était proche où l'on toucherait du doigt tout le danger d'un tel système.

Le 30 août, dans la ville de La Haye, sous la pression du prince d'Orange et par ses efforts obstinés, trois traités « d'alliance offensive » se signèrent entre les puissances qu'offusquait l'ambition française. Autour des Provinces-Unies se serrèrent en un groupe compact l'Espagne, l'Empire, le duché de Lorraine. Et tandis qu'à Cologne les plénipotentiaires continuaient gravement leurs colloques, discutaient la paix générale avec une sage lenteur, les armées entraient en campagne, et la voix puissante du canon allait dominer l'entretien. C'est le premier acte du drame qui, pendant près de quarante ans, va se poursuivre entre la France et les nations coalisées contre elle. « La guerre de Hollande est finie; la guerre européenne commence (1). » Et ce sera le prince d'Orange qui, pour encourager les autres, donnera le signal de l'attaque et portera le premier coup.

II

Guillaume, il faut l'avouer, avait cette fois la partie belle. La face récente des événemens semble avoir pris Louvois au dépourvu. Jusqu'à la dernière heure, malgré les apprêts belliqueux, il refusait de croire à l'intervention effective des alliés de la République. « Il y a apparence que la paix va se conclure, » assurait-il le 16 août à Le Tellier, son père. Quatre jours plus tard, il écrit à Utrecht que l'on suspende l'achat des approvisionnement, tant il est persuadé que la Hollande, si « endiablee » qu'elle soit, est sur le point de crier grâce. Aussi, quand l'illusion s'envole, la nécessité de faire tête à tant d'adversaires à la fois le surprend et le déconcerte. On ne reconnaît plus, dans cette courte période, sa clarté coutumière, la sage méthode de son esprit, et cette tranquille audace qui marche froidement vers le but. Les ordres, les contre-ordres se succèdent sans interruption. Il jongle avec les régimens, expédiés un jour sur un point, le lendemain sur un autre, passant successivement de Luxem-

(1) C. Rousset, *Histoire de Louvois*.

bourg à M. le Prince et de M. le Prince à Turenne, sans que nul sache d'avance sur quelles troupes il pourra compter. Et Condé s'exaspère de tant de variations : « Avec plus de cent mille hommes, s'exclame-t-il rageusement, nous trouvons le moyen de nous montrer les plus faibles partout ! »

Le désarroi était au comble, au début de septembre. M. le Prince, suivant les instructions reçues, fixait à Lille son quartier général, cherchant vainement à « découvrir ce qu'on souhaitait de lui (1), » n'ayant qu'une armée peu nombreuse, en grande partie formée de soldats de recrue, dont le plus vieux n'avait pas dix-huit ans. A Despréaux, qui l'alla visiter : « Que dites-vous de mon armée ? demandait-il un jour. — Monseigneur, lui dit le poète, je crois qu'elle sera fort bonne quand elle sera majeure. » Luxembourg, séparé de lui par la distance et par l'inondation, muré dans sa prison d'Utrecht, obligé, avec vingt mille hommes, de garder une douzaine de places que les eaux changeaient en îlots, avait grand-peine à se maintenir et ne pouvait rien entreprendre. Les nouvelles qui lui parvenaient faisaient prévoir une attaque prochaine de l'ennemi, sans que rien révélât sur quel point éclaterait l'orage. « Le prince d'Orange, écrit-il à Louvois (2), a tiré tout le monde des garnisons, pour fortifier son armée qui sera assurément nombreuse. Ce qu'il a des troupes d'Espagne y est aussi ; et l'on dit qu'il se prépare à entrer demain dans la plaine... Comme cette place (Utrecht) met le poignard dans le sein des ennemis, il n'y a effort qu'ils ne fassent pour nous y inquiéter ; ils y mettront toutes leurs forces, qui sont bien au-dessus des nôtres. Ils voient qu'ils n'ont affaire qu'à moi seul, et qu'ils peuvent rassembler tout ce qu'ils ont contre moi sans nulle inquiétude, dans un pays où ils ont tout et où tout nous manque. » Et dans une lettre du même temps : « *Domine, s'écrie-t-il, quare me dereliquisti?* » Les difficultés néanmoins ne sauraient le décourager : « Après vous avoir dit ces choses, je vous supplie d'assurer le Roi que j'essaierai de ne rien faire qui me rende indigne de son estime. Mais si vous voyiez ceci de près, vous connaîtriez que c'est une grosse affaire contre nous. »

Tant de tracas et d'efforts excessifs agissent sur sa constitution. De violents accès de fièvre, qui minent ses forces sans nuire à son activité, inquiètent son entourage : « Je ne puis m'empê-

(1) Lettre du duc d'Enghien du 1^{er} octobre 1673. — Archives de Chantilly.

(2) 5 septembre. — Archives de la Guerre, t. 326.

cher de vous dire, mande confidentiellement Stoppa au prince de Condé (1), qu'on ne peut avoir un plus grand soin ni plus de vigilance qu'il n'en a pour donner ordre partout; ce que je crains le plus, c'est que la grande fatigue et le grand travail de corps et d'esprit ne le rendent tout à fait malade, et qu'il ne nous manque au besoin. » Voudrait-il d'ailleurs se soigner, qu'il n'en aurait plus le loisir. Les « remuemens » de son adversaire lui mettent bien autre chose en tête. Guillaume, le 5 septembre, avait quitté son quartier général pour marcher vers S'Graveland. Son armée, renforcée par les garnisons des villes fortes et les troupes espagnoles, comptait une trentaine de mille hommes : dix mille chevaux et vingt mille hommes de pied (2). On ignorait encore son réel objectif : « Je ne pense pas, écrivait Luxembourg, qu'il en veuille à Naerden; cependant ce poste ne serait pas si difficile à prendre qu'on pourrait croire. » Le duc, sur ces nouvelles, avait rassemblé rapidement tout ce qu'il avait pu trouver. Il dut même dégarnir certaines des forteresses, bien qu'« en abandonnant, dit-il, magasins et fourrages pour se concentrer à Utrecht, on s'expose à ne pouvoir y subsister longtemps. » Il expédia sa cavalerie entre Vick et Utrecht, « dans un poste où elle est comme dans une boîte, et d'où je pourrai aisément la faire agir pour incommoder les ennemis dans leurs derrières, s'ils avancent. » Ces dispositions prises, il écrit à Condé pour l'éclairer sur la situation, le conjurer, s'il est possible, de tenter quelque diversion « qui occupe l'ennemi par ailleurs, » l'oblige à diviser ses forces : « Comme nous avons joué quitte ou double pour conserver Utrecht, présentement c'est à vous à faire le reste, et il n'y aurait pas de temps à perdre... A Amsterdam, on fait gageure que les ennemis seront à Utrecht avant qu'il soit quatre jours; c'est une folie, mais il n'est pas bon que le peuple se puisse nourrir d'une aussi forte opinion que celle-là (3). »

A l'heure où il achevait ces lignes, une estafette, accourant à toute bride, informait Luxembourg que Naerden était assiégée (4). Le prince d'Orange, après une feinte dans la direction de Bommel, avait, par un brusque changement, remonté vers le Nord, et jeté son armée sous les murs de l'importante place maritime.

(1) Lettre du 5 septembre 1673. — Archives de Chantilly.

(2) Luxembourg à Condé, lettre du 6 septembre. — Archives de Chantilly.

(3) Lettre du 6 septembre, *loc. cit.*

(4) Stoppa à Louvois, 7 septembre. — Archives de Chantilly.

L'investissement était déjà complet et la tranchée ouverte. J'ai mentionné plus haut l'importance de Naerden. Située au bord du Zuyderzée, à proximité d'Amsterdam, cette ville était considérée comme « la clé de la défense d'Utrecht et la base de tous les mouvemens offensifs. » Du jour où Louis XIV, en juillet 1672, y avait mis une garnison française, le rêve du stathouder avait été d'y replanter l'étendard des Provinces-Unies; plusieurs essais sans résultat n'avaient pu lasser son dessein. Luxembourg, d'autre part, n'avait rien négligé pour garder cette précieuse conquête. Les derniers jours d'août, ayant « quelque soupçon que M. le prince d'Orange en pourrait vouloir à Naerden, » il avait ordonné de « garnir les bastions, » fait passer dans la ville du canon et des munitions, et renforcé le corps d'occupation, qui se montait à près de trois mille hommes (1). Pourtant le gouverneur, « la veille du jour où il fut investi, » avait fait demander un supplément de deux cents hommes, alléguant « que la garnison était suffisante pour le nombre, mais que, pour la qualité des soldats, il serait bien aise d'en avoir deux cents choisis (2). » Un détachement de mousquetaires lui fut envoyé sur-le-champ, sous la conduite d'un lieutenant-colonel; mais ils trouvèrent toutes les avenues barrées, et durent revenir à Utrecht.

Malgré ce léger contretemps, l'entreprise de Guillaume n'inspirait pas, au camp français, de trop vives inquiétudes. Si les remparts n'étaient qu'en terre battue, du moins l'enceinte était en bon état, les fossés larges et profonds, la garnison nombreuse, abondamment pourvue (3); et l'on comptait beaucoup sur le gouverneur de la place, choisi par Louis XIV, au début de la guerre, d'après le conseil de Turenne. M. de Procé, sieur du Pas, était un gentilhomme breton. Entré au service à quinze ans, d'une bravoure éprouvée, le corps tout troué de blessures, il s'était attiré la glorieuse estime de Turenne. De ce vieil officier, blanchi sous le harnois et suppléant par l'expérience à ce qui lui manquait de « génie, » toute l'armée attendait une ferme résistance; et personne ne doutait qu'il ne se conduisit « en brave homme. » Il semblait donc certain que l'on eût du temps devant soi; et Louvois, lorsque Luxembourg lui transmet la nouvelle, y répondit d'un ton détaché et goguenard : « Il n'est pas pos-

(1) Stoppa à Louvois, 1^{er} septembre. — Archives de la Guerre, t. 326.

(2) Lettre de Stoppa du 12 septembre. — Archives de la Guerre, t. 326.

(3) *Lettres de Pellisson*, 13 septembre 1673.

sible (1), en l'état des choses, de vous envoyer aucun secours ; mais Sa Majesté s'attend que cette place fera une longue défense et que, s'il est praticable de la secourir avec quelque apparence de succès, vous ne manquerez pas de le faire. D'ailleurs, n'y ayant personne parmi les ennemis qui puisse se souvenir d'avoir vu un siège, il y a apparence qu'ils seront fort embarrassés quand ils viendront à approcher la place de près, et le fâcheux temps qu'il fait présentement les pourra bien faire repentir de leur entreprise... En tous cas, conclut-il avec une philosophie singulière, quand Naerden serait pris, ce n'est pas la première fois qu'on a perdu une place, et Sa Majesté s'attend que vous conserverez les autres d'autant plus aisément. » Le Roi, lit-on à la même date dans les *Lettres* de Pellisson, « a parlé comme étant fort aise si l'entreprise des ennemis vient à échouer, et facilement consolé si elle réussit. »

Luxembourg, pour sa part, prenait moins gaiement son parti. Le lendemain du blocus, il galopa, suivi d'un millier de chevaux, jusqu'à portée des lignes hollandaises, et fit pousser leurs gardes avancées, culbutant quelques escadrons, après un « combat fort joli. » Il put contempler de ses yeux « un camp très rempli de troupes, » des retranchemens bien entendus et « furieusement solides, » trois hautes redoutes garnies de quarante grosses pièces de canon, un investissement combiné selon toutes les règles de l'art. Il remarqua surtout, au cours de l'escarmouche, l'inhabituelle vigueur de la cavalerie de Guillaume : « Ces coquins, écrit-il (2), y ont fort bien fait, et ont combattu mieux qu'il n'appartient à des Hollandais... Les deux troupes se sont réciproquement pénétrées et mêlées, et M. de Gassion dit que ce combat avait l'air de ceux qu'on voit dans les tapisseries. » A peine de retour à Utrecht, il fit assembler le Conseil, et l'on délibéra sur la situation. Fallait-il tenter l'aventure, se porter en avant avec un corps de cavalerie, hasarder le combat contre un ennemi supérieur des deux tiers, retranché fortement, abordable seulement par une plaine découverte, — landes de bruyère ou terre de tourbe, — où les chevaux avaient peine à marcher ? Était-il une chance de forcer, « avec moins de quatre mille chevaux, dont beaucoup n'avaient rejoint que la veille, » dix mille hommes de cavalerie fraîche, soutenus par vingt mille fantas-

(1) 13 septembre 1673. — Archives de la Guerre, t. 316.

(2) Lettre à Condé, du 12 septembre 1673. — Archives de Chantilly.

sins ? Se poser la question, c'était du même coup la résoudre ; les officiers consultés répondirent d'une voix unanime qu'une telle attaque serait « une pure folie, » et qu'on irait au-devant d'un désastre.

« Les gens de Cour, observe Luxembourg en rapportant cette délibération (1), diront que c'est une chose que j'ai faite à Woerden ; mais elle était bien différente. Les ennemis n'étaient pas aussi forts qu'ils sont à présent et, pour les chasser de devant cette place, je n'exposais que deux mille hommes de pied et ma personne. Au lieu que, pour celle-ci, il me fallait commettre toute la cavalerie du Roi à un grand combat, du succès duquel la conservation ou la perte de ce pays-ci ne pouvait manquer de dépendre. Aussi, comme je n'aime point à déguiser mon sentiment sur les résolutions qu'il me faut prendre, je vous dirai nettement que le mien ne fut pas d'aller aux ennemis. » Il termine par ces mots qui, sur les lèvres de cet audacieux, ne sont point dénuées de grandeur : « Si je n'avais eu à conserver que les troupes, je n'aurais pas été fâché de leur faire acquérir de la gloire, et peut-être en aurions-nous remporté. Mais, comme un *peut-être* n'est pas un fondement sur lequel doit agir un homme qui commande, je n'ai pas cru devoir exposer les troupes et les conquêtes de Sa Majesté, la partie étant si peu égale. La sûreté d'Utrecht m'a fait prendre un parti qui convient mieux au service du Roi qu'à mon inclination ; et je ne fais pas en cela un si médiocre sacrifice au bien des affaires, qu'on ne m'en doive savoir quelque gré. »

Il se décida donc à tenir sous Utrecht la plus grande partie de l'armée, et à placer un détachement sous les murs d'Amersfort (2) ; ces deux corps seraient à portée de se soutenir l'un l'autre et prêts à marcher en avant dès qu'on aurait reçu le secours espéré, soit du prince de Condé, soit de l'évêque de Munster. Ce dernier, en effet, rôdait alors avec sa cavalerie le long des frontières de Hollande ; et, sur l'appel de Luxembourg, il promit d'envoyer ses meilleurs escadrons. La réponse de Condé fut, au contraire, très nettement négative : « J'aurais souhaité plus que toute chose au monde, écrivit-il à l'intendant Robert (3), d'être en état de pouvoir faire quelque diversion qui vous eût été

(1) Lettre à Louvois du 12 septembre. — Archives de la Guerre, t. 326.

(2) Petite ville située à mi-chemin entre Utrecht et Naerden.

(3) Lettre du 13 septembre. — Archives de Chantilly.

utile, en marchant du côté du Brabant, comme M. de Luxembourg témoigne le souhaiter; » mais il alléguait en même temps la faiblesse de sa propre armée, le danger qu'il courrait à dégarnir les villes de Flandre, et l'ordre exprès du Roi de demeurer en place pour tenir en respect les forces espagnoles. Par suite, il ne restait d'espoir que dans le renfort de Galen. Il tarda quelque peu; les premiers escadrons parurent dans la soirée du 12, le reste suivit dans la nuit (1). Et, disposant enfin d'un corps de douze mille cavaliers, Luxembourg le soir même partit pour Amersfort, décidé coûte que coûte à marcher sur-le-champ à la délivrance de Naerden.

III

Le mouvement commençait, aux premières lueurs de l'aube, quand une nouvelle survint qui l'arrêta tout net, une nouvelle stupéfiante et qu'on eut d'abord peine à croire. Naerden était au pouvoir de l'ennemi! Le gouverneur du Pas avait capitulé la veille, après quatre jours de tranchée, ayant tous ses canons intacts, toutes ses défenses en bon état, deux mille sept cents soldats valides, des munitions, des vivres pour un mois, l'ennemi n'ayant encore « ni comblé un fossé, ni pris une demi-lune, » ni même fait mine de monter à l'assaut, et s'étant contenté d'un bombardement à distance. « La ville a été prise à coups de canons et de bombes, comme M. de Munster fait ses conquêtes! » s'écriait Luxembourg avec une surprise indignée. Les détails que l'on sut bientôt ne purent qu'aviver cette colère. « La tranchée, mande-t-il à Condé (2), fut ouverte dans la nuit du vendredi au samedi, sans que du Pas s'en fût aperçu qu'à la pointe du jour. » Alors, sans vérifier « de quel côté était le travail des ennemis, il fit faire un feu continu de tous ses bastions et de sa courtine. Après quoi, ayant ouï dire qu'à un siège on faisait des sorties, il commanda deux cent cinquante hommes le matin pour en faire une; mais on ne sortit pas, parce qu'on lui fit remarquer que l'ennemi était trop éloigné de la place. » Quatre jours s'écoulèrent ainsi, dans des irrésolutions constantes. Enfin, la nuit du 12, du Pas assembla son Conseil; il fit « une longue

(1) Luxembourg à Condé, 15 septembre. — Archives de Chantilly.

(2) Lettre du 19 septembre. — Archives de Chantilly.

harangue, » exposa, en termes confus, que « le silence et l'inaction de M. de Luxembourg » prouvaient assurément « qu'il faisait peu de cas de Naerden ; » que les six bataillons qui composaient la garnison ne pourraient résister longtemps à une si rude épreuve ; et « qu'il valait donc mieux, pour le service du Roi, se résoudre à capituler, et conserver les troupes plutôt que de les perdre avec la place (1). » Les officiers présents gardèrent presque tous le silence ; quelques-uns pourtant protestèrent ; un très petit nombre approuva ; « tous, sauf un seul, refusèrent de signer. » Mais le gouverneur passa outre. Il fit connaître au prince d'Orange qu'il était prêt à lui rendre la ville, pourvu qu'il eût les honneurs de la guerre, le droit d'emmener ses soldats et ses armes ; « à quoi, dit la *Gazette*, le prince donna d'autant plus volontiers les mains qu'il avait peine à se persuader un tel succès (2). »

Le lendemain, en effet, à dix heures du matin, les bataillons français, tête basse et la rougeur au front, évacuaient la ville de Naerden. Seul du Pas semblait à son aise, prenait « l'air assuré » que donne une bonne conscience. En défilant devant le stathouder, « il le salua, lui fit un compliment des plus civils, et lui dit qu'il avait eu des raisons de se rendre si promptement qu'il ne pouvait déclarer qu'au Roi son maître (3). » — « La place n'est point endommagée, dit la gazette flamande qui nous donne ces derniers détails ; S. A. le prince d'Orange y a fait son entrée ; et le magistrat et la bourgeoisie lui ont fait un accueil extraordinaire, témoignant toute la joie possible de se voir délivrés des Français. » Joie d'autant plus ardente qu'elle était plus inespérée. Les Hollandais, tous les premiers, n'en pouvaient revenir. Quinze jours après, M. de Westertoth, un des lieutenans du prince d'Orange, se disait « assuré que, pour s'être rendu en l'état où il était encore, il fallait que du Pas en eût ordre, et que cette décision devait cacher quelque secret dessein. » Il fut par ailleurs établi que, le jour même où le gouverneur de Naerden demandait à capituler, Guillaume, voyant « que le mauvais temps avait entièrement rempli d'eau ses tranchées, » apprenant, d'autre part, l'approche de Luxembourg avec ses escadrons, venait de

(1) Mémoire présenté par du Pas pour sa justification. Bibl. nat., pièce Lb 37 3642.

(2) *Gazette* de 1673. Correspondance d'Amsterdam.

(3) *Relations véritables des Pays-Bas*, 15 septembre 1673.

se résoudre à quitter la partie sans risquer le combat. « Si du Pas avait tenu un jour de plus, l'ennemi levait le siège! » écrit Luxembourg à Condé avec un juste désespoir (1).

On ne saurait imaginer la fureur qu'un tel événement provoquait à la cour de France, fureur d'autant plus violente qu'elle se doublait d'une déception. « Par les nouvelles que nous avions d'Amsterdam, il paraissait que le sieur du Pas faisait son devoir; et l'on croyait si fermement qu'il le continuerait, que l'on commençait à songer à ce que l'on pourrait faire pour lui (2). » C'est Louvois qui s'exprime ainsi; toute la suite de sa lettre n'est qu'un long chapelet d'invectives contre « la trahison, l'infamie, la lâcheté du gouverneur de la ville de Naerden. » Il fut même question un instant, dans le Conseil du Roi, de procéder à une exécution sommaire : « Si vous aviez mandé à Sa Majesté, écrit encore Louvois à Luxembourg, le détail de ce qui s'est passé dans la place pendant le siège, Elle aurait pu se porter à prononcer Elle-même, pour faire un exemple du sieur du Pas, qui serve de leçon aux autres gouverneurs et puisse apprendre aux étrangers que, si des Français font des lâchetés, on ne les tolère point parmi eux (3). »

On se contenta cependant de déférer le cas à un Conseil de guerre, lequel « se souviendra sans doute qu'il est dit dans les ordonnances qu'un gouverneur ou commandant de place ne la doit rendre qu'après avoir soutenu trois assauts. » Ainsi, « à moins que le sieur du Pas ne prouve que la garnison s'est révoltée contre lui et qu'elle a voulu se rendre, et que, malgré cela, il n'a point signé la capitulation (4), il ne peut y avoir plus d'une opinion parmi les juges... Souvenez-vous, ajoute le ministre, que le Roi désire que tous ceux qui ont failli soient promptement jugés et exécutés, sans que l'on puisse surseoir le jugement ni l'exécution de ceux qui se trouvent coupables. » Le Roi, de son côté, écrivit de sa main deux lettres véhémentes, l'une adressée à Luxembourg et l'autre à l'intendant Robert, pour stimuler leur zèle à « faire punir une si mauvaise action, » et désigna lui-même les officiers chargés d'instruire l'affaire. Condé

(1) Lettre du 26 septembre. Archives de Chantilly. — Lettre de Stoppa à Condé du 15 septembre. *Ibid.*

(2) Louvois à Luxembourg, 20 septembre. — Archives de Dijon, F. Thiard.

(3) *Ibid.*

(4) C'était le texte du Code militaire.

n'est pas moins indigné : « Telle chose que puisse dire le sieur du Pas, je trouve qu'il a fait la plus vilaine action du monde... Pour moi, je ne le saurais assez blâmer, et je ne sais même pas si, pour l'exemple, il ne serait pas à propos d'en faire quelque châtiment, car cela est de très grande conséquence pour les autres places (1). »

Pendant que s'élevait ce *tolle*, celui qui en était l'objet semblait comme inconscient du menaçant orage suspendu sur sa tête. « Je le vis ici un quart d'heure, comme il s'en allait à Arnheim, mande Luxembourg à Louvois. Il me parla le plus sottement du monde de la défense qu'il avait faite, » passant « du blanc au noir, » affirmant coup sur coup « mille choses opposées les unes aux autres, » tout prêt à se vanter « d'avoir sauvé au Roi deux mille hommes de ses troupes ; » bref, « il me parut, aussi bien qu'à plusieurs qui étaient avec moi, comme un homme qui a perdu la tramontane (2). » Il essaya pourtant de se disculper près du Roi par une pièce d'éloquence obscure autant que maladroite, où il accusait tous ses chefs — Louvois, Condé et surtout Luxembourg — d'avoir prémédité sa perte, et demandait la permission de se retirer de l'armée, « ne se croyant plus en état de rendre service à Sa Majesté. » Le Roi, rapporte Pellisson, « a dit que cela était d'un homme qui commençait à se rendre justice lui-même ; néanmoins, il en a toujours parlé avec beaucoup d'équité ; et, s'il est obligé d'en faire un exemple, ce ne sera qu'à regret. »

L'arrestation, à la suite de l'enquête, fut opérée le 29 septembre, sur l'ordre de Luxembourg : « J'ai dépêché ce matin un exprès à M. Calvo pour qu'il m'envoyât ici le sieur du Pas, sous bonne et sûre garde (3). » On mit du même coup « en lieu sûr » M. de Fontenay, le seul défenseur de Naerden qui eût signé la capitulation. L'information, les interrogatoires, se poursuivirent dans la forme habituelle, avec plus de lenteur que ne l'eût désiré Louvois : « J'attends avec impatience des nouvelles du jugement du sieur du Pas ; il est de la dernière importance de faire un prompt exemple de cette infamie. » Quinze jours plus tard : « Le Roi s'attend au premier jour d'apprendre que le sieur du Pas a été jugé, étant une honte que cela ait tant

(1) Lettre de Condé à Luxembourg, 22 septembre. — Archives de Chantilly.

(2) 18 et 22 septembre 1673. — Archives de la Guerre, t. 327.

(3) Luxembourg à Louvois, 29 septembre. — Archives de la Guerre, t. 357.

tardé (1)! » Toutes ses lettres sont pleines d'objurgations semblables. Les raisons qu'invoque Luxembourg pour modérer cette impatience font honneur à son équité. « Je vous supplie, monsieur, dit-il (2), de vouloir bien représenter à Sa Majesté que, si l'on a apporté quelque longueur au jugement du procès, c'est qu'il était bien malaisé qu'on en usât d'autre manière, parce que, s'agissant de la vie d'un homme, il me semble qu'il n'y a point de formalités qui ne doivent être observées. Ce n'est pas que je ne le croie coupable et que, dans le désespoir où j'étais de l'infamie qu'il venait de faire, je ne l'eusse, au premier moment, assommé de bon cœur par colère. Mais, quand il est question de juger un homme d'un sang froid et rassis, je connais assez bien le Roi pour être persuadé qu'il me saurait mauvais gré si l'on avait été trop brusquement en besogne... Ce n'est d'ailleurs qu'un retardement, qui, je crois, n'amendera pas son marché. »

L'instruction, en effet, fut accablante pour le gouverneur de Naerden. Ses récriminations, ses explications enfantines, et le témoignage unanime des officiers et des soldats, tout concourut à démontrer son incroyable impéritie. « Jamais, dit Luxembourg au sortir de l'audience, il ne s'est vu une faiblesse et une pauvreté pareilles à la sienne! La tête lui tourna quand il vit les ennemis. On voit visiblement, par les pièces du procès, qu'il a eu peur et que cela l'a empêché d'agir. Il n'a donné aucun ordre pour se défendre (3). » Le cas, à vrai dire, est étrange. Que du Pas eût trahi, nul ne le pensa sérieusement. Le reproche qu'on lui fit, d'avoir voulu, « par avarice, » préserver du pillage quelque argent extorqué par lui dans la ville de Naerden, ne fut appuyé d'aucune preuve. La pusillanimité dont parle Luxembourg est difficile à croire d'un vieil officier de carrière, tout criblé de blessures, estimé par Turenne; et la fin de sa vie suffirait au besoin à l'innocenter sur ce point. La seule explication plausible est qu'il fut saisi brusquement de cette paralysie d'esprit, qui frappe les gens sans caractère lorsqu'ils se voient aux prises avec une tâche au-dessus de leurs forces, et qui les jette, au moment décisif, dans un abîme de doutes et de perplexités où leurs facultés font naufrage.

C'est cette pensée qui, selon l'apparence, dicta aux juges un

(1) Lettres des 3 et 24 octobre. — Archives de la Guerre, t. 367.

(2) 3 novembre 1673. — Archives de la Guerre, t. 329.

(3) 7 novembre. — Archives de la Guerre, t. 357.

moins impitoyable arrêt que ne le réclamait Louvois. « L'affaire du Pas a été jugée, lui manda Luxembourg (1). Les avis ont été partagés. Nul n'a été à la mort, et celui qui faisait la fonction de procureur du Roi n'y a pas même conclu. Les uns l'ont déclaré incapable de servir; d'autres ont été de cet avis en y ajoutant le bannissement; et le reste a opiné à la dégradation et à la prison. Pour moi, mon opinion a été de le déclarer indigne de pouvoir jamais servir le Roi, de le dégrader à la tête des troupes, et de le condamner à la prison perpétuelle, pour lui laisser sa vie durant la honte de la lâcheté qu'il a commise. » Cët avis fut suivi. Le Conseil de guerre, « considérant que nulle ordonnance ne punit de mort la lâcheté, » condamna le coupable à être dégradé, « promené la pelle à la main dans les rues de la ville d'Utrecht, » et gardé en prison le reste de ses jours. Cette clémence relative ne satisfît pas Louis XIV. « Le Roi a dit, rapporte Pellisson, que ceux qui avaient jugé ainsi n'étaient pas de grands jurisconsultes, attendu que, selon la coutume de France, la prison perpétuelle n'était pas au nombre des peines. » Louvois, plus mécontent encore, mandait à l'intendant Robert : « C'est un grand bonheur à du Pas d'avoir été jugé comme il a été, puisque homme n'a jamais si bien mérité la corde, et que, dans le crime dont il était accusé, il ne doit pas y avoir de milieu entre l'absolution et la mort. »

Turenne, plus juste et plus humain, vint à bout cependant d'apaiser cette méchante humeur, et rendit un suprême service à son malheureux protégé. L'année suivante, au siège de Grave, il obtint pour du Pas la permission de prendre le mousquet, de servir dans le rang comme simple volontaire, sous les ordres de Chamilly. Le vieux soldat comprit l'invite, résolut d'y répondre et se tint fidèlement parole. A la première sortie, une balle compatissante exauça le désespéré et le débarrassa de sa vie misérable.

Le mal causé par la prise de Naerden n'en demeura pas moins irréparable. Luxembourg, un moment, avait conçu l'espoir d'une revanche immédiate. Dès qu'il connut la reddition, il fit venir son infanterie et se posta sur la route de Naerden : « Le bruit court, écrit-il (2), que les troupes d'Espagne doivent bientôt

(1) 7 novembre 1673. — Archives de la Guerre.

(2) 18 septembre 1673. — Archives de la Guerre, t. 327.

partir pour s'en retourner en Flandre. Comme je crois que c'est ce que les ennemis ont de meilleur, je fais état, dès que je verrai les Espagnols hors de portée, de marcher droit aux lignes des ennemis. Je ne vous dis pas encore ce que je pourrai, parce que je veux les bien reconnaître avant que de me déterminer à quelque chose... Quoique j'aie un peu de fièvre aujourd'hui, ajoute-t-il de son ton de raillerie habituel, je ne laisserai pas, tout en tremblant, de marcher à l'ennemi, ce qui me sera commode, parce que l'on attribuera à mon mal ce qui ne viendra peut-être que de ma propre nature. » Le lendemain, à midi, il apprenait effectivement que les troupes espagnoles avaient quitté Naerden. Il marchait aussitôt aux lignes de Guillaume ; mais ce dernier, peu soucieux d'une rencontre, avait décampé la nuit même, se bornant à laisser une bonne garnison dans la place. « Au lieu de soutenir la gageure, dit Luxembourg avec chagrin, ils laissèrent là leurs lignes et marchèrent dans la nuit... J'allais à eux avec un joli corps, et je ne doute point que nous les eussions forcés, ce qui aurait été une petite repréaille de la prise de Naerden, que du Pas a rendue un peu pis qu'à la hollandaise (1). »

Sans se décourager, il songe encore, à quelques jours de là, à reprendre Naerden, ce qu'il croit « chose faisable » pour peu que le Roi le désire. « Ce n'est pas, reprend-il, que la perte de cette place nous incommode beaucoup cet hiver ; mais, il ne faut pas se flatter, elle a fort relevé les affaires du prince d'Orange en Hollande ; et elles retomberaient en méchant état si nous avions repris la ville (2). » Louvois, auquel s'adressait cette requête, déclina nettement l'aventure. La situation politique, l'entrée en scène des deux armées de l'Empereur et du Roi d'Espagne, détournaient ses regards vers un autre horizon et reléguaient au second plan les affaires de Hollande. « Sa Majesté, répondit-il, sera satisfaite, pourvu que vous mettiez les choses en état que le prince d'Orange ne fasse plus de conquête. » Tout ce que l'on pourrait essayer, disait-il, si l'on voyait le stathouder affaiblir son armée pour renforcer les Espagnols, serait de pénétrer en Gueldre et d'y attaquer quelques places ; ce que Condé déconseillait, pour sa part, avec vivacité : « M. de Louvois me mande, dit-il à Luxembourg, qu'il vous propose de grandes conquêtes

(1) Luxembourg à Condé, 19 septembre 1673. — Archives de Chantilly.

(2) 25 septembre. — Archives de la Guerre, t. 327.

en Gueldre ; mais je crois votre épée un peu trop courte pour y songer, et je compte que vous ferez déjà beaucoup de sortir de cette affaire vos braies nettes (1). »

Il fallut donc se résigner à laisser à Guillaume d'Orange l'honneur d'avoir, dans la partie en jeu, gagné la seconde manche, et pris une revanche de Woerden. La portée de cet événement, dans l'état des affaires, dépassait d'ailleurs de beaucoup celle d'une simple blessure d'orgueil, l'humiliation d'un échec passerager. C'était, depuis le début de la guerre, la première fois que la Hollande avait pu rendre coup pour coup, infliger un sérieux affront aux armes de la France. Le retentissement fut immense dans les Provinces-Unies ; d'enthousiastes clameurs s'élevèrent d'un bout à l'autre de la République. « La prise de Naerden, écrivait l'intendant Talon à Condé, a fort surexcité les Hollandais ; et les recrues partent de tous côtés grossir l'armée du prince d'Orange (2). » Le prestige, jusqu'alors intact, du corps d'occupation en reçut une profonde atteinte. On put prévoir dès ce moment la grave résolution qui, moins d'un mois après, allait éclater au grand jour.

IV

Les derniers jours d'octobre 1673, le duc de Luxembourg, de retour à Utrecht où il se morfondait d'ennui, reçut un court billet de la main de Louvois, expédié par courrier spécial, avec des allures de mystère : « Je vous écrit ce mot, lui disait le ministre, pour vous donner part de la résolution que le Roi a prise d'abandonner tout le plus tôt qu'il se pourra toutes les places conquises, à la réserve de Wesel, Rheinberg, Nimègue, etc. Je vous dirai seulement ici que, pendant que le prince d'Orange s'amuse à croter ses bottes en Flandre, vous pouvez abandonner Crèvecœur et Woerden, bouleversant autant que vous le pourrez les fortifications de ces places, et faisant piller Woerden, s'il ne se rachète d'une somme d'argent considérable, et mettre le feu et détruire complètement toutes les habitations de Crèvecœur. » Cette résolution grave datait de quelques heures à peine ; la veille seulement le Roi l'avait soumise à son Conseil. Mais, pour

(1) Novembre 1673. — Archives de Chantilly.

(2) Septembre 1673. — Archives de Chantilly.

être soudain, le parti n'était pas moins sage. Louvois, après quelques semaines de trouble, semblait enfin se ressaisir, retrouvait son sang-froid, sa clairvoyance et sa décision ordinaires. La coalition que Guillaume venait de nouer contre la France, le fait, désormais accompli, de l'entrée dans la lice des armées d'Espagne et d'Autriche, transformaient totalement la face primitive de la guerre, enlevaient aux Pays-Bas l'importance stratégique qu'on y avait jusqu'alors attachée ; le principal théâtre de la lutte allait se transporter sur les frontières d'Allemagne. Louis XIV a lui-même, dans un mémoire de sa main, résumé les motifs qui dictèrent sa résolution : « J'étais maître, écrit-il (1), d'une partie de la Hollande ; j'avais des troupes logées en Allemagne et éloignées de moi, des ennemis voisins, des places en méchant état, des frontières entièrement ouvertes, des ennemis puissans sur mer, et sujet d'avoir de l'inquiétude de tous côtés. Il me fallait résoudre à perdre ainsi toutes mes conquêtes éloignées, et penser à en faire dans les endroits par où je pourrais attaquer et me défendre. » Rien n'était donc plus à propos que d'abandonner à leur sort de spacieuses régions inutiles, pour ramasser ses forces et faire face au pressant danger.

C'était, sur une plus vaste scène, le système que depuis longtemps prêchait en vain le duc de Luxembourg : sacrifier les postes superflus et se concentrer dans les autres. Aussi est-ce sans surprise qu'il accueille aujourd'hui la confiance ministérielle. Il se prépare sur l'heure à réaliser ce programme, promettant à Louvois la plus absolue discrétion : « Je vous renvoie, lui dit-il, votre lettre, ne voulant pas que le hasard puisse jamais faire que l'on sache que vous vous soyez ouvert à moi du secret que vous me chargez de garder sur cela. » Trois jours plus tard, d'ailleurs, ce grand secret n'en est plus un. Quelques lignes du Roi, écrites cette fois en la forme officielle, confirment la nouvelle en ces termes précis : « Mon cousin (2), ayant donné l'ordre au sieur marquis de Louvois de vous expliquer mes intentions sur l'abandon d'une partie des places qui sont présentement sous votre commandement et que j'ai conquises l'année dernière sur les Hollandais, je vous écris ce mot pour vous dire que vous exécutiez ce qu'il vous expliquera de mes intentions à cet égard. »

(1) Fragment sur la campagne de 1674. *Œuvres de Louis XIV*, t. III, p. 454.

(2) 23 octobre 1673. — Archives de la Guerre, t. 317.

A cette note laconique sont jointes, par les soins de Louvois, des instructions claires et substantielles : « Le Roi souhaite (1) qu'avec tous les paysans que vous pouvez ramasser vous fassiez faire à la digue du Leck une ouverture si large et si profonde que les inondations augmentent considérablement dans le pays des Hollandais; que vous négociez avec les habitans d'Utrecht pour en tirer une somme d'argent très considérable pour s'empêcher d'être pillés, et qu'en quittant cette place vous en fassiez sauter les portes; que vous fassiez de même rançonner Hardevick et Amersfort pour s'empêcher d'être brûlées, sinon que vous en donniez le pillage aux troupes... ce qu'il faut pourtant tâcher d'éviter autant que possible, tant parce que Sa Majesté n'en profiterait pas, qu'à cause des violences qui ont coutume de se pratiquer en pareilles occasions, lesquelles la pitié de Sa Majesté est bien aise d'épargner autant qu'il n'est pas absolument nécessaire. » Ensuite vient l'énumération des autres places à évacuer — toutes celles du Zuyderzée, de l'Yssel et du Leck — avec quelques avis sur la méthode à suivre pour rassembler les garnisons et les conduire en terre française. « Je ne puis finir, conclut-il, sans me réjouir avec vous de ce que je vous reverrai ici entre ci et la fin de cette année et que, par le grand nombre des troupes que vous ramènerez en France, je pourrai avoir le plaisir d'en faire loger beaucoup dans votre seigneurie de Ligny (2). »

On voit par cet extrait que, fidèle à soi-même, Louvois, tout en lâchant sa proie, veut que l'affaire soit lucrative, et que les Hollandais achètent à beaux deniers comptans la délivrance du sol de leur patrie. La plupart de ses lettres ont trait à cette question, qui lui tient fort au cœur : « Sa Majesté a vu avec plaisir que vous êtes persuadé que l'on pourrait tirer une furieuse somme d'argent pour ne point piller et brûler les villes que l'on quittera; et Elle s'attend de recevoir un grand soulagement de celles que vous abandonnerez... Il n'y a point d'inconvéniens, après leur avoir fait racheter leurs maisons, d'emmener avec vous les principaux tant des villes que des villages, pour ne les point relâcher qu'ils n'aient payé une très grosse rançon; et Sa Majesté s'attend que vous serez sur cela aussi dur et aussi exact que son service le

(1) Louvois à Luxembourg, 23 octobre. — Archives de la Guerre, t. 317.

(2) Allusion à une lettre récente où Luxembourg se plaignait vivement qu'on eût envoyé des troupes en quartiers dans sa terre.

peut requérir (1). » Constatons que cette fois le duc de Luxembourg se montra moins docile à suivre les conseils de son impitoyable ami; soit que les grandes difficultés qu'il allait trouver sur sa route eussent détourné son attention de ce point secondaire; soit, — comme on aimerait à penser, — qu'il ait senti quelque scrupule à pousser aux dernières limites la ruine et la dévastation dans ces régions infortunées, à raviver, par des exécutions nouvelles, l'exécration amassée déjà sur son nom. Les témoignages, tant français qu'étrangers, s'accordent sur ce point que, — tout en s'efforçant de « tirer de l'argent » des bourgeois et des magistrats et sans négliger de détruire les fortifications des places, — il fut pourtant moins « exact » et moins « dur » que ne le prescrivait Louvois. Au moins épargna-t-il les incendies, le pillage et les violences. A Utrecht, notamment, les choses se passèrent en douceur : « Les Français nous ont quittés, écrira le correspondant de la Gazette flamande (2), en bon ordre, et sans avoir fait aucune insulte à personne, en ayant assez fait d'ailleurs pendant leur séjour. »

La nouvelle de l'évacuation, en dépit des précautions prises, ne tarda guère à se répandre en France. On imagine l'effet qu'elle produisit sur l'opinion publique. Condé connaissait bien le tempérament national, lorsqu'il prédisait à Louvois « la perte de la réputation, le décri général, » que ce brusque abandon entraînerait au premier moment. Dans le pays entier, et surtout à Paris, la surprise et l'humiliation allèrent jusqu'aux extrêmes limites. Après les bravades du début, les succès continuels des deux premières années, on ne pouvait concevoir cette retraite sans combat, cette reculade au lendemain des victoires. L'orgueil froissé parlait plus haut que tous les raisonnemens, et la sage prévoyance d'une mesure nécessaire était partout traitée de démente et de trahison. Si l'on n'osait s'en prendre au Roi, dont la personne sacrée restait hors de toute discussion, l'impopularité tombait sur ses ministres, ceux-là surtout qui dirigeaient la guerre et la marine. Une grêle de couplets satiriques, de sanglantes épigrammes, de quatrains virulents, s'abattait sur les têtes de Colbert et Louvois; et l'on chantait, en dépit des sergens, aux applaudissemens de la foule :

(1) Lettres des 23 et 24 octobre. — Archives de la Guerre, t. 317.

(2) *Relations véritables des Pays-Bas*. — Lettre d'Utrecht du 24 novembre 1736

Hollandais, votre cas va bien.
 Louis n'est pas inexorable,
 Puisqu'il vous rend tout votre bien.
 Rendez-en grâce au connétable (1);
 Un compliment à l'amiral (2);
 Tous deux ne vous servent pas mal.

L'audace des chansonniers passa même toute mesure, et d'abominables refrains allèrent jusqu'à pousser le peuple de Paris à faire subir aux prétendus coupables le sort que celui de La Haye avait infligé aux deux Witt :

... A l'exemple des Hollandois,
 Savez-vous ce qu'il convient faire?
 Faisons de Colbert, de Louvois,
 Ce qu'ils ont fait du Pensionnaire.
 Tout le monde nous en louera,
 Et la Fortune changera... (3)

Si cette émotion du public était, somme toute, peu justifiée, on n'en peut dire autant du chagrin et de l'inquiétude que témoignaient certains alliés du Roi, l'archevêque de Cologne et l'évêque de Munster. L'évacuation de la Hollande et le départ des troupes françaises auraient pour résultat infaillible et prochain de livrer sans défense les villes qu'ils occupaient encore, les territoires où ils tenaient quartier; et les armées épiscopales n'avaient d'autre parti que battre vivement en retraite. Bien plus, les frontières mêmes de l'électorat de Cologne étaient menacées d'invasion. D'un côté, les troupes de Guillaume jointes au contingent espagnol, d'autre part, l'armée impériale sous la conduite de Montecuccoli, tournaient autour de cet État, semblaient vouloir s'y donner rendez-vous. « Il est aisé de juger en quel embarras d'esprit se trouve M. de Cologne, mande à Louvois le prince Guillaume de Fürstenberg (4), lorsqu'il voit tous ses États ruinés, sur le point d'être perdus, et nul moyen d'entretenir ses troupes et de subsister pour sa propre personne; et tout cela, non par sa faute, mais par celle de ceux qui veulent que tout se règle par leur opinion particulière. » Aussi l'irritation croissait-elle chaque jour davantage dans ces cours ecclésiastiques. « Jamais

(1) Louvois.

(2) Colbert.

(3) *Nouveau siècle de Louis XIV*, année 1673.

(4) Lettre du 7 novembre 1673. — Archives de la Guerre, t. 348.

princes ne furent plus étonnés, » dit un écrit du temps; et cet étonnement se traduit tantôt par des plaintes suppliantes, tantôt par des reproches amers. Toutes les lettres de Luxembourg, aussi bien que celles de Louvois, sont remplies, pendant cette période, du récit des « chicanes » et des lamentations des alliés ainsi sacrifiés aux nécessités politiques, et dont le duc raille sans pitié la déception et la colère, « l'ignorance crasse » et le « manque d'entendement (1). »

La piètre attitude des prélats excuse dans une certaine mesure ces railleries déplacées et diminue la compassion qu'inspirerait leur malheureux sort. Ils récriminent à tort et à travers, négligent les objets importants pour s'attacher à des misères, se suspectent entre eux, se dénoncent mutuellement. Chacun ne songe qu'à noircir son voisin pour se tirer soi-même d'affaire. Tantôt c'est l'évêque de Strasbourg, ministre principal de M. de Cologne, qui avertit sous main le Roi que l'Électeur, son maître, « pourrait être capable de s'accommoder avec l'Empereur, » et qu'il serait prudent de mettre du monde dans ses places, « pour qu'il ne soit plus en état de les livrer aux ennemis (2). » Le lendemain, c'est ce même évêque, oubliant ses accusations, qui supplie qu'on défende la capitale de l'Électeur, qu'il représente comme affolé par la terreur de l'invasion. Et tel est bien en effet, semble-t-il, l'état d'âme de ce prince de médiocre esprit, éperdu d'épouvante, changeant d'opinion à chaque heure, voyant partout des pièges tendus sous ses pas. Mais ce que chacun d'eux réclame avant toutes choses, c'est qu'on protège ses biens privés contre les représailles hollandaises : « Je vous prie, monsieur, gémit M. de Strasbourg (3), puisque le prince d'Orange a fait brûler un château qui était à moi, de faire savoir à mondit sieur le prince de me faire dédommager en me remboursant quinze mille écus; qu'autrement l'on brûlera son château de Buren et tous ses autres châteaux, lesquels on peut approcher avec les armes de Sa Majesté. » Quant à Galen, il écrit peu, — sauf quelquefois pour demander de l'argent et des bénéfices, — mais il s'occupe à pêcher en eau trouble, profite du désarroi pour piller sans merci tout ce qu'il trouve en son chemin. « Les troupes de Munster, écrit Luxembourg de Nimègue, ont fait le diable dans ce pays... J'ai

(1) Luxembourg à Louvois, 20 novembre. — Archives de la Guerre, t. 330.

(2) Louvois à Luxembourg, 13 novembre. — Archives de la Guerre, t. 317.

(3) 20 novembre. — Archives de la Guerre, t. 330.

eu beau patrociner, je ne l'ai point persuadé; et, au lieu d'aller en corps d'Arnheim à Deventer, il s'est séparé en quatre, a fait de très petites journées et de très grands désordres... »

La prise de Bonn, qui dépendait de l'électorat de Cologne, par les armées unies du stathouder et de M. de Montecuccoli (1), redoubla bientôt l'affolement et jeta l'Électeur dans des accès de désespoir. Luxembourg cependant, à la première nouvelle, courut à son secours avec de l'infanterie, mit dans les places de Nuys, de Neuss et de Keyserwerth de solides garnisons, tandis qu'avec un corps d'armée le maréchal d'Humières couvrait les abords de Cologne. Ces deux mouvemens, bien combinés et rapidement exécutés, empêchèrent les coalisés de pousser plus loin leurs conquêtes et préservèrent l'électorat. Mais le lendemain demeura incertain et critique. « Si vous pouviez trouver une occasion d'attaquer les ennemis avec une apparence de succès, mandait Louvois à Luxembourg (2), l'avantage que vous auriez sur eux serait un coup de partie; car rien n'est plus important que d'empêcher que les habitans de Cologne ne leur ouvrent leurs portes. Mais c'est plutôt l'ouvrage d'un ambassadeur que celle d'un général d'armée. » Les plénipotentiaires réunis à Cologne « tremblaient » en effet « dans leur peau, » et pressaient Luxembourg de ne songer, toute autre affaire cessante, qu'à les bien protéger contre le prince d'Orange. L'un d'eux, M. Courtin, se plaignait même fort aigrement des généraux, « qui tournaient la guerre en chicane » et menaient dans leurs camps « une vie de plénipotentiaires. » — « Quand M. Courtin parle de cela, riposte vivement Luxembourg, il lui semble que cela nous est aussi aisé comme il est à lui de faire sa petite mine riante; et il ne songe pas que ce serait aussi bien fait à lui de ne point trouver à redire à ce qui se fait à la guerre, comme il l'est à nous de ne point condamner ce qui se passe dans la négociation de son ambassade. » Puis, prenant l'offensive : « Messieurs les plénipotentiaires sont des gens bien cachés, s'ils sont bien avertis; car, par tout ce que l'on voit d'eux, il paraît qu'ils ne savent pas grand'chose. Ils m'écrivent du 17 qu'ils ignorent où est M. de Turenne, et qu'ils ne savent même pas si les ennemis ont pris Bruhl (3)! »

(1) Le 12 novembre 1673.

(2) 13 novembre. — Archives de la Guerre, t. 317.

(3) Lettre du 20 novembre 1673. — Archives de la Guerre, t. 330.

V

La tâche de Luxembourg était plus complexe, en effet, que ne l'imaginaient les plénipotentiaires; l'abandon des régions conquises comportait mille détails d'une exécution délicate. Démolir ou mettre hors d'usage les ouvrages des villes fortifiées; en retirer les garnisons, tout en renforçant certains postes dont la conservation était indispensable — Nimègue, Arnheim, les places du Waal et de la Meuse, — enfin conduire en France, à travers le réseau serré des troupes de la coalition, le gros de l'armée de Hollande, avec trois mille chariots, trois cents pièces de canon enlevées dans les places hollandaises, le tout dans la mauvaise saison et par des chemins défoncés : telle était la mission qu'il fallait mener à bonne fin en l'espace de quelques semaines. Louvois d'ailleurs, contre son habitude, s'abstenait d'instructions précises et laissait carte blanche au général en chef : « Le Roi ne vous prescrit rien, se remettant à vous de juger sur les lieux ce que vous estimerez à propos de faire, et ne vous commandant rien autre chose, si ce n'est de bien battre les ennemis, si vous croyez pouvoir l'entreprendre avec quelque chance de succès (1). »

Luxembourg accomplit la première partie du programme avec son habileté, sa prestesse habituelles. Le 15 novembre, Woerden, Crèvecœur, Bommel, Campen, Amersfort, Hardewick, six autres places encore de moins grande importance, étaient désarmées, démantelées, les approvisionnements retirés ou détruits, les troupes qu'elles renfermaient concentrées à Utrecht, avec ordre et méthode, sans exactions ni violences. Des contributions modérées furent levées dans ces villes comme rançon de leur délivrance : « Quelque malhabile homme que je sois (2) pour demander de l'argent, je les ai fait convenir qu'il fallait qu'ils en donnassent, et je pense que l'affaire se terminera comme on l'a souhaité. Peut-être auront-ils de la peine à payer le tout comptant ; mais on prendra des sûretés. » Utrecht « contribua » pour 550 000 livres, chiffre que les États ne trouvèrent pas exagéré. Il fallait redouter que l'exode des Français ne devint

(1) 6 novembre. — Archives de la Guerre, t. 317.

(2) Luxembourg à Louvois, 13 novembre. — Archives de la Guerre, t. 330.

l'occasion d'une persécution contre les catholiques, dont le culte était rétabli dans certaines églises des grandes villes. Luxembourg prit des précautions pour prévenir ce désordre : « La piété du Roi, écrit-il (1), fait que Sa Majesté ne sera point fâchée qu'après que ses troupes seront parties l'on ne maltraite point les catholiques. Le moyen pour l'empêcher est de s'assurer de trois ou quatre des principaux ministres, et d'un bourgmestre ou deux, créatures du prince d'Orange, que nous emmènerons en otages, et qui pourront être garans de l'article inséré en faveur des catholiques dans le traité qu'on fera avec la ville d'Utrecht. »

Toutes choses ainsi réglées, le 16 novembre, à neuf heures du matin, le duc donna le signal du départ. Seize mille hommes de l'armée du Roi, avec leurs centaines de canons, les milliers de chariots où s'entassait tout le butin, défilèrent par les rues d'Utrecht, dans un ordre parfait, au son des cloches, des tambours, des trompettes, qui donnaient comme un air de fête à la ville en rumeur (2). Les magistrats et les notables crurent devoir escorter le général en chef jusqu'à « une lieue hors de l'enceinte; » et les adieux, de part et d'autre, furent empreints de civilité. Dès que la queue de la colonne eut disparu de l'horizon, les bourgeois en grand nombre accoururent à l'Hôtel de Ville, reprirent leurs piques et leurs habits de guerre, qu'ils y trouvèrent encore; les capitaines, sur leurs « casaques, » arborèrent l'écharpe orangée (3); et tous, petits et grands, artisans, commerçans, catholiques et huguenots, célébrèrent jusqu'au soir par des cris et des réjouissances la libération de leur ville, asservie depuis dix-huit mois au joug pesant de l'étranger. Huit jours plus tard, cinq régimens d'infanterie hollandaise y faisaient leur entrée; le comte de Horn, leur chef, recevait les clefs de la ville, en prenait possession au nom du prince d'Orange; et Guillaume, peu après, arrivant à La Haye, y était accueilli par l'enthousiasme populaire, saluant en sa personne le sauveur des Provinces-Unies (4).

Indifférent à ces explosions d'allégresse, Luxembourg pour-

(1) 13 novembre 1673. — Archives de la Guerre, t. 380.

(2) *Relations véritables des Pays-Bas. — Histoire de la maison de Montmorency*, par Désormeaux, etc., etc.

(3) *Ibid.*

(4) *Gazette* de 1673. — Lettre de La Haye du 13 décembre.

suivait sa marche diligente, remontait le cours de la Meuse, et ralliait en chemin les petites garnisons des postes de l'Yssel. Une circonstance heureuse favorisait son mouvement de retraite, semblait écarter de sa route les obstacles et les périls. Les généraux de la coalition, après la prise de Bonn, n'avaient pu s'accorder sur le plan de campagne. Le prince d'Orange, toujours ardent, voulait poursuivre l'avantage; le comte de Monterey (1), commandant les troupes espagnoles, suivait aveuglément tous les avis du stathouder; mais Montecuccoli, le chef de l'armée impériale, prudent et temporisateur, s'opposait opiniâtrément à toute entreprise hasardée. Le débat entre ces trois hommes s'éternisait depuis bientôt quinze jours, quand il prit fin par un coup de théâtre. « Un courrier parti de Cologne, écrit le 3 décembre Louvois à Luxembourg (2), m'apporte la nouvelle que M. de Montecuccoli, ne pouvant plus souffrir les impertinentes propositions du prince d'Orange et des Espagnols, a pris la résolution de s'en retourner à Vienne, et il est parti sans donner ordre à quoi que ce soit, si ce n'est qu'il a mandé à M. de Bournonville de repasser le Rhin pour se mettre en quartiers d'hiver. Les ministres d'Espagne sont désolés de ce contretemps et disent publiquement que Montecuccoli les trahit, et le prince d'Orange s'en retourne en Hollande. » Louis XIV, dans le fragment dont j'ai donné quelques extraits, confirme ces dissentimens et en tire la moralité : « Cela fait voir, dit-il sentencieusement (3), que l'union est bien difficile à des gens qui ont des intérêts séparés, quoiqu'ils paraissent n'avoir que le même à soutenir. L'autorité, partagée, n'est jamais si forte que lorsqu'elle est réunie dans une seule personne. C'est un avantage que j'ai eu contre mes ennemis pendant toute cette guerre, et qui a fort contribué aux grands succès qui me sont arrivés. »

On sut effectivement bientôt que Guillaume était à La Haye, tandis que Monterey se réinstallait à Bruxelles; et Luxembourg, délivré d'inquiétude, arrivait sans encombre au camp sous Maëstricht, où il laissait se reposer l'armée, en attendant les instructions du Roi. Rien désormais ne paraissait plus s'opposer

(1) Gouverneur des Pays-Bas espagnols de 1669 à 1675. Il entra dans les ordres peu avant sa mort, en 1712. C'était le second fils de don Luis de Haro.

(2) Archives de la Guerre, t. 317.

(3) Fragment de mémoire sur la campagne de 1674. — *Œuvres de Louis XIV*, t. III, p. 454.

à son prochain retour en France; et Louvois, le félicitant sur « sa bonne tête » et l'heureux succès de sa marche, terminait ainsi son épître (1) : « J'espère vous envoyer mardi la permission de venir ici (à Saint-Germain) rendre compte de vos actions. Personne ne vous y verra avec plus de plaisir que moi, qui suis tout à vous. » C'était aller vite en besogne, et Guillaume prit le soin de dissiper ces illusions.

Le stathouder n'était pas homme à délaisser si facilement sa proie. Il s'était proposé, comme il disait lui-même, « la destruction du duc de Luxembourg; » les troupes de l'Empereur lui manquant, il résolut de s'en passer et de faire seul, avec le renfort espagnol, une tentative « en laquelle il était persuadé de réussir (2). » Il dépêcha vers Monterey le comte de Waldeck, l'un de ses généraux, pour proposer l'affaire et combiner le coup. Monterey se laissa convaincre; le 17 décembre, en « un magnifique équipage, » accompagné de toute la noblesse du pays, il quitta pompeusement Bruxelles pour se porter avec ses troupes au rendez-vous convenu avec le prince d'Orange. La jonction des armées se fit à Tirlemont, sur la rive gauche de la Meuse, pointe extrême d'un triangle dont Liège et Namur font la base. Le poste était des mieux choisis. Dans un temps où les routes étaient rares et mauvaises, le chemin naturel de Maëstricht en France était la « grande chaussée » qui suivait le cours de la Meuse, passant par Liège, Huy et Namur pour aboutir à Charleroi. Tel était bien l'itinéraire que se proposait Luxembourg pour rapatrier son armée, par une voie, disait-il, « aussi sûre que commode. » En s'embusquant à Tirlemont, Guillaume, de cette façon, s'assurait un double avantage : il menaçait la grande chaussée, prenait en flanc les troupes qui s'y seraient aventurées; de plus, il les coupait de la Flandre et du Hainaut, où le comte de Schomberg (3), avec un corps de six mille cavaliers, était posté, suivant l'ordre du Roi, pour donner au besoin la main à Luxembourg (4).

Suivre son premier plan et forcer les obstacles, Luxembourg

(1) Lettre du 16 décembre 1673. — Archives de la Guerre, t. 317.

(2) *Gazette* de 1674.

(3) Armand-Frédéric, comte de Schomberg, 1619-1690. Maréchal de France en 1675, il quitta le service du Roi lors de la révocation de l'Édit de Nantes, et fut tué à la bataille de la Boyne, en combattant contre Jacques II.

(4) *Gazette* de 1674. — *Mémoires* du marquis de Feuquières. — Lettre de Luxembourg à Louvois du 16 décembre 1673. — Archives de la Guerre, t. 331.

ne pouvait y songer sans folie. « J'ai considéré, mande-t-il à Louvois (1), que nous ne saurions être avertis de ce qui se passera par les derrières, et que je pourrais trouver sur mon chemin une plus grande compagnie que je ne voudrais, qui aurait l'avantage de m'attendre dans son pays, sans bagages ni rien qui l'incommode. » Les détails qu'il reçut le lendemain et les jours suivans ne firent que confirmer ces craintes. L'armée alliée dépassait trente mille hommes, dont dix mille de bonne cavalerie. Le stathouder, en outre, avait mobilisé « un grand amas de paysans, qui tenaient tous les bois, » faisaient des abatis, défonçaient les chemins, surexcités par l'espoir du pillage. Luxembourg, contre tant d'ennemis, ne disposait que de cinq mille chevaux et de neuf mille hommes d'infanterie, suivis « d'un gros bagage, fort incommode quand il s'agit de combattre. » C'est le compte qu'il fait à Louvois : « Ce que je vous dis là, ajoute-t-il, croyez bien que c'est un état au juste, que nous en fimes hier, M. de Fourilles et moi (2). » Force fut donc de s'ingénier à chercher un autre chemin : « L'intention de Sa Majesté étant que je ramène l'armée en France sûrement, il m'a semblé que le meilleur était de passer par Rochefort, de là à Mézières ou Sedan, » laissant à droite la grande chaussée. Pour ce nouveau dessein, il n'était pas une heure à perdre. L'ennemi s'approchait rapidement. Quelques jours de retard lui permettraient de couper le chemin et de bloquer toutes les issues.

On se mit donc en route vers les Ardennes, à travers des difficultés croissantes. A l'embarras des « chemins détestables » s'ajoutait la contrariété « d'un temps le plus fâcheux du monde. » Les soldats, écrit Luxembourg (3), « fatigués et mouillés tous les jours, n'ayant pas de quoi se mettre la nuit à couvert, n'ont pu tous suivre leurs drapeaux, auprès desquels il n'y en a pas la moitié. Nos caissons sont demeurés par les routes en grand nombre, et beaucoup d'équipages avec lesquels nous avons bien du monde. » Le soir de la seconde journée, en passant la rivière de l'Ourthe, les glaces désagrégées et les eaux débordées rompirent le pont pendant la traversée des troupes ; la moitié de l'armée se trouva séparée de l'autre. On apprit le même jour que la cavalerie de Guillaume avait franchi la Meuse sur le pont

(1) 16 décembre 1673. — Archives de la Guerre, t. 331.

(2) Lettres des 21 et 24 décembre. — Archives de la Guerre, t. 331.

(3) 21 décembre. — Archives de la Guerre, t. 331.

de Namur, tandis que l'infanterie « passait dans des bateaux, » et que toutes les forces alliées accouraient à marches forcées pour arriver les premières à Rochefort, « un défilé du diable, où un grand corps ne dépose point un petit. » Par suite de la rupture du pont, il n'était plus d'espoir de prévenir l'ennemi sur ce point. Il fallait rebrousser chemin, changer de nouvelles batteries. Le parti du duc fut vite pris. Sans hésitations inutiles, on répara le pont tant bien que mal ; l'armée retourna sur ses pas, ramassa les « traîneurs » et les bagages enlisés dans la boue, et regagna le camp de Maëstricht, d'où Luxembourg dépêcha vers Louvois pour l'informer de sa situation.

VI

L'émoi fut grand à la Cour lorsque ce message arriva. Les commentateurs allaient leur train ; on dénaturait les nouvelles ; de la plus absolue confiance on passait brusquement aux plus excessives inquiétudes. « M. de Luxembourg est un peu oppressé par l'armée de M. de Monterey et du prince d'Orange, écrivait à sa fille M^{me} de Sévigné (1). Il ne peut hasarder de décamper, et il périrait si on ne lui envoyait du secours... Cette nouvelle est grande et fait un grand mouvement partout. » Le Roi, se départant de son calme ordinaire, mandait en hâte à son conseil ses plus célèbres capitaines, envoyait de toutes parts des ordres précipités. Il fut résolu que les troupes, entrées déjà dans leurs quartiers d'hiver, seraient rappelées et remises en campagne ; Condé, Turenne, le duc d'Enghien, « tous trois dans une parfaite intelligence, » en recevraient le commandement ; trente-cinq mille hommes, l'élite de nos armées, sous ces illustres chefs, se dirigeraient vers Charleroi, pour « ouvrir le chemin » à leurs compagnons en détresse. Condé, sortant d'une crise de goutte, était à peine convalescent ; Turenne souffrait d'un accès du même mal ; ni l'un ni l'autre, toutefois, n'éleva nulle objection ; ils se préparèrent au départ. Tout ce qui portait une épée réclamait la faveur de se joindre à l'expédition. Le comte de Bussy-Rabutin, du fond de son exil, jugeait l'occasion bonne pour revenir sur l'eau et écrivait au Roi pour lui proposer ses

(1) Lettre du 29 septembre 1673, Ed. Mommerqué. — Voir aussi la lettre de Bussy-Rabutin du 31 décembre. *Correspondance de Bussy-Rabutin*.

services (1). Les officiers de l'armée d'Allemagne qui, la campagne terminée, avaient regagné leurs foyers, couraient reprendre leurs postes. « La Trousse et mon fils, qui arrivèrent hier, sont aussi de ce nombre, écrit tristement la marquise; ils ne sont pas encore débottés, et les revoilà dans la boue! »

Un billet de Louvois avertit Luxembourg de ces décisions énergiques : « Lorsque Mgr le Prince et M. de Turenne marcheront sur la grande chaussée avec trente-cinq mille hommes, pour vous ouvrir le chemin, il faudra que les ennemis combattent ou qu'ils se retirent bien loin... Ainsi, oubliez tout ce que je vous ai mandé jusqu'à présent. Songez à vous mettre en lieu où vous puissiez subsister jusque vers la fin du mois prochain... Mgr le Prince et M. de Turenne pourront arriver à Charleroi depuis le 15 jusqu'au 20 du mois de janvier; et, jusqu'à ce que vous ayez de leurs nouvelles, ne songez point à partir des quartiers où vous vous serez mis (2). » Huit jours plus tard, Condé était effectivement en route, et Turenne prêt à le rejoindre. L'émotion publique se calmait; les esprits, à la Cour, se remettaient d'une aussi chaude alerte. « Selon toutes les apparences, mandait le marquis de Pomponne (3), les ennemis n'attendront pas le combat contre une armée si considérable et commandée par de tels généraux, surtout se trouvant comme enfermés entre celle de M. le Prince et celle de M. de Luxembourg. Cette affaire a été regardée comme considérable ces derniers jours : mais, comme vous le voyez, elle sera bientôt remédiée. »

Elle fut « remédiée » en effet, plus vite qu'on n'attendait et d'une autre manière. La perspective de demeurer au camp, passif, « les bras croisés, » sous les murs de Maëstricht, pour y attendre le salut, ne souriait guère à Luxembourg. Aux soldats, comme au général, déplaisait cette longue inaction : « Dans l'envie que les troupes ont de rentrer en France, rien ne leur paraîtra difficile pour y aller; au lieu que des quartiers par deçà pourraient bien les faire désertir (4). » En cette disposition d'esprit, Luxembourg décida de chercher quelque stratagème pour échapper à l'étreinte de Guillaume et « se désopiler » tout seul. Son pre-

(1) Note de Bussy du 31 décembre 1673. *Correspondance générale*.

(2) Lettres des 28 et 30 décembre 1673. — Archives de la Guerre, t. 317 et 331.

(3) Lettre au marquis de Feuquières du 29 décembre. — *Lettres des Feuquières*, passim.

(4) Lettre de Luxembourg du 31 décembre. — Arch. de la Guerre, t. 331.

mier soin fut de se délivrer du bagage encombrant qui retardait sa marche et gênait ses mouvemens. Il se défit de ses chariots, chargea sur des chevaux de bât les vivres et les munitions, puis, ainsi allégé, il écrivit à M. de Schomberg et l'informa du coup qu'il méditait pour opérer sa jonction avec lui. Il prit aussi la précaution de répandre le bruit que, le temps s'étant raffermi, il revenait à son idée de suivre la voie des Ardennes, et, les premiers jours de janvier, parut prêt en effet à risquer cette nouvelle tentative. L'armée se mit en marche et prit la route de Liège; l'avant-garde passa la Meuse, poussa même jusqu'aux bords de l'Ourthe. Le prince d'Orange donna dans le panneau. Il leva ses quartiers, abandonna sa position de Tirlemont, accourut à marches forcées vers le défilé de Rochefort, afin d'y barrer le passage. C'est ce qu'attendait Luxembourg. Sitôt qu'il le vit engagé sur la rive droite du fleuve, il arrêta le mouvement commencé, remonta vivement vers Maëstricht, retraversa la Meuse avec sa cavalerie, et gagna d'une haleine la petite ville de Tongres, où Schomberg averti venait à sa rencontre avec six mille chevaux. Tandis que les alliés, dupes d'une démonstration feinte, « se crottaient » en pure perte sur les routes défoncées qui menaient vers Sedan, « ruinaient » leurs chevaux et leurs hommes dans ces régions basses et marécageuses, les deux corps français se joignaient et retournaient ensemble « à toute bride » à Maëstricht, assez nombreux maintenant pour n'avoir plus grand'chose à craindre (1).

Ce mouvement bien conçu et prestement exécuté suffit au gain de la partie. Guillaume, lorsqu'il se vit joué, ne s'obstina pas davantage. « Les Hollandais et les Espagnols ont repassé la Meuse, mandent à Feuquières les plénipotentiaires du Roi. Nous croyons que M. de Luxembourg passera comme il voudra, et que chacun ira se reposer jusqu'au printemps. La première expédition de M. de Monterey n'aura pas produit grand effet (2). » Le pronostic, à quelques jours de là, se vérifiait de point en point : « MM. de Monterey et le prince d'Orange se sont retirés, reprennent les mêmes informateurs; et, s'ils n'avaient pris ce parti, ils se trouveraient fort embarrassés. » Luxembourg, en

(1) *Mémoires de Feuquières*, t. III. — Lettre de Pellisson du 15 janvier 1674. — Luxembourg à Louvois, janvier 1674. — Archives de la Guerre, t. 383.

(2) Lettre de MM. Courtin et de Barillon du 6 janvier 1674. — *Lettres des Feuquières*, passim.

effet, se sentant dans la main une force suffisante, s'avavançait à présent sur la grande chaussée de la Meuse, tout prêt, s'il le fallait, à forcer les obstacles. L'approche de l'armée de secours qui se rassemblait sur la Sambre risquait de mettre les alliés dans une passe fort dangereuse; ils eurent le bon esprit de n'en point courir l'aventure. Le 6 janvier, Guillaume et Monterey se firent « tristement » leurs adieux (1); l'un s'en fut à La Haye, le second à Bruxelles, et leurs troupes, harassées par trois semaines d'alertes et de manœuvres continuelles, allèrent, dans leurs quartiers, goûter un repos nécessaire. La grande chaussée désormais était libre et « nettoyée » de tout obstacle. « Nous sommes arrivés ici, manda de Philippeville Luxembourg à Louvois, sans mal ni douleur, n'ayant point ouï parler des ennemis (2). »

La surprise fut vive à la Cour quand on apprit ce dénouement. Des contre-ordres furent dépêchés dans toutes les directions pour rappeler troupes et généraux en marche. « On doit envoyer quérir M. le Prince, écrit M^{me} de Sévigné, pour le faire revenir, et tous nos pauvres amis (3). » Condé, déjà parvenu à Vervins, reprit le chemin de Paris. Luxembourg l'y suivit de près. Dès qu'il eut franchi la frontière, il reçut permission de laisser son armée et de gagner la capitale. Le 23 janvier 1674, il fit sa rentrée à la Cour, où l'attendait un accueil « magnifique. » Sa retraite de Hollande fut célébrée à l'égal d'une victoire. On le connaissait de longue date hardi, entreprenant, brillant sur le champ de bataille; cette marche sans combat le révéla, pour les gens du métier, tacticien et manœuvrier. On remarqua que, pour la première fois, le Roi lui fit une réception cordiale, presque affectueuse. Le bruit courut partout qu'il allait recevoir le bâton de maréchal de France.

Les occasions, d'ailleurs, n'allaient pas lui manquer pour déployer à nouveau ses talents. Deux années de conquêtes heureuses et de succès presque ininterrompus laissaient la France dans une situation plus confuse et plus incertaine, dans une passe plus dangereuse qu'au début de la guerre. La lutte, par suite des récents événements, allait changer d'objet et d'importance. Il ne s'agit plus désormais de châtier l'insolence de voi-

(1) *Gazette* de 1674.

(2) 46 janvier 1674. — Arch. de la Guerre, t. 383.

(3) Lettre du 12 janvier 1674. Ed. Monmerqué.

sins orgueilleux, d'utiliser les fautes de la Hollande pour étendre au nord nos frontières et détruire à notre profit la concurrence d'une nation commerçante. C'est l'indépendance du pays, l'intégrité du territoire qu'il va falloir défendre contre les deux tiers de l'Europe. Les premiers mois de 1674 verront s'accroître formidablement la coalition des puissances. Nos rares alliés, intimidés, lâcheront pied l'un après l'autre. En février, ce sera le roi d'Angleterre qui, pressé par son parlement, poussé l'épée aux reins par l'opinion publique, abandonnera la cause de Louis XIV, fera sa paix avec les États Généraux. Quelques semaines plus tard, viendra le tour des princes-évêques, l'Électeur de Cologne et l'évêque de Munster. L'Électeur palatin, l'Électeur de Mayence, les ducs de Brunswick et de Lunebourg, enfin, — plus puissant à lui seul que tous ces derniers réunis, — l'Électeur de Brandebourg, entreront également dans la coalition. Et l'instigateur de cette ligue, le négociateur de cette alliance universelle, l'âme du mouvement sans précédent qui lancera contre une seule nation rois, empereur, électeurs, tous les porte-couronnes, sera un prince de vingt-quatre ans, chef récemment élu d'une petite république, que Louis XIV, hier encore, couvrait d'un écrasant dédain. Cette cabale extraordinaire sera l'œuvre du prince d'Orange, le fruit de sa patience tenace et de son génie audacieux. L'heureuse étoile de Louis XIV voudra que ce politique redoutable soit moins bon tacticien sur les champs de bataille, et que la France trouve de grands capitaines pour réparer par des victoires les erreurs de ses hommes d'État.

PIERRE DE SÉGUR.

CINQ SEMAINES

DANS

L'UGANDA RÉVOLTÉE

C'est ici, en toute simplicité, le récit de quelques aventures dont j'ai été le héros, ou la victime, dans l'Ouganda. Ce pays anglais n'est pas si éloigné du nôtre qu'on se le figure en général. Avant un an, le train déposera les touristes sur les plages fiévreuses du Victoria-Nyanza. En chemin, les grands hôtels élevés par Cook en vue des lacs Naïvasha et Nekuro arrêteront, sur ces altitudes, les commerçans de la côte anémiés par le paludisme, la masse des chercheurs d'imprévu, et les quelques amateurs de beaux couchers de soleil dans de beaux pays. L'écolier en vacances qui s'embarquera le 10 du mois d'août à Marseille sera le 27 à Mombasa, et le 30 du même mois à Port-Florence, sur les bords du grand lac. Le steamboat qui troublera la tranquillité des derniers hippopotames le mettra le lendemain à Port-Alice, tout près de Ouadelai, la capitale d'Emin-Pacha. Vingt jours après, il sera de retour à Marseille et contera à ses camarades ébahis les merveilles de cette région des lacs, qui nous a valu tant de beaux voyages, y compris celui dont Stanley nous a donné le récit en son livre : *Dans les ténèbres de l'Afrique*.

Des quatre points cardinaux, les voyageurs sont allés à la région des grands lacs, mais le plus souvent par Bagamoyo et l'Afrique orientale allemande. Défendue à l'ouest par l'immensité sombre de la forêt du Congo, au nord par les marais du Nil,

noirs de fièvre, cette contrée s'adosse à l'est aux montagnes des Mau et des Nandi. Plus loin, en continuant vers le soleil levant, après la descente du Kikouyou, toujours vert et fertile, le voyageur ne rencontre jusqu'à la côte que les *poris*. Ces déserts de l'Afrique centrale ne sont jamais des déserts de sable sans végétation. L'herbe y est tantôt verte, tantôt couleur khaki, tantôt brûlée. Ici, c'est la plaine légèrement ondulée, ressemblant à un camp de Châlons équatorial, où les troupeaux de zèbres et d'antilopes évolueraient en escadrons. Ailleurs, le pori a l'aspect d'un verger brûlé par le soleil, où çà et là, comme les pommiers en Normandie, seraient piqués des arbres en parasol qui ne donnent pas d'ombre et ne produisent que des épines. De loin en loin, un ruban vert au feuillage dense indique la présence de l'eau. En Afrique centrale, l'arbre et l'eau sont comme deux frères siamois qui ne vivent pas l'un sans l'autre. L'arbre dont le pied baigne dans le ruisseau défend celui-ci contre le soleil qui le tarit dès son arrivée en plaine. Mais l'eau est rare et même absente. Peu de temps avant mon arrivée à Nay-Robi, j'appris qu'un commerçant était mort de soif avec tous ses hommes dans le grand pori qui s'étend entre le Kilima-Njaro et le Kikouyou. Les Massaï envoyés à sa recherche n'avaient pas eu un meilleur sort. Et pourtant le Massaï connaît le pori mieux que l'Arabe le désert. De place en place, là où ne se rencontre point la mouche tsétsé, mortelle aux animaux domestiques, mais bénigne aux zèbres et aux antilopes, le chasseur aperçoit de grands troupeaux de bœufs, de moutons et de chèvres, qui paraissent abandonnés. Les bergers noirs sont tapis au milieu de leurs bêtes. Si vous avancez, ils se dressent dans le costume de Paris, avec la peau de mouton en sautoir, l'arc et les flèches, le grand couteau au flanc, beaux comme des antiques dans leur nudité. Le Massaï fut longtemps la terreur des caravanes ; il est nomade, marcheur extraordinaire ; connaît dans le pori tous les sentiers, toutes les pistes des zèbres ou des antilopes. Leurs kraals sont plantés dans la plaine comme ces parcs à moutons qu'on voit en Beauce. Le long de l'enceinte et à l'intérieur sont rangées les cases des gens, tandis que les bêtes sont parquées au milieu.

J'étais parti de France à l'improviste, sans programme arrêté, avec l'idée d'étudier dans la mesure de mes moyens la mise en œuvre du plan de Cecil Rhodes, « la route du Cap au Caire. » Après quelques jours en Égypte, j'eus la conviction que le grand

chantier de travail était au Victoria-Nyanza, et qu'il fallait aller là pour apprendre quelque chose.

De Zanzibar et de Mombasa, deux jours de chemin de fer et un long mois de monotones étapes m'avaient conduit au lac Baringo. La vie du voyageur qui veut faire du chemin est austère et réglée comme celle du moine. Parti à l'aube, il dresse son camp près de l'eau vers le milieu du jour, étudie ou collectionne, sort avec son fusil pour le dîner du soir et se couche avec le soleil. Après une nuit coupée d'une ronde ou deux pour s'assurer si le feu brûle et si le soldat veille, il repart le lendemain.

Un Massaï gigantesque me servait de guide. Il s'en allait devant, les genoux fléchis, par grandes enjambées; s'arrêtant par momens pour s'orienter et attendre les porteurs qui venaient en file indienne; puis reprenant la voie après avoir consulté le sol et le ciel. Que de fois, après six ou sept heures de marche, où je cherchais vainement les repères de mon guide, n'ai-je pas arrêté la colonne, me croyant perdu! Nul chemin, rarement même une piste de fauves, et l'herbe longue s'étendant au loin jusqu'aux montagnes.

La route directe du lac Baringo au lac Victoria venait d'être interdite aux caravanes par le protectorat. Des bruits de guerre sourdaient de la haute forêt de l'Ouest, qui couvre les sommets des Mau et des Nandi. Des blessés avaient croisé ma route, et rentraient à la côte pour y être soignés. Ne pouvant aller sans folie au lac Rodolphe, seul avec mes deux soldats noirs pour toute escorte, je descendais vers le sud du lac Baringo, espérant toujours voir s'ouvrir devant moi la route des grands lacs. La solitude développe chez l'homme le moins trempé une énergie extrême, et ce mois de marche à travers le désert nous avait entraînés, moi et mes noirs, pour les pires difficultés, comme ces équipages de navire, qu'il est nécessaire de faire naviguer, avec leur capitaine, avant de les envoyer au feu.

D'être le seul blanc d'une caravane donne une autorité immense, au pays africain. Livingstone a voyagé ainsi. Le noir n'accepte pas nos hiérarchies sans les discuter; pour lui, le grand maître (le *bana kubwa*) est souvent celui qui est le plus grand de taille, ou plus encore celui qui a les clefs des caisses; mais le second Européen est obsédé par des noirs insidieux qui espèrent bien mettre les blancs en contradiction. Un jour de

fièvre ou d'affaissement moral ruine pour longtemps l'autorité d'un chef de caravane, si un autre Européen prend la direction. Ainsi, malgré casque et ombrelle, j'eus, aux environs du lac Baringo, un coup de soleil qui me coucha évanoui sur le sol. Nul ne prit en mes lieu et place le commandement de mes hommes, et quand je donnai mes ordres, je n'avais rien perdu de mon autorité passée. Mes noirs m'avaient entouré, fort tristes de me croire mort; puis me transportèrent sur mon lit sans que je reprisse connaissance. Dans ma torpeur, je les entendais dire : *bana akoufa*, le maître est mort. Dans ce pays, où les corps se décomposent si rapidement, je craignais, de la part de mes serviteurs, un trop grand empressement à m'enterrer.

Le 9 juillet, dans une longue marche vers le sud, j'atteignais la station télégraphique de Molo; avant de commencer mon récit, je demande au lecteur la permission de me présenter, moi et mes noirs.

Nul Européen ne me prend, à l'étranger, pour un Français, en Afrique moins qu'ailleurs. Joint à ma haute taille, le costume khaki, complété par le casque indien et les molletières jaunes, me faisait passer pour un officier anglais, et les indigènes révoltés m'eussent, sans aucun scrupule, massacré en cette qualité. Un observateur attentif devinait, à la coupe militaire de mes vêtements et au col blanc presque d'uniforme, que j'étais un « Frenchman »; mais, bien loin de s'attendre à trouver un officier français dans ces parages, il me prenait pour un missionnaire catholique allant rejoindre son poste dans l'Ouganda.

J'étais toujours suivi de mon fidèle Gambéra. Il était de ces gens qui ont vieilli, mais qui n'ont pas d'âge. Sa langue était encore plus alerte que ses jambes. Il portait mes deux fusils, un winchester et un mauser, auxquels il ajoutait ma gourde et parfois mon revolver. Le chasseur européen, en ces pays torrides où l'on chasse presque toujours à vue, ne s'embarrasse pas de ses armes, ce qui faillit me jouer un mauvais tour. Un jour que, les mains dans les poches, je m'en allais, suivi de loin par Gambéra, j'eus un tête-à-tête avec les Massaïs : la conversation, fort courtoise au début, dégénéra en gestes où je représentais évidemment une cible, Ma pose toute napoléonienne, avec la main dans l'entre-deux de ma veste, ne m'eût pas préservé d'un mauvais sort si mes gens n'avaient surgi à l'horizon. La prudence fit que désormais je ne me séparerai plus de mon revolver.

Gambéra avait un œil extrêmement perçant; il s'impatientait quand je ne découvrais pas assez vite le gibier. A trois cents pas je ne découvrais ni zèbres, ni antilopes, dont la ligne du dos horizontale tranche sur toutes les lignes de la brousse; aussi avais-je encore plus de peine à distinguer les girafes, dont le grand dos en pupitre se confondait dans les branches des acacias.

Je descendis dans l'estime de Gambéra, qui pourtant n'avait jamais chassé que des antilopes ou des zèbres, quand j'eus l'audace de tuer des perdrix et des cailles, dont le pays pullule. J'en demande pardon aux disciples de Nemrod, au bout de peu de jours de marche, mon ordinaire m'intéressa plus que la chasse, et Dieu préserve les palais délicats des soupes aux rognons de zèbre et des ragouts de cœur d'antilope. Les pintades seules trouvaient grâce aux yeux de Gambéra qui, en bon musulman, décapitait les cadavres de ces pauvres jolies bêtes en tournant la tête du côté de La Mecque.

Mon chef de caravane, celui qui doit être l'homme de tête, ou le *headman* comme l'appellent les Anglais, n'était qu'un simple ascari, un soldat engagé à la côte. Les ascaris font profession d'escorter les caravanes; ils savent nettoyer un fusil, mais tirent fort mal; ils sont très exacts dans leur service de garde nocturne et ne manquent pas de bravoure. Leurs armes sont des *sniders* à tabatière que l'on trouve dans les comptoirs, côte à côte avec les confitures et les boîtes de conserves de toutes sortes. Mon Niapara était l'un de ces ascaris; je ne lui connus pas d'autre nom en tout le cours du voyage que celui-ci, qui veut dire le plus haut parmi les noirs, le chef. Il se drapait à la romaine, dans un grand lamba blanc, toujours immaculé, qui laissait voir les jambes guêtrées de sa peau noire et de mauvais souliers. La tête eût été intelligente, n'étaient les grosses lèvres communes à tous les noirs de la côte. A l'instar de Henri IV, il avait pour insigne du commandement une plume blanche en panache, fixée sur son fez rouge. L'orgueil de ce simple soldat noir d'être le chef d'une caravane allant dans l'Ouganda en fit un sous-officier modèle jusqu'aux grands lacs. Point n'eût été besoin de le prier pour l'emmener jusqu'au Caire; mais, quand pour moi sonna l'heure du retour, faute de temps pour aller plus loin, maître et serviteurs reprirent en maugréant la route de la côte, et, s'il ne fut pas content de moi pendant ces dernières

étapes, je le fus encore moins de lui, car il devint aussi paresseux, aussi malintentionné qu'il avait été travailleur et dévoué.

Le plus rusé de nos « fricoteurs » aurait reçu des leçons de mes noirs ; quelle qu'eût été la fatigue du jour, leurs langues ne se taisaient que bien avant dans la nuit, et ces orateurs vantards et fantaisistes ne tarissaient pas de conter les bons tours joués au Niapara, la charge aux dépens du voisin, la corvée esquivée et faite par un moins habile. Tous de rire à réveiller un ivrogne, jusqu'à ce que le maître impatienté de ne pas dormir entre ses murs de toile eût commandé le silence.

Au départ de la caravane, toutes les caisses, tentes et autres impedimenta du voyageur, sont réunis en ballots par les soins du Niapara. Il fait un mélange habile de tous ces objets qui jurent d'aller ensemble, de façon à approcher le plus près possible des 60 livres qui doivent faire l'étape sur la tête du porteur. Bien entendu, chacun accepte moins, jamais davantage, et point n'est besoin pour lui de balance. Pendant la route, le Niapara marche le dernier de la file, presse les porteurs et relève les charges qui s'effondrent. Son *kibocho*, fouet en peau d'hippopotame, est pour lui l'*ultima ratio* qui fait marcher ses subordonnés. A peine arrivés au camp on entend se croiser les ordres : *Hassani, lete couni — Othmani, piga piga*. (Hassan, apporte du bois ; Othman, plante les piquets.) Suit un déluge de protestations de la part des interpellés qui ne se taisent que devant la menace du *kibocho*.

Le grand jour pour le Niapara est celui où les noirs reçoivent le *posho*. En caravane, tout porteur a pour nourriture journalière une livre et demie de riz ; l'ascari, qui ne porte que ses armes, a droit à deux livres. La distribution de riz, le *posho*, a lieu tous les dix jours. Le noir porte, comme Ésope, sa nourriture en plus de sa charge ; mais, doué d'une grande élasticité d'estomac, il aime mieux en porter moins sur la tête. Dès le cinquième ou sixième jour il est à jeun, et compte sur la chance ou le fusil du maître pour le nourrir. La veille de la distribution, le Niapara, suivi de tous les noirs, se présente devant la tente de l'Européen et prononce les paroles anxieusement attendues de tous les affamés : *Kécho, posho* (Demain distribution.) L'Européen jette un coup d'œil inquiet sur les sacs de riz qui disparaissent et donne au Niapara tout ce qui lui est dû.

En grande cérémonie, devant tous les noirs présents pour cause de méfiance réciproque, le noir, qui porte dans sa charge la « kébaba, » la mesure sacramentelle, l'apporte religieusement; et successivement des sacs éventrés, chaque porteur reçoit les dix mesures, dont il fait cuire et consomme une bonne moitié le jour même.

Un bon maître est celui avec qui jamais le riz ne manque; le noir de la côte n'aime ni le millet, ni la banane, ni la patate; peu importent les fatigues et les dangers, si le riz ne manque pas quand le Niapara vient dire : *Kécho, posho*. Demain distribution. A réfléchir, les soldats de tous les pays du monde sont bien d'un avis analogue et, même pour ceux de l'armée d'Italie, le meilleur chef était celui qui les nourrissait le mieux.

Les deux fortes têtes de la caravane étaient le boy et le cuisinier.

Mon boy était allé à Hambourg, et en était revenu sachant quelques mots d'anglais. Je me garderais d'en conclure que les noirs n'ont aucune facilité à apprendre l'allemand.

Ce léger bagage put lui faire croire qu'il m'était très supérieur, puisque je ne connaissais pas du tout l'anglais; mais à force de piocher mon vocabulaire, j'obtins le résultat surprenant de lui persuader que ma difficulté à le comprendre provenait de ce qu'il parlait mal. Ali, c'était son nom, était vêtu comme un gentleman d'une veste et d'une culotte courte en khaki. Coiffé de mon casque de rechange, il avait l'air aussi coquin qu'intelligent. La civilisation n'avait eu qu'une action regrettable sur son âme noire; il eût mérité d'être chanté par Villon: c'était, au demeurant, le meilleur fils du monde. Il eût menti la main sur le billot, et ne volait que les choses de prix, étant très soigneux des communes; ses débuts ne furent pas encourageants. La monnaie du pays est la roupie indienne; mais, pour obtenir, dans les cas extrêmes, le dévouement de l'un de mes noirs, je portais dans une bourse accrochée à ma ceinture 4 livres sterling. Je venais de quitter la côte et roulais dans un compartiment de l'Ouganda Railway sur une portion de voie récemment ouverte au trafic. Je m'étais endormi d'un sommeil de plomb sous la garde de mon boy. Réveillé en sursaut, je vis les compartiments pleins et les marchepieds couverts d'indigènes, plus curieux qu'hostiles. C'étaient de joyeux compagnons montés à une halte, qui jouissaient du charme de cette locomotion. De temps à

autre, un noir dégringolait sur la voie, à la grande hilarité des camarades. Assez peu flatté de cette compagnie, je refoulai sur les marchepieds tous les envahisseurs et passai, avec mon boy, une inspection minutieuse de mes effets; ma bourse et les quatre livres manquaient. Bien d'autres objets eussent tenté la cupidité des noirs qui ne connaissaient pas la valeur du vil métal. Mais je n'avais aucune preuve contre mon boy, quand, huit jours après, il s'enivra avec du whisky. L'acte de Bruxelles est respecté de fort étrange façon dans l'Afrique centrale : ainsi les marchands refusent toujours le whisky au boy qui n'apporte pas un papier de son maître. Mais le noir est toujours libre et il ne se prive pas de s'enivrer à sa guise, à la condition de payer quatre ou cinq fois le prix. Mes livres sterling avaient permis à mon boy, parti de la côte sans un sou vaillant, de se livrer à sa passion favorite.

Après mon cuisinier, il fallait tirer l'échelle : son engagement, du reste, eut lieu dans des circonstances anormales. Les missionnaires français de Mombasa m'avaient donné un de leurs anciens élèves, menuisier de son état, et sans travail, pour être à la fois cuisinier et interprète; mais, lors de ses débuts dans l'art de maître Jacques, Rodolphe, tel était le nom du menuisier-cuisinier-interprète, fit ample connaissance avec le vin des missionnaires. Une fièvre ardente, en dépit de la quinine, le réduisit à l'état de loque. Je fis le rappel dans Mombasa pour le remplacer et partir quand même. C'est à la gare que se présenta Yusufé; il prétendait parler anglais et avait des certificats merveilleux. Mes connaissances en anglais ne me permirent pas de constater tout d'abord jusqu'où allait l'aptitude de Yusufé à parler anglais. Mais je fus édifié, le soir même, sur ses capacités culinaires : il avait volé tout simplement et son nom et ses certificats, n'ayant aucune raison de tenir à son acte de naissance. Mais ce qu'il y avait de plus mauvais dans Yusufé, c'était sa femme. Cette noble et peu honnête dame était laide et incommensurablement paresseuse, dans ce pays où l'on peut dire : « travailleur comme une négresse. » Seule femme de la caravane, ne portant rien dans la route, elle s'asseyait sur ses talons dès l'arrivée au camp et n'eût jamais levé le petit doigt pour aider son mari. Malheureusement, deux coqs étaient en paix, une poule survint... L'autre coq charriait l'eau, le bois, dressait la tente, et changea si souvent, qu'il ne devait pas être le plus heureux des trois. Las de toutes ces

risées, je me débarrassai du ménage dès que je le pus. Lâcher Monsieur et Madame dans la brousse, pour y être dévorés par les fauves, était un traitement trop inhumain, même pour ces peu intéressans personnages.

De mes porteurs, je ne dirai rien : ils n'étaient pas quelconques pour moi ; je les ai aimés presque à l'égal de mes soldats de France, et ils m'ont rendu un dévouement sans égal dans les circonstances critiques. Jamais ils ne montrèrent un moment d'hésitation, quelque pressant que fût le danger ; jamais un manque à la discipline, même au contact de caravanes où l'ordre et le bon esprit laissaient à désirer. C'est avec ces élémens que je dis adieu, non sans tristesse, à la plaine si jolie, entre ses falaises de montagnes, aux lacs où s'ébattaient les oiseaux multicolores, aux grandes herbes où détalent les autruches et jouent les bandes de zèbres et d'antilopes et que, le 9 juillet, assez anxieux sur l'avenir, j'entrai dans la sombre forêt des Mau.

La station télégraphique de Molo, où j'arrivai vers deux heures, comprend un *store* qui est un hangar où l'on entasse le riz et une pauvre cabane où habite l'employé du télégraphe. Je trouvai à table un ingénieur anglais, M. C..., qui m'accueillit fort aimablement. En déjeunant, il me communiqua une lettre reçue le même jour du lieutenant W..., commandant le fort Ternan. Ce fort est situé à quatre jours de marche de la station de Molo, avant d'arriver au Victoria-Nyanza. Dans sa lettre, le lieutenant W... transmettait à M. C... l'ordre donné par le commandant en chef des troupes de l'Ouganda de se rendre immédiatement à Port-Florence, sur les bords du lac, en traversant la région suspecte. Une dépêche télégraphique, reçue du fort Ternan (le télégraphe ne fut coupé que le lendemain), permettait à toute caravane de dépasser Molo avec une escorte d'au moins vingt ascaris. L'occasion était trop tentante ; faire demi-tour à six jours de marche du Victoria-Nyanza ne pouvait me venir à l'idée, en voyant un Anglais et un simple ingénieur s'en aller au grand lac. La dépêche du lieutenant W... ne parlait pas d'hostilités déclarées. Aussi demandai-je à M. C... l'autorisation de joindre ma caravane à la sienne, ce qu'il m'accorda avec empressement.

M. C..., l'un des rares Anglais qui avec mon estime, força ma sympathie, était le type du *traveller*, l'Anglais qui, lâché à travers le monde, profite de la bonne, mais ne craint pas la mau-

vaïse fortune; n'a ni enthousiasme, ni désespoir; classe les événements et les hommes suivant les avantages qu'il en tire. Cet ingénieur avait plus de science militaire que bien des professionnels de la tactique napoléonienne ou autre, et le prouva en maintes circonstances. Tout inconnu qu'il est et demeurera probablement, il avait vu les rives du Tanganika, escaladé les pentes du Rouvenzori, et côtoyé les lacs Albert. Il avait traversé les marais du Nil et y avait gagné les fièvres. Lord Salisbury lui avait confié la difficile mission de faire marcher un grand steam-boat, qui avait été lancé sur le Victoria Nyanza par le protectorat de l'Ouganda et se refusait obstinément à faire le service malgré les ordres du Premier. Une quantité énorme de boulons, de robinets et autres pièces fort lourdes à porter étaient venues d'Angleterre par voitures jusqu'à Molo. Il s'agissait de traverser avec des porteurs les montagnes, sans chemins frayés, et d'arriver jusqu'au lac. En particulier M. C... emmenait une chaîne d'ancre de 200 mètres de long d'une seule pièce, que portaient 25 pagazis.

Cette caravane était escortée par vingt-huit ascaris : huit étaient des soldats comme les miens, armés de mauvais fusils; mais vingt étaient des Soudanais venus des bords du Nil, vieux soldats détachés du fort Ternan et armés de Martini-Henry. Mes deux soldats augmentaient peu son effectif; mais un Européen de plus était un secours précieux dans cette lourde caravane de plus de deux cent cinquante porteurs, dont la file allait s'allonger sur les sentiers sinueux des montagnes et des forêts de Mau.

Le 10, je marche à l'avant-garde sans dispositions spéciales de combat; le chemin monte sans discontinuer à travers les grands arbres. A midi, je dresse mon camp à 3500 mètres au sommet de la chaîne. Les arbres semblent avoir trop froid à ces altitudes, même sous l'Équateur, et tous les sommets sont dénudés.

Le 11, nous sommes au camp appelé « Camp-Gondjoy, » « camp des malades. » De une heure à deux heures, nous recevons une lettre du lieutenant W..., qui nous prie instamment de rejoindre le fort avant la chute du jour. Le commandant du fort disait avoir été prévenu d'une attaque pour la nuit même et, incertain du résultat, demandait le renfort de tous les soldats de la caravane. Il prescrivait de prendre toutes les mesures pour assurer notre sécurité pendant la marche.

Vingt-quatre milles (40 kilomètres) nous séparaient du fort Ternan. La chaîne n'était pas arrivée et n'arriva qu'à quatre heures. Il était impossible de rejoindre le fort dans la soirée. La situation étant grave, nous primes toutes les dispositions en prévision d'une attaque de nuit. Je fis faire un « bonca, » qui est un camp entouré d'épines. Des rouleaux de fil de fer, qui me servaient de monnaie avec les Massaïs, furent étendus entre des troncs d'arbres et constituèrent d'excellentes défenses accessoires. Pendant ce temps, M. C... faisait enterrer la chaîne, qu'on ne pouvait songer à transporter le lendemain dans une marche forcée pour atteindre le fort. Un grand trou fut creusé au milieu du camp, à la lueur des brasiers; la chaîne y fut descendue; on fit du feu dessus pour effacer toutes traces de fouilles. J'étais livré à d'assez sérieuses réflexions : je pouvais rétrograder ; sinon, je prévoyais que c'était le premier pas d'un engrenage dont je sortirais difficilement. Mais reculer, en présence du danger qui menaçait mon compagnon de route et sa caravane pendant la nuit et la marche du lendemain, était impossible. Si le fort était pris, M. C...; arrivant avec des hommes exténués, au milieu d'ennemis enorgueillis de leur triomphe, ne pouvait pas espérer se défendre. Néanmoins il n'hésitait pas à rejoindre le fort au plus tôt.

Après avoir pris toutes mes dispositions pour expédier mes papiers à la côte, je crus de mon devoir de ne pas abandonner mon compagnon de route, quelles que dussent être les conséquences, et je me préparai à faire tout le possible pour parer aux circonstances fâcheuses.

La nuit se passa sans incident ; toutes les deux heures, M. C... et moi faisons des rondes. J'avais fait disposer, à l'extérieur du camp, des tas d'herbes sèches; un tison enflammé en faisait un brasier qui illuminait les profondeurs des bois et donnait aux grands arbres un aspect sinistre. Au milieu du camp, dans la fourche d'un tronc ébranché, se tenait une sentinelle. De son observatoire, le soldat entendit sonner les fils de fer et tira dans la nuit : c'était un léopard en maraude dont nous vîmes les traces le lendemain.

Le 12, M. C... partit en tête avec l'avant-garde forte de vingt soldats. Puis, venait la longue file des porteurs; je me résignai à faire l'arrière-garde avec une dizaine d'hommes.

Le sentier serpentait par monts et par vaux, passait des

rivières sur les bords desquelles les arbres se pressaient drus et serrés, longeait une grande forêt, puis cheminait à flanc de coteau le long d'un torrent. Le terrain était propice aux embuscades : une sorte de folle avoine, haute de deux mètres, croisait ses tiges en voûte au-dessus du sentier et ne permettait ni de voir, ni de tirer. Dès la première heure commença la fusillade : M. C... faisait tirer coup par coup, sans arrêter la marche. A environ mille mètres sur les crêtes, nous apercevions les silhouettes des Oua-Nandis pliés en deux, qui foulaient les hautes herbes parallèlement à nous. Nous ne leur supposions pas de fusils ; en fait, ils en possédaient une dizaine depuis l'avant-veille ; mais, heureusement, ils ne savaient pas s'en servir. Le 8, le lieutenant W... avait envoyé trente hommes, sous le commandement d'un sous-officier noir, châtier une tribu hostile ce qui veut dire razer les troupeaux. La première partie de l'expédition fut facile. Les soldats revenaient vers le fort poussant les bêtes : vingt marchaient devant, dix seulement derrière, Les Oua-Nandis suivaient dans les grandes herbes ; au moment favorable, ils foncèrent sur l'arrière-garde, tuèrent les dix soldats à coups de lance dans le dos, reprirent leurs bêtes et dépouillèrent les cadavres. L'avant-garde était rentrée précipitamment au fort. Cette équipée avait privé le lieutenant W... de dix excellents soldats, lui avait fait craindre pour la sécurité du fort, et nous avait valu la lettre reçue la veille.

La fusillade continue de l'avant-garde énervait mes hommes qui tourmentaient les gâchettes des Martini. Je connaissais trop bien la cause de cette guerre, les mœurs des Souahlis employés du télégraphe, pour ne pas accorder toute sympathie aux indigènes. Aussi refusai-je de laisser tirer sur ces pauvres gens, dont les flèches ne pouvaient nous atteindre. Je ne voulais pas leur donner le moyen de compter les fusils de l'arrière-garde et pouvais espérer qu'à cette distance, tant que l'arrière-garde resterait silencieuse, ils prendraient les porteurs pour des soldats.

Le rude labeur de cette marche de douze heures consista à ne pas laisser s'attarder les hommes lourdement chargés. La longueur de la file atteignit parfois jusqu'à cinq cents mètres ; à aucun moment, dans ce terrain couvert et mouvementé, l'avant-garde ne fut en vue. Le danger pour l'arrière-garde d'être enlevée sans être soutenue croissait avec la fatigue des hommes et l'allongement de la colonne.

Quoi qu'il en soit, grâce aux coups de fusil; ou, comme le prétendait le lieutenant W..., grâce à notre marche sans distances, nous ne fûmes pas attaqués; tout se borna à quelques flèches tirées de loin.

A midi j'eus un soulagement quand nous arrivâmes en plaine, le terrain s'abaissait doucement vers le Victoria Nyanza. En même temps, un violent orage s'abattit sur nous, qui détendit les arcs aux flèches empoisonnées et fit rentrer les indigènes dans les bois. Cinq kilomètres avant d'arriver au fort, les poteaux télégraphiques étaient arrachés, les fils trainés dans la brousse comme si un violent ouragan eût passé par là.

Enfin, à six heures, de la montagne qui domine le fort j'apercevais les flots bleus du Victoria et le fort Ternan qui eût paru très tranquille, n'était le nombre des sentinelles.

Le lieutenant W... commandait le fort Ternan en l'absence de son capitaine alors à Port-Alice, siège du gouvernement. En sous-ordre, il eût été un officier modèle, tant il était scrupuleux de ce qu'il croyait son devoir. Dans une position aussi délicate, il manquait de cet « en avant » qu'avait M. C... : la responsabilité du fort à défendre et, surtout, de cette précieuse caravane contenant tous les robinets du steamboat cher à lord Salisbury, le tourmentait jour et nuit. L'impression causée par le massacre de toute cette arrière-garde, massacre auquel aucun homme n'avait échappé, lui faisait croire les indigènes beaucoup plus hardis et plus manœuvriers qu'ils ne l'étaient en réalité.

Notre rencontre, en ces circonstances, ne présentait d'agré-ment ni pour l'un, ni pour l'autre. Ma qualité d'officier français, qui lui était connue, le porta à prendre, pour ma sauvegarde, des mesures de précaution dont je l'eusse dispensé, d'autant plus qu'il cherchait simplement à dégager sa responsabilité en cas d'accident. En pays étranger, le devoir strict de tout officier est d'éviter tout ce qui est la toilette intime de l'armée, tout ce qui est vie militaire dans les camps ou dans les forts. En temps ordinaire, j'eusse dressé ma tente le plus loin possible du fort, pour ne pas faire croire à une curiosité indiscrete; aussi est-ce sans enthousiasme, pour la position délicate où j'étais, que je me vis invité à camper, par mesure de sécurité, près de la demeure du lieutenant W..., au milieu des soldats anglais.

Je suis forcé, — que le lecteur me le pardonne — de faire un

peu de fortification. Le fort Ternan n'était qu'un boma, un village militaire entouré d'une haie d'épines. L'emplacement, de l'avis général, était fort mal choisi. Les mauvaises langues, — il en existe en pays anglais, — insinuaient que l'officier, inventeur de cette station, était grand chasseur et avait choisi, sur le tracé futur du chemin de fer de l'Ouganda, l'endroit le plus giboyeux. Tel quel, il était au bord d'une rivière, dans le fond d'une vallée étroite. Le commandant du fort ne pouvait allumer une cigarette sans que les indigènes, dont les silhouettes ornaient les hauteurs environnantes, en fussent avertis.

La forme de l'enceinte était celle d'un rectangle avec un côté épousant un coude de la rivière. La ligne de défense était formée d'une haie d'épines sèches sans mur ni fossé. L'Afrique est le pays des épines. Il y en a de longues et de crochues, de tous les spécimens ; fraîchement coupées, elles arrêteraient une armée ; mais, sèches comme elles l'étaient, elles eussent brûlé comme de l'amadou. Cette haie, haute d'environ deux mètres et très touffue, eût permis à l'ennemi de jouer à cache-cache avec nous sans que nous eussions pu tirer. L'inconvénient était d'autant plus grave que le terrain environnant était planté d'arbres jusqu'à dix mètres du fort. En Afrique centrale, l'herbe vit presque partout ; mais l'arbre et l'eau sont comme deux élémens inséparables qui se défendent mutuellement contre le soleil. Le long ruban touffu qui couvrait les eaux de la rivière venait border la haie du fort et permettait, non seulement de l'approcher sans être vu, mais masquait toute la rive opposée.

Cette visite du fort passée avec le lieutenant W..., à la nuit tombée, n'avait rien de rassurant, et je me suis dit bien souvent que les Oua-Nandis étaient bien braves gens ou bien malhabiles de ne pas avoir mis dans la nuit le feu aux quatre coins du borna. Ce village était plein de moutons, de bœufs, de femmes et d'enfans appartenant aux soldats, dont les huttes et les tentes, plantées sans ordre, ne laissaient même pas une libre circulation autour de la haie d'enceinte. Tout eût flambé dans la panique de cette smala ; les soldats auraient tiré les uns sur les autres, une lance aurait mieux valu qu'un fusil. Au moyen âge, on n'eût jamais oublié le donjon où se réfugiait le seigneur, quand l'ennemi était dans la baille. Au fort Ternan, il n'y avait pas de ralliement possible.

La composition hétérogène de la garnison du fort est à citer :

elle comprenait, après l'arrivée de notre caravane, soixante-neuf ascaris soudanais du Protectorat de l'Ouganda, treize Souakelis, dont huit à la solde de l'Ouganda Railway, deux que j'avais amenés, trois qu'y avait laissés un marchand; à ceux-là s'ajoutaient quatorze Nubiens, de ces fameux Nubiens d'Emin-Pacha qui venaient de terminer cinq ans de prison. Ils n'étaient pas armés; le gouvernement les avait dispersés dans les différents postes, pour que ces « mutinés » fissent souche d'honnêtes gens. Le fort contenait encore onze hommes de police, également sans armes, qui constituent un corps spécial. L'armement comprenait quatre-vingts fusils, sans compter ceux des Européens, et en plus deux mitrailleuses Maxim, que le mauvais état d'entretien empêchait de fonctionner, mais pour lesquelles néanmoins on avait prévu une cinquantaine de porteurs en cas de sortie.

L'Angleterre ne manque pas d'hommes, quoi qu'on en dise. Le recrutement des Soudanais est loin d'être épuisé, non plus que celui des Indiens. J'ai entendu dire à beaucoup d'officiers anglais que c'était bien du luxe d'envoyer contre les Boers des soldats européens; que les Cafres et les Hindous eussent aussi bien fait : ils taxaient de préjugé le sentiment que les Anglais n'avaient pas le droit de faire tuer les Boers par des nègres. C'est que nos voisins n'ont pas le même concept de la guerre que nous. Bonaparte fit périr à Saint-Domingue vingt mille soldats d'Égypte et d'Italie avec des généraux tels que Richepanse et Leclerc. Pour les Anglais et pour les Allemands, employer des blancs comme soldats aux colonies est, toute sentimentalité à part, une faute industrielle, comme d'employer un métal précieux pour faire des charrues. Aussi n'y a-t-il pas un seul soldat de race blanche entre Le Caire et Prétoiria.

Le gouvernement anglais fait des économies, même sur le nombre des soldats noirs : c'est un habile emploi des forces militaires que de garder un pays comme l'Ouganda, de dix degrés carrés, avec onze compagnies de noirs ou d'Indiens ne comprenant pas cent hommes par compagnie. Aussi chaque Européen, Arabe, ou Indien, a-t-il ses soldats, comme au moyen âge où le seigneur ne se promenait pas sans ses hommes d'armes. Le chemin de fer a ses ascaris dans les gares ou dans ses chantiers. Les marchands en ont dans leurs magasins et en envoient avec toutes les caravanes. Le protectorat anglais a tout avantage à cet état de choses, puisque tous ces soldats, qu'on pourrait appeler accessoires, lui

rapportent un droit de cinq roupies par tête et ne lui coûtent rien.

L'Afrique centrale ne comprend pas de peuples, il n'y a que des tribus; aussi, toute rébellion est-elle localisée. Point n'est besoin d'avoir beaucoup de soldats, à la condition de les déplacer rapidement. C'est ce qu'ont parfaitement compris les Anglais, en dépensant énormément pour le chemin de fer et fort peu pour l'armée d'occupation. J'en ai eu un exemple au fort Ternan : sur huit ou neuf compagnies stationnées sur le haut Nil, le colonel commandant en chef vint à notre secours avec trois compagnies, le plus qu'il pût distraire pour une longue absence. Le steamboat de lord Salisbury eût circulé sur le lac, l'Ouganda Railway eût poussé ses rails jusqu'à Port Alice, que le colonel serait venu avec un plus grand nombre d'hommes, et nous eût délivrés au lieu de nous laisser mourir de faim.

Les 107 soldats du fort suffisaient à peine au service de garde : une attaque était peu à craindre le jour. Pour assurer la surveillance de nuit, le lieutenant W... avait fait construire deux plates-formes et y avait placé deux sentinelles; deux autres étaient juchées sur les toits des maisons; enfin sept autres étaient placées derrière la haie, d'où elles ne voyaient rien. Pour les empêcher de s'endormir, le commandant du fort leur avait donné la consigne de s'appeler de l'une à l'autre, par leurs numéros. Ces pauvres gens ne connaissaient pas l'anglais, et c'était peine, dans la nuit, que de les entendre prononcer ces mots peu sonores, si peu conforme au génie de leur langue. Le bruit de voix eût couvert toute marche dans les herbes; le passage incessant des rondes aurait tenu suffisamment les hommes éveillés. La relève de ce lourd service de garde fatiguait les hommes, au point qu'aucun presque n'était disponible pour les expéditions de jour.

Il n'y a rien d'aussi monotone qu'un journal de siège, surtout quand on est bloqué, sans combattre.

En arrivant au fort, le 12, M. C... et moi fûmes prévenus d'avoir à demeurer jusqu'à l'arrivée de secours. Comme commandant du fort, le lieutenant W... nous réquisitionnait avec nos soldats et nos porteurs; comme commandant du territoire, il nous interdisait de circuler dans le pays. Pour dorer la pilule, il faisait miroiter à nos yeux l'arrivée du colonel commandant les compagnies indiennes qui devaient nous délivrer dans trois jours

au plus tard. Près de deux cent cinquante porteurs avaient été mis à ma disposition, avec les outils nécessaires, tel que scies, pelles, etc. Je passais, pour l'occasion, dans l'arme du génie, et me rappelais mes vieux souvenirs de Fontainebleau, les abatis d'arbres, les trous de loups, les chausse-trapes, etc. Derrière la haie, je fis en clayonnages, comme les Romains au siège d'Alise, des beffrois et des rampes pour les tireurs. Enfin les longues théories de travailleurs, semblables aux fellahs antiques, apportaient sur la tête les pierres ramassées autour du fort. J'en construisais un mur de pierres sèches, large comme une chaussée romaine, à l'intérieur duquel se trouvait le réduit. Pendant ce temps, M. C... versait l'huile du steamboat dans les mitrailleuses, et prenait comme cible d'essai les indigènes qui surveillaient curieusement les travaux. Un grand et gros arbre se trouvant dans le camp, je persuadai au lieutenant W... d'y faire une plate-forme dans la fourche; on hissa une mitrailleuse, et de cet observatoire, nous attendions patiemment l'attaque de l'ennemi.

L'ennui ne commença que le 16 à nous envahir. Les Ouandis étaient devenus invisibles. A cette date, le fort défendu par soixante hommes eût résisté à une troupe européenne. M. C... et moi étions fermement persuadés de passer, avec trente soldats, au milieu des Ouandis, comme nous l'avions fait le 12.

Mes relations avec le lieutenant W... commencèrent alors à devenir tendues. Ce fut, avec mon geôlier, la guerre en gants blancs, très polie, mais systématique. J'avais heureusement dès le premier jour, et sans aucun calcul, tenu à n'accepter l'hospitalité, ni de sa table, ni de sa demeure. Les provisions dont j'étais assez amplement pourvu, me permettaient de lui rendre tous les diners et tous les five o'clock que j'en acceptais. J'avais apporté un vieux whisky d'Écosse, mais l'habile homme avait un jeu de whist, et quand toute la journée j'avais refusé, sous mille prétextes, de dîner avec lui, il faisait miroiter la partie du soir et le jeu du mort, pour lequel tout polytechnicien ferait des folies.

Les jours s'enfuyaient dans leur monotonie; ma pensée allait aux miens, privés par le blocus de toute nouvelle. Le dernier bateau que je pusse prendre, pour ne pas dépasser mon congé, partait de Zanzibar le 27 août. Il me fallait un grand mois pour

rentrer à la côte. Je faisais des calculs, de marches forcées, et chaque jour qui s'écoulait, j'allongeais les kilomètres. Quelques télégrammes de l'Agence Reuter étaient parvenus jusqu'au fort Ternan : tous les officiers anglais ne parlaient que de partager la Chine, et l'idée d'être otage au fort Ternan, en cas de complications anglo-françaises, me faisait blanchir les cheveux.

Mes hommes furent rationnés dès le quatrième jour. Le fort disposait d'assez amples provisions de millet; mais un supplément de trois cents bouches à nourrir accélérât la consommation. Aussi me fut-il ordonné d'acheter pour mes hommes les moutons malingres que vendait le Protectorat. Ces bêtes prises dans les razzias récentes, après des courses forcées, donnèrent la dysenterie à tous mes noirs. Mais c'était tout bénéfice pour le Protectorat, puisque ces bêtes invendables ne lui avaient rien coûté et étaient payées fort cher. Tous les jours, mes braves noirs se réunissaient devant ma tente, et me regardaient avec ces yeux du bon chien pour le maître qui le tient à l'attache. Combien de fois ne me demandèrent-ils pas de fuir la nuit, à travers les montagnes! J'étais convaincu du succès : le lieutenant W... aurait fait semblant de ne rien voir; sa responsabilité était dégagée, puisqu'il m'avait remis un ordre écrit de ne pas sortir du fort. Mais, un officier à l'étranger n'est jamais libre d'obligations envers la mère patrie. Cette solution violente eût causé, sinon ma mort, du moins celle d'un ou de plusieurs de mes hommes. Dans quelle situation me serais-je trouvé en arrivant à la côte, pour justifier de leur perte?

Résigné, tout en rongant mon frein, à attendre un *exeat* régulier, je n'eus plus qu'un but; chercher à me faire mettre à la porte.

Le 17, je demande instamment à faire une reconnaissance dans la direction du Lac, pour aller aux nouvelles. M. C... insiste; un sous-officier indigène fait dix milles vers l'ouest et rencontre des indigènes qui ne l'attaquent pas.

Le 18, deux ascaris arrivent de grand matin, venant des bords du Lac. Ils apportent l'ordre d'envoyer à Ravine, où se trouvait un dépôt d'armes, les « mutinés » et les hommes de police pour y chercher des fusils. J'entrevois la délivrance et me prépare à partir la nuit même. Illusion! Le lieutenant W... envoie les deux ascaris demander un complément d'instructions.

Les vivres s'épuisent, le troupeau diminue; je trouve urgent de partir avec cent porteurs et trente soldats et me fais fort de rapporter du millet : j'essuie un refus.

Les travaux du fort étant terminés, je m'ingénie tous les jours à faire accepter une idée qui occuperait chefs et soldats. Nous avions vu en venant la ligne télégraphique encore debout à six kilomètres du fort; je propose d'aller avec une escorte, faire une prise de ligne, pour avertir le Protectorat de notre fâcheuse situation. Dans le fait, c'eût été impossible; la ligne avait été coupée depuis sur plus de cinquante kilomètres.

Que se passait-il derrière les montagnes enserrant le fort Ternan? Nous sûmes depuis que les indigènes circulaient à l'abri de nos vues et en toute tranquillité, à moins de cinq kilomètres du fort. Des petits postes de jour aux sommets des montagnes environnantes, bien soutenus par les mitrailleuses en cas de retraite, nous eussent donné un peu d'air.

Pour occuper ces deux cent cinquante porteurs qui mangeaient nos vivres, il eût été tout naturel de leur faire amorcer une route en aval et en amont du fort. Mais la compagnie du chemin de fer voulait que la route fût faite par le Protectorat qui en avait besoin pour ses ravitaillemens. Le Protectorat soutenait qu'avant deux ans, la ligne ayant progressé, la route serait nécessaire à la compagnie pour la construction de la voie. Cependant compagnie et Protectorat puisent tous deux à la bourse du contribuable anglais. Commencer la route eût été créer un précédent, il n'y fallait pas songer.

Dix jours s'étaient écoulés sans aucune nouvelle de l'extérieur. J'organisai ma vie entre la chasse et le travail.

J'avais reçu défense de sortir du fort à cause des risques à courir. J'allais chasser à la dérobée, M. C... venait quelquefois avec moi. Pour mes noirs, c'était une précieuse distraction et un supplément à leur misérable ordinaire. Aussi, ne se faisaient-ils pas prier pour m'accompagner. Dans la vallée, trois grandes antilopes, de celles appelées « *hard beast* » de Jackson, étaient comme le cerf de saint Hubert qu'on ne pouvait jamais joindre. Mes noirs et moi fîmes des courses folles sur leurs traces. Je réussis à en tirer une à trois cents pas et entendis le son mat de la balle frappant en chair. Malgré une poursuite de plusieurs heures, nous ne pûmes l'avoir. Le lendemain à la même place, un grand vol de vautours planait autour du sque-

lette de l'énorme bête. Mes pauvres noirs se désespéraient en songeant à tous ces bons repas envolés. Pour ne pas les plaindre, il ne faut jamais avoir souffert de la faim.

J'étais dans ces expéditions chasseur et chassé. Les Ouandis me guettaient sous les buissons, dans les hautes herbes. Une flèche empoisonnée est bien vite lancée et ne pardonne pas. J'en avais eu l'exemple chez un planteur légèrement touché au bras ; on eut beau pratiquer les tractions rythmées de la langue, il fut impossible de le ranimer. Aussi étais-je plus attentif aux buissons suspects qu'aux antilopes. Je ne m'éloignais guère qu'à cinq kilomètres environ du fort. L'idée me vint de savoir si j'avais des chances d'être secouru en cas d'attaque. Je déchargeai tout le magasin de mon Mauser sur un troupeau d'antilopes : j'étais hors de vue du fort, je recommençai à tirer comme si j'étais attaqué. En revenant, je me rendis compte que les sentinelles avaient fort bien entendu ce tir extraordinaire, mais qu'il n'avait en rien troublé leur quiétude. Aussi, fus-je encore plus prudent et avais-je une prédilection pour les places où l'herbe récemment brûlée me donnait un beau champ de tir. Une seule fois, du reste, j'eus une véritable alerte ; les Ouandis remuaient autour de moi à 200 mètres ; je les voyais se dresser, puis disparaître dans les hautes herbes. La chasse à l'homme n'ayant aucun charme pour moi, je trouvai inutile de tuer ces pauvres gens et, bien en garde sur ma termitière, j'attendis, en faisant des tours d'horizon, qu'ils eussent disparu.

Dans mes longues heures de loisirs, je réfléchissais à l'action anglaise sur la terre d'Afrique. Sur trois joyaux du pays noir, qui sont l'Ouganda, l'Égypte et l'Afrique du Sud, l'Angleterre a su la première mettre la main. Cette idée géniale de réunir le Cap au Caire par une voie à grand trafic ne séduit pas seulement l'imagination charmée de l'effort réalisé, mais la raison, qui sait la valeur des régions conquises. J'attribuais ce résultat immense à ce que l'Angleterre fut le premier pays informé du bon et du mauvais de l'Afrique. Combien d'inconnus et de célèbres, depuis Gordon jusqu'à Wellby, ont parcouru toutes ces régions et fixé les idées anglaises ! Et si l'Allemagne, l'Italie et même la France ont été réduites à se partager les miettes du gâteau, n'est-ce pas faute d'avoir eu trop de conquérans et pas assez de voyageurs, beaucoup trop de traités d'annexion, de drapeaux plantés et pas assez de renseignemens sans plus ?

Comment l'Angleterre a-t-elle laissé se ficher dans son flanc, comme une épine, ce pays de l'Afrique orientale allemande? On a dit, et la carte le prouve, que les Anglais ne veulent pas de voisins. Adossés dans l'Inde à l'Himalaya, ils sont en Égypte isolés par des déserts, en Ouganda par les marais du Nil, des territoires français. Le Mozambique est comme ces royaumes de l'Inde dont les rajahs règnent et ne gouvernent pas. La Belgique peut mordre à l'État du Congo sans inquiéter l'Angleterre. L'Abyssinie est riche en soldats, mais bien pauvre en argent. Le projet anglais de joindre le Tanganyka au Victoria Nyanza réussit à contourner le territoire allemand, mais ce n'est ni la voie géographique ni la voie commerciale, et la possession d'une partie de l'Est allemand serait bien précieuse pour l'Angleterre.

Le chemin de fer spinal, comme l'appellent nos voisins, qui joint le lac Victoria à la côte, est, si cher qu'il coûte (probablement 150 millions), un moyen admirable de domination africaine. En cas de conflit anglo-allemand, l'Angleterre serait, avec son chemin de fer, maîtresse de toutes les rives du Victoria, où elle pourrait jeter des troupes, sans que les Allemands pussent secourir leurs établissemens de cette Méditerranée africaine.

Le rail anglais réunira bientôt l'Inde d'Afrique à celle d'Asie; il apporte déjà la farine, le riz et les hommes que débarque à Mombasa la *British India Company*. Les marchands hindous possèdent toutes les caravanes; dix-huit mille coolies travaillent au chemin de fer. Dans les boues des marais du Nil, l'Angleterre déversera le trop-plein des affamés de l'Inde qui se pressent, en dépit des entraves législatives, pour s'établir en leur nouveau pays. Mais, en même temps, ce chemin de fer donne le moyen de réaliser le tronçon médian de la route du Cap au Caire. Aucun Anglais n'eût pardonné à son gouvernement d'être assez mauvais industriel pour embarquer à Alexandrie sur voie ferrée des rails ou des traverses qui auraient dû faire 3 200 kilomètres pour arriver aux bords du Victoria. Venues de la côte par Mombasa, toutes ces matières lourdes s'en iront au Victoria par 1 000 kilomètres seulement, et de là rayonneront vers le Nord et vers le Sud, pour réaliser le plan de Cecil Rhodes appliqué par lord Salisbury.

La branche du T, qui s'en va vers le Sud, ne comportera ni

très grandes difficultés, ni très grosses dépenses. L'effort financier sera moindre pour joindre le Victoria à Buluwayo, que pour aller à Mombasa. Vers le Nord, du Victoria au lac Albert, c'est un chemin de fer en montagne, et de même jusqu'au fort Barclay. J'ai vu tous les bons esprits anglais désillusionnés de ce que l'on a appelé la voie du Nil. Les projets les plus grandioses, comme d'abaisser le seuil des cataractes, ont été lancés pour l'assèchement des marais du fleuve. Dans ce pays, ni terre, ni eau sur près de 1 000 kilomètres, un steamboat risque toujours de manquer de combustible et ses passagers de mourir de faim. Dans le Sud, un amas d'herbes flottantes enserre le bateau comme la glace des banquises, et l'empêche d'avancer pendant que de l'eau noire montent les miasmes qui tuent les passagers. Lancer une voie ferrée latérale au Nil, paraît être tenter l'impossible, dans cette Afrique où les eaux sont si variables, tantôt hautes à tout renverser, tantôt complètement évaporées. Combien de coolies sont morts aux travaux du chemin de fer de Mombasa, et, si l'Angleterre les envoyait remuer de la boue dans l'Ouganda, les Hindous seraient bientôt réfractaires à cette application de la théorie de Malthus en leur pays.

La leçon de l'histoire est là pour nous faire craindre que les marais du Nil ne soient infranchissables. Car les Égyptiens furent grands remueurs de terre et bons bateliers. Les richesses des pays d'outre-équateur ont toujours filtré à travers les marais et tenté la cupidité des Pharaons et de leurs sujets. Ce spectacle étrange de voir un lieutenant de Gordon, Émin-Pacha, régner pendant plusieurs années sur l'Équatoria, après le désastre de son chef à Khartoum, ne s'explique que par l'obstacle infranchissable au bateau du Madhi vainqueur.

J'ai dit que l'opinion générale anglaise en Ouganda était unanime sur l'impossibilité de franchir les marais du Nil. Ingénieurs et officiers parlent tous dans ce sens; seul un habile diplomate m'a dit être d'un avis contraire. J'eus l'honneur de revenir de Mombasa à Zanzibar avec sir H..., consul général pour les possessions orientales. Je n'étais chargé, comme je l'ai déjà dit, d'aucune mission du gouvernement français. Le secret de mes efforts, de mes travaux, était à moi seul: j'avais donc toute liberté d'action. Sir H..., connaissant à m'étonner moi-même toutes les circonstances de mon voyage en Ouganda, fut assez aimable pour m'en entretenir longuement. Le consul

général doit être estimé comme très habile pour avoir été nommé à ce difficile poste de Téhéran, où il s'agissait, pour l'Angleterre, de sauver la vole contre la Russie qui avait gagné le point. Il aurait eu bien vite raison d'un simple capitaine, peu expert en l'art des réticences, et m'avait invité à un dîner au champagne, en tête à tête, qu'un opportun mal de mer me permit d'esquiver. Pendant les deux grandes heures que nous causâmes sur le pont, il m'entretint des troubles de l'Ouganda et me parla longuement de la route du Cap au Caire. Sir H... m'affirma, le plus sérieusement du monde, qu'il avait l'idée de rentrer en Angleterre avec lady H..., par l'Ouganda, les marais du Nil et le Caire. Pour qui connaît la gracieuse et rose Parisienne qu'est lady H..., il est impossible de se la représenter dans les boues du Nil; aussi j'enregistrai avec le plus grand sérieux les déclarations réitérées du consul général, bien convaincu qu'il n'en ferait rien, et que l'habile homme avait certainement ses raisons de vouloir ainsi me persuader.

La barre qui sépare le centre de l'Afrique des régions peuplées du Nord, n'est pas continue de l'Est à l'Ouest. Le voyageur qui descend du Kikouyou dans la plaine des lacs Naivaska et Nékuro, est saisi d'impression par le phénomène géologique dont il est le témoin. A ses pieds est une vaste table rase sur 40 kilomètres de large, qui s'étend à l'infini en avant et en arrière. De droite et de gauche se dressent deux hautes murailles parallèles, comme si dans le soulèvement volcanique la clef de voûte se fût affaissée en laissant les deux pans de mur qui la soutenaient. Cette impression reste la même, qu'on descende au Sud vers le lac Monyéra, dans le grand port massaï, ou qu'on monte au Nord pendant de longues journées jusqu'au lac Baringo et jusqu'au Rodolphe. C'est ce qu'on nomme géographiquement le fossé de droite. On a assez bien l'idée de la chose en se figurant cheminer dans un fossé de vieilles fortifications, dont le caniveau se serait segmenté, faute d'entretien, en flaques et en ruisseaux assez bien représentés par le chapelet des lacs et de leurs affluents. A l'Ouest, les lacs Albert et Tanganyka jalonnent le fossé de gauche. Entre les deux, un plateau, semblable à une chaussée surélevée, supporte le Victoria Nyanza. Le fossé de droite passe au nord du Rodolphe et continue jusqu'à la Mer-Rouge par d'autres lacs, tels que le Stéphanié, le Zouaï, etc.

Dans l'histoire, cette voie de parcours facile a déjà été le chemin d'émigration d'un grand peuple : les Massaïs sont venus du Nord, pasteurs et nomades au milieu de tribus sédentaires et agricoles ; ils ont conservé leurs coutumes, leur langue et leur type. Au sud du Kilima-Njaro, plus bas que l'équateur, le Massaï apparaît du premier coup au voyageur, comme d'une race différente de celle des autres noirs.

Le chemin de fer de l'Ouganda traverse, non sans d'énormes difficultés, un pays sans eau, de la rivière de Voï à celle de l'Athi. Pour permettre le fonctionnement de la ligne, on a dû installer des caisses d'eau et d'énormes réservoirs, tant pour les hommes que pour les locomotives. L'alimentation nécessite la circulation de nombreux trains d'eau. Pour une route de caravane, les abreuvoirs ne peuvent pas être distans de plus de 30 à 35 kilomètres. J'ai traversé le port de Salingéti, de Boura à Taveta : la route, sur 97 kilomètres, manque d'eau presque en tout temps. Cette traversée qu'on peut faire en deux jours, en marchant de nuit pour moins boire, cause d'assez dures misères et son histoire est fertile en tragédies causées par la soif. La locomotive, au contraire, peut en marche ordinaire franchir 150 kilomètres sans eau ; mais en revanche elle est grande buveuse et des puits qui suffiraient à jalonner une route de caravane, seraient rapidement taris par un chemin de fer.

L'idée de jeter une voie ferrée dans le fossé de droite vient naturellement à l'esprit de qui le parcourt. Les dénivellations de terrain sont très faibles et la meilleure preuve en est la rapidité avec laquelle a marché le rail du chemin de fer de l'Ouganda quand, ayant descendu l'escarpement, il a été posé depuis la vallée de Kedong jusqu'au pied du Mau. La plus grande distance qui existe entre deux lacs est celle du Baringo au Rodolphe, c'est-à-dire environ 180 kilomètres, qu'une locomotive peut franchir sans difficulté.

Je me forme l'idée suivante des futures grandes voies de communication de l'Est africain. Un système reliera le Cap au Caire en passant par le Victoria Nyanza, le Rodolphe et Khar-toum. Une branche de V joindra le lac Rodolphe à Djibouti ; ce sera probablement la première faite, car elle est beaucoup plus indiquée, au point de vue géographique, que celle qui franchira en montagnes russes les hautes vallées des affluens secondaires du Nil. Dans mes études au fort Ternan, je fus saisi de l'import-

tance stratégique et commerciale du lac Rodolphe : séparé à l'Ouest par une étroite barrière montagneuse des marais de la Sobat et de ses affluents, il confine à l'Est le désert somali. L'Abyssinie a pris possession en 1899 des rives de ce lac ; mais, en Afrique, possession ne vaut pas titre. Les frontières reculent ou avancent, comme l'exemple du Kivou est là pour le prouver. La frontière anglo-abyssine n'est pas délimitée ; trois expéditions anglaises avaient, au moment de mon passage, pour objectif le lac Rodolphe. Celle de Jenner par le Juba, celle du lac Baringo ont échoué, mais le possesseur de la veille ne sera peut-être pas celui du lendemain.

Avec les Nubiens partait le premier courrier pour l'Europe depuis le commencement du blocus. Que raconter à ma mère inquiète, de quel espoir la bercer, quand la délivrance se faisait de plus en plus problématique de jour en jour ? J'avais beau accumuler les kilomètres, grossir les étapes, la possibilité de prendre le bateau du 25 août s'était envolée. Je ne comptais plus rentrer à l'expiration de mon congé. Qui ne sait, qui n'a vu chez les siens comme est obsédante pour le soldat l'idée de ne pas manquer le terme de sa permission ? Toutes les démarches, je les avais tentées pour partir avec les Nubiens ; ces récidivistes étaient de vieux soldats qui se seraient bien battus. Le lieutenant W... fut inflexible et m'opposa froidement la responsabilité qu'il encourrait en me laissant ainsi m'aventurer.

Trois, quatre, cinq jours se passent, les Nubiens ne reviennent pas. La farine de blé me manquait depuis le 23 pour cuire mon pain, je fis des essais avec le millet des noirs. Ces petites graines à oiseaux sont d'une mastication difficile, elles font l'effet d'un cataplasme de farine de lin dans la bouche. Je me rappellerai longtemps les grimaces de mes deux hôtes au *five o'clock tea* flanqué de galettes de millet. Le lieutenant W... avait encore un peu de farine, mais je me serais coupé la langue plutôt que d'en demander ou d'en accepter, ce qui du reste ne me fut pas offert.

Le gibier devenait rare autour du fort ; et plus je m'éloignais, plus augmentaient les risques pour moi de ne plus avoir faim. A la dérobée, j'achetai à mes noirs quelques morceaux de mauvais moutons qui donnaient la dysenterie ; et fier comme Cyrano qui a bouclé sa ceinture, je refusai l'ordinaire plus que suffisant de l'officier anglais.

Une idée très générale est que l'Anglais sait très confortablement s'organiser partout où il se trouve : ce n'est pas l'impression qui résulte de la comparaison entre la station allemande de Moshi et celles du territoire anglais. A Moshi, c'est le luxe presque ; mais l'Allemagne loge sans doute plus généreusement que l'Angleterre. Ce que pourraient faire en tous cas les officiers anglais, c'est, à l'exemple des missionnaires français, de bâtir en pierres. Nay-Robi, la capitale du chemin de fer et bientôt celle de tout le pays, est appelée l'Iron Tower, la ville de fer, parce qu'elle est toute bâtie en tôle ondulée : maisons, y compris le toit et les murs d'enceinte, gares de chemin de fer, édifices publics, tout est en métal, chaud le jour et froid la nuit. Pendant que les Anglais, missionnaires ou officiers, logent dans des pailotes en bois et terre battue, pas beaucoup meilleures que celles des indigènes, le Français dans sa mission est maçon, charpentier, jardinier ; il sait où trouver de la chaux et bâtir des maisons à deux étages avec de larges varangues ; aussi dit-on de lui avec un grand sérieux : « Il a bâti en pierre. » Quelques bengalows cependant ont été construits à Nai-Robi, mais avec des matériaux venus d'Europe. L'Anglais arrive dans le pays avec de bonnes tentes, de bonnes armes, tout au complet, jusqu'au sac à éponges ; il transporte aux colonies le confortable des voyages d'Europe, comme l'escargot traîne avec lui sa coquille. L'utilisation des ressources n'est faite que par le Français ; savoir tirer parti de peu sera toujours le privilège de notre race ; ainsi faisais-je mon Robinson au fort Ternan. La main-d'œuvre ne me manquait pas : mes porteurs bâillaient d'ennui, assis en rond autour de moi. Je leur fis faire successivement un kiosque rustique prolongeant ma tente, des tables, une chaise longue des plus primitives pour sommeiller les après-midi. Plus hardi, j'entrepris un tir à la cible ; les cartouches ne manquaient pas au fort ; il y en avait par milliers et cependant les Soudanais tiraient horriblement mal. Les vivres touchaient à leur fin, nous approchions du moment où nous serions forcés de nous faire jour et les balles bien tirées des Soudanais pouvaient aider à notre délivrance. La cible était faite d'une peau de vache séchée et tendue sur un cadre : on tirait du fort et les balles se perdaient dans le campement des Oua-Nandis qui ne réclamaient pas d'indemnité. Malheureusement les hyènes et les léopards faisaient concert la nuit autour de la peau de vache, l'arra-

chaient, la traînaient dans la brousse, plus volés que voleurs.

Le 27, arrivèrent deux Massais. L'ingénieur du télégraphe s'inquiétait des moyens de réparer la ligne : la protéger était plus pressé.

Le 28, je cuisais mélancoliquement, sur une plaque chauffée au rouge, mes galettes infiniment plates en millet, quand le lieutenant W... vint me trouver. Le sucre, le sel et le café étaient passés à l'état de mythe : heureusement, j'avais conservé par hasard les restes d'un vieux jambon, et tous les jours un morceau de couenne salait la soupe.

Le lieutenant W... m'apprit que la farine de millet touchait à sa fin, que le troupeau était aux trois quarts abattu ; en conséquence, sans attendre la rentrée des soldats envoyés à Ravine, il nous renvoyait à nos risques et périls, à son grand regret, parce qu'il ne pouvait nous laisser mourir de faim. La joie de la délivrance me faisait oublier toutes les misères passées : de jubilation, j'invitai le lieutenant W... à déjeuner, sacrifiant, sans souci de lendemain, tout le reste du jambon pour saler la soupe. Celui-ci me remercia des travaux de fortification que j'avais faits. Le fort avait, du reste, bonne apparence, et les indigènes n'eussent pas été assez osés, à l'heure actuelle, pour s'y risquer. Le fait d'avoir commandé à l'arrière-garde de la caravane du steambot et d'avoir, à force de zèle, réussi à faire marcher, sans allongement, ce chapelet de deux cents porteurs exténués, lui semblaient surtout un service d'importance, tant les robinets et les boulons lui trottaient dans la tête. Il m'assura qu'il parlerait de moi au colonel à l'arrivée des troupes indiennes. Je lui dis n'avoir fait que mon devoir et sans enthousiasme. L'approbation de mes chefs et de mon gouvernement avait seule du prix à mes yeux. Dans la conversation, il me fit cette réponse où la morgue britannique atteint jusqu'à la grandeur : « On ne doit pas supposer en France, qu'à un moment quelconque l'Angleterre ait eu besoin d'un officier français. » Dans ces conditions, je refusai catégoriquement de faire l'arrière-garde le lendemain, trouvant que j'avais assez payé ma dette d'hospitalité à l'Angleterre.

Nos hommes étaient aux deux tiers de ration depuis cinq jours, et encore, un jour sur deux, recevaient-ils de cette mauvaise viande qui donnait la dysenterie ! Nous partions dans ces conditions, n'emportant que pour deux jours de cette viande détés-

table, pour faire cinquante milles ou quatre-vingts kilomètres, en deux étapes au plus, avec des hommes déjà exténués.

Le fort Ternan ne restait pas dans de meilleures conditions : presque sans vivres, privé des hommes envoyés à Ravine et des miens, il n'avait plus que quarante soldats, mais heureusement se défendait par la force de l'enceinte.

Le dimanche 29 juillet, à six heures du matin, nous nous mettions en retraite vers Molo. Le lieutenant W..., levé avant l'aurore, présidait lui-même au départ de la caravane. M. C... était déjà parti avec l'avant-garde : un officier indigène devait commander l'arrière-garde.

Le lieutenant W... vint prendre congé de moi, inquiet de nous voir nous enfoncer dans ce pays parcouru en tous sens par les indigènes révoltés : il me supplia de prendre le commandement des derniers Soudanais d'arrière-garde. Blessé par son refus de la veille, j'hésitai longtemps ; le dernier porteur était passé, que je n'avais pas accepté. Enfin, l'orgueil de m'être assez fait prier, l'espoir de livrer combat, plus encore la conviction que ma place de soldat était à l'arrière-garde, dans l'intérêt de tous, me firent consentir, pour la seconde fois, à prendre le poste dangereux, dans des conditions rendues encore plus mauvaises par la démoralisation due à la retraite et aux misères endurées par les soldats.

La caravane n'avait pas encore marché cinq kilomètres ; après avoir gravi les hauteurs qui dominent le fort Ternan, elle s'allongeait sur le versant opposé, quand, de ma personne, j'arrivai sur le faite. A ma droite, s'étendait, indéfinie en profondeur comme celle de la mer, la ligne bleue du Victoria. Derrière nous et comme à nos pieds, dormait le fort Ternan, assoupi dans sa tranquillité. Sur l'autre versant, s'agitaient en masses confuses, bêtes et gens, fort ennuyés de notre venue. Un grand troupeau traversait notre route, à peu de distance de l'avant-garde, les bêtes au galop sous l'aiguillon des lances. C'était tout un peuple venant des bords du Grand Lac, fuyant devant les compagnies anglaises, comme les Cimbres et les Teutons devant les légions. Sur le sentier, filait la caravane dans l'herbe haute. Aucune résistance en tête, mais à droite, à gauche, en arrière, bruisaient les herbes : nous étions enveloppés. La guerre au pays noir ressemble fort à la chasse aux fauves, qui n'attaquent jamais de face, mais seulement par surprise. C'est alors qu'avec un rare

à-propos militaire, M. C... détache de l'avant-garde l'officier indigène avec douze soldats, la moitié de l'effectif, et lui donne la mission de prendre tout ou partie du troupeau. En même temps, il me fait appeler pour me demander mon avis : à première vue, c'était folie que de risquer la moitié d'une escorte, déjà trop faible, dans une aventure où les soldats pouvaient être enveloppés et détruits jusqu'au dernier ; dans le cas le plus favorable, le combat ne se terminerait pas sans tués ou blessés. La caravane était déjà trop lourde et surtout beaucoup trop longue, que serait-ce pour l'arrière-garde déjà surmenée de faire marcher les porteurs, s'il lui fallait pousser bœufs et moutons ? Le massacre du 9 ne prouvait-il pas que les indigènes, rendus furieux, renouvelleraient leur tentative, et que j'y resterais avec mes hommes ? Aussi, avais-je voix au chapitre. Je me décidai pour deux raisons. Les hommes souffraient de la faim, c'était un motif suffisant pour chercher à leur donner des jambes pour aller plus loin ; mais l'important surtout, pour moi, était le bluff. Cette manœuvre allait en imposer à l'ennemi, qui ne pouvait croire, qu'avec aussi peu de soldats, nous eussions la témérité de l'attaquer et qui, dans chaque homme, compterait un fusil. Pour l'encourager dans cette opinion, je fis distribuer aux porteurs sabres-baïonnettes et tous autres objets miroitant au soleil.

Nous avions fait halte : un cordon de sentinelles nous entourait ; du point élevé que nous occupions, nous ne perdions rien des péripéties de l'attaque.

Les soldats s'étaient mis à courir. De temps à autre, l'un d'eux s'arrêtait pour tirer, rechargeait son fusil, puis repartait dans l'herbe. La masse grouillante, bêtes et gens, fuyait à toutes jambes. Les balles piquaient au hasard, tantôt la chair humaine, tantôt un animal qui s'effondrait ; et bientôt tous s'égayèrent comme la volée de perdrix surprise au lever du jour. Deux cents moutons stupides dans leur affolement, vinrent donner dans les soldats. Ainsi finit cette mémorable lutte.

Deux heures, M. C... et moi nous attendîmes le retour de nos hommes ; les porteurs allongés sur le sol trompaient la faim en sommeillant. L'arrivée de toute cette mangeaille les fit se dresser, comme les chiens qui, longtemps matés par le fouet du piqueur, se précipitent à la curée. C... et moi courûmes sur cette tourbe hurlant *niama, niama*, de la viande, de la

viande ! Le fouet à la main, nous dispersions les groupes qui se disputaient les moutons éventrés. Quinze bêtes gisaient, la gorge ouverte, avant que j'eusse le temps de mettre un cordon de soldats. Un porteur, plus avide, avait caché sous son lamba une bête à demi morte, le sang et les entrailles tachaient l'étoffe blanche. Un coup de kibocho le fit sauver, laissant sa proie. La marche fut reprise aussitôt : le troupeau avait été placé en tête, derrière M. C... et les soldats. Au premier ruisseau, les damnées bêtes refusèrent de passer. Les pires parmi les porteurs affamés restèrent en arrière, aimant mieux manger et mourir dans la brousse que de continuer la marche. La mort leur importait peu, tant ils avaient faim. Dans le même moment, j'entendais se froisser les grandes herbes, sous la foulée des propriétaires qui nous suivaient à la piste. Tels les loups en bande guettent le voyageur des steppes et attendent le moment propice pour l'assaillir. Mes braves soldats ne manquèrent pas et je payai d'exemple. Em-poignant les bêtes par les pattes, je les jetai sur l'autre bord, m'inquiétant peu des éclopés, et nous passâmes.

Le bonheur nous vint en marchant. Le capitaine B... était parti sans attendre d'ordre, pour ravitailler le fort Ternan. Il avait une imposante escorte de plus de cinquante soldats. Nous lui confiâmes les deux tiers des moutons pris à l'ennemi, et je vis avec plaisir nos poursuivans prendre le contre-pied et s'en aller vers le fort. Le soleil était descendu sur l'horizon quand nous dressâmes nos tentes sur les ruines fumantes de Campi Bibi. Ce poste avait été évacué et les indigènes avaient tout brûlé.

La nuit se passa sans incidens, et le jour se leva pour une étape de 60 kilomètres, avec la montée des Mau à 4 000 mètres, sous le grand soleil de l'équateur. Quelle longue et monotone journée dans cette forêt sans horizon ! Nous perdons encore deux heures à chercher une caisse de robinets qu'un porteur, peu scrupuleux, avait, à l'aller, laissée dans la brousse. Impossible de retrouver les si précieux robinets ! Dans ce temps, l'orage montait et nous surprend au sommet. La descente commença par un sentier aussi glissant que s'il eût été gelé. D'en bas j'apercevais la grappe des porteurs réduits à marcher à quatre pattes, semblables à des fourmis, qui traînent sur le sol un trop lourd fardeau. M. C... m'avait remplacé à l'arrière-garde ; les chances de se battre étaient bien minimes, et je trouvais avoir assez payé

mon tribut au pays saxon. Mais, j'avais juré contre mon étoile. Un de mes porteurs, épuisé par la dysenterie, tombe évanoui sur le chemin. Le laisser pour les bêtes eût été inhumain, et pourtant il fallait marcher, marcher toujours sous l'orage qui nous fouettait d'eau. Pendant que M. C... continue avec le reste de la caravane, je déplie mon hamac, deux porteurs y couchent le moribond, et nous voilà tous les quatre dans la forêt équatoriale, loin de tous, avec mon fusil pour toute défense.

Et toujours cette descente à quatre pattes, avec le malheureux qui n'avait plus la force de geindre ! Le hamac s'accrochait aux souches, aux pierres. Et l'eau tombait toujours sur les grands arbres, dans la nuit qui venait plus sombre.

Le malade fut bientôt un cadavre : pauvre garçon ! Dix kilomètres restaient encore : ses frères noirs voulaient le laisser aux hyènes. Mais, nous avions tant fait, qu'il fallait le porter jusqu'au bout. Et c'était la route semée d'éclopés, de trainards, qui une entorse, qui une blessure. Enfin, dans la nuit, j'arrivai, croque-mort, à la station de Molo.

Molo était la Capoue promise aux noirs affamés, là où se trouverait le riz en abondance. Le lieutenant W..., en me renvoyant sans vivres, m'avait affirmé que ce magasin du gouvernement me livrerait contre argent tout ce que je voudrais. On me fit de belles promesses, certainement, tout à l'heure, aussitôt après les porteurs du gouvernement. Nerveux, j'attendais le lendemain matin que vint mon tour. M. C... m'avait quitté bien et dûment ravitaillé. Au poste ne restaient plus qu'un Indien chef du poste, ce que les Anglais appellent un babou, et un Européen, ingénieur des télégraphes. Pour mes hommes, j'attendis deux heures la réponse du babou : il refusa, je m'indignais ; l'Anglais demeurait impassible. Et pourtant tous ces pauvres gens avaient travaillé, souffert, couru des dangers pour la plus grande gloire de la plus grande Angleterre ; et on leur refusait, à quelque prix que ce fût, la poignée de riz dont ils avaient tant besoin. Le *store* était ouvert : mes hommes, furieux d'être déçus, avaient les dents longues et la rage au cœur. J'avais cinq fusils contre cinq et l'avantage de l'attaque. Un aventurier n'eût pas hésité et aurait obtenu raison dans la suite. Le harnais militaire me parut pesant ce jour-là.

Mes noirs refusent de me suivre, épuisés par 90 kilomètres avec un peu de mouton forcé. Ils sont couchés sur la route,

attendant quoi, que savent-ils, la chance, le hasard en qui se confient ceux qui ne luttent plus contre la mauvaise fortune. Moi, je pars la rage au cœur, à la recherche d'une caravane hypothétique, où je puisse acheter de quoi nourrir mes affamés. La fatigue et la faim font trembler ma main à ce point, que zèbres et antilopes se rient de mes balles.

Le soir, en proie à de sombres pensées, allongé près d'un ruisseau, je vois arriver un à un, comme des chiens fidèles, mes pauvres faméliques. De loin, cahin-caha, ils avaient suivi le maître sans abandonner un piquet de tente. Pauvres gens ! heureusement, le lendemain matin, alors que cinq grands jours nous séparaient de tout village, une caravane arrive et me vend à prix d'or la farine tant désirée ! Ce fut le dernier jour de misère dans l'Ouganda. Vinrent ensuite les longues étapes monotones pour rentrer à la côte.

J'étais un revenant, et les Anglais furent bien étonnés de revoir le Frenchman qu'ils croyaient tué au lac Baringo. Après mon passage, un officier anglais avait tenté d'y fonder une station : ses soldats avaient été massacrés et on l'avait longtemps cru mort, d'où la confusion.

Le *Kronprinz*, bateau allemand, m'emporta vers la France, avec le regret d'avoir manqué de temps pour aller au Rodolphe.

La France compte mille officiers, aux âmes d'aventuriers, prêts à risquer leur vie pour le pays et un peu de gloire. Les énergies de la nation sont allées dans l'armée après 70, sous le coup de fouet de nos désastres. Nous attendons, l'arme au bras, chefs sans soldats ; les compagnies complètes en officiers sont à moitié d'effectif ; les batteries au tiers ; en revanche, en temps de guerre, quand l'armée, comme une pieuvre, absorbera les enfans de France, nous ne serons jamais trop nombreux.

L'Afrique et l'Asie sont le champ de bataille des nations. Comme il y a une plus grande Europe, il y a une plus grande France, comme une Angleterre, une Russie, une Allemagne, une Amérique. Tant que le monde ne sera pas alloti entre les cinq grands propriétaires comme un plan cadastral, il sera bon de faire des missions temporaires et d'y employer des officiers. Si nous autres de l'armée, nous réclamons cette tâche, c'est que ces missions sont plus dangereuses que la vraie guerre.

Tous ces pays nouveaux n'ont aucune police intérieure, aucune sécurité. Le voyageur n'y est pas noyé au milieu de ca-

marades sur lesquels se partagent les coups. Il est seul : lui mort, c'est la débandade; il est la cible des bandits de la brousse. Sans bruit, les officiers russes et anglais parcourent le monde, comme vient de le faire en Abyssinie Welby, capitaine d'une armée qui n'a pas pléthore d'officiers. De ceux qui reviennent, on parle à peine; ceux qui meurent sont oubliés, mais leur œuvre reste. Le premier travail est de faire des cartes pour montrer le chemin aux Français qui suivent. Tout officier est topographe, et les cartes de France, d'Algérie, etc., ont prouvé leur compétence en la matière. Par atavisme, nous sommes curieux du travail sous toutes ses formes. Les uns ont couru derrière la charrue paternelle, les autres ont joué sous le grand va-et-vient des courroies de l'usine. L'École polytechnique absorbe bien des intelligences, qui font des canons au lieu de faire des locomotives. L'esprit ouvert à toutes les branches de production, le courage pour braver les dangers, la discipline qui plie l'esprit à ne faire ni plus ni moins que l'ordre donné, que peut-on demander de plus à ces voyageurs de la France? Celle-ci trouve dans son armée cette réserve d'énergies latentes nécessaires pour la rude époque où l'on se battra, sans emploi en temps de paix. Qu'elle disperse de par le monde ses *right men* pour seconder l'action de ses consuls, et il sera peut-être permis de croire à la plus grande France!

MARTIN-DECAEN.

LA PHYSIOLOGIE

DE

LA VIE ET LA MORT

DOCTRINES ANCIENNES ET NOUVELLES

Nous nous abuserions étrangement si nous croyions que la science contemporaine a, enfin, levé le voile qui a caché jusqu'ici les mystères de la vie et de la mort et qu'elle en a dissipé les ténèbres ; ou si seulement nous prétendions qu'elle est à la veille d'y réussir.

Non : l'énigme reste posée. La physiologie n'en a pas dit le mot. L'obscurité reste profonde. C'est à peine si nous entrevoyons le temps et le point où se lèvera la clarté. Et, d'autre part, comme l'esprit humain ne peut se résoudre à une si longue attente ni s'accommoder de l'ignorance pure et simple, il a toujours demandé et il demande encore aujourd'hui, à l'esprit de système, la solution que la science lui refuse. Il s'adresse à la spéculation philosophique. Or, la philosophie nous offre, pour expliquer la vie et la mort, des hypothèses ; elle nous offre les mêmes qu'il y a trente ans, qu'il y a cent ans, qu'il y a deux mille ans : l'animisme ; — le vitalisme sous ses deux formes : vitalisme unitaire ou doctrine de la force vitale, vitalisme démembré ou doctrine des propriétés vitales ; et enfin, le matérialisme, le mécanisme, ou l'unicisme, ou le monisme — pour lui donner

tous ses noms, — c'est-à-dire la doctrine physico-chimique de la vie.

Il y a donc encore, actuellement, en biologie, des représentants de ces trois systèmes qui toujours se sont disputé l'explication des phénomènes vitaux : il y a des animistes, des vitalistes, des unicistes. Mais on devine bien que d'hier à aujourd'hui, il y a tout de même quelque chose de changé. Ce n'est pas en vain que la science générale et la biologie elle-même ont fait les progrès que l'on sait, depuis la Renaissance et surtout pendant le cours du *xix^e* siècle. Les vieilles doctrines ont été obligées de se réformer, de renoncer à des parties caduques, de parler un autre langage, en un mot, de se rajeunir. Les néo-animistes de notre temps, ni M. Chauffard en 1878, ni M. von Bunge en 1889, ni M. Rindfleisch plus récemment, ne pensent exactement comme Aristote, saint Thomas ou Stahl. Les néo-vitalistes contemporains, qu'ils se soient illustrés en physiologie comme Heidenhain, ou en chimie biologique comme Armand Gautier, ou en botanique comme Reinke, ne parlent pas, entre 1880 et 1900, le même langage que Paracelse au *xv^e* siècle et Van Helmont au *xvii^e* siècle, que Barthez et Bordeu, à la fin du *xviii^e*, ou seulement que Cuvier et Bichat au commencement du *xix^e*. Enfin, les mécanicistes eux-mêmes, qu'ils soient des disciples de Darwin et Hæckel comme le plus grand nombre des naturalistes de notre temps, ou des disciples de Lavoisier comme la plupart des physiologistes actuels, sont loin des idées de Descartes. Ils renient le grossier matérialisme du célèbre philosophe. Ils ne font pas, à son exemple, de l'organisme vivant une machine montée, uniquement composée de rouages mécaniques, de ressorts, de leviers, de pressoirs, de cribles, de tuyaux et de soupapes; voire même de matras, de cornues, d'alambics, réalisant les fermentations, les alcalinités, les acidités et les effervescences qui expliquaient, pour les chimiatres tels que Sylvius Le Boë, tous les phénomènes de la vie.

Tout cela a changé, au moins dans la forme. Les vieilles doctrines ont subi, — à n'envisager même que ces trente ou quarante dernières années, — des modifications plus ou moins profondes. Ces déformations, rendues nécessaires par les acquisitions de la science contemporaine, permettent d'en apprécier les progrès. Elles sont parfaitement propres à rendre compte de la marche des idées générales en biologie. A ce titre elles méritent

d'être examinées avec quelque attention. C'est dans cet examen que nous allons entraîner notre lecteur.

I

Le sens le plus général des transformations subies par ces doctrines s'exprimerait en disant qu'elles ont cessé d'exercer leur tyrannie sur la recherche scientifique. Elles ont passé du laboratoire au cabinet de méditation : de physiologiques, elles sont devenues philosophiques.

Ce résultat est l'œuvre des physiologistes d'il y a soixante ans. Il est aussi la conséquence de la marche générale de la science et du progrès de l'esprit scientifique qui montre une tendance de plus en plus marquée à séparer complètement le domaine des faits de celui des hypothèses.

On peut dire que, dans les commencemens du *xix^e* siècle, malgré les efforts d'un petit nombre d'expérimentateurs véritables, échelonnés depuis Harvey jusqu'à Spallanzani, Hales, Laplace, Lavoisier et Magendie, la science des phénomènes de la vie n'avait pas suivi le progrès des autres sciences de la nature. Elle était restée embrumée de scolastique. Les hypothèses s'y mêlaient aux faits et les agens imaginaires à l'exécution des actes réels, dans une confusion inexprimable. L'âme (*animisme*), la force vitale (*vitalisme*) et la cause finale (*finalisme*, *téléologie*) servaient d'explication à tout.

A la vérité, c'était aussi le temps où, dans les sciences de la nature inanimée, les agens physiques, les fluides électriques et magnétiques, ou encore l'affinité chimique jouaient un rôle analogue. Mais, il y avait tout au moins cette différence à l'avantage des physiciens et des chimistes, que, lorsqu'ils avaient attribué quelque propriété ou aptitude nouvelle à leurs agens hypothétiques, ils respectaient cette attribution. Les médecins physiologistes, eux, ne respectaient aucune règle; ils n'avaient aucun frein. Leur force vitale était capricieuse : elle était douée d'une spontanéité qui déroutait les prévisions. Elle agissait arbitrairement dans le corps à l'état sain : elle agissait plus arbitrairement encore dans le corps malade; et il fallait toute la subtilité du génie médical pour deviner l'allure fantasque du génie morbide. Si nous ne parlons ici que des physiologistes et des médecins, sans citer les naturalistes, c'est que ceux-ci n'entraient pas encore

en ligne de compte : leur science était restée purement descriptive : elle ne se préoccupait point de l'explication des phénomènes.

Tel était l'état des choses pendant les premières années du xix^e siècle. Il a duré jusqu'au moment où, grâce aux fondateurs de la physiologie contemporaine, Claude Bernard en France et Brücke, Dubois-Reymond, Helmholtz, Ludwig en Allemagne, il se fit une séparation entre la recherche biologique et les doctrines philosophiques. La délimitation s'opéra dans la physiologie proprement dite, c'est-à-dire pour une partie tout au moins du domaine biologique où l'état d'indivision avait subsisté jusqu'alors. Ce fut là une importante révolution, qui fixa les lots respectifs de la science expérimentale et de l'interprétation philosophique. Il fut entendu que l'une finit où l'autre commence, qu'elles se font suite, qu'elles ne doivent pas se mêler. Il y a seulement entre elles une région équivoque qu'elles se disputent. Cette frontière incertaine se déplace constamment, et la science gagne chaque jour ce que perd la philosophie.

C'est un déplacement de ce genre qui a été régularisé, au temps dont nous parlons. Il fut admis qu'en ce qui concerne les phénomènes qui s'accomplissent dans un *organisme vivant construit et constitué*, il ne serait plus permis de faire intervenir, dans leur explication, d'autres forces ou d'autres énergies que celles qui sont en jeu dans la nature inanimée. De même que, s'il s'agit d'expliquer le fonctionnement d'une horloge, le physicien n'invoquera point la volonté ou l'art du constructeur ni le dessein qu'il avait en vue, mais seulement les enchainemens de causes et d'effets qu'il a utilisés ; de même, pour la machine vivante, la plus compliquée, comme le corps humain, ou la plus élémentaire comme la cellule, il ne sera pas permis d'invoquer une cause finale, une force vitale, étrangère à cet organisme et agissant sur lui du dehors, mais seulement des enchainemens et des ressauts d'effets qui sont les seules causes actuelles et efficientes. En d'autres termes, Ludwig et Claude Bernard surtout chassèrent du domaine de la phénoménalité active ces trois chimères : *la Force vitale, la Cause finale, le Caprice de la nature vivante*.

Mais l'être vivant n'est pas seulement un organisme *tout construit et tout constitué*. Ce n'est pas une horloge toute faite. C'est

une horloge qui se fait elle-même : c'est un mécanisme qui se construit et se perpétue. Rien de pareil ne se montre à nous dans la nature inanimée. La physiologie a trouvé là sa limite provisoire. Et c'est au delà de cette limite, dans l'étude des phénomènes par lesquels l'organisme se construit et se perpétue, c'est-à-dire sur le terrain des fonctions de la génération et du développement, que les doctrines philosophiques s'étalent et fleurissent. Voilà où est la frontière actuelle de ces deux puissances, la philosophie et la science. Nous la délimiterons d'une manière plus précise, dans un moment. Un savant bien connu, dont l'Allemagne n'est pas seule à déplorer la mort récente, W. Kühne, s'était amusé à étudier la répartition des doctrines biologiques dans le personnel des sociétés savantes et dans le monde des Académies. Il résumait cette sorte d'enquête statistique en disant, en 1898, au Congrès de Cambridge, que les physiologistes étaient à peu près tous partisans de la doctrine physico-chimique de la vie et les naturalistes, en majorité, partisans de la force vitale et de la doctrine des causes finales.

On en voit la raison. La physiologie s'est en effet cantonnée dans l'explication du fonctionnement de l'organisme constitué, c'est-à-dire sur un terrain où n'interviennent, comme nous le montrerons plus loin, ni d'autres énergies ni une autre matière que les énergies et la matière universelles. Les naturalistes, en revanche, ont considéré plus spécialement, — et d'ailleurs au seul point de vue descriptif, au moins jusqu'à Lamarck et Darwin, — les fonctions de l'espèce, la génération, le développement et l'évolution. Or, ce sont là les fonctions les plus réfractaires, les plus inaccessibles aux explications physico-chimiques. Aussi, quand il a fallu rendre compte de leur accomplissement, les zoologistes, n'ont-ils pas trouvé autre chose, en fait d'agens exécutifs, que la force vitale, sous ses différens noms. Pour Aristote c'est la force vitale elle-même qui, dès qu'elle s'introduit dans le corps de l'enfant, en pétrit la chair et la façonne à la forme humaine. Des naturalistes contemporains, comme les Américains C. O. Whitman et C. Philips, ne raisonnent pas autrement. D'autres, comme Blumenbach et Needham au ^{xviii} siècle, invoquaient la même divinité sous un autre nom, celui de *nisus formativus*. D'autres enfin, se payent de mots : ils parlent d'hérédité, d'adaptation, d'atavisme comme si c'étaient des êtres réels, actifs et efficients : tandis que ce ne sont que

des appellations, des noms qui s'appliquent à des collections de faits.

Ce terrain était donc éminemment favorable à la pullulation des hypothèses. Aussi y abondèrent-elles : théories de Buffon, d'H. Spencer, de Darwin, de E. Hæckel, de His, de Weissmann, de De Vries, de W. Roux. Chaque naturaliste de marque eut la sienne. On ne finirait point de les citer. Mais voici que, déjà, ce domaine de la spéculation théorique est entamé de divers côtés, par l'expérimentation. C'est un physiologiste pur, J. Loeb, qui a récemment orienté les recherches dans une direction où la zoologie pense trouver l'explication du rôle mystérieux de l'élément mâle dans la fécondation. D'autre part, la première expérience de division artificielle de la cellule vivante (*mérotomie*), avec les conséquences qu'elle entraîne relativement au rôle du noyau dans la conservation de la forme vivante et dans sa régénération est également l'œuvre d'un physiologiste expérimentateur. Elle remonte à 1852. Elle est due à Augustus Waller et a été pratiquée sur la cellule nerveuse sensitive des ganglions spinaux et sur la cellule motrice des cornes antérieures de la moelle. Les effets en ont pu être correctement interprétés douze ou quinze ans plus tard. Les zoologistes n'ont fait que répéter, peut-être sans le savoir, cette expérience célèbre, et en confirmer le résultat.

On voit par ce qui précède que l'attaque du réduit vitaliste est commencée. Mais ce serait s'abuser beaucoup que de croire la cause finale ou la force vitale près d'être délogées. La spéculation philosophique a du champ devant elle. Sa frontière peut reculer. Il y aura toujours place pour un vitalisme plus ou moins modernisé.

II

Il y a place encore pour un vitalisme très atténué sur le terrain propre de la physiologie, alors même que cette science borne son ambition à considérer l'être organisé entièrement construit, achevé dans sa forme. L'explication du fonctionnement de cette machine constituée ne peut être complète si l'on ne tient compte du concert et de l'ajustement de ses parties.

Ces parties constituantes ce sont les cellules. On sait que le progrès des études anatomiques a abouti à la doctrine cellulaire,

c'est-à-dire à la double affirmation que l'organisme le plus compliqué est composé d'éléments microscopiques tous semblables, les cellules, véritables pierres de l'édifice vivant, et qu'il tire son origine d'une unique cellule, œuf ou spore, cellule sexuelle ou cellule de germination. Les phénomènes de la vie, envisagés chez l'individu formé, sont donc concertés dans l'espace; de même que, envisagés dans l'individu en formation et dans l'espace, ils sont enchaînés dans le temps. Ce concert et cet enchaînement sont, aux yeux de la plupart des savans, les traits les plus caractéristiques de l'être vivant. C'est là le domaine propre de la *spécificité vitale*, des *forces de direction* de Cl. Bernard et d'A. Gautier, des *dominantes* de Reinke. Il n'est pas certain, toutefois, que cet ordre de faits soit plus spécifique que l'autre. La génération et le développement ont été considérés par beaucoup de physiologistes, et en dernier lieu par F. Le Dantec, comme de simples aspects ou des modalités de la nutrition ou assimilation, propriété commune et fondamentale de toute cellule vivante.

Ce n'est cependant pas un mince progrès ni un avantage méprisable d'avoir éliminé les hypothèses vitalistes de presque tout le domaine de la physiologie actuelle, et de les avoir, en quelque sorte, refoulées dans son hinterland. C'est l'œuvre des savans de la première moitié du XIX^e siècle et particulièrement de Claude Bernard qui a mérité, par là, les noms de fondateur ou de législateur de la physiologie. Ils ont rencontré, dans le vieil esprit médical, un adversaire obstiné, glorieux de ses stériles traditions. Vainement faisait-on observer que la force vitale ne pouvait être une cause efficiente; qu'elle était un être de raison, un fantôme sans substance, qui s'introduit dans la marionnette anatomique et en fait mouvoir les fils, au gré de quiconque l'invoque : ses adeptes n'ayant qu'à lui conférer une nouvelle sorte d'activité pour rendre compte d'un acte nouveau. Tout cela avait été dit, avec la plus grande netteté, par Bonnet (de Genève) et par beaucoup d'autres. On avait dit aussi que l'explication téléologique n'est pas moins vaine, puisqu'elle assigne au présent, qui existe, une cause inaccessible et évidemment inefficace dans l'ultérieur, qui n'existe pas encore. Ces objections restaient impuissantes.

Aussi n'est-ce point par des argumens de théorie que le cé-

lèbre physiologiste est venu à bout de ses adversaires; c'est par une sorte de leçon de choses. Il n'a cessé de montrer, en fait, et par exemples, que le Vitalisme et la Doctrine des causes finales étaient des erreurs paresseuses qui détournaient de l'investigation expérimentale : qu'elles avaient empêché les progrès de la recherche et la découverte de la vérité, dans tous les cas et sur tous les points où on les avait invoquées. Il a posé le principe du *Déterminisme biologique* qui n'est pas autre chose que la négation du caprice de la nature vivante. Ce postulat, tellement évident qu'il n'a pas eu besoin d'être énoncé dans les sciences physiques, avait besoin d'être proclamé, en face des adeptes de la spontanéité vitale. Il consiste à affirmer que dans des circonstances déterminées, matériellement identiques, le même phénomène vital se reproduira identique.

Claude Bernard a complété cette œuvre critique en établissant les règles de l'expérimentation chez les êtres vivans; il a préconisé, comme méthode rationnelle de recherche, la *méthode comparative*. Elle doit être et elle est, en effet, l'outil quotidien de tous ceux qui travaillent en physiologie. C'est elle qui oblige à instituer, dans toute recherche portant sur les êtres organisés, une série d'épreuves telles que toutes les conditions inconnues et impossibles à connaître puissent être regardées comme identiques d'une épreuve à l'autre; tandis qu'une seule condition est sûrement variable, à savoir celle précisément dont on dispose et dont on veut connaître, apprécier et mesurer l'influence. Il est permis d'affirmer que les erreurs qui se commettent chaque jour dans les travaux biologiques ont leur cause dans quelque infraction à cette règle tutélaire. Dans les sciences physiques, l'obligation de la méthode comparative est bien moindre. Le plus souvent l'*épreuve témoin* est inutile (1). En physiologie, l'épreuve témoin est indispensable.

Si nous ajoutons que Claude Bernard a opposé à l'opinion étroite, chère à l'ancienne médecine, qui arrêta à l'homme la considération de la vitalité, la notion contraire de la généralité essentielle des phénomènes de la vie, de l'homme à l'animal, et

(1) Dans une étude sur la méthode expérimentale publiée récemment dans le *Dictionnaire de Physiologie*, M. Ch. Richet écrit ces lignes : « Il faut donc, toujours, sans se lasser, faire des expériences comparatives. Je ne crains pas de dire que cette comparaison est la base de la méthode expérimentale. » C'était, en effet, ce que Claude Bernard enseignait par maximes et par exemples.

de l'animal à la plante, nous aurons donné, en un raccourci extrême, une idée de cette sorte de révolution qui s'est accomplie aux environs de l'année 1864, date de l'apparition du livre célèbre, *l'Introduction à la médecine expérimentale*.

Il semble que les idées que nous venons de rappeler soient d'une évidence qui n'a d'égale que leur simplicité. Ces principes paraissent si bien acquis qu'ils font, en quelque sorte, partie intégrante de la mentalité contemporaine. Quel homme de science, aujourd'hui, oserait délibérément expliquer quelque fait biologique par l'intervention de la force vitale ou de la cause finale, évidemment non efficientes? Lequel, pour rendre compte de l'inconstance apparente d'un résultat, mettrait en avant le caprice de la nature vivante? Lequel, encore, contesterait franchement l'utilité de la méthode comparative?

Ce que les physiologistes d'aujourd'hui, après Claude Bernard, ne feraient plus, ceux d'hier, avant lui, le faisaient : et, non les moindres. Longet, par exemple, en pleine Académie, à propos de la sensibilité récurrente, et Colin (d'Alfort) en communiquant ses résultats statistiques sur la température des deux cœurs, acceptaient, d'une façon plus ou moins explicite l'indétermination des faits vitaux. Et, que parlons-nous de nos prédécesseurs? Les naturalistes d'aujourd'hui n'agissent pas autrement. Voici que, de nouveau, nous voyons reparaître, dans des explications qui se prétendent scientifiques, le fantôme de la cause finale. On rend compte de tel fait par la nécessité pour l'organisme de se défendre; de tel autre, par l'obligation où est l'animal à sang chaud de maintenir sa température constante; on voit des zoologistes expliquer la fécondation, ainsi que le leur reprochait récemment M. Le Dantec, par l'avantage que l'animal retire d'une double lignée ancestrale. Aussi bien pourrait-on dire, comme le fait observer L. Errera, que les inondations du Nil se produisent afin d'apporter la fertilité à l'Égypte.

Il ne faut donc point déprécier le merveilleux travail qui a émancipé la physiologie moderne de la tutelle des vieilles doctrines. Les témoins, qui ont vu s'accomplir cette révolution en ont apprécié l'importance : et, voici ce que disait l'un d'eux, à l'apparition de cet ouvrage, *l'Introduction à la médecine expérimentale*, qui ne contenait pourtant qu'une partie de la doctrine :

« On n'a rien écrit, disait-il, de plus lumineux, de plus

complet, de plus profond, sur les vrais principes de l'art si difficile de l'expérimentation. Ce livre est à peine connu parce qu'il est à une hauteur où peu de personnes peuvent atteindre aujourd'hui. L'influence qu'il exercera sur les sciences médicales, sur leur progrès, sur leur langage même, sera immense. On ne saurait la préciser dès à présent; mais la lecture de ce livre laissera une impression si forte que l'on ne peut s'empêcher de penser qu'un esprit nouveau va bientôt animer ces belles études. » Voilà comment s'exprimait Pasteur en 1866. Voilà ce qu'il pensait de l'œuvre de son aîné et de son émule, au moment où il allait lui-même imprimer à ces « belles études » un mouvement de rénovation dont l'importance et les conséquences sont sans équivalent dans l'histoire de la science. Par leurs découvertes et leur enseignement, par leurs exemples et leurs principes, Claude Bernard et Pasteur ont donc réussi à soustraire une partie du domaine des faits vitaux à l'intervention directe des agens hypothétiques, des causes premières. Ils ont dû laisser toutefois à la spéculation philosophique, aux Forces directrices, à l'Animisme, au Vitalisme, un champ provisoire immense, celui qui correspond aux fonctions de génération, de développement, à la vie de l'espèce et à ses variations. C'est là que nous allons les retrouver.

III

On apprend aux enfans que la nature comprend trois règnes: le règne minéral et les deux règnes vivans, animal et végétal. C'est là tout le monde sensible. Puis, au-dessus se place le monde de l'âme. Les écoliers n'ont donc pas de doutes sur les doctrines que nous discutons ici. Ces doctrines posent, en effet, la question de l'homogénéité ou de l'hétérogénéité fondamentales de ces trois ordres de phénomènes: ceux de la nature, ceux de la vie, ceux de la pensée. L'animisme, le vitalisme, l'unicisme ne sont, en réalité, que les diverses manières de répondre à cette question: les manifestations vitales, psychiques et physico-chimiques sont-elles essentiellement distinctes les unes des autres? Les vitalistes distinguent la vie de la pensée; les animistes les confondent. Dans le camp adverse les mécanicistes, matérialistes ou unicistes, font la même confusion; mais, de plus, ils refusent de distinguer les forces qui sont en jeu chez les animaux et les

plantes d'avec les forces générales de l'univers; ils confondent tout : âme, vie, nature inanimée.

Ces problèmes appartiennent par beaucoup de côtés à la spéculation métaphysique. Ils ont été discutés et résolus par les philosophes de l'antiquité en des sens divers pour des raisons et par des argumens que nous n'avons pas à examiner ici, et qui, d'ailleurs, n'ont point changé. Mais, par un de leurs côtés, ils appartiennent à la science et sont justiciables de ses progrès. Cuvier et Bichat, par exemple, croyaient que les forces en action chez les êtres vivans étaient non seulement différentes des forces physico-chimiques, mais en opposition, en lutte, avec celles-ci. Aujourd'hui, ces deux illustres savans professeraient certainement une opinion contraire.

Les doctrines précédentes relèvent donc, jusqu'à un certain point, de l'expérience et de l'observation. Elles en sont justiciables, dans la mesure où celles-ci peuvent nous renseigner sur le degré de différence ou d'analogie que présentent entre eux les faits psychiques, vitaux et physico-chimiques. Or les investigations scientifiques ont pu nous éclairer à cet égard. Il n'est pas douteux que les analogies et les ressemblances de ces trois ordres de manifestations ont apparu de plus en plus nombreuses et frappantes avec le progrès de nos connaissances. Aussi, dans les sciences biologiques, l'animisme ne compte-t-il aujourd'hui qu'un petit nombre de partisans; le vitalisme, sous ses différentes formes, en compte davantage : la grande majorité est attachée à la doctrine physico-chimique.

L'animisme et le vitalisme séparent l'un et l'autre de la matière le principe recteur qui la dirige : ce sont, au fond, des doctrines mythologiques, quelque chose comme une forme du paganisme ancien. La fable de Prométhée ou celle de Pygmalion en contiennent tout l'essentiel. Un principe immatériel, divin, dérobé à Jupiter par le Titan ou obtenu de la complaisance de Vénus par le sculpteur cypriot, descend de l'Olympe et vient animer la forme, encore inerte, modelée dans le marbre ou dans l'argile. En un mot, il y a une statue humaine : un souffle s'y surajoute, s'y insinue, feu du ciel, force vitale, étincelle divine, âme; et la voici vivante. Mais ce souffle aussi peut l'abandonner; un accident survient; un rien, un caillot dans une veine, une piqûre dans le cœur; un grain de sable dans le rein, un grain

de plomb dans le cerveau : la vie s'échappe; il ne reste plus qu'un cadavre. Un instant a suffi pour détruire le prestige. — C'est bien de cette manière que tous les hommes se représentent la scène de la mort : un souffle qui s'échappe; quelque chose qui s'envole, ou qui s'écoule avec le sang. Le génie heureux des Grecs en avait fourni une image gracieuse : ils se représentaient la vie ou l'âme sous la forme d'un papillon (Psyché) fuyant le corps comme une sorte de léger phalène qui ouvre ses ailes de saphir.

Mais cet hôte subtil et temporaire de la statue humaine, cet étranger de passage qui fait du corps vivant une maison habitée, quel est-il décidément? Selon les animistes, c'est l'âme même, au sens où l'entendent les philosophes; l'âme immortelle et raisonnable. Pour les vitalistes, c'est un personnage différent et inférieur, une sorte d'âme de seconde majesté, la force vitale, ou, d'un simple mot, la vie.

IV

L'animisme est la plus ancienne et la plus primitive des conceptions qui se soient présentées à l'esprit humain. Mais, en tant que doctrine coordonnée, elle est la plus récente. Elle n'a reçu, en effet, son expression définitive qu'au XVIII^e siècle, du médecin philosophe et chimiste Stahl.

L'une des premières curiosités de l'homme primitif, du sauvage, c'est, d'après Tylor, la différence du corps vivant d'avec le cadavre : celui-ci est une maison habitée; celui-là est la maison vide. Pour ces intelligences rudimentaires, l'habitant mystérieux est une sorte de *double* ou *duplicata* de la forme humaine. Il ne se révèle que par l'ombre qui suit le corps éclairé par le soleil, par l'image qui se reflète dans l'eau, par l'écho qui répète la voix; il ne se voit qu'en songe, et les figures qui peuplent et animent les rêves ne sont autre chose que ces êtres dédoublés, impalpables. Certains sauvages pensent qu'au moment de la mort le *double*, ou l'âme, va se loger dans un autre corps. Quelquefois chaque personne, au lieu d'une seule de ces âmes, en possède plusieurs. D'après Maspéro, les Égyptiens en auraient compté au moins cinq, dont la principale, le *ka* ou *double*, serait la répétition aériforme ou vaporeuse de la forme vivante. Ces âmes en voyage, qui abandonnent les corps pour en occuper d'autres,

peuplent l'espace. Après avoir été la cause de la vie dans les corps qu'elles animaient, elles réagissent du dehors sur les autres êtres et sont la cause de toutes sortes d'événemens inattendus. Ce sont des esprits bienfaisans ou malfaisans.

L'analogie conduit inévitablement les esprits simples à étendre les mêmes idées aux animaux et aux plantes; en un mot, à accorder des âmes à tout ce qui vit, âmes plus ou moins nomades, vagabondes ou interchangeables, selon la doctrine de la métempsycose. M. L. Errera, que nous suivons ici, fait observer que cette doctrine primitive, coordonnée, hiérarchisée et poétisée, est à la base de toutes les mythologies antiques.

L'animisme moderne fut quelque chose de beaucoup plus étroit. C'était une doctrine médicale, c'est-à-dire à peu près exclusive à l'homme. Stahl l'avait adoptée par une sorte de réaction contre les exagérations de l'École mécaniciste de son temps. C'est l'âme intelligente, raisonnable qui, selon lui, fait vivre le corps. Elle gouverne la substance corporelle, et la dirige vers un but assigné. Les organes sont ses instrumens. Elle agit sur eux directement, sans intermédiaires. Elle fait battre le cœur, contracter les muscles, sécréter les glandes, fonctionner tous les appareils. Il y a plus : c'est elle-même — âme architectonique — qui a construit et entretient ce corps qu'elle régit.

C'est le *mens agitat molem* de Virgile, que La Fontaine a traduit :

Un esprit vit en nous et meut tous nos ressorts.

Il est remarquable que ces idées, d'un spiritualisme excessif et outré, aient été mises en avant précisément par un chimiste et un médecin, tandis que des idées toutes contraires étaient admises par des philosophes partisans décidés de la spiritualité de l'âme, comme Descartes et Leibniz. Stahl avait été professeur de médecine à l'université de Halle, médecin du duc de Saxe-Weimar, et, plus tard du roi de Prusse; il mourut à Berlin en 1734. Il a laissé une œuvre médicale et chimique importante, d'un caractère à la fois théorique et expérimental. Il est le créateur de la célèbre théorie du phlogistique qui subsista, en chimie, jusqu'à Lavoisier.

L'animisme a subsisté plus longtemps, entretenu par le zèle de quelques rares fidèles. Mais après les spirituelles moqueries

de Bordeu, en 1742, il ne fit plus que végéter (1). Il faut signaler cependant une tentative de restauration de ce système, faite en 1878 par un médecin bien connu de la génération qui nous a précédés, E. Chauffard. Tout en conservant la doctrine dans ses traits essentiels, le savant médecin s'était proposé de la mettre en harmonie avec la science moderne et de la dégager de tous les reproches qui lui avaient été adressés.

Ces reproches étaient nombreux. Le plus grave est d'ordre philosophique. Il est tiré de la difficulté de concevoir une action directe et immédiate de l'âme, considérée comme principe spirituel, sur la matière du corps. Il y a un tel abîme, — creusé par l'esprit philosophique lui-même, — entre l'âme et le corps qu'il est impossible de comprendre un commerce entre eux. On ne saurait seulement entrevoir comment l'âme pourrait devenir un instrument d'action.

C'était là le problème qui tourmentait le génie de Leibniz. Descartes, précédemment, l'avait tranché brutalement, comme Alexandre le nœud gordien : il avait coupé l'âme du corps, et fait de ce dernier une pure machine au gouvernement de laquelle l'autre n'avait point de part. Il attribuait aux forces brutes toutes les manifestations saisissables de l'activité vitale. — Leibniz, lui aussi, dut rejeter toute action, tout contact, tout rapport direct, tout lien réel entre l'âme et le corps et imaginer entre eux une relation simplement métaphysique, l'harmonie préétablie : « Les âmes s'accordent avec les corps en vertu de cette harmonie, préétablie dès la création, et nullement par une influence physique, mutuelle et actuelle... Tout se fait dans les âmes comme s'il n'y avait pas de corps, et tout se fait dans les corps comme s'il n'y avait pas d'âme. » A ce point, on touche presque au matérialisme scientifique. Ce frêle lien de l'harmonie préétablie, qui unit si lâchement le corps à l'âme, il est facile aux matérialistes de l'écarter et de ramener l'organisme sous le seul empire de la mécanique et de la physique universelles.

Le point faible de l'animisme de Stahl était donc la supposi-

(1) Bordeu, dans la thèse qu'il soutint à Montpellier, en 1742, à l'âge de vingt ans et qui fonda sa réputation, s'égayait des besoins que les animistes imposaient à l'âme « qui a soin d'humecter la bouche lorsqu'il faut » ou « dont les colères produisent les symptômes de quelques maladies » ou encore « que les suites du péché originel rendent incapable de bien conduire et diriger le corps. »

tion d'une action directe exercée sur l'organisme par un principe spirituel, distinct, hétérogène.

M. Chauffard n'est pas tombé dans ce défaut. Il a, conformément aux idées modernes, uni ce que les anciens philosophes et Stahl lui-même séparaient, l'activité de la matière et l'activité de l'âme. « La pensée, l'action, la fonction, dit-il, s'enlacent dans une invincible union. » C'est la doctrine classique — mais non pas claire — tant de fois reproduite : *Homo factus est anima vivens*, que Bossuet a exprimée dans la formule célèbre : « L'âme et le corps forment un tout naturel. »

Une seconde objection adressée à l'animisme, c'est que l'âme agit avec conscience, réflexion, volonté, et que ces attributs essentiels ne se retrouvent point dans la plupart des phénomènes physiologiques qui sont automatiques, involontaires et inconscients. L'opposition de ces caractères a conduit les vitalistes à leur conception du principe vital distinct de la pensée. M. Chauffard, d'accord ici avec MM. Bouillier et Tissot, et Stahl lui-même, n'accepte point cette distinction : il ne consent point à rompre l'unité du principe vivifiant et pensant. Il préfère attribuer à l'âme deux modes d'action : l'un qui s'exerce sur les actes de la pensée, où elle procède avec conscience, réflexion, volonté ; l'autre s'exerçant sur les phénomènes physiologiques qu'elle régit « par des impressions sans conscience, par des déterminations instinctives, suivant des lois primordiales (1). » Cette âme-là n'est guère conséquente à sa définition : c'est une âme nouvelle, une âme somatique, singulièrement voisine de cette âme rachidienne qui, selon un physiologiste allemand bien connu, Pflüger, siège dans chaque rondelle de moelle épinière et préside aux mouvemens réflexes.

Cette double modalité de l'âme, cette dualité admise par Stahl et ses disciples, répugnait à l'école vitaliste. Elle lui paraissait une hérésie, entachée de matérialisme. Et elle l'était en effet. De là, la force et la faiblesse de l'animisme. Il admet un principe animateur unique pour toutes les manifestations de l'être vivant, pour les faits supérieurs de l'ordre de la pensée et pour les faits inférieurs, de l'ordre corporel : il abaisse la barrière qui les sépare ; il comble le fossé entre les diverses

(1) *La Vie. Études et problèmes de biologie générale*, 1878.

formes de l'activité humaine; il les assimile les unes aux autres.

C'est précisément ce que fait le matérialisme : il ramène, lui aussi, à un seul ordre les phénomènes psychiques et les phénomènes physiologiques, entre lesquels il ne voit plus qu'une différence de degré, la pensée n'étant qu'un *maximum* du mouvement vital, ou la vie qu'un *minimum* de pensée. A la vérité le but des deux écoles est tout contraire : l'une prétend relever l'activité corporelle à la dignité de l'activité pensante et spiritualiser le fait vital; l'autre abaisse le premier au niveau du second; elle matérialise le fait psychique. Mais, si les intentions sont différentes, le résultat est identique : l'unicisme spiritualiste est sur la pente de l'unicisme matérialiste. Un pas de plus et l'âme, confondue avec la vie, sera confondue avec les forces physiques.

En revanche, la double modalité a cet avantage d'écarter l'objection tirée de l'existence de tant d'être vivans à qui l'on ne saurait attribuer une âme pensante : les fœtus anencéphales, les jeunes des animaux supérieurs, les animaux inférieurs et les plantes vivant sans pensée ou avec un minimum de pensée véritable et consciente. Le partisan de l'animisme répond que cette activité physiologique est une sorte d'âme qui se connaît à peine, une lueur de conscience. La connaissance de soi-même, la conscience, ont, dans cette doctrine, toutes sortes de degrés. Au contraire, aux yeux des vitalistes ce sont des faits absolus, qui ne comportent pas de transition, pas de transaction entre l'être et le non-être.

C'est cette conception de la continuité de l'âme et de la vie; c'est l'affirmation d'une dégradation possible de la pleine conscience, à la simple lueur de connaissance, et enfin à l'activité vitale inconsciente, qui ont sauvé l'animisme d'un naufrage complet. Et c'est pour cela que cette vieille doctrine a conservé jusqu'à notre époque quelques rares adeptes. Un savant allemand, G. von Bunge, bien connu pour ses travaux dans le domaine de la chimie des organismes, a professé, dans un ouvrage paru en 1889, des opinions animistes : il attribue à la matière des organismes un principe recteur, qui est une sorte d'âme vitale. Un naturaliste distingué, Rindfleisch (de Lübeck), s'est également rangé parmi les partisans du néo-animisme.

V

Le Néo-Vitalisme contemporain a subi, lui aussi, de notables atténuations par rapport au Vitalisme primitif. Celui-ci faisait du fait vital quelque chose de tout à fait spécifique, à la fois irréductible aux phénomènes de la physique générale et à ceux de la pensée. Il isolait absolument la vie, la séparant de l'âme, en haut, et en bas de la matière inanimée. La séquestration est aujourd'hui beaucoup moins rigoureuse : la barrière qui subsiste du côté psychique s'est abaissée du côté de l'ordre matériel. Les néo-vitalistes actuels reconnaissent que les lois de la physique et de la chimie sont observées dans le corps vivant comme en dehors de lui : les mêmes forces naturelles interviennent ici et là : seulement elles sont « autrement dirigées. »

L'ancien Principe vital était une sorte de divinité païenne anthropomorphique. Pour Aristote, cette force, l'*anima*, la *Psyché*, travaille, pour ainsi dire, avec des mains humaines; selon un mot célèbre, elle est placée dans le corps vivant « comme un pilote sur le vaisseau, » comme le sculpteur ou le praticien en face du marbre ou de l'argile. Et, de fait, nous n'avons pas d'autre image claire d'une cause étrangère à l'objet; nous n'avons pas d'autre représentation d'une force extérieure à la matière que celle qui nous est offerte par l'artisan qui fabrique un objet ou, en général, par la personne humaine, avec son activité libre ou supposée telle, tendue vers un but à réaliser.

Les personnifications de ce genre, ces entités mythologiques, ces êtres imaginaires, ces fictions ontologiques qui, pour nos prédécesseurs, remplissaient continuellement la scène, ont définitivement disparu : elles n'ont plus de place dans les explications scientifiques de notre temps. Les néo-vitalistes les remplacent par l'*idée de direction*, qui est une autre forme de la même idée de finalité. L'enchaînement des causes secondes, dans l'être vivant, est tel qu'il semble réglé conformément à un plan et dirigé en vue de son exécution. La tendance qui existe dans chaque être vers l'exécution de ce plan, c'est-à-dire vers sa fin, donne l'impulsion nécessaire à cette exécution. A cet égard, on peut répéter que la Force vitale dirige des phénomènes qu'elle ne produit pas et qu'exécutent en réalité les forces générales de la Physique et de la Chimie.

L'impulsion directrice, considérée comme réelle, est l'expression dernière du Vitalisme moderne. Si l'on va plus loin, on sort enfin de la doctrine: on ne peut plus se réclamer d'elle. C'est ce qu'a fait Claude Bernard. Il n'a pas considéré *l'idée de direction* comme un principe réel. Le lien des phénomènes, leur harmonie, leur conformité à un plan que l'intelligence saisit, leur appropriation à un but qu'elle aperçoit, ne sont autre chose qu'une nécessité de l'esprit, un concept métaphysique: le plan qui s'exécute n'a qu'une existence subjective; la force directrice n'a pas de vertu efficiente, de puissance exécutive; elle ne sort pas du domaine intellectuel où elle est née, et ne vient point « réagir sur les phénomènes qui ont donné l'occasion à l'esprit de la créer. »

C'est entre ces deux idées extrêmes que se déroulent toutes les nuances de la doctrine vitaliste. Au point de départ on trouve une force vitale personnifiée, agissant comme on l'a dit, en quelque sorte avec des mains humaines qui façonnent la matière obéissante; c'est la forme primitive et pure de la doctrine. A l'autre extrême on trouve une force vitale qui n'est plus qu'une idée directrice, sans existence objective, sans rôle exécutif; simple concept par lequel l'esprit réunit et conçoit une succession de phénomènes physico-chimiques. On touche de ce côté à l'Unicisme.

C'est surtout, du côté opposé, vers le monde psychique que les premiers vitalistes prétendaient se barricader. Nous venons de voir qu'ils ne raffinaient pas tant que ceux d'aujourd'hui: le Principe vital était pour eux un agent réel et non pas un plan idéal en voie d'exécution. — Mais, ils distinguaient ce principe spirituel d'un autre qui coexiste avec lui, chez les êtres vivans supérieurs, et au moins chez l'homme, l'âme pensante. Ils l'en séparaient, avec énergie, parce que l'activité de celle-ci se traduit par la connaissance et la volonté, tandis qu'au contraire, les manifestations de celle-là échappent précisément, pour la plupart, à la conscience et à la volonté.

Nous ne sommes, en effet, informés en rien de ce qui se passe dans nos organes, à l'état normal; leur parfait fonctionnement ne se traduit à nous d'aucune autre manière que par un obscur sentiment de bien-être. Nous ne sentons pas les battemens de notre cœur, les dilatations périodiques de nos artères, les mouvemens du poumon ou ceux de l'intestin, les glandes qui

secrètent, les mille manifestations réflexes de notre système nerveux. L'âme qui se connaît est pourtant ignorante de tout ce mouvement vital : elle lui est, par conséquent, étrangère. C'est là ce qu'ont déclaré tous les philosophes de l'antiquité. Pythagore distinguait l'âme véritable, l'âme pensante, le *Nous*, principe intelligent et immortel caractérisé par les attributs de la conscience et de la volonté, d'avec le principe vital, la *Psyché*, qui donne au corps le souffle et l'animation, et qui est une âme de seconde majesté, active, passagère et mortelle. Aristote faisait de même : il mettait d'un côté l'âme proprement dite, *mens* ou intellect, c'est-à-dire l'entendement avec ses lumières rationnelles; de l'autre côté était le principe recteur de la vie, la *Psyché* irraisonnable et végétative.

Cette distinction est évidemment très commode. Les phénomènes vitaux ne s'arrêtent pas aux animaux supérieurs, et à l'homme à qui nous pouvons reconnaître une âme raisonnable; ils s'étendent à l'immense multitude des êtres plus humbles à qui l'on ne saurait attribuer des facultés si hautes, les invertébrés, les animaux microscopiques et les plantes. En revanche, elle a l'inconvénient de briser délibérément toute continuité entre l'âme et la vie : continuité qui est le principe de l'animisme et de l'unicisme, et, on peut le dire, le vœu même de la science et sa tendance indéniable.

Quant à la philosophie, elle satisfait à la nécessité d'établir l'unité de l'être vivant, d'une autre manière que nous n'avons pas à considérer ici. Elle attribue à l'âme plusieurs puissances distinctes : puissances de la vie végétative, puissances de la vie sensitive, puissances de la vie intellectuelle. Et cette autre solution du problème serait, selon M. Gardair, entièrement conforme à la doctrine de saint Thomas.

Le vitalisme a atteint son expression la plus parfaite dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, avec les représentans de l'École de Montpellier, Bordeu, Grimaud et Barthez. Ce dernier surtout contribua à le faire prévaloir dans le milieu médical. Érudit de premier ordre, collaborateur de d'Alembert pour l'Encyclopédie, il exerça sur la médecine de son temps une action tout à fait prépondérante. Fixé à Paris pendant une partie de sa carrière, médecin du roi et du duc d'Orléans, on peut dire qu'il employa au profit de ses doctrines toutes les formes d'influence qui pou-

vaient contribuer à leur succès. — A sa suite, les écoles médicales professèrent que les phénomènes vitaux sont les effets immédiats d'une force sans analogues en dehors du corps vivant. — Cette conception régna, sans partage, jusqu'au temps de Bichat.

Après Bichat, le vitalisme de Barthez, plus ou moins modifié par les idées du célèbre anatomiste, a continué à dominer dans toutes les écoles de l'Europe jusque vers le milieu du *xix^e* siècle. Le fondateur de la physiologie en Allemagne, Jean Müller, admettait, vers 1833, l'existence d'une force vitale unique, « connaissant tous les secrets des forces de la physique et de la chimie, mais agissant en conflit continu avec elles, comme cause et régulatrice suprême de tous les phénomènes. » Ce principe disparaissait dans la mort sans laisser de traces. — L'un des créateurs de la chimie biologique, Justus Liebig, mort en 1873, partageait ces mêmes idées. — Le célèbre botaniste Alphonse de Candolle, qui a vécu jusqu'en 1893, avait professé, au début de sa carrière, que la force vitale était l'une des quatre forces qui régissent la nature, les trois autres étant : l'attraction, l'affinité, la force intellectuelle. Flourens, en France, faisait du principe de la vie l'une des cinq propriétés ou forces qui résident dans le système nerveux. Un auteur contemporain, Dressel, en 1883, a essayé de remettre en honneur ce vitalisme un peu primitif, unitaire et efficient.

Une autre question s'était posée, entre temps, relativement à ce principe vital. Il s'agissait d'en préciser le siège : en un mot, de le situer dans l'organisme. Est-il répandu partout, ou bien réside-t-il en quelque point d'où il étendrait son action sur toutes les parties du corps ? Un savant célèbre de la fin du *xvi^e* siècle, van Helmont, à la fois médecin et alchimiste, avait proposé une première solution, d'ailleurs fort bizarre. Le principe vital, selon lui, était logé dans l'estomac, ou mieux à l'orifice de sortie de cet organe, dans l'antra du pyllore : il était le « portier de l'estomac. »

L'idée hébraïque était plus raisonnable : la vie était liée au sang et se répandait avec lui par le moyen des veines dans l'organisme tout entier : elle s'écoulait des blessures en même temps que le liquide sanguin. Il faut voir là l'origine de l'interdiction, chez les Juifs, de faire usage de viandes qui ne seraient pas exsangues.

En 1748, un médecin nommé Lorry vit qu'une blessure très

limitée en une certaine région de la moelle épinière provoquait une mort subite. La position de ce point remarquable fut précisée en 1812 par Legallois et plus parfaitement encore par Flourens en 1827. Il est situé dans le bulbe rachidien, au niveau de l'union du cou avec la tête; exactement, sur le plancher du 4^e ventricule près des origines de la huitième paire. C'est ce que l'on a appelé le *nœud vital*. De l'intégrité de ce point qui n'est pas plus gros que la tête d'une épingle dépend la vie de l'animal. Ceux qui croyaient à une localisation du principe vital s'imaginèrent avoir trouvé le siège cherché. Mais il eût fallu, pour cela, que la destruction de ce point fût irrémédiable et entraînant la mort. Ce n'est pas ce qui a lieu. Si l'on détruit le nœud vital et que l'on entretienne artificiellement la respiration, au moyen d'un soufflet, l'animal résiste : il continue à vivre. C'est seulement le mécanisme nerveux incitateur des mouvemens respiratoires qui a été atteint dans une de ses parties essentielles.

La vie ne réside donc pas plus dans ce point que dans le sang ou dans l'estomac. L'expérience ultérieure a prouvé qu'elle résidait partout; que chaque organe jouit d'une vie indépendante. Il est, suivant la forte expression de Bordeu, « *un animal dans l'animal*, » ou suivant celle de Bichat, « *une machine particulière dans la machine générale*. »

Qu'est-ce donc que la vie, c'est-à-dire l'activité biologique de l'individu, de l'animal, de l'homme? C'est évidemment la somme ou plutôt le concert de ces vies partielles des différens organes. Mais dans ce concert il semble qu'il y ait certains de ces instrumens qui dominent et soutiennent les autres; il y en a dont l'intégrité est plus nécessaire à la conservation de l'existence et de la santé, et dont la lésion entraîne plus fatalement la mort. Ce sont le poumon, le cœur et le cerveau. On meurt toujours, disaient les anciens médecins, par l'altération de l'un de ces trois organes. La vie repose donc sur eux, comme sur un appui à trois pieds. De là la notion du *trépied vital*. Ce n'est plus un siège unique que l'on trouvait, pour le principe vital, mais une sorte de trône à trois états. La vie se décentralisait.

Ce n'était là qu'un premier pas, bientôt suivi de beaucoup d'autres, dans cette voie de la décentralisation vitale. L'expérimentation montra, en effet, que tout organe séparé du corps peut continuer à vivre, si l'on réussit à lui fournir les conditions conve-

nables. Et ici, il n'est pas question seulement des êtres inférieurs; des plantes que l'on bouture; de l'*hydre* que Trembley coupait en morceaux dont chacun régénérât une hydre entière; des *naïs* que Ch. Bonnet sectionnait en fragmens, qui tous reconstituent une annélide complète.

Le résultat est le même chez les vertébrés supérieurs; l'expérience est seulement beaucoup plus difficile à réaliser. Au congrès de physiologie de Turin, en 1901, Locke a fait battre le cœur d'un lapin, pendant des heures, aussi énergiquement, aussi régulièrement, que s'il était en place, en le suspendant à l'air libre, dans une chambre à la température ordinaire, sous la seule condition de l'irriguer avec un liquide convenablement composé. L'animal était mort depuis longtemps. Il avait été fricassé et mangé le matin même par le préparateur qui nous montrait ce cœur si actif et si bien vivant qui avait échappé à la casserole. La même expérience se répète dans tous les laboratoires de physiologie, d'une manière plus facile, avec le cœur de la tortue; cet organe, extrait du corps, mis en rapport avec des tubes de caoutchouc qui représentent ses artères et ses veines, rempli de sang défibriné de cheval ou de bœuf pris aux abattoirs, fonctionne pendant des heures et des jours, lançant le liquide sanguin, dans son aorte de caoutchouc, comme il le lançait dans l'aorte vivante.

Il est inutile de multiplier ces exemples; arrêtons l'énumération et concluons : on réussit à faire vivre tous les organes, hors de leur place naturelle, pendant plus ou moins de temps : les muscles, les nerfs, les glandes, et jusqu'au cerveau lui-même. Chaque organe, chaque tissu, jouit donc d'une existence indépendante; il vit et fonctionne pour son compte. Sans doute, il participe à l'activité de l'ensemble, mais on peut l'en séparer sans le reporter, pour cela, dans la catégorie des substances mortes. Il y a, pour chaque partie aliquote de l'organisme, une vie partielle et une mort partielle.

Cette décentralisation de l'activité vitale, chez les êtres complexes, s'est étendue, ultérieurement, des organes aux tissus, et des tissus aux élémens anatomiques, aux cellules. C'est cette notion décentralisatrice qui a donné naissance à la seconde forme du vitalisme, forme adoucie et atténuée, c'est-à-dire au pluri-vitalisme ou doctrine des propriétés vitales.

VI

Les partisans de la doctrine des propriétés vitales ont démembré le principe recteur unitaire et indivisible de Bordeu et Barthez. Ils en ont fourni, en quelque sorte, la monnaie. Le pluri-vitalisme consiste à admettre l'existence de puissances spirituelles d'ordre inférieur qui régissent les phénomènes de plus près que ne le faisait le principe vital. On va voir ces puissances, moins élevées en dignité que l'âme raisonnable des animistes, ou que l'âme de seconde majesté des vitalistes unitaires finir par s'incarner dans la matière vivante dont elles ne seront plus que des propriétés. Plus rapprochées, en conséquence, du monde sensible, elles s'accorderont plus facilement avec l'esprit de recherche et le progrès scientifique.

Le défaut des conceptions précédentes, leur illusion commune avait consisté à chercher la cause hors de l'objet; à demander l'explication des phénomènes vitaux à un principe étranger à la matière vivante, immatériel, sans substance. Ce défaut va être atténué ici. Les pluri-vitalistes en viendront progressivement à considérer les propriétés vitales comme des modes d'activité inhérents à la substance vivante dans laquelle et par laquelle elles se manifestent, dérivant de l'arrangement des molécules de cette substance, c'est-à-dire de son organisation. C'est presque notre conception actuelle.

Mais ce progrès ne se réalisera qu'au terme de l'évolution de la doctrine pluri-vitaliste. A ses débuts, celle-ci semble une aggravation de son aînée, et une forme encore plus outrée du paganisme mythologique qu'on lui reprochait. Les archées, les blas, les propriétés, les esprits, font, tout d'abord, l'effet des génies ou des dieux que les anciens avaient imaginés pour présider aux phénomènes naturels de Neptune secouant les eaux de la mer et d'Éole pressant l'outre des vents pour déchaîner la tempête. Il semble que ces divinités du monde antique, ces nymphes, ces dryades et ces sylvains se soient métamorphosés au moyen âge, dans cette période raisonneuse et philosophante de l'histoire de l'humanité, en causes occultes, en puissances immatérielles, en forces personnifiées.

Le premier des pluri-vitalistes fut Galien, le médecin de

Marc-Aurèle, l'auteur célèbre d'une encyclopédie dont la plus grande partie a été perdue et dont un livre est resté l'oracle et le bréviaire anatomique de tout le moyen âge. Selon lui, la machine humaine était dirigée par trois sortes d'esprits : les *esprits animaux*, qui président à l'activité du système nerveux ; les *esprits vitaux* qui gouvernent la plupart des autres fonctions ; et, enfin, les *esprits naturels*, qui régissent le foie et sont susceptibles de s'incorporer au sang. Au xvi^e siècle, avec Paracelse, les esprits de Galien devinrent les *esprits olympiques* ; ils présidaient encore au fonctionnement des organes, foie, cœur, cerveau ; mais ils existaient aussi dans tous les corps de la nature.

Enfin, la doctrine fut constituée par van Helmont, médecin, chimiste, à la fois expérimentateur et philosophe, esprit pénétrant et fumeux où beaucoup de vérités profondes s'alliaient à des rêveries fantastiques. Répugnant à admettre l'action directe d'un agent immatériel, tel que l'âme, sur la matière inerte, sur le corps, il combla l'abîme qui les séparait en créant toute une hiérarchie de principes immatériels auxquels était dévolu le rôle de médiateurs et d'agens d'exécution. Au sommet de cette hiérarchie était placée l'âme pensante et immortelle : au-dessous, l'âme sensitive et mortelle, ayant pour ministre l'*archée principale*, l'*aura vitalis*, sorte d'agent incorporel que l'on peut assimiler au principe vital, et qui siégerait à l'orifice de l'estomac : au-dessous, enfin, des agens subalternes, les *blas* ou *vulcains* placés dans chaque organe et en dirigeant le mécanisme avec intelligence, à la façon d'un ouvrier habile.

Ces imaginations chimériques ne sont pourtant pas aussi loin qu'on pourrait le croire de la doctrine des *propriétés vitales*. Quand nous voyons un muscle se contracter, nous disons que ce phénomène est dû à une propriété vitale, c'est-à-dire sans analogue dans le monde physique, à savoir la *contractilité* ; le nerf possède de même deux propriétés vitales, l'*excitabilité* et la *conductibilité*, que Vulpian proposait de confondre en une seule, la *neurilité*. Ce ne sont là que de simples appellations, que des noms destinés à abrégé le discours. Mais, pour ceux qui croient que c'est quelque chose de réel, ce quelque chose n'est pas bien éloigné des *blas* de van Helmont, vulcains cachés dans le muscle ou le nerf et se traduisant ici par la contraction, là par la production et la propagation de l'influx nerveux ; c'est-à-dire par des phénomènes dont nous ne connaissons pas encore les

analogues dans le monde physique, mais dont nous ne saurions dire qu'ils n'existent pas.

Les archées et les blas de van Helmont n'étaient qu'une première et grossière ébauche des propriétés vitales. Xavier Bichat, le fondateur de l'anatomie générale, fatigué de toutes ces entités incorporelles, de ces principes sans substance que la biologie traînait après elle, entreprit de s'en débarrasser à la manière des physiciens et des chimistes. La physique et la chimie de son temps rapportaient les manifestations phénoménales aux propriétés de la matière, gravité, capillarité, magnétisme, etc. Bichat fit de même. Il rapporta les manifestations vitales aux propriétés des tissus vivans, sinon de la matière vivante. Ces propriétés, on n'en connaissait encore qu'un petit nombre : l'*irritabilité* de Glisson, — qui est l'excitabilité des physiologistes actuels, — et celle de Haller qui, précisément, n'est autre chose que la contractilité musculaire. — Il s'agissait de découvrir les autres.

Il n'est pas besoin de rappeler, — puisque Cl. Bernard a écrit cette histoire ici même, il y a vingt-cinq ans, — l'erreur commise par Bichat et adoptée par la plupart des savans de ce temps; tels que Cuvier en France, et J. Müller en Allemagne. Ce fut de considérer les propriétés vitales, non seulement comme distinctes des propriétés physiques, mais comme opposées à elles. Celles-ci conservent le corps, celles-là tendent à le détruire : elles sont toujours en lutte : la vie est la victoire des unes; la mort est le triomphe des autres. De là la définition célèbre de Bichat : « La vie est l'ensemble des fonctions qui résistent à la mort; » ou celle de l'Encyclopédie : « La vie est le contraire de la mort. »

Cuvier a illustré cette conception dans un tableau saisissant. Il représente une jeune femme dans tout l'éclat et la force de la jeunesse, brusquement frappée par la mort. Les formes sculpturales s'affaissent, et montrent la saillie anguleuse des os : les yeux tout à l'heure étincelans deviennent ternes : l'incarnat du teint fait place à une pâleur livide, la souplesse gracieuse du corps à sa rigidité. Des changemens plus horribles ne tardent point à se produire. Les chairs passent au bleu, au vert, au noir; une partie s'écoule en sanie putride, une autre s'évapore en émanations infectes. A la fin il ne reste plus rien que quel-

ques-principes minéraux salins ou terreux : tout le reste s'est dissipé.

Que s'est-il passé, d'après Cuvier ? Ces altérations sont l'effet des agens extérieurs, l'air, l'humidité, la chaleur. Ceux-ci ont agi sur le cadavre comme ils agissaient sur le vivant ; mais leur assaut était sans effet tout à l'heure parce qu'il était repoussé par les propriétés vitales ; il a réussi maintenant que la vie a disparu. — Nous savons aujourd'hui que les agens extérieurs sont innocens de ces désordres. Les coupables sont les microbes de la putréfaction. C'est contre eux que luttait l'organisme, et non point contre les forces physiques.

L'erreur de Bichat et de Cuvier était inexcusable, même en leur temps. Leur tort fut de n'attacher point l'importance qu'elles méritaient aux recherches de Lavoisier qui avait proclamé, à propos de la chaleur animale et de la respiration, l'identité d'action des agens physiques dans le corps vivant et dans le monde extérieur.

D'autre part, Bichat avait eu une illumination de génie en décentralisant la vie et en dispersant les propriétés vitales dans les tissus, ou, comme on dirait aujourd'hui, dans la matière vivante. C'est de la comparaison entre la constitution et les propriétés de la matière vivante et celles de la matière inanimée que doit jaillir la lumière.

VII

On peut maintenant comprendre ce qu'est le néo-vitalisme de notre temps. Il a revêtu deux formes : l'une plus scientifique, l'autre plus philosophique.

Sa forme savante lui a été donnée par le savant physiologiste de Copenhague Ch. Bohr et par le professeur de Breslau, Heidenhain, qui fut une des lumières de la physiologie allemande contemporaine. Le cours de leurs recherches amena ces deux expérimentateurs, chacun de son côté, à soumettre à une nouvelle enquête les idées de Lavoisier et celles de Bichat sur les rapports des forces physico-chimiques avec les forces vitales.

Il ne s'agit point d'une enquête universelle qui aurait été instituée délibérément en vue de faire la part respective des facteurs physiques et des facteurs physiologiques dans l'accomplissement des diverses fonctions. Un tel travail aurait eu de quoi

occuper plusieurs générations. Non : c'est incidemment que la question s'est posée. Ch. Behr a étudié avec un soin extrême les échanges gazeux qui s'accomplissent entre l'air et le sang dans le poumon. Le mélange gazeux et le liquide sanguin sont en présence : une membrane mince, mais formée de cellules vivantes les sépare. Cette membrane va-t-elle se comporter comme ferait une membrane inerte, dépourvue de vitalité? On sait alors, d'après les lois de la diffusion gazeuse, comment les choses se passeront. Eh bien! elles ne se passent point ainsi : les mesures les plus soigneuses, de pressions, de solubilités, ne laissent point de doute à cet égard. Les élémens vivans de la membrane pulmonaire interviennent donc pour troubler le phénomène physique. Les choses se passent comme si les gaz échangés étaient soumis non pas à une simple diffusion, fait physique, ayant ses règles; mais à une véritable sécrétion, phénomène physiologique ou vital, obéissant à des règles, fixées aussi, mais différentes des premières.

D'autre part, Heidenhain était amené, vers le même temps, à des conclusions analogues en ce qui concerne les échanges liquides qui s'accomplissent dans l'intimité des tissus entre les liquides (lymphes) qui baignent extérieurement les vaisseaux sanguins et le sang que ceux-ci contiennent. Le phénomène est très important, puisqu'il est le prologue des actions de nutrition, et d'assimilation. — Ici encore, les deux facteurs de l'échange sont mis en relation à travers une paroi mince, celle du vaisseau sanguin. — Les lois physiques de la diffusion, de l'osmose et de la dialyse permettent de prévoir comment les choses se passeraient si la vitalité des élémens de la paroi n'intervenait point.

Heidenhain crut observer qu'elles s'accomplissaient autrement. Le passage des liquides est troublé par le fait que les élémens cellulaires sont vivans. Il prend les caractères d'un acte physiologique et non plus d'un fait physique. — Ajoutons que l'interprétation de ces expériences est difficile et qu'elle a donné lieu à des controverses qui durent encore.

Ces deux exemples, autour desquels il serait possible d'en grouper quelques autres, ont amené certains physiologistes à réduire l'importance des facteurs physiques dans le fonctionnement de l'être vivant, au profit des facteurs physiologiques. Il semblerait par là que la force vitale, pour employer une forme de langage un peu critiquable, soustrait, dans une certaine

mesure, l'être organisé à l'empire des forces physiques, — et cette conclusion est une forme du néovitalisme contemporain.

Le néovitalisme contemporain a encore revêtu une autre forme plus philosophique que scientifique, par où il se rapproche davantage du vitalisme proprement dit. Nous voulons parler de la tentative récente de M. Reinke (1) en Allemagne. M. Reinke est un botaniste de mérite qui sait distinguer le domaine spéculatif de la science, de son domaine positif et les cultiver l'un et l'autre avec succès.

Ses préoccupations sont analogues à celles de M. A. Gautier, de Chevreul, et de Cl. Bernard lui-même. Il croit, avec ces maîtres, que le mystère de la vie ne réside pas dans la nature des forces qu'elle met en jeu, mais dans la direction qu'elle leur donne. Tous ces penseurs sont frappés de l'ordre, du sens imprimés aux phénomènes qui se déroulent dans l'être vivant, de leur enchainement, de l'apparente adaptation qu'ils présentent à un but, de l'espèce d'impression qu'ils donnent d'un plan qui s'exécute. Et cette réflexion amène M. Reinke à s'appesantir sur l'idée de « force directrice. »

Les énergies physico-chimiques sont sans doute les seules qui se manifestent dans l'être organisé, mais elles y sont dirigées comme un aveugle l'est par un guide; il semble qu'un *double* les accompagnerait à la façon d'une ombre. Ce guide intelligent de la force matérielle aveugle, c'est ce que M. Reinke appelle *une dominante*. Rien ne ressemble davantage aux blas ou aux archées de van Helmont. Les énergies matérielles seraient ainsi appariées à leurs blas, à leurs dominantes, dans les organismes vivans. Il y aurait donc chez ceux-ci deux catégories de forces : des « forces matérielles » ou, pour mieux dire, des énergies matérielles, obéissant aux lois de l'énergétique universelle; et, en second lieu, des « forces spirituelles, » intelligentes, les dominantes. Quand le sculpteur modèle la statue, il y a dans chaque coup qui fait sauter un éclat de marbre, autre chose que la force vive du marteau; il y a la pensée, la volonté de l'artiste qui réalise un plan. Dans une machine, il n'y a pas que des rouages; il y a derrière eux la finalité que l'auteur y a mise en les agencant pour un but déterminé. Les énergies dépensées

(1) Reinke, *Die Welt als That*. Berlin, 1899.

dans le fonctionnement sont réglées par l'agencement, c'est-à-dire par les dominantes issues de l'intelligence du constructeur.

Ainsi en est-il dans la machine vivante : les dominantes, dans ce cas, ce sont les gardiens du plan, les agens de la finalité. Il y en a pour régler le fonctionnement du corps vivant : il y en a pour régler son développement et sa construction. — Telle est la seconde forme, la forme philosophique, finaliste et outrée du néo-vitalisme contemporain.

VIII

La doctrine uniciste ou moniste offre une troisième manière de concevoir le fonctionnement de l'être vivant, en nivelant et confondant ses trois formes d'activité, spirituelle, vitale et corporelle. Elle a eu son expression dans l'« iatro-mécanicisme » et dans l'« iatro-chimisme, » au xvii^e et au xviii^e siècle, et, plus récemment, dans la doctrine physico-chimique de la vie, d'une part, enfin, d'autre part, dans le « matérialisme contemporain. »

Le matérialisme n'est pas seulement une interprétation biologique, c'est une interprétation universelle qui s'applique à toute la nature, parce qu'elle repose sur une conception déterminée de la matière. On se retrouve ici en face de l'éternelle énigme qui s'est posée à la curiosité des philosophes relativement à ce problème fondamental, de la force et de la matière. On sait quelle solution lui donnèrent les philosophes d'Ionie, Thalès, Héraclite, Anaxagore et Démocrite, qui écartèrent toute puissance spirituelle, étrangère à la matière, du gouvernement de celle-ci. L'explication du monde, l'explication de la vie, étaient réduites au jeu des forces physiques ou mécaniques. Épicure, un peu plus tard, soutenait que la connaissance de la matière et de ses diverses formes rend compte de tous les phénomènes et, par conséquent, de ceux de la vie.

Descartes, en séparant nettement le monde métaphysique, — c'est-à-dire l'âme définie par son attribut, la pensée, — du monde physique ou matériel caractérisé par l'étendue, aboutissait pratiquement au même résultat que les matérialistes de l'antiquité. Le corps vivant était pour lui une pure mécanique, comme il l'était pour eux.

C'est en cela que consiste la doctrine des iatro-mécaniciens

dont on peut regarder Descartes comme le fondateur, à défaut des philosophes grecs. Ces idées jetèrent assez d'éclat pendant deux siècles, et se montrèrent assez fécondes avec Borelli, Pitcairn, Hales, Bernouilli et Boerhaave pour justifier le mot de Bacon que « la philosophie d'Épicure avait fait moins de tort à la science que celle de Platon. » L'école iatro-mécanicienne dura, d'une existence tenace, jusqu'à Bichat.

C'est par une réaction contre ses exagérations que Stahl créa l'animisme, et l'école de Montpellier le vitalisme. On peut se faire une idée du caractère outré de ses explications par la lecture de Boerhaave : pour ce célèbre médecin, les muscles étaient des ressorts, le cœur était une pompe ; le rein était un crible ; la sécrétion des sucs glandulaires se produisait par le mécanisme du pressoir ; la chaleur du corps résultait du frottement des globules du sang contre les parois des vaisseaux ; elle était plus grande dans le poumon parce que les vaisseaux de cet organe étaient supposés plus étroits que les autres. — L'insuffisance de ces explications amena à l'idée de les compléter par le secours de la chimie naissante. Celle-ci, toute rudimentaire qu'elle fût, voulut sa part dans le gouvernement des corps vivans et dans l'explication de leurs phénomènes ; et l'on vit les distillations, les fermentations et les effervescences jouer leur rôle, rôle excessif et prématuré. L'iatro-chimisme n'est, d'un point de vue général, qu'un aspect de l'iatro-mécanique : c'en est aussi un auxiliaire. Sylvius Le Boë et Willis en furent les représentans les plus éminens. Cette doctrine devait rester effacée jusqu'au temps des grands progrès de la chimie, c'est-à-dire, jusqu'à Lavoisier. Elle a pris, depuis lors, une importance grandissante, particulièrement à l'époque contemporaine. La tendance générale est aujourd'hui de regarder l'acquisition de la forme spécifique ou morphogénie, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus particulier et de plus caractéristique chez les êtres vivans, comme une conséquence de la composition chimique de leur substance.

Les écoles biologiques contemporaines ont fait beaucoup d'efforts pour se dégager de toute compromission philosophique : elles ont écarté, le plus souvent, le problème psychologique ; elles se sont interdit de pénétrer dans le monde de l'âme. Par là, la doctrine physico-chimique de la vie s'est constituée, à l'abri des difficultés et des objections spiritualistes. Mais cette

prudence n'exclut pas la tendance. Il est hors de doute, comme le dit Armand Gautier, que « la vraie science ne saurait rien affirmer, mais aussi rien nier, au delà des faits observables, » et que « c'est une science à rebours que celle qui ose assurer que seule la matière existe et que seules ses lois gouvernent le monde. » Il n'en est pas moins vrai qu'en établissant la continuité entre la matière brute et la matière vivante, on rend vraisemblable, aussi, la continuité entre le monde de la vie et le monde de la pensée.

D'ailleurs, et sans vouloir entrer dans le vif de cette controverse, il n'est que trop évident que l'on ne s'entend pas sur les termes que l'on emploie, et particulièrement sur celui de « matière » et de « lois de la matière. » Il n'est pas nécessaire de répéter que le moule géométrique où Descartes avait enfermé la philosophie est brisé depuis longtemps. Le célèbre philosophe, en définissant la matière par le seul attribut de l'étendue, ne nous permet pas d'en comprendre l'activité, révélée par tous les faits naturels; et en définissant l'âme par la seule pensée, il nous ôte la ressource d'y chercher le principe de cette activité matérielle. Cette matière purement passive et qui ne consiste que dans l'étendue, cette *matière nue* était un pur concept pour Leibniz. Un philosophe de notre temps, M. Magy, a dit que c'était une illusion sensorielle. Les corps de la nature nous offrent une *matière revêtue* d'énergie, formée par l'union indissoluble de l'étendue avec un principe dynamique inséparable. Les stoïciens déclaraient que la matière est mobile et non pas mue, active et non pas inerte. C'est aussi la pensée de Leibniz qui lui associait indissolublement un principe actif, une « entéléchie. » D'autres ont dit que la matière est un « assemblage de forces; » l'espace, « le lieu de forces, » ou avec le P. Boscovich « un système de points indivisibles et inétendus. »

Dans cette conception, l'école matérialiste trouve l'explication de toute phénoménalité. Propriétés physiques, phénomènes vitaux, faits psychiques, ont leur fondement dans cette activité immanente. L'activité matérielle est un minimum d'âme ou de pensée qui, par une gradation continue et une complication progressive, sans solution de continuité, sans saut brusque de l'homogène à l'hétérogène, s'élève à travers la série des êtres vivans jusqu'à la dignité de l'âme humaine. — L'observation des transitions, décalque imparfait de la méthode géométrique

des limites, permet ainsi de passer de l'activité matérielle à l'activité vitale et de là à l'activité psychique.

Dans ce système, l'énergie matérielle, la vie, l'âme, ne seraient que des combinaisons de plus en plus complexes de l'activité consubstantielle aux atomes matériels. La vie paraît distincte de la force physique et la pensée de la vie, parce que l'analyse n'en est pas assez avancée. Ainsi, le verre paraissait distinct aux anciens Chaldéens du sable et du sel avec lequel ils le formaient. De même, encore, l'eau se distingue aux yeux des modernes de l'oxygène et de l'hydrogène qui la constituent. — Toute la difficulté est de comprendre ce que « l'arrangement » des choses peut introduire de nouveau dans leur aspect, ce que leurs combinaisons qui ne sont que des arrangements nouveaux des parties élémentaires, — peuvent y amener de variété apparente. C'est cette ignorance qui conduit à les considérer comme hétérogènes, irréductibles et distinctes en principe. Le phénomène vital, complexe de faits physico-chimiques nous apparaît ainsi comme d'une essence différente de ceux-ci; et c'est la raison pour laquelle nous imaginons des dominantes » et des « forces directrices » plus ou moins analogues à ce principe recteur sidéral de Képler, qui, avant la découverte de l'attraction universelle, réglait l'harmonie du mouvement des planètes.

Telles sont, avec leurs transformations successives, les trois doctrines générales, les trois courans principaux, entre lesquels a été ballottée la biologie. Ils sont suffisamment signalétiques de l'état de la science positive à chaque époque. Mais on est étonné qu'ils ne le soient pas davantage. C'est qu'en effet ces conceptions sont trop générales; elles planent de trop haut sur la réalité. Plus caractéristiques à cet égard seront les théories particulières sur les manifestations principales de la matière vivante, sur sa perpétuité par la génération, sur le développement par lequel elle acquiert sa forme individuelle, sur l'hérédité. C'est là qu'il importe de saisir le dessin et le plan de l'édifice qui « s'exécute pour ainsi dire aveuglément, » par les efforts d'une armée de travailleurs, de jour en jour plus nombreuse. — Ce sera l'objet de notre prochaine étude.

A. DASTRE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 avril.

La journée du 27 avril ne nous a apporté que des résultats incomplets. S'il y a eu 414 élections définitives, il reste en suspens 174 ballottages dont nous ne connaissons le dénouement que le 11 mai. Mais, dès aujourd'hui, on peut dire que le ministère et ses amis sont loin d'avoir remporté la victoire sur laquelle ils comptaient. Au lieu de gagner du terrain, ils en ont perdu partout, à Paris et en province. A Paris, dès le premier tour de scrutin, six sièges leur ont été enlevés : les vainqueurs sont des républicains libéraux comme M. Charles Benoist, dont les lecteurs de la *Revue* connaissent la forte érudition et l'excellent esprit, et des nationalistes comme M. Syveton, un des membres les plus actifs de la Patrie française. En province, il serait plus difficile de donner avec une certitude absolue le chiffre des sièges gagnés ou perdus, parce qu'on n'est pas encore fixé sur le caractère d'un certain nombre de nouveaux élus : les agences officielles les qualifient simplement de républicains et attribuent d'avance leurs voix au gouvernement; mais c'est ce qu'il faudra voir. Nous ne nous étions d'ailleurs pas attendu à des modifications profondes dans la composition de la Chambre. Notre histoire politique n'en offre pas d'exemple depuis un quart de siècle. C'est par des changemens lents et partiels que la situation évolue et se transforme; mais, dans une assemblée où la majorité n'est jamais bien considérable, ni bien solide, leur importance morale et durable est plus grande que ne l'est au premier abord leur importance matérielle. Il est rare chez nous qu'un parti soit ce qu'on appelle écrasé : en revanche, un parti amoindri est bien près d'être battu, surtout lorsqu'il détient depuis longtemps le pouvoir et qu'il n'a pas su s'y fortifier.

Mais, si le parti ministériel n'a pas fait des pertes aussi nombreuses que nous l'aurions désiré, il en a fait d'extrêmement sensibles. On doit tenir compte ici de la qualité encore plus que de la quantité. M. Mesureur, par exemple, qui a été remplacé dans le II^e arrondissement de Paris par M. Syveton, occupe une place importante dans le parti radical : il a été ministre, il était vice-président de la Chambre et président de la commission du budget. Son concurrent a eu près de 1 800 voix de plus que lui. M. Brisson est en ballottage avec 5 362 voix : ses deux concurrents antiministériels en ont plus de 7 700, ce qui donne à croire qu'après le désistement de l'un d'eux, l'autre passera au second tour de scrutin. Qu'advient-il de M. Viviani ? Il n'a que 4 245 voix ; son concurrent, M. Auffray, en a près de 5 000. Il est vrai que M. Sauton, radical ministériel, en a 1 400, et on ne sait pas comment elles se partageront. Mais l'élection de M. Viviani est compromise. Il en est de même de celle de M. Millerand, symptôme plus grave ! On croyait que M. Millerand passerait haut la main dès le premier tour. Son principal adversaire, M. le docteur Péchin, n'a pas une grande notoriété en dehors du quartier des Quinze-Vingts, et nous en dirons autant des deux autres, MM. Chauvin et Moutiez : néanmoins M. Millerand n'a eu que 4 935 voix et ses concurrents réunis en ont plus de 7 000. M. Millerand a été, après M. Waldeck-Rousseau, l'homme le plus en vue du cabinet actuel, auquel sa présence a donné une couleur socialiste très marquée. Sa défaite serait donc un très grand succès pour les républicains modérés, qui ne s'y attendaient pas, et le fait même qu'il est en ballottage est des plus significatifs. Un autre ministre, M. Leygues, l'est également dans le Lot-et-Garonne. En face de ces échecs définitifs, ou probables, ou possibles des ministériels, on ne peut rien mettre d'équivalent du côté des modérés. M. Piou, il est vrai, a été battu à Saint-Gaudens et la disparition momentanée d'un homme de son caractère et de son talent est regrettable : mais M. Piou, sincèrement rallié à la République, siégeait sur les confins de la droite et du centre, auquel il n'appartenait pas. Parmi les républicains du centre, qui ont fait campagne pour la défense des idées libérales, aucun n'a eu à souffrir des élections. Que n'avait-on pas dit de M. Méline, le plus attaqué de tous ? La presse radicale et socialiste annonçait sa défaite comme certaine : il a été élu, et sans compromission avec personne. On disait M. Aynard en danger : il a été élu. M. Poincaré l'a été aussi, et à une majorité énorme. De même pour M. Ribot ; mais son succès, à lui, n'était pas douteux. Si le parti ministériel a perdu un certain nombre de ses chefs de file, on voit qu'il n'en a pas été de même du

parti progressiste : nous n'avons chez lui aucun accident électoral à déplorer.

Les résultats encore incomplets des élections générales se présentent donc avec les caractères suivans. L'opposition de Paris, qui s'était déjà manifestée si ardente au moment des élections municipales, s'est encore accentuée. En province, l'armée ministérielle a reculé au lieu d'avancer. Quelques-uns de ses chefs sont mis hors de combat ou restent en souffrance un peu éclopés sur le champ de bataille : l'armée libérale, au contraire, a conservé tous les siens. Pour ce qui est de la République, elle n'a jamais paru plus forte, n'ayant été attaquée nulle part : il sera de plus en plus difficile au ministère de continuer la comédie de défense républicaine. Voilà le bilan de la journée du 27 avril, présenté sans prévention d'aucune sorte et avec le seul souci de le donner exactement, en attendant que les élections de ballottage nous permettent de l'établir définitivement.

On vient de voir le suffrage universel fonctionner en France au milieu d'un calme parfait; et cependant nous ne donnons pas son organisation comme un modèle auquel il n'y a aucune retouche à faire. Le plus grand argument en faveur du suffrage universel tel que nous le pratiquons est que, si on peut désirer mieux, on ne peut pas demander plus. Aussi les partis ne demandent-ils rien, et, depuis plus d'un demi-siècle, il n'y a pas eu chez nous de question de réforme électorale. Il n'en est pas de même en Belgique. Nous arrivons un peu tard pour raconter les scènes de désordre, hélas! sanglantes, qui ont eu lieu à Bruxelles et à Louvain; tous les journaux en ont été remplis; mais maintenant que la tempête s'est apaisée, ou du moins qu'elle est tombée, il est intéressant d'en rechercher les causes et d'en tirer quelques enseignemens. De quoi s'agissait-il chez nos voisins? Est-ce du suffrage universel? Ils l'ont depuis neuf ans. Tous les Belges âgés de vingt-cinq ans sont électeurs. Le suffrage est donc universel, mais il n'est pas égal pour tous les citoyens : les uns disposent d'un bulletin, les autres de deux, d'autres encore de trois. C'est ce qu'on appelle le vote plural. Il y a là un premier essai d'organisation du suffrage universel; il y en a un second dans la réforme opérée en 1899 en vue de la représentation des minorités. Tel qu'il est, le système belge n'est pas parfait; aucun ne l'a jamais été et ne le sera probablement jamais; il est du moins un des meilleurs qui existent, un des plus dignes d'attention, un des plus justifiables en théorie, et l'expérience qui en est faite est de date encore si récente

qu'il y a certainement lieu d'en souhaiter la prolongation. Non pas qu'il faille condamner *a priori* toute modification, même immédiate, qui y serait introduite, car tout ce qui vit change et évolue; mais il est inadmissible qu'on emploie l'intimidation, la force, la grève plus ou moins générale, l'émeute enfin, pour arracher de haute lutte aux pouvoirs publics consternés des réformes qui ne doivent venir que du progrès naturel des idées et du temps. On vient cependant de recourir à ces moyens en Belgique, et ce n'est pas la première fois : bien coupables sont ceux qui l'ont fait.

Le régime électoral actuel de la Belgique date de 1893. Auparavant, il était purement censitaire : il n'y avait alors que 135 000 électeurs. D'un seul coup, ce chiffre a été élevé à 1 418 480. On conviendra qu'un tel changement en valait la peine. Mais, comme nous l'avons dit, le droit de vote n'est pas égal pour tous. Au fond, en 1893, presque personne ne voulait qu'il le fût : ceux mêmes qui réclamaient le plus ardemment le suffrage universel acceptaient que des tempéramens y fussent introduits, et c'est le grand mérite du gouvernement de cette époque d'avoir su trouver une transaction dont tout le monde s'est déclaré satisfait. Loin de repousser la réforme, les catholiques qui étaient alors au pouvoir comme ils y sont encore aujourd'hui en ont été les principaux auteurs. Le nom de M. Beernaert y restera très honorablement attaché : mais il est juste de reconnaître que les libéraux et les socialistes ont collaboré avec beaucoup de bonne volonté et de loyauté à l'œuvre commune. M. Beernaert rappelait l'autre jour à la Chambre des représentans ces souvenirs, déjà un peu effacés dans quelques mémoires. Il citait des discours de MM. Paul Janson et Feron, qui s'étaient montrés, il y a neuf ans, enthousiastes du résultat obtenu. Tout permettait de croire qu'on avait rédigé en commun une de ces chartes qui donnent à un pays de longues années de paix intérieure et de tranquillité. Voici comment s'exerce le vote plural. Une voix supplémentaire est donnée à l'électeur de trente-cinq ans marié ou veuf avec descendance légitime, payant cinq francs de contributions pour son habitation, à moins qu'il en soit exempt à raison de sa profession. De plus, deux voix supplémentaires sont attribuées, à partir de l'âge de vingt-cinq ans, aux anciens électeurs censitaires et à ceux qu'on appelle capacitaires. La Belgique a donc réalisé cette adjonction des capacités qu'on réclamait chez nous en 1847-1848, et dont le refus a amené la révolution de cette époque; mais elle l'a réalisée dans le privilège, et non pas dans le droit commun. Les capacitaires doivent justifier de diplômes de l'enseignement

supérieur ou moyen, ou avoir rempli pendant un minimum de cinq années certaines fonctions publiques démocratiquement étendues jusqu'à celles d'instituteur. Nous empruntons ces détails à l'ouvrage que M. Lefèvre-Pontalis vient de publier sur les *Élections en Europe à la fin du XIX^e siècle*. Ainsi le système belge se résume comme il suit : tout le monde vote ; néanmoins les uns n'ont qu'une voix, les autres deux, les autres trois. Les premiers sont 889 715, les seconds 300 053, les troisièmes 228 712. La moyenne des électeurs pluraux est donc de 38 pour 100.

On ne saurait dire que ce système soit antidémocratique. Ceux qui considèrent le suffrage universel comme une matière brute, nécessairement inorganique, et qui perd son caractère dès qu'on cherche à l'organiser, peuvent l'attaquer ; les autres doivent reconnaître qu'il y a eu là une tentative conçue et exécutée dans un esprit très large, et en somme très libéral. En tout cas, il y a eu un immense progrès sur le passé. Quel a été le principe de la réforme ? On a considéré que tout citoyen avait un intérêt dans la société politique, et devait par conséquent avoir le moyen de le défendre : tout citoyen a donc eu un vote. Mais cet intérêt est-il le même pour chacun d'eux ? Est-il le même pour le père de famille et pour le célibataire ? Est-il égal pour celui qui possède et pour celui qui n'a rien ? Est-il aussi bien compris par celui qui est éclairé et instruit que par celui qui ne sait ni lire ni écrire ?

Ces questions, que nos devanciers ne se sont même pas posées en 1848, la législation belge a essayé de les résoudre équitablement, et quand bien même elle n'y serait pas absolument parvenue, encore faudrait-il lui tenir compte du mérite et de la sincérité de son effort. Elle a attribué trois votes aux censitaires, soit : on peut faire là-dessus beaucoup de phrases pour réclamer l'égalité du pauvre et du riche, et nous serions les premiers à protester si les riches seuls profitaient de cet avantage. Mais on l'étend à tous ceux qui font preuve de quelque capacité, et cela va jusqu'aux instituteurs : il nous semble que ce n'est pas faire preuve d'un esprit exclusif. Enfin, le double vote est accordé à tous les pères de famille âgés de trente-cinq ans, et rien, à coup sûr, n'est cette fois moins aristocratique, car les pauvres comme les riches, les ouvriers comme les patrons, les paysans comme les propriétaires sont pères de famille et ils sont traités les uns et les autres sur le pied d'une parfaite égalité. Pour tous ces motifs, le système belge est un des plus défendables qui soient au monde, et c'est avec une attention bienveillante que tous les esprits libéraux dans le monde en

suivaient l'expérience, lorsqu'on a appris que l'émeute avait éclaté dans les rues de Bruxelles, et qu'elle s'était donné pour but de poursuivre, de revendiquer, d'exiger la réalisation du suffrage universel pur et simple. Les Belges feraient alors l'expérience que nous avons déjà faite. Nous ne savons pas s'ils en tireraient tous les avantages qu'en attendent les partis avancés; mais ils en deviendraient pour nous moins intéressants.

L'impatience qu'éprouvent le parti libéral et le parti socialiste belges s'explique d'ailleurs par le fait que ni l'un ni l'autre n'aperçoit le moyen d'arriver de si tôt au pouvoir avec le régime actuel. Les partis se contentent d'user des moyens d'action que leur donnent la Constitution et la loi aussi longtemps qu'ils espèrent finir par accéder ainsi au gouvernement; mais, s'ils en désespèrent, et si une génération tout entière se voit ou se croit exclue définitivement des affaires, l'opposition change de caractère; elle demande à grands cris la réforme comme on faisait chez nous en 1848, où le ministère Guizot avait trop duré et menaçait de durer encore longtemps; et la revision, comme on le faisait hier en Belgique où le gouvernement des catholiques dure depuis dix-huit ans et menace de s'éterniser. Plusieurs causes ont amené, il y a quelques années, la disparition presque complète du parti libéral. Dans le nombre, l'opposition qu'a faite autrefois ce parti aux réformes électorales a contribué pour beaucoup à son effondrement. Le parti catholique a eu alors une vue plus juste de ce que la situation imposait. C'est M. Beernaert, nous le rappelions il y a un moment, qui a organisé le suffrage universel, ou du moins qui y a contribué pour une part prépondérante, et c'est encore lui qui a voulu introduire dans la loi électorale la représentation proportionnelle. Il est tombé du pouvoir parce qu'on l'en a empêché; mais son idée a triomphé après sa chute, et il a eu la satisfaction de la voir réalisée par quelques-uns de ceux qui l'avaient combattue. Les libéraux, au contraire, ont mis longtemps à accepter le suffrage universel, même avec le vote plural. Leur popularité en a souffert. La Chambre des représentants se renouvelle partiellement tous les deux ans. Les élections de 1896 et de 1898 ont accentué à un tel point la décadence du parti libéral qu'il a été en quelque sorte exterminé. Sur 152 représentants que compte la Chambre, le parti catholique en a eu 112 à lui seul; les socialistes en ont eu 28 et les libéraux 12. On le voit, l'éclipse du parti a été alors presque totale, et, si elle s'explique par ses fautes, elle n'en a pas moins été déplorable. Il est déplorable, en effet, pour une Chambre d'être partagée en deux fractions si inégales que la majorité

n'a pas à tenir compte de la minorité, et que celle-ci, renonçant à reconquérir légalement la situation qu'elle a perdue, est tentée d'obéir à de dangereuses suggestions. Il est bon qu'un certain équilibre s'établisse entre les partis, et que la balance ne soit pas complètement renversée au profit de l'un et au détriment de l'autre. Le parti catholique, au milieu de sa victoire, a eu assez de sagesse pour en avoir le sentiment : on assure que le roi l'a eu davantage encore. Quoi qu'il en soit, la réforme de 1899, venant ajouter la représentation proportionnelle au suffrage universel avec le vote plural, a modifié la situation respective des partis, d'une manière déjà heureuse, mais non pas encore assez sensible. Aux élections du mois de mai 1900, les catholiques, qui étaient comme on l'a vu 112, ont été réduits à 86; les libéraux et progressistes, qui étaient 12, se sont élevés au nombre de 32; ce même chiffre a été atteint par les socialistes et il y a eu enfin 1 démocrate chrétien. Si on fait abstraction de cette dernière quantité, qui est négligeable, la majorité gouvernementale n'était plus que de 86 voix, et la minorité opposante était de 64. On verra dans un moment que ces chiffres se sont conservés intégralement dans les derniers votes. Mais il y avait pour l'opposition un progrès notable, et en somme, l'avenir ne lui était plus tout à fait fermé.

Cependant, elle s'est mis en tête d'obtenir le suffrage universel pur et simple, par la suppression du vote plural. Les socialistes demandaient même que le droit de vote fût étendu aux femmes; mais ils n'ont pas été suivis jusque-là par les libéraux, et eux-mêmes ont consenti sans trop de peine à ajourner la réalisation d'une réforme qui aurait pu leur donner une satisfaction théorique, mais qui, en fait, n'aurait profité qu'à leurs adversaires. Les femmes, en Belgique comme ailleurs, obéissent plus que les hommes aux influences religieuses, et il n'est pas douteux que leur accès à la vie politique affirmerait pour un temps indéterminé le pouvoir entre les mains des catholiques. On a donc reconnu que les femmes pouvaient attendre; en revanche, on a décidé de poursuivre la suppression immédiate du vote plural. Nous ne sommes pas sûrs du tout que cette réforme profiterait autant qu'ils l'espèrent aux partis libéral et socialiste; mais leur imagination s'est enflammée pour elle, et ils ont entamé une campagne extrêmement ardente en vue de la réaliser. Le suffrage plural, il faut bien l'avouer, n'a jamais été populaire. Nous l'avons eu en France, sous la Restauration : il s'appelait alors le double vote, et il a excité au plus haut degré les colères des libéraux de cette époque. Cela vient de ce que le vote plural ne profite qu'à une

minorité d'électeurs, — on a vu que la proportion des favorisés était de 38 pour 100 en Belgique, — et il choque par là cet instinct d'égalité qui, dans les démocraties, devient chaque jour plus exigeant. La campagne menée contre lui en Belgique a donc eu un assez grand retentissement.

Les libéraux et les socialistes, qui s'étaient entendus pour la diriger, avaient pris l'engagement, dit-on, de ne procéder que par les voies légales et de ne jamais employer la violence. Ils étaient sincères, nous voulons le croire ; mais notre propre expérience, ou plutôt celle de nos devanciers en 1848, nous a appris qu'en criant trop fort : Vive la réforme ! on risque de voir accourir la Révolution. De même, en criant : Vive la revision ! en Belgique, on a vu tout à coup apparaître l'émeute, et elle a même pris tout de suite la forme la plus brutale et la plus lâche, car c'est contre de pauvres sergens de ville qu'elle s'est tournée avec une véritable férocité. Les premiers cadavres qui sont tombés sur le pavé de Bruxelles, où ils ont été indignement foulés aux pieds, sont ceux de ces modestes défenseurs de l'autorité. On ne peut toutefois en rendre aucun parti responsable, car tous ont désavoué les violences commises et ont recommandé à leurs adhérens le calme et la modération : mais il ne sert pas toujours à grand-chose de recommander ces belles qualités morales à une foule qu'on a eu le tort d'exciter et de déchaîner. Les socialistes belges ont pu s'en apercevoir. Le sang appelle le sang, et il n'a bientôt que trop abondamment coulé à Bruxelles. Pendant quarante-huit heures, on s'est demandé avec angoisse ce qui allait arriver. Les pronostics étaient très sombres. Ils l'étaient à l'excès, car l'ordre n'a pas tardé à être complètement rétabli, le gouvernement ayant fait preuve de présence d'esprit et de vigueur. On a parlé un moment d'une révolution possible, et il n'y a eu en somme qu'une échauffourée. Le parti libéral a profité de la leçon. Il a condamné très hautement le recours à la force, et cela a jeté quelque froid entre lui et les socialistes. Il est vrai que ceux-ci ont protesté de leur côté qu'ils n'étaient pour rien dans ce qui s'était passé : ils en ont rejeté la responsabilité sur les anarchistes. Cependant, ni les uns ni les autres n'ont renoncé à user du désordre de la rue, de l'inquiétude des esprits, de l'émeute toujours frémissante quoique momentanément arrêtée, pour exercer une influence sur les déterminations du gouvernement et du parlement. Ils demandaient que le ministère s'en allât, et que le parlement fût dissous, non sans avoir pris toutefois en considération une proposition revisionniste. Le gouvernement et le parlement n'ont tenu aucun compte

de ces demandes : ils ont fait leur devoir en déclarant que ce n'était pas sous la menace de la rue qu'ils prendraient une détermination où il serait impossible de ne pas voir, de leur part, la pire des faiblesses. Pendant trois jours, la discussion s'est poursuivie à la Chambre, vive, véhémence, enflammée. Des discours éloquens ont été prononcés. Nous avons déjà dit un mot de celui de M. Beernaert qui a produit un grand effet. M. Paul Janson a parlé à son tour au nom de l'opposition radicale, et il n'en a pas produit un moindre sur ses amis. MM. Vandervelde et Anseele ont fait entendre les revendications passionnées des socialistes. Du côté de la majorité, M. Woeste a recommandé la résistance irréductible, implacable. Quant au gouvernement, il s'est exprimé par l'organe de M. de Smet de Naeyer, ministre des Finances et des Travaux publics, qui a été naguère le principal auteur de la réforme de la représentation proportionnelle. Les bons argumens ne lui ont pas manqué pour condamner l'entreprise actuelle ; mais il a fait surtout sentir, et, au fond, tout le monde se rendait parfaitement compte qu'on ne pouvait pas céder à l'émeute. A ceux qui demandaient la dissolution de la Chambre et la consultation du pays, — M. Neujean en avait fait la proposition au nom des libéraux, — il a répondu en réservant la liberté de la Couronne, ce qui laissait en somme une espérance à tout le monde. C'est d'ailleurs un fait remarquable qu'au cours de ce débat, et plus tard dans leurs manifestations hors du parlement, tous les partis et les socialistes eux-mêmes ont fait appel à diverses reprises à l'autorité du roi, considéré comme l'arbitre impartial des partis.

On sait que Léopold II n'est pas adversaire des réformes électorales, et on croit qu'il n'a pas dit à cet égard son dernier mot. Mais ce n'est pas sous les sommations arrogantes de l'émeute que ce mot pouvait être dit : un gouvernement qui l'aurait fait aurait abdiqué. Au reste, l'utilité d'une dissolution de la Chambre et d'un appel au pays paraissait en ce moment très contestable, et cela pour deux motifs : le premier est que, si la réponse du pays n'avait pas donné satisfaction aux partisans du suffrage universel pur et simple, ils n'auraient pas manqué de contester l'autorité d'un corps électoral qu'ils ont déjà répudié ; le second est que le renouvellement partiel de la Chambre doit avoir lieu normalement dans le cours du mois de mai, et qu'on aura alors, sans qu'il soit besoin de recourir à une mesure exceptionnelle, une idée exacte de l'état de l'opinion.

Nous avons dit que le parti socialiste se défendait d'avoir conseillé l'émeute et poursuivi la révolution : il y a cependant un fait dont il

ne peut pas se disculper, c'est d'avoir décidé la grève générale, en transformant, comme l'a dit M. Beernaert, une arme de résistance économique en un instrument de domination politique. Que la grève soit légitime en soi, tout le monde en est d'avis. En Belgique comme chez nous, la loi autorise les ouvriers à y recourir : mais c'est en fausser le caractère que d'en user pour influencer sur le dénouement des conflits politiques. Qu'est-ce donc que la grève ? C'est le fait, de la part des ouvriers, de refuser leur travail s'il n'est pas suffisamment rémunéré : elle est cela, elle ne doit pas être autre chose. En dehors de la discussion du contrat de louage d'ouvrage, elle n'a pas de raison d'être, elle ne peut pas avoir d'application justifiée. M. Paul Janson, avec une éloquence fougueuse, a revendiqué au profit des ouvriers le droit de se mettre en grève pour quelque cause que ce soit : il y a là une confusion ou une erreur.

La grève est un phénomène économique : transportée dans la politique, elle devient un acte révolutionnaire, et il est impossible de la qualifier autrement. Nous n'en sommes pas encore là en France. On y a vu les ouvriers menacer de se mettre en grève si le parlement ne votait pas telles ou telles lois déterminées ; mais d'abord ils ne l'ont pas fait, et ensuite il s'agissait de lois qui intéressaient directement l'amélioration de leur sort. Cela était déjà très grave, moins pourtant que ce qui s'est passé ces jours derniers en Belgique, où le parti socialiste a proclamé la grève générale pour intimider le parlement et lui arracher une réforme exclusivement politique. Quel aurait été le résultat de cette tactique si elle s'était prolongée ? La grève générale ne pouvait pas durer bien longtemps ; les ouvriers belges manquaient de ressources pour la soutenir au delà de quelques jours, et les secours que leurs camarades étrangers ont promis de leur envoyer ne s'élevaient qu'à un chiffre dérisoire. L'expérience, en se poursuivant, aurait rapidement abouti à une constatation d'impuissance, et il en sera sans doute ainsi toutes les fois qu'on voudra la renouveler. Nous ne croyons pas au succès de la grève générale ; mais, en la proclamant, on rendait environ 300 000 ouvriers disponibles pour l'émeute et pour la révolution. Qu'on le voulût ou non, voilà ce qu'on faisait. Tous ces ouvriers errant désœuvrés dans la rue, attendant des nouvelles et s'exaltant de plus en plus, constituaient un danger redoutable pour l'ordre public. Si le parti socialiste ne s'en est pas rendu compte, il a eu tort ; s'il l'a fait, il a perdu le droit de dire qu'il ne s'est proposé d'agir que par les voies légales, et qu'il n'a de responsabilité, ni directement dans l'émeute, ni indirectement dans la répression qui en a

été faite. On aurait voulu entendre les libéraux caractériser le fait comme il le méritait.

Il est d'ailleurs difficile de savoir exactement la vérité sur les intentions du parti socialiste; peut-être n'a-t-il pas compris à quelles conséquences il s'exposait; mais il fera bien d'être plus prudent à l'avenir, et les libéraux feront encore mieux d'y regarder à deux fois avant de lier partie avec des gens qui emploient des moyens d'action aussi dangereux. Il y a eu du sang répandu à Bruxelles, il y en a eu quelques jours après à Louvain : à qui la faute, sinon à ceux qui avaient surexcité les imaginations, chauffé les esprits à blanc, et jeté par milliers les ouvriers dans les rues? L'affaire de Louvain a été particulièrement lamentable. Elle a eu lieu aussitôt après le vote de la Chambre, dans l'effervescence de la première émotion. Personne, ni d'un côté ni de l'autre, n'en avait prévu la brutalité, et la preuve en est que tout le monde s'est arrêté comme pris de stupeur devant le sang versé. Les obsèques des victimes se sont faites dans un silence atterré. Pas une manifestation, pas un cri. Ce n'est pas ainsi que les choses se passent d'ordinaire; mais évidemment l'acte accompli dépassait de beaucoup ce que comportait l'exaltation des esprits. On a pu voir que cette exaltation était en partie artificielle. Malheureusement il est difficile, quelquefois même impossible de mesurer la portée des coups qu'on se porte lorsque l'émeute gronde en face d'une troupe armée : encore faut-il remarquer que le gouvernement belge n'a pas voulu faire intervenir l'armée régulière, et qu'il n'a eu recours qu'aux gardes civiques, c'est-à-dire à une sorte de garde nationale. Subitement les fusils sont partis, des cadavres sont tombés, une immense clameur s'est élevée, les cœurs se sont serrés dans une épouvantable angoisse. Personne n'avait rien voulu de tout cela. La leçon était cruelle : du moins elle a servi. Les comités socialistes, sentant bien d'ailleurs qu'ils ne pouvaient pas la soutenir, ont mis fin à la grève. L'ordre s'est rétabli aussi rapidement qu'il avait été troublé. « Quand le peuple est en mouvement, dit La Bruyère, on ne comprend pas par où le calme peut revenir; et quand il est paisible, on ne voit pas par où le calme peut en sortir. » Ce qui prouve qu'il ne faut pas trop se fier aux apparences. En ce moment même on peut se demander si tout est bien fini en Belgique, ou s'il n'y a pas à craindre quelque retour offensif d'un mouvement qui s'est d'abord déchainé avec tant de violence pour s'arrêter ensuite avec tant de soudaineté.

Attendons les élections prochaines. Quoique partielles, elles donneront une indication significative. On pourra se rendre compte des

dispositions véritables du pays au sujet de la réforme réclamée par les libéraux et les socialistes. Si le pays veut le suffrage universel intégral, il le dira. Quant à la Chambre, il n'y avait rien à attendre d'elle, surtout dans les conditions où la question lui était posée. Les deux partis en présence sont restés absolument irréductibles : ils n'ont ni perdu, ni gagné une voix. A la suite des dernières élections, la majorité, on l'a vu, en avait 86 et l'opposition 64 : la prise en considération de la proposition revisionniste a été repoussée par 84 voix contre 64. Chacun est resté fidèle à son drapeau, comme si la tourmente de ces derniers jours était passée sur un rocher inébranlable.

Mais que fera le roi ? Nous avons dit que tous les partis, même les socialistes, se tournaient de son côté. Il y a des socialistes, en Belgique, qui ne sont pas aussi intransigeants qu'on pourrait le croire, et qui, frappés du bel exemple donné par notre propre ministère, se demandent s'ils ne pourraient pas entrer, comme M. Millerand, dans un cabinet de large concentration. Ils ne repoussent pas absolument cette pensée et ils ménagent le roi. Celui-ci se réserve : il ne peut d'ailleurs prendre aucun parti avant les élections. L'Union syndicale de Bruxelles, qui est une chambre de commerce, lui a envoyé une adresse, le priant d'intervenir dans la situation actuelle pour le grand intérêt du commerce et de l'industrie. Voici la réponse qu'elle a reçue : « Le gouvernement du roi a les yeux fixés sur le présent et sur l'avenir. Fidèle observateur des règles constitutionnelles, il a pour devoir de suivre la politique la plus utile pour le bien et la tranquillité de la patrie. » Le sphinx ne parlait pas autrement, et ce langage n'est pas compromettant ; mais il ne décourage personne, et fait planer la Couronne au-dessus des partis. M. Paul Janson avait terminé dramatiquement son discours en disant : « Ne lancez pas le peuple dans les funestes suggestions de la désespérance ! » On n'accusera pas le roi de l'avoir fait.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

F. BRUNETIÈRE.

es
é-
le,
ux
ni
o-
é-
ix
ar-
le.
ne
el-
et
e-
un
nt
ut
ale
ne
nd
e :
e-
pir
de
est
la
ra-
ns
le

d
ai
el
de
E
le
gu
pl
la
le
m
Fe
vi
qu
au

bé
cet
vo
un

PETIT MONDE D'AUJOURD'HUI

PREMIÈRE PARTIE

AB OVO

I

La vieille marquise Nene Scremin, habillée pour recevoir des visites, était en train d'épousseter elle-même son salon, d'un air maussade. Elle frottait avec son mouchoir les dossiers des chaises rangées autour de la pièce, les moulures du canapé et des fauteuils, le dessus des encoignures, le globe de la pendule. Elle soulevait l'un après l'autre sur la cheminée de marbre noir les chandeliers dorés; elle soulevait l'un après l'autre sur le guéridon de marbre blanc les porte-bouquets, les porte-photographies, les bonbonnières, les bibelots accumulés par une suite fabuleuse d'anniversaires et de fêtes, frottait le marbre, effaçait les petits nuages de poussière, non sans maugréer contre ce matin de Federico qui prétendait avoir épousseté. Le pauvre Federico, à demi estropié, à demi édenté, à demi chauve, survint en ce moment, avec sa blouse de travail, pour lui dire que le vieux jardinier, celui qui avait été congédié deux mois auparavant, était venu et demandait à lui parler.

— Qu'il attende! dit la marquise. Et vous, que Dieu vous bénisse! comment se fait-il que vous soyez encore accoutré de cette façon? Ne savez-vous pas que c'est aujourd'hui mardi? Et vous avez bien épousseté, n'est-ce pas? Voyez, on se croirait dans une écurie!

— Une écurie ? dit Federico, interloqué. Une écurie ? Ce que je sais, madame, c'est que je suis resté ici deux heures ce matin.

— Alors, vous y avez dormi. A-t-on porté l'œuf à la Tonina ?

La Tonina était une vieille femme de chambre infirme, que les Scremin entretenaient par charité. Federico déclara qu'il ne savait pas si on lui avait porté son œuf à midi, comme d'habitude ; et, au même instant, la cuisinière arriva pour répéter le message du jardinier congédié. Il s'ensuivit une prise de bec entre les deux domestiques, justement à cause de cette répétition inutile, et malgré la présence de la marquise. Mais celle-ci, dominée par de sombres pressentimens, voulait à toute force avoir des nouvelles de l'œuf ; et elle apprit de la cuisinière que la fille de cuisine avait porté cet œuf à la Tonina, et que la Tonina, qui ne se sentait pas très bien, avait refusé de le prendre. Ce fut l'origine d'un drame.

— Qu'est devenu cet œuf ?

Silence.

— Serait-il possible que quelqu'un l'eût mangé ? que l'on eût oublié le carême ?

Federico marmotta :

— Il est sans doute à la cuisine.

La marquise remit dans sa poche son mouchoir sale et s'en fut tout droit à la cuisine. Mais elle eut beau chercher ici, chercher là ; point d'œuf. Elle s'approcha de la fenêtre et appela le cocher, qui était occupé à nettoyer des harnais dans la cour. Tandis que celui-ci montait, elle avança la tête dans la cage obscure de l'escalier de service pour appeler la fille de cuisine, vit quelqu'un dans l'ombre, crut que c'était le cocher et lui demanda brusquement :

— Avez-vous pris un œuf ?

— Moi, madame ? répondit l'homme, intimidé. Un œuf ? Je ne sais pas seulement ce que vous voulez dire.

Alors la marquise crut que c'était un mendiant, et elle lui cria d'un ton bourru :

— Il n'y a rien pour vous !

L'homme répliqua qu'il était l'ancien jardinier.

— Ah ! bon. Attendez un peu.

Et la vieille dame recommença la chasse à l'œuf. Personne n'avait pris l'œuf, ni la fille de cuisine, ni le cocher, ni la femme de chambre. La marquise se mit en quête de l'intendant.

— Avez-vous vu un œuf ?

— Un œuf, madame ?

Le pauvre intendant, ne pouvant nier qu'il avait vu un œuf durant sa carrière mortelle, mais n'osant l'affirmer en pareille circonstance, demeura bouche bée. Cependant, les serviteurs, qui sur l'escalier, qui dans une chambre, qui dans le corridor, qui dans la cuisine, machonnaient des monologues plutôt incorrects ; et l'œuf disparu emplissait de lui toute la maison.

— Pour un œuf ! disait le cocher frémissant, très contrarié d'avoir gravi tant de marches pour si peu de chose. Et ils ont chevaux et voitures, ces chiens-là !

Précisément à cette minute, la marquise l'appela de nouveau. Elle voulait savoir s'il avait vu son maître. Il répondit que non, de mauvaise grâce.

— Monsieur doit être à la cathédrale, dit la femme de chambre derrière la marquise. Il doit être allé faire son heure.

La vieille dame savait que, depuis quelque temps, à raison de certaines visées politiques secrètes, son mari ne revêtait plus le surplis qu'endossent les membres de la confrérie de la cathédrale. Néanmoins, elle se tut. Sur ces entrefaites, un grand gars sortit de l'écurie avec une brassée de foin.

— Et où s'en va-t-il, ce foin ? cria la vieille, impérieusement.

Cette fois, le cocher répondit avec une solennité affectée, non sans prendre plaisir à lui clore la bouche et à exprimer du même coup son mépris secret pour une certaine autre personne :

— Foin du jeune maître ! Ordre du jeune maître !

Federico, qui était à boutonner sa livrée, marmotta un second monologue sur la clientèle de gueux qui entourait « le jeune maître, » — le gendre des vieux maîtres, — lequel habitait une aile du palais et avait un cheval de selle à l'écurie. « Même les cochers de fiacre dans la débîne venaient le pressurer, maintenant ! Il donnait jusqu'à du foin ! » Federico, dans sa sagesse, conseilla au jardinier de s'en aller et de revenir vers quatre heures, quand « le jeune maître » rentrerait à la maison.

— Tu vois : la patronne a maintenant un œuf en tête, et demain elle aura en tête un poulet. Adresse-toi au jeune maître, maintenant surtout qu'on l'a nommé conseiller municipal !

L'arrivée des premières visites interrompit les recherches de la marquise lorsqu'elles allaient aboutir à une découverte imp prévue et embarrassante. Elle était en relations avec toute la

ville. Elle avait dans son carnet une liste de quatre-vingt-dix-sept visites à faire en décembre et en avril, — ce qui restait des cent quarante-six qu'elle était arrivée à y inscrire dans sa jeunesse pour complaire à son mari, et peut-être aussi pendant les années fatigantes et pleines de tourment où elle avait dû produire sa fille dans le monde. Toutefois, ses réceptions du mardi étaient ordinairement fort restreintes; car ses amies intimes et ses amies humbles évitaient le jour solennel. Mais ce mardi-là, qui était l'anniversaire de sa naissance, un peu pour ce motif, un peu aussi par hasard, il vint beaucoup de monde.

Les amies humbles arrivèrent de bonne heure, afin de ne pas rencontrer les amies aristocratiques. C'étaient trois ou quatre petites vieilles au maintien compassé, aux manières cérémonieuses, très dignes dans la solennité de leurs robes de soie et dans le sentiment qu'elles avaient de leur modeste, mais respectable rang social. Elles tutoyaient la marquise avec une secrète et touchante émotion de gêne et de complaisance intime. La marquise s'entendait mieux avec celles-là qu'avec les autres, spécialement parce que, en fait de pratiques religieuses, de maigre, d'abstinences et de jeûnes, elles avaient toutes, comme elle-même, une conscience d'hermine, si candide que la moindre goutte de lait aurait pu y faire une tache.

Ces vieilles dames s'étaient toujours si soigneusement gardées de laisser échapper, en causant, la plus petite allusion aux choses de la politique, aux élections, aux conseils municipaux, comme à n'importe quel sujet qui ne concernât pas le temps, la santé, les intérêts, les modifications survenues dans telle ou telle famille de leur connaissance, et, tout au plus, le talent et les poumons d'un prédicateur; elles avaient si régulièrement perdu la parole et pris un tel air de gravité semblable quand elles avaient entendu d'autres personnes parler d'affaires publiques et d'affaires malpropres, qu'à cette heure, elles ne savaient plus comment féliciter la belle-mère pour l'élection de son gendre au conseil municipal, où il avait été nommé deux jours auparavant. Après avoir gémi d'une seule voix sur la recrudescence de froidure venue fort à propos pour alimenter les conversations qui languissaient dans les salons de la ville, la plus hardie risqua un petit mot.

— Ton gendre vient d'avoir un beau succès, m'a-t-on dit. D'ailleurs, il est si bon, le pauvre!

Les autres petites vieilles, enhardies par l'exemple, gloussèrent faiblement, de leurs voix onctueuses :

— Oh ! oui, c'est la vérité. Si bon ! voilà ce que tout le monde répète. Nous sommes bien heureuses.

La marquise Nene prit un air grave pour leur dire :

— Une maigre consolation !

Alors ses amies lui adressèrent quelques tristes et mystérieuses paroles de condoléance et d'espoir, qui tombèrent sans qu'elle les relevât.

La conversation revint sur les vertus du gendre ; et les bonnes dames, par un raffinement d'adulation se mirent à en parler entre elles, au lieu d'en parler à la belle-mère. L'une avait entendu le curé de la cathédrale porter jusqu'aux nues la piété de M. Maroni. Une seconde raconta que sa servante rencontrait chaque matin M. Maroni à la première messe. La plus timide se contenta de corriger les autres à demi voix, quand elles prononçaient le nom du personnage loué ; mais elle eut beau murmurer : « Maironi, Maironi, » les autres continuaient à dire : « Maroni, » erreur bien excusable, puisque la marquise elle-même, habituée à répéter noms et prénoms dans le dialecte de la province, disait « Maroni » trois fois sur quatre.

Finalement, la conversation tomba sur le mariage d'un commis de la mercière chez qui toutes ces dames se fournissaient de fil et d'aiguilles.

Un peu plus tard, quand les simples pions eurent quitté la place, arrivèrent presque en même temps plusieurs dames et deux cavaliers qui s'étaient donné rendez-vous, espérant alléger ainsi l'ennui de leur visite à une vieille femme, qui ne vivait pas assez dans le monde pour qu'on pût lui parler de choses mondaines et qui ne vivait pas assez hors du monde pour qu'on pût la délaisser tout à fait. Et la même musique recommença sur un ton différent. On parla du froid ; et il y eut entre les dames et les cavaliers de brèves allusions à un pique-nique, à une grosse difficulté qui exigeait de la diplomatie, à certaines personnes qu'on désirait ne pas avoir dans la société. L'idée d'une promenade matinale en break donnait de secrets frissons à plusieurs, qui néanmoins étaient heureux de geler pour l'élégance de la partie et de la compagnie. Ensuite, une dame politicienne entra, l'épée haute, dans le sujet de l'élection, tandis que les autres la contemplaient comme un phénomène d'élo-

quence et de bravoure, et qu'un des cavaliers faisait à la dérobée des grimaces burlesques. Il n'en présenta pas moins, lui aussi, de bruyantes félicitations à la marquise; mais il y intercalait à voix basse, pour l'usage de ses voisines, quelques oraisons jaculatoires : « Attention ! Voici Federico qui vient avec quatre tasses d'eau bénite!... Je parie que le conseiller est dans sa chambre, la chape sur les épaules, et qu'il chante le *Te Deum* devant son petit autel!... Il me semble que je l'entends au conseil : *et cum spiritu tuo!* » Les voisines se mordaient les lèvres, murmuraient : « Taisez-vous donc ! » Mais il prétendait que la marquise était sourde.

On annonça le préfet.

— Aïe! aïe! bougonna-t-il. Maintenant, il faut parler avec correction. Si j'avais su, j'aurais apporté ma grammaire.

Le préfet, bon Toscan, ami de la vie tranquille, arrivé depuis un mois à peine dans sa modeste résidence vénète, avait été présenté à la marquise par son mari en chemin de fer; et il venait ce jour-là faire la visite d'obligation, très content de cajoler le marquis Zaneto et d'en mettre à profit les velléités sénatoriales pour le détacher peu à peu du parti clérical. La marquise, toujours très gênée avec les gens qui parlaient italien, l'accueillit d'une façon qui dut le gêner aussi. Par bonheur, la dame éloquente avait rencontré plusieurs fois le haut fonctionnaire chez des amis communs, à Florence. Aussitôt elle fit étalage de ces relations, parla au préfet avec familiarité; et, comme il y avait une autre dame assise entre elle et lui, elle le présenta à demi-voix, pour faire entendre qu'elle savait bien que ce soin appartenait à la maîtresse de maison, mais qu'elle prenait une licence aimable.

— Disons donc à la marquise, chuchota le cavalier satirique, qu'elle n'a rien à faire ici et qu'elle peut s'en aller dans sa cuisine pour mesurer le beurre à la cuisinière.

De fait, la pauvre marquise, connue pour sa sévère économie domestique, assistait muette au brillant duo de son amie et du préfet qui, dans ce premier moment d'effarement, n'en revenait pas de la bonne chance qu'il avait eue de saisir la seule main offerte. Naturellement, il ne souffla mot de l'élection cléricale de Maironi; et, comme il ne savait que dire, il fit à la maîtresse de maison des complimens sur son beau palais du *xv^e* siècle. La réponse fut, que ce palais avait été fort apprécié aussi par

défunt le professeur Canella; et, sans demander qui diable pouvait bien être cet homme illustre, dès qu'il vit se lever le cavalier facétieux et la dame éloquente, il se leva comme eux.

Dehors, la rue déserte était illuminée par le soleil de mars. La sémillante dame, au lieu de monter en voiture, emmena pédestrement ses deux compagnons sous les marronniers de la promenade publique, déjà tout saupoudrés de verdure.

Le préfet demanda, d'un air obséquieux, si cette dame était cousine des Scremin. On lui répondit que non. Alors il se tourna vers le cavalier.

— C'est donc vous, monsieur, qui êtes leur cousin? dit-il. Non? Vous non plus? Dieu soit loué!

Le préfet, après un mois de résidence dans sa principauté minuscule, s'était mis dans la tête que tous les nobles, le diable les emporte! devaient y être au moins cousins entre eux; il se représentait avec terreur leurs parentés et alliances comme un fouillis inextricable, comme un énorme écheveau très embrouillé qui, dès que l'on en tirait un peu le moindre fil, s'abattait sur vous tout à la fois. Aussi ne se hasardait-il jamais à parler de nobles avec d'autres nobles sans une infinité de précautions et de cérémonies. Or, il désirait savoir quelle était la valeur du nouveau conseiller clérical, ce gendre sans femme de cette belle-mère sans fille. Il ne le connaissait pas, ne l'avait jamais rencontré, même en visite. « Et pourquoi, bon Dieu! cet homme qu'on ne voyait pas demeurait-il dans la maison de cette femme qui ne parlait pas? »

La dame politicienne et le cavalier spirituel possédaient l'un et l'autre une science minutieuse de tous les Scremin et même de leurs domestiques, depuis le fameux Federico qui avait été congédié par l'évêque au sujet d'une certaine marchande de volaille trop avenante, jusques et y compris la cuisinière, cousine de la belle Mathilde en service chez les X... et si chère à son maître. Ils savaient combien la vieille marquise dépensait chaque mois pour le sucre et le café, savaient à quelle hauteur fabuleuse montaient les bas du marquis. Ils auraient pu offrir au préfet la biographie complète du nouveau conseiller, ornée d'un portrait où n'eût pas manqué un poil. Ce qui peut-être y eût manqué seulement, c'étaient, dans le fond de l'œil, certaines ombres mystérieuses, insaisissables à leur intellect et de nulle importance pour l'administration provinciale. Mais aucun des deux

n'osa se risquer à instruire le préfet en présence de l'autre, qui l'aurait ensuite raconté à l'univers. Il convient d'ajouter que, s'ils n'étaient ni parens ni amis des Scremin, ils n'en avaient pas moins le sentiment qu'une solidarité de prestige social existait entre eux et ces nobles de vieille race; et le langage passablement irrévérencieux du préfet les avait émus comme un heurt léger qui ébranlait par contre-coup le siège aristocratique où ils savouraient, sans le laisser voir, d'occultes et profondes jouissances. Le gentilhomme spirituel pouvait bien se moquer des Scremin dans l'intimité, comme il le fit plus tard lorsqu'il réussit à tirer de Federico l'histoire de l'œuf; mais en public, c'était une autre affaire; et, quand il lui arrivait de rencontrer la voiture de la marquise, il saluait avec solennité et componction, comme s'il avait vu passer une personne de la Sainte Famille. Aussi le préfet dut-il se contenter d'apprendre que Piero Maironi, né du mariage peu raisonnable de noble Franco Maironi, Brescian, avec une femme de condition inférieure, orphelin dès l'enfance, avait été pupille du marquis Scremin, son parent du côté d'une défunte marquise Scremin mariée à un Maironi et bisaïeule du jeune homme; qu'il avait épousé la fille unique des Scremin; que malheureusement cette jeune femme, atteinte d'une grave maladie mentale peu de mois après le mariage, se trouvait depuis quatre ans dans une maison de santé, sans espoir de guérison. Le mari en était resté inconsolable; il n'allait pas dans le monde, vivait très retiré, fréquentait beaucoup les églises, étudiait beaucoup. Très riche par l'héritage de sa bisaïeule, plus riche que les Scremin, il s'occupait fort peu de ses affaires et pratiquait largement la bienfaisance.

Le pauvre préfet serait demeuré bien penaud si, une fois la dame partie avec le cavalier dans le coupé qui les suivait, il avait pu entendre le gentilhomme spirituel gloser plaisamment sur son couvre-chef, « un Panthéon, » et sur sa vaste cravate, « un vrai collier de cheval du char de l'État, » tout en faisant des mines pour parodier son maintien. Quant à Maironi, ni le cavalier ni la dame ne pouvaient le souffrir; et, le préfet une fois servi, ils s'acharnèrent sur le nouveau conseiller: « un homme antipathique, un bigot, un ours, un esprit de travers, un ambitieux sournois qui, très probablement, savait placer ses aumônes à gros intérêt. » Le cavalier refusait même de croire à

la chasteté d'un homme jeune qui, depuis quatre ans, était marié sans être marié. Pauvre dame, pauvre cavalier! Comme ils seraient, eux aussi, tombés de leur haut si, deux minutes après être montés en voiture, ils avaient entendu le capitaine Reggini, de Nice-cavalerie, fameux cynique, aborder sous les marronniers le préfet, son compatriote, avec cette phrase :

— Que faisiez-vous donc, mon cher commandeur, entre cette vieille boîte et ce couvercle? Vous étiez l'obstacle qui les empêchait de joindre.

II

La marquise Nene ne se trouva seule avec son mari et bien rassurée contre la curiosité des gens de service que fort tard dans l'après-dîner, un peu avant l'heure où venaient causer les intimes.

— L'œuf? dit-il en se faisant très humble, lorsque sa femme l'interrogea en fronçant les sourcils d'un air lugubre. Ne dis rien. Oui, c'est moi qui l'ai gobé. Ne me mange pas. J'ai eu une absence. Que veux-tu? j'ai eu une absence.

Dans sa vertu conciliante, il offrit de faire une confession publique à la cuisine.

— Des sottises! grommela-t-elle, courroucée.

Le mari, de beaucoup supérieur à sa femme par la culture et de beaucoup inférieur par le caractère, largement fourni d'ambitions qu'elle ne partageait pas, savait cheminer avec aisance par certaines voies mouvantes dans les nuages, et cheminer aussi par certaines autres voies souterraines, par certains tunnels hélicoïdaux qui pouvaient amener tout doucement jusqu'à une cime dominatrice la charge de désirs et de scrupules qu'il portait en lui; mais il n'avait jamais réussi à bien connaître les voies communes où le vulgaire marche alertement, ne savait pas même se retrouver dans sa propre maison où sa femme, elle, marchait d'une allure si dégagée.

La marquise, au contraire, dont le tempérament était un composé d'intelligence et de lenteur, de largesse et de parcimonie, de délicatesses poétiques et de fermetés presque rudes, exempte par nature de fantaisies, de passions et aussi d'égoïsme, jamais préoccupée d'elle-même et toujours opiniâtre dans ses résolutions, soit ouvertement, soit en secret, prompte aux difficiles franchises

et gardienne jalouse de ses propres pensées intimes, possédait un sens aigu de l'étroite réalité où elle renfermait l'énergie inlassable de ses affections silencieuses et profondes, ses sages desseins et ses discours insipides. Elle était dévouée à son mari comme au seul homme à qui elle eût pensé jamais; dévouée à ce qu'elle croyait être le bonheur de son mari, quoique ce bonheur-là, moralement, répondit moins aux désirs de l'époux qu'aux idées personnelles de l'épouse. L'inaptitude de Zaneto à la vie pratique l'irritait, dans son for intérieur. Ni une discrète réputation d'archéologue, ni le siège ambitionné au Sénat, ni un portefeuille de ministre n'auraient pu diminuer d'un atome l'occulte mésesime d'où avait jailli son exclamation : « Des sottises! »

Durant toute la soirée, une ombre de mécontentement persista sur le visage de la marquise, quoique, de temps à autre, son vieil époux tâchât de lui faire, comme en cachette, des gentilleses, et quoique la conversation des amis habituels, prêtres et petits bourgeois cliens de la noble maison, fût plus animée que d'ordinaire.

Le salon des Scremin était une espèce de laboratoire où l'on apportait chaque soir, pour en faire la description et l'analyse, des propos recueillis dans les autres salons et dans les rues: propos appartenant à d'authentiques propriétaires, propos vagabonds et sans maître, bruits quelconques desquels on pouvait extraire un renseignement curieux sur le compte du prochain, un soupçon piquant, une matière obscure où des réactifs opportuns feraient apparaître les ombres mobiles d'une intrigue, où l'on pourrait découvrir la trace d'une personne connue qu'après cela on suivrait à la piste et qu'on tâcherait de surprendre dans sa voie secrète et de mordre un peu, assez fort pour savourer le goût du morceau ou du moins pour saisir quelque fil tenu des légères trames de comédie que la vie ourdit continuellement, défait et recompose autour de chaque personne humaine. Ce laboratoire ne manquait ni de sels ni d'acides. On y médissait avec politesse et mesure sur tous les péchés d'autrui, sauf sur les péchés d'amour.

Les péchés d'amour étaient rigoureusement exclus de la conversation. Si les deux ou trois plus libres parleurs de la société se risquaient à enfreindre la défense, aussitôt le marquis Zaneto élevait la voix : « Ta, ta, ta! » et bien rarement l'obstination d'un rebelle l'obligeait de continuer au galop et encore plus

fort : « Taratatà, taratatà, taratatà ! » L'excellent homme, qui aurait éprouvé une forte inclination à se joindre aux Pharisiens et à lapider l'adultère, n'usait d'une égale rigueur que contre les expressions peu exactes en matière de foi. Lorsqu'il ne s'agissait ni de mauvaises mœurs ni de dogmes, il laissait faire ; circonspect lui-même dans toutes ses paroles, il semblait voir presque avec plaisir que les autres ne le fussent pas autant.

Les habitués possédaient tous une certaine dose de sel commun. Et il y avait en outre un bourru, juge retraits, qui avait toujours prêt le sel amer ; et il y avait un vieillard long, maigre, jaune et revêché, qui venait assidûment avec une femme longue, maigre, jaune et maussade, et qui ne parlait que pour cracher quelques gouttes d'acide.

Ce soir-là, les chimistes du salon Scremin avaient dans leur creuset la fleur du monde élégant, l'Olympe de la petite ville. Traiter cet Olympe avec des acides et des sels, c'était leur jouissance la plus exquise. En bons roquets bourgeois, ils ne se laissaient nullement intimider par la grosse bête qui rampait sur les armoiries de la maison. La marquise Nene paraissait ne pas attacher beaucoup d'importance à la bête ; le marquis Zaneto, affable et humble avec tout le monde, savait dissimuler un certain faible pour elle. Ces nobles époux appartenaient à une coterie obscure, lourde et triste de nobles rétrogrades, qui n'entretenaient avec l'Olympe des réceptions élégantes, des bals, des pique-niques, des *lawn-tennis* et du patinage, que des relations froides et rares.

Un abbé débonnaire, très curieux de nouvelles, et qui prétendait être le mieux informé des chroniqueurs, exhiba dès son arrivée une primeur friande.

— Eh bien, il n'y a plus de pique-nique !

Aussitôt le monsieur acide et le monsieur amer, pour qui c'était une joie folle de taquiner l'abbé chaque fois que l'occasion s'en présentait, s'écrièrent :

— Connu, connu, archi-connu !

L'autre, abasourdi, irrité, rouge, affirma que la résolution d'envoyer tout promener n'avait été prise que trois heures auparavant, à six heures ; et ses bourreaux perpétuels répliquèrent qu'on en avait parlé au café à six heures et demie, et que, si le pique-nique n'avait plus lieu, c'était à cause des étrangers de la villa Diedo.

— Vous voyez bien que vous ne savez rien du tout ! fit l'abbé triomphant.

Il possédait, lui, une version différente ; et « la sienne venait d'une source très sûre ! » Une grande dame amphibie, toute église le matin et toute Olympe le soir, avait raconté le fait à son mari en présence du médecin de la maison ; et le médecin, ayant rencontré l'abbé qui était de ses amis, lui avait dit : « — Tu vas chez les Scremin, ce soir ? Contes-y donc cette nouvelle. »

L'abbé commença solennellement son récit.

— Il faut d'abord savoir que plusieurs dames avaient posé comme condition que le pique-nique se ferait le dimanche, par respect pour le carême.

— Je n'en crois pas un traître mot ! bougonna le monsieur acide.

Les autres se turent. L'abbé répliqua, en dialecte :

— On se passera bien de votre créance.

Et il remonta aussitôt dans sa chaire d'italien, chaire qui, à vrai dire, était un peu disloquée et branlante.

— Donc, on fait choix d'un dimanche : celui qui vient. Sur ces entrefaites, voici que Pittimèla (vous savez qui je veux dire) rencontre à la promenade les Zigiotti, mari et femme ; et, avec sa maladresse ordinaire, il les invite. Les Zigiotti, figurez-vous ! ne se tiennent pas de joie. La nouvelle se propage ; il en résulte un esclandre. Personne ne veut les Zigiotti, spécialement les dames. Pittimèla est traité de toutes les façons. « Mais comment faire ? » disent les promoteurs, les directeurs du pique-nique. « Comment faire ? » dit une dame. On enjoint à Pittimèla, puisque c'est lui qui a cassé les œufs, de manger l'omelette et de tirer les autres d'affaire comme il pourra. Une seconde dame dit : « Qu'on se débarrasse aussi de Pittimèla ! » Une troisième dit : « Qu'on envoie tout promener ! » Une quatrième ne dit rien ; mais, subitement, elle tombe malade.

— Parfait ! grogna le gentilhomme amer. — On devine qui c'est.

— C'est une telle ! déclara le gentilhomme acide.

— Moi, je ne sais rien ! s'écria l'abbé.

— Eh, mon cher, comme si tout le monde ne savait pas qu'entre le mari de cette dame et la Zigiotta...

— Ta, ta, ta, ta, ta, ta ! claironna furieusement le marquis Zaneto. Poursuivez, don Serafin.

Et l'abbé reprit :

— Les promoteurs, au désespoir, ne savent plus à quel saint se vouer. Apprenez pourtant que, ce matin, tout semblait arrangé, de sorte qu'à trois heures une commission se rendit à la villa Diedo pour inviter les Dessal.

— Dessalle ! interrompit quelqu'un.

— C'est bon, c'est bon : de sel, de poivre ou de tout ce qu'il vous plaira.

— A peine eut-on nommé les Dessalle, — les étrangers de la villa Diedo, — immédiatement le monsieur acide, qui les avait désignés comme coupables de la catastrophe et qui avait reçu du prêtre un démenti, commença de tordre sa bouche, son nez, tous les muscles de son visage en parchemin, avec les plus lugubres et les plus fantastiques grimaces. Don Serafino le regarda et, sans lui laisser le temps d'ouvrir la bouche :

— Attendez ! fit-il.

— Mais je ne parle pas, mon bon !

L'abbé continua :

— La fatalité voulut que justement, dimanche prochain, les Dessalle attendissent des amis de Venise.

— Eh bien ? grommela l'homme qui ne parlait pas.

A mesure que don Serafino allait racontant comme quoi, par l'effet du refus des Dessalle, les opinions s'étaient divisées sur le parti à prendre : — faire ou ne pas faire le pique-nique, — le monsieur acide et le monsieur amer l'interrompaient avec une force croissante.

— Eh bien ? Eh bien ?

D'autres « eh bien ? », plus timides, s'élevaient çà et là dans l'auditoire. Pendant quelques minutes l'abbé poursuivit son explication ; mais enfin, impatienté, il se mit à crier : « Patience, patience ! » d'une façon qui n'était rien moins qu'exemplaire. Et il descendit de sa chaire italienne.

— Laissez-moi continuer, sacrebleu !

— Paix, paix ! répétait Zaneto. Calmez-vous, calmez-vous !

Mais lorsque l'abbé, rouge comme une écrevisse, clama qu'ils ne savaient rien, non, rien de rien ! et que c'était le refus des Dessalle qui avait ramené sur le tapis la question Zigiotti, et que c'était à cause de la Zigiotti que *tin, tun, tan, para martella* (1),

(1) Sorte d'onomatopée intraduisible, qui indique le désordre, le fracas.

tout avait été envoyé en l'air; alors les autres se mirent à protester que le refus des Dessalle y était pour rien et que, de toute façon, la question Zigiotti n'aurait pas été remise sur le tapis; et ils protestèrent si fort que Zaneto donna un vigoureux coup de barre et tourna le cap de la conversation vers le nez de M. Carlino Dessalle.

— Je ne l'ai vu qu'une fois, mais quel diable de nez!

— N'y touchez pas, marquis! s'écria l'homme acide. Chez les Dessalle, tout doit être parfait, même les nez. Des étrangers, marquis; des gens qui reçoivent, des gens qui dépensent, grand Dieu! Adorons-les, soignons-les, flagornons-les, extasions-nous, pâmons-nous devant eux! Si distingués, si aimables, des amours! Et tant d'esprit, et tant de beauté! Vous me parlez du nez de Carlino, marquis; mais je jurerais qu'ici on admire encore le nez de sa sœur!

— Peuh! fit don Serafino, comme pour dire qu'après tout ce deuxième nez ne lui paraissait pas si méprisable.

— Vous aussi, mon cher! Marquis, vous entendez! Le clergé lui-même! Il n'est pas jusqu'au clergé qui n'en perde la tête, oui, qui n'en perde la tête! Et pourtant, ces gens-là ne vont pas à la messe. Quant à la religion, ce sont des *pamòì* (1), comme on dit chez nous.

Ce mot qui, dans le dialecte de l'endroit, sert également à désigner une soupe et une personne d'orthodoxie douteuse, peut-être en raison des apparences mollasses et incolores et de la vertu peu nourrissante d'un tel mets et d'un tel *credo*, fut le signal d'une autre bagarre. L'abbé criait:

— Qu'est-ce que cela vient faire ici? Que m'importe, à moi, qu'ils soient *pamòì* ou ne soient pas *pamòì*? Qu'est-ce que les *pamòì* ont à voir avec les nez?

— Oui, monsieur, oui, monsieur! s'exclamait le censeur bilieux. Des *pamòì*, des *pamòì*! *Pamòio* lui et *pamòia* elle!

Les autres se divertissaient et les excitaient. Zaneto, moitié riant et moitié navré pour le mauvais succès de sa manœuvre, tâchait de rétablir la paix. Durant la querelle, un monsieur cérémonieux, assis près de la marquise Nene, lui demanda à demi-voix ce qu'elle en pensait. La marquise, qui tricotait un bas, répondit sans quitter des yeux ses aiguilles:

— Moi, je ne veux pas me casser la tête.

(1) « Panades. » Le sens vénitien de ce terme est expliqué dans le texte.

La vieille marquise ne se cassait jamais la tête, c'est-à-dire qu'elle ne se mettait jamais en peine de ce qui ne la regardait pas. Du moins, telle était l'apparence ; car, dans le fond de son âme, il y avait une quantité de casiers secrets et fermés à clef, où elle conservait les notes recueillies en silence touchant mille choses dont elle semblait ne pas avoir cure ; les fils embrouillés de ténébreux desseins pour le plus grand bien de telle ou telle personne, dans quelque occasion future et incertaine ; des sympathies et des antipathies jamais confessées ; des jugemens sur les hommes et sur les choses, tenus occultes, mais inflexibles et durs comme le bronze ; des idées en partie justes et en partie fausses qui se révélaient parfois, très rarement, dans les entretiens les plus intimes, par des paroles imprévues, bien différentes de ces lieux communs ressassés dont sa bouche tenait boutique. Du reste, ce soir-là, elle était de mauvaise humeur ; et le marquis Zaneto, avec sa conscience toute souillée de l'œuf illégitime qu'il avait gobé par distraction, profita d'un moment où les autres, dans l'ardeur de la dispute sur les nez des Dessalle, ne prenaient pas garde à leurs hôtes, pour s'approcher de son épouse et lui faire des gentillesses contrites qui l'agacèrent.

— Va, va ! laisse-moi tranquille ! lui dit-elle brusquement. Ne fais pas de sottises.

Le pauvre homme retourna, piteux, vers don Serafino, qui était en train de rembarquer un interrupteur.

— Abraham ! Qu'est-ce que son Abraham vient faire ici, maintenant ?

— Oui, répondait l'autre. Abraham et Rebecca... non, et Sarah... ou tout ce que vous voudrez !

Comme les Dessalle avaient dit qu'ils étaient frère et sœur, on insinuait charitablement que quelque Pharaon aurait sans doute pu dire autre chose. Plusieurs voix protestèrent. Les Dessalle étaient fort connus à Rome et à Venise, où on savait qu'ils étaient réellement frère et sœur, orphelins d'un riche banquier de Marseille et d'une Guglielmucci, Romaine. Don Serafino disait ignorer s'ils étaient ou non *pamdi* ; mais ce qu'il y avait de certain, c'était qu'ils avaient invité à dîner le curé de leur paroisse et qu'ils lui remettaient beaucoup d'argent pour les pauvres. La sœur lui avait même offert quelque chose pour son église.

— Une sainte ! marmotta l'homme acide avec un ricanement plein de réticences.

— Oh ! en somme, on ne sait rien ! affirma don Serafino.

— Dites que vous ne savez rien ! répliqua l'autre, qui d'ailleurs s'arrêta sur ce mot, par crainte des « ta, ta, ta » du marquis.

— Et cependant, elle doit avoir la trentaine, fit observer aigrement le gentilhomme amer, en manière d'épilogue à des paroles non prononcées.

Alors éclata de toutes parts contre lui un feu violent de protestations :

— Quoi, la trentaine ? Quoi, la trentaine ?

— Vingt-cinq !

— Vingt-deux !

L'homme acide vint au secours de l'homme amer :

— Mais oui ! Douze ! Dix !

Sur le coup de onze heures, toute la compagnie se déversa du salon sur l'escalier, en groupe.

Dès le vestibule du palais commencèrent les chuchotemens sur la grise mine de la marquise. « Que diable avait-elle ? » A peine l'essaim fut-il dans la rue, le dernier ami de la maison, qui s'était attardé sur l'escalier avec Federico tout exprès pour lui soutirer le secret de la grise mine, accourut en éclatant de rire dans son collet relevé ; et il se frottait les mains en se répétant à lui-même : « Elle est bien bonne ! elle est bien bonne ! » Vite les autres l'entourèrent, dégustèrent avec volupté l'histoire du fameux œuf, redirent comme un écho : « Elle est bien bonne, » à l'exception de don Serafino qui, vu la délicatesse de la matière, ne riait qu'avec réserve et murmurait seulement : « La pauvre ! La pauvre ! », sur un ton de compassion douce.

Après la grise mine de la marquise, ce fut le tour de la lampe.

— Quelle puanteur de pétrole ! Une vraie inconvenance !

— Et le café ! s'écria don Serafino. Ce soir, ce n'était que de l'eau trouble, positivement !

Sur ce point aussi les amis firent chorus ; toutefois, le gentilhomme acide prétendit que c'était de l'eau claire.

L'abbé raconta que, dans le passé, il avait fait sur ce sujet quelques observations à Federico. Mais Federico s'était excusé en accusant sa maîtresse : « Une avarice de chien, monsieur ! » Chaque mois, aussitôt après avoir réglé le compte de l'épicier, la marquise venait à la cuisine faire un sermon sur le café trop fort.

Après avoir ainsi payé de retour l'hospitalité des Scremin, chez

l-
s.
er
s
-

qu
je
de
le
fo
l'I
l'a
qu
du
en
de
po
fr
po
pé

Vo

dé
ja
en
an

de
qu

un
ba

hu
pa
rep

en
dan
fin
dés

qui ces petits bourgeois savouraient depuis de longues années la jouissance, très flatteuse pour leurs sentimens démocratiques, de se comporter en cette noble maison comme s'ils y étaient les maîtres, la compagnie se sépara sous la lanterne d'un carrefour, se dispersa par trois ou quatre rues désertes. D'un côté l'homme acide, reprenant le thème des Dessalle, grommelait avec l'âpreté d'une vertu rageuse des choses à mettre hors d'eux-mêmes quatre Zaneti et à faire crier « ta, ta, ta » aux vieilles métopes du xvi^e siècle qui, du haut des corniches de Palladio, regardaient en bas dans la rue. D'un autre côté, c'était l'œuf que l'on battait de nouveau parmi les chuchotemens et les rires; et l'on glosait pour la centième fois sur ce que Zaneto s'était retiré de la confrérie de la Cathédrale. Puis, on faisait l'autopsie du vieil ami pour lui trouver l'*ulcus senatorium*; et l'homme amer allait rêpétant :

— Ah ! le monde ! Ils se valent tous ! Ah ! le monde !

— Morbleu ! disait un autre. Un œuf le matin, en carême ! Vous verrez qu'il se fera Turc !

On mit ensuite sur le tapis certaines promesses de Zaneto au député du collège électoral : « Figurez-vous ! Zaneto qui n'avait jamais voté depuis 1870 ! » On parla aussi de démarches faites en sa faveur par le député du collège auprès d'une dame romaine amie de deux ministres.

— Vous entendez ? dit une personne du groupe. Amie de deux ministres ! On devine quelle dame ce doit être. Autre chose que ta, ta, ta !

Quelqu'un fit discrètement allusion à un potentat de la ville, à un homme politique appelé par antonomase le Commandeur, très bas de taille.

— Oui ; mais si le petit ne l'aide pas...

Dans une troisième ruelle, don Serafino trottnait vers son humble nid avec un compagnon qui nichait dans les mêmes parages. Ils battaient aussi l'œuf, mais avec mansuétude. Ils se représentaient les remords de Zaneto pour le scandale donné.

— Car c'est un saint homme ! disait l'abbé. Je le sais, moi !

Et il racolta à son compagnon les actes d'ascétisme accomplis en secret par le marquis Scremin. « Mais, hélas ! le marquis avait dans le corps ce ver du Sénat, un ver désastreux. » Et don Serafino était en train de décrire minutieusement, à voix basse, le ver désastreux et ses maléfices lorsque, au coin d'une rue, son com-

pagnon l'interrompit par un coup de coude : en tournant, celui-ci avait frôlé un monsieur très absorbé qui allait dans le sens contraire, à pas lents, les mains dans les poches de son pardessus.

— Vous avez vu le conseiller ? demanda-t-il quand ils furent un peu plus loin.

— Non. Quel conseiller ?

— Eh, chose !... Maironi !

Maironi ? A pareille heure ? Dans cet endroit ? D'où pouvait-il venir ? On ne le voyait plus à la causerie du soir. Il paraissait de plus en plus préoccupé, de plus en plus sombre, ce jeune homme. Chaque matin à la messe, chaque soir aux offices, tous les huit jours aux sacremens. Sans doute il avait toujours été pieux, mais pas à un tel point. Et des charités, des charités à n'en plus finir : « Car je le sais, moi ! » Son infortune domestique ? Oui ; mais, en somme, la chose n'était pas nouvelle, et il y avait quatre ans, à cette heure !

Non, il était impossible que ce fût cela. « Un bon jeune homme, mais un peu étrange, lui aussi, vous savez. Le sang n'est pas de l'eau ; on dit que sa mère a eu la tête chaude, et son père... héhéoli (1) ! Un brave garçon, d'ailleurs ! Oui, un vrai saint ! Une foi, une charité ! Et dévoué à la cause ! Clérical par sincère conviction, comprenez-vous ; car, *inter nos*, même parmi les nôtres, la zizanie ne manque pas ! Il y en a qui visent à l'escarcelle, et il y en a qui visent à se faire de la réclame, à se créer un nom, une influence. Peu, mais il y en a ! Celui-ci, non. Ah ! celui-ci ! Et un talent ! Un talent supérieur. »

Ici, don Serafino se planta sur ses deux pieds, tira sa tabatière ; et, après avoir plongé ses doigts dans le tabac, il ajouta, d'un air d'importance :

— A préents, nous allons le faire syndie, vous savez.

III

Cependant, le monsieur absorbé s'acheminait d'une allure lasse vers le palais Scremin. Il y trouva la grande porte déjà close, le gaz éteint dans le vestibule, le gaz éteint dans l'escalier. Il gagna son appartement situé au premier étage, en face de celui qu'habitaient les Scremin.

(1) Exclamation qui suggère l'idée de « plus encore. »

Tandis qu'il ôtait son pardessus dans l'antichambre, on frappa légèrement à la porte. Il ouvrit. C'était la jeune femme de chambre de la marquise Nene, une jolie personne blonde, à la taille souple, aux vêtemens de couleur sombre, avec les cheveux ébouriffés sur le front. Il pâlit et, sans lâcher le bouton de la porte, il lui demanda ce qu'elle voulait. La fille le regarda fixement, pâle aussi, avec ses beaux yeux bleus, hardis dans le fond, mais voilés de douceur.

— Excusez, dit-elle, une minute. J'aurais quelque chose...

Elle jeta derrière elle un rapide coup d'œil et répéta :

— J'aurais quelque chose à vous dire.

Sa voix, un peu éraillée, un peu grosse, était pourtant musicale. Le jeune homme hésita une seconde, puis il murmura :

— Entrez.

Et il s'écarta pour la laisser passer. La soubrette entra en l'effleurant du tiède parfum de ses cheveux jeunes et de sa personne soigneusement tenue, chuchota un « merci » plein de signification, prit le pardessus de monsieur, s'attarda pour le suspendre au portemanteau et en disposer les plis régulièrement, avec de petits coups légers de ses mains qui, si elles n'étaient pas blanches, étaient mignonnes et fines. La lampe qui brûlait sur la console, en face du portemanteau, dorait sa magnifique chevelure, tordue sur la nuque comme un enchevêtrement de serpens.

— Le jardinier est venu, dit-elle en caressant toujours le pardessus et en parlant bas, presque avec amour, comme si les paroles se rapportaient à ce vêtement et à ces caresses, et non pas à autre chose. Le jardinier qui s'en est allé...

Pendant quelques instans, elle attendit une réponse qui ne venait pas ; et ses mains eurent des mouvemens incertains, faits au hasard.

— Qu'est-ce que..., dit enfin le jeune homme, d'une voix qui n'était plus sa voix ordinaire.

Et il n'acheva pas la phrase. Elle se pencha pour ramasser Dieu sait quoi, lui fit entrevoir dans un éclair son cou blanc et gracieux.

— Il dit, reprit-elle plus bas encore, qu'il entrera peut-être chez les Dessalle, et que les Dessalle demanderont des informations à M^{me} la marquise, et qu'alors monsieur pourrait dire un mot en sa faveur. Il dit aussi qu'à présent monsieur va devenir syndic et qu'il lui recommande son fils pour la bibliothèque.

Elle se retourna, jeta un coup d'œil sur la lampe qui fumait, s'avança lentement, lentement, pour en baisser la mèche; et, comme elle passait devant Maironi, elle lui arrêta sur le visage une paire de grands yeux luisans et fixes, pleins d'une claire proposition. Il frémit, mais ne dit rien. La blondinette baissa la mèche doucement, plus bas, toujours plus bas, presque jusqu'à l'éteindre. Alors Maironi, d'un ton brusque :

— Madame a sonné, dit-il.

— Elle a sonné? répéta la fille en tressaillant.

Et elle releva la mèche, regarda le jeune homme en face, comprit aussitôt qu'elle avait été trop loin.

— Vous direz à cet homme, ajouta Maironi, que, si l'on prend des informations, je parlerai en sa faveur.

— C'est bien, répondit sèchement la fille.

Et elle s'en alla, droite et sérieuse, sans daigner lui adresser ni un salut ni un regard.

Demeuré seul, le jeune homme serra ses poings contre ses tempes, les frappa avec violence sur le marbre de la console, les y laissa quelques secondes, haletant, s'examinant dans le miroir comme s'il y interrogeait l'image de lui-même. Puis tout à coup, effrayé peut-être de sa propre physionomie, de son propre regard, de ses propres pensées, il souffla furieusement la lampe, entra sans lumière dans sa chambre à coucher, s'y laissa tomber à genoux sur la raie oblique de blancheur lunaire que le ciel nocturne projetait par une grande fenêtre sur le tapis du parquet; et il joignit les mains avec passion, les yeux tournés vers la pâle clarté des nuages.

Au bout de quelques secondes, ses yeux redescendirent progressivement jusqu'à l'appui de la fenêtre, jusqu'à l'ombre; et ils s'immobilisèrent comme perdus dans une vision. On aurait dit que, la volonté en suspens, sans consentir ni résister à ses imaginations, il se figurait des choses qui l'empêchaient de respirer. Enfin, il secoua cette torpeur, se jeta par terre à plat ventre, la face contre le parquet. Puis il se redressa d'un bond, alluma une bougie, et, mettant à nu son bras droit, il le mit à plusieurs reprises au-dessus de la flamme, le poing serré. Il regarda les grandes taches rouges des brûlures, poussa un soupir de soulagement, tira son portefeuille, l'ouvrit, contempla une petite photographie ovale : le visage d'une jeune fille de dix-huit ans, régulier, à l'expression froide, mais qui pourtant avait une cer-

taine douceur mélancolique dans les prunelles et une fermeté plus marquée dans le menton. La coiffure très haute, passée de mode depuis cinq ou six ans, l'enlaidissait comme un ridicule accent circonflexe et faisait penser à une personne morte. Le jeune homme approcha de ses lèvres ce portrait, mais il n'eut pas le cœur de le baiser, parce qu'il s'en jugeait indigne ; il déposa le portefeuille sur la table de nuit, en soupirant ; et ce fut alors qu'il y aperçut un petit bouquet de violettes sur une lettre.

Sa pensée courut à la femme de chambre toscane. C'était cette fille, probablement, qui lui avait écrit, qui lui offrait ces fleurs. D'un geste machinal, sans que sa volonté fût ni consentante ni résistante, il allongea les doigts, retira les violettes de dessus la lettre ; et il resta la main en l'air, saisi d'une amère honte.

Ce n'était pas une lettre ; c'était une carte où il n'y avait que ces deux mots écrits par la marquise Nene :

17 mars.

Piero Maironi et Elisa Scremin, la donatrice du portefeuille, s'étaient fiancés le 17 mars 1882 ; et, chaque année, la marquise, par une pensée délicate et poétique, avait ainsi rappelé tacitement à son gendre ce jour heureux changé en un jour de larmes. Or, c'était la première fois que le 17 mars était arrivé sans qu'il y eût pris garde ; et les violettes mêmes n'avaient pas réveillé en lui ce souvenir. « Mon Dieu ! Et avoir cru qu'elles venaient de la femme de chambre ! » Il en demanda pardon mentalement, à la vieille dame respectée, avec une véhémence qui défaillit soudain, parce qu'un découragement morne s'élevait du fond de son âme.

Il se coucha sans prier, ayant un tumulte de sentimens informes dans la tête : humiliation d'amour-propre, chagrin de ne sentir en lui-même aucune douceur pour la victoire matérielle remportée sur la tentation, rancune sourde contre Dieu qui se laissait soupçonner de cette lutte contre la nature fût inutile et sottise, soupçon de n'être qu'un misérable et inconscient esclave de préjugés religieux et moraux imprimés par autrui et pour toujours dans sa molle conscience d'enfant, terreur et remords de ces doutes, ferme propos de lutter encore. Puis, lorsque les mouvemens désordonnés de son âme se furent un peu calmés et

que leur eut succédé un léger assoupissement, alors se représenta dans l'ombre interne de son cerveau, mettant le sommeil en fuite, l'image avivée de la femme qui s'était offerte, des yeux fixes, parlans et brûlans. Il chassa cette vision voluptueuse, la rappela, la repoussa encore, plus lâche à se défendre. Il eut, avec un grand battement de cœur, l'idée qu'un voile épais et flottant s'étendait sur lui, fermait le ciel. Il eut la sensation d'une délivrance, d'une ivresse qui montait de la terre chaude, d'un abandon, d'une amoureuse extase où toute la plus secrète partie de lui-même, une magnifique puissance intacte de passion, de joie et de folie, éclatait au fond de son cœur, de son intelligence et de ses sens. Des figures diverses flamboyaient dans son rêve intérieur : la blonde soubrette hardie; la belle M^{me} Dessalle, rencontrée un jour en chemin de fer, et dont les grands yeux bruns l'avaient tant regardé; d'autres encore, que son imagination fondait violemment en une seule forme, en un seul être, leur insufflant son âme même par un baiser magique entre l'oreille et le cou créant avec un irrésistible pouvoir, dans la camériste comme dans la grande dame, la femme voulue par lui, animant de sa propre ardeur la femme née de lui et qu'il devait réabsorber en lui. Tout d'un coup, il se mit sur son séant. Dans la nuit taciturne, à la lumière tremblante de la bougie, les choses environnantes semblaient le regarder avec étonnement. Il descendit de sa couche, ouvrit la fenêtre, but l'air froid, obscur et muet.

Les heures sonnèrent à la tour de la ville : une, deux. Silence. Les heures sonnèrent à l'église voisine : une, deux. Telles des voix tristes et graves qui échangeaient un lugubre salut claustral : *memento*. D'autres voix solennelles, proches, lointaines, à l'intérieur même de la maison, répétèrent : une, deux. *Memento*.

Maironi fit machinalement le signe de la croix, murmura machinalement : *Et ne nos inducas in tentationem, sed libera nos a malo. Amen*. Il sentit que sa prière tombait sans écho dans le mystère vide et sourd; il joignit les mains et, comme par un instinct aveugle, fit appel à deux personnes qu'il n'avait jamais connues, mais qu'il avait imaginées sous mille formes diverses, parfois oubliées, parfois désirées avec ardeur, et qui, unies à lui par l'affection la plus tendre, mais qui étaient incapables de répondre à son appel et dormaient leur dernier sommeil dans le

pauvre cimetière d'Oria, à Valsolda : « Ma mère ! Mon père ! »

Il se souvint qu'il avait une lettre urgente à écrire, voulut le faire tout de suite. Il s'agissait de répondre à l'abbé de Antonis, chanoine de la cathédrale, qui était venu chez lui la veille avec une mission secrète de Monseigneur l'évêque. La majorité cléricale du Conseil, née des récentes élections, aurait couru péril de vie si elle n'avait pas mis au jour le jeune syndic conçu par elle. Ce fruit indocile de ses entrailles était Piero Maironi. Les démarches faites près du jeune homme avant l'élection étaient demeurées sans effet : Maironi ne voulait pas entendre parler de cela, il l'avait déclaré à l'abbé de Antonis. Le doux abbé, à force de répéter, tandis que Maironi protestait, ses douxereux « bien, bien ; sans doute, sans doute ; » à force de petits sourires, de contorsions, de caressans « j'ai compris » et d'alertes « faisons de cette manière, » avait obtenu que la réponse définitive fût ajournée. Or, Maironi avait hâte de se dégager tout à fait. S'il s'était laissé présenter comme candidat par discipline politique et aussi par un vague désir d'activité et de travail, il ne voulait pas cependant, neuf aux affaires comme il l'était, qu'on le mit à la tête de l'administration municipale dans un moment difficile où son inexpérience pouvait coûter cher au parti et plus cher encore au public. D'ailleurs, il lui répugnait d'abandonner complètement et subitement ce froc de vie grise qu'il portait depuis quatre années. Peut-être y avait-il encore dans l'offre de ses amis quelque autre chose qui lui répugnait ; mais il ne voulait pas se l'avouer à lui-même. Et il était rentré chez lui, ce soir-là, avec la résolution d'écrire immédiatement, pour en finir.

Tandis que, la plume à la main, il cherchait des phrases pour habiller ses argumens de telle sorte qu'ils persuadassent l'évêque à qui l'abbé de Antonis montrerait indubitablement la lettre, tandis qu'il choisissait des épithètes pour qualifier les difficultés, les périls, les soucis, les embarras qui l'auraient attendu sur le siège syndical, une pensée nouvelle se fit jour dans son esprit. « Et s'il acceptait ? Si les difficultés, les périls, les soucis, les embarras pouvaient chasser les fantômes amoureux et voluptueux qui le harcelaient ? Si c'était son père et sa mère, invoqués tout à l'heure, qui lui inspiraient cette hésitation ? Si l'offre de ses amis et les instances de l'évêque recélaient une secrète assistance de Dieu ? » Il réfléchit jusqu'au moment où sa tête s'em-

brouilla de lassitude, de sommeil; et il renvoya la décision au lendemain matin.

Il dormait encore lorsque entra dans sa chambre, circonspect, le visage plein de souci et la bouche pleine d'excuses, le marquis Zaneto. « Il avait besoin de parler à son gendre; et, comme il connaissait les habitudes matinales de celui-ci, l'idée ne lui était pas venue que Piero pût encore être couché. Il lui parlerait tout de suite, si cela ne le dérangeait pas trop. »

Depuis le succès électoral de Maironi, son beau-père le traitait avec une politesse si embarrassée et si froide que Piero en était gêné, et qu'il s'attendait toujours à voir apparaître la raison occulte de cette froideur. Après cet exorde, il pensa : « Nous y sommes ! » Et il répondit :

— Mais certainement !

— Eh bien ! voilà : j'ai deux choses à te dire ! commença lentement Zaneto, les yeux à terre, en extrayant de ses joues, par des contractions répétées de sa main gauche, les paroles qui semblaient couler visqueuses de sa bouche. Deux choses !

Après avoir ainsi ouvert l'écluse de son discours, il leva les yeux, sans les fixer toutefois sur le visage de Maironi; et ses paroles devinrent un peu plus fluides.

— Quelques personnes de ton parti sont venues me voir. Je dis : de ton parti, parce que mes idées, peut-être... oui, que sais-je?... En somme, je dis cela pour que nous nous comprenions mieux. Des personnes très estimables, et même, dirai-je, autorisées... oui, oui, autorisées... Elles désirent que je te conseille d'accepter la fonction de syndic. J'ai répondu que je t'en parlerais, mais pour faire la commission, simplement. Elles disent...

Ici la voix de Zaneto changea, prit le ton forcé de celui qui, répétant les paroles d'un autre, veut faire entendre clairement que c'est un autre qui parle et non pas lui-même.

— Elles disent que tu es tout indiqué par ta position sociale et par le vote même; que, si tu n'acceptes pas, c'est un dommage très grave pour la ville, etc., etc.

Zaneto se tut un moment; puis, il se décida enfin à regarder son gendre et laissa tomber d'une voix molle cette conclusion :

— Voilà.

— Et toi, demanda Piero, qu'est-ce que tu en penses ?

Zaneto s'assombrît un peu, prit un air de sibylle rétive; et, après un court silence, il répondit avec une résolution insolite :

— Dispense-moi de te le dire!

— Eh! non, répliqua le jeune homme ironiquement, décidé à avoir raison de toute cette diplomatie. Pourquoi t'en dispenserais-je?

Zaneto fit un grand geste silencieux, agita en l'air son bras droit, comme pour signifier : « A quoi cela servirait-il? » et il répéta :

— Je te prie de m'en dispenser!

— Est-il donc si malaisé, s'écria Piero, de dire que tu y es contraire?

— Non, repartit Zaneto, je ne suis ni contraire ni favorable. Je te déclare tout de suite qu'une autre personne m'a entretenu sur le même sujet pour m'induire à te déconseiller d'accepter; et je l'ai priée, comme je t'en prie maintenant, de permettre que je n'en fisse rien.

— Qui était cette personne?

Zaneto eut une secousse, fit des contorsions, émit un grognement qui semblait lui naître dans l'estomac. Son gendre comprit aussitôt.

— C'est le préfet, dit-il. Cela n'est pas douteux.

— Doucement, doucement! fit Zaneto déconcerté. Je n'ai rien dit, et je ne dis rien. Du reste, nombre de personnes sont venues hier pour me parler de ta candidature à la présidence du Conseil municipal. Le premier, un individu que je ne connais pas, est arrivé dès huit heures du matin. — Qui êtes-vous? — Je suis un musicien qui joue du *pelittone* (1) en *fa bémol*. — Bravo! Et alors? — Si vous vouliez dire un mot à votre gendre, qui va être notre syndic... Si vous me faisiez prendre dans la fanfare municipale... — A midi, il en est arrivé un autre qui voulait solliciter aussi ta protection, te demander d'obtenir pour son fils un emploi à la Poste et de faire admettre sa mère à l'Asile communal. Un troisième, expéditionnaire au Muncipe, est venu dès hier soir; il dit que dans quelques jours tu seras syndic et qu'il voudrait te voir pour t'offrir ses complimens et pour t'adresser certaines requêtes personnelles, mais qu'il est trop misérablement vêtu, qu'il aurait besoin d'une jaquette décente, et qu'il te prie de lui accorder un secours. Tu vois, tu vois le trésor de cliens que tu te fais!

(1) Gros instrument de cuivre, ainsi nommé du nom de son inventeur.

Piero fixa sur lui un regard silencieux, lut dans les replis de cet âme ; et, lorsqu'il eut fini de lire, il changea le sujet de la conversation.

— Tu avais encore à me parler d'autre chose, à ce qu'il me semble ?

Le marquis affecta de réprimer une grosse envie de rire, qui était affectée aussi.

— Oui, d'autre chose, dit-il. D'une autre chose *sicut et in quantum*.

Et il exhiba cette autre chose, non sans avoir encore par instans quelques sursauts de rire mal réprimés.

Un ambassadeur de la même farine que ceux qui s'étaient présentés avec l'écharpe de syndic en poche, avait frappé à la porte de Zaneto, beaucoup plus secrètement et plus timidement, afin d'obtenir que celui-ci prêtât son aide pour soutirer à son gendre des subsides au profit du journal clérical. Zaneto rapporta ce message avec le même humour dont il avait légèrement assaisonné tout à l'heure les suppliques des eliens de cette sorte ; il ajouta du sel à la pitance amère dans l'intention de la rendre immangeable, moins par sollicitude paternelle pour l'argent guetté que par désir d'empêcher le journal le plus odieux à la Préfecture d'être soutenu par quelqu'un de sa maison.

— Maintenant, conclut le vieux diplomate, j'ai rempli mon rôle.

Et il se leva. Maironi crut l'entretien terminé ; mais il se trompait. Le beau-père s'approcha du lit, prit la main de son gendre, lui dit à voix basse, tout changé de visage :

— Écoute !

Il réprima des sanglots avec peine, comme tout à l'heure il avait réprimé des éclats de rire ; et, finalement, il put articuler ces paroles :

— Quand iras-tu là-bas... ?

— Comme d'habitude, répondit Piero, également à voix basse. J'irai après-demain.

— Et tu espères que tu pourras la voir ?

— Mais non ; tu sais bien que, depuis longtemps, le directeur ne le permet plus.

Les sanglots de Zaneto redoublèrent. Maironi savait que le vieillard portait une sincère affection à sa fille enfermée dans un triste lieu ; il savait qu'on ne pouvait accuser ces larmes

d'être fausses. Néanmoins, comme sa manière, à lui, de sentir et d'exprimer sa douleur était fort différente, les démonstrations bruyantes et intempestives de Zaneto lui blessaient les nerfs, de même que ceux de son père avaient été blessés par les amabilités de la *sura Peppina*. Le sang qui lui monta au visage était le bon sang impétueux du pauvre Franco (1).

— Ah ! seigneur, murmura Zaneto, en s'essuyant les yeux avec un grand mouchoir d'un blanc sale.

— Quoi ? fit Maironi en tressaillant. Qu'y a-t-il ?

— Oh ! Une chose ! une chose ! Quel effort je serai obligé de faire !

Nouveaux sanglots, nouvelles larmes, anxieuse recherche du grand mouchoir dans toutes les poches, tâtonnement sur les draps très désagréable à Piero, découverte finale de l'objet mal-propre entre les pieds de la chaise, alors que les yeux s'étaient déjà séchés d'eux-mêmes et que Zaneto ne pouvait décemment se remettre à pleurer.

— Que veux-tu ? Il faut parler, cependant ! Tu n'ignores pas que le terme auquel tu as droit de toucher le capital de la dot...

Une pause, une contraction de visage, une victoire de la volonté.

— ...échoit l'an prochain. Le moment est donc venu d'en parler. Or, je te confesse que, dans la situation où je me trouve, le versement de cette somme...

Piero l'interrompit : « De quoi se tourmentait-il ? Que parlait-il de termes et d'échéances ? Il n'avait pas besoin de s'incommoder. » Alors, le bon Zaneto s'embarqua sur une mer de paroles embrouillées, d'où il n'aurait jamais pu regagner le rivage sans le secours d'autrui. En réalité, la demande d'un délai pour le règlement de la dot n'avait été qu'un exorde, un préambule à la proposition de faire endosser pour l'avenir à son gendre le paiement de l'impôt sur la richesse mobilière. Piero comprit immédiatement que le pauvre homme récitait mal une petite leçon imaginée, méditée et combinée dans cette dure et froide bosse des affaires qui s'épanouissait sous les tresses grises de la marquise Nene, en l'amicale compagnie de plusieurs autres bosses d'une nature bien différente.

— Mais tout ce que vous voudrez ! fit-il, dédaigneux.

(1) *Sura Peppina*. Franco. personnages du *Petit monde d'autrefois*.

— Prends patience, ajouta le pauvre Zaneto, prends patience ! Il fallait bien s'expliquer, n'est-ce pas ?

Il tira sa montre, eut un sursaut, fit : « Ohé ! ohé ! » et il se sauva en disant qu'il avait promis d'accompagner la marquise à la cathédrale pour la neuvaine de Saint-Joseph.

Zaneto parti, Piero s'habilla et écrivit à l'abbé de Antonis la lettre suivante :

« Monsieur l'abbé,

« Veuillez, je vous prie, informer Monseigneur l'Évêque que, si mes collègues songent réellement à me confier cette fonction malgré mon peu d'aptitude et ma totale inexpérience des affaires publiques, j'accepterai. Veuillez lui dire encore que j'ai grande confiance dans ses prières. Et vous aussi, monsieur l'abbé, ayez la bonté de me recommander à Dieu.

« Votre très dévoué,

« MAIRONI. »

Il relut la lettre et pensa :

— Jusqu'à quel point suis-je sincère ? Jusqu'à quel point suis-je hypocrite ?

Federico parut, apportant une missive. « Probablement, se dit Piero, de quelqu'un qui joue du *pelittone* en *mi*. » Mais soudain il changea d'opinion : c'était une enveloppe de papier vélin, légèrement parfumée de violette, avec cette simple adresse : *Monsieur Maironi*, en caractères grands et fermes.

— Qui l'avait apportée ?

— Un domestique de la villa Diedo.

Piero ouvrit et lut :

« Monsieur,

« Un certain Pomato s'est offert comme jardinier, affirmant qu'il a été longtemps à votre service. Je me permets de vous demander, au nom de mon frère absent, quelques informations sur l'habileté professionnelle et sur la probité de cet homme.

« Veuillez agréer mes excuses pour le dérangement que je vous donne. »

« JEANNE DESSALLE. »

« *P.-S.* — Je suis chez moi le lundi et le vendredi, de cinq à sept. »

Federico demanda s'il y avait une réponse. Maironi se tut, réfléchissant aux deux lignes discrètes et significatives du post-scriptum. Deux mois auparavant, il avait voyagé en chemin de fer avec une jeune dame très élégante, aux traits accentués, mais belle, aux grands yeux intelligens et doux qui s'étaient trop souvent rencontrés avec les siens et qui ensuite, pendant plusieurs jours, lui étaient restés dans le cœur. Cette dame était descendue en même temps que lui; et, dans le laquais en livrée qui avait pris le petit sac de sa maîtresse, il avait reconnu un ancien domestique des Scremin, passé au service des Dessalle. Or, les grands yeux intelligens et doux venaient de se rouvrir dans son cœur.

— Une réponse? dit-il, en regardant de nouveau le post-scriptum. Non, pas à présent.

Mais, quelques instans plus tard, comme Federico était déjà sorti, il le rappela.

— Attends; oui, il y a une réponse.

Et il écrivit :

« Madame,

« Pomato a été réellement au service du marquis Scremin, mon beau-père. Je le crois habile dans son métier. J'ai entendu dire qu'il fait profession d'idées socialistes. Je ne sache pas que les Scremin aient jamais eu de doutes sur sa probité.

« Je suis, Madame, avec un profond respect,

« Votre très dévoué serviteur,

« P. MAIRONI. »

Il remit ce billet à Federico sans le relire et congédia brusquement le pauvre diable abasourdi : « Va! va! » comme s'il craignait de se repentir.

AU MONASTÈRE

I

Un serviteur taillé à l'ancienne mode introduisit dans la salle de billard la personne qui avait demandé don Giuseppe.

— Votre nom, s'il vous plaît?

— Maironi.

Et le serviteur s'en fut à la recherche de son maître.

La porte vitrée qui, de la salle de billard, mène, par cinq marches, au jardin de la villa Flores, était grande ouverte. Un soleil languissant d'avril mourait sur la housse grise du billard et sur le clair plancher de sapin. Avec la brise tiède arrivait la légère odeur de la pluie très fine que l'on voyait trembler dans le soleil et embrumer au loin la campagne, sous le ciel bleuâtre. La pelouse en pente qui s'étend devant la façade haute et dégagée, les grands arbres qui semblent faire la haie comme pour recevoir un cortège de princes, buvaient sans un murmure la petite pluie douce. La maison vide était silencieuse. Dans la salle où le visiteur était entré, les sièges adossés aux murs, les quelques meubles disposés symétriquement, le billard couvert de sa housse paraissaient tristes comme des choses mortes qui garderaient le souvenir de la vie.

Le domestique ne revenait pas. Piero sortit sur le perron pour regarder la pluie muette; et une faible senteur de violettes lui rendit la vision voluptueuse de sa première rencontre avec celle qui maintenant lui emplissait le cœur. Il vit cette femme entr'ouvrir lentement son manteau de fourrure et montrer son buste exquis, montrer ce petit bouquet de fleurs sombres qu'elle portait à la ceinture. Il eut la sensation que ce regard intelligent, qui alors lui avait pour ainsi dire endolori la poitrine, pénétrait de nouveau dans son âme et se répandait par tout son être avec une lente suavité.

— Je ne le trouve pas, monsieur, dit le vieux domestique derrière lui. Il n'est pas dans la chambre; il n'est pas non plus dans la chapelle. Peut-être est-il sur la colline.

Et il ajouta qu'il allait essayer de le découvrir. Mais Maironi ne le lui permit point, et il s'achemina lui-même vers l'humble coteau qui s'élève derrière la basse-cour de la villa, très agréable

vers le sud et rayé par des files transversales de vignes que couvrait une mince procession ascendante de cyprès, escarpé et boisé vers l'occident et comme enserré dans un capricieux réseau de sentiers qui semblaient en retenir les masses croulantes. Piero vit descendre par un de ces sentiers le vieux prêtre qu'il cherchait, don Giuseppe Flores, le dernier de sa famille, unique maître de la villa déserte, du coteau, des prairies basses où, dans le grand silence de midi, gloussaient des dindons, jargonnaient des canards et des oies, maître aussi des épais bocages d'arbres exotiques et indigènes qui envahissaient les petits vallons et les pentes de la colline jusqu'au niveau des vignobles.

Don Giuseppe descendait à petits pas, lisant, ne prenant pas garde aux rares et fines gouttelettes de pluie. Lorsqu'il leva les yeux de dessus son livre, Maironi le salua et marcha plus vite. D'abord, le vieux prêtre ne l'avait pas reconnu; puis, il poussa un : « Oh ! » joyeux, et se mit à descendre avec une vivacité juvénile, les bras ouverts, le visage rayonnant de surprise et de plaisir. C'était un noble visage où les lignes mâles de la mâchoire inférieure et le grand arc du nez achevaient dignement, si l'on peut ainsi dire, la haute parole du front large et solennel; et les yeux noirs, très vifs, austèrement doux, prompts à se colorer de tous les éclairs, de toutes les flammes, de toutes les ombres de la pensée, disaient la chaude pureté intérieure, la suavité secrète de cette parole si majestueuse. A cette minute-là, ils scintillaient véritablement; car don Giuseppe, avant 1859, pendant un séjour à Valsolda chez des parens à lui, avait connu Franco et Louisa Maironi, le père et la mère de Piero; et il était toujours heureux de revoir leur fils, qui lui rappelait ces créatures d'élite, le poétique lac solitaire et les jours les plus sereins de son existence. D'ailleurs, ils ne se rencontraient que rarement. Déjà proche de la soixantaine, seul, absent de la ville neuf mois de l'année, don Giuseppe, qui jadis avait fréquenté chez les Scremin et qui avait même été le confesseur de la marquise, n'y allait presque plus. Quelquefois seulement, en hiver, il rencontrait Piero Maironi au cabinet de lecture ou hors des portes de la ville, sur les chemins solitaires de la colline.

— Mon cher syndic! mon cher syndic! s'écria-t-il, tout épanoui, en posant des mains affectueuses sur les bras du jeune homme qui se tenait debout devant lui et qui souriait dans une attitude respectueuse. Quel miracle! Est-il possible?

— Vous avez toujours été très bon pour moi; vous m'avez très souvent invité à venir. Je m'en suis souvenu aujourd'hui; j'avais pour cela une raison.

— Bien, bien, bien! fit don Giuseppe.

Et il conjectura qu'au Municipi on voulait de lui quelque chose, qu'on avait peut-être songé à lui imposer une fonction publique. Il prit avec son hôte le chemin de la villa, sans rien dire, songeant à la façon dont il se tirerait d'affaire et préparant des argumens pour excuser son refus, vieux et affaibli comme il l'était. Maironi aussi était préoccupé, taciturne. Don Giuseppe fut le premier à sentir la gêne de ce silence, et il demanda des nouvelles des Scremin. Puis il s'arrêta et regarda Piero en souriant, avec une malice innocente.

— Est-ce vrai, demanda-t-il, ce que l'on m'a dit du marquis?

— Quoi donc?

— Qu'il sera bientôt nommé sénateur.

Maironi haussa les épaules.

— C'est possible, répondit-il. Je n'en sais rien. Je ne m'en étonnerais pas. Mais dites : est-ce que je vous dérange? Peut-être désiriez-vous prolonger votre promenade?

Don Giuseppe protesta, de plus en plus persuadé que le syndic était venu avec une intention particulière. A la grille de la basse-cour, ils durent s'arrêter l'un et l'autre pour laisser passer un troupeau de bœufs qui s'en allaient à l'abreuvoir.

— Vos sujets! dit Piero. Ils valent cent fois mieux que tels ou tels des miens, je vous assure.

Et son accent fut si amer que don Giuseppe, stupéfait, s'écria :

— Vous avez donc des ennuis? Vous avez des ennuis au Municipi?

— Non, non, non! s'empressa de répondre le visiteur. Cela n'a aucune importance. Je parlais pour parler.

Il y avait donc une autre chose qui était importante. Don Giuseppe introduisit Piero dans la salle de billard et lui offrit un siège.

— Pardon, fit le jeune homme, qui resta debout. Si vous le permettez, je désirerais un entretien.

Et, comme don Giuseppe, après avoir fait un signe d'assentiment, insistait encore pour le faire asseoir, Piero le regarda un instant sans répondre. Le vieux prêtre comprit.

— Comme vous voudrez, comme vous voudrez! dit-il.

Et il lui indiqua la porte d'un petit cabinet de travail, froid et humide.

— Vous m'excuserez, dit Maironi, à voix basse.

Décidément non, il n'était pas question des affaires du Municipio : cette voix n'était pas la voix ordinaire de Piero.

— Personne n'entre ici ? demanda encore le jeune homme.

Don Giuseppe ferma la porte à clef.

— Voilà.

Le prêtre, en raison de certains bruits, soupçonnait que la fortune des Scremin était un peu ébranlée. S'agissait-il d'une confidence à ce sujet ou au sujet de l'infortunée recluse ? Tandis que le vieillard se livrait à ces conjectures, Piero, assis à côté de lui sur le vieux canapé rouge, demeurait taciturne, la tête basse.

— Don Giuseppe, commença-t-il enfin, je suis venu chez vous comme un fils.

Et il lui tendit la main, sans le regarder, sans tourner vers lui son visage. Don Giuseppe prit cette main et la serra, très ému, avec un silencieux mouvement des lèvres, avec un éclair de bonté sur le visage.

— J'ai pour vous le même respect que tous les autres ont... Oui, oui, laissez-moi vous le dire ! Mais j'ai aussi une affection particulière, vous en savez la cause ; et, à cette heure, j'ai un immense besoin de vous.

Le visage du prêtre humble et candide se colora d'étonnement.

— Vous avez besoin de moi ?

— Oui, j'ai besoin de vous. Je suis venu chez vous comme chez un père, mais chez un père qui est un prêtre.

Don Giuseppe lui reprit la main, la lui serra de nouveau, sans paroles.

— Ne vous étonnez de rien, je vous en prie ! Figurez-vous que je suis le pénitent et que vous êtes le confesseur. Avant toute autre chose, je vous demande ceci : en de certains cas, les lois de l'Église permettraient-elles qu'un homme marié, dont la femme est vivante, mais folle depuis des années sans espoir de guérison, entrât dans une congrégation religieuse ?

— Mais non !

Maironi garda le silence.

— Cet homme peut se retirer du monde, se hâta de dire don Giuseppe ; il peut vivre avec Dieu dans la solitude, s'imposer à lui-même une règle, se sanctifier.

Le front solennel, les yeux graves, l'accent doux et bas du prêtre, exprimaient la déférence pour la grande douleur et pour la grande foi qui apparaissaient jointes dans le désir du jeune homme.

Piero répondit à demi-voix :

— Cela m'est impossible.

Dans le silence qui suivit, un souvenir oublié traversa la mémoire de don Giuseppe, le souvenir d'une parole de donna Luisa Maironi Rigey, la mère de Piero. C'était pendant une ascension que faisaient ensemble au Boglia les Maironi, les Pasotti et lui-même à pied, M. Giacomo Puttini sur l'âne du moulin, en passant par le chemin de Castello. Près de Muzzaglio, don Franco Maironi s'était mis à dire :

— Un bel endroit, n'est-ce pas, pour un monastère !

Et donna Luisa avait murmuré :

— Trop beau pour des gens inutiles !

Il s'en était suivi une grande discussion. Et aujourd'hui, après si longtemps, ainsi va le monde ! le fils de Luisa, qui alors n'était pas encore né, sentait la fascination du cloître.

— Peut-être ne comprendrez-vous pas, reprit Maironi, pourquoi il m'est impossible de me retirer du monde sans un habit monacal, sans un vœu. Cela résulte de l'état de mon âme. Et voyez : c'est justement pour vous parler de mon âme que je suis venu. Je prévoyais bien que, sur l'autre point, vous me répondriez ce que vous m'avez répondu. Mais il est si difficile pour moi de vous parler de mon âme ! Je n'arrive pas à me bien comprendre moi-même. Si je pense de moi une certaine chose, il me vient aussitôt à l'esprit quelque raison qui me fait penser le contraire. Il faut, don Giuseppe, que vous veniez à mon aide. Je souffre, sachez-le ; et vous avez eu de l'amitié, n'est-il pas vrai, pour mon pauvre père et ma pauvre mère...

En prononçant les dernières paroles, Piero avait souri un peu, d'un sourire si triste qu'il perça le cœur de don Giuseppe.

— Oui, beaucoup, beaucoup ! dit le prêtre.

Et il se tut ; car, par une suprême résistance de son humilité native, il hésitait encore à donner un conseil et un encouragement.

— Dites-moi, reprit-il enfin à voix basse, avec une lueur de sainte joie sur le visage, cette idée de faire profession religieuse, je devine bien qu'elle vous est venue de la douleur ; mais quand ? De quelle manière est-elle née en vous ?

— Ah ! don Giuseppe, non, elle ne m'est pas venue de la douleur.

— Non ?

Assailli par la tempête intérieure, le visage de Piero se décomposa. Sa voix obéissait encore au frein, mais elle était tremblante.

— Non, don Giuseppe, non ! Je suis un être indigne ; je ne sens plus aucune douleur pour l'état de ma femme.

Don Giuseppe le regarda, plus effrayé par le désordre de ce visage que par les paroles mêmes. L'autre répéta avec effort, d'une voix étouffée :

— Aucune !

Don Giuseppe ouvrit les bras.

— Mais alors ? fit-il, presque sévère.

Maironi se leva brusquement, s'approcha de la fenêtre, y resta une minute, les épaules tournées vers le prêtre et secouées par des sursauts. Lorsqu'il revint au canapé, son visage s'était recomposé, sa voix était ferme.

— Il faut que je vous explique tout, dit-il. Aurez-vous la patience de m'entendre, don Giuseppe ?

Sur une protestation muette du vieillard, il continua :

— Vous savez comment je suis entré dans la famille des Scremin. Vous savez que j'ai perdu mon père presque aussitôt après ma naissance ; car je suis né en 1859, et mon père est mort en 1860, à Oria, des suites de sa blessure. Vous savez que ma mère mourut aussi à Oria deux années plus tard, et que ma bisaïeule Maironi, ne voulant pas me garder chez elle, me confia aux Scremin, ses parens. Le marquis est fils d'un frère de ma bisaïeule. Bientôt celle-ci mourut à son tour, m'instituant son héritier et désignant le marquis pour être mon tuteur. Je crois que, dès ce jour, les Scremin ont eu des vues sur moi pour leur pauvre Elisa. Je suis devenu homme chez eux ; j'ai fait chez eux mes études sous la direction de don Paolo, sans aucune liberté de me choisir des amis, fréquentant toujours les mêmes gens imprégnés des mêmes idées. Aujourd'hui encore, j'ai de la tendresse pour cet excellent don Paolo ; mais, lorsque j'étais enfant, j'avais de l'adoration. Que de fois alors je songeai à me faire religieux, moi aussi ! La seule odeur de l'encens que don Paolo conservait dans sa robe, lorsqu'il venait me prendre après les offices pour la promenade, m'inspirait une telle révérence ! Et je songeais

à l'état religieux comme à un état presque divin. Durant les offices, au son de l'orgue, mon bonheur était de rêver à la Thébaïde ou au Liban ou, souvent aussi, à un monastère fantastique perdu au milieu de la mer du Nord. En même temps...

Piero s'interrompt.

— Écoutez-moi comme au confessionnal ! dit-il à voix basse. Et il continua.

— Eh bien ! moi qui rêvais monastère et vie religieuse, vous ne sauriez croire à quel point, dès les premières années de mon adolescence, je fus sujet à d'étranges crises de sensualité : d'une sensualité que mon ignorance, qui par bonheur se prolongea beaucoup, rendait aveugle et torturante. Quand s'éveilla en moi le sens moral, outre que, dès auparavant, l'instinct religieux était déjà fort développé dans mon âme, je n'ai pas de mots pour vous dire quelles furent mes terreurs et mes pénitences secrètes. Alors, de très, très bonne heure, et parce que, après m'être approché des sacrements, j'avais ensuite pendant un certain temps des extases religieuses, des ravissements inexprimables, des jours où l'idée de la moindre impureté me faisait horreur, je commençai à me dire sérieusement que, pour me délivrer des obsessions de l'esprit immonde, je devrais entrer dans un ordre religieux. Sur ces entrefaites, on me mena visiter l'abbaye de Praglia, que vous connaissez, sur les monts Euganéens, à six ou sept milles d'ici. Ce fut là, précisément dans les galeries du cloître suspendu, que me vint la pensée de me faire bénédictin. J'avais quinze ans, à cette époque. J'en parlai à don Paolo ; et don Paolo me répondit que j'étais trop jeune pour songer à ces choses. Je compris, d'après certaines paroles vagues de mon confesseur, que cet entretien avait été rapporté à ma famille, qu'on l'y avait pris au sérieux et qu'on en était fort contrarié. En effet, on me fit voyager avec don Paolo ; on me fit conduire quelquefois au théâtre par un ami de la maison. J'avais toujours des combats intérieurs, mais je restais ferme dans mon dessein. J'étudiais le latin et le grec avec beaucoup de plaisir, et j'étais content que mon tuteur ne me fit pas suivre un cours d'études régulier ; car, dès avant de songer à prendre le froc, lorsqu'on m'avait dit que les études régulières pouvaient seulement me mener à devenir avocat, ou fonctionnaire, ou médecin, ou ingénieur, ou professeur, j'en étais resté surpris et chagrin. Je ne me sentais de vocation pour aucune de ces carrières ; j'avais cru que, dans le monde, il y en

aurait une meilleure pour moi; et je me chagrinais de mon erreur, comme aussi de ne pas savoir déchiffrer en moi-même les désirs qui causaient mon inquiétude. L'idée de me faire religieux me parut une révélation, me donna pour quelque temps un profond bien-être; je veux dire, jusqu'aux environs de ma seizième année.

« A seize ans, une certaine sensation que je devenais autre et que toutes les choses m'apparaissaient sous un autre aspect, certains regards de femmes nouveaux pour moi, certaines ouvertures imprévues sur le monde et sur la vie, me bouleversèrent l'âme. Toutefois, dans mes indicibles agitations de ce temps-là, même aux heures où la vie religieuse était pour moi un objet d'aversion, l'idée de la rendre impossible par le mariage m'inspirait une inexplicable terreur... oui, de la terreur! Cependant, je restais attaché à tous les dehors de la religion, à la Conférence de Saint-Vincent de Paul, au Cercle de la jeunesse catholique, par instinct, parce que, là du moins, il y avait quelque chose de fixe. Les années passaient; j'aurais pu commencer à m'occuper de mes affaires, mais je n'y songeais pas. Je comprenais que mon tuteur le souhaitait peu, et il m'était bien facile de lui complaire en cela, puisque je ne suis pas affectionné à la richesse. Le parti clérical me caressait beaucoup, vous le savez. On m'élut vice-président du Cercle; on me confia divers travaux; on me fit traduire de l'allemand et du français divers écrits religieux. On me parlait sans cesse de mon talent, des fonctions publiques auxquelles je serais appelé, du grand rôle qui m'était réservé dans l'œuvre catholique. Ces gens m'enfermaient dans leur coterie, me représentaient comme des êtres corrompus et dangereux tous les jeunes hommes qui n'étaient pas de leur bord; ils m'insinuaient souvent des idées de mariage, avec allusions à ma petite cousine qui était encore au pensionnat. Ce que j'avais à faire pour le Cercle, je le faisais sans amour. Je n'ai fait avec amour qu'une traduction de Ketteler. Je me rendais compte que l'idée d'une législation sociale chrétienne aurait pu me passionner; mais je sentais en même temps qu'entre mes compagnons de parti et moi, il y avait des dissonances profondes, qu'une action commune avec eux, vraiment *ex corde*, me serait impossible. Il me semblait qu'ils avaient de l'eau dans les veines, de l'eau bénite, si vous voulez, mais trop différente de ce sang plein d'un feu caché que je sentais en moi; et je retombais dans

une sorte de léthargie, n'ayant pour me reconforter que le sot espoir d'une puissance inconnue qui mûrirait au dedans de moi-même. Quant au mariage, je commençais à y penser comme un nageur las commence à prévoir l'instant où il se laissera couler au fond.

« J'avais vingt et un ans lorsque les Scremin retirèrent de pension leur fille Elisa, qui en avait dix-sept. Dès lors, j'eus un appartement séparé, un domestique attaché à moi seul. Le marquis me déclara solennellement qu'ainsi l'exigeaient les convenances ; si solennellement qu'il me sembla presque qu'on me jugeait indigne d'aspirer à la main de ma cousine. En apparence, j'étais libre. En fait, la marquise, avec tous les petits artifices dont elle use à bonne intention, me tenait plus asservi qu'auparavant. Elisa me plaisait par un je ne sais quoi d'énigmatique dans sa froideur et dans sa sévérité mêmes ; elle me plaisait surtout, je crois, parce que je m'étais aperçu que je lui plaisais. Néanmoins, comme je m'étais aperçu aussi des manœuvres de son père et de sa mère, j'en étais contrarié et je me tenais sur mes gardes ; car, après tout, je n'étais pas réellement amoureux. Tel était l'état de mon âme lorsqu'un soir, à Venise, moi qui jusqu'à ce jour m'étais conservé matériellement pur...

Il y eut un silence.

— Passez, passez ! murmura le prêtre.

Piero reprit :

— La réaction de honte et de dégoût fut très violente. Alors, le mariage avec une jeune fille aussi pure et sévère que l'était ma cousine m'apparut comme un asile de paix. Lorsque je l'épousai, je me crus très épris d'elle. Pourtant, même à elle, je n'ai jamais voulu raconter mes secrètes intentions d'autrefois. Je me souviens seulement que nous visitâmes ensemble Praglia, que le fait de me trouver avec ma femme dans le cloître suspendu me fit une impression extraordinaire, et que ma femme me demanda à plusieurs reprises si je n'étais pas indisposé... Et maintenant, don Giuseppe, ce qui suit est horriblement pénible à dire. Il me semble qu'il y a de la bassesse à raconter certaines choses, lorsque...

Piero ne put continuer, ne put réprimer un sanglot violent.

— Voici, reprit-il enfin. Après quelques jours, je me trouvai déçu, relativement à certaines particularités, sur le compte de ma femme. Malgré son affection pour moi, elle avait des froi-

deurs invincibles. Vous me pardonnerez : à un père, il faut dire tout. Elle ne me paraissait plus énigmatique : elle me paraissait close, oui, mais vide. Je la conduisis à Valsolda pour y faire une visite à mes morts ; j'aurais voulu qu'elle s'intéressât au pays, à la maison qui m'est si chère. Mais elle se montra de glace. J'en fus amèrement offensé. La maladie terrible commença chez elle par des prostrations, des terreurs, des pressentimens sinistres et de déchirans accès de tendresse pour moi. Quel fut alors mon repentir, je ne saurais vous le dire ! Je me suis méprisé, je me suis abhorré. Je me promis que, si elle guérissait, je l'adorerais comme une créature céleste. Je n'aurais pas voulu la maison de santé pour elle ; j'y consentis toutefois, parce que les médecins ne me laissaient d'espoir qu'à cette seule condition. Ce que j'ai souffert, Dieu le sait ; mais j'avais en lui une foi si complète ! Au bout d'un an, les médecins qui, jusque-là, m'avaient toujours encouragé, commencèrent à exprimer leurs doutes en termes obscurs. L'impression que j'en reçus fut terrible ; mais, peu à peu, elle s'effaça : la malade avait de temps à autre quelques bonnes journées, et cela suffisait pour soutenir mon courage. Ma belle-mère, la pauvre femme, avait tant de confiance ! Au début, elle parlait toujours de sa fille comme si Elisa devait être guérie le lendemain ; plus tard, elle cessa d'en parler, mais je savais qu'elle lui faisait préparer en secret un petit appartement à la campagne. Figurez-vous qu'elle y faisait mettre des poêles, pour que l'appartement fût prêt à recevoir la convalescente en n'importe quelle saison, et qu'elle s'occupait d'y réunir certains vieux meubles qui avaient été chers à Elisa durant son enfance ! Deux autres années se passèrent ainsi, dans une alternative continuelle d'illusions et de désillusions. Finalement, un jour arriva où, quand je pensais à ma femme, il me revenait à l'esprit tel de ses actes, telle de ses paroles qui autrefois m'avaient fait une impression mauvaise. Je m'épouvantai. Était-il possible que ma douleur commençât à faiblir ? Je chassai ces réminiscences comme des tentations diaboliques ; mais elles revenaient. Je réagis autant que je pus ; je priai et je fis prier plus qu'auparavant ; j'exagérai les démonstrations. Que vous dirai-je ? Ce fut ainsi que, par exemple, je disposai la chambre à coucher et le cabinet de toilette de ma femme comme si elle était encore à la maison, avec tous les bibelots, avec les parfums, même avec le peignoir sur la chaise longue. Pendant quelque temps, cela me rendit service, raviva

ma mémoire ; mais ensuite ! Je voyais la tendresse dans les yeux de mes beaux-parens ; je voyais la pitié dans les yeux de mes amis ; et cela était une chose terrible, car je n'aimais plus, je me sentais hypocrite et je me faisais horreur. Ce n'est pas tout : auparavant, je n'aurais jamais regardé deux fois une femme au visage parce qu'elle était belle ; mais ensuite...

Le jeune homme cacha ses yeux avec ses mains, en répétant qu'il voulait dire tout, tout ! Puis, découvrant son visage, il continua encore :

— Un jour, justement comme je revenais du lieu où est ma femme, je rencontraï dans le train une dame jeune et belle qui sûrement me connaissait ; car je m'avisai tout de suite qu'elle me regardait avec une curiosité intéressée. C'est la première personne qui ait soupçonné la vérité sur mes sentimens ; car, après que je l'eus regardée aussi deux ou trois fois, je crus lire sur son visage une surprise, une sorte de sourire intérieur, comprenez-vous ? Longtemps je ne pus ôter ces yeux-là de ma mémoire. Ma ferveur dans les pratiques religieuses ne fit que s'accroître ; je priai Dieu de me venir en aide, et il me sembla en effet que j'avais oublié.

Maironi raconta ce dernier épisode en haletant, d'une voix brisée par l'effort qu'il faisait pour arracher de son âme ces choses enfouies au plus profond de son être. Don Giuseppe écoutait, triste, sans regarder le narrateur, avec la mine résignée d'un homme qui ne s'étonne plus et qui s'apprête à entendre l'habituelle, l'éternelle, la monotone histoire. Piero poursuivit :

— Ma ferveur ascétique dura peu. Et ici, je dois vous dire encore que ce fut, non pas sous le coup de mon infortune, mais plus tard, lorsque mon chagrin diminuait, justement à l'époque où je m'adonnais avec un zèle croissant aux pratiques religieuses, que commencèrent à me venir des pensées étranges très nouvelles pour mon esprit, des doutes relatifs à la foi, des doutes foudroyans qui m'ébranlaient et que je chassais, mais dont je restais éperdu. Un soir, la camériste de ma belle-mère, une fille jeune et gracieuse, vint chez moi sous un prétexte. Je me dominaï ; mon visage, mes paroles furent de glace, et elle partit ; mais y eut ensuite un moment où je me demandai pourquoi Dieu, s'il voulait réellement infliger un tel supplice à ses créatures, ne leur venait pas davantage en aide ; pourquoi il me faisait rencontrer cette dame dans le train et cette fille sous le

ux
es
je
t :
au

ant
il

ma
qui
elle
ère
ar,
lire
ur,
ma
que
bla

roix
ces
ppe
née
dre
vit :
dire
mais
que
ses,
nou-
utes
t je
fille
me
rtit ;
quoi
créa-
me
ns le

toit de ma belle-mère. Il me venait des élans de révolte ; une question persistante et irritante me martelait le cerveau : « Et si Dieu n'existait pas ? si Dieu n'existait pas ? Si toute ma foi n'était qu'un tissu d'illusion ? Si j'étais un esclave des préjugés d'autrui, des idées qu'on m'avait mises de force dans la tête à un âge où je ne pouvais penser encore ? Si, en matière de religion, je ne faisais que singer misérablement ceux que j'avais toujours vus autour de moi ? » Oh ! don Giuseppe, don Giuseppe, soyez mon sauveur !

Le jeune homme éclata en sanglots et jeta les bras au cou du vieux prêtre. Don Giuseppe lui rendit cette étreinte et murmura doucement :

— Oui, oui, mon ami, vous serez sauvé, non par moi, mais par le Seigneur. Ayez confiance, ayez confiance !

Le domestique frappa à la porte et annonça que le café était prêt. Don Giuseppe crut bon de lui ouvrir. Maironi reprit possession de lui-même ; et, lorsque le domestique s'en fut allé, il continua son récit.

— Ce fut précisément cette nuit-là que je résolus d'accepter la charge de syndic. J'y répugnais beaucoup, d'abord. Chaque fois que, depuis mon malheur, j'avais songé à occuper d'une façon régulière le vide de ma vie, toujours j'avais été arrêté par une appréhension instinctive ; toujours il me venait à l'esprit que j'étais destiné par Dieu à quelque chose qu'il ne me révélait pas encore ; toujours il me semblait que je ferais mal si je m'engageais dans une autre route. Cette nuit-là, je réfléchis qu'il me serait bon de m'astreindre à tant d'études nouvelles, à tant de soucis nouveaux, de travailler beaucoup, de m'occuper des autres plus que de moi-même. Donc, je me décidai. Mais voyez ! Presque aussitôt après, il m'arrive un billet de cette dame rencontrée en chemin de fer : elle me demande certains renseignemens et me fait entendre, non pas en termes exprès, mais à mots couverts, que ma visite lui serait agréable. J'eus comme un torrent d'amertume pour cette tentation que Dieu m'envoyait à la minute même où je venais d'accomplir un lourd sacrifice dans l'intention de me conserver fidèle à sa loi. Je pris la plume et j'expédiai sur-le-champ à cette dame les renseignemens qu'elle me demandait : je supprimais ainsi tout motif de visite. Après quoi, je me consacrai entièrement à la préparation qui m'était nécessaire avant d'assumer la charge de syndic... Ah ! mon Dieu ! Une année s'est

écoulée, et je me sens encore l'âme tellement malade ! S'il me reste une voie de salut, don Giuseppe, il ne m'en reste qu'une : c'est de quitter le monde !

Le jeune homme se tut ; puis, il saisit le bras du prêtre, le lui serra dans un transport d'angoisse.

— Ah ! don Giuseppe, don Giuseppe, réfléchissez, dites-moi si cela est absolument impossible ! Un ermitage libre n'est pas ce qu'il me faut : j'ai besoin contre moi-même d'une prison, de quatre murailles sépulcrales, dures, froides, muettes. Et à cette heure, je suis prêt encore, je partirais avec joie ; mais demain, je ne sais plus ! Je vous en conjure au nom de mon pauvre père et de ma pauvre mère, dont vous avez gardé un si affectueux souvenir ! Je vous en conjure !

Et il fit un mouvement pour se jeter à genoux. Mais don Giuseppe le saisit dans ses bras ouverts et le retint. Le grand front majestueux du prêtre rayonnait de tendresse et de douleur ; ses yeux étaient voilés, sa parole mourait dans un tremblement incertain du visage inférieur.

— Non, dit-il avec effort, après une longue pause. La cellule, non. Maintenant, la cellule ne vous vaudrait rien.

— Pourquoi ? pourquoi ?

Le prêtre considéra Piero une seconde ; puis il murmura d'une voix triste :

— Parce que toutes vos tentations y entreraient avec vous, parce que le monde est encore trop enraciné dans votre cœur et que, croyant le fuir, vous l'emporteriez dans le cloître.

— Mais peut-être Dieu m'aiderait-il plus efficacement !

Don Giuseppe soupira comme un homme qui regrette de n'être pas cru.

— Nous en reparlerons, dit-il. Mais, en attendant, expliquez-moi pourquoi vous vous sentez l'âme tellement malade, à cette heure.

— Voici. Avant tout, c'est parce que ma foi est de plus en plus chancelante. Il y a quelques instans, je vous ai parlé de mes doutes. Eh bien, je vous le déclare de prime abord, mes doutes viennent surtout du sentiment, de l'instinct ; et, dans le fond, je m'en rends bien compte, ils résultent d'un ensemble d'impressions plutôt que d'un raisonnement. C'est à partir du jour où je fus tenté sensuellement et où je le fus aussi d'accuser Dieu qui m'imposait une loi terrible, une loi contraire à la nature de mon

corps, mais qui ne m'aidait pas à m'y soumettre, c'est à partir de ce jour-là (et peut-être la coïncidence me condamne-t-elle, mais en somme je dis la vérité) que je commençai à éprouver du dégoût pour cette espèce de religion que je voyais autour de moi : du dégoût pour les scrupules de mon beau-père, qui parle toujours d'humilité chrétienne, qui plie le genou devant l'évêque, et qui monterait à quatre pattes les escaliers de tous les ministères pour être nommé sénateur ; du dégoût, parfois aussi, pour les pratiques dévotes de ma belle-mère qui, avec toute sa sainteté et toute sa bonté, suggère à son mari, dans les affaires d'intérêt, des mesquineries de l'autre monde ; du dégoût pour certaines personnes pieuses qui viennent s'ennuyer tous les soirs chez les Scremin afin d'y manger comme des goinfres un soir par semaine ; du dégoût pour tant d'autres personnes que leur piété n'empêche pas d'être avares ou médisantes, pleines d'envie à l'égard de tout et de tous, féroces contre les pauvres créatures qui ont cédé à une passion illégitime ; du dégoût pour certains formalismes pharisaïques, pour certaines idolâtries superstitieuses, pour le paganisme de certains encens prodigués à des hommes. Je les chassais alors, ces dégoûts, comme des tentations contraires à la charité et à l'humilité. Ah ! don Giuseppe, combien ils ont grandi, depuis un an que, à raison de ma charge municipale, je vis au milieu de la fraction active et politiquante d'un parti qui déjà se défie de moi parce qu'il devine quelque chose de mes sentimens intérieurs ! Je ne vous dirai pas toutes les vilénies, toutes les petites bassesses, toutes les petites intrigues, toutes les petites ambitions, toutes les petites rancunes qui fermentent dans mon entourage. Et n'allez pas vous imaginer que j'admire les autres, ceux que je trouve le plus souvent comme adversaires au Conseil : des gens toujours prêts à faire les fanfarons avec les personnes qui ne donnent pas de soufflets et qui ne veulent pas se battre, des gens prodigues de phrases sentimentales et avares de leurs sous, des gens qui ont peur de l'eau bénite quand ils vivent et du diable quand ils meurent, toujours à cheval sur Rome et la monarchie libérale, dont je jurerais bien que trois au moins sur quatre ne se soucient aucunement ! Non, je ne les admire pas ; mais ils ne marchent pas au nom de Dieu ; et je n'ai cure de leur conduite. Au contraire, voici ma pensée affreuse : comment est-il possible que ceux-là soient ladres, que ceux-là soient mesquins, que ceux-là

soient méchants, que ceux-là soient stupides, qui possèdent, qui sont les seuls à posséder la vérité, le secret de l'Être absolu, le secret de l'âme humaine, le secret de notre destinée future? Pendant quelque temps, je me suis réfugié dans les raisons de croire que me fournissait mon propre cerveau, mon propre cœur; mais à présent, je ne me sens plus en sûreté, même là. Répondez-moi. Puis-je affirmer qu'à l'origine ma foi me vienne de mon raisonnement propre, de mon sentiment propre? Puis-je affirmer qu'elle ne soit pas une semence étrangère semée et cultivée en moi par mes éducateurs? Puis-je affirmer (pardonnez-moi, don Giuseppe!) qu'ils ne m'aient pas déformé le cerveau et le cœur pour en faire les récipiens de cette culture artificielle, de sorte qu'en fin de compte, ce serait leur foi et non la mienne qui vivrait en moi? Car je n'ai jamais eu la liberté de croire ou de ne pas croire, et c'est maintenant seulement que je commence à l'acquérir. Que dis-je, leur foi? Peut-être la foi qu'à eux-mêmes, quand leur intelligence était tendre, on inculqua de force, en la déformant! Vous comprenez quel doute épouvantable! C'est pour cela aussi que je voudrais m'ensevelir dans un couvent de Trappistes, parmi des hommes religieux qui n'auraient rien gardé pour eux-mêmes, qui auraient tout donné à Dieu, et qui par conséquent m'obligeraient à l'admiration, parmi des hommes qui peuvent bien, eux aussi, tenir leur foi de leurs éducateurs, mais qui néanmoins l'ont grandement accrue en eux-mêmes par leur force propre. Et vous dites que cela n'est pas possible, don Giuseppe, que cela n'est pas possible?

— Mais non! fit don Giuseppe avec brusquerie.

Son visage était froid et grave; c'était le visage d'un médecin qui ne s'est guère ému à entendre les lamentations de son malade, mais qui ensuite, lorsqu'il lui ausculte le cœur, distingue au plus profond de la poitrine le pas boiteux de la Mort. Il crut que Maironi avait terminé ses confidences; et, comme s'il cherchait son exorde, avec un mouvement inquiet qui rendait expressifs tous les muscles de son visage et de ses mains rapprochées devant sa poitrine, il commença :

— Par conséquent...

Maironi murmura anxieusement, à la hâte :

— Je n'ai pas fini, don Giuseppe, je n'ai pas fini!

— Ah! bien, bien! Parlez.

L'autre ne parla pas tout de suite. Peut-être le moment des

aveux les plus difficiles était-il arrivé. Les mots lui faisaient un nœud à la gorge, ne voulaient pas sortir.

— Si vous croyez bon de parler, fit don Giuseppe avec douceur, ayez du courage.

— Oui, cher don Giuseppe, j'aurai du courage. Vous vous rappelez que je vous ai parlé d'une dame... rencontrée un jour en chemin de fer... et qui m'écrivit un billet... auquel je fis une réponse écrite... pour me soustraire à la tentation d'aller chez elle... Eh bien...

— Ah ! fit don Giuseppe à voix basse, involontairement.

— Attendez ! s'écria le jeune homme. Peut-être supposez-vous des choses pires que celles qui me restent à vous confesser. D'ailleurs, je ne sais pourquoi je ferais des mystères avec vous, dans un moment comme celui-ci. La dame en question est M^{me} Des-salle, de la villa Diedo. Vous avez sans doute entendu parler d'elle ? Et l'on en disait du mal ? beaucoup de mal ?

— Le fait est qu'on en disait peu de bien, répondit don Giuseppe avec embarras, en mâchonnant les paroles. Oui, peu de bien. Mais il m'a semblé qu'en fin de compte, on n'articulait rien de précis contre elle ; qu'il s'agissait de bruits vagues, de propos en l'air, de suppositions.,.

Et ici, parce que le vieux prêtre se complaisait à entrevoir la fausseté possible de la médisance, ses beaux yeux eurent une lueur de joie. Maironi, à la vue de cette lueur bénigne, à la pensée que le vicillard était favorablement disposé envers la personne dont il lui parlait comme d'un péril, prit de nouveau et serra la main du prêtre ; et il l'interrogea du regard inconsciemment, comme s'il espérait une parole indulgente pour sa passion. Don Giuseppe ne comprit pas ce regard.

— Quoi donc ? fit-il.

Déjà la lueur bénigne s'était éteinte dans ses yeux. Maironi poursuivit avec tristesse :

— Rien. Que vous disais-je ? Ah ! oui, je crois qu'on l'a calomniée et que, si d'abord on a raconté des histoires odieuses, aujourd'hui on n'en raconte plus. Je la crois pure. Vous n'ignorez pas qu'elle est séparée de son mari. Elle a demandé la séparation parce que son mari s'enivrait et la battait. Pure par fierté, vous savez, par orgueil, peut-être aussi par dégoût, par force morale ; mais par sentiment religieux, non. Ah ! mon Dieu ! comment vais-je m'y prendre maintenant pour vous expliquer ce qui s'est

passé entre elle et moi? Car il n'y a pas eu de faits, et tout ce que j'ai à vous raconter, ce sont des mouvemens d'âme que j'éprouve en moi, que je devine en elle, et qui signifient tout. Oui, je vois dans son âme, à elle aussi, parce qu'elle est très passionnée et se trahit sans cesse, même lorsqu'elle se défend contre son cœur, lorsqu'elle lutte contre son inclination et me traite d'une manière agressive. J'ai compris que, pour elle comme pour moi, la première impression remonte à notre rencontre en voyage. La première fois que j'allai chez elle, j'y fus conduit par le secrétaire général de la préfecture, Bassanelli, ami des Dessalle, compagnon d'armes de mon père et resté boiteux d'une blessure reçue à Palestro. Bassanelli voulait me faire voir le petit chemin communal qui mène à la villa Diedo et que le Municipi devrait bien remettre en état. Nous trouvâmes sur ce chemin M. Dessalle, et il fallut entrer chez lui. Je revins seul. Vous connaissez la villa Diedo, naturellement? Vous l'avez visitée, au moins pour les Tiepolo. Lorsque je m'en allai par la terrasse occidentale, au milieu de toutes ces roses qui ondoyaient sur les balustrades, lorsque je descendis les degrés en face d'un splendide coucher de soleil, j'avais sur moi comme l'ivresse d'un rêve étrange; et j'avais en même temps une douleur muette, plantée au centre de mon âme. Je m'étais rendu compte que cette dame voulait se faire aimer de moi; je me sentais attiré vers elle, non par mes sens qui se taisaient, non par mon intelligence qui avait peur, mais par une sorte de fascination magnétique. Or, et c'est cela que je n'ai pas compris, que je ne comprendrai jamais sans votre aide, l'idée d'un lien spirituel, même uniquement spirituel, avec cette dame m'effrayait beaucoup plus que l'idée d'un vrai et réel péché avec la première malheureuse qui passe. Je retournai plusieurs fois à la villa Diedo; et, pendant quelque temps, ce fut comme malgré moi et par l'irrésistible attraction du magnétisme. Je m'y comportais comme à la façon de quelqu'un qui serait amoureux, et je croyais ne pas l'être. Je ne pouvais m'empêcher de la regarder souvent; je ne pouvais m'empêcher de lui parler, lorsque nous étions seuls, comme un homme qui l'aurait aimée et qui aurait fait effort pour contenir son amour. Cependant (c'est encore une chose que je dois vous dire) mes autres tentations m'accordaient une trêve. Peut-être est-ce le motif pour lequel mon confesseur me cita un passage de l'*Imitation* conçu à peu près en ces termes : « Parmi les affections qui semblent ne

pas être bonnes, il en est qu'on doit ne pas fuir tout de suite; » et il ne m'ordonna pas de rompre. Ce confesseur est un saint homme; mais, péchés à part, il y a des choses qu'il ne peut comprendre. Les lui dire serait pis qu'inutile. Or, dans ces derniers temps, ou, pour parler plus exactement, dans ces derniers jours, un changement s'est produit. Je sens, je vois, je suis sûr que chez l'autre personne, s'il y avait d'abord un caprice, il y a maintenant de la passion, une passion qui ne se dissimule presque plus. Hier même, elle m'en a fait l'aveu à peu près ouvertement. Et, depuis trois jours, je crains que la passion véritable ne soit aussi en train de s'insinuer dans mon âme : par instans, mon sens moral même s'obscurcit. Par instans, il me semble qu'en présence de l'amour, toute prohibition morale cesse de droit, demeure abolie, et que tous les droits appartiennent à l'amour. Ces pensées, je ne les accepte pas encore, elles me font encore horreur; je les chasse, je me dis que, si j'étais capable d'y consentir en imagination, je ne serais pourtant pas capable d'y consentir en acte; et, de temps à autre, il se fait en moi une réaction forte de toutes les résistances bonnes, une réaction de foi, d'éclans mystiques et même de tendresse pour ma pauvre femme, pour la mémoire de mon père et de ma mère. Au dedans de moi, le bien et le mal alternent avec une violence que je ne puis plus supporter. Permettez que je vous le dise : je n'ai un peu de tranquillité, un peu de répit, que lorsque je suis avec cette dame. Sa présence m'apaise au lieu de m'exciter. Ensuite c'est pire, j'en conviens. Je ne sais même plus comment j'arrive à m'acquitter des devoirs de ma charge. Déjà les gens doivent s'apercevoir de quelque chose : le contraire est impossible. La nuit dernière, je ne parvenais pas à dormir; j'eus une heure bonne; je priai et pleurai beaucoup; et alors se présenta à mon esprit cette idée de sortir du monde; il me sembla que le Seigneur me suggérerait de venir à lui, et...

De violens sanglots sans larmes coupèrent son discours. Don Giuseppe lui posa une main sur la tête, doucement.

— Non, dit-il; non, mon ami. Pourquoi ce désespoir? De la douleur, oui; de la terreur, non. Vous êtes au milieu des flots et de la tempête; mais le Christ est dans la barque, vous savez : le Christ qui dort.

— Oh! parlez-moi, parlez-moi! murmura Maironi.

Et il s'agenouilla aux pieds du prêtre qui ne s'y opposa plus.

— Avant toutes choses, mon ami, n'ayez pas si peur de vos tentations. Ne vous croyez pas tenté beaucoup plus que tant d'autres, qui cependant vous paraissent à l'abri du mal, tout entiers à Dieu. D'ailleurs vos tentations contre la foi, pour peu que vous y résistiez, me semblent peu redoutables. S'il n'y avait pas eu les tentations des sens, tellement fortes et, en raison de la faiblesse humaine, tellement faciles à prévoir, il est probable que les autres ne seraient pas même venues. Pour quel motif avez-vous eu des tentations contre la foi? Parce qu'il vous a semblé que Dieu ne vous aidait pas à supporter les rigueurs de sa loi sévère; parce que vous avez craint que votre foi ne vous eût été imposée; parce que vous avez vu autour de vous nombre de catholiques à l'esprit étroit et qui vous paraissaient ne pas se conformer à l'idéal évangélique. Voyez un peu combien petites sont ces difficultés-là!

« Dieu ne vous aide pas? Comment pouvez-vous dire qu'il ne vous aide pas? Il a permis que vous fussiez tenté; mais ensuite, lorsque vous combattiez, comme vous me l'avez dit, lorsque vous triomphiez, comme vous m'avez dit, qui donc vous inspirait la force bonne? Ne savez-vous pas que *nemo potest esse continens nisi Deus det*? Dieu opère secrètement; nous ne pouvons apercevoir ce qu'il fait en nous et hors de nous; mais ce qui est certain, c'est que nous ne réussissons pas même à vaincre la chair sans son aide. S'il a permis une fois votre chute, il vous a relevé aussitôt.

« La foi imposée? Cela est vrai peut-être jusqu'à un certain point; mais cela vous semble-t-il une raison suffisante pour rejeter la foi? Rejetteriez-vous les notions scientifiques qui vous ont été imprimées dans l'esprit lorsque vous étiez enfant, parce qu'elles ne vous ont pas été démontrées? N'est-ce pas au contraire un motif de plus pour examiner, pour méditer les fondemens rationnels de notre foi, qui sont admirables; pour accomplir un des devoirs du chrétien intelligent et cultivé, devoir trop peu compris, trop peu mis en pratique, celui d'élever votre concept de la vérité catholique au-dessus du concept populaire et enfantin, de vous en former un qui soit proportionné aux facultés que Dieu vous a départies en vue de cette fin suprême : le connaître et le glorifier!

« Et, quant au dégoût qui vous vient des personnes... Levez-vous, asseyez-vous là... En vérité, c'est un argument misérable. Admettons que ces gens soient tels que vous le dites; je ne veux

pas les juger. Peut-être leurs intentions valent-elles mieux que leurs œuvres. Ce que je veux affirmer seulement, c'est que, si votre belle-mère a ses petites faiblesses, chose que j'ignore, elle n'en est pas moins une grande âme chrétienne. Mais laissons cela. Vos beaux-parens, leurs amis, les collègues que vous avez au Conseil, ajoutez encore une centaine d'autres personnes pratiquantes, constituent-ils donc pour vous l'Église catholique de tous les lieux et de tous les temps? L'Église catholique n'a-t-elle pas produit une foule de saints et de grands hommes qui ont eu un sublime concept de la vérité religieuse et de la meilleure façon de la pratiquer? Et n'avez-vous jamais trouvé de grandeur morale chez des personnes humbles qui ne savent rien des partis et qui professent avec ardeur la religion catholique? Cela me paraît impossible. Vous ne vous en apercevez pas, mais c'est la passion qui vous empêche de voir juste. Songez-y : je pourrais encore admettre des apôtres qui se lèveraient pour prêcher un relèvement de l'esprit chrétien dans l'Église; mais en sortir parce qu'aujourd'hui, dans ce qu'elle a d'humain, elle ne répond pas à l'idéal que nous en avons? A ce compte, si nous sommes des patriotes, nous devrions aller en exil! N'est-il pas vrai?»

Tout en parlant, le vieux prêtre regardait Piero avec des yeux largement ouverts, pleins de son âme chaude, pleins d'un pressant rappel à la raison. Et il attendit une réponse, la bouche à demi close, encore penché de toute sa personne vers le jeune homme, l'interrogeant encore par le jeu de son regard et de sa physionomie.

— Pardonnez-moi, répondit Piero tristement. Peut-être y a-t-il une autre raison de mes doutes, une raison plus obscure, et que je ne connais pas.

Don Giuseppe poussa un soupir. Puis, après un court silence :

— Écoutez, dit-il. Tandis que vous m'entreteniez de la personne qui vous attire, je pensais à une chose. Si l'expérience de la vie publique vous a mal réussi, pourquoi ne pas y mettre un terme? Si vous êtes mécontent de vos collègues, pourquoi rester au Municipale? Et, dans le cas où vous quitteriez brusquement le Municipale, voudriez-vous demeurer dans la ville, subir l'ennui des sollicitations, des interrogations, des bavardages sans fin qui se feraient sur votre compte? Pourquoi n'iriez-vous pas vous installer un an ou deux dans la maison de votre père et de votre

mère? Il me semble que ce séjour aurait de grands avantages pour vous. Et puis, c'est un pays qui parle à l'âme, empreint de recueillement, de douceur chaste...

— Et alors... fit Maironi, tout bas.

Les mots suivans moururent dans sa gorge. A quoi bon les dire? Don Giuseppe lui-même ne les avait pas prononcés; mais tout son discours sur le Municipio, sur la ville, sur la Valsolda signifiait clairement : « Il faut rompre. »

Voyant qu'il hésitait, don Giuseppe reprit :

— Vous étiez pourtant disposé à entrer dans un cloître.

Maironi se tourna lentement vers lui avec les bras ouverts, l'embrassa et murmura, en appuyant son visage sur l'épaule du prêtre :

— Sortir du monde serait plus facile.

Alors le vieillard lui passa un bras autour du cou et lui parla presque dans les cheveux, gravement. Ses pieuses paroles avaient une sonorité voilée, si profonde, si douce!

— Mon ami, il faut rester dans le monde et il faut en sortir. Il faut que votre cellule soit dans votre cœur, tout au dedans de votre cœur. Oui, mon ami, pleurez de chagrin, mais pleurez aussi de tendresse. Il y a Quelqu'un qui vous la prépare en ce moment, votre cellule, et qui s'appête à vous y recevoir, et qui vous fait signe de venir à lui, d'abandonner votre tête sur son sein, parce qu'il a grand'pitié de vous, parce qu'il veut vous accorder la plénitude du pardon! Entrez, entrez, ne résistez pas. Vous dites que vous vous sentez l'âme très malade? Oui, parce que vos yeux regardent les choses de ce monde auquel vous êtes attaché, et que là aussi est Jésus, mais Jésus sévère, Jésus triste; et rien n'endolorit le cœur comme le regard sévère et triste de Jésus. C'est un don précieux, vous savez, cette amertume de votre cœur! Comment vous serait-il possible de vivre dans un pareil supplice et de ne pas vous tourner de Jésus irrité vers Jésus aimant? Oui, c'est un don précieux; et, plus vos tentations dépassent en violence les communes, plus j'y vois un signe des choses grandes auxquelles vous êtes appelé par le Seigneur. Je vous le déclare d'après la parole d'un archange, une des paroles les plus profondes qui nous soient venues du monde angélique. Vous dites que vos tentations sensuelles ont diminué et que vous ne comprenez pas pourquoi le péril de vous lier par l'âme à cette personne vous effraie plus que le péril d'une chute seulement phy-

si que. Votre terreur est fondée; car la bassesse même du péché qui n'est que sensuel a d'abord quelque chose qui retient, et ensuite elle engendre cette impétuosité de remords et d'indignation qui relève promptement après la chute; au contraire, le lien dont on croit qu'il n'enchaîne que l'âme, conduit peu à peu, lorsque l'occasion s'en présente, à certaines familiarités de plus en plus sensuelles et qui amènent une surexcitation de l'organisme s'ajoutant bientôt à la surexcitation de l'esprit. Alors, dans cet accord naturel du physique et du moral, le péché semble moins vif, moins déformateur de la nature humaine; il n'engendre ni haine, ni aversion contre l'autre personne, ainsi qu'il le fait dans le premier cas, mais au contraire il engendre une plus étroite union dans le mal, union orgueilleuse et aveugle, contente d'elle-même jusqu'au jour où, pour son châtiment, l'âme et le corps se refroidissent. Remerciez Dieu qui vous avertit du péril que vous ne voyez pas, au moyen d'une horreur que vous ne comprenez pas. Donc, pas de délai; cessez de voir cette dame, et, sans nulle crainte au sujet de vos doutes relatifs à la foi, enfermez-vous dans les bras de Jésus. D'ailleurs, pour ce qui est de rester ou de partir, je ne veux plus vous donner de conseils. Je vous vois déjà dans ces bras divins, sur cette poitrine; et je sens que la seule parole que j'aie à vous dire, puisque ici je suis un ami et rien qu'un ami, c'est : interrogez-le, écoutez-le ! Alors, quand vous direz vos désirs à Jésus, rappelez-vous aussi, après tout le reste, ce vieux prêtre encore si entravé dans son esprit par un corps misérable qui se ruine toujours et ne se détruit jamais. Vous avez entendu, mon ami ?

Maironi ne répondait pas; il baisait en pleurant la robe du saint homme. Et le saint homme inclina son visage et, de ses lèvres, il lui effleura légèrement la chevelure, tandis que ses yeux adorans continuaient à regarder vers le ciel, vers l'invisible.

Il ne pleuvait plus. Les douces clartés du soleil mal caché parmi les nuages jaunâtres ravivaient le jardin somnolent, luisaient sur les degrés humides où don Giuseppe, debout, montrait à Maironi, avec un triste sourire, le décor des campagnes brumeuses qui fuyaient d'un côté jusqu'aux grands cônes bleuâtres des monts Euganéens et de l'autre jusqu'à l'étroite muraille ensoleillée des monts Berici, et aussi ce jardin qu'il avait conçu, dessiné, jeté sur la plaine rustique et sur la colline sauvage, embelli peu à peu, d'année en année, rêvé avec délices dans sa

floraison future, non pour lui-même, mais pour des âmes chères qui, contrairement aux prévisions humaines, s'en étaient allées de ce monde avant lui-même.

— Voyez, dit-il en indiquant d'un geste les monts Euganéens. Praglia est là-bas.

Pour venir chez don Giuseppe, Maironi avait dit aux Scremin qu'il s'accordait au jour de repos et qu'il désirait revoir l'abbaye bénédictine de Praglia. Maintenant, il n'avait plus guère envie d'y aller. Don Giuseppe l'en pressa, lui donna du courage. « Il était si magnifiquement triste, cet ancien monastère ! Il était si propice, dans sa majesté ceinte de solitude, aux méditations dont Maironi avait si grand besoin ! » Tout le visage du vieillard s'animait, à parler des cloîtres élégans et sévères, de la crucifixion de Bartolomeo Montagna qui était dans le réfectoire, et aussi de l'ignoble abandon où le gouvernement laissait ce monument insigne, des outrages plus graves que l'on craignait alors et qui furent commis plus tard ; lâche assassinat d'une glorieuse vieillesse, crime consommé dans le silence, à la faveur de la solitude. Maironi, distrait, l'écoutait mal. Il pensait à une autre solitude, à la solitude lointaine de la Valsolda. Tout justement, la veille, on lui avait écrit de là-bas que le mandarinier du jardinet suspendu avait été fort maltraité par la rigueur de l'hiver, que la vieille passiflore de la terrasse était morte, qu'il fallait des réparations au toit du salon et aux estacades sur le bord du lac, et que l'on espérait la prochaine visite du maître. Tandis que don Giuseppe lui parlait du douloureux abandon où se trouvait Praglia, il avait dans l'esprit la maison déserte où étaient morts son père et sa mère, et où il ne faisait lui-même chaque année que deux apparitions : l'une le jour des Morts, et l'autre en mai, pour garnir de fleurs le petit jardin. Le prêtre, s'apercevant que son hôte ne l'écoutait pas, se tut. Puis, comme s'il cherchait la pensée de Maironi parmi des sujets qui le touchassent de plus près, il parla d'une visite que lui avait faite la marquise, l'année précédente.

— Elle désirait une messe pour votre femme, ici, dans ma chapelle où votre femme est venue au temps de son enfance et où elle s'est tant amusée à tirer les soufflets de l'orgue. Elle me demanda aussi certaines oranges de mon orangerie, très acides, il est vrai, mais que votre femme avait goûtées cette fois-là et dont elle avait ensuite reparlé souvent. Et la pauvre mère voulut que je joignisse aux oranges un mot de moi.

Ici, don Giuseppe eut un sourire de compassion triste, comme pour dire ! « Figurez-vous l'efficacité que peut avoir un mot de moi ! »

— Je vais lui envoyer ce mot avec les oranges, reprit-il. Elle m'a vraiment inspiré du respect, cette pauvre marquise. Vous savez que, d'habitude, elle est peu expansive, exprime peu ses propres sentimens, ne dit jamais rien qui marque. Eh bien, ici, juste à l'endroit où nous sommes, voici, je m'en souviens, la parole qu'elle m'a dite sans larmes, vous savez, sans grande émotion apparente : « Don Giuseppe, dites au Seigneur que je n'en puis plus. »

Par le fait, quand on songeait au masque de tranquillité que la vieille dame portait toujours sur le visage en présence des siens et du monde, cette parole était tragique. Maironi, bien qu'il eût plus d'une fois entrevu les profondeurs secrètes de cette âme, en fut frappé comme d'un reproche, sentit l'infériorité morale de sa propre nature oublieuse et concupiscente. Il eut en même temps l'esprit traversé par le soupçon que sa volonté était impuissante contre cette disposition fatale qui dominait son être ; et de son cœur en révolte jaillit un amer « Pourquoi ? » Mais il revint tout de suite à l'humilité, par révérence pour le haut esprit qu'il avait à son côté.

— Don Giuseppe, dit-il, quand le domestique l'eut averti que la voiture était prête, croyez-vous réellement que le Seigneur veuille me venir en aide ?

— Mais oui, pourvu que vous n'en doutiez pas.

Un panier d'oranges était posé sur le siège de la voiture. Maironi se tourna vers don Giuseppe.

— Ce sont les oranges que vous savez, dit le vieillard humblement, comme en manière d'excuse.

Le jeune homme lui serra très fort les deux mains et ne put prononcer une seule parole. A peine put-il, quand la voiture partit, ôter son chapeau et répondre ainsi à l'adieu du prêtre qui, non moins ému, le saluait de la main, sans rien dire.

ANTONIO FOGAZZARO.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LA MORT DE MORNY

ET SES SUITES

I

Chaque année, dans l'intervalle des sessions, l'Empereur opérait quelque modification à son mécanisme gouvernemental. Celle de cette année consista à prendre à la Banque M. Vuitry, et à le nommer ministre président du Conseil d'État (28 septembre 1864). L'éducation de Vuitry avait été d'abord scientifique : il entra un des premiers à l'École polytechnique, il fit en même temps son droit et acquit le titre de docteur ; toutefois, le penchant scientifique prévalut, et il eut toujours le goût des mathématiques pures. Il avait traversé l'administration aux Cultes et aux Finances : c'est au Conseil d'État qu'il déploya toute sa valeur et acquit aussitôt, pour ne plus la perdre, une autorité prépondérante. La Banque avait été pour lui un exil d'où l'on eut raison de le retirer. Il possédait certains dons à un degré tout à fait supérieur. Son esprit, d'une acuité et d'une sûreté de vision pénétrantes, et sa conscience, d'une rigide inflexibilité de droiture, imprimaient une sérénité presque impeccable à ses appréciations sur les événements, même quand il s'y trouvait mêlé. Il s'appliquait à ce qu'aucune considération intéressée ne vint le troubler : ayant à se prononcer sur l'opportunité d'une conversion

de rentes, il donna l'ordre de vendre toutes celles qu'il possédait. Il entra dans une question comme un rayon de lumière dans un paysage, l'illuminant jusque dans ses plus profonds replis; quand il l'avait explorée, aucun aspect ne lui avait échappé, tous lui étaient présents à la fois, et il les exposait en une langue qui ne se laissait pas même admirer tant elle s'identifiait avec les faits qu'il montrait dans leur vivante réalité. Sa lucidité précise, forte de logique, n'avait pas cependant de sécheresse, car elle était assaisonnée de finesse et rendue séduisante par l'agrément d'une diction naturelle toute de source. Les hommes n'étaient pas plus fermés à son observation que les affaires; il démêlait leur caractère véritable, sans se laisser surprendre aux apparences brillantes, ni détourner par la modestie des qualités silencieuses. Et comme il en est peu en qui l'on ne découvre quelque côté estimable, il se montrait également doux et bienveillant envers les personnages les plus dissemblables : aussi, partout où il passa, il inspira de vives sympathies.

Dans la vie publique, trop de clairvoyance souvent paralyse : voir les choses telles qu'elles sont, sans illusion et sans entraînement, rend bien difficile de se passionner pour aucune d'elles : on les explore, on les discute, on les juge, on les supporte, on ne s'y livre pas ; une sagesse philosophique aussi placide que celle de Vuitry dispose peu à l'action : il en était encore éloigné par son caractère, auquel manquaient les muscles endurcis. Les lourdes responsabilités lui déplaisaient, bien qu'il ne les refusât pas quand on les lui imposait ; la lutte ne l'attirait pas et il eût mieux aimé être un de ces sénateurs des anciennes républiques, rendant de leur chaise curule des décisions reçues comme des oracles, que le champion oratoire d'un gouvernement devant une Chambre. Tout cela se lisait dans son beau visage, éclairé d'intelligence, grave, réfléchi, sur lequel la bonté était, du moins en public, tempérée par une réserve presque timide. Il fut certainement heureux d'être président du Conseil d'État. Je doute qu'il l'ait été autant de devenir ministre.

L'Empereur et l'Impératrice, après avoir été à Nice rendre une visite de politesse à l'Empereur et à l'Impératrice de Russie, venus là pour la santé de leur fils, s'étaient établis à Compiègne. Parmi les invités fut le prince Napoléon. L'Empereur, incapable d'un long ressentiment, l'avait admis en grâce. Il ne se contenta pas d'amnistier son passé; il voulut lui rendre une situation in-

fluente : il accrut les attributions du Conseil privé, en fit un conseil supérieur de gouvernement chargé de préparer les projets de loi ou les sénatus-consultes ayant un grand intérêt politique, et il en nomma le prince vice-président. Le jour où le décret, signé le 24 novembre 1864, fut publié au *Journal officiel* du 3 janvier 1865, le maréchal Vaillant, interprète de la pensée de la majorité de l'entourage impérial, écrit sur son carnet : « J'ai grande confiance dans la sagesse de Sa Majesté, et cependant... »

Persigny, dans ses Mémoires, gémit plus véhémentement contre cette incapacité de l'Empereur à savoir punir. « Quand on l'approche de près, quand on le voit dans son intimité aussi simple, aussi modeste dans la plus éclatante fortune que le dernier de ses sujets, quand on se trouve devant cet homme de bien aux manières distinguées, sans l'ombre de prétentions, d'orgueil personnel ou de vanité, quand on entend cette raison noble, élevée, appliquer à tous les objets le bon sens le plus droit, le plus parfait, enfin quand on l'a vu, comme je l'ai vu, dans le péril, le plus intrépide des hommes, il est impossible de n'être pas séduit, charmé, et l'on comprend aisément les grandeurs de son règne. Mais si l'on pénètre plus avant dans son cœur, si l'on vient assister aux luttes de sa raison contre sa bonté, luttes qui ne sont que des défaites et souvent des déroutes, on plaint ce prince si bon, si généreux, si indulgent de ne pouvoir punir et frapper ceux qui devraient être punis et frappés; on devine avec quelle facilité ce noble esprit peut être la victime de l'intrigue, et l'on connaît, au dehors comme au dedans, le secret des fautes, des faiblesses et des échecs de sa politique. »

Pendant ce séjour à Compiègne, la principale occupation de l'Empereur fut de mettre la dernière main à la *Vie de César*. Les recherches étaient terminées, le livre écrit, il ne restait plus qu'à amener le style à son dernier degré de perfection. L'Empereur y travailla avec acharnement, multipliant sans fin les épreuves, employant cinq heures par jour à les corriger avec Maury. La nouvelle session ne lui donnait aucune inquiétude; il était décidé à n'intervenir d'aucune manière dans les affaires allemandes; il ne pensait à aucun changement intérieur; il crut donc pouvoir se livrer sans inconvénient à cette haute distraction d'historien et de lettré.

II

Dans la solitude où je me retirais chaque année, j'attendais l'ouverture de la session avec non moins de tranquillité, malgré les difficultés créées par ma rupture avec la Gauche, comptant plus que jamais sur le concours de Morny. J'écrivais à la comtesse d'Agoult : — « Je suis tout à fait de votre avis, que le meilleur moyen de triompher de ses ennemis n'est ni de s'en occuper, ni de s'en irriter, mais simplement d'acquérir silencieusement une valeur intellectuelle et morale suffisante pour braver leurs attaques... Quant à la politique du gouvernement, je ne la comprends pas. Ameuter contre soi les conservateurs sans s'appuyer sur les démocrates paraît d'une combinaison profonde : on garde la liberté de ses allures, et on peut, au lieu d'être le serf des uns ou des autres, les maîtriser et les contenir les uns par les autres. Le jeu est, en effet, habile, mais, comme tous les jeux en politique, pour un temps. Le seul résultat à la longue sera d'amener tous les partis à prendre le même mot de ralliement, *liberté*, les uns par colère, les autres par ruse, quelques-uns par conviction, tous dans le dessein de renverser. Or, quand tous les partis qui divisent un pays ont pris une devise commune et d'une généralité suffisante, le gouvernement qui ne la leur enlève pas par des concessions opportunes est bien malade. Au point de vue de l'art, j'enrage de le voir compromettre une partie sûre, infaillible quoique paraissant audacieuse, originale à coup sûr, et qui effacerait bien des dates du passé. Quoi qu'il fasse d'ailleurs, il faut être plus patient qu'il n'est obstiné, ne jamais se départir *systématiquement* d'un incorrigible optimisme et d'une espérance indestructible. A certains momens, cela donne l'air d'un niais, à d'autres, celui d'un coquin, à la fin, cela assure la puissance sur l'opinion. Si l'on me demandait quelle est la qualité la plus rare et la plus nécessaire à un homme politique, je dirais : de se laisser traiter sans s'émouvoir de niais ou d'ambitieux vulgaire. Ne pas être pressé de déballer et d'étaler sa vertu sur le marché, quelle preuve de force et d'honnêteté ! On prépare ainsi à l'histoire, qui le plus souvent vit d'une maigre pitance, le régal d'un caractère, ce qu'elle préférera de plus en plus à un talent, surtout un talent de parleur fort peu appréciable dans

une nation qui a la langue si déliée! — Tant que nous avons eu nos Vénéties intérieures, il a bien fallu les emporter d'assaut; mais depuis 1848 et le suffrage universel, il n'y a plus de quadrilatère à enfoncer. Le progrès paisible est seul de saison; les zouaves civils n'ont plus de place qu'aux Invalides; la parole ne peut plus être qu'aux organisateurs. Et organisation c'est patience et prudence. Comme le dit notre ennemi De Maistre, que je préfère à beaucoup de nos amis: *Rien de ce qui se fait bien ne se fait vite*. Heureusement que je vous raconte à l'oreille toutes ces belles vérités, dont le seul tort est d'être depuis longtemps des lieux communs pour les esprits sensés! Si on m'entendait, c'est pour le coup que je serais traité de vendu! « Je les délie, me disait Lamennais dans ses dernières années, d'avoir jamais de la raison. Vous le savez, Dante parlait ainsi des Florentins. » (12 novembre 1864.)

III

Je ne savais plus rien de Morny depuis mon départ. Ma première visite à mon retour à Paris (27 janvier 1865) fut pour lui. Il me reçut avec un mouvement visible de joie et aborda immédiatement la politique. Il me dit en substance : « qu'il était de plus en plus convaincu que les choses ne pouvaient plus continuer ainsi. L'Empereur était décidé à ne pas reculer, mais il n'était pas possible de rester davantage dans la situation indécise où l'on était; on pourrait encore trainer cette session, puis ce serait tout; il faudra qu'on avance. Il est temps de donner la liberté pour qu'on ne nous l'arrache pas. J'ai proposé à l'Empereur de remplacer l'Adresse par le droit d'interpellation et d'envoyer les ministres à la Chambre; je ne sais ce qu'il fera. Quand je le presse d'accorder la liberté, il me répond que partout où il va, même dans le faubourg Saint-Antoine, il est très bien reçu et qu'on ne lui demande rien. Quant à moi, je me suis mis d'accord avec Rouher: consentirez-vous à vous joindre à nous? — Cela dépend à quelles conditions. — Avec une loi sur la presse et un programme libéral. — Dans ce cas, je réponds sans hésiter : oui, si cela est nécessaire. Mais permettez-moi d'ajouter avec plus de conviction ce que je vous ai déjà dit : votre intérêt n'est pas de me le demander, maintenant que vous vous êtes assuré un concours

d'éloquence aussi efficace que celui de Rouher. Au contraire, vous aurez besoin de quelqu'un qui attire l'opinion publique et qui vous défende librement dans la Chambre. Je ne dis pas ceci par prudence et par crainte de me compromettre, car je me ferai le chef de votre majorité. — Eh bien ! nous verrons, répondit-il, je vous préviendrai avant de rien conclure. En attendant, il faudra que, comme l'année dernière, nous nous entendions pour que vous deveniez le rapporteur de quelque loi importante. Rouher et l'Empereur, qui m'avaient blâmé de vous avoir donné le rapport des coalitions, m'en ont félicité et ne s'opposeront plus à une nouvelle nomination. »

Je n'avais pas à prêcher un converti. Cependant, pour l'affermir dans ses résolutions, je lui communiquai une observation de Machiavel, dont la vérité me frappait dès ce temps-là et que l'observation des faits m'a amené à considérer comme l'une de règles les plus certaines de l'art de gouverner : c'est que les États, république ou monarchie, doivent à peu près tous les dix ans *ripigliare lo Stato*, reprendre l'État, c'est-à-dire, le ramener à son principe, et lui rendre, par un rajeunissement, la force qui l'a établi : si c'est la terreur, la faire de nouveau sentir ; si ce sont les bienfaits, les renouveler (1). « Le temps de *ripigliare lo Stato*, dis-je à Morny, est arrivé pour l'Empereur. Les dix ans fatidiques sont bien passés ; la langueur commence ; l'affaissement et le refroidissement arriveront. Qu'il frappe un coup de terreur en envoyant quelques-uns de nous à Cayenne, ou bien qu'il fasse un coup de liberté. »

Je ne tardai pas à me convaincre personnellement des bonnes tendances que Morny m'avait annoncées en Rouher. Chaix-d'Est-Ange, que je rencontrais souvent dans la maison amie de M^{me} Benoît Fould, m'invita à dîner avec lui. Je ne l'avais jamais rencontré. Il fut charmant et nous raconta de la manière la plus attachante des anecdotes personnelles de la Présidence de Louis-Napoléon. La soirée se passa tout entière en ces récits. Il me dit seulement, par parenthèse, toutefois avec une intention marquée : « Tous les gouvernemens ont péri pour avoir laissé l'opposition représenter le progrès, tandis qu'ils étaient l'immobilité ; le gouvernement impérial périrait comme les autres s'il agissait de même. »

(1) *Discorsi*, L. III, cap. I.

Je pensai que, puisque Rouher était acquis à la réforme libérale, il serait bon de rapprocher Morny et le prince Napoléon, devenu le vice-président du Conseil privé, afin d'écarter de nos pas une difficulté de personnes, les objections sur les choses n'étant pas à redouter de la part du prince. Je me rendis au Palais-Royal. Le prince m'entretint des dispositions de l'Empereur, et ses renseignemens furent à peu près ceux que j'avais reçus de Morny : « Il ne travaille qu'à la *Vie de César*, parce que cela l'amuse, et il ne songe nullement à des réformes libérales. Il est toutefois très préoccupé de l'instruction gratuite et obligatoire : il la fera probablement. Il croit qu'il serait beau d'apprendre à lire à une nation. »

Quoiqu'il reprochât à Rouher de manquer de caractère, le prince reconnaissait ses remarquables qualités. Il n'avait, me conta-t-il, accepté d'être vice-président du Conseil privé que sur la promesse de la bonne volonté et du concours de Rouher dans certaines questions de liberté civile. Il lui avait dit que, sans cela, il se disputerait avec les autres ministres et donnerait des attaques de nerfs à l'Empereur, qui lui reprocherait de ne pouvoir se rencontrer avec trois personnes sans se quereller.

« Mais enfin, demandai-je, croyez-vous que l'Empereur accordera la liberté? — Non, dit-il. » Puis se ravisant : « Cependant si l'opinion l'exige, il cédera. Ainsi il m'a dit qu'il ferait bien volontiers Émile Ollivier son ministre de l'Intérieur. — Sans doute, lui ai-je répondu; mais je crois qu'il faudra que vous le preniez avec ses idées. » — J'interrompis le prince : « Ayez la bonté, s'il reprend ce propos, de lui dire que vous en êtes certain. Mais il ne s'agit pas de moi en ce moment. En quels termes êtes-vous avec Morny? — Nous ne sommes pas bien, quoique nous nous parlions. Il a du courage, de l'intelligence; c'est le plus intelligent de tous, mais il est paresseux et n'a pas de moralité. Je le déteste comme étant l'incarnation du coup d'État. Vous pouvez avoir de l'influence sur lui; il parle très bien de vous. » — Je lui appris les projets actuels de Morny, et j'ajoutai : « Et maintenant que vous savez cela, ne consentiriez-vous pas à établir de bons rapports avec lui? — Oui, certainement; négociez ce rapprochement, je vous fais mon ambassadeur ordinaire et extraordinaire, vous assurant que je ne vous désavouerai pas. »

Morny accueillit mes ouvertures sans empressement, plutôt d'un air de refus. « Je n'ai jamais fait de mal au prince Napoléon ; il n'a cessé de m'être hostile, il m'a empêché une fois d'être président du Corps législatif ; il n'a pas voulu entrer avec moi dans le Conseil privé, etc. Il a de l'esprit, mais il manque de bon sens. » Cependant il ajouta : « Puisque vous me le demandez, je ne veux pas vous refuser. Je ne devais pas aller à son bal, j'irai quoique très souffrant. »

Le matin du bal, je reçus de son secrétaire Lépine le billet suivant : « M. le duc de Morny voudrait bien vous voir ce matin pour que vous jugiez par vous-même de son état de souffrance et de l'impossibilité dans laquelle il est de se rendre ce soir au bal de S. A. I. le prince Napoléon. M. le Président en est désolé, surtout après ce qui s'est passé, et il vous priera d'être auprès de S. A. I. l'interprète de ses regrets. Il est dans l'impossibilité de vous écrire lui-même, n'ayant pas quitté le lit. M. le Président me charge d'ajouter qu'il espère décider M^{me} la duchesse de Morny à aller, ce soir, au bal du Palais-Royal avec M^{me} la marquise de Lavalette, bien qu'elle n'ait jamais eu l'honneur de faire la connaissance du prince Napoléon. » (11 février 1885.) La duchesse de Morny se rendit, en effet, seule au bal, à la surprise générale.

IV

J'avais trouvé Morny souffrant, non au point de m'alarmer. Cependant je vins le visiter à peu près tous les deux jours, et ces relations, qui allaient être à jamais interrompues, devinrent de plus en plus expansives, confiantes. J'étais admis dans son intimité la plus étroite, qui se composait surtout de M. de Flahaut, vieillard charmant, encore vert et très libéral, et de La Valette, homme séduisant, rempli de bonne grâce et d'esprit. Morny se croyait si peu menacé qu'il revenait constamment de lui-même, sans y être provoqué, à ses projets politiques. Un jour il me dit : « J'ai rapporté à l'Empereur ce que vous m'avez exposé ; j'ai ajouté qu'il serait bien désirable qu'il pût causer avec vous. — Je ne demande pas mieux, fit l'Empereur ; seulement il faut arranger cela de manière à ne compromettre ni vous, ni lui ; conduisez-le un soir, à cinq heures, sans qu'il ait

été annoncé. » Bien entendu, je ne donnai pas suite à cette invite. Chaque jour, il paraissait de plus en plus persuadé de la nécessité de la transformation prochaine : « Je la sens tellement urgente que moi, qui suis indifférent et paresseux, je consentirai à rentrer aux affaires pour cela. Il y a sans doute quelque chose à risquer ; mais dans quel parti n'y a-t-il rien à risquer ? Ces considérations ne m'arrêtent jamais. » Indépendamment du décaissement de la politique extérieure, sur lequel il revenait toujours, il était ému par l'antagonisme des conseillers de l'Empereur qui, la plupart du temps, au lieu de s'occuper de l'intérêt public, ne pensaient qu'à se supplanter auprès du Maître. Il m'en racontait des traits navrans qu'il est mieux de taire.

Une fois, qu'il se croyait décidément mieux, je le trouvai en train de se faire la barbe, entouré de plus de visiteurs que de coutume. Le mouvement de la conversation m'amena à produire quelques-unes de mes idées : « Ollivier a raison, il faut faire ce qu'il conseille et sans retard, » s'écria Morny. Et, quelqu'un soutenant que beaucoup pensaient qu'il n'y avait qu'à rester derrière ses lignes et se défendre, il se redressa et, se retournant vivement vers le discoureur, s'écria : « C'est absurde ! en politique, on ne reste pas derrière ses lignes, on avance ou on recule. »

Un moment où nous étions seuls, je lui dis : « On prétend qu'au fond vous avez des tendances orléanistes. — Quelle absurdité ! j'ai quitté le ministère après les décrets sur les biens d'Orléans parce que j'estimais cette mesure mauvaise, mais je n'ai voulu accepter aucun remerciement des Princes. Un jour Maupas, qui me détestait depuis le Deux décembre, m'envoya l'un de ses agens qui me dit d'un air innocent : « Je me rends en Angleterre, et je viens savoir si monsieur le comte ne désirerait pas me charger d'une lettre pour les princes d'Orléans. — Non, répondis-je tout naturellement, je n'ai aucune relation avec les princes d'Orléans. » Alors cet homme, saisi de remords, raconta le rôle qu'on l'avait chargé de jouer. Oui, j'ai été fidèle aux d'Orléans jusqu'au dernier moment, ce qui prouve que je n'ai pas l'habitude de trahir ceux que je sers. » À ce propos, il revint sur les derniers jours de la monarchie de Juillet et il s'indignait contre les membres du gouvernement impérial qui, dans l'opposition alors, traitaient Guizot de borne, et qui, aujourd'hui, se roidissaient contre tout progrès libéral. Il me raconta la visite qu'il rendit à Louis-Philippe

avant la dernière session de la monarchie de Juillet. Il crut devoir l'avertir des dangers qui s'annonçaient. Louis-Philippe sourit, lui prit amicalement l'oreille et lui dit : « Soyez sans inquiétude, jeune homme; la France est un pays qu'on mène avec des fonctionnaires publics. »

Cependant la maladie s'aggravait; il n'y avait aucune lésion visible, mais un dépérissement continu, qu'augmenta l'emploi de ces moyens dits énergiques par lesquels la médecine achève les malades. Vint le moment où il fut obligé de ne plus quitter le lit et de fermer sa porte. Alors, l'idée d'un danger prochain se présentant à son esprit, gentilhomme et galant homme jusqu'au bout, il fit apporter un coffret contenant des lettres compromettantes pour maintes personnes des deux sexes, et les fit brûler devant ses yeux. Le jeudi 9, à six heures du soir, l'Empereur, accompagné de l'Impératrice, vint le visiter. D'abord il ne le reconnut pas; puis se réveillant un peu : « L'Empereur sait combien je lui suis dévoué. » Au moment de le quitter, l'Empereur lui dit : « Au revoir, Morny. — Non, adieu... Au revoir, ici ou autre part, » murmura-t-il. Et comme l'Empereur s'éloignait, il lui fit signe de se rapprocher encore et lui dit : « Ne prenez pas vos inspirations dans le faubourg Saint-Germain. » Le lendemain vendredi 10 mars, à huit heures du matin, il expira, âgé de cinquante-quatre ans.

Quand La Valette vint lui annoncer la fatale nouvelle, l'Empereur ne put contenir ses larmes. La douleur de l'Impératrice, envers qui il avait toujours été parfait, ne fut pas moindre. « Quant à Rouher, me dit son gendre, il est comme un homme à qui on vient de couper un membre: Il était la tête, dit-il, et j'étais le bras; comment ferai-je maintenant? » A la Chambre, la consternation fut générale, si ce n'est dans le groupe des violents, qui ne pardonnaient pas les actes et les projets libéraux. Il échappa à l'un d'eux de s'écrier : « Voilà pour l'Empereur un bon débarras! »

Aucun malheur aussi grave n'avait encore atteint ce souverain. Il n'aurait pas longtemps résisté à la pression de Morny, de Rouher, du prince Napoléon : en pleine puissance, n'étant encore entamé d'aucun côté, il aurait accordé ce couronnement de l'édifice auquel il ne se décida qu'après des fautes, des affaiblissements, qu'eût certainement prévenus un ministère libéral ayant à sa tête un partisan déclaré de l'alliance russe, en dé-

fiance de la Prusse, et peu enclin à se laisser entraîner par les impatiences italiennes. Et l'histoire de la France et de l'Europe eût été autre. Le public le sentit. Partout se manifesta une inquiétude comparable à celle que tout jeune j'avais constatée à la mort du Duc d'Orléans : l'avenir parut moins assuré.

Ma douleur fut peut-être, après celle de ses proches, la plus intense, parce que je perdais plus que personne. L'écroulement de mes desseins politiques à la veille de se réaliser dans des conditions exceptionnelles de succès n'était pourtant pas ce qui m'affligeait le plus ; je ressentais surtout la perte d'une amitié sûre, délicate, dévouée, qu'une lutte en commun aurait encore affermie. Quelqu'un lui ayant dit un jour : « Ollivier vous aime bien ; il est prêt à se compromettre pour vous. — Et moi, est-ce que je ne me compromets pas pour lui ? » Puis, après un moment de silence : « Nous ne nous compromettrons pas ; nous nous illustrerons ensemble. » Le grand « Moteur des belles destinées » ne nous l'a pas permis.

Je fus le seul de l'opposition qui suivit le convoi ; aucun des membres de la gauche n'eut la courtoisie de donner ce dernier témoignage de respect à celui dont ils avaient eu tant à se louer et que parfois ils avaient loué, quand il était vivant (1).

V

Mince, élégant, le nez d'un ferme dessin ; les yeux parlans, enfoncés légèrement sous des sourcils peu accentués ; la lèvre ombragée d'une moustache relevée en pointe et d'une barbiche à la Richelieu ; des boucles de cheveux frisés, couronne d'un vaste crâne à moitié dénudé ; les traits un peu fatigués ; autant de calme que dans le visage de l'Empereur ; plus de finesse dans les contours, moins de puissance dans les reliefs ; de hautes manières sans impertinence et sans pose ; un naturel parfait : tel il se montrait dans le monde, où il s'occupait de théâtre, de petite littérature, de galanterie, attentif surtout à plaire par son affabilité, son esprit, son enjouement, sa belle humeur courtoise.

Traitait-il d'affaires ou vaquait-il à un office public, il devenait autre : ses traits prenaient une gravité froide, presque intimi-

(1) Voyez *l'Empire libéral*, tome IV.

dante; son regard, une force de réflexion pénétrante qui accablait d'avance les à-peu-près et les arguties; il écoutait ce qu'on pensait plus que ce qu'on disait, et des lèvres closes ne suffisaient pas à lui dérober un secret.

L'esprit admirablement équilibré, il voyait juste, vite et large; discernant à coup sûr, dans chaque situation et dans chaque affaire, ce qui se pouvait et ne se pouvait pas; il prenait son parti résolument sans se troubler de l'objection, le poursuivait d'un courage tranquille sans se déconcerter de l'imprévu. Il se donnait rarement la peine de vouloir; s'y était-il décidé, sa volonté était d'une constance inébranlable. Il savait que, quoi qu'on fit, on n'enlève pas sa part à ce que les anciens appelaient la fortune, et cela ne l'arrêtait pas. Toutefois, par une clairvoyante préparation, il faisait cette part aussi petite que possible. Dans son courage n'entrait aucune forfanterie, pas plus qu'aucune fourberie dans son habileté. Très sceptique sur les hommes, il en prenait peu au sérieux; mais il connaissait, à un degré merveilleux, la grande manière de traiter avec eux, de les gagner, de les retenir, de les conduire, et il ne mesurait pas sa confiance à ceux auxquels il s'attachait. Ne redoutant pas le combat sans merci, il recherchait pourtant la conciliation; quoique ni cruel, ni vindicatif, il n'hésitait pas à passer sur le corps de ceux qui voulaient lui barrer le chemin, sauf à panser leurs blessures s'ils avaient survécu. Homme de fer, sous un air de nonchalance dénouée ou indifférente; toujours prêt à être héroïque en se jouant.

Il conduisait le Corps législatif par la seule autorité de sa personne, non par celle de sa fonction; ne le régentant pas, le charmant. Il tenait si adroitement compte des sourdes susceptibilités qu'elles n'avaient pas le temps de se formuler; il assurait à la minorité la plus large liberté de discussion: en abusait-elle, il la réprimait par une riposte poussée en pleine poitrine, et il ne lui laissait pas l'illusion de croire que, parce qu'il se montrait tolérant, il deviendrait débonnaire.

Si l'homme d'État était un produit de l'étude, Morny compterait des supérieurs, car ses connaissances générales étaient restreintes et il n'avait pas le goût de les accroître. Mais la politique est un art plus qu'une science. On naît homme d'État, comme on naît orateur, artiste, poète. On est César, Richelieu, Napoléon, comme on est Bossuet, Mirabeau, Michel-Ange, Cor-

neille, Molière, Shakspeare ou Beethoven, par la grâce de Dieu. Certainement l'effort d'un labeur persévérant est d'un puissant secours, même aux natures prédestinées. Toutefois, à la rigueur, le don inné se suffit à lui-même : trop de savoir appesantit parfois l'instinct dans l'action ; une certaine ignorance dispose à plus d'audace : l'application trop intense porte à se terrer dans les détails et fait perdre de vue les larges ensembles. D'ailleurs, si Morny ignorait ce qu'on apprend dans les livres, il savait beaucoup ce que l'expérience de la vie enseigne. Brillant officier, il avait reçu la décoration après avoir été quatre fois blessé, plusieurs fois cité à l'ordre du jour de l'armée et après avoir sauvé la vie du général Trezel. Suffisamment expert dans la pratique de la vaillance, il le devint en celle de l'industrie en introduisant en Auvergne la culture de la betterave. De plus, exempt de toute présomption, il recherchait ceux qui savaient ce qu'il ignorait et les interrogeait. J'ai approché ou étudié de près les ministres illustres de mon temps : aucun ne lui fut comparable. Il n'était pas un homme d'État, il était l'homme d'État.

On l'a beaucoup calomnié. Comme Napoléon III, il a trop aimé les dames. A-t-il été un tripoteur d'affaires ? Je l'ai entendu soutenir, sans qu'on m'en ait donné aucune preuve. Les gens de cour auxquels il déplaisait, parce qu'il n'en tenait pas assez compte et qu'il était libéral, lui attribuaient le dessein de reprendre son rang dans la famille impériale. Il aurait dit : « La recherche de la maternité est permise, j'userai de ce droit ; j'établirai que je suis le fils de la reine Hortense et, par suite, de son mari, puisque aucun acte de désaveu ne m'a été opposé. » Il n'eût certainement pas gagné un tel procès, mais il est de toute fausseté qu'il y ait pensé et, surtout, qu'il en ait menacé l'Empereur pour obtenir ce qu'il désirait.

Entre l'Empereur et lui, il n'y eut jamais, à aucun moment, ni explication, ni même allusion à leur commune origine. Le jeune prince Louis n'avait pas rencontré Flahaut chez sa mère : une lettre de M^{me} Mars, la célèbre comédienne, tombée par mégarde entre les mains de la reine, avait amené leur rupture dès 1814. L'existence de ce frère lui avait été révélée seulement à la mort d'Hortense par la remise indiscrète que lui avait faite l'exécutrice testamentaire, M^{me} Salvage, d'un pli cacheté destiné à Morny, et Napoléon III parut toujours l'ignorer.

Morny, cependant, commit une fois une faute de tact, la

seule peut-être qu'on ait à lui reprocher. Il plaça dans son salon, en face l'un de l'autre, le portrait de Flahaut et celui de la reine Hortense. L'Empereur en fut froissé. Il ne s'en plaignit pas lui-même; il en chargea l'Impératrice. Elle s'acquitta si délicatement de cette commission difficile que Morny ne s'en blessa point. — « Le fait est si notoire, lui avait-il dit, que je n'avais vu aucun inconvénient à ne pas le cacher! — Il y a une grande différence, répliqua l'Impératrice, entre un fait notoire et un fait affiché. Moins vous voudrez paraître frère, ajouta-t-elle, plus vous serez traité comme tel. » Dès le lendemain, le portrait de la reine disparut du salon.

VI

Un grand dignitaire de la pensée, Proudhon, s'éteignit presque en même temps que le grand dignitaire de l'Empire (28 janvier 1865). Il avait d'abord très sainement apprécié la loi des Coalitions et il écrivait à Darimon : « Votre manière de juger les coalitions me semble on ne peut plus correcte; mais qu'il faudrait de temps pour faire entrer cela dans la tête d'un Jules Simon! Que ce pédant normalien me dégoûte! » Puis par un de ces revirements, amenés par la pression qu'exerçaient des amis sectaires sur le moins sectaire des hommes, il rompaît vilainement quelques mois après avec Darimon, à cause de son concours à la loi des Coalitions. Néanmoins, le rencontrant dans une rue de Passy, où il se traînait péniblement, je l'abordai. Il me regarda d'un air un peu ahuri, me reconnut et me dit : « Ah! bonjour. — Êtes-vous mieux? » Il me conta qu'il se rendait dans un enclos voisin voir jouer aux boules. Là, il demeurait immobile, la tête appuyée sur son bâton, aussi longtemps que ses forces le lui permettaient, pour tuer le temps. Ce penseur ne pouvait plus penser. Comme il le fit remarquer lui-même un jour à Darimon, il existait une disproportion énorme entre son crâne et sa membrure : ce crâne était d'un géant et ce corps faible et délicat comme celui d'une femme. Dès que la faculté de penser s'éteignit en lui, il fut mort. Girardin attribua son mal à l'absence de liberté politique : « L'incomparable dialecticien vivrait encore, s'il eût pu satisfaire l'impérieux besoin qui était en lui de laisser couler sa pensée; il vivrait encore, s'il eût eu la liberté

de publier un journal. » Non, il n'aurait pas vécu. Il ne fut pas tué par l'impossibilité d'exprimer sa pensée, mais par l'obligation, pour nourrir sa famille, de tirer sans répit de son cerveau des pensées non mûries. Il tomba sur le sillon, exténué, à bout de forces. La plus modeste aisance matérielle l'eût conservé et, en lui assurant le loisir de la réflexion, lui eût permis de devenir le plus éminent créateur d'idées de notre siècle, tandis qu'il n'en a été que le plus extraordinaire critique, écrivain toujours admirable, mais sensé et cohérent par échappées seulement et le plus souvent confus et contradictoire.

La mort de Morny laissait vacante la présidence du Corps législatif. L'Empereur, depuis la Convention du 15 septembre, se croyait tenu à une réparation envers Thouvenel, renvoyé pour avoir proposé ce que Drouyn de Lhuys venait de réaliser. L'Impératrice, revenue à de justes sentimens, voyant qu'elle n'avait rien gagné au change, s'associait à cette préoccupation. On fit offrir à l'ancien ministre la succession de Morny; mais déjà très atteint dans sa santé, trop modeste et trop avisé pour accepter une tâche difficile à laquelle il n'était point préparé, Thouvenel refusa. Le premier vice-président Schneider paraissait naturellement indiqué par sa haute situation personnelle et son crédit dans l'Assemblée. Le jeune brouillon très remuant Jérôme David se déchaîna à la cour, où il était fort accueilli, contre ce choix, espérant l'obtenir pour lui. — Schneider, prétendait-il, manquerait de la vigueur nécessaire pour contenir l'opposition, comme lui-même saurait le faire. — On le jugea de trop mince envergure, mais on décida que Schneider serait mis à l'épreuve par une présidence provisoire. Cette vacance prolongée pendant la session serait un dernier hommage rendu au président défunt.

Le prince Napoléon me proposa de poursuivre ensemble, en l'agrandissant, le plan concerté avec Morny. Il ne voulait plus des candidatures officielles; il méditait la destruction de notre système communal, de la commune latine, et la constitution des *select-men*, à l'instar des États-Unis, nommés directement par le peuple et chargés des services spéciaux. Mais cette idée n'était pas mûre, et il croyait nécessaire, en attendant, d'exiger le choix du maire dans le conseil municipal. Il ne considérait pas comme suffisant le vote du budget de Paris par le Corps législatif; il voulait que les neuf députés de la Seine fissent partie de droit de la

commission municipale. Sur les personnes, dont il n'avait pas même été question entre Morny et moi, il était tout à fait tranchant : Rouher renvoyé au Conseil d'État, Fould et Haussmann exclus, Thouvenel mis aux Affaires étrangères, moi à l'Intérieur; Walewski à la présidence du Sénat à la place de Troplong; Girardin préfet de la Seine, le jeune Pietri préfet de police, Darimon conseiller d'État; Guérault quelque chose, mais on ne savait quoi; une quarantaine de préfets destitués. Le tout grossi par une proclamation annonçant que c'était le couronnement de l'édifice. — « Si on fait cela, disait-il, ce sera magnifique. Il y aura entre la nation et le gouvernement une lune de miel; sinon, on tombe en dissolution. »

Théoriquement, la plupart de ces idées de réformes me convenaient, mais, pratiquement, je ne crus pas qu'il fût sage de demander à l'Empereur de se débarrasser tout d'un coup du vieux personnel qui le servait avec tant d'intelligence et de dévouement, et pas davantage de réclamer toutes les réformes à la fois. Cet excès de prétentions rebuterait le Souverain et nous priverait du concours très utile de Rouher. Compléter le décret du 24 novembre par l'envoi des ministres à la Chambre, par une loi sur la presse selon le droit commun et une loi sur les réunions, voilà à quoi, selon moi, devait se borner notre effort : si nous l'obtenions, ce serait beaucoup et le reste, avec le temps, suivrait infailliblement.

Je me proposais de prononcer, à l'ouverture de la discussion de l'Adresse, un discours dans lequel je répéterais publiquement, en adjurant l'Empereur de m'écouter, ce que j'avais si souvent répété à Morny. « C'est à ce moment, dis-je au Prince, qu'il faudra m'appuyer auprès de votre cousin. » Cela fut convenu.

VII

Le discours de l'Empereur à l'ouverture de la session avait été très prodigue de promesses de libertés civiles. Il annonçait un certain nombre de projets propres à faciliter la libre expansion de l'initiative individuelle, par une liberté plus grande laissée aux associations et aux sociétés ouvrières; d'autres destinés à élever la situation intellectuelle du peuple par la diffusion de l'instruction primaire, « car dans le pays du suffrage

universel, tout citoyen doit savoir lire et écrire ; » d'autres tendant à accroître le bien-être général « par l'achèvement rapide de nos chemins de fer, de nos canaux et de nos routes, à augmenter les garanties de la liberté individuelle par l'autorisation de la mise en liberté provisoire, avec ou sans caution même en matière criminelle, par la diminution des rigueurs de la détention préventive, par l'abolition de la contrainte par corps, pour revenir à cette règle du droit primitif de Rome que c'est la fortune et non le corps du débiteur qui doit répondre de la dette. » Au contraire sur les libertés politiques, ainsi que Morny me l'avait fait pressentir, il était absolument négatif : « Maintenenons avec fermeté les bases de la Constitution. Opposons-nous aux tendances exagérées de ceux qui provoquent des changemens dans le seul but de saper ce que nous avons fondé. L'utopie est au bien ce que l'illusion est à la réalité, et le progrès n'est point la réalisation d'une théorie plus ou moins ingénieuse, mais l'application des résultats de l'expérience consacrés par le temps et acceptés par l'opinion publique (15 février 1865). »

C'est à cette partie du discours que j'avais dessein de répondre.

Tous les journaux du temps témoignent de la curiosité impatiente avec laquelle mon discours était attendu. On savait que mes projets venaient d'être renversés par la mort de Morny : y persévérais-je ou reviendrais-je à l'opposition ? — « Assisterez-vous à la séance ? demandait-on à Émile de Girardin. — Certainement, répondit-il, et je serai ému. » Le prince Napoléon était aussi présent.

Je caractérisai d'abord les élections, blâmai l'immobilité que le gouvernement opposait à leurs revendications, rappelai longuement tous les articles du programme que je conseillais depuis 1860. « On me dit : Vos idées sont généreuses, mais elles ne sont pas pratiques ; si le gouvernement se rendait aux conseils que vous donnez, il s'engagerait dans une voie fatale ; résister, voilà le principe de l'art de gouverner. — Je erois exactement le contraire ; et je suis assuré que gouverner, c'est l'art de céder, céder sans paraître obéir, céder à propos aux légitimes aspirations d'un peuple. Si Louis XVI n'avait pas sacrifié Turgot à l'égoïsme de sa cour ; si plus tard il avait écouté les conseils que Mirabeau lui donnait dans ses notes admirables, il aurait pu prévenir ou diriger la Révolution. Si la Révolution elle-même s'était arrêtée

avant les journées maudites de Septembre; si elle avait écouté Bailly ou Vergniaud; si elle ne s'était pas laissé emporter à des excès dont le souvenir nous afflige encore, elle eût abouti à la liberté et non à une dictature, et Bonaparte, malgré tout son génie, n'aurait pu être qu'un Washington! Si Napoléon, après avoir charmé et conquis la France et le monde, avait voulu s'attacher ceux qu'il avait séduits; si au lieu de répondre comme il le faisait à Mayence, même après Bautzen : « Tant que cette épée pendra à mon côté, vous n'aurez pas la liberté après laquelle vous soupirez! » s'il eût donné l'acte additionnel avant l'île d'Elbe, avant la campagne de Russie, au lieu de s'éteindre dans les tortures de Sainte-Hélène, il aurait fini à Paris au milieu d'un peuple satisfait. Si Charles X n'avait pas tenté un coup d'État contre sa propre Constitution; si, en 1829, il avait repris la belle politique de 1819; si, au lieu de suivre Polignac, il avait écouté Chateaubriand, Royer-Collard ou Guizot, il n'aurait pas appris une deuxième fois combien est amer le pain de l'étranger. (*Mouvement.*) Si Louis-Philippe n'avait pas gâté tant de nobles qualités par une obstination sénile; s'il ne s'était pas refusé à l'adjonction des capacités, à la réforme électorale, à l'abaissement du cens; s'il avait été plus soucieux des souffrances et des droits populaires, il n'aurait pas retrouvé dans ses dernières années les épreuves de sa jeunesse et tout le mouvement de 1847 et de 1848 se serait terminé par un ministère Odilon Barrot et Thiers, et non par une Révolution.

« Seulement, pas d'exagération. Céder ne suffit pas; il faut céder à propos, ni trop tôt, ni trop tard. (*Chuchotemens.*) Quand on cède trop tôt, on accorde à une agitation superficielle ce qui ne doit être concédé qu'à un mouvement profond. Les nouveautés ne doivent pas être trop aisément accueillies : il faut les obliger à un stage. Quand une opinion ne sait pas attendre, quand elle ne peut pas survivre aux premiers refus, elle ne mérite pas d'être prise en considération. (*Très bien!*) Mais il ne faut pas non plus céder trop tard. Quand on cède trop tard, à la colère s'ajoute le mépris; la chute n'en est que plus profonde, et elle est sans dignité. Pour l'Empire, il n'est pas trop tôt; il n'est pas trop tard : c'est le moment. (*Mouvement.*)

« S'il cède, savez-vous ce qui arrivera? (*Interruption.*) Oh! je sais que je touche à des questions brûlantes, mais je persisterai à m'y avancer d'un pas ferme. (*Très bien! très bien!*) Savez-vous ce

qui arrivera lorsqu'un nouveau décret du 24 novembre sera venu réjouir les amis de la liberté? Aujourd'hui, en présence du gouvernement, se déploie une coalition qui crie : « Liberté! » Mais tous sont loin d'y attacher le même sens et surtout d'avoir des intentions identiques. (*Mouvemens divers.*) Il en est qui demandent la liberté parce qu'ils la considèrent comme le moyen le plus efficace de fortifier le gouvernement; il en est qui la désirent parce qu'ils l'estiment l'arme la meilleure pour le renverser. (*Rires approbatifs sur un grand nombre de bancs.*) Tout cela est bien connu; cependant, tant que rien n'aura été obtenu, cette coalition ira sans cesse en grossissant; successivement tous les hommes attachés aux principes libéraux s'y enrôleront et il en résultera tôt ou tard une force impuissante pour édifier, mais toute-puissante, sinon pour détruire, du moins pour embarrasser et arrêter.

« Supposez, au contraire, le couronnement de l'édifice opéré; à l'instant cette coalition se dissout et se divise en deux groupes distincts: ceux qui estiment le bien irréalisable en dehors d'une certaine forme de gouvernement, toujours hostiles; ceux qui pensent que la question de gouvernement est d'un intérêt secondaire, que ce qui importe, ce sont les institutions fondamentales et les œuvres populaires, ceux-là, en restant indépendans, devenus favorables. Mais il y aura entre les deux groupes cette différence que le premier ne comptera presque personne, tandis que la nation entière sera derrière le second. (*Très bien! Très bien!*) Aussitôt il se formera en faveur du gouvernement une coalition semblable à celle qui existe en ce moment contre lui.

« Le jour où le Souverain entrera dans la voie libérale politique, avec autant de décision qu'il y est entré dans l'ordre civil et social, ce jour-là je ne serai pas du premier groupe, mais du second; je ne serai pas hostile, je serai favorable. Je n'hésite pas à le déclarer hautement dès aujourd'hui, mon vœu le plus sincère, mon vœu le plus ardent, est que le gouvernement de l'Empereur se consolide par la liberté. (*Bravos répétés sur un grand nombre de bancs.*)

« Le meilleur gouvernement est celui qui existe, dès que la nation l'a accepté. (*Très bien! très bien!*) Et la raison profonde qui m'a entraîné dans ce sentiment est que, lorsqu'on subordonne le progrès à une forme de gouvernement déterminée qui n'existe pas, on est obligé, fût-on l'esprit le plus modéré, d'avoir recours aux

moyens révolutionnaires, et par là j'entends non seulement les séditions et les violences auxquelles certains esprits ne se décident jamais, mais aussi le dénigrement, l'exagération des griefs et l'amoindrissement des réparations, la critique pour déconsidérer et non pour redresser, et toutes ces mille manœuvres subalternes, à l'usage, dans tous les temps, de ceux qu'animent des hostilités implacables. (*Très bien ! très bien !*) Je suis convaincu que, si la bonne cause, en Europe et en France, a subi tant d'échecs, c'est par suite de cette habitude fatale de toujours discuter révolutionnairement. (*Assentiment sur un grand nombre de banes.*) Il en résulte ceci : si le gouvernement l'emporte, sa victoire le laisse irrité, enclin à tomber dans l'arbitraire. Si le gouvernement succombe, les vainqueurs ne pouvant gouverner avec les moyens dont ils se sont servis pour vaincre, sont obligés de se contredire, d'appeler à leur aide les mauvais expédiens pour masquer leur faiblesse ; pour retarder, à peine d'un instant, leur chute, qui malheureusement devient aussi celle de la liberté. (*Très bien ! très bien !*)

« A l'égard du gouvernement, mon vote, vous le comprenez sans peine, après mes critiques, ne peut pas être un vote de satisfaction entière. Je n'ai pas une autorité suffisante pour dire que c'est un vote d'encouragement : je me bornerai à dire que c'est un vote d'espérance. Si l'Empereur n'est pas entraîné par ses paroles, par ses actes antérieurs, est-il possible qu'il reste longtemps insensible à ce que lui conseille sa propre tradition ? Ah ! je comprends très bien que les contempteurs de Napoléon I^{er} prétendent que l'Acte additionnel n'était que la ruse d'un tyran aux abois ; que les conversations de Sainte-Hélène ne sont que les hypocrisies d'un vaincu qui, après avoir échoué dans le présent, essaye de séduire et de tromper l'histoire. Mais ceux qui sont les héritiers de son nom ne peuvent pas penser ainsi. Pour eux, l'Acte additionnel doit être la pensée organique du grand homme, tout ce qui a précédé n'étant considéré que comme une concession faite aux nécessités passagères de la guerre. Or, l'Acte additionnel contient toutes les garanties que nous réclamons, et, comme l'a dit l'honorable M. Thiers, c'est la meilleure Constitution que la France ait obtenue dans la longue série de ses révolutions. (*M. Thiers : C'est vrai !*)

« Je veux donc espérer. Si je me trompe ; si la défiance qui perd l'emporte sur la confiance qui sauve ; si nous avons encore

le douloureux spectacle d'une nation qui s'impatiente, puis qui s'irrite en présence d'un gouvernement qui reste inerte, puis qui s'obstine ; si de nouveau nous devons opter entre la force qui comprime et la force qui renverse ; si ces mauvais jours doivent revenir où les amis de la justice, ne trouvant plus de place tenable entre les extrêmes, sont obligés de se retirer de la lutte ou de s'abandonner à un courant dont ils ne sont plus les maîtres ; si nous devons voir encore notre pays passer de la fatigue des mouvemens trop lents à la rapidité trompeuse des mouvemens déréglés ; si nous devons encore être ballottés du trop au trop peu, de l'action à la réaction, du désordre à l'arbitraire ; si cette déception nous est réservée, mon âme en sera déchirée. Mais, même alors, je ne regretterai pas la tentative que je poursuis avec obstination depuis 1860 ; je ne regretterai pas, — dussé-je pendant un temps être considéré par les uns comme un politique naïf, par les autres comme un ambitieux vulgaire, — je ne regretterai pas d'avoir employé toutes les forces de ma volonté à provoquer la conclusion paisible d'une alliance durable entre la démocratie et la liberté par la main d'un pouvoir fort et national. (*Très bien ! très bien ! Applaudissemens. La séance est suspendue pendant dix minutes.*) »

VIII

Thiers m'aborda et me dit : « Vous venez de rendre un grand service à votre pays. Qui sait ? Vous les entraînerez peut-être ; alors je serai avec vous. » La Gauche ne m'interrompit pas un instant et m'écouta religieusement ; Jules Favre exprima tout haut des sentimens obligeans pour l'orateur, si ce n'est pour sa doctrine. A la réception des Tuileries, l'Empereur dit à Talhouet qui lui parlait d'autre chose : « Vous venez d'entendre un beau discours, celui de M. Ollivier. » Il fut encore plus laudatif avec Darimon. « Comment s'expliquer, écrivit Émile de Girardin, l'intérêt qui s'attachait à ce discours, l'impatience avec laquelle ce discours était attendu, l'attention avec laquelle ce discours a été écouté sur tous les bancs du Corps législatif, et l'impression prolongée qu'il a produite ? Si le talent de l'orateur suffisait pour l'expliquer, comment s'expliquerait-on que le même intérêt et la même impatience ne s'attachent pas aux discours que doivent pro-

noncer MM. Berryer, Favre, Picard, Simon et Thiers ? Ce n'est donc pas uniquement par le talent qu'il faut expliquer l'importance croissante depuis huit ans de M. Émile Ollivier, importance à laquelle, en cherchant bien dans nos souvenirs, nous ne saurions comparer que celle qui fit deux fois de M. de Lamartine l'arbitre de la situation politique : la première fois après le 29 octobre 1840, et la seconde fois après le 24 février 1848. En 1840 et en 1848, *la Presse* sans aucun calcul, sans aucune préméditation, sans aucune complaisance, par la seule logique des principes aux prises avec les faits, se trouva alors derrière M. de Lamartine, le défendant intrépidement, comme elle se trouve pareillement aujourd'hui sans complaisance, sans préméditation et sans calcul, derrière M. Émile Ollivier, qu'elle est à peu près seule à soutenir contre tous les journaux ligués qui, depuis dix mois, le battent en brèche soir et matin à Paris et dans les départemens, à Bruxelles et à Francfort, avec un ensemble d'efforts et une variété de moyens attestant une science n'ayant d'égale que la perfidie. »

Quelques jours après, j'aperçus, au sortir de la Chambre, le comte d'Haussonville, un des esprits les plus vaillans, les plus loyaux, les plus éclairés, les plus spirituels de ce temps. Je me détournai pour l'éviter, supposant, à cause de la vivacité de ses opinions orléanistes, que mon discours lui avait déplu. Il vint droit vers moi et me dit : « Vous avez fait un acte fâcheux pour vous et qui vous attirera bien des désagréments ; comme ami, je ne vous l'aurais pas conseillé, mais il sera bien utile : il nous permettra d'avoir des candidats partout. Votre discours a agi comme cent, celui de Thiers comme vingt-cinq. »

IX

Quelques difficultés s'étant élevées en Algérie, l'Empereur résolut d'aller lui-même faire une enquête sur les lieux.

Quoiqu'il ne quittât pas le territoire français, il donna à l'Impératrice une marque de sa haute confiance et, afin d'assurer l'expédition rapide des affaires, il lui remit la régence : elle présiderait, en son nom, le conseil des ministres et le Conseil privé ; toutefois, il ne lui fut pas accordé d'autoriser par sa signature la promulgation d'aucun sénatus-consulte ni d'aucune loi de l'État

autre que ceux actuellement pendans devant le Sénat, le Corps législatif et le Conseil d'État (26 avril 1863).

La session continua pendant l'absence de l'Empereur. L'Impératrice, qui suivait très attentivement les travaux parlementaires, eut l'idée d'inviter successivement les membres des diverses commissions afin de s'entretenir avec eux de leurs travaux. Elle y gagna : on la croyait futile, on fut surpris du sérieux de sa conversation.

Comme je venais d'être nommé membre d'une commission sur les Sociétés commerciales, Rouher m'aborda et me dit : « Vous êtes parmi les commissaires de la Chambre ; pour vous éviter l'embarras d'un refus, avant qu'on vous envoie une invitation, j'ai voulu savoir si vous accepteriez. — Les culottes courtes et l'uniforme sont-ils de rigueur ? — Je m'en informerai. » J'avais à peine quitté Rouher que le marquis de Pierre, écuyer de l'Impératrice, m'adresse la même demande, je lui fais la même réponse. « Il ne faut, me dit-il, ni culottes courtes, ni uniforme. — Dans ce cas, on peut m'inviter, j'accepterai. »

Le 6 mai, je me rendis aux Tuileries. Le dîner avait un caractère tout à fait intime. En dehors de la maison, les convives étaient : le sénateur Laity, le conseiller d'État Langlais, Ravaisson le philosophe, les députés Darimon, Du Miral, Quesné. L'Impératrice entra et vint à moi. Je m'inclinai. Après un petit moment d'embarras : « Il y a eu séance aujourd'hui. — Oui, Madame, mais je n'engage pas Votre Majesté à la lire, car elle n'a guère été intéressante. » — Alors Du Miral dit, comme pour me présenter indirectement : « Oui, cette discussion n'a guère été intéressante, quoique M. Ollivier y ait pris part. — Oh ! je connais M. Ollivier, » fit l'Impératrice. On passa dans la salle à manger ; l'Impératrice plaça à ses côtés Laity et Langlais, en face d'elle le général Rollin et sa lectrice M^{lle} Bouvet, dont je fus le voisin, ayant à ma droite Ravaisson. La conversation ne devint pas générale, et je m'occupai plus, je l'avoue, de ma belle et aimable voisine que du philosophe.

Revenus au salon, après quelques propos échangés successivement avec ses invités, l'Impératrice s'approcha de moi et me dit : « Veuillez vous asseoir, » et s'assit en même temps : — « Je désirais beaucoup vous connaître et causer avec vous des choses qui nous intéressent. — Moi-même j'avais ce désir, et je saisis avec empressement l'occasion de remercier Votre Majesté des

paroles bienveillantes que plusieurs fois elle m'a fait transmettre, et de lui donner l'assurance que je serai heureux chaque fois que, dans la limite de mes principes, je pourrai faire quelque chose qui lui soit agréable. »

Alors, à propos d'une grève de cochers, qui troublait Paris, elle se mit à me parler des coalitions en personne qui connaissait le fort et le faible de la question, et certainement dans une mesure plus juste que ne l'avaient fait bien des orateurs du Corps législatif. « J'ai toujours aimé l'économie politique, me dit-elle à ce propos : à seize ans, j'étais fouriériste. »

Des coalitions, je fis tourner la conversation sur la liberté de la presse. Là encore je la trouvai très instruite : elle me parla du régime de la presse en France et en Angleterre en parfaite connaissance, m'expliquant fort bien pourquoi, à son avis, le régime anglais ne saurait être, sans danger, introduit chez nous : une de ses raisons était la nécessité d'une certaine dictature pour établir les libertés économiques, auxquelles les corps délibérans s'opposeraient. Sans trop insister, je répondis à chacun de ses argumens. « Je suis tellement, convaincu, lui dis-je, de l'impossibilité de ne pas accorder tôt ou tard la liberté de la presse, que je prie Votre Majesté de retenir ma prédiction : ce sera un jour son avis. » Elle me regarda sans rien répondre, avec une certaine surprise.

Nous nous entretenîmes aussi de l'opposition. « Elle est nécessaire et utile, me dit-elle, pourvu qu'elle soit loyale. » Elle faisait allusion aux attaques de Thiers. Je pris la balle au bond et je représentai vivement toutes les maladresses qu'on avait commises envers l'illustre homme d'État, à l'égard duquel on avait passé sans transition des complimens aux grossièretés. Et je lui affirmai qu'on la trompait en le présentant comme le fauteur d'une restauration orléaniste. « D'ailleurs, le parti orléaniste n'est, comme on l'a dit, qu'un état-major d'hommes d'esprit sans soldats ; en dehors de l'Empire, il n'y a de vivans et de redoutables que les républicains. » Elle n'en parut pas convaincue. La conversation durait déjà depuis plus d'une heure. Sentant qu'elle touchait à sa fin, je dis : « Puisque Votre Majesté a la bonté de m'écouter avec bienveillance, qu'elle me permette un mot personnel. Je poursuis une œuvre difficile, en essayant de convertir une démocratie révolutionnaire en démocratie constitutionnelle. Je trouve devant moi, comme obstacle, le bruit répandu que le

mobile de ma conduite est de devenir ministre. Cela m'affaiblit, et, pour ne pas donner créance à ce bruit, il importe que je continue à me tenir à l'écart de toutes les cérémonies et réunions officielles, car je tiens à ce qu'on me considère comme un honnête homme. — Il suffit, dit-elle, d'avoir causé un instant avec vous pour n'en pas douter. — Mais je ne puis pas causer avec tout le monde et j'ai pour maxime de respecter les petits préjugés de mon parti afin de me donner le droit de braver les grands. — C'est très bien, » dit-elle.

Elle se tourna vers sa dame d'honneur, faisant signe à chacun de se rapprocher; elle prit une broderie et très gaiement engagea une causerie générale mondaine, à laquelle je ne me mêlai point, admirant seulement l'agrément de verve avec lequel elle se prêtait aux sujets les plus dissemblables. Un instant, elle conta une petite anecdote dans laquelle un Marseillais se trouvait en scène. « Prenez garde, lui dis-je en riant, j'en suis un. — Je le sais, » me répondit-elle d'un geste aimable.

Plus que de sa beauté où tant de noblesse rehaussait tant de grâce, je fus émerveillé de son aptitude à tout comprendre et à tout discuter, de son intelligence prime-sautière, de sa parole vive, animée de saillies originales et parfois de chaude éloquence; et j'emportai la conviction qu'une telle nature ne pouvait se tromper qu'à la Corneille, en haut.

Le prince Napoléon me conta quelques jours plus tard qu'elle avait dit : « Il m'a parlé sans aucun embarras, comme on le fait avec une personne en laquelle on sent de la sympathie et à qui l'on veut plaire; je lui sais gré d'avoir été ainsi. » Et le Prince ajouta : « Maintenant que vous êtes devenu possible, Rouher est votre ennemi. »

X

On eût dit que le prince Napoléon n'eût qu'une préoccupation, celle de se rendre impossible. Au lieu de rester à Paris auprès de l'Impératrice en l'absence de l'Empereur, comme l'eût exigé sa qualité de vice-président du Conseil privé, il choisit ce moment pour aller prononcer un discours à Ajaccio, à l'inauguration du monument élevé à Napoléon I^{er} et ses frères (15 mai 1865). Le discours est beau, et il présente une synthèse saisissante dans sa

sobriété de la vie du grand Empereur, certainement un peu arrangée *ad usum Delphini*, mais vraie dans ses traits essentiels. Le thème dominant était celui que je venais d'indiquer dans mon discours, que la pensée politique réelle et définitive de Napoléon 1^{er}, ajournée par les guerres auxquelles il avait été condamné pour la défense de la Révolution française dont il était la personification extérieure, se trouve dans l'Acte additionnel de 1815. Les articles de cet acte « contiennent toutes les conquêtes de la liberté moderne; ils résument l'expérience et la pratique des peuples les plus libres. »

Ce discours libéral inquiéta cependant les libéraux. « J'aime la liberté sous toutes ses formes, y était-il dit, mais je préfère ce que j'appelle les libertés de tous, qui sont le suffrage universel loyalement appliqué, la liberté complète de la presse, le droit de réunion, — elles me semblent plus conformes à l'esprit de mon pays, — oui, je préfère la liberté et une politique influencée par l'opinion publique, à des ministres résultant souvent d'une coterie parlementaire qui s'impose au souverain. »

On ne comprit pas cette aversion contre les Parlemens. Sans aucun doute, on doit les contenir rigoureusement dans leur sphère, les empêcher d'absorber le pouvoir exécutif et d'annihiler son action indépendante. Et il n'est rien de plus pitoyable que d'entendre des députés s'écrier : « Nous sommes les représentants du suffrage universel, par conséquent nous sommes souverains, pouvant faire tout ce qui nous convient. » Un tel langage constitue une hérésie constitutionnelle. La souveraineté intégrale et toute-puissante n'existe que dans la nation. Quand elle a divisé les pouvoirs réunis dans sa souveraineté, en les *délegant* à des corps ou à des personnes distinctes, chaque délégation ne vaut que dans la sphère qui lui a été assignée. Au Parlement la nation ne délègue que la portion de la souveraineté qui consiste à contrôler et à voter des lois: dès qu'il va au delà et qu'il prétend gouverner, il usurpe. Mais, si l'on admet que le pouvoir exécutif n'est pas absolu et que ses résolutions doivent être influencées et jugées par l'opinion des journaux et des réunions publiques, pourquoi exclure le contrôle et le jugement parlementaires? Le Parlement, formé par le pays, sous l'action d'une presse indépendante, ne constitue-t-il pas au moins la plus respectable des réunions publiques et n'est-il pas illogique de lui contester l'autorité qu'on accorde à des assemblées sans mandat?

Cependant, entremêlées aux tableaux historiques se trouvaient dans le discours un certain nombre de réflexions, les unes déplacées dans une bouche officielle, telles que celles sur le catholicisme douteux de Napoléon I^{er} (1), d'autres contraires à la politique du gouvernement, telles que celles sur l'obligation de secourir la Pologne, impliquant la condamnation de l'Empereur qui ne l'avait pas fait. L'attaque contre le pouvoir temporel du Pape défendu par notre diplomatie impériale était des plus violentes (2); de dures paroles visaient les ministres (3), et la phrase suivante frappait l'Empereur lui-même : « Napoléon I^{er} ne faisait jamais que ce qu'il voulait et il savait le faire complètement. »

Il était étonnant aussi qu'au milieu d'une telle exaltation de la liberté, il n'y eût pas un mot de justice, sinon de reconnaissance, pour tout ce que l'Empereur avait fait de considérable en faveur de la liberté civile et d'important pour la liberté politique.

Il était impossible que l'Empereur supportât en silence une telle manifestation.

XI

L'Empereur arrivait d'Oran à Alger, sur l'*Aigle*, lorsqu'on lui remit ce discours. Il le lut attentivement, puis il dit à son secrétaire Franceschini-Pietri : « Il est toujours le même; il a manqué de mesure. Quelques phrases de moins et ce serait bien. » Cédant à ce terrible premier mouvement épistolaire

(1) « Napoléon était religieux d'une manière générale, mais il est difficile de rattacher ses convictions à une religion formulée. Avant qu'il ne fût maître de la Révolution, il partageait évidemment les idées philosophiques de tous les partisans du nouveau régime. Chef d'État, il ne suivit les prescriptions d'aucun culte et refusa à Pie VII, pour lequel il avait une affectueuse vénération, de communier lors du sacre et du couronnement. »

(2) « Ne sentez-vous pas à ces luttes soulevées pour le pouvoir temporel qu'il s'agit aujourd'hui d'enlever cette dernière forteresse du moyen âge? Rome aux mains du Pape, c'est le foyer de la réaction contre la France, contre l'Italie, contre notre société : singuliers catholiques que ceux qui veulent faire dépendre l'avenir de la religion d'un pouvoir temporel maintenu à Rome par la force. »

(3) « Les subalternes empressés à mettre le Gouvernement à l'abri de la moindre attaque, mais qui, dans leur faux dévouement et leurs exagérations intéressées, ne cherchent qu'un moyen de dissimuler au public et au Souverain leur insuffisance et leurs fautes. »

auquel il ne résistait pas, aussi sévère avec la plume qu'il était doux en paroles, il dicta tout d'une haleine à Pietri la lettre suivante : « Monsieur et très cher cousin, — Je ne puis m'empêcher de vous témoigner la pénible impression que me cause la lecture de votre discours d'Ajaccio. En vous laissant pendant mon absence, auprès de l'Impératrice et de mon fils comme vice-président du Conseil privé, j'ai voulu vous donner une preuve de mon amitié, de ma confiance, et j'espérais que votre présence, votre conduite, vos discours témoigneraient de l'union qui règne dans notre famille. — Le programme politique que vous placez sous l'égide de l'Empereur ne peut servir qu'aux ennemis de mon gouvernement. A des appréciations que je ne saurais admettre vous ajoutez des sentimens de haine et de rancune qui ne sont plus de notre époque. Pour savoir appliquer aux temps actuels les idées de l'Empereur, il faut avoir passé par les rudes épreuves et la responsabilité du pouvoir. Et, d'ailleurs, pouvons-nous réellement, pygmées que nous sommes, apprécier à sa juste valeur la grande figure historique de Napoléon ? Comme devant une statue colossale, nous sommes impuissans à en saisir à la fois l'ensemble; nous ne voyons jamais que le côté qui frappe nos regards : de là l'insuffisance de la reproduction et les divergences des opinions. — Mais ce qui est clair aux yeux de tout le monde, c'est que, pour empêcher l'anarchie des esprits, cette ennemie redoutable de la vraie liberté, l'Empereur avait établi dans sa famille d'abord, dans son gouvernement ensuite, cette discipline sévère qui n'admettait qu'une volonté et qu'une action. Je ne saurais désormais m'écarter de la même règle de conduite. »

La lettre finie, l'Empereur dit à Pietri : « Comment la terminer ? Je ne puis cependant pas lui exprimer des sentimens affectueux. — Votre Majesté, répondit le secrétaire, écrit une lettre officielle; il n'y a qu'à employer la formule d'usage en pareil cas. — Vous avez raison. — » Et la fin de la lettre fut : « Sur ce, Monsieur et cher cousin, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde. » (Du 26 mai 1865.)

Le discours du Prince avait produit à Paris une indignation violente dans le monde officiel. Cette émotion avait été accrue par un article contre la Chambre de Guérault, qu'on savait le porte-plume du Palais-Royal. Le marquis de Pierre, très échauffé, me demanda ce que je pensais. Je le calmai et l'engageai à con-

seiller de ma part à l'Impératrice de ne rien faire de son chef, d'attendre ce que déciderait l'Empereur, de se garder de frapper *l'Opinion nationale*, car il semblerait qu'on se vengeait sur le valet de ce qu'on n'osait contre le maître. — Mais, me répondit de Pierre, l'article est insultant contre la Chambre. — Eh bien! que La Valette appelle Guérout et fasse la grosse voix; il obtiendra une rétractation. »

C'est ce qui fut fait. L'Impératrice garda son sang-froid. Le Prince à son retour vint la voir. — « Eh bien! Madame, allez-vous me faire mettre à Vincennes? — Je le ferais certainement, si l'Empereur m'en eût donné l'ordre; mais j'attends sa décision. » La lettre de l'Empereur arrivée, elle manda le Prince, la lui remit et donna au ministre de l'Intérieur La Valette l'ordre de l'insérer au *Journal officiel*.

J'allai aussitôt au Palais-Royal : personne dans le salon d'attente. Le Prince, plus abattu qu'irrité, ne manifestait aucune animosité contre l'Impératrice, il m'en parla même avec admiration; mais sa fureur éclata contre La Valette : c'était son ami, il aurait dû se retirer plutôt que de consentir à insérer la lettre impériale au *Journal officiel*; il ne lui pardonnerait pas cette trahison. Rouher ne fut pas épargné davantage. « Après cette répudiation des idées libérales, vous n'avez, me dit-il, qu'à vous rejeter dans l'opposition extrême! » Je lui donnai des conseils plus modérés : il devrait attendre l'Empereur et s'expliquer avec lui. Il n'eut pas cette patience. Il envoya sa démission de membre du Conseil privé, de président de l'Exposition universelle de 1867. Donner sa démission était la seule manière dont il exerçât son activité politique : il ne prenait pas même le temps de revêtir une de ses dignités avant de les user. — En outre, il congédia chambellan et dame d'honneur, et se retira dans sa terre de Prangins, faisant déclarer par ses amis qu'il ne reprendrait sa situation officielle que si on lui accordait des réparations, dont la principale serait le renvoi de La Valette.

Cette malheureuse harangue d'Ajaccio, inspirée par une pensée libérale, tourna contre la liberté : l'Empereur s'ancra d'autant plus dans sa résolution d'immobilité qu'en s'avancant il eût paru obéir à l'ultimatum insolent de son cousin. L'effet de mon discours en fut très affaibli. Le Prince avait mal tenu sa promesse de seconder mon entreprise.

XII

Les jeunes coquins âgés de moins de seize ans, acquittés comme ayant agi sans discernement, mais non remis à leur famille (art. 66 du code pénal) étaient soumis, souvent pendant plusieurs années, dans la prison de la Petite Roquette, à l'atroce régime d'un emprisonnement cellulaire de jour et de nuit. Ce régime constituait une violation flagrante de la loi du 5 août 1850, qui, loin d'établir l'emprisonnement cellulaire, avait voulu l'éducation en commun, l'application aux travaux de l'agriculture et aux industries qui s'y rattachent. L'Impératrice, étant allée visiter cet enfer, avait été émue, et avait fait créer par l'Empereur revenu d'Algérie une commission pour rechercher s'il n'y avait pas lieu de supprimer cette prison et d'y substituer un régime moins féroce dans des colonies agricoles (22 juin 1865). La commission se composait du préfet de police Boittelle, du président du Conseil d'État, Vuitry, de Mgr Darboy, du procureur général de Marnas, du conseiller d'État Cornudet, de l'ancien président à la Cour de cassation Béranger, du docteur Rayer, du député Mathieu; on me demanda d'en faire partie et j'y consentis.

A la fin de la première séance, j'arrivais dans la cour des Tuileries lorsque Bosredon, secrétaire général du ministère de l'Intérieur, secrétaire de la Commission, homme fort aimable et très distingué, me prit à part et me dit que l'Impératrice désirait causer avec moi au jour et à l'heure qui me conviendraient. Je fixai le mardi 27 juin. Je la trouvai seule, à côté d'une petite table chargée de livres, son fauteuil protégé par un petit paravent. Elle se leva, m'invita à m'asseoir. Au bout de quelques instans la porte communiquant avec les appartemens intérieurs s'ouvrit; l'Impératrice fit un signe de la main; alors la porte s'ouvrit tout à fait, l'Impératrice se leva et, d'un ton un peu trop solennel, dit: « L'Empereur! » Je fis quelques pas en avant. « J'ai souvent entendu parler de vous, me dit l'Empereur, par un de mes amis, Morny. — Oh! répondis-je, c'était une nature charmante, fine et forte, et j'éprouvais pour lui une véritable affection. — Il appréciait beaucoup aussi votre personne et votre talent. » Nous échangeâmes quelques observations sur la Roquette, puis l'Impératrice me pria de répéter ce que je lui avais dit sur le droit

de réunion et sur M. Thiers. L'Empereur m'écouta très attentivement. Quand je lui affirmai qu'il était urgent d'accorder aux ouvriers un droit quelconque de réunion, afin que la coalition ne devint pas une conspiration, il m'interrompit : « Vous avez raison. » A ma défense de Thiers il répondit brièvement : « Je l'ai beaucoup connu ; il veut toujours imposer sa pensée, et il est dangereux. »

L'entretien ainsi lancé s'étendit librement, un peu à bâtons rompus, sur un grand nombre de sujets. J'évitais de me donner un air de prédication et d'insister sur quoi que ce soit, me bornant à répondre aux interrogations. Ainsi l'Empereur m'ayant demandé quel était l'état mental des classes ouvrières, je lui dis que, depuis la loi des Coalitions, leurs sentimens anti-dynastiques avaient diminué, mais que leurs exigences de liberté croissaient. « Quelles libertés manquent donc ? — D'abord celle des élections ; les candidatures officielles violentent les populations. Ainsi il y a en ce moment une élection en Auvergne, en remplacement de Morny, j'en ignore le résultat... » — Il m'interrompit : « M. Girot-Pouzol est nommé. — Eh bien ! quelle nécessité y avait-il d'écrire dans le journal de la préfecture que voter pour M. Girot-Pouzol, homme fort inoffensif, c'était voter contre le gouvernement de l'Empereur ? — C'est vrai, mais que voulez-vous ? On ne peut se servir que d'hommes et ils ont leurs entrainemens : ceci est une question de mesure. »

L'échange d'idées sur la liberté de la presse fut beaucoup plus long. « Tous les gouvernemens, dit l'Empereur, commettent des fautes, et la presse est sans cesse occupée à les envenimer. » Et comme je montrais les inconvéniens du système de l'autorisation préalable et des avertissemens : « C'est difficile, a-t-il dit, mais quel système trouver ? » Je lui exposai succinctement le mien, celui du droit commun. Il écouta sans rien objecter. L'Impératrice intervenant pour insister à son tour sur les dangers de la liberté de la presse, je l'interrompis : « Le gouvernement de Votre Majesté est plus libéral qu'elle ne le suppose. En fait la liberté manque en province, mais à Paris la presse l'a suffisante pour vous faire tout le mal possible. Vous maintenez donc un régime qui permet de crier à l'oppression, bien qu'en réalité il ne soit pas oppressif. » Mon dernier mot fut : « Votre gouvernement est assez fort pour oser beaucoup. »

Le lendemain, l'Empereur dit à plusieurs personnes et no-

tamment à de Pierre, afin sans doute qu'il me le répêât : « M. Émile Ollivier n'est pas, comme on a voulu me le faire croire, un ambitieux ; il suffit de le voir un instant pour être sûr que ce n'est qu'un honnête homme, un homme convaincu. Morny avait raison. »

De mon côté, voici ce que j'écrivis sur mon journal : « J'ai été charmé par l'Empereur. Il a été gai, ouvert, aisément rieur, d'une simplicité qui met à l'aise, pas bavard certainement, mais agréablement causeur. Son œil est vif, fin, caressant. L'apparence est froide, toutefois sans raideur, et l'on sent une nature délicate, féminine. Je ne crois pas qu'on l'enlève d'assaut : les brouillons et les systématiques ne doivent pas avoir prise sur lui, il me semble que c'est par l'insinuation lente, douce et souple qu'on le persuade. Il m'a paru aussi qu'il devait être très défiant par excès de confiance, et ceci n'est pas paradoxal : je suppose que, lorsqu'il a confiance en quelqu'un, il se fie facilement à ses assertions, mais que, comme il a été souvent trompé, il doit hésiter à accorder sa confiance. Sa santé m'a paru bonne, cependant, par éclairs, sous la forme aimable, j'ai senti la lassitude du puissant blasé sur les hommes et sur les choses. Il ne reculera certainement pas, mais il ne se jettera pas en avant ; s'il avance, ce sera pas à pas ; nous n'en sommes pas encore au couronnement de l'édifice. »

Les premières impressions, pour qui sait observer, sont toujours les meilleures. Les sentimens réciproques conçus à cette première entrevue, malgré les intrigues, les dissentimens, et parfois même les hostilités apparentes, ne se sont jamais altérés : il s'y est seulement ajouté une nuance d'affection. Ils ont survécu aux malheurs, et malgré les douloureux devoirs que m'impose parfois l'impartialité historique, mes lecteurs ont pu se convaincre qu'ils sont toujours vivans en moi comme ils l'ont été chez l'Empereur jusqu'à son dernier jour.

XIII

La délibération sur les jeunes détenus de la Roquette devint orageuse. L'Impératrice fit éloquentement valoir les raisons d'humanité qui militaient contre ce régime cruel imposé à des enfans, même coupables. Le procureur général Marnas et Mathieu

démontrèrent que ces rigueurs constituaient la violation d'une loi. Mon intervention, dans ce sens, peut-être parce qu'elle fut plus passionnée que celle de mes confrères, peut-être parce que l'Impératrice l'encourageait par un assentiment visible, exaspéra Haussmann, et il en vint à des grossièretés, que je dus réprimer. La conduite de Mgr Darboy fut aussi étrange : il s'était d'abord prononcé contre l'emprisonnement cellulaire; tout à coup il se retourna en sa faveur, par cette raison pharisaïque, que, lorsqu'une loi a été violée pendant quatorze ans, il est grave de le reconnaître, car c'est implicitement blâmer ceux qui l'ont violée : pas le moindre sentiment de commisération sur les malheureux enfans, objet de notre délibération. Je n'emportais pas un souvenir sympathique de cette première rencontre avec l'éminent prélat dont j'admirais la puissante et haute intelligence. — Au vote nous fûmes six contre six et nous ne l'emportâmes que grâce à la voix prépondérante de l'Impératrice. On voulut me nommer rapporteur; je déclinai cet honneur et le fis attribuer à Mathieu, qui en grillait d'envie (1).

A la fin de la séance, l'Impératrice, à laquelle j'avais prêté un traité de Droit pénal, me dit : « Il faut que je vous rende le livre que vous m'avez prêté, » et elle m'invita à la suivre. Mon livre rendu, elle m'en montra un sur les colonies agricoles. « Le connaissez-vous? — Non, mais je voudrais bien le lire, et si Votre Majesté le permet, j'en noterai le titre. » Elle me tendit un crayon. « Il y aurait quelque chose de plus charmant, c'est que Votre Majesté voulût bien elle-même écrire le titre. » Elle sourit et de sa belle écriture le copia sur une grande feuille de papier. « J'espère, dit-elle, en me congédiant, que nous nous reverrons. — Je serai toujours aux ordres de Votre Majesté. »

« Sous ce gouvernement, dit Mathieu d'un ton amer, nous sommes destinés à voir les choses les plus étranges : cet hiver, nous verrons M. Émile Ollivier ministre de l'Intérieur. » Rouher fut averti de veiller. *Caveant consules.*

ÉMILE OLLIVIER.

(1) Voyez son rapport dans le *Moniteur* du 7 août 1865.

LES ORIGINES DE L'ODYSSÉE

I KALYPSO

I

Les fouilles des Schliemann et des Evans, les découvertes archéologiques à Troie, Mycènes, Tirynthe et Knossos, et les grands travaux des Helbig, des Perrot, des S. Reinach, des Pot-tier et des Dörpfeld, n'ont pas eu pour seul résultat de mettre dans les vitrines de nos musées les curieux monumens de la ci-vilisation *mycénienne* : le problème homérique en a été complè-tement renouvelé. L'*Épopée homérique*, grâce à W. Helbig, a éclairé les découvertes de cette archéologie préhellénique. Et, réciproquement, cette archéologie a élucidé ou mis en valeur bien des détails, bien des mots, bien des épisodes de l'*Épopée*, que l'explication littéraire ou philologique n'avait pas compris. Grâce aux fouilles mycénienes, les héros homé-riques sont aujourd'hui plus proches de nous, peut-être, que les Roland et les Turpin de nos *Chansons de geste*. Nous pouvons aujourd'hui voir le bouillant Achille, le vieux Priam, Pénélope et le Roi des Rois en leurs costumes, en leurs armures, en leurs parures, dans leurs palais. Je crois qu'il est temps de pousser encore plus loin cette reconstitution du monde homérique. Si

les personnages, sortis du rêve et de la légende, se dessinent nettement sur la toile historique, on peut dire que les fonds et les paysages restent encore perdus dans la brume, sous la poussière des contes accumulés. Mais une patiente étude de l'*Odyssée* m'a prouvé que ces paysages n'étaient ni moins réels ni moins faciles à retrouver que les héros eux-mêmes; après huit ou dix ans de recherches, je crois pouvoir offrir au public les authentiques photographies du Kyklope et des Sirènes, de Kirkè et des Lestrygons, de Charybde et de Kalypso (1).

L'*Odyssée* est une mine de renseignements précis. Ce n'est pas l'assemblage de contes à dormir debout que les vains littérateurs nous présentent. C'est un document géographique. C'est la peinture poétique, mais non pas imaginaire, d'une certaine Méditerranée avec ses habitudes de navigation, ses théories du monde et de la vie navale, sa langue et ses *Instructions nautiques*, comme disent nos marins (2). Grâce aux poèmes odysseens, cette Méditerranée peut être étudiée scientifiquement, datée avec une approximation précise, et remise à son rang, dans la série des Méditerranées historiques. Car l'histoire méditerranéenne peut se comparer à un terrain sédimentaire où, couches par couches, les marines successives ont laissé leurs traces. Ces dépôts, plus ou moins épais, sont de nature et de teintes différentes. Ils ont des traits communs; mais chacun d'eux a aussi des particularités caractéristiques qui permettent de le reconnaître et de le remettre à sa place.

Sous nos yeux, l'une de ces couches méditerranéennes est en train de se déposer. Depuis le commencement du xix^e siècle, les Anglais ont conquis la direction du trafic méditerranéen. Leurs termes de marine et de commerce, leurs marchandises et leurs modes, leurs mesures et leurs habitudes de navigation ont pénétré de Gibraltar à Alexandrie. La Méditerranée actuelle tient, comme en suspension, ces matériaux anglais, qui se déposeront quelque jour et passeront à l'état de sédiments, quand une autre

(1) Le résultat complet de mes recherches et la discussion minutieuse de chacune de mes preuves paraîtra prochainement à la librairie Armand Colin sous le titre *les Phéniciens et l'Odyssée*. Si les lecteurs de la *Revue* veulent vérifier chacune de mes assertions, je les renvoie au texte même et aux cartes, plans et photographies de ce volume.

(2) On appelle *Instructions nautiques* les renseignements, descriptions, vues de côtes, conseils, prévisions, etc., publiés sur chaque mer du globe, avec leurs vents, leurs courans, leurs golfes, rades, ports, phares, etc., par notre *Service hydrographique de la Marine*.

puissance, — allemande, française ou italienne, — reprendra le dessus. On pourra étudier alors les gisemens anglais autour de Gibraltar, de Malte, de Smyrne, de Chypre et du canal de Suez. Cette couche anglaise recouvrira presque partout le terrain français des XVIII^e et XVII^e siècles, installé déjà sous le flot anglais. Avant les Français, les Italiens avaient eu cinq ou six siècles de monopole : une épaisse couche italienne est encore visible en certains points. A leur tour, les Italiens avaient eu comme prédécesseurs les Arabes : on peut dire que cette période arabe, qui dura deux ou trois siècles, nous est presque inconnue, non pas faute de documens, mais faute d'exploration et d'étude. Il en est de même de la couche byzantine, qui, sous le mince feuillet arabe, nous conduit aux bancs épais, compacts et uniformes, des Romains et des Grecs : nous la connaissons très mal et nous l'étudions très peu. Sous elle, au contraire, les terrains de l'époque classique nous sont familiers : nous en reconnaissons à première vue les échantillons et les fossiles ; Alexandrie et Laodicée, le Méandre et le Tibre, Rhodes et Marseille, Ostie et Panorme parlent à tous nos souvenirs. C'est l'arrière-fond de notre science historique. Ce sont là, croyons-nous, les plus vieux terrains de l'histoire méditerranéenne.

Mais considérez un peu cette couche gréco-romaine, et tout aussitôt, dans les gisemens les plus anciens, une étude, même superficielle, vous fera reconnaître des débris qui ne sont pas contemporains de la masse, qui n'ont pas glissé là non plus d'une couche postérieure, mais qui doivent provenir d'une couche plus ancienne encore. Ce sont : ou des noms de lieux qu'aucune étymologie grecque ni latine ne parvient à expliquer, *Ida, Samos, Korinthos, Salamis, Rhència, Kasos, Massicus, Cumae, Oino-tria*, etc., ou des situations de villes contraires à toutes les théories des Grecs : Tirynthe, Chalcédoine, Astypalées, etc. ; ou des systèmes politiques, des amphictyonies de *sept* ports, dont la politique grecque ne donne ni le modèle ni la clef ; ou des routes de commerce jadis suivies on ne sait par quelles caravanes et abandonnées, semble-t-il, du jour où le peuple grec, maître de ses destinées, eut la conscience de ses propres besoins. Si, mis en éveil par ces constatations, vous cherchez quelque lumière dans le plus vieux document géographique des Grecs, je veux dire dans l'*Odyssée*, vous y retrouvez bientôt les mêmes mots et les mêmes phénomènes incompréhensibles. Noms,

routes, habitudes, conceptions, théories, l'*Odyssée* ne semble pas grecque. Elle est du moins pleine de souvenirs qui semblent *anti-helléniques*, parce qu'ils sont *anti-helléniques*, contradictoires à tout ce que nous savons de la langue, de la pensée, de la vie et de la civilisation grecques. A s'en tenir même au ton général de l'*Odyssée*, Gladstone déjà remarquait avec raison combien les belles formules homériques de politesse, — « j'ai l'honneur d'être fils d'un tel, » par exemple, — sont étrangères à ces ignorans du protocole qu'ont toujours été et que sont encore les Hellènes.

Or les Anciens savaient qu'avant les marines grecques, des marines levantines, syriennes, avaient établi leur empire de la mer, leur « thalassocratie, » sur presque tous les rivages méditerranéens : de Sidon à Cadix, de Tyr à Mégare et à Thèbes de Béotie, les Kadmos et les Danaos de Phénicie ou d'Égypte avaient étendu leurs explorations et leur commerce. Cette tradition paraît digne de foi. Sous la couche grecque, en effet, il semble que la Méditerranée recèle une couche sémitique : les sites, d'une part, et les noms de lieux, de l'autre, peuvent fournir d'indiscutables témoins. Les noms de lieux, surtout, méritent une étude soigneuse, quand ils se présentent sous forme de *doubles*, c'est-à-dire quand deux vocables, accouplés pour désigner un seul et même lieu, ne semblent en réalité qu'un seul et même nom en deux langues différentes, si bien que l'un des deux apparaît comme un original et l'autre comme une traduction.

A travers toutes les mers et sur tous les continents, chaque fois que deux peuples se succédèrent dans la possession des champs ou l'exploitation du commerce, ce phénomène des doubles géographiques reparait. Partout et toujours, les nouveaux occupants adoptent, en partie du moins, l'onomastique de leurs prédécesseurs. Ils traduisent les noms d'autrui dans leur propre langue ; mais souvent ils conservent aussi ces mêmes noms dans la langue d'autrui : leur géographie nous transmet ainsi la vieille onomastique en partie double, le mot original à côté de sa traduction. Quand les Italiens de Venise, de Florence ou de Gènes, commencent l'exploitation de l'Archipel byzantin, ils reçoivent des marines grecques le nom de *Montagne-Sainte* pour l'Athos peuplé de couvens orthodoxes : ils disent en italien *Monte-Santo* ; mais leurs cartes, portulans et miroirs de la mer conservent aussi le nom grec *Hagion Oros*. Quand les Espagnols, Italiens

et autres Latins entreprennent la découverte et la « marchandise » du Nord de l'Afrique, les Arabes leur apprennent qu'au delà du Sahara ou Grand Désert, s'étend le Pays des Nègres, *Belad-es-Sowdan* : les Latins traduisent en *Nigritie* l'original arabe, mais ils n'oublient pas cet original, et nos cartes récentes écrivent encore « *Soudan ou Nigritie*. »

Ces doublets géographiques peuvent être d'un grand secours pour l'étude de la Méditerranée préhellénique, et ils apportent avec eux une certitude presque absolue. L'étymologie d'un nom isolé peut toujours sembler douteuse ou improbable : même démontrée, elle n'est que seulement vraisemblable ; par suite, l'origine d'un nom isolé reste toujours incertaine. Mais, en présence d'un doublet, la certitude s'impose. Il est bien évident, et d'une évidence immédiate, universelle, que, des pays s'appelant à la fois *Soudan* et *Nigritie*, *Tcherna-Gora* et *Monte-Negro*, si de ces noms les uns signifient dans les langues latines le *Pays des Nègres* ou la *Montagne-Noire* et si les autres, expliqués par une étymologie arabe ou serbe, nous ramènent au même sens, il est évident que tour à tour ces pays furent au contact des Latins et des Arabes ou des Latins et des Slaves et que deux commerces ou deux civilisations s'y sont succédé : quand nous n'aurions aucun autre indice de la pénétration arabe en Afrique et serbe dans l'Adriatique, nous pourrions affirmer encore qu'il fut un temps où le Pays des Nègres connut des marchands ou des conquérans arabes, et où la Montagne-Noire fut au pouvoir d'un peuple serbe.

Or la Méditerranée primitive est peuplée de doublets gréco-sémitiques. De Chypre à Cadix, ces doublets jalonnent les routes du vieux commerce phénicien. Une ville chypriote s'appelle *Soloi* et *Aipeia*, parce que le mot sémitique *saloe* ou *soloe* veut dire les *roches* et que le mot grec *aipeia* signifie l'*escarpée*. De même sur les côtes de Sardaigne, un îlot porte durant l'antiquité les trois noms de *Énosim*, *Ilérakon nēsos*, et *Accipitrum insula*. Les deux derniers sont faciles à comprendre et à reconnaître : ils sont grec et latin et signifient tous deux l'*Ile des Éperviers*. Mais le premier, expliqué par une étymologie sémitique, ramène encore au même sens ; il est aussi formé de deux mots : *e*, *ai* ou *i*, en hébreu et en phénicien, signifie la *terre*, *île*, et *nosim* est le pluriel de *nis* ou *nous* qui signifie l'*épervier*. Cette Ile des Éperviers est située dans la rade de Carloforte que fréquentent

les bancs de thon et les bandes d'oiseaux de proie qui les suivent. Les éperviers ou faucons sardes sont toujours demeurés célèbres : longtemps cette côte de Sardaigne paya en faucons son tribut aux rois espagnols.

Répandus dans toute la Méditerranée antique, les doublets gréco-sémitiques sont plus fréquens dans les eaux grecques. Toutes les îles grecques, ou presque toutes, nous en ont conservé quelqu'un. Il suffirait de réunir en liste les noms insulaires de l'Archipel. Chaque île grecque a deux noms pour le moins. La même île se nomme à la fois *Ortygia* et *Dèlos*, *Kallistè* et *Thèra*, *Akhnhè* et *Kasos*, *Kéladoussa* et *Rhèneia*, etc. L'un de ces noms, authentiquement grec, a pour nous une signification très claire : Kéladoussa est l'*Île Hurlante* ; Akhnè est l'*Île de l'Écume*. L'autre nom devient aussi clair et nous rend la même signification, quand nous l'expliquons par le vocabulaire sémitique : Rhèneia en hébreu est le *Hurlement*, et Kas est l'*Écume*. Étudiez l'un de ces doublets à l'aide de l'*Odyssée* et des *Instructions nautiques* : vous percevrez les raisons ou visions de marins d'où sortit cette onomastique.

Prenez, par exemple, le doublet *Amorgos-Psychia*. Entre les côtes de l'Asie Mineure et les côtes de la Grèce, le pont des Cyclades n'est interrompu que par le large canal qui sépare Icaria de Myconos, Amorgos de Léros, Astypalée de Kos. Les autres chenaux insulaires sont sans largeur ; ce canal médian est, au contraire, un « abîme de mer, » comme dit l'*Odyssée*. En son milieu cependant, entre Amorgos et Léros, la traversée en est rendue moins longue par deux îlots rocheux qui le barrent et qui peuvent, quelques instans, servir d'abri. Aussi, pour atteindre les îles et les côtes helléniques, les marins orientaux choisissent de préférence cette traversée entre Léros et Amorgos, et cette dernière île leur offre, après ce long trajet, un reposoir assuré avec de bons ports et des aiguades.

La côte Sud d'Amorgo, disent les *Instructions*, est une succession de falaises énormes d'une grande hauteur, d'où les rafales tombent avec fureur pendant les coups de vent de Nord, balayant l'eau en écume. Les navires qui longent cette côte devront s'en tenir à grande distance ; on n'y trouve ni abri ni mouillage. Mais la côte Nord offre deux bons mouillages. Port Vathy (le Port Profond) est un petit port sûr, bien que les coups de vent de Nord-Est y soient violens. Mais la tenue est bonne et les navires y sont à l'ancre en sûreté. Il n'y a aucun écueil à redouter en entrant dans le port, car le rivage est accore tout autour. A l'extrémité Nord-Est d'Amorgos, la baie

de Santa-Anna a trois quarts de mille de profondeur et près de un mille et demi de largeur au fond, où il y a une plage de sable et quelques maisons isolées. Elle est ouverte à l'Ouest et a de grands fonds. Cependant un navire pourrait en cas de nécessité mouiller dans le Nord-Ouest. Un ruisseau de bonne eau douce se jette dans la baie.

L'Amorgos des Anciens avait ses deux ports à Santa-Anna et à Port Vathy. Sur les sables de Santa-Anna, c'était le port grec d'*Aigialè*, la Plage. Dans le cercle profond de Port Vathy, c'était une ancienne *Halte* phénicienne, une *Minoa*. L'île entière portait les deux noms de *Amorgos* et de *Psychia*. Le premier est incompréhensible en grec. Le second signifie l'*Île du Souffle* ou du *Frais*. Un texte d'Hérodote nous donne la juste valeur de ce terme dans la langue des navigateurs : « La flotte arrivée sur cette plage, on *souffla* et l'on hala les navires à sec, ἐς τοῦτον τὸν ἀγκυλὸν ἀνέφυγον. » La Plage, *Aigialè*, d'Amorgos offre un pareil rivage à l'échouement des navires. Venus du Sud-Est, les marins d'Asie soufflent vraiment en ce refuge. Car il leur a fallu traverser le grand abîme, qui sépare Amorgos des îles asiatiques, puis doubler le coup de rame quand la côte Sud-Est de l'île leur est apparue. Cette côte terrible, « d'où les rafales tombent avec fureur, balayant l'eau en écume, » est toute semblable à telle côte odysseenne qui se dresse fumante d'embrun et fouettée de grosses vagues retentissantes : « Attention, dit Ulysse, que tout le monde écoute bien ! tenez ferme sur les bancs et pesez sur les rames : la côte est accore ; il ne faut pas craindre de taper fort dans l'eau ; il s'agit de ne pas rester là-dessous, mais, si Dieu le veut, de nous en tirer. » On double le coup de rame et l'on passe ; mais, de l'autre côté, on éprouve le besoin de souffler, et rien n'est bon alors comme une plage éventée, où l'on peut tirer le vaisseau et manger ou dormir au frais : quand Ulysse a franchi les roches grondantes, il est forcé, par la révolte de son équipage, de relâcher dans le Port Creux, sur une plage de sables, auprès d'une aiguade.

Sur la côte Nord-Est d'Amorgos, une fois les falaises contournées, les marins orientaux trouvaient dans la baie de Santa-Anna une plage, une source et les vents frais du Nord. C'était bien la Plage du Souffle, *Aigialè Psychia*, où l'on séjournait un peu avant d'atteindre le Port de la Halte, *Minoa*. Or les Septante traduisent par le mot grec *anapsyxis* (c'est le mot qu'Hérodote employait plus haut) le terme hébraïque *margoa* ou *morgoa*, dans

le passage de Jérémie que voici : « Dressez-vous sur les routes et cherchez la bonne voie et trouvez un reposoir pour vos âmes » (ou pour vos souffles, car le mot hébraïque *naphes* a le double sens du grec *psychè* et du latin *anima*). Le reposoir ou souffloir des Phéniciens, *a-morgoa* (avec l'a prosthétique ou l'article sémitique en tête), est devenu l'*Amorgos-Psychia* des Hellènes. Voilà donc un doublet gréco-sémitique bien intelligible et bien établi. Toutes les îles grecques, de Rhodes à Corfou et de Thasos à Cythère, nous en peuvent offrir de pareils : la *Belle-Île* que les Hellènes nomment *Kallisté* portait aussi le nom phénicien de *Thèra*; l'*Île de l'Écume* était pour les Grecs *Akhné* et pour les Phéniciens *Kas-os*; les *Hurlemens* de la Grande Délos lui valurent des Sémites le nom de *Rhèneia*, et des Hellènes celui de *Kéladoussa* : deux par deux, ces noms inséparables s'expliquent mutuellement et se fournissent l'un à l'autre leurs marques d'origine.

II

Mais il suffit d'explorer avec soin la Méditerranée odysseenne pour découvrir qu'elle est aussi la Méditerranée des doublets gréco-phéniciens : l'*Odyssée* n'est qu'un tissu de doublets gréco-sémitiques; ses descriptions sont contemporaines du temps, dont parle Thucydide, où « des Phéniciens et des Kariens occupaient la plupart des îles. » Si l'on veut un exemple typique et bref, l'île de Kirkè se nomme pour le poète odysseén *Aiaïè*. Or les mots grecs *nèsos kirkès*, que nous transcrivons en *Île de Kirkè*, signifient en réalité « l'Île de l'Épervière » : *kirkè* n'est en grec qu'un nom commun, le féminin de *kirkos* qui signifie *épervier*. Mais *ai-aiè* à son tour rentre dans une classe de noms insulaires, que les éditeurs du *Corpus Inscriptionum semiticarum* ont depuis longtemps signalée, et nous venons d'étudier l'un de ces vocables dans notre Île des Faucons sarde, *Ê-nosim*. Nous savons que ce vocable est composé de deux mots sémitiques : *ai*, *e* ou *i* veut dire *île*; *nosim* veut dire les *faucons*. L'Écriture nous fournit pareillement *aiè* comme nom hébraïque de l'épervier ou, plutôt, de l'épervière, puisque ce mot en hébreu ne s'emploie jamais qu'au féminin. Et ceci est digne de remarque : en grec, tout au contraire, le féminin régulier *kirkè* est inusité et c'est le masculin *kirkos* qui sert pour les deux genres, avec l'article mas-

culin ou féminin suivant les nécessités. Quand donc le poète odysseén dit *nēsos kirkēs*, il traduit l'original sémitique *ai-aiè*, avec une fidélité qui va jusqu'à l'extrême limite de la correction et même un peu contre l'usage.

Sous toutes les aventures d'Ulysse, on retrouve de pareils vocables sémitiques, qui nous reportent à la Méditerranée phénicienne et qui peuvent la reconstituer sous nos yeux. Et réciproquement cette Méditerranée phénicienne, une fois retrouvée, nous explique l'ensemble et le détail des aventures odysseénnes. Ulysse ne navigue plus dans une brume de légende en des pays imaginaires. De cap en cap, d'île en île, il cabote sur les côtes italiennes ou espagnoles que fréquentait le commerce phénicien. Les monstres atroces qu'il rencontre, cette horrible Skylla, qui, du fond de sa caverne, hurle comme un jeune chien à l'entrée du détroit de Sicile, les Phéniciens la connaissaient réellement et la signalaient à leurs pilotes, comme nos marins la connaissent aujourd'hui et la signalent dans les parages du détroit de Messine : « En dedans du cap, disent les *Instructions*, s'élève le mont Scuderi, qui a 1250 mètres de hauteur. Au près du sommet aplati de cette montagne, il existe une caverne, d'où le vent sort en soufflant avec une certaine violence. » Les *Instructions nautiques* sont encore et toujours le meilleur commentaire de l'*Odyssée*.

Les Anciens avaient coutume de chercher dans les poèmes homériques la source de toute science et de toute vérité : même avant d'entreprendre mes études odysseénnes, j'avoue que cette conception me paraissait la plus satisfaisante. A voir dans une œuvre des Hellènes, quelle qu'elle soit, un produit de la seule imagination, on s'éloigne d'un juste sentiment des choses. Qui-conque a longtemps vécu dans la fréquentation des Hellènes, anciens et modernes, est bien obligé de convenir que l'imagination n'est pas leur faculté maîtresse ni la source de leurs œuvres d'art. L'invention créatrice n'est pas ce qu'ils demandent à leurs artistes. Peu leur importe qu'après vingt autres, un tragique leur répète, sans y rien changer, les douloureuses aventures d'Hécube ou d'Antigone. Sans modifier en rien la disposition générale de l'œuvre, un architecte ou un sculpteur pourra toujours leur recommencer le temple ou la statue que cent autres avant lui auront faits. Les poèmes homériques et surtout l'*Odyssée* ne se distinguent pas des autres œuvres grecques. Il ne faut pas comparer l'*Ulysseide* aux énormes tétalogies des Hindous ni aux

folles rêveries des Arabes : « Bâter une vaine tératologie sans aucun fondement de vérité n'est pas homérique, » dit Strabon. Il vaut mieux rapprocher l'*Odyssée* de tels ou tels poèmes géographiques, demi-scientifiques, utilitaires, que composèrent ou traduisirent les Grecs et les Romains pour codifier leurs découvertes et celles d'autrui. Il y aurait quelque irrévérence sans doute et une grosse erreur à pousser jusqu'à l'extrême ce rapprochement entre Homère et Scymnus de Chios ou Aviénus. Il faut pourtant l'avoir présent à l'esprit. Il ne faut jamais oublier les tendances utilitaires de l'esprit grec : leurs poètes se proposent d'abord d'instruire ou de moraliser leur auditoire. Car leurs poètes les connaissent et s'adaptent à leurs goûts. Ces marins écoutent plus volontiers les vers qui peuvent les servir dans leurs navigations. Tout en passant une heure agréable, ces hommes pratiques veulent apprendre les chemins des eldorados, « la longueur du voyage et le retour à travers la mer poissonneuse, » comme dit Ulysse lui-même.

Il faut donc étudier et traduire l'*Odyssée*, non pas à la façon des rhéteurs et manieurs de *Gradus*, qui n'y voient qu'un assemblage de beautés et d'épithètes poétiques. Dès l'antiquité, certains ne tenaient Homère que pour un conteur de fables : « Ératosthène, dit Strabon, prétend que le poète ne cherche que l'amusement et non la vérité. » Mais une école adverse, celle « des Plus Homériques, qui suivent vers par vers l'épopée, » savait, dit le même Strabon, que la géographie d'Homère n'est nullement inventée, que « le poète est, au contraire, le chef de toute science géographique : » ses récits sont exacts, « plus exacts bien souvent que ceux des âges postérieurs ; ils contiennent sans doute une part d'allégories, d'appâts, d'artifices pour le populaire ; mais toujours, et surtout dans les *Voyages d'Ulysse*, ils ont un fondement scientifique. » L'étude des *Voyages d'Ulysse* vérifie pleinement la justesse de cette phrase. Les descriptions homériques les plus apparemment fantaisistes ne sont toujours qu'une exacte, très exacte copie de la réalité. Le plus souvent, en regard des vers de l'*Odyssée*, on peut copier quelque passage de nos *Instructions nautiques* ou mettre l'une de nos cartes marines.

Pour illustrer cette exactitude des descriptions odysseennes, les cartes et photographies des lieux sont même d'un indispensable secours : seules, elles peuvent nous donner l'explication

précise de tous les mots du poète. Quand, autour de la grotte du *Kyklope*, le poète nous décrit le rond de pins et d'arbres à la haute chevelure, les photographies nous montrent qu'en réalité, actuellement encore, les rivages du *Kyklope* et la grotte elle-même (car elle existe telle que le poète nous la décrit) sont ombragés de grands chênes et de pins-parasols, d'arbres à la haute frondaison, tout différens des chênes verts et des pins rabougris qui bordent les mers helléniques. Quand le poète nous dépeint les inquiétudes de *Télémaque* rentrant par mer du *Péloponnèse* et craignant d'échouer ou de périr sur les *Iles Pointues*, nous ne pouvons rien comprendre à ces vers, nous ne pouvons même pas découvrir le gîte de ces *Iles Pointues* (et l'exemple de *Strabon*, comme celui de tous les commentateurs anciens et modernes, est là pour nous avertir), si nous ne consultons pas quelque carte marine. Mais prenez une carte marine et les *Instructions* du canal de *Zante* : entre les côtes éléennes, que vient de quitter le fils d'*Ulysse*, et son île d'*Ithaque*, ce canal offre un danger que la carte et les *Instructions* signalent soigneusement. C'est, en pleine mer, un archipel d'écueils, les uns à peine émergés, les autres couverts d'eau, que les navigateurs redoutent, le groupe des *Roches Montagne* ou *Monte-Acuto*, du *Mont Pointu* : « ce dangereux plateau de roches, disent les *Instructions*, s'étend sur l'espace d'un mille et comprend quatre pâtés distincts; un navire à voiles devra tourner ces dangers à bonne distance; par des vents faibles ou par calme, il pourrait être drossé par le courant, qui, par les vents du Sud, est fort dans leur voisinage. » Voilà les *Iles Pointues* du poète, et les *Instructions* ne font que répéter en prose ce qu'il nous dit en vers : poussé « par la brise favorable de *Zeus*, » par le vent du Sud, *Télémaque* craint d'être drossé par le courant et de perdre la vie ou son bateau sur ces aiguilles de roches.

W. Helbig a donc cent fois raison de protester contre les gens qui ne tiennent pas un compte rigoureux de tous les mots du texte : « Les épithètes homériques, dit-il, traduisent la qualité essentielle de l'objet qu'elles doivent caractériser. » Ce ne sont pas des épithètes poétiques que l'on peut traduire ou négliger, selon la fantaisie du moment. Il faut suivre la méthode des *Plus Homériques*. J'ai refait moi-même (mars-juin 1901) le voyage d'*Ulysse* ; j'ai soigneusement noté l'aspect des lieux, la disposition et le caractère des sites ; j'ai pris les photographies et

vérifié les cartes de tous les endroits décrits par le poète; je reste fidèle aux conceptions des *Plus Homériques*, et je crois que, pour comprendre vraiment l'*Odyssée*, il faut la replacer dans la série des livres analogues que, de siècle en siècle, de thalassocratie en thalassocratie, les marines méditerranéennes se sont fidèlement transmis, — dans la série des *Instructions nautiques*, *Portulans*, *Guides des Pilotes* ou *Miroirs de la mer*. Car les marines successives ne se transmettent pas, les unes aux autres, seulement leur onomastique ou leurs mouillages : les nouveaux venus empruntent encore les cartes et renseignemens de leurs prédécesseurs. Toutes les marines actuelles copient leurs *Instructions* dans les *Pilots* anglais :

Cet ouvrage, dit l'Avertissement d'un volume de nos *Instructions* (n° 731), contient la description des côtes occidentales de l'Italie. On s'est servi du *Mediterranean Pilot* de l'amirauté anglaise, livre en usage à bord des bâtimens de la flotte italienne. Pour les îles de Malte et de Gozzo, on a traduit textuellement les instructions du *Mediterranean Pilot*, vol. I, édit. 1885, en les complétant à l'aide des renseignemens publiés depuis cette date par le bureau hydrographique de Londres.

La thalassocratie anglaise répand ainsi les *Pilots* anglais. Aux siècles précédens, la thalassocratie franque avait vulgarisé les *Portulans* français : de 1702 à 1830, les marines méditerranéennes copient le *Portulan de la mer Méditerranée*, de Henry Michelot, ancien pilote hauturier sur les Galères du Roy. Mais avant Michelot, les Français copiaient, dit-il lui-même dans sa préface, les cartes et documens hollandais sans même corriger les fautes les plus choquantes. Les *Miroirs* des Hollandais avaient copié, à leur tour, les *Guides* et *Navigations* des Espagnols ou des Italiens, et ces guides n'étaient eux-mêmes que la copie ou la mise au point des documens anciens de la Grèce et de Rome. Les marines classiques, à leur tour, avaient traduit des périples antérieurs de Carthage, de Tyr, ou d'Égypte. Un périple carthaginois d'Himilcon, traduit d'abord en grec à une époque inconnue, fut mis en vers latins par un poète de la décadence, R. Aviénus. Un autre périple carthaginois d'Hannon ne nous est parvenu que sous sa traduction grecque, et, des marines classiques, il s'est transmis aux marines de la Renaissance, grâce à J.-B. Ramusio, qui, en 1558, ouvre son recueil *delle Navigazioni e Viaggi* par la navigation de *Hannone capitano dei Cartaginesi*. Les monu-

mens égyptiens nous forcent à l'hypothèse qu'au xviii^e siècle avant notre ère, le genre littéraire du périple existait déjà. Sur les murs de Deir-el-Bahari, la reine Haïtshopitou a voulu conter et dépeindre les belles navigations de ses flottes vers les Échelles de l'Encens, et nous avons conservé les récits et les tableaux de ce périple pharaonique. M. G. Maspero, qui l'étudia, suppose avec raison que, disciples encore en cela des modes égyptiennes, les Phéniciens empruntèrent à l'Égypte l'habitude d'exposer dans leurs temples leurs périples écrits ou dessinés : le périple d'Hannon, dit la traduction grecque, était exposé à Carthage dans le temple de Kronos.

Je crois que les premiers navigateurs grecs virent ces périples phéniciens, qu'ils en reçurent des copies et que leur plus ancien périple, l'*Odyssée*, n'est que la mise en vers grecs et en légendes poétiques de ces *Instructions* phéniciennes. Que l'on ne crie pas à l'impiété révolutionnaire d'une pareille opinion ! Mais que l'on prenne deux épisodes des *Aventures d'Ulysse*, le séjour chez Kalypso et la rencontre de Nausikaa, et que l'on voie si le charme et l'émotion de ces beaux vers sont détruits, quand la vision nette, la carte et les photographies des lieux donnent à ces tableaux un cadre de précision et comme un fond de réalité.

III

L'île de Kalypso a-t-elle réellement existé ? ou n'est-elle qu'une fiction poétique, un Eldorado, un paradis rêvé par les navigateurs d'alors et décrit par le poète au gré de son imagination et des contes populaires ? Entre ces deux alternatives, on penche, à la première lecture du texte, vers la seconde. C'est la plus simple. Elle nécessite le moins de recherches et le plus de soumission aux opinions communément reçues. Le doux Fénelon a d'ailleurs embrumé cet horizon lointain de toutes les rêveries de son *Télémaque*. Il est de sens commun que l'île de Kalypso n'a jamais existé. Mais, si l'on fait du texte une étude « plus homérique, » il apparaît bientôt que certains détails, certaines épi-
thètes et certains noms propres caractérisent, d'une part, notre site et le localisent, d'autre part, dans une région strictement définie :

Ulysse, dit Athènes, supporte des maux loin de ses amis, dans une île
cerclée de courans, qui se dresse comme un nombril sur la mer. Dans

cette île aux arbres, habite la fille du pernicious Atlas, qui sait les abîmes de toute la mer et qui, seul, possède les Hautes-Colonnes dressées entre le ciel et la terre... Dans cette île lointaine, la nymphe habite une vaste caverne; tout autour, une forêt verdoyante a poussé, aulnes, peupliers et cyprès où nichent les oiseaux marins à la vaste envergure; une vigne fleurie de grappes tapisse la grotte; quatre fontaines y versent leurs ondes blanches, et des prairies de persil et de violettes réjouissent les yeux.

L'île de Kalypso est une île à la Caverne, une île aux Oiseaux, une île aux Sources, une île aux Arbres. Si nous tenons un compte rigoureux de ces multiples épithètes, l'île présente assez de particularités pour que nous la distinguions entre mille. Et cette île lointaine, comme dit le poète, ne peut se trouver qu'en une certaine région de la Méditerranée, aux extrémités du monde, dans la parenté, c'est-à-dire dans le voisinage, du Pilier du Ciel. Elle est fille d'Atlas, l'Homme aux Colonnes qui séparent le ciel et la terre. Nous apprendrons à bien connaître la juste valeur de ces filiations anthropomorphiques. Les Hellènes personnifiaient les colonnes de leurs temples : ils ont personnifié de même le Pilier Céleste, que les premiers navigateurs avaient découvert au bout du monde méditerranéen. A ce *portant*, à cet Atlas, ils ont donné pour fille une île toute voisine. Il suffit de découvrir le site exact du Pilier homérique : Kalypso devra se trouver à ses pieds.

Hérodote nous dit qu'Atlas est une montagne étroite et toute ronde, si haute que l'on n'en saurait voir les sommets : jamais, été comme hiver, les nuages ne la découvrent; les indigènes l'appellent la Colonne du Ciel. Voilà bien notre Atlas-Colonne Céleste de l'*Odyssée*. Hérodote ajoute que cette montagne est toute voisine des Colonnes d'Hercule, dans notre détroit de Gibraltar : suivant la légende, Hercule vient soulager Atlas et prendre un instant sa place. Or voici comment les *Instructions nautiques* décrivent ces parages du détroit :

Pour les navires venant de la Méditerranée, les points d'atterrage du Détroit sont le morne de Gibraltar sur la côte d'Espagne, le Mont-aux-Singes sur la côte d'Afrique. Si le temps est clair, on pourra voir à une grande distance le morne de Gibraltar et le Mont-aux-Singes. Ces terres apparaissent le plus souvent comme des îles d'une reconnaissance facile par les formes qu'elles affectent. Le morne de Gibraltar présente à son sommet une arête assez étendue. Le Mont-aux-Singes présente deux sommets coniques très rapprochés... Mais les vents d'Est, qui dominent pendant les mois de juillet, août

et septembre, sont des vents très humides : ils amènent toujours avec eux des brumes sur les terres, et ces brumes deviennent d'autant plus épaisses que la brise est plus fraîche. Les rosées abondantes, la brume sur les terres et principalement des pannes de brume qui se forment sur le sommet du morne de Gibraltar et sur celui du Mont-aux-Singes ou sur le flanc de cette montagne, sont les indices à peu près certains de la venue des vents d'Est.

Ce Mont-aux-Singes, dont la tête se cache dans les brumes du ciel, est « la Colonne du Ciel, » comme disent les indigènes, « le Pilier, » *atlas*, comme disent les Hellènes. Le personnage d'*Atlas* n'est qu'un nom commun personnifié. Dans la langue des Ioniens, *atlas* est le *portant* (cf. le verbe *ἄνω, je porte*). C'est un synonyme de *telamon*, un équivalent de *kion*, qui tous deux désignent des supports d'une forme particulière. Le légendaire *Atlas* se nomme aussi *Télamon*. Dans les inscriptions du Pont-Euxin, *telamon* est employé couramment au lieu et place de *colonne* : *κίων* ou *στῆλη*, diraient les autres Grecs. Le commerce ionien qui avait transporté le mot dans ces colonies milésiennes de la Mer-Noire, le fit prévaloir aussi dans les colonies de la Grande-Grèce et, par elles, dans toute l'Italie : les architectes romains appellent *telamones* les supports à figure humaine que les Hellènes nomment *atlantes*. *Atlas* n'est donc bien que le Pilier, et ce Pilier, c'est notre Mont-aux-Singes. Venus de l'Orient, les navigateurs de la Méditerranée primitive ne pouvaient enfile le détroit que par le vent d'Est. Ils ne naviguaient d'ailleurs que pendant les mois d'été où ce vent domine et « amène des brumes sur les terres. » Ils n'apercevaient donc les deux sommets du Mont-aux-Singes que perdus dans la brume et couronnés d'un chapeau de nues, sur lequel reposait le ciel. On comprend mieux alors la phrase d'Hérodote : la montagne est, dit-on, si haute que jamais on n'en peut voir les sommets. Le phénomène devait paraître d'autant plus étrange à ces navigateurs orientaux que leurs montagnes à eux peuvent durant l'hiver s'encapuchonner de nuages, mais dès que l'été revient et tant que l'été dure, sauf quelques orages, leurs sommets étincellent dans les cieux dégagés. Ici, c'est été comme hiver, c'est même été plus qu'hiver, que le mont s'enveloppe : « jamais, été comme hiver, les brumes ne l'abandonnent. » Pour illustrer ce texte d'Hérodote, les *Instructions nautiques* américaines donnent à leurs pilotes une vue des portes du détroit : presque au ras des flots, Gibraltar et Ceuta se profilent sur le ciel clair ; mais, au second plan, le Mont-aux-

Singes dresse sa colonne cylindrique l jusqu'aux nuages où sa tête va se perdre.

Les Phéniciens avaient donné le nom d'*Abila* à ce Mont-aux-Singes, et les Anciens nous préviennent qu'en phénicien, ce mot signifie « la haute montagne. » Plus exactement, la racine sémitique *abal* signifie *enlever, dresser, charger un fardeau* : *Abila*, comme on voit, n'est que l'équivalent de l'Atlas grec; c'est aussi le portant du ciel, le géant qui charge sur son dos la voûte étoilée. *Abila-Atlas* forment encore un doublet gréco-sémitique, et rien ne prouverait mieux la valeur de cette étymologie que tel fragment d'un vieux périple carthaginois, traduit en vers latins par le poète de la décadence R. Aviénus : « Kalpè (Gibraltar) est une échine de roche; *Abila* est un pic qui de sa tête soutient le ciel, »

... eorum vertice fulcit
Maura Abila.

L'*Odyssée*, toujours minutieuse, semble copier nos plus exactes *Instructions*. Celles-ci, en décrivant le Mont-aux-Singes, nous parlaient de ses *deux* sommets coniques, et l'*Odyssée* n'ignore pas qu'Atlas a plusieurs colonnes, un faisceau de colonnes pour séparer le ciel de la terre. Mais, en réalité, ces deux sommets tout voisins ne font qu'une seule et même montagne, et l'*Odyssée* n'ignore pas que le *seul* Atlas possède les deux Colonnes.

Au pied d'Atlas-Abila, qui est leur Mont-aux-Singes, nos *Instructions* décrivent une petite île toute proche de la côte africaine, si proche même que du large on ne la distingue pas. Elle porte le nom espagnol de *Perejil*. « Quoique haute, disent les *Instructions*, et terminée par des falaises à pic, *Perejil* se distingue à peine au milieu des hautes terres du Mont-aux-Singes, dont elle est entourée. » Durant l'antiquité classique et durant les temps modernes, les navigateurs ont fréquenté surtout la côte espagnole du détroit et délaissé la rive africaine. Aussi *Perejil* leur est-elle demeurée presque inconnue. En suivant leur route habituelle sur l'autre rive du détroit, au long de la côte espagnole, ils ne pouvaient même pas l'apercevoir. Mais, si les marins d'Europe l'ignorent, toutes les marines, qui ont exploité ou possédé cette côte africaine, la connaissent. Les Espagnols, maîtres de Ceuta, lui ont imposé le nom de *Perejil, l'île du Persil*.

Avant eux les Arabes, maîtres de Tanger, l'appelaient *Taoura*. Au début de l'histoire méditerranéenne, les Phéniciens de Carthage ou de Tyr, caboteurs des côtes africaines, durent aussi lui donner un nom. Ils avaient même beaucoup plus de raisons de la connaître que les Arabes ou les Espagnols. Pour leurs petits bateaux, cette île avait une utilité qu'elle n'offre plus aux grands vaisseaux modernes. A l'intérieur du détroit, elle était pour eux le seul mouillage absolument sûr, le seul refuge à couvert des deux vents qui se disputent ce couloir, vent d'Est et vent d'Ouest. Sur tout le développement de ses côtes, espagnoles ou africaines, le détroit ne présente pas beaucoup d'abris où l'on soit couvert de ces deux vents à la fois. La plupart des mouillages, abrités d'un côté, sont ouverts de l'autre. Sur la côte d'Espagne, le seul port d'Algésiras, couvert par la haute terre des vents de l'Ouest, est bien abrité par l'île Verte des vents de l'Est : c'est grâce à cette île Verte que la côte espagnole offre à nos grands bateaux le seul mouillage à peu près sûr, le Port de l'île, Al-Djeziret, disaient les Arabes ; nous disons Algésiras.

Pour les petits bateaux de l'antiquité, la côte africaine avait aussi, grâce à Perejil, son Port de l'île et, pour les caboteurs africains, ce port était aussi le seul mouillage couvert de toutes parts. En venant de Ceuta, dont la rade foraine est ouverte à tous les vents, on rencontre d'abord, au pied même du Mont-aux-Singes, une baie que nos marins appellent rade de Benzus : une haute et longue pointe, la Pointe du Lion, protège cette baie contre les vents d'Ouest, mais en laissant encore passer les rafales, et rien ne la protège contre les vents d'Est. Cette baie dut pourtant à ses sources de posséder une ville importante des Arabes. Les géographes arabes Edrisi et Aboul-Féda vantent pour la fertilité de son territoire cette ville qu'ils appellent Beliounessh et qui fut, disent-ils, un grand port du corail : cette anse de Beliounessh offre, en réalité, toutes les conditions indispensables à l'existence d'une nombreuse population ; l'eau, assez rare sur toute cette côte, jaillit ici en abondance. Mais c'est de l'autre côté de la Pointe du Lion que se trouve la véritable Algésiras africaine : les contreforts du Mont-aux-Singes dessinent une rade très encaissée qui renferme notre île de Perejil. « Si ce n'était l'hostilité des Maures, disent les *Instructions*, les petits bâtimens auraient entre l'île et la côte un bon abri contre les vents d'Est et d'Ouest. En cas de nécessité, on pourrait faire

de l'eau à terre en face de l'île ; mais il faudrait se défier d'une attaque soudaine. » Or cette île de Perejil est une île Haute, une île à la Caverne, une île au Persil, une île aux Oiseaux : « A la base du Mont-aux-Singes, continuent les *Instructions*, Perejil est un rocher de 74 mètres couvert de broussailles. Accore du côté de l'Ouest, elle a vers l'Est les deux anses du Roi et de la Reine, avec une grotte appelée la Grotte des Palomas ou des Pigeons, où deux cents personnes pourraient se réfugier. »

Voilà, je crois, l'île lointaine, l'île de la Nymphe aux Cavernes profondes, la fille d'Atlas-Abila. A nous en tenir aux renseignements des *Instructions nautiques*, on peut retrouver en ce site toutes les particularités de la description odysseenne. C'est une île escarpée, qui dresse sur la courbure de la mer son *nombril* de 74 mètres, avec des roches et des falaises accores,

νήσω ἐν ἀμφιρότῃ, ὅθι τὸ μακρόν ἐστι θαλάσσης,

où venait s'asseoir Ulysse pour pleurer devant la mer inféconde,

ἤματα δ' ἄμ πέτρῃσι καὶ ῥιόνεσσιν καθίζων,

avec deux cales de débarquement et des tapis de persil.

ἀμφὶ δὲ λειμῶνες μαλακοὶ τοῦ ῥόδου σελίνου.

Le *selinos* ou *petroselinos* des Grecs est devenu le *petroselinum* des Romains d'où nous avons tiré *persil* : les Espagnols en ont tiré *perejil*, avec toutes les acceptions du mot *petroselinum*, c'est-à-dire : soit la plante comestible et terrestre, soit l'ombellifère marine, *crithmum maritimum*, qui pousse sur les rivages rocheux et que nous appelons passe-pierre ou *fenouil de mer*, « persil de mer, *perejil da mare*, » disent les Espagnols. Cette Ile du Persil a sa caverne, sa grande caverne,

...ὄφρα μέγα σπέος ἔκαστο....

que peuplent les Oiseaux marins, sa Grotte des Palombes,

ἐνθα δὲ τ'ὄρνιθες ταυσιπτεροὶ σὺνάζοντο.

C'est bien la fille d'Atlas, *Atlantis*, *contra montem Atlantem*, dit Pline en parlant d'une autre Atlantide. Blottie tout contre la montagne, Atlas la domine de ses Hautes-Colonnes et l'entoure

de ses contreforts, au point que l'île semble ne faire plus qu'une avec le mont. Elle est fille de la montagne pernicieuse, Ἀτλαντος ὄρος, d'où tombent les rafales. Autour d'elle tourbillonnent les courans : « Lorsqu'on navigue dans le détroit avec des vents d'Est, disent les *Instructions*, il faut se défier des rafales, souvent très violentes, quand on est à l'Ouest du morne de Gibraltar, dans les environs du Mont-aux-Singes, presque à la pointe Ciris. Avec les vents d'Ouest, les rafales sont à craindre, quand on est à l'Est du morne de Gibraltar, aux abords du Mont-aux-Singes, dans la baie de Bensus et dans celle de Ceuta... Les raz de marée des pointes Ciris, Leona, etc., jusqu'à Ceuta, ont peu d'étendue; mais ils sont quelquefois assez violens, et, près des pointes Ciris et Leona, on a des courans de 3 à 4 milles. » Perejil est bien l'île cerclée de courans, ἀμφοτέρῃ, de l'*Odyssée*.

J'aurais voulu contrôler de mes yeux, comme je l'ai fait pour les autres sites de l'*Odyssée*, l'exactitude de ces *Instructions nautiques*. Des circonstances indépendantes de ma volonté ne m'ont pas permis de poursuivre jusqu'à Perejil mon voyage odysseén. Mais tout avait été combiné pour cette expédition. M. A. de Gerlache, le commandant du yacht *Selika*, qui rentrait des mers Levantines après une fructueuse expédition scientifique, avait bien voulu m'offrir passage à son bord, où mon ami M. J. Bonnier, directeur du laboratoire biologique de Wimereux, était embarqué. Nous devions partir de Naples le 18 juin 1901. Ne pouvant me trouver au rendez-vous, j'ai prié M. J. Bonnier de se charger de la besogne. C'est à lui et à M. Pérez, son compagnon de voyage, que je dois les photographies de Kalypso, et M. Bonnier a bien voulu m'écrire sur les lieux mêmes la description que voici :

Nous venons de passer quatre heures à Perejil. Nous étions arrivés ce matin en vue de Gibraltar. La brume remplissait le détroit et elle était assez épaisse pour qu'il nous fût impossible de distinguer la côte d'Afrique; vers dix heures, il a même plu. Il nous a donc été impossible d'apercevoir et de photographier le Mont-aux-Singes. Après un léger crochet dans la baie d'Algésiras, nous avons traversé le détroit du Nord au Sud; nous avons atteint la côte africaine et nous nous sommes mis à la recherche de Perejil. C'est une vraie recherche. L'île est difficile à trouver. Même quand le temps est tout à fait clair, elle ne peut être distinguée de la côte africaine, dont elle semble l'une des nombreuses indentations. Dans la brume, un œil non prévenu ne saurait l'apercevoir. Il faut l'aide de la carte pour la découvrir sous la pointe Leona. Cette pointe elle-même, assez avancée, se découvre

assez rapidement. Nous apercevons enfin la masse ronde, *le nombril*, de Perejil. Elle est, nous dit-on, juste à la base de la plus haute cime du Mont-aux-Singes. Nous voulons bien le croire. Mais la brume, qui couvre tout, coupe les montagnes à quelques mètres au-dessus de nos mâts. L'île ne semble qu'un contrefort des monts côtiers, mal séparée du rivage africain par un goulet d'une encablure et demie de large, que parsèment des écueils et des récifs en son milieu... La brume s'était un peu élevée. Elle ne remplissait plus le détroit, au ras même de l'eau. Mais elle flottait toujours à mi-pente des montagnes et, durant toute la journée, nous n'avons pas aperçu les sommets de la côte marocaine : la brume les cachait.

L'île, qui nous apparaît plus distinctement, est très haute et très à pic. Elle se compose de deux blocs terminés en table, que séparent l'un de l'autre une dépression et une assez profonde échancrure de la côte orientale. Le bloc du Nord est le plus élevé : il atteint 244 pieds. Il ne présente pas à la mer une muraille abrupte, bien qu'il plonge encore de 22 brasses sous la vague. Le bloc du Sud, un peu moins haut, est plus accore : des rochers et des récifs le bordent dans le chenal qui le sépare de la terre, et rendent ce chenal assez dangereux. Nous débarquons, le commandant de Gerlache, Pérez et moi, sur la côte nord-occidentale qui est la plus accessible. De ce côté, la pente de l'île est plus longue et l'abordage est possible, je ne dis pas facile ; car, si nous avions eu une grosse mer, il eût fallu sans doute y renoncer. Nous mettons le pied sur le sol de l'île. La pente éboulante dévale jusqu'à la mer. Elle est couverte de blocs de conglomérat. Dans quelques anfractuosités assez peu profondes, on trouve de la brèche osseuse avec des fragmens de silex et des ossemens.

L'ascension est assez pénible. Entre les blocs de calcaire de toute taille, pousse une végétation très drue, sinon très haute, d'oliviers rabougris, de houx, de pins et d'autres arbres ou arbustes, parmi lesquels il faut noter surtout une espèce de frêne. Les blocs de rocher sont recouverts par cette frondaison, qui forme un taillis parfois infranchissable. Entre les arbustes, surgit encore une végétation très dense de plantes herbacées, *smilax*, *acanthé*, *narcissus*, *statice*, *sedum*, *gladiolus*, *tamaris*. Par endroits, ce sont de gros bouquets violets, des plaques de *statice* en fleurs : j'ai cueilli à votre intention quelques branches de ces jolis bouquets violets qui se pressent sous nos pas et qui font en certains endroits de véritables prairies de violettes. Mais la plante dominante est le *crithmum maritimum*, notre passe-pierre ou criste marine, que, dans certaines parties de la France, on nomme aussi *fenouil de mer* et qui s'emploie pour assaisonner les salades : on la confit aussi dans du vinaigre pour en faire un condiment. L'île en est couverte. C'est bien l'île du Persil de Mer.

Les oiseaux de mer, goélands, mouettes et cormorans, abondent. Leurs troupes très nombreuses font un vacarme assourdissant, quand on viole leur domicile. Une assez forte couche de guano couvre les roches. Dans les anfractuosités de la muraille à pic, nichent des pigeons bisets et quelques merles. Nous avons gravi la pente. Nous arrivons sur la table du haut. C'est une assez grande étendue plate, un champ de pierres, assez uni, couvert de végétation, de verdure et de fleurs violettes. Un vieux drapeau marocain couché par le vent gisait là. Les blocs de calcaire amoncelés cachent des

ruines, dont les murs sont faits de pierres non cimentées et grossièrement taillées : les *Instructions nautiques* anglaises veulent y voir des ruines de citernes portugaises. Nous rencontrons, dans un tas de débris, des tuiles de Marseille qui témoignent que récemment on a voulu installer ici un abri. Nous avons exploré le sommet et les pentes de l'île. Nous avons découvert quelques trous, grottes ou anfractuosités, de taille médiocre. Aucune ne peut être cette grotte des Palombes que signalent les *Instructions*. Aucune ne peut renfermer les 200 hommes dont elles nous parlent. Nous sommes assez déçus de ce résultat. Nous ne pouvons descendre vers la façade méridionale de l'île qui regarde la côte marocaine : l'île n'offre à cette côte qu'une muraille droite. Nous ne pouvons descendre non plus vers la façade orientale qui regarde Gibraltar, à cause de la pente trop brusque. Nous revenons à notre embarcation sur la côte nord-occidentale et nous prenons le parti de faire tout le périple de l'île en canot, malgré la houle, en nous tenant aussi près que possible du rivage. La côte Sud, à pic, ne présente que des flancs dénudés. Mais la côte Est est plus accidentée. Une grande dépression sépare les deux blocs de l'île et cette dépression elle-même est découpée par deux criques étroites, deux sortes de *fjords* à pic où l'on ne peut entrer que par mer : ce sont les anses du Roi et de la Reine, disent les *Instructions*. Dans le fond de l'anse septentrionale, nous avions aperçu du sommet de l'île une excavation assez large. Mais d'en haut il n'était pas possible d'en atteindre la bouche qui s'ouvrait au ras de la vague, tout au bas de la muraille abrupte ; il nous avait été même impossible d'en voir l'ouverture réelle et d'en deviner la profondeur, parce que nous ne pouvions pas nous aventurer au flanc de cette paroi presque à pic.

Notre canot pénètre dans l'anse. Il faut prendre quelques précautions. La mer est calme, mais la passe est semée de roches. C'est un *fjord* pittoresque aux parois abruptes, aux eaux très claires et d'une merveilleuse transparence. Le fond, par quelques brasses, apparaît jonché de blocs multicolores, en éboulis, et tapissé d'algues calcaires, rouges et violettes. Au niveau de l'eau, tout le pourtour du *fjord* est revêtu de polypes d'un rouge écarlate très vif (*cariophyllea*) et la houle a poussé dans cet abri une multitude de petites méduses purpurines. Le beau décor et la jolie ornementation pour le séjour d'une déesse marine !

Au fond de la crique, voici la grotte. C'est d'abord une fente plus haute que large ; elle a une vingtaine de mètres en hauteur et seulement sept ou huit mètres de large. Puis c'est une grande caverne, dont on ne peut apprécier dès l'abord l'étendue, parce qu'elle se compose de deux salles qui ne sont pas sur le même axe. Elle ne paraît donc au début que peu profonde ; mais, au bout de 10 mètres environ, elle fait brusquement un coude et l'on pénètre dans une autre salle qui a 30 ou 40 mètres de long, et qui vraiment est une retraite spacieuse.

Le canot est arrivé à travers la brume et les roches jusqu'à la bouche de la caverne. Nous mettons pied à terre, sur les roches émergées, opération qui serait tout à fait impossible par grosse mer. Après avoir sauté de roches en roches, nous entrons dans la première salle. Le seuil est formé de gros rochers où la mer brise toujours, même par temps calme. La pente de blocs éboulés sort rapidement de l'eau. Ces blocs de calcaire couvrent le

sol de la première salle, en pente assez raide. L'axe de la seconde chambre est presque perpendiculaire à l'axe de la première. La rampe du sol continue de monter vers le plafond, qu'elle atteint au fond de la salle. Ce fond est très obscur : il nous a fallu des bougies pour y pénétrer. Autrefois la caverne devait être beaucoup plus longue. Elle devait, semble-t-il, occuper tout le couloir marin, que la crique découverte remplit aujourd'hui de ses eaux. Ce couloir, à ciel découvert maintenant, portait un plafond qui s'est effondré : les blocs gisent dans l'eau peu profonde; sur le pourtour des parois, une corniche saillante subsiste, indiquant encore la hauteur du plafond. La caverne devait donc s'avancer jusqu'à la mer libre, ou peu s'en faut, et présenter aux marins un refuge plus visible. Actuellement, des épaves de filet, des flotteurs de liège et de bois jonchent encore le seuil de l'entrée : les pêcheurs doivent connaître et fréquenter cet abri, que l'on ne peut atteindre que par mer, car, du côté de la terre, il est littéralement inaccessible; c'est pour les marins une cachette presque introuvable et un inexpugnable réduit.

Il n'y a pas trace dans l'île d'aiguade ou de torrent. Mais il est possible de se procurer facilement de l'eau sur la côte voisine. De nombreux ruisseaux tombent, en outre, du Mont-aux-Singes; la verdure de ces torrents apparaît dans les maigres cultures et dans les pacages où l'on aperçoit quelques troupeaux de chèvres et de vaches...

Voilà tout ce que fut cette expédition, qui présente quelques fatigues, mais aucun danger, quoique les *Instructions nautiques* recommandent la prudence et parlent des incursions soudaines de pirates Rifains. La grotte offrirait certainement aux marins un bon lieu d'embuscade, une excellente cachette, et l'île tout entière est véritablement une cachette dans le détroit : il faut la connaître pour la découvrir; à quelques milles, nous ne la distinguions déjà plus parmi les contreforts du Mont-aux-Singes.

IV

Voilà donc bien l'*Île de la Cachette*, l'*Île de Kalypso* (καλύπτω, *ie cache, je couvre*), l'île boisée, l'île toute jonchée de persil et de fleurs violettes, se dressant sur les flots comme un « nombril » sur un bouclier homérique, et portant deux tables, deux étendues planes, couvertes de bois et d'herbes. Que les premiers navigateurs du détroit aient connu et fréquenté ce refuge; que, Tyriens ou Carthaginois, ces caboteurs de la côte africaine aient adopté cette merveilleuse station de pêche, de commerce et de piraterie : nous pouvons *a priori* l'affirmer. Avec la rade couverte de tous vents, qu'elle laisse entre elle et la côte; avec sa caverne accessible aux seuls gens de mer et inaccessible aux terriens, facile à découvrir quand on vient de l'Est, impossible à voir de tous les autres côtés; avec sa haute guette, qui domine

la mer du Levant et du Couchant : à l'entrée du détroit, voici la meilleure embuscade et le meilleur entrepôt, la véritable échelle des barques primitives. La topographie seule nous permet d'imaginer comment en ce point les premiers explorateurs des Colonnes d'Hercule eurent une de leurs étapes d'abord, puis un de leurs points d'appui : pour la découverte et pour l'exploitation de la mer Occidentale, Perejil fut l'*Ile*, l'*Algesiras*, des premières marines. Mais, outre les données topographiques, nous avons, je crois, un nom de lieu ou plutôt un doublet.

Car l'histoire de cet établissement insulaire peut être reconstituée et nous conduire à la découverte de son véritable nom primitif : *I-spania*, *Espagne*. Cette Cachette demeura, sans doute, la grande relâche du détroit tant que l'amitié des indigènes permit à la ville étrangère de subsister ou tant que les navigateurs ne trouvèrent pas de station plus commode. Mais survint, quelque jour peut-être, une descente des Rifains qui saccagèrent le comptoir des étrangers pour en piller les magasins. Peut-être aussi, — et je crois cette alternative plus vraisemblable, — survint une découverte des navigateurs qui leur rendit la Cachette moins utile et moins appréciée. La côte andalouse, une fois découverte, et le fameux royaume de Tartessos devinrent l'Eldorado de ces marines phéniciennes, la terre de l'or, de l'argent, du cuivre et de l'étain. En face de notre Cachette, sur la côte de Tartessos, non loin des bouches du Grand-Fleuve (comme diront les Arabes, *Ouad-Al-Kebir*), une autre petite île côtière offrit aux Tyriens ses plages et sa rade plus spacieuses. Cette île nouvelle, où s'éleva Gadeira (dont nous avons fait Cadix), était un peu basse, il est vrai ; noyée dans le marais, elle était à la merci des indigènes et n'offrait pas le réduit fortifié de Kalypso. Mais les indigènes étaient doux, hospitaliers, amis du commerce et des peuples de la mer : jusqu'au temps des Hellènes, ces gens de Tartessos garderont leur renommée de douceur et d'hospitalité. Il était facile, d'ailleurs, d'élever en cette île andalouse quelques retranchemens, de bâtir une enceinte de murailles, grâce au tendre calcaire du pays. Les Tyriens transportèrent sur cette *Ile de l'Enclos* ou du *Retranchement* (tel est le sens du mot *Gadeira* dans les langues sémitiques) leur factorerie nouvelle de Cadix.

Notre Cachette africaine fut alors un peu délaissée. Longtemps encore, sa renommée subsista pourtant (dans un autre détroit, la

renommée du poste continental, Aden, n'empêche pas l'île même de la passe, Périn, de rester célèbre parmi les marins et parmi les géographes). Si les Hellènes homériques ont connu Kalypso, les Romains, sans le savoir, la connurent aussi et même ils ne connurent d'abord ces parages de l'Extrême-Couchant que sous le nom sémitique de Kalypso, et toujours ils gardèrent à ces parages le nom phénicien d'Île de la Cachette. A notre tour, sans le savoir, dans nos traités de géographie contemporaine, nous parlons couramment encore de cette Île de Kalypso, dont nous avons singulièrement déplacé le gîte et élargi les dimensions. Un doublet gréco-sémitique va nous ramener à la compréhension plus exacte de ce vocable que nous employons sans le bien comprendre, car nous appliquons maintenant à toute la péninsule ibérique ou espagnole le vieux nom que les premiers navigateurs sémitiques donnèrent à Perejil : *Espagne, I-spania, l'Île de la Cachette*.

La plupart des géographes admettent que, les Romains ayant d'abord connu l'Espagne par l'intermédiaire des Carthaginois, le mot *Ispania* est peut-être sémitique. Les traités de commerce que nous rapporte Polybe nous montrent encore, dans la Carthage du VI^e siècle, l'intermédiaire commerciale entre les nations italiennes et la mer Occidentale : les Carthaginois, par ces traités, se réservent le monopole de cette mer. Le mot *Hispania* ou *Ispania* se présente d'ailleurs comme l'un de ces noms d'île méditerranéenne qui commencent par le mot sémitique *ai, e*, ou *i, île* : les Gréco-Romains disent aussi *σπαις* et *σπαιος*, *spanus* et *spania*, comme si le début du nom en pouvait être séparé sans trop altérer le sens. Pour la seconde partie de ce vocable, la plupart des géographes et étymologistes songent à la racine sémitique *sapan*, dont un dérivé *sapoun* ou *sapin* signifie *trésor*. L'Espagne serait l'Île du Trésor. L'Espagne minière, productrice de toutes les richesses minérales, mérite bien ce nom. Il est seulement impossible que les mots sémitiques *I-sapoun* ou *I-sapin* aient donné aux Gréco-Latins *I-spania* : d'après les similaires de l'Écriture, nous aurions *I-saphon* ou *I-sapinum*. Tout en gardant la racine sémitique *sapan*, je crois qu'il faut chercher une autre étymologie.

Or cette racine *sapan* est l'exact équivalent du grec *kalupto*, *cacher*, *recouvrir*, *enterrer*, et, comme les Grecs de leur racine *kalupto* formèrent le substantif *Kalypso*, de la racine *sapan* se

forme régulièrement le substantif sémitique *spanea* qui signifierait aussi la *cachette*. I-spania n'est que l'île de Kalypso, l'île de la Cachette. C'est Perejil qui, d'abord, était Ispania, et ce ne fut qu'ensuite, par une erreur ou une extension de sens, que ce nom passa au continent voisin. Il ne faut pas oublier que les seuls Romains nous ont transmis ce nom. Jusqu'aux temps gréco-romains, les Hellènes l'ignorent : la dernière presqu'île de l'Europe est pour eux l'Ibérie ou la Terre du Soir, l'Hespérie. Si le nom d'Ispania eût été d'un usage courant dans la Méditerranée occidentale vers le temps où les colonies grecques s'y installèrent, il est probable que les Phocéens de Marseille, les Chalcidiens ou les Ioniens de Grande-Grèce et de Sicile l'eussent rapporté dans la mère patrie : les Hellènes de Grèce ou d'Asie auraient, eux aussi, connu l'*Espagne*. Mais, quand les colons et navigateurs grecs parurent dans les mers du Couchant, l'île de la Cachette avait déjà perdu sa renommée : *Ispania* remonte plus haut que les temps helléniques.

Les Italiotes connurent *Ispania* aux temps préhelléniques, à la même date où la renommée de *Kalypso* arrivait aux oreilles du poète odysseén, aux temps où des marines sémitiques exploitaient les côtes italiennes comme les parages levantins. Les Sémites devaient employer ce terme pour désigner l'extrême région du Couchant, dont ils avaient le monopole : dans les échelles italiennes, ils parlaient mystérieusement de la Cachette, d'Ispania, comme ils parlaient de Tarsis dans les échelles de Syrie, ou de Kalypso dans les échelles grecques. Longtemps, les Italiotes entendirent et répétèrent ce nom d'*Ispania* sans trop savoir au juste ce que le terme représentait. L'Espagne n'était pour eux qu'une terre mystérieuse, aux extrémités du Couchant, hors de leur trafic et de leurs atteintes. Les Sémites s'en réservaient l'exploitation : « Les Carthaginois, dit Strabon, avaient pris l'habitude de couler tout navire étranger rencontré par eux sur la route de la Sardaigne ou des Colonnes : d'où l'incrédulité qui longtemps régna touchant la réalité de ce monde occidental. » Les Italiotes ne connaissaient pas le détroit *de visu* : Ispania leur restait donc aussi mythique que Kalypso avait pu l'être aux marins de l'*Odyssée*. Les Sémites défiants, qui ne se souciaient pas de préciser parmi leurs cliens ces notions demi-légendaires, parlaient, eux aussi, de la mystérieuse Cachette avec des réticences ou des mensonges...

Mais on voit que cette île de Kalypso, si légendaire en apparence, devient une réalité tangible, quand on admet avec Strabon que des marins sémitiques ont été les maîtres d'Homère, que des récits ou mieux des périples phéniciens ont été la vraie source des poèmes homériques, du moins de l'*Odyssée* : « Si Homère, dit Strabon, décrit si exactement les contrées de la mer Extérieure et de la mer Intérieure, c'est qu'il tenait sa science des Phéniciens. » Il a fallu qu'une marine phénicienne existât avant ou pendant la composition de ces poèmes. Et en outre il a fallu que des monumens écrits, relatant ces navigations sémitiques, fussent entre les mains du poète odysseén. Car la description de l'île de Kalypso ne peut pas être le souvenir plus ou moins déformé de récits populaires, de contes oraux. Elle est d'une telle exactitude et d'une telle minutie que nous avons pu, à chaque pas, la mettre en regard des *Instructions nautiques* et constater son absolue fidélité. Je crois que le poète a eu sous les yeux un périple écrit : il en a tiré ses descriptions ou ses légendes anthropomorphiques suivant un procédé que nous allons facilement découvrir. Je crois même que l'on peut prouver l'existence du périple en prouvant l'existence du procédé. Cette preuve, la voici.

De tous les détails qui, dans le poème, caractérisent l'île de Kalypso, Perejil nous a rendu le plus grand nombre. Les *Instructions*, descriptions et photographies nous fournissent tous les traits de l'île odysseénne, sauf deux ou trois. Car Perejil actuellement a des fourrés, mais n'a pas de grands arbres. Et Perejil n'a pas de vigne. Et Perejil n'a pas de sources. Or l'île de Kalypso est boisée ; elle a des aulnes, des peupliers et des cyprès. Et elle a une vigne merveilleuse, chargée de grappes. Et elle a quatre sources. Regardons ces trois différences. Il est inutile d'insister sur la première. Si Perejil et la côte voisine sont dénudées aujourd'hui, c'est la faute non pas du sol, mais du pâtre rifain ou des mariniers. Le sol de l'île est apte à porter des arbres : il est encore couvert d'une épaisse végétation arborescente. Avant les feux de l'homme, il est possible que cette île et la côte fussent entièrement boisées. Cela même paraît à peu près certain. Les Ancien^s nous disent tous que les parages du détroit étaient jadis couverts de forêts : Euctémon parle des îles boisées du golfe d'Algésiras ; Aviénus parle des forêts opaques couvrant les monts de Tartessos, et Strabon parle des forêts de la Mauritanie, « terre boisée à l'excès de très grands et très nombreux

arbres. » Ces mots de Strabon pourraient sembler la traduction prosaïque de l'épithète odysseenne, « les arbres hauts comme le ciel. » Ces forêts mauritaniennes devinrent célèbres dans le monde romain par le diamètre énorme de leurs arbres : on en tirait des tables d'un seul morceau, dit Strabon. Parmi les navigateurs primitifs, ces forêts durent avoir une pareille renommée.

La seconde différence est beaucoup plus notable. Il ne semble pas que facilement une grande vigne ait pu couvrir la bouche de la caverne et trouver sa vie dans la vague ou les rochers de la crique. Mais les vignes de ces parages furent célèbres aussi durant l'antiquité : « Les Atlantes, les derniers des Libyens au pied de l'Atlas, ne sèment jamais; les vignes sauvages fournissent à tous leurs besoins. » — « On dit que sur cette côte la vigne pousse des ceps que deux hommes ont peine à embrasser et des grappes qui ont une coudée de haut. » Le dernier promontoire africain du détroit, notre cap Spartel, était pour les Anciens le Cap des Vignes, *Ampelousia*... Mais reste la troisième différence entre Perejil et Kalypso : il n'y a pas trace, dans la caverne ni dans l'île de Perejil, des quatre sources de l'*Odysée*. Or cette différence, pour nous autres terriens, serait peut-être sans grande importance. A ces marins, toujours en quête d'eau douce, la présence ou l'absence de l'aiguade fait modifier les itinéraires, choisir ou abandonner les relâches. Si Perejil n'a pas de sources, la côte voisine en est abondamment pourvue. Les fontaines jaillissantes de Beliounesh restent célèbres parmi toutes les marines, et les *Instructions* signalent dans la passe même de Perejil, sur la façade orientale de la Pointe Leona, de bonnes aiguades, « n'était l'hostilité des Rifains. » Le géographe arabe Edrisi signale aussi les sources abondantes de la côte espagnole : « Djebel Tarik (Gibraltar) est isolé à sa base. Du côté de la mer est une vaste caverne d'où découlent des sources d'eau vive. Près de là, est un port dit *Mers-el-Chadjra*, c'est-à-dire le Port aux Arbres. »

On voit comment ce texte d'Edrisi pourrait sembler une traduction du même périple que consulta le poète odysseén. Dans ces parages, la caverne aux sources existe donc réellement. Elle n'est pas une invention du poète homérique. Si elle n'est pas dans l'île même de Perejil, dans le royaume de Kalypso, elle est pourtant, comme les sources de Kalypso, dans un Port aux Arbres. En ce détail, nous pouvons constater, pour la première fois, un procédé que souvent par la suite nous rencontrerons

chez le poète. C'est le procédé général qui dispose tous les épisodes du poème odysseén. Le poète n'invente rien, en effet : mais il arrange ou plutôt il dispose. Suivant le mode ordinaire des Hellènes, il personnifie d'abord les principaux élémens d'un site ou d'une région : le Pirée devient un homme ; la Colonne devient Atlas ; la Cachette devient Kalypso. Puis il unit ces personnages par des liens de dépendance ou de parenté, suivant encore le mode ordinaire des Hellènes : Kalypso devient la fille d'Atlas. Enfin, autour de ces personnages, — et il faut bien noter cette troisième opération, — il dispose comme attributs, qualités ou domaines, les élémens secondaires du paysage ou des pays voisins. Il donne à Atlas les courans pernicioeux du détroit : Atlas devient le pernicioeux. Il donne à l'île de Kalypso la grande vigne du cap Ampelousia, les grands arbres de la côte mauritanienne, les sources de la rive africaine ou espagnole, bref toutes les particularités que son périple du détroit lui signalait.

C'est par le même procédé que le poète fait construire le radeau d'Ulysse dans l'île de Kalypso. Il s'agit ici non d'un vaisseau ordinaire, mais d'une embarcation spéciale, d'un radeau que le poète n'a pourtant pas inventé. Son périple devait le lui fournir : « Les indigènes du détroit, dit encore Aviénus, se servaient jadis de radeaux à fond plat. » C'est l'un de ces radeaux plats que construit et tresse Ulysse. Pour empêcher que le flot ne balaie du plancher ses provisions et sa propre personne, Ulysse en effet tresse un bordage en claies d'osier. Aviénus emploie le même mot *tresser* pour les radeaux du détroit. Ces radeaux d'Aviénus me paraissent donc semblables de tous points à notre radeau homérique. Il se peut même qu'entre le texte odysseén et le texte d'Aviénus, il y ait des ressemblances plus précises encore. Le treillis doit servir, dit l'*Odyssée*, « à écarter le flot : » Aviénus a dit la même chose en un long vers plus obscur,

*quo cumba tergun fusior brevius maris
praelaberetur.*

A voir cette ressemblance, j'en arrive à envisager la possibilité d'une source commune, d'un seul et même périple que, à plusieurs siècles de distance, Aviénus et le poète odysseén auraient connu tous deux. Aviénus avoue ses emprunts au périple carthaginois d'Himilcon. Je ne dis pas que ce même périple d'Himilcon ait servi au poète odysseén. Mais nous savons

comment, à travers les marines successives ou les diverses époques d'une même marine, les auteurs de périples se copient les uns les autres. A la mode de nos *Instructions nautiques*, à la mode des périples grecs ou des portulans italiens, les vieux périples sémitiques se transmettaient dans les mêmes termes les mêmes observations. Himilcon répéta pour Aviénus ce que ses prédécesseurs avaient raconté déjà au poète de l'*Odyssée*. Car c'est un périple sémitique, — ou une traduction de périple sémitique, — que le poète odysseén eut devant les yeux. Au seul contenu de ce périple, on pourrait deviner qu'il n'était pas grec : il nous décrit des parages inconnus aux Grecs de ce temps-là ; les Achéens n'étaient pas allés jusqu'aux Colonnes ; Ithaque est pour les Achéens odysseéns « la dernière île vers le couchant ; » l'île de la Cachette ne leur était pas connue. Mais le texte même et les noms odysseéns nous donnent encore un plus sûr argument : Abila-Atlas et Ispania-Kalypso forment des doublets tellement unis que ces jumeaux ont sûrement la même origine ; or ces doublets sont gréco-sémitiques.

Et voyez d'autre part comment, dans le voisinage des Colonnes, les us et coutumes des premiers navigateurs ont laissé leurs traces. Les Sémites de Carthage ou de Tyr, comme leurs cousins d'Israël, devaient avoir le nombre *sept* pour nombre rituel. *Sept* domine les traditions et les mesures du détroit. Atlas est le père des *sept* Hespérides. A ses pieds est le monument des *Sept-Frères*. Les roseaux merveilleux y ont *sept* coudées de haut. Une caverne merveilleuse y a *sept* stades de profondeur. Entre les Colonnes et Carthage, il y a *sept* jours et *sept* nuits de navigation. Le détroit a *sept* stades de large, disent les uns, *septante* stades, disent les autres, etc., etc. Hérodote, qui use au contraire du système décimal des Grecs, rythme tout par dix et met *dix* jours d'intervalle, par exemple, entre les tertres de sel qui jalonnent le Rempart des Sables à travers toute la Libye. Or il semble que l'*Odyssée* use concurremment des deux systèmes. La première tempête, qui chasse Ulysse des mers grecques vers l'île de Kalypso, le ballotte durant neuf jours et le pousse la *dixième* nuit sur l'île de la Cachette. Mais, dans cette île sémitique, Ulysse reste *sept* ans prisonnier. La huitième année seulement, Zeus ordonne à Kalypso de le délivrer et déclare que le héros arrivera le *vingtième* (10×2) jour chez les Phéaciens. Ulysse construit son radeau ; il travaille quatre jours et le *cinquième*

tout est prêt. Il s'embarque : un bon vent le pousse; *dix-sept* jours il navigue sur les mers sémitiques, puis sur les mers grecques : le dix-huitième jour, il aperçoit la terre des Phéaciens. Il semble bien que nous ayons dans l'*Odyssée* l'alternance ou la combinaison des deux rythmes *sept* et *cinq*, et que cette numération soit, comme la toponymie, gréco-sémitique. Et, comme la toponymie, cette numération suppose une source écrite, un périple étranger, qui ne compte pas en dizaines ou douzaines les distances approximatives, mais en semaines.

En résumé, je crois que l'île de Kalypso au pied d'Atlas ne peut être Ispania au pied d'Abila, la Cachette au pied du Pilier, Perejil au pied du Mont-aux-Singes, que si deux conditions sont remplies :

1° Il faut que le poème grec soit contemporain d'une thalassocratie phénicienne ou postérieur à cette thalassocratie, car il faut qu'aux temps odysseens les marines sémitiques soient, d'une part, en possession des Colonnes, et, d'autre part, en contact avec la Grèce homérique.

2° Il faut en outre que le poète grec ait eu sous les yeux l'original ou la traduction d'un périple sémitique.

Prenez maintenant un autre épisode des voyages d'Ulysse, l'arrivée chez les Phéaciens, et voyez si cette rencontre de Nausikaa ne vous conduit pas aux mêmes hypothèses que la captivité chez Kalypso.

VICTOR BÉRARD.

EN PETITE-RUSSIE

II ⁽¹⁾

LES PAYSANS. — LES VILLES. LES PÈLERINAGES

I. — LES PAYSANS

Je ne puis espérer que mes lecteurs trouvent dans les courses en troïka perpétuellement renouvelées le plaisir exempt de monotonie que j'y ai trouvé moi-même; cependant je les prie de me suivre une fois de plus à travers la steppe. Nous avons quitté cette société rurale de l'avenir que crée dans un village idéal une âme très haute et très vaillante. Nous allons maintenant rendre visite à l'un de ces propriétaires fonciers qui, peu curieux d'innovations, gouvernent leurs biens selon les vieilles méthodes. Eux aussi admettent et désirent le développement du pays, l'acheminement vers les libertés nécessaires.

On ne distingue pas assez à l'étranger la Russie officielle d'un noyau considérable de libéraux parmi lesquels figurent les meilleurs esprits de toute classe. Ces libéraux-là, sans faire cause commune avec les socialistes, souhaitent pour leur pays ce qui est accordé au reste de l'Europe, notamment une constitution, la constitution qu'Alexandre II fut si près de donner. Chez eux, nulle animosité contre le chef de l'État, la conviction même que l'Empereur serait disposé à de sages réformes, mais que son

(1) Voyez dans la *Revue* du 1^{er} avril *Œuvre de femme*.

entourage s'y oppose. Je ne vois jusqu'ici, partout où je vais, que des libéraux; ils sont au demeurant très divisés, ce qui diminue leur force; les uns attendent avec l'espèce d'inertie propre aux Petits-Russiens tous les progrès possibles de la bonne volonté du gouvernement, tandis que d'autres, après maintes déceptions, n'y comptent plus et poussent individuellement à la roue sans grande confiance en leur propre effort. L'hôte qui me reçoit aujourd'hui réussit à faire du bien par sa seule présence, assidue et fidèle, au milieu de ses paysans. Il semble que ce soit partout le premier devoir du grand propriétaire; mais à ce devoir on se dérobe en Russie comme ailleurs. Combien de terres sont laissées aux mains d'un intendant, tandis que le maître va partager ses loisirs entre la capitale et l'étranger, sans souci de responsabilités pressantes! Conclusion: le luxe des uns fait la misère des autres. Ainsi cette année, 1901, la famine est déclarée dans l'Est. Quelles en sont les causes? Le blé trop cher. Et pourquoi est-il trop cher? On vous parlera de la sécheresse, de la mauvaise organisation qui fait qu'aux années de grande abondance, le blé se donne pour rien, mais il y a aussi, il y a surtout l'exportation, cette même exportation dont nous subissons le contre-coup, car elle tue chez nous l'agriculture. Aussitôt récolté, on expédie le grain, beaucoup plus d'un million de poudes par an, à l'étranger. C'est la source du revenu des propriétaires, tandis que le paysan qui coupe et qui bat le blé chez ses anciens maîtres, commence par vivre de balayures qu'on lui fait payer très cher et finalement meurt de faim. Un pareil état de choses justifie presque le mot hardi de Tolstoï à des paysans qui se plaignaient: « Je ne vous comprends pas. Comment? Vous avez semé, cultivé, fait la récolte, et vous dites que ce froment n'est pas à vous? »

Sur les terres noires, il n'y a jamais de famine, Dieu merci. Quelque petit que soit le bien attribué à chaque paysan, si lourd que lui paraisse l'impôt, le sol est assez riche pour le nourrir, mais la position d'un laboureur condamné à rester éternellement journalier n'en est pas moins triste.

Le mal causé par l'absence des propriétaires, pour nous en tenir à cette question, serait difficile à calculer. Dernièrement je passais sur les terres d'un Russe dont le nom est bien connu dans la société la plus élégante de Paris. Jamais il n'a songé à s'y faire construire une habitation; en revanche l'intendant, un

Allemand, est somptueusement logé à quelque distance du village misérable, où aucune précaution de salubrité n'est observée, où l'eau croupissante et les détritux infects entretiennent des miasmes dangereux au seuil des chaumières. Les antiques bois de pins, plantés sur une certaine veine de sable, ont été abattus pour suffire aux dépenses du maître absent, et le sable envolé en épais tourbillons va couvrir au loin les terres d'autrui, leur nuire gravement, à ce point que le *zemstvo* cherche à arrêter le mal par des plantations d'osier rouge qui ne rétabliront certes pas l'aspect du paysage d'autrefois. Non seulement la beauté en a disparu, mais les conditions climatologiques elles-mêmes ont changé.

Heureusement une partie au moins de la noblesse russe comprend la vie d'une autre façon. A grands frais, certains propriétaires s'efforcent de boiser telle ou telle partie de la steppe, qui cessera ainsi d'être steppe pour devenir ou redevenir forêt. Et il faut voir Karlovka, au duc de Mecklembourg-Schwerin, époux de la grande-duchesse Hélène : la steppe sur soixante mille hectares s'y est revêtue de cultures.

Les rênes lâches de notre attelage à trois sont rassemblées dans la main d'un cocher magnifique, portant le costume traditionnel en velours noir, espèce de robe courte et sans manches, avec de gros plis autour de la taille, que serre une ceinture en cuir piquée de clous d'argent. Les manches de la chemise orange sortent bouffantes à partir de l'épaule. Avec cela de hautes bottes où rentrent les larges chausses et une toque ronde garnie de plumes de paon. Un cocher de drojki porterait le caftan et la toque à bords roulés, mais ceci est l'accoutrement obligé d'un cocher de troïka, et il n'y a en aucun pays du monde de livrée plus décorative.

Nous fendons l'espace, sans un cahot, sans un obstacle. Combien le ciel est merveilleux... au-dessus de nos têtes, bleu pur, un bleu d'Italie, là-bas tout rayé de pluie avec, dans l'interval, de gros nuages ouatés à ourlets d'argent ! Les montagnes empêchent de voir ces contrastes, elles nuisent toujours un peu à la beauté du ciel, il semble qu'elles le touchent, elles interrompent son immensité. Ici aucun accident que les nuages et, sur l'herbe plane, l'ombre des nuages.

Mais voilà de beaux arbres, ceux d'un grand parc, planté d'essences diverses et nuancées, saules énormes, chênes, bois de

fer, peupliers. Il enveloppe l'habitation seigneuriale de verdure et de fraîcheur. Celle-ci n'appartient à aucun style spécial et n'est château que par les dimensions. En Russie, la tapisserie de vigne vierge recouvre indifféremment la brique ou le torchis, et partout une sorte de balcon couvert permet de vivre dehors sous la feuillée retombante. C'est la *piazza* d'Amérique. Certaines gens ont le tort d'en faire une véritable serre qui entoure la maison de vitrages interceptant d'une façon presque absolue l'air dont on n'a dans les intérieurs qu'un besoin fort limité, ce qui paraît incompatible avec l'habitude des voitures découvertes en toute saison; mais on l'a souvent dit et on ne peut assez le répéter, la Russie est le pays des contradictions et du paradoxe.

Rien de paradoxal pourtant dans le milieu où je me trouve. Tout y est solidement et sagement ordonné; habitudes de confort sans faste et sans prétention appuyées sur une large aisance. Beaucoup de serviteurs. Inutile, pour se permettre ce luxe, d'être millionnaire, les gages les plus élevés, sauf ceux du cuisinier qui vient de Pétersbourg ou de Moscou, ne dépassant guère deux cents francs par an. Les anciens parmi eux nous saluent avec une touchante familiarité, telle niania par exemple, telle bonne du jeune maître, qui n'est plus tout jeune cependant, mais qui sera toujours un enfant à ses yeux. C'est une personne vénérable qu'embrassent cordialement les parens et amis de la famille lorsqu'elle vient leur baiser la main. Une autre remplit sur ses vieux jours les fonctions de professeur de couture à l'école. J'apprends d'elle que ses meilleurs élèves sont des garçons, et partout j'ai recueilli le même témoignage. Ils fréquentent l'école plus que les filles, sont, contrairement à ce qui arrive ailleurs, plus intelligens, et ne dédaignent pas l'aiguille. Je voudrais seulement qu'ils s'en servissent pour raccommoder leurs propres hardes au lieu de s'escrimer toujours sur des layettes neuves.

Dîner exquis, savant mélange de fine cuisine parisienne et de plats nationaux, où les vins de nos grands crus de France succèdent au kwass. Ce n'est pas que la Russie manque de vins, ceux de Podolie et de Bessarabie sont parfaitement buvables et il y en a d'excellens, blancs et rouges, en Crimée, mais nous sommes dans une maison des plus soignées sous le rapport de la table. Presque partout, du reste, la cuisine russe est savoureuse. Elle n'exige qu'une condition indispensable, un robuste estomac.

Dans les maisons de paysans même, quoiqu'on n'y mange guère de viande, vous trouverez souvent un bon ordinaire, le *bortsch* par exemple, qui n'est pas plus mauvais pour être préparé au lard : c'est une espèce de pot-au-feu où entrent tous les légumes de la création, depuis la pomme de terre, le chou et la tomate jusqu'au piment rouge, cuits dans un bouillon fortement coupé de jus de betterave. L'été, il remplace le *chtchi*, la soupe d'hiver à la choucroute. La *kacha*, l'éternelle bouillie de gruau, est de toute saison ; le pain noir a sa place sur la table des riches auprès du pain blanc ; et le sucre de la pastèque barbouille les enfants jusqu'aux yeux tant que dure ce fruit que les travailleurs emportent quotidiennement aux champs, sous leur bras, pour le repas de midi. Toutes les variétés de melon prospèrent en Petite-Russie. On ne peut dire assez de bien d'un certain melon de Perse, blanc comme neige dans son étui allongé de peau grisâtre que l'on dirait gravée, craquelée, vermiculée. Et jamais je ne me serais doutée que la famille des courges pût offrir de telles ressources, variées presque à l'infini.

L'aubergine en caviar, le petit concombre salé, sont des hors-d'œuvre essentiellement russes. Il y en a cent autres, composant le genre d'apéritif appelé *zakouska*. Tous les ingrédients qui donnent de l'accent à la nourriture : poivre de Cayenne, piment, etc., prennent place dans la plupart des mets ; sans eux, les pâtes et les hachis, dont on abuse un peu, risqueraient de paraître fades. Un régal délicieux est la *flûte*, l'épi de maïs encore vert bouilli dans sa soyeuse enveloppe ; on l'épluche, on le graisse d'un peu de beurre et on mord dedans avec une hardiesse toute barbare. Je ne parle pas des entremets, les *aladiés* entre autres, espèce de beignet à l'huile de tournesol qu'on arrose de miel.

Après dîner, nous faisons le tour du parc ; j'aurai tout le temps de voir la maison, dont je ne connais encore qu'un grand salon, assez solennel, la longue salle à manger et la véranda, au delà de laquelle on découvre des pelouses bien entretenues, couvertes de massifs aux feuillages diaprés. Arbustes et fleurs poussent et s'épanouissent à plaisir dans ce riche humus végétal, accumulé par les siècles. Il n'y a pas de jardin anglais plus charmant que celui-ci.

Une rivière que les mouettes rasent de leurs ailes blanches et veloutées, coule à pleins bords sous de superbes ombrages et

s'égare de là, sinueuse, dans les prairies où paissent de nombreuses vaches grises du pays. Le transport d'espèces étrangères n'a jamais réussi; il leur faut trop de soins. Celles-ci se contentent de l'abri d'un hangar et vivent l'hiver de paille hachée.

Derrière la maison, nous atteignons l'église aux coupoles dorées; l'intérieur en est décoré avec goût et même avec luxe. Les tombeaux de famille sont là. Tout près, s'élève un petit monument comme il s'en trouve beaucoup dans les villes et les villages de Russie, en signe de loyauté à la famille impériale, une chapelle dédiée à la mémoire d'Alexandre II. Nous passons ensuite à l'école, une école ministérielle, plus importante que la plupart des écoles de village. La jolie maison du prêtre est à côté. Les magasins de blé, des monumens à leur manière, me font de nouveau penser à l'Amérique, cette autre grande productrice de céréales. Mais ce qui m'intéresse surtout, c'est le haras où me sont montrés quelques types admirables du trotteur russe. Délivré des greffes anglaises et américaines, il est recherché plus que jamais comme cheval de luxe. Et, en croisant le pur sang avec les chevaux massifs de Clydesdale, on obtient d'admirables produits pour le trait et le travail. Ce croisement semble avoir supplanté celui qui se faisait naguère avec nos Ardennais et nos Percherons. Tenus en mains par des palefreniers, les hôtes de ces belles écuries, ouvertes sur la pelouse, me donnent le spectacle de leurs performances et je regarde longtemps, lâchés en liberté dans un enclos avec leurs mères, les poulains hauts sur pattes, dégingandés, hirsutes, gambader de cet air gauche qui est propre à la première jeunesse chevaline, fût-elle de noble race.

Un trait qui me frappe dans le village que je visite aujourd'hui, comme dans tous ceux que j'ai vus auparavant, est la morne tristesse qu'expriment sans exception les physionomies des paysans. On devine le poids plus ou moins conscient d'une lourde oppression séculaire que l'aube de la liberté n'a pas dissipée encore. Et cette tristesse marque tous les visages dans les villes comme ailleurs. C'est assurément quelque chose que l'émancipation des serfs; mais ce n'est pas tout; le premier anneau d'une chaîne pesante est rompu; reste à supprimer d'autres formes de l'esclavage, qu'il est impossible de ne pas sentir aussitôt que, fût-on étranger, on met le pied en Russie: continuelle ingérence de la police, défense de lire, d'écrire, d'en-

seigner, de penser, sourdes répressions parfois dissimulées, mais qui n'en existent pas moins. Veut-on faire un mouvement, la menotte se resserre. Lisez, pour vous en convaincre, dans le premier dictionnaire des contemporains qui vous tombera sous la main, les biographies d'écrivains russes; ce ne sont qu'exils, prison, condamnations, un vrai martyrologe.

Les paysans eux-mêmes voient assez souvent la police leur imposer silence quand ils entonnent le dimanche, pour se distraire, leurs vieux chants cosaques; que feraient-ils donc, sinon boire? Cela, personne ne le leur défend, pourvu que ce soit chez eux.

Ceux que je rencontre, aujourd'hui dimanche, ne chantent pas; ils semblent n'avoir d'autre distraction que de s'asseoir en cercle dans la poussière du chemin, en ayant le plus grand soin de se lever comme un seul homme pour se plier en deux sur le passage du « bienfaiteur. » Rien de drôle comme les enfans qui se rangent précipitamment, tels qu'une brochette de petits oiseaux, en exécutant tous ensemble un exercice comparable au *tchi* chinois. Une toute petite fille, marchant à peine, y met tant de zèle qu'elle tombe assise du coup et reste ébaubie, la bouche ouverte. Les mères flânent, les bras ballans, leur nouveau-né blotti comme au fond de la poche d'une sarigue, dans un pli du châle maternel.

Je dis à mon guide : — L'hiver doit être lugubre ici. Quand ils n'ont même plus la vie au dehors... Toutes ces chaumières accroupies sous la neige!

Mais il sourit : — Oh! personne n'a froid, les poêles partout sont excellens; chez moi, on met du sel et du sable entre les doubles vitres en guise de bourrelet; chez les paysans, toutes les issues sont bouchées avec de la paille; ils ne laissent de jour que la hauteur d'un carreau. Manger, dormir, voilà les plaisirs qui restent alors aux Petits-Russiens. Le jour de l'an ce sont des ripailles; et en toute saison ils se nourrissent bien. Je vois rarement le poisson de ma rivière où pullulent les brochets et les carassins (1).

Pour oublier l'épreuve de la mauvaise saison, il faut parcourir au printemps, la steppe en fleur, une féerie. Vienne seulement avril, il y a trois mois délicieux,... ensuite l'horrible

(1) Espèce de carpe.

chaleur, la sécheresse, le fléau des mouches, très peu d'automne, et puis l'hiver est à recommencer.

Nous ne sommes qu'en septembre, vieux style. Le 27 qui équivaut à notre 11 octobre, on célèbre la cérémonie rustique, dite mariage de la chandelle, qui annuellement inaugure les veillées.

Le mois de septembre est par excellence celui des tarentules. Du trou parfaitement rond qu'elle s'est creusé dans la terre, sort l'énorme araignée aux larges pattes qui semble porter sous son ventre un sac de velours jaune. C'est un insecte bien calomnié, car personne ne se rappelle avoir vu un homme, un enfant, un chien même mourir de sa morsure, qui est certainement venimeuse, mais non pas au degré où le veut une superstition populaire.

Jamais je n'en ai compté autant qu'au bois de Bouzowa, le bois des lilas, trois bouquets d'arbres situés au loin sur un point désolé de la steppe, qu'ils égayaient à l'improviste. Une petite source y fait croître quantité de fleurs sauvages. Dans l'intervalle des taillis, apparaît le désert. Et, tout contre l'oasis, s'est blottie une petite maison. Nous nous sommes arrêtés là un jour qui, paraît-il, était le jour anniversaire de la décollation de Saint Jean-Baptiste. Les paysans russes gardent scrupuleusement dans une parfaite oisiveté les si nombreuses fêtes de leur calendrier, que ce soit celle de l'Intercession de la Sainte-Vierge ou celle de la naissance de l'Impératrice. Un paysan très pâle, à la démarche lente et morne, se croit donc obligé d'errer autour du puits, sans rien faire que grignoter, d'un air accablé, des graines de tournesol. La maison est propre, c'est-à-dire que les murs et le poêle sont très blancs et qu'elle ne renferme guère que cela. Un petit enfant, non moins chétif que barbouillé, les traits pincés par la fièvre, se traîne sur le seuil; dans une corbeille que des cordes suspendent au plafond, absolument nu sous une méchante couverture, un nouveau-né sommeille, gardé par une jeune femme, dont la beauté brune est soulignée par les broderies rouges de ses pauvres vêtements, par la ceinture rouge passée autour de sa taille souple, par le mouchoir rouge noué sur ses cheveux noirs. Elle nous raconte avec une impassibilité singulière que sa belle-mère et ses trois petites filles sont mortes de la fièvre scarlatine dans cette même chambre où, bien entendu, aucune précaution sanitaire n'a été prise pour préserver les survivants.

Le père nous propose très simplement de voir les tombes qu'il a creusées tout près de chez lui. Sur chacune d'elles, un arbre est planté et auprès de l'arbre, une petite croix. Le pope eût pris trop cher pour les quatre enterremens; alors, par économie, il a fait lui-même la besogne. Bientôt ce ne seront plus, dans le joli bois de Bouzowa, que quatre arbres de plus, les tombes auront disparu sous l'herbe et sous les fleurs, dans ce coin écarté du monde où personne ne passe.

Assis sur la terrasse à fumer d'interminables cigarettes, un hôte loquace et bien informé, qui occupe un rang distingué dans l'administration de sa province, me parle avec confiance de l'avenir de la Russie. Il reprend, après Tourguenef, la critique de ceux qui voudraient être à la minute guérisseurs de plaies sociales : « Nous autres Russes, vous savez comment nous sommes. Nous espérons toujours qu'il arrivera quelque chose ou quelqu'un pour nous guérir tout d'un coup, pour nous enlever toutes nos maladies comme on arrache une dent gâtée. Qui sera ce magicien? Est-ce le darwinisme? Est-ce la commune rurale? Est-ce une guerre étrangère?... »

Il ne croit pas aux panacées, et ne compte que sur un développement graduel. A son avis, la Russie a déjà accompli d'immenses progrès; elle n'a qu'à continuer sans précipitation maladroite. L'émancipation eut, selon lui, ses bons et ses mauvais côtés; il l'approuve assurément, ayant l'âme libérale, encore que modérée en son libéralisme; le serf était plus heureux au point de vue matériel à l'époque où le maître, en échange de certaines obligations moins lourdes que ne sont lourds les impôts d'à présent, l'aidait de mille manières, lui et sa famille : mais, dans tous les pays du monde, les grandes révolutions économiques et morales ont été suivies d'une période transitoire difficile à passer. L'idée d'une révolution plus complète, d'une révolution générale, qui se présente à quelques esprits aventureux ne remédierait à rien, et le paysan a, dans sa simplicité, beaucoup trop de prudence pour s'y prêter. D'ailleurs son instinct est contre elle; pendant des siècles encore il ne marchera qu'au nom de Dieu et du Tsar (1). L'absolutisme est fondé sur sa bonne volonté et n'a pas de rempart plus ferme.

(1) Il a fallu en effet, dans la Jacquerie partielle, survenue depuis, un ukase prétendu de l'Empereur pour soulever les paysans. On reconnaît la justesse de ce

Évidemment mon interlocuteur est de ceux qui se rattachent au vieux temps par tradition, tout en faisant aux idées nouvelles un accueil à la fois bienveillant et précautionneux. Il est plein d'indulgence pour les défauts du peuple russe, quoiqu'il me donne de tristes détails sur la plaie de l'ivrognerie; les femmes boivent autant que les hommes. Il cite sa cuisinière venant lui dire à brûle-pourpoint : « Je vous avais promis de me corriger. Eh bien, non ! Il faut que je parte, il faut que je boive. Je tomberais malade ! » et vendant ses hardes pour faire des orgies de vodka, en y entraînant tout le village. Puis il y a l'habitude du mensongé, le penchant invétéré au vol : la vieille niania la plus dévouée, qui verserait son sang pour son maître, arrondit néanmoins son petit avoir aux dépens de celui-ci. Mais au fond subsiste une sorte d'innocence; l'incomparable misère que le froid accompagne, la misère jointe à un héritage de dépendance et de crainte explique tant de choses ! Un pauvre diable ment pour esquiver la punition, il prend parce qu'il n'a pas. C'est un peuple enfant sous beaucoup de rapports. Et combien d'excuses pourrait-il alléguer pour être en retard sur les autres nations ! Pendant des siècles et des siècles, il s'est tenu comme une muraille sans cesse assaillie entre l'Europe occidentale et les invasions mongoles. Son seul travail était de les repousser, travail peu favorable à la civilisation. Et tout à coup surgit en pleine barbarie cette superbe figure si nationale de Pierre le Grand, le type même de l'idéaliste russe, mais d'un idéaliste servi par le pouvoir absolu. Il ne savait rien, celui-là, des lois de l'évolution et, les eût-il connues, qu'il eût été homme à essayer de les vaincre. Le plan qu'il forma fut plus grand que nature et si généreux ! Tout apprendre à son peuple, en commençant par tout apprendre lui-même. Sa vie d'ouvrier, dont les humbles produits sont gardés en somptueuse compagnie d'objets d'art, au musée de l'Ermitage, œuvre de menuisier, de tourneur, de mécanicien (il y a jusqu'aux dents qu'il s'entendait à arracher), sa vie de manœuvre, son labeur et sa pauvreté volontaires, frappent l'imagination autant que ses victoires. Il est impossible

qu'écrivit Tourguenef : « Ceux qui veulent exciter notre paysan à la révolte, ceux-là mêmes ne peuvent y parvenir qu'en se servant de son attachement à la famille impériale. Ils doivent imaginer quelque légende comme le faux Démétrius, montrer comme le fit Pougatcheff, sur sa poitrine, quelque marque obtenue à l'aide d'un gros copek à l'aigle, chauffé au rouge. »

de visiter la Russie, sans s'éprendre de Pierre le Grand. J'ai cherché avec soin tous ses portraits, j'ai gravé dans mon souvenir cette figure de génie où le regard direct et pénétrant des beaux yeux noirs pleins de feu, est adouci par l'expression d'une bouche si humaine, toute de bonté. Chaque trait de cette imposante physionomie est magnifiquement caractéristique. Et, comme me le dit un des adversaires les plus acharnés de l'autocratie avec qui je regardais un tableau célèbre de l'école russe représentant l'entrevue dernière du Tsar et de son fils, celle où se décida le sort du malheureux Alexis : « Il ne commit que les cruautés nécessaires. »

Mais enfin cet homme, grand parmi les plus grands, n'était pas Dieu; il ne pouvait créer un monde en sept jours en y ajoutant par surcroît des splendeurs empruntées à la cour de Louis XIV. Ce fut sur la plus complète barbarie un merveilleux plaquage de civilisation importée auquel Catherine adjoignit le goût de la philosophie française, et jusqu'à ce jour, la Russie se ressent de ce qu'eût d'artificiel l'œuvre, si belle qu'elle fût. On est frappé du voisinage incongru d'aspirations sociologiques ou scientifiques qui devancent le ^{xx}e siècle et de superstitions toutes primitives. Pour combler l'abîme, il faudrait entre ceux qui savent trop et ceux qui ne savent pas assez des traits d'union bien intentionnés, des interprètes à l'âme pieuse et à l'esprit éclairé qui, peu à peu, rapprocheraient les distances entre les différentes classes intellectuelles, dans la mesure du possible. Ces intermédiaires devraient être les prêtres; à défaut de ceux-ci, on les trouvera, espérons-le, parmi les instituteurs et institutrices des écoles du *zemstvo*, pourvu que cette assemblée locale, déjà parlementaire jusqu'à un certain point, ne soit pas trop bâillonnée et entravée par les restrictions que la méfiance du gouvernement lui impose.

Partout, en province, d'un bout de la Russie à l'autre, quand il s'agit d'écoles, d'hôpitaux, de colonies scolaires, d'intérêts agricoles, de questions relatives à l'hygiène, de tout ce qui peut augmenter le bien-être matériel et moral de la population, on vous parle du *zemstvo* et de son heureuse influence. Les principaux devoirs qui lui incombent sont de veiller à l'entretien des routes, d'élire les juges de paix, de s'occuper de l'état des récoltes afin de prendre les mesures nécessaires contre la famine trop souvent menaçante. Ses membres visitent les établissements

d'utilité publique et travaillent activement à développer les industries à domicile, cette spécialité de la campagne russe. Leurs attributions sont nombreuses, encore que sous le règne d'Alexandre III on leur en ait retiré plusieurs. Alexandre II, de magnanime mémoire, inaugura les deux zemstvos de district et de gouvernement, qui correspondent à nos conseils municipaux et généraux; il les avait créés pour compléter l'action des communes rurales, lesquelles, on le sait, se gouvernent elles-mêmes, portant, selon la région, au nord le nom de *mir*, au sud celui de *gramada*. La commune est une institution sortie du sol et qui a longuement grandi au cours des siècles, conservant sous l'autocratie d'antiques libertés. Tandis que l'administration était modifiée de règne en règne par l'effet de théories bureaucratiques plus ou moins heureuses, la commune restait immuable; elle avait des racines autrement profondes. Ses droits demeurent si bien assis et respectés que les délits de chaque village sont jugés en première et même en seconde instance par elle seule.

Alexandre II voulut que ces ruraux déjà rompus aux affaires fussent admis à siéger sur un pied d'égalité, avec les nobles, dans l'assemblée nouvelle, avec cette différence pourtant que les députés nobles ont chacun une voix et que les paysans votent par groupes. Tous les trois ans les députés du zemstvo sont élus par les propriétaires fonciers, les communes rurales et les corporations municipales. Chaque gouvernement et chacun des districts entre lesquels ce gouvernement est subdivisé a son zemstvo; il se réunit au moins une fois l'an (le zemstvo de district en septembre, le zemstvo de gouvernement en décembre). Un bureau exécutif permanent est élu par cette assemblée et choisi parmi ses membres. Ainsi ce que n'eut jamais la libre Angleterre elle-même, un parlement de comté, l'administration étant toujours restée entre les mains des grands propriétaires, la Russie autocrate le possède; c'est un Anglais, observateur pénétrant des mœurs et des institutions russes, Mackenzie Wallace, qui en fait la remarque (1). Ayant assisté pendant trois semaines aux séances de ces États provinciaux, il constate, dès 1870, que sans doute la discussion est dirigée dans ce *local self government* par les députés de la noblesse, mais qu'il a enten-

(1) *Russia*, by Mackenzie Wallace, 2 vol. Londres.

du plus d'un paysan dire son mot, toujours clair, pratique, bien à point et toujours écouté avec une attention pleine de déférence.

Il n'en fut pas ainsi au début, où la situation du serf placé en face de son ancien maître devait être des plus difficiles, le dédain de l'un, la timidité de l'autre, l'infériorité trop évidente du paysan rendant tout débat sérieux impossible; mais le changement enregistré, il y a trente ans déjà, prouve que l'éducation politique de la Russie fait des progrès.

La création du zemstvo en 1864 avait été saluée avec joie par tous les libéraux; ils y voyaient le meilleur acheminement vers la constitution désirée. Malheureusement l'empereur s'arrêta dans la voie des réformes et, après la fin tragique de son père, Alexandre III donna, comme on pouvait s'y attendre, dans la réaction: les gymnases militaires par exemple furent transformés en corps de cadets beaucoup plus étroitement disciplinés; la restriction des droits de presse fut poussée si loin que certain journal s'attira six mois d'interdiction pour avoir annoncé le premier une famine qui en réalité existait; les Universités, qui auparavant avaient le droit d'élire leurs recteurs, virent l'autorité des professeurs diminuée au point que ceux-ci devinrent pour ainsi dire de simples employés serrés de près par des inspecteurs qui exercent une impitoyable police; enfin le pouvoir du zemstvo fut réduit autant que possible: il n'ose plus rien faire sans la permission du Gouverneur, lequel doit en référer au ministre de l'Intérieur. L'autonomie de l'administration communale est atteinte depuis 1890 par l'introduction du *zemsky natchalnik*, préfet d'arrondissement, sorte de chef de police institué par le Gouvernement et qui sans cesse intervient dans les affaires des paysans. Il n'a rien de commun avec le juge de paix créé par Alexandre II pour être l'avocat de ces derniers, voire même contre leurs anciens seigneurs. Le *zemsky natchalnik* est l'effroi de la commune, qui parfois, d'ailleurs, ose lui tenir tête, ainsi que le prouve cette histoire survenue pendant mon séjour en Russie. Un jeune homme avait été condamné par le préfet, pour quelque désordre, à vingt coups de verges. Il déclarait vouloir mourir plutôt que de s'y soumettre. Les anciens de la commune se réunirent au nombre de cinquante et refusèrent de lui appliquer le châtiment. De pareilles résistances sont significatives.

A l'église, ce mot d'une de mes amies russes me revient tous les dimanches : « Nos paysans appartiennent encore à votre moyen âge. » Il est probable en effet que l'affranchissement des Communes dut laisser au bout d'un demi-siècle dans un état à peu près semblable à celui où je les vois ici, les victimes de ce code féodal qui, dans presque toute l'Europe, avait formulé le décret : « Point de terre sans seigneur. » Mais je doute qu'en aucun autre pays se soit jamais rencontrée cette expression résignée, d'une mystique douceur. Chaque fois que je vais entendre la messe dans une des églises qui éparpillent sur la steppe leurs clochers verts ou leurs dômes de métal, je suis remuée au plus profond par la foi ardente qui se manifeste un peu trop sans doute en prosternemens et en signes de croix, mais qui a ses racines dans l'âme, personne n'en doutera, ayant regardé prier un de ces hommes. Ils sont en nombre au moins égal à celui des femmes, tous debout et serrés les uns contre les autres tels qu'un troupeau de moutons, uniformément vêtus de l'humble *svitka* couleur de terre, au cou la croix de cuivre qu'ils ne quittent jamais et presque aussi déguenillés que dans la semaine. C'est à croire que la plupart n'ont pas d'habits de rechange et cependant, le moment de la quête venu, nul ne refuse son copeck. A beaucoup de vieillards je trouve une curieuse ressemblance avec Tolstoï, qui a voulu en effet être comme l'un d'eux et qui incarne le peuple russe en sa personne.

Je prends dans ma mémoire une église au hasard, une petite église claire et blanche, au tintement de cloches mélodieux. On dirait un joli kiosque de jardin. Elle est entourée d'une enceinte où débordent les fidèles et à la porte de laquelle se tient le marchand de *boubliki*, car vers onze heures, au sortir de la messe, les affamés de tout âge qui, sans exception, ne doivent rompre le jeûne qu'après l'office, se jetteront sur cette pâtisserie villageoise, le craquelin, pour tromper leur estomac jusqu'au dîner qui les attend très loin peut-être.

Le pope, de petite taille, jeune, maigre, figure hiératique de fresque byzantine, l'œil caressant et fin, la barbe, les cheveux emmêlés de telle sorte que jamais le peigne ne doit passer dans ces longues crêpelures d'un brun roux, presque mordoré, le pope, très beau quand même, n'est pas plus propre sous sa chasuble de velours que le dernier des paysans. On soupçonne en le voyant que la patine ambrée de son teint pâle et mat est de la crasse et

que ses mains, — de petites griffes qui semblent avoir gratté la terre, — n'ont pas même été lavées pour la célébration du Saint Sacrifice. Il officie avec précipitation tandis que la liturgie orthodoxe se répand en mélopées plaintives. Le chœur n'est pas mauvais pour un chœur de village, mais la voix des fidèles ne se joint jamais à lui. Ce n'est pas l'usage. De temps à autre, un bras s'avance, muni d'un petit cierge qui, passé de main en main, est finalement planté devant quelqu'une des images de l'iconostase. Je n'aime pas ce culte grec, son formalisme excessif, l'abus des génuflexions, l'encens brûlé outre mesure et qui se mêle à l'odeur des bottes frottées de goudron. Je n'aime pas surtout cette porte close à chaque instant entre l'officiant et le peuple, comme si celui-ci était exclu de la célébration des mystères; quand elle se rouvre, j'entrevois dans le Saint des Saints un autel sur lequel est posé l'hostie et l'évangélaire et autour duquel le pape se promène l'encensoir à la main, en secouant sa crinière. Mais il y a un moment admirable, celui de la communion, lorsque tous les enfans, depuis les nouveau-nés jusqu'aux bambins de cinq et six ans, s'avancent conduits par leurs mères en vertu sans doute de la parole du Seigneur : — Laissez venir à moi les petits enfans. — La première communion proprement dite n'existe pas en Russie. Aussitôt après son baptême, le chrétien peut participer au calice; et on lui donne le pain à sept ans. C'est un touchant spectacle que celui de toutes ces jeunes femmes amenant avec dévotion à la Sainte table de petits enfans déjà recueillis. Seuls, les nourrissons pleurent quelquefois, le vin leur paraît amer; on leur donne un peu d'eau pour les calmer. A partir de sept ans, les enfans doivent se confesser selon la loi commune. Si l'âge de l'innocence est admis à recevoir chaque dimanche le Sacrement, il n'en est pas de même pour les grandes personnes. Elles ne s'en approchent guère qu'à Pâques après un carême rigoureux d'où le lait, le beurre et les œufs sont exclus. J'ai vu cependant communier un jeune homme et une jeune fille, des fiancés, m'a-t-on dit, qui avaient besoin comme tels de grâces particulières; j'ai vu aussi un grand vieillard, à figure de cadavre, se traîner vers le prêtre, presque porté par son fils, qui l'entourait de ses bras.

C'était un moribond qui, par respect, voulait recevoir son Dieu pour la dernière fois debout et à l'église. Le prêtre, l'oreille tendue vers lui et un pan de la chasuble posé sur sa tête, parut

écouter une confession, puis il prit dans la coupe, avec une cuillère qui sert à tous, un morceau de pain trempé dans le vin et le lui présenta ; du vin lui fut encore versé dans une tasse de métal. L'homme passa près de moi, toujours soutenu par son fils ; tremblant comme de froid sous la lourde touloupe en peau de mouton, si chaude pourtant et si peu de saison, il gagna la porte. Comment il avait eu la force d'accomplir cet acte de suprême piété, je ne me l'explique pas. La foule s'ouvrit lentement devant le groupe étrange qui se retirait de la vie, semblait-il, en même temps que de l'église, et personne ne tourna la tête, tant ce genre de courage est ordinaire sans doute. Ensuite une mère apporta son fils infirme ; telles d'autres mères qui priaient le Christ de toucher leur enfant, sûres qu'il serait guéri. La messe terminée, la lecture de l'Évangile du jour a lieu en russe. Parfois le prêtre y ajoute quelques mots. On voit alors les fidèles s'avancer avec une curiosité, un intérêt avides, boire la parole pour ainsi dire. Pourtant la voix qui s'adresse à eux les tance plutôt qu'elle ne les exhorte, je l'entends s'élever grondeuse. Que leur reproche-t-on ? De manquer aux abstinences. Pauvres gens à qui l'usage de la viande proprement dite est presque inconnu ; mieux vaudrait leur recommander de s'abstenir de vodka ! Mais celle-ci est au contraire, on le sait, un adoucissement aux excès du maigre, car sans *bortsch* que peut devenir le paysan russe et comment faire un bon *bortsch* sans un peu de lard ? En écoutant récriminer le pope, je me rappelle que l'Évangile a dit : — Quand votre enfant vous demande du pain, vous ne lui donnez pas une pierre. — C'est une pierre tout de bon que cette brève réprimande. De la belle tâche qui leur incomberait, dissiper les ombres de la superstition et en dégager la piété véritable appuyée sur la morale chrétienne, ceux des popes que j'ai vus ne semblent avoir aucun soupçon. Fils de popes pour la plupart, sortis de la caste sacrée, ils s'acquittent machinalement d'un geste ancestral que l'atavisme leur a transmis. Assez souvent le père et le fils ont desservi la même paroisse ; l'un après l'autre, ils ont vécu de leurs paroissiens au lieu de songer à les instruire. Leur excuse est dans leur pauvreté et dans le discrédit où ils sont tenus. Nulle part je n'ai entendu parler avec respect du clergé séculier.

Les plus ignorans se rendent compte du peu de valeur des écoles paroissiales que le pope laisse d'ordinaire aux soins d'un

diacre illettré ou tout simplement du sacristain. Il est des popes trop enclins à se réchauffer avec de la vodka; il en est d'autres qui, devenus veufs et ne pouvant se remarier, puisqu'une seconde union leur est défendue, prennent une ménagère et font jaser. Mais quelle que soit l'opinion que les paysans aient de l'homme dans la vie de tous les jours, ils vénèrent le prêtre aussitôt qu'il a revêtu ses habits sacerdotaux. Il faut voir avec quelle dévotion presque égale ils viennent après la messe baiser la croix, puis la main qui la leur présente.

Le pope, sans dépouiller sa chasuble, reste à causer affablement devant l'iconostase avec quelques personnes de la bourgeoisie auxquelles il a fait offrir le pain bénit, tandis que les fidèles s'écoulent dehors, chacun vers son village respectif. Les mouchoirs des femmes flottent au vent, semant des taches de couleurs gaies sur la steppe à de longues distances. Il n'y a pas de mendiants à la porte, sauf un idiot dont le sourire vous rappelle tout doucement sans insistance qu'il est une inutilité dans la commune et qu'il a par conséquent besoin de vous. Peut-être une vieille femme aussi se signera-t-elle sur votre passage, mais les mains ne se tendent pas comme dans notre Bretagne qui, cependant plus qu'aucune autre province de France, pourrait être comparée à la Russie.

Le peu d'effet de la dévotion des paysans sur leur conscience et leur moralité, m'est prouvé par l'aventure suivante dont j'ai été témoin et qui montre assez toute la duplicité dont un Petit-Russien est capable.

Le cocher de la maison où je me trouve sort de grand matin pour aller au marché vendre un étalon. Très ostensiblement, au seuil de l'écurie, il se signe, et de ma fenêtre je le vois prier avant de commencer son voyage qui sera de deux ou trois jours, car la ville est fort éloignée. Nous n'en recevons les lettres que chaque semaine, à condition encore de les envoyer chercher au bureau de poste.

L'homme revient, n'ayant pas réussi à vendre l'étalon; sur quoi sa maîtresse lui annonce que, plus heureuse que lui, elle a, sans bouger de chez elle, trouvé acquéreur pour une paire de bœufs dont elle voulait se défaire. Ce sont des paysans du voisinage qui lui ont offert telle somme. Lorsqu'elle en dit le chiffre, le fidèle serviteur lève les bras au ciel, éclate en lamen-

tations. La barinia s'est laissé duper, les bêtes valent beaucoup plus, des voleurs ont indignement abusé de l'inexpérience de la barinia. Je pense en moi-même : — Combien il prend à cœur les intérêts de la maison !

— Que veux-tu ? lui dit la dame quelque peu ébranlée. Le marché est fait.

En soupirant toujours, mon honnête homme se retire avec des saluts jusqu'à terre. Mais le lendemain, de bonne heure, on le voit revenir, le visage épanoui, portant un sac d'argent. Il insinue, toujours ployé en deux, que, comme il avait vendu les bœufs pendant son séjour en ville, comme il en avait même reçu le prix, la barinia pourrait sans scrupule donner cette bonne raison pour se dégager.

Et la dame est au fond de son avis.

Pourquoi ne l'a-t-il pas dit la veille ?

Là-dessus le cocher ne s'explique pas. De fait il n'avait nullement vendu les bœufs quand la nouvelle du marché lui a été donnée ; mais après, dans la nuit, il a couru au village chercher une surenchère qui lui valut un pot-de-vin. Malheureusement pour lui les premiers acquéreurs furieux viennent dénoncer cette manœuvre et offrent de payer davantage. Tout cela prend mauvaise tournure au gré de la dame. Sentant que de tous côtés on la trompe, elle garde ses bœufs, réflexion faite.

Moi je commence à croire ce qui m'a été dit de tel voleur de profession qui n'enfreindrait à aucun prix les lois du jeûne et qui brûle des cierges pour le succès de ses entreprises.

Une impression triste m'est procurée chaque nuit par le claquement régulier de la *kolotouschka*. La *kolotouschka* est en usage dans toutes les propriétés rurales. Entre les mains du veilleur qui l'agite, elle produit quelque chose comme le son d'une énorme castagnette. Du soir au matin ce bruit retentit à intervalles rapprochés, dominant le bruit du vent ou de la pluie et annonçant que bonne garde est faite contre les voleurs, contre les incendies. Je me représente avec une grande pitié le sort de cet errant chargé, pendant les longues et cruelles nuits d'hiver, de veiller sur le repos des maîtres. On me répond qu'alors deux hommes se relayent pour agiter la *kolotouschka* et qu'après tout, sous leur touloupe de peau de mouton, ils ne sont pas trop à plaindre. Pourtant il suffit, dans le profond si-

lence de la nuit, de cet avertissement, qui m'est devenu familier, pour me transporter au temps du servage, sur lequel je me renseigne le plus que je peux. Quoi qu'on en dise, servage me paraît toujours synonyme d'esclavage. Il n'y avait guère qu'une différence : le droit de vendre le serf sans la terre fut très promptement aboli ; mais la terre pouvait en revanche être vendue ou affermée avec tous ses serfs. Ailleurs, les propriétaires d'esclaves conservèrent au contraire la faculté de les vendre arbitrairement et de rompre, selon leur bon plaisir, les liens de famille ; eux aussi étaient souvent très généreux, très humains à cela près. Qu'importe ?...

Avec le veilleur, plusieurs énormes chiens du Kurdistan, véritables bêtes féroces, enchaînées tout le jour, sont chargés de nous garder. Ils me font l'effet de bandits prisonniers dans la niche où ils dorment en attendant la nuit, l'heure des razzias et des massacres, car il n'est pas rare que le matin on voie, déposé en trophée devant leur repaire, le cadavre d'un chien moins vigoureux ou d'un pauvre chat du village, coupable de s'être égaré sur les terres qu'ils ont le devoir de défendre contre toute intrusion. Ce sont dans les ténèbres de terribles poursuites, des combats à mort.

Les autres chiens de la maison s'écartent d'eux avec respect pour ne point passer à portée de leurs crocs, plus d'un gardant la marque des blessures dont il a failli mourir.

J'ai visité l'un de ces petits hôpitaux, qui sont maintenant au nombre de quatorze, dans un district où l'on n'en comptait d'abord qu'un seul. Jusqu'au moment où furent décrétées l'autonomie et l'organisation des provinces, il n'existait pas de médecins dans les campagnes russes. Quelques vieilles femmes, quelques soldats réformés avaient le monopole de recettes parfois assez nuisibles. Depuis l'an de grâce 1864, les secours de la science se sont multipliés ; aux médecins de districts a été adjoint un corps nombreux d'auxiliaires. C'est le zemstvo qui partout organise cette assistance médicale.

L'hôpital où nous venons d'entrer est un joli bâtiment situé à côté de la maison du médecin, celle-ci tout en brique peinte du plus beau rouge, couleur qui conviendrait assez à la maison du bourreau. Justement le jeune chirurgien qui nous reçoit passe pour très entreprenant dans ses opérations. Aussi le re-

doute-t-on un peu ; il n'hésite jamais à jouer du scalpel, et le plus souvent avec succès, ce qui n'empêche les paysans d'être inquiets et méfiants. Leur médecin, disent-ils, aime trop à se servir de ses beaux instrumens.

Cependant on s'empresse en foule à la consultation quotidienne ; le *feldsher* préposé à la pharmacie distribue des médicaments. L'hôpital renferme, outre une petite salle d'opération, deux ou trois chambres où l'on garde les malades intransportables. Ces chambres sont toutes occupées pour le moment.

Nous causons avec une femme qui, probablement ignorante de son âge, comme presque tous les Russes de la même classe, se donne quatre-vingts ans ; elle a l'air d'en avoir soixante. Tombée d'une échelle, en travaillant, elle s'est cassé la jambe, et une nécrose de l'os a rendu l'amputation nécessaire. Vaillante et communicative, elle nous montre le moignon enveloppé de linges sanglans, en multipliant les signes de croix et en bénissant avec volubilité Dieu et le docteur. Dans un lit voisin une autre femme pleure ; elle a cru mourir ; opération plastique, celle-là. Le docteur s'est attaqué à l'horrible trachoma ; il a enlevé la muqueuse de la bouche pour en doubler les paupières. La salle des hommes renferme aussi deux malades : l'un les yeux bandés, l'autre sombre et silencieux comme une bête blessée.

Le métier du docteur n'est pas une sinécure ; il est chargé d'inspecter sur de vastes espaces un nombre considérable de dispensaires ; chacun d'eux est dirigé par un *feldsher*, un médecin inférieur, espèce d'officier de santé à qui quatre années d'étude ont permis d'exercer. Cette école des *feldsher* (ce nom tout militaire leur vient d'Allemagne) est encore un des bienfaits du *zemstvo*. Jadis le *feldsher* n'avait appris le peu qu'il savait qu'en servant comme infirmier dans les ambulances. Plus souvent encore qu'aujourd'hui, il était ivrogne. Il visite les malades et fait son rapport au docteur dans les cas graves.

Mais les inspections de l'hygiène publique sont encore très imparfaitement organisées. Les enfans meurent en grand nombre pendant l'hiver. L'intensité du froid ne permettant pas de les sortir, ils languissent plusieurs mois de suite dans une pièce de trois à cinq mètres de long sur autant de large, où logent au moins cinq ou six personnes et dont les fenêtres ne peuvent s'ouvrir. L'air ne se renouvelle qu'à l'aide du grand poêle qui

occupe un quart de la chambre et par les interstices de la maçonnerie d'argile. La malpropreté des vêtemens est aussi une cause de maladie et, sous ces habits sordides, le corps du Petit-Russien n'est pas lavé comme celui du Grand-Russe qui, fût-il couvert de vermine, a toujours pris le samedi un bain de vapeur, après lequel il lui arrive parfois de se rouler allégrement dans la neige.

II. — LES VILLES. — LES PÈLERINAGES

Combien y aurait-il à dire sur l'ancienne Ukraine, ce pays limitrophe de la Turquie, compris jadis entre les rives du Don et les monts Carpathes et que beaucoup d'esprits aventureux voudraient voir reconstituer en État indépendant ! Je n'ai parlé encore que de la campagne. Il faudrait indiquer au moins la physionomie de trois villes principales, Kiev, Kharkov, Poltava. La première est déjà connue des lecteurs de la *Revue*, par le tableau si expressif qu'en a fait Art Roë (1). Si j'y reviens, c'est qu'en Russie la différence entre les aspects d'hiver et les aspects d'été est telle qu'on ne risque guère en donnant des impressions sur le même lieu, visité en différentes saisons, de tomber dans des redites. Le Kiev de Pâques ne ressemble à celui de l'Assomption que par l'ardeur de la piété dont les saintes images sont l'objet.

Du pont Nicolas, un pont suspendu de 770 mètres de long, nous embrassons l'ensemble de la ville, mère de toutes les villes de Russie ; ces hauteurs à pic sur lesquelles s'échelonnent en grand nombre, dans la verdure, les dômes et les clochers d'argent et d'or ; puis, en bas, le quartier du commerce qui rejoint sur le fleuve une file interminable de bateaux à l'ancre, et de trains de bois ; puis enfin le fleuve lui-même rétréci de moitié par la sécheresse. Tout cela brille, bruit ou s'agite sous le bleu profond, éclatant et pur d'un ciel qui pourrait être celui de Byzance, dont Kiev reproduisit jadis, par les soins de Jaroslav le Sage, les portes de bronze et la basilique fameuse. On aperçoit, au sommet d'un plateau surmonté de belles promenades, une statue colossale de saint Vladimir tenant la croix qu'il impose à ses sujets, et la scène, qui a été magistralement traitée

(1) *Impressions de Russie, la Semaine sainte à Kiev, Revue* du 1^{er} avril 1897.

par le peintre Vasnetzov, se présente à votre esprit : le souverain à figure de pontife ou plutôt de mage, couronne en tête, vêtu de riches étoffes, étincelant de bijoux, debout, les bras levés pour bénir, au milieu de la foule des guerriers, des évêques et des moines à longue barbe, portant les évangélistes, la croix grecque, les icones. Au-dessus, les nuées ouvertes et le Christ présent, tandis qu'à la surface du fleuve une vivante écume semble flotter, des êtres de tout âge plongeant jusqu'aux épaules, l'effarement d'une extase sauvage sur leurs faces de barbares. C'est l'immersion générale d'un peuple tout entier baptisé en bloc. Kiev n'avait pas alors les édifices qui nous apparaissent là-haut de gradin en gradin ; mais la rive opposée, absolument plate jusqu'à l'horizon, ne doit pas avoir beaucoup changé. Les débordemens périodiques s'y opposent ; ils laissent inhabitée sur de grandes distances. Tous les ans au printemps, lors de la débâcle des glaces, la campagne à perte de vue se transforme en un immense lac jaunâtre ; puis, l'été venu, les eaux se retirent et découvrent des bas-fonds très vite cachés sous une épaisse végétation de roseaux, de saules et d'osiers, séparant comme feraient des îles les branches innombrables du fleuve. Jusqu'à la Mer-Noire les banes de sable et les rapides tendent alternativement leurs pièges. Pourtant le Dniéper est la grande artère d'un commerce très actif ; mais les gros bateaux à vapeur ne circulent pas dans la saison où nous sommes, et les petits risquent de rester engravés jusqu'à ce qu'un remorqueur vienne à leur secours. A voir les prairies qui verdissent le lit du Dniéper, on les croirait permanentes. Des troupeaux y paissent parmi les saules ; des cabanes s'y sont éparpillées ; c'est le refuge du bétail quand la steppe brûlée n'offre plus de pâture.

Nous avons pris un de ces phaétons découverts à deux chevaux qui, avec le petit drojki, où il n'y a guère de place que pour une personne, représentent les fiacres. Le cocher a son numéro attaché dans le dos ; il se gonfle autant que possible dans sa svitka de drap bleu, car c'est le devoir d'un cocher russe d'être gros. Les cōchers de voitures particulières en donnent l'exemple : pour eux un embonpoint considérable est obligatoire ; cette exigence augmente avec le luxe de l'équipage. Le nôtre, si modeste qu'il soit, marche bien et vite. Sans nous arrêter, nous traversons les quartiers neufs du centre, la ville des Tilleuls, séjour de l'aristocratie ; le Krechtchatik, large rue élégante où se

trouvent les principaux hôtels et les plus beaux magasins. Le trait caractéristique de Kiev est, avec le peu d'élévation de ses maisons, la succession rapide des montées et des descentes qui tient à ce qu'elle est, comme Rome, bâtie sur plusieurs collines. Les avenues, les places plantées d'arbres, les jardins publics distribuent partout des masses de feuillage; d'élégans hôtels particuliers bordent les rues très larges si elles sont mal pavées. L'emploi dans la construction d'une brique blanche, fine et dure, est à peu près général, et cette blancheur des maisons souvent coiffées d'un toit peint en vert pâle contribue à la physionomie riante de la ville, séjour de luxe et de loisirs. Le commerce proprement dit est concentré en bas, dans le Podol. Il y faut aller chercher la fameuse Maison des Contrats où se concluaient autrefois les affaires de la foire annuelle de ce nom, restée l'une des plus considérables de la Russie pour les sucres. Mais ce que nous tenons à voir d'abord c'est la ville historique, celle qui porte sur chacune de ses pierres l'empreinte des temps primitifs. Novgorod et Kiev sont en effet, les deux majestueux témoins de l'époque où les Russes proprement dits, des Scandinaves, répondirent à l'appel des tribus slaves déjà puissantes, mais auxquelles manquait ce qui manque encore à la Russie : une bonne organisation. Elles le comprenaient, puisque les vieilles chroniques conservent les paroles adressées à Rurik et à ses frères : « Notre pays est grand et riche, mais l'ordre n'y existe pas; venez et réglez sur nous. »

Le traité entre le fils de Rurik et l'empereur de Constantinople fut le prélude à l'introduction du christianisme chez les Slaves. Olga, femme d'Igor, ayant reçu le baptême, construisit en bois la première église. C'était une paysanne épousée par amour et qui paraît avoir réuni en sa personne les mérites d'une sainte Clotilde et d'une Blanche de Castille. A elle, à Vladimir I^{er}, aux moines dont on vénère encore les reliques dans la « ville des Grottes, » vers laquelle nous nous dirigeons, est due la conversion de la Russie. Et la grande piété semée à cette époque reculée subsiste encore au plus profond des cœurs. Nous en avons la preuve au débarqué. Le long de la Nicolskaia défilent par groupes des paysans, hommes et femmes, portant les costumes variés des différentes provinces, pieds nus pour la plupart, l'air exténué. Venus souvent de très loin, ils profitent du repos que leur laisse la fin de la moisson pour accomplir un pèlerinage à

la veille des fêtes de l'Assomption ; ils vont visiter les grottes saintes où vécut, en s'imposant les plus austères pénitences, les premiers religieux arrivés du mont Athos ; ils vont, dans la cathédrale Ouspensky (1), s'agenouiller devant une Vierge qui, portée en procession, dissipe les disettes et les épidémies. Beaucoup de femmes sont chargées d'un vaisseau de fer-blanc en forme de théière, qui leur sert à puiser de l'eau. C'est avec une besace tout leur bagage. Une paire de bottes, quel que soit le sexe du pèlerin, est passée en sautoir au cou des moins pauvres ; d'autres portent des *lapti*, espèce de sandales en écorce de tilleul, avec des bandes d'étoffe entre-croisées au lieu de bas ; mais les pieds nus sont en majorité. Ces gens ne mendent pas, ne représentent la délégation d'aucune paroisse, ne sont conduits par aucun prêtre : ils viennent spontanément, d'un élan de foi tout individuel. Dans la ville nous les avons rencontrés deux par deux ou isolés, mais, à mesure que nous avançons sur la Nikolskaïa, leur nombre augmente : bientôt on dirait un défilé de fourmis ; il passe chaque année, paraît-il, du 15 juillet au 15 août, 150 000 pèlerins à la Lavra de Kiev.

Ces *laures* ne répondent pas très exactement à l'idée que nous nous faisons des monastères. Sauf à Jérusalem, au mont Athos et au Sinaï, rien de pareil n'existe ; il n'y en a que quatre en Russie où elles sont, en même temps que couvens, résidences de métropolites et grands séminaires pour le clergé régulier, le clergé noir. Les murailles fortifiées qui les entourent, — enfermant des cathédrales et ces *académies* qui chez nous seraient des facultés de théologie, — soutinrent plus d'un siège et résistèrent jadis aux hordes envahissantes des Tatares : actions d'éclat qui ne restèrent pas sans récompense de la part des empereurs. Ceci explique la richesse des moines jadis guerriers. Une laure des environs de Moscou possédait au XVIII^e siècle 120 000 serfs et pouvait mettre 20 000 hommes sous les armes. Celle de Kiev est la plus ancienne, la plus renommée, la principale à tous égards ; elle remonte au premier métropolite Hilarion, qui lui-même fut ermite dans les grottes avant le moine Antoine du mont Athos ; ensuite vinrent saint Théodose, Nestor, le premier historiographe de la Russie, et bien d'autres cénobites, quelques-uns d'illustre origine. Épris de pauvreté volontaire, ils habitaient,

(1) De l'Assomption.

les fils de princes et de boyards comme les autres, dans le jeûne et la prière, les cavernes creusées au bord du Dniéper. Leurs successeurs sont bien revenus de cet ascétisme; ils n'ont rien sans doute non plus de la belliqueuse énergie des moines-soldats, leurs précurseurs, quoique le couvent soit toujours dans l'enceinte de la citadelle, dont on a restitué la porte curieusement crénelée. Cette porte marque l'entrée du chemin de la Lavra, chemin très long, très ombré, bordé de bazars. Là on ne se borne pas, comme sur les points de pèlerinage en Occident, à vendre des chapelets, des scapulaires ou des médailles. Toutes les industries du pays s'y étalent, colliers de verroterie, broderies, tapis, tissus, poteries, exposés en plein air sous des auvents de bois où circulent acheteurs et marchands.

Mais les boutiques et ce qu'elles contiennent ne tentent point les paysans; ils réservent leurs copecks laborieusement gagnés à un autre usage. Arrivés devant la porte sainte qui fait face à l'Arsenal, vous les voyez se prosterner une première fois longuement dans la poussière comme s'ils craignaient, étant indignes, de pénétrer sous cette voûte sombre qui précède le paradis. Leurs pauvres visages s'inclinent vers la terre qu'ils baisent avec force signes de croix. C'est ici que les peintres en quête d'inspiration religieuse feront bien de venir étudier l'humilité, la ferveur sur des visages aux types variés comme le sont aussi les costumes. Dès le seuil un moine muni d'une sébile reçoit les offrandes de cette multitude agenouillée. A gauche se trouve le dépôt des objets de piété dont le couvent fait commerce. On est dans la cour plantée d'arbres où passent, accueillant les pèlerins d'un air de froide dignité, les représentants actuels de la haute tradition grecque, superbes dans le sens le plus étendu de ce mot. C'est parmi les moines voués au célibat que se recrutent les *arkhierei* (évêques ou archevêques). Les principaux dignitaires du clergé séculier, les archiprêtres eux-mêmes, n'ont rang qu'après les *igoumènes*, après les prieurs. La direction de l'enseignement, la censure dont il abuse sont entre les mains du clergé noir avec tout le gouvernement de l'Église, réglé par le saint-synode que préside le métropolite de Saint-Petersbourg, sans autre pouvoir au-dessus du sien que celui du procureur laïque représentant le Tsar. Seuls les moines ont droit aux amples robes noires sur lesquelles retombe majestueusement le voile attaché au bonnet en forme de tiare. De là le nom qui les

distingue. Une barbe opulente et une longue chevelure encadrent des visages qui n'ont en général rien de particulièrement ascétique. Les novices gardent la tête nue; brune ou blonde, leur chevelure ondulée leur couvre les épaules; quelques-uns ressemblent à de grandes jeunes filles sveltes, au teint blanc, avec cette finesse inquiétante du regard, aigu pour ainsi dire, qu'on retrouve ici sur beaucoup de visages. Je ne sais pourquoi ce clergé noir si décoratif me fait l'effet d'un collège de bonzes ou de ces prêtres égyptiens qui gardaient le secret des suprêmes initiations en réservant au peuple un enseignement en rapport avec son ignorance. Mais le peuple, lui, est chrétien et son christianisme passionné est celui des humbles amis de Jésus au premier siècle. L'aspect de cette vaste cour qui précède la cathédrale ne s'effacera jamais de ma mémoire : une horde de suppliants se pressant contre les murs du temple, comme font devant le Saint-Sépulcre les pèlerins peints par Vereschagine. Beaucoup d'entre eux ont succombé à l'excès de fatigue; ils dorment, étendus au soleil, leurs pieds meurtris et souillés de poussière portant témoignage des longues marches qui les ont amenés jusque-là. Dans l'enceinte ombreuse qui, au milieu de la cour, encadre la fontaine sainte, d'autres se sont dispersés, cherchant la solitude, un chapelet à la main; plusieurs s'accroupissent en cercle autour d'un privilégié qui sait lire et qui, assis lui-même sur l'herbe, commente tout haut l'histoire des saints dont tout à l'heure ils baisseront dans des grottes, devenues chapelles, les couchettes de pierre et les corps momifiés. Je ne me sens plus simplement en Russie, mais dans ces parties de l'Asie centrale où les voyageurs nous montrent le peuple attentif aux improvisations d'un orateur en plein vent, coiffé, comme celui-ci, d'un bonnet de peau de mouton et drapé de loques sordides. A la fontaine d'autres pèlerins encore se désaltèrent, et je suis effrayée de voir des malades affligés d'infirmités hideuses, des visages sans nez par exemple, se servir du verre unique qui circule à la ronde; personne ne témoigne ni crainte ni dégoût. Un estropié à jambe de bois a usé cette jambe en route et la raccommode comme il peut. Je remarque des figures caractéristiques : vétérans chamarrés de médailles qui permettent de compter leurs campagnes; aïeules courbées en deux par l'âge, venues en se traînant avec effort pour voir la Lavra, avant de mourir. Et, jetant une note gaie dans cet ensemble dévot, une

douzaine de femmes en *sarafanes* rouges, s'en vont bras dessus bras dessous avec de jeunes soldats, ce qui me paraît un incident de pèlerinage assez inattendu. Honni soit qui mal y pense ! Ces jupes d'écarlate tapageuse viennent de Tambov et elles ont profité de l'occasion pour donner rendez-vous à des fils, à des frères, qui sont en garnison à Kiev ; mais je n'ai jamais vu rien qui ressemblât autant à un chœur d'opérette prêt à entonner tout autre chose que des cantiques. D'ailleurs, pour une étrange l'idée de mascarade s'impose devant ces types et ces costumes accourus de tous les coins de l'Ukraine. Une paysanne d'Orel est parmi eux ; celle-là vient des confins de la Grande-Russie. Nous nous approchons d'elle tandis qu'assise, les jambes pendantes, sur un petit mur où est posé son paquet, elle contemple la cathédrale, les deux pignons couverts de fresques qui, reconstruits au siècle dernier, sont sortis, rococos, comme on dit en Russie, des ruines d'une antique église deux fois détruite, par les Tatares d'abord, puis par un incendie. L'amie qui m'accompagne lui adresse la parole pour me donner le temps d'étudier à loisir son costume artistement brodé, la coiffure compliquée en perles de toutes couleurs qui forme sous le mouchoir un diadème, avec des espèces de pattes ou de longues pendeloques encadrant le visage, comme on en voit dans les anciennes peintures sur la tête des impératrices. C'est la femme elle-même qu'il faut regarder ! Peut-être a-t-elle dépensé pour atteindre cette porte le meilleur de ses épargnes ; le reste va tomber aux mains des prêtres ; mais elle ne pense à rien de tout cela ; elle est pleinement heureuse, elle a réalisé son idéal.

Je l'ai retrouvée à l'église devant l'iconostase d'un travail merveilleux donnée par Pierre le Grand et au sommet de laquelle disparaît presque, sous des rayons d'or, l'image noircie par les siècles de la Vierge rapportée de Byzance. Certes les élus ne peuvent avoir là-haut une expression de plus parfaite béatitude ; et cette ferveur me paraît générale. L'église est pleine de corps rampans qu'attirent telle ou telle relique ; la châsse magnifiquement ornée d'argent qui renferme le chef de Vladimir le Grand plus entourée qu'aucune autre. Grand-duc et saint, quel double titre à l'adoration ! Il faut bien nommer de ce nom une piété involontairement idolâtre ; mais toutes les images ont leurs fidèles ; les cierges s'allument par myriades devant elles et des voix invisibles répètent les paroles mélodieusement plaintives qui revien-

nent sans cesse dans toutes les prières liturgiques : « *Gospodi, pomiloui* ; Seigneur, pardonne ; Seigneur, aie pitié. » — En regardant cette foule abîmée devant Dieu, l'un des nôtres, très franchement libre penseur, me dit : « Nous aurions tort vraiment de leur enlever cela avant de pouvoir mettre quelque chose à la place. »

Ce serait, en effet, la pire des cruautés ; mais cette cruauté, il ne serait pas aisé de la commettre. De tous les paysans le paysan russe est certes le plus misérable ; il ne possède aucun des biens de la terre ; à leur défaut, il a la foi plantée sur de fortes assises, la foi chrétienne restée aussi vive dans son cœur qu'au temps où il l'a reçue des mains d'un arrière-petit-fils de Rurik. Et il agit selon ses convictions. L'Évangile lui a enseigné jusqu'ici de tendre la joue gauche quand il est frappé à la joue droite, il tend cette joue sans murmure. Le jour où il entreprendra le pèlerinage vers la science, vers la liberté, il y mettra la même ardeur qu'il apporte aujourd'hui dans son pèlerinage annuel à la Lavra. Malheur à ceux qui dans cette évolution inévitable le dirigeraient imprudemment ! Il y a de grandes forces latentes, des forces de géant, chez ce peuple enfant, que tient par la main, pour ainsi dire, le Père qui est dans les cieux ; quand on lui ôtera son Dieu, si l'on y parvient, le péril sera tel que l'imagination ne peut se le figurer. Et, en attaquant trop vite ces poétiques mirages que les esprits éclairés traitent de superstitions, on risque de tuer du même coup chez les simples la croyance fondamentale. Dire à un peuple naturellement mystique de repousser le mystère sous la forme dogmatique, c'est une erreur de jugement chez le grand chrétien qu'à travers son panthéisme est Tolstoï.

Dans la cour de la Lavra où campent les pèlerins, je puis me faire une première idée sommaire de ce peuple. Les guenilles plus ou moins pittoresques qui le couvrent forment un contraste saisissant avec l'opulence du couvent dont les bâtimens se succèdent sur de grands espaces au-dessus du Dniéper. Nous apercevons par les fenêtres ouvertes un réfectoire monumental à côté duquel se trouve certaine chapelle où, comme à la Myrovarnaia Palata de Moscou, et là seulement, se préparent avec les cérémonies d'usage, dans une argenterie spéciale, tous les deux ou trois ans, au cours de la dernière semaine du carême, les saintes huiles employées pour le sacre des Empereurs. On dit que les

revenus du couvent dépassent 300 000 roubles. Le trésor de la cathédrale est un des plus considérables de la Russie; cependant beaucoup d'églises recèlent sous forme de vases sacrés, de croix pastorales, de bâtons pontificaux, de mitres, d'évangélistes, de chasubles, de dalmatiques, un amas d'orfèvrerie sans prix, des ruissellemens de perles et de pierres précieuses. Le trésor du couvent de Troïtsa, l'une des laures dont Catherine II confisqua les terres pour en faire des domaines de l'État, est évalué aujourd'hui à 650 millions de roubles ! Il faut avouer que ces chiffres sont scandaleux lorsqu'on pense aux famines qui sévissent en Russie, à la misère de certaines régions du Nord où, faute de pain, les paysans passent l'hiver engourdis sur leur poêle comme des marmottes, presque sans manger ! Mais ces affamés ne gardent pas rancune aux trop riches couvens; ils font ce qu'ils peuvent au contraire pour ajouter, en se retirant le nécessaire, à ce qui leur paraît être la splendeur obligée d'une majesté divine. La somptueuse cathédrale de la Lavra de Kiev, avec les églises et chapelles secondaires qui l'entourent, les dômes dorés qui, par groupes de cinq ou de sept, scintillent dans le feuillage, représentant pour eux les demeures de la cité de Dieu, donne à ces malheureux, logés au village dans des huttes de roseaux et de glaise, une vision exaltée du Beau, qui tout le reste de l'année sert d'aliment à leurs rêves.

Même affluence à Sainte-Sophie, où nous nous rendons ensuite. Sur les dalles c'est une jonchée immobile de corps humains recevant la bénédiction du prêtre. Cette foule, si semblable à celle que nous venons de quitter et non moins nombreuse, ferait croire vraiment que les pèlerins de l'Assomption ont le don d'ubiquité. Aucun d'eux ne manque sans doute, après s'être prosterné à la Lavra, de venir dans la très sainte métropole, mère de toutes les églises russes, saluer Notre-Dame d'Orient ou, comme ils nomment encore cette figure gigantesque du grand sanctuaire, « le Mur Inébranlable. »

Sainte-Sophie couronnée de ses douze dômes a pour piédestal la plus haute des collines qui supportent le vieux Kiev. Jaroslav le Sage l'érigea en 1037 pour rappeler à ses sujets chrétiens Sainte-Sophie de Constantinople, le temple d'où leur était venue la vraie foi, et s'égalant du même coup aux empereurs Constantin et Justinien. Tout, en effet, dans cette seconde Sainte-Sophie est oriental, tout, jusqu'à cette façon de se voiler pour ainsi dire, de

se cacher derrière de grands murs à l'opposé de l'apparition un peu théâtrale de sa rivale latinisée, Saint-Marc de Venise. Lorsque, venant de la Lavra, qui forme au Sud-Est comme une ville à part, nous débouchons sur la place de la Cathédrale, rien ne frappe nos yeux tout d'abord qu'une jolie statue équestre en bronze, celle de Bogdan Khmeltzki, l'hetman des Cosaques Zaporogues, lesquels, au milieu du *xvii^e* siècle, se donnèrent spontanément à la Russie. Sur un cheval qui se cabre au sommet d'un rocher naturel enguirlandé de pampres verts, il accourt, le bras levé, un serment de fidélité à la bouche, serment qui ne devait pas être tenu par ses successeurs, car on connaît l'histoire de Mazeppa; mais ce qu'avait commencé la bonne volonté des Cosaques, la force des Empereurs l'acheva: c'en était fait de l'indépendance de l'Ukraine.

Où donc cependant est Sainte-Sophie sur cette place qui porte son nom?

Un clocher s'élevant au-dessus des constructions environnantes annonce tout au moins sa proximité. Partout les églises byzantines sont séparées de leur clocher. Celui-ci est chargé d'ornemens en relief. Il se compose de quatre arcs superposés, qui ne renferment pas moins de vingt cloches formant une délicieuse sonnerie accordée, de sons clairs et cristallins; mais ce campanile date de deux cents ans peut-être, et nous cherchons un temple antérieur aux églises les plus anciennes de la Russie; le temple où les premiers hiérarques offrirent le saint sacrifice, où furent élevés au rang suprême les premiers souverains, longtemps avant la formation de l'empire proprement dit.

Un guide s'offre à nous introduire sous une voûte garnie de petites boutiques d'imagerie religieuse, qui aboutit à la cour des Miracles: comment nommer autrement le séjour habituel des mendiants les plus hideux? Ils grouillent comme des larves sans bras, sans jambes ou sans yeux dans la poussière dont leurs visages et leurs guenilles ont la couleur.

Une porte étroite et basse s'ouvre. Vous passez de l'éclat éblouissant d'une belle journée d'août dans la demi-obscurité mystérieuse de ce grand vaisseau dessinant la croix grecque au centre d'un rectangle et absolument couvert de peintures ou de mosaïques. Rien ne peut rendre l'effet de la figure principale qui se détache, debout sur une pierre, drapée de voiles brillans, les mains levées dans une attitude hiératique, au-dessus de

l'iconostase, malheureusement en complet désaccord avec elle, car sa magnificence ne rappelle que l'inévitable style rococo et la générosité d'Élisabeth Petrovna.

Est-ce bien une Vierge ? n'est-ce pas plutôt une personnification de la sagesse divine incarnée en Jésus-Christ, comme le veut le nom même du temple ? L'inscription arquée qui la surmonte porte en grec : « Dieu est au milieu d'elle et elle ne s'ébranlera pas ; que Dieu lui soit en aide toujours ! » Ne s'agit-il pas de l'Église elle-même ? Quoi qu'il en soit, la mosaïque ressort de son fond d'or, qu'environnent des bordures de fleurs et d'ornemens symboliques, aussi fraîche que si elle émergeait des mains de ses créateurs, les artistes appelés de Grèce par Jaroslav. Le guide nous fait remarquer qu'aucun des moindres détails de l'ajustement n'est effacé, ni le mouchoir blanc avec une petite croix d'or au milieu et un effilé tout autour qui s'attache à la ceinture de pourpre, ni les petites raies et les petites croix qui marquent les poignets azurés des manches, ni la frange du voile dont un des bouts se rejette sur l'épaule. La chaussure est écarlate. Autour de la tête l'auréole est formée de deux cercles concentriques, l'un rouge et l'autre blanc, tout cela intact après huit siècles. Il n'en est pas tout à fait de même pour la Sainte-Cène figurée au-dessous de cette prétendue Notre-Dame d'Orient, de chaque côté d'un autel gardé par les anges : à droite, le Christ offrant la coupe, tandis qu'à gauche il distribue le pain. Quelques personnages ont dû être restaurés en peinture dans le défilé des apôtres qui s'avancent avec un dévot empressement vers l'Eucharistie, et il a fallu aussi suppléer aux dégradations de la coupole capitale ; mais en revanche la mosaïque soutenant l'arc du grand sanctuaire subsiste sans retouche et est très curieuse. Sur l'un des piliers l'archange se dirige, un lis rouge à la main, vers la Vierge qui, sur l'autre, file une laine de pourpre que l'on voit s'enrouler à ses doigts et se terminer en fuseau. Le reste des murs porte partout des peintures à couleur sèche sur enduit frais qui, avec quelques fresques de la cathédrale de Novgorod, sont l'unique témoignage que possède encore la Russie de l'art du ^x^e siècle. Elles nous montrent en pied, à mi-corps ou en buste, les saints grecs des quatre premiers siècles du christianisme, des scènes de l'Ancien et du Nouveau Testament, des anges à deux, quatre ou six ailes multicolores, toujours une bandelette au front. Jusqu'en 1843, où une intelligente restauration les

rendit au jour, ces précieux ouvrages grecs disparurent sous des couches d'enduit portant des peintures modernes.

Les sujets les moins intéressans ne sont pas ceux que présentent les murs des deux escaliers conduisant aux galeries. Jadis ces escaliers portaient de la cour et non pas de l'intérieur même de l'église, ce qui explique le caractère profane des fresques en question. Ce sont des scènes de cirque, des épisodes de chasse, des représentations d'appartemens royaux où figurent les empereurs et leurs familles, le tout fournissant d'inestimables détails sur les costumes, les armes, les jeux, les danses nationales de l'époque antérieure à la domination mongole. Nous redescendons dans l'église au moment où la multitude assemblée passe de la prière à la confession. Confession faite à voix basse, debout devant l'autel. Très certainement il ne s'agit que d'avouer les péchés mortels, car tout est fini en un clin d'œil. Notre guide nous conduit au milieu des pénitens pour nous montrer de plus près la porte royale de l'iconostase, une grille d'argent massif avec ornemens dorés en relief. Il nous donne presque à voix haute des explications, sans que le prêtre ni les fidèles en semblent troublés le moins du monde : c'est l'habitude en Russie de visiter les églises, même au cours des offices.

Il y a beaucoup à voir dans celle-ci. Successivement les chapelles s'ouvrent ou plutôt s'entr'ouvrent devant nous, l'entrée du saint des saints étant interdite aux femmes. La principale est la chapelle Saint-Vladimir qui renferme le tombeau du fondateur du temple, Jaroslav Vladimirovitch, décédé en 1054 ; le sarcophage est en marbre d'un blanc bleuâtre ; sur les côtés du prisme quadrilatéral qui le forme et sur le haut couvercle, j'ai le temps de distinguer des décorations en relief de croix à quatre branches, de palmes, d'arbres, d'oiseaux, d'étoiles renfermées dans des disques.

Les pèlerins s'agenouillent devant ce qu'on leur dit être la dernière demeure du grand prince qui donna un droit écrit à la Russie et qui fonda des villes ; mais ils fourmillent bien plus nombreux autour des vieilles images thaumaturges dont la vétusté disparaît sous un revêtement de pierreries. On conduit les malades, les enfans, à l'image de Koupiatisk par exemple, qui fit tant de miracles depuis le *xvi^e* siècle, où une jeune fille la trouva parmi les branches d'un arbre ; et surtout à la plus ancienne de toutes les icônes russes, celle du saint pontife Nicolas

l'Ondoyé, contemporain du baptême de la Russie sous Vladimir le Grand. D'apparence modeste, la tête nue, sans mitre, ce bon saint n'a d'autre parure que le magnifique entourage d'orfèvrerie dont l'a doté la corporation des marchands de Moscou, infatigables bienfaiteurs de toutes les églises russes.

Après avoir baisé, dans leurs châsses d'argent, le corps du saint archevêque Macaire, jadis massacré par les Tatares, et la goutte du précieux sang de Notre Seigneur, et la particule de la vraie croix, et les os des Saints-Innocens, et les reliques de tous les abbés, moines et prélats, tant russes que grecs, morts en odeur de sainteté, qui peuplent pour eux un paradis où les accueilleront des élus de leur race, les pèlerins de plus en plus recueillis, visiteront les autres églises et couvens de Kiev, l'antique Saint-Cyrille, le non moins antique Saint-Michel, où se trouve le sarcophage ouvert de sainte Barbe, et l'image de l'Archange que l'empereur Alexandre I^{er} emportait avec lui à la guerre, et les débris de l'église deux fois reconstruite qui s'élève sur l'emplacement du temple de Péroun, le dieu du tonnerre. Ils n'auront pas oublié non plus en se rendant à la Lavra le petit édifice où s'effacent de vieilles fresques, la chapelle dite du Sauveur au bois de Bouleaux.

La cathédrale de Saint-Vladimir, achevée en 1896, sera beaucoup moins fréquentée. Elle fait grand honneur à l'art russe contemporain; mais j'avoue que, comme ce peuple ignorant, je goûte peu le style byzantin modernisé. J'en dirais autant d'ailleurs des styles roman et gothique. Ici la lumière entre trop librement sous ces coupes qui n'ont plus de mystère. Tout semble trop neuf, trop propre pour pouvoir subir le contact des haillons et des pieds nus. Les affligés ne trouvent nulle part aucun de ces coins pleins d'ombre et de poussière, où tremble la faible lumière d'un cierge, où languit une odeur évaporée d'encens, où semble s'être réfugiée l'âme du passé, où se cache en un mot aux profanes ce qui ne meurt pas, ce que laisse derrière elle de touchant et de sacré la vénération des siècles. Peu leur importe, à ces humbles pèlerins, que les paysages des scènes de l'Évangile soient peints d'après nature; que le préraphaélisme anglais ait greffé, quelquefois avec bonheur, sa grâce un peu apprêtée sur l'ardente austérité, l'ascétisme implacable des figures gréco-byzantines aux gestes réglés par la tradition, aux trop grands yeux cruels; que Vasnetsoff et Svedomsky, Nesteroff

et Kotarbinsky soient des peintres dont la Russie contemporaine a le droit d'être fière. Aucun miracle ne s'est encore accompli à Saint-Vladimir, aucune Vierge n'y a pleuré de vraies larmes comme fit la Vierge de Novgorod sur les malheurs de ceux qui souffrent. Peut-être remarqueront-ils, pour s'en scandaliser, que les images sont mises à de nouvelles modes; que les quatre ailes, par exemple, dont s'enveloppent les chérubins tremblans devant la face du Très-Haut sont faites de plumes de paon au lieu d'être parsemées de beaucoup d'yeux selon les règles de l'iconographie grecque aussi étroites, aussi rigides que peuvent l'être les bandelettes dont s'enveloppe une momie. Quoi qu'il en soit, je gage que les pèlerins qui abordent Saint-Vladimir n'y éprouvent guère que de l'étonnement et de la curiosité. Ils se promènent ébaubis, un peu gênés, comme dans un palais. Leur Dieu n'est pas là; ce n'est pas pour eux qu'est construite cette église d'un style très pur et très calme qui plaît aux gens de goût, aux détracteurs de la superstition, aux esprits cultivés désireux de voir s'assagrir l'effervescente piété populaire.

Ceci tuera cela... Ce mot que l'auteur de *Notre-Dame de Paris* applique à la lutte du livre et de la cathédrale me revient irrésistiblement au sortir de Sainte-Sophie, en passant, — après un coup d'œil jeté sur quelques ruines informes, précieusement conservées, qui marquent l'emplacement du couvent de Sainte Irène et de la fameuse Porte Dorée, — devant le portique à colonnes nombreuses de l'Université, un grand édifice du rouge le plus dur construit dans le style absolument glacial qu'affectionnait Nicolas I^{er}. Fenêtres closes, aspect morne, l'aspect de tombeau qu'ont pris depuis tant d'autres universités fermées successivement sur toute l'étendue de l'Empire. C'est à Kiev d'abord que se produisirent, pour des causes futiles qui ne furent que prétexte de revanche contre une longue et lourde tyrannie, les actes d'insubordination réprimés avec une telle rigueur durant l'hiver de 1901. Et on sait quelles furent les suites de ces mesures qui dispersèrent dans des régimens ou envoyèrent en exil les étudiants compromis : la manifestation dont à Pétersbourg la place de Kazan fut le théâtre, la charge des Cosaques armés de leur terrible nagaïka, les morts, les arrestations; l'interdit lancé par l'église contre Tolstoï, qui avait élevé la voix en faveur de libertés méconnues; puis le départ de plusieurs centaines d'étudiants pour l'étranger.

Dans une seule journée, à Kiev, j'ai entrevu deux côtés bien intéressans d'une question qui se règlera tôt ou tard en Russie, comme elle s'est réglée auparavant dans le reste du monde, par la déclaration inévitable des droits de chacun. Mais quel abîme existe ici entre ceux qui pensent et ceux qui croient, entre ceux qui s'attachent de toute leur force à la religion des ancêtres et ceux qui d'avance pratiquent sous la conduite de Guyau, — l'idole de toute cette jeunesse idéaliste et révoltée, — *l'irréligion de l'avenir* !

A priori, la nation russe me suggère l'idée d'une Belle au Bois dormant qui commence à secouer un sommeil rempli de songes, dont quelques-uns furent des cauchemars terribles. Elle n'est encore que bien imparfaitement éveillée à la vie réelle ; ce que dans tous les rangs chacun paraît le plus capable de faire jusqu'à nouvel ordre, c'est de se sacrifier et de souffrir pour la foi qui lui tient au cœur : là-dessus, ignorans et lettrés sont d'accord.

Kharkov n'a pas l'aristocratique beauté de Kiev ; il dut à son importance industrielle considérable et à sa position sur les grandes routes commerciales, entre la Mer-Noire, la mer Caspienne et le Danube, d'être choisi par l'impératrice Catherine pour capitale de l'Ukraine ; mais ses origines sont des plus humbles, celles d'un pauvre village de Cosaques. et le village se révèle très distinctement sous la grande ville, ce qui d'ailleurs n'est pas rare en Russie, Moscou lui-même présentant les plus curieuses anomalies en ce genre. A Kharkov se trouvent réunies les chaumières d'autrefois laissées aux artisans des faubourgs, les maisons de bois peint d'une époque plus prospère et la pompeuse architecture sinon classique, tout au moins officielle, généralement appliquée aux édifices publics. Ces aspects divers de la ville sont assez nettement sectionnés par trois petites rivières. J'abordai Kharkov à la fin d'une belle journée de septembre. Le soleil, près de disparaître, embrasait un ciel de pourpre sur lequel ressortaient, avec la richesse des tons d'automne, les lourdes masses de ces beaux parcs, de ces bois feuillus qui, succédant aux champs de houblon, abritent de petites villas louées par la bourgeoisie pendant les mois d'été. A travers chaque éclaircie de la haute futaie semblaient jaillir les jets de lave d'un volcan ; sur le miroir enflammé des eaux dormantes qui

rendent la ville assez malsaine, sur la verdure fraîche des marais, couraient et frémissaient de grandes ombres : c'était d'un effet merveilleux que je n'ai plus retrouvé à d'autres heures, quoique les environs immédiats de Kharkov soient certainement pittoresques. La silhouette générale de la ville est dominée par l'immense Institut technologique bâti en brique rouge sur la hauteur; Kharkov n'est pas seulement un grand centre de trafic, c'est aussi un foyer de science. Je m'en aperçois dès ma première promenade dans les quartiers neufs où s'étendent les vastes et nombreux bâtimens de la Faculté de médecine. L'Université, fort laide au dehors, n'en compte pas moins parmi les plus importantes de la Russie. Le Musée municipal des arts industriels ferait envie aux grandes villes de provinces françaises, qui ont si peu de collections de ce genre. J'ajouterai que l'Amérique elle-même n'offre rien de plus grandiose, en fait de temple tout battant neuf consacré à la science, que cette école de technologie qui pourrait avoir été bâtie par Richardson. Des avenues plantées d'arbres l'entourent de tous côtés et, d'une terrasse voisine, on découvre au loin la campagne. Cette terrasse et la gare, vraiment monumentale, sont les buts de promenade favoris de la population kharkovienne.

Le dimanche surtout, l'animation de la ville se concentre dans la gare, les magasins étant clos, les rues presque désertes. Il n'y a pas comme chez nous de distinction entre les diverses salles d'attente et le buffet. Tout le monde parcourt librement l'immense hall décoré avec luxe, au milieu duquel se dresse une longue table. Des tables plus petites bordent les murs; aux extrémités quelques étalages de cigares, de livres, de photographies; deux ou trois petits salons particuliers où l'on peut se faire servir à dîner, et une chambre spéciale pour les dames. Il va sans dire que les voyageurs de troisième et de quatrième classes ne s'aventurent guère dans ce somptueux local; on leur en indique un autre, très convenablement aménagé. Il n'y a pas de meilleurs chemins de fer sous tous les rapports, à la très grande vitesse près, que les chemins de fer russes. Tandis que vous attendez le train, des domestiques, tartares comme presque tous les garçons de café en Russie, s'empressent discrètement autour de vous. D'innombrables porteurs reconnaissables à leurs tabliers et à un grand numéro de cuivre qui permet de les retrouver, viennent prendre vos ordres pour les « bagages à la

main » dont le voyageur français ne peut se faire aucune idée avant d'avoir vu ces ballots monstrueux où entrent, avec les couvertures et les oreillers d'usage, jusqu'à des matelas, sans parler des provisions de bouche. Il est bon, pour loger tout cela, que chacun puisse, sans beaucoup de frais, s'assurer en wagon une banquette entière.

Il manquait à Kharkov, quand je l'ai vu, le va-et-vient des étudiants de l'Université et des cinq cents élèves de l'école de technologie. L'impression qu'il m'a laissée est une impression de tristesse, malgré l'activité du grand commerce des laines et des fourrures. Surtout il m'a paru singulièrement provincial : aucune élégance d'aucune sorte ne s'ajoute à l'évidente richesse. Provinciale entre toutes, mais d'un provincialisme de chez nous qui m'est allé droit au cœur, la confiserie française de M. Poche. J'y reconnus trait pour trait la confiserie de petite ville que je fréquentais en mes premières années, avec des bonbons antédiluviens pour ainsi dire, des bonbons naïfs qui sont restés dans ma mémoire, les meilleurs de tous. Sur les rayons des vitrines, les bocaux qui les renferment s'alignent, côte à côte avec des jouets non moins vieillots que toute cette sucrerie. Le comptoir, l'étalage, tout est censé parisien. Dans cette confiserie, Karkov m'est apparu comme la patrie de mon enfance. Si seulement les Poche d'aujourd'hui savaient parler français ! Mais non, ils ne gardent du pays d'origine que l'excellente recette de leur chocolat et des traditions de pâtisseries variées qui remontent tout au moins à la Révolution de 1848.

J'eus une autre émotion, plus haute et plus forte, cela va sans dire, dans la petite église catholique qu'écrasent de leur magnificence les églises orthodoxes dont l'une, la cathédrale, a dans son clocher une cloche d'argent offerte par les habitants de Kharkov, en commémoration du terrible déraillement de chemin de fer survenu tout près, à Borki, accident où aurait pu périr la famille impériale. Qu'elle est misérable en comparaison, cette église romaine ! Mais, pour bien sentir la place que tient en nos âmes le culte qui fut le nôtre depuis notre naissance, il faut l'avoir rencontré humilié, délaissé à l'étranger. Aucune cathédrale ne m'inspira jamais plus de vénération que cette chapelle, bien pis que pauvre, mesquine à l'excès, où priaient dispersés quelques artisans polonais ou allemands. Et la présence sur ces murailles latines d'une image de la Vierge grecque me donna un

instant l'illusion de l'alliance rêvée par le bon philosophe Wladimir Solowiev qui voulait mettre d'accord, on le sait, le Pape et l'Empereur, atténuer le despotisme laïque par la suprématie d'une église libre.

Auprès de Kharkov et de ses 170 000 habitans, Poltava, qui compte à peine le tiers de cette population, a une importance bien secondaire; mais, elle aussi, est chef-lieu de gouvernement et forme le centre d'un grand commerce. Le tort qu'elle partage avec la plupart des villes russes, c'est d'être beaucoup trop éloignée de la gare. Cette distance démesurée prouve que dans le tracé des lignes de chemin de fer, on s'est à peine occupé de leur existence. Il faut se jeter, en descendant du train, dans un de ces véhicules sordides, prétentieusement nommés phaétons, qui vous emportent à deux ou trois verstes de distance peut-être, vous et vos bagages empilés devant et derrière, sur le siège, les brancards, de tous côtés, au bruit des *brou brou* répétés en sourdine, qui avec *poshol* (va toujours), et *stoï* (arrête), forment le fond du langage parlé par le cocher russe à ses chevaux, celui que le voyageur apprend d'abord. Je n'en sais guère d'autre, pour ma part.

Il est peu de villes qui se présentent d'une façon plus coquette et plus engageante que Poltava. Des groupes de maisons s'étagent dans la verdure entre deux sommets marqués l'un par l'Institut des demoiselles nobles et les vastes ombrages où il se cache, l'autre par le monastère de l'Exaltation de la Sainte-Croix, que l'on dirait exalté en effet au-dessus de la steppe voisine. Le peu de hauteur des bâtimens d'habitation, qui ne dépassent guère deux étages, donne plus d'importance qu'ils n'en possèdent en réalité aux couvens, aux nombreuses églises. Les 53 000 âmes de Poltava, sont pourtant en grande partie des âmes juives. C'est à ce point que, les jours de fête, toutes les boutiques étant fermées, la ville semble morte.

La première chose à faire en arrivant, c'est de monter à la cathédrale, non qu'elle mérite d'être visitée pour elle-même, mais jamais église ne fut mieux située : on découvre de là le cours sinueux de la Vorskla, un charmant affluent du Dniéper, si claire et d'un bleu d'acier dans son lit blanc de sable fin; puis, à perte de vue, la plaine sans accident, mais encore très boisée. L'immense place de la Cathédrale est nue, poudreuse,

déserte, piétinée, semble-t-il, labourée par les pieds des troupeaux. Et en effet l'industrie du bétail est avec les céréales la principale industrie de Poltava ; toutes ses grandes places, — il y en a plusieurs, — sont des places de marché. Dans l'intervalle des marchés on n'y rencontre que quelques rares passans : parmi eux, des femmes qui, bottées comme les hommes, avec la même redingote à gros plis massifs que l'on dirait ouatés, portent sur l'épaule un long bâton courbe, aux deux extrémités duquel se balancent des cruches ou des bannes de roseaux tressés remplies de légumes et de fruits. Les rues qui aboutissent à ces places désolées, sauf quand les transactions commerciales les remplissent de bruit et de tumulte, sont munies de trottoirs en planches, exactement semblables aux *sidewalks* des petites villes d'Amérique qui, elles aussi, peuvent disposer de beaucoup de bois et s'en servent pour remédier à l'état des chemins impraticables. Il existe cependant ici des rues mieux entretenues, des boulevards. L'École du corps des cadets s'entoure d'un joli parc circulaire. Beaucoup de marchands de tabac, — indiqués par des odalisques, le narghilé à la bouche. A côté de constructions plus que modestes se dressent orgueilleusement les grands bâtimens neufs ; entre autres la Maison du peuple dont je visite la bibliothèque en attendant que les autres sections soient ouvertes. Un théâtre devait en faire partie ; mais une fois achevé, on l'a trouvé trop beau, on l'a réservé pour la ville. Tout cela d'une assez imposante architecture, désagréablement badigeonnée par malheur de couleur abricot.

La principale curiosité de Poltava est peut-être le Musée des arts industriels où sont rassemblés les produits des industries de villages, bien moins nombreuses, je crois l'avoir dit, dans la Petite-Russie que dans la Grande, mais cependant très intéressantes. Les étoffes de laine et de chanvre tissées pendant l'hiver dans les chaumières ; les cuirs ; la céramique où se manifeste un goût singulier hérité des ancêtres et guidé depuis peu vers des voies nouvelles par les comités qui la protègent ; les industries du bois, dont certains instrumens aratoires et la pavorzka, appelée ailleurs télégá, m'avaient déjà un peu partout donné l'échantillon ; les toiles, si artistement brodées de dessins transmis sans doute d'une génération à l'autre, voilà le fond de la collection, à laquelle s'ajoutent des spécimens d'histoire naturelle qui vous mettent au courant de la géologie locale, des qua-

lités différentes de la terre, depuis la terre noire jusqu'à l'argile et au sable, de la faune et de la flore dans la steppe et dans la forêt, enfin des diverses céréales. Un petit musée archéologique renferme les armes, les bijoux, la poterie que recélaient les Kourganés. C'est une fondation qui ne pourra manquer de grandir, grâce au zèle éclairé de quelques citoyens très désireux de mettre en lumière leur Ukraine natale, la décentralisation étant le rêve de beaucoup de bons esprits.

La vue d'une colonne dédiée à la bataille de Poltava, puis la rencontre d'une pierre commémorative marquant l'emplacement de la maison où Pierre le Grand logea après cette victoire nous donnent l'envie d'aller visiter le point où se décidèrent d'un coup en 1709 les destinées de la Russie. — le fameux tombeau des Suédois.

Pour nous y conduire notre izvoztehhik passe devant l'énorme distillerie d'eau-de-vie dont le gouvernement a le monopole et d'où sort toute la misère du peuple; puis nous tombons au centre d'un de ces grands marchés qui pourraient avoir lieu aussi bien en pays d'Orient. Des véhicules de toute espèce barrent le chemin. D'un côté, c'est un étalage énorme de céréales; ce sont des mugissemens, des bêlemens, des cris de volailles en détresse; les chevaux ruent, les cochons crient. De l'autre côté, se présentent dans un beau désordre tout ce que le pays, bien loin à la ronde, produit de fruits, de légumes, de poteries et d'étoffes. J'assiste en passant, très amusée, à la vente d'une vache et de son veau. Le marché se conclut entre deux paysans, celui-ci cachant à demi sous la jupe de sa svitka la corde de l'animal, une corde que celui-là fait le geste de trancher avec sa main. Sur quoi le vendeur avec un signe de croix la lâche, ce qui veut dire que vache et veau ne lui appartiennent plus.

Au delà du marché, nous nous engageons dans des chemins épouvantables entre les champs labourés. La glaise qui sert à fabriquer de si jolies poteries forme sous les pieds des chevaux cinq kilomètres d'ornières et de fondrières. On atteint enfin la lisière d'un bois où l'agglomération de pavillons nombreux, rapprochés les uns des autres, révèle une de ces colonies d'aliénés d'après les nouveaux systèmes qui veulent que les fous guérissent mieux à la campagne qu'en ville, surtout si l'on arrive à leur créer des occupations au grand air. Plus loin, sur ce vaste

plateau découvert où l'on n'a pas de peine à se figurer le choc des armées de Pierre le Grand et de Charles XII, apparaît d'abord un petit clocher de bois ; puis les cinq coupoles d'une chapelle qui consacre à Dieu le champ de carnage. Des pèlerins l'entourent, hommes et femmes ; des femmes surtout. Ils viennent vénérer la Vierge aux trois mains, dont c'est la fête. En effet, la chapelle renferme une copie de cette image vénérée du mont Athos qui rappelle le supplice et la guérison de saint Jean Damascène. Ayant eu la main coupée par le bourreau, il promit à la Vierge, si le moyen de se rendre utile lui revenait, de dévouer sa vie tout entière aux bonnes œuvres. Et, pendant qu'il dormait, le miracle s'opéra : il trouva sa main rattachée au poignet, cette même main exsangue que nous voyons liée par une chaîne d'argent au bras de la grande Vierge couronnée, tenant sur ses genoux l'Enfant Jésus qui bénit des deux doigts.

Tout à côté, une icône d'argent représente la Sainte Famille ; c'est le don des officiers du régiment de Pskov, jadis engagé dans la bataille de Poltava. Ces ex-voto militaires sont assez nombreux en Russie. Après la guerre de 1812, les Cosaques du Don offrirent à la Sainte Vierge 4 640 kilogrammes d'argent dont sont sortis l'iconostase et la balustrade de la cathédrale de Kazan à Pétersbourg. Avec les marchands et le peuple des campagnes, l'armée se montre volontiers prodigue envers les églises : les autres classes de la nation sont beaucoup plus indifférentes. Le pèlerinage auquel nous assistons a d'ailleurs un caractère patriotique tout autant que religieux ; en même temps qu'à la Sainte Vierge, chacun rend visite au tombeau qui, tout près de l'église, recouvre les corps de 1345 soldats russes. Sur l'emplacement où Pierre le Grand planta de sa main la première croix de bois commémorative, s'élève aujourd'hui un monument haut de vingt mètres que surmonte une grande croix de granit. On y accède par des escaliers placés des deux côtés de la table rappelant en lettres gravées que cet édifice fut construit avec les fonds légués à cet effet par le général Soudienko, conseiller d'État. Il donna cent mille roubles dont les intérêts accumulés depuis le règne d'Alexandre I^{er} ont servi à fonder de belles œuvres de bienfaisance, toutes groupées autour de cette croix.

Les pèlerins gravissent les marches en se saluant et s'entre-racontant d'où ils viennent. Quelques-uns ont fait trente, quarante verstes à pied, ou même davantage. Et, du haut de la

plate-forme, nous en voyons arriver d'autres, besace au dos. Dans toute la Russie, les pèlerinages marquent la fin des travaux des champs ; la moisson étant faite, les moissonneurs se donnent un peu de bon temps : dévotion et pique-nique combinés. Nous apprenons ainsi que la Vierge du mont Athos est venue depuis peu rejoindre la Vierge de l'iconostase qui existait du temps de la bataille. Les dames de la ville ont amplement subvenu à ses frais de voyage ; mais l'archevêque de Poltava, une des lumières trop rares de l'Église orthodoxe, leur conseilla d'ajouter à cet acte pieux en lui-même quelques actes de charité, de sorte qu'elles ont installé un asile pour les pèlerines à côté de celui où trois moines accueillaient déjà les pèlerins. Nous sommes reçues dans ce refuge au moment où de pauvres paysannes épuisées se reposent sur les banes de bois en prenant du thé très léger avec beaucoup de pain blanc, et, luxe évidemment apprécié, un peu de sucre. Au milieu d'elles, la présidente de l'œuvre, une pieuse demoiselle de Moscou, veille à ce qu'elles soient bien soignées. Les plus fatiguées, les malades et de préférence les veuves de soldats, sont logées dans une suite de petites chambres très propres attenant à son logis particulier. Elle s'est consacrée corps et âme aux pauvres, avec joie, avec tendresse ; ses bons yeux, son bon sourire l'attestent. Ce thé de cinq heures, d'un nouveau genre, n'est pas servi seulement aux vieilles femmes, mais à une troupe de petits garçons, élèves de l'école voisine, qui, serrés autour d'une longue table, portent sur toutes leurs frimousses fraîches l'expression de la gourmandise satisfaite. Et, charitable en tout, la fée bienfaisante de l'endroit retrouve pour m'accueillir quelques mots de français, qu'elle a un peu oublié, dit-elle.

La chère femme s'est mise aussi à la tête d'un hôpital de quasi-centenaires, jusque-là sans feu ni lieu. Après nous avoir renseignées sur toutes les œuvres secondaires, créées avec les intérêts accumulés des cent mille roubles du digne conseiller d'État, dont le portrait en perruque et en habit de cour côtoie la figure vénérable de l'archevêque, mitre en tête, et la figure moins sympathique de M. Pobedonotseff, elle nous fait connaître avec orgueil celle qui lui paraît la plus importante, la petite école normale destinée à préparer des instituteurs pour les écoles paroissiales. Voilà l'effet salutaire de la concurrence : jusqu'ici, ces écoles paroissiales dans les villages ont été plus que médiocres, abso-

lument inutiles à vrai dire ; mais peut-être vont-elles essayer de rivaliser avec les écoles primaires du zemstvo, avec celles qu'ont fondées çà et là des générosités individuelles. Déjà cette pépinière de jeunes maîtres, qui seront un jour dispersés dans les campagnes, semble promettre. Les professeurs appelés à les former sont tous laïques ; mais, sortis des séminaires, ils ont obtenu le diplôme académique qui assure aux membres du clergé noir leur supériorité intellectuelle sur le clergé blanc.

Quant aux élèves, ce sont des fils de paysans. L'archevêque de Poltava souhaite de donner aux enfans de la campagne des instituteurs de leur classe et connaissant leurs besoins. L'idée est belle. C'est susciter le trait d'union indispensable dont je parlais tout à l'heure entre la barbarie d'en bas et l'excessive culture d'en haut. Si de semblables écoles se multiplient, nous assisterons à la fin de l'enseignement routinier du pope et une élite parmi les paysans sera graduellement initiée à la civilisation qui est celle de l'Europe entière. Déjà j'ai constaté l'effet produit sur ces jeunes gens du peuple par le linge blanc, les habits propres, les dortoirs garnis de lits de fer en bon ordre, le lavabo obligatoire. Je les ai vus, il est vrai, au meilleur moment, celui de la leçon de musique, l'étude qu'ils préfèrent. Mais qui peut dire le bien qu'avec le temps produira ce grain de sénévé, cette toute petite école normale jetée par un prêtre intelligent au milieu du champ de bataille où la Russie conquiert définitivement son rang parmi les puissances européennes ?

TH. BENTZON.

LES IDÉES SOCIALES DE NIETZSCHE

Nietzsche accuse de nihilisme la société européenne et, par nihilisme, il entend l'affaissement ou l'annulation de la volonté de puissance, fond de la vie individuelle et sociale. A l'en croire, toute la société « moderne » est victime d'une immense erreur, qui est la cause de l'universelle décadence. Une société déchoit quand elle prend pour principes d'action des valeurs antivitales, c'est-à-dire contraires au sens même de la vie, qui est la recherche insatiable du pouvoir et de la domination. La maladie moderne, le mal des civilisés, selon Nietzsche, c'est l'atonie et l'impuissance de la volonté. Saint Augustin disait : Aime et fais ce que tu voudras. Zarathoustra, lui, nous dit de vouloir et de faire ce que nous voudrions.

Hélas ! que ne comprenez-vous ma parole ? Faites toujours ce que vous voudrez, mais soyez d'abord de ceux qui *peuvent* vouloir !

Aimez toujours votre prochain comme vous-mêmes, — mais soyez d'abord de ceux qui *s'aiment eux-mêmes*.

Qui s'aime avec le grand amour, avec le grand mépris !

Ainsi parle Zarathoustra, l'impie.

Mais pourquoi parler quand personne n'a mes oreilles ? Il est encore une heure trop tôt pour moi.

La grande faute de la société moderne, qui a fait de la religion « une décadence, » de la morale une « décadence, » de la

(1) *Ainsi parlait Zarathoustra*, trad. Albert, p. 243.

philosophie une « décadence, » c'est d'avoir substitué au naturel déploiement de la force la recherche artificielle et vaine de la justice pour tous, du bonheur pour tous. Suivons Nietzsche dans sa critique de l'idée de justice sous les formes diverses et, selon lui, également décadentes de la démocratie, du socialisme, de l'anarchisme et du christianisme.

I

On se rappelle ce sauvage à qui un missionnaire s'efforçait de persuader qu'il ne devait pas manger sa propre femme, et qui répondit : « Est-ce que les gros poissons ne mangent pas les petits, est-ce que les forts ne mangent pas les faibles ? » Il invoquait la même leçon de « nature » que Nietzsche. « Ce n'est, dit celui-ci, que depuis l'institution de la loi qu'il peut être question de justice ou d'injustice... Parler de justice ou d'injustice *en soi* n'a pas de sens ; une infraction, une violation, un dépouillement, une destruction en soi ne pouvant évidemment être quelque chose d'*injuste*, attendu que la vie procède essentiellement, c'est-à-dire dans ses fonctions élémentaires, par infraction, violation, dépouillement, destruction, et qu'on ne saurait l'imaginer procédant autrement. » Calliclès et Darwin sont ainsi ramenés à l'unité. — Mais, pourrait-on demander, si la justice manque chez les plantes et chez les animaux inférieurs, est-ce donc une raison pour la considérer chez les hommes comme arbitraire et purement *légal* ? Nietzsche nous répond, avec le vieil Hippias, que c'est par l'histoire qu'on peut déterminer ce qui est de droit ; il nous apprend, avec Thrasymaque, qu'il n'y a d'autre droit naturel que la force. Il n'entrevoit même pas ce qu'entrevoyait déjà Calliclès : que les lois positives n'ont pu s'établir qu'en ayant la force pour elles, d'où il suit que ce sont précisément les lois positives qui sont les vraies lois naturelles ; que la vraie force supérieure est donc la force sociale, non la force individuelle ; qu'enfin cette force sociale est une force d'union et de coopération encore plus que de conflit et de lutte.

L'originalité, chez Nietzsche, commence presque toujours avec la perversion malade d'idées banales ; en voici un nouvel exemple. Que « tout rapport de droit se ramène aux formes primitives de l'achat, de la vente, de l'échange, du trafic en un mot, » c'est une idée devenue banale en Allemagne depuis Karl

Marx, et qui, d'ailleurs, n'en est pas moins fausse : Nietzsche s'empresse de la faire sienne. Que la « compensation équivalente, » qui succéda au talion dans la justice barbare, allât jusqu'à imaginer une équivalence entre un dommage causé et une souffrance infligée à l'auteur du dommage causé, c'est encore une idée non moins banale pour quiconque a lu la loi des Douze Tables ou connaît le Shylock de Shakspeare : le créancier était autorisé à couper un morceau de chair du débiteur en échange de la dette : *si plus minusve secuerint, ne fraude esto*. Comment arriver à pervertir encore davantage cette justice déjà si pervertie ? Nietzsche va y réussir en la présentant comme une belle application de sa doctrine du « droit des maîtres. » La satisfaction de « maître » accordée au créancier en compensation de sa perte, c'est cette joie supérieure qui consiste à « exercer en toute sécurité sa puissance sur un être réduit à l'impuissance, » c'est « la volonté de faire le mal pour le plaisir de le faire » (Nietzsche souligne lui-même ces mots), c'est, enfin, la « jouissance de tyranniser. » Et cette jouissance, à l'en croire, est d'autant plus vive que, sur l'échelle sociale, le rang du créancier est plus bas, que sa condition est plus humble ; car alors le sentiment de supériorité sera plus grand chez le créancier, le morceau de chair « lui paraîtra plus savoureux et lui donnera l'avant-goût d'un rang social plus élevé. » Grâce au châtiment infligé au débiteur, le créancier « prend part au *droit des maîtres*, » il finit, lui aussi, « par goûter le sentiment *anoblissant* de pouvoir mépriser et maltraiter un être comme quelque chose qui est *au-dessous de lui*. » C'est l'avant-goût du Surhomme. « La compensation consiste donc en une assignation et un droit à la cruauté. » C'est ainsi qu'un lieu commun de l'histoire du droit aboutit, dans un cerveau trouble, à une sorte de sadisme juridique et philosophique. « Voir souffrir fait du bien, faire souffrir, plus de bien encore, voilà, dit Nietzsche, une vérité, mais une vieille et puissante vérité humaine, trop humaine. »

Nietzsche, on le voit, n'admet pas la théorie, chère à l'école anglaise, qui fait sortir la justice de l'instinct de vengeance transformé ; mais c'est uniquement parce que, selon lui, l'instinct de vengeance n'est encore qu'une émotion « réactive, » une réponse, une réplique, un choc en retour. Ce qu'il veut, lui, c'est

(1) *Genéalogie de la morale*, trad. franç., p. 85.

le choc initial, l'agression et le sentiment spontané. La justice sociale n'est qu'un déclin de la force, une ressource des faibles, une ruse pour se défendre contre ceux à qui, par nature, appartient la domination.

« On se méprend profondément, s'écrie Nietzsche, sur les bêtes de proie et sur l'homme de proie (par exemple sur César Borgia), on se méprend sur la *nature* tant qu'on cherche une disposition malade ou même un enfer inné au fond de toutes ces manifestations monstrueuses et tropicales, *les plus saines qui soient*; comme l'ont fait jusqu'à présent les moralistes. Les moralistes nourrissent-ils une haine à l'égard de la forêt vierge et des tropiques? *L'homme des tropiques* doit-il à tout prix être discrédité, soit comme maladie et décadence de l'homme, soit comme son propre enfer et sa propre torture? Pourquoi donc? Au profit des *zones tempérées*? Au profit des hommes modérés, des *moralisateurs*, des médiocres? Cela pour le chapitre : « La morale comme une forme de la timidité (1). » — Nietzsche aurait pu ajouter un autre chapitre : la morale et la justice comme formes du courage et de la maîtrise de soi. Si l'homme de tempérament tropical acquiert assez de raison et de force d'âme pour résister à ses passions brutales, l'appellerez-vous de ce fait un timide? Aristide, Régulus et saint Paul furent-ils des timides? On peut d'ailleurs se demander ce qu'il y avait de si tropical et de si héroïque en un Borgia, monstre tortueux, venimeux, empoisonné et empoisonneur, encore plus rusé et faux que violent. Il avait partout avec lui son poison tout prêt, et aussi son bourreau. Mais que l'empoisonnement, la débauche qui énerve, appauvrit, tarit la vie dans ses sources mêmes, fait mourir l'homme avant l'âge dans la pourriture, que tout cela soit ce qu'il y a de plus « sain » pour l'homme, on peut se permettre là-dessus quelques doutes. La vie luxurieuse n'est pas toujours la vie luxuriante. Les moralistes, certes, n'ont aucune « haine contre la forêt vierge, » mais que l'homme raisonnable du *xx^e* siècle, dépouillant tout sens de justice, de respect pour soi et pour les autres, doive se faire semblable à l'anthropophage de la forêt vierge, il est encore permis d'en douter. Nietzsche lui-même, d'ailleurs, ne l'admettait pas; pourquoi donc ces hyperboles enflammées en l'honneur du crime?

(1) *Par delà le bien et le mal*, § 195.

II

L'idée de justice sociale enveloppe celle d'équité, qui elle-même enveloppe celle d'égalité, fondement de la démocratie. La justice a pour but de rétablir une certaine balance entre le fort et le faible au sein de la société humaine. La loi naturelle du triomphe des plus forts se trouve ainsi compensée par le principe démocratique de l'égalité des *droits* entre les faibles et les forts. Le principe d'égalité ! Il n'y a pas pour Nietzsche « de poison plus empoisonné. » Cette doctrine de la Révolution a beau paraître prêchée « par la justice en personne, » elle est « la mort de toute justice. »

Zarathoustra compare les prédicateurs de l'égalité aux tarentules qui veulent tout envelopper dans leurs pièges :

Regarde ! voici le repaire de la tarentule ! Voici la toile qu'elle a tissée : touche cette toile, pour qu'elle se mette à trembler.

Mes amis, je ne veux pas que l'on me mêle et que l'on me confonde.

Il y en a qui prêchent ma doctrine de la vie, mais ce sont en même temps des prédicateurs de l'égalité et des tarentules...

C'est avec ces prédicateurs de l'égalité que je ne veux pas être mêlé et confondu. Car ainsi me parle la justice : — Les hommes ne sont pas égaux.

Ils ne doivent pas non plus le devenir ! Que serait donc mon amour du Surhomme si je parlais autrement.

C'est sur mille ponts et sur mille chemins que les hommes doivent se hâter vers l'avenir, et il faudra mettre entre eux toujours plus de guerres et d'inégalités ; c'est ainsi que me parle mon grand amour !

Zarathoustra compare ensuite magnifiquement la société humaine à un vieux temple dont il aperçoit les ruines et qui ne s'élève vers le ciel que grâce à la diversité de ses colonnes et aux forces contraires de ses arceaux.

En vérité, celui qui dressa jadis ses pensées, l'édifice de pierre, vers les hauteurs, celui-là connut le secret de la vie, comme le plus sage d'entre tous !

Que, dans la beauté même, il y ait encore de la lutte et de l'inégalité et une guerre de puissance et de suprématie, c'est ce qu'il nous enseigne ici dans le symbole le plus lumineux.

Comme les voûtes et les arceaux se brisent ici divinement dans la lutte ! Comme la lumière et l'ombre se combattent en un divin effort !

Ainsi, sûrs et beaux, soyons ennemis nous aussi, mes amis ! Efforçons-nous divinement les uns contre les autres !

Dans notre temps d'égalitarisme, selon Nietzsche, domine une aversion pour tout ce qui commande et veut commander. Nous assistons à une espèce d'idiosyncrasie des démocrates; « le misarchisme moderne (à chose barbare, nom barbare). » Cette maladie tend peu à peu à s'infiltrer goutte à goutte jusque dans les sciences les plus exactes et, en apparence, les plus objectives; il semble qu'il se soit déjà « rendu maître de toute la physiologie et de la biologie, et cela à leur détriment, est-il besoin de le dire? en ce sens qu'on en a banni un concept qui, pour elles, est fondamental : celui d'activité. » Voyez plutôt les Darwin et les Spencer! Ils ont introduit, en quelque sorte, l'esprit démocratique dans la science naturelle, puisqu'ils en ont chassé toute initiative véritable.

Adaptez-vous, nous dit-on sans cesse, pliez-vous, réagissez proportionnellement à l'action du dehors, disparaissez au profit du milieu, absorbez-vous dans le tout, voilà la leçon de passivité et de lâcheté que, selon Nietzsche, l'école anglaise nous donne. De la lutte même, de ce combat qu'Héraclite proclamait le père de toutes choses, on fait une simple lutte pour l'existence, alors que les êtres luttent, en vérité, pour la puissance, pour la supériorité, pour la domination, non pas pour l'être, pas même pour le mieux-être, mais pour le plus-être, pour *être tout et avoir tout!* Pas plus dans la nature que dans l'humanité le véritable idéal n'est démocratie, il est aristocratie, il est même monarchie, il est tyrannie : chacun voudrait dire : L'univers, c'est moi! — Demandez-vous le vrai type de l'homme, de l'animal de rapine et de proie, ce n'est pas même Louis XIV, c'est ce prodigieux mélange « d'inhumain et de surhumain » qui fut Napoléon.

Une des manifestations de l'esprit démocratique, s'il faut en croire Nietzsche, c'est le culte pour la science. Ce culte vient de ce que la science apparaît et comme vérité, c'est-à-dire, au fond, comme religion du Verbe, et comme utilité, c'est-à-dire industrie en vue du bonheur du plus grand nombre. Le résultat de la science, comme de tout ce qui est démocratique, c'est « l'appauvrissement de l'énergie. » Dans la république des savans, comme dans celle des socialistes, chacun n'est qu'un manœuvre, un fonctionnaire, un ouvrier à la tâche, un maçon apportant sa pierre, petite ou grosse, à un édifice qui ne portera pas son nom. Le savant semble à Nietzsche tout le contraire du poète ou du philosophe, c'est-à-dire du créateur. Voyez, dit-il, dans l'évo-

lution d'un peuple, les époques où le savant passe au premier plan; ce sont les époques de fatigue, souvent de crépuscule, de déclin. « C'en est fait de l'exubérance d'énergie, de la certitude de vie, de la certitude d'*avenir*. La suprématie des mandarins ne signifie jamais rien de bon; tout aussi peu que l'avènement de la démocratie, que les tribunaux d'arbitrage remplaçant les guerres, que l'émancipation des femmes, la religion de la souffrance humaine et autres symptômes d'une énergie vitale qui décline. » Les adversaires scientifiques des religions ne sont eux-mêmes que des « rachitiques de l'esprit. » Et ces fameuses « victoires de l'homme de science! » — Est-ce que la tendance de l'homme à se rapetisser, sa *volonté* de se faire petit, n'est pas, depuis Copernic, en un continuel progrès? Hélas! c'en est fait de sa foi en sa dignité, en sa valeur unique, incomparable dans l'échelle des êtres; il est devenu un *animal*, sans métaphore, sans restriction ni réserve, lui qui, selon sa foi de jadis était presque un Dieu. (Enfant de Dieu, Dieu fait homme). Depuis Copernic, il semble que l'homme soit sur une pente qui descend... *Toute* science (et pas seulement l'astronomie, sur l'influence humiliante et déprimante de laquelle Kant nous a laissé ce remarquable aveu : « Elle anéantit mon importance... ») toute science naturelle ou *contre nature*, — j'appelle ainsi la critique de la raison par elle-même, — travaille aujourd'hui à détruire en l'homme l'antique respect de soi, comme si ce respect n'avait jamais été autre chose qu'un bizarre produit de la vanité humaine (1). »

De même que la science, la politique abaisse l'individu, au profit de l'État. L'État est, pour Nietzsche, un « chien hypocrite, » un chien de feu qui lance flamme et fumée, et qui parle en hurlemens, « pour faire croire qu'il parle des entrailles des choses. » L'État est une protection artificielle pour les hommes vulgaires et, au fond, inutiles, que Nietzsche appelle les *superflus*. La populace finit par se faire adorer elle-même sous le nom de l'État.

Voyez donc ces *superflus*! Ils volent les œuvres des inventeurs et les trésors des sages, ils appellent leur vol *civilisation*, et tout leur devient maladie et revers!

Voyez donc ces *superflus*! Ils sont toujours malades, ils rendent leur

(1) *Généalogie de la morale*, p. 175.

bile et ils appellent cela des *journaux*. Ils se dévorent, et ne peuvent pas même se digérer.

Voyez donc ces superflus! Ils acquièrent des richesses et en deviennent plus pauvres. Ils veulent la puissance et tout d'abord le levier de la puissance, beaucoup d'argent, ces impuissans!

Voyez-les grimper, ces singes agiles! Ils grimpent les uns sur les autres et s'attirent ainsi dans la boue et l'abîme.

Ils veulent tous s'approcher du trône; c'est leur folie, comme si le bonheur était sur le trône; souvent la boue est sur le trône et souvent aussi le trône est dans la boue.

Le patrie est un préjugé pour ceux qui ont en eux le germe du Surhomme, non qu'ils soient cosmopolites et humanitaires, — ils ont horreur de ces fadaïses, « cela est trop français, » — mais parce qu'ils portent leur patrie en eux et aussi dans l'avenir. Parmi les « Européens d'aujourd'hui, » Nietzsche réclame une place pour lui-même entre ceux qui se donnent le titre, à ses yeux « distinctif et honorifique, » de « sans-patrie. » A ceux-là tout particulièrement il dédie sa secrète sagesse et sa « gaie science. » « Comment nous y prendrions-nous pour être *chez nous* dans le présent d'aujourd'hui!... La glace qui aujourd'hui tient encore est déjà devenue très mince : un vent tiède souffle, et nous autres sans-patrie nous sommes quelque chose qui brise la glace et autres *réalités* par trop minces... Nous ne *conservons* rien, nous ne voulons revenir à aucun passé, nous ne sommes rien moins que des *libéraux*, nous ne travaillons pas pour le progrès; nous n'avons pas besoin de nous boucher les oreilles pour être sourds aux promesses d'avenir des sirènes de la place publique. Ce qu'elles chantent : « Égalité, » « Liberté, » « Ni maîtres, ni valets, » ne nous séduit pas. Nous ne tenons nullement pour désirable que le règne de la justice et de la concorde soit fondé sur la terre (ce serait le règne de la plus abjecte médiocrité et de la pire chinoiserie); mais nous aimons tous ceux qui ont comme nous le goût du danger, de la guerre et des aventures, qui n'acceptent ni compromis, ni accommodement, qui ne se laissent ni retenir captifs, ni rogner les ailes : nous nous rangeons parmi les conquérans (1) »

(1) *Aurore*, p. 200.

III

La condamnation de la justice, de l'égalité, de la science, de la démocratie qui en fait ses divinités, entraîne nécessairement la condamnation de toutes les réformes sociales. Nietzsche a en aversion le socialisme, parce que ce système s'oppose à la loi universelle d'exploitation. Dans le corps vivant, qu'arriverait-il si la tête cessait d'exploiter le reste du corps? Toute fonction organique est asservissement et incorporation. Le collectivisme veut s'insurger contre la loi qui assujettit les faibles aux forts; mais « le cliché communiste, qui ferait tenir toutes les volontés pour égales » invoque un principe « ennemi de la vie, » il est un agent de dissolution et de destruction (1).

La nouveauté sociale que prêche Zarathoustra, c'est le retour aux vieilles castes de l'Inde. La première caste sera la foule des travailleurs, auxquels on enseignera la morale des esclaves, c'est-à-dire la résignation, la soumission, l'humilité, le travail et l'abnégation. La morale et la religion sont bonnes pour le peuple, surtout la morale du devoir, qui commande aux gens faits pour obéir, et la religion chrétienne, qui console les affligés, guérit les malades avec le baume de l'illusion. Quand on ne peut pas « contraindre des étoiles à tourner autour de soi, » il faut se contenter du rang modeste de petit satellite ou d'aérolithe et tourner soi-même autour d'une étoile, jusqu'à ce qu'on soit dissipé en fumée. Mais, au-dessus des travailleurs, s'élèvent les guerriers, qui sont les intermédiaires entre les maîtres et les esclaves, entre les Surhommes et les simples hommes.

Si vous ne pouvez pas être les saints de la connaissance, soyez-en du moins les guerriers. Ce sont les compagnons et les précurseurs de cette sainteté...

La guerre et le courage ont fait plus de grandes choses que l'amour du prochain. Ce n'est pas votre pitié, c'est votre bravoure qui sauva jusqu'à présent les victimes.

La révolte, c'est la noblesse de l'esclave. Que votre noblesse soit l'obéissance! Que votre commandement lui-même soit de l'obéissance!

Un bon guerrier préfère *tu dois à je veux*, et vous devez vous faire commander tout ce que vous aimez (2)!

(1) *Généalogie de la morale*, 2^e dissertation, § 41.

(2) *Zarathoustra*, p. 60.

Qui donc commandera ainsi aux guerriers eux-mêmes et, par eux, au peuple? Les sages, les prêtres nouveaux, les Surhommes, qui, dans ce monde où rien n'a de valeur intrinsèque, sauront eux-mêmes créer des valeurs et les imposer à autrui. Mais ce ne sera pas là, comme dans les rêves de Renan, une caste de *savans*; ce sera plutôt une caste de poètes, au sens le plus exact du mot, poètes de la vie, donnant seuls un sens à la vie, qui par elle-même n'en a pas, un but au monde, qui par lui-même n'est qu'un jeu de dés aveugle sur la table du hasard. Ces poètes seront aussi des prêtres, les seuls vrais prêtres : ce seront les brahmanes. Nous voilà sur les bords du Gange.

La question sociale, ce mot fait sortir Nietzsche de son assiette. Chez M. de Bismarck lui-même, qui admettait une question ouvrière, chez le nouvel empereur d'Allemagne, qui essayait de la résoudre, Nietzsche voyait des démocrates de la pire espèce, des décadens de la politique, des socialistes égarés sur le trône ou sur les marches du trône, préparant eux-mêmes la grande machine administrative d'oppression, sur laquelle le collectivisme mettra tôt ou tard la main : monopole de l'enseignement, monopole des chemins de fer, des mines, assurance obligatoire, etc., etc. « C'est la *bêtise*, dit-il, ou plutôt, c'est la dégénérescence de l'instinct (que l'on retrouve au fond de toutes les bêtises), qui fait qu'il y ait une question ouvrière. Il y a certaines choses sur lesquelles on ne pose pas de questions : premier impératif de l'instinct. » Nietzsche se demande « ce qu'on veut faire de l'ouvrier européen après avoir fait de lui une question. » C'est là se précipiter soi-même volontairement dans un gouffre d'où on ne pourra plus sortir. « L'ouvrier se trouve en beaucoup trop bonne posture pour ne point *questionner* toujours d'avantage, et toujours avec plus d'outrecuidance. » D'ailleurs, en fin de compte, « il a le nombre pour lui. » Nietzsche se plaint de ce qu'il faut complètement renoncer à l'espoir de voir se développer une espèce d'hommes modeste et frugale, une classe ouvrière qui répondrait au type du Chinois. « Cela eût été raisonnable, dit-il, et aurait simplement répondu à une nécessité. » Qu'a-t-on fait? Tout pour anéantir en son germe la condition d'un pareil état de choses. « Avec une impardonnable étourderie, on a détruit dans leurs germes les instincts qui rendent les travailleurs possibles comme classe, qui leur feraient admettre à eux-mêmes cette possibilité. » On a rendu l'ouvrier « apte au

service militaire, » on lui a donné « le droit de coalition, le droit de vote politique ! » Quoi d'étonnant si son existence lui apparaît, aujourd'hui déjà, « comme une calamité (ou, pour parler la langue de la morale, comme une injustice) ? » Mais que veut-on donc ? demande Nietzsche. « Si l'on veut atteindre un but, on doit en vouloir aussi les moyens ; si l'on veut des esclaves, on est fou de leur accorder ce qui en fait des maîtres ! »

De nos jours, dit Nietzsche, on espère « administrer l'humanité » d'une manière plus économique, moins ruineuse, plus uniforme et plus systématique, quand il n'y aura plus autre chose que de « vastes *organismes* collectifs et leurs *membres*. » On tient pour bon et juste tout ce qui, en quelque manière, se rapporte à cet « instinct » de centralisation et d'incorporation au groupe ; et c'est là ce qui constitue le grand courant moral de notre âge, aux dépens de toute activité, de toute initiative, de toute originalité individuelle. On aboutit à la « totale dégénérescence de l'homme. » dont ne savent pas s'écarter « les têtes sottement superficielles des socialistes ; » car elles ont pour idéal « l'abâtardissement et l'assombrissement de l'homme, » égalisé en droits, égalisé par la vie commune dans la corporation collective, assujéti aux moyens communs d'atteindre les fins sociales. Le socialisme n'a d'autre but que de satisfaire et d'aduler « les plus sublimes aspirations de l'animal de troupeau. » Le mouvement socialiste, comme le mouvement démocratique, n'est qu'une conséquence de la morale fondée sur les notions de justice et de charité. Et quel en est le seul résultat ? Partout se développe une angoisse qui s'empare de l'esprit des impatients, des êtres maladifs et avides.

Le dernier degré de ce que Nietzsche appellerait volontiers, avec Rabelais, l'Antinature, l'*Antiphysis*, c'est l'égalité que les démocrates et les socialistes veulent établir entre l'homme et la femme. Ils prétendent, ces utopistes, faire ce que, selon un mot célèbre, le Parlement anglais, qui peut tout, ne peut cependant pas faire : changer la femme en homme. Les deux fonctions des deux sexes sont, en réalité, aussi différentes que les sexes eux-mêmes : l'homme doit produire des œuvres de toute sorte ; pour la femme, en dehors de l'amour et de l'enfant, il n'y a rien. « Tout dans la vie de la femme est énigme, dit Zarathoustra, et tout dans la femme a une solution, qui a nom « Enfantement. » Et Zarathoustra ajoute : « Le bonheur de l'homme a nom : Je

veux. Le bonheur de la femme a nom : il veut. » Zarathoustra conclut que « l'homme doit être élevé pour la guerre, et la femme pour le délassement du guerrier : le reste est folie (1). »

Tous les préjugés conservateurs de l'Allemagne piétiste repa-raissent les uns après les autres chez « l'impie Zarathoustra. » Les hommes d'État les plus attachés au passé étaient moins rétrogrades que ce prophète des temps à venir. Et pourtant, quelques pages plus loin, il intitule un paragraphe : « Pour dire à l'oreille des conservateurs. » Que leur glisse-t-il donc ? « Ce qu'on ne savait pas autrefois, ce qu'on sait aujourd'hui, ce qu'on pourrait savoir. C'est qu'une formation *en arrière*, une régression, en un sens quelconque, à quelque degré que ce soit, n'est pas du tout possible. C'est du moins ce que nous savons, nous autres physiologistes... Il y a des partis qui rêvent de faire marcher les choses à *reculons* à la manière des écrevisses. Mais personne n'est libre d'être écrevisse ! » Nietzsche conclut qu'il n'y a pas de remède aux maux de la démocratie, du socialisme, de l'anarchisme : « On n'y peut rien : il faut aller de l'avant, je veux dire s'avancer *pas à pas plus avant dans la décadence* (c'est là ma définition du progrès moderne) (2). »

Nietzsche est un Joseph de Maistre qui croit au bourreau sans croire au pape. De Joseph de Maistre il a l'amour de la tradition séculaire, universelle, vraiment *catholique*, de l'autorité en opposition à la liberté, de l'« institution » stable, royale, héréditaire, en opposition à l'institution contractuelle, populaire, changeante. « Pour qu'il y ait des institutions, dit-il, il faut qu'il existe une sorte de volonté, d'instinct, d'impératif anti-libéral jusqu'à la méchanceté : une volonté de tradition, d'autorité, de responsabilité, établie sur des siècles, de solidarité enchaînée à travers des siècles, dans le passé et dans l'avenir, *in infinitum*. Lorsque cette volonté existe, il se fonde quelque chose comme l'*imperium romanum*, ou comme la Russie, la seule *personne* qui ait aujourd'hui l'espoir de quelque durée, qui puisse attendre, qui puisse encore promettre quelque chose, — la Russie, l'idée contraire de la misérable manie des petits États européens, de la nervosité européenne, que la fondation de l'Empire allemand a fait entrer dans sa période critique (3). »

(1) *Crépuscule des idoles*, § 40, trad. franç., p. 212.

(2) *Ibid.*, § 43, p. 215.

(3) *Ibid.*, § 39, trad. franç., p. 211.

Nietzsche ne manque jamais l'occasion de railler l'Empire allemand, qui lui semble un recul, un accès de fièvre démocratique, une œuvre de décadence où tout est subordonné à un vain militarisme et à une centralisation préparatoire au collectivisme.

Ce qui est étrange, c'est que cet admirateur des grandes institutions stables ne voit pas dans la morale même la plus stable des institutions, le roc immuable sur lequel s'élève tout le reste, la première des « autorités, » des « traditions, » des « responsabilités, » des « solidarités, » l'*imperium humanum* supérieur à l'*imperium romanum*. Il flagelle d'ailleurs avec une juste sévérité la fausse indépendance qui est le fond de la fausse démocratie. « Tout ce qui fait que les institutions sont des institutions est méprisé, haï, écarté ; on se croit de nouveau en danger d'esclavage dès que le mot *autorité* se fait seulement entendre. » Rien de plus autoritaire, on le voit, que ce libertaire qui fut Nietzsche.

Par la fusion des races, des classes, des rangs, des sexes, le socialisme et l'égalitarisme tendent, selon lui, à transformer le monde en un vaste lazaret où la vie, d'une morne uniformité, finira par ressembler à une lente épidémie, jusqu'à ce que viennent les derniers jours de l'humanité même, avilie, nivelée, abêtie.

Voyez ! je vous montre le dernier homme.

Qu'est-ce que l'amour ? la création ? le désir ? Qu'est-ce que l'étoile ? — Ainsi demande le dernier homme, et il clignote.

La terre est devenue petite, et sur elle sautille le dernier homme, qui rapetisse tout. Sa race est indestructible comme le puceron : le dernier homme vit le plus longtemps.

Nous avons découvert le bonheur, — disent les derniers hommes, et ils clignent.

Ils ont délaissé les contrées où l'on vit durement : car on a besoin de chaleur.

Tomber malade et être défiant est pour eux un péché : on marche avec précautions. Bien fou qui trébuche sur les pierres ou sur les gens.

Un peu de poison de temps à autre : cela procure de beaux rêves. Et beaucoup de poison pour finir, afin de mourir agréablement.

On travaille encore, car le travail est une distraction. Mais l'on veille à ce que cette distraction ne devienne pas un effort.

On ne veut plus ni pauvreté, ni richesse : l'une et l'autre donnent trop de souci. Qui voudrait encore commander ? Et qui obéir ? L'un et l'autre donnent trop de souci.

Pas de berger et un seul troupeau ! Chacun veut la même chose. Tous sont égaux : qui pense autrement, entre volontairement à l'asile d'aliénés...

Nous avons découvert le bonheur, disent les derniers hommes, et ils clignent !

IV

Quoique ayant posé par son immoralisme le principe même de l'anarchisme, Nietzsche a la plus profonde horreur pour les anarchistes révolutionnaires, égalitaires et humanitaires. Zarathoustra leur dit :

Vous savez hurler et obscurcir avec des cendres ! Vous êtes les meilleures gueules et vous avez suffisamment appris l'art de faire bouillir de la fange...

Liberté ! c'est votre cri préféré, mais j'ai désappris la foi aux *grands événemens*, dès qu'il y a beaucoup de hurlemens et de fumier autour d'eux (1).

Chez tous les misérables, dit Nietzsche, on voit de nos jours s'amplifier ces hurlemens toujours plus furieux, ces grincemens de dents toujours plus féroces des « chiens anarchistes, qui rôdent sur toutes les routes de la civilisation européenne. » En face des démocrates qui crient : « Du pain et du travail ! » les anarchistes ne sont qu'en une contradiction apparente ; apparente aussi est leur contradiction « avec ces idéologues de la Révolution, avec ces niais philosophastres sentimentaux de la fraternité universelle qui s'appellent socialistes et veulent la société libre (2). » Ils ont beau aboyer les uns contre les autres, socialistes et anarchistes sont en plein accord pour haïr toute forme sociale autre que « la domination du troupeau autonome ; » ils prêchent également un collectivisme qui s'impose dès qu'on veut abolir « patrons et ouvriers, maîtres et esclaves. » Ils ont « la même prétention tenace contre tout droit et privilège de l'individu isolé ; » et cela équivaut, pour Nietzsche, à une opposition contre tout droit en général, car « quand tous les droits seront égaux, tous les droits deviendront inutiles. » — Proposition étonnante, dont il se garde bien de faire la preuve.

Un des traits communs entre socialistes et anarchistes, selon Nietzsche, c'est « la religion de la pitié pour tout ce qui sent, vit, souffre (en bas jusqu'à la brute, en haut jusqu'à Dieu...). » Bien plus, c'est « le cri de protestation, l'impatience de compassion, la haine mortelle pour toute souffrance en général, l'incapacité quasi féminine de supporter la vue d'une souffrance et de permettre que l'on souffre ; c'est l'involontaire obscurcissement

(1) *Zarathoustra*, trad. Albert, p. 184.

(2) *Aurore*, p. 128 et suiv.

et l'efféminisation par lesquels l'Europe git menacée d'un nouveau bouddhisme: c'est la foi dans une morale de compassion réciproque, comme si c'était là la morale par excellence, la sommité, la cime atteinte par l'homme, l'unique espérance de l'avenir, la consolation du présent, la grande rédemption de la faute du passé. » En un mot, la foi qu'on retrouve chez toutes ces sectes, c'est « la foi à la communauté *rédemptrice*, au troupeau, donc à eux-mêmes (1). »

Autre caractéristique commune aux socialistes et aux anarchistes: le rejet de toute punition et sanction légale. Quoique Nietzsche, pour son compte, n'ait voulu admettre ni bien ni mal véritable, ni moralité, ni immoralité, ni obligation, ni sanction, il devient cependant, au point de vue social, un partisan résolu de la punition, pourvu que ce soient les maîtres qui l'infligent aux esclaves. Il se plaint, à ce sujet, de nos sensibleries à l'égard des criminels. « Il vient un moment, dit-il, dans la vie des peuples, où la société est aveulée, énermée au point de prendre parti même pour l'individu qui la lèse, pour le criminel — et cela le plus sérieusement du monde. Punir! le fait même de punir lui paraît contenir quelque chose d'inique; — il est certain que l'idée de « châtement » et de la « nécessité de châtier » lui fait mal, lui fait peur: est-ce qu'il ne suffirait pas de mettre le malfaiteur hors d'état de nuire? Pourquoi donc punir? punir est si pénible! » Nietzsche, lui, ne connaît pas ces lâches apitoiements. Il châtie l'homme comme on châtie son chien, et si l'homme souffre, tant pis, ou tant mieux! Ne faut-il pas que celui qui a la puissance supérieure la déploie aux dépens et, finalement, au profit des puissances inférieures?

Après avoir aussi reproché à notre temps de démocratie et de socialisme son indulgence pour les coupables, Nietzsche n'en est pas moins tout le premier à prêcher éloquentement la compassion envers les criminels, qui sont des irresponsables:

Vous ne voulez point tuer, juges et sacrificateurs, avant que la bête n'ait hoché la tête? Voyez! le pâle criminel a hoché la tête: de ses yeux parle le grand mépris... Votre homicide, ô juges, doit être compassion, et non vengeance. Et en tuant, regardez à justifier la vie même!

Il ne suffit pas de vous réconcilier avec celui que vous tuez. Que votre tristesse soit l'amour du Surhomme, ainsi vous justifiez votre survie.

(1) *Au delà du bien et du mal*, p. 426.

Dites « ennemi » et non pas « scélérat, » dites « malade » et non pas « gredin, » dites « insensé » et non pas « pécheur. »

Et toi, juge rouge, si tu disais à haute voix ce que tu as fait déjà en pensées, chacun crierait : Otez ces immondices et ce ver empoisonné !

Mais autre chose est la pensée, autre chose l'action, autre chose l'image de l'action. La roue de la causalité ne roule pas entre elles.

Qu'est cet homme ? Un monceau de maladies, qui, par l'esprit, percent hors du monde ; c'est là qu'elles veulent faire leur butin.

Qu'est cet homme ? Un amas de serpents sauvages, qui rarement sont tranquilles ensemble ; alors ils s'en vont, chacun de son côté, chercher du butin par le monde.

Voyez ce pauvre corps ! ce qu'il souffrit et ce qu'il désira, cette pauvre âme essaya de le comprendre ; elle l'interpréta comme la joie et l'envie criminelles vers le bonheur du couteau.

Celui qui tombe malade maintenant est surpris par le mal qui est mal maintenant ; il veut faire mal avec ce qui lui fait mal. Mais il y eut d'autres temps, un autre bien et un autre mal.

Mais ceci ne veut pas entrer dans vos oreilles. Cela nuit à ceux d'entre vous qui sont bons, dites-vous ; mais que m'importent vos bons ?

Chez vos bons, bien des choses me dégoûtent, et ce n'est pas vraiment leur mal. Je voudrais qu'ils aient une folie qui les fasse périr, pareils à ce pâle criminel ! Vraiment je voudrais que leur folie s'appelât Vérité ou Fidélité, ou Justice, mais ils ont leur « vertu » pour vivre longtemps dans un misérable contentement de soi.

Je suis un garde-fou au bord du fleuve : que celui qui peut me saisir me saisisse !

Voici cependant le conseil que je vous donne, mes amis : méfiez-vous de tous ceux dont l'instinct de punir est puissant !

C'est une mauvaise engeance et une mauvaise race : ils ont sur leur visage les traits du bourreau et du ratier.

Méfiez-vous de tous ceux qui parlent beaucoup de leur justice ! En vérité, ce n'est pas seulement le miel qui manque à leurs âmes.

Et s'ils s'appellent eux-mêmes les bons et les justes, n'oubliez pas qu'il ne leur manque que la puissance pour être des pharisiens.

Ainsi parla Zarathoustra (1).

Mais Zarathoustra ne parle-t-il point précisément comme les socialistes, les anarchistes et les démocrates ? Ne parle-t-il point aussi comme Dostoïewski et comme Tolstoï ? Sera-t-il bien venu, dans son *Antéchrist*, à s'élever contre la grande parole : « Ne jugez point et vous ne serez point jugés ? »

(1) *Zarathoustra*, trad. franç., p. 47 et 137.

V

Démocratie, socialisme, anarchie sont, selon Nietzsche, un reflet du mouvement religieux qui a détruit l'empire romain. Tout cela est, à ses yeux, un même « mensonge. » Le mensonge, dit-il, peut être une bonne chose, puisque le vrai n'a aucune valeur en soi, mais il faut considérer pour quel but on ment : « il est bien différent si c'est pour *conserver* ou pour *détruire*. » Or, sous ce rapport, on peut mettre complètement en parallèle le *chrétien* et l'*anarchiste* ; « leurs buts, leurs instincts *ne sont que* destructeurs. » Nietzsche essaie de nous persuader que l'histoire démontre cette affirmation avec une « précision épouvantable. » Ce qui existait *ære perennius*, l'empire romain, fut « la plus grandiose forme d'organisation, sous des conditions difficiles, qui ait jamais été atteinte, tellement grandiose que, comparé à elle, tout ce qui l'a précédé et tout ce qui l'a suivi n'a été que dilettantisme, chose imparfaite et gâchée. » Ces « saints anarchistes » se sont fait une « pitié » de détruire « le monde, » c'est-à-dire l'empire romain, jusqu'à ce qu'il n'en restât plus pierre sur pierre, jusqu'à ce que « les Germains mêmes et d'autres lourdauds aient pu s'en rendre maîtres... » « *Le chrétien et l'anarchiste sont décadens* tous deux, tous deux *incapables d'agir* autrement que d'une façon *dissolvante, venimeuse, étio-lante* ; partout ils épuisent le sang, ils ont tous deux, par *instinct*, *une haine à mort* contre *tout* ce qui existe, tout ce qui est grand, tout ce qui a de la durée, tout ce qui promet de l'avenir à la vie... Le christianisme a été le vampire de l'empire romain ; il a mis à néant, en une seule nuit, cette action énorme des Romains : avoir gagné un terrain pour une grande culture *qui a le temps*. Ne comprend-on toujours pas ? L'empire romain que nous connaissons, que l'histoire de la province romaine enseigne toujours davantage à connaître, cette admirable œuvre d'art de grand style, était un commencement : son édifice était calculé pour être *démontré* par des milliers d'années ; jamais jusqu'à nos jours on n'a construit de cette façon, jamais on n'a même rêvé de construire en une égale mesure, *sub specie æterni* ! Cette organisation était assez forte pour supporter de mauvais empe-reurs : le hasard des personnes ne doit rien avoir à voir en de pareilles choses, *premier principe* de toute grande architecture.

Pourtant elle n'a pas été assez forte contre l'espèce la plus corrompue des corruptions, contre le *chrétien*... »

Opposer le Christ au christianisme, montrer dans la religion chrétienne une altération de la vraie doctrine évangélique et dans les évangiles eux-mêmes un commencement d'altération du vrai Jésus, ce n'est pas sans doute chose nouvelle : Nietzsche, à son tour, reprend la tâche. « Il n'y a eu qu'un seul chrétien, dit-il, et il est mort sur la croix. » Au reste, qui a mieux saisi et rendu, dans ses grands traits, la physionomie du Christ que l'antichrétien qui fut Nietzsche ? « Ce n'est pas, dit-il, sa *foi* qui distingue le chrétien, » entendez le vrai disciple du Christ ; « le chrétien *agit*, il se distingue par une manière d'agir *différente*. Il ne résiste à celui qui est méchant envers lui ni par des paroles, ni dans son cœur. Il ne fait pas de différence entre les étrangers et les indigènes... Il ne se fâche contre personne. Il ne méprise personne. Il ne se montre pas aux tribunaux et ne s'y laisse point mettre à contribution (ne pas prêter serment). Tout cela est, au fond, un seul axiome, tout cela est la suite d'un instinct. La vie du Sauveur n'était pas autre chose que *cette* pratique ; sa mort ne fut pas autre chose non plus... Il n'avait plus besoin ni de formules, ni de rites pour les relations avec Dieu, pas même de la prière. Il en a fini avec tout l'enseignement juif de la repentance et du pardon ; il connaît seul la pratique de la vie qui donne le sentiment d'être *divin, bienheureux, évangélique, toujours enfant de Dieu. La repentance, la prière pour le pardon* ne sont *point* des chemins vers Dieu ; *la pratique évangélique seule* mène à Dieu, c'est elle qui est Dieu. Ce qui fut détrôné par l'Évangile, c'était le judaïsme de l'idée du *péché*, du pardon des *péchés*, de la *foi*, du *salut par la foi* ; toute la dogmatique juive était niée dans le *joyeux message*. »

Nietzsche attribue au fondateur du christianisme « l'instinct profond pour la manière dont on doit *vivre*, afin de se sentir *au ciel*, afin de se sentir *éternel*, tandis qu'avec une autre conduite on ne se sentirait absolument pas *au ciel* ; cela seul, dit Nietzsche, est la réalité psychologique de la *rédemption*. Une vie nouvelle, et non une foi nouvelle ! »

S'inspirant de tout le travail de l'exégèse allemande et de tout le symbolisme cher à la philosophie allemande, Nietzsche ajoute ces paroles caractéristiques : « Si je comprends quelque chose chez ce grand symboliste, c'est bien le fait de ne prendre

pour des réalités, pour des vérités, que les réalités intérieures; le reste, tout ce qui est naturel, tout ce qui a rapport au temps et à l'espace, tout ce qui est historique, ne lui apparaissait que comme des signes, des occasions de paraboles. *L'idée du fils de l'homme* n'est pas une personnalité concrète qui fait partie de l'histoire, quelque chose d'individuel, d'unique, mais un fait *éternel*, un symbole psychologique, délivré de la notion du temps. Ceci est vrai encore une fois, et dans un sens plus haut, du *Dieu* de ce symboliste type, du *règne de Dieu*, du *royaume des cieux*, du *fils de Dieu*. » Avec Strauss et Renan, Nietzsche déclare qu'il faut dégager le sens profond des dogmes, l'esprit qui vivifie de la lettre qui tue. Pour lui, par exemple, le mot *fils* exprime la *pénétration* dans le sentiment de la transfiguration générale de toutes choses (la béatitude); le mot *père*, ce *sentiment même*, le sentiment d'éternité et d'accomplissement. Le *royaume des cieux* est un état du cœur; « ce n'est pas un état au-dessus de la terre ou bien après la mort. » Toute idée de la mort naturelle manque dans l'Évangile; la mort n'est point un pont, point un passage; elle est absente, puisqu'elle fait partie d'un tout autre monde, apparent, utile seulement en tant que signe. *L'heure de la mort* n'est pas une idée chrétienne, *l'heure*, le temps, la vie physique et ses crises n'existent pas pour le maître de *l'heureux message*. Le règne de Dieu n'est pas une chose que l'on attend, et n'a point d'hier et point d'après-demain, il ne vient pas en *mille ans*, il est une expérience du cœur, il est partout, il n'est nulle part. » Nietzsche parle ici comme Spinoza et Swedenborg. « Ce *joyeux messenger* mourut comme il avait vécu, comme il avait enseigné, *non point pour sauver les hommes*, mais pour montrer comment on doit vivre. La *pratique*, c'est ce qu'il laissa aux hommes : son attitude devant les juges, devant les bourreaux, devant les accusateurs et toute espèce de calomnies et d'outrages, son attitude sur la croix. Il ne résiste pas. Il ne défend pas son droit, il ne fait pas un pas pour éloigner de lui la chose extrême; plus encore, il la *provoque*. Et il prie, souffre et aime avec ceux qui lui ont fait du mal... Ne *point* se défendre, ne *point* se mettre en colère, ne *point* rendre responsable... Mais aussi ne point résister au mal, *aimer le mal!* »

Ces derniers points sont les seuls que Nietzsche trouve à reprendre chez le Christ. — Mais, demanderons-nous, ne point résister au mal dont on est seul l'objet et aimer le méchant

même, est-ce donc « aimer le mal ? » Nietzsche dévie ici du vrai christianisme, qu'il vient cependant de peindre en termes qui rappellent Tolstoï. Nietzsche avait coutume de dire que Jésus avait trouvé en lui « son *meilleur* ennemi ; » Jésus avait trouvé aussi en lui un de ses meilleurs amis. Que Nietzsche soit « anti-chrétien, » je le veux, mais il n'est pas « anti-christ. » L'auteur de *l'Imitation* seul a une onction comparable. Pourquoi donc, après avoir si bien compris la religion intérieure et la morale éternelle, montrer ensuite le poing à toute morale ? Pourquoi, quand on admire et aime Jésus, prendre l'attitude de Satan ? Zarathoustra a senti la sublime douceur de l'amour, et il se fait cependant l'apôtre de la dureté.

« L'amour, objecte Nietzsche aux chrétiens, est l'état où l'homme voit le plus de choses comme elles ne sont *pas*. La force illusoire y est à son degré le plus élevé ; de même la force adoucissante, la force *glorifiante*. On supporte davantage en amour, on souffre tout. Il s'agissait de trouver une religion où l'on puisse aimer : avec l'amour on se met au-dessus des pires choses dans la vie, on ne les voit plus du tout. » Nietzsche en conclut que l'amour des chrétiens est une « prudence, » une habileté pour faire réussir leur religion. Il ne se demande pas si, à côté de l'amour aveugle, il n'existe point un amour clairvoyant ou divinateur. Il est bien vrai que l'amour fait voir une foule de choses comme elles ne sont pas dans la réalité d'aujourd'hui, mais n'en fait-il point voir d'autres comme elles seront dans la réalité de demain ? Jésus, en aimant, n'a-t-il rien deviné de ce qui un jour, grâce à lui, devait s'établir parmi les hommes ?

VI

Mélez la sophistique grecque et le scepticisme grec avec le naturalisme de Hobbes et avec le monisme de Schopenhauer, corrigé par Darwin, assaisonné des paradoxes de Rousseau et de Diderot, vous aurez la philosophie de Nietzsche. Avancée en apparence, séduisante d'aspect pour une jeunesse ingénue à la recherche du neuf, cette philosophie n'en est pas moins essentiellement antique et « réactionnaire, » dans tous les sens possibles, ennemie de tout ce qu'on appelle les progrès modernes. « *Moderne, c'est-à-dire faux,* » répète Nietzsche sur tous les tons, et il consacre à anathématiser la « *modernität* » un des chapitres

de son dernier ouvrage : *La Volonté de puissance*. Il se croit à l'abri de tous les préjugés qui viennent du « troupeau » : et nul, plus que ce chantre de la force et de la guerre, n'a ramassé en monceau tous les préjugés grégaires d'une Allemagne restée féodale en plein xix^e siècle, toutes les idées dominantes venues de la race, du milieu et du moment, combinées avec les idées analogues de l'antiquité, du moyen âge et de la Renaissance.

Mais le dernier des romantiques rajeunit tout, fait tout accepter par la magie de son lyrisme. Bien qu'il croie chaque âme isolée en soi et impénétrable à autrui, le miracle de sa poésie rend son âme transparente pour tous :

Comme c'est agréable qu'il y ait des mots et des sons ! Les mots et les sons ne sont-ils pas les arcs-en-ciel et des ponts illusoire entre ce qui est éternellement séparé ?

A chaque âme appartient un autre monde ; pour chaque âme, toute autre âme est un arrière-monde...

Pour moi, comment y aurait-il quelque chose en dehors de moi ? Il n'y a pas d'en dehors ! Mais tous les sons nous font oublier cela ; comme il est agréable que nous puissions oublier !

Comme toute parole est douce ! Comme tous les mensonges des sons paraissent doux ! Les sons font danser notre amour sur des arcs-en-ciel multicolores.

Par quoi faut-il réfuter Nietzsche ? Par lui-même. Si, dans ses œuvres riches de pensées, il a toujours placé le poison à côté de l'aliment, il y a toujours aussi placé le contrepoison. Après avoir bafoué toute conception d'égalité, Nietzsche s'écrie : « *Égalité pour tous les égaux, inégalité pour tous les inégaux*, voilà comment parle la vraie justice, et elle ajoute logiquement : *Ne jamais rendre égal ce qui est inégal*. » Ainsi raisonne Nietzsche, avec Renan et Taine. Et il ne voit pas que la doctrine qu'il croit opposer à la *Déclaration des droits* est celle même que contient cette *Déclaration*. Car il ne s'y est jamais agi que d'égalité de droits « devant la loi. » On y proclame (qu'importe le style suranné de l'époque ?) que tous les citoyens doivent être traités « selon leurs capacités, sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents. » Égalité pour les égaux, inégalité pour les inégaux, mais c'est le dogme même du droit démocratique, c'est la définition de la justice pour les Turgot et les Condorcet tout comme pour Nietzsche ! Ne pas rendre égal ce qui est inégal, ni inégal ce qui est égal, mais c'est la condamnation même de

l'inégalité devant la loi ! Si, à mérite égal ou à égal démerite, vous traitez le riche, le noble, « le maître, » le patron, autrement que le pauvre, que l'homme du peuple, que « l'esclave, » l'ouvrier, c'est alors que vous rendez artificiellement inégal ce qui est égal ! c'est alors que vous faussez les poids et mesures, en introduisant des inégalités factices et des castes forcées là où se valent les esprits, les cœurs, les volontés libres. Nietzsche a d'ailleurs raison d'opposer la justice au faux égalitarisme (qu'il confond à tort avec le vrai) ; mais alors, de son aveu même, il y a donc une « vérité » et une « justice, » quoiqu'il nous ait répété : « rien n'est vrai, tout est permis ; » quoiqu'il ait placé le « vrai », le « juste » parmi les valeurs de décadence qui précipitent l'humanité en bas au lieu de la faire monter vers le Surhomme !

Il aime à intituler ses chapitres : « l'immoraliste parle ; » au haut de la page qu'on vient de lire, il eût pu mettre, par une heureuse contradiction : « Le moraliste parle ! » Le sophisme, chez Nietzsche, côtoie toujours la vérité. L'organisation juridique ne doit pas, sans doute, empêcher toute lutte juste, au sens de compétition et d'émulation, et c'est ce qu'oublient les collectivistes ; mais elle peut et doit empêcher toute lutte violente et injuste, où ce serait le plus fort, le plus rusé, le moins scrupuleux et le plus méchant qui l'emporterait. Si la règle sociale doit tenir toutes les volontés pour « égales » en droits et en devoirs, elle ne les tient nullement pour égales sous les autres rapports ; et Nietzsche commet encore ici la confusion banale de la vraie et de la fausse égalité. C'est par l'égalité même des droits qu'on assure la manifestation des inégalités, naturelles ou acquises, d'intelligence, de travail, de mérite. La justice sociale va donc, non « à l'opposé de la vie, » mais dans le sens de la vie même, en assurant le triomphe des meilleurs intellectuellement et moralement, non des plus forts matériellement.

Nietzsche confond la démocratie avec le communisme, il n'y voit que le triomphe de l'esprit grégaire et le « règne de la canaille. » — L'esprit de troupeau n'existe-t-il donc point aussi dans les aristocraties ? La caste n'est-elle pas elle-même un troupeau ? Le mépris de la démocratie, c'est le mépris du peuple ; le mépris du peuple, c'est le mépris de l'humanité ! Et j'ajoute que le mépris de l'humanité, c'est le mépris de soi-même.

Outre la justice, on sait avec quelle véhémence Nietzsche

condamne la pitié, la charité, la philanthropie, toute la « sensiblerie moderne. » — « On perd de la force quand on compatit, prétend-il. Par la pitié s'augmente et se multiplie la déperdition de forces que la souffrance déjà apporte à la vie. » S'inspirant de Darwin et de Spencer, non moins à la mode de son temps que la psycho-physiologie, il voit dans la pitié des philanthropes un obstacle artificiel apporté aux bienfaits de la sélection naturelle, qui, sans elle, éliminerait les faibles et les mal conformés. « La pitié contrarie la loi de l'évolution, qui est celle de la *sélection*. » Elle comprend dans son sein ce qui est mûr pour la disparition, elle se défend en faveur des déshérités et des condamnés de la vie. » Par le nombre et la variété des choses *manquées* qu'elle retient dans la vie, elle donne à la vie elle-même un aspect sombre et douteux. « On a eu le courage d'appeler la pitié une vertu (dans toute morale *noble*, elle passe pour une faiblesse); on est allé plus loin, on a fait d'elle la vertu, le terrain et l'origine de toutes les vertus (Schopenhauer). Mais il ne faut jamais oublier que c'était du point de vue d'une philosophie qui était nihiliste, qui inscrivait sur son bouclier la *négation de la vie*. » — Qu'entend Nietzsche par les déshérités, les condamnés, les vaincus de la vie? Il y a des déshérités qui le sont par le fait des circonstances sociales; faut-il les éliminer comme des bossus ou des culs-de-jatte? Si un Byron boite, faut-il le jeter pour cela au gouffre avant qu'il n'ait écrit *Childe-Harold*? Nietzsche eût-il été sûr lui-même d'échapper à une condamnation immédiate? Ne fut-il pas aussi un vaincu de la vie? Si l'on veut vaincre les maux, d'ailleurs, il faut les connaître, il faut les étudier, il faut les soigner, il faut apprendre à les guérir; la science de la vie ne ferait aucun progrès sans la science des maux de la vie, qui elle-même suppose la compassion aboutissant à l'action. Nietzsche ajoute, avec Spencer, que la philanthropie si large qui est maintenant entrée dans nos mœurs est non seulement inutile, mais même nuisible à la société. Nous avons examiné jadis le problème dans cette *Revue* et dans un livre (*La science sociale contemporaine*) que Nietzsche, paraît-il, a couvert d'annotations marginales. Nous regrettons de ne pas connaître ses remarques et objections; mais elles devaient se ramener toutes au fameux: « Périssent les faibles et les ratés! » Reste toujours à savoir ce qu'on entend par les *faibles*. Nietzsche était physiquement un faible, — à supprimer! il devait même, par malheur, devenir

plus qu'un raté, un dément. Et cependant il est un exemple de l'utilité que peuvent avoir les faibles de corps et même les déséquilibrés d'esprit, qui ont parfois des facultés intellectuelles supérieures.

Nietzsche a bien mis en lumière les dangers du socialisme et il a réfuté admirablement les anarchistes, mais ne se réfute-t-il point du même coup? Après avoir posé lui-même le principe de tout anarchisme, a-t-il le droit d'en refuser la conséquence légitime : licence absolue? Comme les nihilistes et anarchistes, il a supprimé toute morale, tout « impératif » suprême, toute loi intérieure autre que la volonté même de puissance. — Oui, répondra-t-il, mais on ne supprime pas pour cela toute autorité, « toute tyrannie contre la nature et même contre la raison, si ce n'est que l'on veuille décréter soi-même, de par une autre *morale* quelconque, que toute espèce de tyrannie et de déraison sont interdites. » C'est donc au nom des seules lois naturelles de la vie que Nietzsche prétend condamner les réformateurs de la vie sociale. Selon lui, le socialiste ou l'anarchiste n'est que le porte-parole des couches sociales en décadence. « Lorsque l'anarchiste réclame, dans une belle indignation, le *droit*, la *justice*, les *droits égaux*, il se trouve sous la pression de sa propre inculture, qui ne sait pas comprendre pourquoi au fond il souffre, en quoi il est pauvre, c'est-à-dire en *vie*. Il y a en lui un instinct de causalité qui le pousse à raisonner : il faut que ce soit la faute à quelqu'un s'il se trouve mal à l'aise (1). » Ainsi, à en croire Nietzsche, c'est absolument la faute de l'ouvrier anarchiste ou socialiste s'il est dans une condition misérable qui l'excite à accuser la société et à réclamer des lois de répartition meilleure! Le pauvre n'est pauvre qu'en *vie*! A qui Nietzsche fera-t-il admettre un tel paradoxe? Lui qui se dresse en accusateur contre la société quand c'est au nom de son propre individualisme, comment trouve-t-il que tout est injuste dans les accusations des misérables contre la société actuelle?

Au fond, Nietzsche a beau dire, il est lui-même un anarchiste anti-libertaire, anti-égalitaire, un anarchiste pour qui, toute loi morale étant abolie, le mieux est qu'un bon tyran fasse la loi. Les anarchistes démocrates, après avoir renversé toute morale, s'imaginaient qu'ils n'allaient plus obéir, mais, avec Thrasymaque

(1) *Crépuscule des idoles*, § 34.

et Calliclès, l'aristocratique Nietzsche leur dit : — Mes amis, c'est plus que jamais le moment d'obéir; il y aura toujours des esclaves et il y aura toujours des maîtres, voilà la vraie loi de nature; si vous ne pouvez pas (ce que je crains) faire partie des maîtres qui commandent, résignez-vous donc à faire partie des esclaves qui obéissent.

On a justement donné le nom d'anarchie passive au système de Tolstoï : non-résistance au mal; le système de Nietzsche est l'anarchie active aboutissant au despotisme des « maîtres » et à l'asservissement des « esclaves. » Les anarchistes, « qui se prétendent libres penseurs » dit Nietzsche avec ironie, veulent rejeter la « soumission à des lois *arbitraires*; » ils ne voient pas que, pour n'être nullement morales, les lois et la contrainte n'en sont pas moins tout l'opposé d'arbitraires. « C'est, au contraire, un fait singulier que tout ce qu'il y a ou tout ce qu'il y avait sur terre de liberté, de finesse, de hardiesse, de légèreté, de sûreté magistrale, que ce soit dans la pensée, dans la façon de gouverner, dans la manière de dire ou de persuader, dans les arts comme dans les mœurs, ne s'est développé que grâce à la *tyrannie de ces lois arbitraires*; et sérieusement, il est très probable que c'est précisément cela qui est *nature* et *naturel*, — et nullement ce *laisser aller*! »

Nietzsche avait dit plus haut le contraire dans ses déclamations contre le christianisme, mais n'importe. En artiste qu'il est, il prend un exemple dans l'art; il examine comment on y arrive au *naturel*. Tout artiste, dit-il, sait que son naturel ou, si vous voulez, son état *naturel* se trouve bien loin du sentiment de *laisser aller*, de négligence et, pourrait-on dire, d'anarchie intellectuelle, « ce naturel qui consiste à *ordonner*, à *placer*, à *disposer*, à *former* librement, dans les momens d'*inspiration*; et c'est alors qu'il obéit sévèrement et avec finesse à des *lois* multiples, qui se refusent à toute réduction en *formule* par des *notions*, à cause de leur *dureté* et de leur *précision* mêmes (à côté d'elles, les *notions* les plus solides ont quelque chose de flottant, de multiple et d'équivoque). » Nous voilà bien loin de l'anarchie! Mais aussi, par cette idée de règles fondées sur la nature, de lois excluant l'arbitraire, ne revenons-nous pas à la morale? « Le principal au ciel et sur la terre, conclut Nietzsche comme un vulgaire moraliste, c'est d'*obéir* longtemps, et dans une même direction; il en résulte toujours à la longue quelque chose

pourquoi il vaut la peine de vivre sur terre, par exemple, « la vertu, l'art, la musique, la danse, la raison, l'esprit, quelque chose qui transfigure, quelque chose de raffiné, de bon et de divin. » La *vertu*! dit Nietzsche, cette vertu qu'ailleurs il a représentée comme une négation insensée de la nature! Il y voit maintenant la vraie nature ou, tout au moins, la meilleure nature. « Considérez toute morale sous cet aspect, c'est la *nature* en elle qui enseigne à haïr le *laissez aller*, la trop grande liberté, et qui plante le besoin d'horizons bornés et de tâches à la portée, qui enseigne le *rétrécissement* des perspectives, donc, en un certain sens, la bêtise, comme condition de vie et de croissance. » La bêtise, est-ce bien sûr? Nietzsche va encore lui-même rétorquer cette boutade. « Tu dois obéir à n'importe qui, et longtemps; autrement, tu iras à ta *ruine*, et tu perdras le dernier *respect de toi-même*; — cela me semble être l'impératif moral de la nature, qui n'est ni *catégorique*, contrairement aux exigences du vieux Kant (de là cet « autrement »), ni adressé à l'individu (qu'importe l'individu à la nature?) mais adressé à des peuples, des races, des époques, des castes, — avant tout à l'animal *homme* tout entier, à l'humanité. » Voilà la morale vengée des injures de Nietzsche par Nietzsche lui-même; tout à l'heure elle était contraire à la vie et à la nature; maintenant, elle est, non une « bêtise, » mais une sagesse selon la nature et essentielle à la vie; car vivre, Zarathoustra nous l'a dit, « c'est obéir et commander, » obéir d'abord pour pouvoir ensuite commander, non pas seulement aux autres, mais à soi-même.

Nietzsche finit par dire : « Tout naturalisme dans la morale, c'est-à-dire toute *saine* morale est dominée par l'instinct de vie; or, un commandement de la vie quelconque est rempli par un canon déterminé d'*ordres* et de *défenses*; une entrave ou une inimitié quelconque sur le domaine vital est ainsi écartée. La morale *anti-naturelle*, c'est-à-dire toute morale qui jusqu'à présent a été enseignée, vénérée et prêchée, se dirige, au contraire, précisément *contre* les instincts vitaux; elle est une condamnation tantôt secrète, tantôt bruyante et effrontée, de ces mêmes instincts... Le saint qui plaît à Dieu, c'est le castrat idéal. La vie prend fin là où commence le *royaume de Dieu* (1). » Nietzsche confond ainsi sophistiquement toute morale avec un ascétisme

(1) *Crépuscule des idoles : la morale en tant que manifestation contre la nature.*

ennemi de la nature et de la vie, qui défendrait de boire et de manger, d'avoir des enfans, d'aimer, de se réjouir, de vivre. Et il est alors facile d'anathématiser la morale comme négation de la vie. Mais lui-même, dans la même page, il a reconnu que tout commandement de la vie et de l'instinct vital est rempli par un canon déterminé d'ordres et de défenses; or, ces ordres et ces défenses sont une morale, celle de la vie; il y a donc toujours une morale! Il faut toujours déterminer le *summum* de la vie, c'est-à-dire, au fond, « l'*optimum* » de l'existence et du vouloir. Nous voilà revenus aux éternels problèmes moraux, que Nietzsche se flattait tout à l'heure d'avoir pour jamais anéantis.

De contradiction en contradiction, notre philosophe poursuit son chemin. Tantôt, en vue de la vie pleine et débordante, il veut que nous lâchions la bride à tous nos instincts, à toute la nature tropicale qui demande expansion; tantôt il veut que nous refrénions nos instincts. « Ces instincts, dit-il en effet (conformément à la plus antique sagesse) se contredisent, se gênent et se détruisent réciproquement. La raison de l'éducation exigerait que, sous une contrainte de fer, un de ces systèmes d'instincts au moins fût *paralysé*, pour permettre à un autre de manifester sa force, de devenir vigoureux, de devenir maître. Le contraire a lieu, la prétention à l'indépendance, au développement libre, au *laissez aller*, est soulevée avec le plus de chaleur précisément par ceux pour qui aucune bride ne serait assez sévère. » Ainsi parle Nietzsche dans le paragraphe du *Crépuscule des idoles* qu'il intitule, par ironie à l'égard d'un couplet de la *Marseillaise* : *Liberté, liberté pas chérie!* Cet autoritaire ne veut la liberté que pour lui-même et ses pareils, non pour les autres; liberté aux maîtres, esclavage aux esclaves. Ascétique pour le peuple, il est ennemi de toute entrave pour les aristocrates. Quel est donc le sceau que les maîtres portent au front, et comment empêcheront-ils les esclaves d'essayer, eux aussi, de se faire maîtres à leur tour?

Au socialisme et à l'anarchisme, Nietzsche oppose la sélection aristocratique des plus forts, qui finira par en faire les plus intelligens. Avec Flaubert, avec Renan, avec presque tous les romantiques, il admet qu'un peuple n'est qu'un détour pris par la nature pour produire une douzaine de grands hommes, y compris lui-même; et il pose en principe que : « L'humanité doit toujours travailler à mettre au monde des individus de génie; c'est là sa

mission, elle n'en a point d'autre. » Soit. Admettons-le, malgré la contradiction qu'il y a à dire que l'humanité est faite pour Renan, Flaubert et Nietzsche, alors que les grands hommes, à leur tour, n'ont de valeur que par les services qu'ils peuvent rendre à l'humanité en l'amenant à un niveau surhumain. Toujours est-il qu'une question se présente : comment vous y prendrez-vous pour faire surgir vos grands hommes? Nous aurons soin désormais, répond Nietzsche, de ne plus laisser au seul hasard le soin de produire l'individu de génie, le vrai maître, au milieu de la masse des médiocres et des esclaves; les hommes s'efforceront, en pleine connaissance de cause, de faire naître par la *sélection*, par une *éducation* appropriée, une race de héros. « Il est possible, affirme Nietzsche, d'obtenir, par d'heureuses inventions, des types de grands hommes tout autres et plus puissans que ceux qui, jusqu'à présent, ont été façonnés par des circonstances fortuites. La culture rationnelle de l'homme supérieur, c'est là une perspective pleine de promesses. » Ainsi serait substituée la sélection artificielle à la sélection naturelle, dont le jeu n'est pas assez sûr. Quant aux moyens de produire artificiellement des hommes dignes d'être les maîtres, Nietzsche les laisse dans l'indétermination, et pour cause!

Nous doutons qu'on puisse, par aucun artifice, procréer des héros comme on obtient des races de chevaux supérieures. Ni la sélection naturelle ni la sélection artificielle ne nous assurent donc que nous aurons les grands hommes destinés à devenir nos maîtres. Les eussions-nous, il faudrait toujours des signes pour reconnaître leur supériorité. Si on leur laisse à eux-mêmes le soin de s'imposer, rien ne nous dit que de faux grands hommes ne réussiront pas à être les plus forts ou les plus rusés. N'est-il donc pas plus simple de maintenir les règles de la justice commune et du droit commun, en laissant aux supériorités le pouvoir de naître et de se faire accepter *librement*? Mais non; Nietzsche veut de vrais « maîtres » et, du même coup, des « esclaves. » La production de toute aristocratie, dit-il, nécessite une armée d'esclaves. « L'esclavage est une des conditions essentielles d'une haute culture : c'est là, il faut bien le dire, une vérité qui ne laisse plus place à aucune illusion sur la valeur absolue de l'existence. C'est là le vautour qui ronge le foie du moderne Prométhée, du champion de la civilisation. La misère des hommes qui végètent péniblement doit être augmentée encore

pour permettre à un petit nombre de génies olympiens de produire les grandes œuvres d'art. » Le progrès de la culture n'a pas pour effet de soulager les humbles : les ouvriers du ^{xix}^e siècle ne sont pas plus heureux que les esclaves de l'époque de Périclès. Nietzsche reproduit ainsi, sans les critiquer, toutes les idées courantes depuis Schlegel, Hegel et Renan. Mais l'exemple même qu'il donne de nos ouvriers comparés aux esclaves antiques est la meilleure réfutation de sa thèse ; lisez, dans les auteurs grecs, la manière dont les Spartiates, dont les Athéniens eux-mêmes, dont les Romains traitaient leurs esclaves, et vous verrez ce que vaut le paradoxe qui soutient l'éternelle équivalence des conditions humaines ! Nietzsche prétendra-t-il aussi que les famines sont aujourd'hui aussi nombreuses et aussi meurtrières qu'au moyen âge ? Quoi qu'il en puisse dire, le servage fut un adoucissement de l'esclavage, le salariat fut un adoucissement du servage, et nous tendons aujourd'hui à la suppression du salariat lui-même au profit de la coopération et de l'association ; c'est dire que nous tendons à une plus grande justice parmi les hommes et à une plus grande égalité de droits, qui produira une plus grande égalité de jouissances. Un contemporain de Karl Marx aurait pu concevoir, sur ce sujet, des idées un peu moins arriérées que celles qui ont séduit Nietzsche.

Toujours, dit Nietzsche, il y aura subordination sociale des faibles aux forts, parce qu'il y aura toujours entre eux *diversité*, et qu'ils seront toujours autant de « volontés de puissance distinctes et irréductibles. » — Mais, peut-on répondre, la diversité n'est pas nécessairement et ne sera pas toujours l'hostilité ! Elle est même un moyen de répartir les biens et les trésors sociaux, d'empêcher que tous les hommes veuillent à la fois la même chose et se la disputent par la force. Nietzsche parle toujours comme si le seul point d'application possible de la puissance en expansion était « les autres hommes, » tandis qu'il est aussi « les choses » et avant tout « nous-mêmes. » Nous avons de quoi exercer notre puissance à l'intérieur de nous ; nous avons à lutter contre des penchans qui, quoi que Nietzsche prétende (sauf à dire ensuite le contraire), ont besoin d'être tantôt réfrénés, tantôt dirigés et ordonnés. Se vaincre soi-même, il y a longtemps qu'on y a vu, et Nietzsche y voit lui-même la plus belle des victoires. Que les nietzschéens se rassurent donc, les hommes peuvent être en paix les uns avec les autres, ils auront encore de

quoi « lutter, » soit avec la nature, soit avec eux-mêmes. La guerre intérieure de l'idée contre la passion se substitue de plus en plus à la guerre extérieure. Les partisans du conflit universel n'ont-ils pas là de quoi se satisfaire plus qu'à un choc de forces brutales ?

Nietzsche a beau transmuter toutes les valeurs et soutenir que, dans les rapports des hommes entre eux, il faut prendre « les penchans haine, envie, cupidité, esprit de domination pour des tendances essentielles à la vie, pour quelque chose qui, dans l'économie générale de la vie, doit exister profondément, essentiellement (1). » Il confond par là deux choses qu'on fait distinguer à tout élève de philosophie : les penchans naturels et les passions qui les poussent à l'outrance. — Qu'est-ce que l'indestructible et utile « ambition, » demandent les partisans de Nietzsche, sinon une forme de la volonté de puissance et de lutte ? — De la volonté de puissance, soit ; de lutte, il faut s'entendre. « L'ambition ne suppose-t-elle pas un obstacle à renverser, un adversaire à combattre ? » Un obstacle, oui ; un adversaire, pas toujours, ni nécessairement. L'ambition d'être un grand poète, un grand philosophe, un grand savant, ou simplement un homme juste et utile à tous, n'entraîne pas d'adversaires à anéantir.

L'évolution des sociétés, ajoutent les admirateurs de Nietzsche, — M. Simmel, M. Palante (2), — ne nous montre nullement une diminution d'égoïsme et d'antagonisme dans les rapports humains ; au contraire, la caractéristique de notre époque semble être une extrême « intensification » des égoïsmes collectifs, égoïsmes de races, de classes, de partis, de corporations, etc., qui sont des volontés collectives de puissance. « Qu'on médite l'exemple fourni par l'égoïsme anglais dans la guerre sud-africaine. Nous voyons que les égoïsmes de groupes n'ont jamais été plus armés qu'aujourd'hui. En admettant que les consciences individuelles se soient affinées au cours de l'évolution et soient devenues accessibles à des sentimens plus délicats et plus humains que ceux de l'humanité primitive, la conscience sociale reste aussi égoïste, aussi ambitieuse et cupide, à l'occasion, aussi tyrannique et oppressive que jamais (3). » Il est possible, répondrons-nous, que les égoïsmes collectifs s'intensifient à notre

(1) Nietzsche, *Par delà le bien et le mal*, § 23.

(2) *Précis de sociologie*, Paris, Alcan, 1901.

(3) M. G. Palante, *Précis de sociologie*, p. 123.

époque, et encore la chose est contestable. L'ancien égoïsme anglais à l'égard de l'Irlande fut-il moindre que l'égoïsme actuel à l'égard du Transvaal ! Les égoïsmes de classes, de partis, de corporations, n'aboutissent plus aussi souvent que jadis à la lutte armée. Si les États se battent encore entre eux, les provinces ne se battent plus. Il y a donc progrès.

Les nietzschéens répliquent que, si la solidarité augmente en effet dans chaque groupe, la rivalité et l'hostilité augmentent *pari passu* de groupe à groupe. — La rivalité, soit ; l'hostilité, pas toujours. Encore la rivalité n'a-t-elle lieu que pour les objets où il y a rencontre de prétentions *semblables*, et non pas différentes. Il est d'ailleurs juste de dire, avec Nietzsche et ses partisans, que l'état de rivalité entre les groupes est favorable à la liberté de l'individu : trouvant en face de lui plusieurs groupes en lutte, il peut trouver dans un de ces groupes « un recours contre l'autre. » Les influences de groupe étant souvent oppressives de l'individu, ce dernier a intérêt à voir les groupes entrer en conflit : il peut ainsi les dominer ou du moins leur échapper. « La vieille formule *Divide ut imperes*, pourrait être transformée en celle-ci : *Divide ut liber sis* (1). » Nous accordons volontiers que la multiplicité et la rivalité des divers cercles sociaux auxquels un individu peut appartenir est, pour l'individu même, un moyen d'affranchissement. L'ouvrier qui, jadis, était pris tout entier par sa corporation, n'avait pas la liberté de l'homme moderne, qui peut appartenir à vingt sociétés ou associations différentes sans être absorbé par aucune. Mais, si cette diversité et cet équilibre des forces est utile, faut-il en conclure, avec Nietzsche, que l'élément de lutte proprement dite, surtout de lutte plus ou moins violente, soit lui-même à jamais nécessaire ? Cet élément ne va-t-il pas en diminuant, de manière à remplacer l'hostilité par l'émulation, la guerre par le concours ? Loin d'être des « valeurs d'annihilation, » la justice et l'égalité des droits sont les vraies conditions de puissance et de progrès.

Nietzsche ne peut pardonner au christianisme, à la morale moderne, à la démocratie moderne, leur opposition à la lutte. La volonté d'union et de concorde, dit-il, qui consiste à « s'abstenir réciproquement de froissemens, de violences, d'exploitations, à coordonner sa volonté avec celle des autres, ne peut être

(1) G. Palante, *Précis de sociologie*, p. 124.

ni le principe fondamental de la société, ni sa vraie loi. Si on la change en principe, elle se montre aussitôt ce qu'elle est réellement : volonté de négation de la vie, principe de dissolution et de déclin (1). » La vie elle-même, répète Nietzsche, est « *essentiellement* appropriation, agression, assujettissement de ce qui est étranger et plus faible, oppression, dureté, imposition de ses propres formes, incorporation et, tout au moins, dans le cas le plus doux, exploitation. » Tout fait, accompli dans le monde organique, est intimement lié aux idées de *subjuguer*, de *dominer* (2). » Il en est de même dans le monde social. — On ne voit pas cependant, répondrons-nous, dans le règne organique, que la respiration soit une domination, que le mouvement spontané de l'enfant qui joue soit une domination. On ne voit pas non plus que la génération soit une exploitation. Nietzsche fait de la faim l'unique moteur et oublie l'autre face de la vie physique, la génération, l'amour. Voilà qui efface d'un trait de plume, outre une moitié de la vie physique, toute la vie intellectuelle (penser n'est pas détruire), toute la vie morale et sociale (s'imir à autrui n'est pas détruire).

Ainsi se révèle à nous l'erreur fondamentale du système de Nietzsche : je veux dire la conception exclusivement égoïste de la vie, non seulement de la vie physique, mais même de la vie intellectuelle et morale. Dans un de ces nombreux projets qui traversaient son cerveau en feu, Nietzsche voulait consacrer dix années de sa vie à étudier l'histoire naturelle pour corroborer son système moral et social. Que ne l'a-t-il fait ? Au bout de quelques mois seulement d'étude sérieuse, il aurait vu ce système tomber devant la réalité. Mais, pour la biologie comme pour la sociologie, il en est resté à la période de l'ignorance, de cette heureuse ignorance qui fait les sibylles, les devins, — et même les poètes.

ALFRED FOUILLÉE.

(1) *Par delà le bien et le mal*, trad. franc., p. 217.

(2) *Généalogie de la morale*, § 12.

POÉSIES

JEUNESSE

Pourtant tu t'en iras un jour de moi, Jeunesse,
Tu t'en iras, tenant l'Amour entre les bras,
Je souffrirai, je pleurerai, tu t'en iras,
Jusqu'à ce que plus rien de toi ne m'apparaisse.

La bouche pleine d'ombre et les yeux pleins de cris,
Je te rappellerai d'une clameur si forte
Que, pour ne plus m'entendre appeler de la sorte,
La Mort entre ses mains prendra mon cœur meurtri.

Pauvre Amour, triste et beau, serait-ce bien possible
Que, vous ayant aimé d'un si profond souci,
On pût encor marcher sur le chemin durci
Où l'ombre de vos pieds ne sera plus visible?

— Revoir sans vous l'éveil douloureux du printemps,
Les dimanches de mars, l'orgue de Barbarie,
La foule heureuse, l'air doré, le jour qui crie,
La musique d'ardeur que Yseut dit à Tristan.

Sans vous, connaître encor le bruit sourd des voyages,
Le sifflement des trains, leur hâte et leur arrêt,
Comme au temps juvénile, abondant et secret,
Où dans vos yeux clignés riaient des paysages.

Amour, loin de vos jeux revoir le bord des eaux
Où trempent, azurés et blancs, des quais de pierre
Pareils à ceux qu'un jour dans l'Hellas printanière
Parcoururent Léandre et la belle Héro,

Voir sans vous, sous la lune assise au haut du cèdre,
La volupté des nuits laiteuses d'Orient,
Et souffrir, le passé au cœur se réveillant,
Les étourdissemens d'Hermione et de Phèdre :

Toujours privé de vous, feuilleter par hasard,
Tandis que l'âcre Été répand son chaud malaise,
Ce livre où noblement la Cassandre française
Couche au linceul de gloire et sourit à Ronsard,

Et quand l'automne roux effeuille les charmes
Où s'asseyait le soir l'amante de Rousseau,
Être une vieille, avec sa laine et son fuseau,
Qui s'irrite et qui jette un sort aux jeunes filles...

— Ah ! Jeunesse, qu'un jour vous ne soyez plus là,
Vous, vos rêves, vos pleurs, vos rires et vos roses,
Les Plaisirs et l'Amour vous tenant, — quelle chose,
Pour ceux qui n'ont vraiment désiré que cela...

PLUIE EN ÉTÉ

O soir lavé de pluie et balayé de vent,
O soir et lune !
Une heure se retire et l'autre va devant,
Belle chacune ;

L'air frais semble allégé de toutes les fadeurs,
De ces détresses
Qui dans le soir d'été montent de tant de cœurs
Qu'un cœur oppresse ;

Ces rêves, ces soupirs, dans l'air sentimental
Des crépuscules,
Comme ils s'étirent, comme ils touchent et font mal,
Comme ils circulent!

Mais la belle nuée a dans l'ombre laissé
Couler son onde
Sur la tiédeur du soir, de trop d'amour blessé.
O paix profonde,

Quel calme! le silence et la bonne fraîcheur...
L'arbre s'égoutte;
Nul bruit dans les maisons, closes comme des fleurs,
Rien sur la route;

— Et dans l'air trempé d'eau où plus rien n'est assis
De l'âme humaine,
Il se lève une odeur de lierre et de persil
Qui se promène...

LES CAMPAGNES

Des champs de blé trop lourd, des champs de sainfoin rose,
La betterave aussi et les choux vifs sont là,
Le bourg, le cimetière où le corps se repose,
Et la colline bleue au bout de tout cela...

— Ah! les êtres humains dans l'air et la brûlure,
Battus par l'âpre pluie, et du vent essuyés,
Qui dans la terre sèche ou sa molle mouillure
Vont chaque jour, traînant leurs âmes et leurs pieds.

O donneuse de pain, de vin, de fruits, de paille,
Terre où l'homme est courbé des mains et des genoux,
Cœur des plaines, ouvert d'une innombrable entaille,
Lamentable infini des champs verts, des champs roux,

Route longue qui suit des fossés et des ronces,
Petite église avec quelques maisons autour,
Chemins lourds et creusés où la charrette enfonce,
Cloche qui sonne un peu pour la mort ou l'amour.

O pauvreté profonde et chaste des campagnes,
Fatigue des corps las qui se couchent le soir,
Silence de la vie aride qu'accompagnent
Le sifflement des faux et le bruit des pressoirs...

— Mon âme, voyez-les, ces marins de la terre,
Dans la houle des blés soulevés, ce matin,
Et que votre bonté aille vers ce mystère,
Vous qui ne connaissez des champs que les jardins.

LA CHANSON DE DAPHNIS

Je ne sais plus si l'air est tendre, si le jour
Est joyeux, le sel vif, la cannelle odorante,
Mon âme en toute chose est désormais errante
Sauf en la certitude heureuse de l'amour.

— Quand, pour prendre un citron, tu courbes une branche
Et te hausses un peu aux pierres du chemin,
Je ne vois le fruit d'or que si je vois ta main,
Et la couleur du jour que par ta jambe blanche.

Je sais que rien n'existe où ne sont pas mêlés
Ton désir et le mien asservis et farouches,
Et je n'ai soif de l'eau que si tu mets ta bouche
Au bord du beau ruisseau plein de cailloux roulés.

Je ne crois pas au temps, au soleil, aux orages,
Je ne crois qu'à l'amour triste et doux seulement.
— C'est le jour quand tu ris, et la nuit quand tu mens,
Et l'infini s'épuise au lac des deux visages
Quand mon tourment avide aspire ton tourment...

LE RÉPIT

O rude et consolant hiver, hiver de neige,
Hiver sans volupté, sans chant et sans odeur,
O saison sans semaille et sans ferment, protège
L'appesantissement étroit et las du cœur.

Que tes mains sans moiteur étreignent bien les têtes
Que les trop doux Juillets penchèrent de désirs;
Clos les robes de lin que ses jeux ont défaites
Et donne aux prompts élans d'amollissans loisirs.

— Qu'ayant oublié l'air, les routes et l'espace,
Auprès du feu qui fait un bruit mouvant et bas,
On prenne du plaisir à boire dans la tasse,
A lire dans le livre, à ne se chérir pas...

Qu'on ait des soins du jour son ardeur occupée,
Qu'on soit plein de torpeur et de menu vouloir,
Qu'on quitte sans regret les heures échappées,
Qu'on écoute sans peur la musique, le soir.

— Mais tandis que sera si prudente la vie
J'entendrai s'apprêter dans les jardins du Temps
Les flèches de soleil, de désir et d'envie
Dont l'été blessera mon cœur tendre et flottant.

LES REGRETS

Allez, je veux rester seule avec les tombeaux;
— Les morts sont sous la terre, et le matin est beau,
L'air a l'odeur de l'eau, de l'herbe, du feuillage,
Les morts sont dans la mort pour le reste de l'âge...
Un jour mon corps dansant sera semblable à eux,
J'aurai l'air de leur front, le vide de leurs yeux,
J'accomplirai cet acte unique et solitaire,
Moi qui n'ai pas joué seule, aux jours de la terre.

— Tout ce qui doit mourir, tout ce qui doit cesser,
La bouche, le regard, le désir, le baiser...

Être la chose d'ombre et l'être de silence

Tandis que le printemps vert et vermeil s'élance

Et monte trempé d'or, de sève et de moiteur.

Avoir eu comme moi le cœur si doux, le cœur

Plein de plaisir, d'espoir, de rêve et de mollesse

Et ne plus s'attendrir de ce que l'aube naisse;

Être au fond du repos l'éternité du temps;

— D'autres seront alors vivans, joyeux, contens.

Des hommes marcheront auprès des jeunes filles,

Ils verront des labours, des moissons, des faucilles,

La couleur délicate et changeante des mois.

Moi, je ne verrai plus, je serai morte, moi,

Je ne saurai plus rien de la douceur de vivre...

— Mais ceux-là qui liront les pages de mon livre

Sachant ce que mon âme et mes yeux ont été,

Vers mon ombre riante et pleine de clarté

Viendront, le cœur blessé de langueur et d'envie,

Car ma cendre sera plus chaude que leur vie.

C^{STE} MATHIEU DE NOAILLES.

REVUE LITTÉRAIRE

LE ROMAN COLLECTIF

Aux époques où la sève abonde dans les littératures toutes neuves, il faut de vastes compositions pour satisfaire le besoin d'imaginer qu'ont les auteurs et la curiosité d'un public qui n'est pas encore blasé. Les Grecs, spectateurs de tragédies, n'avaient pas leur compte à moins qu'on ne leur donnât trois pièces, voire quatre se faisant suite; les épiques anciens embrassaient tout un cycle d'aventures et nos faiseurs de chansons de gestes, ayant chanté les héros, accompagnaient encore les fils de ces glorieux pères dans leur carrière merveilleuse; les vieux peintres déroulaient dans leurs fresques toute une légende pieuse, toute la vie d'un saint. Faut-il croire que nous revenons à ces temps d'abondance facile et d'heureuse fécondité? C'est aux romanciers d'aujourd'hui que nous devrions ce retour aux pratiques d'autrefois. Très différens de tels conteurs d'hier, qui se déclaraient incapables de remplir sans longueurs les dix pages d'une nouvelle, ils se trouvent à l'étroit dans le cadre d'un seul volume, et leurs récits, qui se déroulent à travers beaucoup de temps, exigent beaucoup d'espace. Tandis que M. Paul Adam range sous ce titre général *Le temps et la vie* (1) une série de romans destinés à nous faire suivre les étapes successives de la vie française au cours du XIX^e siècle et que MM. Paul et Victor Margueritte donnent à leurs récits de l'année terrible l'appellation pareillement cyclique de *Une époque* (2),

(1) M. Paul Adam : *Le Temps et la Vie*. — *La Force, l'Enfant d'Austerlitz*, 2 volumes (Ollendorff).

(2) MM. Paul et Victor Margueritte : *Une époque*. — *Le Désastre, Les Tronçons du Glaive, Les Braves Gens*, 3 vol. in-12 (Plon).

M. Maurice Barrès qualifie de *Roman de l'énergie nationale* (1) l'espèce de trilogie qu'il vient d'achever. Il est curieux que simultanément plusieurs de nos romanciers les plus en renom aient conçu et réalisé, chacun de son côté et à sa manière, une même entreprise.

C'est signe d'abord que les écrivains d'aujourd'hui n'ont pas tous renoncé aux « longs espoirs » et aux « vastes pensers. » Ceux du moins que nous venons de citer ont éprouvé le besoin de réagir contre nos fâcheuses habitudes d'éparpillement de la pensée, de labeur hâtif et superficiel. Ils ont voulu, dans la maturité de leur talent, tenter une œuvre de trame continue, s'y enfermer, vivre avec elle, afin d'arriver à cet effet de puissance qui ne s'obtient pas sans un effort de patience : on ne saurait trop les en louer. C'est preuve ensuite qu'un filon nouveau s'ouvre pour le roman. Certes, on s'était avisé, même de nos jours, d'écrire des romans en plusieurs volumes, d'en composer des séries qui s'enchaînent, et aussi de découper notre histoire en chapitres et en livres. Mais c'est d'autre chose qu'il s'agit. A toutes les variétés déjà connues du roman, il faut désormais ajouter une espèce nouvelle, voisine du roman historique, mais qui ne se confond pas avec lui : c'est le roman d'histoire et de psychologie collectives, ou, pour parler plus court, le « roman collectif. » L'auteur des *Lettres de Dupuis et Cotonet* voulant définir le genre intime, avouait n'avoir jamais pu découvrir ce que c'était. « Les romans intimes sont tout comme les autres ; ils ont deux volumes in-octavo, beaucoup de blanc ; ils ont une couverture jaune, et ils coûtent quinze francs. » Les romans collectifs coûtent trois francs cinquante par volume, ils sont imprimés en texte compact et en caractères illisibles ; ce n'est pas par là qu'ils se distinguent des autres. Mais certains traits qui leur sont essentiels les en différencient et par exemple en feraient justement le contraire du genre intime.

On sait quelle a été la fortune du roman dans le siècle qui vient de s'écouler : on n'imagine guère production plus abondante, plus brillante, plus variée et plus riche. Peut-être serions-nous tentés de dire qu'après cent ans de fécondité, un genre est exposé à subir un moment de crise même passagère, même légère. Mais les romanciers ne nous le pardonneraient pas ; et je sais trop ce qu'il m'en a coûté pour m'être hasardé un jour à parler d'une possible « usure » du roman. Quelle levée de boucliers ! On réserve aux poètes la réputation d'être irritables ; c'est faire tort aux prosateurs. N'admettons donc ni que le

(1) M. Maurice Barrès : *Le roman de l'énergie nationale. — Les Déracinés, L'Appel au soldat, Leurs figures.*

roman puisse s'user ni qu'un romancier puisse se fatiguer. Mais on nous permettra de noter sans aucune espèce d'intentions méchantes qu'entre les diverses formes auxquelles se prête le roman, il en est pour lesquelles, après un certain temps, le public montre moins de goût. Hàtons-nous encore d'ajouter que, même dans une forme moins en vogue qu'une autre, il y a place pour des chefs-d'œuvre et que le génie individuel des conteurs est au-dessus des revirements de la mode. Ces sûretés prises, rien ne nous empêchera plus de faire librement l'énumération des courans qui en ce dernier demi-siècle ont semblé l'emporter tour à tour dans la littérature, au chapitre des romans.

Le roman romanesque et sentimental, à la manière de George Sand et d'Octave Feuillet, est le premier qui ait eu à souffrir des tendances qui ont alors dominé. C'est contre lui que l'école réaliste a dirigé tout son effort; il a été le pelé, le galeux, sur lequel on n'a cessé de crier haro! Bel exemple de l'exclusivisme des écoles! Du coup, toute une catégorie de lecteurs, les femmes et les jeunes gens, c'est-à-dire la clientèle la plus importante des romanciers, s'est trouvée privée du genre de plaisir qu'elle avait coutume d'aller chercher dans le roman. Pendant plus de vingt années, le roman d'observation a lui seul accaparé toute la place : les Goncourt, Daudet, Maupassant, M. Zola se sont uniquement souciés de nous donner une image telle quelle de la société contemporaine. Comment ils ont compris leur œuvre et comment ils y ont réussi, nous n'avons pas ici à le rechercher. Toutefois, curieux qu'ils étaient de toutes les formes de la vie, il en est une qu'ils avaient totalement oubliée : c'est la vie de l'esprit. Le roman de psychologie vint à son heure pour combler cette lacune. A côté de ces genres principaux, des espèces plus frêles trouvaient encore à vivre. De M. Halévy à Gyp et à M. Lavedan, des écrivains ingénieux paraient de fantaisie et de gaminerie le roman parisien. Et dans le temps où l'ironie s'insinuait partout, elle égaya les romans de M. Anatole France et de M. Barrès. Mais romans de mœurs ou de psychologie, de parisianisme ou d'ironie, ils avaient tous un caractère en commun : c'est qu'ils s'enfermaient dans le cercle, souvent fort étroit, de la vie contemporaine; tous les regards se concentraient sur la seule actualité; on n'apercevait rien au delà; il semblait que le monde fût né d'hier. Ajoutez que le théâtre, depuis l'échec du genre historique, se bornait, lui aussi, à l'étude des types contemporains et des questions actuelles. Enfin l'histoire, à laquelle on avait dû pendant la première moitié du siècle une si prestigieuse résurrection des

époques disparues, sortait presque entièrement de la littérature pour rentrer dans l'érudition. Les maîtres qu'on y rencontrait encore, tels que Taine, Renan, Fustel de Coulanges, faisaient œuvre de penseurs plutôt que de peintres. C'est dire que pendant une longue période, une faculté est restée sans emploi : l'imagination. Une des fonctions essentielles de la littérature a été délaissée : l'évocation pittoresque du passé.

En littérature comme ailleurs la loi est celle de l'équilibre : aussi était-il inévitable qu'il se produisit une rentrée en scène de l'imagination. Cela explique que, depuis quelque temps, le goût se soit si furieusement déclaré pour tout ce qui nous remet sous les yeux les aspects du passé. Le mouvement a commencé par la publication des « Mémoires » relatifs à l'Empire. Les Mémoires de Marbot ont eu plus de lectrices et ont défrayé plus de conversations de salon que les plus mondains des romans d'amour. L'impulsion était donnée : à la manie de la modernité a succédé la passion du rétrospectif. L'histoire est redevenue narrative et pittoresque, soit que M. Houssaye nous fit suivre, étapes par étapes, les dernières campagnes de Napoléon, heure par heure sa dernière bataille, ou que M. Albert Vandal nous présentât le tableau de la France du Directoire. L'anecdote, le détail intime, tout ce qui nous permettait de reconstituer dans son cadre exact la vie d'autrefois, était assuré de trouver notre curiosité en éveil : les études de M. Frédéric Masson sur la famille impériale, celles de M. Lenôtre sur le Paris révolutionnaire, celles de M. de Nolhac sur Marie-Antoinette, celles de M. Frantz Fünck-Brentano sur l'affaire du Collier, répondaient au même besoin. Et nos lecteurs nous rappelleraient, si nous oublions de les mentionner, les pages si brillantes et si vivantes que M^{me} Arvède Barine consacrait ici même à la *Jeunesse de la Grande Mademoiselle*. Cet impérieux désir de s'échapper hors de l'époque présente est aussi bien la première cause du prodigieux accueil fait à des œuvres telles que *Cyrano de Bergerac* et *Quo vadis* qui, en d'autres temps, n'auraient eu probablement que le succès auquel leurs mérites leur donnaient droit. Le roman français devait à son tour subir l'influence générale : l'histoire allait en reprendre possession et, puisque d'ailleurs elle n'y était pas une nouvelle venue, s'y retrouver chez elle.

A ce goût renaissant pour l'histoire s'est ajoutée récemment une autre influence, due à la transformation des études psychologiques. On comprend sans peine que psychologie et roman doivent se modifier de façon parallèle. La psychologie était jusqu'à ces derniers temps restée individuelle ; elle s'était seulement, vers le milieu du siècle,

aidée de la physiologie, ou plutôt elle s'y était asservie; et cela explique que le roman, dans l'école naturaliste, se soit fait si souvent pathologique et médical. A l'heure actuelle, une science nouvelle est en train de se constituer, qui poursuit, non plus dans l'individu mais dans la collectivité, l'étude des phénomènes de l'esprit. A défaut de résultats très précis, difficiles à obtenir dans des matières si complexes et dans des recherches si neuves, elle est parvenue déjà à fixer quelques points qu'on peut considérer comme acquis. Elle a tout au moins défini son objet. Un groupe, — foule ou public, assemblée ou corps constitué, province ou nation, — a une âme qui n'est pas la somme de toutes les âmes qui la composent, mais qui en est plutôt la résultante. Cette âme a ses vertus, et ses défauts, ses générosités et ses cruautés; elle a ses momens d'élan sublime et d'enthousiasme, comme ses périodes de lassitude, de malaise et de folie. Elle a ses lois de formation et de développement, étant déterminée elle aussi par le moment et par le milieu. Elle subit la double pression des influences ambiantes et des influences antérieures. L'hérédité, notion si obscure, si incertaine quand il s'agit des individus, s'appelle la tradition quand il s'agit des peuples et constitue une des forces qu'il est le plus chimérique et le plus dangereux de méconnaître. Dans un même pays, dans une même province, dans une même classe sociale, se manifestent des façons de sentir et de penser, qui non seulement sont communes à tous ceux qui en font partie, mais qui résultent de ce qu'ils sentent et pensent en commun. Dans une même époque s'établissent des courans d'idées, des courans de sensibilité. Comme les âmes individuelles ont concouru à former cette âme universelle, à leur tour, elles sont modifiées par elle, en reçoivent l'empreinte ou réagissent contre elle. Il y a ainsi une psychologie de la France révolutionnaire, impériale, monarchique, républicaine. La France est une personne, qui a son génie, sa sensibilité, ses façons d'agir et qu'on peut donc mettre en scène comme un personnage de drame, décrire et analyser comme un personnage du roman. Il y a une psychologie de l'Armée, il y en a une du Parlement. Certains phénomènes ne s'expliquent dans ces groupes que par l'échange et par le contact, et deviennent l'objet même d'un roman qui envisage la collectivité. Ainsi, retour à l'histoire pittoresque, progrès de la psychologie collective, tel est le double mouvement d'où est sorti le roman collectif.

Les deux livres déjà parus de M. Paul Adam, *la Force*, *l'Enfant d'Austerlitz*, nous en offrent un premier spécimen. La France a été en 1792 exaltée par le devoir patriotique de la défense du sol envahi,

enivrée ensuite par ce rêve de gloire dont l'Empereur avait enchanté les imaginations. Ce sont ces deux périodes de la vie française que M. Paul Adam retraçait dans *la Force* : évocation souvent puissante de vie tumultueuse, de frénésie dans l'action et dans la jouissance. Le colonel Bernard Héricourt est tué devant Presbourg ; son fils, Omer, né un lendemain de victoire, est celui qu'on appelle « l'Enfant d'Austerlitz : » sur quels spectacles se promèneront ses yeux, quelles leçons l'âme de l'adolescent recevra-t-elle des hommes et des choses ? L'épopée impériale s'achève dans la déroute et se dénoue par l'invasion. L'ancienne société rentre en France, y ramène ses préjugés, y installe ses rancunes. Les survivans de la grande équipée y sont réduits au rôle de conspirateurs, pêle-mêle avec les jacobins impénitens et les fanatiques de l'idée humanitaire. En face de la Congrégation, dont tout le monde parle et qu'on feint de redouter, grandit dans le secret la Franc-Maçonnerie. Omer, qui trouve dans son entourage bariolé et dans sa nombreuse famille des représentans de toutes les tendances, est tiraillé en tous sens et s'oriente mal à travers ces influences contradictoires. On l'a mis dans un collège de jésuites, et l'éducation qu'il y reçoit ne fait pas de lui un croyant, mais détruit en son âme les ardeurs belliqueuses. Il songe à prendre l'état ecclésiastique ; l'ambition qui jadis poussait les hommes à l'aventure sur les champs de bataille, il imagine qu'il pourra la contenter par des intrigues de diplomatie cléricale. Une ombre s'étend sur la France endolorie : les espérances avortent, l'élan se brise, les voix s'assourdissent, les caractères s'amollissent ; le fils du conquérant est un adolescent débile, l'enfant de la victoire est un vaincu.

Il s'en faut que le nouveau livre de M. Paul Adam soit aussi bien venu que le précédent. On y retrouve par endroits les qualités d'évocation pittoresque qui sont celles de cet auteur de grand talent : plusieurs scènes, un épisode de la retraite de Russie, la soudaine apparition des Cosaques, le retour de Louis XVIII, l'exécution des sergens de La Rochelle sont d'un saisissant relief. Le décor, le costume sont indiqués par des détails curieux. Mais l'ensemble ne prend pas vie, reste hésitant et confus. Que de longueurs ! Que de développemens inutiles ! Il y a trop de puérilités, même pour l'histoire d'un enfant. Omer prenant conscience de sa personnalité en mangeant du bœuf ou du biscuit, Omer se connaissant une âme de maître parce qu'il fouaille un âne qu'on lui a donné pour ses étrennes, Omer prenant le goût de la feinte parce qu'il s'est maintenu à cheval contre les règles de l'équitation, quelles inventions compliquées et bizarres ! Il y a trop

d'épisodes sensuels, surtout pour l'histoire d'un enfant. Et, en dépit de quelques trouvailles heureuses, combien ce style chargé, contourné, tourmenté est pénible et reste obscur! Que de redites! Quelle fatigue pour le lecteur à la recherche d'une idée qu'il ne voit pas se dégager de cet entassement de matériaux! Ce qui manque surtout à M. Paul Adam, et qui cette fois était une nécessité même du sujet, c'est la pénétration et la subtilité psychologiques. Habile à broser un tableau avec une sorte de fougue et d'emportement, il sait mal se débrouiller à travers les complexités de la vie morale. La lecture de cette œuvre touffue, compacte, énorme, vous laisse fourbu et déçu.

Au surplus dans un roman tel que *l'Enfant d'Austerlitz* la vie collective n'apparaît qu'à intervalles; ce livre est de tous ceux que nous analysons ici celui qui se rapproche le plus de l'ancien type du roman historique: nous y suivons la série d'influences diverses qui venues de tous les coins d'une époque aboutissent à former le caractère d'un individu. Certes c'est à l'âme française que nous nous intéressons plus qu'à celle d'Omer Héricourt; et c'est moins à ce jeune homme lui-même qu'à la société où il est engagé. Mais nous ne voyons pas clairement ce qui fait la vie en commun de cette société. La faute est ici non pas à l'auteur mais aussi à l'époque où se place son récit pendant les premières années de la Restauration. En effet c'est dans les heures critiques que se manifeste l'âme collective. En dehors des momens de convulsion et de bouleversement, le lien social est peu apparent; même il arrive qu'il se relâche, que nous perdions conscience de ce qui nous unit et que chacun de nous retourne aux suggestions de son individualisme. Mais que la menace d'un danger se lève à l'horizon, alors la communauté des intérêts refait celle des sentimens. Les raisons que nous avons de nous rapprocher et qui viennent du plus profond de nous-mêmes, du plus lointain de notre histoire, prévalent sur les malentendus passagers et superficiels. Les âmes recommencent de communier. C'est ce qu'ont bien compris MM. Paul et Victor Margueritte. Quand la frontière est envahie, quand chaque jour se marque par un progrès de l'armée ennemie, quand la question est de savoir ce que sera la destinée d'un peuple entier, il est clair que tout s'efface de ce qui faisait la vie de chacun de nous distincte de celle de ses voisins: toutes les différences se perdent, tout se mêle et tout se noie dans l'angoisse générale. Mêmes émotions, mêmes craintes, tous les regards fixés sur les mêmes points, toutes les curiosités haletantes dans l'attente de la réponse aux mêmes questions; de tout cela une seule âme se dégage. La nation tout entière

n'est plus qu'un grand cœur vibrant. C'est elle qui vit et nous ne faisons qu'avoir part à sa vie. Les individus, quels que puissent être d'ailleurs leurs mérites, leurs fautes et peut-être leur action ne sont plus qu'à l'arrière-plan. La scène appartient à l'être collectif, à la France qui se défend, qui lutte, qui souffre, qui s'affôle, qui succombe, ou qui se relève.

Aussi les livres de MM. Margueritte sont-ils des spécimens très représentatifs du roman collectif. Nos lecteurs ont trop présent à l'esprit le souvenir de ces beaux récits, *le Désastre*, — *les Tronçons du Glaive*, pour qu'il soit besoin de les leur rappeler; et il y aurait quelque indiscretion à en faire ici l'éloge. J'insiste seulement sur le rôle qu'on y a donné aux foules. Ce sont elles qui agissent et c'est sur elles que se concentre l'attention. Si, dans *le Désastre*, le récit était presque uniquement militaire, dans *les Tronçons du Glaive*, les auteurs nous mènent tour à tour à l'armée et dans la rue, sur le champ de bataille et dans les assemblées envahies par le peuple; les scènes de la vie politique alternent avec les scènes de la vie militaire. La foule est d'abord un grand enfant, crédule, curieux, badaud, naïf; être impulsif de sentiment et d'instinct, elle subit toutes les impressions l'une après l'autre et appartient tout entière à chacune, toujours prête à se renier elle-même, à renverser ce qu'elle vient d'édifier, à honnir celui qu'elle vient d'acclamer, agissant au hasard et dans l'aveuglement, [sans] savoir jamais ni ce qu'elle fait, ni pourquoi elle le fait. A Tours, à Paris, c'est ainsi qu'elle passe sans transition et surtout sans raison des illusions les plus candides aux désespoirs les plus furieux, renverse les gouvernemens, en improvise d'autres, vivant au jour le jour. La foule est folle et elle peut devenir criminelle: dans leur prochain roman, consacré à la Commune, MM. Margueritte auront une belle occasion de nous le montrer. Et enfin il y a des foules héroïques. Ce qui restera sans doute à l'honneur de MM. Margueritte, et qui est en singulière convenance avec le nom qu'ils portent, c'est qu'ils ont su, mieux qu'on ne l'avait encore fait avant eux, nous donner l'impression de cet héroïsme en commun. Nulle part la solidarité n'est si complète que dans une armée en campagne, parce qu'elle est faite ici moins encore par l'existence en commun que par la communauté du danger qui menace l'existence de chacun. Plus efficace en ce sens que les épreuves, les fatigues, les souffrances subies ensemble est l'égalité dans le sacrifice, l'identité devant la mort. Ces armées de la France malheureuse, ballottées au gré d'un commandement incertain, réservées aux plus atroces défaites, MM. Margueritte ont su nous les faire

aimer et respecter. Ils en ont aperçu et montré la grandeur, ils ont vu couvrir en elles la flamme qui, à de certaines heures, allait éclairer de lueurs magnifiques le champ de bataille et du sein de la déroute faire jaillir la gloire. Non contents de nous faire entendre le fracas des armes, de faire passer en nous le frisson de la mêlée, ils évoquent ce que Corneille appelle l'âme du combat. On aime à trouver justement sous leur plume le récit de cette charge de la division Margueritte qui arrachait au vainqueur ce cri : « Les braves gens ! »

C'est un cauchemar que de tels livres nous font revivre ; on les lit le cœur serré, lecture qui fait souffrir et dont on ne peut se détacher. Cette souffrance est bonne. La pire maladie dont un peuple puisse être atteint, est celle de l'oubli. Il faut donc applaudir à l'effort des écrivains qui se donnent pour mission de nous remettre sous les yeux les instans décisifs de notre vie collective. Aujourd'hui, après qu'un espace de temps déjà long nous a permis de retrouver le sang-froid et de cicatriser nos plaies, il semble que nous éprouvions le besoin de nous reporter vers des événemens qui exercent sur nos âmes une attirance douloureuse. C'est un intérêt de ce genre qui s'attachait au récit poignant de M. René Bazin : *les Oberlé*. Il se fait chez nous une « littérature du souvenir. » Par là se découvre l'utilité du roman collectif, et ce qui lui prête une réelle valeur morale. Puisque c'est par son histoire qu'une nation est constituée, il est bon qu'elle reprenne conscience des heures vécues en commun, de celles où ce qui fait son unité lui est apparu sous la forme la plus aiguë, avec une exceptionnelle intensité.

Les romans que nous avons jusqu'ici étudiés nous reportaient dans le passé. Les auteurs avaient dû dégager des documens écrits la vision des événemens qu'ils y content et la susciter en eux avant de nous la présenter. Avec M. Barrès, nous reprenons pied dans l'époque contemporaine. Son *Roman de l'Énergie nationale* est une adaptation, non plus de l'histoire, mais des Mémoires au roman. L'écrivain a été témoin de beaucoup des faits qu'il retrace ; parfois même il y a été acteur. Il a coudoyé plusieurs des personnages qu'il met en scène. Il travaille directement sur la réalité. Son œuvre est achevée aujourd'hui, et vue d'ensemble elle apparaît avec une véritable unité. Une même idée circule à travers ces trois volumes, et, si peut-être elle ne suffit pas à en justifier tous les épisodes, elle nous permet du moins de suivre le dessein de l'auteur et de voir comment celui-ci s'achemine logiquement à sa conclusion. Cette idée est l'une de celles qu'avait le plus fortement mises en valeur l'historien des *Origines de*

la France contemporaine; aussi, par une juste reconnaissance de sa dette, M. Barrès a-t-il voulu que Taine figurât de sa personne dans son premier livre et que son nom revint si souvent dans les deux autres. L'erreur initiale des révolutionnaires, qu'ils avaient héritée des philosophes et des encyclopédistes, a été de méconnaître la formation historique de notre pays. Ils ont fait table rase du passé, ils ont artificiellement supprimé les réalités que représentait notre tradition; ils ont légiféré dans l'abstrait. Au contraire, un peuple est dépendant de son histoire; il ne saurait, sans compromettre son existence même, se jeter violemment en dehors des voies traditionnelles; pour lui-même, comme pour chacun des individus qui le composent, cette solidarité avec toutes les générations qui se sont succédé sur le même sol est la principale source d'énergie; c'est dans les profondeurs de ce sol que ses racines vont puiser la sève dont il a besoin pour vivre. Cette idée est celle sur laquelle M. Barrès revient sans cesse, qui lui a inspiré ses meilleurs chapitres et qu'il a trouvé moyen d'illustrer et de rendre sensible par des symboles d'une invention très ingénieuse. Dans l'*Appel au Soldat*, le chapitre le plus remarquable est celui où il imagine que deux de ses personnages, Sturel et Saint-Phlin, recherchent leurs racines nationales en parcourant la vallée de la Moselle. « Ils s'occupaient à replacer mentalement les individus et les choses dans le milieu historique auquel ils survivent. La motte de terre elle-même qui paraît sans âme est pleine de passé, et son témoignage ébranle, si nous avons le sens de l'histoire, les cordes de l'imagination. » Dans *Leurs Figures*, la lettre de Saint-Phlin sur une « nourriture » lorraine souligne ce passage : « La plante humaine ne pousse vigoureuse et féconde qu'autant qu'elle demeure soumise aux conditions qui formèrent et maintinrent son espèce durant des siècles. » Telle est l'idée dont M. Barrès, dès son premier volume, poursuivait la vérification en nous faisant assister aux aventures parisiennes de sept jeunes Lorrains déplantés de la terre natale, et, comme il dit, « déracinés; » l'expression a fait fortune parce qu'elle est juste autant que saisissante. Le jacobin était représenté par Bouteiller, le philosophe, dont nous admirions alors la belle prestance et l'éloquence autoritaire, dont les défaillances et la confusion vont tout à l'heure nous édifier sur la valeur du personnage.

C'est bien un cas de psychologie de l'âme populaire qui fait le sujet de l'*Appel au soldat*. Comment s'explique, ou du moins dans quelles conditions se produit ce phénomène de la popularité que si souvent on chercherait vainement à expliquer par les mérites vrais de

celui qui en bénéficie ? Comment un homme, qui peut d'ailleurs être un médiocre, devient-il l'idole d'une foule ? Sans doute il faut tenir compte de l'habileté des metteurs en scène et organisateurs de l'enthousiasme, de l'efficacité de la réclame et de la puissance de l'argent. Mais il y a autre chose et c'est l'important. Pour qu'un individu soit acclamé par une collectivité, il faut que l'idée qui, à tort ou à raison, s'incarne en lui, se rencontre avec l'obscur désir qui sommeillait au fond des cœurs. Une fibre secrète a tressailli : l'enthousiasme s'est déchainé ; désormais il se propagera ; il n'y a plus qu'à suivre ses progrès de proche en proche ; et ce n'est plus rien de mystérieux, puisque c'est l'effet connu et la marche régulière de la contagion. Pour quelque temps vous avez en poupe le vent populaire ; période facile où vos fautes mêmes vous profitent et vos maladresses tournent à votre avantage. Mais elle ne dure qu'un instant. Hâtez-vous de réussir ! Ce dont la foule est le plus amoureuse, c'est encore le succès. Vous êtes perdu si vous ne l'avez pas deviné, et cette foule déçue vous fera payer cher votre manque de subtilité.

Enfin, dernier chapitre de psychologie collective, le roman *Leurs Figures* est une étude de l'âme parlementaire. C'est une vilaine âme, que cette âme-là ; et, s'il faut en croire M. Barrès, le mobile qui sur elle est le plus puissant, c'est la peur. Ici encore M. Barrès est très redevable à Taine ; ce que celui-ci lui a enseigné de la psychologie des assemblées révolutionnaires, l'a aidé à comprendre ce qui se passait dans notre Parlement à l'époque de l'affaire de Panama. Que valent d'ailleurs sur le fond du sujet son information et ses appréciations ? nous n'avons pas à en décider ; nous n'étudions en M. Barrès que le romancier et l'artiste. A ce titre, son devoir est de nous présenter des scènes et des portraits, d'évoquer des images. M. Barrès opère à la manière des peintres. La peur est l'atmosphère où baignent ses figures : leurs tares physiques s'y exaspèrent ; la bile de celui-ci, la graisse de cet autre, la lividité, la rougeur congestionnée y apparaissent dans un jour cru ; nous notons comment chacun se comporte en conformité avec son tempérament, l'un sanguin réagissant par un emportement brutal, un autre nerveux et se raidissant, d'autres sitôt réduits à l'état de loque humaine. Le romancier doit créer de la vie : il y a dans ces pages toutes saturées d'indignation et qui suent le mépris une remarquable intensité de vie. Ce dernier volume est le meilleur de la série. M. Barrès s'y est dépouillé des affectations où il s'était trop longtemps attardé. Il a pris une manière directe, un style vif, incisif, relevé de traits mordans, éclairé d'un jaillissement d'images.

On voit par ces exemples en quoi consiste le roman collectif. Il continue le roman historique, en ce sens que comme lui il emprunte à l'histoire son cadre et sa matière ; il s'en distingue, puisque son objet n'est plus ni de ressusciter de grands personnages pour nous faire pénétrer dans leur intimité, ni de nous montrer comment des personnages fictifs et individuels ont pu se comporter sous l'influence réelle d'un milieu exactement reconstitué. Le personnage unique et, comme on eût dit jadis, le héros du roman collectif est la collectivité elle-même. On voit aussi par où il prête à la critique et ce qu'on peut lui objecter, à le prendre dans l'essentiel de sa constitution. Son principal défaut est dans une sorte de dualité irréductible. Le roman y dessine l'histoire, à moins que ce ne soit l'histoire qui y nuise au roman. Où commence celui-ci ? où finit celle-là ? Des deux élémens qui y sont en perpétuel antagonisme, l'un tend sans cesse à éliminer l'autre ; et le fait est que, pour réaliser cette unité qui est la suprême condition de l'œuvre d'art, le romancier de *l'Enfant d'Austerlitz* s'est presque réduit à n'écrire qu'un récit romanesque, et celui de *Leurs Figures* à n'écrire qu'un chapitre de mémoires passionnés. L'impression du lecteur reste quand même hésitante. Il est à craindre que les historiens n'acceptent qu'avec méfiance l'histoire écrite par les romanciers, tandis que les amateurs de littérature romanesque estimeront qu'à leur gré on met trop d'histoire dans le roman collectif. Arrive-t-il que dans un de ces récits figurent des personnages de la vie réelle, ceux qu'a imaginés le romancier semblent à côté d'eux singulièrement pâles et, pour autant dire, anonymes. C'est le contraire qui devrait arriver. Nous touchons ici au fond même de la question : l'histoire ne peint que l'accidentel, tandis qu'il appartient au roman de créer des types qui n'aient rien à craindre du temps : il reste à savoir si les romanciers, suivant le mot fameux, parviendront à élever l'histoire à la dignité du roman. Quoi qu'il en soit, il suffit, pour légitimer l'existence du « roman collectif », qu'il présente un caractère d'originalité, qu'il réponde à un besoin de l'imagination, qu'il voie s'ouvrir devant lui un large champ encore inexploré, et qu'il soit en mesure de rendre sa fécondité à un genre déjà existant, celui du roman historique renouvelé par les découvertes d'une science qui n'est qu'à ses débuts, celle de la psychologie collective.

RENÉ DOUMIC.

REVUE MUSICALE

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-COMIQUE : *Pelléas et Mélisande*, drame lyrique en cinq actes et douze tableaux; poème de M. Maurice Maeterlinck, musique de M. Claude Debussy. — M. Édouard Risler.

Pelléas et Mélisande nous parut une œuvre constamment insupportable pendant les quatre premiers actes; fort touchante, par moments, au dernier. Et celui-ci ne comportant qu'un seul tableau sur douze, il est vrai que c'est un mélange ou plutôt une proportion assez faible, qu'un douzième seulement de beauté.

Le drame, ou le poème, ou le rêve mis en musique par M. Claude Debussy, passe pour l'un des chefs-d'œuvre du « Shakspeare belge, » ainsi qu'on appelle souvent, avec ou sans ironie, M. Maurice Maeterlinck. Il a pour sujet les tristes et mortelles amours, — mortelles à l'amant comme à l'amante, — de Mélisande, épouse de Golaud, et de Pelléas, le demi-frère de son époux.

Quand le rideau se lève, ou plutôt quand les rideaux s'écartent, comme ils font maintenant, « on découvre Mélisande au bord d'une fontaine. » Mélisande est une sorte de « princesse lointaine » qui s'est égarée dans la forêt et qui pleure. D'un bout à l'autre de la pièce, elle ne fera d'ailleurs guère autre chose. Survient Golaud, petit-fils du roi d'Allemonde. Il chassait dans les bois et s'est perdu, lui aussi. Mélisande commence par avoir peur de lui, puis se décide à le suivre. Au second tableau, « on découvre » Arkel, le vieux roi, l'aïeul des deux princes, Geneviève, leur mère, et Pelléas. Pelléas a reçu tout à l'heure une lettre de Golaud, annonçant qu'il revient avec l'inconnue, dont il a fait sa femme. Et pendant les tableaux qui suivent, nombreux et courts, tantôt sur un balcon fleuri, tantôt près d'une fontaine, tou-

jours en des paysages de songe où triomphe le génie pittoresque de M. Albert Carré, « on découvre » l'amour de Pelléas et de Mélisande. Golaud, qui le découvre le dernier, s'en afflige d'abord seulement, puis s'en irrite jusqu'à la fureur, jusqu'au meurtre même. Ayant surpris les amans, il tue Pelléas et blesse Mélisande. Et celle-ci meurt de sa blessure, de son amour, et aussi d'un petit enfant auquel elle a donné le jour.

Ces choses uniformément lamentables se passent en des temps incertains, en des lieux indéterminés. Elles nous sont contées sur un ton dolent, en des phrases courtes, mais volontiers répétées deux fois ; souvent insignifiantes, mais qui nous inquiètent pourtant par ce qu'elles semblent du moins enfermer de sens profond, symbolique, et que nous ne comprenons pas. L'ensemble produit une impression de vague, monotone et morne poésie, où le charme du mystère est dominé par le soupçon et le dépit de la mystification.

Il y a dans la pièce de M. Maeterlinck des choses shakspeariennes : je veux dire empruntées à Shakspeare. Les fureurs jalouses de Golaud imitent littéralement celles du Maure et, par la douceur passive, Mélisande égale au moins Desdemona. Quelques répliques ont semblé justement ridicules ; une scène au moins a déplu. Que Golaud, ne pouvant atteindre à la fenêtre de la chambre où se trouvent Mélisande et Pelléas, prenne sur ses épaules un enfant, le sien, et le fasse témoin et rapporteur de ce qui se passe derrière les vitres éclairées, cela peut se lire ; mais cela ne saurait se voir, et cela ne s'est pas vu sans quelque répugnance.

Parmi les divers élémens dont se compose toute musique, il en est deux, qu'au dire même de ses admirateurs, le musicien de *Pelléas et Mélisande* a délibérément supprimés : l'un est le rythme et l'autre la mélodie.

Je crois bien, et ce n'est pas la moindre originalité de M. Debussy, que, le premier entre tous les compositeurs, il a tenu cette gageure et l'a gagnée, d'écrire une partition entière sans une phrase, que dis-je, sans une mesure de mélodie. Une seule fois, peignant au clair de lune sa longue chevelure, Mélisande s'oublie et chante. Et sa chanson, ou plutôt sa mélodie incertaine, mais pénétrante et douce, est la seule ligne sonore qu'en cette œuvre, où rien ne se dessine, la voix humaine daigne ou sache tracer.

L'orchestre ne chante pas plus que la voix. A peine si de temps en temps revient un semblant, une ébauche de thème, et si petit ! si

mince ! Une sorte de *gruppetto*, ou plutôt de *brisé*, quelque chose qu'on ne saurait mieux comparer qu'à un accent circonflexe sonore. Dans *Pelléas et Mélisande*, il ne saurait y avoir de *leitmotiv*, par la bonne raison qu'il n'y a pas de motifs du tout, et l'auteur estime évidemment que la succession des notes ne saurait être un élément d'expression et de beauté.

Le rythme ne lui paraît pas moins haïssable. Le rythme, à son avis, est, comme la mélodie, une formule usée, l'une des vieilles entraves dont la musique est appelée à s'affranchir. Il me souvient que naguère, alors que nous étions condisciples au Conservatoire, M. Debussy, quand il jouait du piano, marquait en soufflant avec violence les temps forts de chaque mesure. On le raillait un peu de cette habitude ou de cette manie. Il s'en est bien corrigé. De sa mesure aujourd'hui tous les temps sont faibles, si même elle se divise encore par temps. En son art deux fois amorphe, l'abolition du rythme répond à la suppression de la mélodie. Aussi bien il ne manquera pas de bons musiciens pour s'en réjouir. Un de nos confrères, et non des moindres, a écrit naguère que « l'émiettement des figures rythmiques semble avoir pour cause le progrès même de l'expression musicale. » Et il ajoutait ceci : « Faut-il le regretter ? Je ne le pense pas. Je considère le rythme, dont toutes les parties sont fortement marquées (mesures, membres de phrase, périodes, strophes, etc.) comme l'œuvre d'une intelligence artistique encore rudimentaire, qui, trop faible pour saisir les choses dans leur continuité et leur plénitude, les réduit à des proportions moyennes, les morcelle pour les mieux comprendre, en répète certaines parties pour que la mémoire ait plus de prise sur elles, en un mot, introduit, dans le langage qui les exprime, des rapports artificiels... L'Intelligence suprême ne pense pas le monde sous forme rythmique, puisque le temps n'existe pas pour elle et que le rythme est la division du temps (1). »

Cela est fort bien, mais nous ne sommes pas l'Intelligence suprême, et la musique n'existant pour ainsi dire pas, — à notre égard du moins, — dans l'espace, mais dans le temps seul ou presque seul, le jour où nous l'aurons affranchie du rythme, elle cessera de nous être perceptible, autrement dit d'exister. Si, par impossible, ce jour devait arriver jamais, des musiciens tels que M. Debussy n'y auraient pas médiocrement contribué.

Pas plus que par la mélodie et par le rythme, la musique de *Pelléas*

(1) M. J. Combarieu, *Théorie du rythme* (avant-propos). Paris, Alphonse Picard, 1897.

et *Mélisande* ne vaut ou n'existe par la symphonie; car la symphonie, étant développement, n'est possible que là où se trouve quelque chose à développer. Et l'orchestre, qui ne sert ni à l'exposition ni à l'élaboration de thèmes formels, ne s'emploie guère davantage à l'alliance de timbres agréables. Sans intérêt pour l'esprit, il est presque toujours sans charme pour l'oreille. Je citerais peu de passages où des sonorités instrumentales m'aient séduit. Au dernier tableau cependant l'orchestre arrive à quelques effets heureux de discrétion, de finesse et de ténuité. Comme la frêle héroïne, il respire à peine, il agonise, il meurt. Une autre fois, une seule, il vit au contraire, et d'une vie éclatante. C'est après une promenade faite par Golaud et Pelléas, avec des intentions vaguement criminelles, dans les souterrains du château. Le retour des deux hommes à la lumière est salué par une belle effusion de fraîcheur, de rayons et de parfums. Partout ailleurs l'orchestre de M. Debussy paraît grêle et pointu. S'il prétend caresser, il égratigne et blesse. Il fait peu de bruit, je l'accorde, mais un vilain petit bruit. Et tenez, voilà justement le mot qui définirait le mieux cette musique. Elle semble n'être qu'un bruit, ou plutôt un mélange de bruits divers et vagues : une porte qui grince, un enfant qui vagit au loin, des meubles qu'on déplace, le soupir du vent dans le feuillage ou sur les eaux. On se prend à douter parfois que tout cela soit noté, que ces rumeurs ou ces murmures aient passé de l'état sonore inorganique à l'état de sons organisés, et du domaine de la nature et de la matière dans celui de l'esprit et de l'art.

Restent encore deux modes ou deux catégories de l'art musical : c'est la déclamation et c'est l'harmonie. Dans l'ordre qu'on peut appeler verbal, il se pourrait que l'œuvre de M. Debussy ne fût pas tout à fait indifférente. Le rapport entre la parole et la note y est plus d'une fois heureux. Maintes pages : au second acte une lettre de Golaud, lue par la reine Geneviève; de nombreuses répliques au dernier tableau, sont à cet égard véritablement belles, d'une beauté simple, émouvante, étrange même par la justesse, par l'intensité d'une intonation ou d'un accent posé doucement sur un orchestre qui murmure à peine, ou dans le silence et comme dans le vide d'un orchestre qui se tait. Voilà l'unique promesse d'une œuvre qui, par trop de côtés, apparaît menaçante, le seul indice un peu favorable parmi tant de symptômes alarmans.

Enfin et surtout, c'est dans l'ordre de l'harmonie que réside la nouveauté — prétendue — de l'art de M. Debussy. Cet art, tout le monde en convient, est exclusivement harmonique. Dégagé du rythme,

dédaigneux de la symphonie et du chant, il n'a pour élément que la formation, la déformation et la transformation des accords. Cela ne laisse pas d'être considérable et peut-être encore plus périlleux.

On ne manquera pas de répondre aussitôt que toute une école, tout un siècle, — et lequel ! — n'a pas connu d'autre idéal, d'autre pratique, et qu'au fond, ils ne furent guère que des harmonistes sublimes, les vieux maîtres de la polyphonie vocale, les de Lassus et les Palestrina. Sans doute; mais leurs harmonies d'abord, auprès de celles qu'on nous propose aujourd'hui, leurs harmonies étaient en quelque façon thématiques et chantantes. Une idée y était impliquée et suivie. Et puis leurs accords étaient beaux, et purs, et doux; leur génie harmonique était harmonieux. L'harmonie alors était ordonnance et hiérarchie; elle n'est ici qu'anarchie et désordre, dissonance, discordance et désarroi. Les notes, qui s'aimaient et s'attiraient naguère, ne font plus, et de plus en plus, que se repousser et se haïr. Dans l'orchestre de *Pelléas et Mélisande*, suivez, entre les parties extrêmes, les voix intermédiaires : elles cheminent à l'aventure, sans qu'on sache d'où elles viennent, où elles vont, et sans paraître elles-mêmes le savoir. Le hasard, non la volonté, semble présider à leurs évolutions. De là tant de rencontres hasardeuses, tant de froissemens et de conflits. Désormais rien ne se prépare et rien ne se résout. Comme le voilà déchu de son vieil et presque divin privilège, cet accord de septième, que Bettina, dans une lettre à Goethe, appelait si bien l'accord libérateur ! Il y a longtemps que la musique ne délivre, n'allège plus notre esprit et notre âme, qu'elle les accable au contraire et les asservit. Et n'en déplaise à nos modernes harmonistes, tant de beautés hardies, comme ils appellent leurs trouvailles, ne sont que de faciles horreurs. Oui, trop faciles, car la musique est de tous les arts le plus tolérant, le seul contre lequel nul attentat n'est impossible. Les autres ont moins de patience. La matière pesante sait se défendre ou se venger de l'architecte et du statuaire qui méconnaît sa nature et prétend la contraindre. Des blocs de pierre ou de marbre, s'ils portent à faux, tomberont. Mais les lois de la beauté sonore n'ont pas de pareille sanction. Les notes souffrent la violence. Elles gémissent, elles crient, — on le sait quand on vient d'entendre *Pelléas et Mélisande*, — mais elles ne tombent pas.

Allons plus plus loin encore. Il se pourrait que l'harmonie fût, entre les divers élémens de la musique, le moins favorable au drame lyrique, à la représentation de la passion et de la vie. Rappelons-nous que les maîtres de la polyphonie vocale ne furent pas des musiciens

de théâtre et qu'ils excellèrent surtout à rendre les états de l'esprit ou de l'âme les moins dramatiques : la prière ou la méditation. Ce n'est point un hasard si l'apparition de l'opéra dans les premières années du *xvii^e* siècle coïncide avec la décadence des formes polyphoniques et la création d'un style nouveau. Ce style, en trois cents ans, s'est renouvelé plus d'une fois. Chacun des élémens de la musique l'a formé tour à tour. Verbal d'abord et récitatif, l'opéra ne tarda pas à devenir mélodique. Il le demeura longtemps. Mais par degrés, dans sa constitution et pour ainsi dire dans sa trame, on vit la symphonie s'introduire et l'occuper tout entier. En sera-t-elle éliminée à son tour et l'harmonie va-t-elle devenir le principe d'un régime nouveau? Cela n'est pas impossible, et cela surtout — l'harmonie étant, nous l'avons vu, ce qu'il y a dans la musique de moins formel — cela ne s'accorderait pas mal avec le dédain croissant de la forme que professent et pratiquent certains compositeurs aujourd'hui.

Ceux-là, M. Debussy mérite de les conduire. Aucun n'est mieux qualifié que l'auteur de *Pelléas et Mélisande* pour présider à la décomposition de notre art. « Rien ne se crée dans la nature, » disent les savans, « et rien ne se perd. » Tout se perd et rien ne se crée dans la musique de M. Debussy. Après l'avoir entendue, on éprouve le malaise, l'angoisse, que ressent à certain moment le héros. On soupire avec Pelléas : « Il ne me reste rien, si je m'en vais ainsi. Et tous ces souvenirs, c'est comme si j'emportais un peu d'eau dans un sac de mousseline. »

Pourtant c'est quelque chose de plus, et de pire. Un tel art est malsain et malfaisant. Je sais des hommes distingués, même supérieurs, qui médisent de la musique et qui, non seulement ne l'aiment pas, mais la redoutent, l'accusant de porter atteinte à leur personnalité, d'affaiblir en eux la conscience et de la dissoudre. Ils ont raison contre cette musique-là. Elle nous dissout parce qu'elle est elle-même dissolution. Existait aussi peu que possible, elle tend à la diminution et à la ruine de notre être. Elle contient des germes non pas de vie et de progrès, mais de décadence et de mort.

Pour sentir et pour goûter la vie dans sa plénitude, il faut entendre Beethoven interprété par M. Édouard Risler. Ce jeune homme est aujourd'hui le « maître puissant et doux du piano, » comme Goethe appela Mendelssohn un jour. Maître d'un instrument et de tant de chefs-d'œuvre écrits pour cet instrument, une partie du royaume des sons est à lui. Je ne vois que Rubinstein à qui l'on puisse comparer,

si ce n'est égaler M. Risler. Avec moins de fougue, de « beau désordre » et, si l'on veut, de génie, il a plus de style et de pureté.

Ne parlons pas de son « mécanisme ». La chose est nécessaire et M. Risler plus que tout autre la possède ; mais le mot est horrible et presque injurieux pour un talent comme le sien, qui n'est qu'esprit et âme. M. Risler joue Beethoven — et je nomme le seul Beethoven parce que c'est le plus grand — avec toute la passion, mais aussi avec toute la raison qu'il faut. Son interprétation est un admirable mélange d'intelligence et d'amour ; d'un amour tempéré par « cette crainte de respect qui ne le détruit pas, mais qui le rend plus retenu et plus circonspect. » Je ne sais pas de jeu plus classique ; je n'en connais pas de plus libre, mais de cette liberté qui s'exerce sous la loi. On en vante la justesse ; il en faudrait louer aussi la justice, car à chaque élément de la beauté musicale : à la sonorité, au rythme, au mouvement, une telle interprétation rend ce qui lui est dû.

M. Risler n'a pas craint, l'autre dimanche, de jouer de suite quatre sonates de Beethoven. Et sur les quatre, trois sont parmi les dernières, interdites au commun des pianistes et des auditeurs. On ne les désigne pas, celles-là, par des noms, authentiques ou de fantaisie : la *Pathétique*, l'*Appassionata*, la *Juliette* ou le *Clair de lune*. Elles ne s'appellent point, elles se chiffrent. On dit : l'op. 106, l'op. 109, l'op. 111. Et la gravité des nombres ne sied pas mal à l'austère et parfois abstraite beauté de leur être. Prodigieuses par l'étendue et par la profondeur, elles sont en quelque manière à la limite et de l'exécution et de l'entendement. Elles rappellent et mériteraient d'avoir inspiré l'admirable page de Carlyle sur la musique. « La signification de *Chant* va profond. Qui est-ce qui, en mots logiques, peut exprimer l'effet que la musique fait sur nous ? Une sorte d'inarticulée et insondable parole qui nous amène au bord de l'Infini et nous y laisse quelques momens plonger le regard. »

Oui, les dernières sonates de Beethoven, comme ses derniers quatuors, ressemblent à de grands secrets vaguement terribles et presque jamais dévoilés. Entre eux et nous il faut un médiateur. Et c'est pour nous révéler quelque chose de « l'insondable parole », pour nous arrêter quelques momens au bord de l'Infini, que de temps en temps un Liszt, un Rubinstein, un Risler nous est donné.

CAMILLE BELLAIGUE.

REVUES ÉTRANGÈRES

LE TESTAMENT PHILOSOPHIQUE DE M. HERBERT SPENCER

Facts and Comments, par Herbert Spencer, 1 vol. Londres, 1902.

« Pendant les années que j'ai employées à écrire divers ouvrages systématiques, de temps en temps me sont venues des idées qui ne pouvaient pas être incorporées dans ces ouvrages. Plusieurs d'entre elles ont pris place dans des articles de revues, et se trouvent maintenant recueillies dans les trois volumes de mes *Essais*. Mais il en reste un certain nombre que je n'ai pas eu encore l'occasion d'exprimer : quelques-unes sont relativement banales, quelques-unes plus intéressantes, et il y en a quelques-unes que j'estime importantes. Celles-là, je n'ai pu me résigner à les laisser disparaître sans les noter ; et ce sont elles que, durant les deux dernières années, à des intervalles tantôt longs et tantôt courts, j'ai consignées dans les pages suivantes. Peut-être, pour une seconde édition du volume, y ferai-je encore quelques petites additions ; mais, quoi qu'il en soit, le volume que je publie sera certainement mon dernier ouvrage. »

Ces lignes servent de préface au nouveau livre de M. Herbert Spencer : *Facts and Comments*, qui vient de paraître à Londres le jour même où son auteur atteignait le bel âge de quatre-vingt-deux ans. Et, en vérité, la lecture du livre suffit à faire comprendre que M. Herbert

Spencer renonce désormais à en écrire d'autres. Les idées qu'il y a exprimées sont assurément « importantes, » pour lui et pour nous; mais le livre, dans son ensemble, est à n'en point douter une œuvre d'arrière-saison. Il abonde en redites, en digressions inutiles; surtout il pêche par un défaut d'ordre et de suite, qui n'est pas rare chez beaucoup d'écrivains anglais, mais qui étonne singulièrement chez l'auteur des *Premiers Principes*. M. Herbert Spencer, le dernier fondateur de système qu'aura à signaler l'histoire de la philosophie, le fondateur d'un système dont le principal mérite est précisément dans son ampleur et dans son unité, — aussi bien se plaît-il lui-même à l'appeler toujours la « philosophie synthétique, » — paraît désormais incapable de réunir, sous le lien superficiel d'une rubrique commune, des réflexions se rapportant à des aspects divers d'un même sujet. Parmi les quarante petits *essais* qui forment son livre, il y en a cinq ou six qui traitent de la morale, cinq ou six qui traitent de la sociologie, une dizaine qui visent des problèmes d'esthétique; et rien n'aurait été plus facile que de séparer les unes des autres ces différentes séries d'essais, qui, ainsi groupés, auraient mis plus clairement en lumière la pensée de l'auteur. M. Spencer a préféré nous les offrir pêle-mêle, peut-être au hasard des momens successifs où il les a écrits; après quatre pages sur les inconvéniens d'une gouvernemen-tation excessive, nous passons à quatre pages sur Meyerbeer; puis vient un morceau sur le patriotisme, un autre sur les progrès de l'immoralité; et nous lisons ensuite une notice sur « l'éducation d'État, » qui est, en quelque sorte, la continuation directe de ce que nous avons lu vingt pages auparavant.

Ce défaut de composition est si marqué, à travers tout le livre, qu'il empêche d'abord d'attacher à celui-ci l'importance qu'il mérite. On est tenté de prendre le dernier ouvrage du vénérable philosophe anglais pour un simple recueil de notes et de boutades, quelque chose comme un supplément aux vingt gros volumes du *Système de philosophie synthétique*. Mais en réalité ce petit livre, pour peu qu'on le lise avec soin, a une portée supérieure peut-être à tel de ces gros volumes, d'un dogmatisme souvent un peu pénible. Il nous offre les mêmes idées, toutes ou à peu près; et il nous les offre sous une forme vivante, telles qu'elles se sont présentées à l'esprit de M. Spencer avant d'être « incorporées » dans le mécanisme de son système. Nous les voyons ici au naturel, en regard des menus faits d'observation qui les ont suggérées; et nous voyons du même couple prix que lui-même y attache, et la façon dont il les emploie à justifier, ou parfois à modifier, un sys-

tème dont la construction a été l'unique objet de cinquante ans de sa vie. Avec leur variété et leur actualité, avec l'autorité qui leur vient de l'âge du vieux philosophe, on pourrait dire sans trop d'exagération que ces *Faits et Commentaires* sont un véritable testament philosophique de M. Spencer. Plus encore que sur ses idées, il nous renseigne sur lui-même, nous laissant entrer dans l'intimité d'un esprit qui, d'ordinaire, s'est refusé à tout semblant d'indiscrétion ou de confiance. Lorsque l'on voudra connaître la personne même de M. Spencer, ses faiblesses et ses qualités, la manière dont il a construit son système et la valeur qu'il lui a attribuée, c'est, avant tout, ce livre-là qu'on devra consulter.

On y trouvera notamment plusieurs exemples typiques d'une tendance à la généralisation qui semble bien être un des traits dominants du tempérament intellectuel de M. Spencer. Celui-ci nous apprend lui-même, — car son livre est tout rempli de brèves anecdotes autobiographiques, — que son ami Huxley aimait à le railler sur son goût naturel à généraliser. « Venez vite dans mon laboratoire, lui disait un jour Huxley, je vais vous montrer quelque chose qui va vous ravir, car vous allez pouvoir en tirer une grande généralisation ! » Et le fait est que M. Spencer « généralise » avec une promptitude extraordinaire. Le moindre incident qu'il découvre ou qu'on lui rapporte l'entraîne aussitôt à concevoir une loi générale, qui désormais s'impose à lui avec une autorité absolue, et dont il déduit, en toute circonstance, mille conclusions particulières des plus hasardeuses. Ainsi il observe que, pendant longtemps, l'autorité d'Aristote a été universelle ; puis, elle a décliné pour céder la place à celle de Bacon ; et voici maintenant qu'elle s'élève de nouveau, et que celle de Bacon, à son tour, décroît. Aussitôt M. Spencer en induit que les réputations croissent et décroissent d'après un rythme régulier, et qui se renouvelle indéfiniment. A l'appui de sa généralisation, il cite encore le cas de Shakspeare, qui, « hautement admiré de ses contemporains, a été plus tard négligé, et a recommencé à grandir, au XIX^e siècle, de telle sorte qu'aujourd'hui toute critique se trouve paralysée en face de lui ». Il y a donc un « rythme des réputations. » Et, cette loi posée, aussitôt M. Spencer en déduit que Beethoven, trop exalté aujourd'hui, sera un jour dédaigné ; que George Eliot, naguère admirée, aujourd'hui oubliée, retrouvera sa gloire passée ; et que Meyerbeer, de la même façon, ayant été applaudi comme il l'a été, ne pourra manquer de l'être de nouveau, quand Mozart, Beethoven, et Wagner auront perdu leur succès d'à présent.

Un chapitre entier est consacré, dans le volume, au développement de cette conclusion en ce qui touche l'auteur des *Huguenots*. M. Spencer cite des jugemens portés jadis sur Meyerbeer par Franz Liszt et par Henri Heine; il ajoute que, parmi les musiciens qu'il a consultés de nos jours, aucun ne prend plus au sérieux le génie de Meyerbeer; et, de la comparaison entre cette gloire passée et cet abandon présent, il déduit la certitude que le jour est prochain où la loi du « rythme des réputations » ramènera Meyerbeer au premier rang des compositeurs. Il oublie qu'il y a eu, depuis trois cents ans, bien d'autres compositeurs dont la gloire a égalé celle de Meyerbeer, pour, ensuite, disparaître sans aucune chance de résurrection. Au temps de Mozart, Martin et Kozeluch étaient infiniment plus admirés que l'auteur de *Don Juan* : M. Spencer croit-il, de bonne foi, que la loi du « rythme des réputations » leur rende jamais l'estime dont ils jouissaient auprès du public et des connaisseurs? Croit-il que George Sand ait chance d'être de nouveau préférée à Balzac? Et ne sait-il pas que, même à mérite égal, diverses œuvres peuvent avoir, à des degrés différens, les qualités qui les rendent aptes à la survivance? Certes, il sait tout cela : mais il l'oublie au contact des faits, entraîné par sa passion instinctive de généraliser. Et j'ajoute que j'ai cité cet exemple au hasard, entre une foule d'autres non moins saisissans. Un petit trait d'observation; puis, tout de suite, une loi générale se dégagant de ce trait : voilà, d'une façon à peu près invariable, le contenu des trois quarts des essais du volume nouveau.

Mais, d'autre part, ce volume met en plein relief une des plus précieuses qualités de l'esprit de M. Spencer : à savoir, sa droite et courageuse franchise, la hardiesse avec laquelle il va jusqu'aux conséquences extrêmes de ses idées, sans jamais s'inquiéter de ce qu'elles peuvent avoir de contraire aux idées courantes. Considéré à ce point de vue, son dernier livre a vraiment quelque chose de très noble à la fois et de très touchant. Non seulement le vieillard ne laisse point passer une occasion d'affirmer, en présence des progrès de l'impérialisme anglais, sa haine pour toute intervention de l'État dans la vie publique; non seulement il flétrit ce qu'il nomme « la manie éducationnelle »; non seulement il condamne toute organisation officielle de la lutte contre l'ignorance, l'alcoolisme, ou les maladies contagieuses; mais, apportant à ses déductions la même intrépidité qu'à ses généralisations, il ne se fait pas faute d'exprimer vertement son mépris pour les hommes politiques de son temps et, du même coup, pour la grande majorité de ses compatriotes. Il accuse les ministres

anglais d'être des menteurs et des meurtriers. Il déclare que la politique des Anglais à l'égard des Boërs se résume tout entière en ces mots : « Soumettez-vous ! nous sommes les maîtres, et nous allons vous le faire sentir. » Il considère comme un des signes les plus désoleurs du retour des Anglais à la barbarie leur admiration pour M. Rudyard Kipling, « dans l'œuvre duquel un dixième de christianisme nominal se joint à neuf dixièmes de paganisme réel. » Il définit M. Chamberlain « un ambitieux d'humeur despotique qui, après avoir appris à la mairie de Birmingham l'art de se subordonner son entourage, s'est introduit, à force d'audace, jusque dans le gouvernement du pays. » Et voici en quels termes il répond à ceux qui lui reprochent de manquer de patriotisme, parce qu'il ne peut se contraindre à approuver la politique, contraire à toutes ses idées, où semble désormais se plaire sa patrie :

L'abolition précoce du servage en Angleterre, le développement précoce d'institutions relativement libérales, une reconnaissance plus grande des besoins du peuple après que la chute de la féodalité eut détaché les masses du sol : ce sont là des traits de la vie anglaise d'autrefois dont nous avons droit d'être fiers. Lorsque les Anglais ont décidé que tout esclave qui mettait le pied dans leur pays devenait libre, lorsqu'ils ont défendu l'importation des esclaves dans les colonies, lorsqu'ils ont payé vingt millions pour l'émancipation des Indes Occidentales, nos compatriotes ont fait là des choses dignes d'être admirées. Et lorsque l'Angleterre a donné asile aux réfugiés politiques, et a pris en main la cause de petits États luttant pour leur liberté, là encore elle a montré une noblesse que nous devons aimer. Mais il y a d'autres traits, dans sa conduite, des traits malheureusement sans cesse plus fréquents, qui font naître en nous des sentimens opposés. La connaissance des actes au moyen desquels l'Angleterre s'est acquis plus de quatre-vingts possessions, cette connaissance ne provoque guère notre satisfaction. La substitution, aux missionnaires, d'agens résidens, puis d'officiers munis d'une force armée, puis de châtimens pour ceux qui résisteraient à l'envahisseur, enfin de la soi-disant « pacification ; » ces procédés d'annexion, parfois lents et parfois soudains, — comme ceux employés dans les nouvelles provinces indiennes et dans le Barotziland, dont on a fait une colonie anglaise sans s'inquiéter davantage des desirs des habitans que de ceux des animaux du pays, — n'excitent point la sympathie à l'égard des hommes qui y ont recours. Mon amour pour mon pays n'est point stimulé en moi lorsque je me rappelle comment, après que notre Premier Ministre eut déclaré que nous étions tenus d'honneur, vis-à-vis du khédive, à reconquérir le Soudan, nous nous sommes mis aussitôt à l'administrer au nom de la Reine, en réalité à nous l'annexer ; ou encore comment, après avoir promis, par la bouche de deux ministres des colonies, de ne pas intervenir dans les affaires intérieures du Transvaal, nous avons imaginé d'exiger certaines modifications électorales, et fait de la ré-

sistance des Boers à cette injonction le prétexte d'une guerre dont nous sommes les seuls véritables auteurs. Je n'estime pas aimable, non plus, le caractère national qui se traduit par une ovation populaire à un chef de filibustiers, par des honneurs universitaires accordés à un conspirateur de profession, ni par les bruyans applaudissemens avec lesquels un public d'étudiants et de professeurs a salué les moqueries d'un homme d'État sur « l'onctueuse droiture » de ceux qui désapprouvaient ses projets d'agression. Si, parce que je blâme tout cela et bien d'autres manifestations non moins répugnantes du même état d'esprit, je mérite d'être appelé un mauvais patriote, eh bien ! je serai content d'être ainsi appelé.

On peut dire, d'ailleurs, qu'au fond de tous les chapitres se retrouve une même idée, formant comme un thème continu sous la diversité des sujets : c'est l'idée de ce que M. Spencer appelle la « re-barbarisation » de la société moderne. Qu'il nous parle d'un problème d'art ou de sociologie, ou d'hygiène, ou de politique, il conclut toujours que les hommes de son temps se dépravent, dégénèrent, retournent rapidement à la sauvagerie primitive, ou plutôt vont à un état de sauvagerie nouvelle, plus dangereuse encore et plus répugnante. Notre civilisation, pour lui, est en train de nous conduire tout droit à l'abrutissement. Comme les barbares du moyen âge, nous recherchons en toutes choses la laideur et la grossièreté. Après que des siècles ont servi à développer en nous le sens de la symétrie et de l'harmonie, nous en arrivons à acheter des meubles où, à dessein, on évite toute proportion entre les parties ; nous exigeons des imprimeurs une disposition typographique des caractères « intentionnellement déformée. » Nous perdons la notion du style qui est, elle aussi, le résultat d'une longue et précieuse évolution. Au-dessus de toutes les autres qualités, nous apprécions la force ; et l'Angleterre assiste à la résurrection triomphante de « *sports* des temps passés, que la loi avait dû interdire en raison de leur bestialité. » Les combats de coqs non seulement reviennent en vogue, mais ont même à Londres un organe spécial, tout consacré à leur glorification. De même la boxe, et la « savate, » pour ne rien dire des paris qui, du haut en bas de la société anglaise, deviennent de jour en jour la préoccupation dominante. Un bon athlète est plus honoré, dans les Universités, que le savant le plus érudit. L'Université de Londres a choisi, pour la représenter au Parlement, celui des candidats qui jouait le mieux au cricket. « Et en tout lieu et de toute manière nous avons vu se produire, depuis cinquante ans, une recrudescence des idées barbares d'ambition, de violence, et de brutalité. »

Du moins la vie des véritables sauvages est-elle simple et facile : la nôtre devient sans cesse plus misérable en même temps que plus laide. « Rien n'est plus ridicule que la satisfaction que nous prétendons éprouver de notre vie sociale d'à présent, où, d'une façon générale, les hommes s'épuisent de fatigue aujourd'hui afin de gagner de quoi s'épuiser de fatigue encore demain. Et c'est cette forme de la vie sociale que nous rêvons de répandre par le monde, tandis que nous parlons avec dédain de la vie relativement aisée et heureuse des peuples que nous appelons *non-civilisés* ! En réalité, un état où le progrès se mesure par le développement des usines, et, du même coup, par la production croissante de régions comme le *Pays noir*, d'un tel état l'humanité devrait chercher à s'échapper le plus vite possible. »

Mais surtout, d'après M. Spencer, notre retour à la barbarie se manifeste dans notre « manie éducationnelle, ayant pour devise : Lumière, Science, Instruction. » L'humanité s'abrutit plus profondément par l'instruction que par l'ignorance ; elle s'abrutit et, en même temps, se pervertit, ne profitant guère de ce qu'on lui apprend que pour mieux désapprendre l'honneur et la probité. A côté des criminels-nés, sans cesse grandit le nombre de ceux qu'aveugle et déprave une instruction inutile. Les anarchistes, par exemple, ne se recruteraient point comme ils le font « sans les facilités de communication que leur donnent la lecture, l'écriture, et une certaine quantité de connaissances qu'on leur a mise en tête. » De toutes les plaies dont nous souffrons, aucune n'est plus funeste que la « rupture d'équilibre entre le développement de l'intellectualisation et celui de la moralisation. »

Cette rupture d'équilibre, et le fatal aveuglement qui nous empêche de vouloir la faire cesser, tout cela repose sur une erreur dont M. Spencer nous dit que lui-même a très longtemps tardé à s'en rendre compte. L'erreur consiste en ce que « nous avons identifié l'esprit humain avec l'intelligence. » Nous avons attribué à la *pensée* une importance qu'elle est loin d'avoir dans notre vie intérieure. Et nous avons tout subordonné au culte de cette *intelligence*, qui, en réalité, ne joue, ne peut et ne doit jouer qu'un rôle secondaire. L'élément principal de l'esprit humain n'est pas l'intelligence, mais le sentiment : le sentiment sous sa double forme de la sensation et de l'émotion. Seul le sentiment constitue notre véritable connaissance du monde et de nous-mêmes, seul il nous fait agir, et nous donne la conscience de vivre. « L'émotion est la maîtresse, l'intelligence n'est que sa ser-

vante. » Et les dimensions mêmes et la complexité du cerveau sont en rapport de l'étendue non point de l'intelligence, mais de l'émotion. Voilà ce que Huxley ne savait point, et qui, au dire de M. Spencer, explique bon nombre de problèmes de physiologie comparée. Or les hommes, s'étant trompés sur l'importance relative de l'intelligence et de l'émotion, et ayant pris l'habitude d'attacher une valeur excessive à l'intelligence, se sont trouvés conduits, par là même, à méconnaître la valeur du sentiment et de l'émotion. « Et il en est résulté une opinion absolument folle sur le pouvoir de l'instruction. Partout s'élève le cri : *Instruisez, instruisez, instruisez!* Partout l'on s'imagine que les écoles, avec l'éducation qu'elles donnent, vont servir à rehausser le niveau humain. On s'imagine que, si les hommes savent ce qui est bien, ils le feront, c'est-à-dire qu'une proposition admise intellectuellement pourra se transformer en action morale : et le démenti quotidien de l'expérience ne suffit pas à prévaloir contre cette erreur. Bien que, en proportion avec le nombre des écoles, se développe celui des escrocs et des flibustiers, des falsificateurs d'alimens, des donneurs de pots-de-vin, des agens d'affaires véreux, la croyance établie garde toute sa force; et, tout récemment, en Amérique, un soulèvement général contre les progrès annuels du crime a coïncidé avec la résolution de multiplier encore les diverses écoles. »

Notre retour à la barbarie n'a pas de cause plus active, d'après M. Spencer, que cette dépréciation du sentiment au profit de l'intelligence. C'est le sentiment que l'on devrait développer, c'est lui seul qui rend les hommes forts, vertueux, et heureux. « Parmi les sauvages, les habitans des îles Fidji étaient, quand on les a découverts, remarquables par leur intelligence et leur aptitude à penser; et, en même temps, le cannibalisme régnait chez eux, la bestialité, toutes les formes de la cruauté. Au contraire, les paisibles Arafuras nous sont décrits comme une race fort peu intelligente; mais, vivant ensemble sans antagonisme et dans un état de liberté aussi parfait que possible, leurs sentimens sont tels que l'un d'eux, un jeune homme, désappointé dans son désir de devenir leur chef, s'est consolé en disant : *Eh bien! il me reste la ressource de pouvoir employer ma fortune à soulager mes compagnons!* Que l'on compare ces deux exemples, et l'on verra la supériorité de l'élément moral sur l'intellectuel. »

Telles sont les conclusions où est arrivé, après soixante ans de recherches et de réflexions, le vénérable chef du positivisme anglais. Si un écrivain français se hasardait à en exprimer de semblables, on

lui reprocherait aussitôt de chercher le paradoxe, ou encore de servir secrètement les intérêts du cléricalisme. Mais M. Spencer est, par excellence, un homme grave, sans compter que le ton de son livre suffirait à nous garantir sa sincérité. Et il n'y a pas d'homme, non plus, qu'on aurait plus de peine à faire passer pour un clérical. Dans son nouveau livre comme dans les précédents, il affirme en toute occasion son complet détachement de toute religion, s'honorant de rester, à quatre-vingt-deux ans, aussi entier dans son « agnosticisme » qu'il l'était lorsqu'il a écrit ses *Premiers Principes*. Il continue à croire et à proclamer que, faute de pouvoir connaître par l'intelligence l'origine des choses, l'homme n'a pas le droit de recourir au sentiment pour suppléer, par la foi, à son ignorance.

Mais il n'en est pas moins effrayé des dommages, tous les jours plus grands, que risque de nous causer une civilisation trop exclusivement fondée sur l'élément intellectuel de notre nature. De tous côtés il découvre, coïncidant avec le progrès des « lumières », un abaissement du sens moral et de la vie même. Il a l'impression que l'humanité est en train de déchoir, de rouler sur une pente où sans cesse sa chute devient plus rapide. « On ne doit pas oublier, dit-il, qu'avec la nature humaine telle qu'elle est à présent le mal arrive infailliblement, pour peu qu'on ne s'y oppose point : la seule attitude prudente est de chercher toutes les issues par où cette nature se précipite au mal, et de les boucher sans perte de temps. »

Une éducation morale, voilà ce qu'il voudrait substituer à l'éducation intellectuelle qui, à son avis, nous mène en ligne droite vers la barbarie. Mais sur quoi fonder cette éducation morale ? Où trouver, surtout, l'appui dont elle a besoin pour produire son effet ? Ici encore, M. Spencer répond avec l'admirable franchise d'un homme, pour ainsi dire, délivré des passions humaines. Il croit que c'est pure folie d'espérer qu'une morale rationnelle puisse, aujourd'hui, remplacer dans les âmes l'ancienne morale, étayée d'un dogme religieux ; il le croit, et il n'hésite pas à nous le déclarer.

Ceux qui admettent qu'un système de morale naturelle peut suffire à bien guider les hommes dans la conduite de la vie en déduisent, ordinairement, ce corollaire : que ce serait assez de développer un tel système pour amener les hommes à se bien conduire. Mais l'observation impartiale de la nature humaine et de ses actes a vite fait de prouver l'inanité d'un tel corollaire. Celui-ci suppose, chez l'homme, une intelligence générale capable de saisir le résultat bienfaisant de certains modes de conduite reconnus comme bons ; et il suppose aussi que, ayant compris les bons résultats de ces modes

de conduite, et les mauvais résultats des modes opposés, l'homme adoptera les premiers et rejettera les seconds. Mais ce sont là deux suppositions également chimériques. L'intelligence moyenne est incapable de saisir une démonstration même en matière concrète, à plus forte raison en matière abstraite. Seul l'enseignement dogmatique a chance d'agir sur elle; encore n'y réussit-il pas toujours. Un dogme moral tel que « l'honnêteté est la meilleure police » reste à l'ordinaire impuissant sur le voleur, car celui-ci espère toujours échapper à la police. Quant à l'espoir que l'homme moyen puisse être maintenu dans le bien par la considération des avantages qui en résultent pour la société, c'est une utopie aussi éloignée que possible de toute vraisemblance. Les âmes de qualité inférieure se disent aussitôt : « Je me moque bien de la société! » Et d'autres âmes se disent : « La société, telle qu'elle est, convient très suffisamment à mes fins, sans que je doive me fatiguer à l'améliorer! »... Ainsi l'agnostique se trompe profondément, qui croit qu'il pourra dès maintenant fournir aux hommes un moyen de se guider dans la vie, en leur exposant un code naturel de la bonne conduite.

Cette citation est extraite de l'un des chapitres les plus curieux du livre, et que je regrette de ne pouvoir pas traduire tout entier. Le chapitre s'appelle : *Que doit dire le sceptique à ceux qui ont la foi?* — question bien digne, en effet, d'intéresser un sceptique, pour peu que son scepticisme n'ait pas étouffé chez lui toute humanité. Et l'on pourrait croire, d'après le passage ci-dessus, que M. Spencer engage le sceptique à ne rien dire à ceux qui ont la foi, puisqu'il est incapable de leur offrir une morale qui ait chance de les diriger dans la vie sans l'appui d'un dogme. Mais M. Spencer, poussant à ses dernières limites l'habitude de généralisation que j'ai signalée tout à l'heure, affirme que les dogmes religieux, eux non plus, n'ont jamais eu d'effet sur la conduite des hommes : ce qu'il prouve en rappelant les crimes commis jadis « par des princes, des rois et des papes, » qui, cependant, étaient convaincus de l'existence de l'enfer. Il estime donc qu'au point de vue moral le sceptique peut, sans inconvénient, travailler à guérir de leurs illusions ceux qui ont la foi. Et il ajoute même que, en bien des cas, c'est rendre aux croyans un véritable service que de les guérir de leurs illusions.

Car il y a bon nombre de personnes sur qui la perspective de l'enfer agit d'une façon désastreuse, leur causant de grandes souffrances par la façon dont elle les menace. Ces personnes continuent, tout le long de leur vie, à s'inquiéter de leur destinée future; et à mesure qu'elles vieillissent, quand l'épuisement de la vitalité amène à sa suite une dépression d'esprit inévitable, cette dépression prend chez elles la forme de craintes devant l'idée d'un châtimement éternel qu'elles auront bientôt à subir. Dans les temps anciens, où la croyance aux peines éternelles était beaucoup plus forte qu'à

présent, elle doit avoir été pour une foule d'âmes un vrai cauchemar; et, même à présent, j'imagine qu'elle doit tourmenter beaucoup les âmes crédules qui, par exemple, lisent des livres comme celui que j'ai eu un jour entre les mains, *l'Enfer ouvert aux chrétiens*. A ces âmes-là le sceptique a le devoir de parler : elles ne peuvent que gagner à apprendre que, pour impitoyable que soit le processus cosmique du Pouvoir Inconnu qui régit le monde, on n'y trouve point trace, cependant, d'une idée de vengeance.

Mais il y a d'autres âmes qui tirent de leurs croyances religieuses un parti plus heureux.

Il y en a qui, d'une humeur moins chagrine, s'attachent de préférence à la perspective du bonheur futur, et qui, par l'espoir de ce bonheur, se consolent des maux qu'elles ont à supporter. L'espoir du ciel rend la vie tolérable à une foule d'êtres qui, sans lui, n'auraient point le courage de s'y résigner. Chez ceux, par exemple, qui souffrent de peines incessantes, physiques ou morales, causées souvent par des efforts excessifs pour le bien d'autrui, la pensée quotidienne d'une compensation à venir est l'unique source de réconfort. D'autres, abattus sous le poids de quelque grave malentendu, aspirent au moment où tout s'éclaircira et où leur tristesse se changera en joie. Les mauvais traitemens prolongés d'un tyran domestique produisent, chez la victime de ce tyran, une souffrance que seule peut adoucir l'attente d'une compensation future. Et il y a aussi bien des âmes qui chancellent sous le fardeau épuisant de devoirs quotidiens, accomplis sans goût et sans récompense : elles ne supportent leur destinée que parce qu'elles sont convaincues d'obtenir, après cette vie, une vie libre de toute fatigue et de tout chagrin.

M. Spencer, comme l'on voit, admet plusieurs catégories de personnes à qui les croyances religieuses rendent un service des plus appréciables; et il aurait pu joindre encore à son énumération la catégorie, non moins nombreuse, de celles que l'espérance d'une vie future soutient et console, non pas à un point de vue égoïste, mais parce qu'elle leur permet de croire à la survivance d'êtres qu'elles aimaient, qui ont souffert sous leurs yeux, et qui sont morts. Il y a en vérité mille catégories d'âmes qui, à des degrés divers, tirent de leur foi religieuse, tout au moins, une distraction ou un soulagement; et M. Spencer lui-même est forcé de reconnaître que, aujourd'hui, l'espérance du ciel fait aux hommes plus de bien que la crainte de l'enfer ne leur fait de mal. Quelle doit donc être, à son avis, l'attitude du sceptique à l'égard de ceux des croyans que leur foi console des maux qu'ils ont à supporter? A cette question le vieux philosophe répond, avec sa franchise ordinaire : « Changer la croyance d'êtres comme ceux-là ne peut avoir pour eux que des effets déplorables. A moins d'une insouciance qui se doublerait de cruauté, l'agnosticque évitera soigneusement

toute discussion avec eux. » L'agnostique doit « se garder même de la moindre allusion qui puisse ébranler leur foi ; » il doit « faire son possible pour détourner toute question » dont la discussion risquerait de toucher à leur espérance. « Et ainsi, d'une façon générale, l'humanité nous ordonne de nous taire en présence de ceux qui, souffrant des maux de la vie, trouvent quelque réconfort dans leur religion. »

Voilà, certes, de sages paroles : et leur autorité se trouve encore renforcée par la lecture du chapitre qui suit, *Questions suprêmes*. Dans ce chapitre, — le dernier du livre, — M. Spencer nous rappelle éloquemment l'impossibilité, pour l'esprit humain, de connaître ni de comprendre la nature des choses. « Si au delà de la portée de notre intelligence que soient les mystères des objets sensibles, le mystère de l'espace, par exemple, est encore plus au delà de cette portée... Quand bien même nous arriverions à pénétrer les mystères de l'existence, il y aurait devant nous d'autres mystères encore, plus transcendans, plus impénétrables. » Et ce ne sont point là des mystères dont nous puissions nous désintéresser. M. Spencer, tout en les proclamant à jamais impénétrables, avoue que, dans sa pensée et dans celle des agnostiques qu'il connaît, ces « énigmes de la vie » tiennent plus de place que n'en tiennent les conceptions correspondantes dans la pensée du commun des hommes. Il ajoute même que, depuis quelques années, « l'idée de l'espace infini et éternel produit chez lui un sentiment dont il frissonne, » un véritable sentiment de frayeur sacrée. Sur quoi l'on songe que, frayeur pour frayeur, la perspective de l'enfer n'est peut-être pas sensiblement plus attristante que cette ignorance inquiète et épouvantée, qui est l'unique chose que les agnostiques soient aujourd'hui en état de lui substituer. Et l'on se dit que, décidément, M. Spencer a bien raison lorsqu'il recommande aux agnostiques « le silence, » comme l'attitude la plus prudente à la fois et la plus charitable, dans leurs rapports avec les croyans.

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 mai

Les élections de ballottage du 11 mai ont complété celles du 27 avril, sans causer de surprises à personne : on savait, à un très petit nombre de noms près, quels devaient être les vainqueurs et les vaincus. Nous parlons des candidats à titre individuel ; car, s'il s'agit des partis eux-mêmes, il n'y a eu en réalité ni vaincus ni vainqueurs. Les uns et les autres ont gardé leurs positions antérieures, et la Chambre nouvelle ressemblera beaucoup à l'ancienne. Ce n'est pas un compliment que nous lui faisons ; mais il faut voir les choses comme elles sont. Le pays, n'ayant pas été atteint dans ses intérêts matériels par une politique qui jusqu'ici a troublé surtout ses intérêts moraux, est resté indifférent et inerte ; il n'a pas répondu aux appels passionnés qui lui ont été adressés. Chaque parti a fait des pertes et des gains qui se compensent numériquement, et le gouvernement a conservé sa majorité. Ses amis disent même qu'elle est augmentée, ce qui est douteux. En tout cas, le résultat est pour lui médiocre. Un ministère qui est au pouvoir depuis trois ans, qui a eu aussi longtemps entre ses mains toutes les forces administratives et en a largement usé et abusé, qui a renouvelé tous les vieux excès de la candidature officielle, et dont en fin de compte l'immense effort n'aboutit à rien, n'a pas le droit de se montrer bien fier.

On peut sans doute en dire autant du parti républicain libéral ; mais sa situation était beaucoup plus difficile : il avait à lutter contre tout et contre tous. Le gouvernement le combattait à outrance. A droite, on le trouvait trop avancé et trop compromis avec le passé ; à gauche, on l'accusait de réaction et de complaisance envers le nationalisme. Il était pris entre deux feux. Sa modération lui attirait de toutes parts des reproches de tiédeur et il ne donnait en effet satis-

faction, ni aux exaltés de droite, ni aux exaltés de gauche. Des prophètes de malheur annonçaient dès lors, non sans quelque vraisemblance, qu'il serait cruellement écrasé entre les deux armées en présence, et que la victoire, de quelque côté qu'elle se prononçât, serait faite à ses dépens. Les socialistes et les réactionnaires devaient se partager ses dépouilles. Il n'en a rien été. Après la bataille, et lorsque la fumée commence enfin à en tomber, on trouve le parti libéral sain et sauf. Il a perdu, il est vrai, quelques-uns de ses membres les plus sympathiques et les plus utiles, comme M. Alicot; mais tous ses chefs de file ont été réélus sans exception dès le premier tour de scrutin. Aucun ne manque à l'appel. On ne peut pas en dire autant des socialistes, ni des radicaux. Les premiers ont perdu M. Viviani, leur plus brillant orateur, M. Allemane, M. Jourde, M. Zévaès, et leur représentant au ministère, M. Millerand, n'a passé au second tour de scrutin qu'à 300 voix de majorité. Il avait eu 3 000 voix de plus il y a quatre ans. Il s'en est fallu de peu qu'il ne restât parmi les morts. Tout ce qu'on peut dire de lui, ainsi que de M. Brisson, c'est qu'ils se sont tirés d'affaire. Mais le radicalisme a été atteint dans la personne de M. Brisson. Il l'avait été déjà, et d'une manière irrémédiable, dans celle de M. Mesureur. En somme, contrairement aux espérances des uns et aux craintes des autres, les radicaux n'ont pas gagné de terrain, et les socialistes en ont perdu. Ces derniers devaient être légion dans la nouvelle Chambre; leur phalange y revient, au contraire, un peu amoindrie.

Si on les considère à ce point de vue, qui est le vrai, les élections auraient sans doute pu être meilleures, mais on ne peut pas dire qu'elles soient mauvaises. Le pays a montré qu'il ne se laisserait pas entraîner aux extrêmes. Il a condamné le socialisme; il a battu froid au radicalisme; il a échappé à l'énorme pression officielle qu'on a exercée sur lui. La nouvelle Chambre ressemble, avons-nous dit, à la dernière; mais peut-être serait-il injuste de juger celle-ci par ce qu'on lui a fait faire. Lorsqu'elle est sortie, au mois de mai 1898, des élections de cette époque, on aurait certainement pu en tirer un autre parti: par malheur, on ne pouvait compter pour cela sur aucun des ministères qu'on lui a successivement infligés, et moins encore sur le dernier que sur tout autre. Le ministère Waldeck-Rousseau s'est imposé à elle comme un fait qui l'a d'abord étonnée et révoltée, mais avec lequel il a fallu composer ensuite. Ce ministère a duré, on sait par quels moyens. Grâce à sa durée même, aussi bien qu'à la proximité des élections, la Chambre s'est peu à peu divisée en deux partis,

les ministériels et les anti-ministériels, classification empirique et sommaire qui ne correspondait à aucun programme défini. Le ministère, en effet, était une coalition hybride à laquelle une autre coalition a répondu. Produit de l'affaire Dreyfus, il aurait dû ne pas lui survivre : en le faisant, il a profondément faussé et sophistiqué la situation. Par la force des choses et par celle de l'habitude, on continue aujourd'hui de classer les élus en ministériels et en anti-ministériels, et on suppose la force respective des deux partis : mais quand le ministère aura disparu, on apercevra nettement ce qu'a d'artificiel un système de numération qui réduit les partis politiques à n'être plus qu'une clientèle personnelle, au grand détriment de leur autorité et un peu de leur honneur politique. L'entraînement des circonstances a poussé, parfois au hasard, ceux-ci dans un sens et ceux-là dans l'autre. Le jour où, par suite de la retraite du ministère, chacun retrouvera sa liberté changera bien des choses. La Chambre nouvelle prendra alors conscience d'elle-même, et le moment sera venu où nous pourrons la mieux juger.

Le comte Goluchowski a prononcé devant les Délégations austro-hongroises un discours qui a été l'objet d'une attention particulière. On se demandait ce qu'il dirait sur plusieurs points très importants. La Triple Alliance arrive, au mois de mai de l'année prochaine, à son terme naturel. Sera-t-elle renouvelée, et dans quelles conditions ? Qu'advient-il des traités de commerce, qui seront renouvelés eux aussi, mais après avoir été l'objet de modifications assez profondes ? Enfin que faut-il penser de la situation des Balkans ? Ces questions embrassent la politique européenne tout entière.

Le discours de l'Empereur et roi avait été remarquablement bref. Tout le monde l'a remarqué, et on en aurait conclu que la diplomatie austro-hongroise se croyait tenue en ce moment à une grande réserve, si le comte Goluchowski n'était pas venu, bientôt après, fournir la plupart des explications qu'on attendait de lui. Il est entré tout de suite dans son sujet en parlant de la Triple Alliance. « Les trois gouvernemens, a-t-il dit, ont échangé des assurances formelles au sujet de leur ferme intention de maintenir dans toute sa valeur le traité d'alliance existant, et de procéder en temps utile à la signature des actes y relatifs. » L'affirmation paraît catégorique : cependant on pourrait épiloguer sur le sens exact de l'expression que le traité sera maintenu « dans toute sa valeur. » Cela ne signifie pas nécessairement qu'il le sera dans son texte primitif. Mais il n'y a pas lieu d'insister

sur ce point, car le comte Goluchowski, amené à s'expliquer davantage devant la délégation autrichienne, s'est exprimé comme il suit : « Les puissances composant la Triplice ont dû se demander quelle combinaison répondait le mieux à leurs intérêts, et c'est ainsi que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en sont arrivées à cette conclusion que la base éprouvée de la triplice devait être maintenue au profit de la paix de l'Europe, et ne devait être changée en rien. » Cette fois, aucune hésitation n'est possible ; la Triple Alliance sera renouvelée dans son texte comme dans son esprit. Elle le sera du moins par l'Allemagne et par l'Autriche-Hongrie : les déclarations du comte Goluchowski ne pouvaient pas s'étendre plus loin. Il a parlé pour lui et pour son principal allié ; mais il ne l'a pas fait, et sans doute il ne pouvait pas le faire pour d'autres. Nous n'éprouvons aucun embarras à nous expliquer ici en toute liberté et franchise. Les stipulations particulières qui unissent l'Autriche-Hongrie à l'Allemagne ne nous touchent que d'une manière indirecte, et lorsqu'on dit qu'elles ne seront pas modifiées, cela ne nous cause aucune surprise, car nous nous y attendions, et nous n'avons rien fait pour qu'il en fût autrement. Il n'en est pas de même de l'Italie. Nos rapports avec celle-ci sont devenus confians et cordiaux, de défiants et de tendus qu'ils avaient été trop longtemps. A partir de ce moment, tout le monde a cru des deux côtés des Alpes, non pas que l'Italie ne renouvellerait pas son adhésion à la Triple Alliance, mais qu'elle le ferait dans des conditions qui ne seraient plus tout à fait les mêmes qu'autrefois. Des journaux italiens, comme *la Tribuna*, ont été les premiers à le dire, et ils ont même ajouté qu'une conduite différente serait peu loyale à l'égard de la France. Nous savons de reste que des articles de journaux n'engagent pas d'autre responsabilité que celle de leurs rédacteurs, et que la responsabilité des rédacteurs de journaux est, au point de vue international, chose insignifiante : cependant l'opinion est quelque chose dans des pays parlementaires et libres comme le sont la France et l'Italie, surtout lorsqu'elle a été encouragée par l'attitude des gouvernemens. Il est incontestable que, si M. Prinetti tenait le même langage que le comte Goluchowski, et peut-être même s'il laissait croire par son silence que le traité d'alliance au bas duquel l'Italie s'apprête à mettre sa signature n'a subi aucun changement, la déconvenue serait grande, et qu'il en résulterait inévitablement certaines conséquences.

Nous ne voulons ni ne pouvons entrer dans le fond des choses : ce serait courir le risque de nous égarer. Quand nous parlons du

traité d'alliance, nous y comprenons tous les arrangements annexes qui lui donnent sa valeur pratique. C'est une croyance très générale qu'il y a là des clauses dont le caractère agressif à notre égard n'est pas douteux. Qu'on les y ait insérées à un moment où la politique italienne s'inspirait de préoccupations aujourd'hui dissipées, cela s'explique; mais qu'elles y soient maintenues, maintenant qu'un autre esprit a prévalu à Rome comme à Paris, cela ne s'expliquerait plus. L'Italie est libre sans doute, comme nous le sommes nous-mêmes. Toutefois, lorsqu'on a adopté une politique, il est naturel de croire qu'on en a prévu les conséquences et qu'on les a admises. Mais à quoi bon insister? Le comte Goluchowski n'a parlé que pour son gouvernement. Si nous avons présenté quelques observations sur le côté italien de la question, c'est parce que la presse italienne elle-même en a donné l'exemple. Nous ne sommes pas les seuls à avoir remarqué ce qu'il y a eu d'un peu trop général, au moins en apparence, dans les intentions du discours aux Délégations. Et cela appelait les réserves que nous avons faites.

Au surplus, le comte Goluchowski a parfaitement défini le caractère des diverses alliances européennes, triple alliance d'un côté, double alliance de l'autre. « Érigée, a-t-il dit, sur une base d'intérêts parallèles, libre de tendances agressives, l'alliance éminemment conservatrice des puissances centrales de l'Europe continuera de poursuivre les buts sublimes et pacifiques auxquels elle doit son origine, avec une confiance d'autant plus ferme que, selon les déclarations compétentes données à maintes reprises sur les buts non moins pacifiques de l'alliance des deux puissances à elle opposée, elle peut envisager ce groupement comme un complément précieux et favorable à sa propre tâche. » Le ministre austro-hongrois se félicite donc de l'existence de la double à côté de la triple Alliance : nous lui en donnons acte. Il approuve la création et l'action de l'une et de l'autre. « Ces actions en quelque sorte parallèles, dit-il, ont déjà porté des fruits prospères et s'éprouveront aussi bien dans l'avenir, d'autant plus que leur substance consiste pour chaque participant, non seulement dans la garantie de son état de possession, mais qu'il atteint au plus haut point la tendance à paralyser les contre-coups nuisibles des événemens qui peuvent arriver dans d'autres contrées. » Ainsi l'objet des alliances européennes est double. Les puissances commencent par se garantir leurs possessions actuelles; puis elles portent plus loin leurs préoccupations. Des événemens qui se produisent quelquefois dans des contrées lointaines peuvent avoir pour elles

des contre-coups nuisibles qu'il s'agit de prévenir ou de détourner. En conséquence, elles se groupent conformément à leurs intérêts généraux. N'est-ce pas ce qui a eu lieu en Extrême-Orient comme en Orient? Le comte Goluchowski fait un éloge assez imprévu des arrangemens de fraîche date qui ont été conclus en Extrême-Orient entre l'Angleterre et le Japon d'une part, la France et la Russie de l'autre. « Je voudrais citer, dit-il, comme exemple, le récent traité anglo-japonais concernant la Chine et la Corée, qui fut immédiatement suivi par la convention franco-russe. Leurs stipulations sont pénétrées du même esprit qui présida à l'établissement de notre propre Alliance. Là aussi se trouve exprimé le désir de prévenir les dangers qui pourraient résulter des questions d'Extrême-Orient pour la paix générale. Là aussi se trouve, en maintenant le *statu quo* et en assurant l'intégrité territoriale des États mentionnés, le moyen le plus efficace de supprimer les complications... Les avantages de ces situations internationales nettes et claires deviennent d'autant plus saillans que celles-ci n'excluent pas du tout les conventions particulières entre les puissances des différens groupes. » Le discours insiste sur ce dernier point. Si les puissances alliées sont rapprochées par leurs intérêts généraux, il peut fort bien arriver aussi que leurs intérêts particuliers les rapprochent des puissances appartenant à un autre groupe. Elles sont alors en droit, sans manquer en aucune manière à leur premier engagement, d'en conclure de nouveaux qui n'y sont pas opposés. Ramenées à ces principes, les alliances européennes deviennent plus souples et laissent plus de liberté à leurs adhérens. Ici, le comte Goluchowski fait une allusion directe au rapprochement qui s'est opéré entre l'Italie et la France. Cela lui paraît excellent. Il n'y a aucune raison d'après lui pour que l'Italie, parce qu'elle est l'alliée de l'Allemagne et de l'Autriche, et la France parce qu'elle est celle de la Russie, ne s'entendent pas directement sur des intérêts spéciaux qui, en somme, ne regardent qu'elles. En parlant de la sorte, le comte Goluchowski fait preuve à la fois de largeur d'esprit et de bon sens. Mais il faut une mesure en tout, et il y aurait évidemment quelque chose d'excessif à dire que, tous les malentendus ayant été dissipés entre la France et l'Italie, celle-ci doit maintenant quand même dans son traité d'alliance les stipulations qui y avaient été insérées contre celle-là. Ce serait aller à l'encontre du but qu'elles ont poursuivi toutes deux.

Un député jeune-tchèque, M. Kramarz, a demandé au comte Goluchowski si les gouvernemens alliés verraient un inconvénient à

publier le texte de leur traité. Il a répondu affirmativement. Ce n'est, a-t-il dit, que dans des cas exceptionnels que cette publication pourrait avoir lieu, et, au surplus, il en est de même en ce qui concerne le traité franco-russe. Cette discrétion ne nous étonne pas. Sans doute notre curiosité prendrait un vif intérêt à la lecture du traité, mais elle ne serait complètement satisfaite que si on nous livrait en même temps toutes les conventions annexes, et c'est ce qu'il est impossible de faire. Aussi prenons-nous aisément notre parti de la réserve des gouvernemens alliés. Le prince de Bismarck, en 1888, a publié le texte du traité conclu neuf ans auparavant par l'Allemagne et l'Autriche, et qui peut-être n'a pas été depuis bien profondément remanié. Cette révélation ne nous a pas appris grand'chose, et on n'a même pas très bien compris pour quel motif le chancelier allemand avait jugé à propos de la faire. Nous nous en tenons pour le moment à l'affirmation du comte Goluchowski, à savoir que l'alliance austro-allemande sera renouvelée telle quelle. Elle nous suffit.

En ce qui concerne le renouvellement des traités de commerce, le comte Goluchowski a exprimé l'espoir que les dix-huit mois à courir avant leur expiration seraient mis à profit d'une manière utile. Les traités seront renouvelés; cela ne fait à nos yeux l'objet d'aucun doute; mais la tâche sera très laborieuse, les deux gouvernemens devant rencontrer en eux-mêmes plus de difficultés encore que chez l'autre contractant. On connaît de reste celles que les prétentions des agrariens suscitent à M. de Bulow : après avoir fait preuve de souplesse et de complaisance, il doit maintenant faire preuve d'énergie pour les surmonter. L'œuvre ne réussira, dit de son côté le ministre austro-hongrois, que « si les différens États avec lesquels nous sommes en relations y apportent assez de modération pour que, sans sacrifier leurs intérêts vitaux, ils rendent la conciliation possible. » Mais il ajoute que, d'autre part, « un accord complet est nécessaire entre les deux parties de la monarchie austro-hongroise pour agir en face de l'étranger comme une nation unie et compacte, et par conséquent forte. » Cet accord n'existe pas encore. On l'établira sans doute et la négociation aboutira. Les traités seront renouvelés. Toutefois, le comte Goluchowski a tenu à ce sujet un langage assez différent de celui qu'il tenait l'année dernière. Il avait établi alors une distinction essentielle et profonde entre les traités commerciaux et les traités politiques, affirmant la supériorité des seconds sur les premiers, et leur absolue indépendance à leur égard. Il semblait, à l'entendre, que les intérêts politiques des grands États avaient quelque chose d'abs-

trait, et que leur conciliation s'opérait dans des régions si élevées que l'influence des intérêts matériels ne s'y faisait pas sentir, et ne pouvait, en tout cas, y causer aucune perturbation. C'était là une conception un peu « sublime », si l'on nous permet d'employer à notre tour une expression dont le comte Goluchowski s'est servi dans son discours pour caractériser le but de la Triple Alliance. Cette année, il ne va plus aussi loin dans la différence qu'il fait entre la politique et le commerce. « Quant à la connexité des questions politiques avec les questions économiques, il n'est pas possible, dit-il, d'avoir une alliance politique et une guerre économique. » Cette opinion, qui a toujours été la nôtre, est nouvelle dans sa bouche. Il s'est aperçu que, si l'homme ne vivait pas seulement de pain, il en avait pourtant besoin pour vivre, et que la tâche de son gouvernement était de le lui assurer. Les questions commerciales deviennent de plus en plus, entre les États, les questions politiques par excellence. Il est peu probable, en somme, que les stipulations politiques de la Triple Alliance aient l'occasion d'être appliquées de sitôt, tandis que celles des traités de commerce s'appliquent tous les jours. Elles déterminent en grande partie les conditions d'existence des peuples. Aussi le comte Goluchowski conclut-il dans son discours à la délégation autrichienne qu'il « faudra que tous les gouvernements s'efforcent d'obtenir la concordance des rapports économiques avec les rapports politiques. » Nous souhaitons sincèrement qu'ils y réussissent.

Enfin le comte Goluchowski a consacré une partie considérable de son discours à la question des Balkans. Cette question, qui intéresse toute l'Europe, mais d'une manière plus étroite l'Autriche-Hongrie et la Russie, permet dans une certaine mesure de se rendre compte du degré d'intimité et de confiance que présentent les rapports de ces deux grands pays. Au fond, lorsque l'Autriche et la Russie sont parfaitement d'accord pour maintenir le *statu quo* dans les Balkans, il y a peu de danger de le voir troubler, quelle que soit d'ailleurs l'activité des impatiences et des intrigues qui se produisent sur un point ou sur un autre. Il y a cinq ans, en 1897, l'Autriche et la Russie ont établi entre elles une entente, qui a été de part et d'autre loyalement respectée depuis lors, en vue d'écarter des régions balkaniques tout ce qui pourrait en troubler la tranquillité. « Dès le moment, dit à ce sujet le comte Goluchowski, où on a pu constater sans conteste que ni nous ni la Russie ne poursuivions des projets égoïstes en Orient, et moins encore ne cherchions d'augmentations territoriales, il a fallu logiquement que la méfiance, qui compromettait depuis des années les rela-

tions mutuelles des deux pays, disparût et fit place à cette disposition heureuse dont nous jouissons à présent. » Ainsi, dans le passé, c'était la défiance qui existait entre Vienne et Saint-Petersbourg; aujourd'hui c'est la confiance; et on voit là un nouvel exemple de la faculté qu'ont les puissances qui appartiennent à un système d'alliances de s'entendre sur un point spécial avec celles qui se rattachent à l'autre. Le rapprochement qui s'est opéré entre l'Autriche et la Russie au sujet des Balkans ressemble beaucoup à celui qui a eu lieu entre la France et l'Italie au sujet de la Méditerranée, et nous nous félicitons du premier, comme le comte Goluchowski se félicite du second. Toute l'Europe, en effet, désire que la tranquillité des Balkans soit maintenue. Pourrait-elle par hasard des risques en ce moment? Le discours aux Délégations laisse à cet égard l'esprit un peu perplexe.

Il y a de l'irritation, presque de la colère, dans la façon dont le comte Goluchowski parle des Balkans. Heureusement les deux gouvernemens sont là, et leur accord est absolu. Mais, dit-il, « quelque sincère que soit leur zèle en vue d'éviter tout ce qui pourrait entraver le maintien de la paix, on ne peut pas oublier d'autre part que les buts de leur politique se trouvent en opposition grave avec les aspirations d'un groupe d'éléments louches qui font métier de pêcher en eau trouble, et qui ne reculent devant aucun effort pour miner, au moyen de soupçons tendancieux, une entente qui, en dehors d'autres avantages, a celui de les contrecarrer. » On voit par la vigueur de cette attaque que ces éléments louches ne respectent rien : non seulement ils agissent dans un sens dangereux, mais encore ils osent insinuer que l'entente austro-russe n'est peut-être pas aussi complète ni aussi solide qu'on l'imagine. C'est évidemment le dernier degré de la perversité. Nous ne rechercherons pas de quoi et de qui veut parler le ministre autrichien : il est probable que le Comité macédonien, qui a été si souvent pris à partie depuis quelque temps, est la principale cause de ses inquiétudes. L'action de ce comité est incontestablement révolutionnaire; elle rappelle à s'y tromper celle qu'on a vue s'exercer autrefois en Italie, en Allemagne, et à diverses reprises dans les Balkans eux-mêmes. Ses procédés n'ont rien d'original ni de nouveau. Il faut s'en préoccuper sans doute, et nous croyons avec le comte Goluchowski que « ce serait s'abandonner à un optimisme injustifiable et se tromper soi-même, si on voulait repousser l'opinion que la situation dans les Balkans laisse toujours beaucoup à désirer. » Nous ne repoussons pas cette opinion : mais nous continuons de croire qu'aussi longtemps que l'accord austro-russe subsistera dans

toute sa sincérité, le mal ne fera pas de progrès bien sensibles. C'est bien d'ailleurs le sentiment du gouvernement austro-hongrois.

Pour se rassurer davantage encore, le comte Goluchowski prend la peine de définir à leur commun usage la conduite qui s'impose aux deux puissances. Elle doit surtout être faite d'abstinence. Il y a une politique qu'on a appelée autrefois la « politique de prestige, » et qu'il faut sévèrement condamner. Elle consistait, de la part de l'une des puissances, sinon même des deux, à s'immiscer dans les affaires intérieures et extérieures des petits États balkaniques pour y faire régner leur influence exclusive. La Russie avait un client, l'Autriche en avait un autre, et la Russie aussi bien que l'Autriche attachaient leur prestige aux succès qu'elles pouvaient leur assurer. Cette politique a été néfaste; elle le serait encore plus aujourd'hui. Les deux puissances ne doivent rien faire qui « soit de nature à ébranler la balance de leur position égale en Orient. » Tout serait perdu si elles cherchaient à s'assurer des sphères d'influence distinctes et opposées. Tels étaient les errements du passé; la sagesse est d'y renoncer pour toujours. Enfin, il y a la Turquie dont on ne peut pas faire abstraction. Le comte Goluchowski voit en elle, un peu d'ailleurs comme en toutes choses, un motif de craindre et d'espérer. Il s'en tire en lui donnant des conseils excellents, mais difficiles à suivre. On a tout dit sur les défauts de l'administration ottomane; peut-être même y a-t-il là des vices incurables. Ils augmentent les difficultés de la situation dans les Balkans en donnant un prétexte à l'opposition révolutionnaire: il faut donc que la Porte fasse des réformes, ces réformes toujours promises et toujours ajournées. Mais il y aurait quelque excès de confiance à y trop compter. Aussi le ministre autrichien n'hésite-t-il pas à conseiller à la Porte de prendre des mesures militaires, d'autant plus conformes, dit-il, à son intérêt qu'elle « ne peut pas compter sur l'appui réel et stable des puissances amies. » Elle doit se suffire à elle-même. Toutefois, — et ici le dosage exact devient délicat à déterminer, — « la Turquie ne peut garder l'intégrité de son territoire qu'à la condition que les organes turcs ne dépassent pas, dans le cas de répressions, les mesures indispensables au maintien de l'ordre. » *Ne quid nimis*: rien de trop, et pourtant tout le nécessaire. Il faut toutes ces conditions si l'on veut conserver la paix dans les Balkans: accord intime et désintéressement absolu de l'Autriche et de la Russie; renonciation à la politique de prestige et aux sphères d'influence; enfin, de la part de la Porte, des réformes, cela va sans dire, et, si elles ne réussissent pas, une politique de répression si adroitement exé-

cutée qu'elle soit pleinement efficace sans qu'on puisse lui reprocher rien qui ressemble à de la barbarie. C'est l'obligation imposée autrefois à Shylock, qui s'exposait à perdre la vie s'il prenait une parcelle de chair et une goutte de sang en plus de ce qui lui était strictement dû.

On le voit, le discours du comte Goluchowski ne serait pas très rassurant si la Russie n'y était pas représentée comme décidée à suivre la politique qui lui est indiquée. A cet égard, le progrès est sensible sur l'année dernière. Alors, le comte Goluchowski avait des inquiétudes au sujet de l'entente austro-russe; aujourd'hui il n'en a plus aucune, et cela est heureux en présence d'une situation qu'il nous montre sous des couleurs aussi sombres. Évidemment, ce n'est pas l'optimisme qui domine dans son discours : il n'y en a du moins que dans la partie qui se rapporte au renouvellement de la Triple Alliance. Là tout est pour le mieux; ailleurs tout est embrouillé. Les nuages se sont épaissis sur les Balkans. Malgré cela, nous croyons très fortement au maintien de la paix en Orient. Les nuages se dissiperont, ou s'éloigneront : et si on nous demande où nous prenons cette confiance, elle nous vient de celle que nous avons dans l'entente austro-russe, et de la conviction où nous sommes que ni l'une ni l'autre des deux puissances ne poursuit en ce moment de but particulier. Or il n'y a pas pour la révolution de génération spontanée dans les Balkans : il suffit qu'aucune grande puissance n'en sème et n'en encourage le germe, pour que l'éclosion en soit ajournée à un temps indéterminé.

Nous ne pouvons pas terminer cette chronique de la quinzaine sans mentionner la catastrophe qui vient de se produire à la Martinique. Une éruption volcanique a complètement anéanti la ville de Saint-Pierre, qui contenait 25 000 habitants, et qui était une des villes de commerce les plus actives des Antilles. Elle était pleine de vie et de mouvement. La mer d'un côté, la campagne couverte de cannes à sucre de l'autre en faisaient à la fois une ville industrielle et commerçante. Elle était riche et prospère. Mais à quelques kilomètres au nord-est se dressait Montagne-Pelée, volcan depuis longtemps éteint, qu'on avait cessé de craindre, auquel même on ne songeait plus, tandis qu'un travail obscur se faisait dans ses flancs et préparait une explosion formidable. La soudaineté en a été telle que personne, ou bien peu s'en faut, n'a pu s'échapper. En quelques minutes, une pluie de feu, de boue bouillante et de rochers est tombée sur la ville, sur la rade, et sur tout le nord de l'île, détruisant maisons et vaisseaux et ne laissant rien subsister de ce qui y vivait. Le désastre ne nous est encore connu que par

des télégrammes trop courts pour qu'on puisse en donner tous les détails, mais malheureusement trop précis pour qu'on puisse douter de son étendue. Les dernières nouvelles le présentent comme encore plus grand qu'on ne l'avait d'abord estimé. Tout a péri. Un linceul de lave, de boue et de cendre couvre aujourd'hui la ville de Saint-Pierre. A peine quelques vingtaines d'habitans ont pu être sauvés. Les noms d'Herculanum et de Pompéi viennent inévitablement à la mémoire à cause des souvenirs classiques qui s'y rattachent et des fouilles qui y ont été faites; mais l'événement qu'ils rappellent, quelque sinistre qu'il ait été, n'est pas comparable à celui d'hier, car la population des deux villes romaines était moins nombreuse que celle de Saint-Pierre, et la plus grande partie a pu s'enfuir et se sauver. Il semblait que l'ère de ces grandes convulsions terrestres était close. Comment oublier pourtant qu'il n'y a pas encore vingt ans, en 1883, l'éruption du Krakatoa accompagnée d'un gigantesque raz de marée a fait périr 40000 personnes, dit-on, et presque complètement englouti une des îles de l'archipel de la Sonde? L'imagination est saisie d'épouvante devant ces phénomènes qui laissent l'homme misérablement désarmé à l'encontre de la nature brutale et meurtrière. On croit entendre le cri de terreur et d'horreur qui s'est élevé de ces milliers de poitrines aujourd'hui muettes, vaine protestation de l'humanité si cruellement frappée. Un tel événement n'intéresse pas la France seule, à qui appartient la Martinique : l'émotion en a été ressentie dans le monde entier, et de tous côtés nous viennent des témoignages de sympathie dont nous sommes touchés profondément. Mais ce sont des Français qui ont péri, au nombre d'une trentaine de mille, de plus peut-être, dans ce tragique désastre, et les expressions manquent pour dire quelle angoisse cette pensée laisse dans nos cœurs. Devant ce spectacle de désolation et de mort, on ne peut que se recueillir dans le sentiment de son impuissance : et cependant il faut se remettre à l'œuvre pour réparer tant de ruines, car la vie doit avoir sa revanche, et Naples continue de prospérer au pied du Vésuve, à quelques pas de Pompéi et d'Herculanum ensevelies.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

F. BRUNETIÈRE.

L'ENTREVUE DE BIARRITZ

(1865)

I

Le premier don de l'homme d'État est d'écarter les apparences, de ne pas tenir compte des bourdonnemens superficiels, et d'envisager les situations telles qu'elles sont réellement en elles-mêmes. Bismarck déploya cette qualité à un degré supérieur dans le conflit sur les Duchés de l'Elbe.

Depuis des années, le Danemark et l'Allemagne se les disputaient. Maintes fois assoupie, la querelle renaissait sans cesse. Elle recommença en 1864, à propos d'une Constitution de Frédéric VII et, ensuite, à la mort de ce prince. A l'intronisation du prince Christian de Glucksbourg, auquel un traité, conclu à Londres en 1852 avait assuré la succession au détriment du duc d'Augustenbourg, le plus proche agnat, elle se compliqua d'une question de succession.

Bismarck vit, en premier lieu, que ce conflit à explosions intermittentes arrivait, après tant de replâtrages et d'atermoiemens, à ce point où, les finasseries et les transactions épuisées, la guerre doit inévitablement avoir le dernier mot. Il vit non moins clairement que cette guerre amènerait la séparation complète des Duchés et du Danemark, et qu'il ne s'agirait plus que de savoir qui recueillerait le morceau détaché. L'idée de le laisser prendre par Augustenbourg lui était intolérable : il avait négocié la troisième renonciation et n'estimait guère le personnage ; s'il lui permettait de s'installer comme duc dans les Duchés, « ce pleutre, disait-il à Talleyrand, notre ambassadeur, tremblant d'être absorbé par son puissant voisin, augmenterait d'une voix la majorité fédérale hostile à la Prusse et dont l'Au-

triche disposait le plus souvent. » Il aimait mieux Kiel entre les mains du Danemark que dans celles d'un nouveau principule suspect ou ennemi. Mais il pensait qu'il avait une solution meilleure : annexer les Duchés à la Prusse.

Des obstacles formidables s'élevaient contre ce dessein. Le Roi, la Reine, le Prince héritier, d'accord en cela avec le parlement prussien et la Diète, voulaient établir la souveraineté d'Augustenbourg dans les Duchés délivrés; les puissances européennes, conduites par l'Angleterre, manifestaient leur intention d'exiger le respect du traité de Londres. Bismarck avait donc à lutter contre son souverain, contre son parlement, contre la Diète, contre l'Europe.

Le plus orgueilleux et le moins vaniteux des politiques, il avait conscience de sa force, et sentait que son habileté dans l'affaire de Pologne et du Congrès l'avait considérablement accrue. Il y avait gagné ce que Napoléon III y avait perdu. L'Empereur s'était séparé de la Russie, sans avoir trouvé une compensation dans l'amitié de l'Angleterre. Lui, avait su obtenir les bonnes grâces des Anglais et conserver l'amitié russe en acquérant par-dessus le marché celle de Napoléon III. En réalité, la sottise polonaise n'avait profité qu'à lui. A l'intérieur, son influence sur le Roi s'était fortifiée à mesure que s'était exaspérée l'hostilité du parlement; il était l'homme nécessaire encore plus que le jour où le Roi avait déchiré son acte d'abdication. Par toutes ces raisons, il crut qu'il pouvait oser beaucoup et aucun obstacle ne lui parut insurmontable.

Son audace excluait rarement la prudence. Il en manqua pourtant au premier moment et éventa trop tôt son projet. Dans une réunion des ministres prussiens, il dit au Roi : « Chacun de vos aïeux, sans excepter votre frère, a agrandi l'État. Frédéric-Guillaume IV a acquis Hohenzollern et le territoire de la Jahde, Frédéric-Guillaume III la Province rhénane, Frédéric-Guillaume II la Pologne, Frédéric II la Silésie, Frédéric-Guillaume I^{er} la vieille Poméranie antérieure, le Grand-Électeur la Poméranie postérieure avec Magdebourg et Minden. Faites comme eux : prenez les Duchés danois. » Les ministres gardaient un silence de stupéfaction; le Prince royal levait les mains au ciel. Le Roi ordonna qu'on rayât ces paroles au procès-verbal, pensant qu'il serait agréable à Bismarck que de tels propos ne fussent pas conservés, mais celui-ci exigea qu'on les réintégrât.

Il ne fut pas plus circonspect avec notre ambassadeur. Talleyrand lui ayant dit pour le sonder : « Le Sleswig réuni au Holstein, voilà un beau morceau ; je ne pense pas que vous le laissiez au prince d'Augustenbourg. — Oh ! non, répondit-il vivement. Et, en cas de réunion, ajouta-t-il, nous exigerions des conditions qui nous rendraient les maîtres des Duchés. » En Autriche même, il laissa plus d'une fois entrevoir que l'adjonction d'un million d'habitans, si toutefois il y arrivait sans mettre l'Europe sur pied, ne serait pas à dédaigner pour un pays aussi maigre que la Prusse.

Ses confidences n'avaient pas eu de succès ; elles lui donnèrent du moins plus clairement conscience des difficultés que son ambition allait rencontrer. Il ne renonça pas, mais changea de méthode : il poussa les événemens vers son but en cessant de le montrer ; il ne partit pas en guerre à la fois contre toutes les oppositions, qui, réunies, l'eussent mis à terre ; il ne les affronta que l'une après l'autre. La Diète ne pouvait être matée et congédiée qu'avec le concours de l'Autriche : il l'obtiendrait. Le traité de Londres ne pouvait être déchiré que moyennant la complaisance de Napoléon III : il se l'assurait. Les Duchés arrachés au Danemark, à la Diète, à l'Europe, l'Autriche les refuserait-elle à la Prusse ? il l'exécuterait à son tour, comme le Danemark, comme la Diète, comme l'Europe. Son roi résistait, mais il lui mettrait le morceau à la bouche, et il ne le lâcherait plus. Voilà le plan inouï de hardiesse qu'il conçut dans les derniers jours de 1863. Pendant trois ans, il le poursuivit au milieu des incidens les plus compliqués, sans se laisser détourner par aucun mécompte, avec une sûreté de vue imperturbable et une inépuisable fécondité de moyens. Il ressemble vraiment pendant cette période à un magicien qui fait tomber ses adversaires à ses pieds en les touchant d'une baguette toute-puissante.

II

Le 1^{er} octobre 1864, il a exécuté triomphalement la première partie de son plan : il a éconduit et bafoué la Diète, entraîné l'Autriche à une guerre en commun contre le Danemark ; il a, dans la Conférence de Londres, amené les Anglais eux-mêmes à déchirer le traité de Londres et, au milieu de l'abstention de l'Europe, il a fait signer un traité par lequel le roi Christian

renonce à tous ses droits sur les duchés de Sleswig-Holstein en faveur de Leurs Majestés le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche. Et on relève à peine dans le monde la contradiction d'une guerre commencée contre Christian « parce qu'il n'avait aucun droit sur les Duchés, » et terminée par une acquisition de ces droits dits inexistans ; d'une guerre commencée au nom du principe des nationalités, et terminée par l'application la plus brutale du principe de conquête.

L'histoire n'aura pas assez d'étonnement de la conduite de l'Autriche dans cette querelle des Duchés. De la part de la Prusse, la nation de Frédéric, aucun procédé risqué ne surprenait personne. Si on ne pensait pas non plus l'Autriche au-dessus des tentations, on la supposait avisée, et on ne comprit pas qu'au lendemain de la perte de la Lombardie, alors qu'elle refusait chaque jour d'écouter le vœu des populations de la Vénétie, elle fût allée au Sleswig comme le champion de la révolte d'une nationalité contre un souverain : eût-elle obtenu de la Prusse, avant de se mettre en route, la garantie de sa dernière possession italienne contre une agression de la France ou de l'Italie, la contradiction n'en subsistait pas moins.

On a dit qu'elle s'était unie à la Prusse pour la contenir : ainsi avait fait la bonne Marie-Thérèse au partage de la Pologne ; elle en avait gémi et, tout en gémissant, elle avait pris sa part. On a dit encore que Rechberg avait été décidé à ce pas scabreux par l'annonce du congrès de Napoléon III, qui signifiait perte de la Vénétie : sur les conseils de l'Angleterre, il aurait ajourné sa querelle avec la Prusse, se serait rapproché d'elle pour parer au péril prochain, et le signe de la réconciliation avait été la campagne dans les Duchés.

Une certaine part doit être faite à chacune de ces raisons ; mais François-Joseph fut surtout déterminé par ses sentimens personnels de confiance, d'affection et de respect à l'égard du roi de Prusse : revenu de sa petite révolte du Congrès des princes, l'Empereur autrichien était alors convaincu de ne pouvoir mal faire en suivant cet oncle expérimenté et qu'on devait croire loyal, tant il parlait volontiers de la Providence. Aucun sacrifice ne lui paraissait trop lourd pour conserver à son État et à lui-même cette assistance précieuse. Dans la crainte que son ministre ne la compromît, il avait dirigé lui-même toute cette diplomatie, et Rechberg ne fut qu'un instrument passif.

III

On a reproché à Napoléon III de n'avoir pas apporté au Danemark le secours de ses armes, de concert avec l'Angleterre, et on fait remonter à cet abandon la cause de tous nos malheurs. « C'a été une lâcheté, a dit Michelet, et d'autant plus incompréhensible que l'Angleterre offrait de s'unir à nous dans une action coercitive. » L'Angleterre n'a jamais proposé sérieusement une action contre le Danemark. Russell et Palmerston y eussent été par momens disposés, mais non l'opinion publique; et la Reine se déclarait prête à abdiquer plutôt qu'à consentir à une guerre contre sa chère Allemagne.

En trois circonstances, Russell interpella l'Empereur. D'abord, avant l'ouverture des hostilités Cowley lui demanda en termes vagues si, en certaines éventualités, il serait prêt à accorder son aide matérielle. L'Empereur fut, comme il était chaque fois qu'il consentait à s'expliquer, d'une entière sincérité : « Il ne pouvait nier, dit-il, qu'il eût reçu un *gros soufflet* de la Russie à propos de la Pologne; en recevoir un autre de l'Allemagne sans le ressentir était plus qu'il ne pouvait faire sans tomber dans le mépris public. Il ne pouvait, par conséquent, s'associer aux sommations anglaises, n'étant pas disposé à la guerre contre les Allemands. La question ne touchait ni la dignité, ni les intérêts de la France et n'y causait aucune excitation. Le Corps législatif représentait fidèlement l'opinion, qui était pacifique, maintenant que la France avait acquis assez de gloire pour se défendre de l'accusation portée contre Louis-Philippe d'être servile envers l'étranger. Une autre raison l'empêcherait de faire la guerre, savoir : que la France semblerait chercher un dédommagement sur le Rhin et que cela mettrait toute l'Europe contre elle. L'opinion générale qu'il voulait étendre ses frontières de ce côté le rendait doublement prudent. La politique des nationalités était populaire en France et chère à lui-même. Il ne pouvait, par conséquent, aider à remettre les Holstein sous le joug du Danemark qu'ils détestaient, tandis qu'il cherchait à arracher la Vénétie à l'Autriche pour la rendre à l'Italie; il ne voulait pas être accusé de suivre sur l'Eider une autre politique que sur le Pô. »

Russell n'insista pas.

Mais il revint à la charge, une seconde fois, d'une manière

plus précise, au milieu de la guerre, quand les troupes prussiennes et autrichiennes entrèrent dans le Sleswig. — « Êtes-vous disposés, demanda-t-il à Drouyn de Lhuys, à vous joindre à nous dans une démonstration navale à Copenhague ? » Drouyn de Lhuys, c'est un point historique essentiel à bien constater, ne répondit point par un refus, mais par une interrogation : « Notre situation et celle de l'Angleterre, dit-il, ne sont pas égales. L'Angleterre n'a rien à redouter pour elle-même d'une démonstration navale dans les eaux du Danemark. Elle pourrait aisément bloquer les ports allemands et infliger à la Prusse une leçon qui laisserait le nom britannique redouté. Nous, au contraire, nous aurions en perspective une guerre, peut-être longue, avec une nation militaire de quarante millions d'hommes et la certitude, quel qu'en fût le résultat, de créer ou de raviver des haines avec lesquelles, pendant des années, notre politique aurait à compter. Êtes-vous prêts à nous garantir contre ces éventualités ? Dans le cas où une attaque sur le Rhin répondrait à notre démonstration navale, êtes-vous décidés à nous assister, et voulez-vous dire comment et dans quelle mesure vous le feriez ? » « J'attends encore la réponse, » disait bien longtemps après Drouyn de Lhuys en racontant cet incident si honorable pour lui et si souvent travesti. Le fantôme du Rhin s'était de nouveau levé devant les hommes d'État anglais et ils lui sacrifièrent le Danemark.

Une troisième et dernière fois Russell pourtant nous interpella, au milieu de la Conférence de Londres, qui sépara le commencement et la fin de la guerre. Le démembrement des Duchés venait d'être admis en principe ; la fixation de la frontière devenait la question capitale et, on peut dire, unique de la Conférence ; elle résolue, la paix était assurée. Mais Bismarck, qui ne voulait pas de la paix, s'arrangea de manière qu'elle ne le fût pas. Au tracé de Russell, Schlei-Dannewirk, il en opposa un, Apenrad-Tondern, qui, englobant les trois quarts du Sleswig, était inacceptable par le Danemark, qui en effet le refusa. Pour en finir, Russell offrit à Drouyn de Lhuys de s'entendre sur une ligne intermédiaire entre les deux tracés, par exemple celle de Kappel-Husum, et de la proposer aux deux parties par un ultimatum. Pour la troisième fois Drouyn de Lhuys reprit la même interrogation : « Si ce n'est qu'une démonstration, nous n'en voulons pas ; si c'est un prélude de guerre, à quelles conditions

voulez-vous la faire avec nous ? Que devons-nous attendre [de vous si nous sommes attaqués sur le Rhin ? » Pour la troisième fois, Russell fit une pirouette et ne répondit pas.

Palmerston se récria fort après la conclusion de la paix : « Cette conduite est honteusement mauvaise et les détails de cette guerre danoise laisseront dans l'histoire de l'Allemagne une page sur laquelle aucun Allemand honorable ou généreux ne pourra plus tard jeter les yeux sans rougir. S'il venait à l'esprit de notre excellent ami et voisin de Paris de priver la Prusse de ses provinces rhénanes, pas un doigt ne se lèverait, pas une voix ne se ferait entendre, pas un homme ni un shilling ne serait voté pour s'opposer à cette juste punition infligée au monarque prussien ; de même lorsque le moment sera venu où la France et l'Italie seront prêtes pour délivrer la Vénétie du joug autrichien, la joie avec laquelle le succès de cette entreprise sera acclamé dans toute l'Angleterre sera doublée par le souvenir du Sleswig-Holstein-Lauenbourg. » Il n'en vint pas moins porter au parlement les déclarations les plus pacifiques. Et, prévoyant le cas où « Copenhague serait exposé aux horreurs d'un assaut, à la destruction de la propriété, au massacre de ses habitants pacifiques, à la confiscation, au pillage, à la capture du souverain comme prisonnier de guerre, » son audace se borna à promettre que, « dans ce cas, il réfléchirait encore une fois mûrement sur le parti qu'il aurait à prendre. »

Ainsi, dans les trois circonstances où la France a demandé au Cabinet anglais : « Si je m'engage avec vous dans des démonstrations pouvant conduire à la guerre, me soutiendrez-vous complètement comme en Crimée ? » il n'a pas même répondu. Si la France avait fait la guerre, elle aurait dû la soutenir seule, et seule porter le poids de la Prusse, de l'Autriche, de la Confédération. Si elle avait été vaincue, ce qui était probable, pour ne pas dire certain, l'Angleterre ne serait pas venue la ramasser sur le champ de bataille ; si elle eût été victorieuse, la Russie, à cause de la Pologne, n'eût pas permis qu'elle s'avancât en triomphatrice dans l'Allemagne. Et l'Angleterre, redoutant que l'Empereur se dédommageât sur le Rhin de ses sacrifices, n'aurait pas tardé à oublier le Danemark et à joindre son intervention diplomatique à l'intervention militaire des puissances : la plus formidable des coalitions se serait nouée contre nous. Voilà donc à quels effroyables hasards un souverain français

aurait dû exposer son pays pour contraindre quelques Allemands à demeurer soumis au joug danois ou pour conserver 25 ou 30 000 âmes de plus au Danemark dans le Sleswig; enfin, pour y maintenir un roi dont les sentimens hostiles envers la France étaient notoires! Si l'Empereur eût joué les destinées de son pays pour un tel motif, il eût mérité une éternelle réprobation. Et qu'on ne parle pas de droit à sauvegarder! Le droit n'était pas du côté du Danemark. Il n'avait d'autre titre que sa faiblesse et le traité de Londres. Mais la faiblesse ne constitue pas un droit et ne dispense pas d'avoir raison; et le traité de Londres, traité simoniaque, illégitime, nul parce qu'il avait disposé des Duchés sans leur consentement et consacré l'asservissement des Allemands des Duchés aux Danois, ne méritait pas qu'on le défendît d'aucune manière. D'ailleurs, toutes les puissances d'Europe, et l'Angleterre autant que les autres, avaient établi que le Danemark avait lui-même rompu le traité de Londres en n'en remplissant pas les obligations et en s'affranchissant de ses stipulations essentielles.

En réalité, on a démesurément grossi cette affaire du Danemark en la présentant comme la source d'où sont sortis tous nos maux. Il n'y a aucun lien nécessaire entre 1864 et 1870, et ce démantèlement légitime (1) d'un petit État dominateur n'a été qu'un accident sans conséquence dans le développement général des faits européens.

IV

Les professeurs et les politiques de la Diète, grands pourfendeurs au profit d'Augustenbourg, s'étaient imaginés béatement qu'imitant l'exemple désintéressé de Napoléon III en 1859, la Prusse et l'Autriche remettraient leur conquête entre les mains de l'Allemagne. Bismarck ne leur laissa pas leur illusion; il notifia les conditions auxquelles il permettrait à Augustenbourg de s'installer dans les Duchés: à savoir de livrer à la Prusse son armée, sa marine, ses forteresses, Kiel, Rendsbourg, tout l'essentiel de ce qui constitue un pouvoir souverain; on lui abandonnerait le reste.

C'est ce qu'on a appelé « les conditions de février » (22 fé-

(1) Si ce n'est en ce qui concerne les districts danois du nord du Sleswig.

vrier 1865). Il n'y avait aucune différence, sauf un nom d'apparat, entre une telle suzeraineté et l'annexion; le Sultan n'avait pas imposé aux hospodars des Principautés une telle sujétion : Mensdorff, le ministre des Affaires étrangères d'Autriche, se refusa à la prendre au sérieux. Augustenbourg, tout en témoignant son désir de concéder beaucoup, avait déclaré qu'on lui en demandait trop, et, le 31 mars, la Diète, soutenue cette fois par l'opinion révolutionnaire, qui lui était ordinairement hostile, adressait à la Prusse, sur la proposition de la Bavière, une espèce de sommation de donner à l'affaire un dénouement conforme aux droits de la Confédération (6 avril 1865), c'est-à-dire de reconnaître Augustenbourg.

« Comment le reconnaitrais-je ? avait dit Bismarck. Il faudrait qu'il possédât des droits certains, et les siens sont loin de l'être. Ceux des Oldenbourg, derrière lesquels se dresse le fantôme de la Russie, me paraissent bien spécieux, et j'ai l'idée vague que la Prusse elle-même peut avoir des droits encore mieux établis. Je vais m'adresser aux Syndics de la Couronne pour qu'ils me renseignent. »

En effet les Syndics de la Couronne déclarèrent : « que le prince héréditaire d'Augustenbourg était dépourvu de tout droit, et que, en vertu du traité de Vienne, les droits incontestables du roi Christian avaient été transférés à la Prusse et à l'Autriche. »

La Diète, l'Europe mises de côté, il restait à éliminer l'Autriche et à garder pour la Prusse seule ce qui avait été conquis de compagnie. Cette tâche était encore plus ardue que la première; Bismarck s'y engage avec plus encore de résolution.

La situation intérieure de l'Autriche l'encourageait. Elle était des plus difficiles : le ministre d'État Schmerling déployait, pour soutenir son système parlementaire libéral, « tour à tour la grâce et la raideur, la bienveillance et la colère, la force et la faiblesse, l'ardeur et la patience », enfin, toutes les qualités d'une intelligence remarquable, et, néanmoins, il ne réussissait pas. Les Hongrois mécontents s'agitaient, les Slaves se tenaient à l'écart; les Allemands murmuraient; les finances étaient en désarroi. Un désaccord constant sur la politique extérieure existait entre les ministres ou plutôt entre Schmerling et François-Joseph : Mensdorff, son collègue aux Affaires étrangères, moins nerveux, plus calme que Rechberg, esprit juste et droit, d'une délicate élé-

vation de sentimens, était un ministre sur le type d'Antonelli, avant tout, dévoué à son maître jusqu'au sacrifice de soi-même, Jonnant de bons conseils et prenant la responsabilité des mauvais, quand on ne l'avait pas écouté. Sous lui, plus encore que sous Rechberg, François-Joseph était le seul maître de sa politique extérieure, et c'est avec lui que Schmerling se heurtait à tout instant. Il voulait tout sacrifier à l'entente avec la Diète, les États moyens et l'opinion publique allemande; François-Joseph, bien aise d'être d'accord avec la Diète et les États moyens, se préoccupait peu de l'opinion publique, et beaucoup de ne pas rompre irrévocablement avec la Prusse.

Il n'aurait pu sortir de l'impasse dans laquelle il s'était laissé acculer que par un de ces coups d'audace qu'ont seuls les hommes de génie. S'il eût été tel, ou s'il avait encore eu pour conseiller un Schwarzenberg, il eût vu qu'il ne réussirait pas à conserver à la fois sa domination en Vénétie et sa prépondérance en Allemagne. Sans s'arrêter aux objections, aux inconvéniens, et surtout aux considérations d'amour-propre militaire, il eût opté résolument entre les deux. Tenait-il avant tout à conserver sa possession italienne, il eût abandonné les Duchés à la Prusse moyennant une indemnité qui aurait rempli son trésor à sec, lui eût non moins résolument livré l'Allemagne jusqu'au Mein, moyennant une alliance offensive et défensive, non contre l'Italie, qui, réduite à ses propres forces, n'était plus à redouter, mais contre la France, au cas où elle recommencerait un 1859. Préférerait-il sa prépondérance en Allemagne, il eût abandonné la Vénétie à l'Italie, moyennant indemnité, repris toutes les concessions de Rechberg, épousé, ouvertement et à tous risques, la cause d'Augustenbourg, rallié derrière lui les États moyens du Sud et du Nord, tenté de contracter avec Napoléon III une alliance offensive et défensive contre la Prusse, à laquelle ce souverain ne se serait pas refusé, au lendemain d'une cession de la Vénétie, dont il eût été l'intermédiaire. Et l'Autriche serait redevenue la suzeraine de l'Allemagne, comme elle l'avait été à Olmütz; la lutte séculaire se serait terminée en sa faveur, et la nouvelle couronne d'Allemagne serait tombée sur sa tête, non sur celle du roi Guillaume.

François-Joseph n'adopta aucune de ces politiques énergiques; il entra dans celle des demi-mesures, ne sachant pas ce qu'il voulait, résistant, puis se rendant à merci, ne contentant

pas la Prusse, blessant la Diète, n'osant être ni pour ni contre Augustenbourg, revendiquant le droit de conquête, puis se rangeant sous l'égide du principe des nationalités : lent, incertain, contradictoire, aveugle, et cela en présence d'un adversaire décidé, résolu, clairvoyant, sachant nettement ce qu'il voulait et où il allait, ne concédant rien à personne que ce qui était indispensable pour cacher ou faciliter ses opérations offensives. Hommes d'État de l'avenir, si vous voulez apprendre comment on périt, méditez sur l'imprévoyante diplomatie autrichienne dans toute cette affaire des Duchés !

V

Bismarck s'installa dans la propriété commune, comme s'il en était le seul maître ; il augmenta démesurément les forces prussiennes, et organisa ouvertement l'annexion. Il promettait la remise des sommes considérables incombant aux Duchés pour frais de guerre, s'ils se réunissaient à la Prusse ; il menaçait de leur recouvrement impitoyable au cas contraire, d'où résultait ou la misère avec une dette énorme et un prince ruiné, ou la prospérité et la richesse avec le roi de Prusse comme bienfaiteur et souverain.

Chaque jour, par un coup de charrue, il empiétait sur le voisin et reculait la limite de son droit. Il amena la situation entre les deux alliés à ce point extrême où ils n'avaient plus en perspective qu'une reculade, déshonorante pour celui qui l'opérerait, ou la guerre.

Bismarck annonçait sa résolution de guerre à qui voulait l'entendre. Mais l'essentiel pour lui, avant de se lancer dans cette grosse aventure, était de s'assurer le bon vouloir de Napoléon III. Sans sa bienveillance, il n'eût pas pu mener à bonne fin la guerre contre le Danemark : à plus forte raison, lui devenait-elle indispensable pour la guerre, beaucoup plus sérieuse, contre l'Autriche. Des doutes inquiétants agitaient son esprit. Goltz à Paris était fort bien en cour, mais Metternich n'y était pas mal. Les dispositions de Vienne envers l'Italie devenaient plus conciliantes. On parlait d'amnistie pour les émigrés vénitiens, de traité de commerce, même de reconnaissance officielle du nouveau royaume. Supposant les autres aussi prompts que lui aux soubresauts utiles, Bismarck se préoccupait de l'éventualité d'un

rapprochement subit à ses dépens entre la France et l'Autriche. Il n'entretenait notre ambassadeur qu'avec la pensée que ses paroles seraient rapportées à Vienne, et l'ambassadeur autrichien qu'avec le soupçon qu'on les redirait à Paris.

En vain il tournait et retournait Benedetti : il n'en pouvait tirer aucune information, non que cet ambassadeur fût un dissimulateur émérite, mais parce qu'il ignorait en réalité la politique des Tuileries; n'ayant ni la confiance de Drouyn de Lhuys, ni les confidences de l'Empereur, il en était réduit à battre l'eau, à paraître ne pas comprendre, à couper court aux insinuations, à se réfugier dans les généralités inoffensives. Goltz n'obtenait pas mieux de l'Empereur, ni de l'Impératrice, ni de Drouyn de Lhuys, dont il observait les moindres mouvemens, recueillait les moindres propos, tout en restant lui-même sur ses gardes, car Bismarck lui recommandait « de ne jamais oublier que, si l'alliance française peut être la ressource des cas désespérés, elle est contre la nature des choses et que *ni la France pour la Prusse ni la Prusse pour la France ne peuvent être un allié à toute épreuve* (1) »

Le 9 avril, Bismarck manda Benedetti et lui dit : — « M. de Schmerling et ses amis songent à provoquer une sorte d'apaisement dans leurs relations avec l'Italie et à relever le crédit de l'Autriche en Allemagne, en s'appuyant sur les États secondaires. Si elle devait obtenir l'approbation de l'empereur François-Joseph, cette politique, qui, d'ailleurs, se concilie mal avec ses vues personnelles, créerait une situation dangereuse entre les deux grandes puissances germaniques... et pourrait amener une guerre devant laquelle je ne reculerais pas. Je désire connaître ce que je puis, dans ce cas, espérer ou craindre de l'Empereur. »

Drouyn de Lhuys, interrogé (14 avril), répondit par la note suivante : « Nous considérons sans aucun sentiment d'envie ce qui peut arriver d'heureux à la Prusse; nous ne méconnaissons pas l'importance de l'intérêt qui lui fait ambitionner sur la Baltique et la mer du Nord un établissement plus en rapport avec sa situation politique, et il ne serait conforme ni au caractère de nos relations, ni à nos propres traditions, de nous opposer à ses efforts pour devenir une puissance maritime. M. de Bis-

(1) Bismarck à Goltz, 20 février. Sybel, IV, 73.

marck n'ignore pas, au reste, comment nous envisageons en elle-même la question des Duchés. Nous attachons toujours le même intérêt à ce qu'il soit tenu compte du vœu des populations dans l'arrangement définitif. Il est difficile d'exprimer une opinion sur les éventualités prévues par M. de Bismarck. Mais le cabinet de Berlin est suffisamment édifié sur nos intentions pour savoir que, dans le cas où les événemens qu'il prévoit viendraient à se réaliser, nous examinerions la conduite que nous avons à tenir avec les mêmes sentimens qui nous ont guidés jusqu'ici à l'égard de la Prusse et avec le même désir de trouver nos principes et nos intérêts d'accord avec les siens. »

Bismarck affecta d'être très satisfait de cette note fuyante : il pria Benedetti d'en exprimer toute sa gratitude, parce qu'elle justifiait ses prévisions et la politique dont il s'était fait l'organe (1). En réalité, il en fut dépité, car elle ne dissipait aucune de ses incertitudes.

Dans les premiers jours d'août, il chargea Goltz de poser de nouveau, en termes plus pressans, l'interrogation : — Si la guerre éclate entre l'Autriche et nous, que pensez-vous faire ?

Personne n'était à Paris. Quoique le moment fût critique, chacun avait pris son congé habituel : Benedetti avait remis les affaires à Lefebvre de Béhaine, Gramont à Mosbourg, tous les deux d'ailleurs très capables de les gérer ; Drouyn de Lhuys était en villégiature, l'Empereur à Fontainebleau, Goltz ne put causer qu'avec l'Impératrice. Dans une longue et confiante conversation, elle lui indiqua les intentions de l'Empereur : laisser faire, sans se lier par un traité de neutralité.

A son retour, Drouyn de Lhuys s'expliqua dans le même sens : « Nous ne sommes pas intervenus militairement pour défendre l'intégrité du Danemark et pour nous opposer à la cession du Sleswig, parce que nous avons cru qu'aucun grand intérêt français ne nous en faisait un devoir. Si la Prusse et l'Autriche prenaient les armes pour régler entre elles le sort des territoires détachés de la monarchie danoise, la situation resterait la même pour nous. Nous ne verrions aucun motif de sortir de la neutralité et de nous immiscer dans le débat, tant que la guerre ne soulèverait pas des questions nouvelles. Si elle venait à s'étendre, nous aurions certainement à examiner ce que nous

(1) Benedetti à Drouyn de Lhuys, 21 avril 1865.

conseilleraient les intérêts de la France, et nous serions naturellement amenés à nous décider d'après les nécessités de notre politique, en tenant compte des avantages que nous aurions en perspective. Nous pouvons donc attendre l'issue des négociations dans l'attitude que nous avons observée jusqu'ici. Le cabinet de Berlin connaît d'ailleurs les dispositions dont nous sommes animés envers lui, et nous avons la confiance qu'à cet égard, il n'a pas à se plaindre du gouvernement de l'Empereur. »

Cette réponse, autant et peut-être plus que les précédentes, était grosse de menaçantes surprises, de sous-entendus équivoques. Cependant, elle contenait une affirmation nette : « Nous resterons neutres tant que la guerre n'aura pour objet que le partage des territoires détachés de la monarchie danoise. » Toutefois, il n'y avait là qu'un engagement verbal. Bismarck désirait quelque chose de plus solide.

Goltz revint interroger et, cette fois, il demanda en termes formels une garantie écrite de la neutralité promise, suivant la maxime de Frédéric : obtenir des autres un écrit sans en donner soi-même. Drouyn de Lhuys ne donna pas d'écrit. Il fit observer que cette stipulation serait contraire à ce qu'il avait déjà déclaré, « car, si la question pendante entre la Prusse et l'Autriche venait à franchir le cercle où elle s'agit aujourd'hui, nos intérêts pourraient se trouver engagés, et nous ne saurions alors nous astreindre à demeurer neutres. D'ailleurs, si nous contractions cette obligation envers la Prusse, nous ne pourrions refuser à l'Autriche une garantie semblable, sans sortir des bornes de la neutralité. Or, un tel engagement bilatéral, incompatible avec les nécessités que peut imposer à la France la marche des événements, ne serait pas assurément davantage dans les vues du cabinet de Berlin. »

« Goltz, dit Drouyn de Lhuys, parut frappé de la justesse de ces observations. » Oui, frappé, mais plus encore tourmenté. Pourquoi cette obstination à ne pas s'engager, à demeurer dans l'insaisissable, si l'on ne nourrissait pas d'arrière-pensée hostile? Que veut donc l'Empereur? Et Goltz ne réussissait pas à le pénétrer.

Cette incertitude sur la pensée de l'Empereur arrêta provisoirement Bismarck. Au moment même où il ne lui restait plus qu'à envoyer une déclaration de guerre à l'Autriche, il conclut avec elle à Gastein (14 août 1865) une convention par laquelle

au *condominium* existant était substitué un partage des Duchés : L'Autriche prenait le Holstein, et la Prusse, le Sleswig.

La manière dont cette distribution des Duchés s'était opérée indiquait bien les arrière-pensées de Bismarck. Il n'avait pris que le Sleswig, le plus pauvre des deux Duchés, et avait laissé à l'Autriche le Holstein, une des provinces les plus riches et les mieux cultivées de l'Allemagne. Mais, en choisissant la province la plus éloignée de ses frontières, il enserrait le Holstein, dont il tenait déjà les clefs par Kiel et par les routes militaires, entre ses anciennes provinces et sa nouvelle possession, de manière à en exclure forcément l'Autriche, séparée de son duché par toute l'épaisseur de la Confédération germanique. En outre, le Holstein était rattaché à la Confédération, ce qui autorisait la Diète à regarder ce qui s'y passait, tandis que le Sleswig, ne relevant de personne, la Prusse y serait la maîtresse. Enfin, dans des dispositions intentionnellement obscures, relatives aux postes et aux télégraphes, il s'était réservé le moyen de soulever tous les conflits désirables. On a parlé d'articles secrets sur l'éventualité d'une rétrocession du Holstein à la Prusse ; il paraît certain qu'il n'en a été signé aucun. Bismarck a seulement prétendu que les plénipotentiaires autrichiens admirent oralement cette éventualité. Eux, l'ont contesté.

VI

Le 16 août, Bismarck envoya de Gastein à Goltz deux dépêches. La première, très étendue, expliquait la portée réelle des négociations terminées l'avant-veille. Elles étaient conformes à sa politique immuable dans les Duchés ; il s'efforcerait d'y tenir compte des nationalités et du vœu des populations ; il se prêterait, lorsqu'il serait secondé par des circonstances favorables, à restituer au Danemark le plus grand nombre des districts du Sleswig septentrional, habités par des populations non allemandes ; mais la convention ne changeait rien à ses vues sur le reste des pays transelbins, elle en ajournait tout au plus la réalisation ; les manifestations dont plusieurs villes des Duchés venaient d'être le théâtre, organisées par des meneurs intéressés au maintien d'un état social et économique qui date du Moyen-Age, ne représentaient pas l'opinion réelle ; l'ambassadeur devait prémunir le gouvernement français contre la grande erreur d'y

attacher trop d'importance; il devait surtout insister sur les raisons de nature à amener un concert avec Berlin et sur les avantages considérables que l'Empereur recueillerait en retour de sa bonne volonté envers le développement des principes vitaux (*Lebenskeim*) de la Prusse et la formation progressive, d'une grande puissance de l'Allemagne du Nord. La Prusse, jusque-là englobée dans les liens de la Sainte-Alliance, avait vécu, pendant plus de quarante ans, sous la tutelle de l'Autriche, de la Russie, de l'Allemagne entière; elle espérait être sortie pour toujours de ces errements. Ce programme franchement exposé à Paris y devait être agréé, et l'Empereur ne voudrait pas, en créant des difficultés, en élevant des exigences impossibles à satisfaire, obliger la Prusse à revenir sur ses pas et à substituer la politique de la peur, dans laquelle elle avait vécu pendant quarante ans, à la politique d'ambition qu'elle poursuit aujourd'hui.

Dans la seconde dépêche, Bismarck donnait des éclaircissements sur diverses clauses, sur celle notamment qui attribuait à la Prusse le Sleswig plutôt que le Holstein; un système d'assimilation rassurant tous les intérêts procurerait assez promptement à la Prusse des succès bien plus sérieux que ceux que lui eût procurés l'acceptation des conditions de février. Il insinuait que l'Autriche semblait n'avoir exigé le secret de la convention que pour se donner, auprès du gouvernement français, les bénéfices d'une révélation prématurée, et il réitérait son intention de tenir compte du principe des nationalités et du vœu des populations.

Goltz, partisan de la politique de la Diète et non de celle de Bismarck, ne voulait pas entendre parler du partage du Sleswig, dont il désirait l'indivisibilité sous Augustenbourg. Il s'acquitta mal de sa commission, n'annonça pas la convention de Gastein, ne transmit pas les explications rassurantes de Bismarck qui l'atténuaient, de sorte que, l'Autriche ne l'ayant pas révélée malgré la supposition de Bismarck, elle tomba à Paris comme une bombe. L'Empereur, qui se croyait sûr de l'amitié de la Prusse, se crut joué, trahi : il ne supposait pas que, dans l'état d'irritation réciproque des deux puissances germaniques, un accord se fût subitement opéré sans de sérieuses concessions de la part de l'Autriche; il craignit que le sacrifice de l'Italie ne fût la rançon de la paix en Allemagne, et il voyait emportées à la fois l'espérance de son Congrès œcuménique et la délivrance de la

Vénétie. Il éprouva une de ces commotions intérieures que son visage ou ses paroles ne décelaient jamais, mais qu'il épanchait dans un écrit ou dans un acte. Il ordonna à Drouyn de Lhuys d'exprimer son mécontentement dans une circulaire, non destinée à la publicité, mais dont chacun de nos agens donnerait lecture aux ministres auprès desquels ils étaient accrédités.

Cette circulaire fut d'une belle allure : « L'Allemagne voulait un État indivisible de Sleswig-Holstein, séparé du Danemark et gouverné par un prince dont elle avait épousé les prétentions. Ce candidat populaire est mis de côté aujourd'hui, et les Duchés, séparés au lieu d'être unis, passent sous deux dominations différentes. — Est-ce l'intérêt des Duchés eux-mêmes qu'ont voulu garantir les deux puissances ? Mais l'union indissoluble des territoires était, disait-on, la condition essentielle de leur prospérité. — Le partage a-t-il au moins pour but de désagréger deux nationalités rivales, et de faire cesser une existence indépendante ? Il n'en est pas ainsi, car nous voyons que la ligne de séparation, ne tenant aucun compte de la distinction des races, laisse confondus les Danois avec les Allemands. — S'est-on préoccupé du vœu des populations ? Elles n'ont été consultées sous aucune forme, et il n'est même pas question de réunir la Diète sleswig-holsteinoise. — Sur quel principe repose donc la combinaison austro-prussienne ? *Nous regrettons de n'y trouver d'autre fondement que la force, d'autre justification que la convenance réciproque des deux co-partageans.* C'est là une pratique dont l'Europe actuelle était déshabituée, et il en faut chercher les précédents aux âges les plus funestes de l'histoire. »

L'Empereur, dans un diner en petit comité (28 août), à Fontainebleau, exprima lui-même à Goltz son pénible étonnement : « La question des Duchés, lui dit-il, a toujours été difficile à comprendre ; maintenant je n'y comprends absolument rien du tout ; votre nouveau traité est en contradiction flagrante avec les conséquences du programme que vous adoptiez jusqu'ici : il vous donne l'apparence de faire le contraire de ce que vous avez promis. » — Goltz se défendit en faisant ressortir le caractère provisoire du traité, dont le but était d'apaiser l'anarchie qui régnait dans le pays : le Roi avait préféré cet accord à une rupture dont on ne pouvait calculer les conséquences, d'autant plus qu'il avait fait savoir à Berlin qu'on pouvait compter sur la neutralité de la France tant qu'il s'agissait du conflit sleswigo-hols-

teinois, mais que cette neutralité n'était nullement assurée quand la guerre prendrait plus d'extension. — « Vous avez rendu un grand service à votre pays, dit l'Empereur, en écartant toutes les illusions à ce sujet, car je ne pouvais pas me lier d'avance, m'engager à ne rien demander quoi qu'il pût arriver. Écrivez à M. de Bismarck qu'au cas d'une guerre entre la Prusse et l'Autriche j'aurais observé une neutralité bienveillante, mais que je suis surpris, très surpris de ce qui est arrivé. »

VII

Le mécontentement que l'Empereur avait manifesté à Goltz ne troubla guère Bismarck. Il répondit philosophiquement à son ambassadeur : « La pénible impression de Napoléon a étonné le Roi. Quel peut en être le motif? Désirait-il notre rupture avec l'Autriche? Cela devrait nous rendre doublement déliés (1^{er} septembre 1865). »

Dans ses premières conversations avec Lefebvre de Béhaine (du 9 au 12 septembre 1865), après son retour à Berlin (1), ignorant encore la circulaire de Drouyn de Lhuys, ne connaissant que les articles des journaux français ennemis de l'Allemagne, il s'expliqua familièrement et librement comme on fait avec un ami : — Il regrettait que la convention eût donné matière en France à des interprétations sévères. Il ne retirait aucune des déclarations qu'il avait faites plusieurs fois sur les Danois du Sleswig. Il désirait être le plus tôt possible en mesure de satisfaire à nos demandes en leur faveur : « La Prusse n'a nul besoin des districts purement danois du Sleswig du Nord. Une fois que nous aurons trouvé et fixé une bonne ligne de défense, rien ne nous serait plus agréable que de pouvoir, en nous entamant un bout de l'orteil, nous débarrasser, en les restituant au Danemark, de populations hostiles à l'Allemagne, et qui nous attireraient des difficultés que ne balancerait aucun avantage sérieux. » — Seulement, pour en arriver là, il a besoin d'être secondé par les circonstances propices. Il espérait qu'à l'aide d'une crise survenant dans la situation générale de l'Europe, le roi Guillaume pourrait, sur ce point en même temps que sur plusieurs autres, adhérer à des combinaisons que l'esprit public en Allemagne ne

(1) Il y était rentré le 7 septembre.

saurait accepter en l'état présent. Il s'étendit sur la convention, en triomphateur, ne s'attachant ni à amoindrir ses résultats, ni à dissimuler ses espérances prochaines : elle n'est qu'un premier pas dans la voie qui conduira la Prusse, non seulement à l'annexion complète des Duchés, mais enfin à l'accomplissement de ses projets d'hégémonie ; il ne permettra pas que Kiel devienne un port fédéral. Il se plut à étaler sa tactique : il avait par calcul introduit des dispositions ambiguës sur les postes et les télégraphes ; il avait évité de faire décider lequel des deux co-contractans serait admis à exercer le droit de recruter et de former un corps d'armée, de convoquer les États ; il s'était ménagé ainsi le moyen de soulever une nouvelle querelle et de compléter sa conquête, dès que les circonstances générales en fourniraient l'occasion. Provisoirement, il allait s'occuper de modifier le régime intérieur des Duchés : « par exemple, les habitans des villes étaient exemptés du service militaire et de l'impôt dont tout le poids retombait sur les campagnes ; il allait les y soumettre. Il gagnerait ainsi les sympathies du plus grand nombre et renverserait les derniers obstacles à l'annexion. » Il s'attacha surtout à nous bien faire savoir que sa confiance était entière : « Il ne redoutait ni les associations libérales, ni les attaques de la presse, ni l'opposition parlementaire, ni les mécontentemens apparens de l'opinion publique. Les forces de la Confédération sont purement négatives ; ce sont des zéros placés avant l'unité. » Les manœuvres des États secondaires ne l'inquiétaient pas davantage. Le temps est passé où ils avaient une politique vraiment personnelle et indépendante. « En dehors des représentations solennelles et vaines, qu'ils sont tenus de donner à Francfort, il n'y a dans leur attitude rien qui indique une opposition efficace et sérieuse à la Prusse. Les offenser publiquement le moins possible, leur épargner l'obligation de se mettre trop souvent en scène, à Francfort, tel est le moyen d'en avoir facilement raison ; ils sont comme ces chiens qui, laissés en liberté, sont doux et inoffensifs : attachés à leur niche, près de la maison de leur maître et mis pour ainsi dire en faction officielle, ils aboient au contraire d'une manière furieuse (1). »

La connaissance de l'existence officielle de la circulaire de Drouyn de Lhuys, qu'il acquit au lendemain de ses effusions, le

(1) Lefebvre de Béhaine à Drouyn de Lhuys (du 9 au 12 septembre 1865).

surprit d'abord et le troubla, car il était convaincu que les explications transmises par Goltz avaient préparé le gouvernement français à l'acte de Gastein. Il craignit un recul de l'Empereur le plaçant dans une situation fautive, vis-à-vis de son Roi, si difficile à convertir à l'alliance française et à l'hostilité contre l'Autriche!

En effet, le Roi fut douloureusement affecté de cette circulaire : il la considéra comme une manière d'outrage, et prescrivit à Bismarck de renoncer au voyage à Biarritz qu'il avait déjà annoncé.

VIII

Pendant que l'on était dans ces contrariétés à Berlin, le mécontentement de l'Empereur s'était dissipé : il avait acquis la certitude qu'aucune alliance n'était conclue contre lui, ni aucune garantie accordée à l'Autriche contre l'Italie. — « Comment voulez-vous, s'était écrié Mensdorff, que nous demandions à la Prusse de nous garantir ou de nous faire garantir nos possessions non allemandes? M. de Bismarck en prendrait l'engagement que nous savons qu'il ne le tiendrait pas (1). » — « Jamais, disait Bismarck à son tour avec une énergie et une hauteur ironiques, jamais, tant que je serai au pouvoir, je ne contracterai des engagements de ce genre (2). » A l'appui de ses affirmations, il donna lecture à Lefebvre de Béhaine des instructions dont Goltz n'avait pas fait usage et l'autorisa à en transmettre l'analyse à Paris.

Aussitôt les relations intimes avec Goltz avaient été non seulement reprises, mais resserrées. On le conviait à Biarritz (3), en compagnie de l'attaché Radowitz, et on l'admettait dans les réunions les plus étroites. Il s'y montra « brûlant, a dit un des familiers de la maison, Mérimée, des mêmes ridicules feux. » Ridicules, non pas! même s'ils n'eussent pas été sincères, car ces ridicules feux l'aidaient fort à s'insinuer, à pressentir, à s'informer. De là il mandait à Bismarck qu'il pouvait reprendre son projet de voyage et venir en toute confiance : la première mauvaise impression était complètement effacée.

(1) Mosbourg à Drouyn de Lhuys (5 septembre 1865).

(2) Lefebvre de Béhaine à Drouyn de Lhuys (2 septembre 1865).

(3) L'Empereur s'y était rendu le 7 septembre 1865.

L'Empereur ne se contenta pas de faire baisser le ton très élevé des journaux officiels. Il voulut que Drouyn de Lhuys envoyât à Berlin un témoignage direct de son apaisement d'esprit et lui fit télégraphier à Lefebvre de Béhaine : « J'ai quelque peine, je l'avoue, à m'expliquer l'émotion et l'espèce de surprise qu'aurait causées à Berlin ma dépêche du 29 août; cette dépêche n'est, en effet, que le résumé de toutes nos déclarations antérieures. Nous avons toujours réservé notre assentiment au mode de solution qui tiendrait compte des vœux et de la nationalité des populations. Or, la convention de Gastein ne présente évidemment pas ce caractère, et nous ne pouvions laisser ignorer à nos agents diplomatiques l'impression que nous avons dû en ressentir; au surplus, j'ai lu avec satisfaction, dans vos lettres, que M. de Bismarck insiste sur la nature provisoire des arrangements dont il s'agit. Il est permis d'espérer que nous trouverons, dans le règlement définitif, des raisons pour exprimer notre adhésion complète aux vues de la Prusse, ainsi qu'une occasion de resserrer encore les liens qui nous unissent à cette puissance (23 septembre 1865) (1). »

Lefebvre de Béhaine vint immédiatement lire ce télégramme à Bismarck qui parut en éprouver un grand soulagement. Il devait rencontrer, le soir, le Roi à l'Opéra. Il demanda à Béhaine de lui confier le message télégraphique « pour le mettre, au plus tôt, sous les yeux de Sa Majesté. » A onze heures du soir, il le fit prier de passer chez lui, et lui annonça que cette communication avait produit l'effet le plus salubre et qu'il reprenait son projet de voyage à Biarritz (2).

Bismarck n'allait pas à Biarritz pour s'entendre répéter ce que Goltz lui avait maintes fois transmis sur la neutralité bienveillante de l'Empereur, sur ses sympathies envers la Prusse; pas davantage pour apprendre ce qu'il savait à satiété : que, par l'Italie, il y avait un moyen sûr de lier la France à son action. Il voulait pénétrer le mystère du « que veut donc l'Empereur? » Avant son départ de Berlin (3), Lefebvre de Béhaine, qui lui inspirait, comme à tous, estime et sympathie, l'ayant pressenti sur les combinaisons qui pourraient intervenir entre la France

(1) C'est ce télégramme que Sybel a converti en une nouvelle circulaire destinée à effacer celle du 29 août.

(2) Lefebvre de Béhaine à Drouyn de Lhuys (25 septembre 1865).

(3) Il en partit le 30 septembre 1865.

et la Prusse dans certaines éventualités, il s'était prêté avec aisance et bonne grâce à satisfaire sa curiosité. Après avoir eu soin de lui dire que leur conversation allait, dès lors, prendre un caractère exclusivement académique, il lui accorda que, s'il risquait une crise pour obtenir les agrandissemens de territoire qu'il ambitionnait pour son pays, la France ne saurait se renfermer dans une neutralité absolue sans compromettre le rang qu'elle entendait conserver; il reconnut que la plupart des périls que l'Empereur avait voulu conjurer en 1863, en proposant un Congrès de souverains, subsistaient tout entiers. La défaite de l'insurrection polonaise, les succès des armées austro-prussiennes en Sleswig-Holstein étaient sans doute des faits considérables, mais il n'était pas douteux, et cela par la volonté calculée de la Prusse, qu'il restait une question allemande très compliquée. Les intérêts scandinaves s'agitaient; rien de stable n'était encore édifié dans les Principautés unies; partout ailleurs qu'à Vienne, il était évident qu'il y avait une question brûlante à régler tôt ou tard sur les bords du Mincio. Il n'était donc pas plus possible de se faire illusion sur la gravité d'un pareil état de choses que prudent à la Prusse de s'imaginer que seule en Europe elle réussirait à se transformer et à modifier les conditions de son existence. Ces prémisses posées, il ouvrit un atlas placé sur sa table, et traça avec un crayon la ligne dont la Prusse se contenterait comme frontière dans le Sleswig. Cette ligne partirait un peu au-dessus d'Apenrad à l'Est, remonterait en courbe arrondie vers le Nord et s'infléchirait à l'Ouest vis-à-vis à peu près de la petite île de Romoe. « Dans cette mesure, continua-t-il, il nous serait facile de satisfaire aux sollicitudes qu'inspirent à la France les populations danoises. Maîtres de Duppel, de l'île d'Als, d'un côté, de l'île de Sylt, de l'autre, nous serions en position non seulement de défendre les nouvelles frontières de l'Allemagne, mais encore de dominer, selon nos convenances exclusives, les parages maritimes à la défense desquels nous nous demandons en ce moment si les grands établissemens projetés à Kiel sont bien appropriés. » Continuant à feuilleter son atlas, après avoir jeté un coup d'œil rapide sur la Valachie, vers laquelle l'Autriche devrait se laisser entraîner à vau-l'eau, par le courant du Danube, il examina avec un soin particulier la configuration de la péninsule italienne: la ligne de l'Isonzo serait une bonne frontière pour l'Italie rentrée en possession de Venise,

mais il faudrait, pour l'obtenir, entamer le territoire fédéral germanique et risquer de voir une partie de l'Allemagne se compromettre à la remorque de l'Autriche; la ligne du Tagliamento, ou même celle de la Piave, vaudraient donc mieux, à la condition pourtant qu'aucun point du quadrilatère ne resterait au pouvoir de l'Autriche. Telles étaient quelques-unes des combinaisons dont la France et la Prusse pourraient, le cas échéant, poursuivre l'accomplissement. Le cabinet de Berlin, cependant, s'exposerait, en procédant ainsi, à mécontenter la Russie, toujours soucieuse de ses intérêts sur le Danube; il fallait donc que l'amitié de la France reposât sur des bases solides et que le gouvernement de l'Empereur, « auquel la Prusse reconnaissait le droit de s'étendre *éventuellement, partout où on parle français dans le monde*, consentit à garantir, par un bon vouloir constant, la Prusse contre les dangers dont elle serait menacée d'un autre côté. »

Drouyn de Lhuys ne laissa pas tomber cette importante confiance. Il y répondit textuellement : « Avant de quitter Berlin pour se rendre en France, M. de Bismarck a bien voulu vous faire part des vues que la situation générale lui suggère sur nos rapports avec la Prusse, et il est entré avec vous à ce sujet dans des développemens que vous m'avez transmis. J'ai trouvé, dans les idées exposées par M. le président du Conseil, un témoignage de confiance dont j'apprécie toute la valeur et auquel je suis très sensible. Mais vous avez bien compris que vous n'aviez point d'opinion à exprimer sur des combinaisons purement éventuelles et dont le caractère demeure entièrement hypothétique. »

IX

Bismarck nous avait dit, à propos de la rétrocession au Danemark des Danois du Sleswig : « Je ne demande pas mieux, mais, n'étant pas Dieu le père, je suis obligé d'attendre l'heure de la marée. » A la veille de son départ pour Biarritz il fut fort contrarié par un incident qui dévoilait trop tôt ses intentions réelles.

Le commandement du Sleswig avait été confié au général Manteuffel, chef du cabinet militaire du Roi. C'était une figure fort originale que celle de ce général. Espèce de chevalier-moine, il unissait à ses fonctions militaires celles de chanoine

prébendier de Mersebourg (Westphalie). Ses idées politiques n'étaient guère compliquées : opposer la croisade des rois à la croisade des peuples; les souverains devaient s'entendre pour renverser le même jour d'un vigoureux coup de pied leurs ridicules constitutions et chasser leurs Chambres insolentes; il n'y avait qu'un seul moyen pratique, la guerre, et la guerre chez les autres. « On part à la tête de son armée et on va prendre chez ses voisins ce qu'il faut à son armée et à son pays. Cela s'est fait de tout temps, et c'est le seul moyen de ramener en Allemagne l'ordre et le repos. » Il vivait dans une retraite presque impénétrable, ce qui augmentait son prestige sur le Roi, dont il était le conseiller irresponsable, presque toujours écouté. Roon avait fini par s'impatier de la tutelle qu'il prétendait exercer sur lui. Manteuffel le sentit et demanda lui-même un commandement dans le Sleswig, que le Roi, habitué à lui, eut grande peine à lui accorder.

En prenant possession de son commandement, il notifia dans un discours aux employés sleswigeois, que l'heure de la marée attendue par Bismarck n'arriverait jamais. « Quiconque nourrit la pensée d'une cession de territoire commet une offense envers le Sleswig-Holstein, et sera, en quelque sorte, coupable de trahison envers ce pays. Les soldats de mon Roi ont pris Düppel et Als au prix de leur sang. Ils y construisent, aujourd'hui, avec leurs bras, des ouvrages de fortification qui leur permettront de défendre le pays jusqu'aux confins de la Königsau. Pour moi, je couvre de mon corps chaque espace de terre de sept pieds, avant de souffrir qu'il soit cédé. Le second point sur lequel il importe d'appeler votre attention concerne la population mixte des districts du Nord : les habitants de nationalité allemande et danoise sont dans des positions hostiles les uns envers les autres. Je viens d'un pays où Albert l'Ours a fait prendre racine à l'élément germanique, et d'où l'Aigle a pris son vol pour le porter jusqu'au bord de la mer. C'est dans ce cercle que tournent sans cesse mes pensées. Mais l'État de Brandebourg n'aurait jamais atteint au degré de grandeur et de puissance où nous le voyons aujourd'hui, s'il n'avait pratiqué la justice envers ceux qui diffèrent de foi et de langue. C'est donc la justice que les Allemands et les Danois doivent pratiquer les uns envers les autres. Entre les deux races, ce sera une lutte d'intelligence et de civilisation. Et celle qui l'aura emporté sur l'autre se montrera tolé-

rante envers sa rivale. Il n'existe pas d'antagonisme sérieux entre elles, car elles trouvent leur point de contact mutuel dans la patrie commune, le Sleswig-Holstein (25 septembre). »

Sur ce discours indiscret, Bismarck dit à Lefebvre de Béhaine : « Je regrette de le dire, le langage que mon pauvre ami se croit obligé de tenir au public est aussi bête que superflu. Le Roi lui a écrit de moins parler, et de ne pas préjuger ses intentions sur une question comme celle de la restitution éventuelle du Nord du Sleswig, — question sur laquelle nous sommes prêts à profiter de la première occasion de discuter avec le gouvernement français. » Il se montrait désolé d'avoir à se séparer d'un homme qui lui avait toujours inspiré un sincère attachement, et qui lui avait prêté souvent un concours très utile pour triompher des tergiversations du Roi, « jusqu'au moment où Sa Majesté arrivait à prendre des résolutions qui alors devenaient inébranlables et se poursuivaient avec un courage léger et facile. » — « M. de Manteuffel est-il ennemi de la France ? demanda Béhaine. — Nullement. Le général est un conservateur irréductible à l'intérieur ; mais, dès qu'il s'agit de la politique extérieure, il a une liberté d'esprit qui contraste singulièrement avec ses passions de carliste. Et la perspective des agrandissements de son pays, l'ambition qu'il a d'y concourir, passent avant tout. Le jour où une alliance deviendrait possible avec la France, il n'hésiterait pas à sacrifier l'intérêt des relations étroites qu'il entretient, depuis des années, avec la cour de Russie, avec l'archiduchesse Sophie, la Reine douairière de Prusse, et le parti de la Croix, dont il est actuellement un des chefs. Mais c'est un chef très différent de ceux qui subordonnent, à leur culte pour la gloire immaculée de la doctrine, les inspirations de leur patriotisme : celles-ci dominant tout à ses yeux. Et, pour faciliter à la Prusse l'acquisition d'une nouvelle province, il ne reculerait devant rien. Il serait prêt à commettre des crimes politiques (1). »

Manteuffel, de son côté, accusait Bismarck de manquer d'énergie, de trop tergiverser. Un dissentiment entre gens qui voulaient la même chose ne pouvait durer. Ils se rencontrèrent à Hambourg, s'expliquèrent ; Manteuffel comprit qu'un peu de prudence était de mise, et il retint sa langue.

Sur un autre point, d'ailleurs, les impétuosités du général

(1) Lefebvre de Béhaine à Drouyn de Lhuys (29 septembre 1865).

furent tout à fait du goût de son associé. Le prince d'Augustenbourg profita d'une absence momentanée du gouverneur du Sleswig, qui était allé à Mersebourg, remplir ses devoirs de chanoine prébendier, pour se rendre à Bordy et Erkernefförnde; il avait été reçu avec de grandes marques d'enthousiasme. Mantuffel avertit le prétendant que, s'il se permettait une récidive et reparaisait, sans la permission du Roi, sur le territoire sleswigeois, il serait arrêté et subirait les conséquences de ses manœuvres usurpatrices.

X

A sa traversée de Paris, Bismarck (1) visita Rouher et Drouyn de Lhuys. Rouher et son parti, par cela que Drouyn de Lhuys penchait vers l'Autriche, favorisaient la Prusse. D'ailleurs, tout partisan de l'Italie (et le ministre d'État en était alors un des plus prononcés) était prussien, depuis que les intérêts de la Prusse et ceux de l'Italie tendaient à s'identifier. Il reçut donc Bismarck de son mieux et se montra très favorable à ses desseins. Drouyn de Lhuys ne fut qu'aimable, et il ne lui parla pas plus que ne l'avait fait Béhaïne de la concession des territoires de langue française (2).

Quel serait l'accueil du maître, abandonné à ses réflexions sur la plage de l'Océan? Cet accueil ne fut ni désobligeant, ni d'un empressement extraordinaire, mais simplement cordial et distingué de la part de l'Empereur, gracieux sans rien plus de la part de l'Impératrice, qui n'éprouvait pas pour Bismarck l'attrait que lui avait inspiré Cavour.

Que de récits fantaisistes n'a-t-on pas faits de cette entrevue de Biarritz! Ainsi on a représenté l'empereur Napoléon se promenant lentement au bras de Prosper Mérimée; le président du Conseil de Prusse suivant à distance respectueuse, pérorant, gesticulant et ne recevant d'ordinaire pour toute réponse qu'un regard terne et légèrement incrédule. De temps en temps, Napoléon III faisait sentir à l'auteur de *Colomba*, par une furtive pression au bras, combien il trouvait plaisant ce diplomate à l'imagination fertile qui dépeçait si lestement l'Europe : « Il est fou ! » aurait-il chuchoté à l'oreille de son compagnon de promenade.

(1) Il était parti de Berlin le 30 septembre.

(2) La réponse au rapport de Lefebvre de Béhaïne en est une preuve matérielle.

Il ne serait pas nécessaire d'avoir recours aux témoignages pour détruire cette invention impertinente d'un procédé que l'Empereur n'a jamais eu envers personne. Mais Mérimée l'a démenti lui-même. Voici tout ce qu'il écrit à son ami Panizzi : « Il y a eu entre l'Empereur et M. de Bismarck une grande conversation, mais dont ni l'un ni l'autre *ne m'ont rien dit*. Mon impression a été qu'il avait été poliment, mais assez froidement reçu. Il m'a paru un homme comme il faut, plus spirituel qu'il n'appartient à un Allemand, quelque chose comme un Humboldt diplomatique (1). »

On ne se risque pas beaucoup en supposant que, dans leurs conversations, l'Empereur et son hôte se sont entretenus des Duchés, de l'Autriche, de la Confédération, de l'Italie et de Venise; qu'ils se sont répété les assurances si souvent échangées par leurs agens : Bismarck, sur son désir de s'entendre avec la France et de donner, s'il le pouvait, satisfaction à son principe des nationalités; Napoléon III, sur ses sympathies pour la Prusse, et sa résolution de lui laisser prendre les Duchés, sans exiger aucune compensation territoriale.

Mais, sur le mystère que Bismarck est venu éclaircir, que se sont-ils dit? L'Empereur m'a raconté que ni d'un côté ni de l'autre il n'y eut engagement, promesse ou quoi que ce soit qui s'en rapprochât, pas même d'explication : « Il parla beaucoup, m'a-t-il dit, mais en des termes généraux et vagues; je n'ai pu démêler au juste ce qu'il voulait, et il ne me fit aucune proposition formelle. De mon côté, je ne lui exprimai aucun désir personnel quelconque. » L'Empereur a répété la même affirmation à Duruy et à Randon (2).

Bismarck a confirmé la version de l'Empereur dans une conversation avec Persigny, lors de l'Exposition de 1867. Il lui dit : « Je me sentais capable des plus audacieuses résolutions, et j'étais désireux de m'entendre sur toutes choses avec l'Empereur. Mais l'attitude de ce prince avait paralysé mes dispositions et

(1) Lettres à Panizzi, 13 octobre 1865.

(2) *Notes et Souvenirs*, t. II, p. 120. « Un jour, le prince me permit de lui demander si, à Biarritz, Bismarck lui avait fait véritablement cette ouverture (sur la Belgique). Il me répondit que « le comte s'était tenu dans les termes vagues d'une conversation d'où il n'y a rien à tirer. » — Le maréchal Randon, un autre ministre, dit de même : « Ni l'Empereur, ni le comte n'avaient voulu s'engager à fond, et le ministre du roi Guillaume était reparti, n'ayant rien promis et n'ayant rien obtenu. » (*Mémoires*, t. II, p. 129.)

étouffé mes aspirations vers une politique franco-germanique. » Et comme Persigny s'étonnait de ces paroles, et qu'il lui demandait si, en effet, il n'y avait pas eu à Biarritz des engagements contractés de part et d'autre, ainsi que toute l'Europe l'avait cru, il l'assura qu'il n'y en avait eu d'aucune espèce; que, bien loin de là, il avait vainement essayé de deviner la pensée de l'Empereur et de pénétrer dans son for intérieur, pour y chercher les élémens d'une entente entre les deux gouvernemens; il en avait toujours été éconduit par le ton d'une conversation vague ou indécise dont il lui avait été impossible de percer le mystère. La seule allusion faite par l'Empereur à des combinaisons politiques avait été relative aux frontières du Rhin, mais pour ajouter aussitôt que celles-ci, désirées par la France, étaient si énergiquement refusées par l'Allemagne et seraient d'ailleurs si difficiles à gouverner par des Français, qu'il était impossible d'y songer sérieusement. Il avait affecté un désintéressement complet (1). »

Il est donc constant qu'à Biarritz, non seulement rien n'a été conclu sur les éventualités imminentes, mais qu'on s'en est à peine entretenu. Qu'au premier moment d'une conversation sur un sujet d'une telle importance, on éprouve quelque embarras à en venir au vif des difficultés, c'est naturel; mais on ne comprendrait pas qu'un esprit aussi résolu et en même temps aussi souple que Bismarck, avec les facilités d'un séjour à la campagne, n'eût pas réussi à amener des explications catégoriques, si la nature des circonstances n'expliquait cette surprenante impossibilité; et cette impossibilité elle-même caractérise la situation des personnages et des peuples en présence.

A Plombières, on causa et on s'entendit, parce que chacun des interlocuteurs avait quelque chose de précis à demander et quelque chose de non moins précis à offrir. A Biarritz, on ne put pas même causer, parce que, si l'un des interlocuteurs avait à demander, il n'avait rien à offrir. Bismarck ne sollicitait pas, comme Cavour, l'appui matériel de la France: sauf en des circonstances extrêmes, il l'eût plutôt décliné, dans la crainte de blesser le patriotisme allemand par un appel à l'ennemi héréditaire; il recherchait uniquement la certitude de sa neutralité, afin d'être libre, au moment décisif, de dégarnir les provinces

(1) *Mémoires*, p. 376.

rhénanes et de porter tout son effort en Bohême, car, quelque confiance que le Roi et Bismarck eussent dans leur belle armée, ils n'avaient pas la présomption de la supposer de taille à tenir tête à la fois aux trois armées de l'Autriche, de la Confédération et de la France. Si, pendant qu'ils s'avançaient en Bohême, Napoléon III marchait sur le Rhin, ils seraient obligés de s'arrêter, de rétrograder pour couvrir, peut-être sans succès, Berlin, au lieu d'avoir la chance de menacer Vienne. En retour du service que leur rendait l'Empereur en ne les exposant pas à ce péril, que pouvait offrir Bismarck ? Il ne possédait pas de provinces françaises, telles que Nice et la Savoie, dont il pût nous promettre la cession. Ce qui était dans ses mains était allemand et voulait rester allemand. Pouvait-il inaugurer une unification dite nationale par une mutilation du territoire national ? Il a fallu une affligeante ignorance des sentimens du peuple allemand et des nécessités invincibles qu'ils imposaient au Roi et à ses ministres pour avoir cru un instant que Bismarck consentirait à céder un seul village, en Bavière ou ailleurs, même pour une imperceptible rectification de frontière. L'eût-il voulu, il ne l'aurait pas pu. Jamais on n'eût obtenu des populations abandonnées ce vote favorable auquel Napoléon III était obligé de subordonner toute annexion, grande ou petite.

Il ne pouvait proposer à l'Empereur de porter une main sacrilège sur les parties françaises de la Suisse, l'asile de son exil et de ses jeunes années. Une entente pour l'annexion de la Belgique était la seule combinaison qu'il pût offrir. Le projet était ancien. La Russie l'avait formé à la fin de la Restauration, et depuis quelque temps, en Europe, on en était en souci. « Qu'y aurait-il de plus facile, écrivait, dès le 6 octobre 1861, le prince Albert à lord Clarendon, pour la Prusse que de s'entendre avec la France pour la conquête de tous les États secondaires de l'Allemagne, en reconnaissant à cette puissance le droit réciproque de s'annexer la Belgique ? Ce serait un tour de force qui dépasserait ceux de Cavour, car ce serait payer un service rendu de la poche d'autrui, au lieu de le payer de la sienne. L'Angleterre aurait à se battre seule pour la Belgique. »

Bismarck a-t-il conçu ce projet et était-il venu à Biarritz avec l'intention de dire à l'Empereur : — Partage à deux, soyons brigands de compagnie, vous dans les Pays-Bas, et moi en Allemagne ? — Dans tous les cas, il n'a pas manifesté son intention.

Il est assez délicat d'offrir le bien d'autrui à qui ne vous le demande pas. Il faut y être au moins encouragé. Et l'Empereur ne l'encouragea pas. Il connaissait les mauvaises dispositions constantes de Léopold à son égard; il était mécontent de l'immunité que son gouvernement assurait à ses ennemis et à ses calomnieux les plus acharnés; mais il eût considéré comme un acte de brigandage digne d'exécration de fondre sur un petit peuple content de sa destinée. La Belgique n'en était plus aux désarrois de 1830. Sa vie propre s'était constituée, elle jouissait d'institutions libres, et elle n'avait aucun désir de venir incliner son cou sous le pouvoir personnel, les candidatures officielles et les avertissemens. Non seulement elle n'eût pas souscrit par ses votes à une annexion; elle y eût résisté par les armes; il eût fallu entreprendre contre elle une guerre de conquête, dans laquelle elle aurait eu certainement l'Angleterre à ses côtés, surtout alors que la mort de son premier roi Léopold venait de raviver l'unanimité du sentiment national autour du jeune héritier.

Il ne fut donc pas plus question de la Belgique que des provinces rhénanes et que des pays quelconques où l'on parlait français. Bismarck eut beau s'ingénier, il n'obtint que des complimens et des paroles vagues. Il ne fut pas plus heureux quand, repassant par Paris, il revit l'Empereur, qui avait quitté Biarritz avant lui. — « Pour s'entendre sur l'avenir des relations de la Prusse et de la France, lui dit Napoléon III, il n'est pas indispensable de précipiter les événemens; il faut les attendre; alors nous y conformerons nos résolutions. » Le Roi pouvait lui écrire confidentiellement aussitôt que les circonstances paraîtraient exiger une entente plus étroite et plus spéciale; il serait alors facile d'arriver à cette entente.

Le récit que fait Sybel de ces conversations est inexact. Ainsi, quand on a pratiqué l'Empereur et connu son calme, d'autant plus imperturbable qu'il était intérieurement plus agité, on ne le voit pas dans la pose mélodramatique que lui donne Sybel, demandant avec solennité et accueillant avec émotion une réponse sur la garantie de la Vénétie. Cette solennité et cette émotion eussent été hors de saison : l'Empereur avait appris de tous les côtés, d'une manière absolument sûre, que la Prusse n'avait pas garanti la Vénétie à l'Autriche, et c'est pourquoi il

avait adouci la circulaire contre la convention de Gastein. Il est parfaitement impossible aussi qu'après avoir assuré qu'il ne se proposait de soulever aucun projet de nature à troubler la paix européenne, il ait ajouté : « que M. Lefebvre de Béhaine, dont il avait reçu les lettres sur ses entretiens avec Bismarck, était allé dans ses ouvertures plus loin que ne le comportaient ses instructions. » Béhaine n'avait fait aucune ouverture, et tout au plus aurait-on pu lui reprocher de s'être permis une interrogation indiscreète, reproche injuste, car le devoir du diplomate est toujours de s'enquérir, d'autant plus que l'investigation n'avait pas paru indiscreète à Bismarck, qui l'avait aimablement accueillie.

Le récit de Sybel eût-il été rédigé sur un rapport de Bismarck, mes rectifications ne subsisteraient pas moins, car, nous l'avons déjà constaté et nous le constaterons souvent encore, Bismarck est un narrateur suspect. Il se souvient mal : quand les faits sont réels, il les exagère et leur donne une couleur qu'ils n'ont pas eue ; il raconte l'histoire dont il a été le témoin ou l'acteur à la façon de Thiers, sans véracité.

Bismarck s'épancha encore moins avec Drouyn de Lhuys sur ses projets futurs ; il ne lui fit et n'en reçut aucune confidence ; des deux côtés, on resta boutonné. Son échec à Biarritz lui rendait d'autant plus indispensable l'alliance de l'Italie, qui seule peut-être obtiendrait, de la bienveillance de l'Empereur, les assurances qui ne lui avaient pas été accordées. Il avait abandonné le traité de commerce prusso-italien après l'avoir provoqué ; il engagea Nigra à presser son gouvernement de le reprendre et de concéder au Zollverein le traitement de la nation la plus favorisée : cela lui rendrait propices les populations allemandes et faciliterait la reconnaissance du nouveau royaume par les États moyens. Il lui fit entendre que la guerre avec l'Autriche était inévitable ; il avait la confiance que la France n'y serait pas hostile et, pour exprimer combien la coopération de l'Italie pourrait y contribuer, il s'écria : « Si l'Italie n'était pas, il faudrait l'inventer ! »

Quoique se disant satisfait, Bismarck repartit désappointé de n'avoir appris que ce qu'il savait déjà, et roulant plus que jamais dans son esprit l'insoluble question : « Mais que veut donc l'Empereur ? »

XI

Ce que voulait l'Empereur, ce qu'il a constamment voulu, du commencement à la fin de cette affaire, était d'une grande simplicité. Il croyait l'expédition mexicaine réglée par l'intronisation de Maximilien, celle de Rome définitivement close par la convention du 15 septembre; il ne pouvait plus être question de la Pologne, ni du Danemark; il avait pris son parti de l'appréhension des Duchés par la Prusse; il ne se considérait plus comme obligé, pour terminer son œuvre internationale, qu'à une dernière tâche, la libération de la Vénétie.

S'il l'avait oubliée, les Italiens la lui eussent rappelée. Ils ne le laissaient pas respirer. Devant le palais de Fontainebleau, sur le grand étang, étaient diverses sortes d'embarcations. Nigra y fit arriver une gondole et, lui prêtant une voix, il chantait à l'Impératrice de petits vers attendris :

*Donna, se a caso il placido
Tuo lago, a quando a quando,
Teco verrà solcando
Il muto Imperator,
Digli che, in riva all' Adria,
Povera, ignuda, esangue,
Geme Venezia e langue,
Ma vive — e aspetta ancora... (1).*

Le muet Empereur n'avait pas à être réveillé par la plainte de la gondole : il ne cessait de songer à la libération de Venise. Après l'échec du Congrès, modifiant son idée première d'une vente en celle d'un échange contre les Principautés danubiennes, il avait autorisé l'ancien ministre Pasolini à aller solliciter, à Londres, le concours des ministres anglais. Russell se montra favorable. Palmerston, au contraire, jugea inopportun d'empêcher, par une proposition de ce genre, le rapprochement qui s'opérait avec l'Autriche dans les questions danoises. D'ailleurs la France et l'Angleterre, fussent-elles d'accord, se seraient heurtées à un refus invincible de l'empereur d'Autriche. « Le voulût-il,

(1) « Dame, si parfois ton lac tranquille — berce avec toi — le muet Empereur, — dis-lui que, sur la rive adriatique, — pauvre, nue, exsangue, — gémit et languit Venise, — mais qu'elle vit et attend encore. »

écrivait Ricasoli, son opinion publique ne lui permettrait pas politiquement d'abandonner Venise (1). »

L'Empereur s'était convaincu qu'on n'obtiendrait rien de l'Autriche par des négociations amiables. Or, les forces italiennes ne suffisaient pas à une guerre heureuse, et lui-même était résolu à n'en plus entreprendre aucune. Il savait, au contraire, la Prusse impatiente de se mesurer avec l'Autriche : il y avait là une alliance tout indiquée pour sa protégée. Ce furent ses dernières paroles à Pasolini : « Tant que l'Autriche et la Prusse sont d'accord, il n'y a rien à faire. Mais leur accord ne durera pas. Elles viendront par nécessité à la guerre. Alors, ce sera le bon moment pour l'Italie (2). » De même qu'il avait cherché autrefois une rupture entre la Russie et l'Angleterre afin de rendre possible la campagne de 1859, il poussait de son mieux à une guerre entre la Prusse et l'Autriche dans l'espérance de procurer à l'Italie le secours militaire dont elle avait besoin.

Lui-même escomptait un certain profit pour lui de cette guerre : non une acquisition territoriale, ni Mayence, ni Cologne, ni le Palatinat bavarois, pas même un territoire entre la Moselle et le Rhin ; son ambition était d'autre nature. On croyait généralement au succès de l'Autriche ; Thiers, le maréchal Niel, la plupart des généraux en Europe, y compris le négociateur italien, Govone, pensaient ainsi. Seuls La Marmora en Italie et quelques généraux en France avaient foi en la supériorité de l'armée prussienne. L'Empereur, sans être aussi affirmatif, la prisait beaucoup et estimait que la prépondérance de l'un ou de l'autre des combattans ne se prononcerait qu'après une lutte difficile, de laquelle ils sortiraient également affaiblis : il se réservait pour ce moment. Il interviendrait alors en médiateur pacifique ; il appellerait les belligérans et les puissances neutres à ce Congrès œcuménique après lequel il soupirait ; il y proposerait la confirmation des victoires des nationalités, en Italie et en Roumanie, essaierait d'obtenir l'organisation d'une Allemagne dans laquelle, entre la Prusse agrandie et l'Autriche indemnisée, se serait placée une Confédération des États moyens. A défaut de cet arrangement, il en imaginerait ou accepterait un autre que les circonstances auraient suggéré ; ce qui serait conservé du passé dans la nouvelle charte territoriale de l'Europe ne le serait qu'à

(1) De Francfort (3 septembre 1863).

(2) 22 janvier 1864, Pasolini, *Mémoires*, p. 412.

une date nouvelle sous la signature d'un Napoléon. Il donnerait ainsi à la France, sans guerre et sans conquêtes, la revanche de Waterloo.

Contraint d'opter entre la Prusse et l'Autriche, il n'eût éprouvé aucune hésitation : l'alliance autrichienne, à cette époque encore, lui paraissait une rétrogradation ; il se rappelait les paroles de son oncle à Sainte-Hélène : « Mon assassinat à Schœnbrunn eût été moins funeste pour la France que ne l'a été mon union avec l'Autriche. » Au contraire, il avait la conviction très sincère « que la Prusse et la France étaient les deux puissances de l'Europe dont les intérêts s'accordaient le mieux, et que l'agrandissement de la Prusse ne nous serait pas une menace, parce qu'en s'affranchissant du servage de l'Autriche et de la Russie qui l'avaient faite notre ennemie, elle deviendrait une alliée précieuse. » Il avait recueilli cette politique, non seulement dans l'héritage de son père, mais dans celui de Napoléon I^{er} aussi : « On se demandera un jour, écrit Bignon, l'historiographe choisi par le grand Empereur, pourquoi, dans les six dernières années de son règne, Napoléon s'est montré sans pitié pour la Prusse : c'est que la Prusse aura été la puissance qui lui a fait le plus de mal en le forçant à la combattre et à la détruire, elle qu'il eût voulu étendre, fortifier, agrandir, pour assurer par son concours l'immobilité de la Russie et de l'Autriche. » Au fond du cœur, Napoléon III était toujours du côté de la Prusse, mais, si, en apparence, il n'avait pas tenu égale la balance d'une neutralité impartiale, la rupture d'où dépendait la réalisation de son plan ne se serait pas consommée, le rival sacrifié se serait soumis à une réconciliation même défavorable, et le « bon moment » ne serait venu ni pour l'Italie ni pour la France.

Voilà pourquoi, sans détourner son regard attentif des événements, Napoléon III avait donné ses derniers soins à la *Vie de César*. Voilà pourquoi il éludait toute explication avec Bismarck et restait impénétrable à lui comme à Goltz et à Nigra. Voilà pourquoi il s'abstenait de tout préparatif militaire.

On a prétendu que cette immobilité militaire était obligée, que l'expédition du Mexique avait vidé nos arsenaux et nos coffres. Fable de l'ignorance ou de la mauvaise foi (1). Au 31 dé-

(1) Ce ne sont pas seulement les ennemis de l'Empire qui ont accredité cette légende de mensonge. Je lis dans les *Mémoires de Persigny*, p. 351 : « Les ministres avaient dissimulé à la Chambre les dépenses du Mexique, en les couvrant par des

cembre 1862, le corps expéditionnaire du Mexique comptait 28 000 hommes, 5 845 chevaux, 549 mulets, 8 pièces de douze de siège, 6 pièces de douze de réserve, 24 pièces de quatre de campagne, 12 pièces de montagne; en tout, 48 bouches à feu. Les pièces d'artillerie étaient approvisionnées à 623 coups par pièce. L'infanterie avait à consommer 12 882 711 cartouches, l'équivalent à peu près de ce qu'elle eût consommé en exercices à feu en temps de paix.

Les dépenses totales de l'expédition ont été de 300 millions; ce chiffre n'avait pas encore été atteint en 1865, et il fallait en déduire ce que le corps expéditionnaire eût coûté à entretenir en France, à raison d'un million par an pour mille hommes. Ainsi le riche trésor de la France aurait été épuisé par une dépense de 300 millions! 48 bouches à feu auraient vidé des arsenaux dans lesquels il y avait 10 944 canons, 2 546 canons obusiers, 3 671 obusiers, 3 513 mortiers en bronze, sans compter près de 3 000 canons en fer, 1 800 000 fusils, et de la poudre pour faire la guerre pendant dix ans (1)! L'absence de 28 000 hommes aurait anéanti une armée pouvant réunir par l'appel de la réserve, en un mois, 450 000 hommes, défalcation faite des armées d'Italie et d'Afrique, nombre qui, en quelques semaines, pouvait s'élever à 600 000!

Notre infanterie, il est vrai, n'était pas armée du fusil à aiguille; mais, vigilant et attentif à ce qui se passait en Prusse, le maréchal Randon avait chargé un attaché militaire très intelligent, M. de Clermont-Tonnerre, de suivre l'armée prussienne en Danemark et de se rendre compte de l'action du nouveau fusil. Cette arme, quoique adoptée en Prusse depuis 1849, n'avait pas été introduite dans les autres armées, à cause de ses nombreuses imperfections: complication du mécanisme, lourdeur, obturation très incomplète du tonnerre, portée efficace très faible, 400 mètres seulement. Nos fusils tiraient moins vite, mais avaient une valeur balistique bien supérieure; la carabine des chasseurs,

viremens de crédits dans le budget de la guerre. *Ils avaient épuisé et vidé nos arsenaux sans oser demander aux Chambres les moyens d'y suppléer... ils avaient réussi à désarmer complètement le pays!* »

(1) *Compte général du matériel de la guerre pour 1866*, approuvé par la Cour des Comptes et par les Chambres. — *Mémoires du maréchal Randon*, t. II, p. 219 et suivans. — On n'a jamais opposé à ces documens incontestables que des dénégations sans autorité ou sans preuve, ou des bavardages plus ou moins bien rapportés et suspects d'officiers frondeurs, comme dans tous les temps il y en a eu beaucoup trop dans notre armée, tranchant à tort et à travers sur ce qu'ils ignorent.

par exemple, donnait un tir juste et meurtrier jusqu'à 800 ou 1 000 mètres. Des études se poursuivaient pour obtenir un fusil ayant les qualités balistiques des nôtres et celles de rapidité du fusil prussien; elles n'étaient point terminées. Quoi qu'il en soit, malgré ses imperfections et ses lacunes, notre armée était un instrument redoutable de guerre et nul n'en était plus persuadé et ne le disait mieux à son gouvernement que l'attaché militaire prussien, le colonel de Loe, qui l'étudiait d'un œil perspicace.

L'Empereur ne s'abstint donc ni par impuissance, ni par indécision d'esprit ou torpeur de volonté, mais de propos délibéré, parce que le moindre déploiement militaire de sa part eût rapproché les adversaires et prévenu la guerre, qu'il souhaitait. Il n'a été indécis que sur la nature et l'étendue des arrangements matériels ou moraux compensatoires, la seule partie de son plan qui dépendit complètement de circonstances impossibles à prévoir et à calculer.

Dans ces compensations il ne comprenait pas l'agrandissement de notre frontière. Kératry, attaché à la personne du maréchal Bazaine au Mexique, avait été envoyé par son chef à Paris afin de demander son rappel en France pour être à portée de servir plus efficacement sur le Rhin. L'Empereur avait répondu (1) : « Dites au général qu'il a toute ma confiance, que ses services me sont indispensables là-bas; ajoutez bien que, malgré toutes les excitations intéressées, je ne me battraï point sur le Rhin. »

XII

Comment Bismarck aurait-il pu pénétrer de tels desseins? On ne devine que ce qu'on est capable de concevoir. Pouvait-il entrer dans l'esprit d'un ministre de proie, décidé à ne rien faire gratis et à prendre toujours et partout, qu'un souverain français, le successeur du vainqueur d'Iéna et du vaincu de Waterloo, occupant en Europe la première place, seconderait l'agrandissement d'une nation militaire rivale, de taille au moins à contre-balancer sa propre puissance, peut-être à la surpasser, et cela sans convoiter pour lui aucune compensation matérielle qui maintint la parité des forces, uniquement pour avoir la

(1) *Figaro* du 24 janvier 1894.

satisfaction d'élever sur un autre de ses flancs une nouvelle nation qui ne tarderait pas à devenir également redoutable? Pouvait-il supposer que, non content de travailler à la constitution de ces deux puissances, ce souverain augmenterait leur valeur respective en établissant entre elles une amitié d'origine, de telle sorte qu'elles n'en formassent qu'une seule au regard de la France? Si on eût révélé à Bismarck une telle naïveté, il eût éclaté en sarcasmes incrédules, et il ne pouvait la supposer de l'Empereur, qu'il jugeait un souverain avisé et habile. Aussi Napoléon avait-il beau multiplier ses déclarations désintéressées, il n'y croyait pas; il y voyait un piège : ne vouloir absolument rien lui paraissait trop peu; il le soupçonnait de méditer comme lui de prendre quelque chose quelque part; il le comparait à ce dompteur qui se retrouvait chaque soir en présence d'un Anglais impassible attendant le moment de le voir dévorer par ses lions. Et il ne cessait de rouler dans ses calculs l'obsédante question : Que veut donc l'Empereur?

XIII

Désormais, dans l'histoire de l'Empereur, va intervenir un élément invisible, mais toujours agissant, et dont, pour être juste, il ne faut pas faire abstraction : la maladie.

De tout temps l'Empereur éprouva des douleurs superficielles de la peau, des cuisses particulièrement, amenées ou exaspérées par le froid, et il était sujet au flux hémorroïdal. Les symptômes douloureux, à partir de 1863, se reproduisirent plus fréquemment. « Anémie, goutte, rhumatismes, » dit-on. On l'envoya à Vichy. Le bien momentané qu'il parut en éprouver fut suivi de récides et quelquefois d'aggravations. Pendant tout le commencement de l'année 1865, à tout instant il fut empêché d'assister au conseil des ministres. Au camp de Châlons, il ressentit, pendant une nuit, de si cruelles souffrances qu'au matin, il fit appeler le docteur Larrey. « Pourquoi Votre Majesté ne m'a-t-elle pas fait venir plus tôt? dit Larrey. — Vous avez beaucoup à faire, mon bon Larrey, et je n'ai pas voulu jeter l'alarme. » Bon, en effet, était Larrey, et de plus un praticien très exercé. Quand l'Empereur lui eut décrit les symptômes de son mal, il fut convaincu, il me l'a maintes fois répété, que ces symptômes ne pouvaient s'expliquer que par l'existence d'une pierre dans

la vessie. Sans effrayer l'Empereur de son diagnostic, il l'engagea seulement à se soumettre, dans le délai le plus rapproché, à une exploration par la sonde (cathétérisme). C'était d'autant plus urgent que, si l'existence d'un calcul eût été constatée, on eût renoncé à l'usage des eaux de Vichy, qui, agissant dans le sens du mal, grossissaient le calcul en opérant un travail de pétrification. L'Empereur s'y refusa, et fit promettre à Larrey de ne parler jusqu'à nouvel ordre de ses accidens à personne, et surtout à l'Impératrice. Obéissant, Larrey resta muet. Les crises se renouvelèrent : « Rhumatisme, goutte, » recommença-t-on à dire, et les cures à Vichy de continuer (1). La véritable maladie n'étant pas reconnue, et s'aggravant par le traitement employé contre la maladie imaginaire, l'Empereur continua à être miné sourdement. Sa volonté mollit et, aux momens de crise, disparut au point de le mettre à la discrétion de ses conseillers. D'après Michelet, il y a eu deux Louis XIV : celui d'avant et celui d'après la fistule. Il y a eu aussi deux Napoléon III : celui d'avant et celui d'après la pierre. La seconde période commence définitivement en cette année 1865. De plus en plus, ce qui était prudence devient incertitude ; ce qui était réflexion, tâtonnement ; l'audace s'arrête aux velléités ; il conduisait ses ministres : il va être remorqué par eux. Et cela, au moment où la mort venait de lui ravir Morny, le seul homme qui pût suppléer à sa volonté défaillante, au milieu de complications chaque jour grossissantes, exigeant plus que jamais la promptitude du coup d'œil et la fermeté de la résolution.

ÉMILE OLLIVIER.

(1) *Carnets du maréchal Vaillant*. — 7 janvier 1865. — A neuf heures et demie, conseil des ministres ; il se termine à dix heures trois quarts. L'Empereur est très souffrant de ses rhumatismes ; et 8 janvier, messe aux Tuileries : l'Empereur est souffrant et n'y assiste pas ; 21 janvier, l'Empereur souffre de ses douleurs.

6 mars. — L'Empereur va au spectacle, mais ne peut pas y rester ; il est souffrant.

7 mars. — Concert aux Tuileries : l'Empereur souffrant, retenu par ses douleurs, n'y vient pas.

8 mars. — Conseil des ministres, de neuf heures et demie à onze heures. Les mines sont longues. L'Empereur souffre de ses douleurs.

11 mars. — L'Empereur, incommode, est dans un bain ; il ne préside pas le conseil des ministres.

PETIT MONDE D'AUJOURD'HUI

DEUXIÈME PARTIE (1)

II

Le fiacre suivit d'abord le pied d'humbles coteaux, traversa un village, une rivière, d'autres villages encore, parcourut les sinuosités d'un petit chemin qui errait à travers la plaine jusqu'aux premiers contreforts des monts. Euganéens, tourna par la majestueuse avenue de platanes qui, au nord, en rase le flanc désert.

A l'endroit où la colline oblique à l'est pour s'éloigner ensuite vers le midi, on quitte la route et on s'engage dans une grande allée, qui mène en cinq minutes à la sombre enceinte du grand monastère abandonné, à la tour crénelée, à la belle église puissante du xv^e siècle, assise sur un énorme dé de pierres noires qu'envahit çà et là, conjurée avec les rébellions de la pensée, la rébellion de l'herbe vivace. Maironi fit tout le voyage sans regarder ni à droite ni à gauche, absorbé dans son drame intérieur, dans les visions de la villa Diedo, dans le fantôme de la Valsolda. De temps à autre, venait l'importuner aussi l'obsession de toutes ces affaires publiques, graves et urgentes, qu'il avait entre les mains, encore qu'il s'efforçât de les éloigner de sa pensée. Au fond, l'entretien avec don Giuseppe lui avait laissé dans l'âme une gratitude, une révérence nouvelle, une tendresse émue pour

(1) Voyez la *Revue* du 13 mai 1902.

le saint vieillard, et aussi un mélange de déception qu'il n'avait pas remarqué d'abord, mais qui se révélait de plus en plus clairement à mesure qu'il méditait davantage sur les paroles, dépouillées du son doux et grave de la voix, sur le discours, que n'accompagnait plus l'expression du pieux visage, le souffle de l'esprit immaculé. Il doutait, au fond, que le vieux prêtre l'eût bien compris et connu ; il craignait que ce conseil de fuir dans une solitude et d'y passer sa vie ne procédât d'une idée inexacte de sa propre nature et n'eût été suggéré par le désir de substituer au monastère impossible un état semblable à l'état monastique. Or, il avait rêvé les sacrifices, les rudes pénitences ; il s'effrayait de la vie inactive dans une maison agréable. « Ah ! si pourtant Dieu lui venait en aide ! Si l'étrange coïncidence du conseil donné par don Giuseppe avec la lettre venue de la Valsolda signifiait un dessein de la Providence ! » Quand il vit devant lui la sombre enceinte et la tour crénelée de Praglia, il se dit que peut-être, qui sait ? dans le silence de l'ancien monastère, la voix divine se ferait entendre.

Tout à coup, il fut jeté hors de ses méditations par un grand bruit de chevaux qui trottaient et de roues qui écrasaient la grève. Une victoria, qui arrivait au monastère, passa près de son fiacre ; une voix connue lui cria :

— Maironi, Maironi ! Arrêtez, arrêtez !

Il s'arrêta. De la victoria sauta sur la route un jeune homme élégant, qui courut à la portière.

— Enfin ! dit-il avec un fort accent toscan. Vous voyez, monsieur le syndic : une surprise ! A peine avons-nous su que notre seigneur et maître allait à Praglia, nous, les fidèles entre les fidèles, vite nous lui avons emboité le pas. Mais nous croyions vous trouver ici, et déjà nous étions un peu *puzzled*. Jeanne est au monastère. Je vais m'occuper de l'hygiène de mes bêtes, et je reviendrai tout de suite. Mais, dites-moi un peu ; vous n'avez pas de parapluie, et la capote de votre voiture est baissée. Vous prendrez du mal, avec cette petite pluie froide qui, en avril, doit, j'imagine, être encore plus infectée de microbes !

Effectivement, Maironi ne s'était pas aperçu qu'il pleuvait. A la vue de Carlino Dessalle, il avait compris, même avant de l'entendre, que Jeanne était à Praglia, qu'elle y était venue pour lui, et qu'il lui était impossible de retourner en arrière. Une flamme lui embrasa le cœur. « Voilà, voilà donc la manière

dont Dieu lui venait en aide ? N'était-ce pas se moquer de lui, qui s'était justement proposé d'interroger la volonté divine dans la paix du monastère ? Et n'était-ce pas se moquer aussi de son propre ministre, de ce pauvre et saint vieillard qui lui avait conseillé de venir là ? » Mais, par un violent effort, il imposa silence à la révolte intérieure et souhaita le bonjour à Dessalle, non sans quelque embarras.

Dessalle parti, Piero donna l'ordre à son cocher d'aller au pas. « Mon Dieu ! comment se comporterait-il au premier abord ? Laisserait-il entendre l'état de son âme, sa résolution de s'éloigner ? Ou cacherait-il cette résolution ? dissimulerait-il ? Oui, oui, dissimuler ; pas trop, pourtant, ce serait une trahison ! Et s'il restait peu ? Ah ! un prétexte, un prétexte pour rester peu ! Mon Dieu, lequel ? » Les sabots du cheval résonnèrent sur les pierres du seuil. Piero, palpitant, se recomposa un visage froid ; le fiacre entra sous le porche de la basse-cour.

Là, il n'y avait personne. Piero s'attarda quelques minutes à regarder le tremblement de la pluie drue et menue hors du porche, sur l'herbe épaisse, sur le puits gracieux du ^{xv}^e siècle, sur le flanc du haut monastère qui se dressait à gauche avec ses petites fenêtres ogivales, avec les larges baies de son grand escalier intérieur construit au ^{xviii}^e siècle, avec les petits arceaux trilobés de ses corniches en terre cuite. Il regarda, prêta l'oreille. Aucun pas, aucune voix. Il rappela dans son cœur tous ses bons propos et se dirigea vers une petite porte mi-close, à gauche. Il l'ouvrit, eut une vision de sveltes arcades, eut l'impression d'une pieuse et salutaire pensée ancienne, d'une austère beauté chaste. Il entra ; et, subitement, il ne vit, ne sentit plus rien de ce joli ^{xv}^e siècle : à dix pas de lui, Jeanne Dessalle, serrée dans un long manteau vert sombre doublé de fourrure, avec une pèlerine de *skuntz*, le collet relevé autour de son visage pâle, le regardait, immobile.

Elle le regardait avec ce même regard sérieux qu'elle lui avait fixé au visage dans le train, après beaucoup d'autres regards fugitifs, après un battement incertain des paupières, après une lutte visible contre elle-même. Grande dame dans tous les mouvemens de sa personne élancée et fine, dans toutes les lignes de sa toilette riche et sévère, elle l'avait alors fait palpiter par la fixité profonde de ses larges yeux auxquels une obscure passion et une obscure ironie donnaient je ne sais quelle couleur indé-

finissable de voluptueuse maturité. Elle avait été la première à les détourner de ceux du jeune homme. Puis, avec un geste lent de ses mains négligentes, en regardant par la portière, elle avait ouvert son long manteau doublé de fourrure et laissé entrevoir le dessin exquis de son buste. Sa figure et ses allures étaient si noblement aristocratiques, son visage était si sérieux que, à soupçonner seulement qu'elle n'avait pas fait cela sans une intention, Maironi avait éprouvé le plus mordant plaisir. Les beaux yeux, repris d'inquiétude, après s'être portés çà et là au hasard, s'étaient arrêtés encore une fois sur les siens et avaient rempli tout son être d'une souffrance délicieuse... Et maintenant, après plusieurs mois de familiarité, elle fixait sur lui le même regard, muette, immobile, serrée dans le même manteau, avec la même pèlerine de *skuntz*, avec le collet relevé autour de son visage pâle et sérieux. Et les beaux yeux bruns disaient : « Me voici, je suis venue pour vous. Ai-je eu tort ? J'attends une parole. »

Le jeune homme la salua en souriant d'un sourire forcé, il lui tendit une main qu'elle ne prit pas.

— Vous désiriez être seul ici, peut-être ? Faut-il que je m'en aille ? demanda-t-elle de sa belle voix rapide, à l'accent très pur.

Et, lentement, presque timidement, une main gantée de blanc sortit du manteau entr'ouvert, tandis que le regard fixe cherchait la réponse dans les yeux du jeune homme.

— Merci, dit-il en prenant la main qui s'offrait.

Par ce « merci, » Maironi se proposait d'éviter sans impolitesse une réponse directe ; ce fut donc un « merci » chaleureux. Et soudain, au sourire content de cette femme, un remords lui étreignit le cœur.

— Est-ce que ma toilette vous plaît ? demanda-t-elle. Vous vous la rappelez ?

Et elle sourit encore, écarta un peu son manteau, fit voir le dessin exquis de son buste.

Il pâlit et répondit froidement qu'il se rappelait la toilette.

— Je savais bien que vous vous la rappeliez. Je suis frileuse, il est vrai ; mais c'est pour l'autre raison que je l'ai mise. Dites : jamais peut-être je ne vous ai plu depuis autant que ce jour-là, en chemin de fer.

— Vous savez, dit-il par plaisanterie, j'ai le cœur très sensible, en voyage.

Elle fronça les sourcils :

— Vilain ! murmura-t-elle.

Et aussitôt elle ajouta :

— Pourtant, vous me trouvez belle ? Très belle, n'est-ce pas ?
Maintenant encore ?

— Oh oui, très belle ! fit le jeune homme avec une inclination profonde.

Elle s'irrita de ce ton.

— Si je n'étais pas tellement lâche avec vous, dit-elle, je devrais vous tourner le dos. Il y a une chose qui me fait enragé ! Vous êtes toujours maître de vous ; et moi, dès que j'ai commencé à éprouver un sentiment, je me suis trahie ! Je ne sais rien cacher, moi ; et d'ailleurs, cela m'est bien égal. Écoutez ! Ce jour-là, en chemin de fer, vous m'avez jugée légère ? vous m'avez jugée coquette ?

— Non. J'aurais jugé légère et coquette une autre que vous. Mais vous, avec cette sincérité que vous avez dans les yeux, non !

— Cependant, vous me l'avez dit, plus tard.

— Peut-être, mais par jeu.

— Et à présent, vous me jugez mal parce que je suis venue ? Avant de répondre, Maironi hésita une seconde.

— Non, dit-il enfin.

— Pourquoi avez-vous réfléchi ? Parce que vous me jugez mal. Qu'est-ce que vous vouliez dire ? Vous avez répondu « non » par pitié. Vous aussi, vous me jugez comme le font plusieurs de vos chers concitoyens !

Il connaissait les calomnies répandues par quelques sots, par quelques étourdis, sur le compte de Jeanne Dessalle ; et il protesta avec tant d'indignation, avec tant de chaleur, que les yeux de celle-ci eurent un sourire très doux.

— Je ne suis pas méchante, vous savez ; au contraire, je suis très bonne, dit-elle en se faisant un visage contrit, une petite bouche de fillette boudeuse, une voix dolente. Seulement, il m'est impossible de cacher ce que j'éprouve. Je n'ai pas su vous cacher ma sympathie, même le premier jour. Et j'ai eu tort ; j'ai tort en ce moment de me trahir comme je fais ; car vous êtes un superbe qui voudrait conquérir de vive force l'amour d'une femme superbe. Moi, au contraire, je suis humble, et je ne vous plais pas.

Ce n'était pas la première fois que Jeanne Dessalle se montrait

si audacieuse avec Piero Maironi. Une autre fois déjà, elle lui avait parlé non moins hardiment à la villa Diedo, dans un bosquet écarté qui, au penchant du coteau, s'incline vers les silences d'une petite vallée déserte. Elle lui avait dit qu'elle le trouvait très différent de tous les autres hommes, beaucoup meilleur; qu'elle était heureuse de le voir, mais que l'attente de ses visites la troublait toujours; qu'ensuite sa présence l'intimidait beaucoup; et que, si elle osait lui dire tout cela, c'était parce qu'elle le savait un saint. Maironi, qui ne la connaissait pas encore, avait supposé qu'il s'agissait d'une fantaisie, d'une provocation voulue; et il ne douta pas qu'il serait méprisé à cause de sa réserve. Mais, par la suite, il vit que la jeune femme ne le méprisait nullement; il reconnut en elle une sincérité fière, un fier dédain pour les caprices des sens; et il eut honte de lui-même et de son indigne soupçon comme d'une infériorité morale.

— Dites! reprit-elle avec insistance, parce que le jeune homme ne répondait pas.

Tout à coup, les yeux de Jeanne eurent un éclair.

— Qu'avez-vous? Certainement, vous avez quelque chose!

— Non, je n'ai rien. Que voulez-vous que j'aie!

Piero avait parlé avec un sourire si peu spontané qu'une angoisse et une tendresse indicibles resplendirent sur le pâle visage de Jeanne.

— Il vous est arrivé quelque chose! Que vous est-il arrivé? Dites!

Et elle lui saisit un bras.

— Prenez garde! murmura Piero effrayé. Le gardien pourrait nous voir.

— Non, non; il n'est pas là; il est parti prendre les clefs... Dites! dites!

— Mais votre frère va nous rejoindre dans un instant.

— Peu m'importe! s'écria-t-elle. Parlez! Que vous est-il arrivé?

Cette violence blessa Maironi.

— Non, dit-il fermement, il ne m'est rien arrivé. J'ai pris une résolution, voilà tout.

— Quelle résolution?

Le gardien reparut avec les clefs.

— Attendez un moment, répondit Piero.

Mais elle ne se souciait guère de la présence de cet homme.

Un fugitif mouvement de commisération orgueilleuse passa dans ses yeux inquiets et dans l'arc de ses sourcils. Comment un si grand amour aurait-il pu faire usage de ces petites prudences?

— Allez devant! dit-elle au gardien. Vous ouvrirez. Nous vous rejoindrons tout à l'heure.

Et, sans plus s'occuper de cet importun qui grommelait et n'obéissait pas, elle se tourna vers Piero.

— Quelle est cette résolution? demanda-t-elle.

— Je vous la ferai connaître, mais pas maintenant.

— Pourquoi? C'est une résolution qui doit me faire souffrir?

— N'en parlons pas maintenant, je vous prie!

— Est-ce qu'il m'est possible, à moi, de ne pas en parler? Vous ne comprenez rien!

A ces paroles aigres succéda un élan réprimé de sa belle personne qui s'offrit une seconde, toute frémissante de passion, le visage et les yeux débordans d'amour humble et découragé.

Tout à coup, une voix retentit à l'entrée du cloître.

— Oh! mais, c'est un enchantement, c'est un paradis, cela!

C'était Carlino Dessalle qui s'extasiait derrière Maironi.

— Mon cher Maironi, continua-t-il, écoutez un peu l'idée qui me vient. Praglia est le rêve d'un saint vieillard vierge, qui s'est nourri d'olives et de grenades, et qui s'est endormi au son d'un prélude de Bach, mais non pas comme vous vous endormiriez, vous. J'oserais même dire qu'il a bu de l'eau stérilisée.

— Vous n'avez rien vu encore, fit Maironi.

— Mon Dieu! comme ces syndics sont administratifs! Je n'ai rien vu, dites-vous? Non, je n'ai rien vu lorsque je suis arrivé en victoria, parce que j'avais peur d'attraper du mal, grâce aux lubies de ma sœur qui veut son manteau de fourrure, mais qui veut aussi la pluie et le vent; et surtout, parce que ma sœur a été insupportable, parce qu'elle m'a tourmenté sans trêve sous le prétexte d'un retard qu'elle me reprochait et qui, semblait-il, allait faire crouler ciel et terre. Mais, plus tard, lorsque je revenais ici à pied, j'ai eu le coup de foudre. Vous comprenez, il suffit d'un regard. La tour crénelée et cette divine loggetta qui, là-haut (je suis sûr que vous ne l'avez pas même aperçue!) semble s'incliner vers le visiteur comme une salutation du génie de l'abbaye survivant au départ des moines; et cette brune église du xv^e siècle, si large et si robuste dans son élégance, assise majestueusement sur cet assemblage carré de

grandes pierres couchées et mortes comme des livres de théologiens, de docteurs et de Pères; tout cela m'a fait battre le cœur ou du moins ce qui m'en tient lieu; car ma sœur doute que j'en aie un, et, quant à moi, il ne m'en chaut. Oui, voyez-vous : la massivité, — ne faites pas attention, c'est un vocable de mon cru! — la massivité toscane de ce socle et de cette église en parfaite harmonie avec la toscanité de cette colline où il n'y a de barbare qu'une sauvage calotte de bois au-dessus des olivaias, mais qui est si ordonnée dans son mouvement, si attentive à éviter la moindre attitude vulgaire, si sérieuse, n'est-ce pas? et si bien faite pour la méditation, avec ces petites processions monacales de cyprès un peu bêtes, mais simples et pieux, — telle, en somme, cette colline, qu'on reconnaît dans sa haute et forte corpulence une dévotion humble envers l'église qui est située plus bas et qui néanmoins semble la dominer par sa grandeur; — tout cela m'a pris... comment faut-il que je dise, ma chère sœur?... eh bien! tout cela m'a pris les poumons que tu ne me refuseras pas, j'espère, et m'a fait pousser tant de « oh! » et de « ah! » que, pendant cinq minutes, j'en ai perdu le souffle.

— Il paraît que tu l'as retrouvé, dit Jeanne.

— Oui, je l'ai retrouvé. Mais voyez, voyez donc ce divin petit cloître, cette chaste pensée qui s'est métamorphosée en un rêve! Observez la grâce infinie des menus ornemens, les corniches de terre cuite, les arceaux trilobés, l'orange symbolique, et ces petites coquilles qui ressemblent à un vieux rosaire tendu en ligne droite! Non, ce n'étaient pas des grenades, sans doute, c'étaient des oranges que le vieux saint mangeait à son souper. Et cette grâce dans le colossal! Regardez-moi cette tour qui règne et n'opprime pas. Laissons-la emporter notre reconnaissance vers la plus haute source de toutes les formes belles.

— Carlino, ne fais pas trop ton Carucci! interrompit Jeanne.

— Que parles-tu de Carucci? Carucci est un monolithe, et moi, je suis une construction infiniment complexe. Carucci n'a qu'une seule note, et moi, j'en ai cent. Carucci est un hypocrite intellectuel. Il a feint si longtemps de se pâmer pour la beauté qu'à présent il se croit sincère. Au fond, il n'aime que le vin bleu, le fromage de brebis et les cuisinières. Oui, laisse-moi dire! Carucci n'est pas un miroir des choses multicolores, un miroir mobile, tour à tour plan, concave, convexe, comme je le suis,

moi, qui d'ailleurs n'écris point. Pour Carucci, le miroir est dans les choses, et ce qu'il y voit, c'est lui-même, toujours et partout... Laisse-moi dire!... Oh! voyez donc! Ceci doit être le blason du monastère : une étoile... Parfaitement!

Tandis que Carlino Dessalle, le monocle encastré dans l'œil droit, levait son très long nez fin et sa maigre et brune face originale vers le blason du monastère sculpté au-dessus d'une porte, Jeanne prit le bras de Maironi.

— Allons, dit-elle.

Et ils rejoignirent le gardien, resté debout à les attendre sur le seuil de la porte qui mène au grand escalier.

Le frère, tout en examinant l'étoile, s'aperçut de leur départ et s'assombrit. Carlino considérait sa sœur, qui était son aînée, comme la femme la plus belle, la plus séduisante, et aussi la plus noble d'âme et la plus droite de jugement qu'il y eût au monde. Il lui semblait étrange que tous leurs amis ne devinssent pas amoureux d'elle, et il ne se fût pas étonné que l'amour de l'un ou de l'autre arrivât à la toucher un peu; mais qu'elle-même, par un geste, par un mot, pût se départir un seul instant de sa propre dignité, jamais il n'en avait eu le moindre soupçon. C'était la première fois qu'un soupçon de cette sorte se faisait jour dans son esprit, et il en était troublé intérieurement. Il admettait bien que sa sœur éprouvât une vive sympathie pour Maironi, qu'il estimait lui-même beaucoup, malgré la grande divergence de leurs idées; mais il comprenait moins qu'elle prit si peu de précaution pour cacher son propre sentiment, tandis que Maironi, à supposer qu'il l'aimât, savait dissimuler le sien. Il avait consenti, non sans quelque résistance, à cette excursion de Praglia, par crainte que Jeanne n'y allât seule; et maintenant, il était fort contrarié que, lui présent, sa sœur, non contente d'avoir ainsi couru après cet homme, s'attachât encore à lui d'une façon si évidente. Il la rappela pour lui faire voir le blason du monastère, et le ton de ce rappel eut quelque chose de cinglant. Jeanne se détacha de Maironi, qui ne la suivit point; et elle vint seule, à contre-cœur.

— *Vergisst mein nicht!* lui dit-il à voix basse quand elle fut près de lui, en appuyant sur le *t* du pluriel.

Elle leva un visage fâché vers l'étoile et murmura :

— Tu peux croire que je sais me conduire.

Carlino, satisfait dans son cœur d'avoir été compris, protesta

qu'il n'avait jamais eu la moindre intention de dire le contraire.

Cependant, Maironi contemplait, non la double rangée de sveltes arcades sous l'avance gracieuse des corniches en terre cuite, non la tour dressée comme une médiatrice entre le cloître et le ciel, mais, dans le préau, le désordre vivace et la fougueuse végétation des herbes enivrées de printemps. Il contemplait ces herbes, le cœur troublé et endolori par la récente offrande d'un amour immense, par l'idée que peut-être Dieu n'existait pas ou que du moins, s'il existait un Dieu, ce n'était pas celui de la foi chrétienne, puisque ce Dieu ne le récompensait de tant de prières, de pénitences et de luttes, qu'en permettant une pareille tentation dans de pareilles circonstances.

Carlino l'interpella :

— Vous aimez les fleurs ? Ces blanches sont des lis, je crois ? Et ces jaunes sont des dents de lion ? Et ces bleues, que sont-elles ?... Dites, ne la trouvez-vous pas gentille, l'idée que voici ? Toutes ces fleurs semblent avoir appris que les moines austères et leurs ânes gloutons ne sont plus là, qu'il n'y a plus ni règles ni préceptes ; et alors elles se sont échappées de ce vieux bassin au milieu du préau et se sont disséminées pour faire l'amour gaiement, un peu partout. Dites !

Comme il voulait un petit mot aimable pour son idée gentille, il posa le doigt sur l'épaule de Piero qui tressaillit et répondit à tout hasard :

— Certainement !

Sur le grand escalier du xvm^e siècle par où l'on accède aux larges corridors flanqués de cellules, tandis que le gardien indiquait les pierres commémoratives d'impériales visites autrichiennes, de François 1^{er}, de Ferdinand 1^{er}, et que Dessalle gémissait comme si les pierres et l'escalier lui eussent pesé sur l'estomac, Jeanne, prenant une seconde fois le bras de Piero, lui chuchota d'un air inquiet :

— Ne m'abandonnez pas !

Il ne fit aucune réponse ; mais, inconsciemment, il lui serra le bras ; et aussitôt il relâcha son étreinte, comme épouvanté. Les yeux de Jeanne s'étaient illuminés de douceur, et ils l'interrogeaient avec angoisse. Alors, sans avoir l'intention de rien dire de tel, par un dédoublement de sa volonté, par une mauvaise impulsion intérieure, il dit une chose dont il comprenait bien qu'elle était le commencement de sa défaite :

— Je vous parlerai dans un instant.

Ils s'étaient acheminés par un corridor jusqu'à la loggetta en saillie qui regarde les noires approches du monastère, le flanc de l'église, la grande plaine septentrionale jusqu'aux lointaines Alpes neigeuses. Ils n'entendirent pas le gardien qui les rapela.

— Par ici, monsieur, madame :

Dessalle cria :

— Jeanne !

Ils se retournèrent alors ; et Carlino dit à sa sœur qu'il avait un projet : celui-ci. Puisque le Gouvernement avec son comité supérieur des Beaux-Arts, avec ses catalogues de monumens nationaux, avec ses conservateurs qui ne conservaient rien et détruisaient tout, avec ses cataractes de rhétorique ministérielle, laissait se dégrader et se détruire un joyau semblable, il fallait l'acheter pour une confrérie nouvelle d'artistes et de poètes qui auraient de l'Art un concept commun et qui seraient déjà entrés dans cette période de sagesse où l'on ne se soucie plus ni d'honneurs ni d'amours.

— Voyons les cellules, dit Jeanne.

Mais Dessalle protesta que jamais il ne consentirait à mettre le pied dans une de ces cellules sans y avoir été précédé par une excellente solution de sublimé corrosif au quatre millième.

— Je crains tout particulièrement les microbes conventuels, déclara-t-il. Entrez-y, vous ; mais n'y restez pas trop longtemps.

Ils entrèrent dans une cellule. A peine le gardien en fut-il ressorti, croyant que les deux autres le suivaient, Jeanne s'arrêta.

— Eh bien ? interrogea-t-elle.

Mais à présent, Maironi ne voulait plus parler. Courroucée, elle s'approcha de la petite fenêtre et, tout en regardant la campagne, elle lui dit à voix basse :

— Vous n'avez pas de cœur ; vous êtes un égoïste. Vous trouvez amusant d'être aimé, et vous craignez de vous compromettre ; vous voudriez dire et ne pas dire, avancer et reculer : avancer, mais pas au point de courir un péril ; reculer, mais pas au point que je m'en offense. Vous êtes antipathique, révoltant !

Elle se retourna pour le dévisager. Le courroux de ses yeux pleins de souffrance, de ses lèvres pincées qui faisaient la moue, s'évanouit dans un retour de douceur et de prière.

— Oui, répondit-il, sans s'approcher d'elle. Je suis révoltant

pour moi-même, surtout. Ma première résolution, sachez-le, était de me jeter dans une cellule de moine, pour toujours!

— Où? ici? fit Jeanne, ironique. Cela, c'était votre première résolution; et la seconde?

Le gardien rentra en faisant sonner ses clefs, dit que le mari de la jeune dame la demandait. Maironi et Jeanne comprirent ce que cet homme avait pensé d'eux. Jeanne, elle, n'y attachait aucune importance; mais Maironi eut la sensation qu'il venait de faire un pas en avant sur la route obscure qui conduit à l'abandon de soi-même et à la victoire de la passion.

— Je croyais que vous récitiez les complies! dit Dessalle, un peu brusquement.

Jeanne lui répondit qu'en effet, dans cette cellule, elle avait éprouvé une certaine inclination à se faire religieuse, et que Maironi avait entendu un divin appel pour le ministère de sacristain du couvent. Comme Carlino la savait incapable de couvrir par des impertinences affectées les traces d'une émotion différente, il se mit à rire et revint à ses amours fantaisistes avec le monastère, au divertissement d'y créer par l'imagination des beautés nouvelles dont il jouirait le premier et seul, à la satisfaction d'exprimer ses caprices intellectuels dans une forme curieuse, tout imprégnée d'effluves cérébraux vraiment siens. Il avait comparé le monument à un rêve; et, comme cet inconnu Carucci dont il se croyait dissemblable, il allait y mirant ses propres rêves, ses propres fantaisies esthétiques. Il en savourait certaines délicatesses d'art, certains détails où il retrouvait le style du xv^e siècle, son siècle de prédilection; mais l'âme de l'abbaye vénérable, cette âme une qui vivifie de pieuse pensée chaque pierre, qui prie dans la solitude avec la majesté d'un grand homme sentant son être se dissoudre en Dieu, il ne l'interrogeait pas et elle ne lui parlait pas. Elle restait muette aussi pour Jeanne.

Cette femme si intelligente des choses de l'art n'avait pas accordé aux magnifiques architectures un seul regard attentif; et elle marchait à l'aventure, la pensée et les sens fascinés par la personne de Maironi. Quant à Maironi, l'impertinente trouvaille de Jeanne sur leur vocation religieuse lui avait paru être fort probablement un coup d'épingle dirigé contre lui-même et très certainement une pincée de poudre jetée aux yeux du frère, ce qui supposait sa propre complicité, à lui. Cette pensée lui fit

sourir dans les veines, d'abord un frisson de douceur, puis une réaction de mécontentement. Lorsque ses compagnons, qui le précédaient, après avoir franchi une entrée libre, quittèrent le corridor pour entrer dans le cloître suspendu, et que, demeuré un peu en arrière, il trouva devant lui cette clarté large, ce carré sévère de portiques se faisant face, le puits au milieu, et, à l'angle du réfectoire, le clocheton plein de ciel sous le pinacle, entre les quatre colonnettes, alors l'Esprit du monastère le retint sur place. Jusqu'alors absorbé par son propre drame, Piero avait oublié qu'il était à Praglia. Soudain il reconnut cette clarté large, ce carré de portiques, ce puits au milieu, ce clocheton à l'angle du réfectoire. Il eut un sursaut, demeura immobile. C'était le lieu de l'émotion inexplicable, de la présence mystérieuse qu'il avait ressentie deux fois déjà, à des années d'intervalle. Sur le préau du cloître, sur les fronts des arcades, une croissante lumière de soleil colorait de plus en plus les pierres vénérables, pareille à une interne ascension de vie, de sentiment, de verbe. La première fois, l'Esprit du monastère avait enivré de désirs le jeune homme; la seconde fois, il avait frappé l'homme d'un reproche; maintenant, il le repoussait avec une sévérité muette.

— Or ça, mon cher Maironi, que faites-vous donc? Venez. Il y a par ici des choses merveilleuses!

Dessalle entraîna Piero sous les arcades, lui montra la crête sombre de la colline qui domine le toit du portique opposé.

— Écoutez, de grâce! Praglia est l'abbaye de Morgant, de mon divin Morgant! Le mont des Géans, le voici!... Mais à quoi pensiez-vous? N'allez pas nous lâcher, au moins! Songez qu'aujourd'hui, à la villa Diedo, nous aurions eu la visite de la comtesse Importanza et des petites comtesses Importanzettes; et nous les avons plantées là pour vous!

Naguère, ils avaient ri ensemble de ces surnoms infligés par certaine personne de leur connaissance à une noble dame de la ville et à ses filles qui, disait-on, dressaient des pièges au célibat de Carlino.

— Pour vous, non; mais pour Praglia! corrigea Jeanne Dessalle, sans se retourner.

— Je vous en prie, tâchez d'apaiser ma sœur! s'écria Carlino en s'arrêtant pour dessiner dans son carnet une porte élégante, sous les arcades orientales.

Piero rejoignit Jeanne, qui feignit de ne pas remarquer sa présence. Pendant quelques instans, ils cheminèrent l'un à côté de l'autre, sans se parler.

— Oui, vous avez peur ! dit-elle enfin, d'une voix basse, mais vibrante. Vous ne voulez pas l'avouer, mais je le comprends quand même : avec toute votre religion, vous pensez sur moi des choses basses. Et c'est précisément parce que vous avez une étroite et fausse idée de la religion, de l'amour et de moi, de moi surtout, que vous voyez en moi celle qui vous conduira au mal. C'est ainsi : vous ne me connaissez pas, vous n'arrivez pas à me connaître, vous croyez que, hors de votre religion, tout est impur, tout est faux, tout est à fuir et à détester.

— Vous savez que je ne suis pas libre ?

En articulant ces mots à demi-voix, Maironi s'était arrêté. Jusqu'alors, il n'avait jamais été question entre eux de la démente.

Jeanne le regarda dans les yeux et répondit :

— Je le sais.

Puis, au bout d'un instant, comme Maironi se taisait, elle crut que, par ce silence, il désirait lui épargner une conclusion facile et amère ; et elle reprit avec une hâte imprudente :

— Mais je n'enlève rien à votre femme.

Cette phrase pouvait s'entendre en deux sens différens : l'un, celui que Jeanne avait réellement voulu lui donner, à savoir, qu'elle s'était rendu compte que, depuis quelque temps, Piero n'aimait plus sa femme ; et l'autre, que, vu l'état où se trouvait M^{me} Maironi, on ne pouvait plus rien lui prendre. Ce fut la seconde signification qui frappa brusquement l'esprit de Piero.

— Ne dites pas une chose pareille ! s'écria-t-il, indigné.

Et il reprit sa marche avec agitation. Jeanne, consternée, le suivit.

— Quoi ? Qu'est-ce que vous avez compris ?

Et, saisissant enfin le pourquoi de ce courroux, elle protesta qu'elle n'avait nullement voulu faire allusion au malheur de sa femme.

— Laissez-moi, laissez-moi, laissez-moi ! répétait Maironi.

Mais elle protestait avec tant de violence qu'il finit par se laisser fléchir. Cependant, sans le vouloir et sans le savoir, ils s'acheminaient ensemble vers une sortie du cloître. Le gardien, qui regardait, Carlino dessiner, les rappela.

— Monsieur, madame, vous ne voulez pas visiter le réfectoire?

Ils revinrent sur leurs pas, lentement.

— Je vous crois ! dit Maironi, d'une voix brisée par l'émotion. Mais il est impossible que cela dure. Le mieux est que je m'éloigne, non de vous seule, mais de tout ; de tout, dans la mesure où il m'est permis de le faire. Voilà quelle était ma seconde résolution.

— Attendez, dit Jeanne.

Pour se débarrasser du gardien, elle le pria d'aller lui chercher un verre d'eau fraîche ; elle jeta un coup d'œil à son frère, qui dessinait toujours ; et elle se retourna vers Piero, lui dit :

— Venez !

Elle l'emmena dans la loggetta qui, près du réfectoire, fait saillie sur les jardins, s'arrêta contre le parapet de l'arcade qui regarde l'immense plaine orientale. Tout cela fut accompli avec une promptitude nerveuse et sûre.

— Écoutez-moi, dit-elle rapidement, en s'accoudant au parapet, d'un mouvement brusque. Vous n'avez pas raison de me fuir, vous n'avez pas raison de me craindre. Vous ne connaissez pas mon sentiment pour vous, vous ne connaissez pas mon âme. Je ne vis que pour vous, au dedans de moi-même. J'ai toujours aimé Carlino comme une mère ; je l'aime encore avec une tendresse où il y a quelque chose du devoir maternel ; et je puis dire que ma vie extérieure lui appartient tout entière, que je serais capable de lui sacrifier même la joie de vous voir. Mais ma vie intérieure, celle qui ne dépend pas de ma volonté, c'est à vous qu'elle appartient. Si je suis avec vous tellement franche et hardie, c'est parce que mon sentiment pour vous n'a rien à cacher, rien qui doive me faire honte, rien qui puisse me faire peur ; et c'est aussi parce que j'ai une grande confiance en vous. Tout ce que je désire, c'est l'affection ; le reste me répugne. Soit froideur de tempérament, soit orgueil, soit effet des six mois horribles que j'ai passés avec un immonde mari, — car vous savez que, moi non plus, je ne suis pas libre, — soit pour toute autre raison qu'il vous plaira de supposer, je ne désire que l'affection tendre. Si vous êtes hanté par des imaginations mauvaises, je sens que je purifierais votre âme, au lieu de l'avilir. Oui, je la purifierais mieux que le jeûne et les oraisons dans le désert : car, avec cette idée de combattre un ennemi, on va néces-

sairement à sa rencontre ; et peu importe le lieu où vous vous trouveriez, vos pensées sur moi resteraient toujours mauvaises ; dans votre esprit, je deviendrais une autre personne, celle que je ne suis pas, une corruptrice. Mais...

Elle couvrit son visage avec ses mains et poursuivit, en baissant la voix :

— Mais j'ai un besoin immense, immense, immense, que vous soyez bon pour moi. Si vous m'abandonnez, je suis au désespoir, je tombe dans un abîme. Dites-moi que vous m'aimez, dites-moi que vous ne m'abandonnerez pas ! Ne me faites pas mourir !

— Madame, voici l'eau, dit le gardien derrière eux.

Jeanne se releva du parapet, livide, les yeux rougis ; et elle prit le verre.

— Si c'était du poison, dit-elle en français à Maironi, faudrait-il boire ?

Dans ses grands yeux magnifiques flottaient une tristesse et une tendresse infinies.

— Je crois que non, balbutia-t-il comme malgré lui, dans un vertige, si pâle que la vie semblait sur le point de lui manquer.

Les yeux de Jeanne s'illuminèrent d'un inexprimable éclair de sourire.

— Cette eau est trouble, dit-elle au gardien abasourdi.

Et elle avança le verre hors du parapet, versa l'eau avec lenteur, jusqu'à la dernière goutte ; et, en la regardant couler, elle murmurait.

— Quelle joie ! Quelle joie ! Quelle joie !

Ensuite, il sembla que ses yeux s'ouvraient aux choses. Elle quitta Piero, prit affectueusement le bras de son frère, voulut voir le dessin de la porte, suggéra un croquis de la colline qui dominait le portique, mais pris d'un point de vue meilleur, traversa le préau pour choisir l'endroit, se fit expliquer l'inscription de la margelle : *aestus, sordes, sitim pulso*, tomba en extase devant le magnifique lavabo qui est à l'entrée du réfectoire, entraîna Carlino dans la loggetta ouverte sur les jardins, lui montra la houle verdâtre de la plaine qui s'étendait jusqu'aux tours et aux coupoles d'une ville éloignée, humbles et noires sur l'horizon ; et alors, alors seulement, elle jeta un regard très doux à Maironi. Puis, se tournant vers le décor des portiques dominés par la haute abside et le campanile, elle imagina, tout

en disant sa vision à voix basse et le visage ravi, un soir de lune, un défilé silencieux et lent de moines sous les arceaux, parmi des clartés et des ombres. Elle regretta que les moines fussent disparus; mais, aussitôt après, les yeux fixés sur Piero, elle exprima hardiment l'opinion qu'il n'y avait plus d'harmonie entre l'esprit catholique actuel et la poésie de cette solitude. Elle soutint que la présente combativité catholique pouvait bien s'accommoder de couvens situés au milieu des populations, dans les villes, mais que nul ne pensait plus aux déserts; car, si le catholicisme était arriéré dans son esprit, néanmoins il ne laissait pas de tendre à toutes les formes modernes de l'action.

— Il y a toujours dans le monde les âmes blessées, dit Carlino. Il y a les solitaires de tempérament, comme moi, par exemple, qui suis un bénédictin manqué. Si j'avais la foi, je prendrais le froc et je rachèterais Praglia.

— Vous? fit Maironi.

Les paroles agressives de Jeanne sur l'esprit du catholicisme ne l'avaient pas blessé; l'étrange rencontre des paroles étourdies de Dessalle avec ses propres sentimens de naguère ne l'avait pas ému. Il riait, et ses yeux lançaient des étincelles. Tout à l'heure, pendant que Jeanne lui parlait de son amour si violent et si pur, il avait eu la sensation d'être peu à peu conquis par elle et aussi par l'idée que ses craintes étaient une ombre et un rêve, que les prohibitions religieuses et les obligations de son mariage étaient des choses mortes; que peut-être la religion catholique tout entière était un grand cadavre ou plutôt un fantôme vain, resté debout comme l'abbaye. L'occulte travail de toutes ses anciennes tentations contre la foi, réprimées avec terreur, mais non vaincues, se révélait maintenant, sous le choc de la passion, par des ruines subites.

A peine avait-il prononcé presque machinalement les paroles : « Je crois que non, » comme un homme nu qui tâte du pied un courant d'eau froide et qui hésite, mais qui, lorsqu'il se sent glisser sur la berge, s'abandonne et s'élance, de même il s'était abandonné à ce sentiment qui ne lui paraissait plus une tentation, mais où il croyait voir un bien offert par un Dieu plus vrai, plus grand, et meilleur que celui dont lui avaient parlé ses maîtres. Pendant une seconde, tandis que son cœur lui martelait la poitrine à coups furieux, les murailles, les arceaux, les colonnes du monastère avaient tourbillonné autour de lui vertigineusement

Il éprouvait une envie folle de passer son bras à la taille de Jeanne, et de l'entraîner dehors sous le ciel, et de courir dans l'herbe des prés, à travers les olivaias, jusqu'à la cime des collines, en criant vers le soleil sa liberté et sa joie. Et en même temps, dans son for intérieur, il riait de cette envie insensée, tremblait de se trahir, comprimait au fond de sa poitrine cette vie nouvelle et intense. Et ce fut pour lui une jouissance de n'avoir pas Jeanne à son flanc ; il éprouva un plaisir aigu à la voir détachée de lui en apparence, alors qu'il la savait attachée à lui par la pensée, ivre de lui. Et, respirant profondément, il écouta son âme qui se dilatait. Le long regard très doux que Jeanne lui envoyait de la loggetta où l'eau avait été idéalement convertie en poison fit encore que, pendant une seconde, il vit tourbillonner les choses environnantes.

— Vous ? dit-il en riant. Un mondain comme vous ?

— Je ne suis pas un mondain, mon cher Maironi. Je prends intérêt à observer les vanités mondaines ; mais je ne suis pas plus mondain qu'un astronome n'est céleste.

Jeanne, qui en ce moment-là était occupée à examiner les bordures du lavabo, les poissons marins, les incrustations de vert antique et de porphyre, fit signe à Maironi de venir.

— Je ne sais jamais de quel nom vous appeler, lui dit-elle à voix basse.

Puis, tout haut :

— Qu'est-ce qui est écrit là ? demanda-t-elle. Donnez-moi l'explication.

Piero lui traduisit la maxime latine sculptée dans la niche, au-dessus du bassin de marbre :

Omnes velut aqua dilabimur.

Et, se penchant comme pour mieux voir le marbre exquis, il murmura :

— Appelle-moi ton âme !

Elle ne répondit point. Il resta penché, dissimulant le feu de son visage.

— Pauvres petits moines ! s'écria Carlino derrière eux. Le fait est qu'ils sont tous passés et trépassés ! Mais dites-moi : comment la faut-il entendre, cette maxime ? Entre ces délicieuses bordures, parmi ce sourire du sceptique xvi^e siècle, elle doit être épicurienne. Mangeons, buvons et jouissons tant qu'il nous est loisible de le faire ! N'est-ce point cela ?

Ils entrèrent au réfectoire. Jeanne, absorbée dans son bonheur, ne regardait qu'avec distraction les devises riches d'images qui s'enroulent à des sculptures symboliques sur chacune des stalles de chêne alignées par le ^{xviii}^e siècle contre les gros murs dans toute la longueur de la salle rectangulaire, sous de vastes tableaux maladroitement encombrés de corps énormes. Dessalle, émerveillé par les sculptures emblématiques, par les pensées ingénieuses et profondes, quitta Jeanne, prit avec lui Piero et l'entraîna d'une stalle à l'autre, lisant, commentant, admirant à grands cris.

— C'est moi qu'il faut aider, monsieur Maironi, dit Jeanne. Carlo sait le latin.

Tandis que Maironi savourait dans les beaux yeux fixes un très doux rappel, Jeanne, qui se trouvait près de la stalle où est figuré un croissant de lune, lui demanda d'une voix mal assurée :

— Que signifie *completur cursu*?

Et, quand il ne fut plus qu'à deux pas, elle lui murmura d'une voix frémissante, avec un léger, presque imperceptible mouvement de la face qui s'offrait :

— Mon âme!

Et elle sourit.

Pendant quelques instans, Piero ne put prononcer une parole. Et alors elle eut deux petits éclats de rire brefs, pareils aux jets qui s'échappent d'une veine blessée, sous la pression du pouce.

— Cela signifie..., commença le jeune homme

Il voulait dire : « Cela signifie que mon âme se tourne vers toi et s'illumine toute et s'achève dans ta lumière. » Mais Jeanne l'interrompit dès le premier mot.

— Peu m'importe. Dites-moi que vous m'aimez!... Oui?... Véritablement?... Arrangez-vous donc pour revenir en ville avec nous.

— Écoutez cette épigraphe!... cria Carlino, de l'autre bout de la salle... Comme elle est belle, pour un puits! *Exercita purior*.

— Qu'est-ce que cela signifie? demanda Jeanne à Piero, parce que le gardien était venu se placer à côté d'eux.

Et, après avoir entendu l'explication :

— Quelque moine n'aura-t-il pas songé que, en exerçant

hors d'ici son intelligence, son cœur, toutes ses énergies bonnes, il serait devenu plus pur et plus sain

— Et cette autre, et cette autre! cria encore Dessalle. Une sirène. *Dulcedine perdit!*

— Si je l'entends bien, s'écria Jeanne avec vivacité, elle n'a rien de très neuf!

Maironi se tut. Dessalle appela le gardien, lui demanda de qui était la fresque de la Crucifixion.

— De Bartolomeo Montagna, peintre vicentin.

Dessalle voulut que sa sœur et Maironi vinssent admirer la grande fresque. Ils vinrent, et louèrent l'œuvre modérément, ce qui surprit et indigna Carlino. Le Christ ne leur plaisait pas du tout; dans les autres figures, on reconnaissait la bonne époque, pas davantage.

— Mais regardez donc Marie! Quant à moi, je vous le déclare immédiatement, parmi toutes les peintures que j'ai vues, il n'existe qu'une autre Marie qui m'ait ému davantage : c'est la Marie de Van Dyck, au musée d'Anvers, celle qui a sur ses genoux le Christ mort et qui ouvre les bras, avec ce visage levé vers le ciel, tu te rappelles, Jeanne? ce visage baigné de larmes où on lit la question amère : « Pourquoi? » Mais, au point de vue religieux, la Marie de cette fresque est supérieure. Elle est pleine de courage, elle croit à la résurrection de son fils. Devant elle, mon cher Maironi, je risque de gagner moi-même une petite fièvre de foi... Eh! n'allez-vous pas me prendre, dans votre Municipale, comme adjoint délégué aux Beaux-Arts?

Maironi sourit à fleur de lèvres et se contenta de répondre :

— C'est entendu.

III

Ils partirent au coucher du soleil, dans la voiture des Dessalle. Avant de quitter l'enceinte, comme ils longeaient le noir bastion qui porte l'église, Carlino s'écria :

— Et l'église? Nous n'avons pas vu l'église!

Au moment où ils étaient sortis du réfectoire, le gardien avait demandé deux fois à Jeanne et à Maironi s'ils désiraient visiter l'église; mais, n'ayant pas reçu de réponse, il n'avait pas insisté. Cette fois encore, ni Jeanne ni Maironi ne répondirent; la voiture était déjà lancée au grand trot; l'occasion passa.

Dessalle avait l'imagination pleine du monastère taciturne et de la solitude où il repose, pleine de cyprès, d'oliviers, de petits arceaux, d'armoiries, de devises, de moines anciens, de ce gardien dont les clefs grinçantes sonnaient dans le désert l'hymne triomphal de l'esprit moderne. Et de nouveau il évoquait toutes ces choses dans son langage subtil et coloré, cherchant des comparaisons bizarres qui les lui représentassent à son goût, qui les fissent pour ainsi dire s'incarner en sa personne et devenir plus parfaitement siennes. Puis, il se mit à esquisser le plan d'un roman où Praglia, mise en vente par le Gouvernement, était achetée par un Polonais mystique, lequel y recueillait des dames névrosées pour y fonder, dans la méditation et dans la prière, une religion nouvelle.

— Quelle religion? demanda Maironi.

— Une religion quelconque, pourvu que ce soit une religion nouvelle! Mettons, si vous voulez, ma religion à moi, qui est celle du doute : une religion qui, au lieu de nous obliger à croire ce qu'il est impossible de connaître, nous interdit de le nier et nous impose le doute, infiniment plus sage et plus utile que la foi, puisqu'il prédispose à toutes les possibilités! Et plus poétique aussi!

Maironi protesta avec une violence étrange.

— Non, non! Soyez pour ou soyez contre, mais entièrement! Niez plutôt! Dites que l'homme a créé Dieu parce qu'il y a trouvé son avantage! Ou dites que le Dieu de la religion est un masque du vrai Dieu, et que vous ne voulez pas adorer les masques! Ou encore révoltez-vous; dites que vous ne vous êtes obligé à rien pour avoir votre corps et votre intelligence, que vous ne vous êtes pas donné vous-même vos désirs de vie et de liberté, que vous avez un irrésistible besoin de l'une et l'autre! Dites cela, si bon vous semble, mais non pas ce que vous avez dit!

— Voilà bien les catholiques! répliqua Dessalle en souriant. Ils exigent à toute force que nous soyons impies. Plus nous nous rapprochons d'eux, moins ils nous supportent. On pourrait fort aisément soutenir que votre religion enseigne la haine du prochain. Voyez comme vous traitez les protestans et ces pauvres libéraux, qui voudraient se dire catholiques, eux aussi! Oui, vous avez la haine du prochain!

— Pourtant..., fit Jeanne en s'adressant à Maironi, comme si elle voulait lui répondre en dehors et au-dessus des paroles de son frère.

Mais elle s'interrompit aussitôt.

— Pourtant?... répéta Maironi, attentif.

— Rien, dit-elle.

Le jeune homme ramassa la blanche couverture en loup de Russie qui avait glissé des genoux de Jeanne et des siens, l'arrangea, rencontra dessous une main qui d'abord s'offrit inerte, et qui ensuite saisit la sienne comme une tenaille, tandis qu'une belle bouche laissait tomber négligemment ces petits mots pacifiques :

— Il fait un peu froid.

Durant quelques minutes, personne ne dit plus rien. Jeanne, à son tour, arrangea la fourrure, beaucoup mieux. Il semblait à Maironi que, sous les petits coups légers de ces mains habiles, la blanche et lourde peau de bête s'ajustait avec intelligence du commandement. Il regardait la main désirée ; car, en présence de Dessalle, il n'osait regarder les yeux de Jeanne sans lui adresser la parole, et il ne trouvait aucune parole. Il interrogeait cette main qui, s'attardant sur la fourrure, semblait lui répondre, d'accord avec un sourire mal dissimulé de la bouche : « Assez d'étreintes secrètes. » L'odeur du manteau fermé sur la personne exquise de Jeanne, l'odeur de la fourrure, celle des gants légèrement parfumés, peut-être celle des cheveux aussi, montaient, confondues et tièdes, au cerveau du jeune homme, et, selon la brise et le pas de l'attelage, alternaient avec l'odeur fraîche des champs et de la route humide. Il lui semblait qu'une obscure et douce émanation d'elle se donnait à lui et l'enveloppait ; que c'était déjà un commencement de secrète et délicieuse possession.

Ils passèrent devant la villa de don Giuseppe, toute blanche parmi les dernières clartés du crépuscule, en haut du jardin rempli d'ombre. Dessalle crut distinguer un prêtre assis sur le perron de la façade, supposa que c'était le maître du logis, dit qu'il avait entendu faire de cet homme les plus grands éloges et demanda à Maironi s'il le connaissait. Au même instant, Jeanne, qui n'avait pas fait attention aux paroles de son frère, montra à Maironi le croissant de la lune dans le ciel occidental.

— *Completur...*? dit-elle, ne se rappelant pas l'autre mot.

Maironi ne l'entendit point et elle répéta :

— *Completur...*? Dites-moi donc !

— Ah ! *cursu, cursu* ! s'écria Dessalle, qui ne réitéra pas sa demande.

Cependant, la main de Jeanne chercha sous la fourrure la main chère, la serra, lui dit : « Je sais à quoi tu pensais, dans ta distraction ! » Et la main serrée répondit par un mensonge : « Oui, oui, tu le sais. » Ensuite, ils auraient l'un et l'autre préféré que l'on gardât le silence. Mais Carlino avait la langue si bien pendue ! Il raconta que, quelque temps auparavant, sa sœur s'était horriblement scandalisée de la recommandation accordée par Maironi à ce jardinier, magnifique échantillon de socialiste latin, révolutionnaire. Jeanne, mise au courant de certains propos tenus par cet homme, avait proposé à son frère de le congédier ; mais Carlino était heureux d'avoir en cage dans son jardin une bête féroce si curieuse. D'ailleurs, la bête ne se laissait guère étudier ; elle avait une carapace très polie et très inoffensive où elle rentrait dès que ses maîtres s'approchaient d'elle. Pendant ce récit, les deux autres se parlaient en secret par leurs mains enlacées. D'abord, Jeanne avait essayé mollement de dégager la sienne, sans y réussir. Ils laissèrent bavarder Carlino, ne se défendirent pas, se contentèrent de rire, par instans. Carlino mit encore sur le tapis le fils du jardinier, Ricciotti Pomato ; il le recommanda au syndic pour le poste de garçon de salle à la Bibliothèque. L'année précédente, on avait nommé un autre candidat ; mais le poste était vacant de nouveau. Maironi promit, sans faire d'objection, pour en finir. Malheureusement, Carlino était inépuisable ; et il amena la conversation sur le marquis Scremin, qui avait fait parler aux Dessalle par son gendre afin d'obtenir leur appui en faveur de ses visées sénatoriales près d'une puissante et intrigante dame romaine dont on connaissait les relations amicales, — « à supposer honnêtes, » disait Zaneto, « très équivoques, » disait le monde, — avec un homme politique, oncle des Dessalle. Le marquis s'était fait ensuite présenter à la villa Diedo, non sans que résonnât derrière lui le ricanement satanique de l'homme amer : « Ah ! le monde ! le monde ! » Et il y était retourné deux ou trois fois, avec un solennel chapeau haut de forme et aussi avec sa carapace, disait Carlino : une lisse et onctueuse carapace d'humilité, où il se hâtait de rentrer la tête et de se blottir des que Jeanne ou Carlino faisaient allusion aux mérites que le Gouvernement aurait dû lui reconnaître. Carlino le coucha délicatement sur une idéale table anatomique pour lui trouver ces mérites. Et, enfin, comme ses deux compagnons semblaient ne pas l'écouter, il se tut, lui aussi.

Une tour haute et mince, de lourds campaniles, des amas de toits écrasés surgissaient peu à peu de la plaine devant la voiture, sous les bleuâtres cimes neigeuses des montagnes lointaines. C'était la ville, c'était la fin du ciel ouvert aux rêves, de la terre couchée en paix dans un parfum de vie et de fraîcheur; c'était pour Jeanne et pour Piero le triste terme de cette course rapide et silencieuse où ils sentaient jusqu'au plus profond de leurs cœurs les moindres contacts de leurs épaules rapprochées par les secousses de la voiture en marche.

La voiture s'arrêta devant l'écurie des Dessalle, au coin de la petite route montante qui mène à la villa Diedo. Invitation à dîner pour le jour suivant; salutations brèves que rendait chaleureuses l'espoir de ce doux lendemain.

Tandis que Piero descendait de voiture pour regagner la ville à pied, le cocher lui dit qu'il avait pour Monsieur un petit panier d'oranges remis par le conducteur du fiacre; et alors Dessalle ordonna au cocher de reconduire Maironi jusqu'au palais Scremin. Les oranges furent placées sur le strapontin de la victoria, en face de Piero. Il entendit leur tragique langage, mais il n'en fut pas ému. « Ce reproche-là s'adressait au destin, peut-être; mais à lui, non! » Le regard fixé sur les fruits d'or, les sens caressés par le parfum persistant de la femme dont il venait de prendre la place, il la revoyait dans la loggia du monastère avec la tasse à la main et savourait de nouveau la tristesse des grands yeux magnétiques, l'ineffable accent des paroles prononcées à voix basse : « Si c'était du poison, faudrait-il boire? »

ÉCLIPSE

I

Plusieurs conseillers de la majorité cléricale devaient se réunir à quatre heures chez le docteur Zaupa. Or, M^{me} Zaupa, la mère, ne voulait pas se laisser convaincre que cela fût un honneur pour elle, pour son fils le conseiller, pour sa bru, pour ses petits-enfants, pour tous les rameaux de la prolifique souche des Zaupa. « Pourquoi ne se réunissait-on pas chez le syndic? »

— Prenez patience pour cette fois, répétait l'honnête petit conseiller, tout en dirigeant d'une voix plus basse, mais plus

impérieuse, entre deux prises de tabac, le travail docile et muet d'une grêle femme anémique, son épouse, et d'une grosse femme charnue, sa servante, occupées à débarrasser de leur poivre et de leur camphre les fauteuils et les canapés du salon, à épousseter les fleurs en papier et les bonbonnières.

Mais la vieille M^{me} Zaupa, spectatrice renfrognée, persistait à trouver qu'il n'était pas du tout nécessaire de recevoir les conseillers dans cette auguste et sacro-sainte pièce où, grâce au poivre, au camphre, aux longues housses de toile bleue et aux ténèbres perpétuelles, le mobilier, — chaises, fauteuils, canapés, guéridons, miroirs, vases, candélabres, pendule et fleurs en papier, arrivés là pour les noces de défunts ses beaux-parens les Zaupa, — conservaient encore leur fraîcheur de 1815.

— Prenez patience, maman! ne vous fâchez pas! répétait le petit homme d'une voix de miel.

Et, au contraire, il disait d'une voix grondeuse à sa femme :

— Des chaises! Allons, vite!

La docile créature et la grosse servante apportèrent des chaises dans le salon. A la cinquième chaise, la vieille dame n'y tint plus.

— Mais combien sont-ils donc, ces b...-là?

— Seize, maman, s'ils viennent tous, lui répondit son fils avec mansuétude, encore qu'il n'avalât pas sans une grimace l'appellatif injurieux dont il devenait complice en ne protestant pas.

— Je vous dis, moi, monsieur, que vous feriez beaucoup mieux de vous occuper de votre cabinet, avec tous les enfans que vous avez; car, sachez-le bien, on n'a jamais été au Paradis par l'escalier du Muncipe.

La vieille tourna le dos à ces fastidieuses nouveautés qui lui bouleversaient sa maison; et, tout en grognant : « On n'y a jamais été! on n'y a jamais été! » elle s'en alla. Aussitôt l'anémique M^{me} Zaupa, la jeune, osa faire entendre une faible voix pleureuse pour remontrer à Matio qu'il n'était pas tard, qu'il était à peine deux heures et demie; la grosse servante releva un rideau de la fenêtre, sourit à la fruitière d'en face; et Matio Zaupa, sans répondre à son épouse, se mit à trotter par la chambre en répétant : « Elle doit y être, elle doit y être, elle doit y être! » jusqu'au moment où ses yeux myopes aperçurent une petite figurine en porcelaine, très peu vêtue, mais protégée autrefois contre ses

pudeurs iconoclastes par la vieille M^{me} Zaupa, qui les appelait des simagrées.

Matio fourra la statuette dans une des poches postérieures de sa redingote, où il l'oublia ensuite; et la servante eut à l'y repêcher le lendemain matin avec la plus complexe des stupeurs.

A trois heures moins cinq minutes, un coup de sonnette discret fit tressaillir l'honnête conseiller. Soudain, il expédie d'un côté la servante pour ouvrir la porte, met sa femme en fuite de l'autre côté : « Va-t'en, va-t'en, va-t'en ! » et puis, tout doucement, sur la pointe des pieds, il s'achemine vers l'antichambre, s'arrête, tord son cou, penche sa tête, met une main à son oreille, reconnaît les pas et les voix de ceux qui montent l'escalier, se mouche précipitamment. Deux personnes entrent, d'un air plutôt mystérieux : un laïque et un prêtre. Le laïque tire sa montre et dit à Zaupa :

— Est-ce l'heure ?

Zaupa, le sourire aux lèvres, avec des révérences empressées, répond et en se frottant les mains :

— Ponctuels ! Très ponctuels !

Et il introduit les visiteurs dans le sanctuaire.

L'abbé, un petit homme fluët, au visage fin, aux yeux railleurs, était un des chefs occultes du parti, un des trois ou quatre qui, tout en se tenant dans l'ombre, faisaient mouvoir sur l'échiquier les victorieuses pièces noires au moyen d'invisibles fils. Le laïque, un bel homme approchant de la quarantaine, aux façons aristocratiques, à l'air intelligent et bienveillant, était le chevalier Soldini, lombard, directeur du journal clérical.

— Vous dites donc ? fit Zaupa.

Les deux autres se regardèrent, hésitant, souriant, s'interrogeant sans paroles.

— Parlez, vous ! dit l'abbé à Soldini.

Et comme celui-ci s'en défendait, il expliqua à Matio qu'ils n'étaient pas entièrement d'accord et que, pour son propre compte, il préférerait parler le dernier. Alors, Soldini dit que c'était bien, et il commença son discours.

— Voici. Par malheur, il y a beaucoup de vrai, sinon tout, dans les bruits qui courent sur notre syndic et sur cette dame. De part et d'autre, la passion s'en mêle, et elle n'est pas silencieuse.

— Ah ! certes non, interrompit l'abbé, elle n'est pas silencieuse ! Des baisers, des embrassements au jardin, *coram populo* !

— Disons *coram nemore et luna*, puisque c'est la vérité. Mais d'ailleurs, pour ce qui est de savoir à quel point sont arrivées les choses, personne...

— C'est tout un, grogna l'abbé. Et puis, il faudrait dire : *coram nemore, luna et hortulano*.

— Soit ! A moi, il ne me semble pas que ce soit tout un ; mais passons. Je déclare d'abord ceci : ma femme et moi, nous sommes en fort bons termes avec le syndic ; et, de plus, ma femme voit aussi M^{me} Dessalle, qu'elle a connue à Rome.

Le docteur approuva d'un air obséquieux :

— Parfaitement !

Et l'abbé, qui écoutait, la tête basse, fit une moue significative.

— Néanmoins, continua le chevalier Soldini, je m'efforcerais, en traitant ce pénible sujet, d'être très impartial et très franc. Personne, disais-je, ne peut savoir à quel point sont arrivées les choses ; mais ma femme qui, en ces sortes d'affaires, a beaucoup de perspicacité, ne croit pas au pire ; et je ne veux pas y croire non plus.

— Très bien, très bien ! fit Zaupa, satisfait.

L'abbé au contraire grommela entre ses dents : « Vous êtes trop bons ! » Puis, à haute voix :

— Et le reste ? demanda-t-il.

— Le reste, j'y arrive. Toutefois, comme on insinua le pire, j'aurais du remords si je taisais que la source des propos les plus venimeux, recueillis immédiatement, selon l'usage, et colportés de côtés et d'autres, avec des chuchotemens pleins d'hypocrite prudence, par une infinité de gens qui trouvent une volupté spéciale à savourer les péchés des hommes crus impeccables et surtout les péchés des cléricaux, c'est le maraîcher des Dessalle, lequel a une rancune personnelle, plus ou moins couverte, contre le jardinier, ce demi-anarchiste tout dévoué au syndic parce qu'il lui a fait nommer son fils à la Bibliothèque et qu'il a protégé celui-ci dans la ridicule affaire du pantalon à liséré bleu.

— Ridicule ? murmura l'abbé. Vous entendrez aujourd'hui Quaiotto !

— Mais oui, ridicule ! Et j'espère que tous le comprendront ! J'espère que l'on enterrera cet incident ! C'est dans l'intérêt du parti que je parle !

— Oh ! quant à moi... ! répliqua l'abbé. Mais il faudrait persuader Quaiotto.

— Eh bien ! on tâchera de faire entendre raison à M. le conseiller Quaiotto.

Le bon docteur, qui tenait en suspens une prise de tabac, se mit à remuer en rond la main qui tenait la prise, à remuer en rond sa tête comme un ver à soie qui va filer, tout en se tirant laborieusement de la bouche un nœud de paroles que l'on entendait remonter dans sa gorge.

— C'est aussi mon avis, à moi... c'est aussi mon avis... Mais il faut que je vous dise, il faut que je vous dise... Ce pantalon... notre collègue Quaiotto... me l'a envoyé... envoyé justement pour la séance d'aujourd'hui... Que pouvais-je faire?... J'ai dû accepter, j'ai dû accepter... J'ai dû... Et le pantalon est chez moi.

— Jetons-le au feu ! dit Soldini.

— Le jeter au feu ! Comme vous y allez ! riposta l'abbé. Mais ne comprenez-vous pas que le ridicule est pour les libéraux ?

— M'est avis que nous en avons tous notre petite part ; mais laissons cela, et, comme vous disiez tout à l'heure, arrivons au reste. Le reste, c'est que vendredi dernier les Dessalle ont donné à des amis de passage un déjeuner gras, dans leur jardin, et que Maironi s'y trouvait.

— Hum ! elle est un peu forte ! dit Zaupa, choqué et indulgent tout ensemble. Mais d'ailleurs, est-il bien sûr que Maironi ait mangé quelque chose ?

— Trop sûr, hélas ! et il y a eu du scandale, répondit Soldini ; car le maraîcher, selon son habitude, en a parlé à une foule de gens.

— Vous entendez ! s'écria l'abbé en regardant Zaupa.

— Cela ne m'étonne point, dit Zaupa. J'ignorais le fait du déjeuner ; mais, que... depuis quelque temps... cet homme soit changé autrement qu'en bien... oui, autrement qu'en bien... il n'y a pas moyen, pas moyen de dire le contraire... Et son attitude dans l'affaire du pantalon... Allons donc ! Non, il n'est pas dans la bonne voie, il n'est pas dans la bonne voie ! Et tant d'autres petites choses, tant d'autres petits incidents désagréables qui font que, étant donné surtout le caractère de certains collègues, ça ne marche pas, non, ça ne marche pas, je vous l'affirme !

Alors le chevalier, après avoir préalablement déclaré qu'en

son particulier il déplorait les scandales donnés par les Dessalle, mais qu'il lui semblait périlleux et inopportun de s'en servir contre le syndic, reconnu que, si Maironi demeurait en fonctions, cela créerait de graves embarras pour tout le monde; et il expliqua que le dissentiment entre l'excellent abbé et lui-même concernait uniquement la marche à suivre pour l'en faire sortir. Selon le chevalier, l'attitude du syndic dans la fameuse affaire du pantalon dénotait chez lui le désir de provoquer une crise : Maironi voulait rompre avec la Commission, avec la majorité du Conseil et avec le parti; mais probablement il cherchait à rompre d'une manière et sur une question où il trouverait son avantage; et probablement aussi, dans les circonstances actuelles, il espérait mettre les rieurs de son côté; au surplus, il visait sans doute à être remercié d'une façon qui fit tort aux catholiques et qui justifiait ou qui du moins excusât une rupture ultérieure plus complète encore, un ralliement à d'autres idées et à d'autres hommes. Or, il ne pouvait convenir aux catholiques de faire son jeu; point du tout! Donc, ce qui convenait, c'était de rompre avec lui sur une question administrative.

— Ainsi, conclut le sagace orateur, vous éviterez d'offenser ses sentimens personnels, vous ne le pousserez pas aux réactions extrêmes, qui seraient une ruine spirituelle pour lui-même, naturellement, mais qui seraient en outre pour le parti un coup douloureux. Si, alors que vous lui offrez prudemment, respectueusement une voie honnête pour sortir de l'administration, il lui plaît de sortir aussi de la Foi, tant pis pour lui. Vous n'en serez pas responsables, et il n'aura pas le beau rôle. Non, en vérité! Car jamais personne n'approuvera que l'on change de foi politique et religieuse pour une question d'octroi ou de gaz ou d'appointemens aux sages-femmes municipales, et moins encore pour une question d'amour-propre. Mais, si vous ne l'irritez pas, je ne crois pas qu'il déserte. Il est fasciné par une femme, cela est humain; et, nous autres catholiques, nous avons peut-être le tort de ne pas reconnaître suffisamment la fragilité sexuelle qui, le dirai-je? existe même chez les plus honnêtes gens et les chrétiens les plus convaincus. Laissez la passion accomplir sa parabole. Ces maux-là ressemblent à certaines tumeurs qu'il est dangereux d'opérer tant qu'elles ne sont pas mûres encore. Et maintenant, je vais dire une chose crue, qui scandalisera notre bon docteur Zaupa.

— Et moi non ? demanda le prêtre.

— Vous moins, ce me semble. Pas plus que je ne suis un mystique et un ascète, je ne suis un théologien ; et j'ignore si j'énonce une hérésie. Dans le cas où ce serait une hérésie, je la rétracte par avance, en bon catholique. Mais, raisonnant comme un homme du monde, je dis que, si le désir de la faute suprême, non satisfait par suite de difficultés extérieures, équivaut, dans le jugement de Dieu, à l'acte lui-même, il serait utile, à supposer que telle soit la situation de cet homme et de cette dame, que l'acte eût lieu, car alors la passion accomplirait plus rapidement sa parabole.

On vit l'œsophage de l'excellent Zaupa se contracter dans l'effort qu'il faisait pour avaler un morceau d'une grosseur si énorme.

— Et, à supposer cela, dit l'abbé malin et goguenard, qu'est-ce que nous devrions faire, nous, pour aider à la réalisation de l'acte ?

— De grâce, de grâce ! s'écria Soldim en riant. Ce sont des propos en l'air.

Et il arriva enfin à la conclusion de son discours.

— Laissons ces balivernes. Vous choisissez aujourd'hui le terrain de la crise. Je songeais tout à l'heure que ce terrain pourrait être l'augmentation des appointemens payés aux maîtres des écoles rurales. Vous, assesseurs, vous convenez ensemble que l'affaire sera soulevée à la prochaine séance de la Commission, et que la Commission la renverra devant le Conseil avec un vote négatif. Le syndic s'est compromis à ce sujet, comme vous savez, par les déclarations qu'il a faites lorsqu'on discutait la pétition des balayeurs. Donc, il se démet. Immédiatement, vous vous démettez aussi, *pro forma*. Le Conseil se rassemble pour statuer sur les démissions ; et alors, on ne fait pas de cérémonies et on s'abstient de réélire le syndic. *Res finita est*.

— Eh ! oui, fit Zaupa. Cette marche est prudente, fort prudente.

— *Finita male*, commença l'abbé qui s'inquiétait peu des opinions de Zaupa.

L'abbé ne partageait pas les idées du chevalier. « C'était une chose vilaine, très vilaine, cette relation du syndic avec cette dame ; et, quand il y a scandale, à quoi bon rechercher si, en fait, le mal a été aussi loin que les gens le disent ? Mais, en

somme, accordons pour une minute que cette faute doive être imputée à la commune fragilité humaine. Et l'infraction publique du vendredi ? Avec un catholique quelconque, on pourrait tolérer la chose ; mais avec le chef du parti ? Et passe encore pour un banquet officiel, où le syndic pourrait être obligé d'assister, où il pourrait venir avec une dispense de l'évêque, où il pourrait choisir entre les plats gras et les plats maigres, où enfin, comme dernière ressource, il pourrait s'abstenir de manger. Mais dans une réunion de pur plaisir et, qui pis est, dans un lieu ouvert ! Cette table à laquelle le syndic avait pris place, on pouvait la voir du vignoble où les gens travaillaient ! Ce n'était pas une simple infraction au précepte, c'était un défi ! Et ce serait un autre scandale, de ne pas relever cela. M. le syndic était un membre malade de l'Église ; et, quand un membre est malade, il faut le retrancher sans miséricorde. La miséricorde vraie, c'est de faire ce que dit saint Paul (1), de livrer cet homme et son écharpe syndicale entre les mains de Satan, afin que son âme soit sauvée au jour du Seigneur. Toutefois, avant d'arriver à une si grave mesure, il fallait adresser un rappel au pécheur, lui faire parler par une personne très autorisée ; et puis, s'il résistait, aller chez lui et lui déclarer qu'on désirait sa démission. »

— Oh ! fit Zaupa, imaginant déjà qu'il serait au nombre des futurs ambassadeurs. Ce serait un peu rude, un peu rude ! Vous ne trouvez pas ?

— Eh ! oui, je le sais bien ! répliqua le prêtre.

Le chevalier fit observer qu'il était près de quatre heures et qu'il valait mieux partir sans être vu par les conseillers qui peut-être les prieraient de prendre part à la réunion, chose inopportune. « Maintenant, le docteur saurait et pourrait se régler. » Quant à lui, le chevalier avait exprimé une simple opinion ; il désirait qu'on la discutât, mais il ne prétendait pas l'imposer.

Au moment où ils sortaient, l'abbé chuchota à l'oreille de Zaupa :

— Est-ce que vous la tiendrez secrète, cette réunion ?

— Ah ! diable ! oui, répondit Zaupa en sursautant et en fronçant les sourcils, les mains levées, comme s'il s'agissait d'un complot pour assassiner le Pape.

(1) 1^{re} épître aux Corinthiens, V, 5.

Mais l'autre, contrarié, haussa les épaules et fit un geste comme pour dire : « Mais parlez donc ! » — ce qui laissa le naïf Zaupa confondu et ralentit la fougue des « Votre serviteur ! votre serviteur ! » et des interminables révérences automatiques avec lesquelles il avait coutume de reconduire ses visiteurs jusqu'à la porte.

Resté seul, le docteur appuya sur son front l'index de sa main droite, en regardant avec une attention profonde la clef de la porte. Quand il crut avoir trouvé l'autre clef idéale qu'il cherchait, et après avoir rendu un tacite hommage à la finesse de l'abbé, il concentra sa pensée sur les nécessités de l'heure présente et appela la domestique.

— Où est cette culotte ?

— Elle est à la cuisine, monsieur.

— Bien. Quand je sonnerai, apportez-la.

II

Les conseillers invités à la réunion arrivèrent les uns après les autres, et en retard. A quatre heures et quart, ils étaient sept. L'homme acide et l'homme amer qui étaient, eux aussi, membres du Conseil et de la majorité, commencèrent à bougonner insupportablement.

L'homme acide, avec sa mine sépulcrale, ne cessait pas de mâchonner des exclamations corrosives, sans regarder personne en face : « Braves gens ! Un plaisir fou ! Nous mangerons le riz long d'un mille (1) ! »

L'homme amer l'accompagnait avec un *pizzicato* de contre-basse : « Ignoble ! ignoble ! » Le conseiller Quaiotto, venu le premier, montrait aussi de l'impatience, regardait à tout moment dans la rue. Les autres, après avoir échangé une infinité de cérémonieuses politesses avec le docteur Zaupa et avec leurs collègues, tranquilisés enfin sur la précieuse santé de M^{me} Zaupa la mère, de M^{me} Zaupa la bru et des petits Zaupa, après avoir loué d'une voix basse et timide le merveilleux aspect juvénile des canapés, des chaises et des fauteuils, évoqué respectueusement les ombres des Zaupa préhistoriques associées à ces meubles, chanté en chœur la grande solidité des étoffes anciennes, ne

(1) « Manger le riz long » c'est-à-dire : attendre. Les grains de riz s'allongent par une cuisson prolongée,

savaient plus que dire. Matio demanda, non sans quelque inquiétude, à l'homme acide, s'il se proposait d'aller voir l'éclipse totale de lune attendue pour la nuit prochaine; et il n'obtint qu'une rebuffade :

— Mais, malheureux que vous êtes, ne voyez-vous pas tous ces nuages au ciel ?

Par bonheur arrivèrent bientôt les huit autres conseillers. Matio s'assit, toussa, ouvrit la séance, commença par expliquer avec un air de componction le motif de cette assemblée tenue extraordinairement dans son logis. Toutes les faces prirent comme la sienne un air de componction; tous les yeux s'abaissèrent pour contempler une paire de pieds connus de longue date, hormis les yeux de l'homme acide qui fixaient sur l'orateur un regard où, parmi les nuées grises, on distinguait l'expression préjudicielle d'une médiocre estime.

L'orateur fit un petit discours diplomatique fort bien tourné. Les assistans savaient tous que la réunion avait été convoquée pour s'entendre sur le *quid agendum* au sujet du syndic; et presque tous y étaient venus à contre-cœur, avec le pressentiment qu'on ne saurait pas trouver un bon expédient pour se tirer d'embarras. Seul le conseiller Quaiotto, petit propriétaire dans la zone suburbaine, un des plus ardents, des plus turbulens et des plus éloquens orateurs du parti, était venu avec la tête pleine d'accusations variées et de projets féroces, résolu à faire voter un formidable *ultimatum*.

Le doux Zaupa, incliné dans son cœur aux opinions de Sol-dini, constata d'abord que certains dissentimens entre la majorité et le syndic, son chef naturel, à propos de certaines questions administratives graves, avaient rendu opportune la réunion quasi plénière de la majorité susdite, où n'assisterait pas le syndic susdit, pour y traiter des dissentimens...

— ...susdits ? murmura l'homme acide.

Mais Zaupa, ayant réfléchi une seconde, changea de mot et arrondit sa période par un heureux :

— ...en question.

Cet exorde parut étonner l'auditoire. Ceux qui avaient préparé la réunion avec le docteur s'interrogèrent des yeux. Matio regarda autour de lui et, à dessein, répéta d'une voix plus forte :

— Oui, des dissentimens en question !

Le conseiller Quaiotto, qui maintenant s'agitait sur sa chaise

et qui avait échangé avec ses voisins de droite et de gauche quelques coups d'œil de mécontentement, dit à voix basse, mais de façon à être entendu :

— Qu'est-ce que cela signifie ?

Les autres, qui commençaient à comprendre l'idée de Matio, heureux de n'avoir pas à toucher le point brûlant, firent taire Quaiotto. Et le docteur continua.

En sa qualité de membre de la commission, il exposa, avec regret, les « dissensiments en question. » — Aussitôt après que l'on eut amélioré le salaire des balayeurs, d'autres requêtes avaient été présentées par les sergens de ville, par les huissiers municipaux, par les instituteurs des écoles suburbaines. Relativement aux vœux des instituteurs, le syndic avait fait au Conseil des déclarations compromettantes, et, Zaupa était bien fâché d'avoir à le dire, des déclarations non autorisées. Or, il importait de couper court tout de suite, et quoi qu'il en pût coûter, à un mouvement qui, parti des balayeurs, menaçait de se propager jusqu'au secrétaire du Municipe et qui mettait en péril l'équilibre du budget. Il était urgent de sauver le budget à tout prix et de passer à l'ordre du jour sur toutes les requêtes présentées. Zaupa estimait que les assesseurs, ses collègues, trouveraient facilement un moyen pour faire connaître à l'honorable syndic Maironi, avec chagrin, mais très nettement, leur volonté inébranlable, et que, le cas échéant, ils devraient aller jusqu'à lui offrir leurs démissions. Il se rendait bien compte que c'était presque obliger le syndic à donner la sienne ; mais, il le déclarait avec douleur, c'était une inéluctable nécessité. Il avait cru bon d'exposer ainsi son opinion personnelle, modestement ; mais d'ailleurs il était prêt à accepter...

— ...avec désespoir, suggéra tout bas l'homme acide.

— ...avec déférence, dit Zaupa, la volonté de ses collègues.

D'abord, la petite assemblée resta muette. Puis il y eut des chuchotemens autour de Quaiotto ; et on entendit celui-ci demander :

— Sommes-nous en famille, ou ne sommes-nous pas en famille ?

Évidemment, ses voisins lui chuchotaient des paroles calmanes. Zaupa le regarda, élargit les bras comme pour prononcer un silencieux *dominus vobiscum* ; et il fit en arrière un brusque mouvement du cou qui signifiait : « La fin que vous désirez

sera tout de même atteinte ! » Mais Quaiotto, de plus en plus bouillant, se tournait à droite et à gauche pour rembarasser ses amis ; et il leur secouait ses mains sur le visage, parce que les amis s'échauffaient à leur tour. De même que, dans une botte de sarmens posée sur des braises couvertes, la chaleur se propage par un lent travail, jusqu'au moment où brillent en dessous deux, trois, quatre points de feu, et alors la botte se délie, les étincelles et les fumerons deviennent plus nombreux, tout chante, grince, crépite, et, si un spectateur impatient approche une allumette allumée, soudain jaillit une flamme aiguë et sonore ; de même bruissait ce groupe inquiet ; et, lorsque l'homme acide, qui pensait à la soupe, y eut jeté, en guise d'allumette, un :

— Parlons clair !

Quaiotto éclata :

— Je demande la parole !

Il parla avec ce flot de grosse faconde que la Providence verse dans les têtes les plus creuses de chaque parti politique extrême pour en tirer une salubre moisson de sottises. Il dit qu'on pouvait bien jouer la comédie au Conseil, mais que, dans une réunion privée, cela lui paraissait hors de propos. Il ajouta, non sans présenter d'abord ses excuses à l'éminent docteur Zaupa, que le sujet même de la comédie lui semblait choisi maladroitement. Il démontra que repousser par un vote de principe toutes les demandes relatives à une augmentation de salaire était impolitique, et qu'en fin de compte il y aurait moins d'inconvéniens à augmenter les appointemens du secrétaire municipal lui-même.

— A merveille ! grogna l'homme acide.

— Et le budget ? Et le budget ? s'exclamèrent quelques autres.

Par malheur, Quaiotto releva l'interruption. « Qu'étaient cinq, six, huit mille lires pour un budget qui se chiffrait par millions ? » Tant que le ballon de sa rhétorique avait navigué dans les nuages, ses collègues étaient restés à le regarder, le nez en l'air ; mais, lorsqu'il reprit terre et s'empêtra dans les chiffres, tous, comme il arrive aussi aux aéronautes, lui coururent sus. Au fond, la majorité de la majorité, gens plus pénétrés d'un devoir religieux mal compris que de passion politique, fidèles encore dans leur conduite publique aux vieilles traditions de la politesse dans les rapports privés, subissaient le démagogue Quaiotto, mais ne l'aimaient pas. Il y eut un tumulte de protes-

tations. « Que parlait-il de cinq, de six, de huit mille lires ? » Quaiotto, devenu furieux, se rebiffa, défia l'assemblée. Deux ou trois collègues, les financiers du parti, lui tinrent tête. Les autres se mirent à déblatérer entre eux contre les violences de celui qui menaçait de faire une omelette avec les œufs si bien arrangés dans le panier de Zaupa. Et, comme Quaiotto et ses contradicteurs, debout, se disputaient avec un vacarme du diable, les autres se retournèrent contre le président éperdu, l'adjurèrent, le sommèrent de tenir bon, de ne pas permettre que l'on parlât de scandales privés. L'homme acide vint tendre une oreille dans le groupe.

— Parfait ! dit-il en se retirant. C'est le syndic qui casse les verres, et ce sont ces pauvres chiens d'employés qui les paient !

Cependant, Quaiotto et ses adversaires se jetaient à la figure des poignées de chiffres.

— Du papier et une plume ! cria l'un des antagonistes. Je vous en prie, docteur Zaupa, du papier et une plume !

Zaupa, assiégé, étourdi par les autres, n'entendait point. Le démagogue vociféra :

— Ici ! ici ! Pour moi !

Et, sans plus se gêner, il tira la sonnette.

— Une feuille de papier, de l'encre et une plume ! dit-il à la servante, sitôt qu'elle parut.

Mais la grosse dondon s'avancait, rouge jusqu'aux oreilles, rapportant sur ses mains élargies comme un plateau la culotte pliée en quatre ; et elle cherchait son maître avec des yeux étonnés.

— Messieurs, messieurs ! s'exclama Quaiotto, triomphalement. Silence ! Une intervention providentielle ! Maintenant, nous allons nous entendre tout de suite ! Je demande la parole !

Et il saisit le pantalon. Toute l'assistance se tourna vers lui, allongea le nez vers l'objet mystérieux.

— Qu'est-ce ? Des culottes ? Une paire de culottes ?

La plupart ne savaient pas, ne comprenaient pas, regardaient le pantalon, ahuris. Quelques-uns, ceux qui savaient, sourirent, hochèrent la tête. L'homme acide marmotta en se tournant vers son voisin :

— Ce sont les culottes de la vieille Zaupa ?

Quaiotto, après avoir déplié et secoué sa proie avec une évidente complaisance, insistait :

— Je demande la parole ! Je demande la parole !

Et Zaupa faisait des gestes sévères à la grosse dondon, qui lui répondait par des gestes apologétiques et montrait la sonnette. Finalement, la servante s'en alla et Quaiotto eut la parole.

— Messieurs, dit-il, si la comparution de cette... de ces... de ce vêtement, dirai-je, vous paraît étrange et ridicule, sachez que le coupable, c'est moi. Je l'ai envoyé moi-même à notre distingué président ; et, Messieurs, je m'en félicite. Quand il s'agit du bien public et du triomphe de nos principes, de nos opinions, il n'y a pas d'argumens ridicules. Cet objet d'habillement a une histoire incroyable, mais vraie. Il a une histoire, dis-je ; et cette histoire...

— Vas-y donc ! murmura l'homme acide.

—... cette histoire, je vous la raconterai pour votre édification, et en outre, mes éminens collègues, parce que, ayant égard au sentiment d'exquise délicatesse qui...

— Et il parle de comédies ! bougonna l'homme acide, un peu plus fort.

L'orateur, agacé, l'apostropha :

— Qu'est-ce que vous avez, vous ? Faites-nous donc la grâce de vous taire, s'il vous plaît.

L'homme acide tordit sa bouche, ses yeux, ses sourcils, les rides jaunes de ses joues et de son front dans les directions les plus contradictoires et les plus absurdes ; mais il ne répondit mot.

Quaiotto reprit :

— Ayant égard, dis-je, mes éminens collègues, au sentiment d'exquise délicatesse qui vous empêche de faire intervenir ici de scabreuses affaires privées, j'espère que mon récit vous suggérera un moyen pour sortir des difficultés présentes sans toucher à ces affaires et sans sacrifier non plus les intérêts de tant de fidèles et malheureux serviteurs de notre commune.

— Doucement ! doucement ! interrompirent des voix nombreuses.

— Vous savez, continua l'orateur sans tenir compte de l'interruption, vous savez que l'on a récemment pris comme garçon de salle à la Bibliothèque le fils de ce Pomato surnommé Céola, socialiste, peut-être anarchiste, qui est jardinier dans certaine maison où fréquente beaucoup notre illustrissime syndic.

Le docteur devint rouge et toussa.

— N'ayez pas peur, monsieur le président ! Je m'arrêterai à temps. Selon toute apparence, la Commission a choisi ce monsieur

Ricciotti Céola pour faire plaisir au syndic illustrissime; mais elle a eu tort, disons-le franchement. Le seul nom de Ricciotti suffirait pour le faire comprendre. Or, sitôt désigné pour l'emploi, ce monsieur Ricciotti se présente au bibliothécaire, et le bibliothécaire lui dit d'aller à l'économat municipal pour se faire habiller. Monsieur Ricciotti va donc chez l'économe, et on lui montre le costume. Dès qu'il a vu le pantalon à liséré rouge, il proteste qu'il ne veut pas porter de livrée. L'économe, au lieu de faire son devoir et de l'envoyer au diable...

Quelques conseillers pieux grognèrent.

— Bon! je m'exprimerai autrement. Au lieu de l'envoyer à son père, l'économe lui dit qu'il va parler à l'assesseur. L'assesseur, notre distingué président d'aujourd'hui, une personne affable, une personne bienveillante s'il en fut jamais, propose à la Commission de changer le liséré rouge en liséré bleu. Le pantalon est noir. La Commission acquiesce.

Matio approuva de la tête, avec un sourire modeste.

— Et maintenant, messieurs, je vous prie de regarder et de juger.

Quaiotto posa le pantalon devant lui, sur la table.

— Je vous prie de me dire si ce liséré pourrait être plus invisible, si ce bleu sombre ne se confond pas entièrement avec le noir de l'étoffe!

Zaupa sourit encore et hocha la tête, comme s'il secouait de son front un laurier idéal que son collègue lui eût offert pour cette ingénieuse trouvaille.

— Néanmoins, poursuivit Quaiotto, M. Céola, rappelé chez l'économe, déclara que ses principes lui interdisaient d'accepter le bleu aussi bien que le rouge; et il réitéra la même déclaration au bibliothécaire...

— ... lequel, interrompit un conseiller bien informé, en pêchant avec deux doigts dans sa tabatière et en souriant à sa prise, lui répondit : « Donnez donc votre démission. — Moi? pas du tout! » répliqua le jeune homme. — Alors, dit le bibliothécaire, venez sans culotte. »

— Justement! reprit Quaiotto. Monsieur le bibliothécaire homme intelligent, homme docté, homme ayant l'expérience du monde, a fait la réponse qui lui a semblé être la plus convenable. Mais écoutez-moi bien, à présent! M. Céola s'en va chez un conseiller libéral, très libéral, qui le protège; je ne veux nommer

personne, mais le fait est certain. A peine l'histoire entendue, notre collègue libéral lui saute au cou, lui fait de grands éloges sur sa noblesse et sa fierté, l'encourage à être ferme, se rend chez le bibliothécaire, le prend à partie, pérore sur le moyen âge, sur les principes modernes, sur le liséré bleu qui ensuite redeviendra rouge pour la honte de l'humanité et en dépit de l'égalité chrétienne. Je le sais, puisque j'étais à lire dans la salle voisine...

— Pas possible! *La vie de Bertoldo* (1)? murmura l'homme acide.

— Et je l'ai entendu de mes propres oreille !

Quelqu'un demanda ce que le bibliothécaire avait répondu au collègue libéral.

— Le bibliothécaire? Il a répondu d'abord : « C'est à moi que vous venez conter cela? Mais allez donc le dire au Muncipe. » Et il a encore ajouté : « Est-ce que vous l'avez vue, cette culotte? » Et monsieur notre collègue, cet homme supérieur, a dû confesser que non. Cependant, il ne s'est pas tenu pour battu. Vous entendez bien qu'il n'a pas eu le front de se présenter au Muncipe; mais voici ce qui s'est passé. Il devait aller chez M. le préfet pour les affaires de la province avec un sénateur et deux députés. J'évite toujours de prononcer des noms. Les affaires de la province expédiées, on entame un bout de causerie; et notre collègue... en plaisantant... en donnant presque à la chose un tour ridicule... met sur le tapis l'affaire du pantalon.

Ici l'homme acide, désireux de prendre sa revanche, s'exclama :

— Comment avez-vous fait pour le savoir?

— Comment j'ai fait pour le savoir? repartit Quaiotto, dédaigneux. Je le sais parce que je le sais. Et je vous prie de croire que, ce que je sais, je le sais!

— Bravo! fit l'homme acide, à qui son voisin glissa ensuite dans l'oreille que le fermier de Quaiotto était frère de Martinato, huissier à la préfecture.

— Le sénateur et les députés, continua l'orateur, en font des gorges chaudes. L'illustrissime préfet prend la chose sur le même ton. Ils plaisaient, rient tous les cinq. Je ne crois pas que M. Ricciotti Céola eût été content de leurs discours, s'il avait écouté à la porte; mais notre illustrissime préfet se charge néan-

(1) Roman populaire.

moins d'en parler à notre illustrissime syndic. Le fait est que, le jour suivant qui était avant-hier, le préfet et le syndic se rencontrent dans la maison que vous savez, causent, plaisantent, se divertissent. Bref, vous aurez peine à le croire, mais hier Céola se présente à la Bibliothèque avec une lettre par laquelle monsieur le syndic le dispense de l'uniforme. Notre cher docteur Zaupa n'en sait rien ; aucun membre de la Commission n'en sait rien ; Céola triomphe de tout et de tous ; et le pantalon qui devrait être de service à la Bibliothèque, le voici !

L'orateur, craignant qu'on ne sourit, appréhendant que l'indignation de l'auditoire ne fût pas adéquate à son désir et au méfait du syndic, se dressa tout à coup ; et, gesticulant, déclarant comme un barbier qui jouerait la tragédie, il s'écria :

— Messieurs ! cet acte du syndic, je n'hésite pas à le dire, est inqualifiable. Cet acte est une insulte à la Commission, une insulte au bibliothécaire, une insulte aux traditions de l'administration municipale, une insulte à nos principes, à nos opinions. En apparence, Messieurs, il ne s'agit que d'un petit fait ; mais, en réalité, c'est un fait considérable, comme serait considérable le fait qu'à cette minute une première gouttelette d'eau s'infiltrât du fleuve sous les fondations de l'honnête demeure où nous sommes assemblés !

Le docteur Zaupa eut un brusque haussement des sourcils, qui les fit remonter jusqu'à ses cheveux.

— Il est nécessaire, poursuivit l'autre, que cette mesure prise par le syndic soit révoquée. C'est pour nous une question de dignité, une question d'honneur. Il est nécessaire qu'une délibération de la Commission et, le cas échéant, du Conseil lui-même supprime cette concession inconsidérée. Oui, cela est nécessaire !

Quaiotto, ayant conçu le projet de renforcer sa propre éloquence par un retentissant coup de poing sur la table, écarta le pantalon avec la main gauche et donna le coup de poing avec la main droite, tandis que ses voisins lui criaient :

— Prenez garde ! Prenez garde !

Et une petite corbeille en porcelaine dorée, poussée par une bonbonnière que poussait un album qui était poussé par les culottes du Municipio, fit la culbute dans l'abîme. « Grand Dieu ! Et qu'est-ce que maman va dire ! » pensa Matio dans son cœur, tandis que sa bouche prononçait :

— Ce n'est rien, ce n'est rien !

Et, avec le désolé Quaiotto et les plus agiles de ses collègues, il se précipita pour ramasser les débris épars. Quatre échines se démenaient tumultueusement sous la table, — celle du bon Matio répétant : « Ce n'est rien, ce n'est rien ! » ; celle de Quaiotto gémissant : « Pardon, pardon ! » ; et encore deux autres échines riches de bonnes espérances touchant la résurrection artificielle de la corbeille. Les onze autres personnages, assis, les mains sur les genoux, très attentifs aux quatre échines et aux tessons luisans, dirigeaient le travail.

— A droite, Quaiotto !

— A gauche, docteur !

— Plus loin !

— Plus près !

L'homme acide, après avoir poussé du coude l'homme amer et puis un autre voisin, leur indiquait avec un sourire jaune la tête et le sein de la petite femme en porcelaine émergeant de la poche postérieure gauche où Matio l'avait fourrée dans sa redingote. Ce fut inutilement que la grosse dondon, qui avait reparu sur le seuil avec une lettre à la main, appela par trois fois, en considérant avec stupéfaction ce tohu-bohu :

— Monsieur ! monsieur ! monsieur !

Matio n'entendit que le quatrième appel. « Qu'y avait-il, maintenant ? » — « Une lettre très urgente, envoyée par M. le syndic. »

Le président de la réunion, tout rouge, sortit de dessous la table, prit la lettre, l'ouvrit, poussa une exclamation, rendit un nouvel hommage mental à la finesse de l'abbé fluet, fit signe des deux mains à ses collègues de se rapprocher ; et il lut à haute voix :

« Monsieur,

« J'apprends que les conseillers de la majorité se réunissent aujourd'hui chez vous pour traiter d'affaires concernant la Commune. Non invité à cette réunion, je juge, sans surprise et sans le moindre regret, que la majorité désire rompre ses attaches avec le chef de l'administration municipale. En conséquence, j'ai résolu d'envoyer immédiatement ma démission à M. le préfet ; et c'est à vous que, en votre qualité d'assesseur ancien, je donne avis de cette résolution, vous faisant savoir de plus que je ne remettrai pas les pieds au bureau.

« Agréez, monsieur, mes sentimens de considération personnelle.

« Votre serviteur,

« P. MAIRONI. »

— Bravo ! s'écria Quaiotto. Éclipse du syndic !

Et tous les visages s'éclairèrent, sauf celui de l'homme acide.

— S'il avait envoyé son boniment une heure plus tôt, dit l'aigre personnage en descendant l'escalier, je ne serais pas réduit à manger le riz long et je n'aurais pas les poches pleines de culottes.

— Et moi, lui brailla Quaiotto du bas de l'escalier, je vous déclare que j'ai les poches pleines de vos grognemens !

L'homme acide tordit sa bouche, ses yeux, ses sourcils, les rides jaunes de ses joues et de son front, peut-être aussi ses oreilles ; mais il ne répondit mot. Quant aux autres, leurs langues s'étaient déliées ; ils parlaient hardiment des amours du syndic, et l'escalier résonnait de tout ce que l'on avait tu si laborieusement au salon.

— Et qu'est-ce que dit la marquise de la chose ?

— La pauvre femme n'est plus qu'un spectre.

— Et le marquis ?

— Il en prend son parti.

— Mais est-il vrai que nous en soyons à ce point ?

— Je vous l'affirme !

— Et moi, je vous le nie !

— Vous le niez ? Mais d'autres le soutiennent !

Ces mêmes propos avaient été chuchotés sur l'escalier, plus bas, avant la séance, entre les conseillers qui se rencontraient devant la porte. Ainsi de petits ruisseaux pénétrèrent en murmurant dans une cavité de la montagne et l'emplirent d'eaux silencieuses ; après quoi ces eaux, se déversant toutes ensemble vers la vallée, reprennent leur babillage avec une voix plus forte.

III

Les nuages qui, à quatre heures, étaient amoncelés sur les respectables tuiles de la maison Zaupa, répandirent, à six heures une violente averse. Tonnerres, éclairs, vents furieux ouvrirent et balayèrent, depuis le levant jusqu'au couchant, les voies de la

lune. Le début de l'éclipse était annoncé pour onze heures et demie, et Maironi devait se rendre vers onze heures à la villa Diedo pour monter ensuite avec les Dessalle sur le coteau voisin, là où serpente un magnifique ruban de route qui, tour à tour et parfois simultanément, domine, à l'Est, un horizon infini et, à l'Ouest, une campagne désordonnée, que les tortueuses racines des Alpes encombrant jusqu'à l'oblique et fuyante ligne des plus hautes cimes.

Un peu après dix heures et demie, Piero s'engagea dans le petit chemin raide et désert qui part de l'écurie et monte à la villa. Tandis qu'il marchait rapidement dans l'ombre, il entendit un babillage de voix féminines et masculines qui descendaient vers lui. Alors, il ralentit le pas. Il reconnut les voix des dames que Carlino appelait la comtesse Importanza et les petites comtesses Importanzettes, d'autres dames encore, d'officiers et de bourgeois connus de lui, qui riaient, échangeaient des congratulations ironiques, vantaient le spectacle de l'éclipse vue de la terrasse de la villa. Les hommes étaient bruyans, et la comtesse Importanza les rappelait à l'ordre :

— Chut ! chut !

Une autre, qui semblait furibonde, criait au contraire :

— Pourquoi se tairait-on ? Parlez fort ! Quant à moi, je jure bien que je n'y remettrai jamais les pieds !

L'avant-garde était formée par un groupe de jeunes filles qui plaisantaient à propos d'une certaine éclipse, non pas celle de la lune, mais celle d'un monsieur dont la disparition, à les en croire, avait beaucoup affligé l'ainée des Importanzettes. Celle-ci protestait, ripostait, faisait de l'esprit sur l'éclipse du thé, du baba, des cigarettes cubaines, douceurs vainement espérées par ses compagnes, sur l'éclipse d'un lieutenant et d'un conseiller de préfecture, fort espérés aussi, mais que l'on n'avait pas vus paraître au rendez-vous. De l'arrière-garde, quelqu'un cria :

— Dites : éclipse de la politesse !

La dame furibonde approuva, insista :

— Et d'autre chose encore ! Vous croyez qu'ils vont voir l'éclipse, elle et son ami ? Ce sont eux, au contraire, qui s'éclipseront dans un bosquet.

Il était facile de comprendre que cette compagnie était venue à la villa Diedo avec l'élégante idée de faire une aimable surprise, en prenant pour prétexte l'éclipse, et que Jeanne les avait congédiés d'une façon peu gracieuse. Les jeunes filles rencon-

trèrent Maironi qui arrivait en rasant le mur de soutènement, du côté de la colline, dans l'ombre. L'une d'elles le reconnut, feignit de glisser, s'accrocha de tout son poids au bras de la pauvre Importanzette la cadette, fit glisser celle-ci pour tout de bon et jeta les hauts cris en même temps que sa victime. Aussitôt les mères glapirent, les cavaliers s'élancèrent au pas de course, l'arrière-garde se précipita sur l'avant-garde comme une avalanche. Et Maironi passa.

Il trouva la porte du jardin entre-bâillée, pénétra sous l'épaisse charmille au bout de laquelle brillait une lueur de grève éclairée par la lune. Brusquement, de l'un des bords de la charmille, une ombre noire se détacha sur la clarté blanche; et Piero sentit les bras de Jeanne qui l'étreignaient, le front de Jeanne qui s'appuyait sur sa poitrine. Ils restèrent longuement embrassés, sans paroles, lui, avec sa bouche sur la tiède et soyeuse chevelure dont il respirait le parfum, elle, le serrant de toute sa force et le pressant et le heurtant du front comme pour faire une brèche et entrer toute en lui. Enfin elle lui dit tout bas, sans relever la tête, que son frère était absent, et qu'elle avait été comblée de joie par cette chance inattendue, et qu'elle avait aussi eu peur, horriblement peur, d'abord parce qu'elle avait craint de ne pouvoir demeurer seule avec lui, et ensuite parce que, après avoir réussi à renvoyer des importuns, elle avait tremblé qu'il ne vint pas. Et elle riait sur sa poitrine, d'un petit rire heureux. Piero, sans mot dire, lui prit la tête dans ses deux paumes, la lui releva de force, lui imprima des baisers avides sur les yeux, sur les joues, sur les lèvres, toujours en silence, tandis que Jeanne s'abandonnait et rendait les baisers, mais sans passion. Puis elle retira doucement les mains qu'elle lui avait passées au cou, lui prit la tête à son tour, lui posa un baiser sur le front comme pour lui apaiser le sang; et elle murmura :

— Maintenant, dis-moi une parole.

Mais le jeune homme, toujours avide, exaspéré dans son désir, se contenta de répondre entre deux baisers :

— J'ai soif de toi ! J'ai soif de toi !

Alors elle se détacha de lui, et, résolue :

— Assez ! dit-elle.

Et elle lui ordonna de sortir du jardin, de rester dehors quelques minutes et de sonner en revenant, à cause des domestiques. Elle irait l'attendre sur la terrasse.

Il obéit, à contre-cœur.

Cinq minutes après, un domestique précédant Piero débouchait de la charmille obscure dans le clair de lune, levait son impénétrable face rasée de vieux Romain vers la balustrade de la terrasse, et annonçait :

— Monsieur Maironi !

Jeanne, debout derrière la balustrade, enveloppée dans un mantelet blanc, répondit au salut respectueux de Maironi :

— Comme c'est aimable à vous d'être venu me voir !

Et elle sourit. Piero monta sur la terrasse, le chapeau à la main, avec un sourire trop semblable au sourire de celle qui s'avancait à sa rencontre.

Magnifique était sous le clair de lune cette terrasse de marbre blanc qui s'étendait devant les salons de la villa, avec son escalier seigneurial descendant vers le jardin, avec sa balustrade envahie par le furieux assaut des roses, avec son fastueux enchevêtrement de feuillages touffus, de longues branches balancées par les souffles errans de la nuit ; magnifique, avec cette courbe de beauté qui en circonscrivait les trois faces, depuis les obscurités plaines basses du septentrion jusqu'aux rayonnantes clartés célestes sur la ville pleine de lumière, jusqu'à la croupe de la colline prise entre les deux longues charmilles, jusqu'aux champs labourés qui dormaient dans le petit vallon du midi, sous la lune.

— Pourquoi ne resterions-nous pas ici ? dit Piero à demi-voix, comme si ces paroles innocentes pouvaient le trahir, dénoncer à quelque oreille curieuse son désir d'une heure de félicité dans cet enchantement solitaire de marbres et de lune, parmi les roses inquiètes qui semblaient l'inviter à la volupté.

— Nous resterons ici, dit Jeanne au domestique.

Et, après avoir commandé du café, la boisson favorite de son ami et d'elle-même, elle se dirigea vers des sièges de bambou rassemblés dans un coin de la terrasse.

— Et ensuite, nous irons là-bas, reprit-elle d'une voix lente, en s'abandonnant à la renverse avec un soupir sur le dossier très bas du fauteuil qu'effleuraient les roses.

Elle vit dans les yeux de Piero un éclair qui la fit se redresser tout d'un coup.

— Comme vous êtes mauvais ! dit-elle. Moi je ne pense jamais à cette chose-là.

Il protesta chaleureusement que ce n'était pas être mauvais que de l'aimer avec tout son esprit et avec tout son sang, de...

Jeanne l'interrompit d'un geste, lui indiqua une fenêtre ouverte et éclairée, murmura :

— Les femmes de chambre !

Piero se mordit les lèvres, la regarda longuement, avec des yeux fixes dont l'ardeur parlait. Puis, il lui dit qu'il n'était plus syndic, qu'il avait rompu pour toujours avec ces gens-là, qu'il avait la sensation de naître à une vie nouvelle et qu'il était ivre de liberté. A peine eut-il prononcé ce mot, il se rappela sa chaîne indissoluble. Jeanne frappée de la même pensée, ne trouva rien à dire. Il y eut un moment de pénible silence. Elle y mit fin en lui racontant la visite de ces fâcheux qui étaient venus de la ville, sous le prétexte de l'éclipse, pour faire une élégante singularité et pour se divertir. Elle avait dû les congédier d'un air désolé, la pauvre Jeanne. « Un engagement, un rendez-vous sur la route de la colline, avec des amis... » En effet, son frère lui avait annoncé qu'il ramènerait peut-être de Venise un peintre de ses amis, assez tôt pour qu'on pût aller voir l'éclipse tous ensemble ; et elle avait promis de monter sur la colline en voiture et de les attendre dans la partie de la route qui domine les deux versans. Mais les fâcheux semblaient disposés à ne pas quitter la place jusqu'au moment où elle partirait.

— Je crains de n'avoir pas été fort aimable avec eux, dit-elle.

Et, faisant allusion à deux dames de la ville qui l'adoraient, quoique, pour sa part, elle ne les payât guère de retour :

— Du reste, ajouta-t-elle, ni l'une ni l'autre de mes jalouses n'était là. Les mamans et leurs filles étaient venues bien moins pour moi que pour mon frère ; et peut-être même s'en trouvait-il qui étaient venues pour s'éclipser en bonne compagnie dans le bosquet ou sous la charmille.

Maironi songea involontairement qu'il avait entendu la même phrase dite par les fâcheux à propos de Jeanne ; et cela lui fut désagréable. Sur ces entrefaites, le vieux Romain entra, apportant le café.

— Je sais déjà ce que vous m'avez raconté, dit Jeanne. Je l'ai appris ce soir par ce petit monsieur si fier de la bibliothèque ; et il était à moitié consterné, à moitié frémissant, lorsqu'il me rapportait la nouvelle. J'ai compris que mes visiteurs

aussi connaissaient la chose. Je les ai entendus dire en partant que j'avais mes nerfs et que c'était l'effet de la crise.

Puis, elle demanda :

— Voulez-vous que nous allions à pied? Je ferai descendre la voiture à la station et je donnerai au cocher l'ordre de nous rejoindre dans tous les cas, avec ou sans mon frère et son ami.

Elle donna ses instructions au domestique et se leva, tandis que, du Sanctuaire érigé au sommet de la colline, blanc sur le ciel serein, sonnait la grande voix solennelle de minuit. Puisqu'ils allaient à pied, il était temps de mettre ses gants et son chapeau. Maironi la suivit dans le salon, dans ce beau salon rectangulaire dont Tiepolo a peint les deux murailles principales, représentant d'un côté Iphigénie au milieu des bourreaux et des princes affligés, de l'autre les équipages qui se rendent aux navires pour l'embarquement. Il était dans une demi-obscurité, rempli d'un parfum d'héliotrope et de cigarettes cubaines.

— Restons ici, restons ici ! dit le jeune homme, d'une voix si étrange, avec un accent de supplication si ardente que Jeanne, qui déjà partait pour remonter dans sa chambre, hâta le pas.

Il la poursuivit dans le corridor obscur qui menait à l'escalier, lui jeta les mains autour de la taille ; mais elle se dégagea d'un bond, sauta jusqu'à l'escalier, en pleine lumière. Quelques instans après, elle redescendit, l'air triste, accompagnée par sa femme de chambre.

Dès que le domestique eut refermé derrière eux la porte du jardin, Maironi demanda pardon. Jeanne ne lui répondit pas. Il sentit que son sang se glaçait, demeura comme pétrifié. Alors Jeanne lui prit le bras, lui dit qu'elle n'était pas en colère, qu'elle était triste seulement, très triste de surexciter à ce point les sens de son ami, de n'être pas comprise dans ses transports d'amour immense, mais non sensuel. Elle regrettait beaucoup d'exercer une semblable influence sur celui qui était vraiment son premier amour, au lieu que d'autres, qui l'avaient aimée et qui peut-être l'aimaient encore sans être payés de retour, s'étaient sentis comme purifiés par elle et avaient imploré sa tendresse au nom de leur salut moral. Cela lui faisait craindre qu'il n'aimât en elle qu'un doux affranchissement de son passé, un affranchissement qui ne lui paraîtrait pas complet sans un acte d'offense mortelle, irrémédiable, à ce passé, sans un acte qui le liât pour ainsi dire matériellement à sa libératrice.

A cet endroit, Maironi voulut l'interrompre; mais Jeanne ne le lui permit point. S'il arrivait parfois que, dans sa passion violente, cette femme se fit humble devant lui comme une esclave, en ce moment-là, elle le jugeait avec une haute indépendance, avec une perspicacité, avec une franchise tranquille qui l'effrayèrent.

— Tu ne m'aimes plus? lui demanda-t-il.

— Oh! fit-elle en lui serrant le bras et en se pressant contre lui avec force.

Une réconfortante douceur l'envahit.

— Moi aussi, dit-il, j'ai été purifié par toi, puisque à présent le plaisir sans amour me ferait horreur... Et d'ailleurs, à cette minute, je me sens pur comme tu veux que je le sois. Figure-toi que je te donne un baiser sur le front.

— Oui, mon ami, dit-elle avec sourire.

Et elle continua :

— Vois-tu, il faut me croire : sur ce point, je suis réellement singulière. Est-ce froideur naturelle? Est-ce orgueil? Est-ce la conséquence de l'horrible impression que m'a faite la brutalité de mon mari? Est-ce un sentiment esthétique? Est-ce tout cela ensemble? Je ne sais. Mais ce que je sais bien, c'est que la seule idée des suprêmes satisfactions sensuelles m'inspire une répugnance énorme. Je réussirais peut-être, en faisant un effort, à me sacrifier pour contenter la personne aimée; mais je suis sûre qu'ensuite je l'aimerais beaucoup moins.

Toi-même, je sens que je t'aime moins, à certaines minutes que tu sais; tout à l'heure, par exemple. Il est possible que je sois étrange, unique de mon espèce; mais je suis ainsi. D'ailleurs, il y a mon frère. J'ai pour mon frère une tendresse maternelle; et mon frère a la plus grande confiance dans l'élévation de mes sentimens, m'adore comme un être supérieur à toutes les fragilités humaines. Ce serait terrible pour lui s'il venait à découvrir que je m'abaisse comme les autres. Car je le crois, lui aussi, froid de tempérament; et ce qui est certain, c'est qu'il a un dégoût presque morbide chez un homme, non seulement pour tout acte un peu grossier, mais pour toute parole qui touche à certains sujets. Il n'a pas plus de religion que moi; et pourtant, je dirais volontiers que sa façon de vivre n'est pas celle des autres. Peut-être a-t-il un peu la religion de sa santé...

Jeanne regarda la lune.

— Je ne sais, dit-elle, comment j'ose causer avec vous de choses pareilles avant l'éclipse totale.

— Avec *vous* ?

— Oui, avec *vous*. Ne voyez-vous pas qu'il y a du monde ?

Ils sortaient alors du petit chemin resserré entre deux murs et débouchaient sur la croupe découverte qui va se rattacher à de plus grandes hauteurs. Là, tout près d'eux, le long du parapet qui couronne le côté de l'esplanade en face de la ville, une troupe de jeunes gens cheminaient en bavardant et en riant.

— Maintenant qu'il a planté là tous ces bigots pour se donner du plaisir, disait l'un d'entre eux dont la voix dominait le tapage fait par ses camarades, je l'estime et je lui accorde mon vote !

— Allons donc ! s'écria un autre. C'est pour la culotte de Ricciotti !

Des rires éclatèrent et la troupe continua son chemin.

Ils étaient à l'endroit où la route qui descend de la villa Diedo et des autres villas bâties sur la colline se croise avec celle qui monte vers le Sanctuaire de la cité. Maironi, livide, emmena sa compagne vers les ombres des grands châtaigniers rangés comme une garde d'honneur à gauche de cette large voie montante. Devant et derrière eux, il y avait des curieux venant aussi pour voir l'éclipse. Ils entendirent un monsieur, qui les précédait avec deux dames, dire à ses compagnes : « Ce serait drôle, si elle guérissait ! » Peut-être cet homme ne parlait-il pas de la personne à laquelle Maironi et Jeanne songèrent ; mais ces paroles obscures les transirent tous les deux comme un souffle glacé. Ce qu'il y eut pour chacun de plus amer, ce fut de penser que l'autre aussi avait entendu ; et encore, qu'il n'était pas possible de rien dire ; et encore, que leur embarras même devait avoir quelque chose de ridicule. Sans s'être consultés, sans avoir prononcé une parole, ils passèrent tous les deux sur l'autre bord de la route.

Jeanne fut la première à rompre le silence. Elle dit que le caprice était venu à son frère de donner dans la villa Diedo, soit une garden-party en juin, soit une fête costumée durant le prochain hiver ; que, pour la fête, il serait indispensable de recouvrir la terrasse avec un vitrage soutenu par une armature de fer, et qu'il n'y avait plus de temps à perdre pour commencer au moins les études ; que, personnellement, elle était contraire à ce projet, mais que les amis et les amies de Carlino, avec cette idée de Tie-

polo, du XVIII^e siècle et des costumes de l'époque, lui montaient la tête, même de Florence. Vu les cancans de l'entourage, on pouvait espérer que la fête s'en irait à vau-l'eau comme le pique-nique... Mais Piero ne semblait prendre aucun intérêt à ce discours. Alors, Jeanne lui demanda, mais à voix basse, car une société de jeunes hommes et de dames montait devant eux, s'il n'était pas probable que le Conseil le réélirait. « Non, cela n'était pas probable. Au reste, pour éviter que l'on pût croire à un froissement d'amour-propre, à un dépit, Piero se proposait d'envoyer à bref délai sa démission de conseiller municipal. »

— Vous pensez à tant de choses ! remarqua Jeanne. Moi, je ne pense qu'à une seule.

— Je puis penser non moins fortement que vous-même à celle que vous voulez dire, répondit Piero, et je puis en même temps penser à d'autres.

Les jeunes hommes et les dames causaient blason. Quelques demoiselles, farouches démocrates, parlaient de la noblesse, et aussi de la bourgeoisie qui se mêle à la noblesse, comme d'un monde intellectuellement et moralement inférieur, destiné à finir de s'user dans l'oisiveté et dans les plaisirs, à disparaître dans la ruine financière dont ces gens-là étaient menacés presque tous et dont on voyait partout mille indices mal dissimulés sous les livrées, les armoiries et les couronnes. Et ici, d'une voix plus basse, ils prononçaient des noms. Chaque personne du groupe avait sa provision d'anecdotes malignes contre la haute classe, anecdotes sur les misères économiques, dettes honteuses, secrets embarras d'argent sous le faste des apparences, détresse cachée de gens qui ne savaient pas renoncer au luxe coûteux, sur les misères intellectuelles, ignorances crasses, apathies imbéciles, bigotisme, athéisme pratique sans aucune base rationnelle, les misères morales, fainéantise, morgue avec les inférieurs, duretés de ladres, amours sans amour.

— Pour cela du moins je proteste ! dit Piero à son amie.

Lui, noble, elle, bourgeoise mêlée à la caste des nobles, ils s'amusaient de ces panégyriques.

— Socialisme, socialisme ! s'écria en riant l'un des jeunes hommes.

Deux ou trois jeunes filles, toutes fraîches sorties de l'École normale, inclinées au socialisme, relevèrent le gant avec une franchise hardie. Les jeunes hommes, tout frais sortis de l'Uni-

versité, répliquèrent avec une fougue ironique, opposant aux jeunes filles la doctrine libérale, accordant ceci, contestant cela, du haut de leur supériorité masculine. Les hommes paraissaient plus cultivés; les femmes, dans leur passion pour ce qu'elles croyaient être la justice, paraissaient plus braves. L'une d'elles, irritée du ton sarcastique de ses contradicteurs, fit une réponse si piquante que quelqu'un dit :

— Ma chère, vous devriez épouser Ciotti Céola.

La jeune fille riposta en plaisantant qu'elle avait beaucoup plus d'estime pour lui que pour eux, mais que malheureusement ce héros était déjà sous le joug d'une femme de chambre. Alors, une des deux pauvres vieilles mamans démodées qui accompagnaient cette pétulante jeunesse et qui lui servaient pour ainsi dire de passeport en deux morceaux, troublée par les audaces de la conversation, osa dire :

— Allons! calmez-vous!

Et l'autre, une oie douce, candide, ineffable, qui ne savait qu'égrener des rosaires et qui avait coutume de laisser la bride sur le cou à ses filles, ajouta, parce qu'on atteignait en ce moment le parvis de l'église :

— Prenez garde que la Madone ne vous entende pas!

Les jeunes gens éclatèrent de rire et se dispersèrent pour contempler le panorama et la lune.

— Et toi, maintenant, dit Jeanne en souriant, est-ce que tu vas te rallier aux libéraux?

Maironi ne lui répondit pas. Un peu plus loin, ils entrèrent dans l'ombre de l'église. Alors il voulut prendre le bras de Jeanne; mais elle s'en défendit.

— Pour moi, peu m'importe que nous soyons vus, expliqua-t-elle; mais j'ai peur de te nuire.

Le jeune homme l'attira violemment à lui, et elle céda aussitôt.

— Non, n'aie pas peur, déclara-t-il. Je méprise tout ce qu'on a dit, tout ce qu'on dit et tout ce qu'on dira. Du reste, ne me parle pas des partis de cette province; ne me parle pas de cette ville qui me devient de plus en plus odieuse. Je ne suis pas natif de ce pays, et j'ai un autre sang dans les veines. Maintenant que j'ai rompu avec tant de choses, le monde s'élargit à mes yeux et s'illumine autour de moi prodigieusement. Il me semble, comprends-tu, que je suis un dieu dans une mare. Me rallier aux libéraux? Mais ici, quel est le parti auquel je pourrais

me rallier, juste ciel! puisqu'ils ont tous un caractère d'étroitesse et de misère? Vois les cléricaux! S'il y a un clercal avec lequel on puisse discuter, il n'est pas d'ici : c'est Soldini, qui vient de Milan. Et les libéraux? Je sais bien qu'à présent je vais les avoir tous autour de moi, et cela m'ennuie fort. Je les connais et les juge. Et puis, en somme, je ne sais pas encore ce que je deviendrai. Seulement, tu sais, je veux exercer ma part d'action dans le monde. Que te dirai-je? Il me semble que j'y suis porté par mon destin; mais je crois que, même ailleurs, je ne deviendrai jamais ce qu'on appelle un libéral. Une race vieillie! La liberté fut un idéal, autrefois; mais, à présent, elle ne peut être qu'une arme. Tu me verrais plutôt devenir socialiste!

— Non, non! fit Jeanne, mais pourtant sans beaucoup de chaleur.

— Oh! je ne deviendrai pas socialiste avec les socialistes d'ici. Pas même peut-être avec les socialistes de Milan et de Turin, quoiqu'ils vaillent mieux. Jamais je ne le deviendrai avec les ignorans, ni avec les malhonnêtes gens, ni avec ceux qui attendent la curée.

— Pas davantage avec les autres!

— Pourquoi?

Piero savait que Carlino Dessalle était un féroce ennemi du socialisme; mais il ne s'était jamais aperçu que Jeanne partageât les sentimens de son frère. Le fait est que Jeanne n'en partageait point la haine. Elle était sceptique, profondément sceptique.

— Parce que c'est une chose inutile, dit-elle. Le monde va comme il doit aller. Tout cela n'est que songes creux. Tu serais une mouche du coche.

Il protesta si âprement que Jeanne en fut consternée.

— Non, non! Excuse-moi! Excuse-moi! Silence!

La société des promeneurs, après avoir traversé le parvis de l'église, arrivait auprès d'eux. Les jeunes hommes, si bruyans tout à l'heure, ne disaient plus rien et passaient vite, car ils avaient reconnu Maironi. Et les deux pauvres vieilles, clopinant à l'arrière, s'essoufflaient en vain à gémir : « Garçons! Fillettes! » Piero attendit que les deux mamans aussi fussent passées; puis, il revint à ses protestations. Mais Jeanne le supplia de cesser, de ne pas gâter cet instant de bonheur, de lui parler d'amour, rien que d'amour; et sa voix avait des caresses lentes de mains tendres. Il céda, eut un retour de passion comme à la villa Diedo, voulut

quitter la grande route, prendre un sentier obscur qui s'en détachait un peu au delà de l'église. Jeanne refusait. Piero insista, presque violemment.

— Je vais te saisir dans mes bras, t'emporter là où je veux !

Elle fut inflexible, l'entraîna plus loin.

— Est-ce que tu aurais crié ? lui dit-il ensuite.

— Non ; je t'aurais mordu.

Il demeura taciturne. Au bout de quelques minutes, Jeanne, énonçant à haute voix la conclusion d'un raisonnement qu'elle avait commencé en silence, lui demanda s'il était vrai qu'il eût complètement rompu avec sa foi.

— Je crois que oui, répondit Piero.

Jeanne sourit.

— Comment, tu crois ?

Il justifia cette expression étrange.

— Tu sais ; il y a dans mon âme une poussière si épaisse de ruines que je ne me rends pas bien compte de ce qui reste encore debout. Je crois que je crois encore à Dieu, cela oui ; mais je ne crois plus au Dieu que l'on m'a enseigné. Ce Dieu-là, je l'ai enseveli à Praglia. Et, dès auparavant, il était déjà mort à demi, au dedans de moi-même ; mais je restais englué dans mes vieilles habitudes mentales. Qui sait ? Peut-être que, si tous les catholiques ressemblaient à un vieux prêtre de ma connaissance, je n'aurais pas perdu la foi. Et pourtant, lui aussi... Il me disait que je ne dois pas juger l'Église catholique d'après quelques centaines de personnes ; et je n'ai pas su lui répondre que la vie se retire peu à peu de l'Église catholique tout entière, que tout y est suranné, depuis la parole du Vatican jusqu'à celle du dernier desservant de village ! Naguère je pensais : « Ah ! s'il venait un autre saint François, s'il venait un autre saint Augustin ! » A présent, je suis sûr qu'ils ne peuvent pas venir.

— Je regrette, dit Jeanne, que tu aies perdu ta foi.

— Et la raison de ce regret ?

— Je comprends qu'il est triste de n'avoir en soi-même rien de solide, rien d'absolu.

— Tu n'as donc en toi rien de solide ?

— Rien, excepté mon amour.

— Et tu ne crois pas même qu'il y ait une autre vie ?

— Non, répondit Jeanne en soupirant.

Ils se turent. Tout d'un coup, Jeanne s'écria :

— Et la lune ?

Ils levèrent ensemble les yeux vers la lune, comme s'ils craignaient que l'éclipse ne fût déjà passée. L'ombre couvrait un tiers de l'astre. La voiture pouvait arriver d'un moment à l'autre.

— J'espère qu'ils ne viendront pas, dit Jeanne.

Elle ajouta que le peintre vénitien avait été amoureux d'elle, confessa qu'autrefois, sans éprouver d'ailleurs pour cet homme aucun amour, elle le trouvait gentil et s'amusait des folies qu'il lui débitait avec obstination, sans se laisser déconcerter par les rebuffades. Maintenant, il ne lui disait plus de folies ; et elle le trouvait ennuyeux. Maironi feignit de croire qu'elle regrettait les folies du peintre et affecta de s'en fâcher. Ils rirent ensemble ; ils rirent encore, et délicieusement, d'autres amoureux de Jeanne ; ils rirent du capitaine Reggini, rendu insupportable, malgré tout son esprit, pour la jalousie qu'il se permettait avec si peu de droit ; ils rirent d'un monsieur de la ville, marié, déjà mûr, ambitieux des lauriers du libertinage, mais inexpérimenté en la matière, qui n'avait pas craint de se montrer entreprenant et qui, remis à sa place, avait pris le Pont des soupirs.

Ils entendirent derrière eux un bruit de voiture. La voiture avait des chevaux blancs ; ce n'était pas celle des Dessalle. Jeanne et Maironi se rangèrent dans l'ombre d'un mur. A cet endroit commençait une descente rapide ; le cocher mit au pas ses chevaux. Un break arriva, plein de dames, d'officiers et d'une bruyante discussion astronomique sur le nez du colonel. Le capitaine Reggini jurait qu'il voyait l'ombre de ce nez dans les montagnes de la lune, tout juste sur le volcan de la Désolation, tandis qu'un autre jurait au contraire que c'était l'ombre des appendices frontaux de... Protestations d'horreur, exclamations, éclats de rire, petits ricanemens étouffés, épigrammes, chevaux et break, tout passa. Il semblait à Jeanne qu'elle avait entendu prononcer le nom de son mari.

— Moi aussi, dit-elle, je serais si heureuse de m'en aller ailleurs !

— Où ?

— Là où personne ne nous connaîtrait.

Il comprit, lui serra le bras très fort.

— Et ton frère ? demanda-t-il.

Jeanne soupira.

— Il suffirait de lui dire que, après les pluies abondantes,

l'eau croupit dans la petite vallée du Silence et que l'air y est un tantinet vicié. Mais je ne le ferai pas. La villa Diedo lui plaît trop, et il y a déjà fait tant de dépenses !

Enfin parut la voiture des Dessalle, s'avancant au petit trot. Le landau était vide. Le vieux Romain descendit du siège et annonça qu'il n'était arrivé personne. Jeanne et Piero montèrent. Jeanne désirait ne pas rencontrer le break ; et, sans réfléchir, elle proposa de retourner à la villa Diedo et d'y attendre sur la terrasse le plein de l'éclipse. Piero lui murmura un si chaleureux « merci » qu'elle regretta aussitôt sa proposition ; mais elle n'osa pas la changer.

Alors seulement, en gravissant la côte avec lenteur, derrière les oreillardes majestés du cocher et du valet de pied, Jeanne et Piero regardèrent le décor de leur idylle, les petites villas blanches de plus en plus ternes sur les collines obscurcies, le tremblement nouveau des petites étoiles qui naissaient dans les profondeurs du ciel. Il passait des bouffées d'air tiède apportant des senteurs d'acacias fleuris, des bouffées d'air frais apportant des senteurs de bois humides.

— Votre pays est beau, pourtant ! dit Jeanne.

— Ce n'est pas le mien.

— Comment, ce n'est pas le vôtre ?

Piero se mit à rire : le ton de Jeanne avait été celui d'une personne offensée, qui ne veut pas croire ce qu'on lui affirme.

— Toujours orgueilleuse ! fit-il. Vous ne voulez jamais vous être trompée.

— Méchant ! lui souffla-t-elle sur le visage, avec un sourire.

Puis, à haute voix, elle demanda quel était le pays de Mai-roni ; et elle ajouta, d'une voix plus basse :

— Je le sais ; je n'y pensais plus.

Piero lui parla de la petite maison où il était né, du lac solitaire, des grandes et austères montagnes de Valsolda. La voiture atteignait alors le sommet de la côte, et les chevaux reprirent le trot.

— Ah ! si nous étions là-bas dans une barque, tous les deux, seuls ! dit Piero. Mais y serons-nous jamais ? Oui, seuls, dans une petite barque, au fond d'un golfe plein d'ombre, sur l'eau qui palpite...

Il passa un bras derrière les épaules de Jeanne, sentit le beau corps se soulever un peu et s'appuyer sur son bras délicieusement,

tantôt plus fort et tantôt moins fort, en réponse à ses propres étreintes. Désormais, ils ne se parlèrent que de cette façon. Les chevaux couraient; les bords fleuris de la route exhalaient vers eux une brise de parfums; à mesure que la lune se cachait, toutes les choses paraissaient languir et défailir de volupté, comme au pressentiment d'une mystérieuse conjonction des deux astres dans l'ombre.

A peine une mince lisière d'argent brillait-elle encore autour du globe rougeâtre de la lune, lorsque Jeanne et Piero remontrèrent sur la terrasse obscure. Par momens, on sentait passer dans l'air inquiet et ténébreux les haleines des roses, comme des voix de désir et de souffrance. Par momens, on voyait les branches s'allonger de-ci de-là, comme des bras d'aveugles qui tâtonnent. Piero, en se penchant pour tourner la chaise longue vers l'occident où descendait la lune, effleura de ses lèvres une épaule de Jeanne et chuchota :

— Chère ombre !

— Moi, j'aime la lumière, dit Jeanne.

Soudain fulgurèrent dans l'esprit de Piero, comme une pointe d'acier qui frappe et se retire, les paroles : *dilixerunt tenebras*. Mais quoi ? Il ne voulait pas même avoir pensé à ce mot de l'Évangile. Il s'assit à côté de Jeanne, et, en parlant fort pour le cas où quelqu'un les eût épiés :

— Maintenant, madame, dit-il, faisons les astronomes.

Et il lui prit une main, murmura :

— Tu as été injuste, amèrement injuste, quand tu as dit que mon ardeur cachait une arrière-pensée froide. Ne dis plus cela !

Jeanne porta la main du jeune homme à ses lèvres. Silence, haleines de roses, molle ondulation de feuillages, soupirs humains pleins de l'indicible. Enfin Piero reprit :

— Ne fait-il pas frais et trop humide pour vous ? Ne vaudrait-il pas mieux...

— Ce qui vaut mieux, je crois, mon ami, c'est que vous partiez, répondit Jeanne en souriant.

— Adieu, donc !

— Oh ! non ! ne vous en allez pas !

Elle lui avait dit de partir; mais maintenant, elle ne voulait plus. Ils rirent ensemble, d'un rire très doux.

— Oui, oui, dit-elle, redevenue sérieuse. Il faut que vous partiez !

— Partir sans un baiser ? chuchota Piero, partir sans un baiser ?

Alors elle se leva, rentra au salon où il la suivit.

— Je vais vous faire reconduire jusqu'à la grille, dit-elle.

Et, un doigt posé sur le bouton de la sonnette électrique, elle se retourna vers le jeune homme et lui offrit ses lèvres.

Il descendit comme dans un songe, sans autre sensation que celle de ce geste et de cette bouche, sans autre pensée que celle qu'il ne pouvait penser à rien, qu'il ne pouvait rien vouloir, qu'il descendait avec béatitude le fleuve de la vie, de la vie ardente et douce. Lorsqu'il rentra chez lui, il douta qu'il lui fût possible de vivre plus longtemps avec les gens de cette maison. Lorsqu'il ôta son pardessus, il se souvint avec dégoût de la camériste blonde. Quelle joie de ne plus sentir en lui-même la brute sans amour, d'être transfiguré jusque dans sa vitalité physique ! Il s'assit sur son lit, revêcut les plus délicieux instans de cette soirée, depuis l'étreinte muette sous la charmillie jusqu'au baiser dans le salon. Il repensa aussi aux plus singulières paroles de Jeanne, flatté dans son orgueil par l'amour d'une créature si belle, si étrange et si profonde ; mais, maintenant qu'il y pensait à tête reposée, il se demandait s'il n'y avait pas en elle, avec tout son amour, un secret noyau d'orgueil, des idées plus fortes que l'amour même, invincibles. Et cet attachement pour Carlino n'était-il pas excessif, presque offensant ? Quel amour, malgré tout, quel grand, impétueux et tendre amour, dans les limites où il se renfermait ! Quel amour unique, où le plus noble idéalisme s'alliait aux désirs les plus délicats et les plus raffinés des sens ! Il s'attacha passionnément au souvenir de l'étreinte muette, de la bouche suave. Ah !

Puis il chassa loin de lui ces pensées, voulut se mettre au lit. Et voilà que, comme le soir de la tentation, il y avait encore sur la table de nuit quelque chose. Cette fois, ce n'étaient pas des fleurs, c'était une lettre close, avec cette simple adresse écrite par la marquise :

Piero.

Il l'ouvrit, ne s'aperçut pas qu'une petite enveloppe en tombait, lut :

« Rendons grâce à Dieu qui nous accorde une consolation. Ce soir, à dix heures passées, le médecin adjoint de l'établissement est venu apporter le billet que tu trouveras ci-inclus, tracé par Éliisa... »

Piero interrompit sa lecture, eut un frisson, chercha par terre et ramassa la petite enveloppe. Elle contenait un carré de papier où la main de la démente avait écrit de travers, en gros caractères mal formés :

Je souffre.

Dans les profondeurs du palais Scremin, la vieille horloge sonna trois heures. Puis le silence recommença, l'effrayant silence des choses qui savent. Piero, assis sur son lit, la lettre à la main, regardait cette lettre avec stupeur, puis regardait le carré de papier, puis de nouveau la lettre; et il lisait, relisait que les médecins avaient de l'espoir, qu'une messe serait célébrée le lendemain matin à la cathédrale. Finalement, ses yeux troubles s'arrêtèrent sur les deux mots écrits de travers, en gros caractères mal formés. Dans son âme se heurtaient divers sentimens de remords, de terreur, d'espérance coupable et connue pour telle, diverses images d'événemens possibles qui préparaient quelque drame étrange; et son âme devenait obscure. Peu à peu, les prunelles toujours fixées sur les deux mots terribles, encore pleins des ombres de l'inconscience, il se recomposa une sinistre quiétude avec l'idée que sans doute ces ombres demeureraient victorieuses; il se dit et se redit que cela était le froid jugement de sa raison et non la voix de ses cruelles espérances. La lumière de la bougie mourut aux premières clartés de l'aube; dans les profondeurs du palais, la vieille horloge sonna quatre heures; et le silence recommença, l'effrayant silence des choses qui savent.

ANTONIO FOGAZZARO.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LE DUC DE BOURGOGNE

EN FLANDRE

I

L'ENTRÉE EN CAMPAGNE ET LE PARTAGE DU COMMANDEMENT AVEC VENDOME

« Me voicy arrivé à ces années funestes dont les malheurs sont si connus, mais dont les sources sont si ténébreuses, et dont les ténèbres, quoyque trop bien éclairées, sont si affreuses qu'elles ne se peuvent encore, après tant d'années, développer qu'en énigme et en gros. Elles percent le cœur ; elles font dresser les cheveux à la teste ; elles ont creusé des précipices qui ont pensé engloutir la France qui, malgré des miracles de la pure Providence, gémit encore et gémira longtemps sous le poids accablant des suites qui en ont résulté. Le fond de cet abîme d'horreur n'est pas inconnu, tant s'en faut, mais semblable à l'enfer dont il est sorti, quelle est la plume qui oseroit le rendre ? Tremblons mesme d'en approcher (1). » C'est sur ce ton tragique que, dans son *Parallèle des trois premiers rois Bourbons*, Saint-Simon aborde le récit des événemens qui marquèrent l'année 1708, puis tout à coup, après avoir parlé des « si hardis filets où le Roi avoit été pris, » il s'arrête et dit : « j'invoque le silence » et brusquement, il passe au récit des malheurs qui attristèrent la fin du règne.

(1) *Écrits inédits de Saint-Simon*, III, p. 281.

L'historien fidèle du Duc et de la Duchesse de Bourgogne ne saurait suivre cet exemple. Force lui est d'entamer ce récit devant lequel recule Saint-Simon. Une étude attentive des faits montrera, nous le croyons, que notre atrabilaire auteur en a quelque peu grossi l'horreur, que l'enfer ne fut pour rien dans les malheurs du Duc de Bourgogne, mais plutôt ses propres fautes, à la vérité habilement exploitées par des ennemis secrets. Cette étude montrera également que, si la campagne de 1708 fait peu d'honneur à son génie militaire, en revanche elle fait moins tort à son caractère, et qu'il sut, au milieu des revers, déployer une certaine grandeur morale. Enfin, s'il nous faut abaisser le mari, nous aurons la consolation de relever la femme. Nous la verrons, abjurant sa frivolité, faire vaillamment tête à l'orage, et se comporter en épouse non seulement fidèle, mais fière et habile. En montrant ce que pouvait et promettait leur union, nous préparerons et augmenterons peut-être les regrets que laissera le récit de leur fin prématurée.

I

Pendant cinq années, de 1703 à 1708, le Duc de Bourgogne fut tenu à l'écart des armées. Pourquoi? Cela est assez difficile à dire. Louis XIV ne pouvait éprouver, vis-à-vis d'un petit-fils dont il connaissait la docilité, le sentiment de méfiance dont l'accuse Saint-Simon, et qui lui avait fait, par exemple, après des débuts militaires brillants, laisser dans l'inaction le prince de Conti, le neveu du grand Condé. Peut-être lui en voulait-il en secret de son retour un peu précipité après la prise de Brisach (1). Peut-être aussi avait-il, non sans sagacité, discerné chez son héritier présomptif plus d'application au métier que de génie militaire, et ne voulait-il pas compromettre la bonne renommée que lui avaient value ses deux campagnes en Hollande et en Alsace. A ce point de vue, il lui aurait rendu service, car la présence du Duc de Bourgogne n'aurait probablement empêché ni Hochstædt, ni Ramillies. Dans les premiers temps, cette inactivité semble avoir été supportée par lui avec peine. « Vous sçavez apparemment assez régulièrement les nouvelles des armées, écrivait-il le 9 juin 1704 à son frère Philippe V. Tout paroît dans

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} juillet 1901.

une bonne disposition; il n'y a que moi qui voudrois que cette situation fût telle que j'y pusse servir, et qui épie les occasions favorables, » et, dans une lettre de l'année suivante (6 février 1705) : « Ce qui me fait beaucoup de peine, c'est que je ne vois pas les occasions favorables pour y prendre moi-même (à la guerre) une part de plus près que celle qu'on y prend d'icy, mais il faut agir avec prudence et vivre d'espérance, me reposant sur la sagesse du Roy et le désir qu'il a de me faire instruire et de contribuer à m'acquérir quelque réputation, ce qui ne se peut faire que par les faits (1). » Puis, avec cette soumission à la volonté du Roi, interprète à ses yeux de la volonté de Dieu, qui était chez lui une des formes de la piété, il paraît avoir renoncé même à cette espérance, et ses lettres à Philippe V ne sont plus remplies que de nouvelles de guerre ou de chasse, sans aucun retour sur lui-même. Ces années des grands revers de la France sont celles où il se confîne de plus en plus dans la dévotion, s'abstenant de tous plaisirs, s'enfermant dans son cabinet, ou montrant à la Cour un front sévère. Ce sont, au contraire, pour la Duchesse de Bourgogne, celles des intrigues, puis de la rupture avec Nangis et Maulevrier, des imprudences avec Polignac, celles aussi où elle se livre avec d'autant moins de retenue à son goût pour le plaisir qu'elle sait par là ne point déplaire au Roi, qui croirait s'avouer vaincu s'il mettait un terme aux amusemens de la Cour.

Monseigneur, en beau-père complaisant, s'associe aux divertissemens de sa belle-fille. Après un souper à Meudon, il la mène à l'Opéra, tandis que le Duc de Bourgogne, par scrupule, rentre se coucher à Versailles. Souvent aussi Dangeau nous dit que la Duchesse de Bourgogne, ayant veillé tard, a passé la journée au lit, et ne s'est levée qu'à six heures. Pendant ces longues heures de solitude, le Duc de Bourgogne, enfermé dans son cabinet, ne se mêlant point au mouvement de la Cour, étudie la physique ou l'astronomie, au grand désespoir de Saint-Simon. Entre les deux époux le contraste apparaît de plus en plus grand, mais la Cour ne se partage guère, et, sauf le petit troupeau d'amis demeurés fidèles à Fénelon, tous les familiers de Versailles préfèrent la princesse coquette, légère, mais avenante, au prince austère et renfrogné.

(1) Archives d'Alcala. Lettres du Duc de Bourgogne à Philippe V, communiquées par le R. P. Baudrillart.

La Cour cependant s'attriste sous les coups répétés du malheur. En 1704, la défaite de Höchstædt n'avait pas interrompu les fêtes données en l'honneur de la naissance du premier enfant de la Duchesse de Bourgogne. Il n'en fut pas de même (le premier Duc de Bretagne étant mort en bas âge) à la naissance du second, qui vint au monde le 8 janvier 1707. Le Roi défendit à Paris et à Versailles « toutes les dépenses extraordinaires qu'on avait faites en réjouissance du premier Duc de Bretagne et qui avoient été excessives. » « Il veut, ajoute Dangeau, que la joie des peuples ne se traduise que par leurs prières (1). » Depuis quelque temps déjà, Louis XIV se préoccupait d'économies, et il avait enjoint au duc de La Rochefoucauld, grand maître de la garde-robe et grand écuyer, de rechercher tous les retranchemens qu'on pourrait opérer dans sa garde-robe et dans sa petite écurie. Il avait donné les mêmes instructions à Mansart pour les bâtimens (2). Déjà, depuis quelques années, il avait diminué les étrennes en louis d'or qu'il distribuait chaque premier janvier autour de lui. Cette même année, il en retrancha encore dix mille, et la « cascade, » comme dit Saint-Simon, en tomba jusque sur M^{me} de Montespan, qui vit réduire sa pension de douze mille louis d'or à huit mille. « M^{me} de Montespan n'en témoigna pas la moindre peine; elle répondit qu'elle n'en étoit fâchée que pour les pauvres à qui, en effet, elle donnoit avec profusion (3). »

L'année 1707 s'ouvrait donc tristement; elle se continua mal. Les Français avaient été, l'année précédente, définitivement chassés du Nord de l'Italie. L'été venu, le duc de Savoie envahit la France par le comté de Nice, et vint mettre le siège devant Toulon. Il ne trouvait devant lui pour lui tenir tête que le seul Tessé, meilleur négociateur que bon militaire, qui ne s'était pas fait grand honneur l'année précédente au siège de Barcelone. Peu s'en fallut que cette conjoncture difficile ne valût au Duc de Bourgogne la réalisation de ce rêve silencieusement caressé par lui : reparaitre à l'armée. Le Roi avait, dès le commencement de l'année, pris son parti de le faire de nouveau servir. Nous savons, par une des lettres du Duc de Bourgogne à Philippe V, qu'au mois de mai, le commandement de l'armée qui allait opérer en Allemagne sous Villars lui avait été promis.

(1) Dangeau, t. XI, p. 280.

(2) Sourches, t. X, p. 216.

(3) Saint-Simon, édition Boislisle, t. XIV, p. 246.

Mais nous ignorons pourquoi il ne fut pas donné suite à ce projet, dont il n'est fait mention que dans cette unique lettre. On doit le regretter pour le Duc de Bourgogne, car, à l'excellente école de Villars, il aurait gagné peut-être ces qualités de décision, d'initiative, d'audace au besoin, qui lui faisaient précisément défaut. Quelles qu'aient été les raisons de Louis XIV, ce nouveau péril de la France lui parut une occasion plus favorable, et, le 12 août, le Duc de Bourgogne pouvait écrire à son frère : « Je ne dois pas estre plus longtemps, mon très cher frère, sans vous faire part de ma joye, et je croys que l'amitié que vous avez pour moi vous la fera ressentir. Le Roy m'envoye commander l'armée qui doit s'assembler au commencement du mois prochain, et j'espère que, si les ennemis m'y attendent, on pourra les faire repentir de leur grande entreprise... S'ils s'en retournent, nous en serons délivrés, et le bien de l'État doit toujours aller devant tout intérêt particulier (1). »

La nouvelle que le Duc de Bourgogne mandait à Philippe V était en effet officielle depuis la veille. Le 13 au soir, après souper, le Roi avait annoncé que le Duc de Bourgogne prendrait le commandement de l'armée qui devait s'assembler pour chasser le duc de Savoie de Provence. Le Duc de Berry devait l'y accompagner, mais sans commandement. Dangeau, avec sa réserve ordinaire, n'ajoute aucun commentaire à cette importante nouvelle. Sourches, plus hardi, dit qu'on apprit cette nomination « avec étonnement (2). »

Opposer le gendre au beau-père pouvait paraître, en effet, une idée singulière, mais cette opposition directe n'avait rien qui mit en peine le Duc de Bourgogne. Quatre années auparavant, il avait pris fort gaillardement son parti de l'affront qui avait été infligé à Victor-Amédée par le duc de Vendôme, et il avait même encouragé ce dernier à ne point user avec lui de ménagemens. « Vous êtes à présent dans une assez rude besogne, lui écrivait-il le 10 octobre 1703, c'est-à-dire au moment où le duc de Vendôme marchait sur Turin. J'espère et je souhaite que le beau-père entende raison sans que vous soyez obligé de lui parler du gros ton... Achevez, monsieur, de lui montrer que le meilleur parti qu'il puisse prendre, c'est de se fier entièrement au Roi, qui ne veut qu'être assuré de lui, sans lui faire aucun mal.

(1) Archives d'Alcala. Communiquée par le R. P. Baudrillart.

(2) Sourches, t. X, p. 376.

Il y a longtemps que je pensois à ce qui se fait actuellement (1). » S'il fallait en croire Proyart, le Duc de Bourgogne aurait même dit en riant à sa femme : « Hé bien ! Madame, aurez-vous le courage de prier Dieu pour un mari qui va combattre contre votre père ? Priez du moins pour l'un et pour l'autre. » Et la princesse n'aurait répondu que par des larmes (2). Si le propos a véritablement été tenu, il montrerait seulement que le Duc de Bourgogne avait la plaisanterie un peu lourde. Ces cruelles perplexités furent, au reste, épargnées à la pauvre princesse. Quelques jours après la désignation de son mari pour commander l'armée qui devait être opposée à son père, on apprit que le siège de Toulon avait été levé par les troupes du duc de Savoie. Le bon Proyart exagère un peu les choses lorsqu'il dit : « L'armée, qui avoit désigné le Duc de Bourgogne pour son général avant même qu'il n'en fût question à Versailles, se crut invincible lorsqu'elle apprit qu'elle alloit l'avoir pour chef, et le bruit de sa prochaine arrivée jeta le découragement et la terreur dans l'armée des confédérés, en sorte que le duc de Savoie leva le siège à la hâte, avec le regret d'avoir fait inutilement d'immenses dépenses et perdu quatorze mille hommes dans cette tentative. » La vérité, c'est que Toulon ayant opposé une vigoureuse résistance, un engagement heureux ayant eu lieu le 15 août entre Français et Savoyards sous la conduite de Tessé qui se fit honneur, et l'armée assiégeante étant décimée par les maladies et les désertions, Victor-Amédée se découragea brusquement et comprit l'inanité de son entreprise. Les invasions de la France par la Provence n'ont jamais eu un heureux succès, et, là où l'empereur Charles-Quint avait échoué, ce n'était pas le duc de Savoie qui pouvait réussir. Sans doute il le comprit, et le Duc de Bourgogne n'eut même pas à bouger de Versailles.

C'était quelque chose cependant pour lui que cette désignation pour un commandement important, lors même qu'elle était demeurée purement nominale, car elle contenait implicitement une promesse pour l'année suivante, et lui faisait entrevoir la fin de cette oisiveté où il se consumait. Elle devait en même temps l'aider à se consoler d'un mécompte que lui avait apporté le commencement de l'année. La Duchesse de Bourgogne ne lui avait encore donné qu'un enfant. Grosse de nouveau dans les premiers

(1) Bibliothèque nationale, Ms. fr. Papiers de Vendôme, 14 177, p. 300.

(2) Proyart, *Vie du Dauphin, père de Louis XV*, p. 175.

mois de l'année, elle se blessa, suivant l'expression du temps. Ce n'était pas la première fois, et ce ne devait pas être la dernière. Aussi ne parlerions-nous pas de cet accident, si Saint-Simon ne racontait à ce propos, avec force détails, une scène étrange : la duchesse du Lude arrivant à pied, toute seule, après la messe, pour entretenir le Roi qui s'amusait à donner à manger aux carpes; le Roi, revenant après quelques instans de conversation à voix basse avec elle, et disant avec dépit : « La Duchesse de Bourgogne est blessée ; » aussitôt les courtisans, La Rochefoucauld, Tresmes, Bouillon, croyant bien faire de s'exclamer et de dire que c'était le plus grand malheur du monde, et que, s'étant déjà blessée plusieurs fois, elle n'en aurait peut-être plus; enfin le Roi, qui jusque-là n'avait dit mot, éclatant tout à coup et s'écriant : « Et quand cela seroit, qu'est-ce que cela me feroit? Est-ce qu'elle n'a pas déjà un fils? Et quand il mourroit, est-ce que le Duc de Berry n'est pas en âge de se marier et d'en avoir? Et que m'importe qui me succède des uns ou des autres! Ne sont-ce pas également mes petits-fils? Dieu merci, elle est blessée, puisqu'elle avoit à l'être, et je ne serai plus contraint dans mes voyages et dans tout ce que j'ai envie de faire par les représentations des médecins et les raisonnemens des matrones (1); » et les courtisans, qui avaient cru bien faire, de baisser les yeux, osant à peine respirer, et gardant un silence « à entendre une fourmi marcher. »

Il n'est guère d'auteur ayant écrit sur Louis XIV qui n'ait emprunté à Saint-Simon le récit de cette scène, et, bien que l'indignation de ce dernier nous paraisse un peu outrée lorsqu'il en conclut « que le Roi n'aimoit et ne comptoit que lui et étoit à soi-même sa fin dernière, » cependant il est certain que, si le récit de Saint-Simon est fidèle, il témoigne chez le grand-père de peu de sollicitude pour la santé de sa petite-fille. Mais il est vrai que, d'un autre côté, le mari n'en témoignait pas beaucoup davantage, car, le 14 mai, il écrivait à Philippe V : « Ma joie (d'avoir été désigné pour un commandement) auroit été parfaite sans l'accident de M^{me} la Duchesse de Bourgogne, que de fréquentes promenades à pied ont blessée à six semaines, sans presque que l'on se doutât qu'elle fût grosse. On peut néanmoins en tirer cette consolation qu'il faut espérer qu'elle ne sera pas

(1) Saint-Simon, édition Boislisle, t. XV, p. 472.

longtemps sans le redevenir, et qu'alors on la conservera plus soigneusement (1) »

Assurer la succession en ligne directe était alors, pour les princesses, une fonction publique, et, coûte que coûte, il fallait qu'elles s'en acquittassent. La Duchesse de Bourgogne y mettait peu d'empressement; M^{me} de Maintenon lui reprochait parfois de n'être pas raisonnable sur ce chapitre, mais la vieille dame en parlait bien à son aise.

II

Les événemens militaires qui marquèrent les derniers mois de l'année 1707 relevèrent un peu les courages. La brillante victoire d'Almanza, remportée par Berwick, semblait avoir raffermi le trône chancelant de Philippe V. Sur la frontière d'Italie, l'armée savoyarde était en plein recul. Villars continuait de couvrir avec succès la ligne du Rhin. En Flandre Vendôme avait contenu les ennemis, et, s'il n'avait point engagé d'action importante, on s'accordait à dire que c'était sur les ordres du Roi et pour ménager son armée en vue d'une action décisive l'année suivante. Les cœurs s'ouvraient donc de nouveau à l'espérance, et Saint-Simon a raison de dire : « L'année 1708 commença par les grâces, les fêtes et les plaisirs. » sauf à ajouter mélancoliquement : « On ne verra que trop tôt qu'elle ne continua pas longtemps de même. » Il y eut à Versailles, le six janvier, de magnifiques *Rois* (2). Louis XIV donna un grand festin dans l'antichambre de son petit appartement. « Il y eut quatre tables, deux de seize et deux de dix sept couverts, splendidement servies, et on coupa un gâteau à chaque table pour voir à qui appartiendrait la royauté de la fève. » Le Roi tenait la première table, où était la Duchesse de Bourgogne, le Duc de Bourgogne la troisième. « Le repas se passa avec bien de la gaieté, et on cria de bonne grâce toutes les fois que les Reines burent, principalement à la table du Duc de Berry (3). » Il y eut bal ensuite jusqu'à trois heures et demie du matin, et ce bal fut suivi de plusieurs autres. On n'en compta pas moins de dix tant à Versailles qu'à Marly, sans parler des soupers donnés par Monseigneur à Meu-

(1) Archives d'Alcala. Communiquée par le P. Baudrillart.

(2) Saint-Simon, édition Boislisle, t. XV, p. 348.

(3) Sourches, t. XI, p. 3 et 7.

don, après lesquels il emmenait la Duchesse de Bourgogne et les dames à l'Opéra, et des représentations dramatiques organisées par la Duchesse du Maine à Clagny, « où M. du Maine, qui en sentoit le parfait ridicule et le poids de l'extrême dépense, ne laissoit pas d'être assis au coin de la porte et d'en faire les honneurs (1). » Hochstædt, Ramillies, Turin, semblaient oubliés, et nul ne doutait que cette année qui s'ouvrait si gaiement ne marquât la fin des malheurs de la France.

Il fallait cependant, en vue de la reprise d'hostilités qu'amenait toujours le printemps, pourvoir au commandement des armées. Chaque armée se disloquant en effet à l'entrée de la mauvaise saison pour s'établir dans ses quartiers d'hiver, la question se posait tous les ans de savoir qui en reprendrait le commandement au moment du rassemblement. L'année précédente, Berwick avait commandé en Espagne, Tessé en Dauphiné, Villars sur le Rhône, l'électeur de Bavière et Vendôme en Flandre. Au commencement de cette année 1708, le Roi apporta d'assez importans changemens dans la répartition des commandemens. Villars, à son grand mécontentement, fut rappelé de l'armée du Rhin où il avait peut-être un peu abusé de la permission que lui avait accordée le Roi « d'engraisser son veau, » et il alla remplacer Tessé en Dauphiné. Le Duc d'Orléans fut envoyé en Espagne pour remplacer Berwick, qui venait prendre la place de Villars. Il devait servir sous les ordres de l'électeur de Bavière, qui, contre son gré également, et moyennant un dédommagement de 800 000 livres qu'il arrivait à extorquer, acceptait d'abandonner son vicariat des Pays-Bas, où il commandait au nom du roi d'Espagne. Il avait fallu, en effet, faire place nette et éviter tout conflit d'autorité en Flandre, où le duc de Vendôme était maintenu, mais où le Duc de Bourgogne allait prendre le commandement nominal de l'armée. Cette grosse nouvelle, dont on s'entretenait depuis quelque temps à la Cour, ne fut officielle que le 30 avril. « Le 30, après dîner, dit Sourches, comme le Roi revenoit de courir le cerf, ... il alla chez la Duchesse de Bourgogne, à laquelle il apprit que le Duc, son mari, partirait le 14 de mai avec le Duc de Berry, son frère, pour aller commander en Flandre, où il auroit sous lui le duc de Vendôme (2); » et Dangeau ajoute : « Les deux princes ont une joie

(1) Saint-Simon, édition Boislisle, t. XV, p. 350.

(2) Sourches, t. XI, p. 72

extraordinaire de ce que le Roi a pris cette résolution (1). » « Vous comprenez aisément quelle est ma joie, écrivait, en effet, la veille, le Duc de Bourgogne à Philippe V. Mon frère de Berry en est ravi aussi, mais le Roy lui a défendu d'en rien témoigner et il se contient à merveille. Ce m'est un grand plaisir, après une interruption de quatre années entières, de me voir en quelque sorte rentrer dans le service et ne pas toujours demeurer inutile à Versailles, Marly ou Fontainebleau. » A défaut du génie militaire, qui malheureusement lui faisait défaut, le Duc de Bourgogne avait au moins l'ardeur guerrière, et Louis XIV avait raison lorsque, l'année précédente, parlant du courage personnel de son petit-fils, il ajoutait fièrement : « Ceux de sa race n'en ont jamais manqué. »

Même à ce frère avec lequel il s'exprimait librement, le Duc de Bourgogne ne dit rien cependant de son association avec Vendôme. Ce silence donne à penser qu'il s'en réjouissait médiocrement, et il n'avait pas tort. Nous avons remis jusqu'à présent à parler de ce singulier personnage, que cependant nous avons déjà rencontré en Italie, tenant tête, non sans honneur, au prince Eugène, et désarmant les troupes du duc de Savoie. Mais, pour la besogne qu'il avait à faire alors, son caractère importait peu, tandis qu'aujourd'hui, que nous l'allons voir en dissentiment secret et bientôt en hostilité ouverte avec le Duc de Bourgogne, il est nécessaire de le bien connaître. Saint-Simon, à plusieurs reprises (2), l'a peint avec une vigueur de touche qui ne laisserait à corriger aucun trait, si son habitude n'était pas, lorsque le personnage lui déplait, de pousser le portrait au noir, à tel point que la ressemblance s'en trouve altérée. Ce n'est pas qu'il y ait quelque chose à retrancher de ce qu'il a dit, mais il faut ajouter ce qu'il ne dit pas.

Vendôme était, comme chacun sait, arrière-petit-fils d'Henri IV et de Gabrielle d'Estrées par son grand-père, appelé à la cour de Louis XIII *César Monsieur*, appellation bizarre que Saint-Simon appelle « une singularité béarnaise (3). » Cette descendance directe d'Henri IV explique la complaisance et même la faiblesse dont Louis XIV fit toujours preuve à l'endroit de Vendôme, pour le

(1) Dangeau, t. XII, p. 126.

(2) Voyez en particulier les *Mémoires*, édition Boislisle, t. XIII, p. 279, et une *Addition au Journal de Dangeau*, t. XIV, p. 165.

(3) *Écrits inédits de Saint-Simon*, t. V, p. 451

moins autant que le secret désir que lui prête Saint-Simon d'élever tout ce qui était bâtard, afin que cette élévation profitât aux siens. Il révérait en lui le sang du grand ancêtre dont quelques traits se retrouvaient chez l'arrière-petit-fils (1). De là, vis-à-vis de lui, une indulgence qu'on dirait poussée parfois jusqu'à la crainte, et qui lui faisait tolérer chez Vendôme ce que, dit avec raison Saint-Simon, il n'aurait pas pardonné à un fils de France.

C'étaient d'abord ses mœurs. Sans doute Louis XIV n'avait pas le droit de se montrer bien sévère, mais, s'il avait été dans sa jeunesse amoureux et galant, il n'avait jamais été débauché. Or, Vendôme l'était jusqu'à la crapule. Au goût des basses amours il joignait un vice qui, dans les poésies satiriques, faisait toujours suivre son nom d'une rime fâcheuse, et que Louis XIV (il faut ici laisser parler Saint-Simon), « quoiqu'il fût plein d'une juste horreur pour tous les habitants de Sodome, » ne lui reprocha cependant jamais. Lorsque la conséquence de ses débauches l'eut forcé de se retirer dans son château d'Anet pour y subir ce qu'on appelait alors la Grande opération, et lorsqu'il en revint fort avarié, ayant perdu beaucoup de dents, et le nez d'aquilin devenu camus, le Roi, à son retour, s'informa de sa santé avec beaucoup de grâce, comme s'il se fût agi de la maladie la plus naturelle du monde, et recommanda bien aux courtisans de ne pas laisser apparaître à M. de Vendôme qu'ils l'avaient trouvé changé.

C'était ensuite son irréligion affichée. Vendôme faisait partie de ce petit groupe des *libertins*, plus nombreux qu'on ne pense dès la fin du XVII^e siècle, et qui, au XVIII^e, devait donner le ton à la société et à la littérature françaises. Mais, Louis XIV régnant, ce petit groupe se cachait encore par crainte du maître, qui, au plus fort de ses désordres de conduite, était cependant demeuré respectueux des choses religieuses, et qui, dans la seconde moitié de sa vie, imposait assez tyranniquement à son entourage les pratiques de la dévotion. Vendôme ne connaissait pas cette crainte. Il faisait ouvertement partie de la société qui se réunissait au Temple chez son frère, le grand prieur de Malte, non moins irréligieux et non moins débauché que lui, bien que d'un

(1) Cette descendance d'Henri IV contribuait également à rendre Vendôme populaire, car un pont-neuf disait :

Beuvons tous au petit-fils
Du grand roi Ventre-Saint-Gris.

(Bibliothèque nationale, *Le Chansonnier français*, t. XI, p. 334).

autre genre de débauche. Le Temple, lieu privilégié dans Paris, où les débiteurs insolvables trouvaient un asile, où les artisans non reçus maîtres pouvaient travailler librement, était aussi le lieu de rendez-vous favori des libertins du temps, Chapelle, Chaulieu, La Fare, d'autres encore, qui cultivaient la paresse et chantaient la volupté. Leurs opinions philosophiques se résumaient dans ces quatre vers de Chaulieu :

La mort est simplement le terme de la vie.
De peines ni de biens elle n'est point suivie;
C'est un asile sûr; c'est la fin de nos maux.
C'est le commencement de l'éternel repos;

et leur morale dans ceux où le même poète, tout abbé qu'il fût, se rit de ces faibles esprits qui

Font un crime à la nature
De l'usage des biens que lui fit son auteur,
Et dont la pieuse fureur
Ose traiter de chose impure
Le remède que la Nature
Offre à l'ardeur des passions
Quand d'une amoureuse piqure
Nous sentons les émotions (1).

Vendôme faisait ouvertement partie de cette société, surtout depuis qu'ayant vendu à Louvois son hôtel et les terrains sur lesquels s'élèvent aujourd'hui les maisons de la place Vendôme, il demeurait toujours au Temple, quand il quittait Anet pour Paris. Il ne se cachait pas d'en partager les doctrines philosophiques et n'affectait point ces extérieurs de piété que commandait l'usage. Mais Louis XIV n'en témoignait aucun mécontentement. C'est tout au plus s'il se hasardait à lui reprocher de ne pas assister aux sermons du Père Séraphin, au moment où ce capucin, rival oublié de Bourdaloue, faisait fureur à la Cour, et il se contentait de sourire à cette réplique de Vendôme « qu'il ne sauroit aller entendre un homme dire tout ce qui lui plaisoit sans que personne eût la liberté de riposter. »

Enfin un dernier trait aurait dû inspirer à Louis XIV, toujours très soigné de sa personne et qui aimait l'élégance, une répulsion instinctive contre Vendôme. C'étaient ses habitudes de malpropreté repoussante dont on n'ose rapporter, même en

(1) Œuvres de Chaulieu. Édition de 1774, p. 16. Ode à la duchesse de Bouillon.

citant Saint-Simon, les dégoûtans détails, « car au lit il ne se contraignoit de rien. » Et non seulement Vendôme se complaisait dans cette malpropreté, mais il s'en vantait, soutenant, comme il fit un jour à la princesse de Conti, « la personne la plus propre du monde et la plus recherchée dans sa propreté, que tout le monde en usoit de même, mais n'avoit pas la bonne foi d'en convenir comme lui. » Les audiences qu'il donnait sur sa chaise percée et les spectacles successifs qu'il y donnait cyniquement sont demeurés célèbres. Sa personne n'était pas moins malpropre que ses habitudes, et ses vêtemens toujours souillés de tabac. Louis XIV, qui en détestait l'odeur, au point d'en interdire l'usage à Monseigneur lui-même, n'y trouvait cependant rien à dire, et supportait de Vendôme ce qu'il ne supportait pas de son fils.

Il est juste de reconnaître que Vendôme rachetait ses vices et ses défauts par des qualités brillantes. Il avait, Saint-Simon lui-même en convient, « un visage fort noble et l'air haut, de la grâce naturelle dans le maintien et dans la parole, beaucoup d'esprit naturel qu'il n'avoit jamais cultivé, une énonciation facile, soutenue d'une hardiesse naturelle,... beaucoup de connaissance du monde et de la Cour (1). » Mais il n'avoit pas seulement hérité cette grâce naturelle à la fois d'Henri IV et de la belle Gabrielle, et il ne se bornait pas à se montrer, quand il le voulait, un homme de cour accompli. Il était aussi homme de guerre, et il avait des parties de génie. Là encore ses défauts de nature nuisaient à ses qualités militaires. Paresseux, rien n'était difficile comme de lui faire abandonner un cantonnement où il avait trouvé ses aises et décamper dès le matin. *La fraîcheur de M. de Vendôme* était une expression qui avait cours à l'armée pour dire qu'il ne faisait jamais marcher ses troupes que l'après-midi et jusqu'à la tombée de la nuit. Imprévoyant, il ne prenait pas soin de se garder, et se laissait volontiers surprendre. Mais, une fois l'action engagée, par la justesse de son coup d'œil, par la promptitude de ses décisions, par l'ardeur et l'à-propos avec lesquels il se jetait au milieu de la mêlée, il savait rétablir les affaires et changer en victoire une défaite menaçante. Personnellement il avait les plus brillans états de services, et il avait passé par tous les grades jusqu'à celui de lieutenant général. A Steinkerque, il avait contribué par trois charges sanglantes à

(1) Saint-Simon, édition Boislisle, t. XIII, p. 280.

rejeter les Anglais dans les défilés par où ils étaient venus. A la Marseille, il commandait la gauche sous Catinat. En 1697, il avait pris Barcelone. A Cassano, les troupes de son frère ayant été surprises, il était accouru se mettre à leur tête, et, au témoignage de Saint-Hilaire, « les fit charger avec tant de valeur qu'ils défirent l'ennemi en cette partie. Il eut son cheval tué sous lui, et, un soldat ennemi l'ayant couché en joue, il ne fut sauvé que par son capitaine des gardes, Cotteron, qui se jeta au devant du mousqueton et reçut le coup au travers du corps (1). » Son exemple était contagieux et sa valeur communicative. A Luzzara, il était au plus épais de la mêlée, lorsque, apercevant son secrétaire Campistron, l'auteur dramatique, il lui dit : « Campistron, que faites-vous ici ? » et Campistron de répondre : « Monseigneur voulez-vous vous en aller ? » Dans toutes ces affaires, Vendôme affectait de porter un panache blanc, comme le héros d'Ivry. La comparaison s'imposait, et M^{me} de Maintenon, qui ne l'aimait pas, ne pouvait cependant se retenir d'écrire à la princesse des Ursins, au lendemain de Cassano : « Je trouve que M. de Saint-Fremont (qui avait envoyé un récit détaillé de la bataille) a raison de croire qu'il voyait Henri IV ralliant ses troupes, parlant comme il faisait aux soldats, et leur montrant l'exemple de la valeur qu'ils suivaient si bien (2). »

Dans les temps malheureux, les généraux qui n'ont jamais subi de revers deviennent rapidement populaires, et la foule leur prête volontiers plus de génie qu'ils n'en ont. Tel était le cas pour Vendôme, en qui le prince Eugène avait trouvé un digne adversaire. En le désignant l'année précédente pour prendre le commandement de l'armée de Flandre, Louis XIV n'avait pas fait autre chose qu'obéir à la voix populaire et suivre le conseil que lui donnait, au milieu de beaucoup d'autres avis ironiques, une chanson qui se fredonnait à voix basse :

Voyez combien nostre illustre Vendosmé
Vous a déjà remporté de combats,
Si vous voulez sauver vostre royaume
Vostre sang seul peut marcher sur vos pas (3).

Les soldats, à qui il savait parler, l'adoraient, et peut-être le

(1) Saint-Hilaire, *Mémoires*, t. III, p. 194.

(2) Lettres de M^{me} de Maintenon et de la princesse des Ursins, t. III, p. 219, 41 septembre 1705.

(3) Bibliothèque nationale, *le Chansonnier français*, t. XI, p. 398.

relâchement qu'il avait laissé s'introduire dans la discipline de son armée était-il pour quelque chose dans cette popularité. Mais, en habile homme, il avait su se ménager la faveur des gens de lettres qu'il payait, et qui le remboursaient en flatteries. La Fontaine, à qui il faisait une pension de 600 livres, lui adressait des épîtres qu'on voudrait écrites sur un ton plus digne. La Fare, Chaulieu, le célébraient à l'envi. Les poètes n'étaient pas seuls à l'entourer. Le Temple était également hospitalier aux gens de théâtre, Campistron, Palaprat, Brueys, et ce monde de lettres étendait loin son influence. Nous dirions aujourd'hui qu'il avait la presse pour lui. Aussi l'opinion publique s'était-elle peu à peu engouée de Vendôme à un degré incroyable. Lorsque, en 1706, après le désastre de Ramillies, il fut autorisé à quitter pour quelques jours le commandement qu'il exerçait en Italie, son arrivée à Marly fit événement. « Ce fut une rumeur épouvantable, dit Saint-Simon, que cette fois on peut en croire sur parole : les galopins, les porteurs de chaise, tous les valets de la Cour quittèrent tout pour environner sa chaise de poste. A peine monté dans sa chambre, tout y courut. Les princes du sang, si piqués de sa préférence sur eux à servir et de bien d'autres choses, y arrivèrent tout les premiers. On peut juger si les deux bâtards (le Duc du Maine et le Comte de Toulouse) s'y firent attendre. Les ministres accoururent, et tellement tout le courtisan qu'il ne resta dans le salon que les dames. Pour moi, ajoute fièrement Saint-Simon, je demeurai spectateur et n'allai point adorer l'idole. » Le Roi le fit demander, alla au-devant de lui, et l'embrassa à plusieurs reprises. C'était à qui lui donnerait des fêtes où l'on se précipitait; mais rien n'égalait l'empressement du populaire, lorsqu'il se rendit d'Anet à Paris pour assister à la représentation de *Roland*, que l'Opéra donna tout exprès pour lui. « Les places des loges et de l'amphithéâtre se trouvèrent toutes retenues huit jours auparavant, disent les Mémoires de Sourches (1), tant on avoit envie de le voir; le parterre ne put contenir la moitié des gens qui y vouloient entrer, et, dès qu'il parut à sa place, tout le monde se mit à battre des mains et à crier : « *Vive Vendôme!* » jusqu'à ce que l'Opéra commençât; après la fin duquel les mêmes : « *Vive Vendôme* » recommencèrent, et, s'il étoit toujours demeuré dans la loge, personne ne

(1) Sourches, t. X, p. 249.

seroit sorti de l'Opéra. » Sa popularité se traduisait par des vers ou des chansons :

Prince qui faites les délices
Et de l'armée et de la cour,
Du vieux soldat et des milices
Et de toute la gent qu'assemble le tambour.

disait La Fontaine, et les chansonniers répétaient à leur tour :

Le fils de Gabrielle
Arrive dans ces lieux.
Une gloire immortelle
Le rend égal aux dieux.
Les cœurs à son passage
Volent aujourd'hui,
Et c'est le seul hommage
Digne de lui (1).

Un plus modeste aurait pu être enivré de cette faveur de la Cour, de l'armée et du peuple. La hauteur naturelle de Vendôme s'en accrut au point qu'ayant toujours émis la prétention, bien qu'il fût seulement lieutenant général, de commander aux maréchaux en sa qualité de prince légitimé et y ayant quelquefois réussi, il refusa la patente de maréchal général des camps et armées du Roi, qui n'avait été conférée à personne depuis Turenne, parce que, dans cette patente, il n'était pas fait allusion à sa naissance. Mais comme, avant de quitter l'Italie, il avait eu une brillante affaire à Calcinato, comme, durant la première année de son commandement en Flandre, il avait, sans remporter grands avantages, contenu les ennemis, comme il n'avait jamais subi de défaites, le commandement en chef de la plus forte armée que la France eût rassemblée depuis longtemps devait paraître à sa présomption une récompense bien méritée, et on aurait pu aisément prévoir qu'il le prendrait de haut avec un jeune prince, plein de bonne volonté, mais sans expérience militaire, sous les ordres duquel, nominalelement au moins, il allait se trouver. Cette association, qui devait si mal réussir, aurait été cependant sollicitée par lui, s'il faut tenir pour exact ce propos de sa tante, la duchesse de Bouillon, que rapporte un de ses familiers, le chevalier de Bellerive (2) : « Vous avez demandé des

(1) Bibliothèque nationale, *Le Chansonnier français*, t. XI, p. 490.

(2) Le chevalier de Bellerive servit sous les ordres de Vendôme en Espagne, durant la campagne de 1710. En 1714, après la mort de Vendôme, il fit paraître

princes. Vous aurez lieu de vous en repentir, car vous éprouverez que tout ce que vous aurez déterminé avec M. le Duc de Bourgogne sera détruit plus tard à son petit coucher (1). » Mais on peut mettre en doute l'exactitude du propos, comme au reste plus d'une assertion de Bellerive, car on ne voit pas ce que Vendôme avait à gagner à cette association, dont le seul résultat pouvait être de lui enlever une partie de la gloire qu'il comptait acquérir.

Il est plus probable, au contraire, que l'idée vint de Louis XIV, et qu'il crut faire merveille en mettant Vendôme à côté du Duc de Bourgogne, le Duc de Bourgogne à côté de Vendôme, chacun des deux devant compléter l'autre : Vendôme était audacieux, le Duc de Bourgogne circonspect ; la circonspection de l'un tempérerait l'audace de l'autre ; Vendôme était peu regardant à la discipline des troupes ; le Duc de Bourgogne y était peut-être trop strict ; la juste sévérité du second corrigerait la trop grande indulgence du premier, et il en serait ainsi des défauts et des qualités de chacun des deux, qu'il espérait voir se fondre dans une heureuse moyenne. Un triste lendemain n'allait pas tarder à montrer combien le calcul était trompeur. Mais, dès la veille, ce qu'il avait de périlleux n'échappait pas aux esprits sagaces. Déjà, dix années auparavant, Fénelon avait signalé les périls de cette association : « Je ne voudrais, disait-il, mettre M. de Vendôme ni avec le roi d'Espagne ni avec M. le Duc de Bourgogne. Outre qu'il est trop dangereux sur les mœurs et sur la religion, de plus c'est un esprit roide, opiniâtre et hasardeux (2) ; » et, d'une lettre écrite par lui à la fin de la campagne de 1708, on devine qu'il regrettait qu'après du Duc de Bourgogne on n'eût pu mettre Catinat, tout vieilli qu'il fût (3).

Il y avait à la Cour quelqu'un de non moins attaché au Duc de Bourgogne et de non moins sage que Fénelon : c'était Saint-

un volume intitulé *Histoire des dernières campagnes de S. A. R. le Duc de Vendôme*, qui ne contient en effet que le récit des dernières campagnes de Vendôme en Espagne. Mais il a laissé huit volumes de manuscrits qui sont aujourd'hui déposés à la Bibliothèque nationale (manuscrits français, n^{os} 14169 à 14174, 14177 et 14178) et qui contiennent la transcription presque intégrale de la correspondance de Vendôme et le récit de ses principales campagnes. Nous en avons déjà tiré quelques citations. M. de Boislisle, dans le seizième volume de son *Saint-Simon*, qui vient de paraître, a reproduit presque *in extenso* le récit très passionné et partial en faveur de Vendôme que Bellerive a fait de la campagne de 1708. Nous nous en référons pour les citations à la publication de M. de Boislisle.

(1) Saint-Simon, édition Boislisle, t. XVI, p. 545.

(2) Fénelon, *Œuvres complètes*, édition de Saint-Sulpice, t. VII, p. 158.

(3) *Ibid.*, p. 285.

Simon, et, s'il est permis de supposer qu'il a donné à ses prévisions, si tristement justifiées par l'expérience, un peu plus de précision qu'elles n'en eurent sur le moment même, cependant on ne saurait lui refuser d'avoir fait montre dans cette circonstance d'une beaucoup plus grande clairvoyance qu'un ami non moins fidèle du duc de Bourgogne, son ancien gouverneur Beauvilliers.

Ce fut à Beauvilliers en effet que Saint-Simon s'ouvrit de ses appréhensions. Nous suivrons son récit. Ayant appris par un rapport de valets qu'on préparait les équipages de guerre du Duc de Bourgogne, avant que le départ du jeune prince pour les Flandres n'eût été officiellement annoncé, il profita de son séjour à Marly, où il se trouvait en même temps que Beauvilliers, pour s'en ouvrir à lui. Un des derniers soirs d'avril, comme il faisait fort beau, Beauvilliers, qui avait envie de causer avec lui, l'emmena jusqu'au bas du jardin, auprès de l'Abreuvoir, où, tout étant découvert, on était sûr de n'être pas écouté (précaution qui, à la Cour, ne laissait pas d'être utile). Là, Beauvilliers lui confirma l'envoi du Duc de Bourgogne en Flandre pour y servir avec Vendôme, et se mit « à en enfilier les raisons en détail : » importance de donner une nouvelle vigueur aux troupes par la présence de l'héritier nécessaire; utilité de profiter de tout ce que ce prince avait montré dans ses deux uniques campagnes de goût et de talent pour la guerre; enfin « urgence de réprimer la licence qui étoit montée en Flandre, et par ceux-là mêmes qui la devoient le plus empêcher, à un point qu'il n'y avoit plus de remède à y espérer que dans l'autorité du prince. » « Il n'y a que lui, ajouta Beauvilliers, dont l'autorité puisse animer la paresse de M. de Vendôme, émousser son opiniâtreté, l'obliger à prendre les précautions dont la négligence a coûté si souvent si cher, et a pensé si souvent tout perdre. » Et comme Saint-Simon, qui étoit tombé d'accord des premières raisons, se récriait à ces mots, et assurait que ce serait la perte du Duc de Bourgogne, Beauvilliers le pressant de s'expliquer, il répondit en traçant en traits de flamme un portrait des deux personnages qu'il s'agissait de faire marcher côte à côte : « l'un, dévot, timide, mesuré à l'excès, renfermé, raisonnant, pesant et compassant toutes choses, vif néanmoins et absolu, mais, avec tout son esprit, simple, retenu, considéré, craignant le mal et de former des soupçons, se reposant sur le vrai et le bon, connoissant peu ceux à qui il avoit affaire, quelquefois incertain, or-

dinairement distrait, et trop porté aux minuties; l'autre, au contraire, hardi, audacieux, avantageux, impudent, méprisant tout, abondant en son sens avec une confiance dont nulle expérience ne l'avoit pu déprendre, incapable de contrainte, de retenue, de respect, surtout de joug, orgueilleux au comble en toutes les sortes de genres, âcre et intraitable à la dispute, et hors d'espérance de pouvoir être ramené sur rien, accoutumé à régner, ennemi jusqu'à l'injure de toute espèce de contradiction, toujours singulier dans ses avis, et fort souvent étrange, impatient à l'excès de plus grand que lui. »

Prévoyant ensuite les conflits que ne pouvait manquer de faire naître l'opposition de ces deux natures, il prédisait « que le plus fort perdrait le plus faible, et que ce plus fort seroit Vendôme, que nul frein, nulle crainte ne retiendrait;... que le vice incompatible avec la vertu rendroit la vertu méprisable sur ce théâtre de vices; que l'expérience accableroit la jeunesse, que la hardiesse dompteroit la timidité, que l'asile par la licence et l'asile par art pour se faire adorer en rendroit odieux le jeune censeur... que l'armée, si accoutumée au crédit et au pouvoir de l'un et à l'impuissance de l'autre, abandonneroit en foule celui dont rien n'étoit à espérer ni à craindre pour s'attacher à celui dont l'audace seroit sans bornes et dont la crainte avoit tenue glacée toute l'encre de l'Italie, tant qu'il y avoit été. » « Vous verrez, dit-il en concluant, M. de Vendôme en sortir glorieux, et Mgr le Duc de Bourgogne perdu, et perdu à la Cour, en France et dans toute l'Europe (1). »

Ces raisons n'ébranlèrent point Beauvilliers, qui en conçut même un peu d'irritation contre Saint-Simon. D'ailleurs, il étoit trop tard, et, quelques jours après cette conversation, les choix étoient publiquement déclarés. Mais, du silence prudent gardé par Dangeau et par Sourches, on peut conclure que la confiance que ces choix inspiraient à Beauvilliers ne fut point généralement partagée. Quant aux ennemis, nous savons aujourd'hui qu'ils s'en réjouirent : « J'ai dans l'idée, écrivait à Marlborough le ministre anglais Godolphin, que le Duc de Bourgogne et le reste des princes français qui l'accompagnent seront plutôt un fardeau et un embarras pour M. de Vendôme, et pas du tout un avantage. Sur ce point, je suis d'accord avec vous (2). » L'avé-

(1) Saint-Simon, édition Boislisle, t. XVI, p. 6 et suiv.

(2) *Memoirs of John Duke of Marlborough* by William Coxe, t. II, p. 445.

nir ne devait donner que trop raison à la duchesse de Bouillon, à Saint-Simon et à Godolphin, contre l'honnête Beauvilliers.

III

Entre le 30 avril et le 14 mai, jour fixé à l'avance pour son départ, le Duc de Bourgogne ne perdit point son temps. Il eut plusieurs conférences avec Bergeyck, ancien gouverneur des Pays-Bas, au nom du roi d'Espagne, et Puységur, son ancien gentilhomme de la manche, qui commandait depuis longtemps en Flandre, qu'on fit venir pour l'occasion et qu'il devait y retrouver. C'était là un bon compagnon et un utile conseil pour le jeune prince, car il connaissait particulièrement bien le pays où le Duc de Bourgogne allait opérer. On n'en saurait dire autant du marquis d'O et du comte de Gamaches, qui, l'année précédente, avaient été désignés pour l'accompagner, quand il fut sur le point de partir pour la Provence et dont la désignation avait été maintenue. Suivant Bellerive, « la Duchesse de Bourgogne et la dame Maintenon avoient déjà formé une conspiration de ceux qu'on donna pour conseillers au Duc de Bourgogne, » et, après avoir reconnu « que Puységur avoit infiniment plus d'esprit que les deux autres, » il ajoute : « On ose dire, sans craindre de blesser la réputation de ces trois particuliers, qu'ils étoient plus propres à faire planter des arbres, tondre des buis et ramer des pois de leurs héritages qu'à servir de conseillers au Duc de Bourgogne (1). » Ce jugement, qui sent la rancune, est cependant confirmé par celui de Saint-Simon, au moins sur le marquis d'O. « C'étoit, dit-il, un grand homme froid, sans autre esprit que du manège et d'en imposer aux sots par un silence dédaigneux ; une mine et une contenance grave et austère, tout le maintien important, dévot de profession ouverte ; assidu aux offices de la chapelle, où, dans d'autres temps, on le voyoit encore en prières, » et il ajoute : « On l'auroit si bien pris pour un pharisien, il en avoit si bien l'air, l'austérité, les manières, que j'étois toujours tenté de lui couper son habit en franges par derrière (2). »

Quant à Gamaches, « c'était un brave et honnête gentilhomme

(1) Saint-Simon, édition Boislisle, t. XVI. *Appendice*, p. 544.

(2) Saint-Simon, édition Boislisle, t. III, p. 404. On sait que les pharisiens affectaient de porter de longues franges à leurs vêtements.

qui buvoit bien et ne savoit rien au delà (1). » Il y avait bien encore, auprès des princes, Rasily, qui avait été désigné pour accompagner le Duc de Berry. Mais il avait été élevé pour l'Église et faisait à la lettre sa première campagne. On ne saurait donc reprocher à Saint-Simon de parler « du plus que pitoyable accompagnement de ces princes » et de dire « qu'un particulier auroit le soin de mieux accompagner ses fils. » La critique de Saint-Simon est d'autant plus juste que le Duc de Bourgogne ne pouvait pas davantage compter comme conseil sur le maréchal de Matignon, qui avait été désigné pour commander en troisième parce que, seul de tous les maréchaux, il acceptait de prendre l'ordre de Vendôme, et dont, suivant l'expression de Saint-Simon, « le bâton étoit léger. » Il y avait là, de la part de Louis XIV, vis-à-vis d'un héritier qu'il aimait et qui allait jouer une aussi grosse partie, une singulière incurie, ou plutôt une méconnaissance des hommes et de leurs aptitudes qui ne devait marquer que trop souvent la fin de son règne, et il faut reconnaître qu'autant par l'association de Vendôme au Duc de Bourgogne que par ces choix inconsidérés, une grande part de responsabilité lui revient dans le mauvais succès de cette campagne.

Une chose plus utile encore au Duc de Bourgogne que des conversations même avec un militaire aussi expérimenté que Puységur et un homme connaissant aussi bien les Pays-Bas que Bergeyck, aurait été des conférences suivies avec Vendôme, où ils seraient tombés d'accord d'un plan à suivre. Mais il n'était pas facile d'obtenir pareille assiduité d'un aussi grand paresseux que Vendôme. Après huit jours passés à Marly, où il travailla tantôt avec Chamillart chez le Duc de Bourgogne, tantôt avec le Roi chez M^{me} de Maintenon, il n'y eut pas moyen de le retenir, et il s'en fut à Clichy, chez le financier Crozat, qui y avait une fort belle maison, pour s'y divertir. Cependant les conférences avaient continué à Versailles. Chamlay, l'ancien collaborateur de Louvois, y avait été adjoint. Lorsque ces conférences furent terminées, le Roi prit le parti d'envoyer à Clichy Bergeyck, Puységur et Chamlay, pour informer au moins Vendôme de ce qui avait été arrêté. « Ils le trouvèrent, dit Saint-Simon, dans le salon de la maison de Crozat, au milieu d'une nombreuse et fort médiocre compa-

(1) Saint-Simon, édition Boislisle, t. VI, p. 357.

gnie, qui se promenoit les mains derrière son dos. Il fut à eux et leur demanda ce qui les amenoit; ils lui dirent que le Roi les envoyoit vers lui. Sans les tirer seulement vers une fenêtre et sans bouger de la même place, il se fit expliquer à voix basse de quoi il s'agissoit. La réponse du héros fut courte : il leur dit tout haut qu'il seroit sur la frontière presque aussitôt que Bergeyck à Mons; que, sur les lieux, il travailleroit avec plus de justesse; et, avec une demi-révérence et une pirouette, il alla rejoindre sa compagnie, qui s'étoit éloignée par discrétion. » Lorsque le fait lui fut conté, Louis XIV « ne put se contenir de laisser échapper un geste qui fit connaître ce qu'il pensoit, mais ce fut tout (1). »

Cependant le Duc de Bourgogne continuait à s'occuper consciencieusement des préparatifs de son départ. Il allait inspecter ses équipages, qu'une mesure d'économie avait fait réduire d'un tiers par rapport à ceux de sa campagne précédente. Le 5 mai, le Roi avait désigné pour servir auprès de lui six aides de camp dont le marquis de Brancas, le marquis de Clermont, le chevalier de l'Aigle, tous bons officiers. Le dimanche 13, veille du jour de son départ, il permit à toutes les dames d'« aller prendre congé de lui dans son appartement » et, ajoute Dangeau, « il les baisa toutes en leur disant adieu. » Le 14 au matin, il assista à la messe, qui se trouva être une messe de *Requiem* dite pour l'anniversaire de la mort de Louis XIII. La cérémonie fut triste, et l'on s'étonna entre courtisans que le Roi, assez superstitieux, eût choisi ce jour-là pour le départ de son petit-fils. Tous deux, après le Conseil, demeurèrent quelque temps enfermés ensemble; puis le Duc de Bourgogne passa chez sa femme. « La séparation fut fort tendre de part et d'autre, » dit brièvement Dangeau (2). Le rédacteur du *Mercure* est plus proluxe : « Je ne diray rien des adieux de ce prince à Madame la Duchesse de Bourgogne. Ce sont des mystères qui sont réservés à l'amour; mais je diray seulement que la manière dont cette princesse parut touchée après le départ de son auguste époux fit connoître à toute la Cour la douleur dont elle étoit pénétrée et la tendresse qu'elle

(1) Bellerive, dans son récit, représente autrement les choses. Mais Sourches, qui ne poursuit pas Vendôme de la même haine que Saint-Simon, rapporte ce propos de Vendôme à Bergeyck : « Monsieur, je suis venu ici pour me reposer et non pour parler d'affaires; nous verrons quand nous serons sur les lieux. » Il n'y a donc pas lieu de révoquer en doute l'anecdote où Vendôme se peint au naturel.

(2) Dangeau, tome XII, p. 437.

ressentoit pour ce prince. » Il semble, d'après le *Mercur*, que la Duchesse de Bourgogne ait pleuré. Quant à lui, au contraire, « il seroit difficile d'exprimer la joye que son départ faisoit paroître sur son visage. Il y avoit longtemps qu'il aspirait après un pareil voyage. Aussi peut-on dire qu'il est party en volant où il estoit appelé par la gloire (1). »

A l'une des premières étapes de cette route qui ne devait malheureusement pas le conduire à la gloire, une grande joie attendait le Duc de Bourgogne. Cambrai était sur son chemin direct. En 1702, il lui avait été permis de s'y arrêter, on se souvient sous quelles conditions (2). Il est probable, bien que nous ne le sachions pas positivement, que même permission lui fut accordée et mêmes conditions imposées. Cela ressort de la lettre que le Duc de Bourgogne écrivait à Fénelon, de Senlis où il avait couché, après s'être arrêté à Chantilly pour goûter à une collation que M. le Duc lui avait offerte dans le parc. « Je suis ravi, mon cher archevêque, que la campagne que je vais faire en Flandre me donne lieu de vous embrasser et de vous renouveler moi-même les assurances de la tendre amitié que je conserverai pour vous toute ma vie. S'il m'avoit été possible, je me serois fait un plaisir d'aller coucher chez vous; mais vous savez qu'il y a des raisons qui m'obligent à garder des mesures, et je crois que vous ne vous en formaliserez point. Je serai demain à Cambrai sur les neuf heures; j'y mangerai un morceau à la poste, et je monterai ensuite à cheval pour me rendre à Valenciennes. J'espère vous y voir, et vous y entretenir sur diverses choses. Si je ne vous donne pas souvent de mes nouvelles, vous croyez bien que ce n'est pas par manque d'amitié et de reconnaissance : elle est assurément telle qu'elle doit être (3). »

L'entrevue annoncée eut lieu effectivement dans une auberge dont les érudits du pays ont su découvrir le nom et l'emplacement. Elle s'appelait l'auberge de Dunkerque, et était située vis-à-vis de l'église Saint-Gery (4). Le Duc de Bourgogne s'y arrêta pour dîner, c'est-à-dire vers midi, et il y trouva l'arche-

(1) *Mercur* de Mars, 1708, p. 395. Bellerive, dans son récit, prête à Louis XIV et au Duc de Bourgogne deux pompeux discours qui sont évidemment de son invention.

(2) Voyez la *Revue* du 1^{er} juin 1904.

(3) *Œuvres de Fénelon*, édition de Saint-Sulpice, t. VII, p. 264.

(4) *Dictionnaire historique de la ville de Dunkerque*, p. 124. Cette auberge n'existe plus aujourd'hui.

vêque qui l'attendait avec tout ce qui était à Cambrai. « Le jeune prince, continue Saint-Simon, embrassa tendrement son précepteur à plusieurs reprises ; il lui dit tout haut qu'il n'oublieroit jamais les grandes obligations qu'il lui avoit, et sans jamais se parler bas (ils se parlèrent bas, dit-il au contraire ailleurs), il ne parla presque qu'à lui, et le feu de ses regards lancés dans les yeux de l'archevêque, qui suppléèrent à tout ce que le Roi avoit interdit, avoit une éloquence avec ses premières paroles à l'archevêque qui enleva tous les spectateurs (1). » Que l'ancien précepteur et l'ancien élève se soient parlé bas ou non, ce n'est qu'un détail ; ce qui est certain, c'est que cette courte entrevue et les propos échangés redoublèrent entre eux la confiance réciproque. On en a la preuve par une nouvelle et cette fois longue épître que, de Valenciennes, le Duc de Bourgogne adressait quelques jours après à Fénelon. Après lui avoir accusé réception d'une lettre qui lui avait été rendue « en particulier » et lui avoir dit qu'il lui rendait réponse par la même voie, en l'engageant « à s'en servir toutes les fois qu'il le jugeroit à propos, » il continue : « Je suis charmé des avis que vous me donnez dans la seconde partie de votre lettre, et je vous conjure de les renouveler toutes les fois qu'il vous plaira. Il me paroît, Dieu merci, que j'ai une partie des sentimens que vous m'y inspirez, et que, me faisant connoître ceux qui me manquent, Dieu me donnera la force de tout accomplir, et d'user des remèdes que vous me prescrivez. Il me paroît que, pour ne guère nous voir, vous ne me connoissez pas mal encore. Quant à l'article qui regarde les Jansénistes, j'espère, par la grâce de Dieu, non pas telle qu'ils l'entendent, mais telle que la connoît l'Église catholique, que je ne tomberai jamais dans les pièges qu'ils voudront me dresser. Je connois le fond de leur doctrine, et je sais qu'elle est plus calviniste que catholique. Je sais qu'ils écrivent avec esprit et justesse ; je sais qu'ils font profession d'une morale sévère, et qu'ils attaquent fortement la relâchée ; mais je sais en même temps qu'ils ne la pratiquent pas toujours. Vous en connoissez les exemples, qui ne sont que trop fréquens. J'aurai une attention très particulière à ce qui regarde les églises et les maisons des pasteurs : c'est un point essentiel, et je garderai sur ces points une exacte sévérité. Continuez vos prières, je vous en supplie :

(1) Saint-Simon, édition Boislisle, t. XVI, p. 433 et *Écrits inédits*, t. IV, p. 459.

j'en ai plus besoin que jamais. Unissez-les aux miennes, ou plutôt je les unirai aux vôtres; car je sais qu'en pareil cas l'évêque est au-dessus du prince. Vous faites très sagement de ne point venir ici, et vous en pouvez juger par ce que je n'ai point été coucher à Cambrai. J'y aurois été assurément sans les raisons décisives qui m'en ont empêché. Sans cela, j'aurois été ravi de vous voir ici pendant le séjour que j'y fais, et de vous y entretenir sur beaucoup de matières, où vous auriez été plus capable que personne de m'éclaircir et de me donner conseil. Vous savez l'amitié que j'ai toujours eue pour vous, et que je vous ai rendu justice au milieu de tout ce dont on vous accusoit injustement. Soyez persuadé que rien ne sera capable de la diminuer, et qu'elle durera autant que ma vie (1). »

Nous dirons comment Fénelon répondit à cet appel, et quels avis, tantôt affectueux, tantôt sévères, mais toujours judicieux, le Duc de Bourgogne ne cessa de recevoir de lui pendant toute la durée de la campagne qui allait s'ouvrir. Mais nous voyons déjà dans quelles dispositions d'esprit le Duc de Bourgogne partait en guerre, combien les questions théologiques continuaient de le préoccuper, et avec quelle humilité il mettait son espoir beaucoup plus dans ses prières que dans ses talens.

A Valenciennes, le Duc de Bourgogne avait retrouvé Vendôme, qui de Mons était venu au-devant de lui. Le Duc de Berry et le fils de Jacques II, qui se cachait sous le nom de chevalier de Saint-Georges, l'y rejoignirent. L'armée, dispersée dans ses quartiers d'hiver, était rassemblée le 23; le Duc de Bourgogne la passait en revue le 26, et, dit Dangeau, « il en fut fort content. » Le lendemain, elle s'ébranlait et entraînait en campagne. Comme nous n'écrivons ici ni une histoire militaire, ni la vie d'un grand capitaine, nous n'en suivrons pas la marche jour par jour et pas à pas. Nous nous bornerons à mettre en lumière le rôle que le Duc de Bourgogne joua dans les opérations, et à dégager les incidens qui ne tardèrent pas à mettre en conflit les deux hommes dont nous avons décrit le caractère si opposé. Ce sera l'objet d'une très prochaine étude.

HAUSSONVILLE.

(1) Œuvres de Fénelon, édition de Saint-Sulpice, t. VII.

LES EAUX

A LONDRES ET A PARIS

L'approvisionnement des gigantesques agglomérations qui constituent les grandes métropoles modernes devient chaque année plus difficile. Pour l'alimentation en eau, dès que la population augmente, que la superficie habitée s'étend, le problème se complique d'autant plus que la population urbaine gaspille l'eau sans souci des efforts accomplis pour lui procurer, à tout moment, le volume nécessaire d'eau limpide et fraîche, exempte de germes dangereux.

Les Parisiens d'aujourd'hui ont conservé la vieille manie qu'avaient déjà leurs ancêtres, de dénigrer, sans jamais l'avoir étudié, ce qui se fait chez eux, et d'exalter, souvent sans le connaître davantage, ce qui se fait chez leurs voisins.

L'exposé du fonctionnement du service des eaux à Londres et à Paris, en facilitant la comparaison des résultats obtenus dans les deux plus grandes capitales de l'Europe, démontrera que, sous ce rapport tout au moins, Paris n'a rien à envier. Il permettra d'admirer comme il convient l'œuvre de Belgrand, continuée, — pour ne citer que les disparus parmi les bons serviteurs de Paris, — par Alphand, Couche, Durand-Claye et Humblot; œuvre considérable, mais encore inachevée.

1. — LONDRES

Le développement de Londres, comme l'a justement dit Couche, l'ingénieur chargé à la mort de Belgrand du service des eaux de Paris, a dépendu directement des moyens dont on y a disposé pour distribuer l'eau.

Tout d'abord la ville est prisonnière le long de la Tamise, dans la zone étroite qui repose sur un sous-sol d'alluvions perméables au-dessus d'une nappe capable d'alimenter des puits. Londres, dans cette période, s'allonge sans pouvoir s'élargir, car, du côté Nord, les argiles compactes, où manque l'eau, opposent à son expansion une barrière qui reste infranchissable jusqu'à ce qu'on ait réussi, au *xvii^e* siècle, à amener l'eau d'une source relativement éloignée.

Dans la première partie du *xviii^e* siècle, la machine à vapeur, encore dans l'enfance, mais plus puissante cependant que la machine hydraulique, rend cet obstacle moins absolu. Une première « pompe à feu » est établie à Chelsea, et Londres s'élargit partout où le sol, ne se relevant que faiblement, permet de distribuer l'eau ainsi obtenue.

En amont du coude de la Tamise, Londres a gagné, vers 1750, dans le sens perpendiculaire au fleuve, c'est-à-dire vers le N.-O., le point qui forme aujourd'hui l'angle extrême d'Hyde-Park. Mais, au Nord, où les déclivités du sol sont plus prononcées, l'extension reste faible; la zone habitée s'arrête à peu près à la ligne d'Oxford Street et d'Holborn. C'est que ni la pompe à feu, machine encore rudimentaire, ni la canalisation d'alors, faite en bois, ne permettaient d'envoyer l'eau sur des points plus élevés ou plus éloignés.

Mais, grâce à Watt, la machine à vapeur devient réellement puissante et cela précisément au moment où les progrès de la métallurgie permettent de produire des tuyaux de fonte. Londres établit alors de véritables usines élévatoires et substitue la canalisation en fonte aux tuyaux de bois.

L'obstacle est désormais vaincu : l'eau peut être distribuée dans un secteur de plus en plus étendu et la ville prend son essor pour arriver au gigantesque développement actuel, qui semble devoir se continuer encore sans qu'on puisse lui assigner de limites prochaines.

Mais ce service de l'eau n'a pas été centralisé.

Quand le Parlement britannique, au commencement du *xviii^e* siècle, se saisit de la question de l'alimentation en eau de la capitale de l'Angleterre, il imagina une organisation municipale du service des eaux. Mais l'autorité communale de cette époque, la corporation de la cité de Londres, n'exploita pas le privilège qui lui fut alors légalement conféré. Elle le transféra

aux fameux « aventuriers » qui entouraient Jacques I^{er} et qui formèrent la *New River Company*. D'autres compagnies d'eaux se constituèrent au fur et à mesure de l'extension de Londres; elles alimentèrent, à peu près sans contrôle, les habitants jusqu'à l'épidémie terrible de choléra de 1849, au cours de laquelle on dénonça l'eau puisée dans la Tamise, entre Battersea et le pont de Waterloo, comme suspecte de véhiculer la maladie. Une grande activité parlementaire pour réglementer le service des eaux succéda alors au laisser faire primitif, et, des enquêtes menées par les comités du Parlement, sortirent différentes lois, sanctionnant le principe du contrôle technique et financier des compagnies, et prescrivant la réalisation de nouveaux approvisionnements indépendans des anciens.

La loi concernant les compagnies d'eaux, votée en 1852, en dehors des autorisations pour ces nouveaux travaux, édicta des mesures pour le filtrage, la couverture des réservoirs et prescrivit diverses autres précautions dans la prise des eaux en rivière ou leur distribution. On croyait ainsi assurer la pureté des eaux livrées à la consommation privée. Ce régime n'a guère été modifié.

Actuellement le service des eaux de Londres est assuré par huit grandes compagnies qui, bien que ne jouissant pas d'un monopole légal, possèdent un monopole de fait, et, évitant de se faire concurrence, desservent chacune un périmètre distinct, plus ou moins étendu, de Londres et de la banlieue. L'aire exploitée (350 milles carrés) est, en effet, beaucoup plus considérable que le territoire (119 milles carrés) placé sous l'autorité du Conseil de comté et qui forme l'agglomération de Londres proprement dite (1). Les huit compagnies desservent au total 6020845 personnes et 894621 maisons.

		Habitans.
1 ^o L'East London Cy desservant. . .	204 778 maisons logeant	1 452 512
2 ^o La New River Cy — . . .	168 684 —	1 222 959
3 ^o La Southwark et Wauxhall Cy desservant.	123 523 —	828 839
4 ^o La Lambeth Cy desservant. . . .	115 211 —	718 916
5 ^o La West Middlesex Cy desservant.	84 960 —	628 704
6 ^o La Kent Cy desservant.	93 673 —	560 238
7 ^o La Grand Junction Cy desservant.	65 620 —	425 217
8 ^o La Chelsea Cy desservant. . . .	38 472 —	283 460

(1) L'aire dans laquelle les compagnies ont le droit d'exploiter les eaux est de 620 milles carrés.

Retenons qu'il n'y a à Paris que 86 000 maisons et que la moyenne de la population, par maison, est de 30 à 32 habitants, et qu'elle est à Londres de 6 à 7 seulement. Ceci indique que le service des eaux est forcément plus étendu, comme distribution, à Londres qu'à Paris.

Le volume total livré en 1900 par ces diverses compagnies d'eaux a été de 76 741 974 268 gallons, soit en moyenne 35 gallons 35 par tête (1). Les recettes des huit compagnies ont atteint, en 1900, 2 358 451 £, soit 59 550 800 francs et leurs dépenses 1 037 141 £, soit 26 187 800 francs.

Le bénéfice procuré par ces livraisons d'eau atteint la somme de 33 363 000 francs, soit un peu plus de 5 fr. 50 par habitant desservi.

Le tempérament à la fois individualiste et conservateur des Anglo-Saxons se manifeste dans le système adopté par les eaux de Londres comme en beaucoup d'autres points de l'administration locale ou des lois du Royaume-Uni.

Tant que les habitants ont été à peu près bien servis par les Compagnies, ils n'ont pas réclamé d'améliorations dans le service des eaux.

Les diverses Compagnies, peu gênées par les pouvoirs publics, ne se sont guère attachées à livrer des eaux d'une qualité parfaite; elles ont eu surtout en vue, sans toujours y réussir, de servir tout le monde. Elles développèrent leur outillage et leurs réservoirs un peu au jour le jour, par juxtaposition, parce qu'elles ne s'inquiétaient pas de ce que faisaient leurs concurrentes et que personne ne s'évertua, jusqu'en 1889, date de la création d'un Conseil de comté centralisant l'administration de Londres, à combiner des mesures d'ensemble. Il en résulte qu'aujourd'hui, comme au siècle dernier, Londres tire son alimentation en eau, pour 75 pour 100, des flots opaques de la Tamise, où la marée se fait sentir bien au delà de Londres, et, pour le reste de la vallée, d'un petit affluent du fleuve, la rivière Lea, ou de puits artésiens forés dans la craie et les sables verts. Il y a maintenant 19 de ces puits artésiens au Nord de la Tamise, et 18 au Sud. Les Compagnies Grand Junction, Southwark Wauxhall, et West Middlesex pompent l'eau de la Tamise à Hampton; les Compagnies Chelsea et Lambeth ont leurs prises à West Molesey et

(1) Ou 160 litres 1/2.

la Compagnie East London à Sunbury. Cette dernière, cependant, complète son volume, en cas de nécessité, par de l'eau tirée de la Lea.

L'emprunt fait à la vallée de la Lea est double. Il comprend des eaux prises dans le lit même de la rivière et le débit d'une source (Chadwell Spring) qui émerge à 1 600 mètres en aval d'Hertford. Cette source, voisine de la Lea, et trouble aussi souvent que cette rivière, n'est probablement qu'une sorte de dérivation naturelle, analogue à celle du Loiret : elle fournit environ 200 à 230 litres par seconde. Mélangées à celles de la Lea dans un même canal d'amenée, la *New River*, ces eaux sont un peu améliorées dans leur parcours par l'adjonction d'eau des puits artésiens forés par les Compagnies.

Cette provenance ne permet d'obtenir ni la composition chimique, ni la température moyenne qui font la supériorité des eaux de source dérivées pour Paris. Depuis quelques années pourtant, sauf les eaux extraites des puits forés à travers la craie jusqu'aux sables verts, qu'on distribue à part dans certains quartiers et qui sont naturellement limpides, toutes les eaux que consomme Londres ne sont plus envoyées dans la canalisation qu'après un filtrage, qui en améliore efficacement l'aspect s'il n'en modifie pas considérablement la qualité. Ces eaux sont assez analogues, quoiqu'un peu inférieures, à celles de la Seine ou de la Marne, que les Parisiens n'agrément plus pour leur consommation.

Les Anglais réduisent au minimum l'action des pouvoirs publics, et une exploitation unique, municipalisée, ne pouvait s'établir à Londres avec le fractionnement de la ville entre une quarantaine de pouvoirs locaux. On n'a sérieusement songé à centraliser que depuis 1890.

Les habitants de Londres ont toujours paru médiocrement se soucier de la pureté très relative de leurs eaux de consommation. Cela tient sans doute à ce qu'ils boivent en réalité très peu d'eau : la boisson habituelle de la grande masse est la bière ou le thé. La population riche, qui, chez elle, dans les grands hôtels ou dans les clubs, consomme du vin, semble d'avis, comme le poète latin, que Dieu y a mis d'avance toute l'eau qu'il faut : si d'aventure elle baptise son *claret*, elle n'use que d'eau soigneusement rafraîchie et préalablement clarifiée.

Belgrand demandait à un ingénieur anglais si l'eau de Londres

était bonne : « On dit que non, » répondit ce gentleman, qui, bien qu'habitant Londres depuis cinquante ans, n'avait pas d'opinion personnelle sur la question.

L'eau de rivière est donc admise ou plutôt tolérée sans grande peine, bien que, d'après des analyses officielles, la quantité totale de matières organiques contenues dans l'eau de la Tamise, telle qu'on la distribue, reste en moyenne de 2^{me},8 par litre, avec des maxima allant jusqu'à 6 milligrammes. Les eaux de la Lea, meilleures, contiennent en moyenne par litre 2^{me},3 de matières organiques; le maximum ne dépasse pas 4^{me},4.

La pollution du fleuve est inquiétante; elle ne semble pas diminuer, bien que Londres ait, depuis plus d'un demi-siècle, le bénéfice d'une mesure désirable partout, que Paris et beaucoup d'autres villes réclament depuis 1878 avec insistance et qui est indispensable dans tous les cas où l'on boit l'eau de rivière. Dans un périmètre étendu, les communes situées en amont des prises d'alimentation de Londres sont tenues d'épurer leurs eaux usées avant de les rejeter dans le fleuve. Et l'on tient énergiquement la main à l'observation de cette sage mesure.

Mais c'est ici qu'apparaît le vice inhérent au système. La température des eaux de rivière, filtrées ou brutes, varie naturellement suivant les saisons. Aux périodes de grandes chaleurs, la température de ces eaux reste si élevée que, pour qui ne dispose pas de glace ou d'autres moyens pour la rafraîchir, elle est difficilement buvable. Alors qu'en décembre ou en janvier, l'eau délivrée à Londres ne marque que 3°,8 centigrades au-dessus de zéro, c'est-à-dire est glaciale, sa température monte souvent en juillet à 22 et 23 degrés centigrades au-dessus de zéro et se maintient, de mai à septembre, entre 14°,5 et 17°,2 centigrades.

La température de l'eau de source délivrée à Paris se maintient, en toutes saisons, entre 12°,5 centigrades au-dessus de zéro : c'est ce qui la rend si agréable au palais, et cette fraîcheur constante fait qu'elle se corrompt malaisément.

En dehors de l'inconvénient que nous venons de relever, il y a à reprocher au service des eaux de Londres son irrégularité. Les infortunés habitants des quartiers de l'Est de la métropole anglaise se voient, en été, dès que la consommation augmente notablement, privés de toute distribution d'eau, parfois pendant plusieurs jours de suite. Ces interruptions d'alimentation ont fait

adresser de nombreuses protestations au Conseil de comté de Londres, qui, depuis 1889, centralise les grandes questions de l'administration urbaine.

Il est juste de dire que l'approvisionnement régulier de plus de 6 millions d'êtres humains et de plusieurs centaines de mille chevaux ou autres animaux domestiques, espacés sur 45 000 hectares, n'est pas précisément chose simple et aisée; mais on a supporté à Londres des inégalités de service qu'on n'eût pas si longtemps tolérées en France.

La population de Londres a protesté contre les inégalités d'abondance qui font que toutes les compagnies ne fournissent pas, par tête, les mêmes quantités d'eau pour un prix analogue; qu'en été les compagnies desservant les quartiers de l'Est laissent leur clientèle absolument privée d'eau pendant de longues périodes. Elle a également protesté contre les inégalités de qualité, car telle région reçoit les eaux fraîches et agréables tirées des puits artésiens, pendant que le quartier voisin n'a que les eaux tièdes et douteuses de la Tamise.

Une transformation du système, ayant pour but la recherche de sources éloignées, notamment dans la région montueuse du pays de Galles, fut envisagée en même temps que la remise du service des eaux au Conseil de comté. Ce dernier a demandé au Parlement l'autorisation de racheter les ouvrages et les canalisations des compagnies et d'exploiter le service des eaux.

Au mois de mai 1897, le gouvernement, peu favorable en principe à cette demande, institua néanmoins une commission royale pour l'étudier. Après une laborieuse enquête, au cours de laquelle sir A. Binnie, ingénieur en chef du Conseil de comté de Londres, développa ses plans de dérivation et ses projets de réorganisation, lord Llandaff, président de la commission, proposa le rejet de cette demande, que le Parlement écarta. Toutefois il signala la nécessité d'établir entre les réservoirs, alors séparés, une canalisation permettant aux diverses compagnies de se prêter assistance pour alimenter les quartiers habituellement dépourvus aux jours d'été, ce que les compagnies ont immédiatement réalisé, car elles se sentent sérieusement menacées dans un avenir plus ou moins éloigné. En effet, la solution finale préconisée par la Commission royale, et agréée en principe par le Parlement, c'est le transfert du service des eaux de Londres à une administration publique spéciale, à créer, formée de trente

personnes au maximum, dont le président et le vice-président seraient désignés par le ministère de l'Intérieur (*Local government Board*). Cette future administration rachèterait les entreprises actuelles à l'amiable ou d'après arbitrage. Les sommes nécessaires à ce rachat et à la réorganisation du service devraient être empruntées sous forme d'obligations à 3 pour 100. Au cas où les produits ne suffiraient pas à assurer le service financier, la future entreprise devrait relever les tarifs. Cette éventualité a jeté un certain froid parmi les partisans des projets ébauchés par le Conseil de comté et l'hostilité contre les compagnies est moins vive. Sir A. Binnie, l'auteur des projets techniques, considéré par beaucoup de gens comme l'homme nécessaire au succès de la réforme, s'est retiré du service du Conseil de comté; les ingénieurs des compagnies ont amélioré leurs distributions : bref l'expropriation des sociétés actuelles semble ajournée *sine die*.

Le mode de vente de l'eau est tout à fait différent de celui de Paris. Il repose sur la fourniture à forfait d'une quantité indéterminée. Chaque maison possède un réservoir d'une capacité calculée sur le nombre des habitans et qu'on doit emplir à une heure fixée d'avance, ou bien est alimentée par un robinet libre qui coule à des heures réglementaires. Le prix n'est pas proportionnel à la quantité d'eau consommée, mais à la valeur locative de la maison ou des locaux desservis.

Les compagnies des eaux de Londres font avant tout leurs affaires, et il serait naïf de leur en faire grief. Comme elles livrent de l'eau refoulée et que le prix de l'eau refoulée varie avec la hauteur de refoulement, leurs tarifs sont différens selon le niveau moyen des quartiers et toute prise d'eau établie à plus d'une certaine hauteur au-dessus du pavé de la rue donne lieu à un supplément de taxe. Cette hauteur-limite varie entre 3 et 6 mètres suivant les compagnies, c'est-à-dire affecte le 1^{er} ou le 2^e étage. Pour les habitations petites et moyennes, le prix annuel varie entre 4 et 6 pour 100 du loyer; pour les gros loyers, à partir d'une limite, très différente d'une compagnie à l'autre (de £ 100 à £ 500), le taux *diminue* de 1 pour 100. Cette progression à rebours, qui avantage les riches consommateurs, est encore accentuée dans les quartiers hauts, par exemple à Lambeth, où la taxe varie de 7,50 pour 100 pour les loyers de 500 francs par an à 5 pour 100 pour ceux de 5000 francs et au-dessus. Enfin l'eau destinée aux water-closets, salles de bains, ou robinets de

service hauts se paye à part, mais toujours en se fondant sur le prix du loyer. Ce tarif est de 2 fr. 50 à 7 fr. 50 dans les quartiers bas; de 5 à 10 francs dans les quartiers moyens, et de 12 fr. 50 à 18 fr. 75 dans les quartiers hauts pour un premier water-closet, cabinet de bains ou robinet de service haut, et de moitié de ces prix pour les autres quand il y en a plusieurs.

Le tarif de Londres est donc beaucoup plus onéreux que celui de Paris. En revanche, la maison de Londres est beaucoup mieux desservie que celle de Paris. S'il n'est pas difficile sur la qualité de l'eau, le Londonien est exigeant pour la quantité et la commodité des installations de son *home*. Il n'est pas une maison du type moyen, habitée par l'artisan aisé ou par l'employé, qui, sous ce rapport, ne soit de beaucoup supérieure aux appartemens parisiens. Dans une maison de Londres de 1 000 à 1 500 francs de loyer, vous avez presque invariablement deux étages : au rez-de-chaussée, salon, salle à manger, cuisine et buanderie; au premier, deux ou trois chambres, et toujours une salle de bains, parfaitement installée.

Dans la cuisine sont établis deux robinets, l'un d'eau chaude, l'autre d'eau froide. L'eau chaude vient d'un réservoir d'environ 200 litres, placé au-dessus de la baignoire, où elle arrive par un tuyau qui la fait passer à très faible vitesse dans un réchauffeur établi au fond du foyer de la cuisine. Son chauffage ne coûte rien : il utilise l'action de la flamme et de l'air chaud qui s'échappent par la cheminée. A l'aide de cet ingénieux dispositif, appliqué partout depuis plus de vingt-cinq ans, dans le temps nécessaire à la préparation des repas, l'eau du petit réservoir atteint une température assez élevée et cette masse de 200 litres ne se refroidit pas rapidement.

Sans avoir à s'en occuper, le Londonien a, presque à toute heure, de l'eau chaude pour son bain; et sa femme ou sa servante en a toujours à sa disposition pour le lavage ou les autres usages domestiques.

Le water-closet est établi d'une façon irréprochable et seules les installations de nos appartemens les plus luxueux peuvent soutenir la comparaison. Dans la cuvette se trouve toujours assez d'eau non seulement pour former fermeture hydraulique et éviter toute odeur, mais pour prévenir tout encrassement.

Dans la buanderie, aux étages, dans la cuisine, le débit des robinets d'eau froide est large. En général, le réservoir d'alimen-

tation d'une maison du type dont nous parlons à une capacité de 600 à 700 litres, ce qui, avec les 200 litres du réservoir spécial à eau chaude, met 900 litres à la disposition de 4 à 6 personnes qui n'auront qu'à étendre la main pour avoir, dans toute l'habitation, de l'eau chaude ou froide à discrétion.

L'inconvénient grave, c'est qu'en été, — à part de rares quartiers recevant des puits artésiens de l'eau fraîche non mélangée, — l'eau est tiède. Cela évite son emploi comme réfrigérant, qui est l'une des principales causes de gaspillage de l'excellente eau de source de Paris. Un autre inconvénient, moindre, tient à l'obligation de remplir son réservoir à une heure déterminée.

Tel est le service des eaux pour la population de Londres.

L'humidité du climat, la fréquence des pluies, ont réduit le service public à sa plus simple expression. Alors qu'à Paris, près de moitié du volume d'eau élevé ou amené journellement est employé au lavage ou à l'arrosage de la voie publique et des promenades, c'est à peine si, à Londres, on y consacre 6 pour 100 de l'eau pompée par les compagnies dans la Tamise.

La proportion des maisons desservies n'est pas davantage comparable dans les deux capitales. A Londres, sur 100 maisons, en 1900, il y en avait 95 desservies en eau; sur les 86 000 maisons parisiennes, il y en avait encore plus de 15 000 sans aucune prise d'eau, et, dans beaucoup de celles desservies, il n'y avait pas d'eau dans tous les logements.

Si, avec des eaux médiocres, une agglomération triple, un air lourd, un ciel brumeux chargé de fumée de houille, Londres a une mortalité inférieure à celle de Paris, où le ciel est souvent pur et radieux, où le climat est plus tempéré, où les eaux d'alimentation sont supérieures, cela tient pour beaucoup aux mérites hygiéniques et moraux de la maison anglaise.

II. — PARIS

Paris, ou plutôt Lutèce, fut autrefois alimentée par les sources amenées par les aqueducs gallo-romains de Chaillot et d'Arcueil, dont la destruction remonte, sans doute, à l'invasion des Normands. A dater de cette époque jusqu'au milieu du ^{xiii}e siècle, il n'y eut plus, à proprement dire, de service des eaux.

A la fin du ^{xiii}e siècle, on rétablit de nouveaux aqueducs,

pour desservir la capitale, sur les ruines des ouvrages romains de Chaillot; puis on crée quelques rares fontaines publiques, un peu plus nombreuses dès que les machines hydrauliques permettent d'élever l'eau de la Seine.

Jusqu'au ^{xiv}^e siècle, en dehors de la Seine et des sources de Belleville, les Parisiens n'avaient que les trois fontaines des Halles, des Innocens, et Maubuée.

A la fin du ^{xv}^e siècle, ils n'avaient encore que seize fontaines publiques, toutes sur la rive droite de la Seine.

La Ville, en vue d'assurer ses approvisionnemens par voie fluviale, avait bien obtenu de Charles VI le privilège, — confirmé par François I^{er}, — *de faire curer, nettoyer et rendre navigables, tant les rus et rivières de Seyne, Vannes, Ourcq, qu'autres estangs au-dessus et au-dessous de ladite Ville*. Mais ce ne fut qu'au ^{xvi}^e siècle que les prévôts des marchands songèrent à utiliser ces privilèges.

La Ville commença par faire régulariser la rivière d'Ourcq en vue de l'arrivage à Paris des grains tirés du duché de Valois et du bois de chauffage tiré de la forêt de Retz (devenue Villers-Cotterets). Ce redressement de l'Ourcq, commencé sous François I^{er}, en 1529, ne fut achevé que sous Louis XIII, en 1636.

Il semble qu'alors la possibilité de distribuer l'eau de l'Ourcq fut envisagée par les magistrats municipaux de Paris. Mais les droits, privilèges et péages que le Bureau de Ville avait temporairement cédés à ses entrepreneurs furent, en 1661, attribués à perpétuité à Philippe de France, duc d'Orléans, frère du roi, à la charge de désintéresser les concessionnaires de la Ville de Paris et de perfectionner la navigation.

L'amenée des eaux de l'Ourcq ne devait être réalisée que deux siècles plus tard.

Le principal agent d'approvisionnement reste, jusqu'aux deux tiers du ^{xix}^e siècle, le porteur d'eau, qui apparaît dès la création des premières fontaines de puisage, et dont la figure pittoresque ne disparaît que vers 1880.

Qui pourrait retracer les brigues en vue d'obtenir du Roi une concession, à ces époques de pénurie? Le volume distribué par les eaux du Roi est infime. Le nombre des privilégiés recevant l'eau à domicile ne dépasse pas vingt à la fin du ^{xv}^e siècle; quarante et un concessionnaires sont favorisés au commencement du ^{xvii}^e siècle; il n'y en a encore que deux cents vers 1673; et,

en 1837, au moment où l'on rachète les concessions pour ébaucher un service public, on ne trouve que 316 distributions à domicile. Les puits, la Seine et la Bièvre alimentaient alors les Parisiens, sans doute plus rebelles aux microbes que leurs descendants. Au milieu du XVIII^e siècle, le volume d'eau distribué à Paris en vingt-quatre heures ne s'élevait pas à plus de 1500 ou 1600 mètres cubes, c'est à-dire un peu moins que ne consomme à présent un de nos grands caravansérails parisiens. On buvait peu d'eau, et on n'en usait qu'une petite quantité pour les soins de la toilette.

La plus ancienne concession d'eau pour des bains publics remonte à 1730. Les souvenirs légendaires des mœurs des habitués païens des thermes antiques avaient inculqué aux pieuses générations du moyen âge l'horreur des ablutions. La première concession, du début du XVIII^e siècle, ne permettait pas de fournir plus de trois à quatre bains par jour. Aussi le prix d'un bain était-il de six à douze livres, et les profits de la corporation, assez mal famée, des barbiers-étuvistes avaient-ils bien d'autres causes que la préparation des bains.

Il est juste de dire, à la décharge de nos pères, que Paris se trouve, quant aux eaux distribuables, dans une très mauvaise situation géologique : l'eau du fleuve lui arrive polluée ; les eaux souterraines, aisées à atteindre en forant des puits, sont impropres aux usages domestiques ; et celles des petites sources voisines sont encore d'une qualité inférieure.

Néanmoins la possibilité de se procurer de l'eau à peu près buvable à l'aide de puits peu profonds a certainement été l'une des causes du développement plus rapide de la capitale sur la rive droite de la Seine. De ce côté, Paris a facilement franchi l'enceinte de ses premiers remparts. Il s'étendait déjà, sous Louis XIII, jusqu'à la ligne des grands boulevards, tandis que, sur la rive gauche, à cause de l'impossibilité de se procurer de l'eau, il restait confiné dans l'enceinte de Philippe-Auguste.

La grande pénurie d'eau sur la rive gauche ne fut atténuée qu'après la reconstruction du vieil aqueduc gallo-romain d'Arcueil par Marie de Médicis, en vue de son installation au palais du Luxembourg.

L'alimentation de Paris resta déplorable jusqu'à Napoléon I^{er}, qui résolut de la transformer par l'établissement du canal de

l'Oureq, dont la création fut décidée en 1802, mais qui ne fut commencé qu'en 1808. L'eau de l'Oureq est amenée des environs de Soissons par une dérivation de la rivière, canalisée sur 11 kilomètres, entre le *port aux Perches* et le déversoir de Mareuil, où commence le canal proprement dit, qui a environ 96 kilomètres de longueur. Ce canal aboutit au bassin de la Villette. De là, l'eau était dirigée par un aqueduc dit *de ceinture* au réservoir Monceau, démoli tout dernièrement. Le canal fut mis en service seulement en 1823.

Dès 1850, la situation, un moment supportable grâce à ces eaux de l'Oureq, était devenue intolérable, dangereuse pour la santé publique. C'est alors qu'on envisagea la possibilité de dériver des eaux de sources plus ou moins éloignées ; mais ce ne fut que quatre ans plus tard que le principe fut adopté.

En 1854, à la suite des études de l'ingénieur Belgrand, — qui a été un véritable bienfaiteur de Paris, — le principe sur lequel repose le système actuel de la distribution des eaux fut admis par la commission qui tenait lieu de Conseil municipal. Il consiste à assurer partout, à l'aide de deux canalisations distinctes, le service des particuliers en eau pure, tirée des sources captées au loin, et le service public et industriel en eau de rivière ou de puits artésiens.

Déjà à cette époque, le canal de l'Oureq, dont Napoléon espérait de si grands bienfaits, utilisé pour la navigation et souillé sur tout son parcours, ne pouvait plus fournir d'eau limpide et salubre.

Il est intéressant de constater que la magistrale conception de la double alimentation, qui marqua pour Paris un progrès notable dans l'hygiène publique, n'est qu'un retour aux idées édilitaires romaines.

Belgrand, né dans l'Aube en 1809, fut, à sa sortie de l'École des ponts et chaussées, ingénieur à Montbard, dans la Côte-d'Or ; puis à Sens, dans l'Yonne. A la fois bon latiniste et excellent mathématicien, énergique et tenace, observateur et actif, il créa la science de l'hydrologie. Dès ses premiers travaux de jeune ingénieur, il aperçut l'importance prédominante de la constitution géologique du sol sur le régime des eaux.

A Sens, la recherche des vestiges de l'aqueduc romain l'amena à l'étude des principes adoptés par les grands organisateurs de l'ancien monde pour leurs services des eaux en Gaule et à Rome. Ces principes, il les fit siens, et sut magistralement les appliquer.

On a retrouvé, — presque intacte, — la cunette de l'antique aqueduc gallo-romain de Sens, dans la vallée de la Vanne, entre la source Saint-Philibert et la ville, sur une longueur de quatorze kilomètres. Cet ouvrage dérivait l'eau de plusieurs sources. Quelques-unes sont actuellement perdues ou taries ; mais trois des sources autrefois captées par les Romains, les sources de Noë, du Miroir-de-Theil et de Saint-Philibert, ont précisément été dérivées par Belgrand pour la Ville de Paris, et l'on peut dire que cette partie de son œuvre est symbolique.

Il est évident, en effet, que la pensée de dériver vers Paris les sources des régions où l'eau jaillit, à des altitudes suffisantes pour l'amener, dans la capitale même ou aux environs immédiats, dans des réservoirs placés aux points hauts, afin de la conduire et de la distribuer par le seul moyen de la gravitation, prit corps dans l'esprit de Belgrand à la suite d'une étude approfondie des travaux réalisés pour alimenter Rome d'eau potable. D'ailleurs, ces belles recherches, il les a retracées dans son ouvrage si curieux : *Les travaux souterrains de Paris*, et l'influence des idées romaines y est fortement marquée.

Sa conviction ainsi formée, il réussit à la faire partager au baron Haussmann, appelé par Napoléon III à la préfecture de la Seine pour moderniser Paris, et qui, comme préfet de l'Yonne, sut, dès ses débuts, apprécier Belgrand. Haussmann avait été particulièrement séduit par les travaux hardis exécutés très économiquement par Belgrand pour dériver à Avallon l'eau d'une source assez éloignée, lui faisant franchir en siphon une vallée profonde.

Sur la demande du baron Haussmann, Belgrand publia une étude, intitulée : *Recherches statistiques sur les sources du bassin de la Seine qu'il est possible de conduire à Paris*, qui servit de base aux propositions soumises à l'Empereur, au Conseil municipal et au Corps législatif. On a, tout récemment, critiqué le choix de quelques-unes de ces sources. Peut-être les admirables découvertes de Pasteur et les travaux de ses disciples ont-ils rendu nos hygiénistes par trop difficiles dans le choix des eaux d'alimentation ? L'eau chimiquement pure existe-t-elle dans les entrailles de la terre ?

Les Romains appréciaient la bonne qualité de l'eau par les moyens pratiques qu'on trouvait encore suffisants à l'époque de Belgrand. Ils estimaient celle qui cuisait les légumes sans les

durcir, qui ne formait pas de dépôt vaseux, dont l'ébullition n'incrustait pas les parois des récipients où elle chauffait, et qui était sans odeur ni saveur. D'après Vitruve, avant de dériver une source, on devait se rendre compte de l'état de la population qui en faisait usage. Si les habitans étaient vigoureux, s'ils avaient le teint bien coloré, s'ils n'avaient pas les membres frêles ni les yeux atteints de lippitude, l'eau était considérée comme excellente. Pline le Naturaliste considérait que l'eau de la source Marcia, la meilleure du monde ancien par sa fraîcheur et sa limpidité, avait été donnée à Rome, parmi tant d'autres avantages, par la bienveillance spéciale des dieux.

Belgrand eût été, par les anciens, révééré comme un des génies tutélaires de Paris.

Ses recherches géologiques montrèrent que la capitale, étant entourée d'une lentille de gypse qui gâte l'eau des sources entre Château-Thierry et Meulan, devait recourir à d'autres sources séparées d'elle par des distances considérables, ce qui entraînerait de grandes dépenses de dérivation.

Mais cet ingénieur, que les Conseils municipaux d'après 1871 considéraient comme suspect de sentimens réactionnaires, bien qu'il eût, comme polytechnicien, pris part aux « journées » de 1830, déclarait au baron Haussmann « qu'il n'est pas plus permis de marchander l'eau saine et agréable à l'ouvrier que l'air pur et le bon pain. »

Au moment où Belgrand présentait ses études, le volume des eaux distribuées par vingt-quatre heures à Paris ne dépassait pas, aux jours les plus chargés de l'été, 7 500 mètres cubes. Tirées surtout de la Seine et du canal de l'Ourcq et, pour une petite quantité, de l'aqueduc d'Arcueil, du puits artésien de Grenelle et des sources de Belleville et du Pré-Saint-Gervais, dites du Nord, ces eaux étaient insalubres, désagréables au goût, glaciales en hiver et tièdes en été.

L'eau d'Arcueil, alors relevée par une petite pompe à vapeur, et l'eau artésienne de Grenelle se mélangeaient à l'eau de Seine dans le réservoir du Panthéon. Les sources du Nord se déversaient dans le réservoir de l'abattoir de Ménilmontant dont l'alimentation était complétée par le canal de l'Ourcq, où 2 000 mariniers versaient leurs déjections. Beaucoup de maisons du vieux Paris se servaient encore d'anciens puits, alimentés par des nappes fort suspectes. Presque tous les étrangers, en arri-

vant à Paris, payaient un tribut à cette fâcheuse alimentation.

Belgrand proposa de dériver par jour 86 000 mètres cubes d'eau tirée de la Somme-Soude et des sources voisines de cette petite rivière, qui débouche dans la Marne, sur sa rive gauche, en aval de Châlons. La limpidité, la pureté et la fraîcheur de cette eau sont remarquables. L'aqueduc projeté devait avoir 172 kilomètres, avec une pente totale de 26 mètres; il devait aboutir à Paris à une altitude de 81 mètres, c'est-à-dire permettre de distribuer aux étages supérieurs des maisons de tous les quartiers cette excellente eau de source. La dépense, — qui semblait alors énorme, — était évaluée de 23 à 25 millions de francs. Depuis, on est heureusement devenu moins timoré, car plus de 375 millions de francs ont été consacrés à la dérivation des sources et à leur distribution.

Belgrand entendait réserver les eaux anciennes au service public : lavage et arrosage, et aux services industriels.

Afin de mieux faire sentir la portée de la transformation conçue, il faut dire que ces eaux anciennes, si défectueuses, manquaient sur nombre de points. L'eau de Seine, les eaux d'Arcueil, de Belleville et des Prés-Saint-Gervais ainsi que l'eau du puits artésien de Grenelle alimentaient les quartiers hauts de l'ancien Paris, c'est-à-dire, sur la rive droite de la Seine, la bande étroite de coteaux qui longe les boulevards extérieurs entre l'ancienne barrière de Charenton et le Trocadéro, et, sur la rive gauche, le coteau du boulevard de l'Hôpital, le plateau du Panthéon, le quartier du Luxembourg et l'étroite zone qui longe le boulevard Montparnasse, au-dessus de la rue de Vaugirard. Mais, dans beaucoup de maisons, l'eau ne pouvait s'élever au-dessus du niveau de la cour. La plupart des locaux des étages étaient uniquement desservis par les porteurs d'eau, généralement robustes enfans du Plateau central, qui traînaient dans les rues, le matin, de grands tonneaux montés sur deux roues, préalablement remplis à la Seine ou aux fontaines marchandes. Le prix habituel était de 0 fr. 10 la « voie » de deux seaux, que le modeste commerçant versait cérémonieusement dans les petites fontaines en grès, munies d'un rudimentaire filtre en pierre poreuse, dont devaient se contenter les infortunées ménagères d'une époque bien récente, mais qui semble à beaucoup de Parisiens lointaine et quasi fabuleuse.

L'annexion, en 1860, des communes comprises dans le mur

d'enceinte vint encore compliquer la tâche difficile que s'était tracée la ville de Paris. Il fallait alimenter 500 000 habitans de plus et desservir un périmètre englobant 7 800 hectares.

L'eau distribuée jusqu'alors dans la zone annexée était encore plus détestable que celle du vieux Paris. Puisées en Seine, les eaux que recevaient les habitans de Montmartre, des Batignolles, de La Chapelle et de La Villette n'étaient pas moins répugnantes qu'insalubres.

Belgrand, en dehors des difficultés financières et administratives, avait à compter avec la Compagnie des eaux, formée des diverses sociétés qui exploitaient Paris et la banlieue, et dont les traités n'arrivaient à expiration qu'à longue échéance. Il proposa de réunir en un seul service l'ancien et le nouveau Paris; de réserver à l'administration municipale exclusivement la tâche d'amener les eaux de source et de les distribuer, d'emmagasiner les eaux de rivière et de les employer au service public, mais de charger la Compagnie des eaux, justement indemnisée pour la rupture de ses traités et la reprise de ses ouvrages, de placer les eaux pour le compte de la Ville, moyennant une commission calculée sur les quantités vendues.

Cette heureuse solution d'un problème qui paraissait inextricable fit l'objet d'un traité entre la ville de Paris et la Compagnie des eaux, ratifié par un décret du 2 septembre 1860, et qui expirera à la fin de 1909.

Tous ces retards avaient suscité des réclamations de la population. Pour aller au plus pressé, Belgrand modifia son plan primitif. Au lieu de dériver la Somme-Soude et ses sources secondaires, il résolut de capter d'abord la plus abondante de ces sources, la Dhuis, qui donnait au minimum 24 000 mètres cubes d'eau par jour, et de compléter, par l'adjonction de sources voisines de moindre débit, le volume de 40 000 mètres cubes qu'il jugeait immédiatement nécessaire pour l'alimentation en eau de source de Paris agrandi.

La dérivation de la Dhuis fut achevée en 1865. Un aqueduc de 131 kilomètres, aboutissant à un réservoir établi à Ménilmontant, d'une capacité de 100 000 mètres cubes, amena d'abord chaque jour de 22 000 à 25 000 mètres cubes d'eau limpide, fraîche et exquise, volume porté à 45 000 mètres cubes par les dérivations secondaires faites en 1878.

Dès que les Parisiens connurent l'eau de source, limpide,

d'une température constante, fraîche en été et non glaciale en hiver, ils n'en voulurent plus d'autre pour la consommation. Les restaurants et les cafés affichaient : *eau de la Dhuis*; les propriétaires avisés annonçaient sur leurs immeubles ou sur leurs écriteaux de location : *eau de source à tous les étages*. Paris réclama davantage d'eau pure, et d'autres adductions durent être opérées.

En 1868, commencèrent les travaux de dérivation de la Vanne, qui furent interrompus en 1870, mais qu'on put cependant achever en 1874. La Vanne prend naissance dans l'Aube à 14 kilomètres de Troyes et va se jeter dans l'Yonne un peu en amont de Sens. Son débit est d'une régularité remarquable.

Les sources captées dans le bassin de la Vanne forment deux groupes : les sources hautes et les sources basses. Alors que les eaux du premier groupe, conformément à la conception initiale de Belgrand, émergeant à une altitude moyenne de 122 mètres au-dessus du niveau de la mer, parviennent jusqu'à Paris par la simple action de la gravité, celles des sources basses, dont l'altitude est comprise entre 93 et 88 mètres, doivent être refoulées, soit par des machines hydrauliques, soit par des pompes à vapeur, dans l'aqueduc collecteur, qui a 173 kilomètres de longueur.

En y comprenant l'adjonction des sources de Cochebies, qui jaillissent un peu en aval de Villeneuve-sur-Yonne, et qu'un aqueduc secondaire va conduire à l'usine hydraulique de Maillot, sur la Vanne, qui remonte ces eaux dans l'aqueduc principal, l'ensemble des dérivations du bassin de la Vanne fournit environ 130 000 mètres cubes par 24 heures en toutes saisons. C'est dans ce groupe que sont comprises les sources captées autrefois par les Romains pour l'alimentation de Sens et dont l'étude fit naître le projet de Belgrand.

L'eau de la Vanne est arrivée pour la première fois à Paris le 12 août 1874, mais le service régulier n'a été établi que le 11 avril 1875. La dérivation des sources de Cochebies a eu lieu seulement en 1885.

La dépense totale s'est élevée environ à 43 millions de francs, y compris les réservoirs.

L'aqueduc de la Vanne aboutit à Paris sur les hauteurs de Montrouge, à côté du parc de Montsouris, dans un réservoir à deux étages, de 4 hectares de superficie et de 250 000 mètres cubes de capacité. Cet ouvrage, peu connu des Parisiens, est fort curieux à visiter.

A la mort de Belgrand, en 1878, le volume des eaux mis chaque jour à la disposition des Parisiens était de 370 000 mètres cubes, dont 122 000 mètres cubes d'eau de la Dhuis et de la Vanne, 105 000 mètres cubes d'eau de l'Ourcq, 88 000 mètres cubes d'eau de la Marne et 7 000 mètres cubes d'eau d'Arcueil et des puits artésiens.

Il avait réussi, en vingt ans, à accroître le volume quotidien disponible de 300 000 mètres cubes et à substituer, pour les trois quarts des distributions, l'eau de source aux eaux de rivière. Mais son œuvre gigantesque était inachevée.

Dès 1881, l'insuffisance du volume disponible en eau de source se manifestait l'été par suite d'une augmentation considérable de la consommation privée, due à l'emploi de l'eau de source comme réfrigérant. L'épidémie de choléra de 1884 attirait à nouveau l'attention du public et des élus sur les graves dangers que peut entraîner la distribution de l'eau de Seine mélangée à l'eau de source pour les usages domestiques; et, sur la proposition de Couche, le disciple et le successeur de Belgrand, le Conseil municipal décidait l'adduction de nouvelles sources de la région ouest : l'Avre, le Loing, le Lunain, le Durteint et la Voulzie, chantée par Hégésippe Moreau.

En même temps, en vue d'enrayer le gaspillage, on imposa à tous les abonnés l'emploi du compteur pour la distribution.

La dérivation des sources du Loing et du Lunain, autorisée seulement le 21 juillet 1897, est réalisée depuis un an et fournit aux anciens réservoirs un supplément de 50 000 mètres cubes d'eau pure. Celle de l'Avre, commencée en 1891 et achevée au mois de mars 1893, amène aux nouveaux réservoirs établis sur les hauteurs de Montretout, à 107 mètres d'altitude, 100 000 mètres cubes par jour. Toutefois on estime que ce volume supplémentaire est encore insuffisant et qu'il est nécessaire, pour faire face, en toute occasion, aux besoins de la consommation, de se procurer l'eau de nouvelles sources.

On avait un moment songé à dériver les eaux que laisse échapper le lit sablonneux de la Loire, en amont de la perte qui forme le Loiret près d'Orléans. Mais Belgrand, dans son livre *Les Eaux*, les a disqualifiées en ces termes : « Certaines eaux restent louches pendant des mois entiers de repos; telle est l'eau de la Loire... » Il n'est donc pas admissible que l'on dérive des eaux ayant, outre les défauts inhérents à toutes les eaux de ri-

vière, ce grave inconvénient qui consiste à rester troubles, louches, pendant des mois.

Il faut espérer que le principe appliqué par Belgrand ne sera pas renié par ses successeurs au service des eaux de Paris, bien qu'ils aient déjà essayé de nous faire revenir à l'eau de rivière filtrée.

La création de filtres à sable à Saint-Maur en 1897, à Ivry en 1899, qui a permis d'épurer, — relativement, — 60 000 mètres cubes d'eau de la Marne et de la Seine, devait fournir un moyen temporaire de parer aux exigences de la consommation aux jours de grande chaleur, en ajoutant cet appoint d'eau de rivière filtrée aux eaux de source. Mais la population n'a pas été satisfaite de cette solution, et il est certain que le principe de la double alimentation, pour la réalisation duquel on a fait de si coûteux sacrifices, devra continuer à dominer le service des eaux de Paris et à proscrire tout mélange d'eau de source et d'eau de rivière.

L'œuvre de Belgrand a eu pour conséquence directe un abaissement notable de la mortalité générale à Paris et plus spécialement de la mortalité zymotique. Si une ou deux sources primitivement captées risquaient d'être contaminées par des infiltrations superficielles, les précautions sont maintenant prises pour empêcher toute souillure, et une inspection incessante des travaux, une surveillance du territoire des sources, aux points de vue hygiénique et médical, permettent d'éviter dorénavant toute contamination. Les campagnes de presse ont obtenu, cette fois, ces excellents résultats. Il n'y a plus le moindre prétexte pour renier l'idée géniale de Belgrand et pour revenir en arrière.

Si le Parisien utilisait aussi bien l'eau pure mise à sa disposition que l'habitant de Londres tire parti de l'eau douteuse de la Tamise et de la Lea; si les architectes parisiens adoptaient pour nos logemens une distribution d'eau analogue à celle de la maison anglaise, comme le Parisien dispose chaque jour de 300 litres d'eau, dont 100 litres d'eau de qualité parfaite, la supériorité du système de Paris serait éclatante, car le bas prix de vente permet d'employer l'eau avec profusion.

Les tarifs sont, en effet, très modérés.

L'eau de source est payée 0 fr. 35 le mètre cube d'après les indications du compteur, sauf si elle est utilisée, grâce à la

pression qu'elle possède, à élever des ascenseurs ou à manœuvrer des machines; dans ce cas, le prix du mètre cube est porté à 0 fr. 60. Mais des modérations de tarif favorisent les petites bourses dans les conditions suivantes : pour tout immeuble où les loyers matriciels des locaux habitables ne dépassent pas 800 francs, — c'est-à-dire où les loyers réels n'excèdent pas 1 000 francs, — le propriétaire peut contracter, pour la totalité de ces locaux, un abonnement à forfait de 6 francs par an pour les logemens d'un loyer au-dessous de 300 francs, de 9 francs pour ceux d'un loyer de 300 à 400 francs, de 14 francs pour ceux de 400 à 640 francs et de 20 francs pour les logemens déjà d'une certaine importance, de 640 à 800 francs inclusivement.

Ces rabais, établis en faveur des classes ouvrières, ne sont applicables qu'aux consommations ne dépassant pas 20 mètres cubes, par an et par personne; l'excédent est tarifé à 0 fr. 35 comme pour l'ensemble des consommateurs.

Le prix initial de vente des eaux de rivière est 0 fr. 16 le mètre cube, et ce prix décroît à mesure que le volume consommé est plus considérable.

Quand la ville de Paris disposera des eaux des sources dont quelques-unes sont déjà sa propriété, et dont l'adduction a été étudiée par les successeurs de Belgrand : Couche et Humblot, tous deux aussi disparus; quand elle aura augmenté la capacité de ses réservoirs de façon à pouvoir intégralement appliquer le principe de la double canalisation, l'eau de source étant réservée à la consommation privée et aux usages domestiques et les eaux de rivière seulement employées industriellement ou par le service de la voie publique pour le lavage des rues, l'œuvre rêvée par Belgrand sera intégralement réalisée.

Paris posséderait alors toute l'eau désirable pour la santé publique et nécessaire à son hygiène.

Il y aurait malheureusement, pour atteindre ce résultat, quelques dizaines de millions de francs encore à dépenser. Mais ces dépenses-là, qui garantiront la santé des Parisiens en créant pour le budget de Paris des ressources permanentes, qui voudrait les déplorer?

GASTON CADOUX.

LES ORIGINES DE L'ODYSSÉE

II ⁽¹⁾

NAUSIKAA

I

Ulysse a quitté l'île de Kalypso. Il revient vers son Ithaque. D'Espagne, il rentre dans les mers grecques. Assis au gaillard d'arrière, il tient le gouvernail de son radeau et, pour suivre le droit chemin, pour ne pas dériver vers les mers septentrionales des Baléares et de la Sardaigne, il veille en méditant les conseils de la Nympe : « Tu garderas toujours, lui disait-elle au moment des adieux, le Nord sur ta gauche. » C'est bien la manœuvre qui convient pour rentrer sûrement des mers espagnoles dans les mers helléniques. A droite, les côtes africaines servent de garde-fou ; mais à gauche, s'ouvre la perfide immensité des mers de France et d'Italie. Dix-sept jours, le héros navigue ainsi, sans que la bonace l'arrête. Le dix-huitième matin, il aperçoit les rives de Phéacie.

L'île de Corfou passait chez les Anciens pour le royaume d'Alkinoos. Déjà parmi les contemporains de Thucydide, cette opinion faisait loi. Par l'étude des noms de lieu, d'abord, puis

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai.

par l'étude des sites, nous allons à l'appui de cette opinion découvrir quelques bonnes preuves.

Dans l'*Odyssée*, l'île des Phéaciens s'appelle *Schérie*, nom incompréhensible en grec. Durant l'antiquité, l'île de Corfou porte le nom de *Kerkyra* ou *Korkyra*, nom tout aussi mystérieux. Mais cette île avait aussi un nom grec, *Drépanon* ou *Drépanè* : elle était l'*Île de la Serpe*, *δρέπανον*. Ce n'est pas, quoique certains l'aient dit, pour la raison que l'île a la forme d'une serpe. Elle a cette forme, en effet, sur nos cartes : elle présente la courbure allongée d'une serpe ou d'une faucille. Mais il ne faut pas juger des noms primitifs par nos conceptions récentes ni, surtout, par nos vues de géographes en chambre : les premiers navigateurs n'avaient pas nos cartes sous les yeux ; leurs regards n'embrassaient pas, au-dessus de l'eau, en une vue cavalière, les cent kilomètres de la courbure corfiote. Sur la mer, et non sur la carte, Corfou n'est pas une serpe, mais une haute et longue muraille découpée, — l'île s'appelle aussi *Makris la longue*, — dont la hauteur va croissant du Sud au Nord. Si les premiers marins ont nommé cette île *la Serpe*, c'est qu'ils virent dans ces parages la fameuse serpe qui avait servi à mutiler le bon père Kronos. Les plus vieilles légendes grecques nous racontent, en effet, comment Zeus avait jeté cette serpe sur les côtes corfiotes, avec les chairs sanglantes de son père, et comment Korkyre avait reçu cette serpe toute rouge de sang. Les *Instructions nautiques* nous décrivent dans le détroit de Corfou « les roches Serpa, qui sont juste à fleur d'eau : ces roches accores, avec de grands fonds sur leur côté Est, réduisent à un mille la largeur du chenal qui les sépare de la côte d'Albanie ; par temps calme, elles s'aperçoivent à leur couleur rougeâtre qui contraste avec la couleur bleue de la mer. »

Voilà donc la serpe sanglante que possédait l'ancienne Korkyre. Ce rocher de la Serpe avait donné son nom au mouillage voisin, puis à la terre qui portait ce mouillage, à l'île tout entière. C'est une opération commune à toutes les onomastiques. Les marins prennent l'habitude de désigner un port ou un rivage par tel accident de côte ou de mer, qui peut y guider leur manœuvre, par telle roche, tel arbre, tel îlot ou tel cap caractéristiques. Nos *Instructions nautiques* nous décrivent sur les côtes de Grèce, un peu au Sud de Marathon, « le Port du Tailleur, » *Porto-Raphiti*, ainsi nommé à cause de « l'îlot Raphiti ou îlot de

la Statue, ayant moins de deux encâblures de diamètre et haut de 90 mètres. On y voit les restes d'une statue colossale qui, de loin, paraît avoir la position d'un tailleur, les jambes croisées. De là son nom, qui a été donné également à l'îlot et à la baie, à l'entrée de laquelle il se trouve. » On pourrait citer vingt exemples pareils. Déjà nous avons vu le Rocher de Kalypso, l'îlot de la Cachette, donner son nom à tout le continent d'Ispania. Sans même sortir de Corfou, c'est tout pareillement que les deux « sommets » du mouillage vénitien, *Koryphous*, *Korphous*, fourniront à la ville moderne ce nom de Corfou, que l'île tout entière porte aujourd'hui. Par les situations réciproques de la roche et de l'île, on peut deviner que ce nom de Serpe, Drépanè, fut donné à Corfou par les navigateurs du détroit, qui, venus des îles Ioniennes ou du continent albanais, rencontraient d'abord la roche de la Serpe, puis la côte et le mouillage insulaires, vers lesquels cette roche caractéristique leur servait de guide et d'« amer, » comme disent nos marins.

Or, l'on pourrait imaginer un nom de même sorte, mais un peu différent, donné à cette même île de Corfou par des navigateurs qui l'aborderaient sur l'autre façade. Car la côte nord-occidentale de l'île, en face des mers italiennes et du grand détroit vers l'Adriatique, offre aussi un rocher caractéristique dont le profil très net a toujours frappé les navigateurs : c'est, surgissant de l'eau, un navire qui marche, avec sa mâture dressée, sa voilure déployée et son canot attaché à l'arrière. Découpé comme à l'emporte-pièce, ce rocher sans épaisseur a sur les deux côtés le même profil. De la terre ou de la haute mer, ce « Bateau » se distingue toujours dans le fouillis des autres roches : les Grecs modernes l'appellent *Karavi*, le « Bateau. »

Par sa situation à l'extrême Nord-Ouest de Corfou, ce repère du Bateau est utile surtout aux marins étrangers qui viennent des mers occidentales. Sur nos cartes marines, rétablissez le cabotage des vieux thalassocrates entre les mers helléniques du Levant et les mers barbares du Couchant. Pour rentrer des mers barbares dans les eaux helléniques, leurs flottes, parties de la dernière pointe italienne, du cap S. Maria di Leuca, avaient à traverser les quatre-vingts ou quatre-vingt-dix kilomètres, « le grand abîme de mer, » de notre canal d'Otrante. Sur l'autre bord de ce détroit, ils venaient reconnaître au-devant de la grande île notre rocher du *Karavi* : « En face du Cap Chauve de Kor-

kyre, dit Pline, on voit la Roche du Bateau, ainsi nommée à cause de sa forme qui fit reconnaître en cet îlot le vaisseau pétrifié d'Ulysse. » La description odysseenne du bateau pétrifié trouverait ici, en effet, son exacte application. On se souvient de l'épisode. Quand les Phéaciens ont déposé Ulysse sur la plage d'Ithaque, leur croiseur (je traduis ainsi les mots odysseens *naus-thwè, vaisseau-rapide* : « galère-subtile, » diraient les gens du XVIII^e siècle) revient en Phéacie. Et déjà il approche du port d'Alkinoos. Il vogue à pleines voiles. Il n'est pas encore en rade; mais il monte de la grande mer nébuleuse. Les Phéaciens l'aperçoivent. Il n'a pas encore fait la manœuvre habituelle aux bateaux homériques, qui, pour venir dans l'intérieur du mouillage, démâtent ou carguent la voile et gagnent à la rame leur remise sur la plage de débarquement. Le croiseur est encore mâté; il est encore sous voiles... Soudain Poseidon en fait une pierre qu'il enracine parmi les flots

Et voilà bien notre Roche du Bateau avec sa mâture, sa voile triangulaire et son canot à la remorque. C'est bien, proche de terre, une roche semblable à un croiseur en marche, à un bateau tout entier, arrêté en pleine course

Il faut noter soigneusement les moindres détails de ce texte. Car, sur l'autre face de Corfou, dans le détroit de la Serpe, nos *Instructions* connaissent une autre roche qu'elles appellent la *Barque* ou la *Barquette* : « Un petit rocher, nommé *Barchetta*, la *Petite Barque*, émergeant de quelques pieds seulement et accore, git dans l'est de Tignoso : il faut se tenir à mi-distance entre la côte et ce rocher Barchetta, qui n'est pas plus grand qu'une embarcation, la quille en l'air. » On voit la différence entre cette *barque* naufragée, retournée, à peine visible au ras de l'eau, émergeant de quelques pieds seulement, et notre *bateau* mâté, garni de toile, haut de 30 mètres, voguant à travers les chenaux de roches. Il semble donc bien que nous ayons ici la *Roche* odysseenne du *Croiseur*. Les légendes populaires n'ont jamais oublié l'origine miraculeuse de cette pierre. Pour les Grecs modernes, c'est le successeur de Poseidon dans l'empire de la mer, saint Nicolas, qui, voulant punir les irrévérences d'un capitaine et d'un équipage mécréans, pétrifia leur vaisseau. D'autres racontent une plus belle histoire : « Il y avait jadis sur le promontoire corfiote d'Aphiona une grande ville nommée Pamphlagona. Elle avait reçu ce nom de la reine Pamphlagona,

sœur de la princesse Corcyre. Son roi s'en fut en guerre dans un lointain pays. Il se laissa charmer par une méchante reine qu'il épousa. Il la ramenait à son bord. Pamphlagona, la reine légitime, connut la trahison et guetta leur retour. Quand leur vaisseau apparut à l'horizon, elle invoqua la justice de saint Nicolas, qui pétrifia la nef. »

Mais si notre Bateau est le croiseur homérique, nous allons comprendre peut-être le vieux nom de notre grande île, *Korkyre* ou *Kerkyre*. Si, pour les marins grecs, Corfou était l'île de la Serpe, *Drépanè*, je crois que, pour les marines antérieures, pour les navigateurs de Tyr et de Sidon, elle avait été l'île du Croiseur, l'île du Bateau, *Kerkyra*. Car le *kerkoure* ou *kerkyre* est une sorte de vaisseau levantin, dont Pline rapporte l'invention aux Chypriotes, et les scolastes ajoutent que c'est un vaisseau de course, un vaisseau léger et non un lourd vaisseau de charge. Le *kerkoure* figure dans les flottes de Carthage. Les Arabes ont encore des *kurkura*, « vaisseau long et grand. » Ce mot *kerkoure* ne veut rien dire en grec ni en latin; mais il a une claire étymologie sémitique. Les Hébreux appelaient *kerkera* leurs chamelles de course, leurs *coureuses* : *dromas*, dirent ensuite les Hellènes, d'où nous avons fait *dromadaire*. *Kerkera-dromas*, la *Coureuse*, forment un doublet gréco-sémitique. Cette épithète *coureuse* devint un nom commun, que les Sémites terriens appliquaient à leurs bêtes de course : les gens de Tyr ou de Sidon l'appliquèrent, je crois, à leurs croiseurs « qui sont les chevaux de la mer. » Les Phéniciens eurent dans leurs flottes des *kerkoures*, comme les Hellènes eurent des *coureurs*, des *dromons* : *kerkyra-dromon* serait un autre doublet fort exact. Le bas-latin *cursorius*, dont nous avons fait *coursaire* ou *corsaire*, nous en donnerait une juste traduction : comme les Grecs anciens avaient emprunté *kerkoure* aux Sémites, les Grecs modernes ont emprunté *korsarikon* aux Latins, jusqu'au jour où les puristes d'Athènes ont voulu chasser de la langue les mots intrus et revenir aux expressions classiques : ils ont traduit en *katadromikon* le mot semi-étranger *korsarikon*. L'*Odyssée* a traduit de même le mot étranger *kerkoure* et la meilleure traduction de ce mot nous est encore fournie par elle : c'est $\nu\eta\upsilon\varsigma\ \theta\omicron\omicron\eta$, un vaisseau-rapide, une galère subtile, un croiseur. C'est une $\nu\eta\upsilon\varsigma\ \theta\omicron\omicron\eta$, un croiseur, que Poseidon change en pierre sur les côtes de *Kerkyra*. Ce n'est pas un de ces lourds vaisseaux de charge, une de ces *larges phortides*, que

connaît aussi l'*Odyssée*. Les héros homériques pour leurs courses et croisières ne se servent guère que de *croiseurs*. Aussi, dans l'épopée, les deux mots *vaisseau-rapide* deviennent presque inséparables pour désigner le vaisseau homérique; ils arrivent à ne faire qu'un mot composé auquel le poète ajoute les mêmes épithètes qu'à *vaisseau* tout seul : le poète nous parle des « vaisseaux noirs » et des « vaisseaux-rapides noirs, » des « vaisseaux agiles » et des vaisseaux-rapides agiles : » et voilà qui va nous expliquer le second nom, le nom homérique, de Corfou, *Schérie*. Car *Schérie* n'est qu'une épithète de *Kerkyra*.

Dans la mer Adriatique, les Anciens connaissent une autre Kerkyre ou Korkyre, qu'ils appellent *la Noire*, *Korkyra Melaina* : c'est donc le *Vaisseau Noir*, le *Croiseur Noir*, ou, comme dit l'*Odyssée* en parlant de ses navires, *naus thoë melaina*, *vaisseau-rapide noir*, car cette épithète de la Korkyre dalmate est celle-là même que le plus souvent le poète odysseén donne aux croiseurs de ses héros :

οὐνεκα δεῦρ' ἐκρέμεθα θοῇ σὺν νηὶ μελαίνῃ...

Et le croiseur phéacien, que Poseidon pétrifie, est un croiseur noir. La roche corfiote, qui représente ce vaisseau, pourrait donc, elle aussi, être une roche du Croiseur Noir, une Kerkyra Noire. Et elle le fut en réalité. Étudiez, en effet, le nom complet de la Korkyra Melaina dalmate : ce nom composé est fait d'une épithète grecque, *melaina*, accolée à un substantif sémitique *kerkyra*. Si l'on veut retrouver l'original sémitique dont cette épithète grecque est la traduction, il faut recourir à la racine sémitique *s. kh. r.*, *être noir*, et à une forme adjective *skherea*, qui en serait tirée. *Kerkura Skherea*, tel était, dans la langue des premiers navigateurs, le nom complet de ces *Roches* ou *Iles du Croiseur Noir*. Pour la station dalmate, les Hellènes, qui vinrent ensuite, traduisirent le second terme et transcrivirent le premier : ils eurent *Kerkyra Melaina*. Pour la station corfiote, ils avaient transcrit les deux termes : l'usage commun ne garda parmi eux que le premier, *Kerkyra* ou *Korkyra*, alors que la poésie odysseénne n'avait conservé et popularisé que le second, *Skheria*. Mais, de part et d'autre, pour comprendre cette onomastique, il faut remonter jusqu'à l'original sémitique, qui seul peut nous expliquer tout à la fois *Korkyra* et *Skheria*.

A nous en tenir donc aux noms de lieu, il semble que notre île de Corfou puisse bien tout à la fois être la *Kerkyra* des Hellènes et la *Schérie* du poète homérique. La topographie de l'île et toutes les descriptions du texte odysseén vont nous conduire à la même identification. Représentez-vous, en effet, d'après les vers odysseéns, ce que doit être exactement ce pays de Phéacie. La première vue de côtes qu'aperçoit Ulysse, avant la tempête, est faite de hautes montagnes ombreuses qui se dressent dans le lointain. Puis la tempête jette Ulysse contre la côte même de l'île; alors, ce sont des falaises de roches sur lesquelles le flot lance des nuées d'écume avec un terrible rugissement. Ni port, ni refuge. Partout des promontoires projetés, des écueils, des roches, et encore des écueils pointus autour desquels gronde le flot; par derrière, se dresse une falaise nue contre laquelle la houle va précipiter le naufragé. Une grande vague jette Ulysse sur un promontoire rocheux. Il n'a que le temps au passage de se cramponner à l'un des écueils qui bordent la côte. Il évite ainsi d'être broyé contre la falaise. Mais, au retour, la vague le reprend et le ramène à la haute mer. Alors il nage parallèlement à la terre. Les yeux tournés vers le rivage, il cherche une plage unie et un port. La mer est sans fond : impossible de prendre pied.

Enfin il aperçoit les bouches d'un fleuve d'eau courante; il s'en approche : l'endroit est excellent pour prendre terre. Sur cette plage de sables, dans cette anse protégée du vent, le fleuve, sans profondeur, arrête son courant pour recevoir Ulysse. Mais l'endroit est désert, et le vallon, humide et fiévreux. Les pentes voisines, couvertes d'arbres et de broussailles, offrent pour la nuit un meilleur refuge. Ulysse monte à la forêt et s'enfouit dans les feuilles sèches.

C'est là que Nausikaa va retrouver le héros. La ville des Phéaciens est assez loin d'ici. Quand Nausikaa viendra laver son linge à la bouche du fleuve, elle prendra une voiture pour faire le voyage et des provisions pour rester tout le jour. Partie de grand matin, elle ne rentrera que le soir. Sur la route, elle traversera d'abord les jardins du faubourg et le bois sacré d'Athèna, qui sont tout proches de la ville, puis les champs et la plaine cultivée, qui mènent jusqu'au fleuve. La ville est au bord de la mer, pourtant : entre deux ports au goulet étroit, elle dresse sa haute colline que ceint un rempart. Au pied de l'acropole, entre

les deux ports, à côté des cales qui reçoivent les navires, une place publique, pavée de grandes dalles, entoure un temple de Poseidon.

Depuis longtemps, au long des côtes corfiotes, les archéologues et les explorateurs ont cherché ce double port des Phéaciens. Trois ou quatre sites, dit-on, correspondent à la description homérique. Sur le détroit qui sépare notre île de la côte albanaise, deux ports ont toujours été fréquentés des navigateurs, le port même de Corfou et le mouillage de Cassopo : tous deux ont une double baie. Sur la côte de la mer occidentale, deux autres refuges, Aphiona et Palaio-Castrizza, présentent aux flancs de leurs presqu'îles rocheuses, chacun une paire de mouillages accomplis. Voilà donc quatre emplacements possibles pour notre ville d'Alkinoos. Lequel prendre ? la difficulté du choix est peut-être moins grande en réalité qu'elle ne paraît. Entendons-nous bien d'abord sur la valeur de certains mots.

Nous donnons aujourd'hui le nom de port, de refuge, de mouillage, etc., à des stations de nos flottes, qui ne conviennent en aucune façon aux flottes primitives et qui ne peuvent pas avoir été vraiment des ports homériques. Un port homérique n'est pas une grande rade enfoncée dans les terres : il faudrait à l'entrée et à la sortie un trop dur effort des rameurs pour gagner la haute mer ou pour reprendre le mouillage. Un port homérique n'est pas même un grand bassin d'eau profonde : il n'a que faire d'une vaste superficie de mer ; ses bateaux ne restent pas à flot. Mais il lui faut une assez grande étendue de plages pour tirer les navires à sec. Un « bon port » (c'est le nom que le poète donne toujours aux mouillages phéaciens) homérique est presque le contraire de nos bons ports : sous un promontoire qui porte la ville, une petite crique suffit, à condition qu'elle soit bien couverte de la haute mer et qu'à l'intérieur du goulet elle renfle sa panse et présente sur la courbure de ses plages le maximum de dentelles, de festons et de petites anses, avec des pentes de sables pour recevoir les vaisseaux halés. De chaque côté de son promontoire, la ville d'Alkinoos a un « beau port » de cette sorte, entre des caps qui forment des goulets étroits, avec des plages développées où chaque vaisseau a sa remise. Or, nos quatre mouillages corfiotes ne répondent pas tous à cette description.

La ville actuelle de Corfou n'a que des rades foraines. La ville ancienne de Korkyre, un peu plus au Sud, était bâtie sur une presqu'île qui pourrait à la rigueur nous représenter le promontoire rocheux des Phéaciens, sauf pourtant qu'elle est démesurément trop grande : ses trois ou quatre kilomètres carrés contiendraient cinq ou six villes comme la capitale d'Alkinoos. De chaque côté de la presqu'île, s'ouvre un mouillage, nous dit-on. Mais ni l'une ni l'autre de ces rades ou lagunes ne correspond, comme dispositions ni comme dimensions, à un beau port homérique. A l'Est, la baie de Kastradais est entièrement ouverte. A l'Ouest, la lagune de Kallichiopoulo est fermée : devant l'entrée, se trouve le pittoresque îlot d'Ulysse, haut de 20 mètres, avec une chapelle. Le chauvinisme des Corfiotes modernes a retrouvé ici le port d'Alkinoos : « Voilà, disent les indigènes, le port fermé et voilà la roche du vaisseau pétrifié. » Embouée de vases, bordée de marais qui en rendent tout le pourtour inaccessible, cette lagune sans eaux profondes ne peut servir à nos marines. Elle n'a pu servir davantage aux marines primitives. Leurs vaisseaux se fussent échoués et enfoncés dans la vase du pourtour. Ces vieilles marines, d'ailleurs, n'auraient pas vu en cette rade intérieure un port, mais une petite mer : long de deux kilomètres et demi, large de deux, ce bassin gigantesque eût nécessité des heures de rame pour aller du goulet aux remises. Ajoutez que cet îlot d'Ulysse n'a jamais eu la forme d'un navire. Jamais les marines qui se sont succédé ici n'ont eu l'idée d'y voir un bateau, une galère ou un caïque : jamais il n'a porté le nom de *Karavi*, *Galera* ou *Nave* ; il s'appelle l'île aux Rats, *Pondiko-Nisi*. Cette appellation même suppose une île peuplée de rats, donc une île pourvue d'eau, de végétation et de vie. Or, pour qu'une île garde à travers les siècles un profil caractéristique et le nom que ce profil entraîne, pour qu'une île ressemble à un bateau et, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, s'appelle l'île du Bateau, il faut qu'elle soit un bloc de rochers nus, sans végétation, sans terre friable. Les changemens de la végétation arborescente et les éboulis de la terre mobile auraient tôt fait d'altérer le profil du bloc. Cette charmante île aux Rats flotte à l'entrée de la lagune comme un vase fleuri d'où pointent les hautes tiges de cyprès : c'est une gerbe droite de verdure et de grands arbres, dont le profil varie sans cesse au gré du vent qui balance ce panache, au gré des hommes qui le respec-

tent ou l'abattent, au gré des saisons qui le dessèchent ou le vivifient... Il faut chercher ailleurs l'île d'Ulysse et les deux ports d'Alkinoos.

Autre site. Nos marines récentes et déjà les marines de l'antiquité gréco-romaine, naviguant dans le détroit de Corfou, avaient au bord du grand canal adriatique un dernier reposoir. Le temple de Zeus Kasios et l'église de Notre-Dame de Cassopo s'y sont succédé. C'est la station antique de Kassiopè, la station moderne de Kassopè ou Cassopo. Une forteresse vénitienne couronne encore le promontoire qui, de toutes parts entouré d'eau, ne tient à la côte que par un isthme étroit : « La pointe Cassopo porte les ruines d'une belle forteresse vénitienne. La côte Ouest forme la baie d'Aprau, où il y a mouillage par des fonds de 20 à 35 mètres par les vents de terre, avec le petit port Cassopetto qui a 7 mètres d'eau. Ces localités ne sont guère fréquentées que par les pêcheurs. » La côte Est du promontoire de Cassopo longe une autre crique en-cul-de-sac, un fjord étroit que les *Instructions* ne mentionnent même pas. Dans ces deux mouillages de Cassopo on a voulu pourtant reconnaître les beaux ports d'Alkinoos. Même en négligeant la moitié des mots, on ne peut appliquer ici le texte homérique.

D'ailleurs, prenez Korkyre, Kassopo, ou tout autre mouillage sur les côtes de l'île qui bordent le détroit : aucun site de ces côtes orientales ne saurait nous offrir les autres traits du site odysseén. Où sont les falaises abruptes, les rochers nus, les écueils grondans et le fleuve au fond d'une crique? Au long de sa côte orientale, l'île ne présente aux navigateurs du détroit que des plages de sable ou de vase et des pentes longues de roches ou de cailloux. Les montagnes par endroits dominent la rive, mais elles ne plongent jamais abruptes dans la mer. Tout au long de ce détroit corfiote, j'ai vainement cherché les vues de côtes odysseénnes (avril-mai 1901). Les plages sablonneuses du Sud ne sauraient être mises en cause. Les pentes boisées du centre ne conviennent pas mieux. Ce sont de rapides talus, coupés de ravins, semés de pierres roulantes et de rochers, mais vêtus d'oliviers, de cyprès et de broussailles, et n'offrant jamais une façade abrupte. Puis viennent les marais et les vases qui encerclent les promontoires de la ville ancienne et de la ville moderne; les pentes d'oliviers et de vignes où les talus d'herbages et d'aloès descendent jusqu'à la bordure de vases. Au Nord de la

ville moderne, s'étend la plage de marais qui va jusqu'au pied de la haute et longue chaîne du Pantokrator. Sur une quinzaine de kilomètres, la rive basse et marécageuse n'est interrompue de loin en loin que par des îlots rocheux qui flottent encore dans la boue. Une plaine et une route plate bordent le rivage et viennent brusquement finir au pied du Pantokrator. Au bord des prairies mouillées, un fleuve paresseux amène, entre deux rives de hautes herbes, ses ondes chargées de boue. Schliemann y reconnut le fleuve de Nausikaa et retrouva même les deux pierres du lavoir. Mais où sont les cascades et les tourbillons, les rochers et les vallons clos, et la forêt toute proche, et l'anse abritée du vent?... Dans la bourbe de ces eaux, le linge de Nausikaa eût pris d'étranges couleurs.

Puis la chaîne du Pantokrator surgit brusquement. En travers de l'île, de la côte du détroit à la côte de la grande mer, elle dresse sa muraille allongée. Sa façade méridionale est abrupte : elle limite l'horizon de son écran sans contreforts ; quelques villages sont accrochés à sa paroi, et de vieux oliviers se cramponnent à ses roches. Sa façade septentrionale est au contraire une longue pente, un tumulte de rochers énormes et de schistes croulans, de vallées et de plateaux, que les arbres de toute essence recouvrent et que les rivières entaillent en sinueux couloirs. De l'Est à l'Ouest, en travers de l'île, sur le détroit et sur la grande mer, la chaîne du Pantokrator présente le même contraste. Vers l'Est, sur le détroit, sa muraille s'élève lentement comme la pente d'un fronton, coupée d'aspérités et de crevasses, de rocs pointus et de couloirs pluviaux ; mais c'est une pente oblique, régulière, que recouvrent des broussailles ou des cailloux : ce qu'aperçoivent de lui les navigateurs du détroit, ce ne sont donc ni des falaises abruptes, ni des roches accores, mais une cascade de croupes rondes, à peine entaillées au ras de l'eau d'un petit escalier rocheux et festonnées de criques caillouteuses, de sables et de graviers.

Vers l'Ouest, au contraire, pour les navigateurs de la grande mer, le fronton du Pantokrator écorné plonge à pic dans la Mer Sauvage : les indigènes disent *Agriopélagos*, la Mer Sauvage. C'est bien le terme convenable pour désigner cette mer occidentale de Corfou. La côte surgit en hautes falaises escarpées et porte les ruines du château Saint-Ange. A 330 mètres d'altitude, au-dessus du village de Krouni, les tours ruinées dominent

à pic le flot hurlant. Par tous les temps, au pied de cette muraille, la lame se brise sur la ceinture d'écueils pointus. L'*Odyssée* nous dit que les Phéaciens habitent « sur la Mer Sauvage, »

οἰκόμεν δ' ἀπάνευθεν πολυχλύστῳ ἐνὶ πόντῳ.

La Mer Sauvage de Corfou présente en effet toutes les vues de côtes décrites par le poète. C'est à cette côte occidentale qu'Ulysse a d'abord atterri : de la haute mer il en aperçut « les montagnes ombreuses. » Les *Instructions nautiques* nous disent : « Les bâtimens qui se rendent de la Méditerranée dans l'Adriatique cherchent toujours à reconnaître l'île de Corfou, que l'on aperçoit de loin à cause de son élévation. Si l'on vient de l'Ouest (et c'est des mers occidentales qu'Ulysse revient), les hautes montagnes sont visibles du large à une grande distance et il n'y a pas de position d'où, par le beau temps, on ne puisse voir la terre à plus de cinquante milles de la côte. L'aspect de la contrée, vue de la mer Ionienne par un temps clair, est très imposant. Les montagnes, d'une variété de formes infinie, avec de beaux versans et des contours nettement dessinés, changent constamment d'aspect selon la position du navigateur. »

Vue de l'Ouest, toute la façade de Corfou sur la Mer Sauvage n'est qu'une muraille escarpée. Le contraste est frappant avec la façade du détroit. Dans l'extrême Sud seulement, cette côte de la grande mer présente encore les pentes caillouteuses, les talus de roches ou de broussailles et les anses de sables ou de graviers que nous avons décrits sur l'autre façade. Mais, à la pointe Kardiki, disent les *Instructions*, tout change : « La côte est la base des montagnes Paviliana et Garuna, hautes de 426 et de 466 mètres et voisines du rivage, et, après les îlots Lagudia, la côte, formant une courbe convexe, devient extrêmement dangereuse ; elle est garnie tout du long par des roches et des pâtés de roches. » Du cap Kardiki jusqu'à l'extrémité Nord de cette côte occidentale, la même vue de côtes rocheuses, accores et déchiquetées va se poursuivre. Au-devant de cette muraille, la mer brise en hurlant sur des lignes de roches et couvre de son écume quelques îlots. De loin en loin, dans les falaises de la muraille, s'ouvrent quelques petites plages de sables sous les collines couvertes de forêts, et trois petites baies s'offrent au débarquement : au Sud, la baie d'Ermonais ; au centre, sous le château Saint-Ange, la baie de Liapadais ; au Nord, sous le cap

d'Aphiona, la baie de Saint-Georges. La baie d'Ermonais n'a qu'un mouillage temporaire : le sirocco y fait rage ; elle a du moins la commodité d'une longue et large plage de sable et d'un fleuve constant qui y débouche. Les deux autres baies de Liapadais et de Saint-Georges sont bien plus sûres. Elles ont toujours servi aux petits caboteurs. Chaque fois que les insulaires eurent à redouter les descentes de quelque marine occidentale, ils firent bonne garde sur les promontoires voisins. Les flottes modernes pourraient avoir deux établissemens en ces deux baies de Saint-Georges et de Liapadais. Mais il suffit d'ouvrir nos cartes marines pour voir que la seule baie de Liapadais convenait aux flottes primitives et que, seule, elle correspond aux descriptions de l'*Odyssée*.

II

Pour retrouver les ports d'Alkinoos, il suffit, en effet, d'ouvrir nos cartes marines. Le service hydrographique anglais a pris la peine de nous dessiner un commentaire topographique de toute la description odysseenne. Les hydrographes français ont copié la carte anglaise. Prenez donc la feuille n° 3052 de notre service hydrographique : le carton de droite vous offrira les deux ports d'Alkinoos sous les noms de Port Alipa et Port San-Spiridione. C'est, dans la Mer Sauvage, la baie de Liapadais, qui contient ces deux ports jumeaux, aux flancs d'une presqu'île de roches, sous le château Saint-Ange et sous la pointe d'Arakli, dernier massif de la chaîne du Pantokrator vers l'Occident. Les trois cents mètres du Saint-Ange et les cinq cents mètres de l'Arakli tombent à pic dans la baie, dont ils forment la côte Nord. Mais, au-devant de leurs derniers ressauts, deux presqu'îles rocheuses sont attachées à la terre par deux isthmes de sables, et un contrefort de la montagne pointe dans la vague sa longue lance aiguë. Par ces presqu'îles et par cette lance, nos deux ports jumeaux sont dessinés. Le plus grand a le nom d'Alipa ; le plus petit a le nom de San-Spiridione. Prenez la carte : tous les mots du texte odysseén s'y appliqueront d'eux-mêmes. L'île ou presqu'île extérieure, au bord de la haute mer, porte aujourd'hui le monastère de Palaio-Castrizza, dont elle a reçu le nom. L'île ou presqu'île intérieure, entre les deux ports qui la flanquent, est la place désignée pour une ville haute à la

mode homérique. De chaque côté de la ville, les « deux beaux ports » à l'étroit goulet et aux nombreuses remises viennent finir, au pied des monts, en plages sablonneuses. Port Alipa surtout semble dessiné d'après le texte odysseén. Son goulet n'a que 300 mètres de large et les navires doivent prendre garde aux roches acérées qui l'étranglent. Mais derrière cette entrée, une triple rade se creuse, avec ses trois bras disposés en feuilles de trèfle. Des jetées de roches la divisent en de multiples compartimens, que terminent des pentes de sables. Chaque vaisseau peut avoir sa remise sèche ou sa cale mouillée. La nature a fait ici le travail de compartimens que l'homme fait ailleurs, — par exemple dans le port athénien de Munychie, — pour dresser des boxes dans les écuries de ses coursiers de la mer. Au pied de la ville haute, sur l'isthme entre les deux ports, une plaine s'étend pour recevoir l'agora dallée. Si la réalité correspond vraiment à cette carte de nos marins, nous avons ici la ville et les beaux ports d'Alkinoos... Mais il ne faut pas s'en rapporter aux vues des cartes.

Avril-mai 1901 (1). — La promenade vers Palaio-Castrizza est une excursion de touristes que tous les guides recommandent. Depuis la ville de Corfou, il faut trois ou quatre heures en voiture, et la route, construite au temps de l'occupation anglaise, est charmante. C'est d'abord au long du détroit, dans la plaine verte ou sur les collines chargées d'olivettes, la grand'route bordière de la mer, qui, par le col de Panteleimon, franchit la muraille du Pantokrator et traverse toute l'île, du Sud au Nord. Mais bientôt, quittant cette route qui poursuit vers le Nord, nous tournons à l'Ouest et, de loin, nous longeons sur la droite l'âpre muraille du Pantokrator. Un charmant pays vaillonné en borde le pied. De ses vieilles olivettes, de ses plainettes closes, de ses petits lacs dormans, de ses marais verdoyans, de ses grasses terres de labour, cette plaine ondulée remplit tout le centre de l'île, entre la muraille du Pantokrator et la chaîne côtière, la « sierra » de l'Occident. La route est une allée de parc anglais. Sans jamais forcer le passage par des tranchées ou des remblais, elle contourne doucement les collines et les vallons creux. Elle court sous les vieilles olivettes qui dressent très haut leurs panaches d'argent. Elle se mire au pourtour des lacs dont le miroir terni, voilé d'écumes et de longues herbes, s'efface au fond de leurs cadres de cyprès. La haute barrière du Pantokrator avec ses roches surplombantes et ses villages suspendus ferme l'horizon de droite. A gauche et devant nous, la sierra bordière de la côte occidentale, longue muraille moins haute, mais presque aussi ardue, se dresse à pic sur la vallée marécageuse de Ropa et nous cache la Mer Sauvage. Perpendiculaire à l'axe du

(1) *Notes de voyage*

Pantokrator, cette sierra dentelée vient buter contre lui. Leurs masses confondues ne laisseraient aucun passage, n'étaient la brèche d'un torrent, qui dans la roche s'est taillé une porte monumentale. C'est par ce défilé, entre deux montans gigantesques de pierre fendue, que la route atteint la Mer Sauvage au fond de la baie de Liapadais. Nous franchissons ce défilé : nous entrons dans le pays des Phéaciens. Le voici devant nos yeux. La carte marine ne nous a pas trompés.

Les pentes de l'Arakli et du château Saint-Ange font à la baie une côte de fer, déchiquetée de roches. A mi-pente, à trois cents mètres au-dessus de la mer, l'Arakli porte une terrasse où se sont groupées les maisons du petit bourg de Lakonais : au bord de l'eau, la muraille abrupte est flanquée d'un talus, et sur ce talus la route en corniche serpente entre les olivettes. Le mont Saint-Ange, plus abrupt encore, plonge dans la mer sans fond. Son dôme se reconnaît au loin avec les ruines qui le couronnent. Voici le port Alipa et sa triple feuille de trèfle : de jolies plages de sables le festonnent tout autour. Dans la mer, en face de nous, se dresse la haute montagne semi-insulaire qui ne tient à la côte que par l'isthme de sable entre les deux ports. Les cartes marines ne sont qu'en un point inexactes, et légèrement. Sur cet isthme, entre les deux ports, elles indiquent par des hachures assez fortes une colline allongée qui unirait les pentes de la montagne semi-insulaire aux dernières pentes de l'Arakli continental. Cette colline n'existe pas. L'isthme est plat, au ras de l'eau, sans une élévation, sans une bosse. De la plage sablonneuse de Port Alipa au fond sablonneux de San-Spiridione, il va tout uni, portant une petite plaine de blés et d'olivettes. Au delà de San-Spiridione, il se poursuit encore jusqu'à la Mer Sauvage pour unir à la côte l'autre mont, semi-insulaire encore, de Palaio-Castrizza, si bien que le regard peut suivre cette entilade d'isthmes bas depuis Port Alipa jusqu'à San-Spiridione, d'abord, et jusqu'à la Mer Sauvage, ensuite.

Port Alipa est le grand port. San-Spiridione est beaucoup plus petit. Mais derrière un goulet de roches, il a aussi de spacieuses pentes de sables, où toute une flottille primitive remiserait ses navires. Les moines du couvent de Palaio-Castrizza y ont leurs deux canots échoués. C'est leur seul mouillage. Car la plage foraine qui borde la Mer Sauvage est semée de roches et de cailloux, garnie, sur son front, de rocs et de récifs, déchirée, sur ses flancs, d'écueils et de falaises, et sans trêve la mer y pousse une houle gémissante. Sur ces pointes ou contre ces parois de fer, la moindre embarcation court le risque d'être éventrée ou broyée. Cette anse extérieure n'est pas un port. Le couvent de Palaio-Castrizza n'est pas entre deux beaux ports. Il n'occupe donc pas l'emplacement de la ville phéacienne. C'est Alipa et San-Spiridione qui sont les beaux ports et c'est la montagne entre eux qui dut porter la ville d'Alkinoos. La raide et petite butte de Palaio-Castrizza ne saurait d'ailleurs porter une ville : ses flancs abrupts, à grands renforts de terrasses, ont seulement quelques jardins et quelques oliviers ; au sommet aplani, le couvent et sa petite église n'ont pu trouver place qu'en débordant de toutes parts les fèvres du roc.

Nous avons contourné le fond de Port Alipa. Nous arrivons sur l'isthme qui s'étend entre les deux ports, au pied du mont des Phéaciens. La plaine de l'isthme a de 250 à 300 mètres de long, d'un port à l'autre, et de

130 à 200 mètres de large, entre le pied des deux montagnes insulaire et continentale. Du côté de Port Alipa, la plainette est ombragée d'olivettes qui viennent jusqu'aux sables. Du côté de San Spiridione, les sables et les champs de blé lui font une large esplanade découverte. Voilà bien l'agora autour du beau Poseidion, la place où les équipages, assis et accroupis sur les dalles, réparaient, qui sa voile ou son mât, qui ses rames ou ses filets. C'est le spectacle qu'offrent encore les quais dallés de nos petits ports méditerranéens.

Allez un soir d'été sur la marine d'Amalfi. Au pied des monts, sur la plage circulaire de sables et de cailloux, à l'écart du flot qui brise, les bateaux sont tirés. Devant la ligne des maisons de la basse ville, une esplanade dallée s'avance, qui sépare la plage en deux anses. Sur ces dalles, les femmes accroupies tricotent leurs bas ou épouillent leurs enfans, et les hommes raccommoient leurs voiles, réparent leurs filets, tressent un cordage ou reclouent les tronçons d'une rame brisée. Pour les menus travaux que le matelot fait ainsi, il faut une esplanade dallée où l'on puisse s'asseoir : non dallée, la terre meuble deviendrait de la boue sous les pieds et sous les cordages chargés d'eau de mer.

Sur notre isthme, les dalles, comme on le pouvait prévoir, ont disparu et le temple de Poseidon, le beau Poseidion des Phéaciens, ne semble pas avoir laissé de ruines. Il en reste pourtant un souvenir. Comme tant d'autres Poseidia antiques, il fut remplacé sans doute par une chapelle de Saint-Nicolas. Mais le grand saint, malgré sa puissance, ne put tenir longtemps sur cette plage infestée de pirates mécréans. Les Turcs ou les Barbaresques le chassèrent. Il s'enfuit à mi-côte de la montagne semi-insulaire, où la carte marine indique les ruines de sa chapelle (*Ruines* sur la carte). Il resta là durant de longs siècles. Les marins chrétiens montaient jusque chez lui et l'entretenaient d'icônes et de cierges. Aujourd'hui la sécurité des mers lui a permis de redescendre. Les moines, ses voisins, qui prenaient soin de son autel et qui touchaient ses revenus, l'ont ramené en un site plus commode. Au pied de leur couvent, sous la roche de Palaio-Castrizza, sur le bord même de leur mouillage de San Spiridione, ils lui ont construit une chapelle neuve où ils ont apporté ses vieilles icônes. C'est là qu'il faut chercher le Poseidion des marines actuelles. La chapelle du mont est en ruines. Le Poseidion de l'isthme est sans doute enfoui.

Nous montons à la ville d'Alkinoos. La montagne semi-insulaire dévale du côté de l'isthme en une pente assez raide, mais non pas abrupte. Le champ d'oliviers s'étage en talus jusqu'à mi-côte; puis des terrasses superposées soutiennent de maigres jardinets de céréales qui, de marche en marche, vont jusqu'au sommet. Tout en haut, une esplanade de roche nue porte les ruines d'une chapelle (*Église* sur la carte marine) de Saint-Georges. On va de la mer à l'esplanade du sommet, par un sentier en échelle qui permet l'escalade sans trop de peine et passe aux ruines de Saint-Nicolas. Tel quel, ce flanc de montagne se prête à l'érection d'une de ces villes hautes que les corsaires ou navigateurs francs connurent jusqu'à nos jours dans les mers levantines. En bas, la plage et les vaisseaux bordaient l'agora, où les étrangers étalaient leurs marchandises, et les sanctuaires où les indigènes adoraient les dieux marins. Sur la pente, le troupeau serré

des cases montait de terrasse en terrasse, le toit plat de l'une servant de cour à l'autre plus élevée. Au sommet, le palais du roi, de l'aga ou de l'évêque dominait la rade et la haute mer. Les géographes de l'expédition de Morée décrivent, dans la Syra de leur temps, notre ville d'Alkinoos.

De la terrasse d'Alkinoos, où nous sommes montés, la vue est admirable. La Mer Sauvage se cabre, mordant partout de son écume cette côte de fer. Les promontoires accores, les falaises déchiquetées et les pointes avançantes retentissent du gémissement des flots. La grande houle du Sud couvre et découvre les dents des écueils. De partout, montent le hurlement et la fraîcheur de la vague déchirée, tandis qu'au sein des rocs la nappe souriante des deux petits ports balance son murmure sur le sable des anses. Dans son ensemble, cette baie de Liapadais apparaît murée de hautes montagnes. Tout autour, c'est une margelle continue de monts sourcilleux, qui commence aux gigantesques falaises du château Saint-Ange, se poursuit par la muraille de l'Arakli, contourne la côte occidentale de la grande île et s'en va là-bas vers le Sud se précipiter dans la mer avec les falaises du cap Plakka. De cap en cap, cette margelle encercle la mer sans laisser un passage. D'ici, du moins, rien ne laisse soupçonner la porte des roches qu'emprunte la route des terriens au pied du Pantokrator et que nous avons franchie tout à l'heure pour entrer en Phéacie. Le pays des Phéaciens « est couvert tout autour d'une haute montagne, » comme dit l'*Odyssée*. Le poète a entendu ou lu une exacte description de ce puits et de sa margelle, et il l'a reproduite à sa mode ordinaire : de ce détail minutieusement exact, il a tiré une belle histoire ; de même que Poseidon pétrifie le vaisseau des Phéaciens pour expliquer la présence du Karavi, du Bateau de pierre, au Nord de cette côte corfiote, de même le dieu « recouvre, tout autour, d'une haute montagne, » cette baie profonde, presque inaccessible aux terriens. Et d'autres vers de l'*Odyssée* encore prennent ici toute leur valeur. Les Phéaciens « habitent à l'écart, sur la mer sauvage. » Ils ne sont pas au milieu des insulaires, au cœur de l'île, mais loin des hommes, au bout de cette terre. Nul voisin ne les tracasse, « puisqu'ils n'ont vraiment pas de voisins. » Du côté de la mer, leur ville, défendue par les écueils et les falaises, n'a rien non plus à redouter : « Il n'est pas encore né le pirate qui ravagera la terre des Phéaciens. »

La terrasse abrupte d'Alkinoos tombe à droite et à gauche sur les goullets des deux ports. Une chèvre oserait à peine s'aventurer dans ces pierres coupées. Mais vers la haute mer, la descente est moins dangereuse. A travers les blocs éboulés, parmi les cailloux roulans, un sentier descend jusqu'à l'extrême promontoire du Sud et gagne le bord de l'eau. Sur le terrain même, on peut suivre les allées et venues des personnages odysseens. Conduit par Nausikaa, Ulysse est venu du fleuve au bois sacré d'Athèna. Ce bois et sa fontaine ne sont éloignés de la ville que de la distance où peut porter la voix. Ulysse s'est arrêté là tandis que Nausikaa rentrait seule en ville. Puis le héros a repris sa route et s'est avancé vers la ville. Comme il allait y pénétrer, Athèna s'offre à lui sous la forme d'une jeune fille allant à la fontaine. Elle enveloppe le héros d'un nuage qui le dérobe aux yeux des Phéaciens. C'est ainsi qu'il peut traverser la ville sans encombre. Fleuve, bois sacré d'Athèna, fontaine où les filles vont puiser de l'eau, nous retrou-

verons tout à l'heure ces trois étapes du héros. Mais le voici en bas de la ville ; il pénètre dans l'isthme ; il admire les deux ports et les vaisseaux tirés à sec, l'agora et les hautes murailles des Phéaciens.

Toujours drapé dans son nuage, Ulysse monte au palais d'Alkinoos. Il y trouve l'hospitalité. Le lendemain, Alkinoos le mène à l'agora et à l'assemblée des Phéaciens qui se tient auprès des vaisseaux. Les voici qui redescendent vers l'isthme et vont s'asseoir sur les pierres polies. L'assemblée se tient là, entre les deux ports. On décide de mettre un navire à flot et de l'armer pour reconduire Ulysse. L'équipage saute dans le sable, tire le navire à la mer, attache les rames aux tolets et sort le vaisseau du port : ils le mouillent en dehors du goulet, en haute mer, vers le Sud-Est, *ἐν νοτίῳ*. Les *Instructions nautiques* disent : « Les deux ports Alipa et San-Spiridione, ouverts au Sud, sont accessibles seulement aux caboteurs et aux bateaux de pêche. » Nos matelots sortent donc vers le Sud-Est et ils mouillent leur bateau dans la partie Sud-Est, *ἐν νοτίῳ*, à l'endroit où la brise de terre, qui se lève de nuit, pourra les pousser en haute mer. Puis ils laissent quelques hommes de garde à bord ; les autres débarquent et gravissent le sentier, qui, parti de l'extrême promontoire Sud, grimpe jusqu'à la ville par la façade maritime. Ils reviennent par ce chemin au palais d'Alkinoos prendre leur part de réjouissances. Ulysse et Alkinoos, pendant cette manœuvre, sont remontés de l'agora jusqu'au palais, à travers les ruelles de la ville qui couvrent l'autre façade du rocher. Tous les seigneurs et notables armateurs de Phéacie les accompagnent. On rentre au palais. On y retrouve bientôt l'équipage du bateau, dont les hommes ont grimpé le sentier de la falaise. On rôtit douze moutons, huit cochons et deux bœufs. On fait l'un de ces festins pantagruéliques auxquels s'habituent les estomacs des marins à terre. On boit. On chante. Puis tous redescendent, à travers les ruelles de la ville, jusqu'à l'agora. Le peuple fait cortège. Les jeux commencent auprès de l'agora, dans la plaine de l'isthme : « Là s'étendait, depuis la borne, un champ de courses, et tous ensemble volaient rapidement en remplissant la plaine de poussière. » Puis on envoie chercher la lyre, que Démodokos a laissée en haut, dans le palais, et l'on se met à danser « sur la terre nourricière, » dans les olivettes du bas.

On remonte ensuite au palais d'Alkinoos où les laquais apportent les présens que chacun des douze rois de Phéacie offre au noble étranger. On fait un nouveau festin, après lequel Ulysse entreprend le récit de ses aventures. La nuit vient ; mais l'auditoire charmé ne veut pas aller dormir avant la fin de ce récit... Le départ est remis au lendemain. Alkinoos décide alors que chaque roi donnera encore à Ulysse un grand trépid et un bassin. Puis tous vont se coucher. Le lendemain chacun apporte son trépid au vaisseau : ils dégringolent tous par le sentier de la falaise jusqu'au vaisseau mouillé au bord de la pleine mer, sous l'extrême promontoire. La descente est rapide et ils sont vite arrivés, avec leur charge de bronze. Alkinoos est venu en personne : c'est lui qui fait arrimer ces objets encombrans sous les bancs des rameurs. Ensuite tous, par le même sentier, remontent au palais où l'on passe la journée en festins et en musique. Ulysse ne partira que le soir, après le coucher du soleil, au lever de la brise de terre.

Quand le soleil tombe à l'horizon, on échange les toasts. Ulysse porte la

santé de la reine et de la famille royale; puis il prend congé de ses hôtes. Il les a priés sans doute de ne pas se déranger, pour le reconduire jusqu'au bateau : la nuit est noire et le sentier de la falaise est fatigant, surtout à remonter. Ulysse d'ailleurs connaît le chemin. Alkinoos et les rois ne l'accompagnent donc pas. On lui donne seulement un laquais qui marchera devant et guidera ses pas à la descente, jusqu'au croiseur et jusqu'au bord de l'eau.

Il semble donc que le palais d'Alkinoos occupait, au sommet de la montagne insulaire, cette plate-forme où nous sommes assis et où se dressent encore les ruines de la chapelle Saint-Georges. Ulysse a frôlé ces roches de l'esplanade sur lesquelles nous relisons ces récits du poète. C'est ici qu'aboutissent les deux routes ou sentiers qui, devant et derrière nous, montent de l'isthme et de la pleine mer. Venu de la mer, le sentier de la falaise est actuellement un casse-cou assez dangereux. On peut encore le suivre jusqu'au bord de l'eau. Mais il faut avoir le pied et la tête solides : la pente est un éboulis de cailloux roulans, et le miroir des eaux donne un peu le vertige. Au temps d'Alkinoos, ce sentier était mieux entretenu : les Phéaciens avaient sans doute ici un escalier, une échelle de roches, toute semblable à l'escalier des gens d'Aphiona pour descendre vers leur Port-Timone. Venue de l'isthme, l'autre route est plus aisée : nos cartes marines l'indiquent encore. Elle gravit en lacets la façade terrienne de notre mont. On imagine sans effort qu'avec un petit travail de remblais et de terrassements, elle peut demain redevenir une large rue : c'est par là que, du palais vers l'agora et réciproquement, est descendu et remonté le char de Nausikaa. Aux deux bords de cette rue, la ville des Phéaciens étagéait sur la pente ses cases et ses ruelles. Les murs des petites terrasses et les cultures couvrent cette pente aujourd'hui : il est impossible de juger si quelque endroit de fouille y pourrait être fructueux.

De terrasse en terrasse, nous redescendons la pente vers l'isthme. Des ruines de la chapelle Saint-Georges, nous allons d'abord aux ruines de la chapelle Saint-Nicolas, qui sont à mi-côte. Puis nous atteignons les premières olivettes de l'isthme, tout en bas. L'isthme traversé et la plage de San-Spiridione nous conduisent au pied du mont de Palaio-Castrizza, qui surgit brusquement des sables et qui n'est qu'un bloc de calcaire : partout la roche affleure, et pourtant ce rocher de Palaio-Castrizza est un merveilleux jardin. Quelques puits creusés par les moines, quelques terrasses pour soutenir un peu de terre, des rigoles pour amener l'eau d'irrigation et recueillir les pluies marines : et tout aussitôt la roche se couvre de verdure luxuriantes. Protégé des vents du Nord par la haute margelle de ses montagnes; ouvert aux vents d'Ouest que la traversée de la grande mer charge d'humidité; rafraîchi par les brumes que les vents du Sud-Est amènent souvent avec eux; ce coin de *Riviera* corfiote est un bouquet d'arbres. Les moines, outre leurs olivettes fleuronées de cyprès, ont à l'entrée du couvent un jardin merveilleux d'amandiers, de poiriers, de vignes, de cerisiers, de pommiers, de pruniers et de néliers du Japon; dans la verdure des branches pliant sous le faix, brillent les oranges d'or : l'enclos est fait de murs et de roches à pic que les raquettes des cactus et la retombée des vieux figuiers ensevelissent. Alkinoos, dans son palais, avait un verger tout pareil.

Les moines de Palaio-Castrizza reçoivent les étrangers sur une terrasse couverte qui domine la Mer Sauvage et que le gémissement des flots remplit. Nous sommes restés là pendant les heures les plus chaudes du jour. Le temps était beau, le ciel sans un nuage; une petite brise de mer soufflait par intervalles; mais tout autre vent était tombé. Et pourtant, au pied du Saint-Ange, sur les dents des écueils, sur les pointes des promontoires, jusqu'à mi-côte des falaises, le flot venait en hurlant jeter ses panaches d'écume, puis se retirait au loin et découvrait les roches acérées. Le Saint-Ange, à pic, domine de sa muraille cette lutte brutale. C'est au pied de cette muraille lisse, λισσὴ δ'ἀναδεδρόμε πέτρῃ, devant cette mer sans fond, ἀγγυόαθης δὲ θαλάσσης, au-dessus de ces récifs aigus et de ces flots toujours grondans, πάγοι ὄρεας ἀμφὶ δὲ κύμα βέβρυχεν ῥόθιον, que nous avons relu la tempête et le naufrage d'Ulysse, et jusqu'au soir, nous avons gardé dans les oreilles le bruisement incessant de cette mer soulevée...

La chaleur s'apaise. Nous redescendons du monastère vers la plainette de l'isthme. Auprès de la ville d'Alkinoos, il nous reste à découvrir les trois étapes, qui jalonnent la route d'Ulysse et de Nausikaa :

- 1° L'embouchure du fleuve;
- 2° Le bois sacré d'Athèna;
- 3° La fontaine du faubourg.

La fontaine doit être toute proche de la ville. Car Ulysse allait pénétrer dans la ville agréable et se mêler au peuple des Phéaciens, quand Athèna, craignant pour lui les questions et les injures de la foule, se présente sous la forme d'une jeune fille portant sa cruche... Dans la plaine de l'isthme, les paysans ont plusieurs puits saumâtres pour arroser leurs olivettes ou leurs champs de légumes. Dans les vallons rocheux du Saint-Ange, suintent aussi quelques filets d'eau. Mais, dans le voisinage immédiat de la ville ancienne, il n'est qu'une source abondante, constante et pure. C'est au bord de la mer, dans la crique occidentale de Port Alipa, juste au point où l'isthme de sable vient se souder aux dernières roches de l'Arakli. A cette corne de l'isthme, en face de la presqu'île qui jadis portait la ville d'Alkinoos, en face du cap rocheux qui porte aujourd'hui les ruines de Saint-Nicolas, du pied de la roche taillée à pic, sortent au ras même de la plage deux ou trois belles bouches d'eau courante (*Puits*, sur la carte). Les marins et les moines y trouvent en abondance de l'eau fraîche, même aux jours les plus chauds de l'été. Les matelots d'un caïque, mouillé sous le cap, viennent justement d'y remplir leurs tonneaux. Le site est de tous points conforme à la description odysseenne. Voilà bien la fontaine où les filles des Phéaciens venaient remplir leurs cruches. Elle était toute proche de la ville qui dressait sur la montagne insulaire, de l'autre côté de la crique, sa ligne de remparts. L'agora, le Poseidion et le champ de courses, couvrant dans l'intervalle la plainette de l'isthme, ne masquaient pas la vue. Ulysse s'arrête un instant auprès de cette fontaine pour admirer les deux ports, l'agora et la longue muraille élevée, faite de pieux, une merveille.

Cette première fontaine retrouvée nous montre qu'Ulysse est bien venu par le fond de Port Alipa. C'est de ce côté qu'il faut donc chercher aussi le bois sacré d'Athèna. « Au bord du chemin, il est un bois brillant de peupliers avec une source et tout autour une prairie : là, mon père a un enclos

et un jardin plein de verdure; ce jardin n'est éloigné de la ville que d'une portée de voix. » Au fond de la crique septentrionale, la route franchit le ravin d'un petit ruisseau, dont les vives verdure^s éclatent parmi le feuillage plus terne de l'olivette. Des paysans descendus de Lakonais bêchent en ce coin leurs champs de fèves. Comme nous leur demandons si quelque source jaillit dans le voisinage, ils nous déclarent que, toute l'année, ce ruisseau fournit de l'eau courante grâce à une belle source toute voisine. Un peu au-dessus de la route, dans un vallon qu'ombragent les oliviers, une source abondante jaillit. C'est, dans tout ce fond de la baie de Liapadaï, disent les paysans, la seule autre fontaine qui fournisse toujours de l'eau. Jamais elle ne tarit. Les cultures maraîchères ont pu s'installer au long de son ruisseau. Les pentes mêmes de son vallon en terrasses, qui finit brusquement contre la falaise de l'Arakli, ne sont vêtues que d'une terre rouge et caillouteuse et ne portent que des oliviers et des cyprès. Mais ici, dans le fond, des murs de pierres sèches ou des enclos d'épines défendent contre les chèvres les carrés de légumes; dans ce ravin, jusqu'à la mer, de petits canaux irriguent les rives et ont fait croître des saules, quelques peupliers, des amandiers, des figuiers avec un coin de vigne.

Voici la prairie, le bois sacré d'Athènes et l'autre jardin d'Alkinoos : tous les détails du texte odysseén s'y peuvent appliquer. En droite ligne, de la ville des Phéaciens à ce fond de Port Alipa, la distance est de 300 à 350 mètres. La voix porte sans peine jusqu'ici et nos paysans interpellent les matelots du caïque mouillé sous le cap. D'ici la haute ville et le palais s'offraient aux regards d'Ulysse : entre les branches de l'olivette, la haute montagne se profile sur le ciel doré du couchant et, de l'esplanade du sommet, se détachent nettement découpées les ruines de Saint-Georges. Ainsi devait apparaître le palais d'Alkinoos « si facile à reconnaître qu'un enfant même l'y conduirait, car il se distingue de toutes les autres maisons des Phéaciens. » Mais pour les gens de la ville, les branches de l'olivette et les peupliers devaient masquer un peu la vue du jardin et de la route. Nausikaa vent que l'étranger s'arrête ici; sans lui, elle rentrera dans la ville. Par crainte des mauvaises langues, elle ne veut pas être vue dans la compagnie d'un inconnu. C'est bien ici qu'Ulysse s'est arrêté pendant que Nausikaa et ses femmes le précédaient à la ville. Nous avons donc les deux dernières étapes de la route odysseénne, la fontaine du faubourg et le jardin du roi. Reste le fleuve.

Au dernier fond de la baie de Liapadaï, dans l'anse d'Iophilía, les cartes indiquent une rivière qui descend de l'Arakli. La route traverse en effet un haut pont de pierre. Mais il n'y a pas d'eau dessous. Nous descendons la rivière cependant jusqu'à la mer. Entre deux pentes d'olivettes, c'est bien un fleuve grec, c'est-à-dire un lit de cailloux roulés avec quelques trous d'eau boueuse. Mais ceci ne peut être le fleuve odysseén et « ses bouches d'eau courante, » le fleuve « aux lavoirs constans, aux eaux abondantes, » que refoule le flot de la vague. Nous remontons au pont de la route où notre voiture nous attendait. Assurément ce torrent desséché n'est pas le fleuve de Nausikaa. Mais où donc retrouver ce fleuve ?

Nous voici revenus au défilé de roches qui mène du pays des Phéaciens à l'intérieur de l'île de Corfou. Nous franchissons de nouveau la margelle

de montagnes qui encercle la baie. Au sortir du défilé, nous retrouvons le pays de collines et de vallons, de plainettes, d'olivettes, de champs, de vignes et de cyprès qui couvre le centre de l'île jusqu'à la mer du détroit. A notre gauche, la muraille du Pantokrator dresse sa paroi sauvage, sans une coupure. A notre droite, les pentes boisées de la sierra côtière font place soudain à la longue plaine de Ropa, qui fuit vers le Sud entre deux lignes de coteaux. Cerclé de pentes douces que les olivettes chargent de leurs masses ondulantes, cet ancien lac vidé étire à perte de vue sa nappe encore miroitante de marais et d'herbages. Là-bas, vers le Sud, par une *prêche* de la sierra côtière, un petit fleuve décharge le trop-plein des marécages dans la baie sablonneuse d'Ermonais. Voilà « les champs cultivés et les travaux des hommes, » que les mules de Nausikaa traversent en courant.

Le fleuve est là-bas. Dix kilomètres de route plate, à travers la plaine de Ropa, nous y mèneraient vite. Mais il se fait tard. Le soleil couchant allonge sur la campagne les grandes ombres du Pantokrator. La tranquillité de ce doux pays se fait plus grave. L'obscurité tombe lentement des vieux oliviers. Tout bruit se calme autour des cyprès. Une buée monte de la plaine et dessine au loin la fuite des marais. Il faut rentrer vers la ville. Nous irons demain à la baie d'Ermonais et au fleuve de Nausikaa.

III

Sur la côte occidentale de Corfou, dans la Mer Sauvage, la baie d'Ermonais occupe la place symétrique aux deux baies de la capitale actuelle sur la côte du détroit. Quinze ou seize kilomètres mènent d'une mer à l'autre, de la capitale à la baie déserte. Cette route n'est aussi qu'une allée de parc. A travers les hauts cyprès et les vieilles olivettes, au bord des haies fleuries de roses, sous les coteaux chargés de vignes, autour des plainettes inondées et des petits lacs, elle va sans heurt, en courbes sinueuses, respectant les vieux arbres et évitant les roches. Une succession de collines et de vallons détrempés couvrent le pays. Sur les buttes, les blancs villages se penchent dans leur ceinture de cyprès. Au fond des vallons, les marais de l'hiver ou les lacs constans miroitent. La politique vénitienne laissa, par système, les marécages envahir les champs : l'île ne devait produire que de l'huile pour la République, qui la payait en grains.

Avril-mai 1901 (1). — ... Nous arrivons au sommet des dernières collines qui bordent au Sud la plaine de Ropa. La cuvette s'ouvre devant nous. Long de neuf kilomètres, large de deux ou trois, cet ancien lac vidé est aujourd'hui la plus grande plaine de l'île. Cette plaine s'étend vers le Nord, sans

(1) *Notes de voyage.*

un ressaut, absolument plate. Elle s'allonge, unie comme la surface d'un lac, jusqu'à la muraille du Pantokrator. Les aiguilles de quelques cyprès, les dômes de quelques mûriers parsèment le damier monotone. Dans un redan des collines, au bord de la route, bouillonnent une dizaine de grosses sources, de « têtes de sources, » *kephalovrysis*, comme disent les Grecs : ce sont en effet les têtes émergentes des émissaires souterrains, qui seuls déchargent le trop-plein des lacs solitaires, des plainettes closes, des marais sans issue dont le centre de l'île est couvert. A gros bouillons, par dix ou quinze fontaines, ces eaux reparaissent ici et leurs ruisseaux unis forment aussitôt une rivière, un petit fleuve conservant toute l'année la même abondance. C'est à vrai dire le seul fleuve courant de cette plaine, car on ne peut donner le nom de fleuve au fossé de joncs et de boue qui se traîne du Nord au Sud. Le fleuve commence ici et, contournant le talus des collines méridionales, il va gagner le défilé qui le conduira à la baie d'Ermonais. Des terrasses de vignes et d'oliviers accompagnent ses méandres sur la rive gauche. Sa rive droite est taillée dans la terre noire et dans les joncs du marais.

Nous suivons le fleuve. Sa vallée s'étrangle une première fois, puis se rélargit dans un vallon intérieur, où nous devons abandonner notre voiture et nos chevaux. Un nouvel étranglement mène le lit encaissé au seuil de roches, d'où les eaux se précipitent sur la plage d'Ermonais. Entre le sable de la plage et le niveau de la plaine de Ropa, la différence en hauteur est de trente ou quarante mètres : la route s'arrête au bord du saut ; il faut descendre à pied. En une suite de rapides et de cascades, les eaux tourbillonnantes du fleuve descendent vers la plage d'Ermonais. La gorge étroite est d'abord encombrée de blocs et de roches. Des ruines de moulins vers lesquelles se détournent encore les dérivations du fleuve s'étagent sur les deux rives. Après le dernier moulin, le défilé s'élargit un peu et le fleuve apaisé se replie en méandres parmi les cailloux et les herbes, jusqu'aux sables de la grande plage. Il finit dans un talus fort épais de feuilles sèches et de débris végétaux. La force de la vague, qui repousse ses eaux, le contraint à un dernier grand méandre pour atteindre la mer où il se jette enfin, mais non pas de front, obliquement. Voici la plage qui reçut Ulysse. Entre les deux falaises du cap Plakka et du mont Saint-Georges, le demi-cercle concave est débarrassé de roches et protégé du vent. Mais, de chaque côté, le flot hurle et se brise sur le pied des falaises, parmi les roches éboulées. La mer hurlante pousse son écume au bord de la plage. Parmi les blocs écumans, Ulysse prend pied sur les détritus végétaux amenés par le fleuve, ἐς ποταμοῦ προχοαίς. Il jette le voile d'Ivo dans le méandre obstrué par le flot. Puis il sort du fleuve et s'assied un instant sur la rive bordée de joncs ; il embrasse la terre nourricière. Mais il ne peut rester pour la nuit dans cette gorge fraîche, toute pleine d'eaux bondissantes et d'écumes : la brume du soir et la rosée du matin lui donneraient la fièvre. Devant lui, s'offrent les pentes couvertes d'olivettes ; au-dessus de la plage et des blocs éboulés, elle domine la baie, et leurs bois, proches du fleuve, sont visibles de partout. Ulysse y monte, se cache dans les feuilles sèches et s'endort...

Dès l'aurore, Athènes réveille Nausikaa : il faut partir au lavoir dès l'aube et atteler un char, car les lavoirs sont très loin de la ville. On part. Les

mules, à travers la plaine, tirent allègrement leur char et Nausikaa a fait monter ses femmes auprès d'elle... Elles arrivent au courant du fleuve, à l'endroit où se trouvent des lavoirs toujours pleins, où beaucoup d'eau claire se précipite en cascades favorables aux lessives. La série de cascades et de bassins entre les roches, que les moulins modernes ont utilisée pour leurs dérivations, offre, en effet, d'admirables lavoirs toujours pleins d'eau courante, des cuiviers sans cesse renouvelés. Les femmes de Nausikaa, laissant, comme nous l'avons fait nous-mêmes, leur voiture au défilé du haut, ont lâché leurs mules dans les herbages, « sur le bord du fleuve tourbillonnant, » à l'ombre des olivettes où notre cocher vient de lâcher ses bêtes.

Puis elles ont apporté leur linge à ces bassins peu profonds; à qui mieux mieux, elles le battent et le foulent dans l'eau propre. Elles vont ensuite étendre leur lessive sur la plage, en un coin où la vague des tempêtes lave les petits cailloux. La plage offre en effet deux aspects très différents. Aux bouches mêmes du fleuve, elle est jonchée, sur une grande épaisseur, d'herbes et de feuilles, qui, lentement décomposées dans le marais où séchées au fond des canaux de la plaine, ont été brusquement entraînées par les pluies de l'hiver. Sous le mont Saint-Georges, le calcaire éboulé, mangeant la plage, n'a semé la rive que de cailloux ou de rochers. Sous le mont Viglia, au contraire, la vague a décomposé le conglomérat en ses menus éléments et la falaise est bordée d'une pente, non de sable fin, mais de graviers et de cailloutis, de « petites pierres » où le linge doit sécher en effet bien plus vite que sur le sable humide et bien plus proprement que sur les détritiques du fleuve... Nausikaa et ses femmes déjeunent, puis jouent à la balle : la plage unie est un beau terrain de jeu. Mais un coup maladroite envoie le ballon dans l'un des grands trous d'eau de la cascade. Les femmes poussent un cri. Ulysse se réveille, et, sortant du bois, il apparaît sur la pente. Les femmes s'enfuient vers les plages avancées, ἐπ' ἡτόνας προυρούσας. Nausikaa les rappelle et les envoie porter au naufragé un vêtement complet et des linges, derrière une roche du fleuve où le héros pourra se laver. Ulysse ne prend pas un bain; le fleuve n'est pas assez profond : dans le palais d'Alkinoos, quand les servantes d'Arété auront préparé la baignoire, Ulysse se réjouira parce que, depuis son départ de l'île de Kalypso, il n'a pas connu la douceur du bain. Mais dans l'un des bassins de la cascade, Ulysse prend un *tub* : il se lave les épaules, le buste et les membres. Puis il revêt les habits donnés par Nausikaa et l'on remonte de la plage vers l'entrée de la plaine où l'on a laissé le char. On rattrape les mules. On les attelle. La belle lessive blanche, bien pliée, remplit la voiture, et les femmes au retour ne pourront plus monter dessus, comme sur le linge sale qu'on apportait à l'aller. Elles marcheront derrière le char avec Ulysse. La seule Nausikaa trouvera place sur le siège...

Nous sommes remontés aussi vers la voiture qui nous attendait en haut des moulins. Nous reprenons la route de Nausikaa « à travers les champs et les œuvres des hommes. » Une route plate enfilant toute la vallée de Ropa, longe vers le Nord le pied de la sierra côtière et mène à travers la plaine, depuis le défilé du fleuve jusqu'à la porte de la Phéacie. Depuis les moulins, il faudrait une heure et demie pour atteindre Palaio-Castrizza et la ville des Phéaciens. La route actuelle est une route neuve, construite par les ingé-

nieurs et chargée de macadam. Mais elle se double encore d'une vieille piste, encaissée de haies, taillée dans la terre noire. De tout temps, les chars indigènes ont pu rouler au bord de cette plaine, et de tout temps ils allaient au fleuve porter le grain et chercher la farine comme au siècle dernier, ou porter le linge sale et ramener le linge blanc comme au temps de Nausikaa. Sous les dernières ramures des olivettes, tout au bord de la plaine, Nausikaa et ses femmes ont pris cette piste. Les mules galopaient sur ce terrain durci et plat.

IV

Reprennez tous les mots du texte odysseén et voyez si les moindres épithètes ne trouvent pas leur application. Faites d'autre part le calcul des distances et des heures, et voyez si la journée de Nausikaa n'est pas bien remplie par ce voyage. Nausikaa se réveille à l'aube. On attelle le char. Elle part dès l'aurore. Elle met deux heures pour arriver au fleuve. On lave toute la matinée. On déjeune et l'on joue à la balle pendant que le linge sèche. On va repartir, quand Ulysse apparaît. On retarde le départ pour que le héros puisse se laver et s'habiller. Puis on charge le char et l'on s'en retourne un peu moins vite que l'on n'était venu : les femmes et Ulysse reviennent à pied. On n'arrive en Phéacie qu'au coucher du soleil. Ulysse s'arrête encore dans le bois sacré d'Athèna; aussi, quand il arrive au palais d'Alki-noos, les torches sont déjà allumées. Falaises accores et roches aiguës, plage de sable et fleuve au beau courant, source jail-lissante et bois sacré d'Athèna, fontaine toute proche de l'agora et du beau Poseidion, haute ville et beaux ports : nous avons maintenant toutes les étapes de la route odysseénne. La mé-thode des *Plus Homériques*, l'explication minutieuse du texte, nous a fait retrouver sur cette côte de la Mer Sauvage tous les sites de notre Phéacie. Tous les épisodes de l'*Odyssée* nous for-ceront à la même conclusion : la géographie homérique n'est pas imaginaire ; toutes les descriptions du poète sont au contraire d'une précise, minutieuse et complète exactitude.

L'étude de Kalypso nous avait déjà conduits à cette demande : comment le poète a-t-il pu décrire si exactement, si minutieu-sément, les sites, routes et mouillages du détroit ? Et nous n'avions trouvé qu'une réponse : il avait sous les yeux un périple. L'étude de la Phéacie conduit à une pareille demande : comment le poète a-t-il possédé une connaissance si précise du pays phéa-

cien ? Les philologues répondent : « J'admettrais volontiers que des marins d'Ionie, étant allés à Corfou, ont pu rapporter chez eux le souvenir d'une île lointaine, très riante, très fertile, peuplée d'excellens marins, et que ces contes de matelots, transformés par l'imagination populaire, ont pu devenir une légende merveilleuse. » Légendes merveilleuses, contes populaires, imagination, fantaisie, il y en a dans l'*Odyssée*, mais beaucoup moins qu'on ne suppose. L'*Odyssée*, je le répète, est une œuvre d'art grecque. Or, en une œuvre grecque, quelle qu'elle soit, faire la part prépondérante à l'imagination et à la fantaisie ; voir en une œuvre grecque autre chose que la fidèle peinture, la copie d'un modèle déterminé ; mettre sur le même pied la raison hellénique et la fantaisie arabe, les voyages d'Ulysse et les voyages de Sinbad : c'est méconnaître de parti pris les caractères fondamentaux de l'hellénisme. Voyez comment les Grecs eux-mêmes jugent l'œuvre d'Homère : « Tous ses mythes, nous dit Strabon, ne sont que de véridiques histoires à peine embellies, car un défilé de vains miracles sans réalité ni vérité n'est pas homérique. » Quelle valeur prennent tous ces mots de Strabon après notre étude de la Phéacie ! Sans la carte marine et sans les *Instructions*, il était impossible de discerner sous la légère broderie poétique la trame réelle de toute cette histoire : on ne voyait que le conte parce que l'on ignorait la réalité. Mais vous prenez les cartes et descriptions de nos marins et, sous la broderie, apparaît un tissu compact, serré, de faits géographiques rigoureusement exacts et minutieusement notés. Quand vous avez, par le détail, vu comment chaque épithète du poème correspond à une particularité du site, comment chaque vue de côtes et de montagnes, chaque disposition de promontoires ou de ports, et les distances réciproques des fleuves et des villes, et les alentours des sources et fontaines, bref toutes les particularités de la moindre description sont conformes à la réalité tangible, à la vérité scientifique et expérimentale ; il ne vous est plus possible de penser encore à des souvenirs de matelots. Vous ne pouvez plus songer ici encore qu'à un journal de navigateur, à un périple. En mettant bout à bout les descriptions odysséennes de la Phéacie, vous reconstitueriez une page de nos *Instructions nautiques*. Et cette page, la voici dans ses grandes lignes :

L'île des Phéaciens est élevée ; ses montagnes boisées apparaissent de loin ; elle présente à la mer sauvage une côte abrupte avec des falaises

droites et des écueils dangereux. Mais elle a quelques mouillages. On rencontre d'abord une petite anse couverte du vent avec une plage de graviers et des pentes d'olivettes; il faut prendre garde aux cailloux coupans; de la mer, on voit les cascades d'un fleuve, qui tombe sur la plage par une série de bassins où les femmes viennent laver... Puis on rencontre la ville. Elle est loin du fleuve, mais une route plate à travers la plaine de l'intérieur y peut conduire aussi. Dans un cercle de hautes montagnes, la ville est sur un promontoire entre deux bons ports dont l'entrée resserrée est un peu difficile : le palais et les jardins du roi sont en haut; le marché est en bas avec une église de Poseidon et une source où l'on peut faire de l'eau; il y a une aiguade aussi dans le fond du grand port, à côté de la route, où est un autre jardin royal et le bois sacré d'Athènes. Après la ville, les falaises et les écueils continuent. Un rocher ressemble à un navire en marche : les indigènes disent que c'est un bateau que la colère divine a changé en pierre (1)...

Ainsi restitué, ce fragment de périple porte, je crois, sa marque d'origine. Décrivant successivement le fleuve, la ville et le Bateau de pierre, il commence la revue des côtes corfiotes par le Sud et la finit par le Nord : il trahit ainsi une navigation et une marine allant du Sud-Est au Nord-Ouest, des terres achéennes aux mers italiennes, de Grèce au canal Adriatique. Le poète a respecté l'ordre du périple comme il en respectait les mots. Les épisodes de son récit ne sont que les vues de côte successives qu'un navire arrivant du Sud aurait au long de ces rivages corfiotes. L'histoire de Nausikaa commence au fleuve, se poursuit aux lavoirs et sur la route qui mène à la ville, et finit, pour le principal, à la ville, à l'agora et au palais d'Alkinoos : un dernier incident vient recoudre la dernière vue de côtes; une fois Ulysse rapatrié, le navire rentre en Phéacie pour que Poseidon le change en pierre. Et nous retrouvons ici le procédé que nous avons signalé déjà dans l'épisode de Kalypso. Le poète n'invente rien. Mais il arrange et dispose. Il ne fait que mettre en œuvre les données de son périple; mais il les travaille à la mode hellénique, soit par la vie anthropomorphique qu'il prête aux objets inanimés, soit par l'ordre rationnel et la disposition esthétique qu'il introduit entre les divers éléments. D'une série de vues, il fait un tableau. Ce tableau est encore une exacte

(1) Chacune des phrases données ici aurait sa traduction dans tel et tel fragment des périples grecs que nous avons conservés. Pour ces textes, je renvoie encore le lecteur à mon prochain volume *les Phéniciens et l'Odyssée*. De même pour les preuves de l'équivalence que je vais poser tout à l'heure *Kykl-opie* = *Oin-otrie*, etc.

copie de la nature. Mais il est « composé : » il a des parties dans l'ombre et d'autres en pleine lumière, des personnages de fond et des personnages de premier plan.

Or cela est proprement un travail d'artiste et de littérateur. L'*Odyssée* ne peut être que le travail conscient d'un homme de métier, « l'écriture » d'un poète, le chef-d'œuvre d'un ouvrier de génie, et, pour tout dire, le modèle d'un genre littéraire. Il fut un temps où le *Retour* était un genre littéraire : avant le poète homérique, bien des conteurs ou des poètes, sans doute, en Égypte, en Chaldée, en Phénicie ou en Grèce, s'exercèrent à ce genre et peu à peu lui donnèrent des règles et le perfectionnèrent. Durant des siècles, peut-être, on fit des *Retours* (comme aux XVII^e et XVIII^e siècles, chez nous, on fera des tragédies) jusqu'au jour où le poète grec découragea toute émulation par son chef-d'œuvre de l'*Odyssée* : les Hellènes savaient que le *Retour* d'Ulysse n'était qu'un des *Retours* de leur littérature primitive et ils conservaient encore d'autres *Retours*, — *Nostoi*, disaient-ils, — que nous n'avons plus. Est-ce à dire que, remise en pareille série, l'*Odyssée* ait quelque chose à perdre de notre admiration ou de l'estime des littérateurs ? Tout au contraire : il n'est jamais inutile de bien comprendre pour mieux admirer. Expliquée à la façon des *Plus Homériques*, l'*Odyssée* prend une couleur et un relief qui permettent, avec de bonnes raisons, d'admirer cette poésie des premiers Hellènes, qui permettent surtout d'y reconnaître le travail conscient d'un ou de plusieurs grands poètes, et non plus l'informe sécrétion ou les balbutiements de la foule anonyme : « Plus on envisagera le monde et le passé tels qu'ils sont, en dehors des conventions et des idées préconçues, — disait un jour Renan, — et plus on y trouvera de véritable beauté. C'est en ce sens que l'on peut dire que la science est la première condition de l'admiration sérieuse. Jérusalem est sortie plus brillante et plus belle, du travail en apparence destructeur de la science moderne. Les pieux récits, dont on berça notre enfance, sont devenus, grâce à une saine interprétation, de hautes vérités et c'est à nous autres critiques qu'il appartient vraiment de dire : *Stantes erant pedes nostri in atriis tuis, Jerusalem!* »

Quand j'aurai terminé ces études odysséennes, je suis bien sûr que les critiques, prenant ces matériaux et montrant comment furent construits ces premiers monumens littéraires de la Grèce, y découvriront plus d'art encore et plus de réelles

beautés. Homère n'y perdra rien, je crois, et peut-être y gagnera-t-il quelque chose; il aura désormais comme un état civil; car mes études fourniront la seule preuve rationnelle de son existence et la date même de son ouvrage. Par un autre anneau de leur chaîne, les doublets gréco-sémitiques en effet nous peuvent, je crois, dater exactement l'*Odyssée*.

Aux temps de l'*Odyssée*, les Phéaciens ne sont fixés à Corfou que depuis deux générations à peine. Ce sont des colons étrangers et le poète nous dit : « Ils habitaient jadis Hypérie aux vastes campagnes près des Kyklopes arrogans, qui les tracassaient. » Les Anciens ignoraient déjà le site d'Hypérie et ils promenaient les Kyklopes de Sicile en Italie et de Lycie en Morée. Mais la suite du poème odysseéen nous conduit dans le pays des Kyklopes, et cet épisode de l'*Odyssée* n'est aussi qu'une trame de doublets gréco-sémitiques : les noms authentiquement grecs de *Kykl-ope* — l'*Oeil du Cercle*, et d'*Hypérie-la-Haute* ne sont que la traduction de noms étrangers bien connus. L'équivalent sémitique de *œil* étant *oin* et celui de *cercle* étant *otr'a*, le nom sémitique de la *Kyklopie*, du *Pays des Yeux du Cercle*, est *Oin-otr'a*, dont les Grecs et les Latins ont fait *Oinotria*. De même l'équivalent sémitique de *la Haute* est *Kum'a*. Et nous arrivons à cette traduction parfaitement claire : « Les Phéaciens habitaient jadis la Ville Haute aux vastes campagnes, c'est-à-dire Kume de Campanie, auprès des Kyklopes, c'est-à-dire auprès des Oinotriens. » Comme nous l'avions supposé d'après le nom du « Bateau, » *Kerkyre*, donné par eux à notre île de Corfou, à l'île de la Serpe des Hellènes, ces premiers navigateurs sémitiques venaient bien des mers occidentales. Le poète, d'ailleurs, nous prévient que la Phéacie est, de son temps, en dehors des mers et fréquentations achéennes : Ithaque est pour lui « la dernière île vers le Couchant. » Corfou est au pouvoir des étrangers. Partis des côtes italiennes, les Phéaciens ont abordé Corfou par le Nord-Ouest. Du dernier cap italien, S. Maria di Leuca, ils avaient traversé le canal Adriatique, atteint l'îlot de Fano, puis salué le Karavi, le Bateau de pierre; côtoyant alors le rivage occidental de la grande île, ils étaient venus fonder leur ville dans la première baie spacieuse et commode de cette mer occidentale. Ainsi se vérifie notre découverte de leur Phéacie au bord de la Mer Sauvage, tournant le dos à la ville grecque et vénitienne, qui s'installera sur le bord du détroit.

Mais cet exode des Kuméens est, de toute nécessité, postérieur à une certaine date, à l'an 1049 avant Jésus-Christ. Car les Anciens reportaient à cet an 1049 la première fondation de Kume. Les modernes ont rejeté cette tradition : cette date est, disent-ils, beaucoup trop vieille pour l'établissement d'une colonie grecque, où qu'elle soit et quelle qu'elle soit ; dans les mers occidentales, les premières colonies des Grecs, leurs colonies de Sicile, ne remontent qu'au VIII^e siècle. L'*Odyssée* nous donne, je crois, l'explication de cette apparente anomalie. La Haute Ville de Campanie fut réellement fondée en 1049 — au XI^e siècle, dirons-nous moins précisément — non par des Hellènes, mais par d'autres peuples de la mer, qui lui donnèrent son nom sémitique de *Kume*, et que les sauvages indigènes chassèrent ensuite, comme aux temps historiques ils chasseront les Hellènes revenus à cette côte campanienne. Notre poème odysseén est postérieur, de deux générations, à la fuite de ces premiers Kuméens ; cette fuite elle-même ne dut pas survenir aussitôt après la fondation de la ville. En comptant donc cent cinquante ou deux cents ans entre la première fondation de Kume et la rédaction de l'*Odyssée*, nous faisons, je crois, un calcul assez probable et nous retombons sur la date que nous donnait Hérodote : « Hésiode et Homère sont mes aînés de quatre cents ans, pas plus, Ἡσίοδον γὰρ καὶ Ὅμηρον ἡλικίην τετρακοσίοισι ἔτεσι δοκέω μεν πρεσβυτέρους γενέσθαι καὶ οὐ πλείους. » C'est *au plus tôt* vers 850 avant Jésus-Christ qu'il faudrait, je crois, placer la composition (je ne dis pas la rédaction dernière) de l'*Odyssée*, par un poète grec « disciple des Phéniciens, » comme dit Strabon, οἱ γὰρ Φοίνικες ἐδῆλουν τοῦτο.

VICTOR BÉRARD.

LES PORTRAITS DE FEMMES

AUX

SALONS DE 1902

I

Il n'est de bons portraitistes de femmes qu'à Paris. Qu'un vieux maréchal glabre ou qu'un pseudo-prêtre ridé veuillent laisser à leurs proches ou à leurs troupes leur masque d'entêtement et d'orgueil, ils trouvent leur peintre, sans sortir de leur pays, — à Munich. Qu'un explorateur en khaki ou un savant dans son laboratoire, ou un pair rengorgé dans sa robe fourrée, soient en quête d'un interprète de leur audace ou de leur suffisance, ils n'ont pas besoin de traverser le détroit, et M. Herkomer, ou M. Oulless, ou M. Orchardson pourvoient à tout, avec un sérieux et une ironie qu'aucun artiste au monde aussi bien ne doserait.

De même, un poète suédois ou un philosophe, debout et tête nue parmi les montagnes et les forêts de son pays, n'aura pas à chercher bien loin son peintre. M. Kroyer se promène dans les mêmes bois et son œil s'illumine au même jaune rayon. Chairs flasques, os malaire bossuant la peau, proéminence de l'arcade orbitaire, touffes de poils blancs sur les yeux, rides et plissements d'une peau vieille qui se détend et se vide de son contenu, ou bien carnations sanguines, épidermes tendus et rutilans, mains nerveuses pétrissant le feutre, ou serrant le stick, machine musculaire prête à fonctionner, dans sa raideur et sa brutalité,

— tout cela, les peintres, hors de France, le voient, l'attrapent, le fixent aussi puissamment que les nôtres.

Mais, s'il s'agit de choisir une attitude simple, un geste souple, de surprendre une expression indécise, une carnation nuancée dans un modelé sous-entendu, de disposer un lé d'étoffe, de faire vivre chaque plis, chaque nœud, chaque ruban, de flatter sans flagornerie, de poétiser sans affadir, alors c'est à Paris qu'il faut que s'en vienne le modèle. Et il y vient en effet. Le portrait français est le miroir où aiment à se mirer les femmes du monde entier.

C'est à lui aussi que viennent s'appliquer tous nos peintres, quel que soit le genre où ils aient d'abord triomphé. M. Bagnan n'a commencé par surprendre des *Noces chez le Photographe* et M. Benjamin Constant à massacrer des Turcs, ou M. Flameng à délivrer les prisonniers de la Bastille, que pour peindre, un jour, leurs contemporaines, jouant avec leurs bijoux ou tenant des roses. M. Aimé Morot n'a conduit tant de charges de cavalerie, et M. Raffaelli n'a épié tant de chiffonniers que pour tracer un jour, d'un trait plus sûr, des images plus calmes et plus douces et plus pures. Poètes épiques, historiens, dramaturges, pour tous vient un moment où ils laissent là leurs rêves pour de patientes biographies d'art. Les peintres finissent dans le portrait comme les poètes dans le journalisme.

Et l'on peut s'en désoler, mais on peut aussi s'en réjouir. Que de liberté, que d'ampleur, donne cette éducation antérieure et cette science de la composition ! Quelle supériorité sur les peintres de « morceau ! » Tant qu'il ne s'agit que du classique trois quarts, un côté s'enlevant en clair, l'autre en sombre sur le fond dégradé — le « professionnel » du portrait demeure égal ou supérieur à ses confrères. Mais s'agit-il de tracer un bout de forêt derrière une spirituelle coiffure, d'ordonner une attitude gracieuse où tous les plis jouent et dansent, M. Humbert retrouve les feuillages de sa *Fin de la Journée*, et M. Flameng n'a pu peindre les élégantes aux grandes cannes de Machecoul, sans apprendre pour toujours comment on dispose les lignes souples, les attitudes, — insolentes ou gracieuses, — qui font honneur au corps humain.

Cette supériorité n'est pas d'hier. C'est par là que l'Art français a commencé, avec Clouet ; c'est par là qu'il se survit. Dans ses plus mauvais jours, il a été sauvé par ses portraits. Quand le

genre devient grossièreté et le symbole fadeur, quand les théories et les esthétiques savantes égarent de naïfs artistes dans les recherches extra-artistiques, ou encore, quand le désir d'attirer l'œil par un procédé nouveau fait oublier les élémens les plus nécessaires de l'art du dessin, il est encore un genre que le symbolisme n'entame point et que le tachisme respecte : c'est le Portrait. Il a traversé toutes les révolutions et les modes de ces dernières années, sans en être notablement influencé. Il a résisté aux suggestions des rose-croix et aux entreprises des pointillistes. Et, aujourd'hui encore, aux *Salons* de 1902, c'est lui qui conserve à l'Art français sa suprématie.

Sans doute, les portraits de femmes ne sont pas les seules choses précieuses de ces *Salons*. Difficilement on trouverait hors de France trois chefs-d'œuvre de couleur, de matière et de composition, tels que le *1807*, de M. Detaille, les *Dentellières* de M. Bail, et le *Vainqueur de Lépante* de M. Roybet. Le mot « chef-d'œuvre » est un gros mot, mais on n'a pas si souvent occasion de l'introduire dans une étude d'art contemporain, qu'il faille, quand on le peut, et surtout quand on le doit, s'en abstenir. Assurément, ni M. Roybet, ni M. Bail, ne nous donnent une sensation d'art nouvelle, mais il y a si longtemps qu'on ne nous en avait donné d'aussi fortes ni d'aussi justes, que cette justesse ou cette force peuvent bien compter pour les plus étranges des nouveautés.

Singulière, en effet, est la joie qu'on éprouve à voir paraître au milieu des laborieuses indigences de nos jeunes écoles et des prétentions malaisées de nos pseudo-artistes, cette générosité de couleur, cette audace à tout aborder et cette facilité à tout réussir, cette simplicité de touche, cette largeur, cette coulée de pâte, où les muscles se révèlent sans rudesse, se modèlent dans la pleine lumière, où les belles teintes du sang chantent sans dissonance ou psalmodient sans monotonie, où le plus petit atome de matière semble encore mobile et contenir, comme l'atome correspondant dans la nature, sa globule de vie, — joie de découvrir, après tant de surfaces parcheminées, qui sont, nous assure-t-on, des symboles, des états d'âmes, des synthèses ou des évocations, quelque chose enfin qui soit de la peinture.

C'est aussi le mot qui convient à l'étrange entreprise qu'a tentée M. Detaille de nous intéresser au sujet le plus ingrat, le plus froid, et l'on peut dire, en se plaçant au point de vue esthé-

tique, le moins intéressant qui fût : la réception par la municipalité de Paris, à la barrière de la Villette, des troupes revenant de Pologne après la bataille de Friedland, — panneau destiné à la décoration de l'Hôtel de Ville. Tout devait le faire échouer : l'uniformité d'un cortège officiel, la dispersion ou l'éparpillement des acteurs et des spectateurs de cette cérémonie, l'immobilité de la parade, le bric-à-brac des costumes divertissant dans une toile de genre, hasardé dans une évocation épique : il a triomphé de tout. Les groupes massés, distincts, tenus à leur plan par une admirable perspective aérienne, tendent, d'un même mouvement, vers le centre du tableau où les drapeaux reçoivent les couronnes d'or qui leur sont attachées. Les personnages multicolores et empanachés n'évoquent aucune idée de figurans, car ils sont en plein air, sur de la vraie terre, sous un vrai ciel, les pieds dans la boue et tout rutilans d'orgueil. Heureusement, pour l'art, il ne faisait pas beau, ce jour-là. Des flaques de pluie animent le terrain, des nuages et des fumées mouvementent le ciel, un vent violent anime les drapeaux des soldats, les manteaux violets des sénateurs, les chapeaux au bout des poings, les écharpes au bout des doigts, des mouchoirs, des dentelles, et les feuilles de musique des sensibles cantatrices. Et ces trois masses : — le Sénat éventé, le peuple tempétueux, l'armée immobile, — sont traversées d'une telle vie qu'on dirait l'impression immédiate et toute chaude d'un spectateur contemporain.

Avec ces œuvres, il y a encore bien des traits significatifs. Au salon de l'avenue d'Antin, par exemple, nul n'a passé devant les disciples de M. Burnand, écoutant la *Prière sacerdotale*, sans emporter, gravées dans sa mémoire, ces expressions attentives, attachées, inquiètes ; ni devant l'*Automne en Corse*, de M. René Ménard, sans mieux sentir le silence, la paix, l'ampleur virgilienne de la vie méridionale, au repli mystérieux d'un valon inconnu, visité du soleil seul qui laisse dormir ses admirables rayons. On ne saurait davantage oublier les deux portraits où M. Jacques Blanche, par un incessant enrichissement de sa palette et de sa facture, fait apparaître M. Paul Adam et M. Cottet, ni cette procession de formes noires parmi les pierres grises de Bretagne, ces vieilles femmes allant à la *Messe basse en hiver*, aussi anonymes que les vagues qui battent leur rivage, poussées par une force aussi ancienne et aussi régulière que les marées.

Ces œuvres, et les paysages de M. Cabié au Salon de l'avenue Nicolas II et aussi des « morceaux » comme le portrait de M. Benjamin Constant, par M^{lle} Delasalle, suffiraient à montrer que les théories modernistes n'ont pu prévaloir contre le goût inné des artistes aux Salons de 1902.

Ces théories, d'ailleurs, nous font un peu l'effet de vieilles devises de blason, tellement mal elles s'appliquent aux préoccupations présentes et aux immédiates réalités. Les deux Salons sont également classiques et également jeunes. Ils se rejoignent de plus en plus. Les visiteurs venus au Salon de l'avenue d'Antin pour fuir la froideur et la pompe des commandes officielles, se heurtent à un dîner de vingt mille maires et à toutes les Académies rendant hommage à Pasteur, et ceux qui ont cru trouver, au Salon de l'avenue Nicolas II, une assurance contre tout souvenir de Manet se trouvent en présence de *la Belle Fille*, de M. Caro-Delvaile. A la scission qui persiste entre les deux sociétés, il est impossible d'apercevoir une autre raison ou une autre conséquence qu'une organisation supérieure dans un des Salons et un plus grand nombre de bonnes toiles et de bonnes statues dans l'autre. Les artistes de l'avenue Nicolas II peignent mieux les tableaux qu'ils montrent et les artistes de l'avenue d'Antin montrent mieux les tableaux qu'ils peignent. C'est toute la différence. Des deux côtés, décroissent également les deux formes de l'art nouveau : le symbolisme et le pointillisme. Ils ont quasi disparu et la pénombre chaude, dorée, que le plein air devait proscrire est redevenue l'atmosphère où respirent le plus volontiers les jeunes gens.

Ceci est déjà vieux de quelques Salons ; mais ce qui s'affirme cette année, pour la première fois, avec une telle universalité, c'est le goût des scènes d'intérieur. A chaque pas, on trouve des toiles ainsi qualifiées : *La Console*, *le Coin du feu*, *le Buste*, *la Commode de laque*, *la Psyché*. Jamais on n'a vu tant de jeunes artistes se dévouer à polir des cuivres, à frotter des parquets, à capitonner des meubles, à allumer des lampes discrètes ou des feux prudents, dans des recoins sombres, clos, quints. Ce n'est pas seulement, chez les Artistes français, M. Bail ou M. Lucas, ou M. Thomas qui s'y appliquent. Considérez, dans la jeune Société nationale, les tableaux très curieux de MM. Hugues de Beaumont, Delachaux, Garrido, Griveau, Humphreys Johnston, Larrue, Morisset, Pelacier, Prinnet, Saglio, Sickert, Smits,

Tournès, et la plus vibrante des toiles de M. La Touche : ce ne sont que coins de chambres, ou de salons, ou de cuisines, ou de boudoirs ; portraits de bustes, paysages de tapis, de tentures, lointains de glaces, jours de souffrance, hantés parfois d'une figure, le plus souvent à contre-lumière, obscure, immobile, douée d'une vie à peine plus consciente que ses bibelots et d'une action à peine plus volontaire, que sa pendule semblant, comme chez Pieter de Hooch, un meuble nécessaire du *home*, ou son émanation.

Considérez maintenant les toiles exquises de M. Walter Gay *Chez Helleu* et *Les Dessins*, celles de M. Brounzos, de M^{lle} Germaine Druon, de M^{me} Louise Galtier-Boissière, de M^{me} Madeleine Huot, de M. Moreau-Nélaton, de M. Norecross, de M. Picquefeu. Pas un être humain ne les anime. La figure est proscrite. C'est de la peinture de misanthropes, ou plutôt, de subtils intimistes, évoquant la figure familière du *home* par les empreintes qu'elle a laissées, par ces mille riens où tout ce qui importe se révèle à l'âme observatrice et où à une âme étrangère tout est étranger. Majesté de ce qui est silencieux et de ce qui est immobile, demi-confidences des portes entr'ouvertes sur d'autres pièces vides, révélations des glaces sur les choses adverses, allusions, par les plis des coussins, aux attitudes passées et, par la dégradation des couleurs, aux soleils anciens, solennité de la pendule où se promène l'aiguille comme un doigt qui effacerait circulairement quelque chose, lente agonie des fleurs aux lèvres des vases, visite quotidienne à la même heure, du rayon ami qui s'insinue, qui s'étale, qui réchauffe, qui incendie, puis qui décroît, et s'en va plus loin porter d'autres caresses indicatrices et réveiller d'autres couleurs endormies : voilà ce que le peintre d'intérieurs peut nous montrer en attendant que rentre la figure qui l'animera.

Mais, dans d'autres, dans ceux que peignent à Versailles MM. Lobre et Picquefeu, personne ne rentrera. C'est leur état normal que d'être inhabités, déserts. Personne ne viendra soulever cette tabatière, orienter ce buste, allumer ces chandelles, se regarder dans cette glace. Ceux mêmes qui s'y refléteront en seront tout étonnés, n'oseront pas s'y mirer, passans obscurs, émerveillés que ces glaces faites pour un tout autre office daignent refléter leur obscure et anonyme image et passeront vite, à peine plus longtemps apparus sur la surface réfléchissante qu'un express le long d'un lac. C'est un signe de notre temps, que ces palais, ces châteaux, ces appartemens, qui léga-

lement ne doivent être à personne, possédés par cet être invisible : la Nation, par ce mythe : M. Tout-le-monde, où des coalitions de volontés et d'autorités diverses sont requises pour ôter un clou ou allonger une ficelle, où chaque objet est *tabou*, qui ne connaissent plus rien de la vie, à peine parfois le torrent rapide des touristes « circulaires » vêtus et bottés comme pour traverser un marécage, ou bien la silencieuse silhouette d'un historien-poète ou d'un peintre familier dont les glaces se chuchotent chaque geste, l'une à l'autre, dans le balbutiement de leurs reflets.

Cette réaction contre les scènes dramatiques, les faits divers ou les pompes de la vie publique est peut-être exagérée, mais elle est suggestive. Les intimistes se privent de beaucoup d'éléments d'Art en se renfermant dans des intérieurs qu'aucune figure n'anime, mais ils ont raison de chercher l'intérêt de la vie dans ces manifestations les plus calmes et les plus sobres parce que ce sont les plus profondes. Nous ferons comme ces peintres. Nous laisserons les présidens d'hier, d'aujourd'hui ou de demain, fêter Pasteur ou apporter aux vingt mille maires la personnification concrète et polycéphale de ce qu'on est convenu d'appeler un « gouvernement. » Nous nous arrêterons seulement devant quelques beaux portraits de femmes.

Car le portrait de femme est, cette année, le seul genre qui offre un assez grand nombre de belles manifestations pour être étudié en tant que genre. Tous les maîtres l'ont abordé. Ceux qu'un demi-siècle de succès a consacrés, — depuis M. Hébert, M. Henner et M. Bonnat, jusqu'aux jeunes de talent, M. Carol-Delville dans sa *Dame à l'hortensia* et M. Simon dans ses *Sœurs quêteuses*, et les maîtres en plein zénith de leur talent. M. Dagnan avec le portrait de M^{me} Camille B... M. Chartran avec celui de M^{me} Roosevelt et de M^{lle} Roosevelt, M. John Sargent avec les *Deux Sœurs*, M. Morot, M. Humbert, M. Lavery, M. Flameng, M. La Gandara et M. Raffaelli; enfin, dans la sculpture, M. Verlet, avec son buste de M^{me} Dagnan-Bouveret et M. Sicard, avec son *Portrait de M^{me} G...* ont groupé un ensemble de figures contemporaines où toutes les difficultés de l'art du portrait féminin ont été abordées, quelques-unes résolues. L'occasion est précieuse pour noter ces difficultés, en définissant ce qu'est au juste un « Portrait de femme » et pour se demander comment aussi les modèles et le goût public pourraient aider l'artiste à en triompher.

II

La première difficulté est le renouvellement d'un genre si délimité, de conditions si définies, qu'il ne supporte guère d'innovations que dans sa partie la plus technique : la facture.

La mise en cadre ne peut pas beaucoup varier, ni les proportions entre la figure et les accessoires être beaucoup interverties. Un personnage d'un pied de haut, dans un paysage de quatre ou cinq pieds, peut bien représenter exactement la ressemblance d'une figure contemporaine : ce n'est pas un portrait. C'est une scène de genre dans un paysage, à la façon de Lancret ou de Watteau. Même dans sa propre chambre ou son propre salon, une figure n'est un portrait que si elle y occupe un espace suffisant pour que l'attention ne s'en aille pas de meuble en meuble et de bibelot en bibelot, loin de la maîtresse de la maison. Ainsi les modernistes qui avaient tenté, à la suite de M. Frédéric Bazille ou de M. Whistler, de peindre leur figure au bas d'un paysage, ou de la reléguer en pénitence dans un coin d'une chambre, ont dû, peu à peu, y renoncer et la remettre au milieu du tableau, sous peine de ne plus être considérés comme des portraitistes.

Toute révolution étant proscrite de la mise en cadre, pourra-t-il s'en trouver quelqu'une dans l'attitude choisie, dans le geste ou dans l'action de la personne représentée? Pas davantage. Pour qu'elle appartienne au genre « portrait, » il faut qu'une figure soit immobile. Une Corinne déclamant des vers au cap Misène, une mère ajustant à sa petite fille la toilette du matin, peuvent être des chefs-d'œuvre : ce ne sont pas des portraits. Même une femme qui lit attentivement ou qui fait réellement de la dentelle, comme celle de Vermeer, au Louvre, ou celles de M. Bail, au Salon, ne peut être portraiturée ainsi. Il faut qu'elle s'arrête dans son ouvrage, qu'elle détache les yeux de son livre ou bien qu'elle ne le feuillette plus que machinalement, comme M^{me} de Pompadour son cahier de musique, dans le pastel de La Tour.

Si la M^{me} de Motteville de Largillière cueillait des roses avec le soin que la dentellière du Louvre met à houspiller ses navettes et ses bobines, nous ne verrions ni ses yeux ni la moitié de son visage. Et ce défaut de naturel qu'on reproche aux excellens peintres du xvii^e ou du xviii^e siècle était une qualité ou,

si l'on veut, la conséquence obligée de ce double souci : montrer une femme qui cueille une rose, qui rafraîchit sa main à une vasque, qui se pose une mouche ou qui joue du violoncelle et, cependant, ne pas la montrer si appliquée à ces besognes que le tableau ne devint une scène de genre au lieu de rester un portrait.

L'originalité ainsi proscrite du geste va-t-elle se retrouver dans l'expression ? Bien moins encore, et c'est là surtout que toute insistance devient un défaut. Les têtes en grisaille de M. Carrière sont de fort belles têtes d'expression : ce ne sont plus des portraits. A ce degré d'intensité, ce n'est plus telle personne que l'artiste nous représente, c'est telle passion sous les traits de cette personne, telle douleur, telle émotion ou telle fatalité. Toute femme peut à un moment de sa vie présenter l'expression d'une Hécube ou d'une *Mater dolorosa*, mais si c'est le moment que choisit ou si c'est l'expression qu'imagine son peintre, c'est de ces deux figures historiques qu'il aura fait un tableau et non plus de la femme qui pose devant lui. Sans même pousser l'exemple à l'extrême, toute expression fugitive qui déränge l'économie habituelle des traits du visage et lui ajoute, à quelque degré, de l'intérêt dramatique lui retranche en même temps quelque chose de son caractère de portrait. En nous révélant mieux, peut-être, une des modalités de la figure, il nous empêche d'apercevoir les autres en puissance. Tout ce qui se reflète dans un lac disparaît dès qu'un souffle le ride. Un vrai portrait est comme un lac où ne passe aucun souffle, où tout, par conséquent, se reflète. C'est un corps au repos et c'est une âme au repos. Il faut qu'on s'intéresse à l'être même plutôt qu'à ce qui lui arrive, et pour cela il faut qu'il ne lui arrive rien.

Enfin, ce n'est pas seulement l'expression violente du visage qui peut lui ôter son caractère de portrait, c'est, jusque dans les expressions les plus calmes, tout ce qui fait disparaître, sous un masque générique, son trait individuel : par exemple, le port de tête et l'expression prescrites par saint Ignace de Loyola à ses disciples. Car ce n'est plus alors l'expression d'un individu qui se reflète sur le visage : c'est la physionomie d'une compagnie, d'une société, de tout un genre facile à reconnaître dans chacun des individus qui le composent.

Il y a, au Salon de 1902, plusieurs portraits de religieuses, l'une vue de profil, par M^{lle} Smith, l'autre de face, une Béguine,

par M. Pharaon de Winter. Peut-on dire que ce soient des portraits? Ce qu'il y a de plus frappant dans ces physionomies ou dans ces attitudes, c'est ce que, dans toute autre physionomie de religieuse, à un degré quelconque, nous retrouverions. Le calme, la confiance, la certitude, le pli de l'obéissance passive et du labeur monotone, sont tellement écrits sur ces figures, par des conditions de vie, une discipline, un horizon de pensées tellement impératives qu'ils masquent presque entièrement les nuances individuelles qui constituent une physionomie. Sans doute, des particularités physiques ou des accidens qui sont dans chaque figure de religieux, l'artiste pourra faire une image particulière et reconnaissable, mais de son âme individuelle il ne donnera aucune idée: c'est l'âme collective de la compagnie qu'il peindra; ce sera un type, et plus il aura du talent, plus ce type sera général, représentatif d'une foule d'hommes ou de femmes vivant de la même vie, plus ce sera une page d'histoire plus peut-être cela se rapprochera d'un chef-d'œuvre et moins ce sera un portrait.

On voit dans quelles étroites limites est contenue l'innovation de l'artiste. Elle se borne à quelque rythme nouveau dans les tours, les atours et le jour, c'est-à-dire dans l'éclairage de la figure, le choix du fond, dans la gamme colorée et dans la facture; en un mot, dans les qualités les plus spécifiques de l'art de peindre. C'est ce qui fait que tous les novateurs qui n'ont pas une véritable originalité technique et qui n'apportent dans l'art de leur temps que des innovations d'ordre philosophique n'abordent pas ou délaissent rapidement le portrait. C'est ce qui fait aussi qu'il est considéré par les peintres comme la pierre de touche du talent. La précision du dessin, la justesse du modelé, le naturel de la couleur ne peuvent être remplacés ni esquivés par aucun des stratagèmes habituels du symbolisme ou de l'impressionnisme. Il faut, de toute nécessité, et quels que soient les principes d'où il est parti, que le peintre aboutisse à nous mettre en présence d'un être humain vivant, individualisé, reconnaissable et plutôt embelli.

Or, si les théories diffèrent beaucoup, dans leur principe, on s'aperçoit, dans la pratique, qu'elles se rencontrent sensiblement autour du même point. C'est ainsi, par exemple, que les idéalistes sont bien obligés de laisser assez d'accidens ou de déchéances aux figures de leurs modèles pour que leurs amis les

reconnaissent, et les réalistes d'y ajouter assez de beauté pour que ces modèles s'y reconnaissent aussi. — De même les clair-obscuristes sont-ils bien obligés d'éclairer largement leur figure « dans la lumière universelle » selon la recommandation de Léonard de Vinci, pour la faire voir dans sa totalité, et, d'autre part les pleinairistes ont-ils dû renoncer à la prétention qu'ils avaient un moment affichée de barbouiller un visage avec tous les reflets colorés des feuilles, des eaux, des ombrelles rouges ou des chapeaux de paille dorée qu'ils y avaient introduits. Les quelques tentatives de ce genre, si intéressantes qu'elles fussent et si instructives pour l'art, ont été promptement abandonnées dans le genre particulier du portrait et, de fait, chez tous ceux que le Salon de 1902 nous met sous les yeux, nous n'en trouvons pas une seule application.

Une autre raison nous garde aussi de ce genre d'excentricités. C'est dans le portrait que le peintre dépend le plus du goût du public. Le même amateur qui, à la longue, se laisse persuader qu'il aperçoit une « angoisse d'humanité » dans un plâtre bossué ou qu'il démêle une « décortication de nature » dans le spectre d'une vieille palette, se refuse énergiquement à soumettre ses propres traits aux transcendantes opérations d'où ces merveilles sont sorties.

D'ailleurs, les confrères veillent. Il est incroyable comme le sens critique des artistes est mieux aiguisé quand il s'agit de portrait que sur tout autre objet. Un amateur peut impunément brosser, pendant trente ans, des plafonds chaotiques ou des panneaux incompréhensibles. Il peut s'y permettre des entorses de dessin, des hérésies de perspective, des mensonges de couleur tels qu'un seul ferait fermer à tout débutant les portes de l'école de Rome : ses confrères sont pleins d'indulgence ou débordent d'admiration. Ils louent son sentiment de la décoration, sa sincérité, son désintéressement, son indépendance des règles communes de l'art. Mais qu'il ne s'avise pas de faire des portraits ! Aussitôt les yeux de ses confrères se dessillent et deviennent singulièrement pénétrants. S'il choisit une gamme chaude, on l'accuse de tomber dans le « jus, » et s'il en choisit une claire, dans le « plâtre ; » s'il accorde quelque attention et obtient quelque réussite à la trame des toilettes et à l'essor des chapeaux, on le délègue aux gravures de mode, et s'il n'en accorde pas, on le renvoie chez les Quakers. En sorte que pour rester en

équilibre entre ces diverses sollicitations, le portraitiste est tenu à une modération, à une prudence, qui ne laissent se déployer en lui qu'un minimum d'innovation et d'originalité.

Cela s'observe jusque dans les procédés de facture. Tous ne conviennent pas également au portrait. Le modelé sommaire, l'application, au couteau à palette, de larges empâtemens de couleurs, les repeints du fond sur les contours des figures, qui font baver la matière colorée et forment un halo autour des chairs, et ainsi mettent la figure dans l'atmosphère ambiante, ces touches expéditives qui, vues de loin, suggèrent à l'œil des formes, qu'en fait, elles ne réalisent pas, — tous ces procédés qui font merveille dans le grand tableau ne peuvent être introduits qu'avec un dosage minutieux dans le portrait d'une figure unique, calme, vue au jour d'intérieur.

Le sujet et le sentiment général d'une œuvre commandent jusqu'aux plus menus détails de sa matérialisation. Quand passe, en tempête, une charge de cavalerie dans un tableau de trente pieds, nous ne nous attendons pas à ce que l'artiste s'attarde à détailler tous les flocons de laine des chabraques, ou tout le détail des troussequins. Nous ne devons pas les voir. Et plus la facture de ce morceau sera expéditive, emportée, plus elle rappellera cette scène telle que nos yeux l'ont aperçue ou que notre imagination aime à se la figurer. Mais quand, dans un fauteuil, loin des averses de lumière, des poussières en suspens dans l'atmosphère, sans un souffle qui dérange ses cheveux, sans une parole qui entr'ouvre ses lèvres, tenant des roses immobiles comme des pierres précieuses, assise dans des plis arrêtés comme les plombs d'un vitrail, une femme pose pour son portrait, l'acalmie de la facture est dictée par ce calme et le rôle du pinceau défini par cette définition. Ce n'est pas assez qu'un doigt, qu'un bras soient suggérés. Il faut que la matière les réalise.

Dans le portrait exposé par M. Morot, d'une facture exquise, tout aérienne et volatilisée, les bras sont ainsi suggérés dans la perfection, mais à la manière des décorateurs ou des peintres de batailles : tant que vous êtes loin, vous les voyez; approchez-vous, ils disparaissent. On observe la même chose dans le tableau les *Deux Sœurs* de M. John Sargent, où les bras, les mains, l'éventail sont des prodiges d'adresse décorative. Mais un portrait est destiné à être vu de près et la même facture qui donne l'éclat et le mouvement à de nombreuses figures agitées et

lointaines, ne peut être transporté qu'avec prudence dans le recueillement d'un portrait. Que l'on considère de quel dessin ferme et de quelle touche vigoureuse est réalisé le bras dans le portrait de *la Princesse Joachim Murat*, par M^{lle} Juana Romani. Ce morceau de peinture, le meilleur de tout le tableau, n'est certes pas d'un faire mesquin, ni d'un pignochage laborieux. Mais il existe et ne se borne pas à un frottis suggestif, bon pour un plafond.

Ainsi ce genre, à quelque point de vue qu'on se place : mise en cadre, composition, attitude, expression, éclairage, et même facture, comporte-t-il une mesure, une clarté d'intention, dont l'artiste ne peut se départir, sous peine de faire tout autre chose qu'un portrait. C'est pourquoi les artistes de Paris, français ou étrangers formés à Paris, y sont les maîtres. Ces qualités sont précisément les qualités françaises ou que l'on acquiert en France, et il suffit de jeter un coup d'œil autour de nous pour nous en apercevoir.

De M. Hébert, tout semble devoir être dit depuis soixante ans qu'il y a autour de lui des critiques, et qu'il peint. Mais quoi qu'on ait dit, le succès prolongé ou plutôt renaissant qui accueille chacune de ses gracieuses figures, montre assez si l'enthousiasme qu'il souleva jadis, parmi des générations disparues, tenait à une mode éphémère ou à un véritable apport de beauté. De ceux qui ont applaudi *la Malaria* dès son apparition, combien en reste-t-il parmi les foules qui traversent ces jours-ci le Salon ? Et combien, parmi les modèles qui se pressent dans son atelier, ont-elles vu, dans la petite église de l'humble village de la Tronche, la *Vierge de la Délivrance* ? Le succès de M. Hébert ne tient donc pas au souvenir des admirations passées, ni aux derniers échos d'une clameur dont les voix, tour à tour, s'éteignent. Ce sont des voix jeunes et des enthousiasmes spontanés. La mode a tant de fois changé ! Il en a subi toutes les épreuves : il y a résisté, il n'a plus rien à en craindre. Il renouvelle les prodiges de la vieillesse de Mignard, de De Troy et de M^{me} Vigée-Lebrun. Mais, en un certain sens, il les dépasse et les précieuses matières de son Art ne paraissent pas, malgré les années, s'appauvrir.

A un tel degré de puissance, la beauté d'une œuvre est incontestable, quelles que soient les théories, — ou bien les contestations sont puérides. C'est ce qu'on a pu observer avec M. Hébert : c'est ce qu'on peut voir aussi chez M. Bonnat, chez M. Henner, chez

M. Dagnan. Sans doute, rien de plus facile que d'insinuer des critiques. La facture de M. Dagnan n'est ni simple, ni homogène. Elle sent souvent l'effort et abonde en stratagèmes. Large dans les accessoires, elle se resserre et se rapetisse dans les figures. Dans tout le portrait, c'est le visage qui a le moins de relief et il doit son relief au modelé serré, précis, au dessin, à la valeur, bien plus qu'à la couleur même. Nombre de touches ou de hachures sont intrinsèquement violentes, heurtées : elles n'acquiescent leur harmonie que si l'on s'éloigne de la toile et si l'on considère l'ensemble. C'est très visible dans les blancs lumineux du portrait de M^{me} Camille B... par exemple. C'est dans une certaine mesure la loi, du « mélange optique » appliquée par un sage observateur.

Mais qu'importe les recettes, quand un effet de cette puissance est obtenu ? Qu'importe la matière, quand tout ce qu'on peut demander à une œuvre : harmonie, solidité, éclat, charme, profondeur, est réalisé ? quand des rapports de tons, comme ceux du rouge des roses et du violet de la robe, et des passages de lumière, comme ceux de ces surfaces blanches, sont obtenus ? Par là, cette œuvre se place au rang des beaux portraits que nous ont laissés les maîtres. M. Dagnan ne se sert pas de stratagèmes pour esquiver les difficultés : c'est pour les vaincre. Il traite toutes les parties du tableau avec la même consciencieuse attention. Et cette attention n'ôte rien à l'expression principale. Tout est réalisé, rien n'est sacrifié, mais rien n'affaiblit l'unité du motif principal ; tout y concourt. C'est en quoi ce portrait, qu'on peut déjà appeler un chef-d'œuvre, a quelque chose de définitif : il semble qu'il ait été apporté ici d'un Musée.

Des deux tableaux de M. Henner, on pourrait dire la même chose. Que la lumière en soit artificielle, que la facture en soit d'une fluidité que n'a pas la nature, qu'importe, si l'effet est puissant, concordant, homogène ? Devant un portrait comme celui de M^{me} H. W..., par exemple, devant cette poésie infinie de la couleur, cet éclat profond des yeux, on ne demande pas au peintre d'être d'une autre école ou d'adopter une nouvelle gamme de tons : on admire tout uniment.

Chez tous nos portraitistes, on ne trouve pas cette puissance, mais dans presque tous, on trouve cette recherche du caractère. Autrefois, rien n'eût été plus semblable, au même Salon, la même année, que deux portraits officiels représentant

les femmes de deux chefs d'État. Rien de plus différent, au Salon de 1902 que les portraits des deux présidentes M^{me} Roosevelt et M^{me} Loubet. Dans celui de M^{me} Roosevelt, si peu officiel, où, seul, un bout de colonnade ronde et blanche rappelle comme dans le portrait de Marie-Antoinette, par Westmuller, qu'il y a, aux environs, un palais, toute l'élégance, la liberté, la décision simple et tranquille des femmes des portraits d'Hoppner, de Reynolds et de Lawrence, se retrouvent. Les tons très clairs jouent dans une gamme d'une harmonie parfaite et les lignes multiples de la toilette tendent toutes à cette même expression, à travers leur fouillis d'une incomparable adresse comme une série de phrases sous des formes différentes, se rejoignant dans l'expression d'une même pensée.

Cette science du rythme dans les plis qui enveloppent toute une figure est portée au plus haut point chez M. Caro-Delvaile, dans sa *Dame à l'hortensia* et s'unit à une exquise finesse de tons et à d'imperceptibles transitions entre les différents gris, roses et noirs. Depuis longtemps, on n'avait vu, dans cette gamme très difficile à manier, une subtilité pareille et depuis les jours lointains déjà où M. Whistler peignait la *Femme en blanc*, ces humbles couleurs : le gris, le blanc et le noir, n'avaient été observées par un œil aussi pénétrant.

III

« L'amour-propre est naturel à l'homme, mais surtout à la femme ; car il n'y en a point qui se fasse peindre qui ne se croie fort digne de cet honneur ; d'autant plus que c'est souvent à la réquisition et à la prière de quelque autre personne qu'elles sont peintes. Mais ce n'est pas là tout encore ; car, quand même elles possèdent quelque beauté, elles ne s'en contentent pas, et veulent toujours qu'on y ajoute quelque grâce nouvelle et qu'on expose leurs charmes sous le jour le plus favorable ; malheur donc au peintre qui ne remplit pas entièrement leur attente ! »

Ainsi gémissait, en 1690, le bon Gérard de Lairese, dans son *Grand livre des peintres*, et peut-être les choses n'ont-elles pas beaucoup changé. Aussi, après avoir examiné quels sont les devoirs du portraitiste, ce sont les devoirs du modèle qu'il serait peut-être plus utile encore de définir : « Voilà le tableau que nous avons peint nous deux, » disait un jour au peintre ordinaire du

paysan français, M. Lhermitte, un pauvre hère de chemineau, qui avait posé pour lui. Cette naïveté est un enseignement. Dans le portrait, le modèle joue un tel rôle, il choisit et dispose tant d'élémens de succès que, s'il a du goût, sa collaboration peut aider l'artiste et, s'il n'en a pas, il peut l'aider encore en s'abstenant de toute exigence saugrenue. Léonard de Vinci a écrit un curieux chapitre sur ce sujet : *Comment on doit peindre les femmes*, et Rubens y a ajouté un assez piquant formulaire de sa façon. Mais à cette question : « Comment les femmes doivent-elles se faire peindre ? » ces maîtres qui auraient eu tant à dire, et qui l'auraient dit de si haut, n'ont pas fait de réponse. Cependant, d'après les notes qu'ils ont écrites et les œuvres qu'ils ont laissées, on peut s'en faire quelque idée.

D'abord, le choix du peintre. Ce n'est pas le même, qui trouvera, sur sa palette, ce qu'il faut pour reproduire une coloration brune, des traits soulignés, une violente opposition de valeurs, et au contraire les lueurs froides et perlées des visages sans relief et lymphatiques, les ombres exhalées sur des plans à peine sensibles, les traits incertains perdus dans le remous des chairs. C'est pourquoi le premier soin d'une femme doit être de choisir exactement non pas le peintre qui la fera ressembler au portrait de telle personne qui lui plaît, mais qui le fera ressembler à elle-même et dont le coloris habituel reproduit déjà sa couleur. Elle doit distinguer, dans le succès d'un portrait, ce qui est de l'interprète et ce qui est du modèle et ne pas s'imaginer qu'en prenant le même interprète un objet tout différent sera susceptible de la même interprétation.

Le second point est le choix de la toilette. Le devoir du modèle, ici, consiste essentiellement à ne pas choisir, car nul n'est plus mauvais juge. Il importe très peu qu'une toilette ait eu le succès de la mode et des félicitations dans le monde. Elle peut être détestable dans un tableau. Cela pour deux raisons : la première est que, dans le monde, on a pu la juger en tant qu'œuvre d'art elle-même ; dans un tableau elle devient un simple accessoire. Ce n'est nullement son charme qui compte, c'est son rôle vis-à-vis de la figure, qu'elle ne doit ni éclipser ni affaiblir. « Que la draperie, dit Léonard de Vinci, soit accommodée et jetée de telle sorte qu'elle ne paraisse pas un habillement sans corps, c'est-à-dire un amas d'étoffe ou des habits dépouillés et sans soutien, comme on le voit faire à plusieurs peintres qui se

plaisent tant à embrasser une grande quantité de plis qui embarrassent leur figure, sans penser à l'usage pour lequel ces étoffes furent faites, qui est d'habiller et de couvrir avec grâce les parties du corps sur lesquelles elles sont. »

La seconde raison, c'est que ce succès peut tenir à un de ces engouemens passagers qu'on appelle « modes » et dont le caractère est d'être éphémère aussi bien qu'impératif. Si, dans une œuvre destinée à durer, on fixe ce qu'il y a de plus adéquat au goût d'un jour, on risque fort d'y fixer, par là même, ce qui résistera le moins aux jugemens successifs et, en définitive, à la moyenne concordante du goût. Sans doute, au regard de la curiosité, les outrances de la mode sont précieuses à recueillir. Même surannées, surtout surannées, elles fournissent un document ironique et touchant sur ce qu'aima l'âme légère attachée à ces fanfreluches, plusieurs siècles encore après qu'elles ont péri. Mais ce sont là des divertissemens de chartiste. Il faut être un savant pour les ressentir. Au contraire, l'émotion esthétique sera toujours amortie, si, dans le moment précis où la figure nous semble respirer et vivre, voici qu'une mode extravagante trouble l'harmonie de l'ensemble, nous rappelle qu'à telle date précise tout ce que nous voyons là de gracieux a été ridiculisé par la « mode, » et de vivant a été glacé par la mort.

Ce n'est pas assez que de choisir son peintre et de ne pas choisir sa toilette : il faut encore laisser travailler un grand collaborateur sous lequel on ne réalise pas de beauté : le Temps. Quelle que soit l'adresse que la science ait mise et le succès qu'elle ait obtenu en le proscrivant de toutes les entreprises contemporaines, dès qu'on touche à l'art les longues préparations sont nécessaires et cela aussi bien de nos jours qu'aux jours où le Vinci mettait quatre années à peindre le portrait de la *Joconde*. L'expression individuelle, le geste particulier que peut donner une figure et qu'elle peut donner seule ne se découvre quelquefois qu'après un long examen.

Pour cela l'artiste, si grand soit-il, doit étudier longuement son modèle et le voir vivre, au milieu d'autres figures, causer, passer par les fugitives expressions dont la même physionomie est capable, jusqu'à ce qu'apparaisse l'expression qui la révèle dans toute son individualité. Combien parfois cette individualité est pâle et faible, il n'importe ! Plus le rayon sera pâle et rare, plus devra être puissant le microscope de l'artiste pour le

recueillir. Ce n'est pas en peignant les figures d'hommes supérieurs ou de femmes d'une puissante séduction que les grands portraitistes ont réalisé leurs chefs-d'œuvre : c'est avec des figures insignifiantes. Velasquez et Van Dyck sont là pour le prouver. « La force réelle des maîtres anciens, a très bien dit Ruskin, n'a jamais été portée davantage à son apogée que lorsqu'elle s'est appliquée à peindre un homme ou une femme, et l'âme qui était en eux, — non que ce fût toujours l'âme la plus haute, mais souvent seulement une âme déprimée, mais qui était capable d'élévation, ou peut-être pas même cela, — une âme pauvre et errante, mais vue selon le pauvre petit mieux qui était en elle, par l'œil d'un maître. »

Aussi la plus injuste des prétentions du modèle est-elle que le peintre découvre cette individualité ou cette âme à première vue et la plus injuste de ses plaintes celle du grand nombre de séances demandées. Quand même l'artiste en exigerait soixante, comme pour l'un des portraits de ces deux Salons, qu'est-ce que cela, par rapport aux années que le portrait durera d'abord dans la famille du modèle, ensuite dans la grande famille de l'art ? C'est à celle-là aussi qu'il faut penser, du moment qu'un grand artiste est appelé pour une besogne que remplissent déjà si bien les photographes et c'est pourquoi l'on ne peut refuser quelques jours pour une œuvre destinée à durer toujours.

C'est pourquoi, enfin, on doit laisser au dernier rang des préoccupations la ressemblance. On l'y laisse en effet, dans un certain sens, puisqu'on la sacrifie volontiers à l'« idéalisation. » Mais ce n'est pas à l'« idéalisation » qu'il faut la sacrifier, c'est à la vie. Beaucoup de gens jugent un portrait dans le même esprit qu'une allocution de messe de mariage ou qu'une oraison funèbre : il faut qu'il rappelle la personne dont il s'agit, mais sans aucun des défauts, ni même des singularités qui la dessinent, sinon ce que peuvent en exprimer quelques traits généraux, — rien que des qualités. Mais ce sont là des modes bonnes seulement pour des épitaphes. Sans défauts, il n'est rien de vivant. Toutefois ce souci montre que, déjà, la ressemblance absolue n'est pas souhaitée par le modèle.

D'ailleurs, elle ne peut être contrôlée que par un nombre infime des visiteurs d'un Salon, et dans l'avenir, après une génération passée, elle ne le sera plus par personne. Enfin, elle est chose beaucoup moins objective qu'on ne s'imagine. Devant le

même portrait, les amis du modèle différent, à l'infini, sur le degré de ressemblance qu'il offre avec lui. Mais tout le monde s'accorde, y compris la foule qui passe, sur son degré de vie. Et lorsque nous assistons à l'une de ces résurrections que nous a ménagées l'esthétisme contemporain : les femmes peintes par Van Dyck réunies à Anvers, celles peintes par Rembrandt réunies à Amsterdam, lequel d'entre nous peut dire qu'un seul de ces portraits fût ressemblant ? Mais qui de nous hésiterait à dire que ces physionomies ont l'individualité qui les distingue nettement du genre et qu'elles respirent la vie ?

Les grands maîtres du portrait ont-ils souvent atteint la ressemblance ? La discussion est depuis longtemps ouverte. L'opinion la plus probable est qu'ils s'en souciaient peu et qu'ils ne la réalisaient que rarement, — au moins dans leurs portraits de femmes. La marquise Isabelle d'Este ayant voulu voir le portrait, fameux dans toute l'Italie, que le Vinci avait fait d'une des maîtresses de Ludovic le More, Cecilia Gallerani, celle-ci lui écrivit de Milan le 29 avril 1498 : « Je vous l'envoie et vous l'enverrais plus volontiers s'il me ressemblait. » La plainte des modèles n'est donc pas nouvelle et le génie lui-même y est exposé.

Il y est exposé, précisément parce qu'il est le génie. L'identité photographique ne peut souvent s'obtenir qu'en soulignant ce qui doit être éteint, qu'en analysant ce qui doit être résumé et qu'en fixant ce qui doit être éphémère. Le véritable artiste ne le fera pas. Il y a, en art, des transpositions nécessaires. Par exemple, à une figure mobile et irrégulière, on ne doit pas donner ses traits irréguliers, dès qu'on ne peut pas, en même temps, lui donner la mobilité qui fait, dans la nature, qu'on les ignore. A une figure régulière et sculpturale, mais d'un teint mat, l'artiste devra prêter quelque indécision et imaginer quelque couleur, s'il veut que l'avenir ne reproche pas à son tableau ce qu'on n'a pas l'idée de reprocher au modèle : l'absence de vie. Enfin, si la ressemblance tient à quelque détail laborieusement fixé sur la toile, et si la fluidité de la pâte, la fougue, l'emportement de la touche vient, pour plus d'harmonie et de fondu, effacer ce détail, le véritable artiste sacrifiera la ressemblance. Le modèle, à son tour, s'il se figure le rôle de son image, plus tard, dans le salon de famille, et sa survie au milieu des générations nouvelles, ne devra pas la regretter.

Car le portrait ressemblant et le portrait esthétique ont des

destinées bien diverses. L'un est applaudi par les proches, par la *gens*, conservé comme effigie par la génération qui suit immédiatement celle du modèle. Le portrait esthétique est admiré par les artistes de tous les pays qui passent au Salon, et procure à cette légion d'obscurs et fervens admirateurs de beauté qui n'ont jamais vu la femme représentée, les mêmes joies d'art que les vieux cadres du Mauritshuis ou des Uffizi. A la vérité, il éprouve le feu des critiques amicales, et les enfans ne le considèrent pas comme une valable pièce d'identité. Mais, dès la seconde génération, le portrait reproduisant une figure que l'on n'a pas connue, ne sera plus considéré que pour sa beauté. Si à la minute d'un procès-verbal, le biographe a sacrifié la liberté de la touche, l'ampleur de l'expression, tout ce qui constitue la vie, le portrait ressemblant, dont nul ne peut vérifier la ressemblance, commencera, vers les étages supérieurs de la maison, une lugubre ascension qui ne s'arrêtera qu'au plus haut. Le portrait esthétique gardera sa place d'honneur. De par la vie qui y fut attachée, la figure vivra dans l'imagination des hommes. Elle ravira de son sourire des générations qui n'ont pas entendu sa parole. Elle éclairera de son regard des yeux qui n'en ont pas vu le rayon. Elle fera plus encore : elle portera le message de la beauté, d'année en année et de génération en génération, à la foule sans cesse renouvelée des pauvres rêveurs qui l'attendent. Un portrait ressemblant est une joie pour quelques-uns et pour quelque temps. *A thing of beauty is a joy for ever.*

ROBERT DE LA SIZERANNE.

POUR LE CENTENAIRE

D'AUGUSTE COMTE

Auguste Comte, — qui l'eût pu croire? — est à la mode. On célébrait hier son centenaire. Son monument s'élevait à deux pas de cette Sorbonne, dont les « titulaires » de philosophie l'ont si longtemps attaqué, méconnu, raillé même. Un ministre de la Guerre « se mobilisait » pour faire l'éloge de ce pacifique. C'est le moment de reparler de lui. Puisque, selon le mot de l'un de ses plus illustres disciples, « nous oublions trop souvent, non seulement qu'il y a une âme de bonté dans les choses mauvaises, mais aussi qu'il y a une âme de vérité dans les choses fausses (1), » c'est le moment de nous en souvenir. Non contents de le commémorer, puisqu'on se dispute Auguste Comte, c'est le moment d'intervenir au partage de ses idées. Cherchons donc « l'âme de vérité » qu'enferme le positivisme; et, pour la découvrir, au lieu de recommencer une analyse vingt fois déjà faite, distinguons d'abord trois choses dans l'œuvre du maître : une partie négative, ou critique; — une méthode; — et une partie dogmatique, ou, si je l'ose dire, « constructive. »

On ne saurait d'ailleurs étudier de trop près, ou sous assez d'aspects différens ni trop diligemment, le penseur dont l'influence, depuis un demi-siècle, s'est partout fait sentir, à l'étranger, dans le monde entier, non moins profondément qu'en France, aux États-Unis comme en Italie, au Brésil comme en

(1) Herbert Spencer, *Premiers principes*; traduction française, p. 1.

Angleterre, dans le domaine de l'art comme dans le domaine de la science, et à qui les dilettantes peuvent bien reprocher « d'avoir mal écrit, » mais que la lourdeur de son style n'empêche pas d'être, avec Descartes, dans l'histoire de la pensée philosophique, le plus grand nom dont nous puissions, et à bon droit, nous enorgueillir.

I

Il faut abattre, avant de reconstruire, et surtout il faut déblayer. Pour fonder sa doctrine, Auguste Comte a donc dû montrer ce que les doctrines antérieures avaient de ruineux et c'est ainsi que comme critique, nul n'a mieux démêlé que lui l'erreur fondamentale et commune du XVIII^e siècle. Qu'y a-t-il en effet de commun entre des esprits aussi différens que Montesquieu, Voltaire et Rousseau, auxquels j'ajouterai, comme n'occupant pas une moindre place et n'ayant pas exercé, dans l'histoire des idées, une moindre influence, Diderot et même Helvétius? Ce n'est pas précisément l'idée de la bonté naturelle de l'homme, et Voltaire, par exemple, en est fort éloigné. Ce n'est pas non plus l'idée de la toute-puissance de l'éducation, et Diderot, à défaut de Voltaire, ou même Rousseau, se seraient chargés de faire voir ce qu'il y a de sophistique dans la pédagogie d'Helvétius. Mais divisés et opposés qu'ils étaient en tant de points, c'est sur un autre que l'entente s'est faite entre eux; et la croyance qu'ils ont tous partagée, c'est celle qu'Auguste Comte a si bien définie quand il a appelé l'attention sur cette « tendance générale, inévitablement propre au grand préjugé révolutionnaire, à entretenir directement des habitudes éminemment perturbatrices, en disposant exclusivement à *chercher dans l'altération des institutions légales la satisfaction de tous les besoins sociaux.* »

N'insistons pas, pour le moment, sur ce que cette observation contient de « positif, » — et que l'on pourrait résumer en disant qu'aux yeux d'Auguste Comte, « la question sociale est avant tout une question morale, » — mais on ne saurait mieux mettre en lumière l'erreur commune des encyclopédistes, et celle qui suffirait, toute seule, à creuser un abîme entre l'esprit du XVIII^e siècle et l'esprit du siècle précédent. Car, on avait cru jusqu'alors que la question sociale est une question morale, —

Quid leges sine moribus? — et que le perfectionnement de la société politique ou civile n'est qu'une conséquence ou une résultante du progrès de chacun de nous vers la lumière et dans la morale. Mais les encyclopédistes, eux, sont venus enseigner que « les vices d'un peuple sont toujours cachés au fond de sa législation; » et que c'est donc là qu'« il faut fouiller pour arracher la racine productrice de ces vices; et c'est comme s'ils eussent dit que la question morale, par un renversement du « pour au contre, » est devenue désormais une question sociale. Entendez que désormais ce n'est plus de lui-même, principalement et essentiellement, ce n'est plus de la surveillance qu'il exerce sur ses instincts et sur ses passions, de la contrainte qu'il s'impose, et de son effort vers le mieux que dépend la malice ou la bonté de chacun de nous, c'est de l'institution sociale. Changeons les lois, nous changerons les hommes! Nos crimes ou nos vices ne nous sont pas imputables, mais à la « législation; » et en effet n'est-il pas vrai que le vol serait inconnu si la propriété n'existait pas? Il n'y aurait pas non plus d'adultère s'il n'y avait pas de mariage; et quel plus sûr moyen d'empêcher ou de prévenir le premier, que de supprimer le second? Ou encore et plus généralement, toutes nos fautes étant celles de l'institution sociale, tous nos défauts aussi, ce n'est donc plus nous, nos mœurs ni nos cœurs, qu'il est désormais question de réformer, mais le « gouvernement, » toute espèce de gouvernement; et ainsi se trouve introduite la pire erreur que peut-être on ait jamais commise en matière de philosophie sociale, puisque le terme nécessaire en est l'autonomie de l'individu, ou moins pompeusement, et en meilleur français, mais surtout plus clair, son entière irresponsabilité.

Quelle est cependant la source de l'erreur? Auguste Comte nous l'a également indiqué, et tout le mal est venu du subjectivisme. Le « subjectivisme, » on le sait, n'est autre chose que le nom savant, ou pédantesque, mais commode après tout, de ce qu'on appelait autrefois l'excès ou l'exagération du sens propre et individuel. De le définir avec une entière exactitude, il n'y faut pas songer, puisqu'il peut y en avoir tout autant de formes, d'espèces ou de variétés, qu'il y a d'individus qui se piquent de penser par eux-mêmes, c'est-à-dire « de ne recevoir aucune chose pour vraie qu'ils ne la connaissent évidemment être telle: » on ne pourrait qu'essayer d'en raconter l'histoire,

et ce n'en est pas présentement le temps. Aussi bien suffit-il ici pour notre objet qu'aux environs de 1827, Victor Cousin eût érigé le subjectivisme, sous le nom de « méthode psychologique, » en juge souverain de la vérité. Chacun de nous a le droit, que dis-je ? le devoir, de se faire à lui-même son système du monde ou son *De natura rerum*, « son petit religion à part soi, » et le moyen en est le plus simple qu'on puisse imaginer. Nous n'avons qu'à descendre en nous-mêmes, pour y trouver, et pour en ramener l'homme, le monde et Dieu. On remarquera la coïncidence de cet enseignement avec l'exaltation du Moi dont s'inspirait alors le romantisme, précisément à la même époque; et on admirera sans doute que, durant cinquante ans, l'Université de France ait fondé sur ce paradoxe le branlant édifice de sa « philosophie d'État. » Peut-on même dire qu'elle y ait renoncé de notre temps ? et que fait-elle quand nous la voyons donner pour base à sa morale le « respect de soi-même » ou « le sentiment du devoir ? » Elle oublie que le monde est plein d'une infinité de gens qui n'ont pas le sentiment du devoir, et qui mettent une infinité de choses au-dessus du respect d'eux-mêmes.

Ce n'était pourtant pas que Comte ne l'eût avertie du danger, et, à cet égard, on peut soutenir que sa théorie de la connaissance est dirigée tout entière contre le « subjectivisme. » « Sous aucun rapport, écrivait-il en 1830, il n'y a place pour cette psychologie illusoire, dernière transformation de la théologie, qu'on tente vainement de ranimer aujourd'hui, et qui, sans s'inquiéter ni de l'étude physiologique de nos organes intellectuels, ni de l'observation des procédés rationnels qui dirigent effectivement nos diverses recherches scientifiques, prétend arriver à la découverte des lois fondamentales de l'esprit humain, en le contemplant en lui-même, c'est-à-dire en faisant complètement abstraction des causes et des effets. » Et un peu plus loin : « Les résultats d'une aussi étrange manière de procéder sont parfaitement conformes au principe. Depuis deux mille ans que les métaphysiciens cultivent ainsi la psychologie, ils n'ont pu encore convenir d'une seule proposition intelligible et solidement arrêtée... L'observation intérieure engendre presque autant d'opinions divergentes qu'il y a d'individus croyant s'y livrer. » On ne saurait guère condamner le subjectivisme en termes plus formels, et, — disons-le tout de suite, — c'est un point de sa doctrine sur lequel Auguste Comte n'a jamais varié.

En quelque ordre de choses que ce soit, il y a donc, et supposé qu'on ne le connaisse pas actuellement, *il doit y avoir* un critérium ou un juge de la vérité. Ce « critérium » est toujours extérieur à l'individu, et ce « juge » n'est jamais nous. La vérité ne dépend pas de l'adhésion que nous lui donnons. Elle est au-dessus, ou en dehors de nous, soustraite en fait et par définition aux fluctuations des opinions personnelles. C'est ce que personne peut-être n'a mieux vu qu'Auguste Comte, et depuis lors, dans la voie qu'il avait ouverte, c'est l'idée qu'un Claude Bernard, en médecine, un Renan, dans le domaine de l'exégèse et de la philologie, un Taine, en critique, se sont efforcés de faire prévaloir contre le « subjectivisme » de leurs contemporains. Les opinions ne sont pas libres. Est-ce qu'on est libre de croire que c'est le soleil qui tourne autour de la terre ou que la vie s'engendre directement de la matière? On ne l'est pas davantage en histoire, en morale, en sociologie, non pas même en littérature ou en art, d'avoir une opinion, son opinion et, comme on dit, son goût : il y a toujours un critérium, un fondement objectif du jugement critique. Et on peut d'ailleurs se tromper dans l'application de ce critérium, ce qui est l'une des origines de la diversité des opinions des hommes! On peut ne pas savoir où est ce critérium, auquel cas l'obligation qui s'impose à nous, la première et la plus impérieuse, est donc alors de le chercher. Mais qu'il existe, voilà ce qui n'est pas douteux. La langue elle-même ne le déclare-t-elle pas quand elle parle de « lois positives, » de « morale positive, » de « religions positives? » Toutes ces expressions impliquent la réalité de leur objet. Elles impliquent surtout celle de l'idée inaccessible ou cachée, dont elles ne sont que l'imparfaite et changeante traduction. Et, le subjectivisme nous apparaissant ainsi comme la négation, non seulement de la science, mais de la société même, — en tant qu'elle ne peut reposer que sur une communauté de croyances, — voilà pourquoi, dans la lutte éternelle contre le subjectivisme, et le dilettantisme, et le scepticisme, et l'individualisme, les croyans, tous les croyans, de quelque croyance qu'ils se réclament, n'auront jamais de plus sûr allié qu'Auguste Comte et le positivisme.

Mais, dira-t-on peut-être ici, le même Auguste Comte n'a-t-il pas enseigné qu'il n'y a qu'une « maxime absolue » qui est qu'il n'y a rien d'absolu ; et si tout est « relatif, » par quel biais accorderons-nous la condamnation du subjectivisme avec cette uni-

verselle « relativité? » De la façon la plus simple du monde, et rien qu'en distinguant avec un peu de soin les différentes interprétations que l'on a données de la « relativité de la connaissance. » On n'entend en effet ni la doctrine, ni le mot même, quand on essaie de leur faire dire, comme au subjectivisme, que toutes les opinions sont également vraisemblables, et même légitimes, du moment qu'elles sont nôtres. Aucun de ceux qui ont fait, de la « relativité de la connaissance, » le fondement de leur philosophie ne l'a ainsi comprise, pas même Protagoras; et, pour qu'elle souffrit cette interprétation dérisoire, il a fallu que « la littérature » s'en emparât. Mais ce qu'ils ont voulu dire, c'est, en premier lieu, que nos connaissances dépendent de la nature de nos moyens de connaître, et, par exemple, que si nous avions, tous tant que nous sommes, d'autres sens, ou six sens au lieu de cinq, ou le crâne fait d'une autre sorte, le monde extérieur nous apparaîtrait peut-être sous un aspect assez différent de celui que nous lui prêtons; et ils peuvent bien le dire, mais ils n'en savent rien! Ils ont voulu dire, en second lieu, que nous ne connaissions jamais rien directement, ou immédiatement, pas même nous, mais toujours en l'opposant à nous-mêmes ou à autre chose, et, par exemple, que le chaud et le froid, le clair et l'obscur, la vertu et le vice, le bien et le mal, le juste et l'injuste ne se définissent et même ne se conçoivent que par et dans leur contraste et leur opposition. C'est ce qui paraît assez probable; et c'est là-dessus qu'Hegel a fondé son paradoxe fameux de l'*Identité des contradictoires*. Et ils ont voulu dire enfin, comme Auguste Comte précisément, que nous ne connaissions jamais un fait qu'en *relation* avec d'autres faits et, par exemple, avec les antécédens et les conséquens qui le déterminent. Qu'y a-t-il là de « subjectif? » et, pour achever de couper tous les liens qu'on essaierait d'établir entre le « subjectivisme » et la doctrine du « relativisme, » ne suffit-il pas que nous ne soyons les maîtres ni de nos impressions, ni des faits, ni des relations que ces faits soutiennent entre eux?

En revanche, du « relativisme » ainsi conçu, ce qui résulte nécessairement et ce qui est, en un certain sens, tout le positivisme, c'est que la science, de quelque progrès ultérieur qu'elle se flatte, ne saurait jamais atteindre l'*absolu*. Son objet n'est que de « déterminer les phénomènes les uns par les autres, d'après les relations qui existent entre eux; » et son ambition la plus

haute ne saurait donc aller au delà d'une « coordination de faits. » Elle n'est qu'un système de rapports, ou, si l'on le veut encore, elle n'est qu'une « représentation. » La chose en soi, la cause des faits lui échappe. Elle s'égare en les poursuivant. « La substitution nécessaire du relatif à l'absolu, » tel est l'instrument de son progrès, la loi de sa méthode, le terme idéal ou hypothétique de son achèvement. « Dans nos explications positives, même les plus parfaites, nous n'avons nullement la prétention d'exposer les causes génératrices des phénomènes. » Nous n'avons besoin de savoir ni ce que c'est que la force pour faire de la physique, ni, pour faire de la physiologie, de savoir ce que c'est que la vie. On pourrait même prouver par l'histoire que des préoccupations de ce genre, bien loin de favoriser la recherche scientifique, l'ont, au contraire, longtemps entravée. Les anciens disaient, et avec raison, « qu'il n'y a de science que du général; » nous pouvons dire, nous, « qu'il n'y a de science que du relatif; » nous devons le dire; et cela équivaut à dire que la recherche de l'absolu est proprement « anti-scientifique. »

Faut-il d'ailleurs en conclure qu'elle soit vaine? Je ne le crois pas, et Auguste Comte s'en est plus tard lui-même aperçu. Mais elle est « anti-scientifique; » il n'appartient pas à la science de s'en occuper; et la raison en est que la science n'en a pas les moyens. C'est ce qui résulte de la notion même de la science, telle qu'Auguste Comte l'a déterminée. Et, non seulement cette notion n'a rien d'arbitraire, mais elle s'est dégagée de l'enquête à la fois la plus approfondie et la plus étendue que peut-être on ait jamais faite sur la nature, sur les rapports, sur l'enchaînement des sciences particulières entre elles. Ce n'est pas un théologien, ni même un métaphysicien, ce n'est pas un « philosophe; » c'est un « savant » qui a posé les bornes de la science, ou plutôt qui les a reconnues. Il a fait plus! Il a montré que le progrès de la science, en général, était étroitement solidaire de la « substitution du relatif à l'absolu. » L'histoire des sciences lui a servi de preuve. Et, encore une fois, il n'a pas pour cela supprimé l'absolu. Il a pu l'essayer, mais il n'y a pas réussi. Il ne l'a essayé qu'en transgressant lui-même, nous l'allons voir, les principes de sa méthode; et il n'y a pas réussi, parce que l'idée du « relatif » implique nécessairement celle de l'« absolu. » Est-ce d'ailleurs l'« absolu » qui conditionne le « relatif? » Est-ce le « relatif » qui nous suggère l'idée de l'« absolu? » C'est

une autre question. Mais, depuis Auguste Comte, ce qui n'en fait plus une, c'est que l'esprit humain, s'il atteint l'absolu, n'y saurait arriver par le chemin de la science, et je ne considère pas la démonstration perpétuelle que le fondateur du Positivisme en a donnée comme le moindre service qu'il ait rendu, ni le moindre hommage, si je l'ose dire, à des Dieux qui n'étaient pas les siens.

Il y a déjà, comme on le voit, beaucoup à prendre dans la partie critique du positivisme. L'erreur fondamentale du XVIII^e siècle et de la « philosophie révolutionnaire » mise en pleine lumière et condamnée par ses conséquences; le « subjectivisme » ramené au scepticisme, dont il n'est, à vrai dire, que le masque, et démontré comme tel non moins dangereux à la société qu'à la science; la science renfermée dans ses justes limites et repoussée d'un domaine qui ne saurait être le sien; — ce ne sont pas là choses indifférentes; et le positivisme ne consistait-il qu'en ces trois points, il contiendrait déjà plus de vérité qu'on n'en trouve dans la philosophie tout entière de Victor Cousin ou de Jules Simon. Mais, de même qu'avant lui l'illustre auteur de la *Critique de la raison pure*, et conformément à la tactique de tous ceux qui ne croient pas que la critique soit en elle-même un but, mais seulement un moyen, Auguste Comte ne s'est pas contenté de détruire pour le plaisir enfantin et sauvage de détruire; il a prétendu remplacer ce qu'il détruisait. Son œuvre est une construction. Il s'agit de voir quelles parties en sont actuellement subsistantes, et, auparavant, quelle méthode il y a employée.

II

Le premier caractère en est d'être « objective. » J'ai rappelé plus haut la grande règle cartésienne, de « ne recevoir aucune chose pour vraie qu'on ne la connaisse évidemment être telle; » et, indépendamment de la question très obscure de savoir ce qui est évident, il l'est sans doute que cette formule est la formule même du subjectivisme. Je ne reçois pour vrai que ce que je connais, c'est-à-dire ce que je juge être tel, moi qui connais; et il m'appartient donc, premièrement de le « juger, » et secondement de le « recevoir, » ce qui fait, pour ainsi parler, deux opérations souveraines : entendez deux opérations dont il

ne saurait y avoir ni recours, ni appel. Mais, au contraire, pour Auguste Comte, un fait n'est un fait qu'à la condition de l'être pour tout le monde, ce qui est la définition même de l'objectivité, et qu'autant qu'il est engagé dans un système de dépendances mutuelles, ce qui en est la démonstration. Voici, à cet égard, une citation caractéristique : « Si l'on considère l'ensemble des organismes possibles, soit effectifs, soit même fictifs, on reconnaît aisément que, quoique le monde ne doive pas sans doute être entièrement identique pour tous les animaux, les connaissances réelles propres aux diverses races ont cependant un fond commun qui est seulement plus ou moins apprécié par des entendemens plus ou moins parfaits, mais radicalement homogènes. Cette conformité nécessaire est indispensable pour la partie expérimentale de chaque notion, puisque nos impressions personnelles n'y servent surtout que d'intermédiaires indispensables à la manifestation des rapports externes, et elle est assurément encore plus évidente pour la partie purement rationnelle, puisque les diverses intelligences ne sauraient aucunement différer quant à la nature élémentaire des déductions ou des combinaisons, malgré leur aptitude très inégale à les former ou à les prolonger. » Et il ajoute : « On ne pourrait méconnaître cette universalité fondamentale des lois intellectuelles sans être pareillement conduit à nier aussi celle de toutes les autres lois biologiques. »

Comme conséquence, — prenons donc les faits tels qu'ils nous sont donnés, dans leur enchaînement ou dans leur dépendance mutuelle, et sans nous inquiéter plus qu'il ne le faut des relations qu'ils ont avec nos facultés de connaître. Le monde est-il ou n'est-il pas ce qu'il nous paraît? Aucune recherche n'est plus oiseuse! Pour de fort bonnes raisons, il y a tout lieu de croire que ni nos sens ni notre raison ne nous trompent. Mais, supposé que le monde en soi, dans son essence ou dans son fond, fût autre chose que ce qu'il nous paraît, les rapports des faits qui le constituent pour nous demeureraient les mêmes. Que voulons-nous davantage? Une « illusion » constante et perpétuelle n'est pas plus une « illusion » qu'une « hallucination vraie » n'est une « hallucination. » Si d'ailleurs nous doutions de la solidité de la science, il suffirait, pour nous rassurer, de ce fait que l'expérience vérifie tous les jours quelqueune des inductions rationnelles de la théorie. Les exemples en sont classiques. Le

raisonnement prévient l'expérience, et l'expérience prouve le raisonnement. Et, pour tous ces motifs, témoins ou spectateurs impersonnels et désintéressés des faits, nous n'avons, nous, qu'à les enregistrer, qu'à les classer, ou, comme on dit, à les « sérier, » pour essayer d'entrevoir les rapports qui les lient; qu'à nous garder d'ailleurs de conclure au delà de ce qu'ils contiennent; et si quelqu'un d'eux nous étonne ou nous surprend d'abord, s'il met notre science en défaut ou parfois en déroute, nous n'en avons enfin qu'une leçon à tirer, qui est que le vaste monde enferme plus de choses que notre philosophie, toujours un peu courte, n'en saurait connaître ou imaginer.

Je dis que cette méthode, si jamais nous pouvons l'appliquer, sera la méthode idéale. Que de questions elle supprimera dont l'intérêt n'est fait, à proprement parler, — comme la question de la « réalité du monde extérieur » ou celle de la « communication des substances, » — que de l'impossibilité même où nous sommes de les résoudre, et de la virtuosité que nous déployons pour essayer de nous persuader que nous les résolvons en les escamotant! *Non sunt entia multiplicanda præter necessitatem*, disait la philosophie du moyen âge. Que de progrès nous réaliserons, si nous expulsions jamais du domaine de la science, et surtout de la « sociologie, » tant d'entités qui les embarrassent ou qui les encombreent encore, tant de métaphores que nous prenons pour des réalités, tant de comparaisons que nous acceptons pour des raisons! Mais, si nous réussissons jamais à nous convaincre que notre mentalité n'est pas la mesure du possible, ni seulement du réel; et qu'au contraire c'est en nous, dans notre attachement à notre propre sens, dans notre effort conscient ou inconscient pour accommoder la vérité du fait aux exigences de notre esprit, dans notre orgueil intellectuel, que se rencontre le principal obstacle aux progrès de notre connaissance et à l'avancement de la vérité, c'est alors que le positivisme pourra célébrer sa victoire; et nous, c'est alors que nous verrons notre victoire dans la sienne, puisqu'elle sera celle de l'« objectif » sur le « subjectif, » et de la vérité vraie sur ce que nous avons en nous, et autour de nous, de puissances ennemies qui conspirent à la méconnaître, ou à la défigurer, ou à l'altérer. C'est ce que l'on veut dire, en disant de la méthode d'Auguste Comte que le premier caractère en est d'être « objective. »

Le second caractère en est d'être « évolutive. » Je ne fais pas

allusion, en écrivant ce mot, à la « loi des trois états, » où ses « disciples » ont bien pu voir « la plus importante de ses découvertes, » mais qui n'est pas tout le positivisme, et que je prétends même qu'on en peut utilement détacher. Veut-on d'ailleurs la conserver ? On le peut ! et il suffit que les trois états, théologique, métaphysique et positif, coexistent de tout temps dans la réalité présente, au lieu de s'être, comme l'enseignait Comte, succédé dans l'histoire. Ni la science ne triomphera de la philosophie, ni la philosophie ne prévaudra contre la religion. Le besoin de croire est inhérent à la nature humaine ; il en est un attribut ou un caractère essentiel, comme le besoin de respirer, et quand on essaie de le détourner de son objet légitime, Comte lui-même, avec sa religion du « Grand être, » ne nous est-il pas un assez éloquent témoin des conséquences auxquelles on aboutit ? Mais ce que je veux dire, c'est qu'en passant de l'inorganique à l'organique, des sciences de la matière aux sciences de la vie, de la physique à la biologie, Comte a reconnu qu'il lui fallait élargir sa méthode, et, selon ses propres expressions, du point de vue statique, passer au point de vue dynamique. « En présence des êtres organisés, a-t-il dit, on s'aperçoit que le détail des phénomènes, quelque explication suffisante qu'on en donne, n'est ni le tout, ni même le principal ; que le principal, on pourrait presque dire le tout, c'est l'ensemble dans l'espace, le progrès dans le temps ; et *qu'expliquer un être vivant, ce serait montrer la raison de cet ensemble et de ce progrès qui est la vie même.* » C'est ce qu'il a essayé de faire ; et ici, les conclusions où sa tentative l'a conduit sont assez importantes pour qu'on le laisse parler lui-même (1).

« Il est clair que les variations continues des opinions humaines, selon le temps ou suivant les lieux, n'affectent pas l'uniformité radicale de l'intelligence humaine... Le spectacle de ces grands changemens n'a pu faire croire à l'incertitude totale de nos connaissances quelconques que par suite même de la prépondérance, jusqu'ici plus ou moins persistante — 1842 — d'une philosophie absolue, *qui ne permettrait pas de concevoir la vérité sans l'immuabilité.* Une autre conséquence, plus fréquente et non moins funeste, de ce vicieux régime intellectuel, se trouve parallèlement dissipée par la philosophie positive, *toujours sagement*

(1) *Philosophie positive*, t. VI, p. 625.

relative, sous l'ascendant universel de l'esprit sociologique, c'est la tendance, aujourd'hui si commune, surtout chez les hommes éclairés, à une absurde exagération de la supériorité propre à la raison moderne, en interprétant la plupart des opinions antérieures de l'humanité comme l'indice d'une sorte d'état chronique d'aliénation mentale qui aurait persisté jusqu'à ces derniers siècles... La saine philosophie, restituant enfin à notre intelligence ce mouvement normal, sans lequel, à aucun égard, on ne saurait concevoir la vie, explique donc le cours général des opinions humaines pendant les diverses phases qui devaient préparer notre virilité mentale, d'après le principe nécessaire d'une harmonie croissante, entre les conceptions et les observations qui nous ont fait journellement sentir la réalité progressive de nos différentes notions positives depuis que la recherche des lois commence à prévaloir sur celle des causes. C'est ainsi que l'esprit sociologique pouvait seul constituer une philosophie éminemment relative en rendant toujours prépondérante la considération universelle d'une évolution fondamentale, assujettie à une marche déterminée, et dominant, à chaque époque, l'ensemble de nos pensées quelconques. »

On a reconnu le principe même de l'évolution, sept ou huit ans avant que l'eût énoncé M. Herbert Spencer, et quinze ans avant que Charles Darwin, en y mêlant la question de l'origine ou de la transformation des espèces, l'eût rendu plus accessible, d'une part, à l'imagination populaire, mais, d'une autre part, plus contestable, en le faisant dépendre d'une démonstration que la science naturelle n'a pas encore fournie. J'ai fait ailleurs observer que, vers le même temps qu'Auguste Comte, — 1843-1845, — celui qui devait être un jour le cardinal Newman faisait du même principe, dans son *Essai sur le développement de la doctrine chrétienne*, une des plus belles applications que l'on connaisse. Dans l'un et dans l'autre cas, c'était le concept même de science qui se modifiait. Immutabilité du dogme, ou, comme disait Comte, « immuabilité » des lois de la nature, on s'apercevait que, s'il y a malheureusement une manière étroite, il y a pourtant aussi une manière large de se les représenter, et, — la phrase est de Comte, — « que le spectacle des grandes variations dogmatiques, si dangereux à contempler pour tant d'intelligences mal afferries », se convertit de ce point de vue, c'est-à-dire du point de vue de l'évolution, « en une source directe et continue

de l'harmonie la plus durable et la plus étendue. » La vérité ne change pas ! Elle est, de sa nature, toujours complète et définitive. Mais la connaissance que nous en avons n'est jamais adéquate ; la science ne se développe, elle ne s'enrichit que successivement ; et, — cette autre phrase est de Newman : — « Nous soutenons que, par la nature de l'esprit humain, le temps est nécessaire pour l'intelligence complète et le développement des grandes idées ; et que les vérités les plus élevées et les plus merveilleuses, bien que communiquées au monde une fois pour toutes par des maîtres inspirés, ne sauraient être comprises tout d'un coup par ceux qui les reçoivent (1). » Il n'est même pas besoin de changer ici l'expression de Newman, — *inspired teachers*, — pour avoir la pensée d'Auguste Comte ; et c'est ce que l'on veut dire quand on dit que le second caractère de la méthode positiviste est d'être « évolutive. »

Le troisième caractère en est d'être « critique ; » et cela signifie d'abord qu'Auguste Comte a le respect de ce qui l'a précédé. La plupart de nos savans et de nos érudits, avec une rare et naïve insolence, — et sous le prétexte assez spécieux de remonter aux « sources » des choses, — s'emparent volontiers des questions qu'ils abordent comme si personne avant eux ne les avait traitées ou seulement soupçonnées. C'est la méthode « révolutionnaire ! » Ils sont victimes de cette tendance « à une absurde exagération de la supériorité propre à la raison moderne, » que Comte nous signalait tout à l'heure ; et aussi, quand par hasard ils se soucient de leurs prédécesseurs, n'en parlent-ils généralement qu'avec une ironie méprisante et hargneuse. Ils ignorent que le vrai caractère de l'histoire « consiste dans la prépondérance continue de la filiation sur la description, » et qu'il en est à cet égard des théories comme des hommes, que l'on peut sans doute autrement connaître, par d'autres moyens, mais jamais mieux ni plus à fond que quand on les connaît par leurs antécédens. Les théories, même scientifiques, — et à commencer par celle de la gravitation, que l'on pourrait, je pense, appeler la plus « achevée » de toutes, — ne *sont* jamais, elles *deviennent* toujours. Mais combien cela n'est-il pas plus vrai des théories sociales ou politiques, des théories esthétiques aussi, dont il n'y en a pas une qui se « démontre » ou qui se « prouve ; » et qu'il

(1) I. H. Newman, *Essay, etc.*, Introduction, § 21.

semble que l'on ne puisse concevoir que comme des moyennes entre deux extrêmes ! Le « naturalisme » dans l'art a certainement sa raison d'être ! Mais l'« idéalisme » n'a-t-il pas aussi, — je ne dis pas *également*, — la sienne ? Le socialisme a-t-il toujours tort ? L'individualisme a-t-il toujours raison ? Il y a du vrai dans la théorie du progrès ! Mais n'y en a-t-il pas dans la théorie de la dégénérescence ou de la régression ? Et le moyen de nous en rendre compte, si nous n'étudions pas les doctrines dans leur passé, dans leur développement, dans leurs origines, et d'un seul mot dans leur genèse ?

C'est encore ce qu'Auguste Comte a très bien vu. Il a vu que la vérité, notre vérité, celle que nous pouvons atteindre avec et par nos seules forces, n'étant jamais qu'une approximation de la vérité vraie, elle ne se dégage de nulle part mieux, ni plus naturellement, on serait tenté de dire automatiquement, que de la connaissance, de l'appréciation, de la critique des efforts qu'on a faits pour l'atteindre. Les problèmes sont toujours les mêmes : il ne s'agit que d'une « mise au point. » Comment donc y procéderait-on, si l'on ne connaissait l'état antérieur ? et de quel progrès pourrait-on se flatter ? Quand la connaissance des erreurs du passé ne nous permettrait que de les éviter à notre tour, ce serait déjà quelque chose ! Mais, de plus, l'erreur est suggestive des moyens de la corriger. Si nous avons reconnu par quel endroit d'elle-même une théorie est fausse, et de quelle manière elle est fausse, par insuffisance d'expérimentation, ou de raisonnement, ou de preuve ; parce que les conclusions en ont dépassé les prémisses ; ou parce que, d'un point de fait, on en a fait une question de métaphysique, c'est comme si la critique nous indiquait la voie qu'il nous faut suivre.

Attachons-nous donc à la critique. Faisons de l'histoire des problèmes une introduction à leur solution. Pour constituer la « science sociale, » étudions les entreprises que l'on a faites avant nous, et dont l'objet, comme le nôtre, était de la constituer. C'est le seul moyen qu'il y ait de ne rien perdre du long labeur de l'humanité. Nous ne sommes pas les premiers hommes. La science même la plus abstraite sera ainsi traitée du point de vue que Comte appelle sociologique. « L'indispensable complément de la logique positive consiste dans le mode historique proprement dit, constituant l'investigation, non seulement par comparaison, mais par filiation graduelle. » Cette « nouvelle méthode »

est « la plus transcendante de toutes. » Elle est le procédé « sans lequel l'accumulation de toutes les autres ressources deviendrait presque toujours insuffisante et même illusoire. » Elle est aussi celui qui, parce qu'il s'inspire de la solidarité qui lie les générations des hommes, la fortifie conséquemment elle-même d'âge en âge. Et nous, parce que le procédé n'a évidemment de fécondité que dans la mesure où ses résultats se précisent en jugemens de valeur ou en opinions critiques, c'est ce que nous avons voulu dire, en disant que le troisième caractère de la méthode positiviste était d'être « critique. »

III

Ne serions-nous pas après cela de grands sots, — c'est en vérité le seul mot qui convienne, — si, parce qu'Auguste Comte a fait de sa méthode quelques applications qui nous paraissent fausses, nous étions systématiquement en défiance de cette méthode même ? En réalité, comme indication générale de la marche à suivre par l'esprit humain dans la recherche de la vérité, sa méthode, objective, évolutive et critique, n'a les défauts ni de la méthode subjective, qui confond perpétuellement les conditions des faits avec celles de notre mentalité, ni ceux de la méthode empirique, dont le principal est de poser qu'à tout moment de la durée, ce que nous pouvons savoir, nous le savons d'une science certaine et indéfectible. Elle a cet autre et grand avantage de couper court aux questions inutiles : *Utrum chimæra bombinans*, etc., qu'elle abandonne aux méditations des curieux ou plutôt des oisifs. Elle a dans sa définition de quoi se corriger elle-même. Et, pour ces motifs, si les conclusions où elle a conduit Comte nous paraissaient inacceptables, cela ne prouverait rien contre elle, mais seulement contre Comte. J'ose d'ailleurs ajouter que, des conclusions du positivisme, il y en a quelques-unes au moins de dignes d'être retenues, et c'est ce qu'il me reste à montrer maintenant.

« Nul n'a mieux apprécié que moi le principal danger des utopies actuelles, qui, *rétrogradant vers le type antique par une sotte ardeur de progrès*, s'accordent à prescrire au cœur humain de s'élever, sans aucune transition, de sa personnalité primitive à une bienveillance directement universelle, dès lors dégénérée en une vague et stérile philanthropie, trop souvent perturbatrice. »

Ainsi s'exprimait Comte en 1846, dans la « Dédicace » de son *Système de politique positive* « à la Mémoire de Clotilde de Vaux, » et de là, comme il déduit, ou comme il induit, — c'est la même chose, — la « prépondérance continue du cœur sur l'esprit, » Littré, le plus infidèle, mais non pas le plus intelligent, ni le plus indulgent des disciples, en conclut que les années, la maladie, et l'amour avaient lamentablement affaibli le vigoureux esprit du maître. Le même Littré abuse également de ce que Comte, un peu plus loin, dans la même « Dédicace, » a écrit « que, depuis le moyen âge, le règne exceptionnel de l'esprit avait souvent altéré l'essor moral ; » et, tout exprès pour le réfuter, il fait cette belle découverte que « ni la famille, ni les liens du sang, ni le rôle et la dignité des femmes, ni le souci de la patrie, ni la charité envers les hommes, ni l'amour de l'humanité (1) » ne furent des vertus connues du moyen âge. Et, comment donc, ni Jeanne d'Arc n'a eu « le souci de la patrie, » ni saint Louis celui de « la charité envers les hommes ? » et nous, pour les éprouver, nous avons sans doute attendu que Danton eût institué le tribunal révolutionnaire. C'est aussi M^{me} Roland qui a eu le sentiment du « rôle et de la dignité de la femme, » et Marat qui a connu « l'amour de l'humanité ! » Mais, au lieu de fausser l'histoire, Littré eût mieux fait de lire plus attentivement son « maître » et de répondre aux argumens ou aux raisons par lesquelles Auguste Comte a justifié son dogme, — et que voici.

« Les superbes aspirations de l'intelligence à la domination universelle... n'ont jamais pu comporter aucune réalisation, et n'étaient susceptibles que d'une efficacité insurrectionnelle contre un régime devenu rétrograde. » Il n'y a rien de plus évident ; ce n'est pas l'intelligence qui gouverne le monde ; et les « intellectuels » peuvent bien, s'ils le veulent, s'en plaindre, les philologues et les chimistes, mais leurs plaintes ne prévaudront pas contre le « fait ; » et conformément à la méthode positiviste, avant de réagir contre le fait, il faudrait chercher l'explication ou la raison du fait même. Comte nous la donne. « C'est que l'esprit n'est pas destiné à régner, mais à servir, et, quand il croit dominer, il rentre au service de la personnalité, au lieu de seconder la sociabilité. » Voilà encore un « fait. » En fait, la domination de l'intelligence aboutit toujours à la théorie du « Surhomme. »

(1) *Auguste Comte et la Philosophie positive*, 2^e édition, p. 555.

Les « conducteurs de peuples » se croient aisément une autre espèce que le troupeau qu'ils guident ; l'opinion qu'ils se font d'eux-mêmes les isole ou les excepte de la foule de leurs semblables :

Nos, numerus sumus, fruges consumere nati;

eux, sont rois ; et leur égoïsme aristocratique fait perpétuellement contrepoids, ou plutôt obstacle à la tendance de la société des hommes vers un idéal de justice et de fraternité. Aussi bien « le commandement réel exige-t-il par-dessus tout de la force, et la raison n'a jamais que de la lumière : il faut que l'impulsion lui vienne d'ailleurs. » D'où l'emprunte-t-elle donc ? D'une passion quelconque, répond Auguste Comte, et c'est-à-dire, en bon français, d'« un motif personnel de gloire, d'ambition ou de cupidité. » C'est pourquoi « les utopies métaphysiques... sur la prétendue perfection d'une vie purement contemplative (il entend : d'une vie consacrée à ce que l'on appelle le culte désintéressé de la science) ne constituent que d'orgueilleuses illusions quand elles ne couvrent pas de coupables artifices ; » et c'est encore un « fait. » — « Comment cela ? dira peut-être quelque haut géomètre ou quelque obscur orientaliste. Quoi ! même si je fais solitairement du zend ou du sanscrit ? — Oui, dit encore Auguste Comte, même en ce cas ! « Lors même que l'impulsion mentale résulterait en effet d'une sorte de passion exceptionnelle pour la vérité, sans aucun mélange d'orgueil ou de vanité, cet exercice idéal, *dégagé de toute destination sociale*, ne cesserait pas d'être profondément égoïste. » Et, finalement, de conclure par ces fortes paroles, qu'on ne saurait assez recommander à tous ceux qui sont infatués de leur désintéressement, y compris les théoriciens de l'art pour l'art : « J'aurai bientôt l'occasion d'indiquer comment le positivisme, *encore plus sévère que le catholicisme*, imprime nécessairement une flétrissure énergique sur un tel type métaphysique ou scientifique, dans lequel le vrai point de vue philosophique fait hautement reconnaître un coupable abus des facilités que la civilisation procure, pour une tout autre fin, à l'existence contemplative. »

Non, en vérité, quoi qu'en puisse dire le sec Littré, ce ne sont pas là les paroles d'un fou ni d'un malade, et elles n'impliquent pas davantage un retour d'Auguste Comte à ce « subjectivisme » qu'il avait tant attaqué. Mais, le « cœur » ou le « sentiment, »

pour Auguste Comte, ce n'est pas la sensiblerie, ni la sentimentalité, ni même la sensibilité, dans le vague de son indétermination naturelle, et en tant qu'adéquante à notre personnalité, mais c'est l'ensemble des « facultés affectives » en tant qu'elles ne sauraient s'exercer solitairement; en tant que l'épanouissement en est conditionné par l'existence de nos semblables; en tant qu'elles sont le lien ou plutôt le support de la société des hommes. Le sentiment, dans la terminologie d'Auguste Comte, c'est la faculté d'aimer autre chose que soi-même; c'est la conscience instinctive, si j'ose rapprocher ces deux mots, de la solidarité qui lie l'homme à l'homme, dans l'espace comme dans le temps; c'est l'impulsion qui nous fait hommes. Si le sentiment est supérieur à l'esprit, c'est de la supériorité du « devoir social » sur la préoccupation du « développement individuel, » de M^{me} de Chantal sur sa brillante petite-fille, de saint Vincent de Paul sur ce type d'intellectuel, et de névropathe, que fut René Descartes. « C'est ainsi que le principe positif, spontanément émané de la vie active, et successivement étendu à toutes les parties du domaine spéculatif, se trouve, dans sa pleine maturité, inévitablement conduit... à embrasser aussi l'ensemble de la vie affective, où il place uniquement le centre de la systématisation finale; » et, de toutes les leçons d'Auguste Comte, je n'en sache guère de plus digne d'être retenue, ni qui soit plus féconde en heureuses conséquences, — à moins peut-être que ce ne soit sa théorie de l'*Inconnaissable*.

Je ne me rappelle pas qu'il l'ait lui-même assez nettement formulée nulle part. Mais elle est partout diffuse dans son *Système de Politique positive*; et, si l'on veut après cela que l'honneur de l'avoir énoncée revienne à l'auteur des *Premiers principes*, M. Herbert Spencer, ce sera donc une excellente occasion, après en avoir vu la déformation sous la plume de Littré, de voir ce que la doctrine du maître est devenue aux mains d'un disciple de génie. Si nous avons en effet bien compris en quel sens le positivisme est une philosophie du « relatif, » cette philosophie implique nécessairement une affirmation de l'« absolu. » « Dans l'affirmation même que toute la connaissance proprement dite est relative, est impliquée l'affirmation qu'il existe un non-relatif... De la nécessité même de penser en relations, il résulte que le relatif lui-même est inconcevable s'il n'est pas en relation avec un non-relatif réel... A moins d'admettre un non-re-

latif réel, le relatif lui-même devient absolu, et nous accule à la contradiction... Il nous est impossible de nous défaire de la conscience d'une réalité cachée derrière les apparences, et... de cette impossibilité résulte notre indéfectible croyance à cette réalité (1). » Ce « non-relatif, » cet « absolu, » cette « réalité cachée », c'est ce que nous nommons du nom d'*Inconnaissable*. Si nous nous contentions, comme la sophistique antique et le subjectivisme pur, de dire de nos connaissances qu'elles sont relatives à nous, nous ne dirions rien, et nous prendrions une tautologie ou une identité, A est A, pour une explication. Si nous n'entendions la relativité que du rapport de nos connaissances et du système lié qu'elles forment entre elles, sans avoir d'ailleurs égard à l'arrière-fond que ces rapports manifestent, nous dirions déjà quelque chose de plus. Mais, dès que nous croyons à l'objectivité de la science, et nous avons vu que nous ne pouvions pas n'y pas croire, nous affirmons l'existence de l'*Inconnaissable*. Il n'est plus alors question que de savoir ce que c'est que cet *Inconnaissable*, et si peut-être, la science venant à nous manquer ici, nous n'avons pas cependant quelque autre moyen de l'atteindre.

Je n'examine pas aujourd'hui la question. Mais je ne m'étonne pas qu'un certain positivisme, à la Littré, qui n'est que le faux nom du matérialisme, ait tout fait pour se débarrasser de cet inconnaissable et n'y voie guère qu'un mot sous lequel nous déguiserions à nous-mêmes, en fait d'absolu, celui de notre ignorance. Ce « non-relatif » gêne les matérialistes, et ils ne veulent pas de cette « réalité cachée derrière les apparences. » Mais, au contraire, ce que je ne comprends pas, c'est qu'un savant jésuite allemand, le Père Grüber, dans un gros livre qu'il a consacré à Auguste Comte et au Positivisme, se soit acharné à « démontrer, » sans y réussir, que l'inconnaissable d'Herbert Spencer, n'était, ce sont ses mots, qu'une pure « monstruosité. » L'un des argumens dont il se sert est plus étrange encore ! « Qu'est-ce, dit-il, qu'un inconnaissable dont quelques fragmens, de loin en loin, viendraient à notre connaissance ? » En vérité, mon révérend Père, et pourquoi ne serait-ce pas le « Dieu caché » de l'Écriture, ou le « Dieu Inconnu » de saint Paul ? est-ce que nous connaissons tous les attributs de Dieu ? de ce

(1) H. Spencer, *Premiers Principes*, trad. française, p. 85.

que nous ne les connaissons pas tous, est-ce une raison de conclure que nous n'en connaissons aucun ? et si nous en connaissons un, cesse-t-il pour cela d'être un attribut de l'inconnaissable ? On « démontrerait, » par ce beau raisonnement, que, si nous ne connaissons pas le tout d'une chose, nous n'en connaissons rien, et cela est vrai métaphysiquement ou logiquement, mais cela ne l'est pas, en pratique ou en fait. A vrai dire, l'inconnaissable du positivisme se communique à nous par quelques-unes de ses modalités, comme le « Dieu caché » par quelques-unes de ses manifestations. *Enarrant cœli gloriam Dei* : l'inconnaissable se prouve en se manifestant dans la catégorie de la relation, j'aurais presque envie de dire : « en y tombant ; » et voilà, grâce à la science elle-même, la porte rouverte non seulement à la métaphysique, mais à la théologie.

Car il importe peu de quelle manière on essaie maintenant de se représenter cet inconnaissable ou même, avec l'agnosticisme, que l'on n'essaie pas de se le représenter du tout ! Ne confondons pas les problèmes. Tout ce que je veux constater ici, c'est que la théorie de l'inconnaissable donne, comment dirai-je ? une base ou un fondement scientifique à la religion. Le dernier terme du « relativisme » est de reconnaître et d'affirmer la nécessité logique de l'« absolu » qui le conditionne : voilà ce qui est inattendu, et voilà ce qui est important. Une doctrine qui ne s'était proposé rien de plus essentiel que de ruiner l'affirmation de l'absolu, la ramène. Elle se couronne par l'affirmation de tout ce qu'elle avait prétendu renverser. Nous retrouvons Dieu au terme de la tentative la plus consciencieuse et la plus laborieuse que l'on eût entreprise pour essayer de s'en passer. Et par hasard, au cours de ce long effort, la tentative s'est-elle contredite ? la méthode s'est-elle démentie ? Non ! J'ai tâché de prouver qu'au contraire, ni l'une ni l'autre n'avaient cessé d'être conformes à elles-mêmes. C'est Auguste Comte, c'est Herbert Spencer qui ont bien raisonné, ce sont les autres qui ont trahi la doctrine, quand ils ont cessé d'y trouver la satisfaction des préjugés qui les y avait d'abord convertis. Et ils auront beau dire ! Après la reconnaissance de l'inconnaissable c'est encore Auguste Comte qui avait raison quand il a compris que la dernière conclusion du positivisme était l'établissement d'une religion.

A la vérité, cette religion, telle qu'il l'a conçue, n'en est pas une, si, — comme nous le croyons et comme l'a toujours cru l'hu-

manité, même polytheïste ou fétichiste,— toute religion est d'abord une « théologie, » je veux dire une affirmation du Dieu vivant et de la nature des rapports que nous entretenons avec lui. Comte l'a bien senti lui-même, et sans doute ce n'est pas pour une autre raison qu'à cette humanité collective, dont il a fait l'objet du culte positiviste, il a imposé ce nom de « Grand Être » qui lui a permis, aussi souvent qu'il en parlait, de lui prêter les attributs d'une personne réelle. Mais, si la religion du « Grand Être » n'est pas une « théologie, » du moins est-elle une « sociologie; » et cela est considérable ! Ils sont nombreux aujourd'hui, ceux qui vont répétant que la religion est « affaire individuelle, » et, s'ils entendent par là qu'aucune autorité de ce monde n'a sur nos croyances de droit de contrainte ou de coercition, ils ont raison. L'ont-ils encore, s'ils veulent dire que nos croyances ne regardent que nous ? Au moins n'est-ce pas l'avis de ceux qui en éprouvent l'intolérance, quand elles se font persécutrices : on pourrait prouver que les croyances de nos francs-maçons intéressent au premier chef tous ceux qui ne les partagent pas. Mais si l'on veut dire que l'accomplissement de l'obligation religieuse ne s'étend pas au delà de la pratique des vertus personnelles, on ne saurait se tromper davantage sur le propre de toute religion, et c'est ce que Comte a très clairement vu.

Il l'a même si bien vu que c'est ce qu'il reproche au catholicisme. « En célébrant dignement les mérites et les bienfaits du catholicisme, dit-il, l'ensemble du culte positiviste fera nettement apprécier combien l'unité fondée sur l'amour de l'humanité surpasse, à tous égards, celle que comportait l'amour de Dieu. » Et plus loin : « Le principe catholique, ne s'adapta jamais à la direction sociale que tenta de lui imprimer l'*admirable persévérance du sacerdoce*. » Sur quoi, peut-être, il eût pu réfléchir que le vrai principe du catholicisme, c'est précisément celui que « l'admirable persévérance du sacerdoce » a tenté d'imposer à « la direction sociale, » et que, contre un principe, on ne prouve rien en constatant qu'il n'a pas encore produit toutes ses conséquences. Les principes sont hors du temps, mais ils ne se réalisent pourtant que dans le temps, et par le moyen de la durée... Mais, oserai-je dire, en attendant, que si quelques catholiques, et notamment quelques démocrates chrétiens, veulent bien chercher dans le *Système de Politique positive* une démonstration de la religion comme sociologie, ils l'y trouveront ? et

qu'ils pourront hardiment s'en servir? et que, cette sociologie, s'ils la sauvent du naufrage de la religion du « Grand Être, » ce n'est pas seulement la mémoire d'Auguste Comte qui en aura profité?

Ils pourront encore lui emprunter les argumens qu'il a fait valoir en faveur de l'indissolubilité du mariage, ou ce qu'il a dit de l'importance de la morale dans l'éducation. « L'efficacité didactique du sentiment a été jusqu'ici ignorée parce que la culture de l'esprit coïncidait, depuis la fin du moyen âge, avec l'inertie du cœur. Mais la subordination continue, à la fois spontanée et systématique, de l'intelligence à la sociabilité, qui constitue le caractère principal du positivisme, est aussi féconde en propriétés morales qu'en avantages théoriques. » Ils méditeront sa théorie de la séparation des pouvoirs, qui ne sont pas, à la vérité, l'exécutif et le législatif, mais le spirituel et le temporel. Au paradoxe individualiste, qui est « que nos droits n'ont de limites que celles de notre puissance, » ils opposeront la vérité sociale, qui est que « nul ne possède d'autre droit que celui de faire son devoir. » Et s'ils trouvent avec nous qu'ici Comte va peut-être un peu loin; s'ils n'admettent pas aisément avec lui que « dans l'état positif, l'idée de *droit* disparaît irrévocablement; » ils feront attention que le même Comte en a donné la raison quand il a dit « qu'il ne peut exister de vrais droits qu'autant que les pouvoirs réguliers émanent de volontés surnaturelles; » — et ils l'en croiront, je pense, volontiers. Stuart Mill écrivait, il y a déjà longtemps : « M. Comte est accoutumé à tirer de la discipline catholique la plupart de ses idées de culture morale. » Comment en serait-il autrement, si le fondateur du positivisme n'a jamais caché ce qu'il devait, par exemple, à Joseph de Maistre? et nous, à notre tour, pourquoi ne l'y reprendrions-nous pas?

IV

Si cependant, — comme il faut tout prévoir, — on nous demandait de quel droit nous faisons un choix parmi les conclusions d'Auguste Comte, retenant les unes, rejetant les autres, et mutilant ainsi l'expression de sa pensée, nous pourrions répondre d'abord : du droit que Littré, son disciple, s'est attribué d'en faire autant, et de ne garder du « positivisme, » pour s'en

porter le propagateur, que ce qui convenait à sa manière de penser. En quoi, d'ailleurs, nous serions intellectuellement plus honnête que lui, puisque enfin nous ne nous donnons pas comme positivistes, et qu'en reprenant notre bien, pour ainsi parler, dans l'œuvre d'Auguste Comte, nous n'essayons de faire croire à personne que nous en sommes les continuateurs. Il serait vraiment plaisant que le droit, si c'en est un, de défigurer la physionomie d'un système n'appartint qu'à ceux qui commenceraient par s'en constituer les défenseurs; et plus plaisant encore que, pour ne partager pas *toutes* les opinions d'un maître, on fût destitué du droit d'en approuver *aucune*. Heureusement que la vérité scientifique ou philosophique n'a été donnée en propriété ou en monopole à personne, non pas même aux philosophes ni aux Académies, et, puisque aussi bien l'expérience nous apprend qu'elle est souvent mêlée d'erreur, ou, comme les métaux précieux, engagée dans une gangue dont on ne saurait l'isoler que par un traitement énergique, nous avons le droit de le lui appliquer.

C'est une superstition trop commune aujourd'hui que de considérer les systèmes philosophiques, — celui de Comte, ou celui de Kant, ou celui de Spinoza, — comme des systèmes clos, dont toutes les parties se tiennent, sont « causantes et causées, » se supposent réciproquement, s'entraînent et se commandent. Ni la logique n'a tant de rigueur, ni la pensée de cohérence. Sans compter que, si quelques systèmes sont nés pour ainsi dire tout entiers, et, d'abord, ont surgi tout armés du cerveau de leur inventeur, la plupart sont au contraire l'œuvre d'une formation successive ou évolutive, et, en parlant d'Auguste Comte, c'est le cas de nous en souvenir. De bons juges ont même soutenu qu'en passant « de la considération des choses inorganiques à celles de l'ordre vital, » Auguste Comte aurait vu « s'ouvrir devant lui une voie toute nouvelle, qui devait le mener à un point de vue entièrement opposé à celui où il s'était placé d'abord, et de son matérialisme géométrique le faire passer par degrés à une sorte de mysticisme. » C'est un peu trop dire, à notre sens, et l'opposition n'est pas si diamétrale. Il faut nous rappeler que le premier *Système de Politique positive*, en 1824, a précédé le *Cours de Philosophie positive*, 1830-1842, et qu'en reprenant ce

(1) F. Ravaisson, *Philosophie en France au XIX^e siècle*, p. 74.

titre en 1851, Comte a eu l'intention déclarée de « mettre en lumière la pleine homogénéité d'une longue carrière systématique, où, dès l'ouverture, le but était signalé. » Les moyens mêmes dont il a successivement usé pour atteindre ce but n'ont pas sensiblement varié. Mais ils se sont développés, ils se sont enrichis du résultat de ses méditations, des acquisitions de son expérience, du progrès même de son esprit; et l'obligation s'est imposée naturellement à lui d'élargir ses conclusions. C'est ce qui fait qu'à notre tour, nous en pouvons prendre et laisser, comme on dit. Nous en avons même plus que le droit, nous en avons le devoir, si nous sommes fidèles à sa méthode; s'il n'a certainement pas cru lui-même que sa doctrine dût devenir étrangère au progrès dont il en avait fait l'instrument; et si plus de cinquante ans se sont écoulés depuis lors. Laissons la « reconstitution » des systèmes aux « professeurs de philosophie; » c'est proprement le domaine et l'objet de leur érudition rétrograde; et, sous le nom de tradition, ne retenons du passé que ce qui en est actuellement et manifestement vivant.

Tout ce qu'alors on pourra justement exiger de nous, c'est que, conforme dans ses grandes lignes à l'œuvre d'Auguste Comte, l'interprétation que nous en donnons, ou, pour mieux dire, l'« extrait » que nous en faisons, offre un certain degré de cohérence et de logique. Nous avons essayé de répondre à cette exigence. Supposé qu'avec Auguste Comte nous ayons donc eu raison de voir où nous l'avons vue, dans la transformation des « questions morales » en « questions sociales, » la grande erreur, l'erreur mère et maîtresse de la philosophie du XVIII^e siècle (voilà pour la partie critique); est-il vrai qu'on ne puisse travailler utilement à la correction de l'erreur qu'en s'attaquant au subjectivisme (voilà pour la méthode)? et reconnaît-on enfin que, si le remède se trouve quelque part, c'est dans la subordination de l'autorité scientifique aux prescriptions de la morale (voilà pour la partie constructive)? Il n'en faut vraiment pas davantage! Et peu importe, après cela, — ou même pas du tout, — que nous acceptions ou que nous rejetions le « calendrier positiviste » et la « religion du Grand Être! »

Nous revenons donc à l'« électisme? » Si l'on le veut; mais non pas sans avoir observé qu'il y a plusieurs sortes d'électisme, dont la pire, qui fut celle de Victor Cousin, consiste à faire un choix dans les doctrines, ou entre les doctrines, au

titre et du droit du « bon sens » ou du « sens commun. » Car le bon sens, ou sens commun, n'est guère moins incompétent en matière d'histoire ou de philosophie que de science, et surtout, si l'on fait attention qu'il n'est ordinairement que le prête-nom du « sens individuel. » Une autre manière d'« éclectisme » est de ne choisir dans les doctrines que ce qui s'accorde, ou qu'on croit qui s'accorde ensemble; et ceci, c'est mettre la vérité sous la garantie d'une logique dont la rigueur ne prouve assez souvent qu'elle-même. Il y a certainement une logique dans les choses, mais il est moins certain que notre logique la reproduise toujours, et « ni la contradiction n'est toujours marque d'erreur, ni l'incontradiction ne l'est de vérité. » C'est le mot si profond de Pascal. J'en lisais dernièrement, sous la plume de Nietzsche, cette traduction irrespectueuse : « Un penseur est un homme qui s'entend à prendre les choses d'une manière plus simple qu'elles ne le sont. » La boutade n'est que trop vraie de beaucoup de logiciens ! Mais on peut enfin choisir au nom de quelques principes dont on se tient pour assuré; qui deviennent alors les juges impersonnels et désintéressés des théories entre lesquelles il s'agit de choisir; qui en décèlent automatiquement la valeur ou l'insuffisance, à la façon de ces « réactifs » qui font apparaître en chimie les élémens d'une combinaison. Les théories ne valent en ce cas que par leur rapport avec ces principes, et aucune intervention ne s'y mêlant de notre part, le discernement s'opère de lui-même. C'est la méthode que nous avons suivie dans ce court essai sur « l'utilisation du positivisme » et, le principe qui nous a guidés peut être formulé de la sorte : « Il n'y a pas de question sociale qui ne s'analyse en une question morale; et il n'y a pas de question morale qui ne soit dans son fond une question religieuse. »

FERDINAND BRUNETIÈRE.

REVUE SCIENTIFIQUE

A PROPOS DE L'ÉRUPTION DES ANTILLES

La terrible catastrophe de la Martinique a provoqué une douleur et un deuil universels. Après le tribut de regrets émus accordé aux victimes et les secours distribués aux survivants, le moment est peut-être venu d'envisager dans son effrayante ampleur, non plus le désastre qui frappe l'humanité, mais le simple phénomène naturel, le cataclysme géologique. On voudrait en connaître les circonstances précises. Malheureusement, les documents nécessaires font défaut. On a seulement quelques relations très fragmentaires et très incomplètes, où l'on trouve plutôt le récit des impressions et des actes des auteurs que la narration objective des faits.

Nous ne possédons encore qu'un seul document parfaitement objectif et précis; et il est, d'ailleurs, assez peu significatif. C'est un échantillon des cendres projetées par la Montagne Pelée. M. Michel Lévy les a analysées et il a rendu compte à l'Académie des Sciences des résultats de son examen. Cette cendre est une poussière extrêmement fine dont les grains varient de $\frac{1}{20}$ de millimètre, limite de petitesse des objets visibles à l'œil nu, à $\frac{1}{10}$ de millimètre. Leur composition chimique les classe parmi les andésites, les rhyolites et les basaltes, c'est-à-dire qu'on y trouve un mélange assez complet des minéraux neutres, acides et basiques qui entrent dans la constitution des diverses espèces de laves légères et lourdes. Si l'on admet que, dans la nappe en fusion d'où elles proviennent elles sont primitivement disposées par ordre de densité, il faudra en conclure que le volcan s'alimente à des niveaux très différents de la masse ignée souterraine. La cheminée qui aboutit au cratère est remplie de ce magma fluide, fortement brassé, sans doute, par un abondant dégagement de

gaz et de vapeurs. La lave, soulevée à l'état de poussière liquide, se refroidit dans l'air, et retombe à l'état solide. En un mot, la cheminée du volcan fonctionne, à cet égard, comme un gigantesque pulvérisateur.

La Martinique est une île purement volcanique comme toutes celles, d'ailleurs, qui forment la bordure interne du bassin circulaire des Antilles. Elle s'est formée à partir du sol marin qui lui sert de socle, par une série ininterrompue d'éruptions qui se sont produites au début de la période géologique actuelle. C'est donc un volcan récent. On y reconnaît un groupement de six cratères. Le cratère principal est celui de la Montagne Pelée, qui s'élève à 1350 mètres dans la partie Nord-Ouest.

Depuis la découverte et l'occupation de l'île jusqu'à l'année 1851, aucune éruption ne s'était produite, le volcan était considéré comme définitivement éteint. Ce n'est pas que la tranquillité régnât sur ce sol tourmenté. Tous les autres genres de cataclysmes, cyclones, ras de marée, secousses sismiques, n'ont cessé de fondre sur lui. L'île a été agitée par une multitude de tremblemens de terre. Celui de 1766 fut le plus terrible : il amena la destruction de 80 navires et fit périr plus de 500 personnes. Le tremblement de 1839 renversa la moitié des maisons à Fort-de-France, engloutit l'hôpital militaire et fit 400 victimes. Les cataclysmes moins graves sont innombrables. Mais jusqu'en 1851, le volcan de la Montagne Pelée était resté silencieux. Le 5 août 1851, pour la première fois, il entra en action. Contrairement à ce que l'on croit être la règle pour les éruptions qui se sont fait longtemps attendre, celle-ci n'eut aucune gravité. Elle couvrit seulement Saint-Pierre de cendres grisâtres. L'éruption actuelle est la seconde. Après une série de phénomènes préparatoires, le volcan commença à sortir de sa torpeur, le mercredi 23 avril à 9 heures du soir. Une forte détonation souterraine se fit entendre et des nuages d'une vapeur noirâtre surgirent du flanc occidental de la montagne. Un cratère s'était ouvert de ce côté, à 600 mètres d'altitude et livrait passage à des cendres, à des vapeurs, et à une sorte de coulée boueuse qui se déversait dans la mer en empruntant le lit d'une rivière de cette région, la rivière Blanche.

A dater de ce moment nous ne savons rien que nos lecteurs n'aient eux-mêmes appris au jour le jour par la presse quotidienne. Jusqu'au 8 mai, l'allure du phénomène éruptif resta parfaitement régulière. La commission technique réunie le 7 mai, au soir, dans l'hôtel de l'Intendance, sous la présidence du gouverneur, en constatait le carac-

tère régulier et inoffensif. « Tous les phénomènes produits jusqu'à ce jour n'ont rien d'anormal. Ils sont identiques aux faits observés dans toutes les autres éruptions. »

Le lendemain, à huit heures du matin, une trombe de gaz portée à une haute température, accompagnée de fragmens de pierres brûlantes, anéantissait Saint-Pierre et l'incendiait en un instant.

Toutes les circonstances de ce phénomène, inattendu et sans précédent, devront être éclaircies par la suite. En attendant que des renseignemens suffisamment précis nous soient parvenus, nous devons nous borner à examiner quelques-unes des questions générales qui sont impliquées dans l'éruption des Antilles.

Nous avons trop de confiance dans la tranquillité de la nature qui nous entoure. Notre globe est vieux : nous croyons qu'il est devenu sage : bien plus, certains pensent qu'il l'a toujours été. Si les colossales surrections des montagnes, les précipices des hautes falaises côtières, les cônes volcaniques partout répandus, les plissemens et les contorsions des assises rocheuses, les transports de blocs glaciaires, les charriages des nappes de recouvrement, ont pu nous faire croire à sa jeunesse orageuse, nous nous plaçons à croire que l'âge a refroidi ses ardeurs. « Le fil des opérations de la nature est rompu, » disait Cuvier. Le travail détritique de l'érosion rabote, aplanit, égalise lentement et méthodiquement les reliefs montagneux et en répartit les matériaux dans le fond des vallées : d'un ancien golfe Adriatique il fait, par exemple, la plaine fertile de la Lombardie. Les falaises s'écroulent, les volcans s'éteignent. Il nous semble vraiment que la nature s'apaise et qu'un repos perpétuel ait remplacé pour jamais les crises et les convulsions que nous croyons avoir existé dans le passé. — Que, dans une petite île des Antilles, un volcan vienne à s'allumer, — et voilà que l'incurable anxiété de l'avenir s'installe dans nos âmes.

Va-t-il donc falloir rouvrir ce livre des révolutions du globe dont Cuvier pensait avoir écrit le dernier chapitre ? Allons-nous en revenir à l'opinion de Woodward convaincu que la formation du relief terrestre avait été une affaire de quelques jours ? Avec L. de Buch admettra-t-on comme possible qu'un volcan tel que le Vésuve se soit soulevé d'un seul coup ? Élie de Beaumont l'a dit expressément de l'Etna ; et Arago a plutôt atténué qu'exagéré cette assertion en déclarant que la célèbre montagne avait dû pousser en une nuit comme un champignon. Mais à ces « catastrophistes » avait succédé l'école des « actions lentes, » l'école *quétiste* de Ch. Lyell, pour employer un mot de M. de Lap-

parent. Les agents les plus ordinaires et les causes les plus insignifiantes devenaient capables des plus grands effets. La répétition prolongée des actions en compensait la faiblesse. *Gutta cavat lapidem*. Avec le temps, rien n'est impossible à la goutte d'eau; il ne faut que du temps au madrépore pour édifier un continent.

Aujourd'hui, l'opinion régnante en géologie paraît se tenir à égale distance de ces doctrines extrêmes. Les notions lentes et les actions brusques ont leur place dans l'économie de la nature, et, parmi ces dernières, il y en a deux qui sont incontestables : ce sont les tremblements de terre et les éruptions volcaniques.

Ces manifestations puissantes du travail des forces souterraines restent quelquefois tout à fait localisées. Mais, le plus souvent, il n'en est pas ainsi. A la fin du XVIII^e siècle, le minéralogiste saxon Werner, l'un des fondateurs de la science géologique, — le créateur, tout au moins, de sa nomenclature, — regardait les éruptions volcaniques comme des phénomènes accidentels, sans importance, sans signification et sans généralité. Cela n'était vrai que pour la région limitée sur laquelle avaient porté ses études. Les voyages de Breslak en Hongrie et de Humboldt dans les régions équatoriales, bientôt suivis des observations de Boussingault, d'Abich, de Bunsen, de Ch. Sainte-Claire Deville et de Fouqué, modifièrent cette manière de voir. — Les volcans sont apparus comme des appareils très nombreux, dispersés sur toutes les latitudes, et dont le rôle, considérable dans le passé, l'est encore à l'époque actuelle. On en compte plus de 400 qui sont éteints; il y en a, d'après M. Fuchs, 323 qui sont en action, — ou qui, du moins, ont donné lieu à des éruptions depuis moins de trois cents ans. On les trouve échelonnés depuis le pôle Nord jusqu'au pôle Sud, de la Terre de François-Joseph, dans les régions arctiques, jusqu'au voisinage du pôle antarctique où Ross a vu l'« Erebus » et le « Terror » vomir leurs laves enflammées au milieu d'un cirque de glace. — A l'époque actuelle, les volcans actifs sont presque tous dans des îles ou sur le littoral de la mer. Cette distribution très remarquable n'est pas sans signification; mais on l'a outrée. On a été conduit à admettre que l'eau de la mer jouait un rôle capital dans les éruptions volcaniques : et cette opinion, si universellement répandue, est probablement inexacte.

Nous venons de dire que, contrairement aux vues étroites de Werner, les volcans ne devaient pas être considérés comme des appareils isolés, sans lien les uns avec les autres. Cela est vrai, à la fois, de leur situation et de leur fonctionnement.

Au point de vue topographique ils sont groupés de manière à jalonner les bords des principales dépressions géographiques. Leurs alignemens marquent les limites naturelles des grands compartimens de l'écorce terrestre. L'océan Pacifique, par exemple, est en quelque sorte enclos dans une ceinture de volcans qui le borne avec plus de précision, aux yeux du géologue, que ne font ses rivages réels. C'est un immense cercle de feu qui commence à la presqu'île d'Alaska, avec des volcans hauts de 4000 mètres, se continue le long de la côte orientale de l'Amérique, par les volcans de la Colombie anglaise, les cratères généralement au repos de l'Orégon et de la Californie; se poursuit par la riche série éruptive du Mexique, par la suite des cratères de l'Amérique Centrale, les 16 pics éruptifs de l'Équateur, les 23 du Pérou, de la Bolivie et du Chili; ces derniers allant, par la Terre de Feu et les Shetlands du Sud, rejoindre les cratères antarctiques l'Erebus et le Terror. La ligne remonte alors, jalonnée par les cônes fumans de la Nouvelle-Zélande, les Nouvelles-Hébrides, les îles de la Papouasie, par les 200 volcans des îles de la Sonde, des Philippines et des Moluques, dont 49 sont actifs; par les solfatares de Formose, les 129 volcans du Japon dont 35 en pleine activité éruptive et parmi eux le colossal Fousiyama, — les 23 volcans des Kouriles, dont un tiers à peine est au repos, les 33 du Kamtchatka, les 34 des îles Aléoutiennes. Cette sorte d'immense Cordillère volcanique enserre la fosse Pacifique avec une telle solidité que les limites de cet immense compartiment de l'écorce terrestre se sont montrées depuis une longue série d'époques géologiques d'une fixité presque absolue.

Nous n'avons pas le dessein de suivre en détail la répartition des volcans dans l'Atlantique, l'océan Indien, ou la Méditerranée. On trouvera tous les renseignemens que l'on peut souhaiter à cet égard dans les ouvrages, admirables de méthode et de richesse documentaire, de M. A. de Lapparent (1). Bornons-nous à rappeler que, pour l'Atlantique, ce n'est point le long de ses bords que s'échelonnent les formations volcaniques, c'est dans la partie la plus profonde de son lit, le long d'une ligne qui en marque l'axe du nord au sud. Cette sorte d'épine dorsale atlantique a pour vertèbres les volcans de l'île Jan Mayen, de l'Islande, des Açores, des Canaries, du Cap-Vert, les monts Cameroun sur la côte de Guinée, l'île de Fernando-Po, et les pics éteints d'Ascension, de Sainte-Hélène et de Tristan da Cunha.

Quant aux volcans des Antilles, en dépit des apparences et bien

(1) Voir en particulier la 4^e édition de son *Traité de Géologie*, Masson, 1890, et aussi *La face de la terre*, de Ed. Suess, Armand Colin, 1897-1901.

qu'ils soient baignés par les eaux de l'Atlantique, ils n'appartiennent pas à son système. Ils font partie du système de la Méditerranée primitive. On nomme ainsi la vaste mer qui s'étendait transversalement d'un bord à l'autre du Pacifique, séparant l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie qui formaient un unique continent boréal, d'un autre bloc constitué par l'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Australie. Cette vaste dépression, qui dessinait une ceinture transversale au globe terrestre, n'a pas conservé la fixité de la fosse Pacifique. Assez récemment, c'est-à-dire à partir de l'époque tertiaire, elle a subi des changemens qui l'ont décomposée en quatre compartimens : la mer des Antilles, la Méditerranée actuelle, le golfe Persique, et enfin la série des mers plus ou moins fermées qui s'étendent jusqu'aux îles de la Sonde et aux archipels polynésiens.

Si l'on continuait d'attacher à la direction rectiligne des alignemens volcaniques autant d'importance qu'on le faisait autrefois, il faudrait dire, avec Elie de Beaumont, qu'il existe pour ce système de la Méditerranée une ligne éruptive de premier ordre. Cet axe volcanique méditerranéen, parallèle à la chaîne des Alpes principales, commence à l'Himalaya, traverse les îlots de l'archipel grec, joint l'Etna au pic de Ténériffe, atteint la série des Antilles après avoir croisé précisément l'axe volcanique atlantique et vient mourir dans une série de cratères alignés de l'isthme américain. Que si, avec E. Suess et les géologues actuels, cette rectitude et ce parallélisme absolu des alignemens volcaniques (et des lignes de fracture qu'ils jalonnent) nous semblent un caractère moins rigoureux de leur classification, nous n'en devons pas moins rattacher la série des volcans des Antilles à ceux du système méditerranéen.

C'est précisément ce qu'a vérifié une fois de plus l'éruption de la Martinique et de Saint-Vincent. Ce cataclysme, au lieu de se présenter isolément, a été précédé et suivi de perturbations très évidentes dans tout le système méditerranéen entendu à la façon que nous venons de dire. Le 13 février, un tremblement de terre très violent se produisait dans la région du Caucase, et détruisait de fond en comble une ville populeuse, Chemacka, faisant périr plus de 3000 personnes et en laissant 25 000 sans abri. — A l'autre extrémité de l'axe volcanique méditerranéen, dans le Guatémala un autre tremblement de terre, précurseur du cataclysme des Antilles, ruinait plusieurs villes importantes. Quezaltenango, la seconde capitale de l'État guatémalien éprouvait, dans la nuit du 18 avril dernier, des secousses violentes qui, en quelques instans, ont renversé des centaines de maisons. Le nombre

des habitans qui ont péri est considérable. L'ébranlement sismique a persisté pendant une semaine au Guatémala et s'est étendu au Honduras, au Salvador et au Nicaragua.

Le 6 mai, le phénomène se manifestait en France et en Espagne. M. Kilian le notait à Grenoble; un autre observateur le signalait à Floirac, près de Bordeaux. Des mesures précises ont permis d'en déterminer l'épicentre, c'est-à-dire de connaître le point de départ de l'ébranlement. M. Michel Lévy le place en pleine Méditerranée, un peu au sud de l'île de Minorque. Il s'est produit là, dans le sous-sol marin, quelque fracture dont l'ébranlement constaté n'est que la conséquence. Le maximum de violence a été atteint à Murcie, en Espagne. Ce n'est naturellement pas la première fois que l'on constate cette solidarité des manifestations volcaniques ou sismiques dans les Antilles et dans la région méditerranéenne, particulièrement dans la province de Murcie. Elle a été notée en 1819. Elle l'a été surtout en 1756, lors du grand tremblement de terre de Lisbonne : le 1^{er} novembre 1756, quatre heures après ce cataclysme formidable, le contre-coup en était ressenti à la Trinité et à la Martinique.

La série des perturbations se continua, le 13 mai, au Mexique, par une recrudescence volcanique du Pico da Colima. Le lendemain, 14 mai, une secousse assez intense était observée dans la région pyrénéenne, à Oloron. Enfin, tout récemment, le 25 mai, une dépêche annonçait un tremblement assez violent à Temesvar, en Hongrie. C'est dans cette série d'accidens volcaniques et sismiques, dont la liaison et le caractère de généralité sont évidens, que s'intercale l'éruption de la Martinique et, plus au sud, dans la même série des petites Antilles, de l'île anglaise de Saint-Vincent des Barbades.

Les récents événemens justifient donc la solidarité géologique des divers compartimens de la Méditerranée primitive. D'ailleurs la mer actuelle des Antilles offre la plus grande analogie de structure et de composition sédimentaire avec la Méditerranée occidentale. C'est un bassin ovalaire. Il est séparé, au nord-ouest, du golfe du Mexique par la presqu'île du Yucatan et la grande île de Cuba : il est isolé vers l'est de l'Atlantique précisément par la triple ceinture des autres îles. L'isthme américain, depuis la pointe du Yucatan jusqu'à la Guyane, forme son rivage occidental et méridional; l'arc circulaire des Antilles, son bord oriental.

Ces îles, comme l'avait déjà observé Léopold de Buch, et comme Suess l'a montré plus clairement encore, forment trois séries concentriques. La rangée la plus interne est exclusivement volcanique. Elle

ne comprend pas autre chose que des volcans datant de l'époque géologique actuelle : Saint-Eustache, Saint-Christophe, Nevis, Montserrat, la partie ouest de la Guadeloupe (Basse-Terre), la Dominique, la Martinique, Saint-Vincent, les Grenadilles. Elles sont alignées sans interposition d'aucune autre formation qui ne serait pas volcanique. C'est là que se sont manifestées les éruptions récentes. — Autour de cette première zone, une autre, qui la renforça en arrière, comprend les Grandes Antilles, Cuba, Haïti, Porto-Rico, Saint-Barthélemy, ainsi que les régions occidentales de la Guadeloupe et de la Barbade, où n'existe aucun volcan, mais cependant de hautes montagnes. Enfin, tout à fait à l'extérieur, une dernière rangée circulaire de terres plates, nullement montagneuses, îles peu élevées : les Bahama, les Barbades, Anegada, rivages bas qui s'enfoncent lentement vers l'est dans les eaux atlantiques. Tout au contraire, dans la série intérieure, la paroi qui regarde vers le centre de la mer des Antilles y plonge brusquement : il y a là une chute rapide vers les grands fonds. Ceci revient à dire que la ceinture des Antilles avec ses trois zones rappelle singulièrement la structure de la chaîne de la Cordillère du côté opposé présentant sa pente douce vers l'orient et son versant abrupt vers le bassin qu'elle limite. Comme sur la Cordillère des Andes, les volcans sont alignés sur le versant abrupt qui correspond à une grande ligne de fracture. On en voit la raison. La déclivité brusque trahit une rupture de l'écorce : les fractures de l'écorce deviennent facilement des cheminées de volcans.

Nous venons de dire que le bassin des Antilles a la même structure que le bassin occidental de la Méditerranée. C'est essentiellement une formation de la même époque. Ils se sont constitués dans le même temps et par le même procédé, aux dépens de la Méditerranée primitive. La mer des Antilles s'en est séparée à l'époque tertiaire. Jusqu'à cette vaste mer s'étendait sans interruption au sud d'un continent boréal qui fondait ensemble l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie. L'Atlantique septentrional n'existait pas à l'état de mer. C'était une terre ferme : peut-être l'Atlantide, la terre des Atlantes. Si cette légende d'un peuple conquérant, habitant au delà des colonnes d'Hercule, qui nous a été conservée par Platon, a quelque fondement, on pourrait croire que c'est là qu'il faut en placer le séjour. Buffon, amené par l'identité des faunes mammalogiques à la conviction d'une jonction entre l'Europe et l'Amérique à l'aurore des temps actuels, a pu incliner à cette opinion. M. de Lapparent, qui l'a discutée avec infiniment de perspicacité, s'arrête à l'idée que la patrie de ce peuple riche

et puissant était une terre, depuis lors effondrée, qui unissait l'île de Madère à la côte du Maroc.

Il nous faut maintenant revenir en arrière et nous demander comment s'est opéré ce démembrement de la grande Méditerranée primitive en ces bassins plus petits, tels que la mer des Antilles, que Suess appelle la *Méditerranée Américaine*, la Méditerranée occidentale, le golfe Persique, qui sont, en quelque sorte, la monnaie actuelle de la mer ancienne. A quoi est dû cet isolement? Comment s'est-il opéré?

La réponse est évidente. Il a eu pour cause des mouvemens orogéniques. Et, ce qu'il y a de remarquable c'est que ces mouvemens aient été à peu près contemporains. La saillie de certaines parties de la surface, l'affaissement de certaines autres; voilà les causes directes du phénomène. Tandis que surgissait dans l'Europe méridionale tout l'encadrement curviligne de la Méditerranée, c'est-à-dire l'Apennin, la chaîne du nord de l'Afrique, et la Cordillère d'Andalousie, effondré vers l'intérieur et parsemé de volcans sur ce bord, — dans la région américaine s'élevait au même moment la chaîne toute semblable des Antilles, dont les sommets seuls dépassent le niveau des eaux. La solidarité de ces formations montagneuses entraîne la solidarité des accidens qui en affectent la base d'implantation, éruptions volcaniques et tremblemens de terre. A chaque reprise du travail orogénique, la base frémit, et il se produit les fissures qui conduisent la lave dans le soupirail des cratères. S'il y a donc des éruptions qui sont de simples accidens locaux; s'il y a des secousses sismiques isolées qui, elles aussi, correspondent à des effondremens ou à des explosions très limitées, ce n'en est pas le plus grand nombre. Ce qui domine ces cataclysmes, c'est le principe entrevu par Élie de Beaumont, mais formulé et mis en lumière par l'un des maîtres, et peut-être le plus autorisé, de la science géologique de notre temps, le professeur E. Suess, de Vienne. « Les manifestations volcaniques sont les petits retentissemens externes d'un grand phénomène profond. »

Quel est ce phénomène qui s'accomplit dans les profondeurs, et auquel se rattache la fonction volcanique? C'est, comme on vient de le voir, le travail orogénique. Le volcan en est la conséquence: il en est le signe; il en est quelquefois aussi, dans une certaine mesure, l'artisan.

Quant aux causes et à la véritable nature du travail de la formation des montagnes, c'est le problème fondamental de la géologie de le découvrir. Ce n'est pas d'une façon incidente que l'on doit aborder une si vaste question. Contentons-nous de dire que ni les volcans,

ni les montagnes en général, ne se forment par *soulèvement*, comme ont pu le croire Léopold de Buch, Humboldt et Élie de Beaumont. Ce n'est pas une poussée verticale qui ride l'écorce terrestre.

On sait, au contraire, d'expérience certaine, par l'observation des reliefs continentaux et des dépressions marines, que le profil que prend la surface terrestre est le même que prendrait une lame flexible dont, suivant la formule classique, les extrémités fortement encastrées seraient contraintes à se rapprocher par une compression latérale. Dans le travail de formation des montagnes, « l'écorce s'est toujours comportée comme si elle avait été soumise à de puissantes actions de refoulement latéral, telles que serait capable de les produire la rétraction due au refroidissement. » Il faut admettre, de plus, que ces actions se compliquent, dans certains cas, d'écroulemens, d'effondremens le long de cassures plus ou moins rectilignes. Ces fractures, ces écroulemens, à leur tour, causent les tremblemens de terre; d'autre part, ils ouvrent aux matières fondues souterraines une issue vers le dehors, c'est-à-dire engendrent les éruptions volcaniques.

Le mouvement orogénique qui devait créer l'ossature de l'Eurasie commença dans les premiers temps de la période tertiaire par la surrection de la chaîne des Pyrénées. Plus tard il se généralisa. Une poussée colossale, plissant dans toute sa longueur le sol méditerranéen, fit surgir en même temps que la grande chaîne des Alpes les chaînes parallèles des Carpathes, des Balkans, des monts d'Andalousie, l'Atlas et l'Himalaya. Ces formidables plissemens firent émerger des eaux une immense étendue de terre. L'Adriatique, le golfe du Lion, la mer Tyrrhénienne, constituèrent une seule terre ferme avec le nord de l'Afrique. Cet état de choses ne devait pas durer. Pour amener l'Europe, en particulier, à sa configuration actuelle, il fallut que des tassemens ultérieurs, des effondremens successifs y ramenassent les eaux marines. Et, enfin, c'est seulement à l'aurore des temps actuels, c'est-à-dire au début de la période quaternaire, qu'un dernier effondrement contemporain de la présence de l'homme, et qui paraît avoir laissé un vague souvenir dans la mythologie grecque, donna naissance au bassin de la mer Égée.

Il faut noter avec insistance que cette région européenne si récente, si nouvelle dans la série des époques géologiques, ne paraît pas avoir acquis partout son équilibre définitif. Ses tremblemens de terre témoignent des fractures et des effondremens que continue de subir la croûte terrestre. Ses volcans révèlent l'existence de lignes faibles par lesquelles la surface est mise en rapport avec le magma des

roches fondues sous-jacentes. Rien n'autorise à penser que l'état de choses actuel soit définitif. Suess et, avec lui, de Lapparent, trouvent, au contraire, vraisemblable que de nouveaux effondremens se produiront dans la même direction, vers l'est, aux dépens des régions qui constituent l'Asie Mineure. Et ceci ne se fera point sans de nouveaux cataclysmes, sans que des tremblemens de terre considérables résultent de ces dislocations et que des volcans éteints se réveillent de leur torpeur ou qu'il en naisse de nouveaux.

L'équilibre sans doute n'est pas non plus réalisé encore dans cette espèce de Méditerranée américaine qu'est maintenant la mer des Antilles. Des mouvemens orogéniques s'y continuent lentement. Il est probable que dans la profondeur de la fosse marine qui borne le versant occidental des Antilles, sous les sédimens plus ou moins épais qui s'y déposent, la rétraction due au refroidissement du globe continue à opérer des plissemens de la croûte terrestre.

De là les fractures et les glissemens qui se révèlent par les secousses sismiques et qui, rouvrant des cicatrices mal fermées, permettent au magma sous-jacent de s'épancher par de nouvelles éruptions volcaniques. Telle serait la cause des événemens de la Martinique.

Un mouvement orogénique n'est d'ailleurs jamais achevé. Ce n'est que par à peu près que nous pouvons dire qu'une chaîne de montagnes a un âge déterminé. On désigne par là l'ère qui correspond à ses plus grands changemens; mais on ne peut vouloir dire que la stabilité définitive soit atteinte. Si Elie de Beaumont, en 1833, a rendu un service éminent à la géologie en introduisant la notion de l'âge des soulèvemens montagneux, M. Marcel Bertrand lui en rend un autre en faisant remarquer que ce qu'on a pris pour l'âge d'une chaîne n'est que l'âge de ses derniers chainons. C'est un être en évolution. Il faut, pour connaître celle-ci, tenir compte des efforts orogéniques antérieurs et peut-être aussi de ceux qui s'exerceront ultérieurement, les uns et les autres conservant le même sens et la même direction. C'est toujours sur les mêmes points faibles que se localise le travail d'écrasement latéral, particulièrement lorsque les chaînes sont immergées. Et c'est ce travail de plissement orogénique, c'est-à-dire de formation des montagnes, qui se traduit aux Antilles par le réveil des volcans et par les tremblemens de terre.

A. DASTRE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 mai.

Le voyage que M. le Président de la République vient de faire en Russie, et qu'il a terminé par le Danemark, nous a détournés pour un temps de nos préoccupations intérieures. Les divisions de partis se sont effacées devant un grand fait national. L'occasion est trop rare pour que nous n'ayons pas été heureux de la saisir.

Ce n'est pas que le voyage de M. Loubet pût nous apprendre grand'chose de nouveau. On ne s'attendait à rien de pareil. Tout a été dit aujourd'hui sur l'alliance franco-russe. La paix repose sur des assises plus sûres depuis qu'elle fait équilibre à la Triple-Alliance; et c'est un motif pour ne pas plus la cacher qu'on ne cache celle-ci. A ce point de vue, le voyage de M. le Président de la République s'est trouvé avoir, sans qu'on l'ait cherché, une opportunité particulière. De quoi parle-t-on aujourd'hui en Europe? Quel est le sujet de toutes les préoccupations? La question du jour est le renouvellement de la Triple-Alliance. Elle sera, en effet, renouvelée; on peut même dire qu'elle l'est, car, si la chose n'est pas encore faite, c'est tout comme. A cette affirmation du renouvellement de la Triple-Alliance, celle du maintien de l'alliance franco-russe s'est trouvée répondre à propos. Le voyage de M. le Président de la République en Russie était décidé avant celui de M. le comte de Bulow à Venise et à Vienne; mais les circonstances en ont fait, en quelque sorte, la contre-partie de celui-ci, et les deux groupemens européens apparaissent, l'un par rapport à l'autre, plus solides que jamais. Voilà ce qui ressort du voyage présidentiel, et quelle en est la signification très sérieuse. Il ne pouvait d'ailleurs pas provoquer les mêmes élans d'enthousiasme que ceux d'autrefois : il ne pouvait produire que de la

satisfaction. Les visites que se font de temps à autre les chefs d'État européens sont chose traditionnelle et normale, et c'est parce que nous n'en avons ni reçu ni fait pendant plus d'un quart de siècle que le premier voyage de l'empereur Nicolas en France, aussi bien que le premier voyage du Président de la République en Russie, ont été environnés pour nous de tant d'éclat. Ils nous révélaient quelque chose, resté jusqu'alors un peu obscur. Il ne peut plus en être de même aujourd'hui.

Le seul incident nouveau est l'arrêt que M. le Président de la République a fait à Copenhague, en revenant de Saint-Petersbourg, et sa visite au roi de Danemark. Il n'y a pas en Europe un souverain qui, par son âge, ses qualités personnelles, ses alliances de famille, soit plus respecté que le roi Christian : il n'y en a pas non plus qui, pour ces raisons et pour d'autres encore, excite chez nous plus de respectueuse sympathie. L'histoire a rapproché souvent le Danemark et la France dans des destinées communes, tantôt heureuses, tantôt, hélas ! douloureuses, de sorte que les événemens qui se sont passés dans l'un de ces pays ont eu souvent un contre-coup dans l'autre. Il est rare qu'un pays territorialement aussi petit que le Danemark ait joué un rôle aussi important. Cela tient à deux causes principales : sa situation géographique et le sentiment qu'ont toujours eu ses habitans de la haute mission qu'elle leur attribuait. Dans un discours fameux, M. Thiers, empruntant une expression à un écrivain du XVIII^e siècle, disait du Danemark qu'il avait « le tempérament vertueux, » et il donnait à ce mot tout le sens politique qu'il comporte. Le Danemark a été, il est resté très grand par le cœur, et la manière dont il a supporté son infortune n'a pu qu'augmenter la considération dont il jouissait. Le roi Christian incarne les qualités de son pays. Les paroles que M. le Président de la République lui a adressées exprimaient les sentimens de la France, qui fait des vœux sincères pour la prospérité du Danemark, pour le bonheur de son souverain, pour celui de la famille royale tout entière.

Aussitôt rentré à Paris, M. le Président de la République a pu reconnaître que la situation ne s'était pas débrouillée en son absence. Nous ne savons pas quelles réflexions il a pu faire en mer, dans les momens de loisir de la traversée ; mais, en quittant la France, il était plein d'admiration et de reconnaissance pour son ministère. Il a fait à Brest, à la fin d'un banquet, un éloge de M. Waldeck-Rousseau qui a paru excessif, assurant que personne ne l'avait égalé

dans les services rendus à la République et à la France. On a trouvé généralement que M. Loubet s'était montré trop oublieux du passé et trop satisfait du présent, et on s'est demandé ce qu'il fallait en conclure. Était-ce un nouveau bail ministériel que M. le Président de la République inaugurerait avec M. le président du Conseil? Était-ce un salut plus que courtois qu'il lui adressait au moment de se séparer de lui, et fallait-il voir dans ses hyperboles quelque chose d'une oraison funèbre? A cette question, nul ne pouvait répondre; M. Loubet était parti avec son secret; il nous avait laissé l'anxiété. M. Waldeck-Rousseau a bien voulu nous en tirer. Les uns assuraient qu'il était résolu à se retirer; les autres, que, sa présence au gouvernement étant plus indispensable que jamais, il se sacrifierait une fois de plus au salut de la République. Nous penchions vers la première hypothèse, trouvant d'ailleurs naturel, et même très convenable, que M. Waldeck-Rousseau n'eût pas annoncé sa retraite avant le retour de M. Loubet: car enfin, pensions-nous dans notre simplicité, quelle serait en Russie la situation de M. le Président de la République, et surtout de M. le ministre des Affaires étrangères qui l'accompagnait, s'il était de notoriété publique et officielle que le premier n'avait plus de ministère et le second plus de portefeuille? Il paraît que nous nous trompons. En tout cas, M. Waldeck-Rousseau ne s'est pas embarrassé de si peu de chose; il a précisément choisi le jour où MM. Loubet et Delcassé arriveraient à Cronstadt pour annoncer qu'il était virtuellement démissionnaire, et qu'il ne se présenterait pas devant la Chambre nouvelle.

On comprend qu'il se retire. Il a duré trois ans; il a fait des élections qui ne sont pas pour lui un triomphe, quoi qu'on en dise, mais qui ne sont pas un échec; les circonstances lui offrent une porte de sortie honorable. Il pouvait rester, s'il l'avait voulu; la Chambre lui aurait donné une majorité. Quant à savoir si cette majorité aurait été solide et durable, c'est autre chose. Les commencemens de législature sont toujours troublés, agités, orageux: les ministères les plus éprouvés y trouvent des récifs où ils viennent se briser. Rien de plus différent que le lendemain et la veille d'une élection. La veille, une Chambre inquiète pour elle-même hésite beaucoup à renverser le ministère qu'elle a: elle aime mieux passer avec lui un contrat d'assurance mutuelle. Mais, le lendemain, son humeur est changée. Il y a dans la Chambre actuelle beaucoup de nouveaux députés, qui arrivent tout pleins de leurs programmes et encore plus de leurs illusions. Ils sont impatients et exigeants. Les surprises et les coups de vent sont

alors terriblement à craindre. M. Waldeck-Rousseau, n'étant pas absolument obligé de les affronter, a préféré s'en dispenser. Il s'en va aujourd'hui avec les honneurs de la guerre : en aurait-il été de même dans six mois ? Les prophètes seuls pourraient le dire, si on les croyait encore. Sa victoire électorale n'est pas de celles qui assurent une longue vie, mais elle permet un bon départ.

Les radicaux et les socialistes semblent avoir été pris au dépourvu par la démission du cabinet. Ils ont éprouvé une déception, et ne l'ont pas caché. Ils n'exigeaient pas précisément de M. Waldeck-Rousseau qu'il restât au pouvoir, mais ils comptaient sur lui pour grouper, avant de partir, la majorité de la nouvelle Chambre, lui donner une orientation politique, l'engager à la suite d'un ordre du jour dont ils auraient soigneusement pesé les termes : après quoi, s'il avait décidé de vouloir se retirer, on ne l'aurait pas retenu. Sachons gré à M. Waldeck-Rousseau de ne s'être pas prêté à une mise en scène qui aurait faussé encore un peu plus une situation déjà assez confuse. Tout homme qui forme une majorité autour de lui apporte dans cette œuvre un coefficient personnel dont l'importance est quelquefois considérable : elle l'aurait été avec M. Waldeck-Rousseau. Nous ne parlons pas seulement de sa valeur propre, que nous n'avons jamais contestée ; mais les circonstances ont encore, au moins provisoirement, grossi son autorité, et bon nombre de députés se seraient crus obligés d'acquiescer entre ses mains leurs dettes électorales, sauf à reprendre ensuite leur indépendance. S'il avait annoncé l'intention de disparaître après le premier vote, quel que fût d'ailleurs ce vote, sa majorité aurait encore augmenté, car beaucoup auraient pensé qu'ils ne risquaient rien à voter pour un ministre en partance : ils lui auraient volontiers servi le coup de l'étrier. Quel aurait été le résultat ? On aurait eu une majorité artificielle et fictive, destinée à s'effriter le lendemain, mais qui, le premier jour, aurait pu faire illusion sur les sentimens de la Chambre, et aurait permis aux radicaux et aux socialistes de crier bien haut qu'ils étaient les maîtres de la situation. Et que veulent-ils ? La continuation, ou plutôt l'accentuation énergique de la politique de ces trois dernières années.

M. le Président de la République, à Brest à son départ, et à Dunkerque à son retour, a parlé d'apaisement. Ce mot a sonné très mal à l'oreille des radicaux et des socialistes. Ils protestent contre l'apaisement ; ils demandent la lutte à outrance, sans trêve ni merci. Ils sentent bien que, parmi ceux qui ont soutenu le ministère Waldeck-Rousseau jusqu'aux élections, la fatigue commence à se manifester.

— Oui, disent ces tièdes, la défense de la République a exigé de nous certaines concessions, certains sacrifices même; mais, aujourd'hui que la République est sauvée, que l'épouvantail du nationalisme est dissipé, que les nuages noirs ont disparu de l'horizon, il n'est plus nécessaire de rester à l'état de belligérans : une politique de détente s'impose.

— C'est contre ces dispositions que s'élèvent les radicaux et les socialistes : ils les dénoncent comme une défaillance, presque une trahison. Se déflant de leur éloquence et de leur autorité, ils comptaient sur celles de M. Waldeck-Rousseau pour en faire justice, et ils lui demandaient un dernier effort, qui ne l'aurait pas, disaient-ils, fatigué beaucoup.

Il a refusé de le faire. Pourquoi? Pour les raisons que nous avons déjà dites, et sans doute aussi pour une autre qu'il ne donnera pas, car il dispose de deux forces presque égales : la séduction de sa parole et la gravité de son silence. Il sait aussi bien se taire que parler, et évidemment il aime mieux se taire aujourd'hui. Au risque de scandaliser quelques-uns de ses amis, nous ne sommes pas sûrs que M. Waldeck-Rousseau soit partisan de la continuation de la politique qu'il a suivie jusqu'à ce jour. Il a répété à maintes reprises que c'était une politique de circonstance. Quelles seront les circonstances futures? Comme personne ne le sait, le plus sage est de se réserver. M. Waldeck-Rousseau se réserve. On l'a vu, — les radicaux et les socialistes s'en sont voilé la face d'horreur, et leur gémissement, mêlé d'imprécations, n'est pas encore apaisé! — on l'a vu assister de sa personne, à Notre-Dame, au service funèbre pour les infortunées victimes de la Martinique : il s'était même fait escorter du général André, de M. de Lanessan et de la plupart de ses collègues. Les radicaux et les socialistes n'en sont pas revenus; ils se demandent encore ce que cela veut dire. Cela veut dire peut-être que M. Waldeck-Rousseau n'est pas tout à fait un fanatique de leur espèce, et qu'il n'est pas fâché de reprendre sa liberté. Attendre de lui qu'il engage la Chambre un peu plus avant dans les voies du radicalisme et du socialisme; qu'il prenne dès maintenant la responsabilité de ce qui pourra en arriver; que, renonçant à diriger les événemens, il établisse néanmoins une solidarité originelle entre lui et ses successeurs inconnus, en vérité, c'est pousser un peu plus loin qu'il ne le mérite la confiance naïve qu'on a en lui! A lire ses journaux, il ne veut pas avoir l'air de dicter une politique au ministère de demain, ni prendre envers lui l'attitude d'un protecteur. Ces sentimens sont honorables : mais sont-ce bien les seuls qu'il éprouve? Quelque chose nous dit qu'il ne s'en irait

pas s'il était convaincu que les ministres de demain feront mieux que lui. Mais si, après avoir fait encore plus mal, ils pouvaient dire : — Ce n'est pas notre faute ; c'est M. Waldeck-Rousseau qui a orienté la Chambre dans le sens où nous avons dû marcher avec elle ! — s'ils étaient en droit de tenir ce langage, l'abstention dans laquelle se serait enfermé M. Waldeck-Rousseau, après avoir donné un mouvement funeste, tournerait contre lui. Et il n'est pas assez maladroit pour en courir les chances.

Quel sera donc le prochain ministère ? Et à quel moment sera-t-il constitué ? Cette seconde question est la première à résoudre. Le ministère aurait dû être formé avant la réunion de la Chambre : en tout cas, il devra l'être immédiatement après. Il est peut-être fâcheux, à ce point de vue, que M. le Président de la République n'ait pas été à Paris ces derniers jours, et qu'il l'ait quitté de nouveau dès qu'il y a été revenu. Quand un ministère s'en va, il faut en faire un autre, et le plus tôt est le mieux. Dans les circonstances où nous sommes, tout retard est un danger.

Sans doute, M. le Président de la République, en présence d'une Chambre que personne encore ne connaît bien et qui ne se connaît pas elle-même, peut éprouver quelque embarras pour désigner l'homme politique qu'il chargera de former le futur cabinet ; mais c'est sa fonction de faire ce choix, et, s'il est partisan résolu d'une politique d'apaisement, la difficulté n'est pas aussi grande qu'elle peut le paraître au dernier abord. Le Président n'a qu'à marcher, il sera suivi. En tout cas, la pire conduite consisterait à n'en adopter aucune, à ne se résoudre à rien, et à attendre de la Chambre elle-même ce qu'on appelle une indication, qui serait inévitablement fort confuse. Jamais, de mémoire d'homme, une majorité n'est née spontanément dans une Chambre, sans l'aide et l'assistance d'un gouvernement. Une majorité se forme pour ou contre le gouvernement : dans un cas comme dans l'autre, c'est toujours grâce à lui qu'elle se dégage. S'il fait défaut, s'il se dérobe et n'est pas aussitôt remplacé, une Chambre sans tête présente un phénomène assez semblable à celui qui s'est produit autrefois, dit-on, au pied de la tour de Babel. Nous avons vu, même en présence d'un gouvernement, un grand désordre éclater quelquefois ; mais ce ne serait rien, comparé à celui qui serait à craindre s'il n'y avait pas de gouvernement du tout. La plus lamentable de toutes les décompositions est celle d'une assemblée parlementaire dont les morceaux s'en vont et tombent chacun de son côté. Un cas de ce genre a pu être observé au Palais-Bourbon, il y a un peu plus de vingt

ans. C'était après les élections de 1881 ; M. Jules Ferry était ministre ; il n'avait pas donné sa démission, mais il avait annoncé qu'il le ferait sûrement dès qu'il y aurait eu à la Chambre une discussion sur la Tunisie. Elle a eu lieu. Quand elle a été terminée, il a fallu voter quelque chose, et c'est alors que la difficulté est apparue. En fait, il n'y avait plus de gouvernement, quoique les ministres fussent encore sur leurs bancs. Pendant des heures interminables, on a présenté des ordres du jour, dont aucun n'a pu être voté : et cependant on en a vu se succéder une vingtaine ! La nuit est venue ; le désarroi était à son comble ; la lassitude, le découragement, le désespoir étaient partout. On se jetait les uns aux autres des regards éperdus. On sentait qu'on coulait, et dès le premier jour de la législature ! Ceux qui ont assisté à cette scène ne l'oublieront jamais. Il faut dire que la situation était faussée par l'importance exorbitante qu'avait prise, en dehors du pouvoir, la personne de M. Gambetta. Il avait usé beaucoup de ministères ; on voulait qu'il fût ministre à son tour ; et lui, sentant que l'heure favorable était passée, hésitait, reculait, refusait. Enfin, il se décida à reprendre un quelconque des ordres du jour qui avaient déjà été rejetés ; il monta à la tribune, et en donna lecture. Quel soupir de soulagement s'échappa de toutes les poitrines ! On avait enfin un gouvernement ; M. Gambetta se résignait à faire un ministère ; la Chambre était tirée d'embarras. Peut-être, cette fois, le mal ne serait-il pas, comme alors, poussé à son paroxysme ; mais on n'échapperait certainement pas à son atteinte. Livrée seule à une épreuve dont on ne se tire bien qu'à deux, la Chambre s'émietterait au lieu de se grouper. Il faut un ministère à une Chambre, un président à ce ministère, une politique représentée par des agens responsables, faute de quoi on n'a pas le gouvernement parlementaire, mais seulement sa triste parodie. Il importe donc que M. le Président de la République trouve, sans plus tarder, un président du Conseil.

On a dit que l'élection par la Chambre de son propre président pourrait l'y aider. C'est le premier jour de la législature que cette élection est faite. La Chambre procède tout de suite à la constitution d'un bureau provisoire, qui devient généralement définitif. Aussi s'est-on beaucoup agité depuis une semaine pour savoir quel serait le président élu le 1^{er} juin. Les modérés ont un candidat tout trouvé, qui a fait ses preuves d'impartialité, qui a l'expérience de quatre années difficiles : c'est M. Paul Deschanel. Moins heureuses, les gauches radicale et socialiste ont été très longtemps avant de savoir quel serait le leur. Serait-ce M. Brisson ? Serait-ce M. Bourgeois ?

Serait-ce un autre? M. Brisson avait l'ancienneté, M. Bourgeois la bonne grâce, un autre aurait pu avoir l'attrait de l'imprévu et de la nouveauté : on avait parlé de M. Doumer. Mais cette candidature a été abandonnée; celle de M. Brisson a été repoussée par les radicaux eux-mêmes; finalement la préférence a été donnée à M. Bourgeois. M. Bourgeois et M. Deschanel seront donc les deux concurrents. Nous espérons bien que M. Deschanel l'emportera; mais, que ce soit lui ou M. Bourgeois, il n'y a pas de grandes illusions à se faire sur les conséquences pratiques de l'événement. Si M. Deschanel est élu, ce sera un succès pour les modérés; s'il ne l'est pas, ce sera un échec pour eux. Dans le premier cas, tout ne sera pas gagné; dans le second, tout ne sera pas perdu. Qu'on se rappelle ce qui s'est passé il y a quatre ans. Après une lutte pied à pied, M. Deschanel a été élu contre M. Brisson. Quelques jours après, M. Brisson, tout battu qu'il était, a été chargé de former le premier cabinet de la législature. Cela nous a rendu sceptique sur ce genre d'indication à l'adresse du Président de la République : évidemment, elle n'a pas paru péremptoire en 1898, et nous reconnaissons qu'on peut en trouver d'autres ailleurs. Au reste, qu'il se laisse guider par celle-ci ou par celle-là, c'est à lui d'en décider; tout ce que nous lui demandons, c'est de le faire vite.

Et, puisqu'il veut une politique d'apaisement, qu'il fasse un ministère d'apaisement. S'il ne devait rester des paroles qu'il a prononcées à Brest que son dithyrambe sur M. Waldeck-Rousseau, cela serait fâcheux. Nous demandons la réalisation de l'autre partie de son discours : elle sera bien accueillie par le pays, qui s'est montré également éloigné de tous les extrêmes. Le prochain ministère doit avoir une signification politique bien nette. De toutes les solutions, la plus mauvaise serait un ministère Waldeck-Rousseau sans M. Waldeck-Rousseau, même sans M. Millerand. Les socialistes ont décidé eux-mêmes qu'ils ne feraient pas partie du gouvernement; ils se contenteront, par modestie, de le diriger. Ah! par exemple, s'il ne se laisse pas diriger par eux, on verra des choses terribles! Mais les socialistes n'ont aucune crainte à ce sujet; ils sont certains d'être les maîtres; ils le disent du moins, et ils le seraient sûrement, si on nous donnait un misérable gouvernement de doublures. Espérons que M. le Président de la République nous en confectionnera un d'une étoffe plus solide. Avisé avant son départ pour la Russie de la décision de M. Waldeck-Rousseau, il a eu le temps de réfléchir à ce qu'il devait faire; il a prononcé un mot précieux; il a fait naître une espérance : le moment est venu d'en faire une vérité.

Après le discours du comte Goluchowski aux Délégations austro-hongroises, celui que M. Prinetti devait prononcer dans la discussion du budget des Affaires étrangères était attendu chez nous avec un vif intérêt. On se rappelle que le ministre de l'empereur François-Joseph avait dit qu'en ce qui concerne l'Autriche, la Triple-Alliance serait intégralement renouvelée dans son esprit et dans son texte. Le ministre du roi Victor-Emmanuel tiendrait-il le même langage? Pouvait-il le faire après les changemens qui se sont produits dans les rapports de l'Italie et de la France? La situation internationale de l'Autriche-Hongrie ne s'est modifiée en aucune manière; il n'en est pas de même de celle de l'Italie. Les dangers que celle-ci a cru autrefois découvrir d'un certain côté de ses frontières se sont dissipés. Elle sait fort bien que la France ne peut nourrir contre elle aucun mauvais dessein sur le continent européen; mais elle a eu longtemps des craintes, au sujet de la Méditerranée. Des déclarations très franches de part et d'autre n'en ont plus rien laissé subsister. A partir de ce jour, un changement très heureux s'est manifesté à notre égard dans l'opinion italienne, revenue aux sentimens qui n'auraient jamais dû cesser d'exister entre les deux pays. La discussion du budget des Affaires étrangères à Rome, nous en a apporté la preuve: tous les orateurs sans exception ont parlé de la France dans les mêmes termes, c'est-à-dire avec une cordiale amitié, et plusieurs d'entre eux ont dit très nettement et très fermement qu'une situation nouvelle comportait des arrangemens nouveaux. L'un d'eux, M. Barzilaï, a même attaqué la Triple-Alliance dans son principe. Il a soutenu que l'Italie serait plus forte si elle était libre de tout engagement, à quoi M. Prinetti a répondu en citant l'exemple de l'Angleterre, qui renonçait à son « splendide isolement » pour contracter des alliances, et il a conclu qu'il fallait faire comme les autres. Cela est-il bien sûr? L'exemple des uns doit-il nécessairement servir de modèle aux autres? Les situations sont-elles les mêmes pour tous? Peut-être l'Italie ne se rend-elle pas encore suffisamment compte de la facilité avec laquelle elle pourrait se passer de tout le monde. Mais c'est son affaire. Contentons-nous de retenir cette déclaration de M. Prinetti que, depuis son entente avec la France, certaines des considérations qui avaient déterminé l'Italie à entrer dans la Triple-Alliance ont perdu de leur valeur. Il a ajouté, à la vérité, que ces considérations n'avaient pas été les seules à la déterminer: il y en a eu d'autres, dont l'importance subsiste, et qui se rapportent aux Balkans. L'Italie avait à se procurer des garanties de ce côté. La Triple-Alliance les lui assure, évidemment,

contre l'Autriche, de même qu'elle en assure à l'Autriche contre l'Italie, et c'est la merveille de cette politique, inventée à Berlin, qu'elle inspire une égale sécurité à Vienne et à Rome, sans qu'on puisse dire à qui elle sert davantage. Nous croyons bien que c'est à l'Autriche, dont l'Allemagne s'est assuré ainsi la reconnaissance à bon compte. Au surplus, cet aspect de la question n'est pas celui qui nous touche le plus.

Nous désirions surtout savoir si la Triple-Alliance, dont nous acceptons le renouvellement comme un *postulatum*, restera la même chose que par le passé, à Rome aussi bien qu'à Vienne. M. Prinetti n'a pas été, sur ce point, aussi nettement explicite que nous l'aurions désiré. Il a lui-même très loyalement abordé la difficulté en parlant, non pas du texte même de la Triple-Alliance, mais des conventions, protocoles ou arrangemens qui sont venus s'y annexer. Quelques-unes ont, ou ont eu certainement à notre égard un caractère agressif, ce qui a pu être explicable, sinon légitime autrefois, mais ne serait aujourd'hui ni l'un ni l'autre. Ces arrangemens, — et, pour être clairs, nous parlons en particulier des arrangemens militaires, — existent-ils, oui ou non? M. Prinetti a déclaré qu'ils n'existaient pas; il nous aurait donné une satisfaction beaucoup plus complète, s'il avait dit qu'ils n'existaient plus. Mais peut-être était-ce là sa pensée, et, puisqu'on l'interrogeait sur les conditions du renouvellement de la Triple-Alliance, il a sans doute parlé pour l'avenir plus que pour le présent et pour le passé. Quoi qu'il en soit, son discours n'a pas absolument dissipé les nuages, et, tout en rendant pleine justice aux sentimens dont il s'est montré animé à notre égard, nous nous demandons s'il ne lui reste pas encore quelque chose à dire. Il importe, en effet, que, dans nos relations avec l'Italie, aucun doute ne laisse la pensée incertaine et hésitante. Convaincus comme nous le sommes qu'on n'a rien à cacher à Rome, non plus qu'à Paris, la situation sera meilleure à mesure qu'elle sera plus claire. Elle ne saurait l'être trop.

Cette réserve ne nous empêche pas de reconnaître tout ce que la discussion du budget des Affaires étrangères à Rome a eu de bienveillant à notre égard. Il a semblé, à plus d'une reprise, que la Chambre poussait le gouvernement à Montecitorio, comme l'opinion l'avait déjà fait au dehors; et c'est là pour nous le symptôme le plus favorable. Le gouvernement italien, comme le nôtre, est un gouvernement d'opinion, et, dans les deux pays, l'opinion est à la sympathie et à la confiance. De pareils sentimens finissent toujours par se traduire dans les faits.

Alphonse XIII vient d'atteindre l'âge de la majorité, qui est de seize ans pour les rois d'Espagne, et la régence de la reine Marie-Christine a pris fin. L'événement n'a sans doute pas une importance européenne, mais il a pour tout le monde un grand intérêt, à cause de la sympathie qui s'attache au jeune souverain, et du respect mêlé d'admiration que la reine-régente a inspiré à tous ceux qui ont suivi au jour le jour les détails de sa tâche maternelle et politique. Elle-même était bien jeune il y a seize ans. Restée veuve avec deux filles en bas âge, elle était enceinte de son fils, qui est né six mois après la mort d'Alphonse XII. Ce rejeton d'un tronc foudroyé présentait alors l'apparence d'une tige frêle et délicate; on se demandait s'il vivrait. La reine était étrangère, et, en cette qualité, quelques préventions existaient contre elle. Tout lui semblait contraire. Réussirait-elle à sauver d'abord la vie de son fils, qui avait besoin de tant de ménagemens et de soins, ensuite sa couronne, qui ne paraissait pas alors beaucoup plus solide? Mais les Espagnols sont généreux et chevaleresques. Le spectacle de cette jeune femme qui se fiait à eux, entourée de deux enfans et en attendant un troisième, n'a pas laissé leur cœur indifférent. Ils ont observé la reine-régente, et ils ont vu bientôt qu'elle était le modèle de toutes les vertus. Ce spectacle les a frappés. Si la reine Marie-Christine n'a pas eu cette popularité que les Espagnols n'accordent qu'à un Espagnol, elle a été bientôt environnée de déférence et de confiance. La confiance allait à elle parce qu'elle observait, de la manière toujours la plus scrupuleuse, et souvent la plus intelligente, les obligations que la Constitution lui imposait. Restée à quelques égards étrangère aux mœurs du pays, elle l'était aussi à ses passions. Tout entière à son devoir, et sans aucune préférence personnelle pour tel ou tel parti, elle est devenue naturellement l'arbitre de leurs disputes, donnant le pouvoir à celui qui était le mieux à même de l'exercer, en attendant qu'un autre le fût devenu à son tour. Cette stricte impartialité était également reconnue et appréciée par les conservateurs et par les libéraux. La reine a eu à traverser des momens difficiles, quelques-uns pénibles et même tragiques : jamais aucun reproche personnel n'a pu lui être adressé, et les Espagnols ont eu l'équité de ne pas la rendre responsable de ce que ni elle, ni personne peut-être, ne pouvait empêcher. Peu à peu, la santé de son fils s'est consolidée. Le trône aussi s'est raffermi. L'armée a renoncé à faire des révolutions. Malgré quelques émeutes regrettables, où le sang a coulé, on peut dire que l'ordre n'a pas été gravement troublé. Si on compare les seize années de la régence de Marie-Christine à celles

qui les avaient précédées depuis le commencement du siècle, on y reconnaît une période relativement heureuse de l'histoire d'Espagne, où ce noble pays a retrouvé toute l'estime dont il n'avait pas cessé d'être digne. Il n'y a pas grand mérite à éprouver un sentiment aussi général : toutefois, on nous permettra de dire que la France y a été particulièrement sensible. Lorsque le souvenir de nos anciens démêlés avec l'Espagne revient à la mémoire, ils semblent prodigieusement lointains, tant les choses et les hommes ont changé. Nous respectons profondément l'indépendance de l'Espagne ; nous nous intéressons à sa sécurité ; étant ses seuls voisins en Europe, nous remplissons tous les devoirs de cette situation. La reine Christine a bien voulu le reconnaître. Le dernier acte de sa régence a été d'envoyer à M. le Président de la République les insignes de la Toison d'or. Cette attention s'adressait à la France, et nous en avons été très touchés.

Alphonse XIII rencontrera bien des difficultés : il en a dès maintenant dans son ministère, qui vient de subir, après plusieurs autres, une crise assez grave, et il en aura sans doute bien davantage dans le long règne que nous lui souhaitons. Mais sa mère lui a laissé un grand exemple. La durée de la régence a permis de créer en Espagne toute une tradition politique. Le roi y restera fidèle : c'est assurément ce qu'il peut faire de mieux.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

F. BRUNETIÈRE.

QUELQUES ENSEIGNEMENS

DE LA

GUERRE SUD-AFRICAINE

La guerre sud-africaine comporte-t-elle des enseignemens dont les armées continentales peuvent tirer profit ?

Certains professeurs d'art militaire le nient, et particulièrement ceux qui, voyant dans l'histoire des campagnes napoléoniennes l'évangile de la science stratégique et même tactique, s'obstinent à vouloir appliquer avec les armes nouvelles les procédés d'autrefois. C'est ainsi que, dans la plupart des grandes manœuvres européennes, on voit encore, après une préparation par le feu plus ou moins longue, des attaques dites « décisives » exécutées par des infanteries en masses compactes, dirigées droit sur l'adversaire, au son des musiques et des tambours battant la charge. Décisives ? Certes : depuis le 18 août 1870, ces sortes d'attaques l'ont été pour les troupes qui les ont tentées. Sans exception, elles se sont terminées par de sanglans désastres.

Mais les desservans du culte impérial n'admettent pas les transformations. Ils préconisent la guerre de masses du commencement du siècle, et, soutenus par le particularisme des armes spéciales, qui tendent à chercher dans de lourds groupemens l'accroissement de leur puissance, ils méconnaissent de parti pris le principe posé par le maître : « Une armée doit changer de tactique tous les dix ans. »

Ce sentiment de résistance au progrès existe surtout dans les armées datant de plusieurs siècles. Les méthodes anciennes sont des legs sacrés que chacun se croit le devoir de transmettre intacts. La Prusse, à Iéna, en a subi les conséquences. Au début

de la Révolution, l'art militaire se réduisait partout à une copie servile des procédés de Frédéric. Cependant la puissance du fusil manié par le tirailleur constituait un facteur qui venait d'apparaître. Frédéric ne l'avait pas utilisé, car, de son temps, le feu comptait pour peu de chose. L'arme blanche décidait. L'armée prussienne, comme l'armée française, voyait dans ses manœuvres le secret de la victoire et n'envisageait aucun changement.

Une élite d'officiers, tels que Bourcet et le baron du Theil, professeur de Bonaparte à Auxonne, préparaient cependant la tactique de la Révolution, qui remplaça celle de Guibert et de Gribeauval. Mais combien fut laborieuse l'évolution ! Les patientes recherches du *xviii^e* siècle, faites pour déterminer les conséquences tactiques de l'emploi du feu, seraient probablement restées dans l'ombre longtemps encore sans Napoléon. Son génie en avait saisi l'importance. En face de l'école prussienne, figée dans sa doctrine, il se servit du feu pour aveugler l'adversaire et l'immobiliser pendant le temps nécessaire à la préparation de l'acte décisif : le choc.

Les batailles foudroyantes de l'Empereur ont amené les armées du *xix^e* siècle à prendre modèle sur ses méthodes, de même que celles de Frédéric avaient été imitées à la fin du *xviii^e* siècle.

Mais l'engouement aveugle pour le passé peut conduire aux fautes qui ont précipité l'armée prussienne dans les désastres de 1806. Comme tout ce qui nous entoure, l'art de la guerre est en perpétuelle évolution. Ce n'est pas une science fixe, susceptible d'être complètement étudiée dans le passé. Un génie comme Annibal ou Napoléon donne son empreinte à la science militaire de son époque et la porte au plus haut degré de perfection qu'elle peut alors atteindre. Il montre des exemples admirables des dispositions qui conviennent aux institutions et aux moyens de son temps, rien de plus. Il est donc inutile de vouloir les imiter, aujourd'hui que nos instrumens de guerre diffèrent absolument des siens. L'art de la guerre est simple et tout d'application, a-t-il été dit : l'application ne doit-elle pas être conforme aux moyens dont on dispose et varier avec eux ?

L'histoire militaire montre que les évolutions de cet ordre se réalisent difficilement pendant les périodes de paix, à moins que des indications expérimentales ne viennent mettre en lumière des faits nouveaux. C'est alors une fortune heureuse pour les armées spectatrices du conflit.

La guerre sud-africaine contient à cet égard des enseignemens nombreux. Évidemment, les conditions où elle s'est déroulée sont trop spéciales pour permettre d'en déduire des solutions définitives. Toutefois, elle montre nettement l'insuffisance des moyens employés jusqu'à ce jour dans le combat.

Le but de ce travail ne sera donc pas d'en conclure la tactique de l'avenir, car, dans son ensemble, celle-ci dépendra plus encore de l'état moral de la nation au début de la guerre et de l'énergie individuelle du soldat, que de la puissance de l'armement. Ce dernier n'en est pas moins un facteur très important, dont il serait dangereux de ne pas avoir prévu les effets.

En analysant les conditions nouvelles du combat, il devient possible de se rendre compte de ses exigences et de donner dès lors à l'instruction des troupes une base expérimentale.

Le feu des armes à tir rapide et sans fumée a forcé les Anglais à l'abandon total de leurs anciens procédés. Une tactique nouvelle, complètement différente de celle actuellement appliquée dans la plupart des armées européennes, s'est improvisée et par la suite s'est imposée. Mais au prix de quels sacrifices?

L'armée qui saura profiter de l'expérience acquise par deux années de sanglantes leçons en évitera de semblables.

N'insistons pas davantage. Ne cherchons pas à copier, et réfléchissons sur l'évolution tactique de l'armée anglaise.

Mais, avant tout, il faut faire justice de critiques, parfois malveillantes, qui, sur le continent, ont été adressées au commandement anglais et à ses troupes.

Sans s'arrêter à l'examen des dispositions stratégiques, ce qui sortirait du cadre de cette étude, il y a lieu de remarquer qu'il est toujours aisé de trouver un côté faible à toute opération. Trop souvent d'ailleurs on oublie que la politique exerce une action parfois prépondérante et funeste sur les mouvemens des armées. Mais, dans le domaine tactique, le jugement s'établit sur des faits que chacun peut vérifier. Dès lors on est en droit d'affirmer que l'histoire de cette guerre s'écrit au grand honneur du corps d'officiers de l'armée régulière anglaise.

Dans toutes les affaires, il a prodigué son sang avec une générosité à laquelle il faut rendre hommage.

Quant aux troupes, celles qui ont fait la campagne de 1899 et de 1900 étaient excellentes. Elles ont montré un moral parfait. Il est presque partout admis et répété de confiance que les

troupes anglaises ne sont capables d'efforts que si elles sont bien et copieusement nourries. Les remarquables opérations de lord Roberts ont donné la preuve que cette appréciation n'est pas justifiée. Commencées le 8 février 1900, elles ont amené, en quelques semaines, grâce à la résistance des troupes aux souffrances de la faim et de la fatigue, la levée des sièges de Kimberley (15 février) et de Ladysmith (1^{er} mars), la reddition du général Kronje (27 février), des capitales Bloemfontein (13 mars), Johannesburg (31 mai), Prétoria (6 juin), ainsi que l'occupation du réseau ferré des deux Républiques. Ces opérations se sont déroulées sur un parcours de plus de 600 kilomètres, dans un pays dénué de ressources. Aussi les privations ont-elles été grandes. A peine entrée dans l'Orange, l'armée a été mise à demi-ration. Le 16 février 1900, à Watervaal Drift, au début des mouvements, les Boers avaient enlevé un convoi de 200 voitures portant quatre jours de vivres. Cet événement était grave. Il ne restait à ce moment que deux jours de vivres sur les hommes et sur les voitures régimentaires. Le moindre arrêt permettait au général Kronje d'échapper. Or, l'armée s'avancait en pays désert, n'ayant plus de chemin de fer à sa portée immédiate. Malgré cette situation critique, lord Roberts n'arrêta pas son mouvement. Il se contenta de prescrire que les rations seraient doublées. Les 6^e et 9^e divisions, qui combattirent à Paardeberg le 18 février, consommèrent ce soir-là leur dernière demi-ration. La suite n'a-t-elle pas prouvé que le maréchal avait eu raison d'avoir pleine confiance dans l'énergie de ses troupes?

Souvent ces privations durèrent longtemps. Pendant la marche sur Bloemfontein, le taux de la ration, réglé d'après les nécessités du mouvement, n'atteignit jamais les fixations réglementaires; quelquefois même, il fut au-dessous de la moitié. Cependant, jamais aucune plainte ne s'éleva. Les soldats trouvèrent dans leur moral les réserves d'énergie nécessaires pour traverser cette situation critique.

Les officiers, vivant avec leurs hommes, ayant, dès le début, partagé avec eux les ressources de leurs mess, ont donné l'exemple, et ils ont trouvé chez eux le dévouement attendu.

Somme toute, les troupes du début de la campagne ont toujours donné ce que leurs chefs ont demandé. Elles se sont montrées endurantes, énergiques et braves, et si, dans bien des affaires, elles n'ont pas été plus heureuses, il faut en chercher la cause

non pas dans un manque de valeur, mais bien dans l'emploi de procédés de combat surannés.

Ce fait fut reconnu trop tard. Il avait déjà causé la mort de leur élite, et celle-ci n'a pas pu se remplacer.

Pour se rendre compte de l'évolution tactique dès maintenant acquise, il est nécessaire d'indiquer d'abord les procédés de combat de l'adversaire.

I

Tout a été dit sur la nature, le caractère, le mode d'existence des Boers. La vie rurale sur de vastes espaces parcourus à cheval dès l'enfance la carabine à la main, la chasse, et surtout de nombreuses guerres contre les Cafres, les avaient particulièrement préparés. La manière dont ils ont utilisé leurs aptitudes est moins connue. Les renseignemens qui suivent résument les parties concordantes des rapports d'officiers de différentes nations ayant vécu et combattu avec les commandos.

Dans ces groupemens, dont le district territorial est la base, il n'existe pas d'autre discipline que celle qui résulte de la volonté de chacun. L'effectif des présens varie sans cesse. Ceux qui éprouvent le besoin de rentrer chez eux quittent le commando, quelquefois même sans prévenir le chef qu'ils se sont donné, sauf à revenir quelques jours après, sans autre formalité.

Mais, il faut d'abord rappeler que les Boers avaient déjà fait la guerre aux Anglais. Le Transvaal, annexé par l'Angleterre le 12 avril 1877, s'était révolté le 16 décembre 1880. L'indépendance de la République fut proclamée et l'insurrection devint générale. Les forces anglaises, très peu nombreuses, subirent une série d'échecs tels que celui du 20 décembre, à Bronkhorspruit, près de Middelbourg, où deux compagnies du 94^e d'infanterie durent se rendre, laissant sur le terrain 56 tués et 83 blessés. Cinq cents Boers avaient pris part au combat; leurs pertes étaient de 1 tué et 5 blessés.

L'Angleterre envoya des renforts pour sauver les garnisons investies. Le général sir Pommeroy Colley n'attendit pas l'arrivée de toutes ses troupes, et, le 26 janvier 1881, il se porta de Newcastle sur Laings-nek, où les Boers avaient pris position. Le 28, il attaquait, avec deux bataillons d'infanterie, un détachement de marins, 170 cavaliers et 6 pièces, d'après les méthodes tactiques

en usage. Action préparatoire de l'artillerie, engagement de la cavalerie sur l'aile, attaque de front de l'infanterie, charge à la baïonnette : toutes les phases du règlement. Le résultat fut déplorable. En quelques secondes, la cavalerie, après avoir eu 17 hommes tués ou blessés, 32 chevaux atteints, avait dû s'éloigner. Le 58^e, qui s'était conduit avec la plus grande bravoure, et était arrivé jusqu'à 30 mètres des Boers, avait dû se replier, ayant perdu 7 officiers et 76 hommes tués, 2 officiers et 111 hommes blessés.

Le 8 février 1881, à Schain-Hoogte, nouvel échec : le général Colley perd 5 officiers, 66 hommes tués et 136 blessés. Enfin, le 27 février, avait lieu l'affaire célèbre d'Amajuba-Hill, que les Anglais ont encore à cœur. Elle leur a, en effet, coûté le Transvaal, en mettant fin à cette première guerre.

Ce combat était très important par lui-même, car il révélait chez les Boers des procédés d'attaque spéciaux. Les Anglais, n'en ayant tenu aucun compte à cette époque, ont subi de ce fait, en 1899-1900, des échecs répétés. Quelques détails le feront ressortir.

Le col de Laings-nek, où passe le chemin de fer de New-Castle à Volkspruit, était gardé par les Boers, qui avaient négligé d'occuper la hauteur d'Amajuba-Hill, située à 3 ou 4 kilomètres dans l'Ouest et dominant le pays. Le général Colley, profitant de cette faute, portait, dans la nuit du 26 au 27 février, sur le petit plateau du sommet, trois compagnies du 58^e, une du 60^e, trois du 92^e et 64 marins, gardant, comme repli, une compagnie du 92^e et 140 hommes. Après de pénibles efforts, les troupes atteignirent le plateau, mais, au lieu d'en tenir les pentes, elles s'installèrent sur un piton qui dominait le camp des Boers, convaincues que ceux-ci abandonneraient leur position dès qu'ils verraient les hauteurs occupées.

Ce fut le contraire qui arriva. Les Boers, apercevant les Anglais sur le sommet, se résolurent aussitôt à les attaquer. 150 volontaires commencèrent à gravir les pentes par les côtés les plus raides, en se défilant au milieu des broussailles et des rochers. Un second détachement d'hommes plus âgés, tous excellents tireurs, suivait à une certaine distance, faisant feu sur tout ce qui se montrait sur le bord du plateau. Un troisième détachement en avait fait le tour et l'attaquait à revers. Pendant ce temps, les deux premiers s'avançaient par échelons, l'un appuyant de son feu le bond exécuté par l'autre.

Dès que les Anglais se découvraient sur la crête, ils étaient

frappés. Alors, leur ligne fléchit, les hommes en réserve furent portés en avant ; ils durent reculer malgré les efforts de leurs officiers. Soudain, ils furent pris en flanc par le feu venant d'un piton rocheux qu'ils n'avaient pas occupé et qu'un détachement boer avait gravi. Un instant après, il en était de même sur l'autre flanc. A ce moment, les Boers tiraient dans le dos des hommes couchés. Le général Colley fut tué ainsi que 50 hommes. Le reste fut blessé ou pris. Les Boers, grâce à leur tactique, n'avaient eu qu'un tué et 6 blessés.

Ces résultats remarquables furent naturellement commentés, mais seulement au point de vue des fautes du commandement anglais. On ne voulut pas encore croire à une évolution dans les procédés de combat, et les troupes engagées en 1899-1900 firent usage de leur ancienne tactique. Elle leur coûta cher.

Un autre côté important de cette campagne de 1881 fut que les Boers prirent sur les Anglais une supériorité morale considérable. Leur tir précis, qu'un grand sang-froid rend toujours efficace, en faisait les adversaires redoutés pour des troupes exposées au feu dans des formations serrées réglementaires et qui n'utilisaient pas suffisamment le terrain pour dérober leur marche.

C'est dans ces dispositions morales que la déclaration de guerre, au 6 octobre 1899, trouva les deux partis.

Ce sont leurs qualités de chasseurs qui ont le mieux servi les Boers. Au point de vue européen, leur instruction militaire était à peu près nulle, sauf pour une partie de l'artillerie et quelques troupes de police, entretenues en tout temps. Mais, n'étant pas embarrassés par le lourd bagage des vieilles formules, sachant tenir la campagne et tirer juste, ils ont résolu les questions avec leur bon sens et, la plupart du temps, avec intelligence. Ainsi, en ce qui concerne la fortification de campagne, ils se sont servis de tracés et de profils nouveaux, abritant fort bien du tir fusant des obus à balles ainsi que des obus torpilles. Pendant de longs mois, ils en ont fait grand usage. Leur guerre, offensive au point de vue stratégique, a été tactiquement défensive. Dans les sièges, ils se sont contentés d'envelopper d'ouvrages les villes qu'ils attaquaient et de défendre des tranchées pour s'opposer aux tentatives de secours. Ce n'est qu'au bout d'un an que les commandos aguerris sont sortis de leur défensive passive, pour faire cette guerre de partisans, toute de mouvement.

de surprises et d'attaques, qui durait hier encore et leur a valu des succès.

Dans l'attaque aussi bien que dans la défense, les Boers n'ont pas employé d'autre méthode que celle de l'affaire d'Amajuba-Hill, c'est-à-dire le déploiement d'une certaine quantité de groupes de fusils, sans soutiens ni réserves, occupant les saillans avec de larges intervalles. Lorsque, par exception, des renforts étaient envoyés, ils prolongeaient à droite et à gauche la ligne de feu déjà déployée. Pour parer aux attaques de flanc, ils dégarnissaient une partie du front, et des fractions se portaient rapidement à l'aile menacée. De tels mouvemens ne sont possibles que grâce aux chevaux maintenus par petits groupes près des tireurs.

Dans les arrêts prolongés, les chevaux sont entravés « à la rime, » mode spécial qui leur permet de se mouvoir lentement et de paître. La tête est réunie à un des membres antérieurs par une longe attachée assez court au-dessus du genou. Si, pour une raison quelconque, telle qu'une alerte, les chevaux doivent être rapidement réunis, un cavalier, monté sur le premier animal rencontré, les rassemble en galopant de plus en plus près autour d'eux et les amène ensuite où il faut en les poussant devant lui.

Pendant le combat, les Boers se contentent de laisser traîner la bride sur le sol, comme notre cavalerie arabe; le cheval ne bouge plus, et son maître le retrouve où il l'a laissé.

Depuis le commencement des opérations jusqu'au 2 juin 1900, date à laquelle, dans un conseil tenu à Machadodorp, le gouvernement des deux Républiques décida, par la voix de M. Reitz, secrétaire d'État, que la guerre devait prendre le caractère d'une guerre de partisans, les Boers se sont presque toujours bornés à défendre des positions. Quelques rares attaques, cependant heureuses, ne les avaient pas encore déterminés à l'offensive. Leur défensive se servait surtout de tranchées, creusées soit à flanc de coteau, soit au pied des pentes, et occupées par leurs meilleurs tireurs. Les crêtes, généralement parsemées de blocs de rochers donnant de bons abris, n'étaient tenues que par quelques fusils tirant de la poudre noire produisant de la fumée afin d'attirer l'attention et le feu de l'adversaire. Lorsque les Anglais, marchant sur ce but bien visible, s'étaient suffisamment rapprochés des tranchées basses, celles-ci entraient brusquement en action et faisaient subir en quelques instans de lourdes pertes. Même à petite distance, ces tranchées étaient invisibles. Lorsque,

à la nuit tombante, les coups de feu pouvaient se voir, la lueur, disent les témoins, semblait sortir de terre. Ces tranchées formaient souvent deux et même trois lignes se commandant entre elles. Dans ce cas, des communications défilées étaient ménagées de l'une à l'autre. Leur développement était beaucoup plus grand que ne le comportait l'effectif qui devait les occuper et différens tracés répondaient à plusieurs hypothèses d'attaques. Elles n'étaient pas occupées simultanément, mais partiellement, et d'après les besoins du moment. Ces travaux considérables, rapidement exécutés, ne s'expliquent que par la main-d'œuvre indigène. Les Boers n'aiment pas à fouiller le sol. Dans leurs camps (*laagers*), se trouvent de nombreux serviteurs et conducteurs noirs. Ils traitent les Cafres comme autrefois Israël les Amalécites. Ils les ont vaincus et attachés à leurs fermes. Le fouet, et au besoin le revolver, assurent les bonnes volontés.

De même que pour la mousqueterie, un grand nombre d'emplacements de pièces étaient préparés. Les Boers, ayant peu d'artillerie, la faisaient ordinairement agir par unité. C'étaient quatre pièces de position du Creusot, du calibre de 155 millimètres, appelées Long-Toms, en raison de leur grande portée, et pour lesquelles les Boers avaient un engouement presque superstitieux, un petit nombre (18) de pièces de campagne de 75 millimètres de Krupp, du Creusot et autres types, enfin des engins nouveaux : les canons automatiques de 37 millimètres, vulgairement appelés « poms-poms, » qui leur avaient été vendus par la maison Wickers et Maxim de Londres.

Ce canon, employé pour la première fois, tire un petit obus percutant de 400 grammes (poids minimum fixé par la convention de Saint-Pétersbourg pour les projectiles explosibles). Les cartouches sont montées sur une lanière de toile qui s'engage dans la culasse. Le départ de chaque coup fait mouvoir un mécanisme qui éjecte l'étui vide, charge l'arme et fait partir le coup suivant à la volonté du pointeur. Cette arme peut envoyer plus de 100 obus en une minute. Les points de chute sont facilement observables jusqu'à 3000 mètres. Le réglage est rapide. Le pointeur, après un premier coup court, allonge son tir aussi sûrement qu'il le ferait avec la lance d'une pompe, si bien que les obus paraissent, sur le sol, courir les uns après les autres; il suffit de les arrêter au but.

L'effet moral des canons automatiques a été considérable,

Aussi les Anglais ont-ils dû s'en procurer à leur tour. Ils ont reçu les premiers le 26 février, la veille de la reddition du général Kronje à Paardeberg, et, depuis, ces canons font partie du matériel normal de l'artillerie.

A cette artillerie du Transvaal il faut ajouter celle de l'État d'Orange, comprenant 14 Krupp et quelques mitrailleuses.

Dans les plus grandes affaires, les Boers n'ont pu guère mettre en ligne que 8 à 10 pièces de ces différens modèles. Elles étaient généralement bien masquées et protégées, de sorte que, malgré une supériorité numérique écrasante, les batteries anglaises n'arrivaient que rarement à les dominer. La dispersion de cette artillerie était systématique. D'ailleurs, chaque commando tenait à avoir son canon. Les pièces se déplaçaient pour ouvrir le feu derrière un autre abri, dès que leur personnel voyait que l'adversaire avait trouvé la distance.

A peu d'exceptions près, les Boers n'ont pas employé de tranchées continues, mais bien des élémens de 10 à 20 mètres de longueur, sinueux et séparés par des intervalles de 5 à 6 mètres. Vus de haut, ils donnent l'impression de tronçons disjoints d'un long reptile. Ces morceaux de tranchées ne se ressemblent ni comme longueur ni comme organisation, ayant toutefois le caractère général de tranchées très profondes, étroites à l'ouverture, larges dans le fond. L'excavation a la forme de silo ou de jarre, les deux parois internes formant par leur obliquité un abri pour la tête contre les éclatemens des obus fusans. Les sinuosités, ainsi que la position en saillie ou en retrait des élémens les uns par rapport aux autres, empêchent le tir d'enfilade. Les coudes de certaines tranchées donnent en outre des flanquemens obliques sur la ligne générale.

Les tranchées du général Kronje à Paardeberg étaient garnies de créneaux ménagés dans l'épaisseur du parapet et formés de sacs à terre ou de feuilles de tôle ondulée qu'on trouve en quantité dans le Sud-Africain.

Outre ses armes et ses munitions, chaque tireur avait dans la tranchée les objets nécessaires à son existence : vivres, couchage, cuisine, moyens de pansement. Ces tranchées étaient sûres, mais il était difficile d'en sortir.

Souvent, à 150 ou 200 mètres en avant des tranchées, se trouvaient des réseaux de fils de fer barbelé. Les clôtures des parcs à bestiaux en fournissaient presque partout.

Pour éviter l'enveloppement, les Boers donnent au front de combat des dimensions extraordinaires par rapport aux effectifs. Ils ont montré dans la défense de ces fronts une grande ténacité, même lorsque des parties faiblement occupées étaient attaquées par des forces anglaises considérables. Ayant devant eux des champs de tir découverts, ils faisaient surtout usage du feu rapide ouvert à courte distance. Ils attachent une importance telle à ce procédé qu'il n'a pas été rare de les voir s'établir sur les contre-pentes, c'est-à-dire sur la pente du côté opposé à l'ennemi, pour s'assurer un glacis de 400 à 500 mètres.

Ce système a réussi tant que les Anglais n'ont pas manœuvré pour déborder les ailes. Mais, dès que l'un des flancs du déploiement était pris à revers, d'in vraisemblables débâcles se produisaient. Sans ordres, sans prévenir, les commandos couraient à leurs chevaux et se sauvaient. Les débandades ne s'arrêtaient qu'au contact des convois laissés en arrière. Cependant, si les Anglais pressaient trop, quelques groupes de fusils, faisant arrière-garde, maintenaient l'adversaire à distance.

A partir du 29 juin 1900, la guerre de partisans, vigoureusement commencée par Dewet, amène un changement dans la tactique des Boers. Ils ont pris confiance et ils attaquent. Les commandos se déplacent rapidement pendant la nuit. Les chevaux marchent à une sorte d'amble (*tribbler*) qui permet de parcourir 8 kilomètres à l'heure, pendant plusieurs heures de suite. Les cavaliers ont sur leurs chevaux une couverture, un sac en toile plein d'eau, une petite provision de *bell-tong* (viande séchée) et, en bandoulière, les cartouches. Avant le jour, ils s'arrêtent dans un pli de terrain, se couvrent avec des vedettes à pied placées à l'abri des vues et qui ne bougent pas de toute la journée, tandis que les chevaux broutent et que les hommes se reposent pour ne repartir que la nuit. Le pays paraît donc vide et les reconnaissances de l'adversaire peuvent passer près de forts rassemblements sans les soupçonner.

Lorsque l'action est résolue, les commandos se partagent en groupes dont la force varie d'après le rôle qui leur est attribué. C'est ainsi que, le 16 juillet, 900 Boers se sont partagés en sept groupes pour attaquer, sur un front de près de 20 kilomètres, une série de postes tenus par 4000 Australiens-Canadiens et autres coloniaux. Les groupes se portent d'abord derrière un abri, mettent pied à terre et y laissent leurs chevaux. Les tirail-

leurs vont, en rampant, occuper les positions d'approche. Les chevaux sont amenés derrière chacune d'elles, au fur et à mesure de leur occupation. En général, ils profitent de la nuit pour s'approcher jusqu'à la portée la plus efficace du fusil, c'est-à-dire jusqu'à 400 mètres et même 300 mètres de l'adversaire. De jour, ils n'avancent que sur les points où le terrain présente des cheminemens défilés. Dans les parties découvertes, on ne met personne, de sorte que les attaques sont souvent très écartées les unes des autres. Chacune d'elles se subdivise à sa guise pour éviter les espaces battus et utiliser les couverts. Ils n'hésitent d'ailleurs pas à faire de grands détours pour éviter les zones dangereuses et aiment mieux s'entasser derrière les abris que de cheminer à découvert. Comme il est impossible d'éviter complètement les zones battues, celles-ci sont franchies par petites fractions de trois à six hommes, ou même homme par homme, au moyen de bonds très courts de 10 à 20 pas. Le feu des Anglais arrivait toujours trop tard pour s'opposer à ces bonds.

Tant que les Boers espèrent pouvoir avancer sans être vus, ils ne tirent pas. A partir de 600 à 700 mètres, lorsqu'ils sont signalés, ils appuient leur marche par un feu ininterrompu de tout petits groupes, qui, alternativement, tirent et rampent quelques pas. Moins il y a d'abris, plus on est près de l'ennemi, plus les groupes de tireurs sont réduits et plus l'amplitude de leurs mouvemens en rampant est restreinte. Les chefs ne dirigent rien. Chaque groupe avance ainsi, tant que le terrain le permet, ou reste couché quand les abris font défaut. De cette façon, les attaques se rapprochent très inégalement de l'adversaire. Dans les derniers momens, l'attaque des Boers prend donc, en terrain découvert, le caractère d'un combat de feux de pied ferme, tandis qu'en terrain couvert, les Boers arrivent en rampant jusqu'à 50 mètres de l'ennemi. Avec ces procédés, dans les circonstances où le terrain a favorisé leur marche, et quand ils ont pu attaquer de plusieurs côtés à la fois, les Boers ont eu des succès écrasans. Rampant de plus en plus près, en entretenant un tir continu et d'intensité progressive, ils obtiennent, malgré la disproportion énorme des effectifs en présence, une supériorité de plus en plus grande. Sur leur ligne de défense, les Anglais ne peuvent plus lever la tête, et les fractions en arrière sont accablées par ce feu, sans pouvoir se porter en avant.

Les fronts énormes sur lesquels les Boers mènent leurs at-

taques ont essentiellement pour but l'utilisation du terrain pour les cheminemens à couvert et l'action concentrique du feu sur les points de la ligne de combat de l'adversaire où peut se présenter soit un saillant, soit une sinuosité. Ils en profitent alors pour assaillir un de ces points de plusieurs côtés à la fois et l'accabler. C'est au moyen de ces enveloppemens à grande distance, puis par ces rapprochemens continus et par des marches rampantes, que les Boers arrivent à mettre hors de combat et à faire capituler des troupes bien pourvues d'artillerie et d'un effectif très supérieur au leur.

En tant que cavalerie, les Boers agissent comme les dragons français sous Louis XIV. Dans les poursuites, ils se sont montrés des maîtres. Ils longent latéralement, au galop, les colonnes de l'adversaire, mettent pied à terre aux endroits favorables, les écrasent de leur feu, mais ne les chargent pas.

Souvent les Anglais ont été aussi démoralisés que s'ils avaient subi une charge heureuse. Ils font de grosses pertes, et les Boers aucune. Les tentatives des Anglais soit pour charger dans les poursuites, soit pour se dégager, ont toujours échoué. Non seulement les Boers ne se sont pas donné la peine de se grouper pour recevoir les charges en plein champ, mais ils ont attaqué la cavalerie anglaise en se portant au-devant d'elle à cheval jusqu'à 600 ou 500 mètres, sautant à terre et ouvrant le feu. La cavalerie anglaise a toujours été impuissante contre ce mode d'attaque.

Pour fouiller les endroits suspects, les Boers forment des groupes de 25 à 30 hommes, qui s'approchent dispersés et se cachent dès qu'ils arrivent à portée efficace du fusil. Les hommes, pied à terre, se glissent ensuite inaperçus de plusieurs côtés à la fois pour reconnaître.

La mobilité des Boers a souvent été invoquée par les Anglais pour expliquer certaines défaites. Elle a été exagérée. Depuis le commencement des opérations jusqu'au moment où la guerre de partisans est devenue un système, les Boers avaient des convois encore plus lourds que ceux des Anglais. Leurs wagons, trainés par des bœufs, contenaient parfois une partie de leur famille. Ils avaient, il est vrai, la précaution de les faire camper fort en arrière des lignes qu'ils voulaient défendre, mais, dans les retraites multipliées et les débâcles de 1900, on peut s'étonner que les Anglais n'aient pas tout pris. La cavalerie, l'infanterie

montée, ne manquaient cependant pas pour les poursuites; mais le fusil de quelques Boers restés avec les wagons suffisait à tenir éloignée toute cavalerie, quelque brave qu'elle fût. Les poursuites ne se firent jamais qu'avec des obus et ne produisirent guère d'effet.

Cependant quel n'était pas le désordre! Il existait non seulement dans les camps des combattans, mais jusque parmi le personnel gouvernemental. Le 2 juin 1900, une fraction du gouvernement des deux Républiques s'était transportée à Machadodorp. Elle comprenait le président Krüger, le secrétaire d'État, M. Reitz, le sous-secrétaire d'État chargé des Affaires étrangères, M. Grobler, le sous-secrétaire d'État des Finances et celui de la Justice. Vu la difficulté que trouvaient ces personnages à se loger dans les quelques masures qui constituent Machadodorp, ils étaient restés dans leurs wagons. Le président Krüger avait son wagon particulier, assez confortable, encadré entre un car servant de cuisine, un autre aménagé en bureau télégraphique, et un truc portant une voiture spéciale destinée au voyage par terre. Son médecin, qui était en même temps son secrétaire et conseiller intime, ainsi que le chef de la police, habitait avec lui. Le secrétaire d'État et M. Grobler occupaient chacun un wagon de 1^{re} classe, qu'ils partageaient avec certains fonctionnaires. Les autres avaient fait transformer des fourgons mis sur trucs. A côté de ces voitures, se trouvaient des wagons fermés, contenant 8 millions de livres en or, dont la plus grande partie en lingots, des munitions d'artillerie et d'infanterie, une imprimerie, enfin les cars des policiers veillant à la sûreté du gouvernement et de ses provisions. Le tout, d'ailleurs, entremêlé sur les voies de garage de la station, où ministres, munitions, boîtes de conserves, or et dynamite, se trouvaient pêle-mêle. Dans ce gouvernement sur rail, raconte un témoin, régnaient des façons marquant les mœurs démocratiques et très égalitaires du pays, et l'on voyait, par exemple, le secrétaire d'État faire queue à la porte de la salle à manger de l'auberge, entre un télégraphiste et un Boer quelconque.

On conçoit que des officiers étrangers, assistant à ce désordre et jugeant les événemens à ce point de vue, aient été convaincus du faible degré de résistance des deux républiques. La partie essentielle, l'âme des Boers, mélange extraordinaire de grands sentimens, d'inconscience et de bravoure, de générosité et d'in-

souciance, leur échappait. Aussi, dès la fin de 1900, la plupart des rapports ont-ils annoncé la fin prochaine de cette guerre. Elle s'est prolongée au delà de toute prévision, justifiant ainsi la parole de Krüger : « La résistance des Boers étonnera le monde. »

II

En 1899, sous la direction de sir Mansfeld Clarke, actuellement quartier-maître général de l'armée, des grandes manœuvres avaient lieu au camp d'instruction de Salisbury-Plain. Elles précédaient seulement de quelques jours le départ de certaines troupes. Des généraux d'une valeur universellement reconnue assistaient à ces manœuvres.

On put y constater que les méthodes de combat étaient, à peu de chose près, celles en usage dans la plupart des armées européennes, avec un particularisme peut-être plus accentué de la cavalerie et de l'artillerie. Celle-ci avait une tendance à opérer en forts groupes soudés entre eux. La cavalerie manœuvrait en masses. Les attaques de nuit étaient en faveur. Les régimens avaient le plus bel aspect; le matériel était d'une exceptionnelle qualité.

Quelques jours après, à Talana-Hill, le 20 octobre 1899, les procédés de combat en usage subissaient l'épreuve du champ de bataille. Le général Symons, disposant de quatre bataillons d'infanterie, trois batteries, un régiment de cavalerie et une partie de la police du Natal, 4 500 hommes environ, avait établi son camp à l'ouest et près de la petite ville de Dundee. A 4 500 mètres, à portée de canon au nord-est, se trouve une ligne de hauteurs, Talana-Hill, Impati-Mount, dont la ville est séparée par un ravin (*donga*) assez profond. Le général Symons se couvrait dans la direction de l'ennemi par des avant-postes placés sur ces hauteurs. Les mouvemens des Boers qui débouchaient dans le Natal étaient connus dès le 14. Glencoe avait été évacué le 18. Cependant, dans la nuit du 19 au 20, aucune disposition spéciale n'était prise, en vue de l'arrivée imminente de l'adversaire.

Les troupes campées, ainsi couvertes à près de 5 kilomètres, se croyaient en sûreté. Elles ne tenaient pas compte de ce fait qu'une ligne d'avant-postes, quoique bien placée, est surprise toutes les fois qu'elle est attaquée dans sa formation de sûreté.

C'est pour ce motif que le maréchal Bugeaud organisait son système d'embuscades, qui permettait de transformer à temps la ligne d'avant-postes en ligne de combat.

Les avant-postes, attaqués en force à trois heures et demie du matin, furent naturellement refoulés par le général Lucas Meyer, qui disposait de 3 500 hommes et 5 canons de campagne à tir accéléré.

Les Boers établirent aussitôt leur artillerie et ouvrirent le feu sur le camp à 4 500 mètres. La surprise y fut complète. Lorsque les obus éclatèrent au milieu des tentes, les soldats venaient de passer la revue habituelle et s'occupaient aux corvées et à la préparation du repas du matin. Sous cette canonnade, les troupes firent preuve du plus grand sang-froid. Elles s'équipèrent, prirent les armes et se formèrent. L'artillerie se mit aussitôt en batterie.

Cet exemple ne suffit-il pas à prouver aux plus incrédules la remarquable solidité des troupes du début de la campagne? La suite de l'affaire achève de la montrer.

L'action commença et se déroula d'après les principes réglementaires. Combat d'artillerie, 3 batteries groupées à droite contre les 5 pièces boers, action des 3 bataillons au centre, un bataillon en réserve. La cavalerie, à gauche, doit agir sur le flanc. Après une heure et demie de canonnade, le général Symons lance ses trois bataillons à l'attaque. Le 2^e bataillon des Royal Dublin-fusiliers débouche le premier. Il a formé une forte chaîne de tirailleurs, suivie à 200 mètres par des soutiens et plus en arrière par une réserve. Les deux autres bataillons (un bataillon des Kings Royal-Rifles et un des Royal Irish-fusiliers) progressent dans le même ordre et se portent à hauteur des Dublin-fusiliers. L'artillerie ne tarde pas à appuyer l'infanterie et se porte en avant avec elle.

Les troupes se comportent avec la plus remarquable bravoure et chassent l'ennemi des hauteurs. Mais elles n'ont eu affaire qu'à un rideau. Les Boers sont toujours au contact, et un de leurs corps manœuvre pour contre-attaquer. Le général Symons vient d'être mortellement blessé. Le général Yule prend le commandement. Pendant ce temps, la cavalerie, l'infanterie montée et les mitrailleuses, sous les ordres du lieutenant-colonel Maller, qui devaient agir sur le flanc droit de l'ennemi, avaient été entourées par les tirailleurs Boers et prises; sauf deux escadrons du

18^e hussards. Lancés sur les derrières, ils purent rejoindre les troupes en retraite. 10 officiers, 31 hommes tués, 20 officiers, 105 hommes blessés; 9 officiers et 21 hommes prisonniers ou disparus : tel est le résultat. Les pertes des Boers ne sont que de 10 tués et 20 blessés.

Le 30 octobre, nouvelle expérience; le général sir George White, commandant à Ladysmith environ 10000 hommes dont 7600 d'excellentes troupes vigoureusement encadrées et 36 pièces, avait devant lui environ 14 000 Boers manœuvrant pour l'envelopper. Il décide d'enlever Long-Hill pour s'opposer à l'investissement. Afin de couper la retraite des Boers, qu'il ne doute pas de battre, puisqu'il peut attaquer avec ses forces réunies un des trois secteurs tenus par l'adversaire, le général White a envoyé dans la nuit un détachement important avec des troupes montées au delà des hauteurs de Nicholson's-Nek, sur les derrières de l'ennemi. L'action se développe selon les règles. Après une vigoureuse action de l'artillerie, l'infanterie forme ses lignes de tirailleurs, soutiens et réserves, et attaque : la cavalerie tourne une aile. L'opération, commencée à la pointe du jour, finit vers onze heures et demie par la retraite des troupes sur Ladysmith. Les Boers, d'ailleurs, ne l'inquiètent pas. Quant au détachement du lieutenant-colonel Carleton, envoyé sur Nicholson's-Nek pour couper la retraite, et composé de deux bataillons d'infanterie, il a été enveloppé par les tirailleurs boers et, après un combat qui a duré depuis l'aube jusqu'à midi et demi, il a dû capituler sans conditions.

A cette époque, pour expliquer ces revers, il fut souvent répété que les Anglais avaient ignoré les forces et l'armement des Boers. C'est une erreur. En juin 1899, le service des renseignements (*Intelligence Division*) avait rédigé une étude intitulée « Notes militaires sur les Républiques hollandaises du Sud de l'Afrique (*Military notes on the dutch Republics of South Africa*). » On y trouve les renseignements les plus circonstanciés sur l'organisation, les forces et l'armement des Républiques. Le chiffre des combattants est même remarquablement près de la vérité (33 500 hommes au lieu de 30 000). La tactique des Boers est exactement décrite : en un mot, le gouvernement et l'armée étaient complètement renseignés. Il n'y eut de méprise que sur la valeur militaire de l'adversaire et sur la résistance qu'allait rencontrer l'offensive anglaise.

Le 15 mars 1901, lord Wolseley disait à la Chambre des lords : « J'avoue en toute franchise que, d'accord avec tous ceux qui ont émis une opinion sur cette question, j'ai estimé au-dessous de leur véritable valeur les qualités militaires individuelles des Boers. »

Mais personne ne voulait se rendre compte que le nouveau fusil à répétition, à poudre sans fumée, manié par des tireurs de sang-froid, avait une puissance insoupçonnée jusqu'alors. Pour s'en convaincre, il fallut d'autres revers. Aussi voit-on les mêmes procédés amener les mêmes défaites. Elles se produisirent le 23 novembre à Belmont, le 25 novembre à Euslin, le 29 novembre sur la Modder-River, où la division de lord Methuen, en marche pour débloquent Kimberley procède par attaques directes. L'infanterie se fixe sur l'objectif qui est en face d'elle, s'immobilise dans ses formations, et se fait détruire.

Plus tard, ce sont les désastres de Magersfontein, Stromberg et Colenso. Les troupes se heurtent à l'ennemi sans avoir éclairé leur situation par un combat de reconnaissance. Elles emploient des formations profondes, formées de panneaux successifs qui recueillent tout le plomb envoyé par l'adversaire. A Colenso (16 décembre 1899), dans l'attaque de l'Ouest, la brigade d'infanterie se porte en avant en colonnes de masses. L'artillerie ouvre le feu à 4 000 mètres. L'infanterie s'avance avec un bataillon en première ligne déployée, les trois autres bataillons en réserve. Les trois compagnies de la brigade de tête (*Dublin fusiliers*) ont chacune un peloton en tirailleurs, les trois autres sont en soutien.

Derrière, suivent les trois autres bataillons, *Connaught-Rangers*, *Inniskillings* et *Borders*. Les Boers ont envoyé quelques obus, mais réservent leur feu de mousqueterie. Sans tirer, ils laissent approcher jusqu'à 1 200 mètres. Alors, ensemble, ils ouvrent le feu. Les *Connaught-Rangers* ont ordre de se déployer à droite des *Dublin*. Naturellement, sous cette violente fusillade, ils ne peuvent pas appuyer et vont se fondre dans les *Dublin*. Les *Inniskilling*, qui devaient marcher à la droite des *Connaught*, sont saisis par le feu et cloués en arrière. Les *Borders* ne peuvent plus avancer. L'affaire, commencée à 5 h. 40, est finie à 10 heures. Les troupes se replient. De nombreuses fractions ne peuvent même pas se retirer des abris. Elles y restent couchées, et, à la fin du combat, sont forcées de se rendre.

Au centre, les 2^e et 6^e brigades se comportent de la même manière. Le 2^e bataillon West-Surrey et le 2^e Devonshire sont en première ligne. Les autres troupes forment des soutiens et des réserves. Le front de combat a 900 mètres et la profondeur est de 1500 à 2000. Cet espace est ainsi parsemé de groupes compacts, qui, tantôt visibles, tantôt cachés, attirent le feu dès qu'ils sont en vue.

Ces attaques avancent jusqu'à 900 mètres des Boers et ne peuvent aller plus loin. L'artillerie s'est portée en avant, pour appuyer de près l'infanterie. Deux batteries conduites par le colonel Long veulent s'établir à 900 ou 1000 mètres de l'ennemi. En peu de temps, elles sont détruites. Le colonel Long est tué; les attelages et les servans sont frappés. Sur douze pièces, dix sont abandonnées. Sur six compagnies envoyées pour les sauver, quatre sont forcées de reculer; deux, avec le colonel Bullock, ne peuvent que s'abriter dans un plissement de terrain, où se sont déjà réfugiés les servans. A la fin de la journée, n'ayant pas pu en sortir, en raison de la fusillade, elles se rendent. A onze heures du matin, la droite et le centre sont en retraite. L'aile gauche y était depuis dix heures. Les troupes, qui ont beaucoup souffert, l'exécutent dans un ordre parfait, par échelons, comme à la manœuvre, ce qui augmente encore leurs pertes. Les Irish et les Scots de la brigade Barton s'y distinguèrent. Les pertes dépassent 1300 hommes et 10 pièces, et les Boers n'ont eu qu'une trentaine d'hommes atteints.

Le 13 décembre 1899, à Maggersfontein, c'est pis encore. Lord Methuen fait exécuter à ses troupes une opération de nuit. C'est l'élite de l'armée anglaise, la garde et les Écossais qui, cette fois, vont donner.

A la célèbre *Black-Watch* a été réservé l'honneur d'attaquer la première. Elle se forme en colonne par compagnies en ligne déployée à six pas, comme au camp de Salisbury-Plain, et c'est dans cet ordre qu'elle arrive à 800 mètres des Boers; puis, trouvant plus loin des réseaux de fil de fer, elle les franchit sans modifier sa formation. Le jour va se lever. Elle s'avance encore de 200 mètres sur un terrain uni et découvert, sans prendre d'autres dispositions, pour mieux garder la troupe en main, comme le recommande le règlement. Les patrouilles boers avaient cependant éventé l'attaque et la côtoyaient en rampant. Il est 4 h. 30. Le général Vanchope, qui commande la tête, est

arrivé avec ses troupes à 400 mètres de la ligne ennemie. Il donne l'ordre de déployer et d'attaquer. Le mouvement commence à peine, lorsqu'un coup de feu, tiré de près par une patrouille boer, donne le signal. Une grêle de balles s'abat sur les troupes, les prenant de front et d'écharpe. En quelques secondes, le cinquième de l'effectif jonche le sol. « Grâce à la célérité de tir des fusils à chargeurs, écrit un témoin anglais, le feu sans interruption continue écrasant. » Les survivans se replient en désordre. Les officiers, en voulant se maintenir sur le terrain, succombent. Le général Vanchope est tué, les débris de la brigade se reforment péniblement en arrière. L'affaire a duré six minutes : 650 hommes, sur 3600 engagés, sont restés sur le terrain.

L'artillerie anglaise se met en batterie et, couverte par les débris des Écossais, prépare le renouvellement de l'attaque par la garde. Il est 7 h. 30. Celle-ci entre en ligne ainsi que les *Gordon-Highlanders*, primitivement laissés au convoi, et appelés en toute hâte.

L'artillerie appuie de près l'attaque de l'infanterie. Les dispositions réglementaires sont, on le voit, exactement observées. Après une violente préparation par l'artillerie de campagne, appuyée par de grosses pièces de marine, qui tirent des projectiles à lyddite, les *Gordon-Highlanders* sont lancés à l'attaque. Ils sont décimés et ramenés sur leurs positions premières, où ils restent couchés tout le reste du jour, sans pouvoir avancer ni reculer.

Au son des cornemuses, la brigade écossaise avait pu être ralliée par petits groupes et placée en avant de l'artillerie pour la couvrir; mais, vers deux heures, les Boers, qui avaient presque cessé le feu, l'ayant repris soudainement, les Écossais se replient. Les quelques officiers survivans essaient de les maintenir et se sacrifient; mais, vers cinq heures et demie, les canons boers étant entrés en action, les débris de cette malheureuse brigade doivent se replier encore. On avait perdu 971 officiers et soldats; les Boers, 200 hommes à peine.

A partir du 15 janvier, dans les affaires sur la haute Tugela, les procédés de combat commencent à se modifier. La nuit est utilisée pour les marches d'approche. Les troupes sont éclairées à grande distance. L'artillerie agit en échelons. Les pièces de campagne se portent en avant quand les grosses pièces de marine ont ouvert le feu.

Bien mieux, lord Methuen va maintenant employer le procédé indiqué par les Allemands, comme pouvant être une des formes du combat de l'avenir. Les troupes mises en marche pendant la nuit règlent leur mouvement de manière à se trouver à la pointe du jour à pied d'œuvre des positions de l'adversaire, en formation d'attaque. Elles doivent profiter de l'obscurité pour franchir la zone de feu, et, dès qu'elles voient clair, donner l'assaut.

C'est ce qui fut fait, le 23 novembre, à Belmont. Le général Methuen exécute une marche d'approche de nuit de 8 kilomètres, puis forme les sept bataillons de son infanterie sur deux lignes de bataillons en colonne double. Chaque compagnie est en bataille sur deux rangs. L'infanterie est ainsi disposée pour l'attaque décisive. La marche s'effectue dans un ordre parfait et dans un silence absolu. A quatre heures du matin, le jour commence à poindre. Les troupes ne sont plus qu'à 300 mètres de l'ennemi, chez qui rien n'apparaît; on croit même qu'il a fui, ou qu'il va être surpris. Elles arrivent à 250 mètres. Tout à coup la fusillade éclate. Une grêle de balles s'abat sur ces formations compactes. Mais ce sont les meilleures troupes du Royaume-Uni. Malgré les plus lourdes pertes, et, après deux assauts repoussés, elles atteignent la ligne de défense, mais la trouvent dégarnie. En face d'elle, une nouvelle ligne s'est démasquée. Tout est à recommencer. Elles recommencent : cette deuxième ligne est enlevée. Derrière, il y en a une troisième. A huit heures, elle est prise. Les Boers se replient encore pour aller occuper une position plus loin. Il n'y a rien de fait. Les troupes exténuées retournent à leur camp de Belmont et, somme toute, le sacrifice de 26 officiers et 296 hommes tués ou blessés n'a produit aucun résultat. Les Boers n'ont pas 30 hommes hors de combat.

Le 20 janvier, à Venters-Spruit, le changement de tactique se dessine. On voit deux bataillons de la brigade Woodgate (1^{er} bataillon des *South-Lancashire* et 2^e bataillon de Lancaster) se porter en avant entièrement déployés en tirailleurs, tandis qu'une masse de six bataillons vient se placer dans un angle mort pour y attendre le signal de l'attaque décisive.

A 11 heures, ce signal est donné. Profitant des leçons précédentes, les bataillons de tête se forment en longues lignes minces et progressent par bonds. Ils arrivent jusqu'au plateau, qui forme un glacis de 900 mètres environ, et essaient d'y pénétrer.

Mais là, après des pertes considérables, ils échouent. Ces troupes ne savent pas encore comment se peuvent mener les attaques.

Lord Roberts va indiquer une autre voie. L'évolution tactique s'achève. Elle aura pour théâtre l'État d'Orange. L'armée a été concentrée vers Modder-River et manœuvre d'abord contre le général Kronje. Elle est forte de 32 000 hommes d'infanterie, avec 11 000 de cavalerie ou d'infanterie montée, 11 batteries de campagne, 2 batteries d'obusiers, 8 pièces de marine et 3 canons automatiques (*poms poms*) pareils à ceux des Boers.

Pour saisir ce qui va suivre, un aperçu de la région est nécessaire.

La partie où se déroulent les opérations est une immense plaine d'un parcours facile, couverte de cette herbe du Veld qui fournit à tous les animaux du pays, chevaux, bœufs ou moutons, leur unique et substantielle nourriture. Parfois des mamelons de 20 à 25 mètres, appelés *kopjes*, surgissent soit isolés, soit, plus souvent, groupés comme les îlots d'un archipel. Dans ce dernier cas, leur altitude étant uniforme, ils donnent de loin l'impression d'une arête rectiligne continue. Mais il n'en est rien. Des plissemens, des gorges, au même niveau que la plaine, forment entre eux des couloirs, au delà desquels se prolonge de nouveau l'étendue plate. Ces *kopjes* sont donc d'une défense difficile pour des troupes qui ne savent pas manœuvrer, car, leurs flancs n'étant pas appuyés, il est aisé de les déborder. Pour éviter le renouvellement des sévères leçons reçues dans les précédentes attaques, lord Roberts s'est décidé à faire marcher de nombreuses colonnes sur un front très étendu. Alors, quand l'une d'elles vient au contact de l'adversaire, elle s'arrête et le maintient sans s'engager à fond. Celles qui ne trouvent pas de résistance débordent les flancs de l'ennemi et le forcent à la retraite sous peine d'enveloppement.

Ainsi fut attaqué, puis enveloppé, le général Kronje à Paardeberg-Drift, le 18 février 1900. Il y capitula le 27, avec 38 officiers et 4 010 hommes dont 151 blessés. Il y a lieu de faire remarquer que 500 ou 600 femmes et enfans, qu'il avait eu la faiblesse de laisser rejoindre leurs maris ou leurs pères, ont entravé ses mouvemens.

Ce combat de Paardeberg mérite quelques détails. Les Boers se sont établis dans le lit de la rivière pour avoir un champ de tir étendu, plat, et la disposition de l'eau. Les Anglais dominent

leur camp. Le combat, commencé le 18, à la pointe du jour, par une surprise de l'infanterie montée anglaise au bivouac près du gué, dure jusqu'au soir. La 6^e division (général Kelly-Kenny), la 9^e division (général Colville) sont engagées. Elles exécutent une marche concentrique pour resserrer les Boers sur le gué. L'artillerie est en batterie à 2 500 mètres. Vers midi, grâce à un mouvement de l'infanterie montée, les Boers sont cernés. 20 000 Anglais enveloppent sur les deux rives les 4 500 hommes de Kronje. Il semble que dans cette étreinte les Boers vont être broyés. Rien cependant n'est fini.

La 13^e brigade (Knox) et la 3^e brigade Highlanders attaquent à une heure. Leurs deux généraux sont blessés. Elles ne peuvent pas s'approcher de la rivière, à moins de 1 000 mètres.

A deux heures et demie, la brigade Knox ayant à sa droite un bataillon des *Yorks* et à sa gauche six compagnies des Highlanders, attaque de nouveau. Elle arrive jusqu'à 350 mètres et ne peut aller plus loin.

A quatre heures, la 19^e brigade, renforcée par les *Cornwalls*, se lance dans une attaque désespérée à la baïonnette. Elle est écrasée à 400 mètres. Cependant, Canadiens et *Cornwalls* ont rivalisé d'énergie. Sous la fusillade qui se déchainait, dès qu'un homme était vu debout, leurs chefs étaient tombés. Les troupes durent attendre la nuit pour pouvoir se mettre en retraite. Elles avaient perdu environ 1 200 hommes tués ou blessés.

Le lendemain, 19, un attaché militaire avait rejoint lord Kitchener près de l'artillerie de la 5^e division, qui, renforcée par celle de la 7^e division et par six pièces de marine, canonnait à 2 500 mètres le laager de Kronje. L'effet de cette artillerie paraissait écrasant. Près des batteries se trouvait la 18^e brigade d'infanterie en ligne de masse. C'était les *Bufs*, *Essex*, *Yorkshire* et *Wellsch*. Les hommes avaient une apparence superbe d'entrain et de résolution. Le redoublement de la canonnade semblait indiquer la préparation de l'assaut. L'attaché militaire demande au général Kitchener s'il a l'intention d'attaquer. « Il y a mieux à faire, répondit-il. Si j'avais su hier ce que je sais aujourd'hui, je n'aurais pas attaqué les Boers dans le lit de la rivière. Pareille attaque est impossible contre le fusil. »

Cette sanglante affaire du 18 février est la dernière dans laquelle les Anglais aient cherché à forcer une position en employant les anciennes méthodes. Dans leur mouvement de Paar-

deberg sur Bloemfontein, ils vont employer les nouvelles. Ils s'étendent en largeur. Le front dépasse souvent 20 kilomètres. Les seuls obstacles à cette marche en ordre demi-déployé en lignes de colonnes étaient les cours d'eau. Jusqu'à l'arrivée à Bloemfontein, les troupes ne trouvaient que de faibles ruisseaux tombant dans la Modder et faciles à franchir. Mais, ensuite, elles durent franchir des cours d'eau importants, Modder, Wett, Sand-Walsch, Rhenoster et Vaal, tous coulant vers l'Ouest perpendiculairement à la direction de marche. Souvent alors il y eut combat.

Même lorsque les passages furent disputés, l'armée ne modifia pas son dispositif de marche. Chaque colonne était composée de manière à avoir la supériorité numérique sur l'adversaire qu'elle pouvait rencontrer. Celles qui, favorisées par le terrain, gagnaient une certaine avance sur les autres, faisaient irruption sur les derrières de l'ennemi et favorisaient ainsi les progrès de leurs voisins. Avec un adversaire aussi peu entreprenant que les Boers, il y avait avantage à multiplier les colonnes. Toutefois, les fractionnemens étaient tels que chaque division pouvait en une heure concentrer tous ses élémens de combat.

Les divisions marchaient par brigades accolées ayant souvent entre elles des intervalles de 1 000 à 1 200 mètres, dans lesquels étaient disposés les élémens non embrigadés, artillerie, génie, ambulances, colonnes de munitions, convois divisionnaires, etc.

Le grand quartier général suivait l'axe de marche, marqué avec le câble télégraphique de campagne déroulé sur le sol par les sections de première ligne qui suivaient la cavalerie ou l'infanterie montée.

Dans les brigades d'infanterie, les quatre bataillons formaient les quatre élémens d'une sorte de colonne double très ouverte, à 250 ou 300 mètres de distance entre les bataillons. Dans chaque bataillon, les huit compagnies, formées chacune sur un rang, étaient à 100 ou 120 mètres les unes derrière les autres; dans chaque compagnie, les hommes étaient à 2 ou 3 mètres d'intervalle.

Les troupes, se trouvant ainsi dans la formation même du début de l'engagement, n'avaient pas à passer de l'ordre de marche à l'ordre de combat. Il suffisait d'augmenter les distances entre les différens élémens. Cette disposition très clairsemée, désignée

par l'expression *awaiting shell* (attendant l'obus) est devenue par la suite la formation préparatoire de combat.

Dans la cavalerie et dans l'infanterie montée, les hommes, toujours sur un rang, mais en général par pelotons ou demi-pelotons, se tenaient à 4 ou 5 mètres les uns des autres. Cet intervalle, tout en diminuant la vulnérabilité du groupe, permettait aux chevaux de brouter à l'aise sans perdre de temps dans tous les arrêts. Les groupes divisionnaires de l'artillerie marchaient avec leurs trois batteries en bataille, chacune d'elles suivie de trois caissons.

Pendant toute la marche, les différentes colonnes étaient reliées par la télégraphie optique. Les héliographes s'installaient rapidement sur les hauteurs, et le soir, dès l'arrêt, ils étaient remplacés par la télégraphie de campagne.

Le changement de tactique va découler de ce dispositif.

En suivant le développement du combat, depuis la prise de contact jusqu'à la fin de l'engagement, on va pouvoir en distinguer les modifications.

Dès cette époque, le haut commandement ne comptait plus guère sur les renseignemens que la cavalerie et l'infanterie montée pouvaient lui fournir, en dehors du combat lui-même. Ces troupes, qui marchaient à une demi-journée de l'armée avec de l'artillerie à cheval et des sections volantes de *Wickors Maxims* (*poms poms*), avaient un rôle de combat plutôt qu'une mission de découverte. Leur mobilité devait leur permettre de tourner les résistances, si elles ne parvenaient pas à les briser immédiatement. En un mot, elles reconnaissaient par le combat à pied. Souvent, l'action de quelques fractions à de grands intervalles suffisait pour dégager le terrain. Si elle n'était pas suffisante, le résultat s'obtenait par l'arrivée du gros des forces. C'était un sursis de douze ou dix-huit heures que les Boers utilisaient fréquemment pour battre en retraite.

Le tableau classique des préliminaires de la bataille, c'est-à-dire la prise de contact des patrouilles, l'engagement progressif des avant-gardes, etc., n'a jamais été vu.

La défense se présentait généralement sous la forme d'une ligne de tirailleurs plus ou moins sinueuse, tenue par des groupes de douze à vingt hommes largement espacés, et ayant entre eux des intervalles qui atteignaient parfois plusieurs centaines de mètres. Ces tirailleurs étaient absolument invisibles et leur

présence ne se révélait que par le claquement des projectiles. De ces coups de feu, on ne percevait ni le point de départ, ni la direction. Leur détonation même n'arrive pas.

Du côté de l'attaque, et sur tout le front, des pelotons de 20 à 30 cavaliers, à 5 ou 6 mètres d'intervalle, sont dispersés et comme indépendans les uns des autres. Au bruit des balles, ces groupes s'abritent au mieux et observent. On ne saurait rien de l'ennemi si son artillerie n'ouvrait pas le feu, et souvent les Boers se réservent. Alors commence, sur le seuil de la zone efficace du fusil, une période d'observation, d'attente et de tâtonnemens, pendant laquelle tout le monde espère voir se produire, quelque part en dehors de lui, un événement favorable.

C'est ainsi qu'au lieu d'être marqué par un redoublement d'activité de tous les organes de la découverte, le début de l'action est souvent caractérisé par une accalmie.

L'invisibilité de l'adversaire, le sentiment de l'inconnu, pèsent sur l'esprit de tous.

Les Anglais caractérisent d'un mot cette ambiance particulière et déprimante. Ils l'appellent *War cloud*.

L'offensive en est réduite comme renseignement à ce que découvrent les lunettes à 2 000 ou 2 500 mètres. On se rend à peu près compte de la direction générale de la défense. Mais, quand elle utilise des hauteurs, on ne sait si la ligne de combat est à la crête, comme à Dreifontein, à flanc de coteau, comme à Belmont, ou au pied des pentes, comme à Maggersfontein. Si l'ennemi utilise la ligne d'un cours d'eau comme à Modder-river, à Wiet-river, ou à Rhenoster, ce n'est qu'après le combat qu'on saura s'il s'est établi sur l'une ou l'autre rive, ou sur les deux.

Les Boers, étant montés, modifient quelquefois leur position au cours de l'engagement. Ils changent aussi l'emplacement de leurs canons, dès qu'ils s'aperçoivent que l'adversaire a réglé son tir.

Les renseignemens qui pouvaient être fournis continuellement par des patrouilles entreprenantes et heureuses n'avaient donc qu'une bien fugitive valeur. Le renseignement utile n'était donné que par le combat.

L'artillerie de la défense, ayant ouvert le feu, oblige à des mouvemens en tiroir, dans lesquels des compagnies d'infanterie montée, des escadrons de cavalerie, quelquefois aussi des unités plus fortes, se reconstituent derrière des abris. Ce sont les dimensions de ces abris qui règlent les effectifs qui les occupent; ce

sont leurs emplacements qui fixent les distances et les intervalles entre ces groupes.

Derrière ces positions abritées s'écoule dans l'inaction la phase du *War cloud*.

Le général commandant en profite pour examiner le terrain, il mande auprès de lui ses chefs de corps et donne ses ordres. Pendant ce temps, l'artillerie des troupes montées, restée à 1 000 ou 1 500 mètres en arrière d'elles, répond au tir ennemi. C'est un combat entre 2 500 et 3 500 mètres, en général sans résultat. Une partie des batteries va prendre position plus près des troupes, quelquefois sur leur ligne même, derrière l'une des crêtes qui lui sert d'abri. Ces batteries resteront généralement dans cette position pendant toute l'affaire, contrebattant les canons de la défense et essayant de réduire au silence ses canons automatiques.

Les autres batteries vont accompagner les troupes montées, qui ont reçu l'ordre d'attaquer, accompagnées par les sections volantes de *Wickers Maxim* et les sections de *Galloping Maxim* (mitrailleuses attelées à 4 chevaux). Elles se détachent vers l'aile où elles doivent agir, ouvrent le feu dès qu'elles se trouvent vers l'extrémité de la ligne.

C'est pendant le mouvement en avant du premier groupe, ou le mouvement latéral du second, que l'artillerie de la défense avait en général le plus d'efficacité. Plusieurs fois les chefs des batteries anglaises ont cru avoir réduit au silence les batteries boers, tandis que celles-ci ne faisaient que réserver leur tir. La réouverture de leur feu, avec un tir réglé dès le premier coup, alors que les batteries anglaises avaient parfois à parcourir de 1 000 à 1 500 mètres, était une épreuve critique. Néanmoins, cet espace dangereux était toujours franchi avec entrain. Les coups au but n'atteignaient qu'un point de la colonne et les fractions indemnes continuaient leur course, entraînant, dans la masse des chevaux et du matériel, tout ce qui pouvait hésiter.

Ces colonnes eussent été vraisemblablement arrêtées, si les Boers avaient disposé d'une véritable artillerie à tir rapide.

« L'artillerie anglaise, sur le champ de bataille, a écrit un officier français, témoin oculaire, était l'arme qui donnait le mieux l'illusion du terrain de manœuvres et l'impression du mépris du danger. Sous le feu des canons de position, des canons de campagne ou des mitrailleuses, j'ai vu les batteries servies

avec le même calme qu'au polygone. On aurait pu se donner l'illusion d'assister à une manœuvre à double action. Cette illusion étant dissipée par la vue des hommes atteints, on éprouvait un véritable sentiment d'orgueil à voir ses semblables se conduire aussi bravement. »

Les projectiles de l'artillerie anglaise n'avaient qu'une efficacité insuffisante : « Nos *shrapnels* font peur aux Boers, mais ne les tuent pas, écrivait lord Methuen, leurs balles manquent de vitesse. »

Sous la protection du feu de leur artillerie, la cavalerie et l'infanterie montée prenaient alors leurs dispositions de combat. Une partie devait exécuter le combat de front et mettait pied à terre ; l'autre partie, restant à cheval, s'élevait sur les flancs, jusqu'au point où, la ligne de défense cessant d'être occupée, il devenait possible de la tourner et de la prendre à revers.

Le tableau que présentent les attaques anglaises est très clairement décrit par un témoin ; laissons-lui la parole.

« Généralement la tâche de mener le combat de front incom bait à l'infanterie montée. Elle mettait pied à terre derrière les abris vers 2 000 mètres, y laissait les chevaux, puis, formant ses lignes de tirailleurs, elle s'efforçait de gagner du terrain. L'avance des combattans ne se faisait pas en général en dedans de la zone de 800 mètres, où le feu prend une précision extrême, grâce à l'absence de fumée et au caractère dénudé du terrain. Il semblait que, vers 800 mètres, on trouvait une barrière presque impossible à franchir.

« La formation adoptée pour traverser la zone de 2 000 à 600 mètres était une formation sur un rang à trois ou quatre pas d'intervalle, sans soutiens ni réserves. Tout le monde était en ligne. On ne cherchait pas d'ailleurs à produire sur cette portion du champ de bataille un effort violent. On comptait sur l'action des ailes, sur l'effet de l'artillerie, enfin sur l'arrivée des divisions. On cherchait surtout à gagner du temps et, le plus souvent, la chute du jour arrêtait l'attaque de front, avant qu'elle ait atteint le seuil de la zone de 800 mètres.

« La marche avait alterné avec le feu et s'était faite d'un abri à l'autre. Le terrain découvert était évité, non seulement pour y stationner, mais encore pour le traverser. Au début des opérations, les officiers donnaient par leur exemple le signal du mouvement. Ils profitaient d'une accalmie dans le tir et essayaient

parfois de faire précéder le bond par un feu plus actif, qu'interrompait un coup de sifflet. Mais il fut reconnu que cette méthode ne pouvait pas se généraliser. Certains hommes, toujours les mêmes, tardaient à les suivre.

« Presque tous les officiers prirent alors l'habitude d'envoyer à l'abri suivant des gradés ou des hommes de bonne volonté, tandis qu'ils surveillaient le mouvement de leur groupe. La contagion de l'exemple a toujours été un plus puissant ressort pour mouvoir les hommes en avant qu'une poussée venue de l'arrière. Les nouveaux venus avaient une tendance à adhérer aux mêmes abris que leurs camarades.

« La ligne de tirailleurs, telle qu'elle était constituée au début, ne tardait pas à se briser sous l'influence du terrain. Par l'attraction qu'ils exerçaient sur tout ce qui les approchait, les abris régissaient les intervalles et fixaient la forme de la ligne de combat.

« Si, le lendemain d'une action, on parcourait le champ de bataille, les diverses densités de la ligne de combat étaient marquées par les quantités d'étuis vides ou pleins qui la jalonnaient. Dans les espaces découverts, on ne trouvait aucun étui.

« Le combat de prise de contact (*contending line*) a maintenant fixé l'ennemi sur son front. L'action de l'artillerie l'a occupé sur ses deux ailes. L'ennemi ne bougeant pas, l'attaque enveloppante va prendre une envergure considérable. Elle ne se préoccupe que de découvrir l'extrémité de la ligne et de la tourner (*turning movement*).

« Les élémens de l'attaque enveloppante sont restés à cheval. Ils débouchent de leurs abris par pelotons de 25 à 30 cavaliers, à 5 ou 6 mètres d'intervalle. Dans un même escadron, les 4 pelotons se tiennent à des intervalles de 100 à 150 mètres.

« Dans le mouvement, l'indépendance de manœuvre pour chacun des pelotons est complète. Ils ont une direction générale, mais pas d'objectifs fixes. Les groupes s'avancent d'abris en abris dans des directions obliques qui se traversent fréquemment les unes les autres. Cette marche en zigzags donne au spectateur placé en arrière des troupes l'impression qu'elles ne font qu'aller et venir et n'avancent pas. Les hommes et les chevaux atteints constituent les repères qui témoignent de la progression des groupes.

« Cette marche donne à l'ennemi l'impression de cavaliers tra-

versant au galop son champ de tir, au lieu de s'avancer devant lui. Le même tireur voit ainsi des objectifs fugitifs se succéder à des distances et dans des directions variables, d'où complication du réglage de son tir. Chaque apparition du but est immédiatement suivie de son écoulement soit à droite, soit à gauche, puis de sa disparition. Le tireur a l'illusion que l'objectif s'éloigne.

« Cette façon de progresser n'était consacrée par aucun texte de règlement. Elle s'est improvisée par suite de la nécessité d'une tactique nouvelle. Ce cheminement en lacets permettait d'utiliser la vitesse des troupes montées, de faire de tous les accidens du sol des points d'arrêt et de rassemblement, et de laisser de l'indépendance de mouvement à de très faibles unités.

« Lorsque, en opérant ainsi, l'attaque enveloppante était arrivée à se loger sur les flancs de l'ennemi, les grosses unités se reconstituaient par l'arrivée successive de leurs fractions, ainsi que des batteries à cheval et des sections volantes de mitrailleuses.

« Les troupes montées mettaient pied à terre et procédaient alors au déploiement; mais, en général, la journée touchait à sa fin. C'était pour les Boers, dont la ligne de défense se trouvait prise à revers, le commencement de la retraite; le mouvement commencé par quelques cavaliers qui se portaient à la défense du convoi gagnait de proche en proche et devenait général dès que la nuit était arrivée.

« La poursuite se bornait à quelques obus lancés sur les convois. Pendant ce temps, l'attaque de front avait réglé ses progrès sur le recul des défenseurs, au lieu de précipiter leur retraite par une offensive décidée.

« Cette absence de poursuite, qui s'est déjà fait remarquer dans les dernières guerres, a été très caractéristique, aussi bien de la part des Anglais que de la part des Boers, surtout dans la première année de la guerre.

« Lorsque les Anglais se retirèrent après les échecs sanglans de Maggersfontein, Colenso, Spion-Kop, etc, les Boers demeurèrent dans leurs tranchées, sans essayer de transformer la retraite en désastre.

« Il en fut de même du côté anglais, notamment à Poplar-Crove, où le général French, qui avait débordé le flanc gauche ennemi, aurait pu s'emparer du président Krüger, s'il avait poussé plus vigoureusement vers la ligne de retraite.

« On a donné comme excuse à ce relâchement l'état de fatigue des hommes et des chevaux, ou l'approche de la nuit. En réalité, il est dû à l'épuisement nerveux; la tension morale causée par le danger produit une fatigue physique telle que certains hommes, qui n'ont pas bougé de toute une journée, mais ont été soumis pendant de longues heures à la fusillade, sont hors d'état d'un effort quelconque. Avec les armes nouvelles, cette tension est plus grande qu'autrefois, et les dépressions sont aussi plus grandes.

« Cette action des troupes montées, formant de nombreuses avant-gardes, suffisait souvent pour frayer la route aux divisions d'infanterie. Il en fut ainsi à Sand-river, le 8 mai 1900, à Cronstadt le 12 mai, à Rhenoster-river le 21, à Vereeniging le 28. Mais il arriva parfois que cette action n'amenait pas le résultat attendu, soit que l'ennemi tint bon, soit que sa ligne de défense eût un trop grand développement.

« Il fallait alors que l'infanterie intervint. Son déploiement se faisait par un simple élargissement du front. Les colonnes des ailes avançaient dans l'oblique, tandis que les colonnes du centre ralentissaient leur mouvement, de manière à former un croissant.

« Les groupes d'artillerie divisionnaire entraient en action. Mais, si les Boers ouvraient le feu, avec des canons de gros calibre, les batteries de campagne anglaises se repliaient, tandis que les pièces de marine (canons de 4 pouces, 7) (10 c. 7) et de 12 livres à tir rapide, s'établissaient entre 3 500 et 4 000 mètres pour contrebattre l'artillerie boer.

« La marche des divisions s'exécutait par brigades accolées à 250 ou 300 mètres d'intervalle et de distance entre les bataillons. Pendant le tir des batteries de gros calibre, les têtes de colonne des forces placées au centre s'arrêtaient à hauteur des batteries. Alors se reproduisait le nouvel arrêt, *War cloud*, déjà indiqué.

« Sur toute l'étendue du champ de bataille, apparaissaient les signaux héliographiques reliant le commandant en chef aux quartiers généraux des divisions.

« L'artillerie continuait son tir. Puis, au bout de trois quarts d'heure ou d'une heure, les ordres de combat ayant été communiqués, les bataillons de tête des colonnes se mettaient en mouvement et constituaient la première ligne de combat. Les batail-

lons de queue laissaient prendre une avance de 2000 mètres environ et formaient réserve hors de portée de l'ennemi.

« Dès que les bataillons entraient dans la zone d'action des canons de la défense, vers 4000 ou 3000 mètres. les premiers projectiles venaient s'abattre entre les lignes des compagnies. Leur bruit, perçu plusieurs secondes avant la chute. faisait détourner la tête aux soldats, par un mouvement de curiosité plutôt que de crainte. Beaucoup n'éclataient pas et, lorsqu'un éclatement se produisait, la formation linéaire des troupes atténuait les effets.

« Lorsque la première ligne avait ainsi gagné un millier de mètres, les batteries divisionnaires arrivaient aux allures vives, se plaçaient à hauteur des bataillons. soit sur les ailes, soit dans les intervalles, et ouvraient le feu. La plupart du temps, on pouvait se demander sur quel but. Car rien n'était visible du côté de l'ennemi. Le tir des batteries marquait un arrêt dans le mouvement de la première ligne. Instinctivement, l'infanterie attendait l'effet du tir de l'artillerie. Sur un ordre venu de l'arrière, la marche était reprise. C'est alors que se produisaient les premières pertes dues au feu de la mousqueterie. On était vers 2000 mètres. Les blessés pouvaient encore être recueillis et transportés. Les officiers montés pouvaient s'approcher des troupes, les lignes pouvaient, après l'arrêt, reprendre leur mouvement, sans provoquer un redoublement du feu ennemi.

« Vers 1500 mètres, l'attaque commençait le feu. Le tir s'exécutait individuellement dans la position du tireur couché, en utilisant le mécanisme à répétition. Pour faire moins de mouvements, le tireur s'appliquait à charger en restant en joue. L'ouverture du feu marquait un ralentissement dans les progrès de l'attaque. Dès que la marche était reprise, tout devenait un prétexte pour s'arrêter de nouveau ou reprendre le feu : des hommes ou des officiers atteints, un abri favorable, un arrêt dans les compagnies voisines, etc.

« Dans les bataillons, le besoin de prendre part au tir et de ne pas continuer à subir des pertes sans essayer d'en infliger aussi amenait sur la ligne les compagnies de l'arrière. Ainsi se produisait, sans ordres spéciaux, le déploiement des colonnes. L'arrivée d'une nouvelle compagnie ne déterminait pas de poussée en avant, car les nouveaux venus, pressés de s'abriter et de tirer, s'arrêtaient aux obstacles qui retenaient aussi la première ligne.

« Les quatre dernières compagnies de chaque bataillon étaient conservées à 500 mètres en arrière. Elles formaient une ligne déployée sur un rang, occupant un front égal à la ligne de combat.

« Les réserves se tenaient à 1 500 ou 2 000 mètres de ces compagnies, les bataillons qui les composaient gardaient leur formation de marche en colonnes formées de compagnies déployées sur un rang avec intervalle entre chaque homme. Mais les distances entre les compagnies variaient sans cesse, donnant l'impression du jeu du soufflet d'un accordéon réglé par les accidens du sol. En dirigeant leur tir sur cette formation, les pointeurs ennemis devaient être déconcertés par l'imprécision du but rendu plus insaisissable encore en raison de la teinte khaki des vêtements exactement fondue avec celle du veld.

« Ce tapis humain à large trame présentait sur toute son étendue une densité vulnérable également faible. Aucun point n'attirait plus spécialement l'attention, et le fractionnement de l'objectif réduit à l'état de poussière humaine produisait la dispersion et réduisait ainsi l'efficacité du feu.

« Si la seconde ligne empruntait son immunité à sa formation, la ligne de combat la tirait surtout du terrain. Les abris désorganisaient toute symétrie sur la ligne, réglaient les intervalles entre les groupes et les densités des tireurs. Escouades, sections, compagnies entières venaient se pelotonner derrière eux suivant leurs dimensions. Ils exerçaient une irrésistible fascination sur les hommes. Une attraction du même genre se produisait du groupe sur l'homme isolé.

« Ce dispositif était conservé jusqu'à une zone que, par un empirisme instinctif, fondé sur quelques indices, on estimait à environ 1 000 ou 800 mètres de l'adversaire.

« Ces indices, qui, à défaut de l'ennemi toujours invisible, guidaient dans l'appréciation de la distance, étaient les suivans :

Tout mouvement collectif sur la ligne de feu provoquait un redoublement de la fusillade ennemie.

Les hommes couchés ne toléraient plus, sans faire d'objections, la présence d'un voisin debout près d'eux, et les officiers devaient prendre la même position que les hommes.

Il devenait très difficile de recueillir les blessés et impossible de les transporter sans attirer sur le groupe une grêle de balles.

Les mitrailleuses de bataillon n'avançaient plus.

« Il n'était pas rare que les compagnies de première ligne eussent employé plusieurs heures pour franchir cette distance de 3000 à 800 mètres.

« A partir de 800 mètres, commençait le dernier acte de la bataille. Les fractions qui avaient sur leur front un terrain découvert s'arrêtaient, entretenaient la fusillade et s'en remettaient à ce qui allait se passer sur leurs flancs (6^e division Kelly-Kenny, à Paardeberg, le 18 février).

« Les élémens qui disposaient au contraire d'un terrain coupé ou couvert d'obstacles continuaient à se rapprocher. Tel fut, dans le même combat de Paardeberg, le rôle de la 9^e division Colville. A cheval sur les deux rives de la Modder, elle put utiliser les sinuosités de la vallée et les terrains broussailleux des bords de la rivière.

« La marche en avant dans la zone inférieure à 800 mètres est le problème le plus ardu qu'on ait eu à résoudre. A partir du moment où l'on s'engageait dans cette zone, les obstacles favorisaient inégalement les différentes fractions. Quelques-unes pouvaient se trouver inopinément rapprochées de l'ennemi, tandis que d'autres en étaient encore à grandes distances. La ligne de combat affectait alors des sinuosités qui la mettaient à la fois à 400, 600, 800, 500 mètres, etc., de la ligne de défense. C'est à ces faibles distances que se trouvèrent engagées les premières lignes de la 9^e division à Paardeberg, les têtes de colonne de la brigade écossaise à Maggersfontein et les 2^e, 4^e et 5^e brigades à Colenso.

« Les divers officiers qui ont pris part à ces combats rapprochés affirment que la direction du combat est absolument hors de la main des généraux et des officiers supérieurs. Elle ne repose alors que sur l'initiative des sous-officiers et des soldats, accidentellement guidés par le geste ou par l'exemple d'un officier subalterne.

« Dans cette action violente, chaque homme engage sa vie et s'applique surtout à se couvrir. Il ne tire que lorsqu'il s'est assuré le couvert d'un abri. Lorsqu'il est assez près de l'adversaire pour l'entrevoir pendant l'éclair d'un bond à toute course, l'homme ne songe guère à ses chefs ni à ses voisins. Il ne désire l'arrivée d'aucun renfort qui attire un redoublement du feu ennemi. La qualité de l'abri importe plus que tout le reste; il immobilise

l'homme, mais le rend aussi moins accessible aux impressions qui pourraient l'inciter à battre en retraite. Il a, en effet, conscience que, dès qu'il le quitte pour se porter en avant ou pour fuir, le danger est le même. Cette adhérence à l'abri, surtout aux petites distances, a été un fait constant avec lequel le commandement avait à compter.

« A ce moment du combat, il fallait faire le plus pressant appel à toutes les qualités naturelles ou d'éducation du combattant : courage individuel et mépris de la mort, aptitude à utiliser le terrain pour progresser, décision, habileté dans le tir. C'est dans cette épreuve suprême, et là seulement, qu'il est possible de juger la valeur d'une troupe. »

Les qualités personnelles du soldat étaient alors le facteur décisif. L'officier, souvent séparé du gros de son essaim de tirailleurs et momentanément lié au sort de ses deux ou trois voisins immédiats, n'avait plus qu'une action restreinte.

En général, l'affaire ne se décidait que sur les portions du champ de bataille où l'engagement paraissait le plus vif, car, sur ces points, par le fait même que la lutte était meurtrière, elle gardait un certain caractère de prudence. Les Boers restaient rivés à leurs abris et les assaillans hésitaient à quitter les leurs pour affronter la rafale de plomb.

Cependant, des attaques violentes ont eu lieu dans quelques circonstances. Celle exécutée le 10 mars 1900 à Abraham's-kraal par les bataillons Essex et Welsch de la division Kelly-Kenny contre les forces de la police régulière de Johannesburg est célèbre.

Repoussés deux fois par le feu des Boers, les Anglais réussirent à la troisième attaque. « Un cheminement fait en rampant par certains groupes avait amené des fusils sur le flanc des Boers, qui laissèrent derrière eux une centaine de tués ou blessés. Une autre attaque de front, menée le 28 août 1900 à Machadodorp, dans des conditions analogues, fut également couronnée de succès.

« Les Anglais, après avoir tâté la ligne ennemie, par des actions commencées les 26 et 27 août à la chute du jour, et dans des directions telles que les Boers avaient le soleil couchant dans les yeux, s'étaient résolus à percer le centre.

« Le 26, le feu d'une nombreuse artillerie, concentré sur une position restreinte et sans profondeur, fut si violent que les Boers

n'osaient pas se découvrir et, empêchés de viser, n'utilisèrent pas leurs fusils comme d'habitude..

« L'infanterie anglaise put alors, presque sans être vue, se glisser dans une dépression marécageuse que les Boers croyaient impraticable; les tirailleurs arrivèrent près de la ligne de défense, et, quelques groupes étant parvenus à s'établir sur le flanc, les Boers durent plier.

« Dans ces différens combats de front, ce fut toujours l'initiative de certains groupes de tirailleurs qui amena le succès.

« En aucun cas, il ne fut donné par une poussée venue de l'arrière.

« Il arrivait aussi quelquefois que l'intervention de troupes apparaissant inopinément sur une portion du champ de bataille, restée jusqu'alors plus ou moins en dehors de l'action, décidait du combat. Les flancs de l'adversaire servaient d'objectif et pouvaient ainsi se trouver entre deux feux.

« L'irruption se produisait parfois sur tout autre point. Il était surtout important que les troupes eussent pu s'avancer à l'abri des feux, gardant intacts leur élan et leur force d'action.

« Ce qui déterminait leur direction de marche et leur objectif était non pas telle particularité de la ligne de défense, mais simplement l'orientation et le débouché du couloir topographique qui avait favorisé leur approche. Ainsi, l'issue de la lutte était souvent le résultat d'un incident de la bataille, au lieu d'être amenée par une série d'efforts convergens et d'énergie croissante dirigée par le commandement supérieur.

« La combinaison d'un combat sur le front avec une intervention sur une aile, ou une irruption sur un autre point, ne saurait être considérée comme une garantie de succès dans l'offensive. Il a été remarqué, en effet, que, dès que la défense peut faire face à ces nouvelles directions d'attaque, elle les transforme aussitôt en attaques de front, qui se trouvent rapidement paralysées. »

Après n'avoir pratiqué, au début de la guerre, que des attaques de front, les Anglais en sont donc arrivés par les leçons de l'expérience à les éviter le plus possible. Le front étant dès lors considéré comme presque inviolable, c'était sur les flancs et les derrières qu'il fallait agir. Cette nouvelle tactique, exigeant une grande mobilité et une action à large envergure, a trouvé son

instrument dans les armes à cheval, d'où le développement considérable et soudain donné à l'infanterie montée.

En février 1900, la cavalerie du général French comprenait deux brigades de cavalerie à quatre régimens, huit régimens d'infanterie montée et 1970 coloniaux, soit environ 9500 hommes et chevaux. Ce fut bientôt trouvé insuffisant.

« Nous battons les Boers avec leurs propres moyens, » fut-il dit. Un poète de grand talent, Rudyard Kipling, dont la verve satirique est appréciée dans tout le monde anglo-saxon, s'était écrié : « Sachons le reconnaître en gens pratiques que nous sommes... Nous avons dépensé un nombre considérable de millions de livres, pour prouver une fois de plus ce fait que les chevaux vont plus vite que les hommes à pied, depuis que 2 et 2 font 4, car les chevaux ont quatre jambes et les hommes en ont deux. La leçon n'est pas trop chère et tâchons d'en tirer parti. Nous avons quarante millions de raisons pour expliquer notre peu de réussite, mais pas une seule excuse. Et maintenant, moins nous parlerons, plus nous agirons, mieux iront les choses. » Alors, dans le Royaume-Uni, comme dans ses colonies, les levées de troupes montées se multiplièrent et il fut presque partout admis qu'il leur appartenait de finir la guerre, tandis que les vieilles troupes d'infanterie de la Reine, solides et bien encadrées, ne pouvaient servir qu'à tenir les garnisons, les lignes de chemins de fer et les blockhaus. L'appât d'une solde très élevée fit affluer les volontaires. Aussitôt rassemblés, ils furent envoyés en campagne, même avant d'avoir été transformés en soldats. De là bien des déboires.

III

L'expérience si chèrement acquise a déterminé dans l'armée anglaise un courant d'idées sur lesquelles la plupart de ses officiers sont d'accord.

Voici les principales :

La guerre de masses du commencement du XIX^e siècle, actuellement en honneur dans la plupart des armées européennes, va se trouver remplacée par la guerre de rideaux et les opérations combinées de nombreuses colonnes mixtes.

La puissance du fusil et l'invisibilité des buts rendent les fronts difficilement abordables, par des attaques brusquées. La

décision du combat doit être cherchée dans la combinaison des feux de front et d'écharpe. L'enveloppement à grande distance, suivi d'une action concentrique, réalise souvent cette condition par le fait de la forme de la manœuvre. Toutefois, cette manœuvre peut ne pas suffire pour chasser l'adversaire, surtout s'il porte des forces au-devant de celles qui le débordent. L'assailant est alors ramené à chercher la décision dans le combat de front.

Dans ce combat, la supériorité numérique n'est plus le facteur décisif. Il réside essentiellement dans les marches d'approche, protégées par des feux combinés d'artillerie et de mousqueterie et soigneusement défilées. Alors, quand la zone des feux rapprochés est atteinte, la valeur individuelle du combattant, dont l'initiative et le courage s'exercent librement et sans contrôle possible, devient la condition du succès.

Il faut toutefois remarquer que, même dans ce cas, une attaque brusquée peut amener un échec. Il ne suffit pas que des troupes nombreuses et braves aient pu s'approcher à courte distance (à moins de 200 mètres par exemple) pour qu'elles puissent réussir dans un assaut. Le récit d'un officier de l'armée allemande, présent dans les rangs des Boers au combat de Thabanchu, le fait ressortir. Ce récit a été reproduit par le *Militär Wochenblatt* : « La cavalerie anglaise était venue presque sur nos derrières. L'artillerie canonait notre flanc droit. Nous avions dû occuper plusieurs kopjes, contre l'attaque de flanc imminente de l'infanterie. Sur celui où j'étais, se trouvaient environ 30 fusils, à trois pas, cinq pas et davantage, derrière des pierres épaisses. Sous les *shrapnels*, nous pouvions à peine lever la tête. Avec cet appui, l'infanterie anglaise s'était approchée d'un buisson d'épines, à 200 mètres environ d'où partait un feu incessant.

« A diverses reprises, des petites fractions avaient cherché à s'élancer, mais avaient toujours été forcées de se recoucher.

« A la fin, la ligne entière, 300 à 400 hommes, se prépara à l'assaut. On entendit nettement la voix des chefs ordonnant de cesser le feu, le commandement de *fix-bayonets* et le cri de *God save the Queen* signal de l'assaut. Alors tout surgit.

« En marchant sur nous, ils me faisaient l'effet d'une épaisse ligne gris-jaune, presque coude à coude, lancée à la course avec deux ou trois hommes d'épaisseur, tout comme chez nous dans

les assauts du temps de paix. Au même instant, nous commençâmes le feu.

« D'abord il fut désordonné, bientôt remis dans de justes limites, à la voix de quelques vieux Burghers : « Du calme, jeunes gens, il n'en arrivera pas un seul. » La ligne s'avance plus épaisse. Mais, arrivée à 80 pas environ, son élan se brise. Les uns se jettent à terre entre les pierres et tirent; les autres font demi-tour et regagnent les couverts des buissons, d'où on ne pourra plus les faire sortir.

« Le bataillon était détruit en tant qu'unité de combat. Ses pertes, autant qu'on en peut juger, étaient grandes; mais les hommes restés couchés empêchaient de compter les morts. »

C'est par la marche rampante de petites fractions qui progressent jusqu'à quelques mètres de l'adversaire que les Boers arrivent à forcer des positions défendues par un effectif supérieur au leur; jamais avec des attaques de vive force.

Mais les actions de flanc sont plus sûres et d'un effet plus prompt.

La cavalerie et l'infanterie montée y trouvent leur emploi.

La cavalerie est restée l'arme des rapides mouvemens enveloppans, des poursuites et des arrière-gardes. Son importance n'a fait que grandir, mais son mode d'action s'est complètement transformé.

Le temps des grandes charges est passé. Il l'était déjà en 1870. Celles qui furent tentées à cette époque, aussi bien du côté allemand que du côté français, n'aboutirent qu'à d'inutiles hécatombes. Aucune troupe de cavalerie, même d'un faible effectif, ne peut plus paraître à rangs serrés dans la zone d'action du canon, et à plus forte raison du fusil. Le service de reconnaissance, arrêté à grande distance par la longue portée des armes et la rapidité d'un tir dont l'origine ne se voit pas, ne peut plus faire connaître que les points où l'ennemi n'a pas été rencontré à une heure donnée.

Ce fait évident ne fut pas admis tout d'abord. Au début de la campagne, de petits groupes de cavalerie furent lancés à la découverte. Les Boers les voyaient approcher de loin, les manœuvraient par une amorce volante de quelques hommes, les attiraient sous leur feu, et leur coupaient la retraite. Il fut aussi constaté que les renseignemens rapportés par les patrouilles

n'étaient précis que lorsqu'elles n'avaient rien découvert. Lorsqu'elles avaient reçu des coups de feu, les rapports devenaient diffus, incohérents et ne servaient à rien.

Le 15 décembre, à Colenso, la cavalerie chargée de reconnaître le front de l'ennemi ne put pas le faire. Les patrouilles s'avançaient jusqu'à la limite de portée efficace du fusil boer, puis côtoyaient la zone dangereuse, sans pouvoir y pénétrer. L'attaque dut être entamée par l'infanterie, sans aucun renseignement préalable.

Cette faillite de la cavalerie aux espérances fondées sur elle pour le service d'exploration, fut si absolue que les troupes cessèrent de faire reposer leur sécurité sur cette arme.

Après les affaires de Elands-Laagte et Nicholson's-Neck, le commandement supérieur s'abstint de détacher en avant du front des éléments de découverte.

La cavalerie est également impuissante à percer, par le combat à l'arme blanche, les rideaux dont s'entoure l'adversaire. Son mode essentiel d'action est devenu le combat à pied. Elle le mène avec ses carabines, ses mitrailleuses, et son canon, comme le ferait l'infanterie. La cavalerie anglaise est tellement convaincue de cette nécessité qu'elle a quitté ses carabines et ses lances pour prendre le fusil d'infanterie. Elle s'habille comme celle-ci et la seule différence réside dans le port de l'éperon à la chevalière sur le brodequin du fantassin.

L'artillerie tient à combiner les effets de pièces très puissantes avec ceux de l'artillerie légère à tir rapide. Elle cherche à établir ses batteries sur un grand front, tout en faisant converger leur tir sur un but unique, de manière à le battre en même temps de front et d'écharpe.

Les résultats obtenus avec les gros projectiles chargés de lyddite ont été faibles. Leurs effets sur des tirailleurs abrités derrière des rochers ou dans des tranchées profondes ont été nuls. On l'a constaté à Paardeberg, où, pendant huit jours et huit nuits, 98 pièces de calibres divers bombardèrent à moins de 2500 mètres le camp de Kronje, quadrilatère qui n'avait pas 1000 mètres de côté, et ne mirent hors de combat qu'environ 100 hommes sur un effectif total de 4140.

L'effet démoralisant produit par les détonations si violentes de la lyddite a vite disparu, en raison de la faible efficacité de ce tir. On a vu des Boers renversés par le souffle d'un projectile

éclatant tout près d'eux, ayant même leurs vêtemens arrachés, se relever sans blessures. Au contraire, l'effet des shrapnels a toujours été redouté.

Le duel d'artillerie, qui était généralement considéré comme le premier acte de la bataille, ne l'est plus. Les Boers ont montré l'intérêt qu'a souvent la défense à retarder l'ouverture de son feu et à ne révéler sa position que le plus tard possible. Ayant l'intuition des nécessités nouvelles, ils préféraient voir venir l'attaque, lui laisser prendre à bonne portée une forme mieux définie, pour l'écraser par un tir bien réglé.

Le morcellement des grosses masses d'artillerie est devenu la règle. Toute troupe d'infanterie, même faible, doit être en principe accompagnée de cavalerie pour l'éclairer et de canons pour protéger sa marche.

L'ancien axiome : « Le feu attire le feu » se trouve ainsi modifié : « La visibilité attire le feu. »

L'infanterie ne peut plus combattre que couchée. Aux courtes distances, elle ne progresse qu'en rampant. Pour remplir ces conditions et lui permettre les bonds rapides d'un abri à l'autre, elle est équipée sans sacs, avec une musette contenant ses vivres, un bonnet de police et quelques objets, puis, attachée sur les reins, une marmite individuelle et, par-dessus, la couverture de campement, roulée en cylindre. Une bandoulière, portée de gauche à droite, contient les cartouches dans leurs alvéoles. Ses vêtemens sont d'une couleur beige clair, appelée *khaki*. Sa coiffure est un large feutre mou, imperméable, couleur de terre, relevé à gauche, nommé *slouch*. Aucune pièce brillante dans la tenue. Les boutons sont en corne.

Les officiers, même les capitaines, sont habillés et équipés comme leurs hommes : ils ont la musette, la bandoulière et le fusil. Lorsque lord Roberts donna cet ordre et fit abandonner le sabre, aucune réclamation ne fut entendue. Sa nécessité avait été comprise.

Les armées empanachées ne sont plus de notre temps. Une coiffure voyante ne peut servir qu'à faire frapper la tête. Le feutre brun, qui abrite de la pluie et du soleil et facilite le tir couché, s'imposera partout, comme il s'est imposé aux Anglais. Les cartouchières portées à la ceinture ont été abandonnées pour adopter la bandoulière, qui est devenue d'un usage général pour l'infanterie comme pour les troupes montées. Dans le tir

couché ainsi que dans les mouvemens rapides des tirailleurs, les cartouches se perdaient.

L'équipement du soldat continental a été fait en vue du combat debout ou à genou. Il ne répond plus aux nécessités actuelles du tir couché, des bonds à toute course d'un abri à l'autre, ou des marches rampantes.

Qu'on le veuille ou non, la guerre saura forcer les esthètes du costume militaire à renoncer à leurs fantaisies, et ce sera moins cher, tout en épargnant beaucoup de sang.

Se rapprocher de l'ennemi sans être vu est donc l'essentiel. Pour amener les hommes sur la ligne de feu, les officiers se servent de formations étroites, sinueuses et profondes. Souvent, ils font usage de la file indienne, parce que, disent-ils, l'homme suit plus facilement son chef de file qu'il ne se dirigerait lui-même.

L'invisibilité de l'ennemi est le facteur nouveau, dont l'instruction des combattans avait omis de s'occuper jusqu'alors. Aussi la difficulté d'utiliser son fusil a-t-elle dès le début déconcerté l'infanterie. L'instruction n'admet-elle pas, en effet, que la première condition pour atteindre le but est de le voir?

Or, à partir de 1 000 mètres, les blessures provenant des coups de feu étaient fréquentes; cependant on n'avait pas le plus faible indice pour découvrir d'où venaient les coups.

« L'observation des points de chute des balles, dit un témoin, qui aurait pu fournir quelque indication par la direction du sillon tracé sur le sol, ne servait à rien. Les coups se perdaient sur le sol herbeux du veld ou pénétraient dans la roche sans l'effriter. Le son ne renseignait pas mieux que la vue. La balle frappait l'air comme un coup de marteau, au lieu de produire un sifflement dont l'oreille aurait pu suivre le sillage. Lorsque le vent le portait au but, le bruit de la détonation ne dépassait pas 1 000 mètres; enfin, si le vent était contraire, on cessait de le percevoir à moins de 200 mètres. »

Les réglemens anglais, ainsi d'ailleurs que les réglemens actuels des autres armées européennes, fondent sur l'observation de l'ennemi toutes les méthodes de combat et les règles d'emploi des feux. Que deviennent ces prescriptions devant un adversaire invisible? L'ennemi est terré dans des tranchées à fleur de sol ou derrière des crêtes qui ne se profilent pas sur le ciel. Des points de chute de ses balles on ne voit rien.

Pendant des journées entières, comme à Modder-river, le 28 novembre, les troupes anglaises sont restées sous le feu sans rien apercevoir. A cette règle générale d'invisibilité, il y avait pourtant quelques exceptions passagères et rapides, telles que l'apparition d'un chef sur la ligne de feu ou l'arrivée d'un renfort.

Pour donner confiance à ses hommes, le chef avait une tendance à se montrer debout et à braver la mort. Le premier inconvénient de cet acte était de fournir les indications qui manquaient sur la position de l'adversaire. Tout le secteur sur lequel un pareil indice était surpris devenait immédiatement le point de mire d'un tir concentré et perdait le bénéfice de son invisibilité.

On ne peut pas davantage se rendre compte de la force de l'adversaire. A cet égard, les appréciations sont généralement exagérées.

A Colenso, le nombre des Boers a été évalué à 18 000. Depuis, il a été établi que sir Redwers Buller n'avait eu devant lui que 2 500 à 3 000 hommes. Avec la faculté d'accélération de tir que donne l'arme à répétition, un seul homme tirant rapidement peut produire le même effet que dix tireurs effectuant un tir normal, et il est impossible de juger de la différence.

Un fait très important et sur lequel il faut insister s'est manifesté dans tous les combats : c'est l'attrance de l'abri et l'adhérence au sol. Ce sont les deux grands ennemis qui paralysent l'action et affaiblissent le cœur du combattant. Le commandement doit maintenant compter avec eux comme avec des forces de la nature. L'éducation morale de l'homme et l'instruction technique du soldat sont les deux leviers qui permettent de détacher le combattant de l'abri et de le porter en avant. Non seulement il y faut de grands efforts, mais il est également difficile de le reporter en arrière lorsqu'il est très engagé.

Ainsi s'explique le désastre de Spion-kop. A la faveur de la nuit, les Anglais avaient gagné une position soumise sur trois faces à un feu d'artillerie et d'infanterie. Tout le jour, en raison de cette force d'adhérence et malgré des pertes énormes, ils y demeurèrent accrochés. Les survivans ne purent se décider à abandonner les abris illusaires qu'ils s'étaient créés, que lorsque la nuit fut venue.

A Colenso, après la retraite, lorsque les ambulances boers parcoururent le champ de bataille, elles trouvèrent des troupes blotties dans des plis de terrain, d'où elles n'avaient pas pu sortir.

La durée de la lutte dans de telles conditions amène chez les troupes un épuisement physique considérable, déterminé par la tension nerveuse. Ainsi s'explique l'impuissance de certaines troupes à reprendre la lutte le lendemain des échecs, et même après des succès. A plus forte raison n'ont-elles pas pu poursuivre en fin du combat.

Cela, dira-t-on, a existé de tout temps. Sans doute, mais l'épuisement nerveux s'est accru dans des proportions insoupçonnées, en raison de l'invisibilité de l'adversaire. Celle-ci agit directement sur le moral de l'homme, sur les sources mêmes de son énergie et de son courage. C'est la principale raison de son importance capitale. Le combattant qui n'a pas son ennemi devant les yeux est tenté de le voir partout. De cette impression à l'incertitude, puis à la crainte, il n'y a qu'un pas. Les troupes n'ont pas été immobilisées des journées entières à Maggersfontein, Colenso, Paardeberg, souvent à plus de 800 mètres de l'ennemi, par l'effet matériel de leurs pertes, mais bien par la dépression morale produite au seuil de la zone efficace de mousqueterie.

Il est un fait plus important encore qui, maintenant, domine le combat rapproché. C'est l'impossibilité dans laquelle se trouve le commandement de s'exercer sur les lignes de feu sérieusement engagées. L'action des officiers qui marchent avec ces lignes est elle-même restreinte. C'est à peine s'ils peuvent agir sur les trois ou quatre hommes qui sont à leurs côtés. Le combat est aux mains de chaque combattant, et jamais à aucune époque la valeur individuelle du soldat n'a eu plus d'importance.

Quels que soient la science du commandement supérieur, le succès de ses combinaisons stratégiques, la précision de ses concentrations, la supériorité numérique qu'il aura su se donner, la victoire lui échappera, si le soldat n'agit pas de lui-même sans avoir besoin d'être surveillé, et s'il n'est pas personnellement animé par la résolution de vaincre ou de périr. Il lui faut une somme d'énergie beaucoup plus grande que par le passé.

Il n'a plus, pour le soutenir, les griseries des anciennes attaques en masses. Autrefois, l'angoisse de l'attente lui faisait désirer le coup de violence, dangereux, mais bientôt passé. Maintenant, pendant de longues heures, toutes ses forces morales et

physiques vont être en jeu et, dans une telle épreuve, il n'aura pour se soutenir que la fermeté de son cœur.

Certes, une nation de plusieurs millions d'âmes, ayant assez d'or pour se procurer des armes et de ressources pour se passer de l'extérieur, peut défier toutes les coalitions, si, bien exercée au tir, elle aime mieux combattre que de supporter le joug de l'étranger. Ce n'est pas le chiffre de la population qui fait une nation puissante, mais bien sa résolution de supporter sans jamais faiblir toutes les charges du service militaire personnel.

Fréquemment, on entend soutenir que l'accroissement de la natalité est le facteur essentiel de l'augmentation de la puissance. Ce n'est pas toujours vrai. Il y a cinquante ans, la population de l'Angleterre était de 27 millions d'habitans. Sa production territoriale pouvait à peine suffire à sa nourriture. Aujourd'hui, avec 41 millions, elle est tributaire de l'extérieur, dans la proportion de 42 pour 100 de ses besoins immédiats. Pour vivre, il lui faut les mers libres et un commerce qui lui procure les ressources indispensables à ses achats; d'où la nécessité de l'extension quand même, des marchés nouveaux à conquérir, par la guerre au besoin. Elle ne peut pas s'arrêter. Est-elle beaucoup plus puissante qu'autrefois?

Ce qui se passe dans le Sud de l'Afrique ne tend pas à le prouver. L'esprit, enclin à se fixer sur les rapports des faits entre eux par la comparaison des nombres, voit une force de 240 000 soldats anglais en face de 12000 Boers. Pour être juste, il faut ajouter à ces 240 000 hommes une force au moins égale d'employés, de serviteurs, de Cafres, d'Indiens, qui libèrent les troupes de tous les services accessoires nécessaires à leur entretien. Il faut ajouter encore une flotte considérable, qui transporte des produits achetés dans le monde entier pour subvenir aux nécessités de la guerre.

Et cependant ces forces disproportionnées se font équilibre.

Comme tous les pays très riches, l'Angleterre croit encore qu'avec de l'or une nation peut se procurer l'armée dont elle a besoin. Ce n'est exact que dans une limite restreinte et seulement pour des troupes qui ne seront pas soumises à des épreuves trop prolongées, car l'esprit de sacrifice est une vertu qui ne s'achète pas.

En ce moment, où les questions de service obligatoire sont agitées à nouveau, il est curieux de rappeler un passage du dis-

cours de Machiavel sur la première Décade de Tite-Live, et que Napoléon emportait dans ses campagnes :

« Le vulgaire se trompe en affirmant que l'or est le nerf de la guerre... Les Grecs ont-ils dompté les Romains, et de nos jours encore le duc Charles a-t-il vaincu les Suisses ? Non. Ils nous ont tous prouvé que le nerf de la guerre n'est pas l'or ; c'est la valeur du soldat. C'est avec le fer et non avec l'or qu'on fait la guerre. Quand on songe à l'œuvre accomplie par les Romains, tout l'or du monde n'y eût pas suffi, s'ils avaient voulu vaincre par l'or et non par le fer. Comme ils combattirent avec le fer, l'or ne leur manqua jamais. Ceux qui les craignaient l'apportaient dans leur camp. L'or ne donne pas les bons soldats ; les bons soldats suffisent bien à trouver l'or.

« Fais la guerre, comme disent les Français, courte et bonne. Les Romains n'entraient jamais en campagne qu'avec de très grosses armées ; aussi ont-ils expédié en très peu de temps toutes leurs guerres contre les Latins, les Samnites, les Toscans. La guerre à peine déclarée, ils s'élançaient avec toutes leurs forces au-devant de l'ennemi, livraient bataille aussitôt et, vainqueurs, imposaient leurs conditions. »

Ne perdons pas de vue ces anciens principes. Rendons-nous compte que les armes actuelles portent à son point culminant le combat de tirailleurs sous une forme nouvelle, où chaque soldat doit agir individuellement dans la plénitude de sa volonté et de son indépendance pour joindre l'ennemi et le détruire.

Le Français fut de tout temps un excellent tirailleur, intelligent, adroit et hardi. Il est naturellement brave. Le ressort est bon, il ne s'agit que de le tremper. Il faut reconnaître qu'à l'époque actuelle, la tâche n'est pas aisée. L'augmentation du bien-être, l'existence dans les villes, des théories internationales qui s'appuient sur cette défaillance, de préférer à la lutte l'esclavage économique et le travail au profit de l'étranger, n'incitent pas à donner sa vie pour sauver celle de ses frères. Une civilisation raffinée, jointe à une intellectualité sceptique qui fait état de mépriser les armes pour se dérober aux devoirs militaires, n'y disposent pas davantage une notable partie des classes cultivées. La Chine a glissé sur cette pente. Aussi, malgré d'énormes armées, pourvues des engins les plus perfectionnés, ne peut-elle résister à une poignée d'Européens. Est-ce donc que le Chinois soit si lâche ? Nullement. Il ne craint pas la mort passive et il

sait sans frémir la regarder en face. Mais il est incapable de braver celle au-devant de laquelle il faut marcher sans que les jambes défaillent et que la vue se trouble. Il n'est pas rare que des soldats se suicident pour ne pas affronter le combat. La peur est une maladie : comme les autres, elle a sa prophylaxie (Mosso, *Physiologie de la peur*). Elle consiste dans le développement méthodique des aptitudes physiques, de la volonté, de l'énergie chez l'enfant et le jeune homme.

Dans cet ordre d'idées, la mère de famille d'abord, le maître d'école ensuite, doivent exercer un véritable sacerdoce. Le régime est impuissant à faire naître ces qualités ; l'esprit de sacrifice ne s'acquiert pas avec des théories dans les chambres. L'action des officiers ne fait que le développer en donnant l'instruction technique, et en se gardant de diminuer, sous prétexte de discipline, l'initiative et l'individualisme du jeune homme devenu soldat.

Les armes nouvelles sont presque sans valeur aux mains des soldats au cœur faible, et cela quel que soit leur nombre. Au contraire, la puissance démoralisante du tir rapide et sans fumée, dont certaines armées s'obstinent encore à ne pas vouloir se rendre compte, se manifeste sur l'adversaire avec d'autant plus de force que chaque combattant possède plus de valeur et de froide énergie.

C'est donc au développement des forces morales de la nation qu'il faut surtout travailler. Seules, elles soutiendront plus tard le soldat dans l'angoissante épreuve de la bataille où la mort vient de l'invisible.

C'est là le plus important des enseignemens de la guerre sud-africaine. Les nations peu peuplées y trouveront la preuve qu'en préparant la jeunesse à ses devoirs de soldat et en exaltant le cœur de tous jusqu'à la volonté du sacrifice, elles sont certaines de vivre libres ; mais seulement à ce prix.

LA PREMIÈRE CANDIDATURE HOHENZOLLERN

(1866)

I

La Convention de Gastein, comme l'avait prédit et voulu Bismarck, n'avait été qu'une trêve. Les discussions recommencèrent. Bismarck se plaignait que l'Autriche favorisât dans le Holstein les menées d'Augustenbourg : « La Convention avait divisé l'administration, mais laissé en commun la souveraineté, chacune des deux puissances devait garder intact le droit commun confié à sa gestion. » Il mit en demeure le cabinet de Vienne de s'expliquer. Il l'accusa de se rapprocher, dans une intention hostile, de l'ennemi commun : la Révolution, et de manquer à un engagement d'honneur en voulant disputer à la Prusse l'annexion des Duchés. Mensdorff ne contesta pas ce point de départ, mais, selon lui, le droit commun à sauvegarder était celui de la Diète, qui s'était prononcée en faveur d'Augustenbourg. Il dénia avec hauteur à Bismarck la faculté de contrôler les actes des agents de l'administration autrichienne dans le Holstein : « Le cabinet de Vienne s'était abstenu de relever les mesures prises par l'administration prussienne dans le Sleswig, bien qu'elles tendissent ouvertement à l'annexion des Duchés ; il n'avait rien entrepris qui pût être considéré comme une violation du pacte de Gastein. » (7 février 1869.)

Bismarck eût voulu pousser à bout la querelle. Mais le Roi n'allait pas volontiers aux résolutions extrêmes. Il convoqua un grand conseil (28 février 1866) auquel, avec les ministres, assistèrent le Prince royal et les généraux Moltke, Manteuffel,

Alvensleben et Goltz, venu exprès de Paris. Guillaume présenta un exposé très irrité du différend : — Ce qui se passait dans le Holstein était une preuve non douteuse de la haine de l'Autriche. Cette conduite devait cesser même au prix d'une guerre. — Bismarck fit le tableau de tous les procédés dont on avait à se plaindre pendant les dernières années : la guerre était inévitable en tous cas ; il était plus sage de l'entreprendre dans la situation favorable actuelle que de laisser à l'Autriche la possibilité de choisir l'heure. Manteuffel fit remarquer qu'en fait, dans les Duchés on était à l'état de guerre, et c'était la prudence seule de Gablentz, le commandant autrichien, qui l'avait empêché d'éclater déjà. — Goltz raconta qu'avant son départ il avait interrogé Drouyn de Lhuys et l'Empereur afin de savoir si, dans les complications nouvelles, la France conserverait la même neutralité bienveillante. Drouyn de Lhuys en avait donné l'assurance. Ces dispositions n'avaient pas changé, mais à la suite des dissentimens actuels, des intérêts plus généraux pourraient se trouver mis en cause : alors il examinerait ce que les convenances françaises conseilleraient. Mais rien ne faisait encore prévoir de semblables conjonctures ; il était impossible de tracer une politique et à plus forte raison de prendre des engagements sur une éventualité qui pourrait ne pas se réaliser. « Le cabinet de Berlin sait d'ailleurs que notre gouvernement n'est animé envers la Prusse d'aucun sentiment de rivalité ou d'envie et qu'il reconnaît pleinement la part légitime d'influence qui lui appartient en Allemagne. » Ces déclarations tournaient au rabâchage. — L'Empereur avait répété les mêmes assurances, toutefois avec une nuance de sympathie affectueuse : « N'accordez jamais d'importance, disait-il à Goltz, à des informations de journaux relatives à un rapprochement entre Vienne et Paris. Des affirmations de ce genre, émanant même d'un de mes ministres, n'auraient pas d'importance : je sais seul ce que sera la politique extérieure de la France. »

Moltke déclara que la condition essentielle pour un succès vraisemblablement certain était la coopération militaire de l'Italie : l'Autriche, par son plus grand effort, mettrait en ligne 240000 hommes, auxquels la Prusse, grâce au concours italien, pourrait opposer un effectif égal, sans appeler la Landwehr, et 50000 hommes seraient encore disponibles contre la Bavière et les autres États du Sud allemands. Bismarck ne fut pas d'avis que la

Bavière dût être considérée comme ennemie. Mais d'accord avec Moltke sur l'importance d'une diversion de l'Italie, il proposa d'envoyer le général à Florence pour négocier une alliance. Deux membres seuls du Conseil ne partagèrent pas l'entraînement belliqueux : le Prince héritier et le ministre des Finances Bodelschwingh. De l'avis du Prince, la guerre contre l'Autriche serait une guerre entre frères, dont l'étranger ne tarderait pas à se mêler. Le ministre déclarait les finances hors d'état de supporter une grande lutte militaire.

Bataille était le mot qui sortait de cette délibération, et Bismarck l'attendait du Roi, qui, cependant, ne le prononça pas. Il dit : « La possession des Duchés est digne d'une guerre; toutefois l'explosion de cette guerre ne doit pas être hâtée, car s'il était possible d'atteindre pacifiquement le but poursuivi, un tel résultat serait toujours préférable. La décision dépendra de la conduite ultérieure de l'Autriche. Pour le moment, la Prusse se bornera à des pourparlers diplomatiques susceptibles de lui assurer des chances favorables. Il désirait la paix, mais, s'il le fallait, après avoir prié Dieu de lui montrer le droit chemin, il considérerait la guerre comme juste. » Ce n'était pas ce que désirait Bismarck; pourtant c'était quelque chose, et il marcha de l'avant comme s'il avait obtenu tout. Il renvoya Goltz à Paris avec des instructions nouvelles et une lettre autographe du Roi. Et il se mit à enguirlander l'Italie.

Jusque-là, les relations de la cour de Berlin et de la Maison de Savoie avaient été plus que froides. En 1863, le Prince héritier, étant venu en Italie avec sa jeune épouse, ne s'était pas arrêté à Turin; le prince Humbert avait vainement essayé de le retenir à Milan, et le prince prussien avait mis quelque affectation à se laisser fêter à Vérone et à assister aux revues de Benedek. Quand Bismarck, au lendemain de Gastein, avait parlé d'établir de meilleures relations en envoyant l'Aigle-Noir à Victor-Emmanuel, Guillaume s'y était refusé. Il trouvait peu convenable, alors que l'Autriche venait de manifester son intention d'entretenir de bonnes relations avec la cour de Berlin, de prendre, sans cause apparente, l'initiative d'une démarche qui devait nécessairement être considérée à Vienne comme désobligeante. A la suite des premières difficultés dans le Holstein, le Roi ne fit plus d'objection, surtout lorsque François-Joseph eut envoyé le grand cordon de Saint-Étienne au fils de Napoléon III.

Suivant la méthode prussienne d'inaugurer les unions politiques par une union économique, Bismarck commença par conclure rapidement avec l'Italie le traité de commerce tant de fois repris et suspendu (12 mars). Enfin il fit prier La Marmora, par Usedom, son ministre à Florence, de lui envoyer un personnage de sa confiance, ayant pouvoir, de concert avec le ministre italien à Berlin, de Barral, de conclure un traité en vue d'une action prochaine contre l'Autriche.

II

La lettre du roi Guillaume que Goltz, avec l'approbation de Napoléon III, laissa ignorer à Drouyn de Lhuys, annonçait une évolution dans la politique agressive de Bismarck, dont Guillaume adoptait les principes. La guerre pour l'annexion des Duchés eût mis toute l'Allemagne du côté de l'Autriche et elle n'aurait pas assez rapporté à la Prusse. En flattant la passion nationale de l'Unité, on gagnerait plus et on encourrait moins d'hostilités. Goltz fut chargé de ne pas le laisser ignorer à l'Empereur. Il lui dit en propres termes que l'action politique de la Prusse ne se bornerait plus désormais aux Duchés, qu'elle tendrait à créer une union étroite des États du Nord de l'Allemagne sous la direction prussienne. Il fit même entendre que l'un ou l'autre de ces États, à cause de son attitude hostile, aurait à subir une subordination plus directe, et enfin que, si la Bavière, sur laquelle Bismarck s'obstinait à compter, accordait son concours, elle recevrait la direction militaire du Sud allemand à l'exclusion de l'Autriche.

Bismarck abattait son jeu sur la table et l'Empereur n'était plus autorisé à prétendre que le ministre prussien restait dans les nuages des généralités insaisissables. Goltz pouvait donc nous dire : « Maintenant que vous savez ce que nous voulons et où nous allons, communiquez-nous vos intentions. Nous combattrons vous ou nous laisserons-vous faire, et, si vous nous laissez faire, sera-ce gratis ou moyennant un prix, et dans ce dernier cas, quel sera ce prix ? »

L'Empereur ne blâma pas l'entreprise : il jugea excellent qu'on se donnât une ambition plus étendue que la petite question des Duchés. Il n'indiqua pas non plus le prix qu'il exigeait. Il observa en passant qu'en ouvrant une carte, on pouvait se

rendre compte de la différence qui existe entre les frontières actuelles de la France et celles qu'elle avait en 1814. Toutefois, il glissa et se contenta de dire : « Nous verrons plus tard. Le gouvernement prussien peut compter sur ma neutralité bienveillante et le Roi sur mon amitié ; nous nous entendrons facilement, je l'espère. » Il ne spécifiait pas davantage, parce qu'il ne pouvait honorablement et raisonnablement réclamer une compensation sérieuse avec l'espérance de l'obtenir. Empêcher ou permettre sans condition : il n'y avait pas d'autre alternative. Une permission doublée d'un marchandage hypothétique donnait un air de duplicité et n'eût été qu'une débilité d'esprit.

Goltz considéra « comme un avantage que l'Empereur, ajournant les négociations, lui eût épargné le désagrément de le froisser par le refus d'un désir exprimé. » Bismarck continua à se demander : Que veut donc l'Empereur ?

Un événement imprévu détourna un moment sa pensée de l'interrogation à laquelle il ne trouvait aucune réponse.

III

Le 24 février 1866, on apprit dans toutes les capitales d'Europe que le prince de Roumanie, Couza, venait d'être renversé. Le 23, à sept heures du soir, un jeune inconnu, se présentant au Prince, lui dit : « Monseigneur, une révolution doit éclater cette nuit. » Couza, comptant sur la fidélité des chasseurs, sa troupe de confiance, de garde ce jour-là, rassuré, en outre, par les renseignements de son préfet de police, ne tint nul compte de l'avertissement. A trois heures du matin, il est réveillé en sursaut : des officiers font irruption dans sa chambre, où il était avec sa maîtresse. Le pistolet en main, ils le somment de signer son abdication : il hésite un moment, signe, puis s'habille ; on le conduit dans une maison particulière. De là il envoie son valet de chambre instruire notre consul général du lieu de sa retraite. Le consul le trouve très calme : « Je n'ai cédé, dit-il, à aucune contrainte matérielle, mais au désir de mettre fin à un rôle qui me pesait depuis longtemps. » Il le prie d'insister dans ses rapports pour le respect des vœux du pays et de détourner un certain colonel Salomon de l'idée de soulever son régiment en sa faveur.

Un gouvernement provisoire, constitué dans l'ombre, fut

aussitôt déclaré : le prince de Samos, Jean Ghica, qui, en 1848, avait travaillé au renversement de Bibesco, en était le président, et Rosetti y représentait le parti révolutionnaire. Le même jour, les Chambres acclamaient à l'unanimité le comte de Flandre, frère du roi des Belges, sous le nom de Philippe I^{er}.

Ce coup de main rapide était le résultat d'une longue préparation. L'élection de Couza avait été un coup de théâtre de la dernière heure, improvisé par la foule afin de conjurer l'anarchie qu'allaient produire les compétitions inconciliables des membres des familles historiques. Ces candidats éliminés ne pardonnaient pas à l'inconnu qui, sans y avoir pensé, les avait supplantés. Il eût pu braver leur mauvais vouloir s'il s'était livré au parti de Bratiano et de Rosetti. Ceux-ci l'avaient espéré, et Rosetti s'écriait au lendemain de son avènement : « Le Prince est sublime en toutes choses ! » Il cessa de l'être en quoi que ce soit dès qu'il ne consentit pas à devenir leur serf et se confia à Barbe-Catargi. Quelques scélérats subalternes de leur bande assassinèrent cet orateur de premier ordre, éminent par la culture, le courage et l'honnêteté, comme à Rome d'autres révolutionnaires avaient assassiné Rossi (23 juin 1862). Alors Couza, ne pouvant se fier ni aux conservateurs, ni aux révolutionnaires, appela aux affaires Kogolnitcheno, libéral modéré et progressiste. Il le chargea de résoudre les trois questions qui agitaient la Roumanie depuis tant d'années : celle des couvens dédiés, de la propriété des paysans, de l'instruction publique.

Révolutionnaires et conservateurs se coalisèrent contre ce programme de progrès, que les uns ne consentaient pas à laisser au Prince l'honneur de réaliser, et dont les autres ne voulaient pas du tout. Entre les vainqueurs et les vaincus de 1848, entre ceux qui avaient renversé Bibesco et ne cessaient de le calomnier, et ceux qui le considéraient comme un bon prince injustement renversé se noua une coalition dont le but commun était une haine ambitieuse.

Couza, néanmoins, réussit à trancher l'interminable question des couvens dédiés.

L'Église grecque possédait le cinquième des terres les plus belles et les plus fertiles de la Roumanie, d'un revenu de 25 millions, représentant un capital de 600 millions. Elles avaient été attribuées à des couvens au nombre de soixante et douze, appelés *Dédiés*, parce que leurs fondateurs les avaient consacrés

par des actes nommés *Chrysobulles* aux Lieux-Saints, c'est-à-dire aux quatre sièges patriarcaux de l'Église grecque, aux communautés du mont Sinaï, du mont Athos et de diverses provinces de la Roumélie. Ces couvens étaient administrés par des *Hégoumènes* nommés par les communautés et les patriarches grecs. Pendant bien longtemps, leurs privilèges n'avaient pas été contestés et ils avaient même été accrus par les princes phanariotes. En 1821, les hégoumènes employèrent leurs revenus à soudoyer des corps francs au profit de la Grèce insurgée. Le gouvernement turc exigea par un firman leur expulsion et leur remplacement par des moines indigènes. En 1827, un hatti-cherif de pardon effaça ce passé.

Les princes roumains prétendaient que ces couvens étaient soumis à leur surveillance, non seulement comme toutes les propriétés quelconques de leur domination, mais d'une manière toute spéciale. — Les couvens, disaient-ils, avaient été fondés sous certaines conditions, par exemple, l'obligation de nourrir et de doter des filles indigentes, d'ériger des hospices d'aliénés, de donner l'hospitalité aux pèlerins et voyageurs, de tenir table ouverte pour les pauvres, de répandre des aumônes, d'avoir une typographie pour l'impression des ouvrages ecclésiastiques, etc.; ce n'est qu'après avoir accompli ces conditions, et largement pourvu à l'entretien des édifices religieux et aux frais du culte, que l'excédent des revenus pouvait être envoyé aux monastères des Lieux-Saints. Il appartenait à la puissance territoriale de veiller à l'exécution des *chrysobulles* d'institution. Or, ces actes étaient ouvertement violés : les moines envoyaient d'abord leurs subsides aux Lieux Saints, laissaient dépérir les monastères de la Roumanie, ne subvenaient à aucune des charges qui leur étaient imposées. Les princes roumains entendaient faire cesser ces abus.

Les Pères grecs opposèrent leur droit de propriété jusque-là incontesté sur les couvens dédiés, droit de propriété sur lequel l'État n'avait pas plus de surveillance à exercer que sur toute autre propriété roumaine; ils contestèrent véhémentement qu'ils eussent manqué à aucune des conditions stipulées dans les fondations. Et, comme les princes les menaçaient d'imposer leur volonté par la force, ils réclamèrent contre cette menace la protection de la puissance suzeraine, la Turquie, et celle de la Russie, qui s'était investie du protectorat du culte grec. Le débat, jusque-là purement intérieur, devint international et fut soumis au Con-

grès de Paris. Le Congrès invita les parties intéressées à trancher leur différend au moyen d'un compromis d'abord, puis d'un arbitrage, puis, en cas de division des arbitres, par la sentence d'un surarbitre. — De quoi se mêlent ces diplomates européens? répliqua Couza: les questions intérieures sont notre affaire et non la leur; nous n'entendons pas subordonner notre législation à leur bon plaisir. Mes prédécesseurs n'ont pas été assez radicaux en prétendant n'être que des surveillans et des tuteurs: les fondations religieuses sont une propriété de l'État, dont il est maître de disposer à son gré. — Il ne se prêta donc ni à un compromis, ni à un arbitrage: s'instituant propriétaire, il fondit à coups redoublés sur les moines, les accusa d'être des intrus, en possession illégale de leurs biens et de viser à établir un État dans l'État. Il refusa de reconnaître les hégoumènes nommés par les chefs des communautés, interdit l'usage de la langue grecque dans l'office divin de tous les monastères, ordonna que tous les revenus fussent versés dans la caisse de l'État, défendit d'intermettre aucun procès et de faire aucun acte judiciaire sans l'assistance des avocats de l'État, mit les vases et objets précieux des monastères grecs sous la surveillance des protopopes locaux, en cas de besoin, sous celle de l'autorité civile, prescrivit de déposer tous les titres et actes provisoirement dans un monastère sûr, gardé par un poste militaire bien armé, et enfin les fit transporter aux Archives.

Le Père Cyrille, épitrope des monastères du Saint-Sépulcre en Valachie, s'étant opposé au paiement des fermages des terres de son monastère aux caisses du Trésor, fut destitué et traduit devant la justice criminelle. Le même traitement fut infligé à quiconque osa officier en langue grecque, ou se refusa à abandonner la gestion des biens de son couvent. Le tout fut couronné par une loi de sécularisation du 24 décembre 1863, déclarant que les biens des monastères de Roumanie, dédiés ou non dédiés, seraient désormais considérés comme propriété de l'État. En retour de ce qu'on leur enlevait, on offrit aux Lieux-Saints une somme de 27 millions une fois payée (80 millions de piastres).

L'Europe, comme on disait alors, réunie en conférence à Constantinople, déclara nulles toutes les mesures radicales de ce petit prince qui la bravait: il ne lui appartenait pas de résoudre seul, de son autorité propre, des difficultés dont elle s'était

attribué l'examen et la solution; elle nomma une commission, et prescrivit que les revenus des couvens seraient intégralement versés, d'une manière qui en assurât la conservation, dans une caisse spéciale, sous la surveillance des puissances (9-14-28 mai 1864). De leur côté, les chefs des Lieux Saints déclarèrent solennellement que, dans aucun cas, leur conviction religieuse, ni la conscience de leur devoir ne leur permettraient d'admettre l'expropriation de l'Eglise, ni d'accepter une indemnité quelconque (22 septembre 1864).

Les protestations des puissances et des patriarches n'eurent pas plus de résultat contre les lois de sécularisation roumaines qu'elles n'en eurent en Italie et au Mexique contre des mesures de même nature prises à peu près dans le même temps. Le petit prince brava les protestations des puissances qui s'évanouirent en fumée, mais Gortchakof ne lui pardonna pas cette destruction des monastères grecs qu'il considérait comme les avant-postes de la Russie.

IV

Cette campagne avait été conduite par Couza avec l'assentiment des partis et des Chambres, dans lesquelles il n'y eut que trois voix contre la sécularisation. Il ne rencontra pas le même concours pour ses autres projets de réforme. Il ne parvint pas à obtenir le vote du code rural, ni de la loi sur l'instruction publique, et la coalition, maîtresse de l'assemblée, prononça un vote de blâme contre le ministère. Kogolnitcheno donna sa démission; le prince ne l'accepta pas. Après une courte prorogation, il demanda par un message aux députés de voter d'urgence une loi établissant le suffrage universel, afin qu'il pût soumettre au peuple tout entier le dissentiment. La Chambre refusa de discuter le projet jusqu'à ce que satisfaction eût été donnée au vote de méfiance contre le ministère. Là-dessus, à un signe du ministre, un bataillon d'infanterie envahit la salle et expulsa les députés (14 mai 1864). Le prince fait un appel au peuple. Il lui soumet un Statut et une loi électorale. Le Statut créait deux Chambres : une de députés renouvelable par tiers tous les deux ans, et un Sénat, composé de membres de droit, de membres désignés par le prince, ou par les conseils généraux, — un des meilleurs Sénaats qu'on ait jamais institués. — La loi électorale

accordait le suffrage à tout Roumain, même juif. Ceux qui ne savaient pas écrire étaient autorisés à faire inscrire leur nom par d'autres.

Le plébiscite fut voté par 682 621 voix contre 1 307 (27 mai 1864). La Porte et les puissances approuvèrent ces changemens et renoncèrent même pour l'avenir à toute immixtion dans les arrangemens intérieurs, pourvu qu'ils ne détruisissent pas les droits de la puissance suzeraine (28 juin 1864).

Affermi dans son pouvoir, Couza décrète l'émancipation rurale du paysan et le rend propriétaire; il établit l'instruction gratuite à tous les degrés et obligatoire au degré primaire, introduit le Code civil Napoléon, promulgue un Code pénal et de commerce, adopte le système décimal. Ces réformes accroissent la rage des coalisés, car elles popularisent le prince; ils resserrent leur trame, et afin d'écarter leurs dissentimens personnels, prennent l'engagement de choisir, après avoir rendu le trône vacant, un prince étranger appartenant à une des familles régnautes. Ils travaillent furieusement à préparer cette vacance. Brancovan et Bratiano, agissant à Paris sur deux mondes différens, commencent contre Couza une campagne analogue à celle des insurgés polonais contre Wielopolski. Tous ses actes sont calomniés, ses torts réels démesurément grossis, les réformes énormes qu'il accomplit considérées comme des leurres : la loi électorale est une mystification, le Code rural une jonglerie.

Nos journaux, entraînés par leurs fausses informations, représentent comme un lieutenant de Pétersbourg, comme un ennemi de notre influence, un prince tout dévoué à la France et à son Empereur, dont les soldats portaient notre uniforme, étaient instruits par nos officiers, et à qui ses sympathies françaises avaient valu, autant au moins que la sécularisation des couvens dédiés, l'hostilité de Gortchakof et surtout celle de son ambassadeur à Constantinople, le général Ignatieff. Napoléon III lui-même se laissa influencer et il ne consentit pas à envoyer le grand cordon de la Légion d'honneur que Couza désirait vivement comme témoignage de son union avec nous.

Ces machinations n'inquiétaient pas le prince : il comptait sur le paysan-propriétaire et sur l'armée, il se considérait comme inexpugnable. Déjà une émeute de la démagogie de Bucharest avait été sévèrement réprimée (3-15 août 1865). Les conjurés ne pouvaient rien sur le paysan, qui, d'ailleurs, là

comme partout, n'intervient que comme le chœur dans la tragédie antique, pour se lamenter ou s'applaudir de l'action à laquelle il est demeuré étranger. Ils s'appliquèrent à débaucher l'armée. Un comité se forma, composé de 700 à 800 membres, qui s'imposèrent une cotisation mensuelle de deux ducats; on se procura, je ne sais comment, d'autres ressources; l'on acheta des officiers dont un certain nombre devaient être atteints par des réformes financières annoncées, et, grâce à cette corruption, l'armée avait abandonné son chef, et la conjuration n'avait rencontré nul obstacle.

Couza, transporté au palais de Kotroceni, adressa à un des membres du gouvernement une adhésion au nouveau prince proclamé, sollicitant de quitter le territoire. On le lui permit. Accompagné par un de ses aides de camp jusqu'à la frontière, il s'en vint à Vienne et visita incognito Gramont, notre ambassadeur. Son langage fut sans amertume. Il n'accusait personne et il quittait sans regret un trône qu'il avait occupé sans satisfaction. Seulement, convaincu que l'empereur Napoléon III était le soutien le plus efficace de la Roumanie, quoiqu'il n'eût d'autre désir que de s'ensevelir dans sa retraite, il se montrait prêt à se rendre à Paris si l'Empereur trouvait quelque intérêt à l'interroger. L'Empereur ne crut pas devoir accepter cette offre; Couza ne revint plus au pays natal que dans un cercueil et cette fois au milieu des ovations. Il avait été un innovateur audacieux, un patriote dévoué, mais il avait donné prise sur lui par l'incorrection de ses mœurs, vivant presque publiquement avec une princesse *** , tandis que sa femme était reléguée dans un coin du palais. On ne peut non plus l'exonérer de toute responsabilité dans les désordres financiers de son administration; toutefois, on a eu tort de ne pas le reconnaître, ce sont les hommes de 48 surtout, qui gaspillèrent les belles ressources laissées par le prince Bibesco; et, si aucun remède ne put être apporté à cette déplorable situation, cela tint à l'anarchie dans laquelle les partis implacables plongèrent systématiquement le pays, afin d'en discréditer le chef.

V

En Turquie, on savait Couza miné, et sa chute prochaine; mais on ne prévoyait pas un dénouement aussi brusque. L'émo-

tion fut vive : le ministre des Affaires étrangères, Ali, convoqua chez lui les représentans des puissances garantes. Il leur déclara solennellement que, le firman de 1861 ayant limité l'union des principautés au règne du prince Couza, cette union cessait de plein droit par son renversement. Il leur proposa de désigner un de leurs délégués qui, de concert avec un commissaire impérial, irait procéder à une enquête sur la révolution, ses causes et ses conséquences. Enfin il annonça qu'il envoyait au quartier général de Choulma l'ordre de rapprocher des troupes de la frontière moldo-valaque et de garder toute la ligne du Danube. Moustier, ambassadeur français, était favorable aux Roumains, comme leur était hostile Ignatief, qui disait tout haut : « On veut soulever de nouveau la question d'Orient ; eh bien, nous recommencerons la guerre. » Cependant, aucun d'eux n'ayant d'instructions, ils en référèrent à leurs gouvernemens.

Drouyn de Lhuys proposa aux puissances de dessaisir la conférence de Constantinople et de transporter la délibération à Paris. La Prusse et l'Autriche furent empressées l'une et l'autre à déclarer leur désir de conformer leur politique à celle de l'Empereur. Gortchakof se fit davantage prier. Selon lui, les conférences antérieures ayant conclu des accords formels en prévision des événemens qui venaient de se réaliser, il ne s'agissait que de savoir si ces conventions seraient ou ne seraient pas exécutées. Si elles l'étaient, l'action des ambassadeurs accrédités à Constantinople serait suffisante ; si elles ne l'étaient pas, à quoi bon réunir une nouvelle conférence, dont les décrets ne seraient pas plus respectés que les précédens ? Il ne céda qu'aux instances du cabinet de Londres et aussi, dit-il à notre ambassadeur, à la conviction « qu'une affaire traitée sous les yeux mêmes de Napoléon III ne pouvait manquer d'être envisagée avec les vues les plus élevées et les plus propres à amener une conciliation. »

La France proposait le maintien et la consécration définitive de l'union, et l'élection d'un prince étranger, soit par une assemblée de députés des deux principautés, soit par un plébiscite. La Russie, convaincue que la Moldavie était disposée à se séparer, proposait la convocation de deux assemblées, l'une à Bucharest, l'autre à Jassy, avec la nomination de deux hospodars indigènes.

Drouyn de Lhuys fit demander à Bismarck, qu'on considérerait décidément comme l'allié et l'ami, d'appuyer sa proposition.

On a prétendu que Bismarck avait machiné cette révolution parce qu'en effet il a su en profiter. Je n'ai trouvé aucune preuve de cette assertion. Il me semble établi, au contraire, qu'il s'en inquiéta d'abord, craignant que cette révolution de Bucharest ne fût le succès d'une manœuvre russe ou autrichienne. Éclairé sur son caractère réel, il ne songea plus qu'à en tirer parti. Sur le maintien de l'union et sa consécration définitive, il consentit à adhérer au point de vue français, toutefois en mesurant son insistance à l'intérêt relativement secondaire de la Prusse en cette question. En ce qui concerne le désir des populations de choisir leur prince dans les familles régnantes étrangères, il ne cacha pas son embarras. Le gouvernement du Sultan semblait résolu à décliner cette solution, et telle paraissait être également l'intention du cabinet de Pétersbourg. « Dans cet état de choses, nous serions disposés, dit-il, à nous abstenir et à laisser aux autres cours plus intéressées le soin de se mettre d'accord. Si cependant votre gouvernement juge *indispensable* d'insister pour qu'il soit satisfait aux vœux des populations, nous nous unirons à lui. » Et, en effet, il prescrivit à Goltz de s'exprimer dans le sens de Drouyn de Lhuys, avec intention d'y persévérer, mais en ayant soin de ménager les susceptibilités de la Russie. En un mot, il consentait à nous plaire, mais seulement dans la mesure où cela ne déplairait pas à un allié encore plus cher et plus précieux.

Aucune des prétentions diamétralement opposées de la France et de la Russie n'étant en mesure de prévaloir, il fallut se décider à une transaction. On adopta celle de l'Autriche : on soumettrait la question de l'union à une assemblée des deux Principautés, réunie à Bucharest, avec faculté pour les députés de voter séparément. Si l'union l'emportait, l'assemblée élirait un hospodar indigène

VI

Toutes ces discussions de la conférence étaient purement académiques, car la solution se préparait à côté et en dehors d'elles. Le comte de Flandre avait renoncé à son élection le jour même qu'il la connut, par conséquent très spontanément, et non sous l'influence de Napoléon III. Une première solution fut imaginée par Nigra. Avec l'autorisation de La Marmora, il

vint prier l'Empereur de solliciter l'Angleterre d'offrir à l'Autriche les principautés danubiennes en échange de la Vénétie. Quoique ne croyant guère au succès, Napoléon III consentit à rendre ce bon office. Drouyn de Lhuys écrivit très confidentiellement à La Tour d'Auvergne : « Nous sommes loin de méconnaître toutes les difficultés dont il y a lieu de tenir compte. Nous n'oublions pas notamment qu'en demandant à la Turquie de faire un sacrifice pour rendre possible cet arrangement, les cabinets devraient se préoccuper des dédommagemens auxquels elle aurait droit, et qu'il serait nécessaire en même temps de s'assurer que les véritables vœux des populations dont on disposerait ne seraient pas en désaccord avec les convenances de l'Europe. Mais les circonstances nouvelles semblent rendre possible ce qui avait paru ne pas l'être : j'ai surtout en vue l'attitude respective de l'Autriche et de la Prusse. Si une guerre éclatait entre elles, il n'est pas douteux que le cabinet de Berlin rechercherait l'alliance de l'Italie et que l'une des conditions de leur accord serait de ne point poser les armes sans avoir assuré les Duchés à la Prusse et enlevé la Vénétie à l'Autriche. La combinaison à laquelle Vienne répugne aujourd'hui pourrait donc acquérir un très haut degré d'importance et d'opportunité et devenir, aussi bien qu'une compensation nécessaire à l'Autriche, une garantie du rétablissement de la paix pour l'Europe. Mais cette combinaison ne pourrait-elle pas empêcher le conflit si elle était adoptée en temps utile ? Nous sommes à l'égard de l'Autriche dans une situation qui nous commande des ménagemens particuliers. Le cabinet de Londres est mieux placé que nous pour prendre cette initiative, et je laisse à votre tact le soin de suggérer à lord Clarendon qu'il pourrait y avoir intérêt à profiter de l'état présent des Principautés pour s'en ouvrir sans trop tarder à Vienne. »

Clarendon ne crut pas devoir écouter la suggestion. « Il serait sans aucun doute très heureux de voir la cour de Vienne accueillir favorablement la combinaison, mais il demeurerait convaincu que, quels que fussent les embarras dans lesquels l'Autriche pouvait se trouver, nous ne devons pas raisonnablement nous flatter de voir cette puissance y prêter les mains. La possession des provinces danubiennes la mettrait en hostilité ouverte avec la Russie, et ce serait aux yeux de l'empereur François-Joseph, comme aux yeux de ses ministres, une éventualité beau-

coup plus inquiétante que toutes celles à redouter du côté de l'Italie. De plus l'hostilité des populations roumaines envers l'Autriche faisait craindre que leur assentiment serait toujours refusé à un arrangement de cette nature. La cour de Vienne se rendait compte de cette situation, et il est probable que, si on lui offrait aujourd'hui les principautés à titre gratuit, elle ne les accepterait pas. » Clarendon exprima les mêmes objections à d'Azeglio, le ministre italien (1).

Cette première solution écartée, une autre surgit tout à fait inattendue. Le petit peuple roumain, si intelligent et si vaillant, n'existait que parce qu'il s'était toujours moqué des oracles de la conférence. Il se surpassa tout à coup en irrévérence audacieuse : au lieu d'attendre avec soumission qu'on daignât lui octroyer un prince, il s'en choisit un tout seul, le prince Charles de Hohenzollern-Sigmaringen.

VII

Pour comprendre les péripéties à travers lesquelles va passer cette candidature, il est indispensable, la première fois que cette famille se mêle au drame historique, de préciser sa situation dans la maison royale de Prusse.

Les Hohenzollern (Zollern), à partir de 1200, se divisèrent en deux branches (2) : la branche aînée souabe, les Hohenzollern-Hechingen et les Hohenzollern-Sigmaringen ; la branche cadette, les Brandebourg. Les relations entre ces deux branches issues du même tronc furent réglées par deux traités, l'un de 1488, l'autre de 1693 renouvelé en 1707. Ce dernier, négocié à Nuremberg entre Frédéric III^e Électeur et premier roi de Prusse, celui dont son petit-fils, le célèbre Frédéric, disait qu'« il fut grand dans les petites choses et petit dans les grandes, » et le prince de Hohenzollern-Hechingen, aîné de la branche souabe, feld-maréchal dans les armées impériales et commandant de la place

(1) *La Tour d'Auvergne à Drouyn de Lhuys*, 9 mars 1866. Nigra, dans son fameux rapport au prince de Carignan, dit que l'Empereur chargea, en même temps que La Tour d'Auvergne, Gramont d'une démarche pareille à Vienne. J'ai entre les mains toute la correspondance officielle et confidentielle du duc de Gramont. Il n'est pas question d'une démarche de cette nature à ce moment-là. C'est en juin et en août, qu'il sera question de la cession de la Vénétie, la première fois sur l'initiative de l'Angleterre, la seconde fois sur celle de l'Autriche elle-même.

(2) Stifried et Archivar Marcker ont établi dans les *Monumenta Zolleriana* l'existence de l'ancêtre commun.

de Fribourg. Cet acte de fraternisation brandebourgeoise, comme on aimait à l'appeler, était surtout une entrée en succession éventuelle (*Erbeinsetzung*) de la maison de Brandebourg. Il stipulait formellement, en effet, qu'en cas d'extinction de la branche souabe des Hechingen et des Sigmaringen, leur succession serait déferée à cette maison. La réciproque n'avait pas été exprimée formellement pour les Hechingen et les Sigmaringen (1). Néanmoins ils ont toujours prétendu qu'ils auraient un droit successoral, en cas d'extinction des Brandebourg.

Les Hohenzollern-Sigmaringen obtinrent droit d'entrée à la Diète en 1703. Le traité de Lunéville les priva de leurs droits féodaux dans plusieurs seigneuries néerlandaises et domaines en Belgique. Ils rétablirent en 1806 leur principauté en faisant accession à la Confédération du Rhin. Le prince Aloys y fut poussé par sa femme, la princesse de Salm-Kyrbourg, dont le père avait eu des relations très amicales avec l'impératrice Joséphine : cela lui valut un État souverain avec un riche territoire sur la rive gauche du Rhin. En 1813, il se retourna contre ses bienfaiteurs, passa à la coalition, retrouva la faveur de son royal parent de Prusse, et, les traités successoraux étant remis en vigueur, le Congrès de Vienne le reconnut comme membre souverain de la Confédération germanique, en retour de ses anciennes possessions des Pays-Bas.

Le Statut qui régissait cette petite dynastie avait été fixé par le prince Aloys, le 24 janvier 1821 (2). Le prince régnant exerçait sur tous les membres de sa famille la plénitude du pouvoir paternel, *particulièrement* pour l'entrée au service étranger, civil ou militaire; pour le séjour des princesses non mariées hors du pays; pour les mariages à conclure en vue d'éviter les mésalliances; pour les partages ou tutelles. Ce Statut avait été approuvé par le roi de Prusse. Au cas de difficulté sur son application, on aurait recours à une commission arbitrale dont la décision serait soumise à l'approbation du roi de Prusse, *chef de la maison Hohenzollern*.

En 1848, le prince régnant octroya à son petit peuple une constitution. Il en résulta des difficultés, et il abdiqua en faveur de son fils, le prince Antoine. Le nouveau prince céda par traité signé à Berlin le 7 décembre 1849, ratifié le 20 février 1850,

(1) Schmid, *Die Allteste Geschichte des Gesamthausen Hohenzollern*, p. 195 et 55.

(2) Schulze, *Die Hausverfassung der Hohenzollern*.

ses droits de *souveraineté*, de *gouvernement*, au roi de Prusse, moyennant une *rente annuelle de 25 000 thalers* réversible en entier sur la tête de l'héritier capable de succéder. Nonobstant cette cession, les princes conserveraient dans l'État prussien leurs rangs et prérogatives, une *position privilégiée avant tous les sujets de Sa Majesté qui n'appartiennent pas à la maison royale*. Il était, en outre, formellement stipulé que le traité ne préjudiciait en rien aux prétentions que la maison princière souabe pourrait élever en conséquence des traités de succession de 1695 à 1707, dans le cas d'extinction de la descendance masculine de la maison royale de Prusse.

Ce traité était uniquement politique d'État et non de famille : il laissait en dehors, dans toute sa force, le Statut de 1821 (article 13). De telle sorte que, si le roi de Prusse devenait le chef politique de la branche souabe, le prince Antoine en restait le père de famille, indépendant et tout-puissant.

Dès que le roi de Prusse eut pris possession effective de son acquisition (12 mars 1851), le prince Antoine, considérant que les prérogatives conservées du Statut de famille de 1821 étaient devenues inconciliables avec la *subordination déclarée sous le gouvernement immédiat du roi de Prusse*, y renonça expressément par acte du 26 mars 1851 en faveur du roi de Prusse comme *chef de toute la maison Hohenzollern* (art. 1^{er}).

Par ordonnance royale du 19 juillet 1851, le roi de Prusse accepta la transmission de ces droits de famille. Mais il eut soin de constater qu'*après comme avant* cette transmission, les princes Hohenzollern sont soumis aux mêmes devoirs, notamment à ceux de fidélité, d'obéissance, de respect à l'égard du chef suprême de la famille : « Nous avons la ferme confiance que tous les membres appartenant à la maison princière se maintiendront dans la grâce et l'affection de notre couronne royale comme dans celle de nos successeurs, qu'ils se montreront attentifs à *recevoir nos ordres* et que, s'ils fixent leur résidence dans notre État, on les verra soumis aux lois. » Par ordonnance du 18 octobre 1861, la ligne des Hohenzollern-Hechingen étant éteinte, le prince Antoine de Hohenzollern-Sigmaringen, jusque-là simple Altesse Sérénissime, reçut le titre personnel d'Altesse royale.

En résumé, jusqu'en 1848, les Hohenzollern-Sigmaringen, branche aînée et catholique, étaient de fort petits princes au regard de leurs cadets protestans de Brandebourg : toutefois,

quelque petits qu'ils fussent, ils étaient indépendans dans leur principauté. A partir de 1849, ils deviennent les *subordonnés* de la maison royale de Prusse : d'abord *politiquement*, par le traité d'État de 1849, ensuite *privément*, par le pacte de famille de 1851, et ils en reçoivent comme marque de subordination une rente annuelle, collier de servitude attaché à leur cou.

Est-il un homme sensé et impartial qui, en présence d'actes aussi expressifs, puisse contester qu'à moins de se mettre en état de rébellion et de félonie et de perdre la grâce et l'affection du chef suprême de la famille, aucun prince de la maison Hohenzollern ne peut accomplir d'acte politique, surtout celui si grave d'accepter une couronne, sans demander et obtenir l'autorisation du chef politique et familial, le roi de Prusse? Il s'est cependant trouvé un historien éminent, mais trop souvent aveuglé par le parti pris systématique, Sybel, pour soutenir qu'en cas d'offre d'une couronne, les princes de Hohenzollern-Sigmaringen ne relevaient que de leur volonté et qu'ils n'avaient pas plus d'autorisation à demander au roi de Prusse que celui-ci n'avait de titre légal pour émettre une défense (1).

« Le Statut de 1821, dit-il, spécifie quatre cas dans lesquels doit s'exercer l'autorité du chef de famille. Or, l'acceptation d'un trône n'y est pas comprise. » Je le crois bien; ce ne sont pas des hypothèses qu'on prévoit; mais le cas entre par un *a fortiori* évident dans l'interdiction d'accepter sans autorisation *un service civil ou militaire à l'étranger*. Une royauté, n'est-ce pas la forme la plus complète et, si je puis dire, la plus intense, du service civil et militaire? Un de mes amis diplomates a entendu le roi Guillaume, reprenant ses fonctions royales après une maladie, dire : « Je viens de reprendre le service. » Comment le consentement indispensable pour le moins ne le serait-il pas pour le plus? En outre, si le Statut énumère *particulièrement* quelques

(1) L'analyse donnée par Sybel du Statut de famille n'est pas complètement exacte. Cet acte ne refuse pas le titre d'Altesse royale aux Hohenzollern, pas plus que le droit de succession éventuel qui avait été formellement réservé à titre de prétention par le traité de 1849. On n'y retrouve mention ni de l'un ni de l'autre de ces faits : on dit simplement que les privilèges réservés aux Hohenzollern seront primés par ceux des agnats aptes à succéder, ce qui n'avait jamais été contesté, car les Hohenzollern ne s'étaient réservé leur prétention à succéder qu'au cas d'extinction des agnats mâles de Brandebourg. Enfin, l'acte ne rattache pas l'obéissance et le respect à la qualité de chef de famille; il dit, au contraire, que les devoirs existaient avant que le roi de Prusse eût obtenu les droits attachés à cette qualité par la transmission qui en avait été faite le 26 mars 1851.

cas où s'exerce l'autorité du chef de famille, cette énumération n'est pas limitative, et les cas qu'elle ne prévoit pas n'en restent pas moins soumis à ce pouvoir exercé depuis 1851 par le roi de Prusse.

Enfin, le cas de l'offre d'une couronne, fût-il en dehors du Statut familial, tombait sous l'autorité du Statut *politique*. Or, ce Statut exige en termes dont la rigueur précise ne permet aucune équivoque : fidélité, respect, *obéissance*; obéissance dans tous les actes politiques. Serait-ce pratiquer l'obéissance que de s'en aller à la sourdine courir une aventure royale, sans l'autorisation de celui aux ordres duquel on doit soumettre tous ses actes?

Il y a plus : En admettant que le consentement du roi de Prusse ne fût pas nécessaire, celui du père légitime le serait encore moins. En quelle qualité le donnerait-il ? — Comme souverain, il a vendu sa souveraineté au roi de Prusse. Comme père, il lui a transféré sa puissance de chef de famille. De telle sorte qu'un jeune prince, qui ne pourrait passer quinze jours à l'étranger, ni épouser qui que ce soit sans un consentement formel, n'aurait à consulter que ses convenances pour exposer le nom, l'honneur, la fortune de sa famille par la plus hasardeuse des résolutions ! Sybel finit par comprendre la puérilité de sa thèse : il concède que le prince devrait demander conseil et que, *dans ce cas, le conseil aurait une force décisive* : un conseil ayant une force décisive, en bon français, c'est un ordre.

Ici l'évidence éblouit. Du reste, les meilleurs commentateurs des statuts Hohenzollern, ce ne sont ni moi, ni Sybel, ni tout autre : ce sont les princes Hohenzollern eux-mêmes. Laissons donc les raisonnemens et voyons les faits.

VIII

Le prince Antoine, chef de la famille médiatisée des Hohenzollern-Sigmaringen, était un homme bon, éclairé, judicieux, agréable, très instruit, au courant de toutes choses, ayant une fortune considérable (on parlait de cinq à six millions de rentes), des relations très étendues, une haute autorité morale dans toute l'Allemagne. De son mariage avec la fille du feu duc de Bade et de la princesse Stéphanie, vicomtesse de Beauharnais, fille adoptive de Napoléon I^{er}, il avait une belle famille, affectueu-

sement groupée autour de lui, pour laquelle il nourrissait de vastes ambitions. Son fils aîné, le prince héréditaire Léopold, avait épousé la princesse Antonia, sœur du roi de Portugal (12 septembre 1861). Sa fille Marie s'unit plus tard à Philippe de Belgique, comte de Flandre; ses deux autres fils, Charles et Antoine, servaient dans l'armée prussienne. Le prince Charles, lieutenant au 2^e régiment de dragons de la garde, était un beau jeune homme de vingt-sept ans, intelligent, sérieux, appliqué à son devoir militaire.

Nonobstant ses liens d'alliance avec la famille des Napoléon, le prince Antoine était aussi peu Français de sympathies que le plus fougueux des professeurs membres du *Nationalverein*: il partageait toutes les rancunes et nourrissait toutes les ambitions allemandes. Le régent l'avait appelé à la tête de son premier ministère; il était actuellement général d'infanterie, président de la commission des ingénieurs, gouverneur militaire de la province rhénane et de la province de Westphalie. Il avait conservé les relations les plus amicales et les plus confiantes avec le roi Guillaume. Quand il venait à Berlin, il descendait au palais royal, et il s'y rendait à tous les anniversaires de famille. On ne sait pas exactement comment fut conçue l'offre qui lui fut faite de la couronne de Roumanie pour son fils Charles. Voici ce que j'ai pu démêler. Les moteurs révolutionnaires principaux de la conspiration contre Couza, Bratiano et Rosetti s'étaient partagé la tâche: Rosetti, demeuré à Bucharest, y organisait le coup de main matériel; Bratiano, venu à Paris, y préparait l'opinion française et cherchait un remplaçant au prince dont il tramait le renversement. Je l'ai connu chez Michelet: il était beau, charmant, tout flamme et séduction. Dans le monde d'opposition où il évoluait, il rencontra M^{me} Cornu, amie intime de la famille Hohenzollern-Sigmaringen et toute dévouée à ses intérêts. Lequel des deux, la révolution une fois consommée à Bucharest, pensa d'abord au prince Charles? Quand l'idée fut-elle accueillie par tous les deux? Quelles mystérieuses négociations s'engagèrent entre le chef de la famille Hohenzollern, Bratiano et M^{me} Cornu? Je ne le sais pas.

Le prince Antoine accueillit avec satisfaction la perspective d'un trône pour son fils; toutefois son premier mot, aux ouvertures de Bratiano transmises par M^{me} Cornu, fut: « Il faut avant tout que j'obtienne l'autorisation du Roi, sans laquelle je ne puis

rien; et, comme je suis certain que cette autorisation ne me sera pas accordée si je ne me suis pas préalablement assuré l'assentiment de Napoléon III, il n'y a aucune communication à faire à Berlin avant que vous ayez obtenu cet assentiment. » M^{me} Cornu s'en chargea et l'obtint. L'Empereur avait déjà de la bienveillance pour une famille qui lui était alliée; mais il eût suffi qu'elle se rattachât à la famille royale de Prusse pour qu'elle fût assurée de ses bonnes grâces.

Bratiano, sûr de Napoléon III, se rendit à Dusseldorf auprès du prince Antoine (30 mars 1866). Il lui annonça que, *suivant en cela l'avis de l'empereur Napoléon*, il avait l'intention de proposer au peuple roumain l'élection de son second fils Charles. Le jeune prince, en garnison à Berlin, se trouvait opportunément en congé chez son père. Bratiano put donc s'aboucher directement avec son candidat et lui faire ses propositions. Le prince, après quelques excuses de modestie, répondit ce que son père avait dit: « qu'il ne pouvait prendre aucun engagement précis, parce qu'il ignorait les intentions du roi de Prusse, CHEF DE LA FAMILLE, SANS LA PERMISSION DUQUEL il ne pouvait entreprendre un pas aussi important (1). »

Il pria donc Bratiano de ne pas continuer de nouvelles démarches pour le moment. Celui-ci repartit pour Paris rendre compte à M^{me} Cornu et, par elle, à l'Empereur de l'issue de sa démarche. Il alla ensuite à Bucharest organiser la manifestation plébiscitaire qui permettrait de solliciter et d'obtenir l'agrément indispensable du roi de Prusse.

Ainsi, à leur première apparition sur la scène enropéenne, les Hohenzollern-Sigmaringen, loin de contester leur subordination, leur devoir d'obéissance, l'affirment, comme ils n'ont cessé de le faire depuis en toute occasion, sentant que cette union avec la couronne de Prusse était pour eux une force, un prestige, une gloire.

IX

La manœuvre plébiscitaire de Bratiano eut un plein succès. Un moment une émeute séparatiste à Jassy troubla le scrutin: l'archevêque, revêtu de ses vêtemens sacerdotaux, marchait à la

(1) *Mémoires du prince Charles de Roumanie*, traduction française faite à Bucharest, tome I, p. 6.

tête des émeutiers ; les soldats, en partie Moldaves, ne s'étaient décidés à faire feu qu'après avoir vu tomber deux des leurs ; mais l'émeute avait été réprimée, les chefs arrêtés : l'archevêque s'était enfui. L'ordre rétabli, le plébiscite fut voté par 685 969 voix contre 224 (du 14 au 21 avril 1866). Les familles les plus considérables s'y rallièrent. Le prince Stirbey le signa et accepta d'être envoyé en mission auprès du prince Charles. Aucun des Bibesco ne songea à troubler la manifestation nationale, quoique, à défaut du Hohenzollern, la France eût certainement vu avec plaisir l'avènement de l'un d'eux, et surtout du prince Georges, brillant officier de son armée, que signalaient le charme de sa personne, sa vaillance et un remarquable talent d'écrivain. Mais, bons fils et bons patriotes, ils s'étaient rappelé que leur père avait le premier, pendant son règne (1), prononcé le mot de Principautés Unies ; soutenu le premier dans le Divan *ad hoc*, l'union sous un prince étranger, et cela, quoiqu'il eût obtenu une imposante majorité en Valachie ; enfin, qu'il avait contribué plus que personne à créer l'unanimité autour de la candidature de Couza, bien qu'elle eût été inventée contre la sienne. Le prince Brancovan, présent depuis une dizaine de jours à Bucharest, ayant été empêché par la maladie de prendre part au scrutin, vint dès le lendemain porter son adhésion et offrir ses services à la lieutenance princière. Il ne crut pas nécessaire d'adhérer publiquement au plébiscite ; aux ministres qui le lui demandaient, il se contenta de rappeler fièrement ses services : depuis sept ans, il n'avait cessé de lutter, par sa fortune et par son influence, auprès du ministère des Affaires étrangères et de l'Empereur ; le pacte de la conspiration avait été signé dans sa maison ; il lui eût été facile de se faire élire, il ne l'avait pas voulu.

X

Le soir du dépouillement du scrutin plébiscitaire, Bratiano expédie à Dusseldorf le télégramme suivant : « Cinq millions de Roumains acclament pour leur souverain le prince Charles, fils de Votre Altesse royale ; tous les temples sont ouverts, et la voix du clergé s'élève avec celle du peuple tout entier vers l'Éternel

(1) Le prince Georges Bibesco a écrit sur le gouvernement de son père un beau livre qui est à la fois un acte touchant de piété filiale et une très intéressante restitution historique.

pour le prier de bénir leur élu et de le rendre digne de ses ancêtres et de la confiance que la nation entière a mise en lui. » Le prince Antoine considérait tellement le roi Guillaume comme le maître de l'affaire que c'est à lui et non à son fils qu'il manda ce télégramme, et c'est le Roi qui le communiqua au prince Charles, le 16 avril à huit heures du matin.

Il ajoutait à cette communication : « Ton père t'a probablement communiqué la proposition, il faut que tu restes absolument réservé, car il y a de grosses objections, la Russie et la Porte étant jusqu'ici contre un prince étranger. » Le prince répondit : « Je reconnais parfaitement les grandes objections politiques qui sortent au premier plan. *Je me guiderai toujours d'après les prescriptions de Votre Majesté* (1). » Toutefois, emporté par sa fougue ambitieuse de jeunesse, il écrivit le même jour à son père « qu'il est fermement décidé d'accepter la couronne roumaine et de se rendre à Bucharest en dépit de l'avis de la Conférence. » Le père le calme, le rappelle à la raison : « Ton idée part d'un bon sentiment, mais rien que la considération *de la discipline de famille la rend déjà irréalisable.* »

Les Roumains, qui n'avaient pas à se préoccuper de la discipline de famille, trouvaient l'idée du prince si peu irréalisable qu'ils se mettaient en mesure de la réaliser. Leur gouvernement provisoire, sans tenir aucun compte de la décision de la Conférence, avait convoqué une Constituante. Cette assemblée, composée de 114 députés, dont 36 Moldaves, déclara, pour la dernière fois, que : « la volonté immuable des Principautés est de rester pour toujours une Roumanie une et indépendante, sous la souveraineté héréditaire d'un prince étranger, et que le prince héréditaire de la Roumanie est le prince de Hohenzollern, que l'assemblée vient à son tour de proclamer sous le nom de Charles I^{er} (13 mai 1866). »

Comme le prince Antoine, les puissances attendaient la décision du roi Guillaume. Drouyn de Lhuys, quoique ignorant le manège Cornu-Bratiano, sur les ordres de son maître, chargea Benedetti d'exprimer sa satisfaction de l'événement heureux qui allait s'accomplir dans la famille royale de Prusse. La Russie et la Turquie, par des raisons diamétralement opposées, n'éprouvèrent pas la même satisfaction : la Russie ne voulait pas de la

(1) *Mémoires du prince Charles*, p. 7. — Confirmé par Benedetti à Drouyn de Lhuys, 6 avril 1866.

constitution d'un État indépendant qui diminuerait son action dans les Balkans ; la Turquie redoutait un premier affaiblissement des traités qui protégeaient son intégrité contre les empiétements de la Russie ; elle eût préféré les Principautés livrées à l'Autriche plutôt qu'indépendantes.

Palmerston, voulant empêcher l'intronisation du Duc de Nemours en Belgique, Napoléon III celle du fils de la reine d'Angleterre en Grèce, s'étaient adressés, non aux Belges ou aux Grecs, mais l'un au roi Louis-Philippe, l'autre à la reine Victoria, et les avaient sommés de refuser un consentement auquel était subordonné l'effet de l'élection. Ce procédé était conforme aux règles internationales. Un peuple n'est tenu, dans le choix d'un souverain, à quoi que ce soit envers qui que ce soit : ses convenances sont sa seule règle. Les chefs des grands États européens, au contraire, sont obligés de respecter la règle qu'ils se sont réciproquement imposée de ne pas troubler l'équilibre des forces ou des influences, en mettant un de leurs princes sur un des trônes d'Europe, sans avoir l'assentiment général. La Russie et la Turquie se conformèrent à ces précédens incontestés, et leurs ambassadeurs d'Oubril et Aristarchi demandèrent au roi de Prusse de défendre à un membre de sa famille de déférer aux vœux des populations moldo-valaques.

Le Roi avait à choisir entre trois partis : défendre, conseiller, permettre. Cette élection lui était agréable aussi bien par des raisons personnelles que par des raisons politiques ; il aimait beaucoup la famille et il était satisfait de ses bonnes fortunes ; mais précisément parce qu'il l'aimait, il se préoccupait des difficultés redoutables auxquelles l'un d'eux allait s'exposer en acceptant d'aller régir un peuple turbulent. Il n'était pas fâché que l'Autriche fût contenue sur le Danube par un prince de sa famille dévoué aux intérêts de la patrie prussienne, mais, s'il se souciait peu du déplaisir de la Turquie, très vivement prononcée contre cette élection, il tenait beaucoup à ne pas froisser la Russie. En outre, il répugnait à lancer les autres autant que lui-même dans des aventures quand il n'y était pas contraint.

Il ne conseilla donc pas d'accepter ; il recommanda la prudence : « Réfléchissez ; il serait mieux de ne pas préjuger les décisions de la Conférence. » Il se garde encore plus de défendre : « Après tout, si cela convient à votre famille, faites à vos risques et périls. » Or, laisser faire, quand d'un mot on peut empêcher

de faire, c'est permettre. Permettre sans conseiller dégage certainement de toute responsabilité vis-à-vis de celui auquel on se borne à accorder libre carrière, non vis-à-vis de ceux dont les intérêts seront lésés par la permission que l'on aurait pu refuser.

D'Oubril et Aristarchi ne regardèrent pas de près à l'équivoque de cette permission de faire, qui n'était cependant pas un conseil. De ce que le Roi affirmait qu'il resterait étranger à la détermination du prince et ne l'engageait pas à se rendre aux vœux des Roumains, ils conclurent qu'il le désapprouvait, et ils télégraphièrent à leurs cours qu'il n'y avait pas à s'inquiéter du plébiscite roumain, que le Roi n'en permettrait pas la réalisation.

Bismarck, moins touché que le Roi des convenances personnelles, l'était autant que lui des considérations politiques. Tout en ne demandant pas mieux que de saisir l'occasion inespérée, offerte par Napoléon III, d'établir, à la veille de la guerre, un Prussien au flanc de l'Autriche, il était très soucieux, lui aussi, de ne pas s'aliéner la Russie, sur l'amitié fidèle de laquelle reposaient toutes ses combinaisons présentes et futures. Il répondit très prudemment aux congratulations de Drouyn de Lhuys : « Sa Majesté serait touchée de l'intérêt que l'Empereur témoignait à la famille royale ; mais, quant à lui, il ne lui conseillerait d'accueillir la combinaison que si elle était agréée par la Russie en même temps que par la France. Alors, nous nous en montrerons reconnaissans ; mais, même dans ce cas, nous déclinons tout ce qui pourrait rendre la Prusse solidaire à un titre particulier quelconque (1). » Ce qui n'empêcha pas plus tard le Roi, quand le prince Charles fut installé, de dire : « Maintenant que mon cousin Charles est en Roumanie, nous avons, sinon par des traités, du moins moralement, le devoir de le soutenir aussi bien et autant que possible (2). »

XI

On ne pouvait cependant demeurer immobile dans l'incertitude des délibérations. Bismarck, qui, comme Napoléon III, avait sa politique officielle et sa politique officieuse, se chargea de dénouer l'imbroglio. Malade, hors d'état de sortir de sa

(1) De Benedetti, 16 avril 1866.

(2) *Mémoires du prince Charles*, p. 136.

chambre, il envoya (19 avril) Keudell prier le prince Charles de passer chez lui : « Je ne vais pas vous parler, lui dit-il, comme homme d'État, comme ministre, mais, si vous me le permettez, comme conseiller et ami. Un peuple vient de vous élire souverain à l'unanimité; prenez une résolution audacieuse, partez directement pour la Roumanie. »

Le prince lui objectant la nécessité du consentement du Roi comme chef de sa famille : « Vous n'avez pas besoin dans ce cas, répondit Bismarck, de demander directement l'approbation du Roi, mais simplement un congé pour l'étranger. *Le Roi est assez fin pour deviner vos intentions*; il vous accordera votre congé, et, de l'étranger, vous demanderez plus tard un congé définitif. Vous pourrez alors vous rendre dans un strict incognito chez l'empereur Napoléon à Paris: il y a bien des moyens de lui parler en secret. Ce n'est que par son intermédiaire que vous pourrez atteindre votre but. Mais, devant la conférence de Paris, les choses pourraient trainer en longueur, attendu que la Russie et la Porte combattent énergiquement l'élection d'un prince de Hohenzollern et que la Prusse ne serait pas en état d'appuyer cette élection directement. Pour cette raison, comme premier ministre prussien, je devrais me prononcer contre votre élection, quelque difficile que ce me soit, car je ne devrais pas amener une rupture avec la Russie et engager des intérêts d'État en faveur d'intérêts de famille. Mais une action entreprise pour votre propre compte contribuerait à tirer le Roi d'une situation pénible pour lui, et je suis convaincu qu'il ne s'opposerait pas à cette idée, que je lui communiquerais de vive voix s'il voulait me faire l'honneur d'une visite. Votre Altesse une fois en Roumanie, la question serait beaucoup plus facile à résoudre: la Conférence se trouverait en face d'une chose faite, et les puissances intéressées de plus près commenceraient par protester, mais elles devraient finalement reconnaître un fait qu'on ne peut plus supprimer. Vous n'avez rien à craindre de l'Autriche, je me propose de l'occuper pendant quelque temps; quant à la Russie, dès qu'elle se trouvera en présence du fait accompli, elle le reconnaîtra. Du reste, vous ne mettez pas grand'chose au jeu, et, en cas d'échec, vous vous en retirerez comme d'une aventure piquante (1). »

Le prince alla raconter au Roi cette conversation. Le Roi ne

(1) *Mémoires du prince Charles*, p. 7.

parut pas se ranger à l'avis de son ministre : « Les difficultés sont énormes et multiples ; il serait plus sage d'attendre les résolutions de la conférence de Paris. D'ailleurs n'était-il pas indigne d'un prince de la Maison de Hohenzollern de se mettre sous la suzeraineté d'un Turc ? » Le jeune homme insiste : — Il saura se libérer par les armes de cette suzeraineté qu'il accepterait pour un moment ; il affranchira le pays qui l'élit et lui conquerra sur le champ de bataille sa complète indépendance ; il fera toujours honneur à son nom, quelle que soit la situation dans laquelle il pourra se trouver. — Le Roi cependant ne dit pas oui, ne dit pas non ; il lui donna le congé pour aller s'entendre à Dusseldorf avec son père et, le serrant dans ses bras, il lui dit : « Que Dieu te protège ! »

A Dusseldorf, le jeune homme ne trouve pas plus de décision qu'à Berlin. Sa mère et sa sœur, tendrement inquiètes, s'opposaient ; son père ne savait à quoi se résoudre. Le Roi lui écrit ce qu'il avait fait entendre à son fils : il n'envoie pas un refus direct, il insiste seulement sur l'opposition des puissances. Mais M^{me} Cornu, consultée par lettre et par messenger, presse pour qu'on ne se préoccupe pas de la Conférence, qu'on aille de l'avant, et qu'au plus tôt on crée le fait accompli. Elle promet l'aide de l'Empereur. Bratiano, accompagné d'un ancien aide de camp de Couza, accourt, appuie le conseil de M^{me} Cornu et promet le succès. Alors le prince Antoine se rend à Berlin ; il ne peut se décider à prendre un parti quelconque sans s'être mis d'accord avec celui qui est la lumière et l'autorité de la famille. Là tout est discuté ET RÉGLÉ (1) avec le Roi, dans le plus grand secret. Suivant une distinction digne du plus Escobar des casuistes, il « n'autorisera pas, mais il entrera avec inquiétude dans les projets du prince (2). »

On en arrive donc finalement au scénario proposé par Bismarck dès l'origine : le prince quittera la Prusse, non en rebelle à l'autorité du chef de famille, non en déserteur de l'armée, mais avec le consentement tacite de ce chef de famille et muni d'un congé accordé pour l'étranger par le commandant suprême de l'armée. Dès qu'il aura franchi la frontière prussienne, il enverra sa démission, dont l'acceptation lui était garantie d'avance.

(1) Expression du prince Charles dans ses Mémoires, *loco citato*.

(2) *Ibid.*

XII

Le 22 mai 1866, le prince Charles entrait triomphant à Bucharest, ayant traversé sans encombre l'Autriche tout en armes et en surveillance. De Salzbourg, il envoya sa démission d'officier prussien. Bratiano l'avait rejoint pour jouir de la victoire à côté du roi qu'il avait inventé. « On l'attendait, écrivait notre consul, comme les Israélites attendaient le Messie. » Les ovations frénétiques de la population ne furent, du reste, qu'un heureux pressentiment, car, dans la situation la plus difficile, le nouveau prince s'est montré un chef d'État aussi remarquable par la sagacité et la prudence que par la vigueur et la persévérance, et il a été un glorieux créateur de royaume.

Bismarck annonça lui-même le fait aux ambassadeurs accrédités auprès de lui, en leur manifestant à tous sa surprise et ses regrets. « C'était sans l'assentiment du Roi et à son *insu* que le prince s'était rendu dans les Principautés. » Il affirma que S. M. prussienne ne se séparait pas des autres cabinets et déclinerait toute solidarité avec l'entreprise du prince, malgré les liens de parenté qui l'unissaient à la famille royale. D'Oubril se plaignit aigrement de la fausse sécurité où on l'avait mis par des paroles endormeuses. Aristarchi fut violent : il rappela les assurances qui lui avaient été données par le Roi ; il n'admettait pas que le prince eût pu se résoudre à méconnaître les intentions de Sa Majesté ; il se plaignit que sa bonne foi avait été surprise, en des termes tels que Bismarck lui déclara qu'il se retirerait, s'il persistait dans un tel langage.

Benedetti, ignorant la part que son souverain avait prise en cette affaire, reçut la communication avec beaucoup plus de sérénité : « Je ne doute pas de la sincérité de vos assurances, dit-il, mais on croira bien difficilement que le prince ait pris sur lui d'abandonner le service du Roi pour se rendre dans les Principautés sans s'être préalablement muni du consentement de Sa Majesté et se soit ainsi constitué à l'état de déserteur. On ne croira pas que ce soit pour rien que le prince Antoine a fait il y a deux semaines environ une apparition à Berlin, qu'il a vu le Roi et qu'il a reçu la visite du président du Conseil (1). »

(1) De Benedetti, 22 et 23 mai 1866.

Drouyn de Lhuys, qui n'était pas davantage dans la confiance, ne fut pas content. Il télégraphia à notre ambassadeur à Pétersbourg : « Vous pouvez affirmer hautement que le prince est parti à notre insu. (Il aurait dû dire : à mon insu.) Le prince, ajoutait-il, est membre de la famille royale ; il occupe un grade dans l'armée : je ne m'explique pas qu'il ait pu, dans les circonstances présentes, s'éloigner sans l'agrément formel du Roi (1). » Quant à Napoléon III, il se réjouit du succès de son protégé.

Clarendon apprécia très sévèrement la conduite du gouvernement prussien et, malgré les assurances de Bernstorff, son ambassadeur, que le prince avait agi à l'insu du Roi, il ne douta pas du contraire. Mais en même temps il laissa voir sa conviction « que la Prusse n'aurait pas toléré cette aventure sans s'être ménagée les bonnes dispositions de la France (2). »

A Vienne, Mensdorff insista plus que Clarendon sur la connivence française, accusant notre agent à Bucharest d'avoir encouragé l'élection. « Je nie le fait, télégraphiait à d'Avril Drouyn de Lhuys, car il serait trop contraire à vos instructions. » — « Vous pouvez nier, répondait d'Avril, personne ne pouvait ni encourager ni décourager (23 mai). » Le démenti n'était pas cru, et, en effet, s'il valait pour Drouyn de Lhuys, il ne valait rien pour l'Empereur.

Le ministre italien à Berlin, Barral, le télégraphiait à La Marmora : « Le gouvernement prussien était certainement de connivence avec le départ et l'acceptation de la couronne du prince de Hohenzollern ; mais, maintenant qu'il espère qu'à l'aide du vœu des populations et du fait accompli, le prince pourra se maintenir, il manœvrera de manière à ne pas heurter la politique de la Russie, qu'il a le plus grand intérêt à ménager (3) (31 mai 1866). » Moustier, alors ambassadeur à Constantinople, télégraphiait : « On comptait sur le refus du prince de Hohenzollern. On se croyait d'autant plus fondé à l'espérer que les nouvelles reçues de Berlin semblaient rassurantes à cet égard (30 mai 1866). »

De Vienne, Mosbourg écrivait : « L'opinion publique consent difficilement à ne voir dans cette entreprise aventureuse qu'un acte d'initiative personnelle. On accuse généralement la Prusse

(1) Drouyn de Lhuys à La Tour d'Auvergne, 22 mai 1866.

(2) De La Tour d'Auvergne, 23 mai et 24 avril 1866.

(3) La Marmora, *Un po più di luce*, p. 260.

d'avoir inspiré la résolution du jeune officier, membre de la famille royale, dans l'espérance que les divisions et les agitations auxquelles donnerait lieu sa présence dans les Principautés seraient de nature à créer pour l'Autriche un surcroît de graves difficultés (1). »

Ainsi, dans l'Europe entière, l'opinion fut que le prince était parti avec l'autorisation du roi Guillaume et de l'empereur Napoléon III. Le monde considéra comme une plaisanterie cette affirmation, « que, sous un roi d'une volonté aussi forte que Guillaume I^{er}, assisté d'un ministre aussi énergique que Bismarck, un prince prussien eût pu prendre une telle initiative sans l'assentiment royal (2). »

Cette conviction excita en France les murmures des politiques de l'école de Talleyrand et de Thiers; le brillant chroniqueur de la *Revue des Deux Mondes*, Eugène Forcade, s'en fit l'interprète : « On ne comprend pas que l'équipée du prince de Hohenzollern dans les Principautés ait été tolérée. On ne saurait admettre que le nouvel hospodar, officier de l'armée prussienne, ait quitté comme un déserteur son pays et ses frères d'armes à la veille d'une grande guerre et d'un grand péril. Nous croyons pour l'honneur du prince qu'il a informé le gouvernement de ses résolutions, et qu'il est parti muni des autorisations nécessaires. Comment la cour de Berlin a-t-elle pu donner une autorisation semblable sans en faire prévenir la France, ne fût-ce que par l'intermédiaire de l'Italie? Et, si la France a été avertie, comment a-t-elle consenti à cette aventure (3)? »

D'autres écrivains manifestèrent le même étonnement. Et cette candidature royale d'un Hohenzollern, même en une région éloignée, excita, dès 1866, les ombrages et les susceptibilités françaises, et l'on reprocha à l'Empereur de l'avoir tolérée. Que n'eût-on pas dit si l'on eût su qu'il l'avait favorisée! Les partisans des nationalités approuvèrent le laisser faire donné par l'Empereur. L'*Opinion nationale* soutint une thèse opposée à celle de Forcade. En cela, Guérault, son rédacteur en chef, esprit indépendant, caractère honorable, n'obéissait pas à une déférence

(1) 25 mai 1866.

(2) Sybel, VI, 353-354. — Sybel ajoute, il est vrai, que cette opinion n'était pas conforme aux faits, parce que le « prince avait agi d'une manière complètement indépendante et n'avait ni sollicité!!! ni reçu du roi la permission d'agir. » On n'escamote pas plus lestement les documents.

(3) *Revue des Deux Mondes* du 15 juin 1866.

affectueuse pour le prince Napoléon : il se montrait fidèle aux convictions de toute sa vie.

XIII

Les opinions étaient unanimes : restait à savoir ce que seraient les actes.

Chez Gortchakof, la résolution n'allait jamais au delà des phrases. D'ailleurs, son souverain ne lui aurait pas permis d'être méchant envers son oncle bien-aimé. Sa grande colère se réduisit donc à prescrire à son agent de Bucharest la plus grande réserve : « Il attendrait, pour apprécier autrement la démarche du prince, de savoir comment elle serait jugée par la Conférence. Si elle se trouvait trop accommodante au fait accompli, il s'en retirerait. »

Les Turcs furent agressifs comme leur ambassadeur de Berlin l'avait été. Le prince Charles, en prenant possession de son gouvernement, expédia un télégramme de soumission au Grand Vizir : « Appelé par la nation roumaine à être son Prince, j'ai cru de mon devoir d'écrire au Sultan pour lui exprimer mes sentimens de dévouement et la ferme résolution que j'ai de respecter les droits de la Sublime Porte. » Cette marque de déférence n'apaisa pas. Aali télégraphia à Sawfet, son ambassadeur à Paris, « que le gouvernement ottoman ne voyait plus d'autre moyen de faire respecter dans les Principautés les traités et les décisions de la Conférence que l'occupation militaire (24 mai 1866). »

La Conférence se réunit aussitôt (25 mai 1866). Sawfet déposa sa protestation et lut à titre officieux la dépêche menaçante reçue la veille. Cette communication ne donna lieu qu'à un échange d'observations, et ce fut contre la Turquie et non contre les Roumains que les braves diplomates se prononcèrent : ils lui notifièrent à l'unanimité que la Porte ne pouvait, en aucun cas, intervenir sans une entente préalable avec les cours garantes, aux termes de l'art. 27 du traité de Paris et de la Convention du 19 août 1858.

Sur le fond même de l'affaire, l'intérêt fut dans le dialogue entre Budberg et Goltz. Budberg demanda : « Comment se fait-il que le prince de Hohenzollern, appartenant à l'armée prussienne, ait pu quitter le service pour se rendre dans les Principautés ?

S'il avait agi sans autorisation, il se trouverait en état de désertion et alors le gouvernement croirait sans doute devoir prendre des mesures très sévères à son égard. » — Goltz répondit avec un embarras visible : « Le Prince avait demandé et obtenu un congé pour se rendre auprès de son père à Dusseldorf et y attendre ce que résoudraient les Puissances; c'est de là qu'il était parti inopinément en envoyant sa démission. La Prusse, ajoutait-il, décline toute responsabilité dans cette résolution d'un sujet prussien qui a agi spontanément et n'a pris conseil que de lui-même. »

Rien de mieux, si le Prince avait été un simple sujet prussien; mais, Goltz ne l'avait pas nié, il avait des liens avec la famille royale. A cet égard, comme une réponse, même captieuse, était impossible, Goltz éluda : « Il ne m'appartient pas, dit-il, de discuter ici les conséquences de la résolution du prince de Hohenzollern en ce qui touche la position de Son Altesse en Prusse et ses rapports vis-à-vis du Roi. »

Affaire du Roi, non de l'État : ainsi argumentaient ceux qui, n'ayant pas l'improbité de nier contre l'évidence l'immixtion du chef de la famille Hohenzollern, voulaient dégager le gouvernement prussien de toute solidarité et le préserver des censures de l'Angleterre et des déplaisirs de la Russie. Cet argument pouvait avoir quelque apparence dans une monarchie parlementaire où le pouvoir ministériel est distinct du pouvoir royal. Dans une monarchie personnelle de droit divin, telle que celle du roi Guillaume, il n'avait aucune valeur : car, dans un tel gouvernement, tout ce qui lie le roi engage l'État; aucune distinction ne peut être établie entre le roi et l'État. Qui donc l'a dit? Bismarck lui-même, il y a quelques jours, dans l'affaire du Lauenbourg. Notez bien soigneusement, je vous prie, dans votre mémoire, ces paroles que je vous rappellerai plus tard : « Le vice de cette prétention est de séparer le roi de l'État. *Séparation impossible en Prusse de toute façon, en droit, en fait, et politiquement.* (1) » Et l'argument tiré de cette réponse de Bismarck était d'autant plus péremptoire que le droit du roi de Prusse n'était pas un droit dérivé de la nature comme celui du prince Antoine, mais un droit tout politique, que ne lui eût pas conféré la parenté, s'il n'avait été roi de Prusse, et qui, avant

(1) Discours du 3 février 1866.

comme après lui, appartenait à tout roi prussien quelconque.

La Conférence se contenta de prescrire aux agents de Bucharest de n'entretenir que des relations officieuses avec le gouvernement provisoire. Gortchakof ne se montra pas satisfait que Brunow se fût contenté d'aussi peu et il pensa même un instant à le rappeler. La menace des Turcs d'entrer dans les Principautés était plus inquiétante : elle fut conjurée par la Prusse et par la France. Bismarck annonça qu'il protesterait énergiquement contre toute occupation militaire des Principautés. Drouyn de Lhuys télégraphia à Moustier (1) : « L'occupation militaire des Principautés serait à nos yeux le plus grand danger pour la Porte, et pour l'Europe la plus fâcheuse complication. Faites vos efforts pour détourner le Divan de cette pensée. »

Moustier, favorable aux Roumains, n'avait pas attendu ces instructions pour calmer l'effervescence turque. — Entrer dans les Principautés, leur avait-il représenté, pouvait être honorable et même facile ; mais serait-il aussi facile d'en sortir honorablement ? — L'attitude calme et prudente de la Conférence frappa beaucoup les ministres turcs ; ils remarquèrent, non sans surprise, que Budberg avait été le premier à faire sentir la gravité des résolutions à prendre et la nécessité d'agir avec lenteur et maturité. D'un autre côté, Lyons, le ministre anglais, sans leur donner aucun conseil positif, s'abstenait de fournir aucun encouragement. Quelques ministres, plus méfians à l'égard de la Russie que Fuad et Aali, engagèrent leurs collègues à se préoccuper un peu de l'intérêt évident du cabinet de Saint-Pétersbourg à les pousser à des mesures inconsidérées et dispendieuses. A la suite de cet ensemble de conseils, le langage du ministre des Affaires étrangères se modifia sensiblement. La thèse de principe descendit tout à coup à une simple susceptibilité de forme : pourquoi le prince n'était-il pas venu d'abord à Constantinople ? tout se serait arrangé. Aali reconnut que l'occupation des Principautés serait une mesure des plus graves et des plus dangereuses, à laquelle la Porte n'aurait recours que pour mettre sa dignité à couvert, et il se déclara prêt à entrer dans toute voie conduisant au même but et qui lui serait suggérée par la Conférence.

La Conférence ne lui en indiqua aucune. Elle se réunit de nouveau, à la demande de la Russie (25 mai). Budberg proposa

(1) 27 mai 1866.

l'envoi d'un commissaire ottoman accompagné d'un délégué désigné par les représentans des cours garantes à Constantinople. Son exposé des motifs persistait à rendre le gouvernement prussien responsable des actes du prince Charles : « Dans le cours des délibérations, dit-il, les Puissances signataires des traités ont unanimement adressé aux Principautés l'invitation solennelle et réitérée de se conformer aux stipulations internationales, seule garantie des immunités dont elles jouissent. La Prusse s'est associée à ces démarches, et cependant, *c'est un membre de sa famille*, un officier de son armée, qui a commis cette usurpation. »

Les ambassadeurs turcs se rallièrent à la proposition Budberg. Drouyn de Lhuys, gagné par l'Empereur au prince Charles, la combattit : « Une intervention militaire, conséquence de la proposition russe, ne manquerait pas de déclencher une lutte sanglante, prélude de complications européennes. » L'ambassadeur d'Angleterre se rallia à cette manière de voir, ainsi que le ministre d'Italie. L'ambassadeur prussien dit qu'il en référerait à son gouvernement. Metternich exprima une opinion favorable, en principe, à la proposition, ne réservant que la question d'opportunité. Ces divergences firent qu'on ne prit aucune résolution.

Gortchakof, fatigué d'être berné, se retira en notifiant sa retraite en termes amers, et il prit acte de la brèche pratiquée dans les traités dont on avait la prétention d'imposer le respect intégral à la Russie : « Le premier soin de la Conférence a été d'inviter le gouvernement provisoire à se borner au maintien de l'ordre sans préjuger les décisions des grandes Puissances : le gouvernement provisoire n'en a tenu aucun compte. La Conférence a prononcé l'exclusion de tout prince étranger : il y a été répondu par le plébiscite qui appelait au trône le prince Charles de Hohenzollern. La Conférence a déclaré l'élection du prince illégale : il a été acclamé, et il a pris possession du pouvoir qu'on lui avait décerné. Il était impossible de se jouer plus audacieusement des décrets de l'Europe, et, en présence de ces actes de prépotence d'un État de quatrième ordre, la Conférence ne trouve rien à faire que de s'incliner devant les faits accomplis et de laisser à la révolution le soin de défaire son propre ouvrage. Nous ne saurions nous associer à une pareille comédie... » Il ajoutait cependant : « L'intention de Sa Majesté n'est pas que vous entriez dans aucune récrimination : l'aveu de

M. Drouyn de Lhuys, que la Conférence n'a plus de but pratique, nous en dispense. Il y a assez de complications en Europe pour que nous désirions éviter d'en ajouter une de plus. Si, en adhérant à la dissolution de la Conférence, M. Drouyn de Lhuys renouvelait sa déclaration quant au traité de 1856 et à la convention de 1858, vous pourrez faire observer que le cabinet impérial a toujours pratiqué pour sa part le respect des transactions existantes, mais sous la réserve que le respect sera réciproque et qu'on ne saurait maintenir aucun article isolé d'un traité quelconque, pas plus l'article 27 que tout autre, si les autres articles du même traité se trouvaient enfreints par l'une des parties que ces stipulations concernent (12 juin 1866). »

Ces lamentations du chancelier russe n'émouvront pas l'histoire, car elles s'adressaient mal. Sans doute la Russie venait d'être mystifiée, mais non par le peuple roumain. Le mystificateur avait été l'ami de Berlin, niant sa coopération, prétendant n'avoir rien su et désavouant pour la galerie ce qu'il eût été en son pouvoir d'empêcher par un seul mot. Et, contre celui qui l'avait vraiment joué, le chancelier russe n'osait pas répéter la plainte de son ambassadeur à la Conférence.

La protestation contre l'heureuse aventure, grâce à l'appui de Napoléon III, se borna donc au refus du Sultan de recevoir de l'envoyé roumain Golesco la lettre dans laquelle le prince exprimait ses regrets que la situation intérieure des Principautés l'ait forcé de passer par Bucharest avant de se rendre à Constantinople comme il en avait l'intention.

Dès qu'on s'en remettait aux négociations, l'affaire était pacifiée; les négociations, c'est comme l'établissement d'une commission dans un parlement : le moyen de ne rien faire, en se donnant l'air de faire quelque chose.

Le prince Charles put installer en paix son gouvernement, envoyer son armée sur les frontières turques, appeler en toute hâte des instructeurs prussiens pour la défranciser et l'encadrer; et l'attention publique ne fut plus détournée, par cet incident latéral, du drame qui s'engageait entre les deux Puissances germaniques.

ÉMILE OLLIVIER.

PETIT MONDE D'AUJOURD'HUI

TROISIÈME PARTIE (1)

IV

Piero parti, Jeanne envoya le domestique se coucher, sonna pour la femme de chambre et lui dit de se coucher aussi, sortit sur la terrasse, que rendait toute blanche la lumière de la lune ressuscitée, retourna dans le coin d'ombre, parmi le feuillage tiède des roses, s'étendit sur la chaise longue et se sourit à elle-même, heureuse. Jamais elle n'avait aimé, avant de rencontrer Maironi, et elle n'avait pas même désiré d'aimer. Aucun de ses nombreux adorateurs n'avait su éveiller en elle le sentiment de sa féminité profonde; et, à présent encore, ce sentiment n'était éveillé qu'à demi. L'ardeur de son esprit n'avait pas pénétré son corps. Ses désirs n'allaient pas plus loin que la présence continuelle et la tendresse passionnée de celui qu'elle chérissait, la possession de cette âme, la liberté, aux heures où l'on préfère le silence à la parole, de lui passer les bras autour du cou, de lui poser le front sur la poitrine. Au delà de cet abandon et de ces caresses, de ces baisers à fleur de lèvres et de la sensation du bras aimé sur ses épaules, les répugnances commençaient pour elle. Pas un atome de crainte ni de remords ne se mêlait à ses ravissements. Fille de parents incrédules qui toutefois respectaient la religion, elle avait bien passé par les éphémères ferveurs ascé-

(1) Voyez la Revue du 15 mai et du 1^{er} juin.

tiques du pensionnat ; mais, plus tard, l'instinct qui lui avait été infusé dans le sang, la conscience de sa supériorité intellectuelle sur les personnes qui l'avaient guidée vers la piété, la tendance critique de sa raison, les lectures, les conversations d'hommes cultivés et irréligieux, l'incrédulité connue de ses parents, qui cependant l'envoyaient à la messe, qui la faisaient communier et qui lui donnaient des livres de prière, tout cela ensemble l'avait amenée à une sorte de fatalisme serein d'où les dogmes chrétiens, Dieu, l'immortalité de l'âme, lui apparaissaient comme des illusions généreuses, nobles, utiles même à ceux qui ne possédaient pas comme elle dans leur propre nature le sentiment de la dignité morale, ses freins et ses aiguillons. Sa fierté, le prix qu'elle attachait au respect des autres, les vagues idéalités morales qui lui tenaient lieu de foi, suffisaient pour lui inspirer le dégoût de l'adultère, mais ne faisaient nullement qu'elle se reprochât un amour qui, satisfait selon son désir, lui remplissait le cœur de bonté. Elle savait qu'elle ne dérobaient rien à la femme de Piero ; et son scepticisme à l'égard des illusions sentimentales, sa forte et lucide intelligence de la réalité, ne lui permettaient pas d'éprouver du remords pour une offense qui, puisqu'elle ne pouvait être sentie, n'était pas une réelle offense.

L'image sinistre de la démente ne se présentait jamais à sa pensée. Elle s'était bien dit, parfois, que la mère de cette malheureuse souffrirait beaucoup, si elle savait ; mais, d'après sa manière de voir, il y avait de l'Inéluctable dans la vie, et ces douleurs-là étaient du nombre. L'amour, lui aussi, procédait de l'Inéluctable. Pourquoi s'était-elle éprise de Piero ? Pour les attraits de son visage et de son esprit ? Non, mais pour un je ne sais quoi dans ses yeux. On lui avait beaucoup parlé, il est vrai, de ce jeune homme intelligent, cultivé, généreux, pieux, malheureux ; on lui avait donné une grande curiosité de le connaître et, particulièrement, de savoir s'il aimait encore sa femme ; mais la seule chose qui avait pris le cœur de Jeanne, c'était ce je ne sais quoi d'incompréhensible. Était-elle donc de ces femmes, si nombreuses, auxquelles il suffit d'avoir été regardées deux ou trois fois par un homme qui n'est ni vieux ni laid ni mal vêtu, pour se sentir attirées ? Non, ce n'était pas cela encore ; beaucoup d'hommes lui avaient inspiré de la sympathie par leur agréable commerce ; elle s'était maintes fois complu à être admirée ; elle n'avait pas toujours dédaigné les douceurs d'une coquetterie

légère; mais c'était seulement à sa première rencontre avec Piero qu'elle avait senti l'empire subit d'un destin. A cet instant-là, elle était devenue l'esclave de l'Inéluctable.

Inéluctable était son amour, inéluctables étaient les douleurs qu'il pouvait apporter à d'autres créatures humaines; et, par conséquent, ces douleurs, au lieu de lui causer du remords, ne faisaient naître en elle que de la pitié. Tandis que, sous l'ivresse de Maironi descendant avec le baiser de l'amante aux lèvres, s'amas-sait peu à peu, silencieusement et non remarqué, un levain d'amertume, sous l'ivresse de Jeanne se dissimulait le froid noyau de son scepticisme, la claire vision du tourbillon éternel où son amour et sa conscience, comme tous les autres amours et toutes les autres consciences, devaient se dissoudre à bref délai. Cela, c'était l'Inéluctable suprême, et il ne la troublait point; au contraire, il lui rendait plus intense le plaisir de l'heure présente.

Il lui semblait qu'elle ne pourrait plus dormir cette nuit-là; et elle se complaisait à jouir du coucher de la lune et du parfum des roses en pensant à lui. « Où donc avait-elle eu la tête, pour le laisser partir sans lui demander quand il reviendrait? » Elle ne pouvait pas, non, elle ne pouvait pas rester dans une pareille incertitude. Elle vit les gants, que Piero avait oubliés sur une chaise. « Oh! s'il allait venir les reprendre! » Elle se dressa, se tint aux écoutes. Quelle folie! Elle se dit qu'elle renverrait les gants le lendemain matin, avec une lettre. Et elle les ramassa, heureuse. Elle mourait d'envie de les baiser, sourit d'elle-même. Elle ne les baisa pas, mit sa main dans l'un d'eux, sourit encore, sourit de se sentir mortifiée qu'ils fussent si grands, alors qu'elle aurait juré que les mains de Piero étaient petites... Un grince-ment de la grille! « Est-ce lui? »

Non, ce n'était pas Piero; c'était Carlino arrivé en voiture avec quatre amis: l'élégant député Berardini, le grand violon-celliste Lazzaro Chieco, le jovial peintre vénitien Fusarin, et un certain Fanelli, Siennois, critique d'art et de littérature, fort jeune, libertin, effronté comme un gamin de Florence. Ils étaient partis de Venise par le chemin de fer; mais ensuite ils l'avaient quitté pour faire en voiture une course de trente kilomètres et goûter pleinement la chaude nuit de mai et l'éclipse. L'homme qui les avait amenés entra derrière eux, portant le violoncelle de Chieco. Ils furent très étonnés de trouver Jeanne sur la terrasse

à pareille heure. Elle ne connaissait que Fusarin, son adorateur fou d'autrefois. Mais ce fut Chieco qui s'avança le premier vers elle, le chapeau à la main et les bras ouverts.

— Divine dame, ne vous occupez pas de ces épiciers, qui sont indignes de votre attention. Moi seul, Lazzaro Chieco, violoncelliste de chambre ou plutôt d'antichambre au service du Père éternel, je la mérite !

— Carlino ! Carlino ! s'écria Jeanne en riant, tandis que les autres, avec un air comique, la suppliaient d'avoir pitié du maestro retombé en enfance. Tu ne présentes pas ? Que fais-tu ?

Carlino montait à reculons l'escalier de la terrasse, très lentement.

— Pardon, pardon ! dit-il. Attendez une minute ! On m'a enseigné à Venise qu'il est excellent pour les poumons de monter ainsi l'escalier. Une découverte magnifique ! C'est délicieux !

Fusarin et Fanelli l'empoignèrent et le portèrent jusqu'en haut, tandis qu'il criait :

— Meilleur encore ! Meilleur encore !

Cependant, Berardini priait Jeanne de ne pas le confondre avec ces gredins-là : il n'avait bu, lui, à souper, que de l'eau claire. « Quant à eux !... » Et il fit le geste de l'ignorance simulée. Mais Carlino, après avoir remis en ordre ses manchettes, sa cravate et le collet de son smoking, se disposait à faire les présentations.

— Laissons ces banalités, pour l'amour du ciel ! s'écria l'honorable. Madame, je vous ai déjà vue dans mes rêves, et j'aime à croire que vous m'aurez vu aussi dans les vôtres. Qu'importe que, ce soir, ils m'appellent Berardini tout court ! Habituellement, votre frère, qui me méprise, dit : « le député Berardini ; » et Fusarin, qui me hait, dit : « le commandeur Berardini. »

— Le chien ! bougonna Fusarin. Voilà qu'il lui a tout révélé !

— Mais n'en ayons cure, continua l'honorable. Vous êtes vous, et je suis moi.

— Madame, dit Fanelli, comme je suis le mieux élevé de ces quatre amis de votre frère, et ce n'est pas beaucoup dire, je me laisserai présenter !

Cependant, Jeanne regardait Carlino d'un air embarrassé. « Cette visite lui était fort agréable, mais... »

Chieco prévint les paroles prêtes à sortir.

— Non, madame, non ; soyez sans inquiétude. Nous ne

sommes pas de petites gens comme les épiciers de votre bourgade, qui ronflent là-bas dans les marécages. Vous n'avez pas à vous préoccuper de nous faire dormir. C'est vous qui dormez, belle dame; et nous sommes votre rêve de cette nuit. La raison pour laquelle je suis venu, c'est que votre frère m'a dit posséder un vieux clavecin excellent; et, au surplus, j'étais curieux de voir s'il est possible que je devienne amoureux de vous et s'il est possible que vous ne deveniez pas amoureuse de moi. Ces gueux-là sont de ma suite. Nous allons donc faire de la musique; nous prendrons, s'il y a moyen, belle dame, trois ou quatre tasses de thé pas trop fort, avec du lait; Fusarin et votre frère se concerteront pour le bal tiepolesque que vous avez l'intention de donner; mon compatriote Berardini débitera un second sac d'âneries; je ferai un peu le galant; et, à l'aurore, tout ce beau rêve s'évanouira en landau vers les régions orientales.

Les domestiques y perdirent leur sommeil; mais ce fut vraiment un rêve. Les flammes des lampes électriques illuminèrent le grand salon et les quatre petits qui l'encadrent, décorés aussi par Tiepolo de bonnes fresques en l'honneur d'Homère, de Virgile, de l'Arioste et du Tasse. Sur les murailles apparurent les grands corps des héros, pleins de vie, superbes dans les harmonies du repos et du mouvement, les faces plébéiennes des princes drapés dans leurs manteaux pompeux, les nudités charnues et chaudes des princesses paysannes, les colonnades d'Aulis, les portiques de Carthage, les tentes achéennes, les écueils de l'île de Calypso et des Ebudes, les fonds nébuleux du ciel et de la mer. On se chamailla, parce que Berardini et Chieco étaient fous d'admiration pour les fresques, tandis que Fanelli, froid et sarcastique derrière son monocle, critiquait, sentenciant, faisait le difficile, notait les scandaleuses incorrections du dessin; tant qu'à la fin Chieco l'appela « vilain macaque » et que Fusarin lui tomba dessus avec fureur.

— Qu'avez-vous donc, monsieur le pantin, je vous prie? Faites-moi le plaisir de laisser en paix le pauvre vieux qui a commis ces barbouillages! Contentez-vous d'écrire sept cents articles par semaine, avec vos « gammes suggestives » que j'envoie au diable, avec votre maudite « couleur qui chante, » et avec sept ou huit « vibrant de modernité! » Ah, ah! tu en veux à Tiepolo parce qu'il faisait les genoux trop gros! Et moi, j'en veux au bon Dieu pour t'avoir fait cette figure à claquer!

Trlin!... Trlin!... Trlin!... C'est Carlino qui appelle ses amis avec le clavecin dans la salle d'Homère, tandis que Jeanne les appelle avec la voix :

— De la musique ! De la musique !

— Oui, de la musique ! Assez de disputes !

Et tous de courir dans la salle d'Homère, sauf Chieco en train de tirer de l'étui son violoncelle. Comme c'est le moment où vont faire leur entrée un certain M. Bach, un certain M. Haydn, un certain M. Marcello, et encore d'autres personnages en perruque, portant l'épée au côté, avec des bas de soie et des boucles de brillans, il faut que l'accueil soit gai.

Du champagne ! Fanelli porte un toast spirituel à « la plus vibrante de modernité » parmi les déesses de la villa Diedo. Berardini improvise une tirade baroque sur la déesse Diane et boit à son divin frère, à Apollon Dessalle. Chieco, levant sa coupe vers la fresque d'Ulysse pensif au bord de la mer, s'offre comme consolateur à la douce, triste et belle Calypso dont les épaules et le sein nu émergent de l'onde, et il boit à sa santé et à celle de sa couturière. Fusarin, lui, boit « aux vieux Diedo, les pauvres hères qui ont bâti cette masure ! » Et Carlino, parce que sa sœur voudrait l'empêcher d'ouvrir en trop grand nombre les bouteilles de champagne, boit « à Jeanne le gendarme ! »

Mais voici que Bach fait son entrée, — « le divin Bach, » dit Chieco, qui accuse Carlino de gueuserie, attendu que, dans une villa si belle, avec de pareilles fresques, avec un pareil clavecin, sous le double règne de Tiepolo et de Bach, le maître de la maison ne possède pas de perruques, d'épées, d'habits brodés, de culottes courtes et de bas de soie pour tous ses hôtes.

— Jurons, crie Berardini, de venir à votre bal ainsi costumés !

On jure, et Bach commence avec sérénité son petit discours. A une grêle voix d'enfant, cristalline et fluette, s'entrelace une voix de vieux grand-père au long nez, goguenard et tendre. Chieco joue du violoncelle comme un demi-dieu, et Carlino fait merveille sur le clavecin, à tel point que l'autre lui répète souvent : « Bravo ! » Le délicieux parfum du xviii^e siècle amollit les cœurs. Jeanne soupire ; Fusarin, retrouvant en lui-même *veteris vestigia flammæ*, se risque à lui caresser une main en cachette ; alors Jeanne se lève, et, avec un léger sourire qui trahit l'audacieux, elle s'en va tourner les pages à son frère. Fanelli devine tout, regarde malicieusement Fusarin ; et celui-ci se jette sur

l'accouder d'une fenêtre et encense les étoiles avec son manille. Berardini flaire une intrigue; deux fois, par hasard, il rencontre les beaux yeux de Jeanne, s'émeut, rêve d'une aventure casanovienne. Jeanne a conscience de son propre charme, en jouit pour celui à qui elle appartient idéalement. Et le courtisan Bach va de l'un à l'autre, complimente chacun avec de petits mots aimables, avec de petits rires cajoleurs, fait une gracieuse révérence accompagnée d'un grand coup de tricorne, et se retire. Berardini applaudit très fort et trouve aussitôt un moyen de chuchoter à Jeanne, en français, qu'il n'a rien entendu, qu'il a eu des yeux pour elle seule, que, le soir du bal, il faudra reproduire les personnages des fresques, qu'elle sera Calypso et que lui-même sera la mer.

— L'amer? dit Fanelli, qui vient fourrer son nez dans leur conversation. Il l'est toujours! N'en goûtez pas.

Et de rire. Mais silence, maintenant! Voici que Son Excellence noble homme Benedetto Marcello fait son entrée; et Chieco rappelle Jeanne.

— Chère belle, ne prêtez pas l'oreille à leurs âneries! Vite, à votre poste! Et ne tournez pas les pages trop tôt, comme vous avez fait tout à l'heure. Quant à vous autres, vilains athées, soyez attentifs. Moi, quand je joue du Marcello, je crois à Dieu! En avant, marche!

C'est la Quatrième sonate pour violoncelle et piano. Après un trille du violoncelle, le croyant Chieco, tout en donnant de puissans coups d'archet, s'écrie tout à coup :

— Ce monde est impossible à supporter!

Et il prend son essor vers les tons les plus hauts, comme enlevé par les ondes précipitées des notes qui jaillissent.

— Impossible à supporter sans Calypso! chuchote Fanelli.

Le fait est que Fusarin, saisi par la violence de la musique, fixait sur Jeanne des yeux ardents, la conjurait par les transports du violoncelle. Le clavecin parut insuffisant pour exprimer tant de passion. Comment Beethoven pouvait-il concevoir les sonates sans concevoir en même temps le piano moderne? Carlino soutint que la musique de Beethoven avait créé le piano moderne de la même façon que, dans les organismes, c'est, non pas l'organe qui crée la puissance, mais la puissance qui crée l'organe.

Vint ensuite le tour de Corelli; mais Carlino était fatigué. A la seconde page, il manqua la mesure, fut traité de voleur et

d'assassin par Chieco, qui le fit recommencer deux fois. Puis, comme l'autre avait encore fait une faute, Chieco se leva d'un bond en criant :

— Nous nous retrouverons au café ! Nous nous retrouverons au café (1) !

Tandis que les autres riaient avec le coupable, Fusarin prit Jeanne à part et lui dit quelque chose de si hardi qu'elle eut un geste de vive indignation.

— Ce n'est rien, ce n'est rien ! se mit à clamer bouffonnement l'effronté personnage. Je dirai comme mon gondolier de Venise, quand je lui demande s'il va pleuvoir : « Ce n'est rien ! La montagne voudrait, mais la mer n'entend pas de cette oreille ! »

Et toute la société passa en pouffant de rire dans la salle de l'Iphigénie.

Au son du clavecin et du violoncelle, le jardinier Céola, le maraîcher, sa femme et deux ou trois hommes de peine étaient sortis à la belle étoile, presque en chemise. Un peu plus tard s'était joint à eux, sous les fenêtres de Calypso, un mendiant coiffé d'un chapeau haut de forme, vieux maniaque noctambule que tout le monde appelait monsieur Piereto Pignolo.

— Eh ! toi, le sacristain, demanda le jardinier au maraîcher après la gavotte de Bach, toi qui uses les bancs des églises et qui crois au diable, dis-nous : ces messieurs qui se donnent du bon temps jour et nuit, est-ce qu'ils iront ou n'iront pas en enfer ?

— Voyez-vous l'extravagant ! Où vas-tu donc chercher ces idées-là ? répondit le maraîcher.

Et sa femme ajouta :

— Laissez mon homme tranquille, vous ; car c'est un brave homme. Et tâchez de ne pas y aller vous-même, en enfer !

— Moi ? Eh bien ! vous savez, il ne me déplairait pas d'y aller, pour les voir tous rôtir. Ces maudits ressemblent aux mouches qui, lorsque arrive novembre, font le sabbat sur les vitres aussitôt que le soleil y frappe. Ils savent qu'ils n'en ont pas pour longtemps, et ils s'en donnent à tire-larigot.

Silence, musique en haut : Marcello.

— Quelle musique de chats ! bougonna la maraîchère quand le morceau fut fini. Je m'en retourne à la niche !

— Tais-toi, grande bête ! lui dit son mari, placide.

(1) C'était le mot de Rossini, lorsqu'il jouait avec une personne qui perdait la mesure.

— Et moi, répliqua-t-elle, qui voudrais tant savoir s'ils y croient, les riches, à l'enfer! J'ai idée qu'ils y croient tout juste autant que vous, jardinier. Et alors, vous comprenez, je me dis qu'il serait fort possible que le bon Dieu les mit un jour sur la paille, et vous aussi, qui ne voulez pas entendre parler d'église, tandis qu'il nous ferait devenir gros bonnets à notre tour, nous qui lui sommes fidèles. Qu'en pensez-vous, monsieur Piereto, vous qui avez étudié?

Silence, musique en haut : Corelli.

— M'est avis qu'ils vont de travers, grogna le jardinier lorsqu'il entendit la musique s'interrompre et Chieco tempêter.

— Moi, commença avec solennité le maniaque en chapeau haut de forme, dès que le vacarme et la musique eurent cessé, je dis que vous êtes tous un troupeau d'ânes. Ils sont des ânes, tes patrons, parce qu'ils te paient, toi, jardinier. Toi aussi, tu es un âne, parce que, si tu avais ordonné à ton benêt de fils d'accepter les culottes de la bibliothèque, il gobait du même coup la place et tu pouvais me faire cadeau de sa vieille culotte. Vous êtes une bourrique, vous, maraîchère, parce que vous ne comprenez pas que vous êtes née avec une tête de citrouille et que votre sort est de crever parmi les citrouilles. Et tu es un baudet, toi, maraîcher, puisque tu vas à l'église et que tu ne voles guère.

Après quoi, M. Piereto Pignolo tourna le dos à la compagnie; et, lent et solennel, il se dirigea vers la grille en fendant la grève argentée avec l'ombre interminable de son chapeau.

Au sortir de la salle de musique, Berardini arrêta Jeanne une minute.

— Vous vous intéressez à un aspirant sénateur? lui demanda-t-il avec des yeux de braise.

— Pas outre mesure, pas outre mesure! répondit-elle en riant.

Le fait est qu'elle s'était employée pour Zaneto au temps où elle avait à cœur de gagner la bienveillance des Scremin, qui auraient pu s'inquiéter des assiduités de Piero et l'éloigner d'elle alors qu'il était encore indécis. Mais, à cette heure, sûre de son fait, elle laissait agir Carlino, qui avait pris goût à l'affaire.

— Pas outre mesure, mais assez cependant, répliqua Berardini. Or, la réussite est possible, mais à certaines conditions. Tout d'abord, il faudrait que le gendre du marquis se démit de ses fonctions de syndic et abandonnât le parti cléricale; ou du moins,

s'il lui répugnait trop de désertier, qu'il cessât d'être militant.

— C'est chose faite, interrompit Jeanne.

— Ah! fort bien. Et puis, il faudrait que, dans le collège électoral de Brescia, où M. Maironi a de grandes propriétés et où, jusqu'à présent, ses agens ont toujours recommandé l'abstention, les mêmes agens, aux élections prochaines, fissent voter au contraire pour le candidat du Gouvernement. Et puis, il faudrait que l'on trouvât moyen de mettre un terme à certaines rumeurs qui courent sur la situation financière du marquis. Enfin, et ce dernier point a beaucoup d'importance, car le Gouvernement veut ne pas se trop compromettre, il faudrait que le marquis n'eût pas contre lui un homme politique influent dont j'ai dit le nom à Carlino et qui, sans aucun doute, sera consulté avec prudence par le président du Conseil. Je crois qu'à ces conditions-là, on pourrait considérer l'affaire comme conclue. Êtes-vous satisfaite? Puis-je espérer une petite récompense?

Ici Berardini baissa la voix, et, avec un sourire fat, il s'efforça de prendre les mains de Jeanne, qui lui tourna le dos brusquement. Lorsque Chieco vit reparaitre, dans la salle de l'Iphigénie, l'honorable, un peu décontenancé, derrière la dame qui fronçait les sourcils, il se mit à crier pour la seconde fois :

— Ce n'est rien, ce n'est rien! La montagne voudrait, mais la mer n'entend pas de cette oreille.

Jeanne rejoignit les autres et se mit en devoir de faire le thé. Carlino et Fusarin causèrent du bal futur, discutèrent l'idée de prescrire aux invités les costumes des fresques, de confondre dans les salles éblouissantes de lumière les Iphigénies avec les Renauds, les Agamemnons avec les Armides, les Médors avec les Didons. Ils critiquèrent le projet de recouvrir par un vitrage les deux terrasses de la villa, de transformer l'une en vestibule et l'autre en buffet. Carlino ne voulait pas entendre parler de l'odieux fer pour l'armature du vitrage; Fusarin affirmait qu'il réussirait à le dissimuler entièrement sous des tapisseries et des étoffes; Fanelli, un peu snob, jetait çà et là dans la discussion sa pincée de sagesse moderne, étalait sa connaissance de certains salons illustres, de certains grands poètes de l'ameublement. La seule chose qui plaisait à Carlino, c'était l'idée des tapisseries, parce qu'il en possédait de superbes, des tapisseries de la Renaissance, pour lesquelles il n'avait pas de place à la villa Diedo. « Et pourtant, ces tapisseries-là devaient être devenues des pépinières

de microbes ! Il y avait de quoi prendre une maladie du *xvi^e* siècle ! Comment les désinfecter à fond ? Est-ce que leur sublime épiderme supporterait le sublimé ? »

— Et ceci ! cria l'humoristique Fusarin. Et la grande barbe de ce capucin de Calchas ? Et le sordide justaucorps de ce maudit barbier, à genoux, avec sa cuvette sale dans la main pour y tirer le sang d'Iphigénie ? Et tous les longs manteaux de ces princes grecs aux mufles de chiqueurs et d'ivrognes ? Ne crois-tu pas, ma chère âme, qu'ils soient pleins de bactéries ? Ah ! comme il me plairait, à moi, savez-vous, de crever d'une peste du *xvi^e* siècle ! Voilà qui serait beau ! Voilà qui serait nouveau !

Ce fut ensuite un tournoi de pensées folles sur la mort et sur la vie. Berardini plaisantait et riait avec un aplomb cynique ; et Jeanne avait peine à se souvenir que son devoir était de le, maltraiter un peu, tant il lui était indifférent et tant elle avait eu souvent l'occasion de voir des sots et des gens d'esprit montrer de semblables audaces ! Il soutint qu'il avait, non pas la conscience d'exister, mais seulement celle de paraître existant, et que cela était une panacée pour tous les maux et toutes les craintes ; que ce sentiment, loin de diminuer en lui la faculté de jouir, l'accroissait, en faisant disparaître ou du moins en réduisant à une simple apparence cette diversité entre la vie et la mort qui épouvante le commun des hommes. Fanelli prit le parti de Berardini contre les artistes, qui étaient les seuls à défendre l'absolu, avec une mitraille d'injures tout à fait étrangère à la métaphysique. Jeanne écoutait en silence, occupée à préparer le thé ; mais ses yeux, ses sourcils, son front et parfois même ses épaules exprimaient alternativement une vive approbation et une vive désapprobation ; et la désapprobation était vive surtout lorsque Chieco et Fusarin parlaient, comme s'il lui eût été désagréable que ces deux-là justement soutinssent la mauvaise cause. Fusarin s'en aperçut le premier et, sur un ton furieux :

— Eh ! oui, c'est connu ! Moi, j'ai toujours tort !

— Mais certainement ! s'écria Jeanne, dont le visage s'alluma. Comment peut-on soutenir le contraire ? Il est si évident que toute notre certitude n'est telle que pour nous-mêmes, que c'est une certitude relative, et que la prétention de posséder n'importe quelle certitude absolue est une chimère !

Fanelli et Berardini battirent des mains.

— Peut-être que j'existe, dit Carlino, et peut-être que je

n'existe pas. C'est ma joie de n'en rien savoir. Mais prends garde, Jeanne ; tu m'as l'air de t'échauffer moins contre Chieco et Fusarin que contre une secrète opposition qui fâche ma sœur. Je ne sais si tu m'as compris.

— Des sottises ! répliqua-t-elle en haussant les épaules.

Et elle sourit à Chieco, qui demandait une illusion de thé, une demi-illusion de lait, trois illusions de sucre et six ou sept illusions de gaufrettes ; car il avait peut-être soupé, mais peut-être aussi n'avait-il pas soupé à dix heures et demie. Fusarin, plus amoureux que logique, engloutit de bonne grâce, avec son thé, la certitude qu'il n'y a pas de certitude ; et il se contenta de chuchoter à Jeanne :

— Si vous n'existez pas, je n'existe pas non plus. Sur ce point, d'accord !

Ils partirent vers l'aube, à la grande satisfaction de Jeanne, qui se coucha mortellement lasse, mais heureuse de penser à *lui*, à lui seul, en paix. Elle se demanda : « Rêve-t-il de moi, en ce moment ? » Et elle rit d'elle-même, de ce romantisme conventionnel que l'on puise dans les livres et qui passe dans le sang. Non, il rêvait peut-être du Municipi ou d'une chose insignifiante. Quant à elle-même, elle aurait voulu voir en rêve ce lac inconnu de Valsolda éclairé par la lune, faire en rêve une promenade sur l'eau avec lui. Elle ferma les yeux, essaya de se prédisposer au sommeil et au rêve, qui lui montrerait ce lac et ces montagnes dont elle n'avait aucune idée. Elle ne sut imaginer que la petite barque, les caresses et la voix amoureuse de Piero ; mais, avec tout cela, elle ne parvenait pas à s'endormir. Alors, elle réfléchit à la triste réputation que quelque ennemi vindicatif, peut-être un des nombreux libertins qu'elle avait repoussés, peut-être son mari lui-même, devait lui avoir faite, pour que des hommes qui ne la connaissaient pas fussent si audacieux avec elle. Et elle pensa aussi au petit discours de Berardini, au marquis Zaneto, à cet homme politique influent qu'elle aurait désiré connaître pour en faire un ami de Piero et pour qu'il combattit chez celui-ci les tendances socialistes : des tendances qui déplaisaient à Jeanne, qui lui semblaient périlleuses, mal appropriées à la nature délicate et mystique de celui qu'elle aimait, nées d'une fantaisie vaine. Pas un frisson, pas une légère inquiétude ne l'avertirent qu'à cette même heure, son amant veillait, immobile et sombre, l'esprit fixé sur un spectre.

LE CAFÉ DU COMMANDEUR

I

La marquise Nene, vêtue de noir, les épaules courbées, le visage ridé, le teint de cire, l'expression sévère, entra avec sa grosse *Philothée* à la main, suivie par Maironi, dans la chapelle de la Cathédrale où elle avait voulu que l'on célébrât une messe d'actions de grâce pour la lueur d'espérance qui commençait à poindre sur le triste Asile jamais nommé.

La chapelle était vide, les cierges éteints, l'autel couvert. Mais, lorsque l'enfant de chœur vint découvrir l'autel et allumer les cierges, les quelques noires figures éparses dans les bancs de l'unique et large nef se rapprochèrent de la chapelle. Deux d'entre les humbles amies de la marquise, petites, vêtues de robes sombres, espèces de vieux petits prêtres femelles, vinrent lui chuchoter :

— Nous avons appris... Nous sommes bien heureuses.

Et, après avoir fait à Piero un petit salut réservé, elles entrèrent dans le banc placé en face de l'autel. Il y avait là, par hasard, l'homme acide, accoutumé à entendre la messe chaque matin. Il y avait la femme du journaliste Soldini, une belle dame aux cheveux blancs et aux yeux vifs, qui salua la marquise, mais avec discrétion, sans l'aborder. Il y avait enfin deux vieilles mendiante.

Le dernier qui entra dans la chapelle, d'un pas traînant et d'un air modeste, fut un petit homme gris emmitouffé dans une vaste douillette, le petit homme puissant de qui dépendait le sort de Zaneto Scremin et de beaucoup d'autres, le Commandeur. Myope, il ne remarqua pas tout de suite la présence de la marquise, ni celle de Maironi, ni celle de M^{me} Soldini, ni celle de l'homme acide, toutes personnes que pourtant il connaissait bien. Il se serait humblement agenouillé sur la marche d'un confessionnal, si M^{me} Soldini, avec une déférence spontanée, et les mendiante, avec une déférence préméditée, ne se fussent empressées de lui faire une place. M^{me} Soldini lui dit tout bas qu'après la messe, elle lui demanderait une minute d'entretien hors de l'église; ce qui mit des nuages sur le front et de l'aigreur dans les regards de l'homme acide, lequel préméditait, lui aussi,

d'attraper le Commandeur à la sortie de l'église pour certaines affaires profanes qui le concernaient personnellement. Le Commandeur s'inclina vers elle avec un doux sourire qui consentait. Ce fut seulement vers le milieu de la messe qu'il soupçonna que l'homme debout à côté de la vieille dame, ridée et blanche comme cire, pouvait être Maironi. Cette découverte lui causa une si longue distraction qu'ensuite il s'estima coupable d'un péché véniel, atténué d'ailleurs par la bonté du motif, car l'ex-syndic lui inspirait beaucoup de sympathie. Il lui aurait plu que Piero s'engageât dans un chemin meilleur; il caressait l'idée de faire quelque chose afin de l'y amener; et, en ce moment, il se réjouissait beaucoup de le voir dans ce lieu et dans cette compagnie, cherchait un prétexte pour lui parler après la messe, un moyen pour nouer avec lui des relations amicales.

Ce matin-là, de très bonne heure, Piero s'était mis en quête de sa belle-mère pour savoir d'elle ce qu'avait dit réellement le médecin de l'Asile. Entreprise ardue, avec une informatrice gauche et lente à s'exprimer comme la marquise, d'autant plus gauche et d'autant plus lente qu'il se livrait en elle un plus rude combat entre le devoir de dire la vérité et le désir de ne pas la dire tout entière! Elle aurait voulu que Piero se contentât des paroles écrites par la malade, qu'il s'en réjouît, qu'il ne se souciât pas d'en savoir davantage; et, à toutes les questions qu'il posait, elle faisait des réponses très embrouillées, au bout desquelles, toujours avec le même désir et le même soulagement, elle revenait à ce petit morceau de papier. Comme il avait l'expérience de cette femme, de ses voies mentales et de ses enveloppemens chaotiques, il n'avait pas eu de peine à comprendre que la lueur de conscience qui avait passé comme un éclair dans le billet douloureux devait s'être évanouie aussitôt. Ensuite, sa belle-mère lui avait dit avec une apparente candeur : « Partons, il est temps! » comme si elle ignorait les nouvelles habitudes de Piero qui, depuis la visite à Praglia, par un sentiment de loyauté courageuse, avait rompu avec toutes les pratiques; et la marquise le savait. Pris à l'improviste, Piero n'avait pas su trouver immédiatement une excuse pour se dispenser de la suivre, n'avait pas osé blesser cette vieille femme que, malgré tout, il vénérât dans son cœur; et il l'avait accompagnée à la Cathédrale.

Fatigué par sa longue veille, par les angoisses qu'il avait souffertes en imagination, il avait la tête pleine de sommeil, de

stupeur et d'ennui, le cœur dans une sorte d'engourdissement. La passion victorieuse elle-même se taisait en lui, épuisée. Il n'éprouvait que haine contre lui-même, contre ce lieu saint, contre l'obligation d'y rester malgré lui. Il était agacé par les coups d'œil obliques de l'homme acide, par les faces contrites de ces dévots prosternés stupidement, à ce qu'il lui semblait, chacun devant un petit miroir où il contemplait un petit Dieu qu'avait façonné sa propre intelligence. Il était agacé par l'idée que, selon toute probabilité, ces petites vieilles, et M^{me} Soldini, et le Commandeur, faisaient intérieurement des réflexions sur sa présence à l'église. La dévotion même avec laquelle priait sa belle-mère lui paraissait un excessif affaissement.

Tandis qu'il s'exaspérait ainsi contre tout et contre tous, assailli par un souffle démoniaque de perversité, le célébrant, précédé par le clerc, entra dans la chapelle. Piero reconnut don Giuseppe Flores. Il ne s'attendait pas à cette rencontre, et il en fut contrarié. Il aurait préféré quelque prestolet antipathique. Il lui était impossible de déverser aussi sur don Giuseppe l'ennui et le mépris qui l'emplissaient d'amertume; et, quant à contempler ce visage avec un désir de lumière et de paix, comme il l'avait contemplé là-bas, dans la villa solitaire, il ne le voulait, il ne le pouvait plus. Mais il ne pouvait pas davantage fermer ses oreilles à la voix grave et douce qui ravivait en lui le souvenir de la solitude pastorale autour de la villa silencieuse, le souvenir de la petite chambre, de l'entretien sur le canapé rouge, des paroles saintes, des saintes lèvres qui s'étaient posées un moment sur ses cheveux. Si, durant les tentations d'autrefois, sa volonté s'anéantissait, pour ne pas y consentir, mais pour ne pas en perdre non plus la douceur, maintenant, une semblable paralysie du vouloir le rendait impuissant à chasser loin de lui ces impérieux souvenirs qui l'importunaient; bon gré, mal gré, il était attaché par les sens à cette voix douce et grave; bon gré, mal gré, il était attaché par la pensée à l'image de don Giuseppe assis près de lui sur le canapé rouge, avec ce grand front, avec ces yeux ardents, avec cette chaude parole toute pleine d'Esprit saint. Cela fit que bientôt, à entendre la voix du célébrant, à considérer les visions de sa propre pensée, il sentit au fond de sa gorge, et plus bas, vers son cœur, une sourde souffrance, pareille à celle qui, lentement, sous une pression persistante, naît, se dilate et s'enfoncé. Elle était muette aussi, cette souffrance; elle ne disait pas

sa propre origine et sa propre nature; elle se dilatait et s'enfonçait, elle était un tourment; et, en même temps, elle était une impuissance amère, une intolérable obsession de la Force persistante qui agissait sur lui.

Lorsque le célébrant commença la lecture de l'Évangile, Piero, attentif au son et non à la signification des mots, s'aperçut que le son changeait. En prononçant les paroles de Jésus, le prêtre s'unissait en esprit à Jésus, avec amour et crainte. Le sentiment de son haut ministère, le sentiment de son indignité, la victoire du divin qui, dans sa poitrine, l'emportait sur les forces humaines, elle disait tout, cette voix qui était, non pas colorée au dehors, mais pénétrée d'âme et presque haletante. Piero ne put s'empêcher de tourner la tête pour voir la solennité humble de ce vieux visage bien connu; et il sentit que son malaise intérieur se transformait en un bouillonnement profond, en un émoi violent; et il en eut peur, il se raidit contre lui-même avec tout le ressort de sa volonté réveillée, fit de nouveau le silence dans son âme. Et, pour éviter une rechute, il pensa à Jeanne, se figura qu'en ce moment elle sortait peut-être du lit, parvint à s'embraser l'imagination d'un feu où il y avait plus de lascivité que d'amour, et tel que jamais encore il n'en avait ressenti la brûlure, soit quand il était avec Jeanne, soit quand il pensait à elle : un feu où un habile médecin des âmes aurait vu le symptôme d'une passion déclinante. Dans cette flamme de concupiscence, l'ennui, le malaise et aussi les images suscitées par la voix de don Giuseppe, tous les germes vitaux de son âme, se consumèrent subitement.

Ils sortirent de l'église en groupe, la marquise toute souriante et paisible, Maironi renfrogné, la vive M^{me} Soldini avec un visage apprêté pour des paroles qui semblaient déjà lui sortir des yeux, le Commandeur modeste et doux. Ce dernier, après avoir cérémonieusement salué les dames, dit à Maironi, avec un sourire moitié bienveillant et moitié railleur, avec une artificieuse hésitation à lâcher cette plaisanterie comme si elle était fort risquée :

— Maintenant que vous êtes en disponibilité... en disponibilité..., faites donc qu'on vous voie, souvenez-vous des humbles et des abandonnés. J'aurais un mot à vous dire, mais lorsque cela ne vous dérangera pas. Aujourd'hui, je m'en vais à Rome. Je reviendrai lundi, non pas la semaine prochaine, mais l'autre.

Ce jour-là, si vous le voulez bien, vous serez sûr de me trouver entre quatre heures et quatre heures et demie.

La marquise et son gendre s'éloignèrent aussitôt. M^{me} Soldini, s'animant tout à coup, demanda au Commandeur s'il avait remarqué la pâleur cadavérique de Maironi, tandis que la marquise, au contraire, était si sereine ! Une véritable énigme, cette marquise ! Les amis de la maison Scremin appelaient cela « de la vertu. » Juste ciel ! cette vertu-là ressemblait trop à la glace. Mais, comme le Commandeur, qui n'avait remarqué ni pâleur ni sérénité, paraissait goûter médiocrement cette véhémence quoique peu nécessaire appréciation des sentimens d'autrui, et comme il ne lui sortait de la bouche que de laborieux monosyllabes, la dame changea de discours et lui dit en riant qu'elle avait un remords d'être venue à la cathédrale pour le rencontrer plutôt que pour entendre la messe. Car son mari désirait avoir avec lui un entretien, et elle voulait lui demander quand il pourrait le recevoir. Le Commandeur, peut-être avec moins de cordialité dans le ton que dans les paroles, répondit : « Avec plaisir, avec plaisir ; » et il se campa sur ses deux pieds, fronça les sourcils pour un soliloque en partie mental et en partie verbal, pour un calcul de jours, d'heures, de séances, de rendez-vous, d'élémens certains, d'élémens probables, d'élémens possibles ; puis, après quelque hésitation, il finit par conclure qu'il recevrait M. Soldini à trois heures trois quarts, le même lundi qu'il avait déjà indiqué à Piero, c'est-à-dire vingt-cinq minutes après son retour de Rome. Après quoi, il fit une humble révérence et planta là son interlocutrice, qui ne s'y attendait point et qui en demeura un peu suffoquée.

Alors l'homme acide, qui rôdait aux alentours, non sans agiter avec rage ses sourcils et ses mâchoires, se porta vite au-devant de lui.

— Je suis à vous, lui dit le Commandeur.

Mais, au même instant, un homme déboucha d'une ruelle où il se tenait embusqué, le surprit par derrière et se mit à gémir :

— Commandeur, je me recommande à votre bonté ! Je suis Bisata, celui qui joue du pèlittone en *mi*, Commandeur ! J'espérais beaucoup du syndic Maironi pour la fanfare. On dit maintenant que les libéraux vont le renommer. Accordez-moi un simple petit mot de recommandation, Commandeur !

L'homme acide intima si brutalement au pauvre diable de les

débarrasser de sa personne que le bon Commandeur, tout ému de voir Bisata se tourner d'un air farouche vers celui qui l'avait interrompu, lui glissa dans la main quelques sous et le congédia le plus doucement possible.

— Va, mon ami, va!

Ce fut ensuite une mendiante pleurnicheuse.

— J'ai attendu monsieur, que Dieu le bénisse! pendant toute la messe. Monsieur n'aurait-il pas de vieux souliers?

Nouvelle incandescence de l'homme acide.

— Vous êtes une femme, et vous lui demandez ses souliers!

Nouvelles alarmes, nouveaux sous, et bénignes paroles de l'excellent Commandeur.

— Va, mon amie, va!

Finalement, l'homme acide put avoir l'entretien promis dans l'église, à l'issue de la messe. Encore un mendiant, celui-là : il sollicitait un débit de sel et tabac pour une de ses parentes à court de monnaie, et il sollicitait pour lui-même l'appui du Commandeur dans une affaire avec le receveur de l'enregistrement.

— Faites-le nommer chevalier, ce chien! Peut-être deviendra-t-il plus traitable!

Le Commandeur écouta toute l'histoire avec une patience angélique, prit des renseignemens, donna des conseils, blâma en souriant les incandescences, excusa l'Office royal de l'enregistrement et finit par aboutir à un *quia* qui, sans aucun doute, lui tenait à cœur. Il demanda, sur le ton de la plaisanterie, à quel point en était la crise municipale. « Qui sera le successeur du syndic démissionnaire? » L'homme acide s'étonna de la demande. « Le Commandeur ne venait-il pas d'entendre les révélations sensationnelles de l'illustrissime seigneur Bisata? »

— Ta, ta, ta! fit le Commandeur, comme un autre marquis Zaneto. Répondez-moi sérieusement.

Alors l'homme acide flaira un péril dans la curiosité avec laquelle le Commandeur venait de donner ce coup de sonde; et, apercevant le marquis Scremin qui, évoqué par ce « ta ta ta, » s'avancait vers eux, la face grosse de paroles naissantes, il s'écria qu'en ce moment le Commandeur manquait de loisir; et, « Votre serviteur! votre serviteur! » il se sauva malgré les rappels officieux de Scremin.

Le marquis, lui aussi, mendiait un entretien pour mendier

d'autres choses très graves. Mais le Commandeur ne put le lui accorder à l'instant même, et il renvoya cet entretien au fameux lundi, pour cinq heures. Zaneto parut un peu contrarié de l'ajournement : il aurait voulu parler au petit homme avant son départ pour la capitale, et non pas après.

Cependant, petit à petit, ils étaient arrivés ensemble au palais du Commandeur. Un vieux domestique se tenait sur le seuil, causant avec un facteur de la poste, qui accourut à la rencontre de l'humble tout-puissant, ôta sa casquette et lui tendit un papier.

— Le mémoire pour mon fils, Commandeur. Mille remerciemens !

Tandis que le Commandeur prenait le papier avec son habituel sourire bénin, le domestique lui annonça que M. Ricciotti Ceola l'attendait dans l'antichambre de son cabinet ; et, comme le maître, qui ne connaissait pas le surnom de Pomato, semblait ne pas comprendre, le domestique ajouta :

— Oui, Pomato, celui de la bibliothèque, vous savez !

A peine eut-il entendu ce nom menaçant, le Commandeur renfonça sa tête entre ses épaules, ferma les yeux, fronça le nez et soupira un « pff, » comme s'il venait d'imaginer la piqure d'une aiguille rougie au feu dans la partie la plus délicate de sa personne. Et il réfléchit une seconde ; puis il chargea le domestique de répondre à M. Pomato que son maître était obligé de se rendre à la bibliothèque et qu'ensuite il devait partir pour Rome.

— Et si M. Ceola voulait savoir?... insista le domestique.

Mais, sans l'écouter, le Commandeur s'éloigna en trotinant vers la bibliothèque.

Il trottinait avec la secrète espérance de se débarrasser aussi du marquis, auquel il ne pouvait promettre nul baume pour son *ulcus senatorium*. Mais Scremin, taillé à peu près sur la même mesure que le Commandeur, plus vieux toutefois de quelques années, prétextait qu'il avait aussi besoin d'aller à la bibliothèque et prit à son tour le petit trot ; de sorte qu'ils ressemblaient à une paire de chevaux dételés que l'on fait passager à la foire.

— J'aurais tant de choses à te dire ! commença le roussin de gauche, fourbu, poussif, sur l'escalier de la bibliothèque. Ce sera pour lundi ; mais, en attendant, je te recommande...

Et, usant du langage extraordinairement elliptique et interrompu que lui imposaient la course au trot et l'escalier fatigant,

il nomma le ministre formidable à qui, au contraire, il aurait souhaité qu'on le recommandât lui-même.

— Et l'affaire, également ! ajouta-t-il avant d'entrer dans le bureau du bibliothécaire.

Le Commandeur fit un imperceptible geste de surprise. Les Dessalle avaient hérité de leur père un certain procès contre un petit État américain, et ils avaient obtenu deux jugemens favorables ; mais ils n'avaient pas réussi encore à faire liquider leur créance. L'affaire était entrée dans la voie diplomatique, et il importait qu'on ne s'endormît point à la Consulta. Quelque temps avant la rencontre de Praglia, Carlino avait prié le marquis Scremin d'en parler au Commandeur ; et le Commandeur s'était employé à Rome pour les Dessalle, avec ce zèle de charité coutumière auquel les prochains les plus lointains venaient de toutes parts demander l'aumône. Mais ensuite, lorsque se furent divulgués les bruits scandaleux touchant les rapports de Piero et de Jeanne, la marquise Nene, qui d'ailleurs ne soufflait mot de ses propres angoisses, avait opposé une telle réserve aux effusions affectueuses et aux pressantes amabilités de Jeanne, que celle-ci n'avait pas osé insister. Or, le Commandeur, un grand silencieux entouré de menus informateurs, savait tout cela ; et si, à entendre maintenant la nouvelle recommandation du marquis pour l'affaire Dessalle, il avait eu en dedans un sourire de spectateur qui connaît bien les faiblesses humaines, c'était parce qu'il savait aussi que l'on faisait jouer en faveur de Zaneto près du ministre certaines influences muées par les Dessalle. Zaneto devina et para la botte invisible.

— Il est vrai, reprit-il, que, dans l'intérêt du pays, je ne devrais pas te faire cette recommandation ; car, si les Dessalle obtiennent ce qu'ils demandent, et il s'agit de millions, il ne me paraît guère possible qu'ils demeurent encore ici ; et leur départ sera une grande perte pour notre ville...

Cette riposte semblait un chef-d'œuvre de finesse, et elle l'était ; mais elle était sincère aussi : c'était le chef-d'œuvre d'une conscience industrielle, mais non d'industrielles lèvres. A force de raisonner avec le scrupuleux marquis du lobe cérébral droit, le subtil marquis du lobe cérébral gauche lui avait doctoralement persuadé que, si la recommandation faite au Commandeur pour l'affaire Dessalle était subordonnée à l'intention d'éloigner Jeanne de Piero, il était permis d'accepter en paix les avantages acces-

soires qui résulteraient naturellement de cette recommandation, par exemple l'appui des Dessalle pour obtenir au modeste petit pain Zaneto une place sur la pelle à four du ministre.

— Bien, bien ; adieu, adieu ! fit le Commandeur, qui soutenait en lui-même une pieuse lutte contre son opinion personnelle, n'en reconnaissait plus la rectitude, la prenait pour un jugement téméraire dont cette course précipitée était la cause.

Il se rendait à la bibliothèque pour obtenir que l'on fit des recherches dans l'intérêt de plusieurs personnes, les unes pratiques et les autres poétiques, les premières lui ayant demandé de les aider à prouver qu'elles possédaient légitimement quelque droit utile, et les secondes lui ayant demandé de les aider à prouver qu'elles possédaient légitimement quelque titre nobiliaire.

— Dites-moi toute la vérité ! s'écria le bibliothécaire avec un peu de mauvaise humeur. Est-ce que les nourrices ne s'amusez pas aussi à venir chez vous solliciter votre recommandation ?

— Oui, monsieur ; oui, monsieur ; aussi les nourrices !

Et le Commandeur ajouta qu'un moment auparavant il avait reçu la visite de M. Ricciotti Pomato.

— Vous voulez dire Ceola, fit le bibliothécaire.

Mais non ; le Commandeur ne nommait jamais les gens par leurs sobriquets, surtout lorsque les sobriquets étaient ridicules (1). Pomato *usque ad finem*. « Eh bien ! où en était l'affaire de Pomato ? »

— Oh ! l'affaire grossit, répondit le bibliothécaire. Nous aurons plus vite fait de remettre debout une armée de dimes tombées en pâmoison et de fabriquer une autre armée de comtes et de comtesses, que le Municipe de confectionner une paire de culottes miraculeuses qui aillent également bien à un préfet, à un député, à un sénateur, à Quaiotto et à Ciotti Ceola.

Il raconta ensuite que, ce matin même, de très bonne heure, on lui avait apporté chez lui une note municipale signée par le docteur Zaupa, note qui défendait d'admettre Pomato à l'exercice de ses fonctions tant qu'il ne se présenterait pas en uniforme. Ceola était venu à l'heure accoutumée, avait fait une scène, avait annoncé qu'il s'adresserait immédiatement au préfet pour que l'on mit à la raison Zaupa et compagnie. La commission devait se réunir à trois heures pour délibérer officiellement sur

(1) Ceola est la forme dialectale de *cipolla*, ciboule.

la démission du syndic. Au dire de quelques personnes, la crise municipale se terminerait comme celle de la lune ; mais le bibliothécaire, vu l'ordre draconien : « ou les culottes, ou la mort, » qui coupait les ponts entre le syndic et ses collègues, ne partageait pas cet avis. Du reste, plusieurs gros bonnets de la majorité, plusieurs *Cai* (1), comme disait à la mode vénitienne le bibliothécaire, s'étaient réunis le soir précédent, peut-être pour contempler l'éclipse, peut-être pour d'autres motifs ; et ils avaient appelé avec eux le journaliste Soldini. Comme Soldini était très modéré et qu'il avait de bonnes relations avec le syndic, certaines personnes avaient pu croire que les *Cai* voulaient ouvrir des négociations en vue de la paix.

— Mais, ajouta finement le bibliothécaire, si le syndic reprend ses fonctions à la prière des autres, voulez-vous qu'il cède sur l'affaire des culottes ? Et, s'il ne cède pas, quelle figure fera ce bon docteur ? Hein ?

Et le bibliothécaire sourit, regarda son interlocuteur dans les yeux avec des haussemens d'épaules réitérés qui signifiaient l'embrouillamini confus des problèmes à résoudre ; et il déclara en manière de conclusion :

— Vous verrez que Soldini viendra vous faire visite.

Le Commandeur objecta que tout cela ne le regardait en aucune façon. Mais, à la même seconde, et non sans une visible mauvaise humeur, il se souvint de l'entretien que M^{me} Soldini lui avait demandé pour son mari. D'abord, il avait espéré que Soldini désirait lui parler d'affaires privées. Il savait que ce journaliste était un logicien perspicace, un politique avisé, un homme dont le rigide caractère se dissimulait sous des façons exquises et sous une grande tolérance, non pour les opinions contraires, mais pour ceux qui les professaient. Il lui aurait très volontiers rendu un service personnel, qui d'ailleurs eût été le premier ; mais il se souciait moins de s'occuper avec lui d'affaires publiques, étant peu enclin de nature à affronter certaines rigidités qui demeuraient inflexibles même en dehors de ces convictions essentielles où il était lui-même rigide inflexiblement.

— Je m'en vais aujourd'hui à Rome, dit-il, rasséréiné par l'espérance que la nécessité d'un long retard ferait évanouir l'entretien.

(1) *Cai*, forme vénitienne du mot *capi*, les chefs.

Alors le bibliothécaire pria le Commandeur de ne pas s'en aller avant d'avoir parlé à l'un des garçons distributeurs; et il sonna pour faire venir cet homme, non sans rire, et se frotter les mains, et marmotter :

— Une nourrice ! Une nourrice !

L'homme s'avança, un peu intimidé, un peu obséquieux.

— Pardon, monsieur le Commandeur. Vous êtes président du Comité de surveillance de l'Institut technique ?

— Oui.

— J'ai entendu dire qu'un nouveau professeur devait arriver.

— Oui.

— Eh bien ! voilà. J'ai une chambre à louer. Si vous aviez la bonté de lui en toucher un mot?...

Le Commandeur s'en tira comme il put. Cependant, l'homme annonça au bibliothécaire que le marquis Scremin demandait à lui parler quand il serait libre.

— Me parler ? Ce n'est pas pour m'emprunter de l'argent, j'espère ?

Le Commandeur tressaillit. « De l'argent ? Pourquoi ? Les affaires des Scremin allaient mal ? — Oui, mal, très mal ; et cela, juste au moment où leur fille guérissait. — Elle guérissait donc ? — Hé ! c'était la nouvelle du jour, à la sacristie de la cathédrale. Elle guérissait ; d'ici à quelques jours, elle reviendrait dans sa famille. »

Le pauvre Commandeur, qui, dans sa grande bonté, avait des entrailles particulièrement tendres pour toutes les personnes nées dans l'enceinte de la ville, et aussi dans les faubourgs, et aussi, par delà le pavé, dans ces terres suburbaines jusqu'où ne s'était pas étendue la charité des anciens bienfaiteurs publics, se retira tout assombri par la ruine entrevue d'une illustre famille indigène, et tourmenté par le scrupule de se chagriner trop de cette ruine et de se réjouir trop peu de cette guérison. « Peut-être cela n'était-il pas vrai ; mais, si c'était vrai, c'était bien autre chose, bien autre chose que le Sénat ! »

Il fut rejoint près de sa maison par un petit homme à lunettes, qui boitait : un sagace et consciencieux docteur en droit, toujours enfiévré de nobles émotions politiques ou administratives, d'ailleurs très platoniques.

— Eh bien ! Commandeur, il paraît que notre préfet nous quitte ?

— Je l'ignore.

— Mais on dit que c'est vous qui le faites déplacer.

— Moi ?

— Oui ; car le préfet voudrait arriver à la dissolution du Conseil municipal, et vous y êtes contraire.

Et le petit homme rit d'un gros rire, pour donner à l'apparence du propos cette joyeuseté et cette douceur par lesquelles on fait avaler aux autres des paroles un peu dures et dont la moelle est amère.

— Vous savez ? répliqua le Commandeur, très ennuyé ; je fais comme la lune ; je m'éclipse !

Et il rentra chez lui, disparut dans le vestibule.

II

Don Giuseppe Flores priait dans la chapelle de sa villa, seul, absorbé en une double vision. Souvent, sur les sentiers de sa colline, il lui arrivait d'interrompre sa promenade pour méditer les profondeurs de Dieu, tout en contemplant la beauté magnifique et religieuse des choses. De même, à cette heure, sa pensée s'arrêtait sur l'éternité sainte, haute, obscure, qui dominait la vaste perspective de sa longue vie retournée de façon à montrer la face intérieure, comme si c'était la seule qui valût. Il n'apercevait pas le grand bien que cette vie avait irradié sur tant d'âmes par des voies inconnues à sa propre conscience : un bien accompli sans œuvres, sans expresses paroles de conseil et d'enseignement, par la seule influence de son être pur, humble et plein de Dieu. Ce qu'il y voyait, c'était un nombre infini de langueurs, de misères, de négligences et même de sensualités, ce prêtre aussi dur pour lui-même en ce qui concernait les désirs du corps qu'il était indulgent pour les autres. Ce qu'il y voyait, c'étaient des traces d'affections mortes, inutilement accordées à des fantômes illusoire et disparues avec eux ; ou encore, des traces d'affections accordées avec trop d'ardeur à des choses terrestres, par exemple à cette maison où il priait maintenant, aux arbres de cette colline, aux fleurs de ce jardin. Ce qu'il y voyait — telles des ombres au fond de vides lamentables, — c'étaient les occasions perdues pour les bonnes œuvres, c'étaient les bonnes œuvres diminuées par l'absence du sacrifice, par une molle obéissance à la divine impulsion, par des complaisances passagères pour le

bien accompli, complaisances qui n'étaient peut-être pas vicieuses, mais qui n'étaient pas non plus vertueuses. Ainsi voyait-il l'ensemble de sa vie; et cela mettait dans sa prière, non pas une tristesse, mais une tendre ferveur. Son habitude de rapporter à Dieu tout le bien qui s'était manifesté en lui, et de rapporter à lui-même toutes les imperfections de ce bien, avait pour secrète récompense la joie intime de se confier humblement à la miséricorde infinie, de sentir Dieu avec un amour d'autant plus attendri qu'il reconnaissait mieux sa propre indignité.

Lorsque, par un effet inévitable de la faiblesse commune à tous les hommes, la tension de son esprit se relâchait et que d'autres pensées l'entraînaient inconsciemment, c'étaient des pensées relatives à sa famille, qui l'avait toute précédé dans le mystère, soit en vertu d'évidentes lois naturelles, soit en vertu d'occultes lois de malheur. Ames austères, âmes allègres, âmes tranquilles, âmes ardentes, elles avaient toutes passé sur la terre avec le flambeau de la foi, elles étaient toutes parties avec la douce assistance du Christ; et, dans cette simple chapelle, des pierres modestes rappelaient leurs noms. Don Giuseppe avait chéri les siens du plus vif amour; mais il ne les avait pleurés qu'avec de rares larmes sanctifiées par une soumission affectueuse à la volonté divine.

Or, en ce moment-là, son esprit se laissait distraire par des figures aimées qui, autrefois, occupaient toujours la même place dans la chapelle. Il se laissait distraire par le souvenir des visages, des vêtements, des attitudes, des saluts à voix basse dans le lieu saint. Mais la sensation du silence, du vide présent, le rappela à la triste réalité et à la prière. Et alors sa prière fut comme envahie par l'influence de ces personnes invisibles aux vivans, par un vague regret de n'avoir peut-être pas contenté quelque innocent désir qu'elle n'avaient ni bien caché, ni clairement exprimé, de ne leur avoir pas suffisamment ouvert l'accès à une confiance difficile, de n'avoir pas pris l'initiative de revenir sur le sujet délicat, lorsque, la voie ouverte, cela eût été à propos. Et, tandis que ses lèvres priaient, priaient toujours, ce dernier souvenir l'amena, sans qu'il y prit garde, à se souvenir aussi de son entretien avec Piero, sur le compte duquel on lui avait par la suite rapporté des bruits fâcheux, sans qu'il essayât rien pour venir en aide au jeune homme.

Le trot d'un attelage et le roulement d'une voiture se firent

entendre sur la route, devant le portail clos de la chapelle. Don Giuseppe s'aperçut que la voiture tournait dans la cour de la villa. Quelques instans après, son domestique vint lui annoncer la visite de la marquise Scremin.

Il alla au devant de la marquise jusque sur les degrés par où l'on monte de la basse-cour à la villa. La vieille dame, noblement vêtue de noir, un peu plus maigre, un peu plus ridée et plus pâle que d'habitude, se hâtait de gravir les marches fatigantes, par déférence envers le vieux prêtre, qui, de son côté, par déférence envers la vieille dame, se hâtait de descendre l'escalier, dangereux pour lui. Don Giuseppe n'osait ni remercier la marquise, ni lui témoigner sa joie d'une visite qu'il eût été présomptueux d'attribuer à la simple politesse, et qu'il n'était que trop vraisemblable d'attribuer à une raison peu gaie. La marquise lui avait bien parlé naguère de certaine inscription qu'elle voulait faire graver sur une médaille, et elle avait prié le vieillard de la rédiger et de choisir l'ouvrier qui l'exécuterait; mais il n'était guère possible qu'elle fût venue pour cela.

De son côté, la marquise paraissait s'ingénier à dissimuler le but réel de sa démarche sous un entortillement de phrases rompues et impropres, de complimens au vieillard sur son aspect fleuri, sur la verdure de son jardin, sur la beauté du petit lac jaunâtre qu'avaient grossi les pluies récentes, sur les oies qui naviguaient triomphalement à la surface; et ces oies l'amènèrent à parler de ses propres canards, et des nouilles au bouillon de canard, et des goûts de Zaneto, qui n'aimait pas l'oie. Don Giuseppe souriait, ne sachant que dire, secondant par quelques monosyllabes complaisans ce verbiage nerveux et désordonné qui enfin, lorsque la pauvre dame se laissa choir, brisée de lassitude, sur le canapé du salon, s'éteignit soudain. Alors ce fut à don Giuseppe de parler, de demander des nouvelles du marquis, et encore, tout bas, avec hésitation, de cette autre personne pour laquelle il avait célébré la messe à la cathédrale quelques jours auparavant.

Une tristesse calme apparut sur le visage blême de la pauvre vieille.

— Hélas!... dit-elle. Voilà!

Mais elle ne dit plus rien; et, pendant le long silence qui suivit, deux larmes montèrent à ses yeux. Don Giuseppe soupira de compassion et baissa la tête, saisi de respect devant la

grandeur latente de cette humble créature au langage décousu qui s'efforçait de ne pas trahir son insondable douleur, courbée et résignée sous l'amer empire de la Volonté divine.

— Des souffrances, don Giuseppe! reprit-elle enfin. Voilà... Oui, des souffrances; et aucun avantage... Maintenant, c'est à peine si...

Elle se tut, et des pleurs brillèrent pour la seconde fois dans ses yeux. Don Giuseppe crut comprendre ce qu'elle pensait : à peine désirait-elle que sa fille guérit, qu'elle sût, qu'elle constatât.

La marquise parut ne pas douter qu'elle avait été comprise; car, sans avoir proféré les pénibles paroles, elle les confirma par un « Justement ! » plein de douleur, de sévérité et de dégoût. Il disait tout, ce « justement ! » ; et don Giuseppe fit le geste de celui qui voudrait contredire, mais qui n'en voit pas le moyen. Il songea : « Est-il possible que l'on cause une pareille affliction à une pauvre sainte créature infortunée comme celle-ci ! » Indulgent à la fragilité humaine, il s'abstint de prononcer un jugement plus sévère; mais le côté criminel de la passion coupable ne lui avait jamais semblé moins séduisant, et l'autre côté, le côté égoïste et cruel, ne lui avait jamais semblé plus déplaisant.

— Pourtant, dit-il, je l'ai vu l'autre jour avec vous, dans la chapelle de la cathédrale...

La physionomie plutôt que les réponses entortillées de la marquise firent comprendre à don Giuseppe que, si l'attitude de Maironi avait été bonne ce jour-là, on ne remarquait pas cependant qu'il y eût rien de changé dans ses relations avec Jeanne Dessalle. L'élocution de la marquise était toujours difficile; mais, pour ce qui était de nommer et, à plus forte raison, de décrire les passions illégitimes, les vocables lui faisaient positivement défaut, ou du moins ils lui brûlaient les lèvres, et on ne l'avait jamais entendue en prononcer un seul.

Dévouée religieusement à son mari depuis le jour de ses noces, elle professait au fond de son cœur le plus impitoyable mépris pour les fautes d'amour : car elle n'en avait jamais connu la tentation; et, même à l'époque où elle était dans la fleur de sa jeunesse, elle n'avait jamais su ce que c'était que de rêver. Elle était surtout sévère pour son propre sexe et portait contre Jeanne un jugement d'une rigueur extrême, que d'ailleurs elle ne for-

mulait pas en paroles, retenue par un haut sentiment de dignité aristocratique. S'il lui arrivait de la nommer, de l'effleurer par une allusion, son visage devenait sombre et sa voix aussi, rien de plus. Elle était moins sévère pour les hommes ; car, selon une de ses maximes, qui étaient plutôt de fer que d'or, elle croyait que, toujours, ils sont pour le moins autant séduits que séducteurs, et elle n'admettait pas que l'on mit jamais le siège devant la véritable vertu féminine. D'ailleurs, si elle jugeait que Piero avait dû être séduit, il ne lui était pas venu un seul instant à la pensée que le fait d'avoir été si longtemps séparé de sa femme pût l'excuser ni peu ni prou. La personne qui le lui eût dit n'aurait réussi qu'à la dégouter et à perdre son estime.

— Je le traite toujours, dit-elle, comme si je ne savais rien. Et je fais de même quand je parle de lui aux autres. C'est ma règle.

Le fait est qu'en ville, on riait, ou l'on souriait, ou l'on s'attristait charitablement de certaines phrases ingénues prononcées par la marquise à la louange de son gendre.

— J'ai songé aussi..., reprit-elle avec un immense effort. Oui... que sais-je?... Voilà : oui, à beaucoup de choses... à beaucoup de petites choses... à de petits moyens... Oui, que sais-je?... Vous comprenez, don Giuseppe ?

— Sans doute, sans doute ! fit don Giuseppe, qui n'avait rien compris du tout, mais qui cherchait à deviner ou du moins à aider sa visiteuse par un encouragement moral.

— C'est cela ! reprit la vieille dame.

Et, dans son style inimitable, où elle avait coutume de dire les choses sans les dire, elle se mit à raconter les fines trames ourdies par elle autour de son gendre, inutilement jusqu'alors, pour en tirer à l'occasion tous les fils et le détacher ainsi de Jeanne Dessalle.

Jamais Piero ne s'était occupé beaucoup de ses propres affaires, confiées d'abord à son tuteur, le marquis Scremin, qui administrait mal, et plus tard à des agents. Son gros patrimoine lui rapportait beaucoup moins que de raison. Avant la maladie de sa femme, sa belle-mère le harcelait sans cesse avec l'aiguillon des terres à visiter, des régisseurs à surveiller, des comptes à vérifier. Puis elle l'avait laissé tranquille. Mais, aussitôt qu'elle avait été informée du péril de la villa Diedo, elle avait entrepris un occulte et multiple travail de défense. La fortune immobilière

de son gendre, située toute dans la province de Brescia, était gérée par un vieil intendant qui, de temps à autre, venait conférer avec Maironi comme il avait autrefois conféré avec Zaneto. Homme probe et dévoué au nom des Maironi, cet intendant n'avait pas dissimulé jadis à Piero son opinion personnelle, à savoir : que la meilleure façon pour le propriétaire de pourvoir à ses propres intérêts, c'eût été de se fixer sur les lieux ; et ce discours déplaisait alors à la marquise, qui avait même fini par prendre cet homme en grippe. Mais, plus tard, la vieille dame, feignant des inquiétudes personnelles au sujet des affaires de son gendre, avait fait dire à l'intendant par un ami de la maison que, plus il insisterait pour attirer Maironi à Brescia, plus on lui en saurait gré. En même temps, comme elle connaissait, sinon dans toute leur étendue, au moins en partie, les embarras financiers de Zaneto, elle s'était mise à lui insinuer qu'ils feraient bien de changer de résidence ; que, loin de leurs parens et de leurs relations, certaines économies deviendraient plus faciles ; qu'Élisa, lorsqu'elle reviendrait dans sa famille, préférerait un séjour où elle serait peu connue. Les fonctions municipales de Piero étaient un énorme obstacle sur sa route. Aussi, quand survint la crise, en remercia-t-elle Dieu dans le fond de son âme ; puis, elle prévint avec effroi que des pacificateurs ne manqueraient pas de s'interposer entre le syndic et ses collègues ; elle songea à l'homme acide, et, sans lui en rien dire à lui-même, elle lui fit souffler à l'oreille qu'elle n'était pas sans appréhensions sur l'état des affaires de Maironi ; qu'elle considérait la crise comme un vrai bonheur pour son gendre ; et qu'elle ne serait nullement reconnaissante à ceux qui tâcheraient de rétablir la paix dans le Municipe : une bonne manière d'exciter l'homme à cracher son acide avec plus de zèle encore que d'habitude. Quant à Piero, elle lui avait parlé deux fois des embarras d'argent où son mari était empêtré. La première fois, elle lui avait fait passer son idée devant les yeux comme un éclair, avec une placidité presque badine : « Un jour ou l'autre, mon cher, nous nous en irons tous demeurer à chose ! » — elle voulait dire : à Brescia. La seconde fois, elle avait été plus hardie et plus absurde, lui avait parlé de vendre le palais et les fermes, et de se retirer ensuite à Brescia chez Maironi : « Et, si tu ne veux pas y venir, nous nous en irons tout seuls, nous autres les pauvres vieux ! »

Tandis que, selon son habitude, elle disait tout cela sans le

dire, elle mêla si bien les fils de cette trame de saints artifices qu'à un certain moment don Giuseppe cessa d'y comprendre goutte; et elle-même s'y trouva embarrassée à tel point que son interlocuteur perdit toute espérance de l'en voir sortir jamais. Néanmoins, sans se déconcerter, elle continua son discours de plus en plus inextricable et obscur, s'embrouillant, s'embrouillant, tirant de sa gorge à grand'peine des mots qui s'entre-choquaient, l'esprit fixé sur une pensée secrète qu'elle voulait dire sans la dire. Don Giuseppe commença d'être un peu inquiet. L'embrouillement croissant de la marquise dans des ténèbres de plus en plus épaisses et la lueur passagère de quelques « il faudrait » lui avaient suggéré l'idée qu'il y avait sans doute une intention nette dans l'esprit de cette femme qui ne découvrirait jamais sa pensée du premier coup, et qu'elle lui destinait, à lui aussi, un rôle dans le projet arrêté, un rôle difficile qui ne correspondait pas au réel pouvoir du prêtre. La marquise arriva enfin à cette conclusion, d'autant plus effrayante pour lui que déjà il s'y attendait :

— Vous comprenez, don Giuseppe, ce que je désire?

— Eh! répondit-il avec sa déférence habituelle.

Et il se tut. Comme le silence se prolongeait, il reprit, un peu gêné :

— Mais... c'est que peut-être je n'ai pas tout compris.

La marquise eut un triste sourire de supplication.

— Il faut que vous parliez, don Giuseppe!

Parler à qui? Don Giuseppe, après avoir plusieurs fois passé sa main sur son front comme pour se débarrasser d'une préoccupation pénible, se risqua à en faire la demande.

— Voici, répondit la marquise. D'abord, à Zaneto.

Don Giuseppe branla la tête, fit avec la bouche une moue légère. Et, patiemment, la marquise recommença, mais beaucoup moins nébuleuse maintenant, à dire sans dire.

— Voici. Que sais-je?... Il s'est mis ce Sénat en tête. Une idée fixe, je vous dis! Admettons qu'on le nomme, et j'en doute fort. Qu'en résultera-t-il? Des dépenses.

Ici, la marquise exprima comme elle put un de ses plus amers chagrins: Zaneto mendiait des recommandations dans cette maison-là!

— Il dit que, de cette manière, on fait comprendre aux gens qu'il n'y a rien de mal; mais je dis, moi, qu'il ne devrait pas y aller.

Et elle revint aux dépenses. Elle parla des embarras de son mari : « Tout cela par excès de bonté, parce qu'il est trop charitable, parce qu'il garde des fermiers qui ne le paient point, parce que ceci et parce que cela. » Quel désastre, si elle n'eût pas mis un frein à tant de prodigalités ! Mais le pire, c'était ce qui suit. Un galant homme dont elle ne prononça pas le nom, « un polisson, je vous dis, moi ! » avait soufflé dans l'oreille de Zaneto que la mauvaise réputation de ses finances serait un obstacle à ce qu'on le fit « chose, » c'est-à-dire sénateur, et que, pour assurer sa nomination, il devrait faire cadeau « de je ne sais combien à je ne sais qui, » aux incurables, ou aux orphelins, ou aux abandonnés, ou aux teigneux, « mais sûrement de façon que le conseiller y trouvât son avantage à lui, je vous dis, moi ! Figurez-vous ! »

Oui, don Giuseppe regrettait ces choses fâcheuses ; malheureusement, il ne voyait pas quel remède il pouvait y apporter, sous quel prétexte il pouvait se présenter au marquis pour lui faire des remontrances.

— Mais vous, marquise ? dit-il. Si vous ne réussissez pas à le persuader, vous, comment pourrais-je y réussir, moi ?

La marquise secoua la tête, soupira, confessa sa propre impuissance.

— Moi, non, vous savez, don Giuseppe. Il est très bon ; mais nous ne nous entendons pas.

Effectivement, si l'éloquence de la pauvre vieille dame était courte et maladroite, celle de son mari était au contraire des plus fines et des plus alertes. En chaque question, elle ne voyait que les droites raisons de la simple justice ; il y voyait, lui, les raisons tortueuses d'une justice en conflit avec l'opportunité. Elle prenait ses argumens dans un cercle étroit de notions et d'idées ; il prenait les siens dans le champ plus large de sa culture et de sa rhétorique.

Pour elle, le siège de sénateur signifiait seulement vanité et dépense. Par une curieuse rencontre, le plus philosophique argument que, dans son scepticisme pratique, elle opposait aux ambitions de son mari, ressemblait fort à l'argument que Jeanne, dans son scepticisme théorique, avait employé pour tourner en ridicule, ou presque, les naissantes idées socialistes de Piero : — « La présence de Zaneto au Palais Madame, et, en général, le bavardage de tous ceux qui viennent y débiter leurs sornettes, ne

ferait certainement pas dévier d'une ligne le cours du moindre événement qui se préparait dans le monde. » — En vain le bon Zaneto, n'osant pas répondre qu'il était tout disposé à respecter les itinéraires assignés aux événemens du monde, entreprenait-il de distinguer entre l'ambition légitime, sentiment honnête, et les ambitions condamnables; en vain lui parlait-il des services qu'il serait possible de rendre à la religion, même par un simple vote. Lorsqu'il disait cela, il se croyait sincère; et il essaya même d'en convaincre son épouse incrédule, qui battait et rebattait sans relâche le clou de l'ambition et de la vanité. Il lui expliqua qu'il était de la même pâte que les autres hommes et qu'il ne se croyait pas indemne de certaines appétitions médiocrement nobles; mais, puisque, au-dessus de ces appétitions, qui peut-être agissaient en lui à son insu, il découvrirait dans sa conscience un trésor de raisons bonnes, il n'était pas obligé de se scruter lui-même plus à fond; car on a le devoir de se montrer charitable aussi à l'égard de soi-même, de s'abstenir aussi de pratiquer contre soi-même des investigations qu'il serait odieux de pratiquer contre le prochain. Sa femme, abasourdie et dédaigneuse, repoussa loin d'elle toute cette psychologie et toute cette casuistique, où elle ne voyait qu'un logogriphe incompréhensible.

Elle avait donc renoncé à tenter directement la conversion de Zaneto, et elle le dit à don Giuseppe, qui soupira et fit plusieurs fois avec les épaules et avec la tête le simulacre de soulever un fardeau très lourd.

— Est-ce que j'y puis quelque chose? demanda-t-il.

Sans tenir compte ni de ses gestes ni de sa question, l'impudente vieille dame, comme s'il était déjà bel et bien convenu que don Giuseppe serait l'ambassadeur auprès de Zaneto, se mit à lui proposer une seconde ambassade à laquelle le vieux prêtre était loin de s'attendre. Elle pataugea longuement autour de ses biens paraphernaux qu'elle avait administrés elle-même avec un soin jaloux, presque avaricieux, par amour pour sa fille, afin d'empêcher que, comme elle le dit à don Giuseppe, ces biens n'lassent « dans le chaudron, » — le chaudron des Scremin, tout crevassé de dettes. Ces biens constituaient une fortune importante; et, jusqu'alors, la brave marquise n'avait jamais consenti à rétamé le chaudron ni par un sou ni par une signature.

— Mais, s'il le faut, don Giuseppe, dit-elle, soit!

Enfin, la pensée intime de la marquise, la pensée que jus-

qu'alors elle avait tue, la raison vraie, unique, de sa visite, était montée jusqu'à ses lèvres par les voies les plus étranges et les plus tortueuses, en était sortie presque par hasard, comme une idée qui aurait germé à l'instant même dans son cerveau.

Cette pensée, elle l'avait conçue de longue date, silencieusement conduite à maturité, en attendant, pour la produire à la lumière, que se présentât une occasion favorable. Il s'agissait d'offrir à Zaneto le versement de sa fortune propre dans le fameux « chaudron, » dont un habile administrateur aurait ensuite tenu la cuillère, mais à condition que l'on vendrait tous les immeubles apportés par Scremin, palais et biens-fonds, et que l'on se transporterait à Brescia. En même temps, elle avait entrepris des recherches occultes sur l'état réel des affaires de son mari, sur la valeur vénale des immeubles et des propres. Ayant appris que le Génie civil cherchait un logement plus commode, elle s'était risquée à pousser un pion vers la Préfecture pour sonder prudemment le terrain, dans l'intention d'offrir le palais Scremin, s'il y avait lieu. Elle avait même porté ses diamans à Venise pour les faire estimer. Dès que le médecin de l'Asile lui eut envoyé le mot précieux, elle s'était fait écrire par lui une sorte de consultation officielle, où il était dit que, si sa fille guérissait, il conviendrait de la mener dans un lieu qui fût nouveau pour la convalescente.

Lorsqu'on lui rapporta que certain administrateur d'une Institution de bienfaisance, ami intime de Zaneto, travaillait pour induire celui-ci à une libéralité magnifique, elle s'effraya, crut que l'heure d'agir était arrivée, parla à Zaneto. Zaneto s'émut, pleura de gratitude, embrassa sa femme; et, sur un ton pathétique, en l'appelant « ma bonne amie, » il lui déclara son attachement, non pas tant à la maison et aux terres de ses aïeux, qu'à sa ville natale. Si Dieu leur accordait l'extraordinaire grâce de cette guérison, une absence temporaire pourrait suffire, un voyage, un bref séjour ailleurs. Dans tous les cas, on y songerait quand le moment serait venu. A quoi bon affronter un bouleversement pareil, un vrai cataclysme, en prévision d'événemens par trop incertains? La marquise voulut faire allusion au danger de la villa Diedo; mais elle s'expliqua si malheureusement que le brave Zaneto n'eut pas grand'peine à la mettre en déroute par une décharge de rhétorique optimiste. Puis, très humble, il demanda le pourquoi de ces conditions qu'elle voulait lui imposer.

Mais, sur ce point, il rencontra de la résistance. La chère « bonne amie » lui répondit résolument qu'elle entendait qu'il « se tint tranquille, » et que la seule manière pour lui de « se tenir tranquille, » c'était celle qu'elle lui proposait. Alors Zaneto se fâcha, se retrancha derrière sa propre dignité. « Il ne comprenait pas ce qu'elle voulait lui dire, quand elle lui parlait de se tenir tranquille. Grâce à Dieu, il ne savait pas qu'il eût manqué à ses devoirs de famille. Si un devoir de famille lui prescrivait de se transporter ailleurs, il saurait bien l'accomplir sans avoir besoin pour cela de conditions et de clauses arrêtées d'avance. M^{me} la marquise ne comprenait-elle pas que la condition qu'elle prétendait lui imposer était une offense? » Mais M^{me} la marquise s'était entêtée à ne pas vouloir le comprendre, s'était montrée plus opiniâtre que jamais; de sorte qu'à son tour M. le marquis avait refusé obstinément de continuer un semblable entretien.

Elle exposa donc au vieux prêtre son plan, lui notifia le message qu'il devrait porter à Zaneto; mais, fidèle à ses habitudes de réticence, elle ne lui souffla mot de sa tentative directe et de sa défaite. Elle craignait que don Giuseppe, averti de ce premier échec, ne déclinât la mission ou du moins ne s'en acquittât sans cette assurance qui est toujours une force. Don Giuseppe regardait avec une admiration stupéfaite la vieille dame dont il avait cru jusqu'alors qu'elle appréciait à toute leur valeur les biens terrestres, qu'elle avait même un certain attachement à la propriété, et surtout qu'elle serait morte plutôt que d'abandonner sa maison, son église, ses vieilles amies, ses habitudes. Elle qui, rien que par affection pour sa fille et par un culte ascétique de l'ordre, s'était toujours conduite en gardienne tenace de ses propres intérêts, elle était là devant lui, toute confuse, aussi éloignée de croire qu'elle avait dit des choses admirables que de croire qu'elle avait parlé grec. Don Giuseppe ne savait comment il s'y prendrait pour accomplir la mission qui lui était proposée; mais, devant Dieu, il sentit qu'il ne devait pas s'y soustraire par un refus. Il accepta donc et se mit de nouveau à se prendre le front avec les cinq doigts écartés de sa main droite, à se les presser très fort sur le crâne et à les réunir lentement en forme de coin, pour les écarter et pour les réunir de nouveau, comme un homme qui s'empêtre dans des calculs abstrus où il ne parvient pas à se retrouver.

Durant cette méditation laborieuse, la marquise lui déclara tout à coup, de la façon la plus inattendue, qu'elle espérait encore de lui une autre faveur; et don Giuseppe releva la tête avec une naïve expression d'ébahissement, comme pour dire: « Une autre! C'est donc peu de chose, à votre avis, ce que j'ai déjà sur l'estomac? » Mais elle parut ne pas s'en apercevoir; et, intrépidement, elle lui parla de la haute estime où Piero tenait le Commandeur, depuis que ses fonctions de syndic les avaient mis en rapport. « Si le Commandeur voulait, il pourrait exercer sur Piero une salutare influence. Il faudrait lui recommander Piero, faire en sorte qu'il tâchât de le voir souvent, de se l'attacher le plus possible. On savait que le Commandeur professait la plus respectueuse déférence pour don Giuseppe; par conséquent, il n'y avait personne qui fût mieux en état que le prêtre de mener à bonne fin cette affaire. » Cela était sans aucune difficulté, et don Giuseppe ne trouva rien à y redire, sauf sur la *respectueuse déférence*. De fait, il ne dit rien; mais il eut un geste de pitié pour le bon Monsieur qui vivait dans une si grande erreur.

Sur ces entrefaites arriva l'habituel serviteur campagnard avec l'habituel café. Aussitôt, la vieille dame circonspecte se recomposa un visage placide et ramena sur le tapis les oies du petit lac. « Il faudrait les voir de près, ces oies, avant de partir! » Comme elle se levait avec don Giuseppe et s'appêtait à faire une promenade au jardin, elle pria le campagnard « d'avertir Giacomo; » et il lui sembla qu'ainsi elle avait envoyé à Giacomo l'ordre d'atteler. « Giacomo? se dit en lui-même le campagnard. C'est apparemment le cocher. L'avertir de quoi? Cela le regarde. » Et il partit avec l'intention louable de rapporter tel quel au cocher le message de sa patronne. Or, Giacomo était bien un cocher, mais non pas celui qui avait amené la marquise Nene à la villa Flores; c'était un défunt cocher qu'avaient eu les Scremin autrefois, et son nom était devenu emblématique pour la marquise, qui, neuf fois sur dix, l'imposait imperturbablement aux Beppo, aux Toni, aux Tita, successeurs dudit Giacomo, et enfin au Checco actuel, sans s'occuper de savoir si cela leur plairait ou non.

De limpides broderies harmoniques autour du mouvement ralenti d'une mélodie paisible, ni gaie ni triste, auraient le pouvoir d'exprimer ce je ne sais quoi d'ineffablement intime qui échappe au poète lorsqu'il veut décrire la marche lente de don

Giuseppe et de la marquise à travers les herbes vivifiées par la brise, dans l'ombre claire des nuages argentés, entre les bosquets où le murmure du feuillage est interrompu par les notes instantes et graves, par les roulades aiguës des rossignols. A peine les deux promeneurs échangeaient-ils quelques rares paroles; et, justement, c'est la musique seule qui pourrait dire leur silence plein de signification et les correspondances conscientes, quoique muettes, de leurs âmes émues d'une pitié réciproque : la marquise pensant à la façon dont le vieux prêtre, avec une suave poésie d'espérances, avait préparé toutes ces belles choses pour les siens descendus ensuite au tombeau; don Giuseppe pensant à toute la bonté qu'il y avait dans cette femme douloureuse et lasse qui, pour lui être agréable, faisait semblant de s'intéresser à ce jardin; tous deux caressés en même temps, au fond de leur être, par une dernière douceur terrestre, par une délicate jouissance de la beauté dont leurs âmes affligées ne s'étaient pas encore détachées tout à fait. Car la marquise, dans sa cervelle compliquée, avait pourtant une cellule par où elle sentait la beauté des fleurs, des arbres et des jardins; et à cette cellule aboutissaient en grand nombre les nerfs très subtils de la pensée, mais il n'y aboutissait qu'un seul gros nerf de la parole, frappé de paralysie.

— Voici les oies, dit-elle avec sa sérénité affable, en s'approchant du ruisseau jaunâtre et mobile qui prenait avec une vanité béate le nom de lac. Voici les oies. Ce sont des canards.

Don Giuseppe lui expliqua patiemment que les oies ne sont pas des canards et que les palmipèdes de son lac formaient deux peuples différens. A cette minute, un pâle rayon de soleil aviva le décor pastoral, les eaux inquiètes, le groupe des peupliers tremblans qui croissait sur la rive, la verdure ovale de la prairie close par l'oblique éminence boisée et par une digue de haute végétation qui allaient se réunir dans un fond noir de sapins. Le gros nerf paralysé de la marquise eut une contraction légère.

— C'est beau, don Giuseppe, dit-elle, cette chose-là... la prairie!

Don Giuseppe ne répondit pas. Il contemplait. Il avait pour cet endroit de son jardin une prédilection. Jadis, il avait rêvé que, sur cette prairie, joueraient et riraient des enfans de sa race, neveux et petits-neveux. Aujourd'hui, tandis qu'il admirait avec sa perpétuelle fraîcheur d'âme les amours capricieuses de la

lumière et de la verdure, il repensait à son propre testament, fait depuis quelques mois, après de longues incertitudes et de longues méditations, se représentait la villa et le domaine devenus la résidence et la richesse de six vieux curés du diocèse et de six vieux médecins de la province impotens et sans ressources, imaginait ses héritiers décrépits se promenant sur le pré.

La marquise lui dit que, si jamais sa fille devait sortir de là-bas, ce qu'il lui faudrait, ce serait un séjour comme celui-ci. Et aussitôt don Giuseppe s'enflamma, offrit sa villa et son jardin avec tant d'ardeur que la marquise eut un sourire mêlé de larmes; et elle lui prit le poignet, le lui serra longuement, silencieusement, pour lui faire comprendre qu'elle le remerciait, et aussi qu'il ne fallait pas se laisser aller si vite à l'espérance. Troublé de ce trouble, le vieux prêtre s'embarrassa, ne sut plus que dire.

La marquise était forte, si forte que bien des gens la croyaient peu sensible; mais, à présent qu'elle avait ouvert son cœur à don Giuseppe comme elle ne l'avait jamais ouvert à personne, sa force, faite en grande partie de silence, commençait à défaillir. Elle vit des sièges à deux pas, sous les peupliers.

— Avec votre permission, dit-elle d'une voix éteinte. Ici, c'est beau!

Et elle s'assit. Don Giuseppe s'assit à côté d'elle; et son émoi, son inquiétude, sa crainte du pire devaient apparaître bien clairement, puisque la marquise lui dit avec effort :

— Oh! ce n'est rien, vous savez, don Giuseppe.

Peu à peu, l'innocente paix de la verdure et des eaux solitaires, le doux murmure des arbres, calmèrent l'affligée, comme on voit, dans une maison où est entré le malheur, une ignorante allégresse de petits enfans calmer quelquefois, peu à peu, des larmes amères.

— Voilà, dit-elle, en essuyant ses yeux avec son mouchoir. Je me figurais!...

Elle voulait dire qu'elle s'était attendrie à imaginer Élixa dans ce jardin. Don Giuseppe ne comprit pas, ne chercha pas à comprendre. Il la pria, un peu au hasard, de prendre soin de sa propre santé.

— J'en prends tant! répondit-elle.

Et, avec une insolite énergie, elle ajouta qu'elle ne voulait pas, non, qu'elle ne voulait pas mourir. Ah! la pauvre créature infortunée! Elle aurait été heureuse de reposer dans la mort, puisqu'elle croyait en Dieu. Mais, si sa chère fille allait sortir

de cette maison ? Qui protégerait Élixa, qui la défendrait, elle, contre la mort ? Est-ce que Zaneto saurait faire quelque chose ? Il n'y avait que sa maman qui fût capable de l'assister ; et voilà pourquoi sa maman devait et voulait vivre.

Un peu plus tard, lorsque la marquise demanda au domestique de don Giuseppe s'il avait averti Giacomo, le domestique balbutia des paroles incompréhensibles ; et, invité par son maître à s'expliquer mieux, il répondit, non pas à la marquise, mais au prêtre, tout bas, avec une face ahurie :

— Monsieur, il a dit qu'il était mort.

En effet, quand le cocher s'était entendu appeler : « Ohé, Giacomo ! » il avait crié impertinemment : « Giacomo est mort ! » La marquise comprit, et, secouant la tête avec une commisération sereine, elle sourit du bel esprit de son cocher.

Avant de monter en voiture, elle recommanda sa fille aux prières du vieillard.

— Croyez-moi, don Giuseppe ; jamais Piero ne l'a connue.

Elle était seule à la connaître, seule à savoir les trésors de cette âme.

Après le départ de la marquise, le prêtre se rappela qu'un jour un poète de ses amis, en lui parlant de cette femme, l'avait comparée aux cornets de gemmes qu'on voit chez les joailliers : une petite poignée de pierres précieuses enveloppée dans un lambeau de vieux cahier d'école tout barbouillé de caractères bancroches qui ne signifient rien ; et encore à une admirable ordonnance de galeries souterraines disposées pour un occulte travail, sage et bienfaisant, sous le désordre de vieilles cultures à demi abandonnées. Mais, sitôt que se fut dissipé le bruit des roues qui emportaient au loin ce respectable problème psychologique, don Giuseppe oublia les comparaisons du poète et rentra chez lui, pensif, courbé sous le poids d'autres problèmes, tourmenté par un message difficile.

III

Dix minutes après son retour de Rome, l'excellent Commandeur s'installa, frais et serein, devant un énorme monceau de lettres et d'imprimés ; puis il sonna sa chambrière et commanda une tasse de café fort. Au même instant, le cuisinier annonça M. Soldini.

— Alors, apportez deux tasses, dit le Commandeur à la chambrière.

Celle-ci revint bientôt avec les deux tasses; mais, à peine eut-elle ouvert la porte derrière Soldini, elle constata que M^{me} Soldini était venue avec son époux; et elle se replia silencieusement sur la cuisine pour consulter le cuisinier. « Devait-elle revenir avec trois tasses de café dans le cabinet de son maître? »

— Pour ces mufles-là? répondit le cuisinier, qui était radical. Mais non, mais non! Ils ne s'en iraient plus.

Or, Ciotti Ceola montait en ce moment l'escalier pour avoir, lui aussi, son audience. « Eh bien! le second café serait pour Ceola. » La femme de chambre, libérale modérée, céda sur le premier point; mais elle protesta qu'elle aimerait mieux mourir que de porter ce café au socialiste.

Soldini était venu avec sa femme et avec une infinité d'excuses pour cette complication inopinée de l'entretien. « Comme il y avait entre sa femme et lui certaines divergences de vues au sujet de la question dont ils allaient parler, et comme sa femme croyait que le Commandeur possédait un moyen de supprimer tout motif de dissentiment, et comme ils avaient l'un et l'autre une pleine confiance dans la rectitude de sa conscience morale et religieuse, le mari avait proposé à la femme : « Viens avec moi; parlons-lui tous les deux... » Pendant que Soldini donnait ces explications au Commandeur avec sa parole élégante et lucide, en l'appelant, sur un ton où la plaisanterie s'alliait au respect, « son adversaire politique, » la femme, toute confuse, toute rouge, s'excusait à son tour de sa prétendue indiscretion et répétait en riant :

— Qu'allez-vous penser? qu'allez-vous penser?

— Enchanté! enchanté! répétait de son côté le Commandeur, qui tâchait, non sans quelque angoisse, de prévoir toutes les voies possibles, faciles et difficiles, sûres et périlleuses, dans lesquelles pourrait s'engager la conversation.

« D'ailleurs, continua Soldini, il ne s'agissait pas de politique. »

A cet exorde du mari la femme s'empressa d'ajouter que, s'il se fût agi de politique, elle n'aurait pas voulu s'en mêler. Le Commandeur, qui avait l'expérience des hommes et des choses, pensa aussitôt, tout en admettant la bonne foi de ses interlocuteurs, que la politique jouerait un grand rôle dans le discours qu'il allait entendre.

Voici ce qui s'était passé. Les amis politiques de Soldini croyaient savoir que leurs adversaires travaillaient pour arriver à la dissolution du Conseil, et ils préparaient la candidature libérale de Maironi, en se servant pour cela de Bassanelli, qui depuis quelques jours faisait l'intérim à la Préfecture et qui, en 1859, avait été compagnon d'armes de Maironi le père. Si cela se réalisait, le journal clérical devrait, par la volonté de certains chefs du parti, faire contre le candidat une guerre au couteau.

— Toi, non ! s'écria la femme.

— C'est précisément le point en litige ! répondit le mari avec un sourire.

Et il démontra au Commandeur qu'en pareil cas, la guerre au couteau serait légitime. Ensuite, il lui exposa que les autres dames du parti étaient furieuses contre Maironi et l'auraient mangé tout vif, mais que sa femme, au contraire, se préoccupait seulement du salut de cette âme, redoutait de la voir se précipiter tête baissée dans l'erreur et le mal, tremblait qu'une part de responsabilité ne retombât sur lui, Soldini, et la plus lourde peut-être, puisque, sans avoir jamais recours à la grossière injure, il produirait, avec sa politesse froide et mesurée, les blessures les plus profondes.

— Telle est du moins la flatteuse opinion que ma femme a de moi, dit-il en riant. Mais je ne saurais partager sa manière de voir. La désertion devant l'ennemi est toujours un acte moralement coupable. Une immoralité publique doit être publiquement et impitoyablement censurée, sous la forme que permettent les circonstances de temps et de lieu. Cela, vous me l'accorderez sans peine. Eh bien ! laissez-moi dire. Quand les libéraux nous combattent, ils aiment à faire un grand étalage de l'Évangile. Je ne parle pas pour vous, qui ne donnez point dans ce travers ; mais, les autres, j'ai grand'peur qu'ils n'aient de l'Évangile une connaissance pareille à celle que j'ai de l'astronomie : quatre ou cinq choses que tout le monde sait, l'algarade aux Pharisiens, le pardon à la femme adultère, et surtout *regnum meum non est de hoc mundo*. Or, dans l'Évangile, on voit que le Christ use de l'invective sans timidités féminines, justement contre ces coupables qui provoquaient son indignation par la vilenie de leurs fautes ; et le seul qu'il excepte, — faites bien attention, car je ne veux pas qu'on m'accuse d'avoir peu de charité chrétienne envers Maironi ! — le seul qu'il excepte, dis-je, c'est Judas. Les Phari-

siens avaient beaucoup de bon ; avec eux, il y avait encore de la ressource ; et c'est pourquoi Jésus lançait contre eux l'invective. Mais contre Judas, non : car, avec Judas, il n'y avait plus de ressource : Satan était entré en lui.

— Peuh, peuh, peuh ! fit le Commandeur, sans dissimuler qu'il ne goûtait guère ces trop subtils raisonnemens. Il y aurait bien quelque chose à redire sur ce que vous avez avancé : sur la lâcheté de certaines désertions, par exemple, ou sur les invectives de l'Évangile comparées aux invectives des journaux...

Et, en cet endroit, un rire prochain gonfla la poitrine du Commandeur.

— Si votre intention, reprit-il, est d'assumer le rôle du Christ, cela vous regarde. Mais moi, en somme, qu'ai-je de commun avec Satan ?

Et le rire éclata, sonore.

— N'a-t-il donc jamais frappé à votre porte ? demanda M^{me} Soldini en riant aussi. Pas même pour que vous lui fissiez obtenir une croix des saints Maurice et Lazare ou un poste au ministère de l'Instruction publique ? Mais à présent, n'est-ce pas, c'est mon tour de parler. Voyez-vous, certains amis de mon mari, excellentes gens, mais sans grande expérience du monde, ont mal engagé toute cette affaire dès le principe ; et, s'ils l'ont mal engagée, c'est parce qu'ils n'ont pas écouté mon mari.

— Hélas ! ma femme elle-même ne m'écoute jamais ! interrompit le journaliste.

— Expliquons-nous, continua la dame, avec la liberté que nous donnent nos cheveux gris. Le premier grand esclandre au sujet de cette malheureuse liaison, ce sont les libéraux qui l'ont fait ; et cela se comprend, puisqu'il s'agit d'un clérical. Je suis convaincue que le tapage était pire que le mal ; et, si l'on avait usé de prudence et de charité envers un homme exposé, il faut bien en convenir, à une tentation violente, envers un homme jeune qui se trouve dans une situation comme la sienne, on pouvait sauver tout. Mais, au contraire, nos amis ont commencé par des démentis imprudens, presque solennels ; et puis, ils ont eu une réaction de férocité plus imprudente encore ; et, à cette heure, vous savez quels sont leurs projets. C'est leur droit, peut-être ; mais c'est aussi la façon de perdre les âmes et non de les regagner. Vous allez dire : Pourquoi cette femme s'échauffe-t-elle si fort ? Je m'échauffe parce qu'autrefois Maironi venait

de temps en temps chez nous; et je m'étais mis en tête qu'un jour ou l'autre ce jeune homme, qui toutefois me paraissait un peu exagéré, un peu impulsif, comme on dit maintenant, deviendrait quelqu'un.

La chambrière allonga la tête par l'entre-bâillement d'une porte latérale et dit tout bas à son maître, avec un petit sourire sarcastique.

— M. le comte Ceola est dans l'antichambre.

— Grand Dieu ! marmotta le Commandeur, tandis que Soldini laissait échapper un imperceptible sourire. Qu'il attende ! qu'il attende !

Et, comme la dame s'était levée, il lui fit signe de se rasseoir.

— Ah ! Commandeur, dit-elle, vous seul pouvez nous mettre d'accord.

— Moi ?

Certes, le Commandeur ne s'attendait guère à une semblable péroraison.

— Assurément, fit Soldini.

Et il entreprit d'expliquer l'énigme. On savait que la dissolution du Conseil municipal était sur le tapis, à la Préfecture. Quelques-uns prétendaient même que Bassanelli avait déjà sollicité le décret royal. Or, si le décret royal était rendu, il fallait que le Commandeur persuadât à Maironi de décliner la candidature.

— La pensée de ma femme, conclut Soldini, est la suivante : « Si l'on ne pose pas la candidature libérale de Maironi, le journal catholique se tiendra coi. » Par conséquent, le Commandeur devrait empêcher d'une façon quelconque, soit en pressant sur Maironi lui-même, soit en pressant sur le parti libéral, que cette candidature fût posée.

— Euh, euh, euh ! vous me faites là une intimation de gondolier vénitien : *Scia premi ! Scia premi !* dit le Commandeur en riant et en fourrant ses mains dans ses poches, quoiqu'il articulât avec un peu d'effort les paroles plaisantes. Mais moi, j'ai envie de *stalar*, de *stalar* (1) !

(1) *Scia premi*, faire tourner à gauche ; *stalar*, faire tourner à droite. C'est ce que crient les gondoliers vénitiens, lorsqu'ils arrivent aux carrefours des canaux, pour indiquer la direction de la gondole. La phrase du Commandeur signifie donc : « Si vous voulez aller à gauche, moi j'ai envie d'aller à droite. »

Et il se mit à rire de son petit rire habituel.

Puis, sérieusement, il ajouta qu'il ne s'était jamais occupé d'élections et ne voulait pas s'en occuper

— Permettez, répliqua Soldini. Ce que vous connaissez, c'est la pensée de ma femme. Mais, à parler franc, la mienne est un peu différente. La voici. Je ne crois pas que Maironi vous écoutât, et je ne crois pas non plus qu'il accepte une candidature libérale. Mais il y a une chose que je n'ai pas dite encore, même à ma femme, et que je vais vous dire. Je soupçonne que Maironi est sur le point d'entrer dans cette étrange catégorie de grands seigneurs socialistes que nous avons en Italie. Entendez-moi bien : je parle de ceux qui sont convaincus, et non de ceux qui se font socialistes comme on s'assure contre l'incendie. Vous comprenez ce que je veux dire. Maironi est un impulsif, mais un impulsif de bonne foi. Je l'infère de plusieurs petites particularités dont j'ai eu connaissance, et aussi de certains discours qu'il doit avoir tenus à Bassanelli, lequel d'ailleurs, en raison de certaines affaires intimes, n'est pas pour lui un ami très cordial...

— Je ne sais rien, je ne sais rien ! se hâta de déclarer le Commandeur, sur le ton d'un homme qui ne veut pas même savoir.

— Mais je sais, moi, poursuivit l'autre. Or, si les élections générales avaient lieu, et si Maironi était porté ou se laissait porter par les socialistes, songez de quelle jolie façon je devrais le malmener ! Vous voyez maintenant, Commandeur, où je voulais en venir et comment vous pouvez éviter à ma femme et à moi, peut-être pour le salut d'une âme et certainement pour notre paix domestique, le désaccord dont nous vous avons parlé.

En s'exprimant ainsi, le chevalier riait.

— Non, non, non ! je ne vois pas, je ne vois pas ! répondit le Commandeur, qui se mit à rire aussi comme quelqu'un qui voit à merveille.

— Je me suis trompé lourdement tout à l'heure, ajouta l'autre. La dissolution du Conseil n'est pas sur le tapis à la préfecture ; elle est sur le tapis d'un bureau beaucoup plus visible à mes yeux !

— Oh ! quelles enjambées ! s'écria le Commandeur qui riait encore. Quelles enjambées ! Il n'y a qu'une minute, vous me faisiez gondolier vénitien ; et à présent vous me nommez ministre de l'Intérieur ! Oh ! quelles enjambées !

Outre cette exclamation répétée cinq ou six fois : « Oh ! quelles

enjambées ! oh ! quelles enjambées ! » ni le chevalier Soldini, avec toute son habileté, ni M^{me} Soldini, avec toute sa fougue sincère, ne purent arracher un mot de plus au Commandeur, qui, malgré le ton plaisant de l'entretien, s'était depuis le commencement tenu sur ses gardes avec une attention extrême ; car il soupçonnait que toute cette scène pouvait avoir été machinée au profit des cléricaux, à seule fin d'éviter la dissolution du Conseil. En cela, il faisait tort pour le moins à M^{me} Soldini. Par compensation, il reconduisit chevaleresquement jusqu'à l'escalier ses visiteurs très curieux de voir en sortant le personnage annoncé, l'auteur putatif de la crise municipale : — un jeune homme à la physionomie peu sympathique, debout dans l'antichambre, raide comme quelqu'un qui n'arrive pas à s'affranchir d'une certaine gêne, d'une certaine intimidation, mais qui voudrait ne pas sembler timide et obséquieux, et qui, au surplus, a dans la tête un petit discours à réciter.

Il en commença la récitation trop tôt, dès que le Commandeur, après avoir quitté les Soldini sur le palier, reparut dans l'antichambre.

— Avant tout... vous allez croire... Avant tout... vous croirez peut-être...

Il parlait, non pas en dialecte, mais en italien, s'interrompant, recommençant, tandis que le Commandeur, avec son affabilité modeste, insistait pour le faire entrer dans le cabinet, pour le faire asseoir, et l'obligeait ainsi à reprendre sans cesse les premiers mots de son exorde. Finalement, Ceola réussit à pousser dehors, sous les yeux pacifiques et bénins du tout-puissant abandonné entre les bras de son fauteuil, sa petite harangue.

— Avant tout, vous croirez peut-être que je suis venu solliciter votre recommandation ; mais non, cela n'est pas. Je suis venu dans l'intérêt de la justice, à cause des iniquités commises par des gens qui ne méritent pas... qui ne méritent pas d'être les conseillers municipaux d'une ville... d'une ville glorieuse, dirai-je ! Vous savez sans doute qui je suis et ce qui m'est arrivé.

Le patient Commandeur, qui continuait à le regarder d'un air moitié câlin et moitié sérieux, fit signe que oui. Il savait que Ricciotti Pomato, encore enfant, s'était jeté dans la rivière pour sauver un camarade et que cette belle action lui avait été fatale : car, comme il s'agissait d'un enfant pauvre, le Muncipe, la presse et les notables habitants, à force d'emboucher autour

de lui toutes les trompettes de l'adulation, lui avaient si consciencieusement étourdi la cervelle que sa tête continuait à résonner, à résonner de ces louanges, — tel un coquillage marin où résonne à perpétuité l'océan qui jadis l'a rempli de son fracas.

« La première iniquité du Municipi clérical consistait en ceci : que, après la malheureuse affaire des culottes, l'un des assesseurs, en dépit d'une promesse faite antérieurement, ne voulait plus favoriser dans la répartition des dots municipales Annetta Pomato, sœur de Ceola. La seconde, c'était que l'autre assesseur prétendait proposer pour une de ces dots la fille d'une sienne maîtresse. »

— Oh ! oh ! fit le Commandeur effrayé. Non, non, non ! Ne dites pas de pareilles choses !

— C'est la vérité la plus sacrée ! protesta l'autre.

Et il continua d'égrener le chapelet des iniquités. « On préfère tel fournisseur, au grand détriment de la commune, parce qu'il est clérical, ou même tout simplement parce qu'il ferme son magasin le dimanche. On refuse une gratification à tel employé, parce qu'il écrit dans le journal des socialistes. A la bibliothèque, on nomme, au lieu de Ricciotti, le frère d'un sacristain, qui ne sait pas même s'exprimer dans la bonne langue. » Qui sait quand la bonne langue de Ceola se fût arrêtée, si le Commandeur, qui semblait être sur des charbons ardents, ne l'avait pas interrompu ?

— Que tout cela soit ou non, y puis-je rien ?

L'autre fit la sourde oreille et poursuivit. « On a donné congé à un libraire qui occupait une boutique louée par la commune, parce qu'il vendait les Mémoires de Garibaldi... »

Mais le nez de la chambrière parut à la porte.

— Monsieur, c'est M. Maroni.

Le Commandeur, par le geste plutôt que par la parole, fit comprendre à Ceola qu'il ne voyait aucune raison pour prolonger cet entretien. Alors, Ceola finit par retourner sa carte couverte.

— Pardonnez-moi ! répliqua-t-il. Tout le pays affirme que la dissolution du Conseil municipal dépend de vous, et que vous y êtes contraire.

— Que dites-vous là ! Que dites-vous là ! s'écria le Commandeur.

— Or, insista l'autre imperturbablement malgré les continues interruptions, je vous déclare que nous sommes nombreux...

— Mais oui, mais oui...

— Et que, si les élections se font tout de suite, nous voterons pour les libéraux sans réclamer de places pour nous, sans réclamer...

— Fort bien, fort bien ; mais en quoi cela me regarde-t-il ?

— Que si, au contraire, les élections ne se font pas tout de suite, nous nous croirons en droit de reprendre notre liberté...

— Mais oui, mais oui. A quoi bon me dire cela ? Faites ce que vous voudrez.

— Et, quand je dis que nous reprendrons notre liberté, je veux dire qu'il y aura des comptes à rendre ; car il pourrait se produire tels événements qui feraient du tapage ; et la chose pourrait justement intéresser M. Maironi, celui-là même qui, je crois, est dans votre antichambre et dont la servante a dû estropier le nom.

Si Rosina, la chambrière, avait entendu Ricciotti l'appeler servante, elle se fût chargée de le servir de la bonne façon. Mais Rosina, considérant qu'il y avait enfin dans l'antichambre un Monsieur comme il faut et vu d'un assez bon œil par son féroce collègue de la cuisine, se disposait gaiement à porter les deux cafés dans le cabinet de ce pauvre patron, « un vrai saint Job ! » aussitôt que l'odieux Ciotti aurait quitté la place. Quand elle entendit celui-ci descendre l'escalier, elle partit du troisième étage. Arrivée au second, elle rencontra un ami, parent de sa famille, lequel, avec une face de jubilation, allongea ses mains avides vers le plateau.

— A la bonne heure ! Voilà ce qu'il me fallait, puisque je viens de manger des *gnocchi* (1) !

Rosina se défendit avec acharnement ; mais l'agresseur poussa vigoureusement son attaque.

— Non ! C'est pour M. Maironi !

— Tu lui en feras chauffer un autre.

— Il n'y en a plus !

— Alors, tu lui en feras du frais !

Et l'ami avala sa tasse de café chaud, avec force grognemens et soupirs de volupté, tandis que Rosina, en bougonnant, retournait dans la cuisine.

Maironi, pendant qu'il était syndic, avait fait plusieurs vi-

(1) Gros morceaux de pâte qu'on mange assaisonnés avec du beurre et du fromage.

sites au Commandeur pour le consulter sur des questions administratives ou pour lui recommander des intérêts municipaux. Il avait toujours été accueilli cordialement. Mais, ce jour-là, il était venu à contre-cœur, parce qu'il soupçonnait qu'on voulait lui parler politique. Il savait que les libéraux espéraient mettre à profit sa rupture avec ses anciens coreligionnaires, et il lui aurait été pénible d'avoir à soutenir un assaut mené par cet homme si respectable et si bon, auquel il n'aurait pu répondre avec autant de vigueur qu'à d'autres. Mais, pourtant, il lui répugnait de céder. Cela lui répugnait, non seulement parce que l'idée socialiste exerçait une attraction sur lui, mais davantage encore parce que le parti des libéraux lui paraissait somnolent et leur programme incapable de susciter l'action énergique dont il sentait chaque jour davantage le besoin, dévoré comme il l'était par l'inquiétude, tourmenté par le plus profond mécontentement de lui-même, effrayé par l'impuissance de l'amour à repandre la paix dans son âme.

Le Commandeur, après avoir congédié Ceola sans brusquerie, mais néanmoins sans trop de façons, dédaigna les sourdes plaintes de ses propres nerfs à qui l'on refusait du café malgré tant de fidèles services, et fit au nouveau venu l'accueil le plus réjoui. Il était allé au-devant de lui jusque dans l'antichambre; et, avant même de lui offrir un siège auprès du sien, il lui montra des livres qu'il venait de recevoir, entre autres un traité de trigonométrie.

— Voyez, voyez! dit-il. *Tu non credevi ch'io geometra fossi* (1).

Il y avait aussi *le Socialisme intégral*.

— Celui-là, vous le connaissez sans doute? Des rêves, des rêves sentimentaux!

Par le fait, Maironi connaissait ce livre. Déjà, lorsqu'il était encore dans son précédent état d'esprit, il avait été pris de curiosité pour le socialisme, avait lu un abrégé français du *Capital* de Marx, *Progress and Poverty* de George, et le livre de Benoit Malon.

— Il est possible que ce soient des rêves, répondit-il avec vivacité; mais, vous aussi, vous croyez qu'il y a eu des rêves révélateurs de l'avenir!

(1) Allusion au vers de Dante : *Tu non pensavi ch'io loico fossi*.

— Asseyez-vous, asseyez-vous ! fit le Commandeur, qui se hâta de retirer loin de ce sang trop chaud sa main exploratrice.

Et il commença aussitôt à parler des deux choses pour lesquelles il avait prié Maironi de venir. A l'appui de certaines études historiques dont il s'occupait, il désirait avoir des copies de documens conservés aux archives municipales de Brescia, et il faisait appel à la complaisance de Maironi pour les obtenir. Il supposait que Maironi allait souvent à Brescia, puisqu'il possédait dans le Brescian de vastes propriétés. Il insista beaucoup sur ces propriétés ; puis il toucha un mot des ennuis de la vie urbaine, du bonheur de ceux qui peuvent vivre sur leurs propres terres en les administrant, en s'adonnant à l'étude, et, qui plus est, en rêvant un peu. A cet endroit, il intercala un de ses petits rires discrets. Ces paroles qui, recherchées dans une intention plus profonde, voulaient dire sans dire, furent la transition qui le conduisit au sujet délicat où il se risqua enfin à mettre le pied, mais avec des précautions infinies.

Ce sujet était la candidature sénatoriale de Zaneto. Le Commandeur prit justement pour entrée en matière Brescia, la situation politique de cette ville et de la province, l'importance que le ministre attachait, non sans motif, aux élections politiques qui se feraient là-bas à une date rapprochée. Son discours descendit lentement, avec de longs circuits, comme un oiseau en défiance, jusqu'à toucher, mais en l'effleurant à peine, certain message apporté par un membre du Parlement, message relatif à la nomination de Zaneto et aux conditions murmurées par un ministre à l'oreille de l'honorable. Or, l'une de ces conditions était l'appui donné par Maironi au candidat ministériel dans le collège de Brescia.

Maironi, impatienté par les circonlocutions du prudent Commandeur, comprenant que la seule raison de ces circonlocutions était la crainte de désigner Jeanne, de faire allusion à Jeanne, à laquelle l'honorable Berardini avait tenu ce discours, irrité par ces égards presque offensans pour Jeanne et pour lui-même, n'en attendit pas davantage et protesta que c'était impossible, qu'il ne voulait prendre aucun engagement, ni de soutenir, ni de combattre personne.

— Permettez ! fit le Commandeur qui, en ce moment-là, désirait moins induire Piero à prendre une résolution quelconque

que se contenter lui-même en menant jusqu'au bout ses périodes étudiées.

Et il les conduisit jusqu'au bout, expliqua longuement et minutieusement, non sans reprendre parfois le début, par amour de la clarté, qu'en tout cela il y avait peut-être un excès d'optimisme relativement à la réussite; que peut-être ce ministre lui-même n'était pas en mesure de promettre; mais que, sans nul doute, il y avait une probabilité de succès, — une probabilité, le Commandeur insista sur ce vocable; — et que, sans nul doute aussi, l'élection de Brescia pourrait peser beaucoup dans la balance.

— Voilà! dit-il, satisfait, souriant, débarrassé de son échec-veau d'explications, rassuré contre le scrupule de ne pas garder assez bien ce qu'il devait taire. Et je me flatte de n'avoir pas mérité l'épigramme d'un de mes plus chers amis, un vaurien, un grand vaurien : *longus esse laboro, obscurus fio*.

Maironi réitéra plus énergiquement encore ses protestations. Mais, cette fois, le Commandeur les accueillit sans le moindre émoi.

— Faites comme vous voudrez, faites comme vous voudrez. Que puis-je vous dire?

Il montrait vraiment si peu d'émoi que Maironi en reçut l'impression d'une sorte d'indifférence désobligeante; et l'envie lui vint de secouer cet homme par quelque parole hardie

— Ce n'est pas que la question m'intéresse en elle-même, dit-il; c'est parce que j'ai d'autres idées.

Alors, comme ce confesseur vénitien qui répétait : « Bien, bien, bien! » à chaque nouveau péché que lui débitait son pénitent :

— Bien, bien, bien! fit le Commandeur, avec le visage d'un homme qui penserait : mal, mal, mal!

Puis, non sans une nuance de solennité, comme s'il venait de puiser de l'autorité dans une courte méditation :

— Écoutez, dit-il. Ne vous engagez pas trop promptement dans les idées que vous dites. *Vita doctrix!* Fréquentez un peu plus l'école de la vie, mais en simple écolier qui, assis sur son banc, écoute et regarde. Et puis... et puis... et puis...

Le Commandeur agita sa main droite en l'air comme s'il bénissait le plafond, pour signifier qu'ensuite il lui accorderait la licence de monter en chaire.

Sur ces entrefaites, le nez de Rosina reparut

— Monsieur, c'est M. le préfet.

Maironi se leva, promit qu'il s'occuperait des documens désirés; et il se retira, content d'avoir exprimé ses intentions d'une façon très suffisamment claire pour un si bon entendeur. Dans l'antichambre, il rencontra le claudicant Bassanelli, secrétaire général chargé de l'intérim à la Préfecture depuis le déplacement du préfet. Ils échangèrent un salut froid.

— Faut-il que je lui porte le café, à ce boiteux? pensa Rosina, qui avait réparé le dommage causé par le libre buveur.

Son maître sonna pour avertir qu'on ne laissât plus entrer personne; et Rosina eut seulement le courage d'écouter un peu à la porte. Elle entendit Bassanelli qui disait très haut: « Mon cher Commandeur, nous n'allons que d'une jambe! » Et le Commandeur riait. Puis elle ne réussit plus à rien saisir, et elle s'en alla en grognant contre le Gouvernement qui nommait des préfets comme celui-ci, sans prestance et sans dignité.

Le visage, le poil et la jambe gauche du chevalier Bassanelli, — la jambe de Palestro! — avaient beaucoup changé depuis cette soirée de 1859 passée à trinquer en la gaie compagnie des Sept Sages, alors que Franco Maironi, l'un des Sept, était venu à l'Isola Bella embrasser sa femme avant de s'enrôler pour la guerre. Mais, pour ce qui est de l'esprit, il restait toujours le bon diable original et bourru de l'Isola Bella. Sa culture forte, la nature de ses fonctions, la fréquentation journalière de personnes affables et correctes, avaient poli son langage, mais n'en avaient pas effacé toutes les audaces pittoresques. Sceptique jusqu'à la moelle, ayant au plus haut degré le sens du réel et du pratique, mangeur de radicaux autant que n'importe qui, et, dans le secret de son estomac, mangeur de prêtres plus que personne, faisant la cour aux femmes, pour lesquelles d'ailleurs il n'avait que du mépris, le Padouan dissimulait ses propres sentimens dans la mesure où l'exigeaient les convenances de sa situation, mais pas davantage. Il avait beaucoup de respect et moins de sympathie pour le Commandeur, homme trop religieux pour lui, trop lié avec des ecclésiastiques, trop circonspect dans ses paroles, répugnant trop à porter des jugemens catégoriques, à nommer les choses par leur nom. Il ne lui plaisait qu'à moitié de l'avoir au chef-lieu de sa Préfecture, quoiqu'il le sût très accommodant et qu'il trouvât beaucoup plus difficile et périlleux de louver entre les députés que de s'accorder avec cet homme à qui le Mi-

nistère renvoyait toujours la Préfecture pour les affaires les plus délicates.

Aujourd'hui, l'affaire délicate était la dissolution du Conseil municipal, réclamée par les libéraux et possible à justifier par la composition du Conseil lui-même, puisque la majorité cléricale ne l'emportait que d'un petit nombre de voix et qu'elle semblait impuissante à trouver un syndic. Mais Bassanelli était retenu dans sa bonne envie d'envoyer promener les cléricaux par la crainte que, lors des élections générales, le parti constitutionnel ne se coalisât avec les partis extrêmes. Aussi lui importait-il de s'assurer que, le cas échéant, la direction du mouvement électoral tomberait en des mains sûres. Et c'était là que l'affaire clochait, en raison de certaines initiatives prises par des personnes ambitieuses, mais dépourvues de toute autorité : une race de gens qui mettait Bassanelli en fureur. « Si on ne pouvait leur redresser la tête, que ne pouvait-on au moins leur allonger le cou ! » Ces libéraux-là, c'était de la camelote. Ils avaient applaudi le héros de la bibliothèque ; ils auraient fait plus encore pour un petit sourire, pour une petite parole, pour un petit article des Pomato père, fils et compagnie.

— Écoutez, Commandeur ! s'écria tout à coup le féroce Padouan. Hier, une marmotte de modéré me disait : « S'il faut choisir entre le pétrole et le cierge, c'est le cierge que je choisis ! » Eh bien ! moi aussi, qui non seulement suis anticléric, mais qui, pour mon malheur, n'ai pas même la foi que vous avez, et qui trouve ce chien de monde si vaste que je n'arrive pas à comprendre comment il pourrait en exister un autre ; moi qui, pour vivre en galant homme, ne me sens aucun besoin de prêtraille ; je vous le dis en vérité, plutôt que de voir au Municipio certains libéraux, j'aimerais mieux garder ce misérable petit tas de sacristains enragés ou barbouillés de tabac.

Durant cette hérétique profession de foi, le pauvre Commandeur s'était fort assombri.

— Maintenant, dit-il d'un air grave et sans regarder le préfet, tâchons de conclure.

Et il conseilla de ne pas faire encore de proposition au Ministère, d'attendre les événemens. Il remarqua que le député du collège travaillait beaucoup à Rome pour la dissolution, et qu'on pouvait recevoir de Rome à l'improviste l'ordre plus ou moins explicite de la proposer.

Lorsque Bassanelli se leva pour partir, il demanda pardon au Commandeur de l'avoir scandalisé par son athéisme; et il rappela que Franco Maironi, père de l'ex-syndic, le querellait pour cet athéisme, « et aussi pour quelques autres bagatelles, » mais qu'en somme, il lui voulait beaucoup de bien, et que, quand il le tourmentait, il avait tout à la fois l'air d'un saint et l'air d'un diable.

— Et, à propos, dites-moi donc. N'avez-vous rien à me raconter sur l'ex-syndic? demanda le Commandeur en scrutant le visage de Bassanelli avec une curiosité que contribuait à mettre en éveil le secret auquel Soldini avait fait allusion.

Bassanelli éclata, rouge comme une écrevisse.

— Ne me parlez pas de lui, ne me parlez pas de lui! C'est un fou! Il n'est pas digne...

— Aïe, aïe, aïe! interrompit le Commandeur.

— Non, il n'est pas digne de son père! Je lui ai déjà dit quelque chose de ce genre; et, quand l'occasion s'en présentera, je le lui dirai plus clairement encore!... A moins qu'il ne retourne en arrière...

— Comment? comment? comment? A moins qu'il ne retourne au cléricanisme?

Le bon Commandeur riait, riait, espérant qu'avec un peu d'hilarité il éteindrait cette fureur.

— Il s'agit bien de cléricanisme! Maironi s'en va tout droit vers les socialistes. C'est un fou, je vous l'affirme. Ces jours derniers, il m'a tenu des discours d'aliéné, justement à propos des élections municipales. Il a des idées qu'il est impossible de saisir! Essayez un peu de prendre avec une cuillère un blanc d'œuf dans le bouillon : c'est tout pareil. En lui, le cléricale était la chrysalide d'un anarchiste. Et il nous fera du mal, ici, vous verrez! Il nous fera du mal par ses écus, par son nom et par un certain talent dont il est doué.

Le Commandeur profita du moment favorable.

— Faisons-le partir, dit-il.

— Que Dieu vous bénisse! Je l'enverrais volontiers au pôle antarctique par le direct de cinq heures. Mais comment faire?

En ville, on disait que Bassanelli, malgré ses cinquante-quatre ans, son cynisme et ses protestations de ne goûter, en fait de femmes, que « les petites oies bien blanches et bien sottes, » était amoureux de Jeanne Dessalle, qu'il avait connue jeune fille et qu'il

allait voir souvent à la villa Diedo. Bassanelli ne savait pas que cela se disait, et le Commandeur ne le savait pas non plus.

— Et si... et si... et si..., commença ce dernier.

Il s'ensabla dans le troisième *si*. Après une courte pause :

— Voici ce que je pensais, reprit-il. Si vous, qui êtes en relations avec la villa Diedo, vous tâchiez de persuader à cette bienheureuse dame... Juste ciel !... Mais n'insistons pas !

Après avoir exprimé par cette double exclamation de blâme et de charité son jugement sur « la bienheureuse dame, » il continua d'expliquer que Bassanelli réussirait peut-être à la convaincre de la convenance qu'il y aurait pour Maironi à quitter la ville dès le début de la période électorale et à n'accepter aucune candidature.

— Moi ? fit Bassanelli. Je le lui dirai en votre nom, si vous voulez.

— Miséricorde ! s'écria le Commandeur pris d'épouvante. Non, non ! Qu'est-ce qui vous passe par la tête ?

— Mon cher Commandeur, répliqua Bassanelli, c'est par la femme qu'on empoigne l'homme. Vous le sauriez, si vous ne viviez pas entre les chœurs des Anges, des Principautés et des Dominations ; et, du reste, au cas où vous laisseriez voir que vous le savez, je ne comprends pas en quoi cela pourrait vous faire tort. La poignée d'un homme peut être sa maîtresse ; mais elle peut être aussi son épouse, elle peut être sa cuisinière. Figurez-vous que ma cuisinière, qui est à mon service depuis trente ans, fait de moi tout ce qu'elle veut ; et il en résulte que ses séducteurs sont mes maîtres. Si, au lieu d'une cuisinière, j'avais un cuisinier, peut-être lui voudrais-je du bien, mais, à coup sûr, il ne serait pas mon maître. Ce qui me subjugue dans ce petit paquet de rides, c'est l'éternel féminin !

Réapparition du nez de Rosina.

— Monsieur, don Giuseppe Flores est là !

— Donc, c'est entendu ? continua Bassanelli. Je parlerai en votre nom ?

Et, tandis que le Commandeur le poursuivait de ses : « Gardez-vous-en bien ! Pas de mauvaise plaisanterie ! » auxquels répondaient, de plus en plus faibles, les « Si, si, si ! » du Padouan qui gagnait le large à travers l'antichambre, don Giuseppe Flores entra dans le cabinet. Le Commandeur s'empessa d'aller au-devant de lui avec un visage plein de surprise et de révérence,

tandis que, derrière le dos de don Giuseppe, Rosina faisait des gestes à son maître pour demander si elle devait apporter maintenant les deux cafés. Mais le Commandeur ne prit pas garde à ces gestes; et, supposant que le prêtre, visiteur très rare, avait à l'entretenir confidentiellement, il renouvela au contraire l'ordre de ne plus admettre personne.

Assis l'un en face de l'autre, avec la réconfortante conscience de leur heureux accord moral et religieux, de leur mutuel dévouement, qui, pour être sans familiarité, n'en était pas moins profond, ces deux hommes de Dieu, si différens l'un de l'autre, et si bien faits l'un et l'autre, avec leurs caractères et leurs vertus personnelles, pour les devoirs, différens aussi, que leur avait assignés le Père, eurent un long entretien à voix basse. Ce fut don Giuseppe qui parla le premier, en avançant de temps à autre toute sa personne et en souriant alors d'un vif sourire au Commandeur qui l'écoutait, plus grave, et qui réfléchissait à certaines choses concernant le sujet de leur discours, mais ignorées du prêtre : — les choses qu'il avait apprises de la bouche de Soldini et de Bassanelli, peu propres à lui laisser l'espoir qu'il parviendrait à réaliser les désirs de la marquise Nene. Ces choses, le Commandeur les dit à son tour; il raconta le conseil qu'il avait donné à Bassanelli et la bizarre idée qui était venue au préfet intérimaire : une idée qui le contrariait fort. Car invoquer ainsi l'intervention de M^{me} Dessalle, c'était dans une certaine mesure reconnaître officiellement, pour en tirer profit, un état de choses qui n'était reconnu d'aucune manière. — « Qu'est-ce qu'en pensait don Giuseppe? » — Don Giuseppe témoigna un peu d'incertitude, rumina quelques instans, ne s'expliqua pas avec netteté; car il lui semblait qu'en effet il était inopportun de chercher un tel appui, mais en même temps il ne voulait pas causer un trop grand trouble à son ami vénéré.

— Mais vous, don Giuseppe? reprit le Commandeur. Vous qui connaissez Maironi, qui avez connu, je crois, ses parens, pourquoi n'essayeriez-vous pas de faire quelque chose?

Don Giuseppe soupira, se passa une main sur les yeux, répondit :

— Je ne suis qu'un pauvre homme incapable de tout, et d'agir et de parler. Une vraie misère!

Le Commandeur, tout en protestant, eut la certitude que le prêtre ferait quelque chose; mais il garda sa confiance pour lui.

— Eh bien, dit-il, si nous ne pouvons rien faire, conservons au moins l'espérance. Vous verrez que le Seigneur prendra lui-même la chose en main.

Lorsque enfin la place fut libre, Rosina entra, apportant le café.

— Une vraie procession, monsieur !

— Tu trouves ? lui dit son maître, débonnaire.

— Mais oui, répondit Rosina. Et le dernier, c'était le saint !

Elle ajouta qu'une minute auparavant, le marquis Scremin s'était rencontré dans l'escalier avec ce quidam qui était déjà venu se recommander pour l'adjudication des latrines dans les casernes de Vérone. Elle les avait congédiés l'un et l'autre.

La fidèle chambrière, au lieu de sortir, considérait avec une complaisance maternelle son maître absorbant à petites gorgées le réconfort si bien gagné du breuvage spirituel. Elle lui proposa d'ouvrir les fenêtres : « Il y avait une telle odeur ! » — Odeur de quoi ? Le commandeur ne sentait rien. — « Bien autre chose que de l'odeur ! Une puanteur de messieurs et de pauvres ; le tord-boyaux de Ceola et la teinture du préfet ! » Le maître ne croyait pas à la teinture de Bassanelli ; et Rosina rit hardiment de cette ingénuité. Puis, non moins hardiment, elle demanda ce qu'avait raconté « l'homme de la bibliothèque. » Ciotti avait sans doute profité de l'occasion pour recommander sa sœur Artemis ? Rosina savait que cette Artemis, qui était aussi femme de chambre, devait accompagner son frère chez le Commandeur, mais que sa patronne l'avait obligée à garder le lit pour se faire ordonner de l'huile de ricin par le médecin communal ; car Artemis, en sa qualité de pauvre, avait droit aux médicamens gratuits ; et l'huile de ricin, ordonnée pour elle, serait prise à sa place par le jeune fils de la maison, qui s'était donné une indigestion de macaroni.

— Aïe, aïe, aïe ! fit le Commandeur en riant.

Puis Rosina chanta les louanges de Soldini. « Des cléricaux, mais de braves gens tout de même, qui avaient de si bonnes façons et qui étaient si nobles de caractère ! Et ce Quaiotto qui voulait les faire partir ! Un rustre, grand Dieu ! »

— Chut, chut, chut ! disait le Commandeur.

— Et M. Maironi ? Vous a-t-il raconté que sa femme allait beaucoup mieux, mais que, à cause de cette vilaine donzelle...

— Chut, chut ! Assez, assez ! répétait le Commandeur.

Rosina s'étonna. « Quel mal y avait-il ? Son maître avait trop

de scrupules. » Et cet autre, ce pauvre éclopé, avec sa cuisinière qui lui volait jusqu'à ses chemises pour en faire cadeau à son vieil amoureux?

— Assez, te dis-je! Débarrasse.

Et le Commandeur poussa le plateau du café, espérant que, du même coup, il pousserait aussi Rosina dehors. Mais Rosina voulut se justifier. « Ne valait-il pas mieux savoir les choses? »

— Les savoir, oui; les dire, non!

— Et comment feriez-vous pour les savoir, si personne ne vous les disait?

— Mais, ma fille, il y a mille façons d'arriver à savoir les choses. Du reste, écoute ceci.

Et le Commandeur fit voir à Rosina un petit livre relié en peau noire.

— Il y a plus de sagesse dans une seule page de ce petit livre que dans toutes les têtes de tous les Commandeurs et de toutes les chambrières. Et, si tu pouvais comprendre le latin, je te ferais lire le chapitre *De evitatione curiosæ*...

— Parfaitement, monsieur! repartit Rosina, piquée. Mais je ne suis pas curieuse.

— Va, va, va!

Quand Rosina, lentement, lentement, se fut retirée jusqu'à la porte, non sans marmotter encore : « Je ne suis pas curieuse! je ne suis pas curieuse! » le Commandeur la rappela.

— Dis-moi, Rosina. Qui t'a rapporté que M^{me} Maironi allait beaucoup mieux?

Triomphe de la servante.

— Vous voyez bien, vous voyez bien : vous êtes curieux, vous aussi!

Et, sans autre réponse, l'impertinente créature gagna la porte avec le plateau.

ANTONIO FOGAZZARO.

(La quatrième partie au prochain numéro.)

LE DUC DE BOURGOGNE

EN FLANDRE

II ⁽¹⁾

LA BATAILLE D'OUDENARDE

I

La campagne qui s'ouvrait en Flandre ne pouvait manquer d'amener quelque action décisive. Des deux côtés, on y était résolu. Marlborough avait, dans les premiers jours de mars, pris le commandement de l'armée anglo-hollandaise réunie entre Louvain et Bruxelles; il savait sa situation personnelle menacée en Angleterre par la mésintelligence qui commençait à naître entre la duchesse sa femme et la reine Anne, ainsi que par l'ébranlement du cabinet whig, au pouvoir depuis vingt ans; il savait également que les Hollandais, dont l'arrogance devait quelques années plus tard rendre si difficile la conclusion de la paix générale, étaient pour lors découragés par la prolongation de la guerre, et qu'ils inclinaient à un traité séparé. Aussi sentait-il la nécessité de frapper quelque coup dont le succès maintiendrait tout à la fois dans la fidélité des alliés prêts à se dérober, et rétablirait son crédit chancelant. Il avait quitté l'Angleterre, résolu à livrer bataille. « Je suis convaincu, écrivait-il à Godolphin, que rien ne pourrait être plus profitable aux intérêts de la Reine, » et, quoiqu'il ajoutât dans une autre lettre

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} juin 1902.

« qu'il ferait toujours passer le bien de la Reine et de son pays avant toute considération personnelle, » cependant, le caractère du personnage permet de penser que les circonstances politiques difficiles où se trouvaient alors ses amis politiques et lui-même n'étaient pas sans influence sur une détermination aussi ferme (1).

Même désir dans le camp français. Le Duc de Bourgogne brûlait de se distinguer. Nous avons vu, par ses lettres à Philippe V, quelle joie lui avait causée la perspective de rentrer bientôt en campagne. Nous trouvons l'expression du même sentiment dans une seconde lettre qu'il adressait encore à son frère le 29 mai, c'est-à-dire quatre jours après son arrivée à Valenciennes. « L'armée est icy très belle, et de très bonne volonté, lui écrivait-il, et M. de Vendôme n'en a pas moins de trouver une occasion de les combattre (les ennemis)... J'espère, mon cher frère, que, si nous trouvons une occasion heureuse, nous pourrions remettre sous votre obéissance une partie du pays que vous perdités il y a deux ans, et, sans penser au bien public, qui doit toujours aller le premier, la tendresse infinie que j'ai pour vous me feroit ressentir avec bien du plaisir que j'y aurois eu quelque part (2). » Les dispositions où il se trouvait étaient connues de toute l'Europe, et Godolphin écrivait à Marlborough : « Je suis d'accord avec vous que l'occasion d'une action se présentera bientôt, non pas seulement à cause de la supériorité de forces dont les Français se prévalent, mais en raison du tempérament impétueux de ce prince (le Duc de Bourgogne), qui est rempli d'ambition et désireux de s'acquérir de la réputation dans le monde (3). »

Non moins grande, on pouvait le supposer, devait être la bonne volonté de Vendôme, pour reprendre l'expression du Duc de Bourgogne, car jamais il n'avait eu pareille occasion d'ajouter quelque chose à sa gloire. Jamais il n'avait eu à sa disposition un aussi grand nombre d'hommes. L'armée de Flandre se composait de 206 escadrons et de 131 bataillons, divisés en 56 brigades. Elle comprenait les meilleures troupes de France, la maison du Roi, la gendarmerie, les carabiniers, le régiment des gardes, et comptait parmi ses chefs de corps des hommes qui

(1) Alison, *The Life of John duke of Marlborough*, t. I, p. 401. Lettre de Marlborough à Godolphin, du 12 juillet 1708.

(2) Archives d'Alcala. Lettre du 29 mai, communiquée par le P. Baudrillart.

(3) Coxe, *Memoirs of John duke of Marlborough*, t. II, p. 444

avaient fait leurs preuves : d'Artagnan, Biron, Chémereault, Puyguyon, Saint-Hilaire, qui commandait l'artillerie. Aussi était-elle, pour emprunter une expression à Saint-Simon : « Belle, leste, et de la plus grande volonté,... avec un prodigieux équipage de vivres et d'artillerie (1). » Malheureusement, cette grande volonté et ce prodigieux équipage allaient être paralysés par les incertitudes du commandement. A qui devait appartenir le dernier mot? En principe, au Duc de Bourgogne, qui, fils de France et héritier direct du trône, ne pouvait recevoir des ordres de personne; en fait, au duc de Vendôme, qui l'emportait par l'expérience militaire et l'autorité personnelle. Aussi Louis XIV avait-il recommandé au Duc de Bourgogne de s'en tenir à l'avis de Vendôme « lorsqu'il s'y opiniâtrerait (2), » et, au début de la campagne, il écrivait à Vendôme lui-même : « Je mande au Duc de Bourgogne que vous lui ferez voir la lettre que je vous écris, qu'il doit par ses sentimens et l'envie qu'il a de contribuer au succès de cette campagne lever par luy-même les difficultés qui pourroient luy paraître plus grandes qu'à vous et se laisser conduire, après avoir pris sur luy de déférer à vos sentimens, étant persuadé que vous ne commettrez pas sa personne ny sa gloire, qui sont devenues inséparables des intérêts de l'État (3). »

Ainsi le Roi laissait le commandement indivis entre le Duc de Bourgogne et Vendôme, ou plutôt, après avoir mis le second sous les ordres du premier, il finissait par mettre le premier sous les ordres du second. Pour que, de cette division et de cette incertitude du commandement, il ne résultât pas des conséquences déplorables, il aurait fallu entente de tous les jours et bonne volonté réciproque. Mais nous allons voir que, au début, Vendôme, loin de s'opiniâtrer, semble au contraire s'être laissé aller à son indolence naturelle, et que, s'il donna par la suite des avis formels, la colère de ne pas les voir suivis le fit se désintéresser des conséquences, comme si ce partage du commandement, cependant accepté par lui, l'eût déchargé de toute responsabilité.

Ce n'est pas cependant qu'il fût en droit de se plaindre d'un

(1) Saint-Simon, édition Boislisle, t. XVI, p. 136.

(2) Lettre du Duc de Bourgogne à M^{re} de Maintenon. Cette lettre et d'autres que nous citerons avaient été publiées par l'abbé Millot à la suite du t. IV de ses *Mémoires politiques et militaires*, composés avec les papiers du maréchal de Noailles. M. le marquis de Vogüé les a reproduites dans son volume intitulé : *le Duc de Bourgogne et le duc de Beauvilliers*, p. 44 et suivantes.

(3) Dépôt de la Guerre, 2080. Le Roi à Vendôme, 20 mai 1708.

manque d'égards. Bellerive, dans le récit de la campagne, si ouvertement favorable à Vendôme, dont nous avons parlé, est obligé de le reconnaître : « Rien n'étoit plus charmant, dit-il, que de voir les déférences que le Duc de Bourgogne eut d'abord pour le duc de Vendôme. Étant un jour à table, le généralissime (c'est le titre que Bellerive, non sans un peu d'ironie, donne au Duc de Bourgogne) lui adressa ces paroles, le verre à la main, dont il jeta l'eau, et dit au duc de Vendôme : « Allons, Monsieur, il faut boire au succès de notre campagne. Je veux que vous trinquez avec moi. » Le duc de Vendôme se leva respectueusement, baissa son verre jusqu'au pied de celui du Duc de Bourgogne, qui lui dit : « Je ne veux point de cérémonie avec vous, que nous regardons tous comme le père et le guide de l'armée (1). » Dans la correspondance des deux chefs, nous trouvons la confirmation de ces sentimens. Si le Duc de Bourgogne écrivait à Chamillart : « Vous sçavez que M. de Vendôme veut estre ménagé et qu'en le prenant doucement, on lui fait changer les choses sur lesquelles il est le plus opiniâtre, » Vendôme, de son côté, écrivait à la même date au même Chamillart : « Je vois une intelligence et une douceur dans M. le Duc de Bourgogne que je crois à l'épreuve de tout; s'il en arrivoit autrement, je n'oublierois pas les ordres que vous m'avez donnés (2). »

Au début, tout semblait donc devoir marcher pour le mieux. Dans les derniers jours de mai, l'armée s'était mise en marche par la route qui va de Mons à Bruxelles, et elle venait camper à Braine-l'Alleud, adossée à la forêt de Soignes. L'armée ennemie était campée à peu de distance de là, entre Bruxelles, où Marlborough avait son quartier général, et Anderlacht. Quatre lieues de terrain seulement les séparaient; aussi tout le monde, à Versailles, s'attendait-il à quelque affaire décisive, et il est certain que, si l'une ou l'autre des armées avait fait un mouvement en avant, elles se seraient rencontrées aux environs de ce plateau du Mont Saint-Jean et de Waterloo, qui devait, un siècle plus tard, être témoin d'une lutte si tragique. Mais Marlborough n'avait garde de commettre cette faute. Il se savait pour le moment inférieur en nombre, ses troupes n'étant pas complètement rassemblées, et on ne peut que déplorer le temps alors perdu par l'armée fran-

(1) Saint-Simon, édition Boislisle, Appendice, p. 526.

(2) Dépôt de la Guerre, 2080, 22 mai 1708. Le Duc de Bourgogne à Chamillart. Vendôme au même.

çaise, quand on voit, en lisant les dépêches et la correspondance de Marlborough (1), à quelles inquiétudes il était en proie. Il appelait en effet à lui avec insistance le Prince Eugène, qui commandait sur la Moselle un corps de 30 000 hommes, ayant en face de lui Berwick chargé de le contenir. Un capitaine hardi, entreprenant, avec des éclairs de génie, comme était Vendôme, aurait dû deviner cette situation, et en tirer parti pour prendre quelque initiative heureuse. Mais il semble, au contraire, qu'il se soit abandonné à un de ces accès de mollesse auxquels il était sujet, et que favorisait chez lui la satisfaction de se trouver dans un campement qui lui plaisait. « Nous sommes ici, écrivait-il à Chamillart, de Braine-l'Alleud, dans un camp abondant en fourrages. Nous pouvons bien y demeurer quelque temps (2). » Aussi se complaisait-il en projets mal conçus ou chimériques, qu'il proposait au Duc de Bourgogne. Celui-ci, qui ne les approuvait pas, en référerait au Roi. Il fallait envoyer un courrier à Versailles, attendre le retour de ce courrier et l'avis du Roi, qui tenait d'autant plus à être informé de tout qu'il connaissait ou croyait connaître ce terrain militaire de la Flandre où sa jeunesse avait brillé dans quelques sièges d'apparat. C'est ainsi que Vendôme proposait de faire opérer à l'armée un mouvement à droite, et d'aller mettre le siège devant Huy, petite place située sur la Meuse, au-dessus de Maëstricht. Le Duc de Bourgogne n'était pas partisan de ce projet, et le Roi, consulté, lui donnait raison, trouvant que la prise d'une place aussi peu importante n'était pas un objectif digne d'une aussi puissante armée. Un peu dépité, Vendôme se rejetait alors sur un autre dessein : c'était de mettre à profit certaines intelligences nouées dans la place pour surprendre Bruxelles et s'en emparer par un coup de main. Le dessein était audacieux et le succès en eût été d'autant plus profitable que Bruxelles était le quartier général de Marlborough. Mais il était peu probable qu'un chef aussi expérimenté se laissât surprendre ainsi, comme jadis Villeroy à Crémone, et l'échec eût été des plus funestes. Le Duc de Bourgogne était trop circonspect pour donner son approbation à une entreprise aussi hasardeuse. « Vous sçavez, écrivait-il à Chamillart, que la confiance de M. de Vendôme le porte à croire facile tout ce qu'il désire. Il me paraît que cecy est du nombre de ces choses, et qu'il n'est aisé que

(1) Coxe, t. II * p. 69, et Murray, *the Marlborough Despatches*, t. IV, p. 49 et suiv.

(2) Dépôt de la Guerre, 2080. Vendôme à Chamillart, 9 juin 1703.

pour luy. » En même temps Vendôme écrivait au Roi : « M. le Duc de Bourgogne trouve qu'il est bien difficile que cette entreprise réussisse. Pour moy, quelques difficultés qu'il y ait, je trouve toujours qu'il faut entreprendre, lorsqu'il y a beaucoup à gagner et rien à perdre ; » et, à l'appui de ce projet, il envoyait un long mémoire ; d'où, pendant une semaine, échange de courriers qui mettaient de deux à trois jours à aller et autant à revenir. Le Roi finissait par refuser son approbation au projet ; d'où quelque mauvaise humeur de Vendôme. « Il est encore entêté de son entreprise sur Bruxelles, écrivait le Duc de Bourgogne à Chamillart ; j'espère que cela passera avec le temps (1). » Mais tout le mois de juin s'écoulait ainsi, et, l'avant-dernier jour du mois, le Duc de Bourgogne pouvait, avec trop de vérité, écrire à son frère : « Nous sommes ici fort tranquillement depuis le commencement du mois... Nous sommes dans une situation à nous porter à droite ou à gauche selon qu'il nous plaira et y prévenir toujours les ennemis, qui attendent nos mouvemens pour régler les leurs ; ils sont entre leurs places, et n'ont pas marqué tant de désir de combattre qu'ils le publioient auparavant. Il faut espérer que la campagne, qui a bien commencé, se continuera de même et que Dieu, nous protégeant, nous conduira à une bonne et heureuse paix. » Moins les ennemis marquaient de désir de combattre, plus il semble qu'il aurait fallu les y contraindre, et cette attitude passive n'était pas assurément le meilleur moyen d'arriver à une heureuse paix. Mais, entre un capitaine expérimenté et un prince de vingt-six ans, n'était-ce pas au premier qu'il appartenait de concevoir un plan de campagne hardi et de l'exécuter vigoureusement ? Si Vendôme avait proposé au Duc de Bourgogne de porter l'armée en avant et de marcher droit à l'ennemi, celui-ci ne s'y serait certainement pas refusé, et c'est au premier bien plus qu'au second qu'incombe en bonne justice la responsabilité de cette inertie déplorable.

Pour le Duc de Bourgogne personnellement, ce temps perdu ne fut cependant pas un temps de loisir et de mollesse. Par le *Mercur*e, qui avait, comme nous dirions aujourd'hui, un correspondant au camp, nous savons comment il employait ses heures, et nous voyons qu'il se dédommageait de l'inactivité militaire par l'activité personnelle. Il ne se passait point de jour qu'il ne

(1) Dépôt de la Guerre, 2080. Le Duc de Bourgogne à Chamillart, 14 juin 1708. Vendôme au Roi, même date. Le Duc de Bourgogne à Chamillart, 18 juin.

montât à cheval, tantôt pour aller visiter les postes avancés, tantôt pour surveiller un fourrage. Il se faisait adorer des soldats (du moins à en croire le *Mercur*), par le soin qu'il prenait de leur bien-être, et, en même temps, il s'appliquait à rétablir dans l'armée les règles de la discipline, qui, durant la dernière campagne, s'étaient fortement relâchées. Il combattait également les habitudes de mollesse qui s'étaient introduites dans le corps des officiers. C'est ainsi qu'il faisait éloigner du camp les berlines et chaises de poste que, pour leur commodité, ils avaient fait venir, et leur donnait lui-même l'exemple de ne se servir jamais que de chevaux. Sa table n'était que de seize couverts, ce qui était peu pour un prince et un général en chef, étant donné les habitudes du temps, plus une de dix pour son bureau (1). Inutile de dire que la vie des camps n'amenait aucun relâchement dans ses habitudes religieuses. Il faisait fréquemment et en public ses dévotions, « édifiant l'armée par sa piété. » Le 7 juin, qui était le jour de la Fête-Dieu, il ordonna une procession sur la place de Braine-l'Alleud et la suivit à pied. Ce jour-là, il ne monta à cheval que dans l'après-midi. « Le matin de ce même jour, ajoute le *Mercur*, assurément sans aucune idée d'ironie, Milord Marlborough, accompagné de plusieurs officiers généraux et escorté de cinq cents chevaux de piquet, alla reconnoître les passages et le terrain le long de la Dyle (2). »

Dans les premiers jours de juillet, une entreprise heureuse vint cependant mettre fin à cette longue période d'inaction, et déterminait un mouvement en avant de l'armée française. Le Duc de Bourgogne, comme nous l'avons dit, avait auprès de lui Bergeyck, l'ancien gouverneur des Pays-Bas, homme habile et insinuant, mais plus diplomate que militaire, et à qui on devait reprocher plus tard d'avoir exercé une influence fâcheuse sur le Duc de Bourgogne. Il est certain, en tout cas, qu'il avait su gagner sa confiance. « J'oubliois de vous dire, ajoutait le Duc de Bourgogne dans le post-scriptum d'une lettre à Philippe V, que M. le comte de Bergeyck, qui gouverne icy vos finances, est un homme qu'on ne peut payer, et qu'il m'est sûr (et le Roy aussi) au-dessus de tout ce qu'on peut désirer (3). » Bergeyck était en effet de bon conseil, et il allait en donner la preuve. Au mois d'avril précédent, il

(1) *Gazette d'Amsterdam* de 1708, n° XXVIII.

(2) *Mercur de France*, juin 1708, p. 330.

(3) Archives d'Alcala. Lettre du 29 mai 1708, communiquée par le P. Baudrillart.

avait préparé un soulèvement général des Pays-Bas, qui devait coïncider avec une tentative du Prétendant et un débarquement des Français en Écosse. L'affaire d'Écosse ayant échoué, le soulèvement des Pays-Bas n'avait pas eu lieu, mais Bergeyck avait conservé des intelligences dans les principales villes, qui, accoutumées depuis longtemps à la domination espagnole et en majorité catholiques, supportaient avec impatience depuis deux ans la domination des Hollandais, sous le joug desquels elles étaient tombées après le désastre de Ramillies. Bergeyck proposa au Duc de Bourgogne de profiter des relations secrètes qu'il avait nouées dans les villes de Gand et de Bruges pour s'emparer, par surprise, de ces deux places. L'entreprise fut aussi heureusement conduite qu'elle avait été bien préparée. Tandis que d'Artagnan était détaché, avec un gros corps, pour masquer l'opération, Chemerault, à la tête de 3 000 hommes de cavalerie et de 2 000 grenadiers, filait sur Ninove, ville forte située sur la Dendre, à huit lieues de Braine-l'Alleud, et le lendemain, 4 juillet, il se présentait devant Gand, dont la porte avait déjà été surprise par une petite troupe d'Espagnols, partis, de leur côté, de Mons. Il y entra triomphalement à la grande joie des bourgeois, et la garnison anglo-hollandaise, surprise, était obligée de se réfugier dans la citadelle, où elle capitulait deux jours après.

Le même jour, le comte de La Mothe entra dans Bruges presque aussi facilement, et la nouvelle de ce double succès arrivait dans la nuit à Fontainebleau, où était alors la Cour. A huit heures du matin, le Roi faisait réveiller la Duchesse de Bourgogne pour lui apprendre cet heureux succès, et toute la Cour, dit Saint-Simon, était « dans une joie effrénée. » Deux jours après, il y avait grande promenade en forêt, sur la route de Moret. A six heures, le Roi était monté dans sa calèche avec la Duchesse de Bourgogne. Il avait fait préparer une collation dans une étoile qui était à gauche de la route de Moret. « M^{me} de Maintenon, rapporte Dangeau, était à cette collation. Il y avait deux ou trois carrosses de M^{me} la Duchesse de Bourgogne, pleins de dames, qui suivaient le Roi... On servit des collations à tous les convives et la fête se passa fort gaiement (1). »

Le même jour et presque à la même heure se livrait la bataille d'Oudenarde.

(1) Dangeau, t. VII, p. 179.

II

On comprend la joie de la Cour, car, en apparence, le succès était grand. Deux des places les plus importantes de la Flandre étaient tombées, presque sans coup férir, dans les mains de l'armée française, et rentraient ainsi sous la domination de leur souverain légitime, le Roi d'Espagne. Les conséquences désastreuses des campagnes précédentes se trouvaient en partie réparées. Aussi le Duc de Bourgogne était-il en droit de se réjouir de la part au moins indirecte qu'il avait prise à ce succès. « Je vous avois bien dit, mon très cher frère, écrivait-il à Philippe V le 6 juillet, que je ferois ce que je pourrois pour remettre sous votre obéissance une partie du pays que les ennemis vous avoient enlevé il y a deux ans, et Gand, dont vous êtes maistre depuis hier, en est une des meilleures preuves. Marlborough a été attrapé pour cette fois. Ce m'est une chose bien douce d'avoir pu, par les effets, vous témoigner l'extrême amitié que j'ai pour vous. Faites, je vous prie, bien des complimens à la Reine. J'espère qu'elle sera contente de moi (1). »

Marlborough était attrapé en effet. Il en était même tombé malade : « La trahison de Gand, des marches continuelles, et certaines lettres que j'ai reçues d'Angleterre, écrivait-il à Godolphin, m'ont tellement vexé que j'avais bien une grande fièvre, et le médecin voulait me renvoyer à Bruxelles, mais, grâce à Dieu, je suis mieux à présent (2). » Il n'en demeurerait pas moins fort anxieux, craignant d'autres trahisons de la part des villes flamandes, où les Hollandais n'avaient su que se faire haïr. Mais, à ce moment même, il allait trouver un puissant réconfort dans l'arrivée du Prince Eugène. Répondant aux appels pressans de Marlborough, celui-ci, quittant les bords de la Moselle, avait mis son armée en marche dans la direction de Bruxelles, côtoyé de près et suivi parallèlement par Berwick, qui se dirigeait vers Mons. Mais, comme il trouvait que ses troupes marchaient lentement, il se détacha de sa personne et, accompagné seulement de quelques cavaliers, arriva le 6 juillet à Bruxelles, où il put conférer avec Marlborough. L'entrevue entre les deux grands capitaines dut être émouvante. « Je suis malade de corps et d'esprit, répon-

(1) Archives d'Alcala. Lettre du 6 juillet, communiquée par le P. Baudrillart.

(2) Coxe. t. II, p. 467.

dit Marlborough à Eugène, lorsque celui-ci lui demanda des nouvelles de sa santé, » et, quelques jours après, le Prince Eugène écrivait au comte de Gallas : « Je vous dis en confidence que, quand j'arrivai à l'armée, tout le monde était dans la plus grande consternation, et que les discours les plus âpres (*i più aspri discorsi*) couraient de bouche en bouche. » Le général prussien Natzmer, qui était au quartier général, écrivait de son côté : « Milord duc était inconsolable de ces tristes événemens, et m'exprima avec une confiance touchante ses appréhensions de voir les choses tourner au plus mal pour nous, si les ennemis poursuivaient leur avantage avec une audace persévérante (1). »

Du témoignage même des ennemis, il résulte donc que les circonstances étaient particulièrement favorables pour l'armée française, et qu'il dépendait de ses chefs d'en profiter. Mais autant il y avait de tiraillemens entre Vendôme et le Duc de Bourgogne, autant, entre Eugène et Marlborough, l'entente fut rapide, et ils conçurent ensemble un plan de campagne audacieux par lequel ils devaient réparer en quelques jours leur situation compromise.

L'entreprise sur Gand et Bruges avait déterminé un mouvement dans l'armée française. Pour appuyer la pointe hardie de Chemerault et de La Mothe et pour être en mesure de profiter de leurs succès, le Duc de Bourgogne et Vendôme avaient décampé de Braine-l'Alleud; par la route qui va de Ninove à Alost, ils avaient marché dans la direction de Gand. Mais leur marche fut lente : ils mirent quatre jours à faire six ou sept lieues. Le 6 juillet, l'armée campait à Ninove, le 8 à Ledde; ce n'était que le 10 qu'elle arrivait sur les bords de l'Escaut, où elle s'établissait aux environs de Gavre, c'est-à-dire quelques lieues au-dessous d'Oudenarde (2) et au-dessus de Gand.

Les discussions incessantes entre les deux chefs qui se partageaient le commandement avaient été la cause de ces lenteurs. Vendôme, aussitôt reçue la nouvelle de la prise de Gand, avait été d'avis de mettre le siège devant Oudenarde, dont la prise aurait rendu les Français maîtres de tout le cours de l'Escaut, et aurait

(1) *Campagne del Principe Eugenio di Savoia*, t. X, livre II, p. 311, et supplément n° 105. (Cet ouvrage est la traduction de celui publié par le grand état-major autrichien sous le titre de *Feldzüge des Prinz Eugen*.)

(2) Toutes les cartes belges portent aujourd'hui *Audenarde*. Mais les récits contemporains parlent toujours d'Oudenarde. Nous avons cru devoir conserver l'orthographe ancienne.

coupé les communications des Anglais avec la mer, par où ils recevaient leurs approvisionnements. Mais la place était forte, le siège eût été long. Le Duc de Bourgogne ne fut pas d'avis de l'entreprendre. De nouveau, il fallut en référer au Roi, envoyer un courrier à Versailles et attendre la réponse. Le Roi conseilla de bloquer seulement Oudenarde avec un cordon de troupes, pensant, non sans quelque raison, à ce qu'il peut paraître, qu'il était préférable de ne pas immobiliser toute l'armée autour d'une ville, et d'en conserver le plus gros pour quelque action plus décisive. Mais le temps que ces tergiversations firent perdre à l'armée française avait été employé par Marlborough et le Prince Eugène d'une façon singulièrement utile. Au lieu d'attaquer l'armée française dans ses positions nouvelles, ils la tournèrent. Partis le 7 de Bruxelles, ils écornèrent son arrière-garde dans une affaire peu importante, et, passant entre son ancien campement de Braine-l'Alleud et son nouveau campement sur les bords de l'Escaut, ils vinrent, par une marche rapide, occuper, le 10, la forte position de Lessines, à six lieues d'Oudenarde, et à peu de distance de la frontière française. L'armée du Duc de Bourgogne, par cette manœuvre hardie qui échappa complètement à Vendôme, se trouvait coupée de sa base d'opérations, et il en résultait cette situation singulière que l'armée anglo-hollandaise avait à dos la France, et que l'armée française avait à dos la Hollande.

Ni l'une ni l'autre armée ne pouvait demeurer dans une situation également périlleuse pour chacune. Une attaque, à laquelle aucun des deux adversaires ne cherchait du reste à se dérober, devenait inévitable. Elle eut lieu le 11 juillet, mais sans plan arrêté d'avance, plutôt par l'effet d'une rencontre fortuite que par une attaque préméditée, et, à ce point de vue, le *Mercure*, rendant compte de l'affaire, a raison de dire que ce fut plutôt un combat qu'une bataille.

Le 11 juillet, l'armée française et l'armée nollandaise se trouvaient donc toutes deux sur les bords de l'Escaut, qu'elles se préparaient à passer parallèlement en quelque sorte, à deux lieues et demie de distance, chacune ignorant les desseins de l'autre; mais, pour la seconde fois, Vendôme se laissa gagner de vitesse par Marlborough. De même qu'il avait mis à faire cinq ou six lieues autant de temps que Marlborough à en faire treize, de même il se laissa devancer au passage de l'Escaut. Le 11 au matin,

le major général Cadogan, à la tête de seize bataillons d'infanterie et de huit escadrons de dragons, partait à la pointe du jour, (*at dawn*) disent les documens anglais (1). Il franchissait l'Escant en passant par la ville d'Oudenarde, et, arrivé sur la rive opposée, jetait immédiatement deux ponts par lesquels l'armée commença dès dix heures et demie du matin à effectuer son passage. A midi, la plus grande partie des troupes anglo-hollandaises se trouvait déjà de l'autre côté du fleuve.

Il n'en était pas de même du côté français, où les ponts n'avaient pas été préparés à l'avance. Quatre heures furent perdues à les établir, et quand Biron, qui commandait l'avant-garde, eut passé tranquillement (*at leisure*, disent encore les documens anglais), il fut tout étonné de se trouver en présence de forces considérables, qu'il ne s'attendait nullement à rencontrer. Coup sur coup, il envoya trois aides de camp à Vendôme pour l'en prévenir. Celui-ci, qui, la veille, de son propre aveu, ne s'était levé qu'à dix heures du matin (il donnait comme excuse qu'il avait été trente heures à cheval et qu'il avait eu la colique) (2), fut trouvé par les aides de camp de Biron ayant mis pied à terre et mangeant un morceau. Il ne voulut d'abord rien croire des nouvelles qu'on lui apportait, disant « qu'il faudroit donc que les diables les eussent portés là et que cette diligence étoit impossible (3). » Vaincu par l'évidence, il fit parvenir cependant à Biron l'ordre d'attaquer, en lui promettant de le soutenir. En effet, il fit passer en hâte quelques-unes des meilleures troupes de l'armée, et se porta lui-même à l'aide de Biron. Un combat furieux s'engagea alors entre les deux

(1) On trouvera, dans Coxe, t. II, p. 468 et suiv., un récit détaillé de la bataille d'Oudenarde, au point de vue anglais. Il est à remarquer que le récit est très favorable au duc de Vendôme et sévère pour le Duc de Bourgogne. Sur plusieurs points, ce récit diffère des récits français, entre autres sur la question capitale de savoir à quelle heure les ponts furent jetés et les deux armées passèrent l'Escant. Suivant Coxe, les ponts où devaient passer l'armée française avaient été préparés dès la veille. Mais cette assertion reste contredite par les documens français eux-mêmes, et il paraît constant que la lenteur apportée au passage de la rivière fut la faute initiale de la journée. « Il est certain, dit le marquis de Quincy, dans son *Histoire militaire* (t. VI, p. 127), que, si l'armée des deux couronnes eût passé l'Escant six heures plus tôt, comme elle le pouvait et le devait faire, cette armée aurait été en état de rendre inutiles toutes les forces que les alliés avaient fait venir en France. » Villars, dans ses *Mémoires* (t. III, p. 14), et Feuquières, dans ses *Mémoires militaires*, t. II, p. 165 et t. III, p. 88, ne sont pas moins sévères pour Vendôme, à l'inertie et à la paresse duquel ils attribuent les malheurs de la campagne.

(2) Pelet, *Histoire militaire*, t. VIII, p. 388. Vendôme au Roi, 9 juillet 1708.

(3) Saint-Simon, édition Boislisle, t. XVI, p. 181. Saint-Simon tient évidemment cette partie de son récit de la bouche même de Biron, qui, prisonnier sur parole, passa quelques jours après à Fontainebleau. On peut donc y ajouter foi,

armées, mais dans des conditions singulièrement défavorables pour les Français, auxquels le sol marécageux et entrecoupé de haies ne permettait pas de déployer leur cavalerie, qui était supérieure en nombre. Le terrain disputé fut plusieurs fois pris, perdu, puis repris par les deux adversaires. Les carabiniers, les gendarmes, la maison du Roi, combattirent, tous les documens anglais sont d'accord sur ce point, avec un grand courage. Un moment même ils crurent que l'avantage leur restait, à ce point que les officiers jetèrent leurs chapeaux en l'air en criant : « Vive le Roi ! » Nous ne pouvons résister au désir d'insérer ces quelques lignes où un historien anglais rend hommage à la valeur des troupes françaises : « Ce ne fut pas chose facile de faire passer les Français de l'enthousiasme de la victoire à l'hésitation qui précède la défaite. Ils opposèrent à cette attaque une résistance désespérée. Le terrain sur lequel les troupes ennemies se rencontrèrent était tellement entrecoupé que, de ce côté, la bataille dégénéra bientôt en une série de luttes partielles, et même de combats singuliers. Chaque pont, chaque fossé, chaque bois, chaque hameau, chaque enclos, fut vivement disputé ; la fusillade était si incessante, les troupes ennemies étaient si entremêlées, que le champ de bataille, vu de loin, semblait une ligne ininterrompue de feux. Jamais dans les guerres modernes on ne vit feu plus nourri, ni séries de luttes plus désespérées. Ce furent la plupart du temps des combats corps à corps, comme dans ces batailles de l'antiquité dont Tite-Live et Homère nous ont laissé de si vivantes descriptions. La cavalerie ne put agir, à cause de la multitude de haies et de taillis, dont le champ de bataille était entrecoupé. Poitrine contre poitrine, genou contre genou, baïonnette contre baïonnette, la lutte se poursuivit de part et d'autre avec la résolution la plus désespérée. Si la résistance fut obstinée, l'attaque ne fut pas moins vigoureuse, et, à la longue, l'ardeur enthousiaste des Français céda devant la persévérante énergie des Allemands. Graduellement, ils furent repoussés, mais à la pointe de la baïonnette, et peu à peu, reculant de toutes parts, ils abandonnèrent tout le terrain qu'ils avaient gagné au début de l'action (1). »

Vendôme lui-même prit une part brillante à ces combats désespérés. Bellerive lui en fait honneur, et sans doute avec raison, car l'homme était brave : « M. de Vendôme, dit-il, fut toujours

(1) Alison, *the Life of John duke of Marlborough*, t. I, p. 396.

l'épée à la main au milieu des dangers, animant les soldats par ses cris, par ses gestes. A un certain moment, il dit au brigadier d'Arpajon : « Arpajon, voilà de l'infanterie dans ces haies ; il l'en faut chasser. » Alors, d'Arpajon, commençant de s'ébranler, dit aux bataillons de sa brigade : « Mes amis, vous venez d'entendre ce que M. de Vendôme vient de dire. » Les soldats lui crièrent : « C'est notre père ! » Et Bellerive continue : « Si, dans cet heureux moment, le duc de Vendôme eût été soutenu, comme il s'y attendoit, les alliés étoient abattus, leurs drapeaux enlevés, les François au comble de la gloire, et le soleil auroit éclairé la défaite entière de l'infanterie ennemie, car jamais général n'inspira autant de zèle et de courage à des soldats, qui, par un esprit d'enchantement, ne croyoient rien plus d'impossible, en voyant le duc de Vendôme donner le spectacle d'un brillant héroïsme (1). » Dans ce moment critique, Vendôme avait cependant mieux à faire qu'à donner ce brillant spectacle. Il avait à réparer son imprévoyance en improvisant, sur le champ de bataille même, comme font les grands capitaines, un plan de combat, et en faisait parvenir des ordres précis aux forces si nombreuses dont il disposait. Il n'en fit rien. Il se bornait à envoyer au feu les unes après les autres des troupes qui arrivaient hors d'haleine, et qui avaient à se déployer devant un ennemi avantageusement posté. Saint-Hilaire, qui avait été laissé en arrière avec son artillerie, ne reçut aucune instruction, et, s'il n'avait, de sa propre inspiration, envoyé dix pièces de canon auxquelles il avait fait passer l'Escout de bonne heure, l'armée entière se serait trouvée non seulement sans aucune artillerie, mais sans munitions (2). Faute d'ordre précis également, et au dire de Vendôme lui-même, cinquante bataillons et près de cent quatre-vingts escadrons demeurèrent sur une hauteur sans prendre part à l'action. Il est vrai que, suivant Vendôme, la responsabilité de cette inaction retomberait sur le Duc de Bourgogne, à qui il aurait fait porter l'ordre formel de le soutenir, et qui se serait laissé détourner de l'exécution de cet ordre « par des conseillers timides, » non sans peine cependant, car il aurait dit : « Que dira M. de Vendôme quand il saura que je me retranche, au lieu de charger (3) ? » Mais

(1) Saint-Simon, édition Boislisle, t. XVI. Appendice, p. 556.

(2) *Mémoires de Saint-Hilaire*, t. IV, p. 134 et suiv.

(3) Pelet, *Histoire militaire*, t. VIII, p. 394. Vendôme au Roi. Lettre du 16 juillet

il y a de très fortes raisons de douter qu'il ait jamais fait parvenir au Duc de Bourgogne un ordre aussi formel. Non seulement le Duc de Bourgogne n'en est jamais convenu, et il était trop consciencieux pour le nier, sauf à expliquer les raisons qu'il aurait eues de ne pas obéir; mais d'Artagnan, dans le récit le plus complet que nous ayons de la bataille, n'y fait aucune allusion (1), et Saint-Hilaire dit formellement le contraire, car il accuse le Duc de Bourgogne, qui, dit-il, « étoit encore sans expérience militaire, » d'avoir trop facilement permis une attaque contre huit bataillons ennemis fortement postés, attaque brillante et valeureusement conduite, mais qui, en échouant, aurait contribué à compromettre le succès de la journée. La vérité paraît être que Vendôme ne fit preuve dans cette journée néfaste d'aucune des qualités brillantes par lesquelles il avait rétabli à Luzzara, à Cassano, les affaires compromises par ses propres imprudences. Reconnaissons à sa décharge qu'il avait affaire aux deux plus grands hommes de guerre qu'ait connus le commencement du xviii^e siècle, et qui se trouvaient réunis contre lui : Marlborough et Eugène. Mais n'est-il pas sévère, comme le font quelques historiens, de reprocher à un jeune prince, qui assistait pour la première fois de sa vie à une grande affaire, de n'avoir pas été de force à leur tenir tête, et de n'avoir pas réparé, par sa propre initiative, les fautes d'un chef expérimenté, comme l'était Vendôme?

L'issue de la journée aurait pu cependant demeurer incertaine sans une habile manœuvre, conçue par Marlborough sur le champ de bataille, et brillamment exécutée par le vieux maréchal d'Owerkirke, qui commandait les troupes hollandaises. Marlborough, s'apercevant que la droite de l'armée française était faible et dégarnie, le lança, à la tête d'une forte colonne, contre cette droite, qu'Owerkirke déborda par un mouvement tournant et qu'il attaqua de flanc. De ce côté se trouvaient précisément les Princes, c'est-à-dire le Duc de Bourgogne, le Duc de Berry et le Chevalier de Saint-Georges. Si vive et si brusque fut l'attaque, que les Français plièrent, et que « les valets de la suite de tout ce qui accompagnoit les Princes tombèrent sur eux avec un effroi, une rapidité, une confusion qui les entraînèrent avec une extrême vitesse et beaucoup d'indécence et de hasard (2). » Dans cette confusion, les Princes furent même en danger d'être

(1) Voir le récit de d'Artagnan, dans Pelet, t. VIII.

(2) Saint-Simon, édition Boislisle, t. XVI, p. 185.

pris. Ils essayèrent avec beaucoup de fermeté et de courage (dit le *Mercur*) les décharges de la mousqueterie. « Le Duc de Bourgogne eut deux de ses gens tués à ses côtés. Il n'en continua pas moins de donner des ordres avec le plus grand sang-froid et la plus grande présence d'esprit qui se puisse imaginer (1). » Il était neuf heures du soir. La nuit mit fin au combat, mais non sans que les colonnes de l'armée anglo-hollandaise qui avaient opéré séparément eussent opéré leur jonction sur le champ de bataille, dont Marlborough et le prince Eugène demeuraient définitivement les maîtres.

Alors se passa dans l'armée française une triste scène, que Saint-Simon a rendue célèbre. Donnons d'abord son récit, sauf à le contrôler.

Vendôme et le Duc de Bourgogne, qui s'étaient trouvés séparés pendant l'action, se réunirent au milieu de leurs troupes en désordre. Ils tinrent, dans l'obscurité croissante, un conseil de guerre improvisé. Vendôme, « de fureur de s'être si cruellement mécompté, » brusquait tout le monde. Le Duc de Bourgogne voulut parler; mais Vendôme, enivré d'autorité et de colère, lui ferma à l'instant la bouche en lui disant d'un ton impérieux, devant tout le monde, qu'il se souvint qu'il n'étoit venu à l'armée qu'à condition de lui obéir. « Ces paroles énormes, et prononcées dans les funestes momens où on sentoit si horriblement le poids de l'obéissance rendue à sa paresse et à son opiniâtreté, et qui, par le délai de décamper, étoit cause de ce désastre, firent frémir d'indignation tout ce qui l'entendit. Le jeune prince à qui elles furent adressées y chercha une plus difficile victoire que celle qui se remportoit actuellement par les ennemis sur lui: il sentit qu'il n'y avoit point de milieu entre les dernières extrémités et l'entier silence, et fut assez maître de soi pour le garder. Vendôme se mit alors à pérorer sur le combat. Il soutint que rien n'étoit perdu, que, la moitié de l'armée n'ayant pas combattu, il fallait tourner toutes ses pensées à recommencer le lendemain matin. » Cet avis ne fut soutenu par personne, sauf par le comte d'Évreux, neveu de Vendôme et tout jeune maréchal de camp. Mais le maréchal de Malignon et les officiers généraux les plus expérimentés, entre autres Puy-ségur, soutinrent l'opinion contraire. Ceux qui arrivaient suc-

(1) *Mercur de France*, supplément d'août 1708.

cessivement du champ de bataille, et qui avaient été au plus fort de l'affaire, se rangèrent de leur côté. « Vendôme, ne voyant plus nulle apparence de résister davantage à tant de convictions et poussé à bout de rage : « Oh ! bien, s'écria-t-il, messieurs, je vois bien que vous le voulez tous. Il faut donc se retirer. Aussi bien, ajouta-t-il en regardant Mgr le Duc de Bourgogne, il y a longtemps, Monseigneur, que vous en avez envie. » Ces paroles, qui ne pouvoient manquer d'être prises dans un double sens, et qui furent par la suite appesanties, furent prononcées exactement telles que je les rapporte, et assénées, de plus, de façon que pas un des assistans ne se méprit à la signification que le général leur voulut faire exprimer. Mgr le Duc de Bourgogne demeura dans le parfait silence, comme il avoit fait la première fois, et tout le monde à son exemple, en diverses sortes d'admiration muettes. Puységur le rompit à la fin pour demander comment on entendoit de faire la retraite. Chacun parla confusément; Vendôme, à son tour, garda le silence, ou de dépit ou d'embarras, puis il dit qu'il falloit marcher à Gand, sans ajouter comment, ni aucune autre chose... Alors ce petit conseil tumultueux se sépara. Les princes, avec ce peu de suite qui les avoit accompagnés, prirent à cheval le chemin de Gand. Vendôme, sans plus donner nul ordre, ni s'informer de rien, ne parut plus en aucun lieu (1). »

Tel est le récit de Saint-Simon, et pas un historien ayant à raconter cette triste journée n'a manqué de le reproduire sans le discuter. Michelet, qui sans doute y était, surenchérit. A l'en croire, « les assistans pâlirent et baissèrent les yeux. La foudre aurait eu moins d'effet. Un tel outrage au petit-fils de France ! Lui, il n'eut aucun embarras. Il était chrétien, étranger aux idées de l'honneur du monde. Il ne dit rien. Peut-être en son for intérieur trouva-t-il qu'en ce mot si dur tout n'était pas mensonge, et son respect religieux de la vérité l'empêcha de le démentir (2). »

Ce récit est-il tout à fait exact, et Saint-Simon n'a-t-il pas, comme à son ordinaire, grossi un peu les choses ? On peut se le demander. En effet, le Duc de Bourgogne ne fait aucune allusion à ces paroles injurieuses dans les lettres qu'il écrivit, les jours suivans, à Philippe V et à M^{me} de Maintenon, lettres où il se plaint très vivement des procédés de Vendôme. Quant à Belle-

(1) Saint-Simon, édition Boislisle, t. XII, p. 186 et suiv.

(2) Michelet, *Histoire de France*, édition de 1874, t. XIV, p. 201.

rive, il convient seulement que Vendôme fut violent et emporté : « Je ne rapporterai pas, dit-il, et je laisse à deviner au lecteur les expressions vives que l'ardeur de son zèle pour l'État lui suggéra dans les reproches dont il accabla les auteurs de ces pernicious conseils. » A l'en croire, lorsqu'il avait rejoint le Duc de Bourgogne, qu'il avait trouvé « fort rêveur et mécontent de ce qui venoit de se passer (1), » Vendôme se seroit contenté de tâcher de dissiper son chagrin. On peut assurément laisser de côté le témoignage de ce *Vendomiste* passionné. Mais il est à remarquer que le récit de Saint-Simon n'est pas confirmé par Saint-Hilaire, « bon artilleur fort lourd, » qui, lui, du moins avait assisté au Conseil. Après avoir confessé ingénument dans ses *Mémoires* qu'il avait fait l'ouverture de combattre encore le lendemain, « peut-être un peu inconsidérément par rapport à l'état des affaires, » il ajoute « qu'il y eut là-dessus quantité de discours dont il est inutile de rapporter les paroles. » Il parle bien de l'obstination de Vendôme à soutenir « qu'il y alloit de l'honneur de la France et de la gloire de M. le Duc de Bourgogne... » des altercations sur cette affaire, qui durèrent encore un peu de temps, et de la nécessité ou l'on se trouva « d'avertir M. de Vendôme que, s'il vouloit demeurer davantage où il étoit, il se trouveroit seul dans la plaine (2). » Mais il ne résulte pas de ce témoignage impartial que Vendôme ait été autre chose qu'obstiné et violent, et nous croyons qu'il est permis, malgré Saint-Simon et Michelet, de mettre en doute et l'insultant propos de Vendôme et l'humilité par trop chrétienne du Duc de Bourgogne.

Quoi qu'il en soit de ce détail, la retraite eut lieu dans des conditions déplorables. Aucun ordre général ne fut donné ni par Vendôme irrité, ni par le Duc de Bourgogne inexpérimenté, pour assurer dans les meilleures conditions la marche vers Gand, dont chacun prit la route comme il put. Le Duc de Bourgogne refusa cependant la chaise de poste qui lui fut offerte, et il fit sa retraite à cheval, dans la nuit. Il ne s'arrêta pas à Gand et poussa jusqu'à Lovendeghem, gros bourg situé derrière le canal de Gand à Bruges, où il arriva avec la tête des troupes. Vendôme, au contraire, s'il faut en croire Saint-Simon, un peu suspect en cette circonstance comme en beaucoup d'autres, se serait arrêté à Gand, et, « après avoir défait ses chausses et poussé sa selle tout au-

(1) Saint-Simon, édition Boislisle, t. XVI, Appendice, p. 559.

(2) Saint-Hilaire, *Mémoires*, édition de 1766, t. IV.

près des troupes, » en les voyant défilér, il se serait jeté au lit et y aurait dormi trente heures. Saint-Hilaire, abandonné sans ordre, eut grand-peine à sauver son artillerie. Certains corps furent oubliés, entre autres celui de du Rosel, qui se trouva seul, le lendemain matin, avec cent escadrons. Sa retraite eût tourné au désastre, si le marquis de Nangis, celui-là même qu'avait autrefois distingué la Duchesse de Bourgogne, n'avait rassemblé quinze compagnies éparses et brillamment soutenu des combats d'arrière-garde qui permirent à du Rosel de ramener son corps intact à Gand, « après avoir causé une cruelle inquiétude pendant quatorze ou quinze heures qu'on ignora ce qu'ils étaient devenus (1). » D'autres corps, abandonnés également et ne sachant de quel côté opérer leur retraite, firent marche en arrière, et se dirigèrent les uns vers Ypres et les autres vers Tournai, où ils furent heureusement recueillis par l'armée que Berwick, s'attachant aux pas du Prince Eugène, avait amenée de la Moselle à marches forcées. Mais d'autres, coupés de toute ligne de retraite, furent obligés de se rendre le soir même ou le lendemain. Du côté français, on avait, les jours suivans, 4 000 prisonniers; du côté des ennemis, on parlait de 7 000; et, admettant même que ce chiffre ait été exagéré, il n'en demeure pas moins certain que ce fut le grand nombre des prisonniers qui fit de l'affaire d'Oudenarde un véritable désastre, car, le jour même de la bataille, il paraît établi que les pertes avaient été égales des deux côtés.

Après les craintes d'un côté, les espérances de l'autre, qu'avaient fait naître la prise de Gand et celle de Bruges, les affaires avaient donc pris brusquement une tout autre face, et Marlborough avait raison lorsque, dans les nombreuses dépêches qu'il adressait en français, les jours suivans, aux petites cours d'Allemagne alliées à l'Angleterre, il parlait de l'éclatant succès que « le bon Dieu » (*the Almighty*, disait-il dans ses dépêches en anglais) avait accordé aux armes alliées. En France, au contraire, comme nous l'allons voir, le passage de l'allégresse au deuil fut brusque et douloureux.

HAUSSONVILLE.

(1) Saint-Simon, édition Boislisle, t. XVI, p. 191-192.

POÉSIES

FUNÉRAILLES

Oh ! quel farouche bruit font dans le crépuscule
Les chênes qu'on abat pour le bûcher d'Hercule !
VICTOR HUGO.

Le bûcher, dressé là pour ce nouvel Hercule,
Emplit l'horizon rouge et le ciel empourpré ;
Et la nuit s'illumine et tout entière brûle
A l'ardente splendeur de ce couchant sacré.

Au brasier fraternel où se tordent ensemble
Le laurier odorant et le chêne fumeux,
Une foule sans cris se hâte et se rassemble
Afin d'en emporter le reflet en ses yeux ;

Et quelques-uns, penchés sur la flamme féconde,
Y viennent allumer leur torche et leur flambeau,
Pour éclairer encor les ténèbres du monde
Quand le bûcher noirci ne sera qu'un tombeau.

Et c'est ainsi qu'ayant emprunté l'étincelle
A l'énorme incendie en sa gloire écroulé
Ils s'en repasseront la clarté mutuelle,
Et l'une brillera quand l'autre aura brûlé,

Jusqu'à l'heure où ce feu vacillant et débile
Ne soit plus au regard du passant incertain
Que le dernier rayon de la lampe d'argile
Que ménage le pas et que couvre la main.

*
* *

Qu'il éblouisse l'ombre ou couve sous la cendre,
Au geste de l'Amour comme aux doigts de Psyché,
Qu'il monte la montagne ou qu'il la redescende,
Qu'il soit lampe, foyer, flambeau, torche ou bûcher,

Sa flamme inextinguible, éternelle et divine,
Ira jusques au fond des siècles à venir,
Que le souffle la courbe ou que le vent l'incline,
Car elle est immortelle et ne peut pas finir ;

Puisque l'âme de l'homme en elle se consume
Et qu'elle est née en lui de ce jour enchanté
Où sereine et debout devant son amertume
Apparut à ses yeux ton image, ô Beauté !

Ton doigt blanc s'est posé sur son cœur qui palpite
Et qui bat à jamais et qui brûle en son sein,
Et depuis lors un Dieu mystérieux l'habite,
Et l'éclair a jailli qui ne s'est plus éteint.

*
* *

Et maintenant bûcher, gronde, rougeoie, éclate.
Change la feuille en flamme et la branche en tison
Et dresse les cent nœuds de ton hydre écarlate
Dont les langues d'or clair dévorent l'horizon !

Celui qui rassembla ta masse formidable
A détourné le fleuve à travers la forêt
Et, comme au seuil des temps son frère de la Fable,
Une course éternelle a tendu son jarret.

Le lion a rugi sous sa massue ardente;
Il empoigna le noir sanglier par son crin
Et, du fauve farouche à la bête fumante,
Ses pieds nus ont rejoint la biche aux pieds d'airain;

Mais, au lieu de percer de sa flèche intrépide
L'engeance aux rauques cris du lac aux noires eaux
Et de saisir, fougueux, l'étalon par la bride,
Il a forcé les Sons, il a dompté les Mots.

Ils ont autour de lui dansé comme des Faunes.
Les Nymphes ont souri de sa témérité
Et, grave, il a tressé d'immortelles couronnes
Et des guirlandes d'or au front de la Beauté.

Sa main forte a cueilli les pommes à la branche
Du jardin bien gardé par le Dragon rampant.
La neige de l'hiver fleurit sa barbe blanche,
Et sa lyre d'ivoire a des cordes d'argent.

Plutôt que de dormir sous le marbre et sous l'herbe,
O flamme, prends sa chair et consume ses os;
Donne à cet autre Hercule et qui dompta le Verbe
Le bûcher mérité par ses Mille Travaux!

CRÉPUSCULE

C'est un jour dont le soir a la beauté d'un songe,
Tant l'air que l'on respire est pur en ces beaux lieux;
Et, sous le doigt levé du Temps silencieux,
La lumière s'attarde et l'heure se prolonge...
Gardes-en longuement la mémoire en tes yeux.

Si la source a la voix de sa Nymphé limpide,
Le frêne sous l'écorce étire son Sylvain;
Un lent souffle palpite au feuillage incertain;
Le ruisseau qui s'esquive est comme un pas rapide,
Et, nocturne, le bois va s'éveiller divin!

Mais nous, nous n'avons pas en cette nuit mortelle
Qui déjà nous entoure et qui rampe à nos pieds
De fontaine éloquente et de dieux forestiers;
Nous avons peur de l'ombre, et nous redoutons d'elle
L'impassible sommeil qui nous prend tout entiers.

LE JARDIN

Tu m'as vu bien souvent, de ton verger voisin
Où le pampre vineux annonce le raisin,
Bien souvent, tu m'as vu, par-dessus cette haie
Que l'épine hérisse et que rougit la baie,
Tout un jour, de l'aurore au soir, en mon enclos...
Il est humble, petit, mélancolique et clos;
Sa porte à claire-voie ouvre sur la grand'route;
Une fontaine au fond s'épuise goutte à goutte
Et ne remplit jamais qu'à demi le bassin;
La ruche, dans un coin, bourdonne d'un essaim
Qui rentre sous son toit dès que les fleurs sont closes.
Tout est calme. Un rosier balance quelques roses
Qui s'empourprent dans l'ombre auprès d'un vieux laurier.
Il fait beau. Sur la route, avec son chevrier,
Le troupeau qui piétine en la poussière chaude;
Son bâton à la main, un mendiant qui rôde;
Une femme qui rit et que l'on ne voit pas;
Quelqu'un qui passe : rien, ni la voix, ni les pas
Ne te semblent pouvoir de lui-même distraire
Cet hôte, aux yeux baissés, du jardin solitaire.
Ai-je l'air de vouloir être ailleurs qu'où je suis?
Le jour s'en va, rayon à rayon, bruit à bruit;
Et la ruche incertaine et la rose indistincte
Sont l'une d'or pâli, l'autre de pourpre éteinte;
Le crépuscule est à genoux devant le soir;
Le laurier lentement se bronze et devient noir,
Et je reste debout dans l'ombre, et c'est à peine
Si l'on entend tout bas un peu plus la fontaine,
Et j'écoute à mon cœur en larmes dans mes yeux
L'éloquente rumeur de mon sang furieux.

ODE

O vous que j'ai aimée aux jours de ma jeunesse
D'un sombre amour,
O Forêt, vous étiez la sœur de ma tristesse
Et son séjour !

Lorsque le renouveau de vos feuilles naissantes
Chantait au vent,
Que l'Automne paraît vos cimes bruissantes
D'un or mouvant,

Quand, fraîche d'espérance et lourde encor de gloire,
Votre beauté
Paraissait tour à tour l'annonce ou la mémoire
De votre Été,

Au lieu d'unir mon cœur à votre âme profonde
Mélée en lui,
Je vous portais mes pleurs et ma peine inféconde
Et mon ennui.

Je ne respirais pas votre odeur saine et forte,
A plein poumon ;
Il me semblait partout trainer des feuilles mortes
A mon talon.

Vous étiez patiente au bruit sous la ramée
De mon pas lourd ;
Pardon de vous avoir, ô ma Forêt, aimée
D'un sombre amour !

Ce n'est plus celui-là maintenant que j'éprouve,
Ce n'est plus lui,
Et, lorsque dans votre ombre encor je me retrouve,
Comme aujourd'hui,

Je sens votre vigueur, vos baumes et vos forces
 Entrer en moi,
 Et le Dieu qui l'habite entr'ouvre votre écorce
 Avec son doigt.

Comme vous, chêne dur, je garde dans la terre
 Qui la nourrit
 Ma racine secrète, obscure et nécessaire;
 Mais mon esprit,

Au-dessus de mon corps qui pousse son tronc rude,
 Balance au vent
 Sa ramure déjà que l'automne dénude...
 Arbre vivant,

Qu'importe que le temps, ou l'hiver, ou la hache,
 Par son milieu,
 L'attaque, si déjà sous l'écorce se cache,
 En l'homme, un Dieu!

LE CENTAURE BLESSÉ

Le cri qu'il nous arrache est un hennissement
 J. M. DE HEREDIA.

Je t'ai vu devant moi surgir. Tu étais beau.
 Le soleil au déclin, de la croupe aux sabots,
 Tempourprait tout entier de sa splendeur farouche.
 Ardent de ta vitesse et cabré de ta course,
 Tu dressais, sur le ciel derrière toi sanglant,
 Homme et cheval, le double effort de ton élan
 Où le poitrail de bête et la poitrine humaine
 Respiraient d'un seul souffle et d'une seule haleine.
 Alors, dans ce ciel rouge où tu m'es apparu,
 Comme un fatal présage, ô Centaure, j'ai cru
 Voir monter tout à coup, en un reflet lointain,
 La tragique rougeur du fabuleux festin
 Où, sous les yeux d'Hercule et de sa blanche Épouse,
 Votre troupe avinée et brusquement jalouse

Mêla, dans un combat fameux et hennissant,
A la pourpre du vin la pourpre de son sang!
J'ai tremblé.

Ton galop remplissait mon oreille,
Sonore de l'écho de sa rumeur vermeille,
Et j'ai tendu mon arc en invoquant les Dieux!
Et l'air porta vers toi mon trait victorieux...
Tu tombas. Maintenant je maudis ma prière,
Ma flèche trop certaine et ma peur meurtrière,
Cher monstre! je te pleure et je revois encore
Ta main d'homme presser à ton flanc, ô Centaure,
Ta blessure et j'entends, au fond du soir, j'entends
Le cri humain jailli de ton hennissement!

L'ORGUEIL

Sois nombreux par le Verbe et fort par la Parole,
Actif comme la ruche et comme la cité;
Imite tour à tour avec fécondité
La foule qui demeure et l'essaim qui s'envole.

Travaille, crois, grandis! que ta hauteur t'isole,
Et dresse dans le ciel sur le monde dompté
Ta rumeur obéie et ton bruit écouté;
Vis. Entasse la pierre et creuse l'alvéole.

Ce soir, Rome debout chante dans ta pensée
Le chant d'or et d'airain de sa gloire passée,
Et la Louve dans l'ombre allaite les Jumeaux.

N'as-tu pas bu comme eux aux sources de la vie
Le désir d'être seul qui les rendit rivaux
Jusques au sang versé sur la terre rougie?

LA PLAINTÉ DU CYCLOPE

« Toi qui dans l'air léger lances d'un souffle pur
La chanson de ta flûte en gammes vers l'azur
Et qui, longtemps assis devant la mer sacrée,
L'admires, tour à tour, rose à peine ou pourprée,

Quand le soleil se lève ou tombe à l'horizon;
O toi, qui, pour rentrer, le soir, en ta maison,
Suis ce sentier charmant qui va par la prairie
Et qui s'arrête au seuil de ta porte fleurie,
Sache au moins être heureux de ta félicité
Et combien purs et beaux tes jours auront été,
Car ton chien est fidèle et ton troupeau docile,
Et tu peux oublier que la verte Sicile,
Sous ses blés jaunissans et ses hautes forêts,
En son sein ténébreux cache un obscur secret,
Mais, dans le ciel noirci que son sommet embrume,
Regarde quelquefois, au loin, l'Etna qui fume,
Et, quelquefois aussi, lorsque tu t'en reviens,
Laisse aller devant toi tes chèvres et ton chien ;
Couche-toi sur le sol et pose ton oreille
Contre terre. Entends-tu qui, peu à peu, s'éveille
Et qui gémit et gronde avec un bruit d'airain,
La sonore rumeur d'un écho souterrain ?

« C'est nous qui, sous la terre émue à notre haleine,
En cadence frappons l'enclume souterraine
Dont l'Etna porte au ciel la nocturne lueur.
Nous sommes là, couverts d'une chaude sueur,
Occupés dans la nuit furieuse et sans astres
A fondre le métal que nos marteaux vont battre.
Il court, fusible et clair, s'allonge et s'étrécit;
Brûlant, il étincelle, et froid, il se durcit.
La flamboyante orgie éclate. L'on est ivre
De l'arome du fer et de l'odeur du cuivre.
Voici de l'or qui fond et de l'argent qui bout;
L'alliage subtil les mêle en un seul tout.
Notre peuple travaille, accouple, unit et forge!
La colère à forger nous saisit à la gorge
Et nous gonfle le muscle et nous brûle le sang.
Notre souffle inégal suit notre bras puissant,
Car, de tout ce métal qu'il martèle sans trêve,
S'aiguisent par milliers les lances et les glaives,
Et la bataille sort de notre antre guerrier.
Notre œil unique, c'est ton orbe, ô bouclier !

Et nos torses fumans que la scorie encrasse
Ont servi de modèle à mouler la cuirasse,
Et c'est nous, de qui l'œuvre obscur et souterrain
Pour la ville aux dieux d'or fait des portes d'airain.

« Condamnés à la nuit, Cyclopes, nous aurions,
Comme d'autres, aimé le jour et les rayons,
Le soleil, la clarté, l'air vaste, la lumière,
Mais notre race, hélas ! de l'ombre est prisonnière.
C'est ainsi. La sueur nous coule de la peau
Tandis que court la source et glisse le ruisseau
Furtif entre les joncs et pensif sous les chênes,
Et que la Nymphé rit d'être nue aux fontaines !
Le vent frais eût séché nos corps laborieux.
La terre est belle. Non. Les fleurs pour tous les yeux
Multicolores et charmantes sont écloses,
Un sang divin triomphe en la pourpre des roses,
Mais l'œil déshérité qui s'ouvre à notre front
N'était pas fait pour voir ce que d'autres verront,
Et, lorsque l'un de nous en rampant sur le ventre
Se hasarde au dehors debout au seuil de l'ancre,
Le chien hurle à sa vue et le troupeau s'enfuit ;
Chacun en le voyant s'écarte devant lui.
C'est en vain qu'un instant au soleil il s'étire.
On a peur. Les oiseaux s'envolent, et le rire
Des femmes s'interrompt en un cri, et l'on voit,
L'une dans le verger et l'autre vers le bois,
Se cacher Lycoris et courir Galatée ;
La flûte du berger se tait, épouvantée,
Si le pas du Cyclope a troublé l'air divin.

« Bien plus. Les Faunes même et même les Sylvains
Nous lancent des cailloux et nous jettent des pierres,
Et notre œil attristé sous sa lourde paupière
Les fait rire de nous dans leurs barbes. C'est vrai
Que l'ombre nous a faits rauques, gauches et laids.
Le marteau a rendu gourdes nos mains difformes ;
L'âtre feu nous a cuit le visage. Nous sommes
Tout haletans encor du labeur souterrain,
Et notre souffle gronde en nos gorges d'airain.

« Laissons donc le Printemps fleurir la terre douce.
Ne te hasarde plus vers ce qui te repousse.
Bon Cyclope ! Reprends en bas ton œuvre obscur ;
Le four ronfle ; la cuve est pleine et bout. L'azur
Du ciel est souriant, là-haut, aux blés que dore
Ce soleil qui pour toi n'aura pas eu d'aurore.
Retourne à ta caverne et rentre dans ta nuit ;
Descends vers la rumeur et descends vers le bruit,
Et ne t'occupe plus de l'homme et de la terre.
Sue et peine et, parfois, pourtant, pour te distraire,
Songe que ton Destin, noir Ouvrier, est beau.
O Forgeron, tu as pour sceptre le marteau !
Ta couronne terrestre est un Etna qui fume ;
Et, lorsque à tour de bras tu frappes sur l'enclume,
Pense donc que tu fais aussi, toi, comme un dieu,
Naitre des fleurs de flamme et des roses de feu. »

HENRI DE RÉGNIER.

CÔTES ET PORTS FRANÇAIS

DU PAS DE CALAIS

I

LA BAIE DE SOMME

I

Il est assez difficile de dire avec précision à quel moment un navire qui passe de l'Océan dans la mer du Nord quitte la Manche pour s'engager dans le détroit du Pas de Calais. Le rétrécissement du bras de mer qui sépare la France de l'Angleterre est déjà très sensible au droit des falaises de Dieppe et du Tréport. On entre bientôt dans la baie de la Somme, qui est bien la frontière naturelle de la Picardie et de la terre normande. C'est sans raison que la petite rivière de la Bresle a été choisie pour la limite officielle et administrative des deux provinces; car historiquement, physiquement, et surtout géologiquement, la Somme est le grand fossé naturel, la véritable coupure qui sépare la riche Normandie de la plate région des Flandres. Au sud de la Somme et sur sa rive gauche, s'affaisse et vient mourir le long mur de falaise crayeuse qui se dresse devant la Manche comme un rempart continu depuis l'embouchure de la Seine jusqu'aux approches de Saint-Valéry; au Nord, sur la rive droite, s'étend à perte de vue la zone littorale de plaines basses, de dunes et d'alluvions qui borde le Pas de Calais.

La falaise du Bourg-d'Ault, la dernière de la longue série des falaises normandes, est naturellement le point d'arrivée de l'énorme trainée de galets qui cheminent, sur plus de 100 kilomètres, depuis le cap d'Antifer, toujours poussés par les courans littoraux. Là commençait autrefois la baie de la Somme; et, dans les temps anciens, le fleuve baignait le pied de la ligne des collines qui courent de Saint-Valéry à Ault. Ces collines sont, en effet, le véritable prolongement des falaises normandes et la mer vient déferler à leur base. Mais la falaise d'Ault est devenue, pour ainsi dire, l'amorce, ou le socle, auquel s'est enraciné un épi de menus galets agglutinés de sable qui a pris des proportions colossales et a quitté la direction de l'Ouest à l'Est, suivie jusque-là par la ligne générale des falaises, pour s'avancer presque directement vers le Nord. Cet épi a barré ainsi l'ancien estuaire de la Somme, l'a transformé en une immense lagune, et, à chaque instant nourri et rechargé par de nouveaux apports, n'a cessé de progresser pendant le cours des siècles. Il serait sans doute un peu imprudent, en l'absence de documens cartographiques et même de textes précis, de dire quelle pouvait être sa longueur à l'origine de notre ère. Mais il est probable qu'il ne devait faire alors qu'une assez faible saillie; peut-être même n'existait-il pas du tout, et le banc sous-marin était-il encore noyé dans la grande baie. Comme points de repère, cependant, ne remontant malheureusement qu'à près de trois siècles, il est intéressant de consulter deux cartes assez médiocres de 1640 et de 1736 et une troisième, un peu plus correcte, de l'année 1833 (1). A ces trois dates, l'épi avait approximativement les longueurs suivantes : 10 000 mètres, 15 820 mètres, 16 050 mètres; il n'a pas sensiblement avancé depuis cette dernière époque. On peut donc le considérer, pour un certain temps du moins, — car rien ne saurait être absolument fixe et définitif au contact de la terre et de la mer, — comme ayant atteint à peu près sa limite.

La saillie extrême de l'épi, signalée par une balise et un feu de port, est occupée par le petit havre du Hourdel. A mesure que s'est avancée la pointe du Hourdel, qui marque le promontoire de la rive gauche de la Somme, celle de Saint-Quentin, qui lui fait face sur la rive droite, s'est reculée. L'embouchure du fleuve s'est ainsi graduellement déplacée vers le Nord, tout en con-

(1) Voyez Bibliothèque nationale, *Dépôt des Cartes*.

servant à peu près la même largeur, — près de 5 kilomètres, — nécessaire pour le passage de l'énorme masse d'eau qui pénètre dans la baie à chaque marée. Mais, si, depuis longtemps, la pointe du Hourdel n'a pas sensiblement progressé, comme les apports de galets continuent et continueront toujours, et qu'ils ne peuvent dépasser l'embouchure de la Somme, à cause des courans de flot et de jusant qui les arrêtent, elle s'est recourbée en crochet vers l'Est et a remonté l'estuaire. L'épi, qui n'était dans le principe qu'une flèche assez mince, un *lido* étroit, que la mer pouvait rompre assez facilement dans ses jours de colère, s'est considérablement renforcé, exhaussé et épaissi; il est devenu une puissante digue, atteint en certains points une largeur de 400 à 600 mètres et s'élève à plus de 5 mètres au-dessus du niveau des plus hautes marées.

Cet appareil littoral, de formation relativement récente, est un des plus curieux qui existent sur les côtes de la Manche et du Pas de Calais. Le phénomène paraît d'ailleurs assez complexe. Non seulement la baie de la Somme qui avait, à l'origine des temps historiques, une largeur beaucoup plus grande que de nos jours, a été barrée par l'avancement progressif du banc de galets; mais toute cette partie de la région littorale paraît s'être lentement soulevée; et la plage de galets qui s'étend depuis Ault jusqu'au Hourdel présente une série de cordons et de bourrelets parallèles disposés avec une symétrie remarquable. Ce relief singulier ne peut guère s'expliquer qu'en admettant, dans le cours des siècles de notre dernière époque géologique et même pendant les temps historiques, un certain nombre de soulèvemens qui se seraient produits avec une très grande lenteur, à des intervalles et à des époques qu'il est assez difficile de préciser.

Peut-être faut-il y voir aussi, avec M. Girard, qui a si bien étudié les soulèvemens et les dépressions des côtes de la France, une conséquence de la constitution minéralogique du sol. « Le terrain crétacé, dit-il, qui s'infléchit sous l'estuaire de la Somme, peut être sujet à une action hygrométrique de foisonnement, et l'humidité entretenue par l'infiltration dans les sables finit avec le temps par exhausser sensiblement le terrain (1). »

Quoi qu'il en soit, l'exhaussement de toute la plage est manifeste; et, en certains points, cette plage ne présente pas moins de

(1) J. Girard, *Les rivages de la France*. — *Les grèves de la Somme*, 1895.

20 à 30 rouleaux de galets, aux contours ondulés, semblables à des vagues solides, dont la longueur varie de 100 à 150 mètres et dont le creux dépasse quelquefois 3 mètres, présentant l'aspect de terrassements réguliers exécutés par la main de l'homme. Le niveau du sol caillouteux sur lequel se développent ces bourrelets est à peu près à 2 mètres au-dessus de celui de la haute mer, tandis que la plaine qu'ils préservent est restée un peu en contre-bas de ce niveau. L'ancienne baie, dans laquelle la mer entraît autrefois librement, est ainsi devenue une grande lagune pendant longtemps alimentée par les vagues qui pénétraient par les coupures du cordon littoral. Ces coupures se sont fermées peu à peu par suite de l'arrivée continue de nouveaux apports de galets. La main de l'homme y a d'ailleurs largement contribué; et la grande baie a naturellement suivi la loi générale de transformation qui fait passer successivement toutes les lagunes par trois phases distinctes parfaitement définies : — la phase maritime, la phase paludéenne, la phase agricole, — et dont on observe la succession d'une manière si remarquable sur le littoral de la Méditerranée et de l'Adriatique. Ce sont partout les mêmes étapes. La lagune vive s'est transformée lentement en lagune morte; celle-ci a perdu tous les jours un peu de sa profondeur, est devenue successivement un étang, puis un marais à peine flottable, une sorte de grand dépotoir, un dédale de flaques d'eau vaseuse, tour à tour jaunâtre et salée, de terrains boueux et gras. On leur a donné le nom très expressif de « mollières; » et ces mollières sont fréquemment détrempées par les pluies et noyées tour à tour par les inondations de la Somme et par les eaux des grandes marées filtrant à travers la digue de galets, qui ne saurait présenter une parfaite étanchéité. Zone indécise entre la mer et la terre : *dubium ne terra sit an pars maris*, comme le disait si bien Pline des plaines submergées de la basse Zélande.

Il y a peu de temps encore, un de ces petits lacs intérieurs, emprisonné par la digue de galets qui barrait le bras de la Somme, existait un peu au Sud du village de Cayeux. On l'appelait le « Hable-d'Ault. » Le mot « hable, » dans le langage du pays, est synonyme de « havre; » et c'était bien, en effet, un véritable havre naturel, enfoncé dans la terre, et dont on peut suivre les contours sur quelques cartes de la fin du ^{xvii}e siècle. Ce n'est plus même aujourd'hui un étang, c'est une succession

de mares allongées, d'une profondeur insignifiante, d'une longueur totale de près de 2 kilomètres, d'une largeur très variable, ne dépassant jamais 200 mètres et se réduisant quelquefois aux dimensions d'un simple fossé, — véritable type de la lagune morte dont le grau de communication avec la mer, définitivement fermé en 1850, a été depuis transformé en polder d'un rendement agricole très productif.

Ce hable d'Ault, aujourd'hui tout à fait atterri, était même, à l'origine de notre période historique, l'estuaire principal de la Somme. Mais, à mesure que s'avancait et se renforçait l'épi de galets enraciné à la falaise d'Ault, l'embouchure de la Somme s'est déplacée, comme nous l'avons dit, vers le Nord. L'estuaire s'est un peu rétréci. Le fond de la baie s'est exhaussé. Des îlots ont émergé dans la rade transformée en lagune. Ces îlots se sont peu à peu agrandis par les apports continuels des alluvions fluviales et maritimes; ils ont fini par se souder entre eux et se rattacher à la terre ferme. Les bas-fonds jadis noyés sont devenus des « mollières; » et c'est ainsi que s'est formée lentement cette vaste plaine de plus de 3 000 hectares si bien appelée « les Bas-Champs, » et qui occupe la place même où, pendant de longs siècles, ont pu relâcher tour à tour les galères romaines et toutes les flottes des hommes du Nord.

II

Sur la rive droite de la Somme et jusqu'aux approches des collines du Boulonnais, toute la zone littorale est aussi de formation assez récente. Il est difficile, comme pour la rive droite, de l'expliquer par l'accumulation seule des matières terreuses apportées par le flot. Sans doute chaque marée, chaque vague même, si on veut, a déposé quelques molécules de sable ou de vase que le vent a fait cheminer sur la côte, qui ont fini par former des dunes mobiles et constituer un appareil littoral encore assez instable; mais il est très probable que cette côte s'est aussi lentement soulevée, et il suffit de jeter les yeux sur une carte géographique pour rétablir avec précision l'ancienne limite de la terre et de la mer.

Sur les 60 kilomètres de côtes basses, plates et sablonneuses qui s'étendent entre l'extrémité des falaises normandes et les

collines du Boulonnais, trois fleuves, la Somme, l'Authie et la Canche, coulent parallèlement de l'Est à l'Ouest, dans des fosses assez profondes, qui s'élargissent seulement aux approches de leur embouchure.

Comparées à la Somme, l'Authie et la Canche ne sont que des cours d'eau très secondaires; et les géographes des premiers siècles ne les ont même pas mentionnées. La Somme seule nous a laissé son nom; elle paraît même en avoir eu deux. On l'appelait tantôt la *Samara*, tantôt le *Phrudis* ou le *Phruris*. Le nom de *Samara* n'apparaît à la vérité dans les textes classiques qu'en composition avec celui de la capitale des *Ambiani* où se trouvait le premier et probablement le principal passage sur la Somme, un pont peut-être, ainsi que le désigne le suffixe *briva* ou *briga*, pont, gué, passage — *Samara-briva* ou *Samara-briga*. C'est l'ancien nom d'Amiens, donné par l'*Itinéraire* d'Antonin, la *Table* de Peutinger et le *Milliaire* de Tongres. Le mot s'est un peu altéré; il est devenu successivement *Somara*, *Sumana*, *Somna*; et dans un synode, tenu à Soissons en 1682, on trouve mentionnées avec éloge les anguilles de la Somme, *de anguillis somnensibus* (1).

Le nom de *Phrudis* ou *Phruris* ne se trouve que dans Ptolémée et dans Marcien d'Héraclée, qui n'a été le plus souvent que son reproducteur presque fidèle. Les divers manuscrits diffèrent un peu; et la dénomination de *Phruris*, la plus exacte peut-être, a conduit à penser que ce nom devait s'appliquer à une forteresse ou à un camp militaire établi à l'embouchure même du fleuve plutôt qu'au fleuve lui-même: — Φρούριον, lieu de garnison, poste militaire, château fortifié. Quoi qu'il en soit, le fleuve était très bien connu à l'époque romaine et avait très certainement une importance maritime bien supérieure à celle qu'il a de nos jours.

On a dit quelquefois qu'au moment de la conquête, les bateaux de mer pouvaient remonter la Somme jusqu'à Amiens. Cela n'a rien d'impossible. Il n'existe peut-être pas de vallée qui se soit plus rétrécie depuis quelques siècles, et où l'on trouve en plus grande quantité et sur une plus forte épaisseur des dépôts de toute nature laissés par les eaux. Le couloir du fleuve était, il y a vingt ou trente siècles seulement, beaucoup plus large, beau-

(1) Cf. Valois, *Notitia Galliarum* et E. Desjardins, *Gaule Romaine*, t. I, ch. I, § 2.

coup plus profond; et l'on sait que c'est dans la série des couches de sable et de gravier qui le tapissent et l'ont exhaussé qu'ont eu lieu les curieuses découvertes d'ossements, de silex taillés, de haches et de débris de toute nature laissés par nos ancêtres ou nos précurseurs et qui ont donné lieu à tant de polémiques passionnées sur cet homme préhistorique, dont on a peut-être quelquefois un peu exagéré l'ancienneté. Ce qu'il y a d'incontestable, c'est que le lit de la Somme, — et on peut dire aussi ceux de l'Authie et de la Canche, — se sont considérablement rétrécis et exhaussés depuis l'origine de notre dernière époque géologique. La tourbe et le gravier ont comblé les larges et profondes rivières de l'ancien temps; et l'eau s'écoule en minces filets aujourd'hui, dans des thalwegs très étroits et qui ne s'élargissent qu'aux approches de la mer.

Bien qu'il soit impossible, en l'absence de textes anciens et de ruines ou de vestiges bien authentiques, de préciser quelle était, à l'époque de la conquête, la limite exacte de la terre et de la mer, on peut cependant affirmer que, du pied de l'escarpement du bourg d'Ault, qui marque la fin de la longue muraille crayeuse des falaises normandes, jusqu'au massif jurassique des collines du Boulonnais, c'est-à-dire sur plus de 60 kilomètres, la côte s'enfonçait en moyenne de 5 à 6 kilomètres. La mer ne pénétrait pas sans doute jusqu'à Amiens; mais le fleuve, alors très large, permettait aux petits bateaux gallo-romains d'y remonter sans écluses; et c'était là que se trouvait le premier passage d'eau, ainsi que l'indique l'ancien nom de la ville, *Saimara-briga*.

La rade maritime commençait tout à fait en aval d'Abbeville. Le village de Port-le-Grand, aujourd'hui entouré de prés salés très fertiles, était, comme son nom l'indique, un lieu de stationnement pour les bateaux. A côté, en pleine campagne, se trouve aussi un bas-fond qui a conservé le nom caractéristique de Bonne-Anse.

Vers le milieu du XI^e siècle enfin, l'embouchure de la Somme a été le théâtre d'un événement qui put être considéré tout d'abord comme une aventure, mais dont le succès eut les conséquences les plus graves pour notre histoire nationale. C'est, en effet, au pied de la petite colline qui domine le cap Hornu et que couronne la vieille chapelle de Saint-Valéry qu'a stationné pendant plusieurs semaines la flotte de Guillaume le Conquérant.

Le rendez-vous des navires et des hommes de guerre avait été tout d'abord fixé à l'embouchure de la Dives, près de Cabourg; et c'est de là en effet qu'elle appareilla pour se rendre en Angleterre; mais, les vents d'Ouest l'ayant empêchée de gagner la haute mer et poussée contre les falaises de la côte normande, elle fut obligée de chercher un refuge à l'entrée de la Somme, y jeta l'ancre, et, battue par la houle du large, dut attendre le retour du beau temps, pendant que les troupes, campées un peu partout sur les rives basses de la baie, étaient trempées par des pluies diluviennes. Toutes les chroniques du temps nous ont donné les détails de cette étonnante expédition (1). L'été touchait à sa fin, et on se disposait au départ, lorsqu'une violente tempête détruisit en un jour plusieurs vaisseaux. Tout semblait perdu. Le découragement était général, la détresse profonde, les défections nombreuses. L'opiniâtreté de Guillaume surmonta tous les obstacles. Le 26 septembre 1066, il fit mettre sur pied toute son armée de mécontents, ordonna des prières générales; et, soit qu'il fût poussé par une foi sincère, soit qu'il voulût donner une diversion aux esprits faibles et abattus, il alla lui-même chercher processionnellement la chasse de saint Valéry, qu'il fit promener dans tout le camp, auquel il avait eu la précaution de faire distribuer à profusion des vivres épicés, et surtout du vin et des liqueurs fortes. La nuit suivante, comme si le ciel eût voulu faire un miracle, les vents changèrent tout à coup. Le temps devint calme et serein. Au point du jour, le soleil, caché depuis plusieurs semaines, brillait dans tout son éclat. Ce fut un délire d'enthousiasme. Les 400 navires à grande mâture qui portaient près de 60 000 combattans et près d'un millier de bateaux de transport qui les accompagnaient, chargés de tout le matériel et de tous les auxiliaires de l'expédition, levèrent immédiatement l'ancre; et, quelques jours après, la bataille d'Hastings livrait la moitié de l'Angleterre au duc de Normandie. Depuis près de trois siècles, la charrue sillonne cette partie basse de l'ancienne rade, et aujourd'hui les moutons paissent tranquillement de l'herbe salée à la place même où mouillait la flotte du Conquérant.

(1) Cf. Augustin Thierry, *Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands*, t. I, l. III et *Chronique de Normandie*, Recueil des Historiens de France, t. III.

III

Nous avons vu que l'épi de galets enraciné à la falaise du Bourg-d'Ault avait peu à peu converti le golfe en lagune, et que cette lagune était devenue la riche plaine des Bas-Champs. Au Nord, la côte s'est transformée d'une manière encore plus sensible. Les amas de sable déposés par le flot, les apports de terre charriés par l'Authie, la Maye et la Canche, l'exhaussement du sol, enfin, ont graduellement repoussé la ligne de l'ancien rivage. Tout le territoire ainsi conquis sur la mer a reçu, nous l'avons dit dans une étude précédente, un nom qui rappelle bien son origine (1). C'est le Marquenterre, — Mas-en-terre, — grande lagune morte que les marées d'équinoxe recouvraient encore périodiquement au ^{xvii}^e siècle et dont la partie centrale est devenue un polder de 12000 hectares régulièrement colmaté et cultivé.

Les bancs, autrefois noyés, qui formaient dans la baie de Somme un archipel sous-marin, ont lentement émergé, et sont devenus des îles qu'on désignait sous le nom de « heurt » ou de « hoc, » et sur lesquelles les pêcheurs ont établi leurs premières cabanes. Telle est l'origine de Cayeux, de Rue, de Noyelles, du Crotoy.

Ces îles ont grandi d'année en année. Chaque marée y laissait quelques nouveaux dépôts, suivant cette loi générale que le flot qui pénètre dans un golfe, dans l'embouchure d'un grand fleuve ou dans le moindre fiord, y apporte plus de matières terreuses que n'en entraîne le jusant. Elles ont donc fini par se souder entre elles et aux rives du continent. La baie s'est graduellement rétrécie et crevassée; elle continue à s'atterrir; et on peut regarder comme certain que, dans un avenir plus ou moins éloigné, Saint-Valéry et le Crotoy, autrefois véritables ports de mer, deviendront, comme Abbeville, des ports intérieurs, presque des ports d'eau douce.

Vis-à-vis, sur la rive droite de la Somme, depuis la pointe où s'élèvent aujourd'hui les dunes de Saint-Quentin jusqu'à la colline qui domine Port-le-Grand, s'ouvrait un large golfe navi-

(1) Voyez la *Revue* du 15 août 1901.

gable qui s'enfonçait à plus de 15 kilomètres dans l'intérieur des terres et s'est transformé peu à peu en marécage, au milieu duquel émerge tout un archipel d'îles dont les plus considérables, celles de Rue et du Crotoy, ont fini par obéir à la loi commune et se souder à la côte voisine, constituant la partie méridionale de la plaine de Marquenterre, à travers laquelle divaguent les méandres de la Maye, de la rivière de Favières et de plusieurs cours d'eau paresseux.

Dans cet ancien pays de lagunes, sans pente et sans écoulement, les eaux stagnantes de tous les fossés, de tous les plis de terrains se mêlent entre elles. L'estuaire de l'Authie se prolongeait, comme celui de la Somme, beaucoup plus en amont. La rivière, à peu près envasée aujourd'hui, était jadis assez bien navigable sur une vingtaine de kilomètres jusqu'à l'ancienne abbaye de Dommartin ; et les bateaux de mer ont pu longtemps mouiller à la place même où devait s'élever l'église du moyen âge, consacrée au souvenir d'une précieuse relique que la tradition dit avoir été embarquée dans le port de Jaffa et être venue échouer miraculeusement dans le golfe de la Somme. Au XII^e siècle, Rue était encore un véritable port de mer ; les vagues venaient battre le pied de ses remparts. C'est aujourd'hui une ville ouverte à 10 kilomètres du rivage, entourée de polders, de prairies, de terres cultivées. Tout à côté, le petit port de Saint-Quentin, qu'on désignait sous le nom de « grand gouffre, » a été envahi par les dunes. L'eau s'est retirée de tout le pays. La baie s'est peu à peu changée en lagune morte que le travail de l'homme a patiemment assainie, drainée, divisée en compartiments par une série de fossés, de chaussées, de renclosures, de levadons et de petites digues insubmersibles formant un immense échiquier. La mer est devenue un champ.

Bien que très réduite aujourd'hui, la baie de Somme présente toujours une vaste échancrure triangulaire, immense plaine de sable et de vase de près de 10 000 hectares, recouverte à chaque marée par plusieurs millions de mètres cubes d'eau. Le flot y remonte quelquefois avec la même rapidité que dans la baie du Mont-Saint-Michel et peut y causer les mêmes dangers. C'est la même inondation subite ; et, lorsqu'il se retire, la Somme divague lentement dans des méandres sinueux et très variables. L'un de ces lits porte le nom de « Somme-morte, » qui peint bien l'allure paresseuse de ces eaux dormantes au milieu de bancs

aux contours vagues et changeans. Cela rappelle un peu les anciens bras atterris et presque remblayés du grand delta du Rhône, dont l'un, qui fut jadis une grande route de la navigation fluviale et maritime, porte aussi le nom de « Rhône-mort » et n'est plus qu'une lône partout guéable, quelquefois même asséchée.

On peut donc résumer de la manière suivante les transformations séculaires qu'a éprouvées le littoral sablonneux de la Manche, entre la limite des falaises normandes et le massif du Boulonnais, depuis l'origine de notre dernière époque géologique. Ce littoral a gagné en moyenne une largeur de 10 à 15 kilomètres. Ce gain est dû non seulement aux apports de la mer, mais très probablement aussi à un exhaussement très lent de tout le sol et à la formation séculaire des dunes. Il est représenté, des deux côtés de la Somme, par deux grandes plaines : celle des Bas-Champs sur la rive gauche, qui a près de 5 000 hectares ; celle, beaucoup plus considérable, du Marquenterre sur la rive droite, qui en a près de 25 000. La grande baie primitive a été tout d'abord séparée de la mer par des bancs sous-marins. Les apports des vagues et les alluvions de la Somme ont provoqué l'émergence de tous les bas-fonds noyés dans la baie, qui sont devenus des îlots et ont fini par se souder au continent. La grande lagune vive a joué le rôle d'un vaste bassin de décantation et est devenue une lagune morte. Par une série de travaux patients et méthodiques, l'homme a empiété tous les jours sur la plaine marécageuse récemment formée. Un réseau artificiel de canaux d'écoulage et de petites digues a fini par mettre à l'abri des plus hautes eaux tous les bas-fonds autrefois inondés et a converti l'immense marécage en pâturages et en prairies. Sans doute, dans certains jours de colère, la mer reprend quelquefois ses droits, et la rupture imprévue de quelque digue peut submerger d'assez vastes surfaces insuffisamment défendues ; mais, d'une manière générale, la conquête peut être considérée comme définitive, et elle se chiffre par près de 30 000 hectares de terres grasses, limoneuses et d'une remarquable fertilité.

IV

Trois ports d'une importance très inégale, modestes tous les trois, mais qui ont eu, il y a peu de temps encore, leurs jours de

prospérité et même de gloire, contribuent à donner à la baie de Somme une certaine animation : Abbeville, Saint-Valéry et le Crotoy.

Malgré l'importance qu'a prise depuis quelques années la pêche dans les eaux de Cayeux, on ne saurait considérer ce petit mouillage comme un véritable port. Cayeux n'était, il y a deux cents ans, qu'une assez pauvre agglomération de masures échelonnées sur le bourrelet de galets qui chausse la falaise du Bourg-d'Ault et s'est avancé en se fortifiant et s'exhaussant sans cesse. Les eaux de la Somme et celles de la mer inondaient encore à la fin du siècle dernier ce qui devait devenir la plaine des Bas-Champs. Sous le ministère de Colbert, on eut l'excellente idée de fermer quelques coupures de ce cordon littoral, qui s'est depuis graduellement transformé. Cayeux est devenu à la fois une grosse station de pêche et un séjour de bains de mer très fréquenté; mais ce n'est pas un port, et il n'y a ni bassins, ni quais. C'est une simple plage sablonneuse le long de laquelle les pêcheurs halent leurs bateaux. Par les beaux temps, cependant, quelques caboteurs y font un petit commerce d'exportation de légumes et de galets pour les fabriques anglaises; mais, lorsque les vents soufflent avec force du large, l'atterrissage est pénible, quelquefois même dangereux, et les pêcheurs préfèrent remonter un peu vers le Nord pour aller s'abriter derrière la digue du Hourdel.

Le Hourdel actuel, musoir de la rive gauche de la Somme, est de construction toute récente. C'est en quelque sorte le faubourg avancé de Cayeux. Quelques maisons seulement à l'extrémité de l'épi de galets de près de 15 kilomètres, enraciné à la falaise du Bourg-d'Ault, et qui a déterminé la formation du polder des Bas-Champs. L'ancien Hourdel, celui du temps de Louis XIV, est à trois kilomètres au Sud-Ouest, à mi-chemin de Cayeux. C'est là que se trouvait alors la pointe extrême de l'épi, qui s'est avancé, comme on le voit, assez rapidement, et le Hourdel a marché avec lui. Le port n'est d'ailleurs qu'un bassin d'échouage, un simple abri. Presque pas de mouvement commercial. A peine une douzaine de bateaux anglais y entrent-ils sur lest pour y charger quelques galets. Point d'exportation. La pêche locale y est très peu importante; mais c'est le refuge de beaucoup de petits caboteurs surpris dans la baie de Somme par le mauvais temps et surtout de tous les pêcheurs de Cayeux, dont la flotte compte près d'une centaine de voiles.

La mer ne baigne plus depuis longtemps les murs d'Abbeville. Mais, au commencement du ^{viii}^e siècle encore, la petite ville qui devait devenir la capitale du Ponthieu était entourée par l'eau de tous côtés, et les premiers pêcheurs qui y avaient construit leurs huttes avaient eu soin de les défendre par des digues et des claies. C'était alors le fond de la baie de Somme, et peut-être est-ce là qu'il faut placer l'ancien château fortifié de *Phrudis*, que Ptolémée mentionne à l'embouchure du fleuve. Il serait pourtant imprudent de trop l'affirmer, car l'histoire ne fournit quelques données exactes sur Abbeville qu'à partir du ^{ix}^e siècle, et on sait seulement que ses premières fortifications datent de Charlemagne. Abbeville pouvait avoir été dès cette époque une ville forte et un port de refuge, « un hable » comme on disait alors. Cette ville du hable, — Hable-ville, Abbe-ville, — ne tarda pas à prospérer. Vers le milieu du ^{xiii}^e siècle, elle était considérée comme un des premiers ports du royaume, entretenait des relations suivies avec toute l'Europe maritime, et était en outre un port de pêche très important. La Somme, qui la traversait, était alors barrée un peu en amont par des moulins.

Tous les navires de l'époque pouvaient venir mouiller devant les quais de la ville, qui a été longtemps, comme le sont restés Nantes et Bordeaux, un grand port de rivière communiquant librement avec la mer. On transbordait les marchandises au pied de l'enceinte dans les bassins du port et on les chargeait sur des « gribanes, » qui les conduisaient à Amiens, presque toujours aidées par la marée, qui remontait à 10 kilomètres, jusqu'à Pont-Remy.

La transformation de l'estuaire de la Somme et les progrès de l'envasement ne permirent bientôt plus aux bateaux d'un certain tonnage de dépasser le port du Crotoy; et la navigation maritime aurait été tout à fait perdue pour Abbeville sans la construction d'un canal latéral au fleuve, susceptible de recevoir des navires de 400 tonnes. A la suite d'une série d'inondations, la Somme s'est d'ailleurs complètement atterrie; on l'a tout à fait abandonnée, et elle est aujourd'hui remplacée par le canal. La baie a été en outre presque artificiellement fermée par le viaduc du chemin de fer, de près de 1 400 mètres, qui la traverse et joint Saint-Valéry à Noyelles; et Saint-Valéry est devenu en réalité l'avant-port maritime d'Abbeville, qui est réduit au rôle modeste de port de canal.

Ce canal de la Somme, qui met la mer en communication avec Saint-Quentin, et par suite avec tout le réseau des voies navigables du Nord de la France, offre un mouillage normal de deux mètres; mais la partie maritime d'Abbeville à Saint-Valéry, sur une longueur de 14 kilomètres, a un tirant d'eau de 3 mètres, qui permet la flottaison des navires de 150 et, à la rigueur, de 200 tonneaux.

Le port d'Abbeville se réduit d'ailleurs à un quai, bordé de rails, de 450 mètres de longueur, établi sur la rive droite du canal, qui a une largeur d'une trentaine de mètres. Les bateaux qui le fréquentent sont en général de petits caboteurs anglais, russes, allemands, norvégiens et danois, qui y apportent de la houille, des bois du Nord, de la résine, du goudron. L'exportation, bien inférieure, comme malheureusement partout chez nous, consiste en quelques produits agricoles et surtout en toiles à voiles et cordages, à destination de quelques ports de l'Angleterre, du Havre et de Bordeaux. C'est un souvenir des anciennes corderies qui firent pendant longtemps la fortune d'Abbeville, et qui alimentaient presque exclusivement tous nos ports de l'Océan et même une partie des ports étrangers. Le mouvement commercial maritime a déchu depuis deux siècles d'une manière continue (1). Il n'est plus guère aujourd'hui que de 10 000 tonnes. Près de 40 000 tonnes naviguent en outre sur le canal jusqu'à Saint-Quentin.

V

Les deux vrais ports de la Somme maritime, quoique bien déchus aussi tous les deux, sont le Crotoy et Saint-Valéry. Tous deux ont été accessibles autrefois et pendant longtemps à tous les bateaux venant de la mer. Depuis quatre à cinq siècles, la situation s'est complètement modifiée. La baie est devenue une grande vasière, et c'est avec beaucoup de peine que les petits caboteurs peuvent s'engager aujourd'hui dans un chenal sinueux, très variable, de profondeur médiocre. Le courant de flot s'est tour à tour porté à droite et à gauche de la baie, favorisant tantôt le Crotoy, tantôt Saint-Valéry; et, jusqu'à ces derniers

(1) Prarond, *Notices historiques, topographiques et archéologiques sur l'arrondissement d'Abbeville*, 1854.

siècles, c'est le premier qui présentait les meilleures conditions nautiques.

Le Crotoy est situé à l'extrémité Sud du Marquenterre, à près de 8 kilomètres de la mer, très bien placé pour recevoir les bateaux qui viennent directement du large, poussés par les vents d'Ouest.

C'était, dans les premiers temps historiques, un simple îlot, que les dépôts successifs de la Maye, de la Somme, de la rivière de Favières et les sables mouvans des dunes de Saint-Quentin ont peu à peu agrandi, exhaussé et fini par souder à la terre ferme; et la soudure a lieu à peu près à Rue, qui est aujourd'hui à près de 10 kilomètres du rivage et fut jadis un petit port de mer assez fréquenté.

Un peu partout aux abords du Crotoy et au Crotoy même, on a trouvé des débris très anciens qui permettent d'affirmer qu'un établissement d'une certaine importance existait à peu près sur le même emplacement à l'époque de la conquête; et il est assez probable que le mouillage du Crotoy était fréquenté par les galères romaines. Mais les souvenirs historiques un peu précis ne datent que du *xi^e* siècle, et les premières fortifications de la ville du *xii^e*. Le port était alors aussi important que celui d'Abbeville, et recevait des navires de presque tous les pays connus. La citadelle qui le défendait fut occupée pendant plus de deux siècles par les Anglais; et l'une des tours conservées du vieux château, sur laquelle on allume tous les soirs un modeste feu de marée, a été l'avant-dernière étape de la voie douloureuse que suivit Jeanne d'Arc jusqu'au bûcher de Rouen.

Les variations du chenal de la Somme, tantôt s'éloignant, tantôt se rapprochant du Crotoy, ont fait passer le port par des alternatives de prospérité et de décadence. Toutefois le courant de jusant a eu pendant longtemps une prédisposition marquée à se diriger d'abord sur la rive droite, pour doubler ensuite la pointe du Hourdel et se retourner de là brusquement en suivant le littoral de Cayeux. Le flot et les vents du large poussent aussi les navires sur la rive droite. Cette double tendance n'avait pas échappé aux commissaires de la marine, qui firent, au *xvii^e* siècle, la reconnaissance générale de cette partie de nos côtes et qui pensèrent un moment qu'on pourrait y aménager sans trop de difficultés et de dépenses un grand établissement maritime, une

sorte d'arsenal, ce qu'on appelait alors un « port de roi. » On exagérait peut-être un peu. Il est vrai cependant que, jusqu'à l'époque où les eaux de la source furent rejetées directement sur la rive gauche par la construction du canal maritime d'Abbeville à Saint-Valéry, le Crotoy était accessible assez facilement aux navires de 500 tonneaux et qu'il en recevait près de 600 par an. La situation changea brusquement à cette époque sans qu'on ait pu le prévoir. Le chenal qui coulait devant le Crotoy s'ensabla très rapidement; et le port aurait été perdu complètement et à très bref délai, si le Comte d'Artois, désireux de faire remonter quelques navires pour y charger les bois de la forêt de Crécy dont il était apanagiste, n'eût fait exécuter un canal de navigation alimenté par les eaux de la Maye et débouchant dans le port. Ce canal de la Maye n'était du reste qu'un diminutif du projet beaucoup plus grandiose, imaginé près de deux siècles auparavant par Vauban, et qui consistait à dériver l'Authie presque en entier pour l'amener, à travers le Marquenterre, dans le chenal et sous les murs du Crotoy. C'eût été d'ailleurs une sorte de rétablissement de l'ancien état des lieux, comme on peut très bien le voir sur d'anciennes cartes, qui figurent une série de lones, de bas-fonds et de flaques d'eau alignés bout à bout, se dirigeant à travers le Marquenterre du côté de Rue, et portant le nom de « lit abandonné de l'Authie. »

Malheureusement ni l'un ni l'autre ne furent complètement exécutés. Le Crotoy a continué à s'envaser, et il serait même tout à fait perdu aujourd'hui, si l'on n'avait établi, immédiatement en amont du pont et en saillie dans la baie, un grand bassin de chasse de près de 65 hectares, qui assure une profondeur suffisante pour permettre à quelques petits caboteurs et à tous les bateaux de pêche de venir chercher un abri quand le vent ne les pousse pas du côté du Hourdel. Le Crotoy n'a du reste aucun mouvement commercial. C'est uniquement un port de pêche; et il est probable qu'il ne retrouvera jamais l'activité des siècles passés.

En face, sur la rive gauche de l'estuaire, Saint-Valéry lui-même n'est plus aujourd'hui, malgré les travaux qu'on y a exécutés et bien qu'il soit la tête de ligne de la navigation du canal de la Somme, qu'un port très secondaire.

Ni le port, ni la ville ne paraissent avoir une origine aussi

ancienne que le Crottoy. Saint-Valéry n'existait certainement pas à l'époque romaine. Ce n'est qu'au commencement du vii^e siècle qu'un modeste moine de l'abbaye de Luxeuil vint s'établir sur la dernière falaise de la côte normande, au pied de laquelle la Somme mêlait alors ses eaux à celles de la mer. Tout autour se groupèrent d'assez pauvres maisons; au pied, quelques huttes de pêcheurs.

L'ermitage grandit et se transforma en abbaye. Les habitations se multiplièrent et formèrent bientôt deux centres distincts: la ville haute, qu'on jugea prudent d'entourer de murailles et de couronner par un château; la ville basse, désignée sous le nom de la Ferté, et qui est devenue le port. Le mouillage était excellent. La pointe de Hornu l'abritait à l'Est contre la houle et les vents du large; et nous avons vu qu'il rendit au xi^e siècle un très grand service à la flotte de Guillaume le Conquérant, que le mauvais temps avait poussée à la côte. Malgré la série des sièges que Saint-Valéry a soutenus, du xii^e au xv^e siècle, tour à tour de la part des Anglais, des Français et des Bourguignons, malgré tous les ravages causés par les guerres de religion, les pillages, les incendies, les dégâts de toute sorte qu'il eut à subir chaque fois qu'il changeait de maître, Saint-Valéry se relevait toujours de ses ruines; son port ne cessait pas d'être très fréquenté, et ses marins armaient même pour la grande pêche de la baleine et de la morue.

Le travail lent et continu de l'envasement et la fermeture graduelle de la baie par la marche progressive de l'épi de Cayeux devaient être des ennemis plus redoutables que les guerres de plusieurs siècles; et, lorsque les commissaires du cardinal de Richelieu vinrent faire, en 1640, leur fameuse reconnaissance des côtes de Bretagne et de Normandie, ils constatèrent que l'atterrage était tout à fait insuffisant pour la plupart des bateaux de guerre, et que de très petits navires pouvaient seuls se hasarder à franchir les bancs du large. Quelques années plus tard, Vauban, après avoir visité lui-même la baie de Somme, déclarait que le seul moyen d'en tirer parti était de la tourner et de faire, comme Marius à l'embouchure du Rhône, une trouée déserte à travers les alluvions déjà déposés. Il projetait en conséquence d'établir quelque part, entre Ault et Cayeux, un vaste port qui aurait été abrité naturellement par le banc sous-marin de galets déposés par les courans, et derrière lequel on aurait trouvé un mouillage assez

sûr. Ce port aurait été mis en communication avec Saint-Valéry par un large canal qui devait conduire directement les eaux de la Somme à la mer et aurait constitué une Somme maritime accessible à tous les navires.

La rivalité du Crotoy empêcha l'exécution de ce projet, dont le succès, à vrai dire, était un peu douteux. Il fut repris cependant par Lamblardie. L'illustre ingénieur proposa de relier directement Saint-Valéry au hable d'Ault, qui existait encore de son temps et servait d'abri aux pêcheurs de Cayeux. On devait même établir un double canal, l'un qui aurait fonctionné comme émissaire d'écoulement dans la plaine des Bas-Champs, l'autre qui aurait été une grande voie de navigation. Ces deux canaux auraient débouché dans un même port, creusé près de la côte, le premier au moyen d'une écluse simple n'ayant que des portes de flot, le second au moyen d'une grande écluse maritime. Le port aurait été enfin mis en communication avec la mer par un chenal accompagné de deux jetées, comme on en voit partout.

Malheureusement l'entrée du hable d'Ault, déjà assez difficile par les mauvais temps, devint bientôt impraticable par suite du développement de l'épi de galets. Cet épi, au lieu de le protéger comme un brise-lames, finit par l'obstruer à peu près complètement. On dut se résigner à voir se fermer le grau du hable et se contenter de mettre la ville basse de Saint-Valéry en communication avec Abbeville par le canal éclusé dont nous avons parlé et à protéger contre les envasemens de la Somme les quais de la Ferté par une série de digues, d'estacades et de petites jetées. C'est ce que l'on voit aujourd'hui.

Le port de Saint-Valéry ne sert d'ailleurs presque plus de port de refuge. Toutes les barques de pêche de Cayeux et les petits caboteurs surpris par le mauvais temps préférèrent relâcher au Hourdel, qui est tout à fait à proximité de la mer et peut être considéré comme l'avant-port de la Ferté. C'est là qu'ils attendent la marée pour entrer dans la baie ou le retour du beau temps pour reprendre le large. Le port de Saint-Valéry n'est donc plus en réalité que la dernière étape de la Somme, dont les eaux sont retenues, immédiatement en amont de la Ferté, par un grand bassin éclusé d'une longueur de 250 mètres et dont la largeur est de plus de 50 mètres au plan d'eau de la basse mer. C'est une écluse à la fois de navigation et de chasse, que l'on ouvre tous les jours pendant deux heures pour draguer les vases du chenal.

Celui-ci, qui constitue le port, se compose d'un bassin présentant un kilomètre environ de longueur, dont le plan d'eau a une largeur de 60 mètres à mer basse, bordé à droite et à gauche par deux digues insubmersibles. Sur la digue de la rive gauche, qui prend naissance au barrage inférieur de l'écluse, sont accolés cinq embarcadères en charpente. Tout le long courent des voies ferrées reliant la Ferté à Noyelles par le grand viaduc de 1 400 mètres qui ferme la baie de Somme et se soudant à la ligne de Paris à Calais.

A l'aval des quais de la Ferté et presque en ligne droite jusqu'au Hourdel, on a établi une digue de halage de près de 5 kilomètres, qui forme la clôture défensive et comme le quai maritime de la plaine des Bas-Champs; et, pour maintenir le courant maritime de la Somme au pied de cette digue, on a construit vis-à-vis, sur la rive droite, une jetée submersible de près de 3 kilomètres. L'ensemble de ces travaux donne à Saint-Valéry l'aspect d'un port de canal plutôt que d'un port de mer. Le mouvement commercial y est cependant assez considérable, et dépasse 50 000 tonnes. Il se compose en général de houilles anglaises, de bois du Nord, de jutes, de fontes, de résine, de goudrons apportés par des bateaux anglais, norvégiens, allemands, qui retournent presque toujours sur lest, mais remportent quelquefois des denrées agricoles ou des galets. On n'arme plus à Saint-Valéry pour la grande pêche. Une cinquantaine de petits bateaux pontés y font seulement la pêche locale dans la baie ou dans les passes du port, et donnent aux quais de la Ferté une très grande animation. Les vrais ports de pêche du pays sont en réalité Cayeux et le Crotoy. C'est là que sont les hommes de mer.

VI

De l'embouchure de la Somme au massif jurassique du Boulonnais, dont les falaises se détachent comme un éperon avancé de la masse des terrains crétacés qui constituent la majeure partie de la Flandre et de l'Artois, la côte, sur près de 40 kilomètres de longueur, offre à peu près le même aspect. Tout d'abord, un large estran de sable très fin, présentant une très faible pente et une grande mobilité; à la suite, plusieurs chaînes de dunes mouvantes de formation récente; par derrière, des flaques d'eau, de

petits étangs emprisonnés, des lones et des fossés sans profondeur dont les méandres ont beaucoup varié depuis les temps historiques, des rigoles asséchées par des canaux modernes d'écoulement. La plupart des dunes sont aujourd'hui fixées par des plantations de roseaux et de joncs maritimes qu'on appelle des « hoyats, » et dont les racines forment une sorte de feutre végétal, qui a permis en certains endroits à quelques arbres résineux de prendre un assez beau développement. Leur hauteur est très variable. Elles sont en général moins élevées que celles des Landes; quelques-unes cependant ont des dimensions comparables. Au nord de la Canche, aux approches du massif boulonnais, plusieurs sommets dépassent 100 mètres, et, près de Neuchatel, le Mont Saint-Frieux a même 158 mètres d'altitude; c'est la dune la plus élevée de toutes les côtes de France.

La caractéristique de ce littoral sablonneux est l'instabilité. L'homme y lutte continuellement contre la mer. La limite du rivage, aux temps les plus anciens de l'histoire, était certainement plus reculée de 5 à 6 kilomètres. Au lieu de ronger la côte, la mer l'a nourrie en y jetant, avec chaque vague, quelques molécules de sable; et le pays aurait fini par s'ensevelir peu à peu, comme cela a eu lieu en certains points de la côte des Landes, si on n'avait opposé à cet envahissement de tous les jours une force naturelle non moins puissante, celle de la végétation. Mais on a éprouvé souvent de grands mécomptes; et on est encore quelquefois obligé de déblayer à grands renforts de bras et très rapidement des apports assez considérables amoncelés après quelques jours de tempête. Sur la magnifique plage de Berck notamment, située immédiatement au nord de l'embouchure de l'Authie, le sable a une ténuité et une mobilité extrêmes. Les grands établissemens hospitaliers, les maisons de plaisance, les hôtels et les rues de la ville sont périodiquement envahis par une pluie de sable, contre laquelle on lutte jour à jour, pied à pied; et on a vu quelquefois, par certains vents d'Ouest, les dunes s'élever de plus d'un mètre en une seule nuit.

Cette extrême mobilité de la côte se prête naturellement fort mal à l'établissement de ports réguliers; et l'estuaire de l'Authie ne sert que très rarement de refuge à la flotte des pêcheurs de Berck, qui préfèrent halier leurs bateaux sur la plage de sable fin et presque horizontale qui s'étend, sur une large bande uniforme, de l'embouchure de l'Authie à celle de la Canche. On ne

pratique d'ailleurs à Berck que la pêche locale ; mais elle y est très prospère, et près d'un millier de marins, hommes, enfans, et quelquefois des femmes, sont montés sur une centaine de gros bateaux presque toujours en mouvement, tantôt courant des bordées dans le voisinage de la côte, tantôt se perdant dans la brume lointaine de l'horizon. L'échouage et la mise à flot presque quotidiens de cette flotte présentent surtout une animation toute particulière. Tout le monde, — marins, riverains, étrangers même quelquefois, — y apporte son concours, et pousse ou tire les bateaux sur l'estran à grand renfort de bras, de cordes, de chevaux, de cabestans et surtout de cris aigus, qui percent à travers le sourd mugissement des vagues et donnent à cette plage incomparable de netteté, de finesse et baignée dans une atmosphère d'une pureté et d'une salubrité merveilleuses, une physionomie et une originalité toutes spéciales.

VII

Deux rivières principales traversent la plaine basse du Marquenterre, — l'Authie et la Canche. Il y a quelques siècles, le flot de marée les remontait toutes les deux sur une très grande longueur. De même que la Somme était régulièrement navigable jusqu'à Abbeville, et que les barques remontaient même jusqu'à Amiens, l'Authie pouvait porter les embarcations de pêche et les bateaux à fond plat jusqu'à l'ancienne abbaye de Valloire, aujourd'hui située à près de 20 kilomètres de la mer et dont l'église a recueilli la dépouille de nombreux chevaliers tombés à la désastreuse bataille de Crécy. Deux chartes du monastère, datant du commencement du ^{xiii}^e siècle, mentionnent les salines concédées à l'abbaye et les barques de pêche qui y étaient immatriculées. Mais, sur cette plage essentiellement mobile, l'atterrissage de l'Authie a dû être toujours difficile et instable ; et il est assez peu probable qu'il y ait jamais eu, à l'embouchure du petit fleuve ou dans la partie maritime de son cours, un port régulièrement fréquenté et entretenu.

L'embouchure de la Canche présente, sans contredit, des conditions de navigabilité et d'accès un peu meilleures que celle de l'Authie, et le modeste port actuel d'Étaples a succédé à un éta-

blissement ancien qui a probablement eu une assez sérieuse importance. L'entrée de la Canche s'est même légèrement déplacée et se déplace un peu encore toujours vers le Nord. A mesure que s'avance la pointe du Touquet, située sur la rive gauche, la plage de Lourmel, qui lui fait face sur la rive droite, s'émousse et s'arrondit, la distance entre les deux musoirs se maintenant à peu près constante, — près de 3 kilomètres. Mais, à mer basse, le chenal se réduit à un mince filet liquide, à peine suffisant pour le mouillage des barques du plus faible tirant d'eau. C'est exactement le même phénomène que celui qui s'est produit à l'embouchure de la Somme.

Tout comme la baie de la Somme, d'ailleurs, celle de la Canche s'enfonçait autrefois très profondément dans l'intérieur des terres, et le flot remontait dans la vallée, sur une longueur de près de 15 kilomètres, jusqu'à Montreuil. Quelques archéologues donnent un peu arbitrairement à Montreuil le nom de *Bracium* ou de *Bragum*, qui, à vrai dire, ne se trouve sur aucun itinéraire classique; mais la riante petite colline, dont le pied était entouré, au IX^e siècle, d'une ceinture de remparts et le sommet couronné par un château fortifié qui a soutenu quelques sièges mémorables et a servi de prison et de tombeau à la malheureuse reine Berthe, a pu très bien être, à l'époque de la conquête, un *castrum* ou un poste d'observation dans lequel ont stationné quelques légions de César. On fait à la vérité camper César un peu partout sur les côtes de la Manche, à la veille de son expédition en Bretagne. Il faut aussi faire bien des réserves sur un arc de triomphe qui aurait été construit à *Bragum* par les armées de Claude et dont, paraît-il, on voyait encore quelques ruines en 1789. Il n'en reste plus rien aujourd'hui. On a trouvé cependant, parsemés sur la colline de Montreuil, des débris gallo-romains; et tout fait supposer que c'était le point terminus de l'ancien golfe de la Canche, comme Abbeville est celui de l'ancienne baie de la Somme.

Il existait sur le golfe une ancienne ville, qu'on désignait au moyen âge sous le nom de *Quentowic*, *Quentovicum* ou *Cuentavicus*, qui paraît signifier « ville de la Canche. » Le golfe, qui s'appelait aussi *sinus Quentovicensis*, se terminait au pied du *Castrum* de Montreuil, qui était l'analogue du *Phruris* ou Φρούριον de la baie de Somme. Tout cela n'est sans doute pas absolument démontré, mais présente une certaine vraisemblance. Ce qu'il y

a de certain, c'est que Montreuil, qui est aujourd'hui une petite ville tout à fait champêtre, a vu le flot de marée baigner ses murailles; qu'au ^{xiii}^e siècle, c'était une ville forte et commerçante; qu'elle faisait partie de cette fameuse ligue hanséatique dont Hambourg et Londres étaient les principaux comptoirs; qu'elle commerçait avec tous les ports de l'étranger, et qu'on a pu avec raison l'appeler « Montreuil-sur-Mer. » Mais il est cependant plus probable que *Quentovicus* occupait un emplacement très voisin d'Étaples, si ce n'était pas Étaples même. On a trouvé en effet, sur le sol même de son vieux château, qui a été rasé par les Anglais à la suite de leurs victoires de Crécy et d'Azincourt, de nombreuses ruines et des débris incontestables de l'époque gallo-romaine. On a fait des découvertes de même nature, à trois kilomètres à peine au Nord-Ouest de la ville, au petit village de Rombly, qui a été enseveli sous le sable des dunes vers le ^{xv}^e siècle; et les archéologues croient pouvoir affirmer que, sous l'empereur Gallien, *Quentovicus* possédait un atelier monétaire assez bien outillé pour avoir subsisté sous les rois francs des deux premières races. On sait d'ailleurs que *Quentovicus* était la résidence d'un intendant chargé de présider au commerce; qu'on s'y réunissait pour des foires annuelles; et qu'une division de la flotte romaine, commandée par un préfet maritime, stationnait dans la baie. Pendant plusieurs siècles, le port de *Quentovic* est mentionné comme étant sur la voie la plus directe pour se rendre en Angleterre. Vers la fin du ^{ix}^e siècle, le nom de *Quentovicus* disparaît et fait place à celui d'Étaples, qui n'est que la transformation de *ad stabulum*, ville d'échange, foire, marché, *stabula*, *stapula*, Étaples.

La situation maritime commerciale et même administrative était donc assez importante aux premiers siècles de notre ère, et elle paraît s'être assez bien maintenue pendant tout le moyen âge. Car on sait aussi d'une manière certaine que le port y abritait, en 1193, la flotte de Philippe-Auguste, et qu'en 1340, une douzaine de bateaux de guerre y mirent à la voile pour aller renforcer la flotte qui devait être anéantie à la célèbre bataille de l'Écluse. La décadence est aujourd'hui complète et, on peut le craindre même, irrémédiable.

Étaples est situé sur la rive droite de la baie de la Canche, à peu près à égale distance, — six kilomètres environ, — de la pointe de Lourmel et du petit hameau d'Énoch jusqu'où peuvent re-

monter, avec le flot, les barques de pêche. Quelques petits caboteurs y amènent encore un peu de charbon, du bois, du sel, à peine de 2 à 3000 tonnes. Il n'y a aucune exportation. La Canche n'a presque pas de profondeur, et les petits navires, échoués à mer basse le long des quais de la ville, ont comme des allures de malades.

Mais, si la vie commerciale a disparu d'Étaples, la vie mondaine a éclos presque subitement en face, sur la plage voisine, au Sud du promontoire du Touquet, au pied de collines baignées par la Canche, qui étaient hier encore des dunes mouvantes, et que des plantations intelligentes ont, depuis quelques années, transformées en magnifiques forêts. C'est la station balnéaire à laquelle on a donné le nom un peu prétentieux de Paris-Plage, pour augmenter peut-être son attraction. Elle mérite bien d'ailleurs sa vogue rapide et croissante, se développe et s'embellit tous les jours. De l'autre côté du fleuve, le vieil Étaples, presque oublié, est à peine un lieu de passage, et s'éteint silencieusement dans les souvenirs du passé.

CHARLES LENTHÉRIC.

REVUE MUSICALE

THÉÂTRE DU CHATEAU-D'EAU (Société des grandes Auditions musicales de France) : *Le Crépuscule des Dieux*, de Richard Wagner. — THÉÂTRE DE L'OPÉRA : *Orsola*, drame lyrique en trois actes; paroles de M. Gheusi, musique de MM. Paul et Lucien Hillemacher. — THÉÂTRE DE L'OPÉRA-COMIQUE : *La Troupe Jolicœur*, comédie musicale en trois actes, d'après la nouvelle de M. Henri Cain; musique de M. Arthur Coquard.

« Frères, et vous aussi, vous avez vos journées ! » — ou vos soirées, et qui sont de six heures. Avec *Tristan et Yseult*, qu'elle avait donné il y a deux ans et qu'elle a repris, la Société des grandes Auditions a fait jouer le plus grand, je veux dire le plus long des drames de Wagner. Le public parisien connaît maintenant la fin de l'œuvre énorme dont il continue d'ignorer le commencement. Après *la Walkyrie* et *Siegfried*, avant *l'Or du Rhin*, il a vu représenter *le Crépuscule des Dieux*.

Des quatre parties de la Tétralogie, la dernière est le plus un drame. C'est du *Crépuscule des Dieux* que les auteurs de *Sigurd*, voulant mettre Wagner à notre portée, nous donnèrent jadis une adaptation, comme disent les personnes bienveillantes, ou, selon l'expression des autres, une caricature. On appela même alors M. Reyher le Wagner des pauvres : des pauvres d'esprit que nous étions il y a quelque vingt ans. On sait que, depuis, rien n'a été épargné pour nous enrichir.

Donc *le Crépuscule des Dieux* est un drame véritable, avec des péripéties et surtout une fin. Au goût d'un public français, les précédentes soirées de la Tétralogie ne finissent pas, ou finissent moins. Passe encore pour *l'Or du Rhin*, qui n'est qu'un prologue, c'est-à-dire un commencement. Mais *la Walkyrie* ne s'achève qu'à moitié. Une femme qui s'endort, fût-ce dans les flammes, cela ne saurait constituer ce que Musset appelait « un dénouement bien cuit. » Ce n'en est

pas un non plus que le réveil de cette même femme, au dernier tableau de *Siegfried*. Il nous reste encore à savoir trop de choses. *Le Crépuscule des Dieux* va nous les apprendre.

Après la scène prophétique et fastidieuse des Nornes, qui sont les Parques scandinaves, nous voyons Siegfried quitter Brunnhilde et descendre parmi les hommes, à la recherche d'aventures héroïques. En suivant le Rhin, il arrive devant le palais des Gibichungen, habité par Gunther et Hagen, qui sont fils du « Nibelung » Albérich, le premier ravisseur de l'anneau, et par Gutrune, leur sœur. Hagen, que tourmente depuis longtemps le désir de l'or, fait verser par Gutrune à Siegfried un philtre d'oubli. Perdant aussitôt le souvenir de Brunnhilde, le héros ne voit plus, n'aime plus que Gutrune. Afin de la mériter, il accepte d'aller chercher Brunnhilde pour Gunther, et sous l'apparence, — empruntée par magie, — de Gunther lui-même. La malheureuse résiste et se débat en vain; inconscient de sa propre trahison, Siegfried lui fait violence, lui ravit l'anneau, et, revenant avec elle, il la livre aux mains de Gunther.

L'hymen de Siegfried et de Gutrune va s'accomplir, quand Brunnhilde, apercevant le héros et l'anneau qui brille à son doigt, s'étonne, s'épouvante et s'indigne. Elle dénonce, sans pouvoir le dénouer, l'imbroglia tragique et, folle de désespoir, jure avec Hagen et Gunther la mort de son infidèle époux.

Voilà les péripéties. Et voici le dénouement. Siegfried, un jour, à la chasse, a perdu ses compagnons. Errant le long du fleuve, il voit, il entend les filles du Rhin lui redemander l'anneau fatal. Insouciante du péril, il refuse de le leur rendre. Bientôt Hagen, Gunther et les autres le rejoignent et, pour charmer quelques instans de halte, ils le prient de leur conter sa vie. Hagen lui verse un nouveau breuvage, qui lui rend le souvenir. Siegfried, alors, chante la vierge endormie sur la cime ardente, éveillée par son baiser et devenue sa femme, quand tout à coup Hagen lui plonge son épée entre les deux épaules. Il meurt, en murmurant une dernière fois le nom de Brunnhilde. Sur son corps Gutrune tombe à son tour, puis Gunther, frappé par Hagen, auquel il disputait l'anneau. Enfin, parmi les flammes qui dévorent la dépouille du héros pardonné, Brunnhilde elle-même s'élance et rejette dans les flots du Rhin l'anneau dont la possession a causé la ruine du monde. Les personnages humains de la tragédie jonchent la terre de leurs cadavres, et, dans le ciel même, le Walhalla s'embrase, éclairant le crépuscule des Dieux.

Nous n'avons fait, bien entendu, que rappeler en quelques lignes

le dehors ou la lettre du drame wagnérien. L'esprit en remplirait d'innombrables volumes ; ou plutôt, comme vous le savez, il les a déjà remplis (1).

La musique du *Crépuscule des Dieux* a ce caractère particulier, que les plus belles choses n'y sont pas nouvelles et que les choses nouvelles n'y ont pas le plus de beauté. Les personnages inconnus jusqu'ici : Hagen, Gunther et Guttrune, sont parmi les moins intéressans de la Tétralogie. Ils n'apportent rien ou presque rien avec eux. L'action même, plus dramatique en cette dernière soirée, a médiocrement inspiré le génie, plutôt épique et lyrique, de Wagner. Telle scène qui devrait dominer l'œuvre, en marquer le sommet, y creuse au contraire un vide, un véritable trou. Pour le conflit atroce entre Brunnhilde et Siegfried ayant pris la forme de Gunther ; surtout pour la confrontation, devant le peuple, du héros interdit et de la Walkyrie indignée, Meyerbeer, — oui, le Meyerbeer du quatrième acte du *Prophète*, — eût trouvé d'autres accens, d'autres mouvemens, d'autres imprécations. Il aurait créé là plus de vie et plus d'humanité. Faut-il le dire ? Oui, je crois qu'il le faut, ne fût-ce que pour soulager tant de personnes qui le pensent : les deux premiers actes du *Crépuscule des Dieux*, — qui durent plus de trois heures, — sont un océan de ténèbres et d'ennui, d'où n'émergent, comme des îles de joie et de lumière, que les pages composées d'éléments déjà connus. Tels sont d'abord certains fragmens de la scène interminable entre Brunnhilde et Waltraute, sa sœur, qui vient lui raconter la détresse et la mélancolie des dieux, avant-courrière de leur chute. Superbes sont aussi les épisodes symphoniques accompagnant les deux voyages, — aller et retour, — de Siegfried, entre la montagne et le palais. Le troisième acte enfin n'est tout entier splendide que parce que tout entier, — sauf le trio des filles du Rhin, et encore ! — il n'est qu'un sommaire, une table des matières colossale, un dernier regard jeté sur ce vaste univers poétique et sonore, dont la création a duré quatre jours. Ainsi la grandeur et la sublimité même de l'œuvre consistent beaucoup moins dans l'invention que dans la reprise, le rappel et le résumé.

Nouveau par la mélodie, par le chromatisme délicieux et par la douceur plaintive, le trio des filles du Rhin ressemble pourtant, par le rythme, par le ruissellement des notes et par certaines courbes des voix, au trio que chantaient, au début du *Rheingold*, les fraternelles

(1) Voyez particulièrement, pour l'analyse littéraire et philosophique de l'*Anneau du Nibelung*, le remarquable ouvrage de M. Lichtenberger : *Richard Wagner poète et penseur* ; chez Alcan.

nageuses. Exquises l'une et l'autre, la dernière avec plus de mélancolie seulement, les deux scènes se répondent. Ainsi de gracieuses formes de femmes encadrent de leurs souples ébats le vaste poème; elles lui font comme une ceinture de leurs bras humides et blancs. D'un bout à l'autre de la Tétralogie, Wagner se montre grand paysagiste. Autant que des âmes, il est le musicien des choses ou des élémens : de l'eau, nous le voyons ou l'entendons ici; du feu, rappelez vous la fin de la *Walkyrie*; de l'air, souvenez-vous de *Siegfried* et des *Murmures de la forêt*. Et dans l'air et dans les flots, il imite étonnamment par les sons les mouvemens et je dirais, si je l'osais, les exercices du corps. N'est-ce pas un des chefs-d'œuvre de la musique équestre, avec le *Roi des Aulnes* et la *Course à l'abîme*, que la *Chevauchée des Walkyries*? *Wälkürenritt*, comme dit l'allemand, par une onomatopée plus expressive, plus conforme du moins ou plus ressemblante au rythme bref et pointé de ce galop fameux. Dans l'ordre de la natation féminine, le trio des filles du Rhin, au dernier acte du *Crépuscule des Dieux*, n'est pas une moindre merveille. On ne sait qu'y admirer davantage : ou la vérité du sentiment, d'une tendresse qui prévoit le malheur du héros et le plaint, ou la vérité pittoresque et plastique, la grâce des attitudes, la vivacité des gestes, et jusqu'à ces voltes soudaines, ces battemens qui fouettent l'orchestre comme l'onde et l'éparpillent en gouttes sonores.

Si ce délicieux paysage est, à certains égards, une réminiscence, le récit de *Siegfried* n'est, tout entier, qu'un mémorial ou une répétition. Au cours du dernier acte du *Crépuscule des Dieux*, le destin du héros nous est deux fois raconté : par lui-même d'abord, qui va mourir; et, quand il est mort, par l'orchestre, qui le pleure et le glorifie. De ces deux narrations, autant la seconde est grandiose et funèbre, autant la première a de jeunesse et de vie. Les thèmes de la forge, des murmures de la forêt et de l'oiseau prophète, ceux du réveil de Brunnhilde et de la scène d'amour, toutes les vertus et toutes les beautés sonores de *Siegfried* renaissent ici tour à tour. Redite sans doute, mais une redite merveilleuse, allégée, où seuls les élémens essentiels reparaissent, où de la gerbe d'hier ne survivent que les fleurs élues. Les plus délicates même ont gardé leur couleur et leur parfum; ici, les moindres détails sont précieux. Il ne faut que deux accords, cachés et comme perdus dans la trame de la symphonie, pour évoquer l'apostrophe déjà lointaine du forgeron héroïque à Nothung, au glaive qui tout à l'heure ne saura pas le sauver. Avant de commencer l'histoire de sa vie, *Siegfried* entend encore s'échapper de l'orchestre, seul et dans le

silence, le chant de cristal de l'oiseau. Et ce n'est presque rien, ce peu de notes frêles; mais c'est quelque chose d'étrange et qui attendrit, quelque chose comme le dernier sourire de l'adolescent confiant et pur, parmi ces hommes farouches, dont l'un médite sa mort.

On a dit souvent, avec raison, que l'art de Wagner est l'art de l'inferi, de l'éternel devenir. Mais un revenir éternel en paraît également le principe, la condition et la loi. Le cortège funèbre de Siegfried et le monologue final de Brunnhilde offrent deux nouveaux exemples de ces prodigieux retours. Jamais l'accord ne fut plus étroit, la convenance aussi parfaite entre le sujet, ou la situation, et le génie du musicien, ou plutôt l'un des traits de ce génie : je veux dire le don symphonique, la puissance, — portée aussi haut qu'elle atteignit jamais, — de rassembler des idées ou des formes éparses, et de les combiner, de les refondre ensemble d'un seul jet, en un seul morceau.

Je ne sais pas de marche funèbre supérieure et surtout analogue à celle du *Crépuscule des Dieux*. Elle a ceci d'incomparable, qu'elle n'est pas seulement une marche, mais une oraison funèbre. Il faudrait la jouer à rideaux ouverts; on voudrait en même temps voir ce cortège et l'entendre, et que la vie de ce mort lui fît deux fois escorte. Elle revit tout entière, évoquée par la vertu, par la magie du *leitmotiv*, qui triomphe en de semblables scènes. Le *leitmotiv* seul pouvait accomplir un tel miracle, ranimer tous les thèmes et comme tous les traits de Siegfried, les mélodies, les accords, les timbres même qui furent les signes sonores de sa destinée et de son être. Élargis, ennoblis et transfigurés par la mort, ils reviennent en foule. Mais ils reviennent en ordre aussi. Entre tant d'élémens qui se rejoignent et se soudent ensemble, l'esprit et l'oreille ne distinguent ni les soudures, ni les joints. La beauté se distribue partout et ne se divise nulle part. Elle ne porte pas sa restriction dans son partage, et la symphonie de deuil et de triomphe est admirable par l'unité, comme elle l'est par la composition, le rapport et la correspondance.

La magnificence du monologue ou du *vocero* final de Brunnhilde est de même nature. Par le pouvoir encore du *leitmotiv* et du *leitmotiv* seul, un tel sommaire était possible. De toutes les héroïnes d'opéra, parmi tant de mortes en musique, aucune jamais ne mourut ainsi. « Seigneur, dit à Perdican le chœur des vieillards, il est plus doux de retrouver ce qu'on aime que d'embrasser un nouveau-né. » Peu de musiciens nous font ressentir aussi profondément que Wagner cette douceur qui peut être poignante. Brunnhilde, ici, retrouve et rappelle non seulement tous ses amours, mais toutes ses douleurs. La vie, sa

vie de déesse et de femme, au moment de la quitter, reflue tout entière à son cœur; elle le remplit, et par torrens elle en déborde. Et, cette vie ayant été plus riche, mêlée à de plus nombreux et plus grandioses destins que celle même d'une Elisabeth ou d'une Yseult, l'hymne funèbre de Brunnhilde enveloppe, embrasse aussi de plus vastes souvenirs. Inégaux en dignité, en pureté, le trépas d'Yseult et celui d'Elisabeth ont ceci de commun, qu'ils consacrent et consomment une passion unique, toute-puissante, qui fit la matière ou l'essence d'un seul drame. Mais ici, lorsque le dernier de quatre drames va finir, que d'éléments, que de forces, et lesquelles, entrent en conflit, ou plutôt en conciliation, en harmonie suprême! Thèmes des êtres et des choses, thèmes de l'humanité, de la nature et des dieux, du fond de l'horizon ils accourent innombrables. Il semble que le passé, tout le passé, vienne fondre sur cette âme de femme. Que dis-je? il se fond en elle; de taille à le contenir, elle a la force de le maîtriser, et ce n'est pas seulement d'un drame, c'est d'un monde, que Brunnhilde mourante est le centre ou le sommet.

Jusque dans l'épilogue instrumental du *Crépuscule des Dieux*, le principe du *leitmotiv*, ou, en d'autres termes, plus larges, la puissance de la symphonie appliquée au drame agit et triomphe encore. Au thème heureux des filles du Rhin, chantant l'anneau reconquis par ses innocentes et légitimes gardiennes, se mêle le thème frémissant de l'amour, de cet amour dont Brunnhilde fut le modèle et la victime et qui va régner désormais sur le monde. Ainsi deux mélodies fondamentales, correspondant à deux idées primordiales aussi, résument et bouclent en quelque sorte l'œuvre poétique et musicale achevée. Les temps sont accomplis, et deux formes sonores nous le font comprendre avec la clarté, la précision d'un véritable langage. Mais ces formes ne sont pas seulement significatives : elles sont belles; belles chacune isolément en tant que mélodies, belles aussi par l'harmonie qui naît de leur mélange ou de leur combinaison. En même temps donc, et non moins que la musique parle à notre esprit, elle chante pour notre âme, et, par les deux *leitmotive* opérant ensemble, la joie de comprendre et la joie de sentir nous sont également dispensées.

De telles joies n'ont pas de prix sans doute; mais tout de même il faut les acheter chèrement et longtemps les attendre. Parmi les premiers auditeurs de *l'Anneau du Nibelung*, en 1876, plusieurs, et non des moindres, furent déjà de cet avis. Dans un livre d'enthousiasme, de révolte aussi, d'ironie même, où presque rien de tout cela, vingt-cinq ans ayant passé, ne serait à reprendre, M. Paul Lindau

écrivait du *Crépuscule des Dieux* : « Les deux premiers actes sont, malgré des parties étonnamment saisissantes, d'une longueur insupportable... Ce que Wagner, ici, nous demande dépasse tout. C'est un vrai miracle, que les magnifiques beautés du dernier acte réussissent à arracher de sa léthargie l'auditeur arrivé au comble de l'épuisement (1). »

Le miracle, une fois encore, s'est opéré, mais sans nous ôter le souvenir ni la fatigue de l'épreuve qui l'avait précédé. Songez que le premier acte du *Crépuscule des Dieux* (y compris le prologue), dure deux heures sans interruption. « Je vous recommande l'ennui du second acte, » disait, en quittant la place, un de nos maîtres qui le connaît, ce second acte, et qui s'y connaît. Aussi bien, dans le petit Bayreuth qu'on voudrait, en de pareils momens, faire de notre grand Paris, il semble que la tyrannie du « monde » et de la mode ait rencontré cette fois quelque résistance. Des signes de lassitude et de découragement ont paru sur le visage et dans les discours de plusieurs, « qu'on voyait autrefois pleins d'une ardeur si noble, » et qu'on voit « l'œil morne maintenant et la tête baissée. » On surprenait pendant les entr'actes, dans les couloirs, des regrets, presque des excuses, exprimés par tel musicien qui jadis admirait Wagner « comme une brute, » à tel autre qui jadis avait gardé plus de retenue. C'est assez la coutume de dire à ceux qui commencent par se défer et se défendre : « Vous y viendrez ! » Et sans doute on vient à de certaines beautés ; il en est aussi d'où l'on revient. On peut se demander lequel, de l'aller ou du retour, est le bon mouvement. Pour que l'un et l'autre se succèdent, on sait du moins, depuis La Bruyère, qu'« il ne faut pas compter vingt années accomplies. »

A la fin de ses *Lettres de Bayreuth*, M. Paul Lindau concluait en ces termes : « Je ne puis m'empêcher de penser que l'avenir, auquel on en appelle toujours, sera pour Wagner un juge sage et juste. Il ne lui refusera pas la place que Wagner mérite. Il l'élèvera à ces hauteurs où siègent les plus grands artistes de notre pays ; mais il le prierait de vouloir bien se défaire de son bagage d'entêtement prétentieux, de lubies obstinées, et de son ennuyeux et bavard esprit autoritaire. Et alors, — *dies iræ, dies illa!* — alors viendra un joyeux arrangeur qui tranquillement prendra les quatre grosses partitions, y choisira ce qui a fait de l'effet, jettera impitoyablement ce qui a ennuyé la majorité inintelligente de notre génération, fondra brièvement ensemble les morceaux d'élite en leur conservant le plus possible leur forme originale, et en

(1) Voyez, dans le livre fort curieux de M. Paul Lindau : *Richard Wagner*, les chapitres intitulés : *L'Anneau du Nibelung* (Lettres de Bayreuth et de Berlin).

fera une œuvre d'art qui ressemblera, presque à s'y méprendre, à l'opéra tel que nous l'avons. »

Nul homme assurément n'osera jamais rien attenter de semblable sur le génie du maître. Mais le temps, maître des maîtres, aura moins de respect. Il accomplira la besogne impie et fatale, et la Tétralogie, mutilée heureusement, avec des parties à terre, d'autres debout, et pour jamais, prendra l'aspect et la beauté d'une colossale ruine.

L'interprétation et la représentation de l'œuvre exorbitante ne s'est point élevée, dans l'ensemble, au-dessus d'un niveau moyen et provincial. M^{me} Litvinne, il est vrai, chanta Brunnhilde avec une voix qui n'a peut-être pas d'égale aujourd'hui : voix de velours et d'or, admirable, — jusqu'à la fin des plus terribles rôles, — de force et de douceur, de brillant et de moelleux. Mais les deux premiers ténors qui parurent sous l'aspect du héros y parurent déplorables. Quelques personnes avaient, au début de la saison, souhaité un autre Siegfried que M. Jean de Reszké : elles en ont eu deux. L'orchestre, sous la direction de M. Cortot, a joué sans faute, mais sans flamme. Il est invisible, comme à Bayreuth, et, comme à Bayreuth, cette invisibilité n'est peut-être pas un bien. Je crois décidément que le spectacle de la symphonie ajoute plus qu'il n'enlève, non pas à l'illusion matérielle, qu'on ne peut jamais attendre, et que même on ne doit pas chercher, mais à l'impression, purement esthétique et toujours souhaitable, de l'activité et de la vie musicale. Et puis, et surtout, l'écran de Bayreuth ou le treillage de Paris, sous prétexte de fondre les sons, trop souvent les étouffe.

Orsola fait plus de bruit, beaucoup plus, que *Pelléas et Mélisande*, mais ne fait pas plus de bien. Et même la musique de MM. Hillemacher ne saurait exciter la curiosité, peut-être un peu malsaine, mais vive, que provoque du moins la musique de M. Debussy.

Le livret n'est qu'un noir et violent mélodrame. Il s'agit, — au ^{xv}e siècle, dans une des Cyclades, — d'une courtisane, d'un tyran qu'elle fait assassiner, et d'un jeune chef, aimé par la femme du despote, accusé de l'assassinat, mais à la fin justifié. Sachez seulement, sans que nous vous contions cette histoire, que la musique en redouble encore et la violence et la noirceur. On s'est demandé parfois, cherchant à comprendre la collaboration musicale et fraternelle de MM. Hillemacher, si l'un ne faisait pas la mélodie et l'autre l'harmonie. Dans ce cas, le premier n'aurait pas beaucoup à faire. La vérité,

cette fois au moins, c'est qu'ils se sont chargés tous les deux de la polyphonie. Et chacun dut avoir sa charge. Leur œuvre commune pèse lourd. Elle est conçue selon le système ou l'idéal du « tout à l'orchestre, » et à quel orchestre ! Non seulement la voix ou le chant, mais la parole même, ici, n'est plus rien. Je crois, en ayant fait l'expérience à la première audition, que, sans une lecture préalable, il est impossible de comprendre le sujet et l'action de ce drame lyrique, faute d'en entendre le moindre mot. Oui, pour le moindre mot ou plutôt contre lui, l'orchestration moderne rassemble ici toutes ses puissances et déchaîne toutes ses fureurs. Il en résulte une musique incessamment exaspérée, portée au paroxysme sans relâche. Terrible à écouter, elle n'est pas d'une lecture moins pénible. Elle déconcerte les yeux et les mains comme elle offense les oreilles. Hélas ! qu'est devenu le temps où c'était une joie de recevoir la partition d'hier ou de demain, de l'ouvrir et de la feuilleter ? Maintenant c'est une angoisse de l'attendre, un supplice de la lire. Et je ne parle pas de la comprendre, encore moins de l'aimer.

Pourtant les auteurs d'*Orsola* sont les auteurs aussi de *lieder* nombreux. Dans le nombre il en est de fort beaux, qui renferment plus de passion et d'humanité, plus de vérité et de vie que les trois actes d'*Orsola*. Pourquoi donc faut-il que la musique, — dès qu'elle est de théâtre, — s'enfle et se travaille ainsi, et que nos musiciens ne se contentent pas d'écrire comme un de leurs *lieder*, une scène, une page, une phrase au moins de leurs opéras !

Au-dessous de *Louise* et de la seconde partie de *la Vie du Poète* de M. Charpentier ; au-dessous de *la Bohème* de M. Puccini, on peut trouver une place pour *la Troupe Jolicœur* : comédie foraine et romanesque, musique sentimentale et réaliste, d'un réalisme timide et comme un peu honteux, d'un sentiment où l'on ne souhaiterait ni plus de sincérité, ni plus de délicatesse, mais peut-être seulement un peu plus de profondeur et d'originalité. Nulle œuvre ne s'éloigne autant que celle-là de l'excès et de l'excentricité. M. Coquard est raisonnable autant que sensible. Son art est fait de probité candide, de sérieux, de conscience et de conviction. Et tout cela, sans exciter l'enthousiasme, est digne d'estime et de sympathie.

Geneviève, une enfant trouvée et recueillie dans la neige par M^{me} Jolicœur, a grandi parmi les saltimbanques. Aimée, très différemment, par deux de ses camarades : Jean Taureau, l'hercule, et Loustic, le petit clown, un chétif et brave gamin, elle aime un jeune musi-

den rencontré d'aventure, Jacques, un parent du Julien de *Louise*. Un soir, pris de boisson et de jalousie, l'athlète éconduit s'emporte contre Geneviève et la menace. Mais, sous le poing formidable et qui va s'abattre, Loustic vivement s'est glissé. Il reçoit le coup, dont il meurt, en pardonnant à ses deux rivaux, au plus brutal comme au plus heureux.

Le premier acte de la *Troupe Jolicœur* (la Foire) est ce qu'on appelle, avec trop peu d'estime souvent, de l'excellent ouvrage. Les thèmes, vulgaires à dessein, y sont présentés avec franchise et combinés adroitement. L'ensemble pourrait vivre davantage, mais ne saurait mieux se tenir.

Quant à la partie pathétique, on y rencontre souvent, comme dans les pages extérieures ou pittoresques, des détails qui ne sont pas sans valeur. J'ai goûté particulièrement, au second acte, un *scherzo* d'orchestre accompagnant les tendres remontrances de « maman Jolicœur » à Geneviève rêveuse. Enfin, c'est une chose excellente, la meilleure peut-être, que la déclaration de l'hercule; elle est rythmée, et je dirais même cuivrée, avec la rudesse et la brutalité la plus convenable au caractère ou à la condition de l'amoureux.

L'orchestre, — hormis quelques excès dans la grande scène d'amour, — est tempéré; la déclamation ne manque jamais de simplicité ni de justesse. Il s'en faut, encore une fois, que rien de tout cela soit à mépriser.

Mise en scène exquise, jusque dans le détail. Au second acte, devant la roulotte, des nippes sèchent sur une corde, à l'air du soir. J'en vois encore une jaune, d'un jaune qui se détache sur le paysage du fond, que bleuit la nuit. Et ce n'est pas l'une des choses les moins colorées de tout l'ouvrage.

CAMILLE BELLAIGUE.

REVUE DRAMATIQUE

LE THÉÂTRE-CONFÉRENCE

Un auteur dramatique peut-il être un penseur? Ce n'est pas l'habitude. Il semble même qu'il y ait une sorte d'opposition entre les qualités qui font l'homme de théâtre et l'homme de pensée. Est-il besoin de rappeler d'ailleurs qu'une comédie ne mérite quelque estime qu'à la condition de contenir des idées et d'en éveiller chez le spectateur? Certes, ni l'habileté scénique, ni le style, ni l'esprit ne suffisent à l'écrivain de théâtre s'il n'est, en outre, un observateur, un moraliste, un connaisseur du cœur humain. Et pour se diriger dans son observation, il faut qu'il ait une idée de derrière la tête, un système plus ou moins arrêté, une conception de la vie, ou, pour parler plus court, une philosophie. Mais cette philosophie doit être tout intérieure, s'insinuer à travers l'œuvre, et non s'y étaler, s'épancher, faire montre et faire parade d'elle-même. Le théâtre est un genre qui a ses procédés, ses lois et ses limites; l'objet en est essentiellement de nous montrer des tableaux de mœurs qui ressemblent, de dérouler devant nous des actions vraisemblables, d'y faire circuler des personnages doués de vie. Si l'auteur ne se sert de l'art que comme d'un moyen pour exprimer ses idées, ses théories, ses utopies, s'il fait de la scène une tribune ou une chaire, s'il disserte, s'il confère, s'il dogmatise, et s'il prêche, il risque fort de faire une œuvre qui, comme œuvre de pensée, ne soit négligeable, et comme œuvre d'art ne soit détestable.

La conception d'un théâtre moralisateur n'apparaît, chez nous, qu'avec le XVIII^e siècle et à mesure qu'on devient plus indifférent au mérite littéraire des œuvres. Diderot rêvait d'une sorte de drame

enseignant qui aurait été comme une annexe de l'*Encyclopédie*; les spécimens qu'il en a donnés sont aussi bien des modèles du genre ennuyeux. Alexandre Dumas fils, dans ses *Préfaces*, ne croit pouvoir échapper à la théorie de l'art pour l'art qu'en lui opposant la doctrine, aussi fausse, du théâtre utile. Par bonheur pour lui, ses pièces étaient déjà écrites et représentées depuis longtemps, et les préfaces qu'il y ajoutait ne pouvaient les gâter. Du jour où il se mit en tête de déverser à la scène le produit confus de ses méditations sur la nature et sur la société, il écrivit *la Femme de Claude* et *l'Étrangère*, quitte à s'apercevoir bientôt et à avouer qu'il s'était trompé. Cette erreur est celle où sont en train de s'enlizer deux auteurs, très inégaux par la valeur d'esprit, mais qui, l'un et l'autre, comptent parmi les auteurs dramatiques les plus considérables d'aujourd'hui.

M. François de Curel est l'un des écrivains les mieux pourvus des dons qui font l'auteur dramatique. Il a une sorte de vigueur brutale par laquelle il s'impose au public. Il aborde une situation avec franchise et la pousse avec emportement. Sa langue riche, imagée, abonde en trouvailles heureuses. Cela explique qu'on ait accueilli avec tant d'enthousiasme ses premiers ouvrages, qui plaisaient par leur élan, leur spontanéité, un je ne sais quoi de génial. On regrettrait seulement que les situations y fussent trop exceptionnelles, le style trop lyrique, le dialogue trop fréquemment interrompu par les tirades et les morceaux. On souhaitait que le « génie » de l'auteur acceptât une discipline. Mais toute discipline répugnait à son individualisme farouche. Il n'écrivait que pour se donner satisfaction à lui-même, par manière de divertissement aristocratique, sans se soucier ni du public, où il y a trop de petites gens, ni de la critique, où il y a trop de professeurs. Les lois des genres n'étaient pas faites pour lui, et il ne relevait que de son caprice et de sa fantaisie. Pour mieux affirmer son indépendance et par une sorte de coquetterie il s'appliquait à verser du côté où l'on s'inquiétait de le voir pencher. C'est ainsi qu'après s'être, dans ses dernières pièces, écarté sans cesse des conditions de la représentation, il en est arrivé à écrire cette *Fille sauvage* qui est probablement le résultat d'une gageure de l'auteur avec lui-même, une œuvre de défi sinon de dépit.

On lui reprochait de choisir des cas un peu en dehors de l'ordre commun, et des données d'un artifice déconcertant. Il imagine cette fois que près d'une peuplade encore barbare vit une tribu de brutes pareilles à celles qui composaient l'humanité primitive. Des chasseurs ont capturé une de ces brutes, la « fille sauvage; » l'explorateur Paul

Moncel l'emmène en Europe, la confie à des religieuses qui peu à peu l'initient à la culture chrétienne. La fille sauvage devient une femme des plus distinguées. Plus tard, elle retourne dans la peuplade où elle a été capturée, pour y être l'épouse unique du roi et entreprendre de civiliser le pays. D'ailleurs elle a perdu la foi, et quand elle apprend la mort de Paul Moncel, elle se sent peu à peu reprise par la grossièreté de ses premiers instincts. — Il est clair que cette combinaison d'événemens est tout à fait extraordinaire, et qu'au prix de cette intrigue, celle de *l'Invitée* ou de *l'Amour brodé* sont des merveilles de vraisemblance et de simplicité.

On lui reprochait de mettre dans ses pièces un peu trop de philosophie. Donc il s'est empressé, dans *la Nouvelle Idole*, de traiter la question même des droits de la science, dans *le Repas du lion* celle des rapports du capital et du travail. Maintenant il nous conte l'histoire tout entière de l'idée religieuse à travers l'humanité. Les instincts brutaux de notre nature ne cèdent qu'à l'influence de l'idéal religieux; mais à mesure qu'elle acquiert plus de lumières, l'humanité devient incapable d'adhérer au *Credo* qui avait longtemps contenté son âme naïve. Elle revient alors à ses instincts primitifs... Tel est le sens du symbole compliqué que nous offre *la Fille sauvage*, à moins toutefois que nous ne l'ayons mal interprété, mésaventure à laquelle il faut toujours s'attendre en ces sortes d'affaires. Au temps de ses premières œuvres, M. François de Curel repoussait les complimens de ceux qui le félicitaient de son ibsénisme : il réclamait le droit de ne procéder que de lui-même et de rester dans la tradition française; il avait grandement raison. Cette fois il serait mal venu à contester l'influence que le théâtre d'Ibsen a pu exercer sur son esprit : elle éclate d'une façon trop évidente dans tel passage où il est question d'une petite fille et d'un petit coucou. Cet exemple suffirait à prouver combien peut être dangereuse l'imitation des œuvres étrangères. *La Fille sauvage* est une féerie à prétentions philosophiques. Sans doute M. François de Curel peut, si cela l'amuse, exposer sous la forme dialoguée ses idées générales, comme le faisait Renan dans *le Prêtre de Nemi* et dans *l'Abbesse de Jouarre*. Mais puisqu'il fait représenter ses ouvrages sur un théâtre, nous sommes bien obligés de les juger comme pièces de théâtre, de constater à la fois la bizarrerie de la fable et l'insupportable monotonie des dissertations, et de déplorer qu'un écrivain d'une telle valeur perde son temps et sa peine et gâche son talent dans de si laborieuses inventions, au lieu de nous donner tout simplement de belles comédies.

M. Brieux n'a jamais passé pour être un écrivain. D'ailleurs il ne s'en soucie pas. Mais il a une réelle entente de la scène, une abondance de production remarquable et d'excellentes intentions. A défaut de comédies d'un tour vraiment littéraire, il pouvait nous donner un théâtre qui fût encore d'une facture vigoureuse et serrée. Il semblait s'y acheminer et *la Robe rouge* était déjà beaucoup plus qu'une promesse. Le milieu y était indiqué en traits significatifs; on nous y présentait un exemple plausible de déformation professionnelle; nous y assistions à une lutte de conscience et à un conflit de devoirs vraiment dramatique. Nous pouvions croire que l'auteur était désormais en possession de toute sa maîtrise. *Les Remplaçantes* nous causèrent une cruelle déception. Tandis que dans la presse et dans le public on louait à tour de bras l'œuvre nouvelle pour la hardiesse de son réalisme et la bienfaisance de ses intentions réformatrices, nous étions presque seul à refuser de nous associer à cet engouement. Nous y déplorions à la fois les procédés de facture sommaire et les tendances à une prédication déclamatoire. Nous craignons que l'auteur ne fût en train de dévier vers le genre du théâtre-conférence. L'événement n'a que trop justifié nos appréhensions. Les deux dernières pièces de M. Brieux, dont l'une a été lue au Théâtre-Antoine et l'autre est actuellement représentée à la Comédie-Française, ont montré avec évidence que l'auteur est engagé dans une voie où il compromet toutes ses qualités de dramaturge.

Des amis maladroits, à moins que ce ne soient des ironistes, ont qualifié M. Brieux d'apôtre. C'est aujourd'hui un qualificatif à bon marché. Un homme politique, pour peu qu'il ait harangué dans une société de secours mutuels, est salué apôtre de la mutualité. Nous avons des apôtres de l'anti-alcoolisme et des apôtres de la repopulation. Ce n'est pas d'apôtres que nous manquons, puisque aussi bien tout journaliste en est un dont l'apostolat change, à vrai dire, et se renouvelle avec les besoins de l'actualité. Le journalisme mène à tout : il a mené M. Brieux à être un homme de théâtre. Seulement le pli était pris et l'auteur dramatique a conservé les procédés de travail, les habitudes d'esprit, l'attitude et le ton qu'impose le journalisme. Un bon chroniqueur doit être prêt sur toutes les questions, sans avoir de compétence spéciale sur aucune. S'il est très consciencieux, il se documente dans les livres spéciaux, cite des faits, des chiffres, des statistiques, assène au public le poids de sa science toute neuve, et passe à un autre sujet. Son ignorance foncière de la matière qu'il traite le met à l'abri des timidités : il n'aperçoit aucune des difficultés qu'on

voit naître et grandir au cours de toute étude un peu approfondie et qui font hésiter le savant. De là ce ton d'assurance auquel on reconnaît aussitôt un docteur novice. Comme la plaie sur laquelle il vient de se pencher lui a été révélée à l'instant même, sa surprise et son émoi le persuadent que c'est la plaie essentielle des temps modernes, celle dont il faut sans retard guérir le corps social menacé de périr. Donc, il proclame sa découverte, appelle à grands cris le remède et le souhaite d'autant plus radical qu'il n'aura pas lui-même à le faire entrer dans la pratique. Obligé, et pour cause, de s'en tenir aux quelques idées qui flottent à la surface de tout sujet, il a chance d'être aussitôt compris et trouve dans la médiocrité intellectuelle de la foule une complicité toute prête. Au surplus et puisqu'il faut que tout polémiste, pour entretenir sa verve, ait un adversaire réel ou fictif, et, comme on dit, une tête de Turc, il peut à coups redoublés et à coup sûr frapper sur la société; car il est convenu, depuis Rousseau, que d'elle seule nous viennent tous nos maux et que la nature est bonne. Il peut, sans se gêner, dénoncer la grande hypocrisie du siècle; car nous sommes tous disposés à accepter en bloc cette accusation dont chacun de nous, pris à part, se montrerait singulièrement offensé. Nous applaudissons à tout rompre chaque fois qu'on flétrit un de ces crimes collectifs, où pourtant il faut bien que nous ayons notre part de culpabilité, puisque après tout ils ne se sont pas commis tout seuls. Le métier est sans péril et il est honorable. Cette éloquence est celle dont tous les journaux indistinctement saturent leurs abonnés de Paris et des départemens. D'une feuille à l'autre elle ne varie guère ses procédés, et on pourrait brouiller les signatures. Cet apostolat à la portée de tous est quasiment anonyme. M. Brieux est à un apôtre ce que Timothée Trimm est à Ezéchiel et ce que Jean de Nivelle est à saint Jean.

Une longue et fastidieuse chronique sur un sujet médical, voilà les *Avariés*. Ici l'erreur est tellement lourde qu'on a quelque scrupule à y insister. Et on sent combien il est inutile d'essayer de faire comprendre à l'auteur la portée des objections que soulève sa tentative, puisqu'il ne s'en est pas avisé lui-même ou qu'il a passé outre. Notez que sur le fond même du débat nous sommes pleinement d'accord avec lui. Nous sommes tous d'avis que les gens devraient être renseignés sur les conséquences de leurs vices. Nous convenons tous qu'un mariage contracté dans certaines conditions est un crime. Peut-être seulement est-ce une illusion de croire que la peur du mal suffise pour le faire éviter et que la connaissance du caractère criminel d'une action

suffise pour empêcher qu'on ne la commette. Donc instruisons le public. Il y a pour cela des moyens appropriés au but : il y a les articles de journaux, les brochures, les conférences. Un médecin pourra s'expliquer sans réserve et avec efficacité devant un auditoire venu pour s'instruire. Mais on ne va pas au théâtre comme on va à la clinique. Une assemblée composée d'hommes et de femmes et réunie dans une salle de spectacle ne peut ni supporter tous les tableaux ni entendre tous les mots. Elle est gênée, choquée, quelle que puisse être d'ailleurs l'honnêteté des intentions de l'auteur. Le technique y devient l'incongru et le saugrenu. S'imaginer qu'on peut tout dire, partout et devant tous, c'est prouver qu'on est étranger à la notion même du goût dans ce qu'elle a de plus élémentaire. La discussion devient impossible : on ne s'entend pas. D'autre part, s'il s'agit de nous inspirer l'horreur d'un mal physique, il est clair que rien ne vaudra la description de ce mal faite par le spécialiste. Les descriptions médicales n'ont besoin que d'être précises : tout ce qu'on y ajouterait ne serait que vaines fioritures. L'artiste n'a pas à intervenir. Le fait est que M. Brieux a suivi pas à pas les traités où il s'est renseigné; ils lui ont imposé la marche même de sa pièce, et l'ordre des scènes; il en a littéralement copié des passages; il ne pouvait faire autrement. L'impression qui nous reste est que nous aurions été bien plus profondément remués si nous avions lu le traité lui-même et si nous en avions eu sous les yeux les hideuses figures. C'est là ce qui, au point de vue de l'art, condamne le théâtre médical et d'ailleurs toute œuvre littéraire qui se met à la remorque de la science : c'est qu'elle reste inférieure au simple exposé scientifique.

Dans *Petite Amie*, nous retrouvons M. Brieux monté au même ton d'indignation : seulement cette fois il s'indigne contre les scandales des grandes maisons de commerce. M. Logerais est le patron d'un brillant magasin de modes. Il a fait sa fortune à force de travail, d'économie, et aussi parce que dans sa partie il est doué d'une sorte de génie. Il a un fils, André, qu'il destine à la profession d'avocat et à la carrière du mariage riche. Ce jeune homme devient l'amant d'une des ouvrières du magasin, Marguerite. Lorsqu'il découvre que Marguerite est enceinte de ses œuvres, il forme le projet de l'épouser. Son père lui refuse son consentement et lui coupe les vivres. Donc il quitte la maison paternelle, s'installe avec Marguerite dans un chalet de banlieue : contraints par la misère, les deux jeunes gens se jettent à l'eau. — Le sujet n'est pas neuf; il a été cent fois ressassé à la scène et dans le roman; mais peu importe : tout dépend de la façon

dont on renouvelle une donnée qui paraissait usée et de l'art avec lequel on rajeunit une situation vieille comme les rues. Passons sur la longueur des développemens, quoique à vrai dire elle explique assez bien que le spectateur s'impatiente dans sa stalle. Passons sur la platitude du style et sur la pauvreté du dialogue. M. Brieux pourrait nous objecter qu'un magasin de modes n'est pas le dernier salon où l'on cause, et qu'un homme modiste n'est pas obligé de s'exprimer comme un académicien. Mettons donc sur le compte du réalisme la vulgaire incorrection et la désolante impropriété du langage. Par malheur, c'est dans les endroits où le ton s'élève et où l'auteur parle par la bouche de ses personnages, que l'expression apparaît dans sa médiocrité et son insuffisance. N'insistons même pas sur le côté mélodramatique du dénouement et sur la sentimentalité facile qu'éveille le spectacle d'un couple d'amoureux qui se périt. Ces défauts ne sont pas de ceux qui nous surprennent sous la plume de M. Brieux : ils ne suffiraient pas à différencier sa pièce nouvelle d'avec les précédentes ; mais puisque l'auteur a prétendu nous donner une œuvre de portée sociale, c'en est donc la portée sociale que nous devons surtout examiner.

La pièce se passant dans le milieu de la mode, M. Brieux était bien obligé de peindre ce milieu. Quelques-uns lui ont reproché d'avoir mis à la scène des ouvrières et ont affecté de croire que cela ne convenait pas à la dignité de la Comédie-Française ; d'autres lui en ont fait, au contraire, un mérite et l'en ont félicité comme d'une hardiesse. Il n'y a lieu ni de se scandaliser ni de s'émerveiller. Les petits bourgeois aiment fort que les histoires se passent dans le monde des duchesses, parce qu'ils n'y fréquentent pas ordinairement : il se peut que pour la même raison les abonnés de la Comédie-Française soient curieux de pénétrer dans le monde des modistes et des piqueuses de bottines. Reste à savoir ce qu'on nous en apprend. Nous voyons qu'une des ouvrières envoie des baisers au bijoutier d'en face, que l'atelier tâche de faire passer du velours de coton pour du velours de soie, que le marchand écoule des rossignols à une cliente de province et que, privées de leur jour de sortie, les emballeuses se vengent en empilant brutalement les chapeaux canotiers sur les chapeaux cyclistes. Tous ces détails peuvent avoir été pris sur le vif : j'avoue que l'intérêt m'en échappe. Mais apparemment ce que M. Brieux a voulu nous faire connaître, c'est l'état d'âme des modistes, et ce qu'il y a de pitoyable dans leur sort. Voici de pauvres filles qui tout le jour manient des étoffes précieuses, fabriquent de leurs doigts agiles des objets coûteux, et les posent sur la tête d'aimables perruches qui

vivent dans l'opulence. Après qu'elles ont été ainsi en contact avec les aspects brillans de la vie et se sont frottées à toutes les élégances, elles rentrent le soir dans un intérieur misérable, auprès de parens qui ne sont eux-mêmes que des ouvriers sans délicatesse. N'est-ce pas là un supplice de Tantale ? Ces malheureuses ne sont-elles pas particulièrement à plaindre et ne devons-nous pas avoir pour leurs fautes un surcroît d'indulgence ? Le même raisonnement s'appliquerait aussi bien aux couturières, aux lingères, aux corsetières, aux fleuristes et généralement à tous les employés, hommes et femmes, des commerces de luxe, auxquels il faudrait adjoindre d'ailleurs les institutrices, les gouvernantes, les gens de maison, les employés de banque et beaucoup d'autres. Le contraste dont se plaint M. Brieux subsistera tant qu'on n'aura pas trouvé un moyen pour que celles qui font les chapeaux aient d'aussi beaux revenus que celles qui les portent. Il en sera de même tant qu'il y aura des pauvres obligés de travailler pour les riches, c'est-à-dire apparemment tant qu'il y aura une société. C'est contre l'inégalité des conditions que M. Brieux part en guerre : et c'est justement ce qui s'appelle pourfendre des moulins à vent.

Le grand ennemi de M. Brieux, c'est le bourgeois, c'est le patron. *Petite Amie* pourrait porter en sous-titre : *ou les crimes des patrons*. Un personnage résume en lui toutes les laideurs et toutes les vilénies de l'âme bourgeoise : c'est M. Logerais. Cet affreux boutiquier ne dit pas un mot et ne fait pas un geste qui ne traduise l'irrémissible bassesse de ses sentimens. L'auteur l'a peint d'après le procédé de la « comédie rosse » : c'est-à-dire que le personnage nous fait lui-même les honneurs de sa vilaine âme, étale ce qu'il aurait intérêt à cacher, dit tout haut ce que d'habitude on s'avoue à peine à soi-même, et se vante de tout ce qui le rend plus méprisable. On devine derrière lui l'auteur qui le fait parler, lui souffle les répliques et se réjouit que chacune concoure si exactement à son dessein. Avec sa tête grave de vieillard portant beau, son air respectable, et son ton d'autorité, ce Logerais représente l'honnête homme suivant la conception qu'on se fait de l'honnêteté dans toute une catégorie sociale. Il a un idéal, une philosophie de la vie. C'est d'abord qu'on est ici-bas pour faire fortune, bien entendu. Mais c'est ensuite qu'un homme doit vivre toute sa vie. Et il faut voir ce que devient cette théorie de l'énergie et de la *virtù* en passant par cette cervelle de marchand de modes. M. Logerais a appliqué son propre programme ; donc il a commencé par mener la vie de jeune homme, il a fait la petite fête, et c'est seulement après en avoir épuisé toutes les jouissances qu'il a songé au mariage. Une fois marié, il a combiné

la distraction avec le travail : le couple Logerais gagnait de l'argent, et aussi il s'amusait, allait au spectacle, au bal, à la campagne. Avec les années, M. Logerais est retombé à la polissonnerie : il débauche ses ouvrières : ce champion de l'ordre moral est un vicieux. Tyran domestique, il tient devant lui sa femme et son fils dans une espèce de tremblement. Il aime son fils à sa manière, qui n'est pas une manière gênante. Il s'est débarrassé de lui en le mettant au collège. Pour ce qui est de l'étudier, d'entrer avec lui dans une intimité intelligente et cordiale, il ne s'en est pas soucié et l'idée ne pouvait même lui en venir. Est-ce que les jeunes gens ne sont pas tous les mêmes ? Est-ce que les pères ne savent pas mieux que les fils où est le bonheur de ceux-ci ? André n'avait aucune espèce de goût pour le collège : on l'y a mis de force. Il serait volontiers entré dans les affaires : on lui impose une carrière libérale. Il rêvait de se marier par amour : on lui fait rompre un projet de mariage pour cause d'insuffisance de dot. Il n'est pas d'humeur à s'amuser : son père le raille de sa continence et lui fait honte de sa vertu. Après quoi, et l'ayant poussé à une aventure, il lui conseille une déloyauté. Et quand il le voit acculé à la pire détresse, il reste impitoyable : il n'a pas un élan de tendresse, pas un mouvement de pitié. Cupidité, bassesse, égoïsme, sottise et vanité, c'est en combinant ces élémens que vous obtiendrez ce produit complet, ce chef-d'œuvre du genre qu'est l'âme d'un Logerais.

Au surplus, ni sa femme, ni son fils ne valent guère mieux que lui. M^{me} Logerais est moins haïssable parce qu'elle a eu beaucoup à souffrir, et que les humiliations dont l'a abreuvée ce mari libertin lui valent d'être plainte. Elle est femme et elle est mère ; aussi serait-elle plus que son époux disposée à l'indulgence pour son fils. Mais ce ne sont que des nuances. Elle est, sur les points essentiels, la digne compagne de son mari : elle comprend l'existence de la même manière que lui, et fait les mêmes calculs. Pour ce qui est d'André, c'est un type de jeune bourgeois sans caractère, sans volonté, incapable de résistance, capable tout juste de soudaine et impuissante révolte, médiocre pour le bien comme pour le mal. Et il faut entendre au dernier acte ce père, cette mère, ce fils, s'injuriant, se jetant à la face leur mépris et leur haine. La voilà, la famille bourgeoise ! Mais voulez-vous en regard contempler un type de droiture, de courage et de résignation ? Voyez Marguerite. La noblesse de cœur de cette ouvrière, fille d'ouvriers, fait honte à la classe des patrons. Voilà le peuple !

Cette antithèse entre les vertus du peuple et la corruption de la

bourgeoisie est ce qu'on peut imaginer de plus déclamatoire et de plus puéril. Elle défraie la polémique d'une certaine presse qui fait métier d'exciter à la haine des classes. Mais du moins les auteurs de ces bonimens ne sont pas dupes de leur rhétorique. M. Briex est sincère. Il est d'une admirable sincérité. Il est d'une sincérité stupéfiante. Ce dessein d'opposer une classe à l'autre fausse la peinture de mœurs et fait perdre leur valeur aux traits d'observation exacte que contient d'ailleurs l'étude d'un caractère tel que celui de Logerais. Mais en outre le raisonnement de M. Briex pêche par la base : faute d'avoir un peu plus réfléchi, il ne s'est pas aperçu que ses attaques dépassent singulièrement le but qu'il s'était proposé. Car son Logerais vient du peuple : il a commencé par être ouvrier ; il a épousé une ouvrière ; même il a été de la Commune : c'était un pur. Il s'est élevé au-dessus de sa condition. Il a réalisé ce rêve qui est, dans le peuple, celui de tout travailleur, et qui consiste à devenir un bourgeois. Son cas est celui de beaucoup de notables commerçans qui ont débuté par être commis pour finir par être patrons. Dans l'état d'instabilité de la société contemporaine, et par suite de la rapidité avec laquelle les fortunes se font et se défont, il n'y a, à proprement parler, plus de classes parmi nous, et la distinction en est toute superficielle. La bourgeoisie d'aujourd'hui aboutit par toutes ses avenues au peuple. Et les coups que M. Briex dirige avec tant d'impétuosité contre celle-là retombent aussi bien sur celui-ci.

Laissons d'ailleurs de côté la thèse de M. Briex. Il reste à savoir comment il s'y est pris pour l'illustrer. Qu'une thèse soit juste ou fausse, elle reçoit une valeur d'art lorsque la démonstration est menée d'une façon rigoureuse. C'est l'essence de ce genre de pièce que tout doit y conduire à un dénouement nécessaire. « Un dénouement est un total mathématique, écrit Dumas fils, le théoricien de la pièce à thèse. Si votre total est faux, toute votre opération est mauvaise. J'ajouterai même qu'il faut toujours commencer sa pièce par le dénouement, c'est-à-dire ne commencer l'œuvre que lorsqu'on a la scène, le mouvement et le mot de la fin. On ne sait bien par où on doit passer que lorsqu'on sait bien où l'on va. » Nous allons à la noyade finale des deux amans. Il s'agit de savoir si cette noyade était la conclusion inévitable des faits tels qu'ils ont été présentés, le crime d'une société mal faite. C'est l'avis du jeune Logerais, et il ne nous l'envoie pas dire : « Eh bien ! elle est admirable, la morale bourgeoise. Oni, ma pauvre Marguerite, si je t'avais abandonnée, toi et ton enfant, si je t'avais réduite à la misère, à la prostitution ou à l'infan-

ticide, la société d'aujourd'hui me regarderait comme un des siens, et me donnerait un brevet de parfaite moralité. Ah ! les hypocrites, les cuistres, les mufles, les canailles ! » Mais ce n'est pas du tout de cela qu'il s'agit, et ce jeune phraseur sort de la question. Il est toujours très commode de s'en prendre à autrui de ses propres fautes et de faire le procès à la société qui n'en peut mais. Personne ne l'a forcé à séduire une jeune fille qui ne s'offrait pas à lui, et qu'il savait ne pouvoir épouser. C'a été un effet de sa foncière veulerie, et il a glissé à cet acte de médiocre libertinage, comme tout à l'heure il va glisser au suicide. Prendre pour maîtresse une jeune fille qu'on n'a pas l'intention d'épouser, prendre la charge d'une femme et d'un enfant quand on n'a pas les moyens de les nourrir, c'est se conduire en malhonnête homme. Qu'on soit d'ailleurs le fils d'un marquis, d'un marchand de modes ou d'un serrurier, cela n'y fait aucune différence. Ce crime n'est pas celui de la bourgeoisie, mais celui d'un jeune homme sans conscience et sans énergie. Le suicide d'André n'est que le dernier aboutissement de sa lâcheté. Il n'y a aucune conséquence à en tirer au point de vue de la réforme de nos mœurs. C'est un acte isolé.

Ce dénouement n'est ni faux, ni vrai : il est plaqué. C'est un dénouement qu'il a plu à l'auteur de choisir, et auquel on pourrait avec avantage en substituer divers autres. Exemple. Supposons qu'André, malgré toutes les résistances, épouse Marguerite, et repassons quelques années plus tard. Nous aurons sous les yeux ce ménage atroce que font deux êtres d'éducation différente, devenus insupportables l'un à l'autre, et dont l'amour s'est promptement changé en haine. Pour contester ce qu'un pareil dénouement enfermerait de réalité douloureuse, il faudrait n'avoir jamais regardé autour de soi et n'avoir aucune expérience de la vie. Donner ce supplice comme conséquence à la légèreté d'André, c'eût été la conclusion humaine de la pièce. M. Brieux l'a écartée, parce qu'elle montrait la part de vérité qu'il y a dans les objections que fait le bonhomme Logerais à la proposition d'un mariage disproportionné ; mais il ne peut empêcher qu'elle ne se présente à notre esprit. Le dénouement qu'il a préféré est tout arbitraire. Et c'est en ce sens qu'on a eu raison de n'y voir qu'un fait divers. Tout suicide et tout meurtre, répondra l'auteur, est un fait divers. Sans doute, mais il appartient au moraliste de transformer ce fait divers, en remontant dans la chaîne des causes, en montrant qu'il est le résultat de tout un état de choses, et qu'il révèle un vice social. C'est ce que M. Brieux n'a pas su faire. Il a procédé à la manière du chroniqueur qui, s'emparant de l'actualité, spéculant sur une sensi-

blerie conventionnelle, entoure le fait du jour de quelques phrases à effet. C'est de bonne besogne courante pour un journaliste qui sait l'art de traiter son public comme il le mérite. Ce n'est à aucun degré l'œuvre d'un moraliste, ni d'un auteur dramatique.

Dans ces dernières œuvres M. Brieux n'a pas modifié essentiellement sa manière ; mais il a exagéré tous ses défauts. De tout temps il a eu l'ambition de transporter les questions sociales au théâtre, et nous ne formons qu'un souhait c'est de l'y voir réussir, autant et mieux qu'il ne l'avait fait jadis. Pour cela il devra se souvenir que toutes les questions ne sont pas propres à être traitées par les moyens du théâtre, que l'intérêt qu'elles peuvent avoir en elles-mêmes ne dispense pas l'auteur dramatique de tout travail de mise en œuvre, et qu'il court un grand risque en se contentant d'une facture de plus en plus lâchée. Travailler à la réforme de la société est une noble entreprise, à condition pourtant d'y apporter des vues personnelles, des idées réfléchies, et non pas seulement des aspirations généreuses mais vagues. Quand on fait un grand effort contre une porte, encore faut-il faire attention que ce ne soit pas une porte ouverte. Et quand on est bien sûr qu'on a quelque chose à dire, encore faut-il travailler à le dire le moins mal possible.

Le rôle de M. Logerais est excellemment tenu par M. de Féraudy. Il était impossible de le composer avec plus d'intelligence et de justesse. M. de Féraudy a montré qu'on pouvait pousser le naturel jusqu'aux extrêmes limites, sans tomber dans la vulgarité et sans cesser d'être un artiste de goût et de style.

M^{lle} Suzanne Després faisait dans le rôle de Marguerite ses débuts à la Comédie-Française. L'artiste a fait ses preuves sur d'autres scènes : on connaît assez ses qualités d'intelligence, son jeu âpre et nerveux. Il faudra qu'elle s'adapte à un cadre nouveau ; elle devra se départir aussi d'une affectation qui en vaut une autre, celle du naturel. Ce sera l'affaire d'un peu d'expérience et de quelques rôles classiques.

M. Dessonnes avait un rôle ingrat, celui d'André Logerais. Il s'en est tiré à son honneur. M. Berr a dessiné une silhouette pittoresque de galvaudeux. M^{me} Kolb a joué dans une note très juste le rôle de l'infortunée M^{me} Logerais.

RENÉ DOUMIC.

REVUES ÉTRANGÈRES

L'ÉVOLUTION HISTORIQUE DE LA LITTÉRATURE ALLEMANDE

Geschichte der Deutschen Litteratur, par Adolphe Bartels,
2 vol., Leipzig, 1902.

Ayant à rendre compte, il y a deux ans, d'une *Histoire de la littérature allemande au XIX^e siècle*, je regrettais que l'auteur de ce livre, et tous ses confrères allemands avec lui, s'en tinssent à une méthode d'exposition qui faisait de leurs savans travaux quelque chose comme des nomenclatures sans ordre ni lien, des recueils de notices assemblées au hasard, des œuvres où manquait l'unité vivante désormais indispensable à l'histoire littéraire aussi bien qu'à toutes les autres formes du récit historique. « Une méthode nouvelle, écrivais-je, est en train de se substituer aux méthodes par trop fantaisistes des critiques et historiens d'autrefois. Et ce qu'est cette méthode nouvelle, je n'ai point à le dire ici, où elle a été tant de fois et si éloquemment définie. Mais j'ai eu déjà l'occasion de faire voir comment, de proche en proche, elle a pénétré toute la critique littéraire d'à présent, de telle sorte qu'en Russie comme en Angleterre, en Italie comme aux États-Unis, l'occupation dominante des historiens de la littérature est de marquer les étapes successives de l'évolution des divers genres, en tenant compte tout ensemble du caractère propre de chacun de ces genres et de l'influence réciproque des genres entre eux. C'est cette méthode qu'aurait dû suivre M. Meyer, s'il avait voulu se mettre au courant de son temps : mais, surtout, c'est elle qu'il aurait dû suivre

s'il avait voulu nous présenter une histoire vraiment exacte et vivante du développement de la littérature allemande au XIX^e siècle. Elle seule lui aurait permis d'établir un lien entre les innombrables notices dont est formé son livre, et un lien logique, naturel, correspondant à l'ordre même des dates et des faits. En mille pages comme en cent, cette méthode lui aurait rendu possible de donner à son récit l'intérêt d'une véritable histoire, où les événemens naissent les uns des autres, où ils s'éclairent, se complètent, se corrigent l'un par l'autre. Et sans doute, en fermant le livre, nous aurions oublié bon nombre des noms propres que nous y aurions lus, mais nous aurions su ce qu'avait été, au XIX^e siècle, la littérature allemande, ce qu'elle avait cherché et ce qu'elle avait obtenu, l'originalité de son rôle entre les autres littératures européennes, et la signification des grandes œuvres qu'elle avait produites.

La fâcheuse lacune que je signalais ainsi dans l'histoire de la littérature allemande vient d'être définitivement comblée. Un des plus érudits, des plus intelligens, et des plus libres esprits parmi les écrivains allemands d'à présent, M. Adolphe Bartels, nous offre aujourd'hui, en deux gros volumes, une *Histoire de la littérature allemande* qui est toute conçue, précisément, au point de vue de l'évolution successive des genres et des styles. Voici d'ailleurs en quels termes M. Bartels nous définit lui-même, dans sa préface, le plan général de son livre, ainsi que la méthode qu'il y a suivie : « J'ai pensé, nous dit-il, que le tableau de l'évolution historique de notre littérature devait être traité en dehors de l'étude détaillée et approfondie de la vie et de l'œuvre de chacun de nos grands écrivains en particulier. J'ai donc essayé de retracer, d'une part, ce tableau général de l'évolution de la littérature allemande, et d'y ajouter par ailleurs, en manière d'appendices pour chaque période, des études plus complètes sur les principaux écrivains. De cette façon, le tableau général pourra, je crois, garder la tenue, l'ordonnance serrée et mobile, qui conviennent à une vue d'ensemble historique ; tandis que, dans l'appréciation isolée de l'œuvre des grands écrivains, j'ai pu ensuite non seulement caractériser avec plus de précision ce que cette œuvre avait d'original, mais encore mêler à mon analyse certains jugemens esthétiques qui m'ont paru nécessaires. Cependant, ce que je me suis proposé avant toute chose, c'est de fixer, d'une façon pour ainsi dire obligée, la marche de l'évolution littéraire aux diverses périodes, en assignant à chaque écrivain, dans cette évolution, la place propre, la place vraiment effective qu'il y a occupée, celle qui résulte de la date de publication de ses œuvres et de l'influence directe qu'elles ont exercée. »

On ne saurait, en effet, souhaiter un ordre plus clair, ni un enchaînement plus rigoureux à la fois et plus significatif que ceux qu'a mis M. Bartels dans les grands « tableaux de l'évolution historique » qui précèdent les notices consacrées par lui aux principaux écrivains des diverses périodes. Pour la première fois, grâce à lui, le mouvement séculaire de la littérature allemande nous apparaît dans sa suite et dans son unité. Pour la première fois, nous comprenons l'importance attachée, aujourd'hui encore, par les critiques allemands, à des écrivains dont les œuvres ne trouvent plus guère de lecteurs, mais n'en continuent pas moins à représenter des étapes décisives de l'évolution littéraire, des événemens d'une portée à jamais mémorable. Et ainsi les maîtres de la littérature allemande, les Klopstock et les Lessing, les Goethe et les Schiller, les Hebbel et les Keller, cessent d'être pour nous des phénomènes isolés, c'est-à-dire forcément incompréhensibles : nous voyons d'où ils sont sortis, ce qu'ils ont pris à leur temps et ce qu'ils y ont ajouté, nous nous rendons compte de leur valeur propre et du rôle qu'ils ont joué.

Peut-être seulement M. Bartels aurait-il mieux fait de supprimer entièrement, ou de réserver pour un autre ouvrage, les notices qu'il a jointes à chacun des chapitres de son intéressant récit. Autant des notices de ce genre sont précieuses et même nécessaires lorsqu'elles ajoutent au récit général une foule de documens et de menus détails biographiques, historiques, ou bibliographiques, ainsi que c'est le cas, par exemple, dans le *Manuel d'Histoire de la littérature française* de M. Brunetière, dont le plan général se retrouve à peu près exactement dans l'ouvrage de M. Bartels ; autant, dans ce dernier ouvrage, elles risquent de faire double emploi avec le récit qui les précède, faute de contenir autre chose que des appréciations critiques, c'est-à-dire une répétition plus développée de ce que l'on a lu déjà quelques pages plus haut. Parfois même nous avons l'impression que ces notices, loin de compléter notre connaissance des écrivains allemands, ne servent qu'à l'embarrasser et à la troubler, comme si l'auteur, en les écrivant, n'avait plus retrouvé l'élan, la chaleur, la force de pénétration qui lui avaient permis précédemment de dégager, toute vivante, devant nous, la figure des principaux écrivains de son pays, quand il les considérait surtout au point de vue de leur place dans le grand développement de la littérature nationale.

Mais je ne voudrais pas que cette observation parût déprécier le moins du monde l'éminente valeur historique et critique de l'ouvrage

de M. Bartels. Non seulement cet ouvrage a le mérite d'introduire, dans le sujet qu'il traite, un ordre et une clarté, une unité et un mouvement qui y ont toujours manqué jusqu'ici ; il atteste, en outre, une érudition d'autant plus remarquable qu'on la sent plus sincère et plus consciencieuse. L'auteur a évidemment pris la peine de lire et de relire d'un bout à l'autre les écrits dont il nous parle : aussi bien s'y trouvait-il obligé par le point de vue nouveau où il s'était placé. Et son livre diffère encore de tous ceux de ses prédécesseurs par une liberté et une franchise de jugement qui en sont peut-être les deux traits les plus caractéristiques. Sur chacun des écrivains qu'il passe en revue, M. Bartels a une opinion bien à lui, et l'exprime sans jamais s'inquiéter des opinions antérieures qu'elle se trouve contredire. Son *Histoire* est certainement la plus libre qu'on ait depuis longtemps écrite en Allemagne : et je ne serais pas étonné qu'elle fût aussi la plus impartiale. Le fait est qu'on n'y voit point trace des partis pris qui gâtent, par exemple, les remarquables travaux de Scherer ou de Stern, de M. Brandès ou de M. Meyer. Le protestantisme de l'auteur ne l'empêche point de rendre justice aux écrivains catholiques ; son culte pour Goethe ne va point jusqu'à l'aveugler sur l'importance du rôle qu'a joué le romantisme ; et, d'une façon générale, toujours il s'efforce de comprendre la signification véritable des divers écrivains de son pays, plutôt que de leur chercher querelle au nom de ses propres idées. Sa conscience de faire acte d'historien l'a presque constamment délivré des défauts où sont trop volontiers portés les critiques : c'est encore un des avantages qu'il doit à la précieuse méthode dont il s'est servi. Mais il le doit aussi, en grande partie, à l'intention pour ainsi dire morale qu'il s'est proposée en écrivant son livre, et qui lui a permis de donner à celui-ci, en plus de l'unité d'une même méthode, l'unité plus profonde d'un même principe et d'une même direction.

Car l'ouvrage de M. Bartels est conçu tout entier dans un esprit qu'on serait tenté d'appeler « nationaliste. » L'auteur admet, avant toute chose, en thèse fondamentale, que la race allemande possède un caractère et des qualités propres, qui doivent l'avoir guidée dans l'évolution de sa littérature aussi bien que dans celle de sa vie politique. Ce qu'il demande avant tout aux écrivains de son pays, c'est d'être *Allemands* ; et le degré où ils le sont, est, à ses yeux, la mesure principale de leur valeur, non pas individuelle, mais générale, historique, je dirais presque sociale. Il ne méconnaît pas le talent de Heine, de M. Sudermann, des romanciers et des dramaturges contemporains : il leur reproche seulement d'avoir voulu introduire, dans leur littérature

nationale, des tendances étrangères, opposées au génie de la race, et qui n'ont pu manquer d'entraver, ou tout au moins de contrarier, son développement naturel. C'est là un point de vue que je n'ai pas à apprécier, quant à sa valeur absolue, mais qui me paraît en tous cas fort louable quant aux facilités pratiques qu'il offre à un historien pour mettre dans son œuvre, à la fois, une harmonie intérieure et la plus grande somme possible d'impartialité. Pourvu qu'un écrivain reflète en lui quelques-uns des élémens essentiels de l'âme allemande, M. Bartels est tout prêt à lui pardonner ses opinions politiques ou esthétiques, l'idéal qu'il a conçu et la façon dont il l'a poursuivi. Peut-être le trouvera-t-on injuste, çà et là, pour quelques hommes qu'on s'est trop accoutumé à entendre vanter ; mais du moins son injustice n'est-elle jamais que relative, puisqu'il nous prévient lui-même de l'unique motif qui l'y a conduit.

Le « nationalisme » de M. Bartels s'appuie d'ailleurs sur une conception très large de la portée et des limites du génie allemand. Celui-ci, à l'en croire, est capable des manifestations les plus différentes ; mais il se caractérise par un certain nombre de traits qui se retrouvent, notamment, chez quatre des représentans les plus parfaits et les plus typiques de la race : Luther, Kant, Goethe et Bismarck, quatre hommes dont M. Bartels nous affirme qu'on aurait peine à en trouver l'équivalent au dehors de l'Allemagne. Dans le génie national tel qu'ils le symbolisent, « le fond l'emporte sur la forme, la vérité sur la beauté, et le caractère tient plus de place que l'harmonie. Mais aussi ce caractère s'accommode des plus grands contrastes. Dès le moyen âge, le sérieux, profond et sombre Wolfram d'Eschenbach s'oppose au joyeux et lumineux Gottfried de Strasbourg ; et de même, plus tard, en face du vigoureux Luther nous voyons le raisonnable Hans Sachs, en face du séraphique Klopstock le frivole Wieland, en face du clair Lessing le profond Herder, en face du pathétique Schiller le réaliste Henri de Kleist, en face du naïf et sensuel Grillparzer le subtil Hebbel, qui, bien avant Ibsen, a porté au théâtre les problèmes douloureux de notre destinée. Chez un seul de nos grands hommes, le plus grand de tous, chez Goethe, ces contrastes se trouvent réunis et conciliés ; mais Goethe lui-même, dans ses chefs-d'œuvre, surtout dans son *Faust*, nous apparaît comme un poète du Nord, à cela près que, en lui, le désir de la beauté est plus profond et plus actif qu'en aucun de ses rivaux. »

Ainsi, en résumé, pour M. Bartels, l'individualisme est un des caractères distinctifs de l'esprit allemand : et de là vient que le fond y a toujours plus d'importance que la forme, qui, en un certain degré,

dépend davantage de la tradition. Aussi la littérature allemande n'a-t-elle point peut-être, sauf chez Goethe, la perfection continue et typique de certaines autres littératures; mais M. Bartels affirme qu'elle est, en revanche, plus variée, plus riche, plus apte à se renouveler par des manifestations imprévues. L'individualisme y étant plus fort qu'ailleurs, la marche du développement littéraire y est moins subordonnée à une civilisation collective. Sans cesse, brusquement, et tandis que l'on pourrait croire déjà à une décadence, des hommes surgissent, venus du midi ou du nord, des confins de la Prusse ou de ceux du Tyrol, qui apportent au courant une eau vive et fraîche. De telle sorte que la littérature allemande diffère encore de nos littératures latines comme de la littérature anglaise en ce que l'on n'y trouve pas au même degré un style national. « Nous ne possédons pas un drame allemand, au sens où il y a un drame espagnol, anglais, une tragédie française; mais nous avons le drame de Lessing, celui de Schiller, celui de Grillparzer. Nous n'avons pas non plus un roman national, au sens où l'ont les Français et les Anglais; mais, en revanche nous trouvons, chez nos romanciers, une bien plus grande variété de caractères, au point que même ceux d'entre eux qui ont spécialement écrit pour le grand public, Spindler, Holtei, Hackländer, nous offrent encore une physionomie nettement distincte. »

Je crains que, sur ce dernier point, le légitime orgueil patriotique de M. Bartels ne le rende injuste pour les littératures des autres pays : ce qu'il dit des Holtei et des Hackländer, nous pourrions le dire tout aussi affirmativement d'Alexandre Dumas et d'Eugène Sue, de George Sand et d'Octave Feuillet; et les Anglais ne seraient pas en peine d'en dire autant de leurs Kingsley et de leurs Trollope. C'est du reste un fâcheux travers, chez M. Bartels comme chez la plupart des critiques allemands, de vouloir toujours comparer leurs écrivains nationaux avec des écrivains étrangers dont l'importance et la signification leur échappent tout à fait. M. Bartels, par exemple, rapproche quelque part de Balzac je ne sais quel petit romancier allemand d'il y a quarante ans, sans se douter que ce Balzac, — qu'il a parfaitement le droit d'ignorer, — est à coup sûr une des plus puissantes « individualités » littéraires de tous les temps, au sens même où M. Bartels entend et apprécie ce mot, dont il va jusqu'à faire la principale caractéristique du génie allemand. Ailleurs, il définit le mérite des poètes Freiligrath et Herwegh en disant qu'ils sont à peu près, dans la littérature allemande, l'équivalent de Victor Hugo et de Lamartine. Comment un esprit aussi libre et aussi avisé n'a-t-il point songé qu'une

race tout entière, pendant tout un siècle, n'aurait pas honoré comme elle l'a fait Lamartine et Victor Hugo s'il n'y avait pas eu, chez eux, quelque chose d'absolument supérieur, quelque chose qui, même quand on ne comprend pas ces poètes, suffit pour empêcher de les comparer à d'autres qu'on nous présente expressément comme d'honnêtes médiocrités ? Mais, encore une fois, c'est un point sur lequel les critiques allemands semblent incorrigibles : puissions-nous seulement ne pas les imiter, en comparant nous-mêmes nos écrivains avec des hommes d'autres pays, qui, n'ayant point écrit pour nous, ont infiniment de chances de nous rester à jamais inconnus !

L'individualisme des écrivains allemands ne va point, d'ailleurs, jusqu'à les empêcher d'être de leur temps. Peut-être subissent-ils à un degré moindre le contre-coup du mouvement littéraire qui se produit autour d'eux : ils le subissent cependant ; car M. Bartels reconnaît lui-même qu'il y a dans l'évolution des genres une marche régulière, fatale, ou tout au moins résultant d'une foule de causes diverses, contre lesquelles il n'y a point d'originalité qui puisse prévaloir. Le plus personnel des dramaturges d'aujourd'hui est encore forcé de se conformer en un certain point aux habitudes théâtrales de ses contemporains, sauf ensuite pour lui à les modifier, si son génie et les circonstances extérieures s'accordent pour le lui permettre ; jamais, en tout cas, les drames qu'il créera ne pourront ressembler à ceux d'un contemporain de Schiller ou de Grillparzer. Et ainsi l'histoire de la littérature allemande, comme celle de toutes les autres littératures, se divise naturellement en plusieurs grandes périodes, dont chacune comporte un idéal propre, une façon particulière de sentir et de s'exprimer.

Ces périodes, d'après M. Bartels, sont pour la littérature allemande au nombre de huit. La première comprend tout le moyen âge, depuis le *Beowulf* et les *Nibelungen* jusqu'à la Réforme. M. Bartels l'appelle « la période de la littérature populaire, religieuse, et chevaleresque. » La seconde embrasse le xvi^e et le xvii^e siècle : c'est la période « de la littérature bourgeoise et savante ; » elle a pour principaux représentans l'auteur anonyme du *Reineke Vos*, Ulrich de Hutten, Luther, Hans Sachs, le poète alsacien Fischart, l'érudit Martin Opitz, qu'on a surnommé « le père de la nouvelle métrique allemande ; » puis, au xvii^e siècle, le poète tragique et satirique Gryphius et le conteur Grimmelshausen, qui, avec son histoire de *Simplicissimus*, a créé en Allemagne un type très caractéristique du roman picaresque. La troisième

période est celle des « écoles française et anglaise. » Elle va de 1673 à 1760, et prépare déjà la période « classique, » celle de Goethe et de Schiller, qui s'arrête elle-même vers 1800.

Jusque-là, durant plus de dix siècles, la littérature allemande n'a pas cessé d'être en progrès. De génération en génération elle a en quelque sorte travaillé à se constituer, pour parvenir enfin, dans la période classique, au plus haut degré de perfection dont elle était capable. Désormais, à travers tout le *xix^e* siècle, elle va commencer à déchoir. « Avec Goethe elle a atteint son sommet ; puis, lentement, elle descend. « Mais sa descente n'a point, par bonheur, la régularité de sa montée : elle est faite plutôt d'une série d'alternatives, d'actions et de réactions, où se produisent en grand nombre des œuvres d'une originalité imprévue et vigoureuse ; et leur action réussit à retarder, sinon à arrêter tout à fait, l'inévitable chute du courant littéraire. Après la période « classique, » vient d'abord la période « romantique. » Elle s'étend de 1800 jusque vers 1830 ; et, inférieure déjà en *qualité* à la période précédente, elle est au contraire plus riche en *quantité*, avec un nombre plus grand d'hommes et d'ouvrages. Ses principaux représentants sont Hœlderlin, les frères Schlegel, Louis Tieck, Novalis, Kleist, Hoffmann, Clément Brentano, Eichendorff, Uhland, et Chamisso. Après elle se produit une période que M. Bartels nomme, très justement, « le post-classicisme » et « le post-romantisme. » C'est la période des Grillparzer, des Ruckert, et la période, aussi, de la *Jeune Allemagne*, dont les tendances s'inspirent plus directement du romantisme, tandis que celles de Grillparzer, de Ruckert, et de Platen, se rattachent plutôt à l'école classique.

Enfin les deux dernières périodes, qui vont de 1850 à 1900, correspondent assez exactement à celles que nous avons vues se succéder, durant le même intervalle, dans la littérature française. L'une est essentiellement « réaliste ; » c'est à elle qu'appartiennent, en Allemagne, les drames de Hebbel et d'Otto Ludwig, les poèmes de Théodore Storm et de Klaus Groth, les romans de Freytag, de Reuter, des Suisses Jeremias Gotthelf et Gottfried Keller. Quant à la période contemporaine, qui succède à celle-là, M. Bartels y trouve encore à louer maintes œuvres originales, surtout les romans de Scheffel, de Conrad Ferdinand Meyer, de M^{me} d'Ebner d'Eschenbach et de Théodore Fontane ; mais il donne à l'ensemble de cette période le titre de « décadence ; » et le fait est que, à en juger par l'image qu'il nous offre de la littérature allemande contemporaine, l'individualisme allemand aura besoin d'un effort prodigieux pour sauver de l'anéantissement définitif une

littérature d'où semble avoir disparu tout reflet vivant du génie national.

Telle est, dans ses grandes lignes, la division de l'excellent ouvrage de M. Bartels. Mais je voudrais montrer encore, au moins par un seul exemple, de quelle lumière nouvelle l'auteur a su éclairer son sujet en y appliquant une méthode et des principes nouveaux. Aussi bien n'aurai-je pas de peine à choisir cet exemple : car, quoi qu'en dise M. Bartels, les origines de la littérature allemande ne diffèrent pas sensiblement de celles de la plupart des autres littératures de l'Europe ; et quant à la littérature allemande du xix^e siècle, si originale, si variée, si intéressante qu'elle soit, son histoire nous a été racontée trop souvent pour que nous n'en connaissions pas tout au moins les faits principaux : tandis que nous sommes infiniment plus ignorants de l'évolution littéraire du xviii^e siècle, c'est-à-dire de l'enchaînement historique des idées et des œuvres qui, peu à peu, a contribué à produire les drames de Schiller et le *Faust* de Goethe.

« La majorité intellectuelle d'un peuple, dit M. Bartels, commence le jour où ce peuple est en état de produire un philosophe : ainsi la majorité du peuple allemand a commencé avec Leibnitz. » Mais le système de ce philosophe avait quelque chose de trop métaphysique et de trop personnel qui l'empêchait de valoir, pour l'Allemagne, comme un code du rationalisme libéral et bourgeois : ce code se trouva tiré de la philosophie de Leibnitz, dans les premières années du xviii^e siècle, par le fameux Christian Wolff, qui ne devait plus cesser, pendant cinquante ans, de régner en maître sur la philosophie allemande. Et certes Leibnitz, Wolff, les piétistes Spener et Francke, attestent déjà un réveil de la pensée allemande ; le terrain est labouré, mais on ne sait pas encore ce que l'on doit y semer. Un compatriote et ami de Leibnitz, Christian Thomasius, écrit alors un discours *Sur la manière dont on doit imiter les Français*, et c'est en effet aux classiques français qu'on s'adresse d'abord, sauf à leur préférer bientôt pour modèles leurs imitateurs anglais, Pope, Gay, Addison et Milton. En 1700, le baron de Canitz, « le Malherbe allemand » publie un recueil d'épîtres et de satires en vers ; quelques années après, Neukirch fait paraître une traduction en vers de *Télémaque*. Mais l'imitation des Français et des Anglais ne porte vraiment ses fruits que vers 1720, où l'on voit se former trois véritables écoles, à Hambourg, dans la Suisse allemande, et à Leipzig. A Hambourg, l'influence anglaise prédomine. Brockes imite Pope et Thomson ; Hagedorn s'inspire à la fois de Pope et de

La Fontaine; mais surtout l'on voit paraître, dès 1713, toute une série de journaux hebdomadaires rédigés sur le modèle du *Spectator* d'Addison. L'influence anglaise se retrouve également en Suisse, où Bodmer, en 1732, publie une traduction en vers du *Paradis perdu* de Milton. Mais autrement puissante est l'action de l'école de Leipzig, où un homme d'une intelligence et d'une énergie remarquables, Gottsched, travaille à répandre l'influence française. Depuis la tragédie cornélienne jusqu'aux farces de Molière, il n'y a point de genre où Gottsched, en collaboration avec sa femme, n'ait essayé d'imiter les auteurs français. Et le journal qu'il fonde en 1740, la *Scène allemande ordonnée d'après les règles des Anciens*, va continuer pendant de longues années à introduire en Allemagne toutes les nouveautés littéraires de Paris.

Mais déjà, vers 1740, les influences étrangères commencent à perdre un peu de leur efficacité. Déjà les poètes Gellert, Gleim, Cramer, « s'ils ne produisent pas encore un art vraiment national, savent du moins revêtir de bonne forme allemande ce qu'ils ont emprunté aux écoles françaises. » Et voici que, vers 1750, deux hommes apparaissent qui vont tirer un parti décisif de cette longue série d'imitations et de tâtonnemens, pour inaugurer en Allemagne une véritable littérature allemande. En 1745 paraissent les trois premiers chants de la *Messie* de Klopstock; en 1755, Lessing fait représenter sa première tragédie, *Miss Sara Sampson*. Bientôt se joint à ces deux hommes un troisième, Christophe Wieland, qui commence en 1752 sa traduction de Shakspeare. « Le rêve de Gottsched se réalise, mais sous une autre forme. Les influences française et anglaise durent encore; mais l'imitation a pris fin, l'esprit allemand s'est émancipé; des poètes sont venus qui savent exprimer la vie nationale d'une manière déjà toute à eux. »

M. Bartels étudie ensuite l'action exercée par les trois maîtres de cette période « pré-classique. » Klopstock, d'après lui, a d'abord montré à son peuple ce qu'était et devait être un vrai poète. Il a également créé la nouvelle langue poétique allemande, rendant leurs droits à la fantaisie et au sentiment; enfin, avec ses *Odes*, il a fondé en Allemagne la nouvelle poésie lyrique. Lessing, lui, s'est efforcé d'y fonder un théâtre nouveau; et sa critique, ses articles de journaux, ont eu pour effet à la fois de stimuler le mouvement des idées et d'assouplir la prose allemande. Mais l'influence qu'il a eue tient surtout à sa personnalité. « Son goût pour les polémiques, sa franchise, sa hardiesse, la liberté de sa pensée, ont fait de lui, en son temps et jusqu'à nous, un des meilleurs représentans de l'esprit allemand. » Quant à Wie-

land, dont l'influence est loin de pouvoir être comparée à celle de ses deux rivaux, il a eu surtout le mérite d'étendre, dans la littérature allemande, la portée des influences étrangères, en y introduisant Voltaire et Shakspeare, l'Arioste et Lucien.

Aux environs de 1760, de nouvelles œuvres étrangères se répandirent en Allemagne, qui tout de suite dirigèrent dans un sens nouveau l'évolution de la littérature. La *Nouvelle Héloïse* de Rousseau, les *Poèmes d'Ossian*, les *Reliques of Ancient English Poetry* de Percy furent, pour la littérature allemande, des événemens d'une importance considérable. C'est à eux que l'on doit assigner l'origine du grand mouvement révolutionnaire qu'on a pris l'habitude d'appeler le *Sturm und Drang*, et qui, se développant d'année en année avec Herder, Burger, Claudius, Voss, Léopold de Stolberg, va aboutir aux chefs-d'œuvre de Schiller et de Goëthe.

Chacun de ces précurseurs des maîtres classiques a joué dans le *Sturm und Drang* un rôle distinct, et qui mérite d'être signalé. Le plus grand et le plus important de tous est Jean Godefroy Herder, l'élève de Kant et du théologien Hamann. « Sans être à proprement parler un poète, ni à proprement parler un critique, Herder nous apparaît le plus actif des *inspirateurs* de notre littérature. C'est à lui que nous devons nos plus hautes conceptions de l'art et de la poésie, mais surtout de ce qu'il y a, dans les arts, de sentimental et de profondément intime, de ce qui ne s'apprend point, et que l'on peut seulement éveiller en nous. C'est depuis Herder que nous savons établir une distinction entre la poésie populaire et la poésie artistique, ou plutôt entre la poésie naturelle et la poésie raffinée. Et c'est Herder qui nous a révélé l'élément lyrique en tant que tel, c'est lui qui nous a permis de reconnaître le caractère national et actuel de tous les arts. La Bible, Homère, Shakspeare, Ossian, les ballades du Nord et les romances du Sud, les chants populaires allemands et slaves, tout cela ne nous a montré sa véritable signification poétique que par l'entremise de Herder... Énormes sont aussi les services qu'il nous a rendus dans les divers domaines de la langue, de l'histoire, de la théologie, de cette recherche des *origines* qui a toujours été sa passion dominante. » Herder a ainsi contribué, plus que tout autre, à préparer l'avènement de la littérature classique : et il y a encore puissamment contribué en luttant contre le rationalisme de la période précédente, au nom du rêve, de la fantaisie, et du sentiment.

Burger, lui, a déjà été un grand poète lyrique, au sens direct du

mot, « un poète qui a laissé couler toute son âme dans ses vers. » C'était, avec cela, un malade, et sa poésie n'a point la santé de celle des maîtres qui vont suivre : mais elle n'en est pas moins vivante, et elle atteste souvent, au point de vue de la forme, un immense progrès. « Ses *Sonnets*, par exemple, ont une douceur, une intimité, une beauté de langage, que ne dépasseront pas nos deux grands poètes classiques : tandis qu'ailleurs ses vers sont plats, banals, lourdement frivoles. » Quant à Voss, le naturel familier et touchant de sa *Louise* a certainement inauguré en Allemagne un mode nouveau du sentiment poétique : mais le principal mérite de cet estimable poète est dans ses traductions. Bien plus encore que sa *Louise*, son *Odyssée* a agi sur le courant littéraire de son temps. Avec les travaux des frères de Stolberg, c'est elle qui a ouvert les cœurs allemands à la profonde beauté des littératures anciennes.

Ainsi ces hommes, et maints autres à côté d'eux, travaillaient à recueillir les matériaux divers qui allaient constituer bientôt les grandes œuvres de Schiller et de Goethe. Mais personne d'entre eux, peut-être, n'a pris à ce travail d'élaboration une part aussi active que Goethe lui-même. La publication de *Götz de Berlichingen* en 1773, en 1774 celle de *Werther*, ont donné au mouvement du *Sturm und Drang* une impulsion, un élan, une ardeur extraordinaires. Pendant vingt ans, toute l'Allemagne s'est remplie de nouveaux *Götz*, de nouveaux *Werther*. Et rien n'est intéressant et touchant comme de voir de quelle façon le génie de Goethe a ensuite réagi, au nom d'un idéal plus haut, contre un courant dont il avait été lui-même l'initiateur principal. En nous faisant assister à l'évolution des idées, des sentimens, et de l'œuvre de ce grand homme, M. Bartels, mieux que par toutes les analyses et tous les commentaires, nous aide à comprendre sa véritable grandeur.

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 juin.

La nouvelle Chambre des députés s'est réunie le dimanche 1^{er} juin, et a procédé tout de suite à la constitution de son bureau provisoire. Le scrutin pour l'élection du président devait servir aux partis à se compter : aussi s'agitait-on beaucoup par avance, comme si ce premier combat devait déterminer le sort de toute la campagne. Deux candidats étaient seuls en présence : M. Paul Deschanel pour les libéraux, M. Léon Bourgeois pour les radicaux. On s'étonnera sans doute que M. Brisson n'ait pas été au nombre des concurrens. Bien qu'il ait éprouvé quelques désagréments au cours de la dernière campagne électorale, M. Brisson n'en était pas moins le candidat qui aurait le mieux représenté les revendications des gauches, et peut-être même le seul dont le succès aurait été un vrai triomphe pour son parti. M. Bourgeois est sans doute un radical bon teint; il ne laisse rien à désirer au point de vue des principes; mais il y a dans cet homme aimable quelque chose qui ressemble à de l'indolence, presque à du scepticisme, et qui atténue, au moins dans la forme, la rigueur de ses opinions.

Rien de pareil chez M. Brisson; mais c'est précisément pour cela qu'il a été, qu'on nous pardonne le mot, lâché par ses amis. A peine était-il revenu de Marseille à Paris, qu'on l'a entouré pour lui faire comprendre que sa candidature à la présidence de la Chambre serait inopportune : elle devait assurer l'élection de M. Deschanel. Voilà où quarante années de dévouement sans réserve à ses idées ont conduit M. Brisson ! Nous ne savons pas quelles ont été ses impressions; il ne les a confiées à personne; mais, s'il a pensé, dans le fond de son âme, qu'on se montrait cruellement ingrat à son égard, il n'a pas eu

tout à fait tort. Les partis politiques brisent ou éliminent sans le moindre scrupule les instrumens dont ils n'ont plus besoin, et encore plus ceux qui les gênent. M. Brisson était devenu gênant. Pourquoi ? Parce que son parti se voyait à la veille d'arriver au pouvoir, et qu'un parti dans cette situation éprouve toujours le besoin d'adoucir les termes de son programme, d'en enlever les épines et d'en arrondir les angles. Aussi M. Brisson ne correspondait-il plus aux circonstances. M. Bourgeois, au contraire, s'y adaptait parfaitement. Tout le monde sentait qu'il était le seul candidat capable de l'emporter sur M. Deschanel, parce que, comme M. Deschanel lui-même, il ne suscitait pas d'opposition personnelle et avait des amis sur tous les bancs de l'assemblée. Ce calcul s'est trouvé exact ; M. Bourgeois a été élu à 36 voix de majorité : victoire incontestable pour le parti radical socialiste, mais victoire remportée beaucoup plus par insinuation que de haute lutte, et qui aurait été beaucoup plus complète et plus significative avec M. Brisson. Dès le premier jour, le parti radical sentait la nécessité de s'atténuer. Cependant, en prenant possession du fauteuil, M. Bourgeois a prononcé des paroles qui sentaient la poudre. Cette Chambre, encore toute frémissante de la bataille électorale, aurait eu besoin d'être calmée plutôt qu'excitée, et M. Bourgeois ne lui a parlé que des invalidations à faire. On en a été surpris. On s'est demandé si ce langage était bien convenable dans la bouche d'un président. Hâtons-nous de dire que, lorsqu'il a été élu à titre définitif, M. Bourgeois a déclaré enfin qu'il dépouillait le harnais rébarbatif de l'homme de parti, et qu'il serait le président de tout le monde, uniquement soucieux d'assurer la liberté et la dignité de la tribune. C'est fort bien, et nous souhaitons qu'il reste fidèle à ses promesses.

Nous n'avons d'ailleurs aucune raison de croire qu'il ne le fera pas ; mais, avec M. Deschanel, la certitude d'être bien présidée aurait été encore plus grande pour la Chambre, parce qu'elle lui serait venue d'une épreuve de quatre années. Pendant toute la dernière législature, M. Deschanel a rempli avec une courtoisie parfaite et une impartialité absolue les fonctions présidentielles. Il a traversé des momens difficiles et même orageux, sans jamais rien perdre de son sang-froid, ni de son esprit d'à-propos, ni de sa fermeté lorsqu'il a eu à en user. On ne s'improvise pas président d'une Chambre : il faut de l'habitude et de l'expérience pour y montrer des qualités que M. Bourgeois acquerra peut-être, mais que M. Deschanel possédait. Si la Chambre avait songé seulement à son intérêt propre, elle aurait donc réélu M. Deschanel ; malheureusement, elle cherchait aussi autre

chose, elle voulait faire une manifestation de parti. N'aurait-il pas mieux valu attendre une autre occasion ? Mais la majorité était impatiente. Les partis étaient pressés de se compter, de savoir de quel côté se trouvaient décidément les plus nombreux et les plus forts ; et, puisque la retraite du ministère ne permettait pas de lui adresser une interpellation qui aurait pu servir de moyen, on a mis à profit l'élection du bureau provisoire. Au surplus, de nombreux précédents semblaient le conseiller. Il y a quatre ans, après les élections de 1898, la Chambre d'alors a montré tout de suite la même préoccupation que celle-ci. Les partis avaient hâte de se mesurer ; MM. Deschanel et Brisson ont été leurs champions respectifs. On sait ce qui s'est passé. M. Deschanel a été élu président, et il a été réélu tous les ans au début de chaque session ordinaire. Ce succès, quatre fois renouvelé, aurait dû, ce semble, assurer le pouvoir aux modérés : au lieu de cela, il a été donné aux radicaux. Le lendemain même de la première élection de M. Deschanel contre M. Brisson, c'est M. Brisson qui a été chargé de faire un ministère, et qui l'a fait effectivement. A M. Brisson a succédé M. Dupuy, et à M. Dupuy M. Waldeck-Rousseau, de sorte qu'on a vu se perpétuer, pendant presque toute la législature, l'anomalie d'une Chambre qui élisait constamment un président modéré et qui soutenait tout de même un ministère radical. Cela nous a rendus sceptiques sur l'importance politique de l'élection présidentielle. Nous souhaitons aux radicaux-socialistes de ne pas tirer plus d'avantages de celle de M. Bourgeois que les modérés n'en ont tiré autrefois de celle de M. Deschanel. Celui-ci, avec le talent qu'on lui connaît, pourra rendre tout autant, sinon plus de services à ses idées et à ses amis sur les bancs de la Chambre qu'au fauteuil qu'il a dû abandonner à M. Bourgeois. Nous le retrouverons à la tribune. Il est de ceux qui ont donné beaucoup, mais dont il est permis d'attendre davantage, ou autre chose : il y a quelquefois profit pour un homme politique à changer de situation et à se montrer dans un rôle nouveau.

L'inconvénient de l'élection de M. Bourgeois a été que les radicaux-socialistes ont paru avoir une majorité, et qu'ils ont dès lors exigé qu'on leur donnât le pouvoir : ils l'ont revendiqué impérieusement. Leur majorité n'était que de 36 voix ; celle de M. Waldeck-Rousseau dans la dernière Chambre avait été le plus souvent du double, — ce qui montre, entre parenthèses, que les dernières élections n'ont pas été aussi favorables aux radicaux qu'ils le disent ; — mais enfin une majorité de 36 voix est encore respectable, surtout si elle se maintient. Celle-ci se maintiendra-t-elle ? Nous le verrons plus tard. En attendant, M. le

Président de la République, qui avait si bien parlé d'apaisement à Brest et à Dunkerque, en partant pour la Russie et à son retour, a dû renoncer à faire le ministère de ses préférences. L'apaisement, la détente, il fallait voir la colère de la presse radicale et socialiste en présence des perspectives que ces mots semblaient ouvrir ! Les vainqueurs déclaraient très haut qu'ils entendaient profiter de leur victoire, c'est-à-dire être les maîtres. Ils réclamaient tous les portefeuilles ; ils ne toléreraient pas, disaient-ils, que le moindre d'entre eux s'égaraît hors de leurs mains. M. le Président de la République s'est incliné. Il a fait appeler, qui ? M. Brisson. La conversation entre ces deux hommes politiques est restée leur secret : on sait seulement que M. Brisson a refusé le mandat que M. Loubet voulait lui confier, et cela seul semble indiquer, au point de vue radical, un recul plutôt qu'un progrès sur la situation de 1898. A ce moment, en effet, M. Brisson avait accepté de former un ministère et y avait réussi : à présent, il s'en déclare incapable. L'abandon où son parti l'a laissé a sans doute diminué son autorité. Même battu à la présidence de la Chambre, il avait pu être président du Conseil en 1898, parce que tous les siens le suivaient, le soutenaient, l'appuyaient ; aujourd'hui, ils le jugent compromettant, comme s'ils avaient l'impression qu'aller avec lui au combat serait aller à la défaite. M. Brisson s'est donc retiré, et M. Loubet a fait appeler M. Combes. Celui-ci, semble-t-il, s'y attendait. Il avait annoncé depuis quelques jours que, dans le cas où on y ferait appel, son dévouement était prêt. Il a ajouté tout de suite que, puisqu'on voulait bien le charger de faire un Cabinet, il le ferait pour sûr, ne voulant pas exposer le parti radical au reproche d'irrésolution ou d'impuissance. Cette décision est honorable. Plût au ciel que les modérés, lorsque M. le Président de la République a eu recours à eux, eussent toujours répondu et agi de même ! Plût au ciel qu'ils ne se fussent pas trop souvent réservés pour une meilleure occasion, qui d'ailleurs ne venait pas ! M. Combes ne connaît ni ces hésitations, ni ces doutes. On l'a appelé, il est accouru : le lendemain, le ministère était fait.

Mais, dira-t-on, qu'est-ce que M. Combes ? Il faut bien avouer qu'il n'était pas connu du grand public, et qu'il y a eu de la surprise lorsque M. le Président de la République l'a fait venir à l'Élysée. Pourtant M. Combes a déjà été ministre ; M. Bourgeois lui avait confié, il y a six ou sept ans, le portefeuille de l'Instruction publique dans un Cabinet, qui n'a duré, à la vérité, que quelques mois, et il n'a pas laissé de mauvais souvenirs rue de Grenelle. Il a fait, dans sa jeunesse, de fortes

études ecclésiastiques; il se destinait alors à la prêtrise; mais il s'est aperçu à temps qu'il n'en avait pas la vocation et est rentré dans la vie laïque. Il est docteur ès lettres et docteur en médecine. On le regarde, au Sénat, comme un homme très laborieux, un orateur disert, et un homme de relations courtoises. Son élection récente à la présidence du groupe de l'Union démocratique l'avait mis en vue : c'est par là sans doute qu'il été désigné à l'attention de M. le Président de la République. Néanmoins, nous le répétons, ce choix a étonné. Que M. Combes fût ministre, cela semblait normal; mais président du Conseil, c'était lui imposer un lourd fardeau. Il est vrai que le parti radical n'est pas riche en hommes de premier plan. La victoire électorale, à supposer, ce dont nous nous permettons de douter, que la sienne ait été aussi grande qu'il le prétend, lui a donné le nombre, mais non pas la qualité. Il y a des partis nombreux, où il n'y a personne. Dans le parti radical, il y a bien M. Brisson; mais il est indisponible. Il y a bien aussi M. Bourgeois; mais il a été élu président de la Chambre. Alors, qui? Après avoir consulté tous les points de l'horizon, M. Loubet n'a aperçu que M. Combes, et, en vérité, pour faire un ministère purement radical, nous ne savons pas où il aurait pu trouver mieux. Les autres partis ont des hommes de mérite ou de talent en abondance; le parti libéral en a même en surabondance; le parti socialiste en a quelques-uns; la droite en compte plusieurs, qui sont naturellement inutilisables : le parti radical est certainement le moins bien partagé sous ce rapport. Otez MM. Bourgeois et Brisson, on en vient tout de suite à M. Combes.

Son court passage dans un ministère n'a d'ailleurs pas suffi pour permettre de le juger complètement. Ses amis et ses adversaires l'attendent à l'œuvre, car il y a, dans tous les sens du mot, beaucoup d'inconnu en lui. Nul ne peut dire s'il sera à la hauteur de sa besogne : mais ce qu'on peut assurer, c'est que cette besogne n'aura, ni pour but, ni pour conséquence de ramener l'apaisement que nous faisons espérer M. le Président de la République, et dont nous avons un si grand besoin. Ce n'est pas, en effet, sans motif qu'on a fait entrer dans le ministère la plupart des hommes qui, ont pris, dans les deux Chambres, une part importante à la défense de la loi sur les associations. M. Combes lui-même était président de la commission sénatoriale de cette loi. M. Vallé en a été rapporteur au Sénat. M. Trouillot l'avait déjà été à la Chambre des députés, et on se rappelle quelle passion il a apportée dans le débat. On peut donc être sûr que la loi sera appliquée dans toute sa rigueur. La déclaration ministérielle, qui a été

lue aux Chambres le 10 juin, en dit certainement moins à ce sujet que la présence simultanée dans le cabinet de MM. Combes, Vallé et Trouillot.

« La loi des associations y lisons-nous, est entrée dans sa période d'application administrative et judiciaire. Le gouvernement tiendra la main à ce qu'aucune de ses dispositions ne demeure frappée d'impuissance. » C'est tout, et, en soi, cela ne veut pas dire grand'chose. Puisqu'on avait un gouvernement purement radical, il fallait bien s'attendre à ce qu'il promit d'appliquer une loi dans laquelle la dernière Chambre et le dernier ministère ont mis leur plus grande pensée. S'il ne l'avait pas fait, la majorité l'aurait renversé tout de suite : il l'a donc fait, mais avec une certaine discrétion. Au reste, c'est là le caractère de la déclaration ministérielle tout entière. Sans doute, il y a par-ci par-là des satisfactions de mots données aux partis avancés : mais ceux-ci ne s'y sont pas trompés, et ils ont fait en somme assez grise mine à un morceau oratoire qui leur a paru fade. Ils avaient espéré mieux. La déclaration dit, par exemple, qu'« une partie du clergé » a eu le tort de « descendre dans l'arène électorale, » et qu'il y aura lieu d'examiner si les moyens d'action dont le gouvernement dispose aujourd'hui suffisent à empêcher le retour de tels écarts. Comment : une partie du clergé ? Quand M. Combes a lu ce passage de la déclaration, des voix nombreuses se sont élevées à gauche pour protester contre une pareille restriction. C'est tout le clergé qu'il aurait fallu dire ! Il aurait fallu promettre la séparation de l'Eglise et de l'Etat, seule mesure efficace pour mettre celui-ci hors des prises de celle-là ! Or, de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, M. Combes n'a pas dit un seul mot. Il a parlé de l'abrogation de la loi du 15 mars 1850, c'est-à-dire de la loi Falloux, mais en même temps il s'est prononcé contre le rétablissement du monopole universitaire. Faiblesse, ont crié les radicaux ; et le lendemain, les journaux du parti répétaient à qui mieux mieux le mot de défaillance ! Le fait est que nous ne comprenons pas très bien qu'on supprime ce qui reste de la loi Falloux sans rétablir le monopole universitaire, puisqu'il n'en reste guère que le principe de la liberté. Si on supprime purement et simplement les quelques articles de la loi de 1850 qui subsistent encore, le monopole universitaire se trouve rétabli *ipso facto*, sans qu'on ait besoin de le stipuler. On se trouvera reporté au régime antérieur. Mais M. Combes ne l'entend pas ainsi : il se contente de dire qu'il veut restituer à l'Etat « des droits et des garanties qui lui font absolument défaut. » Qu'est-ce que cela signifie ? M. Combes se propose-t-il d'exiger des garanties de

capacité plus sérieuses de la part de ceux qui voudront ouvrir une école? Nous n'y voyons pas grand inconvénient : un diplôme de bachelier suffit aujourd'hui et c'est peu. Se plaint-il du défaut de surveillance sur l'enseignement libre? Dans ce cas, il a tort de s'en prendre à la loi, car, non seulement elle autorise, mais elle ordonne cette surveillance, et ce n'est pas sa faute si l'État ne l'a pas exercée. Sur ce point encore, on se mettrait aisément d'accord. M. Combes a-t-il d'autres projets que nous ignorons? Il faut attendre de les connaître pour les juger. Sa déclaration est vague, un peu fuyante, un peu évasive : elle indique des tendances générales plutôt qu'une volonté précise et ferme. Il en est de même dans ce qu'elle dit de l'armée. « Nous saurons, y lisons-nous, tenir l'armée à l'écart de la politique. » Tant mieux! Cette phrase a été applaudie par la droite et par le centre comme par la gauche. On ne saurait établir une séparation trop profonde entre la politique et l'armée. Mais c'est une œuvre qui demande aujourd'hui quelque délicatesse de main ; et, quand nous voyons que, non content de maintenir M. le général André à la Guerre, M. Combes a jugé à propos de mettre M. Camille Pelletan à la Marine, nous nous demandons s'il a pris les meilleurs moyens de réaliser ses intentions. L'armée et la marine ne demandent qu'une chose, de la part des hommes qu'on place à leur tête, c'est qu'ils les aiment et qu'ils aient confiance en elles. Si M. le général André aime l'armée, c'est d'un amour bien agité et parfois bien brutal. Quant à M. Pelletan, il a passé toute sa vie à dire du mal de la marine, et n'a jamais laissé échapper une occasion de déconsidérer ses chefs. Peut-être cela lui passera-t-il quand il les verra de plus près : mais, en attendant, c'est un singulier cadeau que M. Combes a fait à la marine. Il est vrai, — est-ce une excuse? — que, s'il l'a fait à la marine, c'est pour ne pas le faire aux Travaux publics.

Car les Travaux publics ont été menacés de M. Pelletan, partisan acharné du rachat des chemins de fer par l'État, et qui, à moins de se donner à lui-même le plus injurieux démenti, n'aurait pas pu se dispenser, s'il avait pris la succession de M. Baudin, de déposer un projet de loi pour proposer ce rachat immédiat. Or, dans notre situation financière, le rachat des chemins de fer serait la pire des aventures, et peut-être la faute la plus grave qu'on pourrait faire après tant d'autres. Il paraît que M. Rouvier n'a accepté d'entrer dans le Cabinet que si M. Pelletan n'était pas aux Travaux publics. On avait besoin de M. Rouvier ; il était indispensable, car, si le parti radical est généralement pauvre en hommes, il l'est surtout en financiers. La présence de M. Rou-

vier dans le ministère devait ramener un peu de la confiance qu'un budget notoirement en déficit a diminuée. Mais quoi ! Il y a deux réformes que le parti radical n'a pas cessé de promettre, et dont il s'est même quelquefois fait un tremplin électoral : le rachat des chemins de fer, l'impôt global et progressif sur le revenu. M. Rouvier est l'adversaire de l'une et de l'autre, et il ne pourrait en devenir partisan, — ce dont nous ne le soupçonnons pas capable, — sans perdre aussitôt la grande situation qu'il occupe dans le monde de la finance. Que faire donc ? Il fallait renoncer à ces réformes sans en avoir l'air. Il fallait des euphémismes pour laisser espérer ce qu'on était décidé à ne pas donner. Il fallait des phrases qui seraient comme des écrans propres à dissimuler un inévitable mouvement de recul. On s'y est ingénié, et la déclaration ministérielle est intéressante à ce point de vue.

Voici comment on s'est tiré d'affaire. « La Chambre dernière, dit la déclaration, avait chargé le gouvernement de lui préparer l'étude des conditions dans lesquelles pourrait s'opérer le rachat d'une partie de nos chemins de fer : nous nous conformerons à cette décision. » La question était à l'étude, elle y reste. C'est fort bien : plus l'étude sera sérieuse, plus elle tournera contre la solution qui avait souri à l'ignorance de la dernière Chambre. Passons à l'impôt sur le revenu. La déclaration s'exprime à son sujet comme il suit : « Parmi les réformes que le suffrage universel nous a donné le mandat d'entreprendre, une des premières places appartient à celles qui doivent introduire dans notre système fiscal plus d'équité et d'esprit démocratique, et notamment au remplacement de certaines de nos vieilles contributions par un impôt général sur le revenu, qui, taxant chacun suivant ses facultés, doit soulager dans une large mesure la démocratie des villes et des campagnes. » Cela n'est pas bien méchant. Nous avons deux contributions directes sur quatre, la taxe personnelle-mobilière et celle des portes et fenêtres, qui ne sont autre chose qu'un impôt général sur le revenu. Qu'on les fonde ensemble sous ce nom collectif, et qu'on en modifie un peu l'aménagement : cela ne vaudra peut-être pas mieux que ce que nous avons, mais on peut essayer, le mal ne sera pas grand. Mais est-ce là ce que les radicaux et les socialistes ont toujours voulu et annoncé ? Oh ! non. Aussi leur déception était-elle grande à la lecture de la déclaration ministérielle. Au mot d'impôt général que prononçait M. Combes, ils interrompaient en criant : progressif ! M. Combes reprenait : général, et n'ajoutait pas : progressif. Qui aurait cru qu'un ministère radical, — car enfin c'est un ministère radical, — n'arri-

verait au pouvoir que pour passer sous silence, traiter par omission, enfin enterrer déceimment les réformes les plus chères à la démocratie ? Après cela, il faut s'attendre à tout ; et nous nous demandons si, dans peu de temps, la plupart de ses amis se tournant contre lui, M. Combes ne sera pas sauvé par les modérés, les libéraux et ces odieux progressistes qui déjà ont si souvent sauvé M. Waldeck-Rousseau. Mais, s'ils le font, ils y auront du mérite, car M. Combes n'a rien fait pour les ramener à lui. Dans l'interpellation que les radicaux et les socialistes lui ont adressée à la suite de sa déclaration, et qui, loin de dissiper les nuages accumulés sur sa politique, les a encore épaissis, la seule chose qu'il ait dite avec clarté est qu'il ne voulait pas de l'apaisement. Il a parlé du péril que le cléricanisme et le nationalisme font courir à la République, comme si nous étions encore à trois ans en arrière. En serions nous donc toujours au même point ? Trois années de gouvernement de combat n'ont elles pas encore sauvé la République ! Tout est-il à recommencer ? S'il en est ainsi, l'ancien ministère ne mérite pas les éloges qu'on lui a prodigués. Mais M. Combes, après avoir bien cherché, n'a rien trouvé de mieux que de le plagier, et c'est ce qu'il appelle le continuer. La seule différence est que nous n'avons pas M. Waldeck-Rousseau : elle a paru sensible à la Chambre.

Cela ne l'a pas empêchée d'accorder sa confiance à M. Combes ; mais, de l'aveu de tous, ce vote n'a pas d'importance. N'ayant pas pu juger le Cabinet d'après ses paroles, la Chambre a voulu l'attendre à ses actes. Soit : nous ferons de même. Mais, dès aujourd'hui, notre crainte est que, destiné à causer quelques déceptions politiques à ses amis, le ministère ne cherche à leur donner des compensations sur le terrain religieux. Bien que la phrase de la déclaration relative à la loi sur les associations ne signifie pas grand'chose, c'est de ce côté que le zèle de nos ministres est inquiétant. On ne saurait croire cependant à quel point les questions qui se rattachent aux congregations passionnent peu « la démocratie des villes et des campagnes. » Le paysan, en particulier, y reste fort indifférent : le moindre grain de mil ferait bien mieux son affaire. Malheureusement, il n'est pas à la portée de tout le monde de créer le moindre grain de mil, tandis que la persécution est chose si facile ! L'ancien ministère a vécu en la promettant ; celui-ci pourrait bien vivre en la pratiquant. Sa faiblesse même est pour nous une cause d'inquiétude. Nous nous défions des gouvernements irrésolus. Le proverbe dit qu'on ne va jamais plus loin que lorsqu'on ne sait pas où l'on va, et le ministère ne sait évidemment pas

où il va : mais il y a des gens qui savent très bien où ils veulent le conduire, et c'est ce qui nous effraie.

Il est déjà un peu tard pour parler de la paix entre l'Angleterre et les Républiques sud-africaines. La nouvelle en était attendue avec impatience; elle s'est répandue avec une extrême rapidité et a été commentée avec ardeur dans le monde entier. Elle a soulagé les consciences d'une véritable angoisse. Malgré l'héroïque résistance des Boers, l'admiration qu'elle provoquait ne permettait pas de se faire illusion sur l'inévitable dénouement de cette lutte disproportionnée. La guerre aurait peut-être pu se prolonger encore, mais en pure perte. Les Boers avaient fait tout ce qu'il était possible de faire pour obtenir des conditions un peu meilleures, et ils y avaient réussi, puisque les conditions de cette année ont été plus favorables que celles de l'année dernière; mais le moment approchait, ou du moins se rapprochait où leur épuisement final les aurait livrés purement et simplement à l'ennemi, il était de bonne politique de traiter avant qu'il fût arrivé.

Quant à l'honneur des Boers, nous n'en parlons pas : il y a longtemps qu'il était hors de cause. Certes, les Anglais ont montré, eux aussi, de solides qualités d'endurance, et leur armée a mérité des éloges. Mais il y avait une telle inégalité de forces entre l'empire britannique d'une part, et les deux pauvres républiques de l'autre, que tout l'intérêt se portait naturellement vers celles-ci, et que la fibre humaine vibrerait en leur faveur. L'attitude des gouvernements devait être et a été correcte envers l'Angleterre : en revanche, l'opinion allait partout aux Boers, les cœurs étaient pour eux, et comment n'en aurait-il pas été ainsi? Non seulement ils étaient une poignée d'hommes contre un empire colossal, mais ils défendaient leur nationalité; cela suffisait pour leur assurer les sympathies universelles, car, au siècle où nous sommes, une nationalité est chose sacrée. Nous ne saurions en voir une disparaître, écrasée sous le nombre, sans éprouver un frémissement de pitié d'autant plus vif qu'elle est elle-même plus petite, et que l'abus de la force apparaît à son égard plus odieux. Mais à quoi bon revenir aujourd'hui sur ce que nous avons déjà dit si souvent à ce sujet? Contentons-nous d'indiquer comment la guerre s'est terminée.

Elle s'est terminée par un traité, ce qui prouve qu'en dépit des vaines proclamations par lesquelles ils avaient prononcé l'adjonction des deux républiques à l'empire, les généraux anglais ont dû, sinon reconnaître officiellement, au moins respecter leur indépendance

jusqu'au bout. Le fait même que la question des rebelles du Cap a été résolue sous une autre forme, et qu'elle a paru abandonnée à l'initiative du gouvernement de la colonie, montre par opposition qu'il a fallu négocier avec les Boers : les négociations ont même été très longues, et le résultat en est resté longtemps incertain. Le gouvernement anglais parle de reddition, ce qui est jouer sur les mots. Il y en a eu une, en effet ; mais il y a eu aussi autre chose, et il suffit pour s'en convaincre de relire les noms des négociateurs qui ont signé le traité pour les deux républiques. Les uns sont des militaires, mais les autres sont les représentans de l'autorité civile et politique. Si la guerre avait duré jusqu'à l'épuisement complet de leurs forces, les chefs boers auraient peut-être été obligés de se rendre à discrétion. Les choses ne se sont pas passées ainsi, et dès lors il y a quelque chose d'un peu puéril à englober, dans le mot de reddition, ou de capitulation, des opérations de genres complexes et divers.

Toutefois, si les infortunés Boers ont conservé et exercé leur indépendance jusqu'au dernier moment, il faut convenir qu'ils y ont renoncé en reconnaissant le roi Édouard VII pour leur souverain de droit. La formule employée ne laisse place à aucune équivoque. Les deux républiques deviennent des colonies anglaises, et il ne reste rien de leur situation antérieure. Sur un point auquel il attachait tant d'importance, le gouvernement anglais a obtenu gain de cause : il y a eu soumission absolue. Mais non pas sans conditions : l'autonomie a été promise aux Boers. L'époque, il est vrai, en est restée indéterminée. On marchera vers l'autonomie par étapes successives, avec promesse de l'atteindre un jour. Quand ? Le plus tôt possible, dit le traité ; par malheur le gouvernement britannique est le seul juge de cette opportunité, et il restera peut-être longtemps sans la reconnaître. Il aurait toutefois intérêt à le faire en effet le plus tôt possible, et, s'il est vrai, comme les dépêches du Cap le rapportent en ce moment, que la soumission se fasse partout avec facilité, que les Boers ne gardent aucune arrière-pensée de résistance ultérieure, enfin qu'ils promettent d'être aussi fidèles au nouveau régime qu'ils l'ont été à l'ancien, il serait d'une habile politique de reconnaître leurs bonnes dispositions en leur montrant une confiance à laquelle ils seraient certainement très sensibles. L'Angleterre ne devrait avoir aujourd'hui d'autre préoccupation que d'effacer les souvenirs de la guerre. Quand nous disons que la nationalité boer périclité tout entière, nous entendons par là qu'elle périclité politiquement ; mais elle subsiste et subsistera longtemps, sinon même toujours, dans le cœur d'une race qui a montré une ténacité

quasi indomptable, et qui conservera ses idées, ses mœurs et sa langue. Sur ce dernier point, les Anglais ont dû faire une concession significative. Il y a quelque temps, un impérialiste fougueux écrivait au *Times* pour demander la proscription de la langue hollandaise dans les deux républiques, afin de ne pas commettre, disait-il, la même faute qu'au Canada, où l'on a laissé le français se perpétuer. Et nous demandons à qui et à quoi cela a fait du mal, au Canada. En tout cas, il a été formellement stipulé dans le traité que le hollandais serait enseigné aux enfans dans les écoles si les familles le demandaient, et on peut être sûr qu'elles le demanderont toutes. De plus, on pourra en faire usage dans les tribunaux lorsque cela paraîtra utile à la bonne administration de la justice, et il en sera certainement ainsi pendant de longues années. Les Boers seront sujets anglais, mais ils resteront Boers. Matériellement, les Anglais ont fait un effort considérable et honorable en vue d'atténuer les maux de la guerre. Ils mettent à la disposition des Burghers une somme de 75 millions de francs pour la reconstitution des fermes et la reconstitution des outils de travail, des cheptels, etc. De plus, ils s'engagent à faire des avances ou prêts sans intérêt pendant deux ans, et à 3 p. 100 après ce terme. Il faut désirer, et nous souhaitons vivement, que ces ressources suffisent pour ramener dans le pays, non pas la richesse, qui n'y a d'ailleurs jamais été, mais enfin la possibilité de vivre en travaillant.

La question des révoltés du Cap, des Afrikanders qui ont pris les armes pour aller au secours des deux républiques, était plus délicate. Le gouvernement anglais ne pouvait traiter, ni directement avec des rebelles, ni avec les Boers à leur sujet; et, d'un autre côté, les Boers ne pouvaient pas abandonner des gens qui s'étaient compromis pour eux. On a pris le parti de donner connaissance aux négociateurs boers des intentions du gouvernement du Cap à l'égard des rebelles. Il n'est pas douteux que le fond et la forme de cette démarche avaient été, comme le traité lui-même, l'objet de négociations entre les deux parties : mais, pour sauver les convenances britanniques, lecture a été faite officiellement aux Boers d'une déclaration en apparence spontanée. Les conditions obtenues pour les Afrikanders sont d'ailleurs très rigoureuses. Les rebelles ont été distingués en deux catégories. Ceux de la première sont le menu peuple, les simples soldats : ils devront reconnaître par leur signature qu'ils se sont rendus coupables de haute trahison, et la peine dont ils seront frappés consistera à être privés à perpétuité du droit de prendre part à toute élection politique ou municipale. Les rebelles de la seconde catégorie sont les officiers

et les chefs : ils seront traités suivant les lois de la colonie, traduits devant des tribunaux ordinaires ou extraordinaires, et frappés des peines que ces tribunaux jugeront à propos de leur appliquer. Il est toutefois entendu qu'en aucun cas cette peine ne pourra être celle de mort. Ces conditions, on le voit, sont extrêmement dures : il serait d'une bonne politique de les adoucir beaucoup dans l'application, et d'en effacer un jour prochain la sévérité au moyen d'une amnistie. L'apaisement est à ce prix.

Ce traité, en même temps qu'il met fin à la guerre, clôt une phase de l'histoire de l'Angleterre. Ce n'est sûrement pas la plus glorieuse de toutes, bien qu'on ait pu y constater une fois de plus les qualités d'un peuple qui garde son sang-froid au milieu de toutes les épreuves, soutient son gouvernement, même lorsqu'il a tort, pour peu qu'il y ait un intérêt national à le faire, et dispose d'une armée réfractaire à la fatigue et au découragement. Mais plus l'Angleterre s'est montrée forte, plus les Boers se sont montrés grands. Ils l'ont été d'autant plus moralement qu'ils l'étaient moins matériellement. En succombant, comme cela était inévitable, ils ont laissé au monde, qui les ignorait presque et où leur nom est aujourd'hui glorieux, l'exemple éclatant de ce que peuvent chez un peuple le patriotisme et la foi.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

F. BRUNETIÈRE.

CINQUIÈME PÉRIODE — LXXII^e ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

NEUVIÈME VOLUME

MAI — JUIN 1902

Livraison du 1^{er} Mai.

	Pages.
LETTERES D'HIPPOLYTE TAINÉ.	5
L'ALLEMAGNE VERS L'EST. — LE PANGERMANISME ET L'EXPANSION ALLEMANDE VERS L'ORIENT, par ***.	41
L'ÉTAPE, dernière partie, par M. PAUL BOURGET, de l'Académie française. . .	74
LUXEMBOURG ET LE PRINCE D'ORANGE. — III. L'AFFAIRE DE NAERDEN. — L'ÉVACUATION DE LA HOLLANDE, par M. PIERRE DE SÉGUR.	130
CINQ SEMAINES DANS L'OUGANDA RÉVOLTÉE, par M. le capitaine MARTIN-DECAEN.	164
LA PHYSIOLOGIE DE LA VIE ET LA MORT. — DOCTRINES ANCIENNES ET NOUVELLES, par M. A. DASTRE.	197
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES. .	229

Livraison du 15 Mai.

PETIT MONDE D'AUJOURD'HUI, première partie, par M. ANTONIO FOGAZZARO. .	241
LA MORT DE MORNY ET SES SUITES, par M. ÉMILE OLLIVIER, de l'Académie française.	294
LES ORIGINES DE L'ODYSSÉE. — I. KALYPSO, par M. VICTOR BÉRARD. . . .	327
EN PETITE-RUSSIE — II. LES PAYSANS. — LES VILLES, LES PÉLERINAGES, par TH. BENTZON.	357
LES IDÉES SOCIALES DE NIETZSCHE, par M. ALFRED FOUILLÉE, de l'Académie des Sciences morales et politiques.	400

	Pages.
REVUE LITTÉRAIRE. — LE ROMAN COLLECTIF, par M. RENÉ DOUMIC.	438
REVUE MUSICALE. — <i>Pelléas et Mélisande</i> , AU THÉÂTRE DE L'OPÉRA-COMIQUE, par M. CAMILLE BELLAIGUE.	450
REVUES ÉTRANGÈRES. — LE TESTAMENT PHILOSOPHIQUE DE M. HERBERT SPENCER, par M. T. DE WYZEWA.	457
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES. .	469

Livraison du 1^{er} Juin.

L'ENTREVUE DE BIARRITZ (1865), par M. ÉMILE OLLIVIER, de l'Académie française.	481
PETIT MONDE D'AUJOURD'HUI, deuxième partie, par M. ANTONIO FOGAZZARO. .	519
LE DUC DE BOURGOGNE EN FLANDRE. — I. L'ENTRÉE EN CAMPAGNE ET LE PARTAGE DU COMMANDEMENT AVEC VENDÔME, par M. le comte D'HAUSSONVILLE, de l'Académie française.	577
LES EAUX A LONDRES ET A PARIS, par M. GASTON CADOUX.	602
LES ORIGINES DE L'ODYSSÉE. — II. NAUSIKAA, par M. VICTOR BÉRARD. . . .	623
LES PORTRAITS DE FEMMES AUX SALONS DE 1902, par M. ROBERT DE LA SIZERANNE.	633
POUR LE CENTENAIRE D'AUGUSTE COMTE, par M. FERDINAND BRUNETIÈRE, de l'Académie française.	673
A PROPOS DE L'ÉRUPTION DE LA MARTINIQUE, par M. A. DASTRE.	698
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES. .	709

Livraison du 15 Juin.

QUELQUES ENSEIGNEMENTS DE LA GUERRE SUD-AFRICAIN, par ***.	721
LA PREMIÈRE CANDIDATURE HOHENZOLLERN (1866), par M. ÉMILE OLLIVIER, de l'Académie française.	768
PETIT MONDE D'AUJOURD'HUI, troisième partie, par M. ANTONIO FOGAZZARO. .	803
LE DUC DE BOURGOGNE EN FLANDRE. — II. LA BATAILLE D'OUDEGARDE, par M. le comte D'HAUSSONVILLE, de l'Académie française.	859
POÉSIE, par M. HENRI DE RÉGNIER.	878
CÔTES ET PORTS FRANÇAIS DU PAS DE CALAIS. — I. LA BAIE DE SOMME, par M. CHARLES LENTHÉRIC.	888
REVUE MUSICALE. — <i>Le Crépuscule des Dieux</i> , AU THÉÂTRE DU CHATEAU-D'EAU; — <i>Orsola</i> , A L'OPÉRA; — <i>la Troupe Jolicoeur</i> , A L'OPÉRA-COMIQUE, par M. CAMILLE BELLAIGUE.	912
REVUE DRAMATIQUE. — LE THÉÂTRE-CONFÉRENCE, par M. RENÉ DOUMIC. . . .	922
REVUES ÉTRANGÈRES. — L'ÉVOLUTION HISTORIQUE DE LA LITTÉRATURE ALLEMANDE, par M. T. DE WYZEWA.	934
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES. .	946

